ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

TABLES DES DÉBATS

TABLES DE LÉGISLATURE

CINQUIÈME LÉGISLATURE

2 avril 1973 - 2 avril 1978

TABLE NOMINATIVE

TOME III

H à O

ABRÉVIATIONS

DÉNOMINATION DES GROUPES POLITIQUES

U.D.R. ... puis R.P.R. ...	Groupe d'union des démocrates pour la République (1). Groupe du rassemblement pour la République.
P.S.R.G. ..	Groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche.
C.	Groupe communiste.
R.I. ..... puis R.	Groupe des républicains indépendants (2). Groupe Républicain.
R.C.D.S. ..	Groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux.
R.D.S. ...	Groupe des réformateurs, démocrates sociaux.
U.C.	Groupe union centriste.
N.I.	Députés n'appartenant à aucun groupe.

(1) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe du rassemblement pour la République [10 décembre 1976] (p. 9249).

(2) Remplacement de la dénomination de ce groupe par la nouvelle dénomination de : groupe républicain [25 mai 1977] (p. 3043).

H

HABY (René)

Ministre de l'éducation du 28 mai 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé ministre de l'éducation (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'éducation (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre de l'éducation (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'éducation (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre de l'éducation (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'éducation (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 (*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

DÉPOTS

— **Projet de loi** relatif à la **validation des résultats du concours de l'agrégation des lettres de 1968** (n° **1403**) [13 décembre 1974].

— **Projet de loi** relatif à l'**éducation** (n° **1736**) [10 juin 1975].

— **Projet de loi** relatif à la situation de certains personnels relevant du ministre de l'**éducation** (n° **2019**) [2 décembre 1975].

— **Projet de loi** modifiant l'article L 119-3 **du code du travail** relatif à la prorogation des mesures provisoires d'adaptation des dispositions concernant l'**apprentissage** (n° **2244**) [29 avril 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'intégration dans les corps de l'**enseignement public** de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents **handicapés** (n° **3293**) [8 décembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de l'éducation :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Gau : Rentrée scolaire de 1974** [12 juin 1974] (p. 2611) : collectif budgétaire.

— **M. Simon-Lorière : Réforme du baccalauréat** [19 juin 1974] (p. 2784).

— **M. Bonhomme : Congés scolaires** [19 juin 1974] (p. 2785).

— **M. Juquin : Enseignement** : conditions de la rentrée ; transports scolaires [26 juin 1974] (p. 2969, 2970).

— **M. Fillioud : Respect de la majorité dans les établissements d'enseignement secondaire** [9 octobre 1974] (p. 4895, 4896).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Dupuy** (n° 4608) : **Gratuité des fournitures scolaires** [9 octobre 1974] (p. 4903, 4904) : prise en charge croissante par l'Etat des frais de transports scolaires ; octroi d'aides directes aux familles défavorisées.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Gissinger : Maîtres auxiliaires de l'éducation nationale** [16 octobre 1974] (p. 5085, 5086).

— **M. Pierre Weber : Epreuves scolaires au CES de Rozay-en-Brie** [16 octobre 1974] (p. 5087).

— **M. Coulais : Aménagement de la semaine scolaire** [23 octobre 1974] (p. 5351, 5352).

— **Mme Constans : Enseignement préscolaire** [4 décembre 1974] (p. 7376).

— **M. Max Lejeune : Titularisation des instituteurs suppléants** [11 décembre 1974] (p. 7672).

— **M. Dubedout : Capacité d'accueil des collèges d'enseignement technique de la région Rhône-Alpes** [18 décembre 1974] (p. 8041).

— **M. Frelaut : Respect des normes de sécurité dans les établissements scolaires** [18 décembre 1974] (p. 8043).

— **M. Gaillard : Propagande en faveur de la réforme du système éducatif** [23 avril 1975] (p. 1994, 1995).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Labarrère** (n° **18179**) : **Sécurité dans les CES de type Pailleron** [30 avril 1975] (p. 2291) : les nouvelles normes de sécurité imposées dans toutes les constructions de type modulaire ; (p. 2292) : impossibilité pratique de procéder à la destruction de tous les CES de construction modulaire.

— **M. Mesmin** (n° **19449**) : **Drogue dans les écoles** [7 mai 1975] (p. 2469).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Legendre : Annulation du concours d'entrée à l'école normale (Eure-et-Loir)** [4 juin 1975] (p. 3655) : recrutement des instituteurs à l'issue du baccalauréat.

— **M. Ralite : Suppression de concours et de postes dans l'enseignement** [4 juin 1975] (p. 3657) : recrutement des IPES.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Bonhomme** (n° **20229**) : **Réunions dans les lycées** [4 juin 1975] (p. 3667, 3668): finalité des activités scolaires dites des « 10 % » ; travail en équipe des professeurs ; décloisonnement des disciplines.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Raymond Valenet : Personnels non enseignants des CES** [18 juin 1975] (p. 4365): nombre d'emplois moyen par établissement nationalisé ; création de six cents postes d'agents d'internat dans le budget 1975 ; efforts de formation en faveur de ces personnels dans le cadre de l'institut national d'administration scolaire et universitaire.

— **M. Mermaz : Versement de subventions dans le département de l'Isère** [8 octobre 1975] (p. 6650) : le retard de transmission dans le versement des crédits ouverts au chapitre 66-33, article 20, du budget de l'éducation nationale.

— **M. Médecin : Fédérations d'associations de parents d'élèves** [8 octobre 1975] (p. 6654) : neutralité présidant à la constitution éventuelle de comités de parents d'élèves.

— **M. Maurice Blanc : Création de classes dans l'enseignement préscolaire** [15 octobre 1975] (p. 6918) : effort fait par le Gouvernement ; création de 3.000 classes maternelles à la dernière rentrée ; les 500 postes supplémentaires représentant les moyens nouveaux mis à la disposition des inspecteurs d'académie.

— **M. Sénès : Application de la « loi Roustan »** [22 octobre 1975] (p. 7215) : situation des institutrices titulaires attendant leur affectation dans le département d'activité de leur époux.

— **M. Henri Michel : Réouverture de Truinas (Drôme)** [29 octobre 1975] : accueil des enfants de cette classe rurale.

— **M. Rolland : Réunions politiques dans les établissements scolaires** [26 novembre 1975] (p. 8957, 8958) : l'interdiction de toute réunion politique dans les établissements scolaires ; les plaintes déposées ; l'intrusion de M. Juquin au lycée Henri IV.

— **M. Durieux : Manifestation de parents d'élèves dans les établissements scolaires à l'occasion de la présentation du budget de l'éducation nationale** [19 novembre 1975] (p. 8648).

— **M. Gaillard : Sécurité des transports scolaires** [3 décembre 1975] (p. 9263) : contrôle des véhicules ; aires d'embarquement.

— **M. Aumont : Dispositions législatives à prendre en matière d'éducation** [17 décembre 1975] (p. 9908) : mise en œuvre de la loi du 11 juillet 1975 ; travaux en cours sur la modification de la nature des établissements ; problème des enseignants.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **27777**) : **Etat d'insécurité du lycée Victor-Duruy** [9 avril 1976] (p. 1600) : précisions sur la réalisation des travaux nécessaires ; la réduction des effectifs du lycée Victor-Duruy ; l'organisation de la rentrée 1977.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Voilquin : Fermeture des écoles rurales à faible effectif** [28 avril 1976] (p. 2254, 2255) : la situation des normaliens des Vosges ; l'abaissement du seuil de fermeture des classes à douze élèves ; l'intérêt des regroupements de communes.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Zeller** (n° **28408**) : **Enseignement primaire et préscolaire en milieu rural** [30 avril 1976] (p. 2514, 2515) : l'organisation de la scolarisation des enfants de trois à six ans ; la création de 11.000 classes ; les « regroupements éclatés » ; le financement des transports scolaires.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Gau : Suppléances de maîtres en congé** [5 mai 1976] (p. 2631) : le remplacement des maîtres en congé ; l'augmentation des crédits destinés à faire face à ces remplacements ; le refus de trois suppléants pour assurer le remplacement de Varacieux.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Maujoüan du Gasset** (n° **26065**) : **Constructions scolaires en milieu rural** [7 mai 1976] (p. 2822, 2823) : les charges financières entraînées par les constructions scolaires du premier degré pour les communes rurales ; les subventions de l'Etat ; la possibilité d'affecter ces subventions à des travaux d'aménagement ; la distinction entre les normes obligatoires et les normes facultatives.

— **M. Sainte-Marie** (n° **28526**) : **Subventions aux associations de jeunesse** [7 mai 1976] (p. 2824) : les subventions accordées à l'office franco-québécois, aux associations locales de jeunesse et d'éducation populaires, et aux associations nationales ; création de « postes Fonjep supplémentaires ; les critères de répartition.

— **M. Maurice Blanc** (n° **28914**) : **Remplacement des instituteurs** [14 mai 1976] (p. 3081) : le budget permet de faire face à l'absence en permanence d'un instituteur sur vingt ; la préparation d'une circulaire pour assurer encore mieux le remplacement des instituteurs et institutrices en congé.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Mexandeau : Communication de dossiers administratifs** [19 mai 1976] (p. 3193) : communications d'informations administratives partielles entre ministères relatives aux mutations de deux conjoints fonctionnaires dans des administrations différentes (application de la loi Roustan).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Goulet** (n° **28979**) : **Orientation scolaire** [21 mai 1976] (p. 3386, 3387) : l'étude de la simplification des examens qui perturbent les fins d'années scolaires ; le report envisagé des sessions d'examen sur la première quinzaine des vacances ; l'orientation, domaine difficile et controversé ; la possibilité d'une procédure d'appel ; l'élimination de la procédure d'orientation dans certaines classes.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ralite : Suppléance des instituteurs en congé** [2 juin 1976] (p. 3636) : la Seine-Saint-Denis dispose de moyens plus importants que les départements voisins ; la situation des suppléants ; l'attribution de 1.000 journées supplémentaires de remplacement à la Seine-Saint-Denis.

— **M. Huguet : Personnels d'administration des établissements scolaires** [9 juin 1976] (p. 3903, 3904) : il n'y a ni sous-équipement ni insuffisance de moyens au niveau des établissements scolaires ; la volonté de l'Etat d'alléger les charges des communes en matière de dépenses de fonctionnement des établissements scolaires.

— **M. Ralite : Suppression de postes dans l'enseignement** [9 juin 1976] (p. 3904) : les moyens mis à la disposition de la Seine-Saint-Denis.

— **M. Gaillard : Concours d'entrée en première année d'école normale** [16 juin 1976] (p. 4186, 4187) : recrutement des instituteurs après le baccalauréat ; suppression du recrutement des instituteurs remplaçants, les remplacements étant assurés par des instituteurs titulaires.

— **M. Mexandeau : Emploi des maîtres auxiliaires** [6 octobre 1976] (p. 6382, 6383) : l'évolution favorable de l'emploi des maîtres auxiliaires ; la création de postes supplémentaires ; montant de l'allocation pour perte d'emploi.

— **M. Brocard : Droit de grève des enseignants** [13 octobre 1976] (p. 6547) : la grève du 7 octobre n'a pas été un succès ; condamnation de toute entreprise de mouchardage.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Villa** (n° **32041**) : **Ecoles maternelles de Paris** [15 octobre 1976] (p. 6711, 6712) : ouverture de quarante-huit nouvelles classes maternelles et enfantines à la rentrée de 1976 (quinze dans le vingtième arrondissement) ; l'effort de construction accompli par l'Etat et la ville de Paris pour ce niveau de scolarité (quatre-vingt-quatorze classes nouvelles à la rentrée de 1977).

— **M. Gau** (n° **32383**) : **Crédits pour les établissements scolaires du second degré de la région Rhône-Alpes** [15 octobre 1976] (p. 6712, 6713) : la région Rhône-Alpes a reçu près de 10 % des crédits dépensés pour la France au cours du VI[e] Plan ; les dotations prévisionnelles, pour 1977, ont été maintenues à leur niveau de 1976 ; impossibilité de privilégier la région Rhône-Alpes au-delà de l'effort prévu actuellement.

— **Mme Crépin** (n° **32407**) : **Utilisation de l'amiante dans les constructions scolaires** [15

octobre 1976] (p. 6714) : réunion d'un groupe de travail chargé d'étudier les dangers éventuels présentés par l'utilisation de l'amiante ; les tests de pollution concernant le CES de Vic-sur-Aisne ; seul un établissement construit par l'armée américaine à Châteauroux a été considéré comme relativement dangereux (flocages mous).

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Mexandeau : Circulaire de l'inspecteur d'académie de la Corrèze** [3 novembre 1976] (p. 7416) : circulaire prohibant la participation officielle aux réunions publiques de la campagne électorale ; obligation de réserve des fonctionnaires.

— **M. Antagnac : Dégradation du service public d'éducation** [3 novembre 1976] (p. 7417) : augmentation du budget de l'éducation nationale.

— **M. Barel : Suicide d'une jeune enseignante** [10 novembre 1976] (p. 7881, 7882) : le douloureux problème du chômage des jeunes ; le suicide de Mlle Boudouresque ; la nécessité de stages probatoires ; les stages rémunérés de reconversion.

— **M. Réjaud : Mise en fiche des Havrais** [17 novembre 1976] (p. 8162) : la mise en fiche de la population pratiquée par la municipalité communiste du Havre.

— **M. Combrisson : Situation au lycée de Corbeil-Essonnes** [1er décembre 1976] (p. 8852, 8853) : le noyautage des élèves de ce lycée par le parti communiste ; la fermeture de cet établissement conséquence de la dégradation de la situation ; sa réouverture prochaine.

— **M. Tissandier : Ramassage scolaire** [1er décembre 1976] (p. 8853) : augmentation de la participation de l'Etat aux frais de transport scolaire.

— **M. Pignion : Elèves français d'écoles belges** [15 décembre 1976] (p. 9414) : recherche d'une solution entre la France et la Belgique ; instructions données pour apporter une aide aux familles concernées.

— **M. Ribes : Absentéisme des instituteurs et institutrices des Yvelines** [4 mai 1977] (p. 2433) : renforcement des moyens de remplacement ; les mots d'ordre donnés par certaines sections départementales du syndicat national des instituteurs (refus d'héberger des élèves en surnombre au-delà de deux jours).

— **M. Claude Weber : Recrutement d'instituteurs et institutrices remplaçants** [4 mai 1977] (p. 2424) : les 346 personnes chargées d'assurer les remplacements de maîtres en congé dans le Val-d'Oise ; l'accroissement du recrutement des écoles normales (8.000 postes).

— **M. Ralite : L'école et l'éducation nationale** [4 mai 1977] (p. 2425) : la volonté des éducateurs de conserver la tradition de laïcité et d'objectivité de l'école publique.

— **M. Delehedde : Carte scolaire et enseignement de certaines disciplines (histoire, philosophie, économie)** [11 mai 1977] (p. 2641, 2642) : la volonté du gouvernement de préserver l'enseignement de l'endoctrinement politique et de maintenir la tradition objective, scientifique et critique de l'université française.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Daillet (n° 37984) : Enseignement préprofessionnel** [13 mai 1977] (p. 2766, 2767) : diversification des moyens de formation technique pour remédier au chômage des jeunes ; les nouvelles possibilités d'orientation vers une formation préprofessionnelle entre quatorze et seize ans ; création d'ateliers et de classes expérimentales utilisant le système de l'alternance.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Foyer : Campagne lancée contre la réforme de l'enseignement** [25 mai 1977] (p. 3002) : la campagne d'information par brochures et émissions de télévision ; les contre-vérités répandues ; il ne sera pas tenu compte de la pétition organisée par deux syndicats d'enseignants et une association de parents d'élèves.

— **M. Gissinger : Application de la réforme de l'éducation** [1er juin 1977] (p. 3260): modernisation du système éducatif français ; développement des écoles maternelles ; abaissement des effectifs des classes de sixième ; gratuité des manuels ; position politique prise par la fédération Cornec.

— **M. Morellon : Liberté de l'enseignement** [1er juin 1977] (p. 3261) : relance par la fédération Cornec de la querelle sur la liberté de l'enseignement ; préparation d'un texte sur le fonctionnement des comités de parents.

— **M. Gau : Changement de manuels scolaires** [15 juin 1977] (p. 3800) : la gratuité des manuels en classe de sixième lors de la rentrée scolaire.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Ducoloné (n° 41040) : Transfert du centre national de télé-enseignement de Vanves** [7 octobre 1977] (p. 6015, 6016) : le transfert n'est pas envisagé ; le désir du Gouvernement de développer certains centres régionaux.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Mexandeau : Crédits des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques** [19 octobre 1977] (p. 6339) : la tâche

de recyclage effectuée par ces instituts ; réduction de leurs crédits pour en affecter à d'autres actions de formation continue.

— **M. Kalinsky : Nationalisation des CES municipaux** [9 novembre 1977] (p. 7220) : nationalisation des 5.000 collèges à la fin du mois ; répartition égalitaire des crédits ; économies réalisées par les communes du fait de ces nationalisations.

— **M. L'Huillier : Cité scolaire Edouard-Vaillant de Gennevilliers** (p. 7498, 7499) : l'enseignement normal reçu par les élèves de cette cité scolaire ; les crédits alloués pour les travaux de sécurité ; le contentieux existant entre la commune et la société chargée de la construction.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Guerlin** (n° **42258**) **: Difficultés des lycées d'enseignement professionnel** [25 novembre 1977] (p. 7956) : la promotion de l'enseignement technique objectif prioritaire du ministère de l'éducation ; les facilités spéciales données aux élèves des lycées d'enseignement technique (50 % de boursiers) ; mesures indiciaires et indemnitaires prises en faveur des enseignants techniques.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Guermeur : Introduction de la presse dans les établissements scolaires** [30 novembre 1977] (p. 8033) : préparer les jeunes en formant leur esprit critique à l'utilisation des médias ; rôle du groupe de travail paritaire « Education-presse » ; définir les conditions d'utilisation assurant le respect de l'objectivité.

— **M. Gissinger : Application de la réforme de l'éducation** [7 décembre 1977] (p. 8339) : les bonnes conditions dans lesquelles s'est effectuée la rentrée des élèves de sixième ; la majorité des parents favorables à la réforme; l'assurance du ministre que les comités de parents se réuniraient.

— **Mme Chonavel : Etat du CES Politzer à Bagnolet** [7 décembre 1977] (p. 8341) : les travaux importants exécutés depuis 1970 pour mise en conformité avec les nouvelles normes de sécurité ; la mauvaise volonté de la commune à assumer ses charges.

— **M. Mexandeau : Insuffisance des crédits pour le lycée Léon-Blum de Créteil** [14 décembre 1977] (p. 8704) : ce lycée bénéficie des mêmes dotations que les autres établissements.

— **M. Gissinger : Directeurs d'écoles** [14 décembre 1977] (p. 8708) : dispositions permettant de les dispenser d'une partie de leur service d'enseignement ; problèmes posés par la création d'un corps particulier de direction.

— **M. Franceschi : Remplacement des instituteurs absents dans les écoles primaires de Maisons-Alfort** [21 décembre 1977] (p. 9148) : répartition entre les départements des moyens dont le ministère dispose pour remplacer les instituteurs absents.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5832) : rappelle son passé au service de l'enseignement ; propose d'avancer dans le sens de l'égalisation des chances ; bilan actuel ; l'enseignement doit être diversifié ; les trois aspects particuliers d'une éducation moderne : éducation physique et pratique sportive, enseignement artistique, place des cultures régionales ; (p. 5833) : un inspecteur général aura mission de rechercher les conditions dans lesquelles les cultures régionales pourront être enseignées ; nécessité d'une laïcité au sens le plus large de notre enseignement ; des commissions paritaires examineront les conséquences de la présence d'élèves majeurs dans les établissements ; (p. 5834) : la fermeture de classes primaires permettra de transférer plusieurs milliers d'institutrices dans les classes maternelles ; défense des petits collèges ; rechercher un rééquilibrage des moyens entre les établissements ; les effectifs scolaires ; (p. 5835) : l'allégement des effectifs de chaque classe exigerait un effort budgétaire impossible actuellement ; la titularisation des instituteurs remplaçants ; situation des maîtres auxiliaires; les centres de documentation ; (p. 5836) : la politique d'information et d'orientation ; le budget de fonctionnement du ministère ; le ralentissement des constructions n'est que conjoncturel ; (p. 5837) : avancer dans la voie de la gratuité des manuels scolaires ; le Gouvernement a voulu maintenir la priorité des actions éducatives ; (p. 5882) : répond aux orateurs ; redresse un certain nombre de chiffres avancés sans contrôle ; nombre des bourses pour les élèves des CET ; (p. 5883) : l'éducation a pu jusqu'à maintenant faire face aux hausses de prix ; la formation continue des instituteurs ; l'effectif des enseignants dans les CET atteindra 43.600 à la prochaine rentrée.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Première lecture** [17 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 4287) : accroître par

l'école l'égalité des chances ; les efforts successifs faits en faveur de l'adaptation de l'éducation ; une évolution qui ne s'est pas faite au rythme de l'évolution du corps social ; la place satisfaisante de la France dans l'effort de démocratisation de l'enseignement ; le faible nombre de pays ayant vu se développer une formation préscolaire ayant pour but l'égalité des chances ; la nécessité d'une formation préprofessionnelle en fin de scolarité obligatoire ; l'extension de l'enseignement des sciences humaines et des sciences de la nature ; (p. 4288) : l'affirmation d'une « culture technique » ; la recherche d'un enseignement du second cycle développant la culture de base, la responsabilité et les capacités d'analyse ; le fort attachement des enseignants à leur métier mis en évidence par la commission Joxe ; la concertation qui a présidé à l'élaboration du projet ; l'absence de débats parlementaires sur les principes fondamentaux depuis un siècle ; (p. 4289) : le caractère global du projet ; les finalités de l'action éducative ; le droit à la « citoyenneté intellectuelle » ; la valeur des disciplines qui suscitent la curiosité intellectuelle ; l'exercice par chacun d'une fonction dans le système économique ; l'introduction d'activités manuelles et techniques et la valorisation de la culture technique ; accroître la capacité des établissements de formation professionnelle ; l'homme, fin ultime de toute organisation socio-économique ; la finalité de l'éducation : permettre à chacun de dégager « sa » morale ; (p. 4290) : la valeur des richesses qui naissent de notre appartenance à une des patries les plus anciennes ; redonner à l'instruction civique son véritable contenu ; instituer des structures fondées sur la participation ; un système scolaire qui doit corriger les faiblesses de la jeunesse sans en éteindre les vertus ; l'absence de toute référence dans le projet à un type quelconque d'organisation économique ; le rôle de l'école et de la famille ; le droit des parents de suivre les études de leurs enfants ; le malaise de l'école résultant d'un prosélytisme politique envahissant ; (p. 4291) : la possibilité d'un enseignement impartial ; l'impératif de la réduction des inégalités pour une société démocratique moderne ; développer à la fois un processus d'unification et de diversification de l'enseignement ; le droit pour tout jeune Français d'entrer dans un collège ; la continuité dans le changement qui caractérise l'évolution du système éducatif ; (p. 4293) : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité déposée par M. J.-P. Cot ; un projet de loi conforme aux principes de nos institutions ; (p. 4297) : s'oppose à la question préalable posée par M. Chambaz ; les citations tronquées faites par M. Chambaz ; [18 juin 1975] (p. 4372) : sa question à M. Ralite relative à l'enseignement du marxisme-léninisme en Allemagne de l'Est ; (p. 4385) : sa réponse aux orateurs ; la volonté du Gouvernement de ne pas agir seul ; le problème des moyens ; la création d'un millier de postes supplémentaires dans le domaine des écoles maternelles ; l'évolution de la notion de gratuité ; l'effort de l'Etat dans le domaine des transports scolaires, des manuels et des bourses ; l'objectif prioritaire que constitue le développement des écoles maternelles ; (p. 4386) : la disposition nouvelle relative au soutien des élèves en difficulté ; le problème des élèves doués ; le maintien de la qualité du baccalauréat ; la volonté de ne pas reconstituer de filières ; l'importance de l'enseignement professionnel et technique ; le problème de l'apprentissage de la lecture (p. 4387) : celui des bâtiments scolaires ; situer les collèges près des résidences des familles ; la révision de la carte scolaire ; la politique constante d'abaissement des effectifs ; le problème de l'artisanat et de la loi Royer ; (p. 4388) : le droit reconnu à tout enfant de quatre années de formation secondaire ; l'intérêt de l'introduction des activités manuelles et techniques dans les collèges ; l'absence de la part de l'opposition de toute suggestion qui soit utilisable ; (p. 4389) : l'école considérée comme un « territoire de chasse » par l'opposition ; le rôle de polémiste tenu par M. Mexandeau ; les « performances verbales » des communistes ; les citations tronquées qu'ils présentent ; l'absence d'accord de l'opposition quant à l'anathème qu'elle jette sur le texte. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 4416) : sur l'amendement n° 63 de M. Mexandeau, estime qu'il n'appartient pas à une loi relative à l'éducation de régler l'emploi des jeunes. **Article premier** (p. 4417) : sa réponse à M. André Billoux sur la gratuité de l'enseignement ; souligne l'accroissement du nombre des bourses ; (p. 4419) : son amendement n° 123 : synthèse de l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière et du sous-amendement n° 48 de M. Gaussin ; fait valoir que le sous-amendement n° 67 de M. Billoux est sans objet pratique ; (p. 4421) : souhaite que M. Gaussin ne maintienne pas son sous-amendement n° 48 ; rappelle que l'amendement n° 128 déposé à l'article 12 lui donnera satisfaction ; ses observations sur le terme de gratuité ; amendement n° 123 devenu sans objet par adoption du sous-amendement n° 132 ; (p. 4422) : son sous-amendement n° 132 à l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière ; indique que le sous-amendement respecte l'esprit de l'amendement n° 23 tout en réintroduisant la notion de scolarité obligatoire entre six et seize ans ; adopté ; accepte que l'on reprenne dans l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière le texte du troisième alinéa de l'amendement n° 123 du Gouvernement,

précédemment défendu ; sur les amendements n° 133 et n° 134 de M. Duroure, rappelle que le principe de laïcité figure dans la Constitution ; estime inutile d'introduire la notion d'éducation permanente. **Article 2** (p. 4425, 4426) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Dupuy, n° 69 de M. Gayraud et n° 105 de M. Goulet : rappelle que les textes concernant l'âge d'accès des enfants à l'école demeurent en vigueur ; préoccupation du Gouvernement dans le domaine de l'équipement des zones rurales ; (p. 4426) : rappelle que le Gouvernement entend développer les écoles maternelles le plus rapidement possible ; (p. 4427) : son amendement n° 135 : après les mots : « sont ouvertes » au premier alinéa de l'article 2, insérer les mots : « en milieu rural et urbain » ; adopté ; (p. 4428) : est favorable aux amendements n° 50 de M. Ligot et n° 98 de M. Gayraud ; (p. 4429) : son amendement n° 124 : précision quant à la mission des écoles maternelles notamment en ce qui concerne le dépistage des handicaps ; adopté ; considère que l'amendement n° 70 de M. Gayraud est du domaine réglementaire ; (p. 4430) : rappelle que la création et l'amélioration du fonctionnement des classes maternelles sont un objectif prioritaire pour le Gouvernement. **Article 3** (p. 4442) : son amendement n° 130 : nouvelle rédaction du premier alinéa de l'article 3 ; (p. 4443) : ne souhaite pas l'adoption du sous-amendement n° 27 défendu par M. Legendre ; l'entrée à cinq ans dans la formation primaire ne doit pas devenir une règle ; adopté ; (p. 4443, 4444) : assure M. Chassagne de l'intérêt du Gouvernement pour la musique ; lui demande de retirer son amendement ; (p. 4444) : s'engage à ce que l'éducation musicale soit développée ; ne juge pas utile l'amendement n° 95 de M. de Poulpiquet ; (p. 4445) : en réponse à M. Flornoy, accepte que soit ajouté aux mots : « aptitudes manuelles et physiques » l'adjectif : « sportives ». **Après l'Article 3** (p. 4447) : estime que le contenu de l'amendement n° 11 de M. Hage n'est pas en rapport avec le projet de loi. **Article 4** (p. 4448) : son amendement n° 125 : disciplines sur lesquelles repose l'enseignement donné par les collèges ; adopté ; son amendement n° 131 : remplacer les termes : « quatre classes » par : « quatre niveaux » ; (p. 4449, 4450) : demande le rejet des amendements n° 116 défendu par M. Hamel et n° 99 de M. Briane ; indique à Mme Fritsch que les stages de formation professionnelle occuperont au maximum la moitié des horaires ; sa réponse à M. Vauclair sur les centres de formation d'apprentis ; (p. 4451) : sa réponse à Mme Fritsch ; amendement n° 131 ; adopté. **Article 5** (p. 4453) : se prononce contre l'amendement n° 13 de Mme Constans et l'amendement n° 87 de M. Aumont ; précise à M. Fanton que le « descriptif » reste le système de référence du Gouvernement ; (p. 4454) : la place que conserveront l'histoire et la géographie ; les dispositions réglementaires dont feront l'objet le tronc commun et la classe terminale optionnelle ; (p. 4455) : sur l'amendement n° 1 défendu par M. Joanne, considère qu'il ne faut pas remettre en cause le caractère optionnel de la classe terminale ; précise que les élèves seront incités à ne pas se détourner de certaines disciplines telles que la philosophie ; en réponse aux propos de M. Mexandeau, rappelle que Napoléon III considérait que la philosophie était de nature à se prémunir contre les idées subversives ; son amendement n° 126 : contenu du baccalauréat ; (p. 4456) : rappelle que la disposition prévoyant que le résultat du contrôle des connaissances restera acquis, fera l'objet d'un autre amendement ; adopté ; (p. 4457) : pense que le problème de l'accès à l'enseignement supérieur est un problème qui n'a pas à être abordé par le projet de loi ; s'oppose en conséquence à l'amendement n° 113 de M. Guerlin ; (p. 4458) : en réponse à M. Hamel, fait remarquer que déjà un bachelier sur trois ne fait pas de philosophie ; précise qu'il n'est pas question d'exclure la philosophie des classes terminales. **Article 7** (p. 4460) : précise que les actions de soutien constituent une nouveauté dont il ne peut encore préciser toutes les modalités ; indique à M. Fanton que la réduction des horaires des classes est une éventualité. **Article 8** (p. 4461) : s'oppose aux amendements n° 16 de M. Claude Weber et n° 72 de M. Mexandeau ; indique que des assouplissements seront apportés à la carte scolaire. **Article 11** (p. 4464) : son amendement n° 127 : obtention des diplômes par addition d'éléments distincts ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 38 de M. Legendre. **Après l'Article 11** (p. 4466) : rappelle l'intérêt qu'il porte aux langues régionales. **Article 12** (p. 4467) : son amendement n° 128 : compléter le premier alinéa de l'article par les mots : « dans le respect des personnes et des opinions » ; adopté. **Article 13** : est favorable à l'amendement n° 78 de M. Billoux ; (p. 4468) : sur les amendements n° 103 de M. Gissinger et n° 90 de M. Bourson, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 4468, 4469) : considère que l'amendement n° 39 de M. Legendre est de nature réglementaire ; s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Briane. **Article 14** : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Mexandeau ; (p. 4470) : sa réponse à M. Hamel : la définition des missions des chefs d'établissement fera l'objet de tous les soins du Gouvernement ; sa réponse à M. Chassagne : observe qu'il est de tradition que les collectivités loca-

les soient représentées ; s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Aumont. **Article 15** (p. 4472) : s'oppose à l'amendement n° 80 de M. Mexandeau ; affirme, en réponse à M. Chassagne, que le règlement intérieur sera suffisamment contraignant. **Après l'Article 15** (p. 4474) : est favorable à l'amendement n° 47 de M. Mesmin sous réserve d'une modification du texte. **Article 16** (p. 4475) : assure M. Goulet qu'il prendra des dispositions dans le sens souhaité par son amendement n° 109. **Après l'Article 16** (p. 4476) : s'oppose à l'amendement n° 82 de M. Mexandeau ; fait valoir que cet amendement introduirait une discrimination entre jeunes immigrés et jeunes français ; juge superflu l'amendement n° 110 de M. Goulet. **Article 17** (p. 4476) : son amendement n° 138 ; rapport annuel sur l'application de la loi ; adopté. **Après l'Article 18** (p. 4477) : s'oppose à l'amendement n° 122 de M. Josselin ; (p. 4478) : déclare que la loi s'appliquera aux établissements privés sous contrat d'association mais non aux établissements sous contrat simple ; préfère à l'amendement n° 91 de M. Guermeur son amendement n° 139 : application de la présente loi à l'enseignement public et à l'enseignement privé sous contrat d'association ; (p. 4479) : son amendement n° 139 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 91 de M. Guermeur ; son amendement n° 137 : possibilité d'application de la présente loi aux établissements français d'enseignement à l'étranger ; adopté. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [30 juin 1975] (p. 5058) : ses satisfactions devant les travaux de la commission mixte paritaire ; constate le très large débat auquel l'éducation a donné lieu.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1975] (p. 4409) : en réponse au rappel au règlement de M. Pignion, se félicite que ce dernier fasse preuve, au cours de la séance, d'une plus grande sérénité que celle qu'il a manifestée au cours de la séance précédente.

— **Projet de loi relatif à la validation des résultats du concours de l'agrégation des lettres de 1968** (n° **1403**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4618) : l'annulation du concours d'agrégation de 1968 ; la souveraineté du jury d'agrégation ; la diminution des places mises au concours, conséquence de la diminution des besoins ; (p. 4619) : l'amendement proposé par le Gouvernement. **Discussion de l'Article unique** : son amendement n° 3 : organisation avant la fin de l'année scolaire 1975-1976 d'une session spéciale du concours d'agrégation des lettres classiques réservée aux candidats non admis au concours de 1968 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Education [12 novembre 1975] (p. 8173) : l'évolution de l'éducation vers une plus grande justice et une adaptation au monde actuel ; la priorité que l'Etat accorde à l'éducation ; l'importance des créations de postes ; (p. 8174) : la résorption de l'auxiliariat ; la nationalisation de certains établissements secondaires ; l'augmentation des effectifs, notamment dans les classes maternelles ; l'effort en matière de constructions nouvelles ; le rôle de l'Etat dans le domaine des manuels et les transports scolaires ; (p. 8175) : les crédits inscrits au titre des bourses ; l'enseignement privé ; le rôle privilégié que l'éducation a à jouer ; ne pas livrer les jeunes aux propagandes unilatérales ; (p. 8209, 8210) : le choix des projets de construction et leur qualité architecturale ; les subventions en matière d'équipements du premier degré ; les créations de postes ; la nationalisation des CEG ; l'enseignement en milieu rural ; le regroupement des communes et la fermeture d'écoles ; les crédits du centre d'enseignement à domicile ; l'attribution des bourses ; (p. 8211) : les transports scolaires ; la participation des collectivités locales en ce domaine ; la formation continue des enseignants du second degré ; la formation des professeurs certifiés ; l'extension des responsabilités des universités en matière de formation des professeurs ; (p. 8212) : les concours comme formule de recrutement ; les professeurs et les instituteurs mis à la disposition des recteurs ; les inspecteurs départementaux ; les directeurs de CET ; le personnel technologique des lycées ; les maternelles et l'enseignement élémentaire ; l'enseignement musical et artistique ; l'accroissement des objectifs de l'enseignement technique ; l'utilisation des moyens audio-visuels ; les apprentis en Alsace ; l'enseignement des langues et des cultures régionales ; (p. 8213) : les nouvelles procédures d'orientation ; la concertation qui existe entre le ministère de l'éducation et les représentants de l'enseignement privé ; le forfait d'externat ; la sous-évaluation par M. Mexandeau du nombre des créations d'emplois ; la proportion des boursiers dans l'enseignement ; la revalorisation des traitements et les améliorations apportées par le budget ; (p. 8214) : la valeur du système éducatif français érigé malgré le refus systématique des députés de l'opposition. **Etat B - Titre III** : sur l'amendement n° 66 de M. Mario Bénard, précise l'importance des crédits demandés et l'utilisation des crédits encore disponibles ; souhaite le retrait de l'amendement.

1976

— **Projet de loi relatif à la situation de certains personnels relevant du ministre de l'éducation** (n° **2019**). **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3092) : retrace la genèse du projet ;

(p. 3093) : fait état de l'avis du Conseil d'Etat ; rappelle que la commission propose de supprimer les deux restrictions apportées à son champ d'application à la suite de l'avis du Conseil d'Etat ; ne s'oppose pas aux amendements n° 1 et n° 2.

— **Projet de loi relatif à la prorogation des mesures provisoires d'adaptation des dispositions concernant l'apprentissage** (n° **2244**). **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4756) : rappelle que des mesures ont été annoncées par M. Chirac le 9 juin 1976 permettant de promouvoir l'emploi et d'améliorer les conditions de fonctionnement de l'appareil de formation, d'alléger les formalités auxquelles sont assujettis les maîtres d'apprentissage ; la soumission de ces mesures au Parlement à la session d'automne ; le projet actuel, un premier pas ; les raisons pour lesquelles la prolongation prévue par le texte est nécessaire ; (p. 4757) : le bilan des cinq dernières années ; les efforts financiers consentis par le fonds de formation professionnelle et par le ministère ; la création d'emplois d'inspecteurs ; le nombre des apprentis ; l'amélioration et la qualité de la formation artisanale ; (p. 4758) : l'amélioration de recrutement, déception ; l'égalité entre les techniciens de l'artisanat et les techniciens des autres secteurs ; la complémentarité des enseignements des collèges d'enseignement technique et des CFA ; le nombre trop élevé des jeunes sans formation ; l'absence de concurrence entre les deux voies.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie* :

Education [17 novembre 1976] (p. 8172) : le renforcement de la priorité accordée au système éducatif ; l'application de la réforme ; les changements pratiques de septembre 1977 ; le cours préparatoire ; la classe de sixième ; la transformation de l'ex-premier cycle des lycées, CES et CEG ; l'initiation à l'économie ; l'éducation manuelle et technique ; (p. 8173) : les ateliers ; la formation permanente des enseignants ; le centre national de documentation pédagogique ; l'histoire ; l'éducation artistique ; le français ; les procédures d'orientation ; les livres scolaires gratuits en sixième ; contenu et finalité de l'enseignement élémentaire ; la littérature syndicale ; les nouvelles classes maternelles ; (p. 8174) : les écoles maternelles en milieu rural ; le rôle des maternelles ; le dépistage et l'aide aux enfants handicapés ; le recrutement des instituteurs ; les écoles normales ; le tiers temps ; l'édu-d'application ; les maîtres formateurs ; l'éducation physique ; la prolongation possible de la scolarité au-delà de quinze ou seize ans ; l'organisation du baccalauréat ; (p. 8175) : la création de postes ; la titularisation des remplaçants ; la conversion d'heures supplémentaires en postes de titulaires ; les jours d'absence ; remplacement et auxiliariat ; la qualité architecturale ; la sécurité ; la rénovation et le développement des petits collèges ; les transports scolaires ; (p. 8176) : les bourses ; l'anglais dans l'enseignement privé ; la croissance des effectifs scolaires ; l'encadrement ; l'éducation dans les pays voisins ; (p. 8181) : l'accroissement réel des dépenses des familles devant être mis en parallèle avec l'augmentation du coût de la vie ; les manuels gratuits ; (p. 8136) : la notion de secret ; le problème des moyens ; l'accord signé avec le syndicat national des instituteurs début 1975 ; l'abaissement des effectifs présents à trente-cinq dans les classes maternelles ; sa circulaire administrative sur les trente-cinq élèves ; [18 novembre 1976] (p. 8235) : la norme de trente-cinq élèves par classe ; (p. 8238) : les demandes de l'opposition ; le problème des moyens ; les bourses ; le comité des usagers ; l'évaluation des ressources ; (p. 8239) : les prêts ; les cantines scolaires ; les transports ; les enfants d'immigrés ; les enfants français de confession islamique ; l'enseignement privé ; le rattrapage du forfait d'externat ; les constructions ; les problèmes de l'Ouest ; la région Rhône-Alpes ; (p. 8240) : le financement des établissements scolaires ; le 1 % ; l'étatisation et ses problèmes ; les maîtres auxiliaires suppléants non réemployés; les auxiliaires de travail manuel ; les personnels d'intendance ; les personnels technologiques ; la qualité des maîtres ; la formation ; étudier au fond les problèmes généraux de la condition enseignante : le tronc commun de formation pédagogique ; la formation continue ; (p. 8241) : la concertation avec les enseignants ; les problèmes pédagogiques ; les maternelles ; les groupes d'aide psychopédagogique ; les formations techniques ; les conseillers d'orientation et l'ONISEP ; la Réunion ; les jeunes sans diplôme ; la loi Royer ; la scolarité obligatoire ; les collèges d'enseignement technique annexés aux lycées ; les centres de formation d'apprentis; (p. 8242): l'enseignement musical ; l'enseignement des langues locales ; le créole ; une mission d'étude à la Réunion ; l'instruction civique ; l'éducation morale ; les charges des collectivités locales ; les nationalisations ; les parents et la rentrée scolaire ; l'effeuillage du budget de M. Mexandeau ; (p. 8243) : l'effort de la nation ; critique la vision communiste de l'école française ; critique de l'utilisation par les communistes de drames personnels tragiques ; les projets de l'opposition ; les divergences dans l'opposition ; (p. 8244) : l'attitude de l'opposition à l'égard de Jules Ferry, à l'égard de l'école fondamentale ; le pluralisme à l'école ; le principe de laïcité ; le coût du programme socialiste ; le droit syndical pour les lycéens ; la politisation des ly-

cées ; (p. 8245) : la promotion en France d'une société plus juste, plus moderne, plus libre ; la réforme Haby. **Examen des crédits** [18 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 8246) : les contradictions au sein du parti socialiste ; la recherche pédagogique ; la structure de l'INRDP ; l'information des familles. **Après l'Article 70** (p. 8247) : les enfants handicapés ; les moyens mis en œuvre ; (p. 8248) : s'oppose à l'amendement n° 264 de M. Andrieu ; le point de la discussion budgétaire de l'application de la loi du 30 juin 1975.

1977

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° **2980**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4384). Question préalable : l'opposition du Gouvernement à la question préalable ; (p. 4388) : l'aide de l'Etat à l'enseignement privé ; la proposition par le Gouvernement d'amendements déclarés irrecevables ; l'ouverture de l'enseignement public à tous les enfants de France ; l'existence de familles de pensée différentes ; l'enseignement privé non confessionnel ; la reconnaissance par la nation des possibilités d'existence de l'enseignement privé ; le coût comparé des élèves ; l'évolution de la situation démographique et scolaire ; l'adaptation de la participation de l'Etat ; le respect de la liberté de l'enseignement par l'opposition ; le rapport Mexandeau ; les propos de Me Cornec au congrès d'Albi ; les déclarations de M. Mitterrand ; le cas de la commune de Saint-Herblain ; la « nationalisation des esprits » ; (p. 4389) : le financement privé de l'enseignement privé ; la liberté de l'enseignement ; la position du parti socialiste ; le vote du parti communiste ; demande à l'Assemblée d'adopter le texte proposé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Education [27 octobre 1977] (p. 6716) : le bilan de la législature en matière d'éducation ; l'évolution du nombre des élèves ; l'évolution des créations d'emplois ; l'évolution du rapport entre l'activité nationale et la dépense d'éducation ; l'effectif des maternelles ; les stages de formation continue des instituteurs ; leur titularisation ; l'effort d'équipement assumé par les collectivités locales avec l'appui de l'Etat ; l'institution du collège unique ; le redéploiement des moyens ; (p. 6717) : la reconstruction des établissements du premier cycle ; l'évolution des dépenses d'équipement ; la poursuite d'un programme de mise en sécurité des bâtiments scolaires ; la croissance des effectifs dans le second cycle ; l'évolution de l'apprentissage ; les actions de promotion de l'enseignement technique ; l'état de l'application de la loi de 1975 de réforme du système éducatif ; le rôle des conseils d'établissements et des comités de parents ; (p. 6718) : la rentrée de 1979 ; la loi Royer ; égalité et diversité des chances ; les classes de seconde expérimentale ; les conditions nouvelles de la gestion des tâches d'éducation ; donner aux collectivités des responsabilités importantes dans le fonctionnement et dans la gestion des collèges ; développer la réflexion sur la condition enseignante et la formation des maîtres ; la baisse de la natalité ; (p. 6719) : un budget d'espoir ; (p. 6746) : les choix et les priorités marquées par le projet de budget ; la décroissance des crédits affectés au premier degré ; l'effort de modernisation et d'aménagement du parc ; la lutte contre la dévitalisation du milieu rural ; l'utilisation des crédits d'équipement ; l'usage de la technique des constructions industrialisées ; (p. 6747) : la nature du marché national des constructions dites industrialisées ; le dépôt par le Gouvernement en deuxième lecture d'un supplément financier affecté aux équipements ; les crédits consacrés à l'enseignement privé ; la création d'ateliers dans les établissements privés ; la situation des personnels ; les conséquences des nationalisations sur les personnels ; l'utilisation du personnel de secrétariat par les inspecteurs du premier degré ; le problème des décharges de service des directeurs d'écoles ; la création d'un grade de directeur d'école ; l'attribution des indemnités de direction ; (p. 6748) : l'amélioration des conditions de remplacement des maîtres absents ; la constitution des groupes de travail sur le sujet ; la résorption de l'auxiliariat ; les problèmes de la formation ; les écoles normales ; la formation des instituteurs ; (p. 6749) : le niveau culturel nécessaire aux instituteurs ; le développement des maternelles en milieu rural ; les difficultés de fonctionnement rencontrées par les classes maternelles des petites communes rurales ; la hausse des tarifs des transports scolaires ; l'aide accordée aux zones rurales ; l'effort des pouvoirs publics en matière de transport ; le problème des bourses ; le développement de l'aide aux familles les plus défavorisées ; (p. 6750) : la différenciation des avantages accordés ; la gratuité des manuels ; l'informatisation du système de gestion des bourses ; le rapprochement entre l'enseignement technique et l'enseignement général ; l'apprentissage des langues vivantes ; l'enseignement de la musique ; la disparité de la durée de formation entre les centres de formation d'apprentis et les collèges d'enseignement technique ; la préparation au CAP et au BEP ; le développement de l'orientation ; le rôle des conseillers d'orientation ; l'amélioration des publications de

l'ONISEP ; les difficultés de l'enseignement français en Allemagne ; (p. 6751) : le problème des petits collèges ; la mise en chantier d'établissements expérimentaux ; l'orientation des enfants vers l'apprentissage et la formation professionnelle ; le taux de pré-scolarisation des élèves ruraux en sections enfantines ; la pénibilité des trajets qu'impose la scolarisation en milieu rural ; la proposition de la loi Guermeur ; les propos de Michel Debré tenus en 1959 ; le plafond et le plancher de rémunération des agents de service des établissements d'enseignement ; (p. 6752) : le contre-projet de budget communiste ; l'obligation scolaire ; « la crise de l'éducation » ; les contre-vérités communistes ; les éléments d'un tract signé par le mouvement de la jeunesse socialiste ; (p. 6753) : la situation de l'éducation en 1958 ; la démoralisation des parents à la suite des campagnes de dénigrement de l'opposition.

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps d'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés** (n° 3293). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8801) : la politique en faveur des personnes handicapées ; la loi d'orientation du 30 juin 1975 ; la mise à la charge de l'Etat des dépenses d'enseignement et de première formation professionnelle des enfants et adolescents handicapés ; (p. 8802) : les modalités de la prise en charge ; l'ouverture des crédits budgétaires nécessaires ; la répartition de 2.800 enseignants entre l'enseignement public et l'enseignement privé sous contrat ; le rejet du principe de la création d'un nouveau corps d'enseignants ; le dispositif du projet de loi ; le champ d'application des mesures d'intégration ; l'amendement de la commission ouvrant le champ d'application du projet aux personnels éducatifs à titre principal ; les conditions de l'acceptation de l'amendement par le Gouvernement ; la limitation des possibilités d'intégration ; la charge financière de l'intégration ; la prise d'effet des mesures d'intégration ; la fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'intégration ; les conditions de rémunération des intéressés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8803) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Bayard ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Bayard ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 6 de M. Huguet ; l'inopportunité de prévoir des priorités en faveur d'une catégorie d'établissements. **Article 2** : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Bayard ; la fixation du nombre des personnes intégrées à 2.800. **Article 4** (p. 8804) : la prise en compte de la situation réelle des personnes lors de leur intégration ; demande à la commission de retirer son amendement n° 3. **Après l'Article 4** : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Claude Weber ; (p. 8805) : la situation des personnes dirigeant les établissements pour enfants et adolescents handicapés ; l'arrêté du 25 mars 1977 assouplissant les conditions de diplôme et d'accès aux fonctions de direction d'établissement ; l'incompatibilité de l'amendement n° 7 de M. Bayard avec l'esprit général du projet de loi ; l'absence de lien entre l'expérience des directeurs d'établissements et l'octroi d'une équivalence de diplômes ; (p. 8806) : le contentieux éventuel en cas d'octroi de l'équivalence du baccalauréat.

HAESEBROECK (Gérard)

Député du Nord
(10e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1972] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977], (p. 1464).

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Paiement des prestations de sécurité sociale** [30 mai 1973] (p. 1674, 1675).

• *question au Gouvernement :*

— **Aide des soldats du contingent pour les travaux agricoles** [23 octobre 1974] (p. 5347) : récolte des pommes de terre et des betteraves dans la région du Nord-Pas-de-Calais.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **23617**) : **Crise de l'industrie textile** [28 novembre 1975] (p. 9137, 9138) : la diminution de moitié des effectifs de l'industrie textile du Nord en quinze ans ; le chômage partiel ; les difficultés causés par les importations en provenance d'Extrême-Orient, de Grèce et de Turquie.

— (n° **34168**) : **Conséquences des importations sur l'industrie textile** [17 décembre

1976] (p. 9599, 9600) : conséquences de la crise de l'industrie textile pour l'emploi dans la région Nord - Pas-de-Calais ; nécessité de prendre des mesures énergétiques contre les importations ; application des clauses de sauvegarde.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1161) : estime que le Gouvernement est indifférent à l'égard des anciens combattants ; rappelle l'importance du contentieux, la part plus importante faite au budget militaire et la diminution des effectifs des anciens combattants ; (p. 1162) : demande le règlement du contentieux des anciens combattants ; en rappelle les principaux points ; critique l'indifférence de la télévision à l'égard des anciens combattants.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5936) : problèmes des personnels hospitaliers de la fonction publique ; (p. 5937) : dévalorisation des salaires ; non application de la réforme et du reclassement des catégories C et D ; revendications du personnel paramédical ; réforme du cadre B ; refus de dialoguer avec les organisations syndicales ; retraites des anciens personnels ; moyens de l'hôpital public, psychiatrique ou général ; situation de l'hôpital psychiatrique, de l'hospice public d'Armentières et des établissements hospitaliers du Nord ; ses observations sur l'emprunt ; crédits consacrés aux équipements sociaux dans le Nord ; s'élève contre la politique sociale du Gouvernement dans ce département.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8088, 8089) : un Etat qui se décharge de plus en plus sur les collectivités locales ; la diminution du taux de subvention ; le financement scandaleux des agences de bassin par les consommateurs et non par les pollueurs ; le cas de l'assainissement de la Deule ; le vote négatif du groupe socialiste.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discusion générale** [29 juin 1976] (p. 4844) : les retards de la région du Nord ; la mauvaise situation des voies navigables dans cette région et dans la vallée de la Lys malgré les avantages exceptionnels qu'elles pourraient offrir; le canal à grand gabarit Dunkerque - Escaut qui doit être achevé ainsi que trois autres projets prioritaires ; l'insuffisance des crédits consacrés aux voies navigables dans le Nord ; (p. 4845) : la participation possible de la région ; la liaison entre la métropole lilloise et la Belgique.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6975) : la politique gouvernementale à l'égard des personnes handicapées ; l'insuffisance du rôle de l'Etat ; l'emploi des handicapés ; prendre de véritables mesures de prévention ; les lois d'orientation des handicapés ; les conditions de couverture par la collectivité du risque d'inadaptation et du risque d'invalidité ; l'insertion professionnelle des handicapés ; l'alourdissement des contingents d'aide sociale supportés par les communes ; la politique socialiste en la matière ; l'exercice réel d'un certain nombre de droits.

HAGE (Georges)

Député du Nord
(15^e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p.. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **fixer à cinquante-cinq ans l'âge auquel les femmes**

travailleuses peuvent bénéficier de la retraite à taux plein (n° 584) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **améliorer au regard de la législation sociale et fiscale la situation des personnes qui élèvent des enfants confiés par le service d'aide sociale à l'enfance** (n° **913**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** pour le développement de l'**éducation physique et du sport** (n° **1849**) [30 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à assurer aux enfants et aux adolescents le **droit aux loisirs** et aux vacances (n° **2486**) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir des mesures d'urgence pour le développement de l'**éducation physique et du sport** et la sauvegarde du sport de haut niveau (n° **2614**) [17 novembre 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'éducation physique et sportive** [21 juin 1974] (p. 2611) : rattachement des professeurs d'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation.

— **Venue en France d'une équipe de rugby d'Afrique du Sud** [9 octobre 1974] (p. 4897).

— **Situation de la Néogravure** [30 octobre 1974] (p. 5623).

— **Course de la paix** [14 mai 1975] (p. 2646) : absence de coureurs cyclistes français à cette course.

— **Sports scolaires** [5 mai 1976] (p. 2629) : insuffisance des crédits destinés au sport scolaire et universitaire.

— **Licenciements dans les entreprises textiles** [24 novembre 1976] (p. 8636) : les nouveaux licenciements annoncés dans la région Lille - Roubaix - Tourcoing ; le démantèlement de l'industrie textile accompli avec la caution des pouvoirs publics.

— **Sécurité sociale** [20 avril 1977] (p. 1953) : le projet de démantèlement de la sécurité sociale ; la majoration de la part des dépenses de santé demeurant à la charge des travailleurs.

• *question orale sans débat :*

— (n° **38871**) : **Education physique à l'école et sport professionnel** [24 juin 1977] (p. 4207, 4208, 4209) : insuffisance des postes de professeurs d'éducation physique et sportive ; problèmes posés par les sportifs de haut niveau et par le football professionnel ; l'avenir du sport dépend d'un changement radical de la politique et de l'application du programme commun de la gauche.

• *questions au Gouvernement :*

— **UER d'éducation physique et sportive** [26 octobre 1977] (p. 6642, 6643) : insuffisance des moyens accordés aux UER d'éducation physique.

— **Fermeture de l'usine CDF - Chimie à Lacq** [2 novembre 1977] (p. 6838) : rappel des engagements de MM. Monory et d'Ornano garantissant la présence de CDF - Chimie dans la région et le réemploi sur place des salariés.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1826) : pratique des sports ; rattachement de l'éducation physique à l'éducation nationale ; absence du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; dégradation de l'éducation physique et sportive dans le secondaire ; insuffisance des postes ; centres d'animation sportive ; (p. 1827) : mi-temps pédagogique et sportif ; importance de la motricité ; inapplication du tiers temps ; sa proposition de création d'une commission d'études réunissant tous les secteurs et organisations intéressés ; crédits destinés aux équipements sportifs ; préparation pédagogique des instituteurs ; conseillers pédagogiques départementaux ; centres de recyclage ; aide accrue aux instituteurs volontaires ; horaires d'éducation physique ; non-rentabilité des activités sportives et éducatives ; médiocrité du budget de la jeunesse et des sports ; concours de pronostics ; grande politique d'éducation nationale proposée par le programme commun de la gauche.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II. — Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4984) : ses critiques à l'égard du budget pour 1974 ; sa référence à une interview du Premier ministre au journal *l'Equipe* du 4 janvier 1973 ; progression à terme de ce budget fixée à 1 % par an par le secrétaire d'Etat ; réduction du sport à l'école ; insuffisance du nombre de postes d'enseignants ; situation de l'éducation physique dans l'enseignement primaire ; ses réserves sur la politique des centres d'animation sportive et sur la conception du sport hors de l'école ; démantèlement de l'ASSU ; son opposition à l'institution de la semaine continue ; activités sportives intégrées à l'éducation ; (p. 4985) : pratique sportive à l'université ; priorité au sport à l'école ; propositions que devrait contenir un budget minimum ; subventions au mouvement

sportif ; prix des équipements sportifs ; budget des associations et des clubs sportifs ; frais de transport et de matériel ; droit au sport ; refus des moyens de formation et de recyclage des cadres bénévoles ; obstacles sociaux ; s'alarme du danger que court le bénévolat ; sport à l'intérieur de l'entreprise ; aide de l'Etat et responsabilité du patronat ; diminution de plus de 50 % en francs constants des subventions au mouvement sportif ; ne croit pas au redressement de notre sport de haut niveau ; statut social du sportif de haut niveau ; système des bourses pour une minorité d'athlètes ; système d' « usine à champions » ; loi d'orientation sur le sport ; son opposition à l'étatisation du sport ; dépendance croissante du mouvement sportif à l'égard des puissances d'argent ; ses observations concernant l'équipement sportif et socio-éducatif ; retards dans l'application de la troisième loi de programme ; conséquences de la modulation des subventions à la construction selon les ressources des communes ; transfert des charges sur les communes ; ses propositions pour remédier à la situation actuelle ; (p. 4986) : crise traduite par ce budbet ; budget de mépris et de détournement de fonds ; sommes rapportées par le sport à l'Etat ; budget de désengagement de l'Etat et de démission devant une grande cause nationale, ne votera pas ce budget dont il dénonce l'indigence ; action en vue d'exiger son doublement ; [29 octobre 1973] (p. 5001) : sa controverse avec le secrétaire d'Etat sur la comparaison des crédits par rapport au budget de 1968. **Etat E - Titre V** [20 novembre 1973] (p. 6168) : refus du budget de la jeunesse et des sports ; ses observations sur la déclaration du secrétaire d'Etat ; statut des inspecteurs ; non-application de la loi de programme ; moyens des organisations de jeunesse et des mouvements sportifs ; prélèvement sur le PMU et concours de pronostics ; juge ce budget « inacceptable ».

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie, jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5695) : un budget de régression et de réaction ; la stagnation du tiers-temps à l'école primaire et des horaires d'éducation physique ; élèves professeurs au chômage ; une politique accentuée de l'élite sportive restreinte ; inexécution de la loi de programme ; (p. 5696) : insuffisance et sous-emploi des équipements ; des essais de diversion : l'entraînement sur-intensif des athlètes de l'Est ; le travail insuffisant des professeurs d'éducation physique ; la privatisation du sport et la démission des pouvoirs publics ; le sport assimilé à une marchandise de luxe ; un projet de loi d'orientation élaboré sans concertation ; critique la venue des Springboks et note les difficultés opposées à la venue des athlètes de la République démocratique allemande ; nécessité d'un plan minimum de redressement du sport français ; le reversement au budget du sport de la TVA perçue sur le marché sportif ; une autre politique est possible, inscrite dans le programme commun de la gauche.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° **1285**). **Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2** (p. 1806) : son amendement n° 82 : supprimer les mots « les modalités de fonctionnement interne » ; adopté. **Article 5** (p. 1809) : son amendement n° 84 : substituer aux mots « par un magistrat de l'ordre administratif ou judiciaire » les mots « par un président élu par elle » ; repoussé. **Article 5** *bis* (p. 1811) : son amendement n° 86 : supprimer les trois derniers alinéas de l'article ; repoussé. **Article 8** (p. 1815) : ses observations sur l'article. **Article 11** (p. 1817) : son amendement n° 87 : supprimer toute possibilité de retrait d'autorisation en fonction des prix pratiqués ; repoussé. **Article 21** (p. 1825) : son amendement n° 91 : bénéfice d'emprunts à faible taux d'intérêt ; retiré. **Article 24** *ter* (p. 1829) : son amendement n° 96 : supprimer l'article ; refus d'officialiser un transfert de charges vers le département ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Après l'Article 3** (p. 4446) : son amendement n° 11 : faire de l'éducation physique et sportive une composante fondamentale de l'enseignement ; accuse le Gouvernement de pratiquer dans ce domaine une politique rétrograde ; repoussé. **Article 9** (p. 4462) : son amendement n° 17 : orientation scolaire ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6192) : l'insuffisance de crédits relatifs aux investissements sportifs ; le refus du Gouvernement de créer les postes nécessaires à l'éducation physique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6422, 6423) : pose la question préalable; invite l'Assemblée à rejeter le projet qui n'est qu'une médiocre opération de diversion ; la nécessité de prendre

des mesures concrètes pour garantir aux Français le droit au sport ; le caractère végétatif du sport à l'école primaire et secondaire ; la situation des clubs ; les résultats médiocres du sport d'élite ; les investissements que font les affairistes dans le domaine des loisirs sportifs ; l'absence dans le texte en discussion de la mention du tiers temps dans le primaire ; l'abandon de l'objectif des cinq heures de sport dans le secondaire ; l'ouverture vers la privatisation du sport ; un projet rétrograde et réactionnaire ; l'absence de décollage des crédits en 1976 ; (p. 6424) : un projet démagogique ; la crise du sport français, aspect de la crise générale du grand capital ; la solution qui consisterait en l'application du programme commun ; l'accent mis par l'opposition sur le sport à l'école et sur le lieu de travail ; l'indépendance du mouvement sportif ; la formation des cadres et le développement des équipements ; la question préalable déposée par le groupe communiste ; (p. 6537) : demande s'il y aura une quatrième loi-programme d'équipement sportif ; cite l'exemple de l'Allemagne de l'Est. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6538) : son amendement n° 38 : affirmer la valeur des activités physiques et sportives qui doivent devenir un droit garanti par les pouvoirs publics ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 6540) : son amendement n° 45 : créer un conseil supérieur des activités physiques et sportives de caractère consultatif ; repoussé. **Explications de vote** (p. 6573) : le vote négatif des députés communistes ; un projet qui ne fait pas progresser les activités physiques et sportives ; l'abdication de l'Etat ; l'atteinte portée à l'indépendance du mouvement sportif ; l'absence de moyens budgétaires ; la nécessité de recourir à l'application du programme commun. **Commission mixte paritaire** [14 octobre 1975]. **Explications de vote** (p. 6813) : un texte « mauvais » pour les activités physiques et sportives ; les expédients que constituent les moyens offerts pour la mise en œuvre de la loi ; la nécessité de nationaliser l'enseignement sportif.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 19** (p. 7301, 7302) : s'élève contre la politique sportive du Gouvernement ; condamne la taxe assise sur les billets d'entrée dans les manifestations sportives.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. **Jeunesse et sports** [7 novembre 1975] (p. 8114) : les insuffisances du budget ; le cas du sport optionnel ; l'insuffisance des horaires d'éducation physique ; la privatisation croissante du sport à l'école ; la possibilité de doubler le budget de la jeunesse ; (p. 8121) : s'élève contre les propos de M. Corrèze relatifs aux horaires dus par les professeurs d'éducation physique. **Examen des crédits. Après l'Article 73** (p. 8135) : apporte son soutien à l'amendement n° 157 de M. Rickert.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2594) : l'insuffisance du budget de la jeunesse et des sports ; les réductions de crédit opérées par le projet de loi de finances rectificative ; (p. 2595) : la duplicité persévérante du secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; la proposition de loi déposée par le groupe communiste ; le programme commun, meilleur ami des sportifs.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. **Jeunesse et sports** [3 novembre 1976] (p. 7411) : le déclin du sport français mis en évidence à Montréal ; (p. 7412) : la faiblesse des subventions aux équipements ; les aides aux organisations sportives et de jeunesse ; le sport à l'école ; sa régression ; les crédits d'enseignement ; la loi de programme d'équipement sportif et socio-éducatif ; l'opération « 1.000 piscines » ; les COSEC ; la récupération par le biais de la TVA de la dotation accordée aux mouvements sportifs ; les services parasitaires du budget selon *l'Equipe ;* la création de postes de professeurs d'éducation physique ; une autre politique sportive possible ; le rattachement de l'éducation physique et scolaire au ministère de l'éducation proposée par son parti ; l'obligation faite au grand patronat de promouvoir les sports ; les subventions aux fédérations et clubs ; (p. 7413) : le développement des sections sport-études ; la mise au point d'un statut des éducateurs ; la suppression de la T.V.A. sur le matériel et les équipements sportifs ; la politique du pouvoir, cause de la crise du sport ; le programme commun, meilleur ami des sportifs ; (p. 7458) : le programme commun ; le droit au salaire, au repos, aux loisirs et au logement ; les dépenses incompressibles du secrétariat d'Etat ; souhaite que les personnels du secrétariat d'Etat soient infiniment plus nombreux dans le cadre d'un budget beaucoup plus large de la jeunesse et des sports. **Examen des crédits** [3 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 7459) : son amendement n° 236 tendant à réduire les crédits du titre III ; la suppression des crédits affectés aux centres d'animation sportive pour les transférer au chapitre relatif à l'enseignement de l'éducation

physique et sportive dans les établissements scolaires du deuxième degré ; les déclarations de M. Soisson sur l'expérience des centres d'animation sportive ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [24 mai 1977]. **Article premier** (p. 2949) : le droit à l'emploi ; les dotations du fonds national de l'emploi et du fonds national de chômage ; le niveau du chômage ; l'exclusion de nombreux travailleurs du bénéfice de l'aide publique ; le montant de l'aide publique ; les caractéristiques du chômage des jeunes dans l'arrondissement de Douai ; les contrats emploi-formation ; (p. 2950) : les mesures à mettre en œuvre ; [25 mai 1977] (p. 3005) : la prescription d'un crédit supplémentaire au titre des subventions à divers régimes de sécurité sociale ; le déficit des régimes spéciaux des salariés ; la décharge de l'Etat au détriment du régime général ; les frais entraînés par les disparités de l'effort contributif des assurés ; la généralisation de la sécurité sociale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7077, 7078) : la part du budget du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports dans le budget de l'Etat ; la finalité des cinquante-huit axes de recherche proposés par le secrétariat d'Etat ; la création de postes dans l'enseignement secondaire ; le respect de l'obligation de la durée minimale d'éducation physique et sportive ; les créations de postes ; le cas de l'académie de Lille ; l'équipement sportif ; la situation et la région du Nord - Pas-de-Calais et de la région parisienne ; l'équipement insuffisant de l'UER d'éducation physique et sportive de Paris ; les clubs ; le mouvement sportif ; l'absence d'aide de l'Etat aux clubs ; le contre-budget du parti communiste proposé par Georges Marchais ; la nécessité de création d'emplois ; (p. 7079) : l'élite sportive ; la responsabilité de l'Etat en matière de financement et de fonctionnement des équipements ; les propositions du parti communiste ; l'indépendance du mouvement sportif. **Examen des crédits. Etat B. - Titre III** (p. 7095, 7096) : son amendement n° 128 : réduction des crédits ; la suppression des crédits affectés aux centres d'animation sportive ; l'échec de l'expérience des CAS ; l'arrêt du centre d'animation sportive de Saint-Amand ; repoussé. **Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7097) : son amendement n° 195 : interdiction du financement par des moyens extra-budgétaires des activités physiques et sportives ; abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; la nature des ressources extra-budgétaires ; la « moralité » des jeux ou concours d'argent ; la précarité des ressources affectées aux mouvements sportifs ; (p. 7098) : repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8810) : les conséquences d'une politique d'austérité du Gouvernement ; le plan Barre ; les profils réalisés par les grands groupes industriels ; le gaspillage des richesses nationales ; les mauvais résultats de la lutte contre l'inflation ; la progression du chômage ; la diminution de la consommation des ménages les plus pauvres ; les disparités de salaires ; l'appel à la grève des travailleurs ; relancer l'économie en augmentant le niveau de vie des Français ; le vote hostile du groupe communiste. **Discussion des articles. Article 17** (p. 8129) : la faiblesse des crédits nouveaux affectés aux dépenses ordinaires des services civils ; les critères de répartition des subventions des mouvements sportifs ; la mise en œuvre des cinquante-huit directions de recherche proposées par le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports ; la fixation à 1 % du budget de l'Etat des crédits de la jeunesse et des sports.

HAMEL (Emmanuel)

Député du Rhône
(8e circonscription)
(RI puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Donne sa démission de membre de cette commission [27 juin 1974] (p. 3115).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [27 juin 1974] (p. 3115), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1390).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 novembre 1976] (p. 7845).

Membre de la commission plénière de la caisse nationale du crédit agricole [29 mai 1973] (p. 1606).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission centrale de classement des débits de tabac [9 juillet 1974] (p. 3405).

Démissionnaire de cette commission [20 mai 1975] (p. 2874).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). - **Tome XI : Artisanat** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **abaisser l'âge d'attribution de l'indemnité viagère de départ pour les agriculteurs frappés d'invalidité totale** (n° 889) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 13 : Services**

financiers : crédits du ministère de l'économie et des finances (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). - Budgets civils. - **Annexe 13 : Economie et finances. - Services financiers** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. - **Annexe n° 13 : Economie et finances. - Services financiers** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 13 : Economie et finances. - Services financiers** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions d'actualité :*

— **Mutinerie dans la prison de Lyon** [16 mai 1973] (p. 1296) : réformes nécessaires ; protection des gardiens.

— **de M. de Poulpiquet : Limitation de vitesse** [22 juin 1973] (p. 2469).

— **de M. Depietri : Manifestation de soutien au personnel de la société Lip** [22 juin 1973] (p. 2471).

— **Difficultés d'approvisionnement en pétrole** [7 décembre 1973] (p. 6795) : conséquences sur l'emploi ; crise des cimenteries ; risque grave de chômage.

• *question orale sans débat :*

— (n° **6486**) de M. Caillaud, en qualité de suppléant : **Difficultés d'approvisionnement en produits pétroliers** [7 décembre 1973] (p. 1798) ;

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** : [19 juin 1974] (p. 2800) : nécessité pour la Communauté de résister aux pressions de la Grande-Bretagne ; agriculture des zones de montagne.

• *questions au Gouvernement :*

— **Utilisation des travaux de la Cour des comptes** [26 juin 1974 (p. 2971).

— **Rémunération et indemnité de licenciement du directeur d'Europe n° 1** (M. Siegel) [30 octobre 1974] (p. 5622).

— **Politique du crédit** [13 novembre 1974] (p. 6278).

— **Place de la politique familiale dans le VII^e Plan** [18 décembre 1974] (p. 8047, 8048).

— **Fraude sur les vins** [23 avril 1975] (p. 1997).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2025) : les problèmes concernant la région de l'Ouest lyonnais ; extension de la zone de montagne des monts du Lyonnais ; affectation aux zones rurales d'une partie des crédits supplémentaires accordés au téléphone ; extension des zones d'irrigation sur les plateaux ; soutien financier aux maisons familiales rurales.

• *questions au Gouvernement :*

— **Allocation aux travailleurs licenciés pour causes économiques** [7 mai 1975] (p. 2460).

— **Réintégration du franc dans le « serpent communautaire »** [21 mai 1975] (p. 2939) : le drame du parti socialiste portugais ; le rétablissement du franc par Poincaré ; le montant de nos réserves de change.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2960) : rappel au règlement : l'intolérance dont font preuve à son égard certains membres du groupe communiste ; (p. 2977) : à propos de l'intervention de M. Deniau : transmettre aux marins et pilotes de la force nucléaire stratégique l'expression de la gratitude de l'Assemblée.

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **14952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3688) : aide apportée par le Gouvernement à l'imprimerie « Imprima » de Saint-Romain-en-Gier ; (p. 3689) : problèmes des travailleurs étrangers ; différence des salaires entre les différentes entreprises de Berliet ; problèmes de l'entreprise Teppaz ; intérêt du développement des zones industrielles dans les chefs-lieux de cantons autour de Lyon ; amélioration des techniques de prévision en matière d'emploi.

• *question au Gouvernement :*

— **Parti communiste dans les départements d'outre-mer** [18 juin 1975] (p. 4365) : manœuvre séparatiste du parti communiste français traitant les partis communistes des départements d'outre-mer de « partis frères ».

• *question orale sans débat :*

— (n° **20845**) : **Modernisation des voies navigables** [20 juin 1975] (p. 4583, 4584) : la timidité des termes de l'avant-projet du rapport du VII[e] Plan dans le domaine des voies navigables ; la réalisation de la liaison Rhin-Rhône au cours du VII[e] Plan ; rôle des voies d'eau dans l'aménagement du territoire.

• *questions au Gouvernement :*

— **Constitution d'un syndicat de soldats dans une unité militaire** [5 novembre 1975] (p. 7885) : respect de la loi portant statut des militaires.

— **Liberté du travail à l'université** [21 avril 1976] (p. 1956, 1957) : l'inquiétude de la jeunesse étudiante; l'incompréhension suscitée par la réforme ; l'organisation de la concertation rendant la réforme effective.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **27778**) : **Crédit aux petites et moyennes entreprises** [23 avril 1976] (p. 2133, 2134) : les difficultés de trésorerie éprouvées par de nombreuses entreprises ; la politique du crédit du Gouvernement.

— (n° **28766**) : **Avancement de l'âge de la retraite des travailleurs manuels** [7 mai 1976] (p. 2827, 2828) : conditions d'application de la loi du 30 décembre 1975.

— (n° **28852**) : **Situation des veuves civiles** [14 mai 1976] (p. 3077, 3078) : son amendement tendant à faire figurer, dans le VII[e] Plan, le veuvage en tant que risque social ; les revendications de l'association nationale des veuves chefs de famille.

— (n° **29745**) : **Pollution dans le département du Rhône** [11 juin 1976] (p. 4048, 4049) : les nécessités de la compétition internationale invoquées par les industries françaises pour retarder les investissements tendant à réduire la pollution ; la situation dans le canton de Condrieu et à Givors ; l'extension des sablières dans la vallée du Garon ; le problème de la pollution des rivières.

— (n° **30227**) : **Effets de la sécheresse** [25 juin 1976] (p. 4732, 4733) : la gravité de la situation dans l'Ouest lyonnais ; politique générale d'approvisionnement en eau ; aide de l'armée ; amélioration de l'information des agriculteurs.

• *question au Gouvernement :*

— **Age de la retraite des travailleurs manuels** [30 juin 1976] (p. 4951) : application de la loi abaissant à soixante ans l'âge de la retraite pour certains travailleurs manuels.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **32229**) : **Conséquences de la pollution du Rhône** [8 octobre 1976] (p. 6483, 6484) : la pollution en aval de Pierre-Bénite à la suite d'une erreur de fonctionnement d'une usine Ugine-Kuhlmann (acroléine) ; le règlement des indemnisations ; la nécessité d'une prévention sérieuse.

— (n° **33532**) : **Accidents du travail** [26 novembre 1976] (p. 8772, 8773) : importance de la prévention des accidents dans les entreprises ; date de parution des décrets d'application.

— (n° **34228**) : **Politique familiale** [17 décembre 1976] (p. 9596, 9597) : bilan des mesures prises depuis 1974 ; conséquences pour les familles de la refonte en cours du système des allocations familiales ; application de toutes les dispositions prises en faveur des familles.

• *question au Gouvernement :*

— **Accueil des travailleurs immigrés en France** [5 octobre 1977] (p. 5843) : mesures prises par le Gouvernement limitant l'entrée en France des étrangers.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42970**) : **Travaux de la conférence de Belgrade** [16 décembre 1977] (p. 8893, 8894) : rôle de cette conférence pour faire respecter les droits de l'homme, la liberté d'expression et la liberté religieuse.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1161) : s'étonne que M. Haesebroeck ne situe pas son propos dans la réalité du monde d'aujourd'hui ; estime que le problème des anciens combattants doit être situé dans un contexte plus vaste et que le devoir de défense nationale passe avant la satisfaction de certaines revendications, si légitimes soient-elles ; [11 mai 1973] (p. 1206) : rappelle à M. Gaudin que la reconnaissance ne s'exprime pas fatalement en termes financiers ; regrette le caractère démagogique de certaines revendications.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1346, 1347) : ses observations sur les arguments avancés par M. Dubedout (action du ministre de l'économie et des finances pour lutter contre l'inflation) ; [18 mai 1973] (p. 1421) : problèmes de l'Ouest lyonnais ; problèmes posés aux communes périphériques par le poids du développement de la métropole ; souhaite la venue d'un haut fonctionnaire pour examiner les problèmes sur place ; vitalisation des chefs-

lieux de canton de l'Ouest lyonnais ; urbanisation et politique globale ; (p. 1422) : ses observations sur l'absentéisme ; conditions de logement dans certaines cités ouvrières ; utilité de ce débat ; préparation des lois ; projets du Gouvernement.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972** (n° **194**). **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2145) : ses observations sur les propos de M. Labarrère ; points communs entre la majorité et les socialistes ; nécessité de construire l'Europe ; regrette que M. Labarrère ait refusé l'approbation de ses propos.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux** [14 juin 1973] (p. 2156) : son explication de vote, son appel au Gouvernement pour que soit construit le barrage de Vaugris sur le Rhône.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **447**). **Première lecture. Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2156) : son explication de vote : son appel (p. 2387) : utilisation de la voiture individuelle ; sa suggestion visant des modifications qui pourraient être apportées au statut des communautés urbaines ; inconvénients économiques des charges pesant sur les entreprises ; situation dans les communes de la périphérie urbaine de Lyon ; (p. 2388) : ses « graves appréhensions » quant aux conséquences du projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2389) : son amendement ayant pour objet de hausser de neuf à cinquante salariés le seuil à partir duquel la taxe pourra être imposée aux entreprises ; (p. 2390) : maintient son amendement ; (p. 2392) : son amendement visant la situation au regard de la taxe des communes d'une communauté urbaine dont la population est inférieure à 25.000 habitants et qui n'est pas limitrophe de la commune siège ; répond au Gouvernement ; absence d'information sur ce que certaines communes périphériques perçoivent en contrepartie de ce qu'elles apportent à la communauté urbaine ; (p. 2393) : maintient son amendement. **Article 3** (p. 2394) : son amendement de suppression du deuxième alinéa : possibilité de porter à 1,50 % la taxe sur les salaires ; répond aux arguments du rapporteur. **Article 4** (p. 2397) : son amendement : contrepartie versée aux communes de la communauté urbaine ; maintient son amendement ; **Article 5** (p. 2398) : son amendement : déduction par les entreprises des indemnités de transport. **Deuxième lecture** [30 juin 1973] (p. 2751) : explique son vote contre le projet.

— **Rappel au règlement** [29 juin 1973] (p. 2706) : relations s'établissant entre l'Assemblée et la Cour des comptes.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3970) : qualité du discours du ministre du commerce et de l'artisanat ; œuvre de réconciliation du petit commerce et de l'artisanat avec la politique économique du Gouvernement ; rôle du Parlement ayant conduit le Gouvernement à améliorer son projet ; nouvelles dispositions fiscales et sociales ; progrès accomplis par rapport au texte proposé en juin ; équilibre nécessaire des efforts à répartir entre tous les citoyens de la nation et leurs possibilités ; insertion de notre politique économique dans un contexte mondial difficile ; réticence du Gouvernement ; son hésitation à promettre un échéancier précis pour l'égalité sociale et fiscale de toutes les catégories de Français ; engagement à prendre pour de nouveaux progrès en matière fiscale et sociale ; caractère inadmissible des violences exercées à l'encontre des fonctionnaires du Trésor ; devoir de protection de l'Etat à l'égard des fonctionnaires de la République ; action psychologique à entreprendre contre la présomption de fraude qui pèse sur les commerçants et les artisans ; nécessité d'alléger la patente dans la période transitoire précédant la mise en application de la nouvelle fiscalité locale ; rapprochement des allocations de l'assurance vieillesse de celles qui sont servies par le régime général ; (p. 3971) : son souhait de voir améliorer les prestations vieillesse des commerçants et artisans et l'allocation compensatrice ; ses observations sur le rôle de la commission d'urbanisme commercial ; préservation de la suprématie de l'Etat gardien de l'intérêt général ; meilleure maîtrise de notre équipement commercial et de l'implantation des grandes surfaces ; intérêt des consommateurs et qualité de la vie ; aide au petit commerce ; pressions invoquées par certaines grandes puissances financières ; aspect psychologique et humain des problèmes débattus. **Discussion des articles** [10 octobre 1973] : **Avant l'Article premier** (p. 5257) : soutient la position du Gouvernement ; [11 octobre 1973] : **Article 18** (p. 4289) : son amendement : plan d'aménagement des zones. **Article 21** (p. 4304) : explique son vote favorable à l'article 21. [19 octobre 1973] : **Avant l'Article 49** (p. 4599) : ses arguments en faveur de l'institution d'une conférence annuelle entre le ministre et les représentants du secteur des métiers ; (p. 4610) : se rallie à la position du Gouvernement.

— **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4524) : pressions exercées sur les parlementaires ; suggère une suspension de séance « au moins jusqu'à l'évacuation des chambres de commerce et d'industrie ».

— **Rappel au règlement** [23 octobre 1973] (p. 4659) : mission du bureau de défendre l'institution parlementaire ; question posée par M. Debré sur la réception dans les ministères et dans les préfectures de certains dirigeants des mouvements de commerçants et artisans ; demande quelles suites ont été données à ses questions ; mesures d'autorité qu'appelle la protection des fonctionnaires des finances ; (p. 4660) : pressions et violences de la calomnie et de l'argent portant atteinte à l'honneur du Parlement ; demande quels sont les moyens dont dispose le bureau de l'Assemblée pour défendre l'honneur de l'institution parlementaire ; propos tenus par le président et animateur d'une grande société de distribution moderne du grand commerce.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4735) : ses observations sur la présentation par M. Boulay de son amendement ; souhaite que les auteurs d'amendements commentent leurs exposés des motifs au lieu de les lire.

Deuxième partie :

Office de radiodiffusion-télévision française [26 octobre 1973] (p. 4917) : ses observations sur les documents budgétaires relatifs à l'office ; sur la mutation intervenue à la tête de l'office ; expose les raisons pour lesquelles il votera l'autorisation de perception de la redevance ; (p. 4918) : libéralisme à l'ORTF ; propos de M. Marceau Long ; raisons de son vote en faveur du budget.

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis [29 octobre 1973] (p. 5009) : estime qu'il s'agit au premier abord d'un petit budget pour un très grand ministre ; transfert de crédits au fonds de la formation professionnelle et de la promotion sociale ; augmentation des subventions accordées par l'Etat ; aides au commerce et à l'artisanat ; transferts en faveur du régime vieillesse et du régime maladie des artisans ; aide spéciale compensatrice ; prêts du FDES ; allégements fiscaux ; regroupement peu rationnel des actions du ministère ; affectation des sommes transférées au fonds de la formation professionnelle ; primes d'apprentissage ; centre d'étude et de perfectionnement de l'artisanat et des métiers ; assistants techniques des métiers ; suggère que le centre d'études devienne un établissement public ; financement des primes de conversion aux entreprises artisanales et leur destination ; ses questions relatives aux stages de conversion, au financement des aides pour préjudice subi du fait d'une opération de rénovation urbaine ou d'intérêt public ; problèmes de la sous-traitance ; stage de gestion ; financement de la formation continue ; réforme de la patente et mesures transitoires ; (p. 5010) : compte rendu de l'application de la loi d'orientation, exprime sa confiance dans l'action du ministre. **Etat B - Titre IV** (p. 5019) : son amendement tendant à augmenter la réduction des crédits de ce titre ; retiré après les explications du ministre.

Services du Premier ministre. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale [29 octobre 1973] (p. 4971) : sa question au secrétaire d'Etat sur le montant des crédits affectés aux actions spécifiques de formation professionnelle et de perfectionnement en faveur de l'artisanat.

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5300) : ses observations sur les analyses faites par la presse parisienne des problèmes agricoles ; affirmations erronées selon lesquelles l'effort accompli en faveur de l'agriculture se fait au détriment des autres catégories sociales ; rôle d'avocat du ministre de l'agriculture ; objectif de promotion de l'agriculture du ministre ; compétences d'autres ministères ; consultation du ministre de l'agriculture lorsque de grands investissements sont opérés en zone rurale ; application des textes relatifs à la responsabilité du ministère de l'agriculture en matière de plans d'occupation des sols et de schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme ; coordination avec les autres ministères ; caractère fondamental du soutien à l'enseignement agricole ; développement de la recherche ; protéines ; usine de lysine ; action en faveur des pays en voie de développement ; sa question au ministre de l'agriculture sur les infléchissements éventuels de la politique agricole commune ; (p. 5301) : solidarité de l'Europe dans le domaine de l'énergie ; souhaite que soit évité un échec en retour préjudiciable à notre agriculture ; exprime sa confiance au Président de la République après son initiative européenne.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5511) : demande au ministre des affaires culturelles son opinion sur la création d'une commission d'enquête sur les dérogations accordées à un promoteur dans le 7e arrondissement.

Services du Premier ministre. — Economie et finances. — Fonction publique [16 novem-

bre 1973] (p. 5899) : sa décision de renoncer à la parole en signe de protestation contre l'insuffisance du temps consacré à l'examen d'un problème aussi important que celui de la fonction publique.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5951) : gestion des hôpitaux ; participation du personnel à la gestion des hôpitaux ; action sur les médecins ; corps médical et coût de la gestion hospitalière ; contrôle des cliniques ouvertes dans les hôpitaux ; (p. 5952) : médecins à temps partiel ; amélioration du sens de la gestion économique et administrative des médecins ; consommation pharmaceutique ; gestion administrative et autorité des directeurs d'hôpitaux ; comptabilité analytique d'exploitation ; architectes spécialistes des hôpitaux.

Services du Premier ministre. — Réformes administratives. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [20 novembre 1973] (p. 6086) : difficultés de réalisation des objectifs du plan et taux d'augmentation des crédits de fonctionnement du commissariat général au plan ; ses réserves sur certaines mesures nouvelles ; écarts entre les objectifs et les réalisations du plan dans les domaines des équipements sociaux, des voies navigables, de la jeunesse et des sports ; crise du plan ; inadaptation des méthodes ; suggère la constitution d'une commission comprenant notamment MM. Sauvy, Fourastié et Jean Monnet ; nécessité d'un plan européen ; différentes conceptions du plan ; (p. 6087) : rôle du commissariat général au plan ; consultation du Parlement sur les options du plan. **Section VI : Etat B** (p. 6089) : réflexion méthodique qu'implique le plan ; (p. 6090) : demande un débat sérieux sur la conception du plan ; souhaite une réponse précise du ministre sur la conception du plan et sur la révision de ses méthodes d'élaboration.

— **Rappel au règlement** [30 octobre 1973] (p. 5080) : ses observations sur l'attitude du ministre des transports dans sa réponse au rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges (refus du ministre de communiquer une note au rapporteur) ; demande au ministre de préciser ce qui l'a conduit à adopter une telle attitude ; sa référence au paragraphe V de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 sur le contrôle parlementaire de l'emploi des crédits ; demande au ministre quel droit le fonde à refuser ces renseignements.

— **Communication du président sur les conditions d'exercice du contrôle budgétaire** [7 novembre 1973] (p. 5284) : sa satisfaction du fait qu'une étude plus approfondie de cette question sera faite ; mise en cause du pouvoir des commissions mais aussi des rapporteurs.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1973] (p. 5388) : demande au bureau l'allongement de la durée de discussion du budget de la défense nationale.

— **Projet de loi tendant à modifier diverses dispositions relatives à l'indemnité viagère de départ et aux cumuls et réunions d'exploitations agricoles** (n° 275). **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6884). **Article 1 B** : bénéfice de l'IVD sans condition d'âge pour les agriculteurs ayant un taux d'invalidité de 100 %.

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouvernemeur de la Banque de France** (n° 748). **Après déclaration d'urgence, Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6905) : regroupement des concours de la Banque de France au Trésor et contrôle parlementaire ; ses réserves sur l'automaticité de la variation des concours en fonction des modifications de parité ; répond au Gouvernement. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 6906) : ses observations sur les amendements ; (p. 6908) : après le vote du texte, sa question sur la marge de recours possible de la Banque de France au Trésor pour relever les plafonds sans intervention du Parlement.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7038, 7039) : évoque l'Angélus de Millet ; signale le dilemme entre le droit au bonheur personnel et le respect de la vie et déclare qu'il s'agit là du plus grave problème de civilisation ; son sentiment que la vie se poursuit au-delà des horizons terrestres ; estime qu'il faut faire disparaître par l'éducation sexuelle, la contraception ; l'aide aux mères ; l'angoisse des femmes ; estime que le coût de l'application des quatre premiers articles de la proposition de loi Peyret évalué à 33 milliards de francs ne devrait pas être un problème insurmontable et que certaines orientations budgétaires devraient être révisées fondamentalement afin qu'il ne soit plus question de ces drames de femmes prises au piège de la vie ; évoque le championnat de France des handicapés physiques.

— **Projet de loi relatif à certains corps de fonctionnaires** (n° 802) [18 décembre 1973] (p. 7151) : avant le vote sur l'ensemble du projet : sa question au Gouvernement : textes devant procurer aux fonctionnaires municipaux des avantages équivalents à ceux prévus pour les fonctionnaires de l'Etat de la catégorie B.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la République arabe syrienne pour éviter la double imposition des revenus provenant des transports internationaux aériens signé à Paris le 29 janvier 1973** (n° **751**). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7156) : sa question au Gouvernement sur son action pour essayer d'obtenir du gouvernement syrien qu'il communique la liste des prisonniers israéliens ; l'impossibilité pour lui d'approuver la convention s'il n'obtenait pas du Gouvernement des assurances en la matière.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**). **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7213) : principe de la non-rétroactivité de la loi ; demande que des avantages soient consentis aux salariés des entreprises qui se sont trouvées cette année en état de liquidation judiciaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de ses protocoles additionnels n°s 1, 3, 4 et 5** (n° **743**). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7284) : demande au ministre de répondre à la question de M. Caro sur l'application de l'article 16 de la Constitution et le maintien des garanties de l'article 15 de la convention.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 469) : demande au Gouvernement d'être plus soudé autour d'un Premier ministre qui commande.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 10** (p. 2841) : soutient le Gouvernement dans son opposition à l'amendement n° 28 de M. Gerbet. **Article 13** (p. 2847) : sur l'article : irrecevabilité de ces amendements n°s 69, 70 et 71, relatifs à la réouverture du droit à prestations pour les petits commerçants.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2942) : déplore l'orientation prise par le débat.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Première lecture. Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3738) : sort de la DAEC ; ses missions ; son personnel. **Article 11** (p. 3776) : danger de ne plus limiter l'appel aux ressources publicitaires ; conséquences pour la presse écrite ; (p. 3780) : son amendement n° 160 : durée quotidienne maximum de la publicité et condition d'un seuil de dépenses publicitaires dans la presse écrite pour accéder à la publicité télévisée ; repoussé. **Article 18** (p. 3790) : importance de la fixation d'un volume précis de recettes publicitaires. **Commission mixte paritaire** [28 juillet 1974] (p. 3930) : importance pour la presse écrite de la limitation de la publicité télévisée.

— **Rappel au règlement** [27 juillet 1974] (p. 3907) : s'étonne du contenu d'une lettre attribuée à M. Robert Fabre et relative au cérémonial qui accompagne l'entrée du président en séance.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion des articles** [4 octobre 1974]. **Article premier** (p. 4829) : sur l'amendement n° 4 de M. Weisenhorn : dangers de donner des pouvoirs trop étendus à l'administration.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1181**). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4867) : demande la fixation d'un délai minimum pour la promulgation des lois ; suggère que les suppléants des députés puissent bénéficier de facilités dans les entreprises pour l'exercice de leur mandat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail** (n° **1107**). **Explications de vote** [11 octobre 1974] (p. 5019) : félicite le doyen Cabanel, rapporteur ; la situation des transporteurs routiers.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'extension de l'aide sociale** (n° **1073**). **Explications de vote** [11 octobre 1974] (p. 5026) : éloge du secrétaire d'Etat à l'action sociale ; grève de la faim des harkis.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Explications de vote** [17 octobre 1974] (p. 5202) : prend acte de l'engagement pris par le secrétaire d'Etat et les deux députés comoriens.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 20** (p. 5440) : sur l'amendement n° 36 de M. Boulloche : le secret nécessaire en matière d'emprunts internationaux.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5568) : la gestion hospitalière ; combattre les gaspillages de l'équipement hospitalier et des dépenses de fonctionnement ; la cinquième chambre de la Cour des comptes ; les délais de construction et la mauvaise conception des bâtiments ; aménagements d'un

coût exagéré ; renforcer l'autorité des directeurs d'hôpitaux sur le corps médical ; nombre disproportionné des médecins à temps partiel ; certains abus des prix de séjour et prix de journée.

Culture [30 octobre 1974]. **Rappel au règlement** (p. 5605) : rappelle que le rapporteur doit se borner à rendre compte des travaux de la commission ; (p. 5636) : demande la restauration des plaques commémoratives situées dans la galerie des batailles du château de Versailles.

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5982) : tient à saluer le geste du Président de la République, hôte de la force stratégique sous-marine ; (p. 5983) : attire l'attention du ministre sur la situation des émissions de radio à destination de l'étranger.

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6041) : les productions de fruits ; la concurrence étrangère ; le revenu familial des petites exploitations ; les circuits de distribution ; les périmètres des zones de montagne ; l'IVD aux agriculteurs accidentés du travail ; le régime de sécurité sociale des saisonniers ; les accidents du travail ; l'aménagement rural ; le barrage de Vaugris sur le Rhône ; le téléphone.

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6193) : le projet de budget ; la politique militaire depuis 1913 ; l'équilibre des forces ; les forces soviétiques en Europe ; nécessité d'une défense nationale.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6392) : exprime la crainte que les observations de M. Fillioud ne viennent à compromettre le développement économique de la vallée du Rhône grâce à l'atome. **Etat C - Titre V** (p. 6407) : demande au ministre de démentir les allégations relatives au directeur des carburants.

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6581) : ses observations relatives aux agents immobiliers, à l'expropriation des personnes âgées, au logement mobile, à l'instruction des permis de construire, au téléphone en zone rurale et au logement des travailleurs étrangers ; (p. 6582) : le logement des personnes âgées.

Coopération [18 novembre 1974] (p. 6621): la coopération au titre du service national.

Transports. — III. Aviation civile [18 novembre 1974] (p. 6654) : la sécurité de la circulation aérienne ; le plan « Clément-Marot ».

Services du Premier ministre. — Section V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [19 novembre 1974] (p. 6707) : nomination de M. Ripert ; le VII[e] Plan ; procédures d'élaboration ; les instances régionales ; (p. 6708) : succession de plans intérimaires ; rôle du Parlement ; le projet de société ; la programmation européenne ; les lois de programme ; la répartition du revenu national ; le conseil des impôts ; la qualité de la vie.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6805) : les dangers de la grève pour l'économie ; (p. 6806) : le dévouement du personnel ; les exigences contradictoires d'octroi d'avantages particuliers et de maintien dans le statut de la fonction publique ; l'accroissement des dépenses de fonctionnement et des autorisations de programme ; l'amélioration de la situation du personnel et la croissance des investissements ; les 4.000 emplois libérés par l'automatisation ; le problème de l'auxiliariat ; (p. 6807) : la croissance des crédits pour la modernisation et la mécanisation des centres de tri ; les avantages accordés par le protocole du 5 novembre ; la nécessité de développer les moyens de production d'énergie nucléaire et de trouver pour cela 7,5 milliards de francs ; la distinction établie entre le budget des télécommunications et celui des postes ; (p. 6808) : cite Jaurès parlant de la recherche de la vérité ; la rémunération des postes pour les comptes chèques postaux placés au Trésor ; la révision inéluctable de ce budget ; votera le budget pour prémunir le pays contre l'inflation et contre les dangers qui menacent les libertés.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1974] (p. 6855) : défend l'amendement n° 11 rectifié tendant à arrondir à 8 F le montant de la taxe sur le prix des places de cinéma.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6866) : évoque la réorganisation des services de base des impôts; le renforcement des moyens du contrôle fiscal ; la satisfaction des besoins de la direction de la concurrence et des prix ; rend hommage au personnel de l'administration des finances ; se félicite des résultats obtenus par le contrôle fiscal et la douane ; désapprouve les violences exercées contre les fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances ; suggère que l'administration mette à l'étude la création de centres douaniers agréés ; (p. 6867) : demande la publication trimestrielle des résultats obtenus dans la répression des fraudes ; souhaite que chaque contribuable reçoive une fiche exposant les origines des recettes fiscales de l'Etat et leur emploi ; regrette la modification d'horaire des émissions « Cinquante

millions de consommateurs » ; approbation du budget des services financiers par la commission des finances.

— **Projet de loi sur la régulation des naissances** (n° **1284**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6911) : attire l'attention de l'Assemblée sur les dangers de l'absorption de contraceptifs chimiques par des jeunes filles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant la convention fiscale franco-espagnole** (n° **1103**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6982) : la nature politique des régimes étrangers ne doit pas faire obstacle à la signature d'accords avec eux.

— **Projet de loi ratifiant la convention fiscale franco-tchécoslovaque** (n° **853**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6983) : votera le texte, abstraction faite de toute considération politique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, ratifiant le protocole additionnel à la convention pour la navigation du Rhin** (n° **1272**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6987) : signale le caractère symbolique de la ratification de ce protocole, trente ans après l'arrivée de la deuxième division blindée sur le Rhin, s'interroge sur l'utilisation de la liaison Rhin-Rhône par les pays de l'Europe de l'Est.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale. Rappel au règlement** [27 novembre 1974] (p. 7103) : s'étonne qu'un texte aussi important que le projet de loi relatif à l'interruption de la grossesse soit débattu en même temps que d'autres textes ; sollicite l'attention des parlementaires ; [28 novembre 1974] (p. 7166) : regrette que le garde des sceaux ne soit pas présent au banc du Gouvernement ; (p. 7167) : présente les arguments des partisans du projet de loi ; le Gouvernement a choisi avec habileté le meilleur avocat possible de ce texte ; (p. 7168) : choisir la vie ; les drames de l'avortement sont en fait la conséquence des nouveaux esclavages ; prend l'engagement de ne pas voter le prochain budget s'il ne comporte pas les éléments d'une véritable politique de la vie et d'aide à la maternité ; (p. 7169) : le ministre de la santé est aussi le ministre de la santé morale ; il appartenait aux juges d'appliquer la loi de 1920 avec mansuétude ; se propose de faire entendre l'enregistrement du cœur d'un être conçu depuis quarante-neuf jours ; explique son vote sur le texte relatif à la contraception ; (p. 7171) : le texte ne fera pas disparaître les avortements clandestins.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7397) : la solidarité de la majorité ; les comportements inflationnistes ; retire sa motion de renvoi ; (p. 7398) : la nécessité d'aider les mères en détresse et de relancer une politique familiale.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° **949**). **Explications de vote** [6 décembre 1974] (p. 7530) : le coût du projet de loi repose sur la sécurité sociale et non sur l'Etat ; la relance de la politique familiale a été promise par Mme Veil ; elle doit représenter la priorité des priorités.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion des articles** [13 décembre 1974]. **Article 4** (p. 7864) : propose une modification à l'amendement n° 108 de M. Ollivro.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8150) : le contrôle parlementaire n'est pas incompatible avec un établissement public léger ; il faut empêcher le retour de certains errements.

— **Allocution de fin de session** [20 décembre 1974] (p. 8251) : tient à informer le Gouvernement et l'Assemblée de la saisine par plus de soixante députés du Conseil constitutionnel après le vote définitif de la loi sur l'interruption de grossesse ; souhaite que le Gouvernement ne promulgue pas la loi avant que le Conseil constitutionnel ait été saisi.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° **1285**). **Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 6** (p. 1813) : son amendement n° 101 : autorisation remplacée par une déclaration lorsqu'il s'agit de la création d'établissements dépendant d'associations reconnues d'utilité publique et de fondations ; retiré.

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre l'Etat et la Banque de France** (n° **1504**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1908) : un acte d'indépendance et de souveraineté nationale ; le maintien de notre stock d'or et la faible diminution de nos devises ; l'augmentation récente de nos devises ; le souci du Gouvernement de maintenir une politique de rigueur monétaire et budgétaire ; l'union économique et monétaire de l'Europe ; la nécessité pour le Gouvernement d'informer l'opinion publique sur les problèmes monétaires ; l'équilibre de la ba-

lance commerciale française ; (p. 1909) : le franc, une des monnaies les plus fortes du monde.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1488 rectifié) et projet de loi portant modification de l'article 36 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1487 rectifié). Discussion commune. Explications de vote** [22 avril 1975] (p. 1925) : amélioration apportée par le texte ; mouvement incontestable de promotion féminine dû au Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes** (n° **1486**). **Discussion des articles** [22 avril 1975]. **Article 2** ; (p. 1937) : son amendement n° 25 : inapplication de l'interdiction d'embauche d'une femme en état de grossesse lorsqu'il s'agit de remplacer une femme elle-même en état de grossesse ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° **1479**). **Explications de vote** [25 avril 1975] (p. 2179) : les raisons conduisant les républicains indépendants à un vote positif ; le problème de la délinquance juvénile.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**). **Discussion générale** [29 avril 1975] (p. 2209) : l'œuvre considérable accomplie par la Ve République ; le général de Gaulle inspirateur des décisions historiques relatives à la sécurité sociale ; le discours de M. Messmer d'avril 1973 ; l'action déterminante de M. Poniatowski ; l'évolution considérable en matière d'élargissement des risques couverts ; la France, pays du monde où la protection est la mieux assurée dans un régime de liberté ; la campagne systématique de dénigrement de l'opposition ; le vote de la loi du 24 décembre 1974 ; (p. 2210) : la critique selon laquelle la compensation démographique s'opérerait au détriment des salariés ; accepter le principe démographique de la solidarité nationale ; le vote de la loi du 3 janvier 1975 ; les catégories intéressées par le projet ; le problème des prélèvements effectués sur les excédents du régime des caisses d'allocations familiales ; la politique familiale « priorité des priorités » ; (p. 2211) : le contrat de programme avec les familles ; la réforme du financement de la sécurité sociale ; l'harmonisation des régimes européens ; la charge sociale très lourde supportée par la France ; l'extension de la fiscalisation comme moyen de financement des charges sociales. **Discussion des articles. Après l'Article 12** (p. 2224) : sur les amendements nos 47, 48, 50, 51 et 52 de M. Peyret : ses observations ; nécessité d'une relance de la politique familiale ; souhaite des assurances du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un emprunt groupé** (n° **1617**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2362) : importance des fonds qui iront aux petites moyennes entreprises ; les dispositions en faveur d'une augmentation sensible du pouvoir d'achat des consommateurs ; les 3.500 millions d'aide aux agriculteurs ; (p. 2363) : recréer un climat de confiance en faveur de l'épargne ; l'effet multiplicateur de l'investissement productif ; l'absence de tout « cadeau » fait aux entreprises ; la volonté du Gouvernement de lutter contre le chômage par la relance de l'investissement ; la nécessaire poursuite d'une politique de diminution des taux ; l'accroissement des moyens des sociétés de développement régional ; la constitution du groupement des petites et moyennes entreprises ; l'attention du Gouvernement quant à l'affectation des produits de l'emprunt ; le délai nécessaire pour que l'emprunt ait un effet sur la situation de l'emploi ; les possibilités considérables de l'épargne.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au crédit maritime mutuel** (n° **1289**). **Discussion des articles** [6 mai 1975]. **Article premier** (p. 2381) : ses observations sur l'amendement n° 8 de M. Guermeur. **Après l'Article 3** (p. 2383) : ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Guermeur. **Explications de vote** (p. 2391) : la vocation maritime de la France ; prendre en considération les besoins des pêcheurs français ; le soutien du groupe des républicains indépendants apporté au Gouvernement, témoignage de solidarité envers les pêcheurs ; obtenir que nos partenaires européens adoptent une politique commune envers les travailleurs de la mer.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel, adopté par la conférence générale de l'UNESCO** (n° **1577**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2396) : l'accueil réservé par l'Algérie et le Maroc au Président de la République ; l'amitié profonde de l'orateur pour les nations arabes et son estime pour le grand peuple d'Israël ; l'exemple de Robert Schuman ; l'exclusion d'Israël de l'UNESCO.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention relative au concours en personnel apporté par la République française à la République du Congo** (n° **1585**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2402) : la solidarité des députés de la

majorité avec les membres de la coopération ; le problème des captifs du Tchad ; le sort du commandant Galopin.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion générale** [13 mai 1975] (p. 2562) : la réussite du Gouvernement dans la réalisation de ses objectifs ; la réalité d'une conjoncture internationale difficile ; la situation de l'emploi ; (p. 2563) : les membres de la majorité aussi sensibles que d'autres au drame humain du chômage ; l'erreur que constituerait une lutte contre le chômage par une relance de la consommation ; l'exemple de 1936 et celui de l'Angleterre ; la relance par l'investissement ; l'aide accordée aux agriculteurs et la majoration anticipée des allocations familiales ; rétablir la confiance ; veiller à une application rapide de l'accord du 14 octobre 1974 ; prévoir des mesures tendant à améliorer l'indemnisation du chômage partiel; l'inquiétude des chefs d'entreprises ; l'exploitation déficitaire de nombreuses entreprises ; l'augmentation du stockage des produits industriels ; faire un important effort d'information ; l'absence de fonds propres empêchant de nombreuses entreprises de recourir à l'emprunt ; les moyens des sociétés de développement régional ; le choc en retour de certains accords commerciaux ; l'exemple du matériel de construction électronique ; étudier attentivement la situation des secteurs concurrencés par les importations en provenance de certains pays ; (p. 2564) : harmoniser les politiques de développement des pays du Marché commun vers les pays de l'Europe de l'Est ; construire une Europe solidaire ; le problème de l'abaissement du taux de l'escompte ; envisager une relance sélective par un assouplissement du crédit à la consommation ; mieux contrôler les circuits de distribution ; lancer en cas de nécessité un nouvel emprunt et voter un nouveau collectif ; les exactions dont sont victimes certains fonctionnaires du ministère des finances.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2678) : à l'occasion de l'intervention de M. Voisin rappelle l'opinion de Léon Blum sur le « devoir d'équité ».

— **Projet de loi portant mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [15 mai 1975]. **Article 6** (p. 2726) : appelle l'attention sur la nécessité de mieux informer les parents d'enfants handicapés des possibilités qui leur sont offertes ; souhaite le remboursement de la sécurité sociale pour de nouveaux types de matériels, même de fabrication étrangère ; (p. 2727) : souhaite que la presse ouvre ses colonnes aux informations destinées aux handicapés. **Explications de vote** (p. 2740, 2741) : s'inscrit en faux contre les déclarations du représentant du groupe socialiste ; se réjouit au nom des républicains indépendants des progrès qu'apporte le texte.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2754) : le caractère fondamental du projet ; regrette que celui-ci soit voté par une assistance aussi faible ; demande le report du débat. **Discussion des articles** [16 mai 1975]. **Article 45** (p. 2848) : demande quelles sont les possibilités pour un employeur de demander communication du casier judiciaire d'une personne qu'il envisage d'engager. **Après l'Article 58** (p. 2854) : exprime le souhait que le Gouvernement s'engage sur la date à laquelle le projet évoqué par le garde des sceaux sera déposé.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1488** rectifié). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 mai 1975]. **Article 2** (p. 2890) : demande au secrétaire d'Etat à quelle date sera publié le décret évoqué au cours de la discussion de l'article 2.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° **1484**). **Discussion des articles** [20 mai 1975]. **Article 3** (p. 2901) : sa réponse à l'intervention de M. Juquin ; la tactique du parti communiste visant à « salir » ses adversaires ; la volonté de la majorité de défendre l'économie ; son souci de la protection des consommateurs ; l'intergroupe d'étude des problèmes de la consommation fondé par M. Daillet ; l'absence regrettable de réglementation européenne en matière de cosmétologie ; la défense de l'emploi dans ce secteur.

— **Rappel au règlement** [22 mai 1975] (p. 3006) : demande une réunion de la conférence des présidents afin d'affirmer la solidarité de l'Assemblée nationale avec le parti socialiste portugais.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1973** (n° **1405**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3017) : le caractère normal de l'aide de l'Etat aux entreprises dans le but d'assurer l'emploi ; (p. 3018) : informer le Parlement sur ces aides ; l'aide au gouvernement chilien ; la violation des libertés fondamentales ; les pratiques de certains directeurs de l'administration augmentant irrégulièrement les moyens de fonctionnement de leurs services ; le nombre de fonctionnaires déférés à la cour de discipline budgétaire ; sanctionner sévèrement tout gaspillage et tout détour-

nement de crédit ; donner à la Cour des comptes les moyens de travailler ; l'amélioration de la gestion des autorisations de programme ; les résultats recueillis au cours de la gestion du budget de 1973 ; la crise internationale ; le bilan nettement positif de l'année 1973 ; (p. 3019) : la faible croissance des dépenses militaires ; la nécessité de l'équilibre budgétaire ; assouplir toute rigueur excessive en période de chômage ; relancer l'activité économique par une aide encore plus forte à l'investissement et le recours à l'emprunt.

— **Projet de loi relatif à la convention fiscale avec la Yougoslavie** (n° **1582**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3106) : son intervention relative à la profanation d'un cimetière de soldats français en Yougoslavie.

— **Projet de loi relatif au protocole portant amendement de la convention unique sur les stupéfiants** (n° **1510**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3110) : sa question relative au délai écoulé entre la signature de la convention et sa ratification.

— **Rappel au règlement** [23 mai 1975] (p. 3182) : interrompre le débat sur l'emploi le 27 mai 1975 afin de permettre aux députés de participer aux manifestations relatives au centenaire du Sénat.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Première lecture. Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3563) : prévoir un plan intérimaire ; le problème de l'insertion du plan français dans une programmation européenne ; inscrire le plan dans la perspective des réalités internationales et garantir notre défense ; (p. 3564) : promouvoir une véritable politique familiale ; développer la solidarité nationale et mieux garantir l'égalité des chances ; stoper les grandes concentrations urbaines ; resserrer l'éventail des revenus ; développer les investissements productifs et la recherche ; mettre en place une réforme de l'administration centrale ; réduire le rythme de la consommation privée et lutter contre les gaspillages ; redéployer nos activités productrices pour garantir le plein emploi ; la part accordée aux voies navigables ; (p. 3565) : la force morale, principal facteur de la victoire. **Discussion de l'Article unique** (p. 3747) : son amendement n° 2 : accroître les moyens de défense du pays ; doter la France d'une défense nationale permettant de maintenir son indépendance ; la faiblesse de ses dépenses militaires ; réservé ; (p. 3748) : son amendement n° 17 : insérer le mot « veuvage » ; le problème grave du veuvage ; le mentionner dans le cadre du redéploiement des prestations sociales ; réservé ; son amendement n° 18 : le caractère prioritaire de la politique familiale au cours du VII^e Plan ; la définition du statut social de la mère de famille ; réservé ; (p. 3751) : son amendement n° 11 : joindre à l'annexe du projet de loi relatif au VII^e Plan les deux schémas nationaux concernant les voies navigables et le réseau ferré ; (p. 3752) : la voie d'eau, facteur de développement ; l'effort silencieux accompli par la Belgique et l'Allemagne ; achever l'aménagement des vallées ; réservé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [27 juin 1975] (p. 4961) : rappelle l'attachement du groupe des républicains indépendants à la politique d'aide à la famille ; [4 juin 1975] (p. 3661) : ses observations sur le rappel au règlement de M. Mexandeau ; le bon fonctionnement de l'institution parlementaire ; le nombre considérable des réformes.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° **1633**). **Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3826) : le caractère préoccupant du problème posé par les déchets dans la région de l'Ouest de Lyon ; l'existence de décharges créant des nuisances de plus en plus graves ; le nombre considérable de plaintes dont est saisie la préfecture du Rhône ; le dépôt de produits dangereux par le SRA au bords du Garon ; le problème des épaves automobiles. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3829) : les activités qu'implique le maintien de la vie agricole. **Article 14** (p. 3841) : manifeste son opposition à l'amendement n° 8 de M. Weisenhorn ; ne pas remettre en cause les techniques utilisées par EDF. **Après l'Article 21** (p. 3846) : manifeste son opposition à l'amendement n° 16 de M. Weisenhorn ; méconnaissance de certaines données techniques ; (p. 3847) : étudier sans précipitation toutes les implications du programme nucléaire ; le nécessaire arbitrage du Premier ministre ; l'existence de textes permettant une action efficace ; les centrales nucléaires de Bugey ; (p. 3849) : manifeste son opposition à l'amendement n° 41 du Gouvernement : les conséquences graves de l'amendement s'il était appliqué ; le coût très élevé de ses effectives applications. **Explications de vote** (p. 3852) : un projet critiquable quand à l'inflexion qu'il donne à notre politique énergétique.

— **Proposition de loi relative à la défense de la langue française** (n° **517**). **Discussion des articles** [6 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 3859) : déplore, au nom de l'unité française, que M. J.-P. Cot maintienne son amendement n° 3. **Article 8** (p. 3861) : demande que les questeurs de l'Assemblée nationale fassent disparaître les termes en langues étrangères figurant sur les panneaux du Palais-Bourbon.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Première lecture. Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3992) : retire son amendement n° 135 au profit de l'amendement n° 7 de M. Burckel. **Article 3** (p. 4003) : son amendement n° 136 : ne pas inclure dans le calcul de l'assiette les salaires versés aux apprentis et aux handicapés ; retiré ; (p. 4005) : son amendement n° 137 : institution d'une décote en faveur des chefs d'entreprises dont la masse salariale n'excède pas quinze fois le montant annuel du SMIC ; retiré. **Article 4** (p. 4013) : son amendement n° 128 : non-prise en compte des équipements effectués pour réduire la pollution dans le calcul de la valeur locative des immobilisations ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 7** (p. 4018) : met l'accent sur le risque d'une différenciation aux yeux de l'opinion entre les droits du contribuable et ceux de l'administration. **Article 9** (p. 4019) : son amendement n° 129 : possibilité pour un syndicat intercommunal ayant créé une zone industrielle de percevoir directement la taxe professionnelle ; retiré ; [12 juin 1975] : **Article 16** (p. 4066) : son amendement n° 138 : insérer les mots « syndicats intercommunaux à vocations multiples » ; adopté. **Commission mixte paritaire** [28 juin 1975] (p. 5001) : ses observations sur les articles 3 et 16 du texte ; sa question sur les syndicats intercommunaux ; (p. 5002) : demande le sens des mots « à proximité ».

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 juin 1975]. **Article 9** (p. 4101) : son amendement n° 38 : inscrire la dette de pension alimentaire sur le casier judiciaire de l'intéressé ; (p. 4102) : demande au Gouvernement quels moyens celui-ci compte mettre en œuvre pour retrouver un débiteur ; repoussé ; son amendement n° 39 : inscrire la dette de pension alimentaire sur la carte d'identité ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5008) : souhaite le renforcement des services du ministère de l'économie et des finances pour assurer l'application du texte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de certains articles du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **1652**). **Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Article premier** *bis* (p. 4179) : apporte son soutien à l'amendement n° 8 de M. Briane. **Article 6** (p. 4181) : ses observations sur l'amendement n° 31 du Gouvernement. **Article 7** : sur les amendements n^{os} 29 de M. Briane et 4 de M. Besson, craint que l'attitude du Gouvernement ne prête à des interprétations malveillantes.

— **Rappel au règlement** [18 juin 1975] (p. 4348) : regrette que l'ordre du jour soit aussi chargé ; demande que le bureau de l'Assemblée nationale intervienne auprès du Gouvernement afin de permettre à l'Assemblée nationale de travailler au mois de juillet.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article premier** (p. 4421) : suggère de supprimer le mot « public » dans le sous-amendement n° 48 de M. Gaussin. **Article 3** (p. 4444, 4445) : apporte son soutien à l'amendement n° 95 de M. de Poulpiquet ; considère que dans les circonstances présentes, il serait contre-indiqué de ne pas voter un amendement inscrivant le terme de « patriotisme » dans la loi. **Article 4** (p. 4447, 4448) : à propos de l'amendement n° 12 de Mme Constans, considère que le groupe communiste est contre l'enseignement commun, la formation permanente et les enseignements complémentaires ; (p. 4449) : son amendement n° 116 : enseignements dispensés par les collèges ; devenu sans objet ; demande les raisons pour lesquelles Mme Lesur, secrétaire d'Etat, n'a pu assister au débat. **Article 5** (p. 4458) : regrette que sur l'enseignement de la philosophie, l'Assemblée doive se contenter d'une promesse du Gouvernement ; n'imagine pas qu'en France, la philosophie ne puisse être enseignée en classes terminales. **Article 12** (p. 4467) : sa question relative à la neutralité de l'enseignement. **Article 14** (p. 4469, 4470) : son amendement n° 107 : investir les chefs d'établissement de l'autorité nécessaire pour diriger ces établissements ; (p. 4470) : souhaite avoir l'assurance que le décret d'application mettra l'accent sur le rôle d'autorité du chef d'établissement ; retiré. **Article 15** (p. 4471, 4472) : demande que l'Assemblée suspende ses travaux afin de les poursuivre avec tout le sérieux que la gravité du sujet exige.

— **Projet de loi relatif à la modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **1754**). **Discussion des articles** [23 juin 1975]. **Article unique** (p. 4602) : fait observer sur l'amendement n° 5 de M. Mexandeau qu'il est normal de parler d'équilibre réel.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1740**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4613) : le caractère extrêmement préoccupant de la situation de l'emploi dans le département du Rhône ; la méconnaissance par l'opinion des mesures votées par le Parlement ; la prolongation de la dégradation de l'emploi ; ne pas attendre la

rentrée du Parlement, en octobre, pour voter une troisième loi de finances rectificative ; un budget en état de suréquilibre ; (p. 4614) : des statistiques qui reflètent imparfaitement l'ampleur de la crise actuelle de l'emploi ; avoir en septembre 1975 le courage de promouvoir une politique nouvelle.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1975]. **Article 237 du code civil** (p. 4684) : demande au garde des sceaux de renouveler ses déclarations du 13 juin 1975 devant le Sénat relatives à la clause de dureté.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Explications de vote** [26 juin 1975] (p. 4804) : exprime le souhait que le Sénat répare les erreurs commises par l'Assemblée.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4946) : l'action de la France en faveur de l'union européenne ; la construction de l'Europe, œuvre progressive ; l'établissement d'un programme d'actions de la Communauté européenne pour les prochaines années ; (p. 4947) : le caractère fondamental de l'élection du Parlement européen au suffrage universel ; les intentions du Gouvernement quant au projet de convention adopté par le Parlement européen ; sa confiance dans le Gouvernement pour aboutir à des institutions européennes plus fermes et plus structurées.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Explications de vote** [10 septembre 1975] (p. 6214) : le caractère international de la crise ; les résultats importants qui ont déjà été obtenus ; la nécessité de maintenir la sécurité dans le pays ; son entier soutien au Président de la République.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, sur le développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 7** (p. 6553) : son amendement n° 79 : éviter l'abrogation de la loi du 18 février 1948 relative aux guides de montagne ; compétence et dévouement de ces guides qui ne devraient pas passer d'examen ; repoussé. **Article 9** (p. 6556) : son amendement n° 70 : impossibilité pour tout groupement sportif poursuivant un but commercial et lucratif de bénéficier du statut d'associations relevant de la loi de 1901 ; repoussé ; (p. 6557) : son amendement n° 71 : prévoir la dissolution automatique de certains groupements sportifs ; repoussé. **Article 12** (p. 6562) : son amendement n° 72 : dans le troisième alinéa de l'article, après les mots « fédérations multisports », insérer les mots « ou affinitaires » ; adopté. **Article 15** (p. 6569) : son amendement n° 73 : ne pas tenir compte de l'expression « sous réserve des possibilités de l'entreprise » pour les sportifs de haut niveau ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 51 modifié de M. Delaneau ; (p. 6569) : son amendement n° 74 : information du comité d'entreprise sur les initiatives prises par l'employeur pour favoriser la pratique du sport ; repoussé. **Article 21** (p. 6571) : son amendement n° 75 : inclure les mères de famille dans les catégories qui bénéficieront de cours de gymnastique ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1975]. **Article premier** (p. 7242) : son estime aux fonctionnaires du ministère des finances ; (p. 7243) : déplore les violences verbales dont ils sont les victimes ; [23 octobre 1975] : **Article 5** (p. 7269) : conteste le coût de l'article 5 ; plaide en faveur du tourisme en zone rurale ; espère que les dispositions relatives aux gîtes ruraux seront étendues aux meublés ; souhaite que les loueurs soient exemptés de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. **Article 10** (p. 7283) : se félicite que l'article soit la première réaction gouvernementale contre la pornographie ; pense que l'amendement n° 56 de M. Marette est susceptible de mieux atteindre le développement de la pornographie ; (p. 7286) : son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 56 de M. Marette : réclamations relatives aux décisions prises en application du texte de cet amendement ; retiré. **Article 21** (p. 7309) : sa question relative aux quantités de carburant agricole détaxé.

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7375) : la diminution des crédits affectés aux voies navigables ; donner la priorité à la voie d'eau ; les liaisons Rhône-Rhin, Seine-Nord et Seine-Est ; (p. 7376) : craindre que la liaison Nord-Sud en Europe ne se fasse de la Baltique à l'Adriatique.

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7453, 7454) : le coût des dépenses de santé ; la gestion des hôpitaux ; le prix des produits pharmaceutiques ; le problème des infirmières ; la politique familiale.

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7568, 7569) : la disparition des émissions à destination de l'Espagne et de l'Allemagne ; appuie l'intervention de M. Fillioud.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975]

(p. 7634) : le caractère dangereux du monde où nous vivons ; l'insuffisance d'information des jeunes du contingent ; son hommage à la gendarmerie ; (p. 7635) : l'œuvre accomplie par les gendarmes ; améliorer les pensions des veuves de gendarmes.

Services du Premier ministre. — Services généraux : Fonction publique [3 novembre 1975] (p. 7761) : garantir la sécurité des agents de l'Etat ; le cas de veuves de fonctionnaires tués dans l'exercice de leurs fonctions ; l'application de la politique contractuelle ; la revalorisation des traitements les plus bas ; (p. 7762) : les abattements de zone ; l'indemnité de résidence ; le supplément familial ; le problème des indemnités annexes ; la résorption de l'auxiliariat ; l'expérience des horaires souples ; la promotion interne ; le cas des secrétaires de mairie.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7924) : tient à rendre hommage au bon sens et à la sagesse des familles paysannes ; croit que le débat n'est malheureusement pas à la mesure des difficultés de l'agriculture française ; se fait l'interprète des paysans de l'Ouest lyonnais pour exprimer au ministre une réelle gratitude pour tout ce qu'il entreprend ; son espoir d'un contrat de programme pour les monts du Lyonnais ; le drame des expropriations destinées à la construction du barrage de Vaugrès ; suggère que, l'année prochaine, cinq orateurs seulement interviennent dans le débat agricole.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8014) : s'étonne du pessimisme de M. Boulloche sur la situation de la France industrielle ; (p. 8015) : mettre l'accent sur l'avenir industriel de la France ; la possibilité d'une croissance humanisée non fondée sur le profit ; (p. 8016) : assure en réponse à M. Boulloche, qu'il n'est pas le seul dans la majorité à vouloir une croissance plus humaine.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8311) : son hommage à la police ; la notion de faute de service ; (p. 8312) : la situation des veuves des fonctionnaires morts dans l'accomplissement d'une mission ; faire en sorte que les préfets de police soient au contact de la réalité ; ne pas décourager la police par les déficiences de la machine judiciaire. **Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits** du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975]. **Sécurité** (p. 8334) : le versement des indemnités aux sapeurs-pompiers blessés ; (p. 8335) : la situation matérielle des veuves des policiers tués.

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [14 novembre 1975] (p. 8398) : sa question relative à la diminution des avantages tarifaires accordés aux familles nombreuses.

Transports. — III. Aviation civile. Examen des crédits. — Etat C - Titre V [14 novembre 1975] (p. 8426) : ne pas hésiter à prévoir des mesures de rétorsion vis-à-vis des Etats-Unis compte tenu de l'importance capitale du Concorde pour l'avenir de la France ; (p. 8427) : s'oppose à l'amendement n° 249 de M. Kalinsky ; (p. 8429) : son rappel au règlement ; demande que le Gouvernement veille à ce que les sociétés nationales ne fassent pas une publicité inconvenante, notamment en ce qui concerne l'aéroport Charles-de-Gaulle.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8572) : les retards de l'équipement téléphonique dans la région de l'Ouest lyonnais ; (p. 8573) : la situation du conjoint d'un agent des PTT victime d'une agression ; humaniser le régime des mutations. **Rappel au règlement** : (p. 8581) : demande que le Gouvernement accorde un contingent de lignes téléphoniques aux députés présents au débat.

Services du Premier ministre. — Section V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [19 novembre 1975] (p. 8652) : rend hommage au rapport de M. Boulloche ; s'inquiète du silence du secrétaire d'Etat en matière de problèmes familiaux ; (p. 8653) : la volonté gouvernementale d'une politique globale de la famille ; les mesures concrètes que suppose cette politique ; prendre en compte la politique familiale dans la préparation du Plan. **Rappel au règlement** [19 novembre 1975] (p. 8655) : article 16 du règlement ; sûreté intérieure et extérieure de l'Assemblée ; présence de manifestants dans la cour de l'Assemblée ; demande que le bureau soit saisi de ce problème.

Comptes spéciaux du Trésor. Examen des crédits [19 novembre 1975]. **Article 45** (p. 8681) : le sort du parti communiste chilien ; demande si les comptes spéciaux du Trésor respectent les souhaits exprimés par le Président de la République quant au rétablissement de la liberté au Chili.

Economies et finances. — II. Services financiers, rapporteur spécial [19 novembre 1975] (p. 8716) : son hommage au personnel du ministère des finances ; (p. 8717) : regrette que les demandes relatives à la publication du bilan de la répression des fraudes et à l'envoi aux contribuables d'une notice expliquant l'utilisation des recettes fiscales n'aient pas été satisfaites ; les dispositions prises pour la protection des fonctionnaires du ministère des finances ; faire obstacle aux ententes abusives ; aména-

ger des locaux affectés au personnel des douanes ; les émissions diffusées à l'intention des consommateurs ; généraliser le paiement mensuel des pensions ; la grève du personnel de la direction générale des impôts ; (p. 8718): l'image de marque des fonctionnaires de cette direction ; son hommage à l'action des douanes ; le sens de la responsabilité des percepteurs ; faciliter le travail des agents féminins du ministère des finances.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [7 novembre 1975] (p. 8107) : mise à la disposition des parlementaires d'avions rapides pour regagner leur circonscription.

— **Rappel au règlement** [25 novembre 1975] (p. 8914) : application de l'article 62 du règlement ; vote personnel des députés.

— **Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse des détenus (n° 872). Explications de vote** [25 novembre 1975] (p. 8923) : la solidarité nationale implique, même contre le vœu de la population, que le maximum soit fait pour la réinsertion sociale des détenus libérés.

— **Projet de loi étendant aux détenus le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° 1482). Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8967) : bien que ses électeurs soient traumatisés par la montée de la délinquance, marque son soutien à un projet généreux ; nombre de détenus ont été conduits à la délinquance par la situation économique et les abus de la société de consommation ; le geste du Président de la République rendant visite aux détenus marque la noblesse de l'inspiration de l'action présidentielle.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature (n° 1174). Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Article premier ;** (p. 8985) : craint que l'opinion publique n'ait le sentiment que l'Assemblée nationale perde de longues heures à discuter sur les privilèges dont ne bénéficient pas d'autres catégories de fonctionnaires.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1975] (p. 9030) : discussion du projet de loi concernant les travailleuses familiales.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière (n^os^ 1588 et 1881). Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 95** *quater* (p. 9066) : son amendement n° 88 : préciser la réglementation des viagers conclus par les collectivités locales ; adopté après adoption d'une adjonction proposée par M. Gerbet.

— **Communication relative à l'ordre du jour** [28 novembre 1975] (p. 9131) : discussion du projet de loi concernant les travailleuses familiales.

— **Rappel au règlement** [28 novembre 1975] (p. 9134) : application de **l'article 136** du règlement ; réponse du ministre compétent aux questions orales ; (p. 9138) : application des articles 136 et 137 du règlement ; report de la question orale lorsque le ministre intéressé est absent.

— **Rappel au règlement** [3 décembre 1975] (p. 9250) : inscription à l'ordre du jour du projet de loi relatif aux travailleuses familiales.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la Ville de Paris (n° 1869). Discussion générale** [3 décembre 1975] (p. 9311) : demande au ministre d'Etat, ministre de l'intérieur, de transmettre aux policiers de la brigade antigang, qui vient de libérer des otages, les félicitations de l'Assemblée nationale.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° 1449). Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1975] (p. 9463) : estime que le développement du système de l' « entreprise générale » qui cumule impérialisme et colonialisme est due à l'administration ; juge que la proposition de loi ne réglera pas l'ensemble du problème. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9467) : son sous-amendement n° 71 à l'amendement n° 56 du Gouvernement : éviter, après la conclusion du marché, la recherche d'autres sous-traitants ; réservé ainsi que l'article 3. **Article 4 A** (p. 9469) : son amendement n° 43 : application du titre aux marchés passés par l'Etat, les collectivités locales et plus généralement à tous les maîtres d'ouvrages soumis à la réglementation des marchés publics ; retiré. **Explications de vote** (p. 9483) : un texte qui améliore la situation des sous-traitants et doit redonner meilleur moral aux chefs d'entreprises. **Deuxième lecture. Explications de vote** [19 décembre 1975] (p. 10137) : le vote favorable du groupe des républicains indépendants.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1980). Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 6** (p. 9533) : son amendement n° 31 : retirer le bénéfice du régime fiscal des associations aux groupements sportifs dont les recettes sont supérieures à 5 millions de francs, à l'exclu-

sion des cotisations ; souhaite que l'article 9 de la loi sur le sport soit appliqué avec rigueur; retiré. **Après l'Article 8** (p. 9539) : met en cause les pressions exercées sur les députés par certains groupements d'architectes ; se prononce en faveur de l'amendement n° 3 du Gouvernement qui a pour souci d'améliorer la qualité architecturale des habitations ; la conformité de l'amendement avec la Constitution, la loi et le règlement de l'Assemblée nationale. **Article 27** (p. 9561) : regrette que le Gouvernement n'ait pas suffisamment expliqué les raisons du retrait de l'article 17.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion des articles** [10 décembre 1975]. **Article 5** (p. 9626) : demande au Gouvernement dans quelles conditions des observateurs internationaux pourront contrôler le vote de la population mahoraise.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création d'un fonds de soutien financier de l'OCDE** (n° **1924**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9633) : estime que l'Italie sera le premier pays à profiter des avantages du fonds de soutien de l'OCDE ; (p. 9634) : souhaite qu'en contrepartie le Gouvernement demande au gouvernement italien de cesser de pratiquer une concurrence déloyale.

— **Projet de loi relatif à la réduction de la durée maximale du travail** (n° **2005**). **Explications de vote** [10 décembre 1975] (p. 9652): la volonté de réforme dont témoigne le projet de loi ; exprime le souhait d'une harmonisation des législations sociales européennes ; le vote positif des républicains indépendants.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Discussion des articles** [11 décembre 1975]. **Après l'Article 4** (p. 9689) : préfère l'amendement n° 16 de M. Zeller à l'amendement n° 14 de M. Charles Bignon. **Explications de vote** (p. 9691) : le projet de loi, nouvelle preuve de la volonté de réforme du gouvernement et qui annonce une action plus importante dans le domaine de la famille ; espère que le projet du Gouvernement débouchera sur le plan européen.

— **Rappel au règlement** [12 décembre 1975] (p. 9754) : félicitations de l'Assemblée nationale à l'adresse de la brigade antigang.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé** le 28 février 1975 et de l'accord interne relatif aux aides de la Communauté (Bruxelles 11 juillet 1975) (n° **1990**). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9802) : l'audace et l'importance de la convention ; dissiper les inquiétudes des représentants d'outre-mer ; donner à la Convention une grande publicité.

— **Projet de loi portant paiement des créances des salariés** (n° **2047**). **Discussion des articles** [15 décembre 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 9812) : demande si le Gouvernement pourrait assurer l'Assemblée qu'à l'avenir l'ASG persévérera dans son attitude favorable aux travailleurs.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance** (n° **1949**). **Première lecture. Discussion générale** (p. 9832) : le rôle joué par les travailleuses familiales ; l'insuffisance de leur nombre ; ne pas assimiler aide familiale et aide ménagère ; demande que soit considérée de façon globale une véritable politique familiale. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10172) : son approbation au texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme du régime d'indemnisation des sapeurs-pompiers communaux non professionnels victimes d'un accident survenu ou d'une maladie contractée en service commandé** (n° **1934**). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9929) : son hommage au dévouement des sapeurs-pompiers volontaires ; l'étendue des satisfactions qui vont leur être accordées ; demande au Gouvernement de prendre rapidement les décrets d'application.

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10117, 10118) : sur l'amendement n° 1 du Gouvernement, pense que le rajeunissement des cadres est souhaitable dans l'intérêt général ; (p. 10118, 10119) : considère que l'amendement n° 2 du Gouvernement améliorera le rendement et l'efficacité de l'institution.

— **Projet de loi portant modification des titres II et V du livre IX du code du travail et relative au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue** (n° **1933**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1975]. **Article premier** (p. 10142) ; son amendement n° 7 : supprimer le dernier alinéa du texte proposé pour l'article L 920-4 du code du travail ; estime que la fixation par voie réglementaire serait préférable à certaines jurisprudences surprenantes ; repoussé ; son amendement n° 11 : supprimer les peines d'emprisonnement qui paraissent disproportionnées et qui ne devaient être appliquées au maximum qu'en cas de récidive ; adopté. **Commission mixte paritaire**

[20 décembre 1975] (p. 10173) : se réjouit du texte auquel la commission mixte paritaire a abouti.

— **Proposition de loi tendant à faciliter l'accession des salariés à la propriété des locaux d'habitation destinés à leur usage personnel et à la construction d'immeubles locatifs d'entreprise** (n° **1534**). **Explications de vote** [19 décembre 1975] (p. 10149) : le vote favorable du groupe des républicains indépendants.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° **2138** rectifié). **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Article premier** (p. 1376) : n'est pas favorable à l'amendement n° 1 de M. Frelaut, considère que toutes les entreprises qui créent des emplois doivent être soutenues.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Article 6** (p. 1462) : regrette que l'on enferme de plus en plus la France dans un carcan de réglementations qui desservent l'intérêt général ; [13 avril 1976] : **Article 9** (p. 1471) : demande au Gouvernement des précisions sur l'interprétation du deuxième alinéa du texte en discussion. **Article 38** (p. 1662) : soutient l'amendement n° 308 de M. Frédéric-Dupont : élargissement des conditions d'application de l'article ; retiré. **Après l'Article 38** (p. 1664) : souhaite que les textes déposés au cours de la session soient applicables dès l'été. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 42** (p. 8573) : les dangers de la non-application de l'article 9 de la présente loi concernant les POS ; (p. 8574) : le différement automatique de la délivrance du permis de construire ; (p. 8575) : demande à M. Fourcade de confirmer à ses services sa volonté de voir appliqué de manière anticipée le POS. **Article 53** *bis* (p. 8587) : l'avantage de l'amendement n° 53 de M. Fanton ; considérer toutes les nuisances. **Article 54** *bis* (p. 8591) : son souci de ne pas trop réglementer. **Article 62** (p. 8598) : l'obligation de ravalement et les problèmes sociaux. **Article 64** (p. 8599) : demande combien de fonctionnaires devront être recrutés pour que la loi soit appliquée sans un allongement considérable des délais.

— **Rappel au règlement** [7 avril 1976] (p. 1466) : l'urgence d'un prochain débat de politique générale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Première lecture. Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article 8** (p. 1838) : demande au ministre de la qualité de la vie de préciser par circulaire ses propos relatifs aux exploitations agricoles. **Article 8** *bis* (p. 1839) : juge regrettable de supprimer si rapidement l'article 8 *bis*. **Article 13** (p. 1845) : sur l'amendement n° 6 de M. Delong, appelle l'attention du Gouvernement sur les difficultés auxquelles se heurtent les agriculteurs pour continuer leur exploitation. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [25 juin 1976]. **Article 6** (p. 4739) : propose au Gouvernement de compléter son amendement n° 6 ; demande ce qui se passerait s'il y avait plusieurs ministres chargés des établissements classés. **Explications de vote** (p. 4741) : ne partage pas le pessimisme de M. Saint-Paul ; considère que la nouvelle loi constitue un progrès incontestable ; souhaite que des moyens financiers permettent de la mettre en œuvre.

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n^{os} **875, 877, 926**). **Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1920) : l'attachement du peuple français à l'élection du Président de la République ; un texte qui renforce l'autorité de la République.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires ou aéronefs** (n° **1502**). **Explications de vote** [21 avril 1976] (p. 2001) : tient à associer au projet le souvenir de M. Jarrot.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2060) : un projet qui traduit une volonté d'éducation de l'ensemble de la nation qui doit reprendre contact avec la nature ; ne pense pas que les maux dénoncés soient la conséquence d'un système économique ; (p. 2061) : lutter contre les pollutions par l'odeur ; faire participer à des travaux de défense de la nature les jeunes qui s'ennuient dans les casernes ; le problème des ordures ; le respect de nos morts ; son hommage à l'action de M. Jarrot. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article premier** (p. 2063) : sur l'amendement n° 96 de M. Jacques Blanc, insiste pour que l'activité des agriculteurs ne soit pas entravée. **Article 4** (p. 2076) : demande s'il existe une définition juridique du mot « faune ». **Article 8** (p. 2084) : fait appel à la science juridique de M. Edgar Faure, président de l'Assemblée nationale, pour savoir si l'engagement pris par le ministre de la qualité de la vie

à l'occasion du débat sur l'amendement n° 99 de M. Jacques Blanc « engagerait » ses successeurs. **Article 10** (p. 2085) : demande si le fait de mentionner le juge de l'expropriation dans le dernier alinéa de l'article 10 implique que l'indemnité sera préalable. **Après l'Article 15** (p. 2089) : demande à M. Granet des précisions sur le sens exact de l'amendement n° 128 du Gouvernement ; (p. 2093) : souhaite que le Sénat trouve le moyen de concilier la protection de la nature avec les nécessités de la vie et du développement des communes qui entourent les grandes agglomérations. **Vote sur l'ensemble** [27 avril 1976] (p. 2165) : rappelle qu'il ne faut pas instaurer une division entre citadins et ruraux et que l'impérialisme des citadins ne doit pas figer les campagnes. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 15** *ter* (p. 4070) : demande des précisions sur ce qu'on entend par périphérie des grandes villes.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974** (n° 2063). **Discussion générale** [28 avril 1976] (p. 2283) : demande si les hauts fonctionnaires responsables de fautes signalées par M. Poncelet, secrétaire d'Etat, ont été sanctionnés.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [28 avril 1976] (p. 2268) : attire l'attention sur les inquiétudes des producteurs devant l'insuffisante progression du prix du lait ; accélérer les procédures normales d'indemnisation des calamités, notamment en cas de gel ; demande où en est l'élaboration d'une assurance multirisques ; la remise en question prévisible de la politique d'aide à la montagne ; (p. 2269) : les conséquences pour l'arboriculture de l'entrée prochaine de la Grèce et de l'Espagne dans le Marché commun : l'augmentation prévisible des importations de fruits rouges ; poursuivre l'effort d'information déjà entrepris en matière agricole ; (p. 2275) : indique que les intentions réformatrices du Gouvernement sont souvent déformées par les technocrates.

— **Projet de loi portant aménagement du monopole des tabacs manufacturés** (n° 2135). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2404) : son hommage aux débitants de tabac ; souhaite que le projet de lutte contre le tabagisme soit rapidement adopté. **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article 9** (p. 2405) : souhaite que les Corses voient dans le vote de cet article la marque de l'amitié de tous les Français à « l'Ile de Beauté ».

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° 2133). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2379) : s'élève contre la façon dont M. Montdargent a présenté l'accueil qui est fait en France aux travailleurs étrangers ; (p. 2380) : rappelle que les expulsions qui ont eu lieu avaient pour origine des actes inadmissibles dans une démocratie ; considère que les déclarations faites par M. Montdargent créent un climat de racisme ; pense que le problème des travailleurs immigrés est assez grave pour qu'on ne l'utilise pas à des fins électorales.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° 1991). **Première lecture. Discussion des articles** [30 avril 1976]. **Article 2** (p. 2527) : sur l'amendement n° 3 de M. Burckel et le sous-amendement n° 14 du Gouvernement, fait valoir que ceux qui ont servi l'Etat ont le droit qu'il en soit tenu compte à l'occasion d'une promotion ; juge souhaitable que les jurys aient connaissance des dossiers individuels. **Explications de vote** [30 avril 1976] (p. 2529) : votera le texte quoiqu'il regrette que la prise en considération des dossiers individuels ait été repoussée par l'Assemblée. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article 2** (p. 4961) : pour des raisons de fait autant que pour des raisons de droit, apporte son soutien à la position de M. Péronnet sur l'amendement n° 5 rectifié.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2147). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2569) : demande si le ministre acceptera son amendement tendant à différer au 1er janvier 1978 l'application du paragraphe 3 de l'article 11 de la loi de juillet 1975. **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 6** (p. 2666) : estime que les dispositions adoptées à l'article 6 seront sans effet si des moyens supplémentaires ne sont pas mis à la disposition de la Cour des comptes.

— **Rappel au règlement** [7 mai 1976] (p. 2814) : demande au bureau de l'Assemblée nationale de faire part au bureau de l'Assemblée algérienne de son émotion devant les réquisitoires du procureur de la cour algérienne de sûreté (condamnation à la peine de mort de Michel Pelloie et de Claude Chauchard, réclusion à perpétuité contre Michel Baurin).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° 2269) [6 mai 1976] (p. 2735) : demande au ministre des affaires étrangères quelles mesures il compte prendre pour éviter, si elles étaient prononcées, l'exécution des peines requises par le procureur général contre deux ingénieurs français inculpés en Algérie.

— **Projet de loi relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer et l'habitabilité à bord des navires** (n° **1301**). **Discussion générale** [7 mai 1976] (p. 2837) : souhaite qu'une grande publicité soit donnée aux services éminents rendus l'été sur les plages par les CRS ; signale que des agents de la SNCF sont brutalisés dans les trains qui reconduisent les spectateurs de certains festivals musicaux ; estime nécessaire de renforcer les effectifs du personnel de la SNCF chargés d'assurer la police.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2872, 2873) : indique qu'un gouvernement est représenté quand un de ses membres est présent.

— **Rappel au règlement** [11 mai 1976] (p. 2845, 2846) : article 49 du règlement ; demande à la conférence des présidents de ne pas prévoir de séance le 12 mai au soir, avant vingt-trois heures trente, en raison de la finale de la coupe d'Europe de football.

— **Fixation de l'ordre du jour** [11 mai 1976] (p. 2867).

— **Rappel au règlement** [12 mai 1976] (p. 2932) : demande la suite réservée à son précédent rappel au règlement relatif au procès de Médéa.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Première lecture. Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 23** (p. 3012) : sur l'amendement n° 158 évoque un cas concret tendant à prouver que certains travailleurs s'obstinent à enfreindre les règles de sécurité ; estime que les chefs d'entreprise devraient pouvoir s'assurer contre les conséquences de telles imprudences. **Explications de vote** [13 mai 1976] (p. 3019) : est solidaire des travailleurs victimes d'accidents du travail ; souligne que personne n'a le monopole du cœur ; considère le texte du Gouvernement comme bon car il permettra de développer l'esprit de prévention et qu'il exclut la notion de responsabilité automatique et injuste en lui préférant celle de responsabilité personnelle ; se réjouit que l'action de prévention soit étendue au monde agricole ; (p. 3020) : voit dans le projet un maillon d'une chaîne de lois dont il appelle le vote de ses vœux ; souhaite que la politique de prévention soit menée à l'échelle de l'Europe. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 3** (p. 4811) : souligne la nécessité de prendre des mesures de prévention en ce qui concerne les dangers des matériels utilisés en agriculture ; souhaite obtenir des engagements du Gouvernement. **Article 9** (p. 4815) : se prononce en faveur de la rectification de l'amendement n° 28 de M. Glon. **Article 13 A** (p. 4817) : se prononce pour la suppression de cet article. **Explications de vote** [28 juin 1976] (p. 4823) : déclare que son groupe votera ce texte qui constitue un progrès important.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Première lecture. Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3109) : demande quelles garanties auront les voitures de petite remise pour pouvoir continuer à circuler dans les zones rurales si la question préalable de M. Claudius-Petit n'est pas opposée. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article premier** (p. 8878) : la coexistence des voitures de petite remise et des sociétés de taxis ; la difficulté de légiférer ; petites remises et taxis ; craint que ne soit accrue l'exaspération d'artisans et de personnes serviables devant une exception de réglementation pour résoudre le problème de l'Ouest. **Article 2** (p. 8881) : la nécessité de la réglementation ; demande sur quelle philosophie politique se fonde une loi interdisant de céder l'activité de petite remise ; le problème d'un artisan qui se tuerait dans un accident du travail. **Article 4** *bis* (p. 8883) : indique qu'il votera contre l'amendement n° 6 de M. Bignon. **Explications de vote** [1er décembre 1976] (p. 8884) : indique qu'il votera contre la proposition de loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Première lecture. Discussion générale** [19 mai 1976] (p. 3206) : l'effort considérable déjà effectué en faveur des familles françaises par des prestations familiales, par des réductions d'impôt, par la gratuité des transports et des fournitures scolaires ; regrette que la politique familiale ne devienne pas la priorité des priorités ; (p. 3207) : demande des privilèges en faveur des familles de trois enfants et des femmes seules ayant un enfant de moins de trois ans, au besoin en affectant à cet effort le produit de la taxation des plus-values. **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 17** (p. 3231, 3232) : comprend mal pourquoi on s'oppose à l'automaticité ; souligne que l'universalité du service militaire n'existe déjà plus véritablement, que le financement de nos équipements militaires rend nécessaire une diminution progressive du nombre de nos jeunes appelés ; l'automaticité aurait diminué le nombre des insoumis et aurait servi l'intérêt de l'enfant. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 4** *bis* (p. 4794) : demande dans quelle mesure les veuves bénéficieront d'une priorité en matière d'accès aux stages de formation profession-

nelle ; demande à Mme Veil qu'elle insiste auprès du ministre du travail pour que cette priorité soit effectivement « accordée ». **Article 22** (p. 4799) : indique que la simultanéité d'application en métropole et dans les DOM n'est pas possible.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3309) : rappelle à l'intention de M. Chevènement la longue tradition historique d'erreurs du parti socialiste en matière de défense ; susciter une volonté nationale de défense, plutôt que d'exprimer des critiques qui sèment le doute ; [25 mai 1976] (p. 3436) : exprime sa gratitude à ceux qui assurent actuellement la défense de la France ; le dévouement à la patrie des cadres de notre armée et le patriotisme du contingent ; son adhésion à l'analyse du contexte international faite par le ministre de la défense ; l'insuffisante garantie que constituerait une défense essentiellement nucléaire ; l'assurance de l'équilibre des forces par l'Alliance atlantique ; se doter des moyens d'intervention permettant de répondre aux appels de nos amis africains ; l'affermissement de notre volonté de défense que constitue la loi ; la rigidité des lois de programme précédentes ; le nécessaire développement de l'esprit de défense ; la conscription, accomplissement d'un devoir national ; le coût d'une armée ne comprenant que des engagés ; (p. 3437) : le caractère peu souhaitable d'une armée de métier ; la contribution du Parlement à la défense au moyen du présent débat; mener une politique fondée sur la dissuasion nucléaire, complétée par tous les autres armements.

— **Rappel au règlement** [25 mai 1976] (p. 3410) : organisation des travaux parlementaires ; l'intérêt porté par l'Assemblée aux problèmes de l'armée et de la défense nationale.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [17 juin 1976]. **Article 8** (p. 4281) : son sous-amendement n° 341 tendant à éviter une fraude par le moyen des titres de l'emprunt 4,5 % de 1973 ; retiré.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Singapour sur l'encouragement et la protection des investissements** (n° 2217). **Discussion de l'article unique** [25 juin 1976] (p. 4744) : souligne que cet accord permettra de renforcer des liens d'amitié entre la France et Singapour.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° 2245). **Première lecture. Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4748) : souligne que l'opposition minimise les difficultés qui pèsent sur la France ; (p. 4749) : constate que l'opposition s'applique à désespérer les jeunes alors qu'elle devrait apporter son soutien à des textes importants ; l'importance de l'effort pour la formation professionnelle accompli par la France. **Deuxième lecture. Explications de vote** [30 juin 1976] (p. 4970) : se félicite du travail des commissions mixtes paritaires ; souhaite que le Gouvernement informe mieux l'opinion des importantes réformes votées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant dispositions diverses relatives aux assurances sociales et aux accidents en agriculture** (n° 2272). **Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4804) : souhaite que le Gouvernement ne perde pas de vue le problème de la prévention des accidents du travail en agriculture et qu'il impose des normes strictes de fabrication de tracteurs ; évoque le problème de la sécurité dans les zones limitrophes aux zones classées de montagne.

— **Aménagement de l'ordre du jour prioritaire** [28 juin 1976] (p. 4799, 4800) : approuve le souci d'efficacité guidant les modifications de l'ordre du jour.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° 2149). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4800) : demande des précisions sur les sanctions prévues à l'article 8.

— **Projet de loi portant approbation du VII[e] plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4849) : la nécessité de l'adhésion de la population aux objectifs proposés ; craint que les Français n'aient pas conscience des difficultés d'un monde dominé par les tensions idéologiques et les pressions militaires, souffrant d'un système monétaire brisé tandis que l'unification de l'Europe marque le pas ; (p. 4850) : les nouvelles exigences des pays en voie de développement ressenties particulièrement par la France en raison de sa dépendance énergétique ; une description insuffisante des réalités du monde qui peut compromettre les chances de succès du plan ; l'insuffisance de la description de la France actuelle en ce qui concerne les progrès accomplis dans la liberté ; les difficultés résultant de mutations inévitables ; l'effort entrepris pour réduire les inégalités ; l'absence de considération de la réforme de l'administration qui serait nécessaire pour améliorer la qualité de la vie et développer la participation des Français ; regrette que l'on n'insiste pas davantage sur la nécessité de reconnaître une plus

grande autonomie aux collectivités locales ; s'inquiète du déclin démographique et du peu de cas fait à la politique familiale ; (p. 4851) : la priorité qu'il aurait fallu accorder au fait familial ; un plan qui décrit la statégie économique des cinq prochaines années et qui n'est pas totalement satisfaisant du point de vue de l'élévation souhaitable du niveau de compréhension des Français quant aux problèmes qu'ils ont à résoudre ; les avantages du VII[e] Plan qui exclut l'autarcie des nationalisations et de la dépendance ; la lacune du plan ; l'absence d'affirmation de la nécessité de l'effort ; l'insuffisance d'analyse de l'inflation ; l'insuffisance des réformes proposées ; les problèmes des zones rurales et des PME ; (p. 4852) : le problème du chômage ; le caractère satisfaisant du plan, expression de la politique économique du Gouvernement ; satisfaction sur l'ensemble du plan, mais manque de netteté de ce document. **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4884) : son amendement n° 17 supprimant le programme n° 2 relatif à l'industrialisation et à la construction ; amendement n° 17 réservé ; (p. 4885) : demande que l'on publie un état montrant la façon dont les entreprises utiliseront les crédits du programme d'action prioritaire ; (p. 4886) : sur l'amendement n° 15 de M. Xavier Deniau, souhaite que l'on observe un caractère prioritaire à la liaison Rhin-Rhône qui apparaît comme d'intérêt national ; (p. 4889) : son amendement n° 26 : placer en tête de tous les autres le programme d'action prioritaire n° 14 relatif à la nouvelle politique de la famille ; amendement n° 26 réservé.

— **Rappel au règlement** [29 juin 1976] (p. 4882) : demande que l'Assemblée rende un hommage public à Tabarly.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° 2259). **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4939) : demande si l'on ne pourrait pas établir une compensation mensuelle. **Après l'Article premier** (p. 4964) : craint que les dockers des ports fluviaux ne soient pas concernés par l'amendement n° 10 de M. Delhalle.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° 2262). **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4981) : la conscience de l'Assemblée quant à l'attachement indéfectible des habitants de Saint-Pierre-et-Miquelon à la France ; l'erreur grave du groupe socialiste ; les progrès attendus de la départementalisation : affirme la reconnaissance et l'amitié que la France porte à sa population.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° 2257). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Après l'Article 2** (p. 5088) : redoute que l'amendement n° 25 de M. Aubert n'écrase la France rurale.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Après l'Article 11** (p. 6668) : souligne l'opportunité de l'amendement n° 79 de M. Duffaut ; le mécanisme complexe des compensations ; l'imposition difficile des maires. **Article 12** (p. 6669) : l'absence de versement des indemnités prévues pour les communes classées zones de montagne, question posée à la demande de M. Brocard.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 8** (p. 6953) : son amendement n° 84 : les cas d'application du prélèvement conjoncturel ; une conjoncture économique difficile ; le prélèvement conjoncturel, épouvantail pour les chefs d'entreprise, frein à la propension à investir ; les craintes des chefs d'entreprise ; l'efficacité du prélèvement conjoncturel par son rôle d'épée de Damoclès ; (p. 6956) : demande des éclaircissements à M. Durafour ; fait remarquer à M. Durafour qu'il ne répond pas à sa deuxième question concernant la manière dont le prélèvement s'appliquera en fin d'année ; (p. 6957) : demande à M. Durafour s'il y aura en fin d'année paiement d'un prélèvement calculé en fonction de la loi.

Deuxième partie :

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7897) : la modification à apporter à la loi Rover quant à l'urbanisme commercial : les problèmes posés par l'implantation d'hypermarchés ; les permis de construire délivrés aux grandes surfaces.

Taxes parafiscales [20 novembre 1976] (p. 8454) : intervient au nom de M. Jean Brocard ; la suppression de la taxe parafiscale des imprimeries de labeur ; l'absence de concertation des professionnels ; la commission administrative de réforme : les difficultés des petites entreprises ; souhaite la suppression de la ligne 74.

Economie et finances. — **II. Services financiers**, rapporteur spécial pour les services financiers [20 novembre 1976] (p. 8480) : les créations nettes d'emplois: les difficultés des tâches; les conditions ingrates dans lesquelles travaillent les fonctionnaires des finances ; l'amélioration des statistiques fiscales ; les besoins en personnel de la Cour des comptes ; le contrôle fiscal ; les nouvelles garanties ap-

portées aux contribuables « vérifiés » ; (p. 8481) : le renforcement des effectifs des agents chargés du contrôle fiscal ; les problèmes de la consommation ; l'action entreprise en faveur de l'information et de la formation des consommateurs ; la subvention versée aux organisations de consommateurs ; l'Institut national de la consommation ; les mentions obligatoires que doivent comporter les produits livrés à la consommation ; le vote des crédits par la commission.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 56** (p. 8523) : indique qu'un de ses amendements s'est vu opposer l'article 40. **Article 63** (p. 8536, 8537) : le relèvement automatique du montant des sommes mentionnées à l'article 168 du CGI. **Après l'Article 72** (p. 8545) : la difficulté d'assumer la fonction parlementaire ; un dilemme cruel entre l'équité et l'intérêt de l'Etat ; un système légal ; des réglementations votées par le Parlement ; les jalousies possibles ; l'infériorité des traitements de la fonction publique par rapport au secteur privé ; (p. 8546) : l'imposition d'une telle règle au secteur privé.

— **Rappel au règlement** [23 novembre 1976] (p. 8590, 8591) : commémoration de la mort d'André Malraux.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° 2298). **Discussion des articles** [24 novembre 1976]. **Article 2** (p. 8664) : souhaite un sous-amendement donnant forme juridique à la proposition de consultation ultérieure avec la profession.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction** (n° 2353). **Première lecture. Discussion des articles** [25 novembre 1976]. **Article premier** (p. 8687) : souligne que l'opinion publique ne comprendrait pas les réserves de M. Guichard sur l'amendement n° 11 de M. Gerbet ; le problème de la personne bénévole s'étant portée au secours de citoyens en détresse. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9640, 9641) : des intentions généreuses ; l'existence d'une procédure amiable permettant aux personnes victimes de leur courage de se trouver très largement indemnisées ; demande la confirmation de cette procédure amiable ; le futur projet du Gouvernement.

— **Projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie, ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents** (n° 2180). **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8693) : est opposé à la question préalable ; critique de la politique politicienne ; une meilleure protection des citoyens ; la défense du prévenu et du criminel par Me Forni ; (p. 8694) : le cas de l'Ouest lyonnais ; la multiplication des actes de violence à main armée ; le renforcement des pénalités et de la prévention ; soutenir les personnels de la police et de la gendarmerie ; le respect des libertés républicaines.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° 2183). **Discussion de l'article unique** [25 novembre 1976] (p. 8705) : demande l'interprétation de l'adverbe « manifestement abandonné » dans le libellé de l'amendement n° 3 de M. Gerbet ; le cas de Crézieu-la-Varenne.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° 2148). **Explications de vote** [30 novembre 1976] (p. 8818) : la non-réception en province des circulaires administratives de constitution de commissions tripartites devant examiner les demandes de report ou de diminution de la taxe professionnelle.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes** (n° 2571). **Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9029) : la prolongation des textes déjà votés ; l'aboutissement des efforts du Président Pompidou ; l'amélioration du fonctionnement du Parlement européen ; l'intérêt technique du traité du 22 juillet 1975 ; (p. 9030) : un texte mesuré et sage ; regrette la saisine tardive du Parlement français.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs salariés à l'étranger** (n° 2553). **Discussion des articles** [8 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9082) : soutient l'amendement n° 9 de M. Gissinger tendant à ce que la couverture sociale dont l'expatrié bénéficie à l'étranger lui soit également assurée durant les premiers mois suivant son retour en France ; adopté. **Article 5** (p. 9086) : demande quel est le nombre des salariés agricoles travaillant à l'étranger visés par cette législation en progrès ; (p. 9087) : les difficultés du Gouvernement lors de la négociation de conventions internationales. **Explications de vote** [8 décembre 1976] (p. 9088) : la poursuite du progrès social ; un texte très important.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion générale**

[9 décembre 1976] (p. 9132) : s'élève contre la question préalable ; les conséquences de l'adoption de cette question ; les erreurs commises lors de la loi instituant la taxe professionnelle ; les prévisions erronées des services des finances. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 9153, 9154) : soutient l'amendement n° 50 de M. Mayoud instituant un régime simplifié d'imposition d'après le bénéfice réel pour les petits et moyens exploitants agricoles, considérant le mini-réel comme une transition vers le réel et non comme une substitution ; devenu sans objet. **Après l'Article 3** (p. 9165) : soutient le sous-amendement n° 40 de M. Marette à l'amendement n° 32 de M. Neuwirth prévoyant la création d'une magistrature des impôts ; l'attitude française née d'un incident historique ; un texte de protection pour les fonctionnaires des services fiscaux ; les principes non respectés ; chercher une efficacité d'apaisement dans le domaine fiscal ; réviser le code ; (p. 9167) : mieux protéger les fonctionnaires de l'administration des finances ; devenu sans objet.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde** (n° 1854). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9625) : l'amélioration de l'agriculture de montagne ; les zones de montagne ; l'élevage ; l'indemnité spéciale de montagne ; les limites et les cas d'exception ; le maintien des agriculteurs en zones de montagne ; les limites et les cas d'exception ; le maintien des agriculteurs en zones de montagne ; les problèmes de télécommunication.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Première lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9696) : est effrayé des conséquences du principe de la présomption de compétence de l'architecte et du recours souhaitable à sa consultation ; les difficultés considérables ; ses questions sur les décrets d'application. **Article 7** (p. 9712) : les contradictions parlementaires ; l'alourdissement de la réglementation ; votera contre l'article 7, contre l'ensemble du projet et contre l'amendement n° 48 de M. Bolo. **Article 27** (p. 9738) : l'ordre des préséances. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9785) : vote contre le projet.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° 2430). **Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9798) : se félicite que le texte soit discuté lors de cette session ; souhaite que les décrets d'application soient préparés entre les deux sessions ; la poursuite de l'œuvre nécessaire de la solidarité nationale ; la quatrième étape sur la voie de l'amélioration du régime d'aide aux commerçants et artisans âgés ; les différentes étapes ; le problème de la prorogation du système ; le montant de l'aide spéciale compensatrice ; les sanctions prévues par le projet ; (p. 9799) : le relèvement des plafonds de ressources ; relever le niveau des aides sur fonds sociaux ; la défense des commerçants et des artisans. **Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 9802) : invoque l'article 40 pour écarter l'amendement n° 3 ; (p. 9803) : lève sa demande d'opposition de l'article 40 à l'amendement n° 3 ; se prononce contre cet amendement. **Article 7** (p. 9806) : souhaite que certains commerçants et artisans ne soient pas exposés à des sanctions sévères pour ne pas avoir fourni la déclaration prévue à l'article 4.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° 2221). **Discussion générale** [5 avril 1977] (p. 1545) : l'émergence d'une politique de la famille ; (p. 1546) : un texte de loi qui répond à des préoccupations justifiées ; la promotion de la fonction de gardienne ; faciliter la garde de l'enfant au profit des mères de famille ; l'amélioration du statut de la gardienne ; le monopole de l'emploi des gardiennes ; le financement de l'amélioration du statut des assistantes maternelles ; le champ d'application du projet de loi ; la politique de recouvrement des arriérés de cotisations dus par les parents employeurs d'assistantes maternelles réalisée par l'URSSAF du Rhône ; l'application du texte au terme d'une période probatoire ; (p. 1547) : l'application du tiers payant. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1550) : l'emploi du vocable « d'assistantes maternelles ». **Article 123-1 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1551) : son amendement n° 46 : application des dispositions de l'article à partir du 1er juillet 1978 ; repoussé ; son amendement n° 47 : détermination par décret des modalités de formation et d'agrément ; retiré. **Article 123-2 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1553) : son amendement n° 48 : conditions d'emploi des assistantes maternelles par des personnes morales de droit public ou de droit privé ou par des particuliers ; la création d'un monopole de la garde des enfants ; [6 avril 1977] (p. 1851) : souhaite que le vote porte sur l'amendement n° 11 de la commission et sur le sous-amendement n° 31 rectifié de

M. Besson ; amendement n° 48 ; repoussé. **Article 2 : Articles L 773-8 et 773-9 du code du travail** (p. 1587) : son amendement n° 49 : fixation à un mois du délai de préavis ; repoussé ; son amendement n° 50 de coordination ; repoussé. **Avant l'Article L 773-10 du code du travail** : son amendement n° 51 : extension des dispositions de la section 3 aux assistantes maternelles employées par des particuliers ; repoussé. **Article L 773-12 du code du travail** (p. 1588) : son amendement n° 53 : conditions d'accueil des mineurs à la suite de l'ouverture du droit à indemnité journalière ; repoussé ; (p. 1589) : son amendement n° 52 : liberté de choix d'accueil des auxiliaires maternelles ; adopté. **Article L 773-13 du code du travail** (p. 1590) : son amendement n° 54 : ouverture du droit à des dommages-intérêts en cas d'inobservation des délais-congés ; retiré. **Article 5** (p. 1594) : son amendement n° 59 : entrée en vigueur de la loi à partir du 1er juillet 1978 après une période probatoire ; (p. 1595) : la compensation des charges de sécurité sociale imposées aux familles ; préserver néanmoins un temps de réflexion ; le caractère théorique de l'amélioration des textes de loi par le Parlement ; la communication au Parlement des résultats constatés dans l'application du texte repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'application de la convention sur la délivrance de brevets européens faite à Munich le 5 octobre 1973** (n° 2611). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 5** (p. 2443) : son amendement n° 5 défendu par M. Gerbet ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° 2547). **Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Article 2** (p. 5935) : la valeur de quittance des relevés de compte envoyés à chaque échéance ; (p. 5936) : l'action du mouvement coopératif.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). **Discussion générale** [13 octobre 1977] (p. 6123) : les pressions qui s'exercent sur l'économie française ; la crise de l'énergie et le prélèvement pétrolier ; l'apparition de politiques déflationnistes ; l'augmentation du coût des importations d'énergie ; l'évolution du prix des matières premières importantes ; la crise du système monétaire international ; (p. 6124) : les conséquences du déficit du commerce extérieur des USA ; l'histoire du Concorde ; la réponse de la France aux mesures protectionnistes ; l'information des Français sur les facteurs qui commandent la situation économique du pays ; la concurrence des pays en voie de développement ; la nécessité de la défense ; l'accroissement des dépenses militaires du pacte de Varsovie ; l'adoption de la loi de programmation militaire ; le pourcentage du PNB consacré à la défense ; l'augmentation du produit national au cours des dix années précédant la crise ; l'évolution de l'indice du prix des produits rapporté au salaire horaire ; (p. 6125) : le bilan économique et social de la Ve République ; le bilan de la législature ; l'évolution des équipements ; l'évolution comparée entre la France et la Grande-Bretagne du prix, du PNB et de l'emploi ; les objectifs du projet de loi de finances ; le maintien de la parité du franc par rapport aux devises étrangères ; le devoir de solidarité ; la politique familiale ; l'aide directe aux familles ; l'élévation du minimum vieillesse ; les crédits budgétaires affectés aux handicapés ; l'aide au logement ; la revalorisation des pensions des anciens combattants ; (p. 6126) : les mesures en faveur de l'agriculture ; l'indemnisation des rapatriés ; la politique fiscale du Gouvernement ; l'augmentation des investissements ; l'aide de l'Etat aux entreprises nationalisées ; l'assainissement de la situation financière des entreprises ; le caractère anticyclique du découvert budgétaire ; l'affectation des augmentations des crédits budgétaires ; les PAP ; l'agriculture ; l'environnement ; les concours du FDES ; les économies d'énergie et le développement des énergies nouvelles ; la formation professionnelle ; l'augmentation des rentes viagères ; l'entrée en application de la loi sur les libertés de l'enseignement ; l'appel de Clemenceau à l'effort ; (p. 6127) : le recours à l'imagination française ; les caractéristiques des années dont le millésime se termine par 7 ; l'année 1978.

Deuxième partie :

Culture et environnement. — II. **Environnement** [20 octobre 1977] (p. 6434) : la pollution dans le département du Rhône ; les pollutions atmosphériques ; les conséquences de l'intensification des carrières du Garon sur les nappes phréatiques ; la pollution sonore engendrée par les autoroutes ; la pollution par les dépôts sauvages ; la préservation de l'esthétique de la région des Pierres Dorées.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [21 octobre 1977]. **Article 51. Etat E, ligne 34** (p. 6523) : la motivation du vote de la commission des finances par le souci d'être mieux informée. **Après l'Article 72** (p. 6525) : le souci d'éviter le corporatisme et le protectionnisme ; le rôle de service public joué par les boulangeries en zone rurale.

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6874) : le projet de loi relatif à l'indemnisation des

rapatriés ; l'allégement de la tutelle administrative et financière des communes ; les conditions de rémunération des secrétaires de mairie ; le rôle de la police municipale ; (p. 6875) : la réforme des finances communales ; le cas de la commune d'Izeron ; les problèmes d'ordre public; les policiers, soldats de l'ordre républicain ; la mansuétude de la justice à l'égard des malfaiteurs ; le problème posé par les prisonniers permissionnaires ; l'application des recommandations du comité d'étude sur la violence ; la « collégialisation » des décisions prises par le juge de l'application des peines.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information [9 novembre 1977] (p. 7207) : le climat de liberté dans lequel se fait l'information en France ; l'utilisation du SID ; les travaux du haut conseil de l'audio-visuel ; le rôle de l'AFP ; la priorité à donner à l'AFP ; l'évolution des crédits affectés au fonds d'aide à l'expansion de la presse française à l'étranger ; le régime fiscal de la presse.

Jeunesse et Sports. Examen des crédits [7 novembre 1977]. **Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7100, 7101) : l'insuffisance du projet de budget eu égard aux ambitions françaises en matière sportive ; le nombre élevé des députés de la majorité hostiles au financement du sport par des concours de pronostics.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7361) : le problème dans la région Rhône-Alpes ; l'activité industrielle de cette région ; (p. 7362) : la situation de l'emploi ; mieux répartir les moyens de la DATAR ; l'importance du nombre d'entreprises de la région Rhône-Alpes utilisant du matériel étranger ; favoriser l'accélération des créations d'entreprises ; mettre en œuvre une planification plus active et plus dynamique ; améliorer l'information relative à la création par les firmes françaises d'établissements à l'étranger ; les exportations d'équipements vers les pays en voie de développement ; le maintien dans la région parisienne des sièges sociaux d'entreprises ; l'accroissement des moyens de l'agence nationale pour l'emploi ; les effectifs de l'inspection du travail ; la nature européenne des problèmes de l'emploi ; harmoniser les politiques européennes en matière sociale à la dimension internationale du chômage.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7443) : les problèmes industriels de la région Rhône-Alpes ; la situation de Manufrance ; les problèmes de Rhône-Poulenc Textile ; les problèmes de l'entreprise Imprima ; le problème de Teppaz ; le choix du tracé des lignes électriques à haute tension dans le département du Rhône ; la nécessité de l'information en matière d'énergie nucléaire.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7522) : demande au président de séance de bien vouloir reporter la suite du débat à la séance du soir en raison du match de football France-Bulgarie.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. Aviation civile et météorologie [17 novembre 1977] (p. 7625) : l'industrie aéronautique ; le soutien financier du programme Concorde ; le problème posé par l'atterrissage de l'Airbus à Moscou ; l'accord aérien passé entre la France et l'URSS en 1958 ; (p. 7626) : l'indépendance de l'industrie aéronautique française.

Services du Premier ministre. — Services généraux : Fonction publique [18 novembre 1977] (p. 7708) : l'attachement du groupe républicain à la politique contractuelle ; la résorption de l'auxiliariat ; la transparence des rémunérations ; l'application de la politique globale de la famille dans la fonction publique ; le rapprochement des époux ; l'amélioration du taux de la pension de réversion ; la situation des secrétaires de mairie ; améliorer l'indemnité de vétérance versée aux sapeurs-pompiers bénévoles.

Economie et finances. — II. Services financiers, rapporteur spécial [18 novembre 1977] (p. 7714) : le projet de budget des services financiers ; l'évolution du budget ; la solidarité dont a voulu témoigner la commission des finances avec les agents du fisc et du contrôle douanier ; l'évolution des crédits de paiement ; les créations d'emplois ; l'évolution des autorisations de programme; les programmes d'action prioritaires n^{os} 18 et 19 ; les créations d'emplois à l'administration centrale et dans les services rattachés ; la situation de l'emploi à la Cour des comptes ; création d'emplois dans les services extérieurs du Trésor ; (p. 7715) : la garantie des fonds publics et des agents contre les hold-up ; les créations d'emplois au sein de la direction générale des impôts ; la création d'une inspection générale des services fiscaux ; l'intensification de la lutte contre la fraude fiscale ; les conditions de travail des douaniers et des agents de la direction générale des impôts ; le renforcement des moyens de la direction générale de la concurrence ; les moyens de l'institut national de la statistique ; le retard pris dans l'actualisation des valeurs locatives foncières ; les moyens des services cadastraux ; le remboursement insuf-

fisant des frais aux inspecteurs des impôts ; le renforcement des contrôles des infractions à la législation des changes ; la publicité des infractions ; les sanctions des menaces ou voies de fait dont sont victimes les fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions ; (p. 7716) : l'action de l'institut national de la consommation ; l'adoption par la commission des finances du projet de budget ; (p. 7717) : son intervention à titre personnel ; la programmation du contrôle fiscal au cours des années 1976 et 1977 ; (p. 7718) : l'envoi d'une mise en demeure préalable à l'imposition d'office en cas de défaut de la déclaration de revenus ; la simplification des obligations fiscales et comptables ; l'humanisation des opérations de contrôle.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 69** (p. 7760) : le dégagement par le Gouvernement des moyens de l'actualisation des valeurs locatives. **Article 70** : son action relative au report de l'application du taux unique de la taxe d'habitation perçue au profit des communes urbaines et des districts à fiscalité propre.

Articles de récapitulation [18 novembre 1977]. **Explications de vote** (p. 7778) : le soutien du groupe républicain à l'action gouvernementale ; la conjoncture économique ; l'amélioration du projet de loi primitif ; la justice sociale ; (p. 7779) : la lutte contre le chômage.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 68-1 du 2 janvier 1968 tendant à valoriser l'activité inventive et à modifier le régime des brevets d'invention** (n° 3217). **Discussion des articles** [24 novembre 1977]. **Article 34** (p. 7883) : les contradictions relatives aux références faites dans l'acceptation de l'amendement n° 17 rectifié du Gouvernement et l'intervention du secrétaire d'Etat.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8016) : l'attitude patriotique de M. Chirac ; (p. 8019) : la situation des rapatriés ; le respect des équilibres financiers fondamentaux ; la solidarité nationale ; la prudence du Gouvernement ; la patrie ; la difficulté de la conjoncture économique ; le problème de l'indexation ; l'éloignement des termes des remboursements ; hâter l'indemnisation des rapatriés les plus âgés ; étendre l'indemnisation aux Français rapatriés d'Indochine, du Maroc et de la Tunisie ; (p. 8020) : la nécessité d'un effort financier supplémentaire ; la flamme de la solidarité française.

HAMELIN (Jean)

Député d'Ille-et-Vilaine
(6e circonscription)
(NI, puis UDR, puis RPR).

En remplacement, le 1er mars 1975, de M. Yvon Bourges, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 2 mars 1975] (p. 2432), [2 avril 1975] (p. 1198).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 2 mars 1975] (p. 2433).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [*J.O.* du 22 mars 1975] (p. 3133), [2 avril 1975] (p. 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

HAMELIN (Xavier)

Député du Rhône
(12e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France. [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 642) relatif à la **souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **718**) [16 octobre 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la **souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **862**) [18 décembre 1973].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Rémunération des étudiants en médecine** [15 octobre 1975] (p. 6915) : situation des étudiants en médecine de quatrième et cinquième année.

— **Conséquences de la loi du 29 juillet 1975 pour la taxe d'habitation** [28 avril 1976] (p. 2254) : la loi du 29 juillet 1975 supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle ; l'augmentation des impôts locaux et de la taxe d'habitation entraînée par son application.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° 642). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6444) : participation dans l'entreprise; étapes de la législation concernant la participation ; définition par le projet d'un nouveau moyen d'actionnariat ; conditions préférentielles d'accession à l'actionnariat ; partenaires sociaux et politique volontariste ; fonds commun de placement ; champ d'application du projet ; souhaite son élargissement aux sociétés dites de participation ; cas des sociétés coopératives de production et des filiales de certaines entreprises nationalisées ; secteur public et secteur privé ; modification de la condition des salariés devenus actionnaires ; information des salariés ; corresponsabilité et climat social de l'entreprise ; (p. 6445) : développement de

l'épargne en faveur des investissements de l'entreprise ; limites du projet ; ses finalités sociales. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6459) : ses observations sur l'amendement de codification de M. Lauriol ; rejet de cet amendement par la commission ; (p. 6460) : son amendement tendant à n'admettre dans le champ d'application de la loi que des entreprises économiquement solides ; son amendement tendant à préciser le rôle du fonds commun de placement et de son gestionnaire. **Article 3** (p. 6462) : son amendement : prix de souscription des actions. **Article 5** : son amendement : rôle du gestionnaire du fonds de placement. **Article 6** (p. 6463) : son amendement : versement complémentaire de la société. **Article 8** (p. 6464) : s'oppose à l'amendement de M. Lauriol : exécution sur les actions en cas de non-paiement par les salariés. **Article 10** (p. 6465) : son amendement tendant à l'égalité des actionnaires ordinaires et des actionnaires salariés au regard du prix de souscription. **Article 3** : son amendement : fixation du prix de souscription des actions par l'assemblée générale extraordinaire. **Article 13** (p. 6466) : son amendement de forme. **Après l'Article 13** (p. 6467) : s'oppose à l'amendement de M. Bernard Marie : émission d'obligations convertibles en actions destinées à être souscrites par les salariés. **Article 14** (p. 6468) : ses amendements de forme ; s'oppose à l'amendement de M. Lauriol : fonds commun de placement seul chargé de gérer les droits acquis par les salariés ; son amendement : intervention du gestionnaire du fonds commun de placement. **Article 15** : son amendement : information du gestionnaire du fonds commun de placement. **Article 16** : son amendement : contrôle des commissaires aux comptes sur les sommes versées. **Article 17** (p. 6469) : son amendement : rôle du gestionnaire du fonds commun de placement ; son accord sur l'amendement de M. Lepage : point de départ au premier versement du délai d'inaccessibilité des actions. **Article 22** : son accord sur l'amendement du Gouvernement : accession des salariés au conseil de surveillance dans les entreprises du secteur public. **Après l'Article 22** (p. 6470) : son amendement : caractère impératif de l'information des salariés par le comité d'entreprise ou une commission spécialisée. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7206) : rend compte des travaux de la commission mixte paritaire ; ses arguments en faveur de l'adoption du texte adopté par la commission.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6967) : interroge M. Le Foll sur la date jusqu'à laquelle il admet la pratique de l'avortement.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Explications de vote** [4 juillet 1974] (p. 3363) : demande au Gouvernement de prendre en considération la situation des petites SARL.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4824) : demande l'utilisation massive de l'audio-visuel et de la publicité pour obtenir une mobilisation volontaire ; (p. 4825) : suggère l'organisation d'un concours national pour favoriser les économies d'énergie. **Discussion des articles : Article premier** (p. 4831) : amendement n° 33 : sort particulier des infractions à la législation douanière ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6388) : ses observations relatives au nucléaire de la deuxième génération et à l'hydraulique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**) [5 décembre 1974] (p. 7469) : son sous-amendement n° 86 : option entre exercices de référence ; retiré.

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° **849**). **Discussion des articles** [6 décembre 1974] (p. 7527) : ses observations sur l'article 7 : donner aux ressortissants du régime agricole et aux travailleurs salariés des services particuliers de prestations familiales les mêmes possibilités de prêts aux jeunes ménages que celles offertes aux allocataires du régime général ; les discriminations entre le régime général et celui des collectivités locales.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° **1346**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [12 décembre 1974] (p. 7765) : son amendement n° 49 : délai de quinze jours laissé à l'autorité administrative ; rejeté.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2693) : l'opposition fondamentale entre deux conceptions de notre société ; effectuer des économies d'énergie ; maintenir l'harmonie du développement des différentes sources nationales ; (p. 2694) : la solution apportée par le nucléaire ; le problème de notre approvisionnement en uranium enrichi ; le développement de la recherche ; examiner des actions possibles pour la seconde génération nucléaire ; aborder

le problème de l'adaptation du nucléaire à des fins non électriques ; la crédibilité de l'information sur le problème nucléaire ; créer une cour suprême de sûreté.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 3** (p. 4001) : son amendement n° 109 : éviter que n'échappent à l'impôt certains éléments corporels des entreprises ; retiré. **Article 4** (p. 4010) : son amendement n° 93 : charge de la taxe professionnelle supportée par le loueur en cas de prestations complémentaires ; retiré ; [12 juin 1975] : **Article 16** (p. 4067) : son amendement n° 141 : modifier la répartition de l'écrêtement pour en faire bénéficier les zones fiscalement défavorisées du département ; retiré. **Seconde délibération du projet de loi. Article 4** (p. 4075) : appelle l'attention sur les inconvénients de l'amendement n° 1 du Gouvernement pour les communes sur le territoire desquelles se trouve un aéroport.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article premier** (p. 4420) : signale les inconvénients de la formule suggérée par M. Simon-Lorière tendant à reprendre certains paragraphes de l'amendement n° 123 du Gouvernement et certains paragraphes de l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière ; (p. 4421) : rappel au règlement ; demande que le temps de parole des orateurs soit effectivement respecté ; (p. 4422) : est favorable au sous-amendement n° 123 du Gouvernement à l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière ; souhaite néanmoins que l'on reprenne le texte du troisième alinéa de l'amendement n° 123 du Gouvernement. **Après l'Article 18** (p. 4480) : se félicite de l'amendement n° 137 présenté par le Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 2** (p. 6542) : son amendement n° 5 : freiner la prolifération des certificats médicaux de complaisance ; demande que son amendement fasse l'objet d'une discussion commune avec l'amendement n° 20 de M. Capdeville ; (p. 6543) : se demande, s'il retire son amendement, comment on pourrait éliminer les certificats médicaux de complaisance ; retiré. **Article 7** (p. 6555) : son amendement n° 56 : reconnaître le rôle et l'importance du bénévolat dans le cadre du sport français ; éviter toute atteinte aux droits acquis ; repoussé.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [15 octobre 1975]. **Article 20 : Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6941) : son amendement n° 388 : supprimer le sixième alinéa de l'article L 211-2 du code de l'urbanisme ; repoussé. **Article L 211-4 du code de l'urbanisme** (p. 1943) : son amendement n° 389 : supprimer le deuxième alinéa de l'article L 211-4 du code de l'urbanisme ; supprimer la possibilité de déléguer l'exercice du droit de préemption aux sociétés d'HLM et la réserver aux communes ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975. **Article 7** (p. 7273) : appelle l'attention du Gouvernement sur certains cas sociaux.

Deuxième partie :

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8023) : les problèmes de l'industrie textile ; les nécessaires modifications des tarifs douaniers ; l'évolution irréversible de l'industrie textile ; subventionner les recherches dans le domaine de la construction du surrégénérateur Phénix ; l'achèvement de l'équipement du Rhône.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° **1502**). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1978) : entend faire une mise au point sur la terminologie employée par MM. Darinot et Barel relative à l'oxyde de titane.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Après l'Article 2** (p. 2645) : apporte son soutien à l'amendement n° 21 défendu par M. Le Theule.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11mai 1976] (p. 2884) : regrette que, dans l'ensemble des propositions gouvernementales, aucune disposition ne soit de nature à marquer une étape nouvelle dans la participation des salariés aux fruits de l'entreprise ; la nécessité d'augmenter le nombre d'entreprises nouvelles ; (p. 2885) : indique les moyens propres à développer la création de nouvelles entreprises ; aborde le problème des sociétés coopératives ouvrières de production ; la nécessité de créer un esprit de vigilance au sein de l'entreprise ; la délivrance de plus en plus fréquente de certificats médicaux de complaisance et sa répercussion sur l'augmentation de l'absentéisme.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de**

la famille (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Après l'Article 17** (p. 3233): déclare que son amendement n° 113 tombe.

— **Industrie nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [3 juin 1976] (p. 3742) : demande au ministre s'il existe un projet de cession de la licence du procédé français à neutrons rapides exploité par Novatome à des partenaires américains ; souhaiterait savoir si, en matière d'enrichissement de l'uranium, il est envisagé de travailler en coopération ou directement sur le procédé d'ultra-centrifugation.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [16 juin 1976] : **Article 6** (p. 4204): son amendement n° 321 concernant les retraités des professions libérales du commerce et de l'artisanat ; repoussé ; (p. 4217) : son amendement n° 322 tendant à majorer les abattements en faveur des personnes âgées et des invalides ; retiré ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4283) : déclare que l'amendement n° 82 de M. Pinte n'a plus d'objet.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8105) : son soutien dans le vote du budget ; l'industrie textile ; la région Rhône-Alpes ; les dépôts de bilans des entreprises textiles ; l'équilibre de la balance commerciale ; l'accord multilatéral multifibres ; la CEE ; (p. 8106): les incidents « de parcours » de la taxe professionnelle ; la limitation des importations ; une aide spécifique aux entreprises en difficulté ; des aides immédiates à l'exportation ; le CIRIT ; les CAPI ; une aide plus importante à la recherche dans le cadre des centres techniques ; l'aménagement hydro-électrique du Haut-Rhône ; le rapport Pintat ; la CNR ; Brégnier-Cordon ; la loi de juillet 1975 sur la récupération des rejets thermiques économiquement utilisables ; la commission Leroy ; l'installation à Selzich d'une entreprise de récupération de la chaleur provenant de rejets d'eau des centrales nucléaires (p. 8107) : le problème pratique quant aux statuts de l'EDF ; le problème technique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9488) : la réhabilitation du « quartier Martinière-Tolozan », à Lyon ; le problème des charges et l'incidence des impôts locaux ; lecture de son amendement tombé sous le coup de l'article 40 de la Constitution. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9786) : la ségrégation constituée par la hausse des impôts locaux sur les appartements rénovés ; (p. 9788) : la fiscalité locale.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Troisième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] : la guerre entre les exploitants de taxis et ceux de voitures de petite remise ; le problème des communes rurales situées dans une communauté urbaine.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **3007**). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4267) : les objectifs de la loi adoptée en 1974 ; l'impact des mesures gouvernementales ; les rapports de la commission Pintat et de la commission Leroy ; les efforts réalisés en matière d'aménagement hydraulique ; l'amélioration du rendement hydro-électrique des aménagements du Rhône ; les origines du blocage des décisions et du retard des opérations d'équipement en matière hydraulique ; l'utilisation des rejets thermiques des centrales nucléaires ; la mise à l'ordre du jour de la proposition de loi de M. Weisenhorn tendant à réglementer les réseaux de distribution d'eau chaude récupérée ; (p. 4268) : la situation de la France en cas de crise énergétique ; donner la priorité aux investissements nucléaires et aux investissement lourds, facteurs de diversification et d'économie ; la présentation par le Gouvernement de textes complémentaires qui s'imposent ; l'indépendance énergétique et l'indépendance nationale. **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Avant l'Article premier A** (p. 4292) : le montant de la taxe parafiscale ; son extension à l'électricité.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. Culture [20 octobre 1977] (p. 6416) : l'évolution du budget de la culture ; la faiblesse de l'augmentation des crédits affectés à l'enseignement dans les écoles de musique ; l'affectation de cette dotation aux conservatoires nationaux ou régionaux et aux écoles nationales agréées ; la situation financière des associations d'animation et d'éducation musicales ; la mission de ces associations ; leur rôle essentiel dans la promotion musicale ; les conditions de mise en place d'un conservatoire national supérieur de musique à Lyon.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7079) : l'éducation physique et sportive dans le second degré ; les créations de postes ; l'inégalité de la pratique des horaires réglementaires d'éducation physique ; la situation

dans le département du Rhône ; la pratique des heures d'éducation physique obligatoire dans deux CES de sa circonscription ; (p. 7080) : la priorité donnée aux établissements urbains ; la suppression du système des transferts inter-établissements de personnel d'encadrement.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7434): l'utilisation de la chaleur provenant des centrales nucléaires ; la politique d'économie d'énergie ; la commission Leroy ; les conclusions de la commission régionale Rhône-Alpes ; le coût de la thermie ; la mise en place d'une instance technique d'étude des choix à définir ; (p. 7435) : l'élaboration d'un projet législatif; prendre des mesures conservatoires pour les centrales nucléaires en construction ; élaborer une vigoureuse politique sélective de l'investissement industriel ; l'intergroupe parlementaire pour l'utilisation de la chaleur ; l'équipement du haut Rhône par le CNR ; l'obtention de la déclaration d'utilité publique de la chute de Chautagne ; la soumission à enquêtes des chutes de Sault-Brenaz et de Loyettes ; le respect du programme d'aménagement établi par la CNR ; le programme nucléaire ; les surrégénérateurs ; ne pas se désintéresser de la filière HTR.

HARCOURT (Mme Florence d')

Député des Hauts-de-Seine
(6e circonscription)
(RPR).

En remplacement le 4 mars 1977 de M. Achille Peretti nommé membre du Conseil constitutionnel.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 5 mars 1977] (p. 1234), [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

S'inscrit au groupe du rassemblement pour la République [*J.O.* du 5 mars 1977] (p. 1234), [2 avril 1977] (p. 1462).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Protection de l'enfance abandonnée** [20 avril 1977] (p. 1950) : nécessité de rendre plus efficace l'action sociale préventive menée par les directions départementales de l'action sanitaire et sociale ; aide aux mères en difficulté.

• *question orale sans débat :*

— (n° **37616**) : **Résorption du chômage des cadres** [6 mai 1977] (p. 2559, 2560, 2561) : nécessité d'apporter une aide plus grande aux cadres en chômage (ouverture de la fonction publique, coordination de l'action des différents organismes, étude du plan proposé par la CGC).

• *question au Gouvernement :*

— **Accident d'aviation du Bourget** [8 juin 1977] (p. 3499, 3500) : accident du 3 juin ; nécessité de promouvoir sur le plan international une réglementation tendant à sanctionner tout manquement aux règles de sécurité.

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7267) : l'entraînement des forces de gendarmerie ; le service militaire ; le service national ; l'augmentation des crédits d'instruction ; rendre plus actif le service militaire ; (p. 7268) : les moyens d'entraînement à la mer de la marine ; les conséquences de la création de la zone des deux cents milles ; l'accroissement des tâches de la gendarmerie ; les casernements ; le statut des personnels féminins des armées.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7360) : la situation des cadres d'âge mûr privés d'emploi ; leur désarroi moral ; les conclusions du comité d'étude sur le chômage des cadres ; l'inefficacité des moyens de recyclage mis en place ; permettre aux cadres de reprendre progressivement une activité à temps partiel ; la nécessité d'une information plus complète sur les possibilités de création d'entreprises nouvelles ; l'organisation du marché de l'emploi ; la centralisation des offres d'emploi ; la réforme de l'ANPE-cadres.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7492) : les rapports des jeunes avec la télévision ; l'impact de la télévision ; les émissions pour la jeunesse ; le rôle de la télévision en matière d'éducation ; (p. 7493) : augmenter le volume des programmes destinés à la jeunesse ; le rôle du haut comité de l'audiovisuel.

HARCOURT (François d')

Député du Calvados
(4e circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

DÉPOTS

— **Proposition de loi d'orientation pour l'amélioration des conditions de travail** (n° 676) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi organique** tendant à la **limitation du cumul des mandats** (n° 1493) [2 avril 1975].

— **Proposition de loi** instituant une **aide judiciaire** pour les **petites communes** disposant de faibles ressources (n° 2483) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** tendant à interdire la **chasse à courre** (n° 3162) [19 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 624) : **Production des viandes bovines** [11 mai 1973] (p. 1222, 1223) : opportunité de procéder à un désencadrement du crédit concernant la production des viandes bovines.

• *question orale avec débat :*

— (n° 11329) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2790, 2793, 2794) : difficultés exceptionnelles rencontrées par les éleveurs ; suppression des importations de viande en provenance des pays tiers ; déblocage des crédits du FORMA ; stabilisation de la fiscalité directe ; réduction de la TVA sur le matériel ; indexation des charges de production.

• *question orale sans débat :*

— (n° 37330) : **Maintien du revenu des agriculteurs** [22 avril 1977] (p. 2100, 2101, 2102) : baisse des revenus agricoles ; relèvement du prix du lait ; nécessité de dévaluer fortement le « franc vert » ; contre-indexation des produits industriels nécessaires à l'agriculture.

1973

INTERVENTIONS

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des communautés européennes** (n° 277) [3 mai 1973] (p. 1031) : rappelle le soutien de la France à Luxembourg aux producteurs de lait et de viande, la faible productivité de nos exploitations, l'insuffisance des industries agro-alimentaires ; la nécessité d'améliorer le revenu des agriculteurs ; la nécessité d'une forme d'indexation pour la viande ; la mise en place d'une politique à long terme, d'une politique jumelée lait-viande et d'une indexation relative sur les charges de production ; (p. 1032) : sur la prise en considération des charges de production ; souligne les atouts dont dispose la France sur le plan agricole ; ses possibilités en matière d'élevage.

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° 281) [10 mai 1973] (p. 1153) : évoque la question du rétablissement de la parité du droit à la retraite des anciens combattants, les difficultés des pensionnés de guerre, la diminution des effectifs et le dégagement de crédits qui en résulte ; demande le relèvement des retraites et des pensions de veuves de guerre ; évoque le cas des anciens d'Algérie, l'octroi de la carte de combattant, l'attribution de croix de guerre.

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° 354) [17 mai 1973] (p. 1357) : faveur des Français pour les villes moyennes et la maison individuelle ; phénomène de concentration urbaine ; politique des villes nouvelles en Grande-Bretagne ; déconcentration des populations et décentralisation économique ; exemple britannique ; centralisation de l'administration des assurances vieillesse et des assurances sociales et absence de spéculation sur les terrains ; moyens de transport des villes nouvelles ; ses caractéristiques principales ; maisons individuelles ; modicité des prix de location et d'achat ; sa référence au prix de location en Grande-Bretagne ; logement considéré comme service public et non pas comme

un secteur économique ordinaire ; nécessité d'une politique dynamique d'incitation à la construction ; politique de la construction en Allemagne fédérale ; effets néfastes du blocage des primes en France ; situation au Danemark ; (p. 1358) : situation aux Etats-Unis ; accès au crédit et aux prêts à long terme ; efforts de l'Etat sur les infrastructures ; insuffisance de capitaux investis dans la construction ; crédit hypothécaire ; utilisation de ce système en Allemagne fédérale ; épargne-logement ; création d'un vaste marché hypothécaire ; la construction, problème national.

— **Déclaration du ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [5 juin 1973] (p. 1766) : personnels non titulaires de l'éducation nationale ; situation dans sa région ; rémunérations ; sécurité de l'emploi ; possibilités de promotion ; plan de résorption de l'auxiliariat ; stagiarisation et titularisation de jeunes instituteurs ; enseignement agricole ; agents contractuels ; enseignement agricole ; agents contractuels ; éducation physique ; bibliothèques municipales ; insuffisances des crédits ; culture populaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p 5324) : distorsion entre les charges et le revenu agricole ; situation des agriculteurs en Basse-Normandie ; souhaite la conservation du coefficient cadastral de 1972 ; situation des veuves dont le mari est décédé avant soixante-cinq ans ; subventions aux bâtiments d'élevage ; prêts spéciaux élevage ; blocage du prix et blocage des charges ; prise en considération des charges dans le cadre des aides directes nationales.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6277) : sa proposition de loi d'orientation pour l'amélioration des conditions de travail ; conditions de vie des salariés ; organisation de la journée de travail dans certains pays de la CEE ; réduction du temps de travail ; durée annuelle du travail en France et expériences étrangères ; (p. 6278) : réduction du temps de travail et productivité ; limitation du travail continu ou nocturne ; horaires imposés ; aménagement de la semaine et formules en vigueur aux Etats-Unis et en République fédérale allemande ; limitation des cadences excessives ; méthode du cloisonnement ; amélioration des conditions de travail ; décentralisation des entreprises et politique de l'habitat. **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article 7** (p. 6377, 6378) : son amendement tendant à définir les tâches de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. **Avant l'Article 14** (p. 6388) : son amendement tendant à réduire la durée maximale du temps de travail. **Article 15** (p. 6391) : son amendement : droit prioritaire à horaire de travail réduit pour les postes particulièrement pénibles.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6026) : la conférence de Bruxelles ; les imprévoyances des autorités communautaires ; l'augmentation de 5 % est purement théorique ; (p. 6027) : la suppression des aides directes nationales ; l'attitude de la RFA ; la règle de l'unanimité ; la protection sociale et les crédits du BAPSA ; l'encadrement du crédit ; risque de régression des exportations ; report des charges de la mutualité et révision du revenu cadastral ; sélectivité de l'aide publique ; disparité du revenu entre régions ; TVA.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 2** (p. 3992) : son amendement n° 130 : exonération des artisans et commerçants dont le bénéfice net est inférieur à deux fois et demie le montant du SMIC ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7894) : estime que la dégradation du revenu agricole dépasse 30 % ; (p. 7895) : la gestion communautaire est responsable de cette situation ; souhaite une stratégie européenne à long terme par laquelle les prix seraient fixés à l'avance ; les trois quarts des agriculteurs en sont réduits à procéder à une décapitalisation ; demande de report d'impôts ; la transformation des prêts-calamités en prêts à sept ans ; la modification du régime de la TVA ; plaide en faveur de la parité pour les agriculteurs.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° 2223) [28 avril 1976] (p. 2262) : la revalorisation nécessaire de la retraite des exploitants agricoles ; améliorer

la dotation à l'installation ; aménager le cumul des professions ; (p. 2263) : augmenter de manière importante les prix des denrées agricoles pour améliorer le revenu des agriculteurs.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai 1976] (p. 2881) : indique qu'il ne faut pas oublier les problèmes permanents de l'entreprise et des salariés ; doubler la vocation économique de l'entreprise d'une vocation sociale : la justification de la réduction et de l'aménagement du temps de travail ; permettre aux salariés de personnaliser leur travail ; la nécessité de protéger l'entreprise et son développement ; le caractère indispensable d'une forte croissance économique pour assurer le nécessaire développement des entreprises et la stabilité politique de la France .

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6527) : un plan qui répond à la nécessité de rétablir une situation dégradée ; une solidarité nécessaire et qui doit être infléchie ; l'impossibilité de bénéficier de prix agricoles normaux évoluant comme les salaires et les revenus ou le taux de l'inflation ; les problèmes des commerçants et artisans ; les difficultés induites par la réforme de la patente ; les marins-pêcheurs ; les personnes âgées ; les handicapés ; la dérogation regrettable au principe de la non- affectation des recettes fiscales ; le principe souhaitable d'une imposition sur les grandes fortunes ; la suppression de dépenses de prestige ; critique du centre culturel Beaubourg et du train à grande vitesse ; la réduction du déficit permanent de la sécurité sociale ; la réforme de l'entreprise qui doit être respectée et protégée ; (p. 6528) : l'insuffisance de l'aide aux agriculteurs ; leurs pertes ; son amendement tendant à relever à 45 unités de gros bétail le plafond fixé actuellement à 30 UGB ; les avis contradictoires donnés aux agriculteurs ; s'oppose au critère du revenu cadastral ; propose de substituer à la notion de « recette » celle de « bénéfice global net par exploitant » ; propose que les avances de trésorerie nécessaires soient accordées aux mutualités sociales agricoles.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [28 octobre 1976] (p. 7203) : les pensions des veuves des marins péris en mer : la modernisation de la flotte de pêche ; l'aide au carburant ; les prix ; le partage des mers.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [26 avril 1977] (p. 2160) : les difficultés de la situation économique ; la fragilité des entreprises à la crise ; le blocage des prix ; le financement des investissements des entreprises allemandes ; la situation financière des entreprises françaises ; leur endettement ; la détérioration de leurs possibilités d'autofinancement ; les caractères non inflationnistes de la liberté des prix ; l'accroissement des charges des entreprises ; le problème financier de la marine marchande ; la situation particulière de la Basse-Normandie ; les décisions du conseil régional de Basse-Normandie en matière de renouvellement des flottilles de pêche ; la lutte contre les inégalités sociales ; la protection d'entreprises françaises ; la relance de l'investissement ; (p. 2161) : le recours aux capitaux extérieurs; la bonification de prêts à long terme ; inciter au dégagement des travailleurs immigrés ; l'action des autres pays du Marché-commun ; l'embauche par les PME ; la protection des entreprises françaises ; adopter une économie de marché plus souple ; la sécurité de l'emploi ; la création d'un nouveau tissu industriel, urbain et rural ; la décentralisation du pouvoir économique ; le développement des communautés humaines.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Après l'Article premier** (p. 4115) : son amendement n° 24 non soutenu ; (p. 4117) : son amendement n° 25 soutenu par M. Ginoux ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6655) : la progression du revenu des agriculteurs ; le cas de la région Basse-Normandie ; le problème de la tuberculose bovine ; la nécessité d'un réajustement du « franc vert » ; le problème du revenu cadastral moyen à l'hectare ; (p. 6656) : la nécessité de sa révision ; prendre en compte les disparités régionales ; la poursuite des « plans de développement » ; l'insuffisance des retraites dans le monde rural ; le réajustement du « franc vert ».

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6801, 6802) : les droits des anciens combattants ; les problèmes en suspens relatifs à l'attribution de la carte du combattant et à la revalorisation des pensions ; le cumul des salaires et des pensions de retraite des sous-officiers.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. **Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7642) : la situation des artisans pêcheurs ; la reconduction de l'aide aux carburants ; la prise en charge de l'assurance accident-maladie par les sociétés

d'assurances maritimes ; la mise en place des garanties de prix au débarquement pour toutes les espèces de poisson ; la modernisation de la flottille de pêche artisanale ; (p. 7643) : la comparaison des aides à la flotte industrielle et à la flotte artisanale ; les aides étrangères ; l'avenir de la mer ; la dégradation du milieu marin ; la décentralisation des grandes agglomérations.

HARDY (Francis)

Député de la Charente
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) **: Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2029) : les problèmes du cognac.

• *questions au Gouvernement :*

— **Indemnisation des éleveurs de la Charente** [6 octobre 1976] (p. 6385) : montant de la prime d'indemnisation par tête de bétail; classement de la Charente en zone 1 puis en douzième position.

— **Elargissement de la route nationale n° 141** [15 décembre 1976] (p. 9418) : section Limoges-Saintes.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4782) : intervient dans la discussion de l'article 2 *i* proposé par l'amendement du Gouvernement, égalité entre les entreprises qui passent des contrats de participation dérogatoires au droit commun. **Article 6** (p. 4787) : sa réponse à M. Claudius-Petit sur le problème de l'alcoolisme ; taxation des liqueurs de choix ; taux de la taxation sur les alcools ; souhaite le report de la date d'application au 1er février 1974 et une majoration de 15 %.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article 6** (p. 5113) : dénonce le caractère anormal de la référence aux droits sur l'alcool pour fixer le montant de l'aide de l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 4** (p. 5404) : son amendement n° 4 : la baisse des ventes d'eaux-de-vie d'appellation exige que les droits soient maintenus au niveau actuel ; repoussé.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article premier** (p. 2568) : son intervention relative à la durée d'amortissement des fûts de cognac.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 8** (p. 7275) : son amendement n° 1 : moduler les nouvelles augmentations des droits sur les alcools afin de tenir compte des difficultés économiques connues par certaines régions productrices ; l'exemple de la région de Cognac ; demande le maintien des taux actuels pour les appellations d'origine contrôlée ; repoussé.

Deuxième partie :

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7925) : énumère les calamités dont a souffert la Charente ces deux dernières années ; la situation des viticulteurs charentais est mauvaise en raison de la chute des ventes du cognac ; une subvention doit être accordée aux organismes stockeurs ; les techniques d'indemnisation des calamités ont montré dans cette région leurs insuffisances ; nécessité d'un lycée viticole à Barbezieux.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3709) : partage le souci de justice fiscale du Gouvernement, mais le projet a été mal expliqué ; il fallait dire qu'on entendait élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu et non frapper les spéculateurs ; il convient de ne pas inquiéter des entreprises en situation financière difficile ; si le texte est appliqué, l'épargne se détournera de l'investissement boursier, l'inflation sera aggravée, l'esprit d'entreprise sera découragé, le risque aura perdu son attrait, les sociétés familiales seront touchées, les associés minoritaires seront lésés ; il s'agit d'un véritable choix de société ; la plus-value n'est que la contrepartie du risque inhérent au libéralisme. **Discussion des articles** [16 juin 1976]. **Article 5** (*suite*) (p. 4190) : estime que l'article 40 n'est pas opposable à l'amendement n° 319 corrigé de M. Chauvet.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4658) : le rétablissement du plein emploi ; l'objectif central du plan ; une politique d'organisation volontaire de l'espace national dont dépendent toutes les créations d'emplois ; la Charente et le programme d'action prioritaire n° 5 ; la non-programmation de la mise à quatre voies de la nationale n° 10 ; le désenclavement de l'Ouest par la liaison Centre-Europe - Atlantique qui n'est pas prévue par le plan ; (p. 4659) : mettre fin au désenclavement de l'Ouest.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976] : **Article 4** (p. 6936) : les mérites des PME soulignés par les déclarations officielles ; des actions différentes ; une injustice extraordinaire ; votera contre l'article 4 ; [26 octobre 1976] : **Article 11** (p. 6989) : ses amendements n^os^ 27 et 28 visant le caractère uniforme de la hausse des droits sur les alcools, modulant la nouvelle augmentation des droits pour tenir compte des difficultés économiques de certaines régions ; demande une meilleure répartition des charges au sein de la profession ; ne pas taxer à un taux identique des alcools dont les ventes n'ont cessé d'évoluer en des sens inverses ; (p. 6990) : l'équité des sacrifices et des aides ; la production des eaux-de-vie à appellation d'origine dans des zones géographiques délimitées d'activité économique motrice ; la forte augmentation des droits les trois dernières années ; la crise structurelle subie par les régions productrices d'alcools nobles ; l'irritation des viticulteurs ; le cas des Charentes ; ses amendements rattachant les droits sur les eaux-de-vie et les vins de liqueur à appellation d'origine à la même tranche d'imposition que le rhum, maintenant les droits sur les eaux-de-vie et les vins de liqueur au taux actuel ; l'augmentation des droits prévue pour 1977 sur les alcools industriels ; les eaux-de-vie d'appellation d'origine, ambassadeurs des traditions françaises ; la solidarité nationale ; (p. 6991) : la différence entre les amendements n^os^ 27 et 28 ; (p. 6992) : une objection d'ordre communautaire ; ses arguments intracommunautaires ; son impossibilité de comparer des produits qui ne sont pas similaires ; le coût de revient des eaux-de-vie à appellation fonction des dispositions réglementaires de la Communauté elle-même ; la politique suivie par l'Italie ; les arguments extra-communautaires : augmentation des ventes de whisky ; dévaluation de la livre par rapport au franc ; les discriminations extraordinaires frappant le cognac toujours au profit du whisky ; (p. 6993) : demande à ses collègues de voter plutôt l'amendement n° 28 ; (p. 6994) : retire son amendement n° 27 ; amendement n° 28 adopté.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6662) : la sensibilité du département de la Charente aux problèmes agricoles ; la stabilisation de l'économie régionale du cognac ; le système d'aides communautaires ; la prolongation d'une année de la durée minimale de vieillissement ; le problème de l'aide au stockage ; les modalités d'imposition des viticulteurs ; le stockage de l'eau-de-vie ; le problème des prestations viniques ; la taxation des matières grasses d'origine végétale importées ; le rôle du FEOGA.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6808) : l'effort de solidarité nationale consenti en faveur des anciens combattants ; la mise à parité des retraites de combattants ; le rapport constant ; la nécessité d'un déblocage de crédits en faveur des anciens combattants ; l'attribution d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918.

Commerce extérieur [4 novembre 1977] (p. 7037) : les exportations de cognac ; leurs difficultés ; l'augmentation fiscale ou tarifaire réalisée au Danemark, en Italie, en Espagne et aux Etats-Unis ; la dégradation continue du climat international dans lequel travaille le négoce du cognac ; le régime défavorable appliqué en Suisse aux importations de co-

gnac ; les différences de traitement entre le cognac et l'armagnac ; le traitement de faveur dont bénéficie le whisky.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7535) : le rétablissement du plein emploi ; la politique d'organisation volontaire de l'espace national ; (p. 7536) : le déséquilibre entre population disponible et potentiel de production des secteurs industriel et tertiaire dans l'Ouest ; développer les infrastructures ; les problèmes routiers ; la RN 141 ; le cas de la région charentaise ; la RN 10 ; le désenclavement de l'Ouest ; l'autoroute A 10 ; mettre en place une politique de rééquilibre industriel en faveur de l'Ouest.

HAUSHEER (Justin)

Député du Haut-Rhin
(1re circonscription)
(RDS, puis RCDS).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [3 avril 1975] (p. 1266).

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [23 avril 1975] (p. 2034).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du FORMA [24 juin 1976] (p. 4680).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome III : Organisation des marchés agricoles** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2945), modifiant la **loi du 29 juillet 1925** relative à la réparation des **dégâts causés aux cultures par les sangliers** dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° **3004**) [16 juin 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome III : FORMA** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Assujettissement des collectivités locales à la TVA** [4 décembre 1974] (p. 7379).

— **Industrie chimique en Alsace** [23 avril 1975] (p. 1998) : utilisation des chlorures provenant du sel des mines de potasse d'Alsace ; nécessité de créer une plate-forme chimique en Alsace.

— **Prix de vente de l'électricité distribuée par les entreprises non nationalisées** [11 juin 1975] (p. 3974) : difficultés financières de ces entreprises.

— **Situation de l'industrie textile dans le Haut-Rhin** [3 novembre 1976] (p. 7419) : les difficultés dues au blocage des prix et aux importations abusives.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II. Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4994) : insuffisance des crédits ; aide aux associations sportives ; aide du conseil général dans son département ; l'école en tant que base de l'éducation sportive de la jeunesse ; besoins en personnel et en équipements ; absence de statut des inspecteurs départementaux de la

jeunesse et des sports ; insuffisance du nombre des professeurs ; problème des investissements sportifs; perspectives d'équipement sportif dans sa ville ; faible pourcentage des subventions réelles versées par l'Etat ; charges que supportent les collectivités locales en matière d'équipement sportif.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5323) : retard dans les programmes d'équipement ; insuffisance des crédits de fonctionnement pour l'enseignement agricole ; grève des enseignants dans son département ; crédits du centre de recherches de Colmar ; travaux effectués par ce centre ; demande davantage de crédits pour les déplacements des chercheurs.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5623) : situation des maîtres auxiliaires et surveillants d'externat faisant fonction de conseillers d'éducation ; investissements scolaires ; difficultés rencontrées pour construire des écoles ; situation des maîtres d'internat qui sont nommés adjoints d'enseignement.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6056) : centrale nucléaire de Fessenheim et campagne anti-nucléaire ; campagne de l'EDF ; (p. 6057) : commission de contrôle sur la pollution nucléaire ; pollution saline de la nappe phréatique de l'Alsace ; coût de l'acheminement du sel résiduel vers la mer du Nord ; présence de chlorures dans les eaux des villes d'Alsace ; études effectuées par les instances spécialisées et par les mines de potasse ; demande que dès 1975 soit commencée la lutte contre cette nouvelle sorte de pollution.

1974

— Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse (n° 1297). Discussion générale [28 novembre 1974] (p. 7160) : nécessité de changer une loi inapplicable ; aménager le droit pour les médecins de procéder à des stérilisations définitives ; les difficultés du contrôle de la durée effective de la grossesse ; ne pourra voter le texte présenté.

1975

— Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie [14 mai 1975] (p. 2693) : le caractère inéluctable du développement de l'énergie nucléaire ; les hésitations sur le choix de la filière ; le cas de l'Alsace ; le boulevard nucléaire que constitue le Rhin ; le danger possible des effluents radioactifs ; mieux rapprocher les centrales des grands centres de consommation ; entreprendre la construction de Fessenheim III et IV.

— Projet de loi de finances pour 1976 (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7633) : évoque le contentieux entre sa ville et l'Etat au sujet d'un ancien parc à fourrage utilisé par l'armée.

1976

— Projet de loi de finances pour 1977 (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis pour l'organisation des marchés agricoles [4 novembre 1976] (p. 7509) : l'ONIBEV ; le marché des viandes bovines ; les abattages provoqués par la sécheresse ; (p. 7510) : les prix ; le FORMA ; les produits laitiers ; la poudre de lait ; le vin ; la réforme de l'organisation du marché ; le « contrat de qualité » ; une nécessaire réforme des structures ; la viande bovine ; la réorganisation des organismes d'orientation et de régularisation ; les montants compensatoires monétaires ; le danger de l'entrée dans le Marché commun de pays méditerranéens.

Services du Premier ministre. — Section I. Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle. — Services divers [15 novembre 1976] (p. 7966) : les retraités et les veuves ; le taux des pensions de réversion ; la non-rétroactivité des lois en matière de retraite ; (p. 7967) : la déclaration du Premier ministre du 3 juin 1975 ; le Conseil économique et social ; le rapport du médiateur ; l'article 6 de la loi de finances rectificative du 31 juillet 1961 ; la représentation des retraités du régime général et de ceux de la fonction publique au Conseil économique et social ; la mensualisation des pensions ; l'indemnité de résidence.

1977

— Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle (n° **2945**), rapporteur. **Discussion générale** [26 juin 1977] (p. 4332) : la loi du 7 février 1881 sur l'exercice du droit de chasse dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; l'exercice du droit par les communes ; la location du territoire communal ; les dégâts causés par les sangliers ; la loi du 29 juillet 1925 ; le prélèvement d'une cotisation au profit d'un syndicat général des chasseurs en forêts ; l'absence de cotisation de l'ONF et des sociétés de chasse militaires ; l'égalité des citoyens devant la loi ; la non-cotisation d'EDF et du port autonome

de Strasbourg. **Discussion de l'article unique. Avant l'Article unique** (p. 4333) : son amendement n° 5 : intégration de l'ONF au sein du syndicat général des chasseurs en forêts ; adopté. **Article unique** (p. 4333) : son amendement n° 1 de pure forme ; adopté ; son amendement n° 2 : qualification juridique des autorisations de chasseur ; adopté ; son amendement n° 3 : modalités de calcul des cotisations des sociétés de chasse militaires ; adopté. **Titre** (p. 4334) : son amendement n° 4 : modification du titre ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur pour avis pour l'organisation des marchés agricoles [26 octobre 1977] (p. 6644) : l'évolution des crédits du FORMA et de l'ONIBEV ; (p. 6645) : la situation des marchés agricoles ; l'évolution de la production de la viande de bœuf et de veau ; le secteur de la viande ovine et de la viande porcine ; la relance de la politique de rationalisation ; les problèmes du secteur laitier ; le montant des excédents ; la situation à l'exportation ; la nécessité du prélèvement de coresponsabilité ; la situation du secteur des fruits et légumes ; le problème du vin ; l'absence de grandes marques de vins moyens ; la régularisation des marchés ; les dotations du FEOGA affectées aux montants compensatoires ; l'action de l'ONIBEV ; l'action du FORMA ; (p. 6646) : l'exercice du contrôle parlementaire sur le FORMA et l'ONIBEV.

HAUTECLOCQUE (Mme Nicole de)

Député de Paris
(18e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

A donné sa démission de membre de cette commission [23 octobre 1974] (p. 5366).

Membre de la commission des affaires étrangères [23 octobre 1974] (p. 5366), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'**exécution des condamnations pour abandon de famille** (n° **218**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire prendre en compte, dans le calcul des années de service effectif accomplies dans les administrations et établissements publics de l'Etat et des collectivités locales, tout ou partie de la durée des services militaires ou de résistance accomplis par les fonctionnaires et agents** (n° **219**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article L 10-1 du code de la santé publique afin de faire supporter par l'Etat la réparation de tout dommage imputable directement à une vaccination obligatoire** (n° **220**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **majorer les rentes viagères privées en fonction de l'évolution de l'indice du coût de la vie** (n° **221**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **validation des services accomplis par des assistants ou assistantes de service social dans les services sociaux privés transformés en services sociaux publics ou dans des services sociaux privés suppléant des services sociaux publics** (n° **283**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier la loi n° 65-557 du 10 juillet 1965 fixant le statut de copropriété des immeubles bâtis** (n° 366) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à étendre au corps des **identificateurs de l'institut médico-légal** le bénéfice des dispositions de la **loi n° 50-328** du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture du droit à **pension** (n° **1010**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à compléter l'article premier de la **loi n° 48-1360** du 1er septembre 1948 (n° **2327**) [26 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 75-4** du 3 janvier 1975 en élevant le **montant des chèques** obligatoirement payés par le tiré (n° **2444**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** visant à étendre au corps des porteurs des services municipaux des **pompes funèbres** le bénéfice des dispo-

sitions de la **loi n° 50-328** du 17 mars 1950 accordant aux agents des réseaux souterrains des égouts des avantages spéciaux pour l'ouverture des droits à **pension** (n° **3182**) [3 novembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Statut de la ville de Paris** [12 juin 1974] (p. 2613).

— **Grève de la faim des bouchers parisiens** [22 octobre 1975] (p. 7218).

— **Installation prioritaire du téléphone pour les personnes âgées** [12 novembre 1975] (p. 8164) : gratuité possible de l'installation et des communications pour les personnes âgées non imposables sur le revenu.

• *question orale sans débat :*

— (n° **29020**) : **Définition des appartements de la catégorie II A** [4 juin 1976] (p. 3827, 3828) : son inquiétude devant les conséquences de la libération des loyers des appartements de la catégorie II A ; la situation des locataires âgés incapables de supporter une majoration de loyer pouvant atteindre 100 %.

• *question au Gouvernement :*

— **Parité indiciaire entre la gendarmerie et la police** [20 octobre 1976] (p. 6778) : les mouvements de revendication de la police.

• *question orale sans débat :*

— (n° **37794**) : **Réparation des conséquences d'un attentat** [27 mai 1977] (p. 3194) : attentat du 3 avril dévastant les locaux de la confédération française du travail (CFT) dans le 15e arrondissement ; non-indemnisation des dommages matériels ; nécessité de compléter la loi du 3 janvier 1977 pour permettre la protection des victimes d'attentats.

• *question au Gouvernement :*

— **Attribution d'avantages sociaux aux personnes âgées** [14 décembre 1977] (p. 8706) : situation des personnes âgées dont les ressources dépassent de peu le plafond permettant de bénéficier de l'allocation du FNS.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6951) : son intervention faite en son nom personnel ; hommage au gouvernement et au travail de la commission des affaires culturelles ; devoir de ne pas laisser des milliers de femmes dans le désarroi et le désespoir ; (p. 6952) : problème de la famille, de la mère célibataire, de l'adoption, de l'enfance inadaptée et de la société tout entière trop égoïste ; enseignement de la contraception ; réalisation d'un grand programme d'environnement familial ; vote d'une loi généreuse, humaine et juste permettant aux femmes d'accepter leur maternité dans la joie et non dans le malheur.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8294) : les problèmes de la police de la ville de Paris ; les sujétions particulières imposées aux policiers parisiens ; (p. 8295) : la situation des auxiliaires féminines.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Après l'Article 24** (p. 9275) : son amendement n° 61 : exercice par le préfet de police des pouvoirs fixés par l'article 10, alinéa premier, de la loi du 10 juillet 1964 ; adopté.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8289) : transmet les excuses de M. Plantier qui aurait souhaité intervenir sur l'indemnisation des rapatriés ; les nouveaux statuts proposés aux policiers ; (p. 8290) : le budget de la police parisienne ; la formation des personnels ; inciter les fonctionnaires de police à se fixer dans la capitale ; l'effort de la ville de Paris ; le manque de locaux et de matériel ; les moyens de la police ; lecture d'une lettre d'un syndicat ; les problèmes des officiers.

HÉLÈNE (Léopold)

Député de la Guadeloupe (1re circonscription) (UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 25 octobre 1973 [26 octobre 1973] (p. 4878, 4944, 4945).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Membre du comité directeur du fonds d'investissement des départements d'outre-mer [16 octobre 1973] (p. 4441).

HERSANT (Robert)

Député de l'Oise
(3e circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

HERZOG (Maurice)

Député de Haute-Savoie
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre suppléant du haut conseil de l'audio-visuel [15 juin 1973 (p. 2212).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Chargé de mission auprès de M. le ministre de l'industrie et de la recherche à compter du 7 avril 1975 [8 avril 1975] (p. 1384). Fin de cette mission [8 octobre 1975] (p. 6673).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Lutte contre la fraude fiscale** [26 mai 1976] (p. 3501, 3502) : nécessité de soumettre à une autorisation judiciaire les perquisitions effectuées dans le cadre de la lutte contre la fraude fiscale.

INTERVENTIONS

1974

— **Rappel au règlement** [2 octobre 1974] (p. 4663, 4664) : non-inscription à l'ordre du jour de la présente session du projet de loi instituant une taxe professionnelle en remplacement de la patente.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2665) : les inexactitudes de l'exposé de M. Baillot ; le caractère majeur de l'industrie nucléaire française ; l'assentiment de l'Assemblée donné au choix gouvernemental ; la panique de l'opinion publique devant le phénomène nucléaire ; la nécessité d'un recours à l'énergie nucléaire ; diffuser l'information ; (p. 2666) : la prolifération des sociétés de défense ; l'organisation des référendums sauvages ; la faiblesse de nos ressources charbonnières et pétrolières ; l'indépendance de la France dans le domaine du choix des filières ; l'existence de la coopération avec l'Union soviétique ; l'importance de la sécurité.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [6 novmbre 1975] (p. 8008) : l'importance des crédits obtenus en matière d'industrie et de recherche ; les dangers de la prolifération nucléaire ; le contrôle des matières fissiles ; l'adaptation des structures du CEA ; faire contrôler par l'Etat le monopole de Framatom ; (p. 8009) : la difficulté du dossier de l'informatique ; la solution retenue par le gouvernement dans le cadre de la fusion CII-Honeywell Bull ;

la position de la CGE face à la nouvelle société ; le cas de l'informatique militaire ; l'usine de Tours de la CII ; soutenir la conversion de l'industrie horlogère vers l'électronique.

1976

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1535) : demande au ministre s'il confirme que la trop faible dimension des sociétés non américaines conduit inévitablement les Etats à les soutenir financièrement.

— **Industrie nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [3 juin 1976] (p. 3742) : demande au ministre des précisions sur les accords signés à Londres concernant l'exportation de la technologie nucléaire ; lui indique qu'il souhaiterait avoir des éléments sur les perspectives en matière d'enrichissement de l'uranium.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7072) : les arbitrages financiers lors de l'élaboration du budget ; la part du budget de la jeunesse et des sports dans le budget national ; les crédits d'équipement ; la nécessité de lois de programme ; (p. 7073) : l'évolution des dépenses de fonctionnement ; le vœu du comité d'action pour le développement sportif de la création d'un fonds spécial de développement sportif ; l'affectation de ressources extra-budgétaires ; la création d'une fondation française pour le sport international ; l'organisation des jeux régionaux ; la création des jeux des Iles et de l'océan Indien.

HOFFER (Marcel)

Député des Vosges
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [2 mai 1973] (p. 978).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 mai 1973] (p. 978), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977 (p. 1464).

Membre du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [11 octobre 1974] (p. 5012).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'économie et des finances [18 novembre 1974] (p. 8040). Fin à sa mission temporaire [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 47 : Défense nationale. - Budgets annexes du service des essences et du service des poudres** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° **1180**). — **Annexe n° 45 : Prestations sociales agricoles** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — Budgets annexes. — **Annexe 45 : Prestations sociales agricoles** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Déclaration de M. Lenoir au sujet de l'industrie textile** [8 décembre 1976] (p. 9071) : mesures envisagées par le Gouvernement pour résister aux importations.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [7 novembre 1974] (p. 6008) ; la progression des prestations ; le niveau des

cotisations ; l'amélioration des prestations vieillesse et maladie ; les prestations familiales ; un budget social ; le droit à pension des invalides partiels ; la complexité du mode de calcul des cotisations et le régime des exonérations.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [5 novembre 1975] (p. 7877) : ce budget marque une pause en raison de l'effort particulièrement soutenu des deux anées précédentes ; (p. 7878) : la commission rappelle son attachement au principe d'une revalorisation des prestations familiales au moins parallèle à la hausse des prix ; l'application du principe de compensation démographique au BAPSA.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976]. **Article premier** (p. 3919) : sur l'amendement n° 121 de M. Papon, suggère une évaluation contradictoire du montant des travaux effectués par les propriétaires.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4614) : la faible part réservée par le Plan au bois ; l'importance du patrimoine forestier français ; la sous-valorisation du bois français ; les mesures tendant à remédier à cette situation ; la réalisation d'une usine de pâte à papier à Tarascon ; la nécessité de ne pas abandonner la filière bois-papier.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Après l'Article 6** (p. 8791) : son amendement n° 41 supprimant le mot « avertissement » et lui substituant « avis d'imposition » dans la législation et la réglementation fiscales ; adopté. **Après l'Article 30** (p. 8816) : demande quelles vont être les conséquences au point de vue fiscal du jugement modifiant la personnalité juridique de la société anonyme.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [20 avril 1977] (p. 1974) : les conditions d'action du Gouvernement ; le cumul des aides de l'Etat et des aides communautaires.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**). **Discussion des articles** [14 décembre 1977]. **Article 6** (p. 8722) : la nécessité d'une planification de l'installation des lits.

HONNET (Raoul)

Député de l'Aube
(3^e^ circonscription)
(App. RI, puis R).

En remplacement, le 9 juillet 1974, de M. Paul Granet, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [10 octobre 1975] (p. 6800).

Cesse d'être apparenté au groupe des républicains indépendants [21 octobre 1976] (p. 6888).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [21 octobre 1976] (p. 6888).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [16 octobre 1974] (p. 5124).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [9 décembre 1977] (p. 8520).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome I : Dépenses en capital** (n° 3150) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 188-1 du **code rural** relatif au régime de simple déclaration applicable en matière de cumuls et **réunions d'exploitations agricoles** (n° 3241) [24 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 2938) tendant à l'institution d'un **médiateur militaire** (n° 3365) [15 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

—(n° 32406) : **Participation des militaires au transport des pailles** [15 octobre 1976] (p. 6704, 6705) : utilité de la prolongation de cette aide complémentaire aux agriculteurs ; situation dans l'Aube.

• *questions au Gouvernement :*

— **Propagande anti-militariste à Chambéry** [13 avril 1977] (p. 1759) : l'appui du conseil municipal de Chambéry apporté aux sept appelés du 7e BCA de Bourg-Saint-Maurice faisant l'objet de sanctions pour propagande anti-militariste.

— **Indépendance de la fonction publique** [18 mai 1977] (p. 2862) : questionnaire « le travail des fonctionnaires et l'Etat » établi à l'intention des membres de la fédération CFDT des finances et publié dans « Action et finances » ; défense des principes fondamentaux du service public.

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis pour le titre V [9 novembre 1977] (p. 7228) : le rejet par la commission de la défense nationale des dépenses d'équipement prévues dans le budget ; le problème du sixième SNLE ; la disponibilité des SNLE ; l'installation du système d'arme M 4 ; (p. 7229) : le respect de la loi de programmation ; la signification de la commande du quatrième lot de missiles M 20 ; les crédits à affecter en cas de construction du sixième SNLE ; le rôle primordial que la marine est amenée à jouer ; le chômage des ouvriers des arsenaux ; l'insuffisance des crédits budgétaires affectés à la DTCN ; la diminution des heures de production à l'arsenal de Cherbourg ; le non-respect de la loi de programmation pour la marine ; les déclarations du Président de la République à Brest ; (p. 7230) : les conditions d'information de la commission de la défense ; l'avis défavorable de la commission sur l'adoption des crédits du titre V du budget de la défense. **Examen des crédits. Après l'Article 38** (p. 7276) : son amendement n° 209 : dépôt par le Gouvernement, avant le 1er février 1978, d'un rapport indiquant le programme de constructions navales nécessaires pour permettre à la marine de remplir ses missions ; réservé ; son amendement n° 222 : dépôt par le Gouvernement, avant le 1er février 1978, d'un rapport relatif au programme de construction des matériels nécessaires pour assurer la surveillance de la zone économique des deux cents milles ; la non-prise en considération par la loi de programmation de la création de la zone des deux cents milles ; réservé ; (p. 7278) : son amendement n° 208 : dépôt par le Gouvernement, avant le 1er février 1978, de l'échéancier des crédits de paiement prévus jusqu'en 1982 ; l'intérêt de la connaissance de l'échéancier des crédits de paiement ; réservé ; (p. 7281) : son amendement n° 211 : dépôt par le Gouvernement, avant le 1er février 1978, de l'échéancier des crédits et des dates de mise en chantier et de mise en service du sixième SNLE ; réservé.

Crédits et articles réservés, rapporteur pour avis [18 novembre 1977]. **Article 38 et après l'Article 38** (p. 7766) : son amendement n° 206 : réduction des mesures nouvelles du titre V en matière d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; la réduction des crédits relatifs au chapitre « Etudes spéciales, Atome »; l'affectation des recettes à la construction de bâtiments de surface ; l'entrée en service en 1982 des quatre corvettes prévues par la loi de programmation ; repoussé ; son amendement n° 207 : réduction des mesures nouvelles du titre V en matière d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; la réduction des crédits affectés au chapitre « Etudes spéciales, Engins » ; faire coïncider la mise en service du premier lot d'armes M 4 avec l'entrée en service en 1985 du SNLE amélioré ; réservé ; (p. 7769) : son amendement n° 209 : dépôt par le Gouvernement avant le 1er février 1978 d'un rapport indiquant le programme de constructions nouvelles nécessaires pour permettre à la marine de remplir ses missions ; mettre

en œuvre un plan de relance des constructions navales ; retiré ; son amendement n° 222 ; dépôt par le Gouvernement, avant le 1er février 1978, d'un rapport précisant le programme de construction des bâtiments et d'acquisition d'avions nécessaires à la surveillance de la zone économique des deux cents milles; retiré ; son amendement n° 208 : dépôt par le Gouvernement avant le 1er février 1978, de l'échéancier des crédits de paiement prévus jusqu'en 1982 pour toutes les sections du budget de la défense ; retiré ; (p. 7770) : son amendement n° 221 : dépôt par le Gouvernement sur le bureau du Parlement, avant le 1er février 1978, d'un rapport donnant l'échéancier des crédits et des dates de mise en chantier et de mise en service du 6e SNLE ; retiré ; son amendement n° 207 précédemment réservé ; retiré.

HOUEL (Marcel)

Député du Rhône
(11e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

DÉPOTS

— **Proposition de loi d'orientation pour le commerce et l'artisanat** (n° 75) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à reporter au 1er janvier 1979 l'entrée en vigueur du taux unique de la **taxe d'habitation** dans les groupements de communes (n° 3132) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7700) : la situation de l'emploi dans la région Rhône-Alpes ; (p. 7701) : la fermeture d'entreprises ; les diminutions d'horaires (textiles, bâtiment, Rhône-Poulenc Textile, houillères, industrie de la chaussure).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi autorisant certaines communes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun** (n° 447). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2383) : présentation du projet résultant de l'action des populations et des élus des grandes villes de province ; caractère obligatoire que devrait avoir la loi ; les collectivités gardant la possibilité de moduler la taxe en fonction de leurs besoins réels ; distinction devant être établie entre les entreprises assujetties à la taxe ; application de la taxe de 2 % aux entreprises occupant plus de cent salariés ; concours financier de l'Etat aux charges d'exploitation ; métro de Lyon ; insuffisance de la participation financière de l'Etat ; subventions de l'Etat non inférieures dans tous les cas à 50 % ; (p. 2384) : participation du département du Rhône et de la communauté urbaine de Lyon ; charges pesant sur les contribuables ; attribution d'une prime de transport pour les travailleurs de province ; augmentation du prix des transports en commun. **Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Article 3** (p. 2395) : son amendement tendant à porter le taux de la taxe à 2 % du montant des salaires dans les entreprises de plus de cent salariés. **Après l'Article 6** (p. 2399) : son amendement tendant à l'extension de la prime mensuelle de transport à tous les salariés sur l'ensemble du territoire national.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3987) : pauvreté des dispositions sociales de la loi d'orientation ; rejet de certains amendements des députés communistes par la commission spéciale ; politique du Gouvernement ayant pour résultat de faire supporter aux petits artisans et commerçants des impôts sur le revenu plus lourds ; amendements que présenteront les députés communistes tout au long de la discussion des articles ; ouverture du droit à la retraite à soixante ans ; montant minimal de la pension égal à 80 % du SMIC ; remboursement à 80 % des dépenses usuelles de soins ; financement par les cotisations des affiliés, par le jeu d'une contribution de solidarité interprofessionnelle à taux progressif et par une prise en charge de l'Etat ; rattrapage des prestations

servies au titre de l'assurance vieillesse ; création d'un régime unique de prévoyance sociale des régimes d'assurance vieillesse et d'assurance maladie des professions artisanales ainsi que des professions industrielles et commerciales ; allocation à certains commerçants et artisans âgés au moins égale à 6 % de la valeur du fonds de commerce appréciée au 1er janvier 1965 ; justice sociale à l'égard des travailleurs indépendants ; [4 octobre 1973] (p. 4044) : opposition des salariés à l'intégration des commerçants et artisans dans le régime général de la sécurité sociale ; souhait du groupe parlementaire communiste que les régimes de retraite et de couverture de risques des commerçants et artisans soient refondus ensemble pour remédier à la dispersion des régimes et à la multiplication des caisses. **Discussion des articles** [10 octobre 1973] : **Article 7** (p. 4236) : ses observations sur le caractère incomplet du projet de loi ; distorsion de 26 % entre les retraites des travailleurs indépendants et celles des salariés ; ses réserves sur le rattrapage de 7 % ; cotisations des assurances maladie des commerçants et artisans retraités ; conséquences de la suppression annoncée pour les retraités aux ressources les plus faibles ; mesures efficaces de véritable justice sociale proposées par les députés communistes ; droit à la retraite ouvert à soixante ans ; pension minimale de retraite atteignant 80 % du SMIC ; financement assuré par la participation des affiliés sous forme d'une cotisation obligatoire, par le recours à la solidarité professionnelle (institution d'une contribution de solidarité à taux progressifs) ; recours éventuel à la solidarité nationale ; diminution des frais de gestion ; gestion par les intéressés eux-mêmes de leurs régimes sociaux dans le cadre d'un régime unique de prévoyance sociale ; propositions du groupe communiste sous forme d'un amendement déclaré irrecevable en vertu de l'article 40 de la Constitution ; [19 octobre 1973] : **Après l'Article 15** (p. 4245) : son amendement tendant à permettre aux artisans et commerçants retraités de ne plus payer de cotisations d'assurance maladie à compter du 1er janvier 1974 ; institution d'une contribution de solidarité à taux progressifs assise sur le montant sans plafonnement du chiffre d'affaires réalisé au cours de l'année précédente ; souligne l'importance de cet amendement. **Après l'Article 15** (p. 4613) : son amendement : exonérations des cotisations d'assurance maladie au bénéfice des commerçants et artisans retraités.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7519) : l'augmentation des règlements judiciaires et la multiplication des grandes surfaces ; l'absence de mesures fiscales favorables au petit commerce ; l'absence de solution dans la question des baux commerciaux, du crédit et de la sous-traitance ; l'augmentation des charges sociales ; (p. 7520) : un Gouvernement qui fait porter sur le petit commerce la responsabilité de la hausse des prix.

1977

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'adoption de mesures obligatoires de prophylaxie collective des maladies des animaux** (n° **2865**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3318) : la justification de l'amendement déposé par le groupe communiste relatif à la couverture des frais de prophylaxie par des subventions ; les conséquences financières de la proposition de loi sur les éleveurs ; la responsabilité des pouvoirs publics dans la situation sanitaire catastrophique du cheptel français ; l'irrecevabilité de l'amendement déposé.

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale** (n° **2928**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3327) : le caractère circonstanciel de la proposition de loi ; son inscription à l'ordre du jour ; les résultats électoraux dans la région bordelaise ; le caractère anti-démocratique de la démarche ; la contradiction existant entre les dispositions de la proposition de loi affirmant le caractère volontaire de l'adhésion des communes aux communautés urbaines et celles du rapport Guichard ; le respect de la légalité ; l'accélération de la mise en place du dispositif prévu par la commission Guichard ; les conséquences du vote de la proposition de loi sur la situation des communautés urbaines ; (p. 3328) : l'amplification par la proposition de loi du caractère anti-démocratique de la loi du 31 décembre 1966 ; les solutions offertes en matière de coopération intercommunale. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3328) : le vote négatif du groupe du parti communiste sur le sous-amendement n° 11 du Gouvernement et l'amendement n° 4 rectifié de M. Foyer. **Article 3** (p. 3329) : le vote négatif du groupe communiste sur l'article 3.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 70** (p. 7760) : le report de l'application du taux unique de la taxe perçue au profit des communes urbaines et des districts à fiscalité propre ; la reprise par l'article 70 de la loi de finances de la proposition de loi déposée par le groupe communiste.

HOUTEER (Gérard)

Député de la Haute-Garonne
(5e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la délégation parlementaire consultative de l'ORTF [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant du haut conseil de l'audio-visuel [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

DEPOTS

— **Rapport d'information,** établi au **nom de la délégation parlementaire pour l'ORTF** instituée par l'article 13 de la loi n° 72-553 du 3 juillet 1972, portant statut de la radiodiffusion-télévision française (n° **1266**) [25 octobre 1974].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements à la SNIAS** [12 juin 1974] (p. 2611) : développement du programme Concorde.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **11619**), **Chambaz** (n° **11716**), **Audinot** (n° **11776**), **Fillioud** (n° **11782**), **Chinaud** (n° **11785**) et **Daillet** (n° **11797**) : **ORTF** [26 juin 1974] (p. 2986, 2987) : attachement des socialistes au principe du monopole ; prise en charge par l'Etat du déficit de l'ORTF.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation du centre national d'études spatiales** [27 novembre 1974] (p. 7101).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7697, 7698) : problème politique posé à l'ORTF, par les sociétés de programme et l'établissement public ; la situation des marginaux.

• *questions au Gouvernement :*

— **Intégration des personnels de l'ex-ORTF** [25 juin 1975] (p. 4720) : retransmission des débats de l'Assemblée nationale à la télévision ; situation faite au personnel du service de la redevance de l'ex-ORTF dans le corps du ministère des finances.

— **Station radio-maritime de Saint-Lys** [8 octobre 1975] (p. 6651) : monopole des postes et télécommunications ; concurrence de Monaco-Radio ; avenir de la radiotéléphonie en ondes décamétriques.

— **Situation de l'industrie aéronautique** [30 juin 1976] (p. 4955) : fermeture de l'usine aéronautique de Châteauroux.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4539) : visite à son domicile d'une délégation de commerçants accompagnée de reporters de stations de radio (Europe 1, Sud-Radio et une station régionale de l'ORTF).

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Office de radiodiffusion télévision française [26 octobre 1973] (p. 4915) : ses observations sur la destitution de M. Arthur Conte et sur la mutation de M. Malaud ; atteinte portée à tique du dénigrement de l'ORTF ; attitude du l'Office dans son ensemble, campagne systéma-Gouvernement à l'égard de la délégation parlementaire consultative de l'ORTF ; pénétration des intérêts privés ; redevance et monopole ; nécessité d'éviter le démantèlement de l'Office, autorisation d'implanter une antenne de Radio-Monte-Carlo ; mise en place des structures de la privation de l'Office ; (p. 4916) : situation du personnel, nécessité d'un redressement de la gestion ; émissions vers l'étranger; indique que son groupe ne votera pas le budget de l'ORTF.

Services du Premier ministre. — Section II. Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 5004) : modalités de rémunération des professeurs et maîtres qui participeraient à l'activité des centres d'animation sportive.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5482). **Rappel au règlement** (p. 5511) : demande si une aide sera accordée au Grenier de Toulouse.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5531) : déclare que de nombreux anciens combattants souhaitent la définition par la loi, et non par décret, de la qualité d'ancien combattant d'Afrique du Nord ; rappelle qu'il ne s'agissait pas en Algérie de maintien de l'ordre.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5950) : améliorations apportées pour le troisième et le quatrième âge et hausse des prix ; situation difficile des personnes âgées ; réformes annoncées et moyens de les réaliser ; affectation du produit de la vignette ; ressources des personnes âgées ; aspect humain du problème ; lenteurs administratives ; mensualisation.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Après l'Article 11** (p. 2846) : son sous-amendement n° 65 corrigé à l'amendement n° 31 de M. Gerbet : amnistie de l'ensemble des personnels de la navigation aérienne ; adopté en même temps que l'amendement n° 31.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3329) : attire l'attention du Gouvernement sur la réduction de 15 % du budget de fonctionnement des universités.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3728) : l'éclatement en morceaux de l'ORTF ne provoquera aucune économie ; (p. 3729) : l'ORTF a atteint ses objectifs si l'Etat n'a pas respecté ses engagements ; sort des biens immobiliers et de la filmathèque de l'ORTF ; sort du personnel féminin du service de la redevance. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3747) : amendement n° 33 : composition du conseil d'administration ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Justice [14 novembre 1974] (p. 6466) : ses observations relatives à l'éducation surveillée et au service pénitentiaire.

Radiodiffusion et télévision [15 novembre 1974] (p. 6504) : souligne l'inquiétude qui se manifeste à travers les rapports des commissions ; rappelle l'importance anormale des cachets versés à certains collaborateurs de l'ex-ORTF ; s'inquiète de l'excessive discrétion dont est entourée l'intervention de la régie française de publicité ; (p. 6505) : la redevance demeure le dernier obstacle à la privatisation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Services du Premier ministre.** — I. **Services généraux** [10 décembre 1974] (p. 7619) : son amendement n° 32 réduisant les crédits irréguliers de la délégation à l'information ; les dangers pour la liberté de la presse et de l'information ; les difficultés de la presse écrite ; (p. 7620) : rejeté. **Article 25** (p. 7626) : l'arbitraire du président de la commission des finances en matière d'irrecevabilité des amendements ; les licenciements à l'ORTF.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion des articles** [18 décembre 1974]. **Article 16** (p. 8017) : son amendement n° 173 : dérogations accordées par le ministre du travail après consultation de la commission d'orientation ; adopté.

1975

— **Propositions de loi relatives à la réparation des dommages causés par une vaccination obligatoire** (n°s **1513, 220, 562**). **Discussion des articles** [18 avril 1975] (p. 1892) : **Explications de vote** : vote favorable du groupe socialiste.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° **1479**). **Discussion générale** [24 avril 1975] (p. 2087) : les respects de la loi de 1970 ; la faiblesse notable des moyens mis à la disposition du juge d'instruction et des crédits alloués au ministre de la justice ; le pourcentage des détenus en détention provisoire ; le profit apporté par le régime des détentions provisoires à certains malfaiteurs ; (p. 2088) : permettre à l'inculpé d'être assisté dès la première comparution ; la valeur de la collégialité ; rendre compétents les tribunaux de police pour certaines infractions simples ; remettre la désignation du juge unique à l'assemblée générale du tribunal ; refuser les juridictions d'exception ; donner à chaque magistrat une véritable formation permanente ; ne pas interdire l'exercice des voies de recours ; renforcer la juridiction supérieure ; l'affaire des fausses factures de Lyon et des pétroliers de Marseille.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8591) : offre son temps de parole à M. Fillioud.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1174**). **Discussion des articles** [26 novembre 1975]. **Article 5** (p. 8990) : son amendement n° 3 de suppression en raison du danger qu'il y a de supprimer la restriction de domination dans le département où ont exercé les officiers ministériels ; rejeté. **Article 6** (p. 8991) : son amendement n° 4 de suppression de l'article : estime préférable de continuer à exiger une durée de cinq ans pour le détachement en qualité de directeur ou de chef de service avant l'accès aux fonctions hors hiérarchie de la cour de cassation ; adopté.

1976

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Discussion des articles** [18 mai 1976]. **Article premier** (p. 3133) : défend l'amendement n° 22 de M. Boulay prévoyant que la location préalable aura lieu au bureau ou au siège de l'entreprise ; (p. 3134) : accepte que l'on parle seulement du siège de l'entreprise ; amendement n° 22 rectifié adopté.

— **Rappel au règlement** [24 juin 1976] (p. 4627) : inscription à l'ordre du jour d'un débat public sur les problèmes de l'aéronautique.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6626) : défend l'amendement n° 74 de M. Defferre : exonération des rapatriés de l'obligation de versement de la majoration exceptionnelle ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Justice [2 novembre 1976] (p. 7340) : l'impulsion de la politique judiciaire, place Beauvau ; l'ampleur de la criminalité ; le personnel de surveillance ; la détérioration du climat dans les prisons ; la dégradation de l'emploi carcéral ; la nécessité de rechercher du travail à l'extérieur ; la révolte de Nantes ; les syndicats de surveillants et leurs problèmes ; les éducateurs sans statut en cours de scolarité.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services pénitentiaires et éducation surveillée [2 novembre 1976] (p. 7366) : l'installation d'électricité et de sanitaires dans les prisons ; les détenus de Draguignan ; un budget de reconduction pour la condition pénitentiaire ; les quartiers de sécurité renforcée ; les éducateurs.

Radiodiffusion et télévision. Examen des crédits [16 novembre 1976]. **Article 50** (p. 8088) : le retard apporté à la transmission des rapports ; les conséquences regrettables de la loi du 7 août 1974 ; les programmes et le fonctionnement des chaînes ; la reconstitution des clans ; (p. 8089) : la dégradation de la qualité des programmes ; l'objectivité de l'information ; la déontologie ; les critères de recrutement des journalistes ; son souhait que la base juridique demandée pour les transferts de ressources fasse l'objet d'un débat extra-budgétaire.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8298) : la progression du budget ; l'administration générale ; les personnels de préfecture ; les personnels municipaux ; les décrets d'application de la loi portant réforme du statut de Paris ; la loi du 31 décembre 1975 ; les revendications syndicales ; les employés communaux ; les frais de fonctionnement des tribunaux de prud'hommes supportés par les communes ; le conseil régional de la région Midi-Pyrénées.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 [*J.O.* Débats du 20 novembre 1976] (p. 8361) : les frais de fonctionnement des tribunaux de prud'hommes supportés par les communes ; (p. 8362) : les mesures d'éloignement et les libertés publiques ; (p. 8363) : la lutte contre la criminalité ; les méthodes employées dangereuses sur le plan de la liberté ; les internements psychiatriques ; les sectes politico-religieuses.

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1976] (p. 8346) : exactitude de son propos relatif au débat du conseil régional de Midi-Pyrénées.

1977

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion des articles** [4 octobre 1977]. **Article premier** (p. 5790) : soutient l'amendement n° 34 de M. Forni : définition des informations à réglementer ; retiré ; soutient l'amendement n° 35 de M. Forni : définition des fichiers nominatifs ; retiré. **Après l'Article premier** : soutient l'amendement n° 36 de M. Forni : définition du champ d'application de la loi ; maintient l'amendement n° 36 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice, débat du 20 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 25 octobre 1977] (p. 6567) : le sort de l'avant-projet de réforme du code pénal ; les conditions de vie dans les prisons ; les suicides ; le rôle du conseil supérieur de l'administration pénitentiaire.

Justice [25 octobre 1977] (p. 6585) : la réforme pénitentiaire de 1975 ; la liberté de lecture dans les prisons ; le problème des suicides dans les prisons ; la nécessité d'éviter l'incarcération préventive des délinquants primaires ; les sanctions prises contre cinq éducateurs de Fleury-Mérogis ; les structures de formation des éducateurs ; les créations d'emplois en matière de surveillance ; la revendication de la parité indiciaire totale avec la police ; (p. 6586) : le nombre élevé de personnel de surveillance dans les quartiers de haute sécurité ; l'exploitation politique du banditisme.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Information [9 novembre 1977] (p. 7210) : les crédits consacrés à l'information ; les relations financières de l'Etat avec l'agence France-Presse ; les aides à la presse ; l'application différenciée des taux de TVA ; la création d'une commission établissant la liste des publications non quotidiennes pouvant bénéficier du régime de la TVA à 2,7 % ; la diminution de l'aide à la diffusion à l'étranger des émissions de radio et de télévision ; la situation de la SOFIRAD ; ses missions.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7490) : le pourcentage des recettes publicitaires par rapport aux autres ressources financières des sociétés ; les risques que font peser les recettes publicitaires sur l'existence de la presse ; la production de la SFP ; sa situation financière ; le problème des producteurs ; le projet de rapport du Haut Conseil de l'audio-visuel sur la déontologie en matière audio-visuelle ; (p. 7491) : le cumul des responsabilités au sein des chaînes ; la mise au service du pouvoir de la radio-télévision ; la présentation des journaux télévisés.

HUCHON (Jean-Pierre)

Député du Maine-et-Loire
(5e circonscription)
(App. RI, puis app. R).

En remplacement, le 28 septembre 1976, de M. Maurice Ligot nommé membre du Gouvernement ; l'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J.O.* du 29 septembre 1976) (p. 5765) [2 octobre 1976] (p. 6304, 6306).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [5 octobre 1976] (p. 6334).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [6 octobre 1976] (p. 6422), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur de terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 2865), relative à l'adoption de mesures obligatoires de **prophylaxie collective des maladies des animaux** (n° **2927**) [26 mai 1977].

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3235) : le développement historique de la famille ; son rôle prépondérant ; la manifestation des effets de la société de consommation ; la nécessité d'une réelle réflexion sur la famille ; la dénatalité ; faire de la famille une idée neuve ; la dégradation des allocations versées aux familles sur le plan quantitatif et qualitatif ; reconnaître la dignité des tâches qu'assume, à son foyer, la mère de famille ; donner aux femmes les moyens de choisir entre l'exercice ou non d'une activité professionnelle ; redonner aux prestations familiales leur signification originelle ; simplifier le système des prestations familiales ; faire jouer à l'impôt son véritable rôle.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'adoption de mesures obligatoires de prophylaxie collective des maladies des animaux** (n° 2865), rapporteur. **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3316) : l'importance du préjudice causé aux éleveurs par les maladies des animaux ; (p. 3317) : la nécessité de respecter les règlements sanitaires édictés par les pays étrangers ; les fondements de l'action du ministère et des groupements de défense sanitaire ; le dispositif légal et réglementaire ; le contrôle préventif ; les conditions d'élaboration de l'arrêté préfectoral rendant obligatoires les différentes mesures de prophylaxie collective ; l'existence de maladies de caractère contagieux non recensées par l'article 224 du code rural ; l'extension à toute maladie contagieuse et collective du système qui ne s'applique actuellement qu'aux maladies citées à l'article 224 du code rural ; l'adoption à l'unanimité du texte par la commission de la production et des échanges.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6675) : l'exode rural ; le problème de l'installation des jeunes ; la nécessaire revalorisation de l'IVD et des aides à l'installation ; la situation de l'enseignement agricole ; le cas des maisons familiales d'éducation et d'orientation ; le problème posé par les montants compensatoires ; le problème de la production porcine ; les équipements publics ruraux ; le développement du réseau d'électrification rurale.

HUGUET (Roland)

Député du Pas-de-Calais
(8e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes récupérables [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome II : Développement rural** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome II : Développement rural** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome II : Développement rural** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat (n° 768), tendant à interdire la vente des produits de la **pêche** effectuée par les pêcheurs de plaisance ou les pêcheurs amateurs, dans la zone des eaux mixtes du domaine fluvial (n° **2044**) [5 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2255), portant abrogation des articles 295, 296, 336 et 337, alinéa 2, du **code rural** (n° **2285**) [12 mai 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome II : Développement rural** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome II : Développement rural** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Sécurité sociale minière : grève des sociétés de secours minières** [14 mai 1975] (p. 2647).

— **Aide de l'Etat aux communes sinistrées de la région du Nord** [21 mai 1975] (p. 2935).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19426**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) **: Problèmes de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3260) : gravité de la situation de l'emploi dans le Nord-Pas-de-Calais ; (p. 3261) : décisions prises au niveau de la Communauté sur le volume de production de l'acier ; leur répercussion dans le secteur de la sidérurgie ; perspectives ouvertes à l'industrie charbonnière.

• *question au Gouvernement :*

— **Personnels d'administration des établissements scolaires** [9 juin 1976] (p. 3903) : le sous-équipement des établissements scolaires en personnel non enseignant ; l'insuffisance des crédits d'entretien.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [6 novembre 1973] (p. 5231) : sa référence à un article du président Collet dans *l'Opinion agricole* sur le mode de présentation des crédits consacrés à l'agriculture ; fonction « développement rural » considérée selon la définition du VI[e] Plan ; taux de réalisation du VI[e] Plan ; priorité en faveur de la montagne ; sa crainte d'un ralentissement de certaines actions hors des zones de montagne ; nécessité de relancer les plans d'aménagement rural ; problème des ordures ménagères en milieu rural ; subventions d'équipement ; retard des opérations de remembrement par rapport au VI[e] Plan ; adductions d'eau et électrification ; suggestions des professionnels ; relèvement de la taxe au mètre cube d'eau et droit d'émettre des emprunts accordés au fonds d'amortissement des charges d'électrification ; restructuration des industries agri-

coles et alimentaires ; industrialisation en milieu rural ; achat de terres agricoles par des étrangers ; crédit des compagnies d'aménagement ; zones à caractère rural marqué et zones semi-urbaines ; rattrapage pour les secteurs ruraux.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis. [7 novembre 1974] (p. 6001) : les crédits d'investissement ; l'ébauche d'un budget de programme ; le développement rural ; la conférence annuelle agricole ; les adductions d'eau ; l'assainissement ; l'électrification rurale ; le remembrement ; (p. 6002) : les SAFER et le prix des terres ; l'hydraulique ; les bâtiments d'élevage ; la modernisation de l'agriculture ; les prêts bonifiés du Crédit agricole ; le lancement d'un emprunt d'équipement ; le maintien de la politique agricole rurale ; la réalisation du VI[e] Plan ; les possibilités d'exportation ; la commission insiste sur l'insuffisance des crédits de développement rural ; elle souhaite l'adoption des crédits malgré l'avis de son rapporteur ; [8 novembre 1974] (p. 6139) : son amendement n° 90 relatif aux crédits du fonds d'action rurale ; (p. 6140) : rejeté.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6395) : attire l'attention du Gouvernement sur l'insuffisance des aides à l'industrie scientifique.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7460) : mieux définir les tâches de l'infirmière ; revaloriser sa fonction ; le cas des aides soignantes ; les difficultés des centres d'aide au travail ; (p. 7461) : le manque de lits dans la région Nord - Pas-de-Calais.

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [5 novembre 1975] (p. 7872) : déplore que le Parlement ait dû examiner le projet de budget avant de connaître les résultats officiels de la conférence annuelle ; ce budget apparaît au mieux comme un instrument de simple reconduction ; l'aménagement hydraulique des terres agricoles ; l'électrification rurale ; les industries agro-alimentaires ; (p. 7873) : l'insuffisance des crédits disponibles en matière de remembrement ; l'apport important du crédit agricole permet de pallier en partie l'insuffisance des crédits budgétaires d'investissement ; l'attitude désabusée devant une politique agricole qui néglige les investissements concourant à l'amélioration des conditions de travail et de vie en milieu rural.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8023) : le faible niveau de l'activité dans la circonscription de l'orateur ; (p. 8024) : la baisse de la production sidérurgique ; la limitation des livraisons d'acier dans la CEE ; le lancement d'un emprunt pour la sidérurgie ; le problème de la nationalisation des entreprises sidérurgiques ; résoudre le problème de l'emploi : les moyens d'y parvenir.

Education [12 novembre 1975] (p. 8205) : la limitation de l'enseignement agricole à la seule étude des techniques ; le caractère peu rigoureux de la santé scolaire ; l'insuffisance du nombre des assistantes sociales et des infirmières ; l'intégration des indemnités de logement versées aux instituteurs dans leur traitement.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7436) : le taux de réalisation en surface des terrains en plein air ; l'initiation sportive ; l'encadrement et la formation ; la région Nord-Pas-de-Calais ; le sous-équipement sportif des petites communes ; les salles polyvalentes ; les clubs ; les facilités accordées par les employeurs aux sportifs.

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [4 novembre 1976] (p. 7505) : l'agriculture française, largement excédentaire ; une technicité et une compétitivité remarquables ; l'insuffisance des structures ; certains handicaps de compétitivité ; les industries agricoles et alimentaires ; le retard des équipements ; la baisse de rentabilité de l'exploitation ; l'indexation des prix à la production sur les PINEA ; la CEE ; les ajustements des prix ; les erreurs commises ; l'insuffisante maîtrise du processus de modernisation ; l'endettement ; la formation insuffisante des exploitants ; les auxiliaires de la production agricole ; la DDA ; le Crédit agricole ; les conseillers agricoles ; (p. 7506) : le soutien des villes moyennes et des gros bourgs ; les dépenses d'équipement ; les dépenses d'amélioration foncière ; une plus grande sélectivité ; l'agriculture fragile, commerciale, industrielle.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 [*J.O.* Débats du 15 novembre 1976] (p. 7636) : les moyens et les actions fonciers à combiner pour éviter le démantèlement ; les zones périurbaines ; le Nord ; le Pas-de-Calais ; le re-

membrement ; la diminution des crédits ; le fourrage artificiel.

Industrie et recherche [17 novembre 1976] (p. 8138) : les menaces sur l'emploi dans la sidérurgie ; le marché de l'acier ; la CECA ; les importations ; comparaison des exportations d'acier des pays de la CECA et du Japon ; la nécessité d'un plan acier ; la taxe professionnelle ; l'industrie du verre ; la verrerie cristallerie d'Arques ; le charbon ; examiner les possibilités réelles des bassins houillers.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9148) : la revalorisation de la fonction enseignante ; l'agriculture ; le souci légitime de corriger une chute de revenu ; la conférence annuelle ; l'intégration des organisations agricoles et de l'appareil de l'Etat ; le conformisme ; l'insuffisante compétitivité de l'agriculture ; (p. 9149) : la chute de la rentabilité de l'activité agricole ; le volume croissant d'aides directes et de transferts ; les bonifications versées au Crédit agricole ; les prêts nouveaux bonifiés ; étendre la politique de modernisation de l'agriculture ; rechercher des modes de développement plus économes des moyens de production ; un monde rural exsangue ; l'impasse budgétaire.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [20 avril 1977] (p. 1957) : les suppressions d'emplois aux aciéries d'Isbergues ; indique son scepticisme quant aux mesures de reconversion proposées par le Gouvernement ; rappelle ses interventions de 1974, 1975 et 1976 ; la suite d'erreurs commises au détriment de la collectivité ; la situation économique difficile de la région Nord - Pas-de-Calais ; (p. 1958) : les mesures de restructuration en faveur d'Usinor ; la situation inquiétante dans le Pas-de-Calais ; la politique des monopoles ; l'insécurité de l'emploi et du travail ; le développement du chômage partiel ; la dépendance de la sidérurgie vis-à-vis de l'environnement international ; la différenciation du développement selon les catégories de produits ; ses propositions quant au rattrapage d'un niveau de compétitivité comparable à celle des partenaires internationaux ; l'accompagnement de la politique sociale avec une politique de l'aménagement du territoire et de la recherche ; la volonté politique de se donner les moyens du changement.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° **2847**). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4465) : la portée du projet de loi ; le problème posé par l'état d'inculture de certaines zones de montagnes ; le laminage progressif des crédits de la fonction « développement rural » ; les contradictions de la politique foncière de la majorité ; l'abondance dans le code rural de dispositions exorbitantes du droit commun applicables à l'agriculture ; l'article 40-1 du code rural ; l'aggravation de la hausse des prix des terres ; la difficulté de traitement des problèmes fonciers ; l'évolution du prix des terres ; (p. 4466) : les facteurs de hausse des terres agricoles ; la bonification des prêts fonciers ; la charge du foncier ; les axes d'une politique foncière de rechange ; l'inefficacité des mesures proposées ; l'action du préfet. **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article 7** (p. 4510) : son sous-amendement n° 37 à l'amendement n° 19 de M. Bizet : caractère obligatoire de la procédure d'expropriation et d'acquisition des terres incultes non attribuées à titre individuel ; (p. 4511) : le caractère acceptable du sous-amendement n° 37 ; l'absence de risques pour l'exploitation familiale d'offices fonciers ; sous-amendement n° 37 repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**), rapporteur pour avis. **Première lecture. Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Article premier** (p. 5930) : son amendement n° 5 : caractère onéreux ou gratuit des contrats de prestation de service ; l'importance du recours du crédit à la consommation ; la protection des consommateurs ; devenu sans objet. **Article premier** *bis* (p. 5931) : son amendement n° 6 : prêts, contrats et opérations de crédit exclus du champ d'application de la loi ; repoussé ; son amendement n° 134 : déposé à titre personnel : exclusion du champ d'application de la loi des prêts aux personnes morales de droit pblic ; repoussé. **Article 2 A** (p. 5933) : ses amendements n^{os} 7 et 8 devenus sans objet. **Article 2** (p. 5936) : ses amendements n^{os} 9 et 10 devenus sans objet. **Après l'Article 4** *bis* (p. 5944) : la possibilité pour les autorités judiciaires de suspendre les obligations de l'emprunteur défaillant ; (p. 5946) : son sous-amendement n° 139 à l'amendement n° 138 de M. Foyer : application des dispositions de l'amendement n° 138 notamment en cas de licenciement ; adopté. **Article 6** (p. 5950) : son sous-amendement n° 135 : remboursement des sommes versées d'avance sur le prix au taux du découvert bancaire ; (p. 5951) : la variation du taux d'intérêt légal ; repoussé. **Article 7** (p. 5952) : son amendement n° 13 : nullité des clauses obligeant l'emprunteur à verser une indemnité au titre des intérêts non encore

échus en cas de remboursement ; repoussé. **Article 8** (p. 5953) : son amendement n° 14 : suppression des dispositions relatives à une indemnité supplémentaire en cas de défaillance de l'emprunteur ; repoussé par scrutin public. **Article 9** (p. 5954) : son amendement n° 15 : possibilité pour le prêteur de réclamer une indemnité supplémentaire en cas de défaillance de l'emprunteur dans l'exercice d'un contrat de location assorti d'une promesse de vente ou d'un contrat de location-vente ; repoussé par scrutin public. **Article 14** *bis* (p. 5958) : son amendement n° 16 : compétences du tribunal d'instance du domicile de l'emprunteur en cas de litige ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8452) : son amendement n° 19 : champ d'application de la loi ; l'avis défavorable de la commission de la production sur l'amendement n° 2 de M. Burckel ; l'adoption de l'amendement n° 19 à l'unanimité par la commission ; amendement n° 19 devenu sans objet. **Article 2 A** (p. 8454); son amendement n° 20 : éléments devant être exclus dans les publicités portant sur une opération de crédit ; la publicité commerciale en matière de crédit ; repoussé. **Rappel au règlement** : demande à la présidence de lui permettre d'intervenir pour donner l'avis de la commission de la production et des échanges. **Article 2** (p. 8455) : son amendement n° 21 : indication au sein de l'offre préalable du taux effectif global et le cas échéant le bien ou la prestation de service financé ; l'information des consommateurs ; amendement n° 21 repoussé par scrutin public. **Article 6** (p. 8457) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Burckel ; la réduction des droits des consommateurs dans le cas du démarchage à domicile. **Seconde délibération. Article 2 A** (p. 8458) : modalités de réalisation de la publicité des contrats.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [26 octobre 1977] (p. 6620) : un budget médiocre, malgré des choix courageux ; l'évolution des autorisations de programme et des crédits de paiement ; l'augmentation de la dotation de bonification du Crédit agricole ; l'inefficacité du système de la bonification ; la contribution des transferts sociaux à l'investissement des petites et moyennes exploitations agricoles ; (p. 6621) : les SAFER ; la substitution de l'aide directe aux revenus à l'accroissement des transferts ; les conditions de l'indemnisation de la sécheresse ; la crise de rentabilité de la production agricole ; le rendement aléatoire de certains modèles actuels de développement ; la dégradation de l'environnement économique de l'agriculture ; l'avis favorable de la commission à l'adoption du projet de budget.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7439) : l'arrêt définitif du train de laminoir T 300 à Usinor-Louvroil ; la situation d'ensemble de la sidérurgie ; la conjoncture internationale ; (p. 7440) : le plan Davignon ; l'endettement de la sidérurgie française ; la situation des travailleurs du Nord et de Lorraine ; les résultats de l'action gouvernementale sur le plan international ; la concentration croissante des moyens de production ; l'utilisation des fonds publics ; l'absence de contrôle de la collectivité sur l'utilisation des fonds publics ; l'absence de bilan des différents plans de restructuration ; les critères d'attribution des fonds du FDES ; la politique sociale et économique préconisée par le groupe socialiste ; la suppression d'emplois dans l'industrie du textile et les papiers carton.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8373) : la crise de rentabilité et de renouvellement subie par l'agriculture française ; la dégradation de la politique foncière ; la mauvaise coordination de sa mise en œuvre ; le caractère non démocratique de son fonctionnement ; (p. 8374) : les actions de la politique foncière ; l'accroissement de l'offre des terres ; le contrôle des cumuls et réunions d'exploitation ; les conséquences de la fixation par les départements du seuil d'exercice du contrôle des cumuls ; la portée théorique de la déchéance du droit d'exploiter ; l'action des SAFER ; les conditions d'exercice du droit de préemption ; la notion d'exploitation équilibrée ; le remembrement ; le dispositif des aides de l'Etat ; (p. 8375) : les prêts bonifiés du crédit agricole ; ses propositions relatives à l'organisation de la politique foncière agricole ; la promotion de l'exploitation familiale rentable ; l'utilisation des procédures existantes et nouvelles ; la démocratisation des modes de désignation aux diverses instances ; maintenir le coût de la politique foncière dans des limites acceptables ; le rôle des SAFER ; l'équilibre des générations d'exploitants ; l'exode rural ; l'installation des jeunes agriculteurs ; la sélectivité des actions en fonction du rapport des surfaces avec la SMI ; les moyens de l'aménagement foncier ; le démembrement partiel des grandes exploitations ; la redistribution du droit d'exploitation ; (p. 8376) : l'amélioration du droit d'exploiter ; l'élargissement du champ d'application de son contrôle ; la mise

en œuvre de procédures garantissant l'application des décisions du préfet en matière de structures ; la démocratisation de la composition et du fonctionnement de la commission départementale ; le droit de préemption des SAFER ; la publicité de l'activité des SAFER ; asseoir la prédominance des commissions départementales des structures en matière de politique foncière. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8365) : son amendement n° 6 : caractère interprétatif des dispositions relatives à l'établissement du droit de préemption en faveur des SAFER ; rendre immédiate l'application de la loi ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 8405) : son amendement n° 7 : possibilité pour les SAFER de donner à bail les exploitations en vue de leur acquisition par les jeunes agriculteurs ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Discussion des articles** [9 décembre 1977]. **Article 3** *bis* (p. 8554) : son amendement n° 100 soutenu par M. Guerlin : qualification des inspecteurs du travail pour procéder à la recherche ou à la constatation des infractions ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'intégration dans des corps de l'enseignement public de personnels d'établissements ou services spécialisés pour enfants et adolescents handicapés** (n° **3293**). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8801) : les conditions d'application de la loi d'orientation en faveur des personnes handicapées ; le nombre de personnes intégrées au sein des corps de fonctionnaires du ministère de l'éducation ; le refus du bénéfice des dispositions de la loi aux personnels recrutés en surnombre de l'effectif autorisé ; les incertitudes relatives aux niveaux d'intégration des personnels concernés ; la titularisation des personnels ; l'intégration des personnes exerçant à titre principal une activité d'enseignement et de formation professionnelle ; le problème des droits acquis des travailleurs ; la faiblesse du délai prévu pour la négociation des conventions ; l'absence de dispositions relatives à la formation des personnels ; les carences de la politique en faveur des « handicapés » ; le vote favorable du groupe du PSRG. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8803) : son amendement n° 6 : caractère prioritaire de l'intégration des personnels des établissements et services conventionnés avant la date de publication de la loi ; demande au Gouvernement si sera réalisée l'intégration de l'ensemble des personnels des établissements déjà conventionnés ; repoussé. **Après l'Article 4** (p. 8805) : le rejet par l'Assemblée de l'amendement n° 5 de M. Claude Weber ; le dispositif de l'amendement n° 7 de M. Bayard.

HUNAULT (Xavier)

Député de la Loire-Atlantique
(*3e circonscription*)
(*NI*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [10 mai 1973] (p. 1172).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [19 juin 1973] (p. 2290).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1026) : rappelle les conclusions de la commission de l'agriculture du Parlement européen ; donne connaissance de la résolution de cette commission sur la politique agricole européenne ; rappelle le solde crédi-

teur de la France au FEOGA ; (p. 1027) : le bénéfice que retire la France du Marché commun agricole ; la bonne place de la France dans l'évolution des revenus agricoles des pays de la CEE ; le malaise actuel tenant aux difficultés de réaliser une communauté à neuf ; les perspectives du « Nixon Round » ; l'absence de réalisations après la Conférence au sommet ; l'accord conclu entre le parti socialiste et le parti communiste ; (p. 1028) : les divergences de vote entre les communistes italiens et le groupe socialiste au Parlement européen ; (p. 1029) : s'étonne que le ministre de l'agriculture n'ait pas fait référence au Plan ; aurait souhaité un débat d'orientation budgétaire sur l'agriculture, des précisions sur l'application de la directive de 1972 concernant la modernisation des exploitations agricoles et sur la politique en matière d'enseignement agricole ; évoque le problème foncier ; souhaite qu'une expérience soit tentée au niveau départemental ; prend l'exemple de la Loire-Atlantique ; souhaite une simplification du droit rural et le développement des équipements ruraux.

1975

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [17 octobre 1975]. **Article 87** (p. 7049) : n'est pas favorable au sous-amendement n° 404 de M. Gerbet à l'amendement n° 305 de M. Fanton.

HUYGHUES DES ÉTAGES (Jacques)

Député de la Nièvre
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 décembre 1975] (p. 9563).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [9 décembre 1975] (p. 9563), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7940) : marque sa préférence pour une aide aux personnes, les grosses exploitations céréalières bénéficiant seules de la politique agricole commune.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8402) : présente l'intervention de M. Alain Vivien ; le dilemme gouvernemental de l'indépendance ou de la départementalisation ; ses fruits amers ; l'inconsistance de la politique à l'égard des Comores ; la Nouvelle-Calédonie hissée à l'ère industrielle par le monopole minéralier du nickel ; la question canaque ; la réalité politique polynésienne autonomiste et non francophone ; demande au nom du PSRG, au ministre de l'intérieur et au ministre des affaires étrangères, de réviser les objectifs de la politique du Gouvernement à l'égard des TOM.

I

IBÉNÉ (Hegésippe)

Député de la Guadeloupe
(1re circonscription)
(App. C).

L'Assemblée prend acte de son élection [14 décembre 1973] (p. 7074).

S'apparente au groupe communiste [19 décembre 1973] (p. 7232).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation sociale et économique dans les départements et territoires d'outre-mer** [12 juin 1974] (p. 2610).

• *questions orales sans débat :*

— (n° 28884) : **Personnels hospitaliers originaires des départements d'outre-mer** [14 mai 1976] (p. 3087) : l'extension aux auxiliaires des dispositions relatives aux congés des titulaires (voyage gratuit à l'occasion des congés annuels, date des congés).

— (n° 38560) : **Irrigation de la Grande-Terre en Guadeloupe** [3 juin 1977] (p. 3397) : demande la concrétisation de l'engagement pris par le Président de la République de faire procéder à l'irrigation de la Grande-Terre ; les délais de réalisation de ce programme.

— (n° 38561) : **Industrie du sucre et du rhum de la Guadeloupe** [3 juin 1977] (p. 3397, 3398) : importance de l'industrie du sucre et du rhum à la Guadeloupe ; nécessité d'assurer un prix rémunérateur aux planteurs.

• *question au Gouvernement :*

— **Discrimination raciale en matière d'emploi** [22 juin 1977] (p. 4052) : refus d'un emploi à une Guyanaise par un établissement parisien s'occupant des handicapés ; circulaire du bureau d'aide sociale de Paris recommandant de ne pas engager du personnel de couleur.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme** (n° 743). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7269) : rappelle que les DOM ont été déclarés partie de l'Europe ; insuffisances de la convention notamment quant au droit du travail ; affirmation des principes et application de la loi ; conditions de déroulement des élections en Guadeloupe ; son accord avec l'article 14 de la convention (lutte contre les discriminations) ; discriminations quant à l'emploi et quant au salaire ; discrimination entre les enfants français à charge dans les DOM et ceux de la métropole ; (p. 7270) : application effective des principes exprimés dans la convention et lutte organisée des peuples.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 470) : fait part à l'Assemblée de l'inquiétude aux limites de l'an-

goisse qui est celle des départements d'outre-mer ; la faiblesse de l'économie de ces départements leur fait enregistrer plus durement les fluctuations de l'économie mondiale; (p. 471): votera la censure.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3326) : le plan proposé ne paraît pas susceptible d'atteindre dans les départements d'outre-mer l'objectif souhaité.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6262) : l'impuissance du secrétariat d'Etat à résoudre les problèmes fondamentaux ; échec de la réforme foncière ; la vocation des Antilles n'est pas d'enrichir les maîtres de l'import-export ; petits planteurs et colons ne participent pas à la concentration de l'industrie sucrière ; ne pourra pas soutenir ce budget.

1975

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3174) : le système de « la parité globale » ; l'esprit de discrimination résultant de la loi du 16 mars 1946 ; la persistance du fait colonial ; l'énorme différence entre les allocations touchées en France et celles reçues dans les DOM ; les restrictions apportées par le projet à l'extension de l'allocation de logement. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3178) : son amendement n° 7 : modification des normes, compte tenu des conditions d'habitat des DOM ; retiré.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [29 mai 1975] (p. 3345) : le projet : compromis entre les forces de progrès et les forces conservatrices ; réduire le délai prévu en matière de divorce pour rupture de la vie commune ; la responsabilité de Bonaparte dans la situation de désordre des foyers guadeloupéens ; les difficultés rencontrées par la famille guadeloupéenne, cause essentielle du divorce ; les vertus exceptionnelles de la femme guadeloupéenne ; la très grande résistance du mari à payer la pension alimentaire.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3565) : la position défavorisée des départements d'outre-mer dans le Marché commun ; les avantages consentis aux pays associés au Marché commun ; l'exclusion des départements d'outre-mer des avantages reconnus à ces pays.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6185) : le caractère très insuffisant du crédit accordé aux DOM ; aider davantage les petits planteurs ; mener à bien le programme d'irrigation à la Martinique et à la Guadeloupe ; les promesses faites aux marins-pêcheurs.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8260) : la défense par les communistes de la libre disposition des peuples ; la perpétuation du colonialisme par le Gouvernement français ; l'absence d'amélioration de la situation des DOM ; la déception provoquée par la faible augmentation du tourisme ; (p. 8261) : l'intégration européenne, handicap pour la jeune industrie des DOM ; la diminution des dépenses sociales ; la faiblesse de l'aide familiale et l'importance de la mortalité infantile ; le vote hostile du groupe communiste.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2595) : constate que rien dans le projet de loi ne permet de déceler un indice susceptible d'entraîner le décollage économique des départements d'outre-mer ; les garanties sociales très inférieures à celles qui existent dans la métropole ; (p. 2596) : l'importance du nombre des chômeurs à la Martinique et en Guadeloupe ; les mouvements de protestation qui affectent un nombre croissant de secteurs ; l'échec de la politique de départementalisation.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [7 octobre 1976] (p. 6444) : le plan Orsec-éruption ; la prévision de l'alerte plusieurs mois à l'avance ; la carence du Gouvernement ; les difficultés dues au déplacement du tiers de la population ; (p. 6445) : la solidarité organisée par les municipalités démocratiques de la Martinique et de France, par le secours populaire et le SNI ; les promesses gouvernementales ; les problèmes dus à l'éruption ; le développement chez les habitants d'une mentalité d'assistés ; l'extension souhaitable à la Guadeloupe de la législation française sur le chômage ; une aggravation des problèmes de la terre et de la réforme foncière ; des problèmes de l'irrigation agricole et de la relance de l'agriculture ; les problèmes financiers ; le sous-développement scolaire ; le peu de cas fait par le Gouvernement des suggestions des élus de l'opposition ; le refus gouvernemental de la construction rapide de hangars aérés permettant une ren-

trée scolaire à peu près normale ; votera la motion de censure déposée par la gauche.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6627) : soutient l'amendement n° 75 de M. Jalton.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Travail [15 novembre 1976] (p. 8018) : la situation des Guadeloupéens ; l'allocation de salaire unique ; le refus d'étendre aux DOM les avantages sociaux accordés en France métropolitaine.

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8386) : un budget inchangé ; l'effort pour la Guadeloupe supporté par les DOM ; les problèmes ayant suivi l'alerte n° 2 ; le problème de la réparation des préjudices ; le changement du statut de la Guadeloupe ; les insuffisances de la départementalisation ;un statut d'autonomie dans le cadre de la République française ; (p. 8387) : les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing à la Réunion ; les liens entre la France et la Guadeloupe ; une autonomie dans le cadre de la République française.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie française** (n° **3032**). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4451) : la prise en considération d'un certain nombre de préoccupations de la population locale ; la dotation du territoire d'une administration décentralisée ; les problèmes de la démocratisation de la vie locale ; l'hypertrophie du secteur tertiaire ; le développement économique ; le problème agricole ; le régime fiscal ; le financement du budget du territoire ; le déficit de la balance commerciale ; le projet d'aérodrome de Nonoque Hiva ; (p. 4452) : le choix d'une île déserte pour construire un aérodrome ; le refus à la Nouvelle-Calédonie d'un statut semblable à celui conféré à la Polynésie ; le soutien du groupe communiste au projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6917) : la part du secteur productif dans le PIB ; le plan quinquennal de modernisation de l'industrie sucrière à la Guadeloupe ; (p. 6918) : les causes de la production sucrière dans les DOM ; le régime foncier de la Guadeloupe ; le marché de la viande ; la COPELBA ; la concurrence des importateurs de poissons congelés ou salés ; la pêche en Guadeloupe ; le BUMIDOM ; le niveau de chômage ; la situation de l'enseignement ; l'absence d'un institut de préparation aux enseignements du second degré ; le maintien du transport de la banane par conteneurs ; la nécessité d'un changement de statut.

Travail [14 novembre 1977] (p. 7365) : le BUMIDOM ; la nécessité de créer des emplois dans les DOM ; la non-extension de la législation française sur le chômage dans les DOM ; (p. 7366) : les chantiers de chômage ; le caractère discriminatoire de la répartition des fonds de chômage entre les communes ; la nature de la résistance du Gouvernement à l'extension aux départements d'outre-mer de la législation française sur le chômage.

— **Projet de loi modifiant l'article L 167-1 du code électoral** (n° **3115**). **Discussion des articles** [23 novembre 1977]. **Article 4** (p. 7843) : son amendement n° 5 : conditions d'utilisation par les groupements politiques locaux des TOM et DOM des antennes de la radio-télévision française ; repoussé.

— **Projet de loi instituant le complément familial dans les départements d'outre-mer** (n° **3213**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8283) : la nature du complément familial appliqué aux DOM ; le montant du complément familial ; les restrictions du Gouvernement relatives à l'application des avantages sociaux dans les DOM ; (p. 8284) : la subordination de l'attribution du complément familial à l'exercice d'activités professionnelles ; l'entrée en vigueur de la généralisation de la sécurité sociale ; le taux démographique des DOM. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8282) : son amendement n° 5 : conditions d'attribution du complément familial ; retiré.

— **Projet de loi relatif à la protection de la maternité dans les départements d'outre-mer** (n° **3232**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8289) : le vote favorable du groupe communiste ; le taux de mortalité périnatale dans les DOM ; (p. 8290) : le rôle de la mère de famille ; l'insuffisance du montant de la prime octroyée aux femmes attendant un enfant ; l'application des allocations prénatales en France ; les discriminations existantes entre la métropole et les DOM. **Discussion de l'Article unique. Après l'article unique** (p. 8292) : son amendement n° 6 : fixation au 1er janvier 1978 de la date limite d'entrée en vigueur de la loi ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **3228**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article 16** (p. 8354) : son amendement n° 10 : application de plein droit des dispositions de la loi aux DOM ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° 3154). **Discussion des articles** [9 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8552) : soutient l'amendement n° 6 de Mme Moreau : publication des avis des organismes consultés ; adopté après adoption du sous-amendement n° 97 du Gouvernement. **Article 4** (p. 8556) : soutient l'amendement n° 10 de suppression de Mme Moreau ; adopté. **Article 19** (p. 8565) : soutient l'amendement n° 11 de Mme Moreau : qualification des organismes certificateurs ; devenu sans objet.

ICART (Fernand)

Député des Alpes-Maritimes
(3e circonscription)
(RI, puis R).

Ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire du 26 septembre 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 26 septembre 1977 [*J.O.* du 27 septembre 1977] (p. 4707).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 26 octobre 1977, de son mandat de député [26 octobre 1977] (p. 6682, 6688).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Donne sa démission de membre de cette commission [13 octobre 1977] (p. 6152).

Donne sa démission de président de cette commission [13 octobre 1977] (p. 6152).

Membre du comité consultatif des lignes de Corse [29 novembre 1973] (p. 6499).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Président de cette commission [18 décembre 1973] (p. 7164).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Vice-président de cette commission [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Président de cette commission [16 décembre 1974] (p. 7911).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Président de cette commission [16 décembre 1974] (p. 7911).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Vice-président de cette commission [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Président de cette commission [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Président de cette commission [16 décembre 1975] (p. 9877).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur

les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Vice-président de cette commission [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Vice-président de cette commission [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Vice-président de cette commission [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Vice-président de cette commission [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Vice-président de cette commission [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Vice-président de cette commission [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de terrorialité et les conditions d'imposition des Français à l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Président de cette commission [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Vice-président de cette commission [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Président de cette commission [29 juin 1977] (p. 4473).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant au **développement de la formation professionnelle continue dans les entreprises artisanales, commerciales et industrielles non soumises à la participation fixée par l'article 14 de la loi n° 71-575 du 16 juillet 1971** (n° **21**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à **modifier le titre VII de la Constitution** (n° **503**) [20 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **réprimer l'affichage électoral en dehors des emplacements spéciaux réservés à cet effet pendant les campagnes électorales** (n° **559**) [28 juin 1973].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des finances sur le **coût social des travailleurs étrangers en France** (n° **2685**) [10 décembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à faciliter la création d'**entreprises nouvelles** (n° **2885**) [18 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à suspendre l'application de la **loi n° 75-5** du 3 janvier 1975 pour les personnes exerçant leur **premier emploi de salarié** (n° **2892**) [18 mai 1977].

QUESTIONS

Questions en qualité de député :

• *question au Gouvernement :*

— **Réunion du groupe des Dix à Washington** [12 juin 1974] (p. 2612).

• *question orale sans débat :*

— (n° **28089**) : **Lutte contre la fraude fiscale** [30 avril 1976] (p. 2498, 2499) : hommage à l'action menée dans ce domaine par le ministère des finances ; l'application plus stricte de pénalités plus modérées ; l'humanisation des rapports entre l'administration fiscale et les contribuables ; (p. 2501, 2502) : la simplification du code des impôts ; les risques d'arbitraire présentés par le système du forfait ; souhaite la disparition progressive de ce système.

• *question au Gouvernement :*

— **Maintien de l'ordre à l'université de Vincennes** [1er juin 1977] (p. 3258) : nécessité de mettre un terme au trafic de drogue.

Réponses en qualité de ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Barel : Construction de l'hôtel des impôts de Nice** [5 octobre 1977] (p. 5841) : achèvement du gros œuvre ; le permis de construire avait été délivré régulièrement sans dérogation.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **41200**) : **Travaux sur l'esplanade des Invalides** [7 octobre 1977] (p. 6024) : la fin des chantiers en septembre 1979 ; le souhait d'Air France de continuer à exploiter ses installations ; la nécessité d'un réexamen des modalités de desserte d'Orly.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Barbet : Aménagement du quartier de la Défense** [11 octobre 1977] (p. 6042, 6043) : le montant de l'aide financière et les engagements de l'Etat ; le problème actuel de la mévente des locaux construits ; la recherche de solutions par la DATAR.

— **M. Defferre : Transports urbains et économies d'énergie** [26 octobre 1977] (p. 6643) : études en cours concernant les économies d'énergie pour les transports collectifs.

— **M. Charles Bignon : Délivrance des permis de construire** [2 novembre 1977] (p. 6841, 6842) : tâche ingrate des services départementaux de l'équipement ; préserver l'environnement ; assouplir les procédures ; possibilités de recours.

— **M. Barel : Conditions d'attribution des permis de construire** [9 novembre 1977] (p. 7220, 7221) : les cas signalés à Nice par M. Barel ; étude du problème de la délivrance des permis de construire lors du prochain débat budgétaire.

— **M. Achille-Fould : Aménagement de la côte aquitaine** [30 novembre 1977] (p. 8053) : les objectifs de protection de la nature et des sites ; le programme de la mission interministérielle d'aménagement de la côte aquitaine.

— **M. Vauclair : Réglementation de la vitesse des automobiles** [21 décembre 1977] (p. 9144) : fixation du plafond de vitesse, en France, en fonction de la sécurité et de la nécessité d'économiser l'énergie.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1549) : souligne l'opportunité du débat ; y voit le caractère d'un débat d'orientation budgétaire ; (p. 1550) : donne l'évolution chiffrée de la croissance depuis 1960 ; le caractère régulier de la croissance dû à une politique de pragmatisme et de modération ; estime que l'accroissement rapide du volume des biens produits rend plus impérieuse une répartition des richesses ; s'oppose à un durcissement de la pression fiscale ; souhaite un meilleur équilibre entre les différents impôts ; estime inadéquate l'utilisation de la fiscalité comme arme de conjoncture ; souhaite que soit modifiée la structure du barème de l'impôt sur le revenu ; évoque les investissements des entreprises en période de haute conjoncture ; le décalage entre la décision concernant les investissements publics et le début de leur réalisation ; la procédure du fonds d'action conjoncturelle ; souhaite une préparation de l'effort d'investissement public ; souligne la nécessaire complémentarité entre investissements publics et investissements productifs privés ; la puissante stimulation de l'investissement public ; estime opportun de prévoir les moyens d'une action conjoncturelle ; évoque la préparation du budget et la nécessité d'établir des priorités ; (p. 1551) : la priorité absolue d'aider les personnes âgées et de développer les infrastructures sportives pour les jeunes ; le nombre de postes d'animateurs socio-éducatifs ; estime les moyens budgétaires insuffisants ; évoque les difficultés matérielles de la justice ; souhaite un effort budgétaire important dans ce secteur ; exprime son désaccord avec ceux qui renient les bienfaits de la croissance au motif de ses inconvénients ; estime que les difficultés doivent être surmontées par des moyens spécifiques ; souligne

les efforts d'adaptation et d'innovation nécessaires.

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** [29 juin 1973] (p. 2706) : développement de la collaboration entre l'Assemblée nationale et la Cour des comptes.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [4 octobre 1973] : **Article 5** (p. 4055) : ses observations sur l'amendement de la commission ; sa demande de précision concernant le relèvement de la fiscalité des salariés ; application de l'article 40.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). **Discussion générale** [24 octobre 1973] (p. 4706) : responsabilités réciproques du Gouvernement et du Parlement en matière budgétaire ; (p. 4707) : application de l'article 40 de la Constitution ; autorité de l'exécutif et plein exercice par le Parlement de ses prérogatives ; déroulement de la discussion budgétaire ; pouvoir de contrôle, d'investigation et d'information ; moyens techniques et financiers permettant l'information du Parlement ; droit d'investigation des rapporteurs spéciaux ; missions « hexagonales » ; (p. 4708) : relations avec la Cour des comptes ; pouvoirs du Parlement.

Première partie :

Discussion des articles [25 octobre 1973] : **Après l'Article 2** (p. 4784) : son amendement ayant pour objet de faire obligation au Gouvernement d'inclure dans le projet de loi de finances pour 1975 un barème de l'impôt sur le revenu dont les taux ne comporteront entre eux aucun écart supérieur à cinq points ; ses arguments en faveur de l'amendement ; répond aux arguments du ministre de l'économie et des finances ; sa référence aux propos encourageants du ministre le 25 octobre 1972 ; évoque l'amendement de M. Duffaut tendant à l'application du nouveau barème dès 1974. **Après l'Article 6** (p. 4789) : juge recevable l'amendement de M. Brochard ; sa réponse à M. Marette ; estime que l'article 42 de la loi organique n'est pas applicable à cet amendement ; (p. 4790) : ses réserves sur les conditions dans lesquelles est proposée cette modification de la législation ; (p. 4791) : demande la réserve de l'amendement. **Après l'Article 6** (p. 4799) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Brochard et du sous-amendement de M. Ducray ; s'oppose à la suppression de l'incitation fiscale en faveur de l'industrie touristique exportatrice ; [26 octobre 1973] **Article 14** (p. 4863) : son amendement tendant au versement d'un prélèvement de 2 % du montant de la participation des employeurs à la formation continue pour des actions de formation concernant les entreprises industrielles commerciales ou artisanales non assujetties à cette contribution ; (p. 4864) : répond aux arguments du Gouvernement. **Avant l'Article 12** (p. 4876) : précise à M. Leenhardt que son sous-amendement a été déclaré irrecevable au titre de l'article 18 de la loi organique.

Deuxième partie :

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Equipement et logement [15 novembre 1973] : **Article 37** (p. 5804) : recevabilité de l'amendement de M. Ligot : redistribution des crédits HLM ; sa réponse à M. Fanton ; tradition de la commission des finances de donner ses avis sans apporter de justification ; jugement en fonction du texte lui-même et des charges budgétaires qui en résultent. **Etat B - Titre III** [19 novembre 1973] (p. 6032) : présente l'amendement de la commission des finances ; rejet du budget du ministère de l'intérieur par la commission (absence de toute subvention globale d'investissement) ; lettre du Premier ministre concernant l'attribution d'une subvention ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1973] (p. 6137) : indemnisation des rapatriés ; utilisation du crédit supplémentaire; moratoire et indemnisation; érosion monétaire ; souhaite l'indexation et la revalorisation des indemnités ; modalités de paiement des avances sur indemnisation ; droits de succession ; fréquence des réunions des commissions paritaires départementales.

— **Rappel au règlement** [7 novembre 1973] (p. 5318) : juge « discourtoises » et « inadmissibles » les déclarations de M. Gilbert Faure (rappel au règlement sur le contrôle budgétaire de la commission des finances) ; précise qu'il a fait part de son point de vue sur le problème soulevé en priorité au président de l'Assemblée ; se réserve de donner une suite à cette affaire.

— **Rappel au règlement** sur les conditions d'exercice du contrôle budgétaire [8 novembre 1973] (p. 5375) : propos de M. Gilbert Faure ; pouvoirs de contrôle technique sur l'emploi des crédits et droits d'information des rapporteurs des différentes commissions ; (p. 5376) : tentative pour étendre les pouvoirs spécifiques d'investigation à l'ensemble des rapporteurs budgétaires ; dangers encourus du point de vue de l'équilibre des institutions ; sa réponse aux attaques personnelles dont il a été l'objet et aux attaques contre la commission des finances ; mesures tendant au renforcement des moyens d'information et de contrôle de la commission.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion des articles** [4 décembre 1973] : **Article premier** (p. 6573) : irrecevabilité de l'amendement de M. Bernard-Reymond (art. 40 de la Constitution).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 2** (p. 6656) : défend l'amendement de M. Cazenave : notion de titres de participation ; assouplissement de la définition des titres de participation. **Après l'Article 10** : son avis favorable aux sous-amendements de M. Macquet.

— **Rappel au règlement** [14 décembre 1973] (p. 7043) : rectification d'un vote (motion de renvoi du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse).

1974

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** [20 juin 1974] (p. 2825) : souligne l'importance du rapport public de la Cour des comptes que vient de déposer sur le bureau de l'Assemblée nationale son Premier président ; rappelle la collaboration apportée par la Cour à la commission des finances dans le cadre d'enquêtes particulières.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 14** (p. 2853) : justifie l'application de l'article 40 de la Constitution à plusieurs reprises au cours du débat.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3290) : la correction des effets de l'inflation est elle-même parfois génératrice de dépenses budgétaires nouvelles ou de dérogations à l'encadrement du crédit ; (p. 3299) : la situation des personnes âgées.

— **Projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'amnistie** (n° **1117**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 juillet 1974]. **Article 13** (p. 3414) : ses observations relatives à la recevabilité de l'amendement n° 20 de M. Bécam.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1181**). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4864) : le projet gouvernemental reprend une proposition personnelle de 1963 ; le mode de désignation actuel des membres du conseil est sujet à critiques ; dépolitiser ce mode de désignation.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5301) : le ministre des finances est en train de gagner son pari ; le franc s'est notablement raffermi par rapport au dollar ; clairement exposer aux Français les conséquences de l'inflation ; les trois raisons de la fragilité des entreprises ; sa proposition de créer un fond d'action conjoncturelle placé hors équilibre et financé éventuellement par des ressources d'emprunt ; (p. 5303) : la crise a révélé la part d'ambiguïté et d'instabilité que recelaient les bases de notre développement économique ; les pays consommateurs de pétrole doivent créer leur propre structure ; la fixation des liquidités nées de la hausse des prix du pétrole ; les conditions du règlement des transactions entre pays consommateurs et pays producteurs ; (p. 5304) : les difficultés d'une indexation de l'épargne ; citation d'une phrase de Turgot.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6029) : s'interroge sur l'utilisation des crédits ; (p. 6030) : la liaison entre les activités de recherche, de formation et de développement ; l'association nationale pour le développement agricole ; recherche agronomique et échanges internationaux ; [8 novembre 1974] (p. 6138) : la recevabilité des amendements soumis à la commission des finances.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6880) : défend son amendement n° 193 concernant le régime fiscal des rentes viagères et en relevant le plafond pour chaque bénéficiaire ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion générale** [10 décembre 1974] (p. 7582) : irrecevabilité de l'amendement de M. Boulloche ; (p. 7583) : l'amendement du Gouvernement relatif au versement représentatif de la taxe sur les salaires ; l'allégement de la trésorerie des collectivités locales.

1975

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° **1413**). **Discussion générale** [3 avril 1975] (p. 1253) : caractère économique du problème corse ; la pénalisation actuelle dont souffre la région de Bastia ; les moyens donnés par le projet pour combler les retards en matière d'infrastructures et accompagner le décollage économique.

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre l'Etat et la Banque de France** (n° **1504**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1906) : la progression brutale des avoirs publics en or et en devises le 9 janvier 1975 ; la relance de la polémique sur l'or ; la triple fonction de l'or ; son rôle d'étalon de valeur ; la fin du rôle monétaire de l'or ; son maintien

en tant qu'instrument de réserve ; la signification de la décision française : confirmation de l'abandon de l'étalon or, fin du dollar étalon ; le retour à l'or comme moyen de règlement ; sa fonction d'instrument de réserve ; les possibilités de crédit accrues aux nations détentrices de stocks d'or ; la décision du Gouvernement français : manifestation de sa souveraineté et non marque de son isolement.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII[e] Plan** (n° **1685**). **Discussion de l'Article unique** [5 juin 1975] (p. 3750) : son amendement n° 5 : procéder à un réexamen d'ensemble du dispositif actuel ; l'incompatibilité du rythme de progression des transferts sociaux avec les autres grandeurs économiques ; nécessité de mesurer le poids de la politique des transferts sociaux ; les effets inflationnistes qu'aurait la croissance du budget social de la nation menée à un rythme supérieur à l'augmentation de la production intérieure brute ; faire bénéficier des prestations les plus défavorisés ; réservé.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3986, 3987) : estime que l'article 40 de la Constitution est opposable à l'amendement n° 72 défendu par M. Balmigère, et présenté par M. Pranchère ; expose les motifs sur lesquels sont fondés ses avis d'irrecevabilité relatifs à certains amendements sur le texte du projet ; (p. 3988) : estime que l'article 40 de la Constitution est opposable à l'amendement n° 6 de M. Burckel. **Article 3** (p. 4006) : estime irrecevables, en application de l'article 40 de la Constitution, les amendements n° 76 de M. Bardol, n° 11 de M. Burckel, n° 30 de M. Charles Bignon, n° 100 de M. Goulet, n° 121 de M. Besson et n° 33 de M. Vauclair. **Article 9** (p. 4019) : estime irrecevable l'amendement n° 41 de M. J.-C. Simon ; rappelle qu'il a précédemment défini sa doctrine en matière d'irrecevabilité ; [12 juin 1975] : **Article 16** (p. 4067) : son amendement n° 61 : de forme ; adopté après acceptation d'une modification proposée par M. Fanton.

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** [24 juin 1975] (p. 4646) : les relations privilégiées entre la Cour des comptes et l'Assemblée nationale ; les relations de la commission des finances avec la Cour des comptes.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6664) : se demande si l'arsenal législatif proposé n'arrive pas après la bataille ; déplore que l'efficacité de notre droit de l'urbanisme ne soit pas proportionnelle à sa complexité ; (p. 6665) : propose de ralentir la hausse des terrains par un système de régulation intégré au cours même du mécanisme de formation des prix fonciers ; propose de jouer sur le volume de l'offre des terrains ; rappelle que la taxation des plus-values foncières votée en 1963 est restée pratiquement inefficace ; se déclare prêt à accepter une certaine limitation du droit de construire ; son désaccord à l'égard du projet réside dans la constatation que la spéculation ne frappe pas seulement le centre des villes et que le projet propose une définition uniforme du plafond légal de densité sans créer d'incitation à la mobilisation du terrain ; le scandale de la manipulation des zonages et les chances qu'il offre à la spéculation ; un plafond de densité équivalent à un coefficient d'occupation des sols égal à l'unité peut entraîner une véritable spoliation ; (p. 6666) : rappelle qu'il a été l'un des premiers à poser le problème de l'aménagement de la Côte d'Azur en termes de densité ; défend la solution du plafond légal de densité qui prendrait en compte la constructibilité actuelle avec partage de la plus-value entre la collectivité et le propriétaire ; (p. 6667) : la réduction progressive des plafonds légaux inciterait les propriétaires à se défaire de terrains dont une rétention prolongée grignoterait la valeur vénale. **Discussion des articles** [9 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6723) : apporte son soutien à l'amendement n° 311 de M. Montagne ; empêcher le renchérissement du prix des terrains résultant de l'application du plafond légal de densité ; (p. 6724) : propose la notion de plafond de densité évolutif.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). **Discussion générale** [22 octobre 1975] (p. 7220) : le budget, important moyen d'action conjoncturelle ; l'erreur d'appréciation commise par les pays de l'OCDE sur l'effet inflationniste de l'augmentation du prix du pétrole ; maintenir l'équilibre budgétaire comme règle fondamentale ; (p. 7221) : l'utilisation insuffisante par le Gouvernement du budget comme instrument de régulation conjoncturelle ; l'augmentation immodérée du budget social de la nation ; le carcan que constitue la réglementation actuelle des prix ; le frein mis à l'embauche du fait de l'impossibilité pour les entreprises de procéder à des licenciements ; (p. 7222) : réhabiliter l'esprit d'entreprise ; maintenir un réseau dense d'entreprises moyennes ; les innovations heureuses que comporte le budget ; la mission donnée à la Cour des comptes de procéder à la révision des services votés ; l'appui donné par l'orateur au Gouvernement. **Discussion des articles** [23 octobre 1975]. **Article 4** (p. 7267) : estime qu'on ne peut discuter de l'amendement n° 60 de M. Zeller tant que l'article 4 n'est pas adopté. **Article 19** (p. 7304, 7305) : son

amendement n° 16 : porter en matière de taxe sportive la franchise de 20 à 30 F ; adopté après acceptation d'une franchise de 25 F.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**) [26 novembre 1975]. **Discussion de l'Article unique** (p. 8970) : son amendement n° 2 fixant le principe d'un plafond à la durée de la détention ; estime choquant que le système d'aide avantage à proportion de la fraude ; retiré.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion des articles** [5 décembre 1975]. **Article 3** (p. 9468) : craint que les sous-amendements n° 71 de M. Hamel et n° 72 de M. Briane n'introduisent des rigidités excessives ; son sous-amendement n° 76 à l'amendement n° 56 du Gouvernement : renvoyer à un décret le soin de mettre au point un dispositif ne comportant pas ces inconvénients ; réservé par la réserve de l'article 3. **Article 4 B** (p. 9471) : son sous-amendement n° 76 : fixation des modalités d'intervention et de substitution d'un ou plusieurs sous-traitants après la soumission par le décret prévu à l'article 3.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 9541) : demande que l'on revienne à l'examen de la loi de finances rectificative ; demande le retrait de l'amendement n° 3 du Gouvernement.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [8 avril 1976] : **Article 18** (p. 1517) : son sous-amendement n° 322 à l'amendement n° 157 de M. Julia : obligation d'une reconstitution du site après exploitation de la carrière ; repoussé ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1637) : est hostile à l'introduction de la commission des sites dans la procédure telle qu'elle est proposée par l'amendement n° 14 de M. Masson. **Après l'Article 18** (p. 1640) : son amendement n° 252 : faire obligation aux constructeurs qui abattent des arbres d'en replanter deux fois plus ; (p. 1641) : apporte de nouveaux éléments en faveur de son amendement ; amendement n° 252 repoussé.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1974** (n° **2063**). **Discussion des articles** [28 avril 1976]. **Article premier** (p. 2289) : demande la réserve de l'amendement n° 1 de M. Papon.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [8 juin 1976] (p. 3852) : la commission des finances aurait repoussé la motion de renvoi du groupe communiste dont elle n'a pas été saisie. **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3867) : demande la réserve de l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon ; estime que cet amendement effacerait tous les travaux effectués par la commission et la dessaisirait au profit d'un comité chargé de préciser les moyens d'intervention foncière des collectivités locales ; (p. 3868) : demande que la réserve de l'amendement n° 249 de M. Bignon s'exerce jusqu'au terme du débat ; [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3919) : signale qu'un amendement n° 127 à l'article 3 règle le problème du caractère contradictoire de l'évaluation du montant des travaux effectués par les propriétaires. **Article 2** (p. 3930) : précise que l'amendement n° 122 de M. Papon constitue l'article 2 nouveau ; (p. 3932) : estime que l'amendement n° 16 de M. Rigout est dépourvu de tout fondement du fait des votes intervenus précédemment ; [10 juin 1976] : **Article 3** (p. 3962) : son amendement n° 127 : fixation des dépenses au choix du contribuable, à dire d'expert ou forfaitairement, lorsqu'il ne peut les justifier ; adopté ; (p. 3969) : n'accepte pas l'amendement n° 253 de M. Bénard du fait de l'intégration de la plus-value dans l'impôt sur le revenu ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4127) : souhaite que l'amendement n° 139 de M. Partrat soit discuté après l'amendement n° 211 de M. Bas ; [16 juin 1976] : **Article 6** (p. 4215) : cosignataire de l'amendement n° 295 présenté par M. Mario Bénard, soutient cet amendement mais accepte le sous-amendement n° 344 du Gouvernement ; (p. 4219) : estime que les dispositions de l'amendement n° 146 de M. Papon devraient donner satisfaction à M. Sourdille ; [17 juin 1976] : **Article 9** (p. 4294) : sur l'amendement n° 161 de M. Papon, propose une transaction ramenant le taux à 2 % pour les seules ventes publiques, celui des autres transactions étant fixé à 3 % ; (p. 4296) : son amendement transactionnel n° 350 ; (p. 4297) : accepte que son amendement n° 350 soit mis aux voix après l'amendement n° 220 de M. Bas et le sous-amendement n° 332 de M. Kaspereit ; (p. 4298) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Boscher ; (p. 4299) : amendement n° 350 adopté : soutient l'amen-

dement n° 163 considérant l'évolution de l'indice moyen annuel des prix à la consommation ; adopté ; (p. 4300) : soutient l'amendement n° 164 : de pure forme ; adopté ; (p. 4301) : soutient l'amendement n° 167 de M. Papon : les règles visées au paragraphe 3 de l'article 9 ne sont pas applicables lorsque le propriétaire du bien exporté est en mesure de justifier d'une importation antérieure ; adopté. **Article 10** (p. 4303) : n'est pas persuadé personnellement que le système de l'amendement n° 319 corrigé de M. Chauvet soit favorable aux entreprises.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4894) : indique que lors de la discussion des V^e et VI^e Plans, la commission des finances ne s'est pas réunie pour examiner la lettre rectificative ; indique que la réunion de la commission lui apparaît inutile car les amendements en cause ont déjà été examinés par la commission ; (p. 4894) : indique qu'il demandera une suspension de séance pour réunir la commission des finances.

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** [30 juin 1976] (p. 4947) : importance et extension de l'action de la Cour des comptes.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 4** (p. 6646) : son sous-amendement n° 87 : institution d'une vignette spéciale pour les voitures de l'Etat, des établissements publics et des collectivités locales ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524).

Discussion générale [21 octobre 1976] (p. 6846) : la dyarchie de la commission des finances entre rapporteur général et président ; (p. 6847) : une situation non dramatique ; un taux d'inflation à un chiffre ; la balance commerciale ; l'endettement raisonnable de la France ; des tendances inquiétantes : les rigidités de l'économie française concernant la croissance des prélèvements obligatoires, certaines modalités d'intervention de l'Etat dans le domaine économique, la recherche de la garantie systématique contre le risque économique ; la croissance des dépenses sociales de la nation hors de proportion avec l'augmentation des ressources nationales ; comparaison des croissances du PIB, des dépenses de l'Etat, des dépenses sociales ; le transfert massif de ressources de la production vers la répartition ; les dangers de l'augmentation de la pression fiscale ; critique de la gestion de certaines entreprises publiques indépendante des conditions du marché ; critique du Concorde, de la CII et de Lip ; les trous créés par les subventions en dotation en capital en prêts du FDES en garantie d'un emprunt ; *Démocratie française ;* (p. 6848) : les réactions de certaines organisations agricoles vis-à-vis de la sécheresse ; le refus du risque ; le maintien d'activités périmées, source permanente d'inflation ; des évolutions peu encourageantes ; la dérive progressive vers une situation de type britannique : les revendications de garantie généralisée, le renoncement des cadres face à un nivellement excessif des revenus ; la protestation de l'INSEE auprès de l'OCDE ; le risque de la régression du dynamisme économique causée par un écrasement trop important de la hiérarchie des rémunérations ; les injustices criantes frappant durement les célibataires.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6859) : posera au bureau de la commission des finances la question de savoir à quelle date elle commencera l'examen du problème de l'éventuelle taxation du capital ; fait part des contacts qu'il a eus à ce sujet avec M. Barre. **Article 2** (p. 6875) : ses réserves devant l'amendement n° 131 de M. Duffaut ; indique qu'il n'a pas demandé à M. J.-P. Cot d'abaisser la tranche la plus basse ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 5** (p. 6946) : son amendement n° 109 permettant de prendre en considération plusieurs éléments du train de vie ; adopté après adoption des sous-amendements n° 196 de M. Zeller et n° 192 de M. Turco. **Article 8** (p. 6956) : le délai de deux mois permettant de saisir la commission du prélèvement et d'introduire un recours ; la suppression de ce caractère suspensif dans le nouveau texte ; l'intérêt légal pour le retard ; une incitation insuffisante ; se rallie à la suppression du caractère suspensif du recours afin d'éviter l'encombrement de la commission par des dossiers ; la possibilité de multiplication de cet intérêt légal par un coefficient supérieur afin qu'existe une véritable sanction ; (p. 6957) : son sous-amendement n° 200 proposant que l'intérêt légal versé à l'entreprise à laquelle on doit effectuer le remboursement soit majoré de 50 % afin qu'il y ait une sanction si la commission tarde à examiner le dossier ; une incitation pour l'Etat ; à la demande du Gouvernement, application de l'article 44 de la Constitution en ce qui concerne le vote de l'article 8 modifié par l'amendement n° 197 du Gouvernement ; [26 octobre 1976] : **Article 13** (p. 7001) : ne maintient pas l'amendement n° 45 ; se demande si l'on doit créer une nouvelle législation ou alourdir la réglementation existante ;

se demande si M. Durafour ne devrait pas retirer son amendement n° 204.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976]. **Examen des crédits** (p. 7302) : l'amendement n° 146 de M. Papon, conséquence d'un vote de rejet global du budget du ministère de la santé ; sa satisfaction à titre personnel des observations de Mme Veil ; les conditions très difficiles de travail de la commission des finances ; le rejet du budget, provocateur d'explications et de clarifications ; souligne que si l'amendement n° 146 est rejeté, l'Assemblée considérera que tous les autres amendements ont un sort similaire.

Qualité de la vie. — III. **Tourisme** [8 novembre 1976] (p. 7702) : la taxe professionnelle qui s'applique à l'hôtellerie ; ses bases.

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [8 novembre 1976] (p. 7717) : l'augmentation *in extremis* des autorisations de programme.

Universités [10 novembre 1976] (p. 7860) : les constructions scolaires et universitaires ; les CHU de province ; l'implantation des IUT ; les bibliothèques universitaires ; l'entretien du patrimoine universitaire.

Intérieur. Examen des crédits [19 novembre 1976]. **Après l'Article 72** (p. 8354) : les problèmes des départements ; le taux d'intérêt des prêts ; une règle ayant servi de garde-fous ; croit à la vertu de la tutelle sur les collectivités locales.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [20 novembre 1976]. **Article 42. Etat E** (p. 8471) : le rejet par la commission des finances de l'état E ; à la suite des explications données par le Gouvernement, estime que le rapporteur peut retirer l'amendement n° 156 ; précise que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 289 de M. Bardol ; (p. 8474) : sur l'amendement n° 282 du Gouvernement, précise l'augmentation de ressources des centres techniques ; (p. 8476) : indique l'avis favorable de la commission des finances à l'amendement n° 269 de M. Ginoux.

Economie et finances. — II. **Services financiers** [20 novembre 1976]. **Examen des crédits. Etat B - Titre III** (p. 8486) : les moyens attribués à la direction de la prévision ; les erreurs de prévision ; (p. 8487) : l'instrument et son usage.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 55** (p. 8522) : la contradiction de M. Durafour sur l'amendement n° 167 de M. Papon ; son sous-amendement n° 293 évitant l'irrecevabilité ; adopté. **Article 57** (p. 8524) : la manière dont il applique l'article 40 ; le jugement de la recevabilité financière d'un amendement ; (p. 8525) : son sous-amendement n° 290 : taxe professionnelle et nouvelle valeur des éléments d'actif ; les résultats aberrants de l'application de l'actuelle taxe professionnelle ; les distorsions anti-économiques ; (p. 8526) : maintient son sous-amendement n° 290 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 9153) : son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 19 de M. Chauvet supprimant l'obligation d'avis des organismes professionnels ; adopté ; (p. 9155) : son amendement n° 46 tendant à supprimer la consultation obligatoire d'organismes professionnels ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 9162) : estime que le vote par division sur l'amendement n° 52 de M. Duffaut n'est pas possible en la circonstance ; l'application de l'article 40 de la Constitution ; (p. 9164) : le problème de la perte de revenus sur l'amendement n° 23 de M. Papon. **Après l'Article 5** (p. 9171) : estime que l'amendement n° 31 de M. Porelli ne tombe pas sous le coup de l'article 18 de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° 2618). **Discussion des articles** [10 décembre 1976]. **Article 5** (p. 9709) : la sagesse de prévoir une période transitoire ; la prudence nécessaire ; souhaiterait un délai de quatre ans. **Article 13** (p. 9724) : la contradiction du septième alinéa de l'article 13 ; (p. 9726) : sa proposition de transaction pour répondre à la préoccupation des amendements n° 116 et n° 118 de M. Gantier. **Après l'Article 13** (p. 9728) : souhaite une réflexion sur le problème de la signature.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France** (n° 2550). **Commission mixte paritaire,** rapporteur suppléant [20 décembre 1976] (p. 9762) : les personnes qui n'ont pas leur domicile fiscal en France ; les droits de mutation à titre gratuit ; les sociétés étrangères ; le régime fiscal des personnes domiciliées en France mais bénéficiant de revenus de source étrangère et imposées sur le revenu global ; le cas particulier des Américains résidant en France ; un texte raisonnable.

1977

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° 2869). **Discussion générale** [17 mai 1977] (p. 2794) : l'erreur commise par le vote de la loi du 29 juillet 1975 ; le partage des responsabilités ; les conclusions du

groupe de travail chargé de faire des propositions en vue de réformer la loi de 1975 ; (p. 2795) : le caractère abusif de l'attribution de la paternité du nouveau projet de loi au groupe de travail parlementaire ; l'imperfection et le caractère non négligeable du compromis proposé par le Gouvernement ; l'encadrement plus étroit de l'augmentation de la charge fiscale ; la prise en compte de préoccupations économiques relatives à l'emploi ; les principes qui devraient présider à la refonte de la loi ; le « mythe du simple » ; le caractère anti-économique de tout impôt ; augmenter la diversification de l'assiette ; l'intégration du bénéfice dans la base de l'impôt ; tenir compte de la diversité des situations ; moduler l'assiette de l'impôt en fonction du rapport entre la valeur ajoutée et le nombre de salariés et du rapport entre la valeur ajoutée et les immobilisations ; la révision des bilans ; la possibilité d'asseoir la fiscalité locale sur le principe de l'impôt de quotité ; permettre aux collectivités locales d'adapter leurs recettes fiscales à leurs besoins ; (p. 2796) : le recours à des moyens de trésorerie ; la réalisation d'un impôt de quotité sur la base d'une taxe additionnelle à un grand impôt d'Etat ; la « délocalisation » de l'impôt ; engager une réflexion sur les avantages et les inconvénients respectifs de l'impôt de quotité et de l'impôt de répartition. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2822) : soutient l'amendement n° 2 de M. Papon : reconduction des dispositions relatives au plafonnement de la taxe et institution d'une cotisation nationale pour l'année 1978 ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2920) : l'effet de « déstabilisation » de l'économie mondiale réalisé par la crise pétrolière de 1973 ; le recours au déficit budgétaire ; la signification du collectif budgétaire ; le programme d'action gouvernemental ; le chômage des jeunes ; le déblocage de la moitié des autorisations de programme du FAC ; la non-nécessité d'une relance généralisée de la consommation et de l'investissement ; le rendement des crédits injectés dans l'économie ; la complexité des procédures régissant les licenciements pour cause économique ; (p. 2921) : les conséquences de la loi du 3 janvier 1975 sur l'embauche des jeunes ; propose de suspendre l'application de cette loi à l'égard des personnes exerçant un premier emploi ; la non-stimulation par l'état libéral de la vocation de chef d'entreprise ; les obstacles à la création d'entreprises nouvelles ; l'absence de fonds propres ; l'importance des charges d'exploitation ; le double objet de la loi de finances rectificative pour 1977.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° **2688**). **Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3517) : l'amélioration de la discussion des lois de règlement ; la collaboration entre le Parlement et la Cour des comptes ; l'article 47 de la Constitution ; la venue des magistrats de la Cour des comptes devant la commission des finances ; le rapport de la Cour des comptes ; le contact direct entre les magistrats et les parlementaires ; (p. 3518) : la qualité des réponses de la Cour des comptes faites aux questions de la commission ; l'apport de la loi de règlement en matière de gestion budgétaire, d'actions législatives et administratives ; le développement du contrôle du Parlement sur l'exécution du budget.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **2769**). **Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4062) : le montant des rappels de droits sur tous les impôts d'Etat à la suite de vérifications fiscales ; la lutte contre la fraude ; la banalisation du contrôle ; les moyens du contrôle ; la garantie des contribuables ; les progrès réalisés ; sa question orale à M. Jean-Pierre Fourcade sur les méthodes et les résultats du contrôle fiscal ; l'établissement des vérifications fiscales par le directeur départemental des impôts ; (p. 4063) : l'institution d'un « mini-réel » ; la création d'un système plus souple de pénalités en matière de droits indirects et de douane ; l'accueil du projet ; son caractère partiel ; la nécessité d'une révision et d'une clarification d'ensemble de la procédure fiscale ; les conditions de travail des agents du fisc ; la mise à l'écart par le projet de loi de la situation de la masse des petits contribuables ; envisager une réforme symétrique en matière d'impôts directs et de TVA ; l'action des centres comptables agréés ; obtenir une modification des comportements à la fois des assujettis et des agents du fisc ; la création d'une direction générale des relations avec le public ; l'action gouvernementale contre la fraude ; la complexité des textes fiscaux ; (p. 4076) : l'absence de réponse du ministre sur les questions qu'il avait posées ; l'accroissement des effectifs des agents de contrôle ; (p. 4077) : la modulation des pénalités s'appliquant en matière de contributions directes et de TVA ; le caractère insuffisamment incitatif pour les contribuables du recours aux centres comptables agréés ; demande une suspension de séance pour permettre à la commission des finances d'examiner certains amendements en sa possession depuis peu. **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article 5** (p. 4120) : le caractère justifié de la déclaration d'irrecevabilité des amendements n° 41 et n° 42 de M. Lauriol. **Article 7** (p. 4124) : son amendement n° 31 : inapplication des dispositions

de l'article en cas de trafic de stupéfiants ; adopté. **Article 9** (p. 4132) : la modification des conditions de la saisine du comité de contentieux fiscal, douanier et des changes ; l'amendement n° 66 du Gouvernement.

— **Dépôt du rapport de la Cour des comptes** [29 juin 1977] (p. 4416, 4417) : approfondissement du contrôle du Parlement sur le budget ; projet de loi de règlement de l'exercice 1975 ; contrôle des établissements de crédit à statut légal spécial.

En qualité de ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire :

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7511) : les responsabilités du ministre de l'équipement ; l'ampleur du budget pour 1978 ; ses orientations ; la mise en œuvre du VII[e] Plan ; le taux d'exécution des PAP ; (p. 7512) : le taux d'exécution des PAPIR ; les programmes dont les taux d'exécution sont inférieurs à la moyenne ; la mise en œuvre des réformes adoptées par le Parlement ; la réforme foncière et de l'urbanisme ; l'aide aux collectivités locales en matière de réserves foncières ; la CAECL ; le FNAFU ; l'urbanisme à la française ; la réforme de l'aide au logement ; l'essor de la construction sociale ; l'aménagement du territoire ; la réalisation des grands équipements structurants ; la modernisation des transports terrestres ; le réseau autoroutier ; les transports ferroviaires ; le train à grande vitesse Paris - Lyon ; (p. 7513) : les infrastructures d'accueil des établissements industriels ; les problèmes d'emploi ; modifier la géographie industrielle ; la concertation avec les grandes entreprises ; le développement des PMI et des entreprises artisanales ; la décentralisation tertiaire ; améliorer les conditions de la vie quotidienne des Français ; la politique des villes moyennes ; la politique des contrats de pays ; la mise en œuvre des schémas régionaux de transports collectifs ; l'action en faveur des zones spécifiques ; l'action en faveur du littoral ; la mise à l'étude d'un plan de développement des zones de montagne ; un budget de rigueur ; les priorités budgétaires ; (p. 7514) : les dépenses de transfert ; les entreprises publiques ; leur redressement financier ; les versements à la SNCF ; les opérations d'équipement ; l'activité des travaux publics ; le secteur du bâtiment ; un budget de vérité ; la régularisation de l'imputation des rémunérations du personnel non titulaire ; l'entretien du patrimoine existant ; les crédits affectés à l'entretien des routes, des ports et des voies navigables ; l'information des citoyens ; l'humanisation de l'administration ; la dévolution des marchés publics ; le règlement des fournisseurs de l'Etat ; (p. 7515) : réaliser une véritable égalité des chances entre entreprises ; l'aide aux entreprises dans la conquête des marchés étrangers ; une société de liberté, une société de responsabilité ; (p. 7541) : l'aménagement du territoire ; la nature de l'action de la DATAR ; (p. 7542) : la dispersion des crédits de l'aménagement du territoire ; la modification du régime d'aides au développement régional ; les critères d'attribution et l'objet de l'aide spéciale rurale ; l'augmentation de la dotation du fonds de rénovation rurale ; l'amélioration du seuil de déconcentration des décisons d'octroi des primes ; les aides régionales à la création d'entreprises ; l'emploi ; les implantations en cours à Ambès ; l'avenir des missions touristiques ; le relèvement de la dotation interministérielle consacrée à la Corse ; la politique contractuelle en faveur des villes moyennes et des « pays » en contrats de pays ; le plafond des ressources fiscales des établissements publics régionaux ; la politique régionale européenne ; le FEDER ; (p 7543) : la négociation relative au renouvellement du FEDER ; la préservation de l'acquis communautaire ; l'adaptation de la politique régionale européenne ; sauvegarder le principe de la décentralisation de la politique régionale européenne ; les difficultés de l'ouest de la France ; les créations d'emplois ; la réforme du régime des aides ; l'aménagement du Val de Durance ; le niveau des subventions aux départements pour la prise en charge du réseau national déclassé ; l'inscription individualisée au budget du ministère de l'intérieur de la subvention ; le PAP n° 6 relatif à la liaison mer du Nord - Méditerranée ; la détérioration des berges des voies navigables ; le financement de ces travaux par l'Etat ; le rôle du préfet en matière d'attribution des subventions ; (p. 7544) : les incidences de la conjoncture sur le secteur des travaux publics ; la rémunération des agents rémunérés sur les fonds de concours départementaux ; la suppression d'autorisations de programme relatives aux études et acquisitions foncières concernant le franchissement du seuil séparant le Rhin et la Saône ; l'évolution des crédits portuaires ; l'harmonisation des péages sur les autoroutes ; la situation financière de certains concessionnaires d'autoroutes ; la société Area ; les difficultés financières de la société d'autoroute Paris-Est ; Lorraine ; (p. 7545) : les crédits réservés aux renforcements coordonnés et à la voirie urbaine ; la conjoncture dans le secteur du bâtiment et des travaux publics ; le déblocage du fonds d'action conjoncturelle ; le projet de modernisation du transport de la banane de la CGM ; l'activité du port de Dieppe ; l'ac-

tion en faveur des deux-roues ; les projets de construction des barrages de Villerest et de Naussac ; la politique autoroutière ; les critiques relatives au principe du péage ; (p. 7546) : l'axe Centre-Europe - Atlantique ; l'aménagement de la RN 10 ; le tracé de l'autoroute A 71 ; les problèmes de la sécurité routière ; la RN 4 ; les crédits de l'urbanisme ; l'utilisation des sigles en matière d'urbanisme ; les relations avec les usagers ; le développement de la maison individuelle ; les espaces verts ; la coordination entre le ministère de l'équipement et le ministère de l'environnement ; (p. 7547) : le FIANE ; la limitation du nombre des contrats de villes moyennes ; le fonds d'aménagement urbain ; les crédits de subvention au développement des transports collectifs en province ; le problème des villes nouvelles ; l'adaptation de l'urbanisme aux besoins des Français ; l'unification des organismes de planification urbaine ; l'utilité des OREAM ; l'application des instructions relatives à l'attribution des permis de construire en zone rurale ; la circulaire du 16 mars 1977 relative à la sauvegarde des espaces ruraux et naturels ; l'accélération de la parution des plans d'occupation des sols ; les zones d'environnement protégé ; les retards intervenus dans l'établissement des nouveaux documents d'urbanisme ; la prorogation de la date limite de validité des anciens documents d'urbanisme ; (p. 7548) : l'application de la circulaire du 16 mars 1977 sur la limitation des hauteurs ; les besoins en espaces verts ; les moyens mis à la disposition des collectivités locales en matière de financement des acquisitions foncières ; les agences d'urbanisme ; l'instruction des demandes de permis de construire par les communes de plus de 50.000 habitants ; le problème de la prolongation de la durée des ZAD ; l'aménagement du quartier de la Défense ; la consolidation de la situation financière de l'EPAD ; le prolongement de l'autoroute A 14 ; (p. 7549) : les effectifs du ministère de l'équipement ; la titularisation des auxiliaires. **Examen des crédits. Article 36. Etat C - Titre V** (p. 7550) : le problème du financement de la liaison Rhin - Rhône. **Après l'Article 70** : ses sous-amendements n[os] 238 et 239 à l'amendement n° 230 de M. Boyer ; deviennent sans objet. **Après l'Article 78** : son amendement n° 237 : augmentation du montant de la subvention destinée au réseau national secondaire ; adopté.

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7590) : la définition du seuil du recours obligatoire à l'architecture ; (p. 7591) : les modifications intervenues dans le mode de calcul de la taxe locale d'équipement.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [20 décembre 1977] (p. 9077) : report de l'examen de la proposition de loi n° 2632.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions du code de l'urbanisme** (n° **3298**). **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9078) : le problème posé par la caducité des anciens documents d'urbanisme au 1[er] janvier 1978 ; la publication des POS ; le jugement du Conseil d'Etat ; les délais de report ; l'avis favorable du Gouvernement sur la proposition de loi ; la réalisation des directives lors de la mise en place de l'instruction technique des dossiers.

IHUEL (Paul)

Député du Morbihan
(6[e] circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Décédé le 22 octobre 1974 [23 octobre 1974] (p. 5346), [*J.O.* du 24 octobre 1974] (p. 10865).

Son éloge funèbre est prononcé [29 octobre 1974] (p. 5533, 5534).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **permettre aux anciens prisonniers de guerre relevant des régimes d'assurances vieillesse des travailleurs salariés et non salariés de bénéficier, entre soixante et soixante-cinq ans, d'une retraite anticipée d'un montant égal à celui qui leur aurait été accordé à soixante-cinq ans** (n° **381**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à fixer au 1[er] janvier 1974 la date d'application de la loi n° 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux **anciens combattants** et aux **anciens prisonniers** de guerre de bénéficier,

entre soixante et soixante-cinq ans, d'une **pension de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° **1203**) [9 octobre 1974].

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1163) : rappelle la persistance du contentieux des anciens combattants ; regrette le relatif immobilisme de la politique générale du Gouvernement à l'égard des anciens combattants et victimes de guerre ; convient que des améliorations ont été apportées en ce qui concerne les pensions et les retraites ; souhaite la fin rapide des travaux du groupe de travail sur l'indexation des pensions ; demande que les anciens prisonniers de guerre bénéficient de la retraite professionnelle à soixante ans ; (p. 1164) : rappelle les conclusions de la commission ministérielle chargée d'étudier la pathologie de la captivité ; rappelle que le chiffre des bénéficiaires peut être fixé entre 120.000 et 130.000 ; demande la prise en compte des années de guerre par la sécurité sociale et l'égalité des droits à la retraite du combattant ; souhaite qu'un projet de loi soit prochainement déposé sur l'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord, le relèvement des pensions des veuves de guerre et la levée des forclusions.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n^{os} **137, 164, 381** et **410**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2635) : contentieux des anciens combattants ; problème de santé publique ; pathologie de la captivité et sécurité sociale ; rapport de M. Bonhomme, taux d'inaptitude au travail ramené à 50 % pour l'ensemble des assurés du régime général ; (p. 2636) : exemple de la Belgique et de l'Italie ; extension de la mesure aux anciens combattants.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5315) : importance de la régionalisation des crédits ; production laitière dans son département ; commercialisation des produits laitiers ; prix à la production ; paiement en fonction de la qualité ; éventuelle création d'un office du lait ; chute des cours de la viande bovine ; clause de pénurie ; sa suggestion dc faire bénéficier l'ONIBEV de l'aval de la Banque de France ; situation difficile de l'agriculteur face aux faillites ; revenu agricole et garantie des prix.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5532) : évoque l'application de la loi sur l'attribution de la retraite à soixante ans aux anciens combattants et prisonniers de guerre ; demande connaissance des conclusions du groupe de travail ; déplore que ce budget ne contienne aucune mesure nouvelle ; (p. 5533) : et qu'il n'apporte rien en ce qui concerne la parité de la retraite du combattant ; rappelle les promesses faites par M. le Président de la République en faveur de la parité de la retraite du combattant ; évoque le rapport constant, les demandes des veuves, le problème des forclusions et le plan quadriennal proposé par l'UFAC.

INCHAUSPÉ (Michel)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(3^{e} circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

Donne sa démission de membre de cette commission [2 mai 1973] (p. 978).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 mai 1973] (p. 978), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [15 avril 1977] (p. 1876), [19 avril 1977] (p. 1893), [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1082), adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'**accord entre la France et l'Espagne** relatif à l'abornement et à l'**entretien de la frontière,** signé à Madrid le 8 février 1973 (n° **1290**) [14 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1953), autorisant l'approbation de la **convention** générale entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de l'Etat espagnol** sur la **sécurité sociale,** ensemble le protocole joint, signés à Paris le 31 octobre 1974 (n° **2011**) [27 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1954), autorisant l'approbation de l'avenant modifiant la **convention générale sur la sécurité sociale,** conclue entre la **France** et la **Yougoslavie** le 5 janvier 1950, modifiée et complétée par les avenants des 8 février 1966, 13 février 1969 et 31 janvier 1973, signée à Paris le 30 octobre 1974 (n° **2012**) [27 novembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer le second alinéa de l'article 36 limitant la mixité dans les **écoles privées** de la **loi du 30 octobre 1886** sur l'organisation de l'enseignement primaire (n° **2744**) [20 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2432) relatif au **contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2760**) [2 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2431) relatif aux **sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° **2761**) [2 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2944), relatif au **contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2994**) [15 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer l'**article L 62 du code des débits de boissons** relatif à la fermeture administrative des débits de boissons et des restaurants (n° **3158**) [19 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances, sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1567) : invoque le problème de l'inflation ; la nécessité de réduire la masse monétaire ; le système des réserves obligatoires, principal moyen d'aboutir à cette réduction ; la complication de ce système dans son application en France ; le caractère automatique du système des réserves obligatoires à l'américaine ; l'inflation par les prêts et par le développement des crédits personnels ; conséquence du système français ; la possibilité pour le ministre de l'économie et des finances de disposer par ce système simplifié d'une masse de manœuvre à un coût moitié moindre que l'emprunt lancé à l'automne ou que les adjudications de bons par le Trésor ; suggère l'assujettissement des banques à la TVA ; évoque la hausse des prix ; rappelle que le décalage entre les prix de leurs produits et ceux des produits étrangers a tendance à augmenter ; se demande si la cause majeure de l'inflation en France n'est pas le phénomène d'une offre insuffisante de produits ; évoque l'hypothèse d'une réévaluation ; estime inquiétante la hausse de l'or ; l'effet psychologique considérable qu'aurait une réévaluation ; (p. 1568) : rappelle l'augmentation des exportations allemandes malgré deux réévaluations ; estime urgent d'agir sur le plan financier.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6116) : l'agriculture basco-

béarnaise ; (p. 6117) : la taxe à l'exportation du maïs vers les pays tiers ; indiquer l'origine et la race de la viande de boucherie ; les aides aux communes de montagne ; le classement des communes des Pyrénées-Atlantiques.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord avec l'Espagne relatif à l'abornement et à l'entretien de la frontière** (n° **1082**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6921), rapporteur : son rapport est lu par M. Jean-Paul Palewski, rapporteur suppléant ; le rôle des élus locaux dans la surveillance de la frontière ; leur remplacement par des corps techniques nommés par des préfets ; déplore que la convention ne tienne pas compte du « bien commun » que constitue la frontière pour les populations qui y vivent.

— **Projet de loi relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2432**), rapporteur. **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2450) : les diverses mesures prises pour pallier la réservation de la passation des marchés publics aux grandes entreprises; (p. 2451): l'accès des petites et moyennes entreprises aux marchés publics ; la responsabilité des petites entreprises groupées en vue d'enlever un marché public ; le développement des groupements momentanés d'entreprises ; les problèmes posés par le mode de fonctionnement habituel des GME ; la constitution du groupement, préalable à la soumission et à la désignation d'un mandataire ; la répartition des charges et des avantages financiers des marchés ; la responsabilité des entreprises ; les risques existants en cas de responsabilité solidaire ; les menaces qui pèsent sur les entreprises du fait de l'imprécision de la nature juridique des GME ; l'assimilation jurisprudentielle des groupements momentanés d'entreprises aux sociétés de fait ; l'objet du projet de loi ; la définition du contrat ; (p. 2452) : la publicité des groupements momentanés d'entreprises ; la détermination des responsabilités de chacun des membres du groupe ; la responsabilité vis-à-vis du maître d'ouvrage ; la responsabilité vis-à-vis des tiers ; les réticences de certains membres de la commission. **Discussion des articles. Article 3** (p. 2454) : son amendement n° 1 rectifié ; le caractère non obligatoire de la responsabilité globale du mandataire commun vis-à-vis du maître de l'ouvrage ; le rôle et la responsabilité du mandataire commun ; (p. 2455) : la constitution sous forme contractuelle des GME ; indique que l'Assemblée pourrait se rallier à l'amendement n° 1 rectifié de la commission, complété par l'amendement n° 9 du Gouvernement ; la fixation par la loi d'un cadre à l'intérieur duquel le maître de l'ouvrage sera autorisé à demander toutes les garanties qu'il désire ; amendement n° 1 rectifié adopté. **Après l'Article 3** (p. 2456) : son amendement n° 2 : modalités de règlement des créances du groupement non individualisables et individualisées ; son adhésion à titre personnel à l'amendement n° 8 du Gouvernement ; maintient l'amendement n° **2** de la commission ; repoussé. **Article 4** (p. 2457) : son amendement n° 3 : responsabilité des membres du groupement envers les tiers contractants en cas de signature d'un sous-traité couvrant les travaux à la charge de plusieurs membres ; son amendement n° 4 : modification rédactionnelle ; son amendement n° 5 : mention obligatoire que devra porter tout document relatif au contrat et à l'exécution du marché conclus par le GME ; amendements n^{os} 3, 4 et 5 ; adoptés. **Article 6** (p. 2458) : son amendement n° 6 : modification de pure forme ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° **2431**), rapporteur. **Discussion générale** [21 juin 1977] (p. 4013) : l'initiative du sénateur Chéron ; la loi de 1977 ; la faculté de création d'actions de travail ; l'attribution de ces actions à une société commerciale coopérative de main-d'œuvre; le double rôle joué par cette société ; la répartition des dividendes annuels ; l'élection des représentants des salariés aux organes de direction de la société anonyme ; l'application de la loi de 1917 ; la société UTA ; (p. 4014): les dispositions du projet de loi ; l'extension aux salariés de l'entreprise âgés de dix-huit à vingt et un ans du bénéfice de la participation aux sociétés coopératives de main-d'œuvre ; la plus grande liberté laissée à la rédaction des statuts de la coopérative de main-d'œuvre ; la diversification et l'assouplissement des règles de quorum et de majorité applicables à l'assemblée générale des coopératives de main-d'œuvre ; l'extension du droit au partage de l'actif social en cas de dissolution de la société ; l'application d'un système de cogestion à la française. **Discussion des articles. Article 2 : Article 76 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4015) : son amendement n° 1 rectifié : modalités d'établissement du nombre de voix dont disposent les mandataires à chaque assemblée générale des sociétés anonymes ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 6 de M. Gissinger soutenu par M. Caille ; amendement n° 1 rectifié adopté. **Article 76-1 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4016) : la non-acceptation par la commission de l'amendement n° 9 de M. Forni soutenu par M. Delehedde ; le choix entre le vote plural et le vote égal ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 8 de M. Gissinger soutenu par M. Caille. **Article 76-2 de la loi du 24 juillet 1867** (p. 4017) : son amendement n° 3 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 76-3 de la loi du 24 juillet 1867 :** son amendement n° 4 : application à l'élection des mandataires spéciaux, en cas d'instance judiciaire,

des règles de majorité et de quorum s'imposant aux autres décisions de l'assemblée ; adopté. **Après l'Article 3** : son amendement n° 10 : unicité de la voix dont disposent les participants à l'assemblée générale destinée à adopter les statuts des sociétés coopératives de main-d'œuvre aux dispositions de la présente loi ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 5 : modalités d'entrée en vigueur de la loi ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8452) : l'exclusion des prêts personnels du champ d'application de la loi ; la convergence des intérêts des établissements financiers et des établissements bancaires ; les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 19 de M. Huguet.

J

JACQUET (Michel)

Député de la Loire.
(7e circonscription)
(RI).
Questeur de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu questeur de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749), [2 avril 1974] (p. 1448, 1450), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200), [2 avril 1976] (p. 1273).

Décédé le 9 avril 1976 [*J.O.* du 11 avril 1976] (p. 2233).

Son éloge funèbre est prononcé le 20 avril 1976 [20 avril 1976] (p. 1904, 1905).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [3 mai 1973] (p. 1037).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [16 mai 1973] (p. 1037), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

DÉPOTS

— **Proposition de loi modifiant les titres II, III, III-I, IV et V du code de la santé publique et relative aux professions d'auxiliaires médicaux** (n° **551**) [28 juin 1973].

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil de ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1033) : évoque les problèmes de l'agriculture de montagne ; la résolution de Luxembourg sur l'agriculture de certaines zones défavorisées ; l'impression d'abandon des agriculteurs de montagne ; l'accroissement de l'exode rural ; la nécessité d'une action énergique et d'une politique spécifique compensant les handicaps de l'agriculture montagnarde ; rappelle les mesures prises depuis dix-huit mois et leurs limites ; l'insuffisance des crédits prévus pour la prime à la vache ; le problème du regroupement foncier ; propose de donner aux SAFER la possibilité de prendre des terres en location et de les sous-louer ; souhaite l'amélioration du système des subventions aux bâtiments d'élevage, le développement des efforts pour les équipements et les aménagements ruraux en montagne.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (articles 20 et 21), budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5427) : problèmes de la gendarmerie ; missions traditionnelles et missions nouvelles ; problème des effectifs ; recrutement d'appelés du contingent ; conditions de vie des gendarmes ; insuffisance des crédits consacrés au logement ; revalorisation du taux des primes d'habillement ; problème de l'intégration dans le traitement de base de l'indemnité de sujétions spéciales ; rend hommage aux personnels de la gendarmerie.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3325) : le problème de la garde des enfants ; l'institution des chambres de la famille ; le drame que constitue le divorce pour les enfants ; le caractère insatisfaisant de la procédure actuelle du divorce ; un projet qui rend le divorce trop aisé ; prévoir une authentique phase de conciliation ; le recours au conseil des psychologues et conseillers conjugaux ; la question essentielle de la garde des enfants ; le caractère dramatique et douloureux du droit de visite ; le fléau que constitue le divorce ; combattre tout ce qui est susceptible de détruire la famille.

JALTON (Frédéric)

Député de la Guadeloupe
(2e circonscription)
(NI, puis app. PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [18 juin 1974] (p. 2758).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à créer une commission d'enquête parlementaire sur les modalités de **transport de la banane** entre les Antilles françaises et la France métropolitaine (n° **3068**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Augmentation des taux de fret vers les Antilles** [4 juin 1975] (p. 3654, 3655).

— **Prix de la canne à sucre en Guadeloupe** [13 avril 1977] (p. 1754) : crise économique sévissant à la Guadeloupe ; nécessité d'accorder aux planteurs de canne un prix rémunérateur tenant compte des coûts de production.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [26 octobre 1973] (p. 4933) : situation critique de son département ; angoisse des Guadeloupéens ; problème de l'emploi ; vocation agricole de son département ; souhaite la réouverture de l'usine de Bonne Mère ; nationalisation de l'électricité en Guadeloupe ; sa référence à la déclaration du Président de la République au Commonwealth Club de San Francisco.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6264) : la non-application dans les départements d'outre-mer de nombreuses lois votées depuis 1947 ; le problème de l'emploi ; les incohérences du système de paiement de la canne à sucre ; les limites du tourisme de luxe ; ne pourra pas voter le budget.

1975

— **Projet de loi relatif à l'extension de l'allocation de logement aux DOM** (n° **1600**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3176) : la volonté du Gouvernement de ne pas donner sa pleine mesure au projet de loi ; une discrimination qui doit être supprimée ; la réalité de l'effort accompli dans les départements d'outre-mer ; l'effort financier minimum nécessité par l'application intégrale de l'allocation logement aux DOM.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3200) : le but du projet de loi : éliminer les discriminations subsistant entre la métropole et les DOM ; (p. 3201) : le coût élevé de l'électricité dans

les DOM cause des lenteurs des investissements productifs ; l'accroissement de consommation d'énergie dû au nécessaire rattrapage économique ; les intérêts des actionnaires des sociétés nationalisées ; le maintien des avantages acquis par le personnel ; poursuivre les recherches géothermiques entreprises dans la commune de Bouillante en Guadeloupe ; la faible desserte en électricité dans le département de la Guadeloupe ; l'acte politique que constitue la nationalisation de l'électricité dans les départements d'outre-mer. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 3204) : son amendement n° 1 : appliquer les règles tarifaires métropolitainnes dès l'entrée en vigueur de la loi ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [13 novembre 1975] (p. 8263) : le rattrapage des DOM par rapport à la métropole ; (p. 8264) : le problème des intentions politiques réelles du pouvoir ; donner un nouveau contenu au statut départemental ; permettre aux représentants élus de répartir les crédits affectés aux DOM ; les mesures immédiatement nécessaires en Guadeloupe ; arrêter un plan d'urgence en faveur des DOM.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2197) : souligne que les DOM ont une vocation essentiellement agricole ; expose les circonstances qui découragent en Guadeloupe les planteurs de canne à sucre ; (p. 2198) : la situation préoccupante de la production bananière ; souhaite une diversification des cultures et des ressources alimentaires ; déplore que les DOM continuent d'être négligés par le Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à la sauvegarde de la vie humaine en mer et à l'habitabilité à bord des navires** (n° **1301**). **Discussion des articles** [7 mai 1976]. **Article premier** (p. 2838) : défend l'amendement n° 1 de M. Darinot : prévoir que les représentants des comités d'hygiène et de sécurité, les délégués syndicaux et tous les délégués ayant mandat pourront procéder aux visites de sécurité à bord des navires ; supprimer dans l'énumération des personnes ayant libre accès à bord les techniciens experts du service de sécurité de la navigation maritime ; repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [6 octobre 1976] (p. 6420) : remercie M. Barre d'avoir une pensée pour les Français d'outre-mer ; la situation créée en Guadeloupe par la menace d'éruption du volcan de la Soufrière ; les rapports opposés des spécialistes ; les circonstances critiquables dans lesquelles le préfet de région a déclenché l'alerte Orsec-éruption n° 2 ; les sept villes devenues du jour au lendemain des cités mortes ; les déclarations d'Haroun Tazieff ; l'augmentation du prix de l'essence en Guadeloupe ; la rentrée scolaire ; les pompiers locaux en chômage forcé ; les chambres disponibles des hôtels désertés ; la transformation du tiers d'un département français en zone interdite ; la responsabilité du Gouvernement ; l'absence d'information des élus sur le montant des sommes mises à la disposition du préfet pour venir en aide aux sinistrés ; protestation contre le refus d'étendre le bénéfice des lois sociales votées par le Parlement aux Français des DOM ; la nécessité de réviser de fond en comble la politique conduite jusqu'alors ; le silence qui plane aujourd'hui sur la Guadeloupe ; souhaite la réunion des élus guadeloupéens.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6627) : son amendement n° 75 : exonération de personnes évacuées en raison de la menace d'éruption du volcan de la Soufrière ; (p. 6628) : est scandalisé par la réponse de M. Papon sur son amendement n° 75 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8390) : le peu de poids des députés des DOM ; la diminution de l'aide aux activités culturelles ; l'apport des DOM à la littérature française ; le FIDOM ; la dégradation de l'économie ; la crise de l'emploi ; les maîtres de l'import-export ; la disparition des entreprises locales ; le racisme ; la colère des Antilles ; la Soufrière ; l'avance de dix millions de francs du ministère de l'intérieur prélevée sur les crédits du fonds de chômage ; l'absence de déclarations de zones sinistrées ; le technocratisme ; (p. 8391) : La Charité, un département bâtard ; l'allocation de parent isolé ; les réclamations des DOM.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6931) : l'attitude d'un touriste vis-à-vis d'une jeune Guadeloupéenne ; les caractéristiques du projet de budget pour 1978 ; la gauche et les DOM ; l'évolution des crédits ; les crédits du FIDOM ; la priorité donnée aux dépenses militaires et aux postes et télécommunications ; l'abandon des priorités en faveur de l'agriculture ; la départementalisa-

tion économique ; la diminution des crédits en faveurs de la culture, de l'équipement, du logement et de la jeunesse et des sports ; les crédits affectés à l'éducation ; le retard dans le domaine de l'enfance handicapée ; la forte proportion de non-titulaires dans le corps enseignant ; le recteur de l'académie Antilles-Guyane ; la situation du BUMI-DOM ; (p. 6933) : le chômage des jeunes ; l'extension des prestations sociales aux DOM ; l'affectation des crédits du FIDOM au soutien du sucre ; l'égalisation économique.

JANS (Parfait)

Député des Hauts-de-Seine (4e circonscription) (C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [26 juin 1973] (p. 2522).

Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [12 octobre 1973] (p. 4348).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux économies d'énergie [17 octobre 1974] (p. 5207).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi complétant et modifiant le code minier [25 mai 1977] (p. 3044).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **définir la situation juridique et sociale des chauffeurs de taxi propriétaires de leur voiture** (n° **493**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** visant à **garantir le relogement des salariés contraints de quitter l'emploi au titre duquel ils bénéficiaient d'un logement fourni par l'employeur** (n° **566**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **assurer un fonctionnement démocratique des conseils d'administration des offices publics d'HLM** (n° **577**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** relative au **maintien dans les lieux des locataires des hôtels et des maisons meublées** (n° **912**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à rétablir, sous forme de **détaxe**, la ristourne sur l'essence en faveur des **chauffeurs de taxi** (n° **1002**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à prolonger le **blocage des loyers jusqu'au 31 décembre 1974** (n° **1128**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer la **situation économique des petites et moyennes entreprises** (n° **1357**) [5 décembre 1974].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Prorogation du blocage des loyers** [26 juin 1974] (p. 2968, 2969).

— **Administration des offices municipaux d'HLM** [20 novembre 1974] (p. 6790).

— **Restructuration dans l'industrie automobile** [4 décembre 1974] (p. 7375) : nationalisation de Citroën.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **17712**), **Fillioud** (n° **18619**), **Mesmin** (n° **18670**), **Chinaud** (n° **18713**), **Leroy** (n° **18885**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1755): rend hommage aux travailleurs du livre et à leur syndicat ; (p. 1756) : accuse le Gouvernement de pousser à la concentration : exemple de l'entreprise Paul Dupont à Clichy, filiale de la SNEP.

• *questions au Gouvernement :*

— **Exercice des libertés syndicales** [11 juin 1975] (p. 3975) : mise en cause par le Gouvernement du droit de grève, notamment pour les travailleurs du " Parisien libéré ".

— **Conditions d'exécution des saisies** [3 décembre 1975] (p. 9264, 9265) : abrogation nécessaire de l'article 592 du code de procédure civile ; application de la loi n° 72-626 relative à la réforme de la procédure civile.

— **Conditions d'exécution des saisies** [10 décembre 1975] (p. 9616).

— **Atteintes aux libertés chez Citroën** [7 avril 1976] (p. 1446) : dénonce l'action des nervis de la CFT chez Citroën.

• *question orale sans débat :*

— **(n° 27921) de M. Ducoloné : Minimum vieillesse,** en qualité de suppléant [30 avril 1976] (p. 2516, 2517) : l'amélioration du minimum vieillesse face à la hausse des prix ; la nécessité de porter le minimum vieillesse à 80 % du SMIC.

• *question au Gouvernement :*

— **Paiement échelonné de la taxe d'habitation** [13 octobre 1976] (p. 6547, 6548) : étalement du paiement de cette taxe en trois versements.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **37080**) : **Aide ménagère** [29 avril 1977] (p. 2338, 2339, 2340) : difficultés d'appliquer le programme d'action prioritaire n° 15 visant à faciliter le maintien à domicile des personnes âgées en raison des limitations dans l'octroi de l'aide ménagère à domicile ; l'insuffisance des sommes versées au titre de l'aide ménagère ; le nombre d'exclus de cette aide ; l'importance de la participation demandée aux personnes âgées.

— (n° **42723**) : **Expulsions** [2 décembre 1977] (p. 8226) : l'expulsion d'une famille de quatre enfants à Levallois-Perret ; la nécessité de préserver l'unité de la famille.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1406) : ses observations sur les débats de la session ; mesures préconisées par le programme commun de Gouvernement des partis de gauche ; circulaire ministérielle du 21 mars 1973 et orientation autoritaire du Gouvernement ; caractère arbitraire de cette circulaire ; pratique de l'arbitraire et pratique de la démocratie locale ; responsabilité du Gouvernement dans la ségrégation sociale pour l'habitat, dans la création de grands ensembles inhumains ; opérations de rénovation ; instruction générale du 8 novembre 1959 ; textes publiés concernant les opérations de rénovation ; refus du Gouvernement de subventionner les opérations de rénovation et ses conséquences sur la ségrégation sociale par l'habitat ; responsabilité du Gouvernement à l'égard du problème des grands ensembles ; nécessité de mesures financières pour les opérations de rénovation et la construction de logements sociaux ; aide aux municipalités ; sa référence au message adressé par le Ministre au congrès des organismes HLM de Vittel ; (p. 1407) : ses observations sur l'interprétation par les préfets du décret n° 1245 du 19 décembre 1965 concernant la désignation des membres du conseil d'administration des offices d'HLM, offices dirigés dans de nombreuses communes où la municipalité est de gauche, par des membres de l'UDR opposés au programme de construction et à l'orientation sociale de la municipalité ; grave atteinte à la démocratie ; demande la démocratisation des conseils d'administration.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **447**) [21 juin 1973] (p. 2402) : explique le vote de son groupe en faveur de l'ensemble du projet de loi.

— **Proposition de loi de M. Krieg tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement (n° 502). Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2611) : approbation du groupe communiste ; expulsion et relogement préalable ; préoccupations des élus locaux et des offices d'HLM ; cas des jeunes travailleurs résidant dans les foyers de Clichy et de Gagny ; conséquences de la fermeture de ces deux établissements ; augmentation des prix de pension ; subvention d'équilibre de l'Etat ; versements des employeurs ; extension des réquisitions à tous les prioritaires ; attitude des préfets ; pratique directe de la réquisition par le maire.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Première lecture. Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3984) : discussion générale soulevée au sein de la majorité en ce qui concerne les commissions départementales d'urbanisme commercial ; estime que la seule solution démocratique est celle qui consiste à confier aux élus au niveau du département la responsabilité de la carte commerciale ; souhaite

la création d'une commission consultative composée de commerçants et de consommateurs ; décision du conseil général en dernier ressort ; sa critique du recours possible devant une commission nationale ; ne peut accepter le projet avec ses deux volets : l'un, départemental, l'autre, national ; ne fait pas confiance au Gouvernement depuis quinze ans ; mutation du commerce frappant des dizaines de milliers de commerçants et d'artisans ; secteurs traditionnels en voie de régression et secteurs concentrés en expansion ; ouverture à la porte Champerret d'un magasin à grande surface ; parkings de dissuasion construits sur des fonds publics ; non-consultation de la commission consultative d'urbanisme commercial de Paris ; souhaite que soient prises des mesures économiques et financières et que soient accordées des subventions d'équilibre pour les opérations de rénovation. **Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Article 34** (p. 4149) : son amendement demandant que la composition et le poids précis des produits alimentaires figurent sur les emballages dans la publicité ; (p. 4150) : répond au secrétaire d'Etat que le décret d'octobre 1972 ne concerne que l'étiquetage ; demande que ses dispositions s'appliquent aussi à l'emballage. **Article 36** (p. 4156) : s'oppose à ce que la création des associations de consommateurs soit subordonnée à leur absence de tendance idéologique ; [10 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4251) : son sous-amendement relatif à l'assistance technique et financière de l'Etat pour la formation continue ; ses observations sur l'amendement de M. Bignon ; en approuve la philosophie mais estime que la formation initiale, comme la formation continue, doivent être à la charge de l'Etat ; s'oppose à la participation financière des collectivités locales, charge qui pèse sur les communes ; son désaccord sur les charges nouvelles que l'on entend imposer aux communes ; [11 octobre 1973] : **Avant l'article 16** (p. 4284) : son amendement tendant à l'élection, dans les chambres consulaires, au scrutin de liste à un tour à la représentation proportionnelle ; (p. 4285) : répond au Gouvernement. **Article 21** (p. 4299) : son amendement tendant à la réglementation de l'implantation des magasins à grande surface en renforçant les pouvoirs des commissions départementales d'urbanisme commercial ; (p. 4300) : répond au Gouvernement sur le rôle du conseil général. **Article 23** (p. 4305) : son amendement relatif à la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial ; (p. 4306) : se rallie à l'amendement de M. Poperen ; (p. 4309) : son amendement : renouvellement par tiers tous les ans de la commission d'urbanisme commercial ; retrait ; vote de son groupe contre l'amendement du Gouvernement : représentation à la commission d'urbanisme commercial du préfet de région dans le district de la région parisienne ; (p. 4310) : sa demande d'explication sur le choix des représentants des consommateurs au sein des commissions ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4349) : ses observations en faveur de la poursuite du débat ; (p. 4350) : son amendement tendant à fixer à 400 mètres carrés le seuil minimum des grandes surfaces ; (p. 4353) : ses observations sur la modulation des surfaces en fonction de la population ; (p. 4355) : son amendement, retrait ; (p. 4356) : son amendement ; (p. 4357) : ses observations : conditions de délivrance du permis de construire en cas de « modifications substantielles des surfaces de vente » ; répond à la commission. **Article 24** (p. 4365) : son amendement : possibilité d'appel d'un membre de la commission ; (p. 4366) : répond au Gouvernement. **Article 25** (p. 4367) : son amendement : composition de la commission nationale d'urbanisme commercial. **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4525) : ses observations sur l'article 23 du projet de loi ; caractère des déclarations faites par le ministre du commerce et de l'artisanat lors de son tour de France ; (p. 4526) : ses observations sur l'article 23 du projet de loi. **Après l'Article 36** (p. 4532) : votera le sous-amendement du Gouvernement relatif aux concours financiers en faveur des artisans ; [19 octobre 1973] : **Article 43** (p. 4593) : son amendement, retrait ; son opposition à l'article. **Après l'Article 12** (p. 4613) : son sous-amendement : contribution spéciale sur les grandes surfaces. **Après l'Article 36** (p. 4616, 4617) : son sous-amendement : financement de l'aide aux commerçants et artisans victimes des opérations de rénovation urbaine. **Seconde délibération : Article 23** (p. 4622, 4623) : ses observations sur l'article ; insuffisance du texte gouvernemental ; raisons de son désaccord avec le texte proposé par le Gouvernement pour l'article 23 ; amendements proposés par son groupe ; amendement accordant au moins huit sièges aux petits commerçants et artisans ; (p. 4627) : son amendement relatif à la composition de la commission. **Deuxième lecture** [6 décembre 1973] (p. 6705) : répond au ministre du commerce et de l'artisanat ; cessation de commerces dans sa circonscription ; responsabilité du Gouvernement. **Article 29** (p. 6720) : son amendement : barèmes et conditions de vente ; répond au Gouvernement ; [7 décembre 1973] : **Article 22** (p. 6765) : son amendement : seuil des surfaces de vente ; (p. 6767) : répond au Gouvernement ; (p. 6768) : son rappel au règlement : organisation des travaux. **Article 23** (p. 6770) : son amendement : représentation des petits commerçants au sein de la commission d'urbanisme commercial. **Article 41** (p. 6776) : son amendement de suppression :

remise en cause de la prolongation de scolarité jusqu'à seize ans. **Article 41** *bis* (p. 6778) : son amendement ; vote de son groupe contre l'article. **Article 43** (p. 6782) : situation des veuves d'artisans.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973]. **Article 38** (p. 5806) : son intervention sur l'article ; bonifications d'intérêt ; insuffisance des programmes de construction de logements sociaux ; réduction des loyers d'HLM ; prix du fuel et accroissement des charges ; modalités de calcul de l'allocation de logement ; vote de son groupe contre l'article.

Economie et finances. — I. Charges communes : Etat B - Titre IV [20 novembre 1973] (p. 6144) : son amendement tendant à la suppression des bonifications d'intérêt accordées aux emprunts contractés par des entreprises privées. **Etat C - Titre V** (p. 6146) : son amendement tendant à la suppression des crédits destinés aux abattoirs de La Villette.

1974

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4815) : le projet ne vise qu'à donner au Gouvernement des moyens politiques supplémentaires ; le Gouvernement dispose d'autres moyens et n'impose au Parlement qu'un vote d'urgence ; conséquences du projet sur les HLM. **Discussion des articles. Article 7** (p. 4835) : amendement n° 32 : suppression de l'article ; dangers de la majorité simple pour que la copropriété décide des travaux ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article 4** (p. 5110) : les insuffisances de la protection sociale des artisans et commerçants.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1974] (p. 5523) : les commissions d'urbanisme ; concurrence loyale ; difficultés des groupements d'intérêts économiques ; allocation compensatrice ; reconversions provoquées par des opérations de rénovation.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1974] (p. 6861) : estime que le budget des charges communes comporte des mesures favorables au monopole capitaliste ; (p. 6862) : s'étonne de l'augmentation de la dotation en capital de la société Elf-Erap au moment où celle-ci prend des participations dans la société Le Nickel ; demande la liste des sociétés bénéficiaires de subventions pour étude et construction de matériel aéronautique et de matériel d'armement complexe ; déclare que le groupe communiste ne votera pas le budget des charges communes ; (p. 6864) : défend l'amendement n° 191 tendant à réduire les crédits de paiement destinés à la société Erap ; défend l'amendement n° 192 tendant à réduire les crédits de paiement accordés aux sociétés d'études et de constructions de matériels aéronautiques et d'armements complexes.

— **Rappel au règlement** [8 novembre 1974] (p. 6124) : élections au conseil supérieur des HLM.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7224) : son amendement n° 103 tendant à étendre le bénéfice de la loi aux femmes de travailleurs immigrés ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7827) : déclare que le groupe communiste n'approuve pas le texte des tracts lancés de la tribune du public ; (p. 7871) : demande la création d'une commission chargée de recenser les besoins de la population handicapée.

1975

— **Propositions de loi portant droit de reprise** (n^{os} 71, 84, 671, 885 et 1313). **Discussion générale** [18 avril 1975] (p. 1892) : caractère élémentaire du droit au logement qui doit être reconnu par la Constitution ; nombre très important des logements insalubres ; nécessité de prendre des mesures concrètes ; mettre fin aux expulsions et aux saisies ; (p. 1893) : garantir le relogement des salariés contraints de quitter l'emploi leur assurant un logement ; protéger les familles vivant en hôtel et en meublé ; le vote négatif du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à l'octroi de la garantie de l'Etat à un emprunt groupé** (n° **1617**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2362) : la crise que traverse le pays ; l'augmentation des prix ; la politique d'austérité vis-à-vis du peuple ; une politique qui tourne le dos aux intérêts de la France ; faire une relance immédiate de la consommation intérieure ; la nécessaire nationalisation des principaux groupes industriels et financiers ; une aide destinée aux capitalistes ; un « ca-

deau » qui s'élève à 2 milliards de francs ; le rapport sur l'utilisation des fonds publics attribués aux entreprises industrielles.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3560) : l'importance que le Gouvernement accorde aux relations avec l'extérieur ; (p. 3561) : l'orientation vers la diminution du pouvoir d'achat ; une politique d'exportation qui ne réglera pas le problème de l'emploi ; une politique empreinte de mercantilisme ; la question du pétrole ; l'exemple des négociations commerciales entre l'Algérie et la Régie Renault ; élargir le cercle des partenaires de la France ; le faible développement de notre commerce avec les pays socialistes.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 12** (p. 6204) : l'absence de réponse aux préoccupations des mal-logés et des locataires de HLM ; rendre à ces logements leur caractère social.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6611) : le projet ne frappe pas les surprofits des promoteurs et s'installe dans la spéculation foncière ; les ressources supplémentaires des communes seront en fait payées par les accédants à la propriété et les locataires ; les dangers d'un urbanisme comptable ; le groupe communiste ne peut accepter la discrimination entre le district de la région parisienne et les autres régions de France ; le projet accroîtra la ségrégation ; le projet est générateur de désordre quant à l'utilisation des terrains déjà construits ; (p. 6613) : l'article 4 montre la volonté de rétablir les promoteurs dans le droit de construire au-dessus de la densité légale. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article 2** (p. 6727) : évoque le cas des constructions sociales ; retire l'amendement du groupe communiste sur l'article, sous réserve de l'adoption d'un autre amendement allant dans le même sens ; (p. 6732) : son sous-amendement n° 494 à l'amendement n° 142 de M. Fanton : ajouter les mots « et pour les jeunes travailleurs et les personnes âgées » ; réservé par suite de la réserve de l'article 2 ; [14 octobre 1975] : **Article 8** (p. 6823) : son amendement n° 6 : attribuer à une caisse de prêts l'ensemble des versements afin d'éviter de voir les communes accusées de surdensifier ; repoussé ; (p. 6826) : s'élève contre les propos de M. Pierre Bas relatifs à l'attitude des mairies communistes face aux organismes confessionnels ; cite l'exemple de l'église de Levallois. **Article 2** (*suite*) (p. 6843) : son sous-amendement n° 494 : compléter la liste des logements sociaux exonérés ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 513 du Gouvernement ; [15 octobre 1975] : **Article 16** (p. 6919) : son amendement n° 11 : appliquer immédiatement le PLD ; adopté : **Article 20 : Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6939) : estime que l'amendement n° 385 de M. Mesmin rendrait très difficiles les opérations de réhabilitation ; **Article L 211-3 du code de l'urbanisme** (p. 6944) : demande au ministre de préciser quelles sociétés d'économie mixte bénéficieront du droit de préemption ; **Article L 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 6954) : juge la procédure préconisée par M. Fanton dans son amendement n° 190 identique à une expropriation pure et simple ; [17 octobre 1975] : **Avant l'Article 95** (p. 7065) : est opposé à l'amendement n° 395 de M. de Poulpiquet ; estime que cet amendement s'attaque aux SAFER.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Commerce extérieur [18 novembre 1975] (p. 8543) : la hausse des prix et le déficit de la balance commerciale en octobre 1975 ; un commerce organisé au profit des grandes firmes capitalistes ; un équilibre obtenu au prix de la contraction des échanges ; (p. 8544) : la contraction du volume des exportations ; le déficit à l'égard des Etats-Unis et des pays de la CEE ; le néocolonialisme qui caractérise les relations avec les pays producteurs de pétrole ; les cadeaux faits aux groupes financiers ; le système de subventions systématiques aux exportateurs ; l'organisation de l'émigration de cinq cent mille jeunes Français.

Economie et finances. — I. Charges communes [19 novembre 1975] (p. 8700) : sa protestation contre les conditions de travail des députés ; l'examen à la sauvette du budget des charges communes ; demande des précisions sur le système des avances remboursables ; les garanties pour risques économiques ; le montant des cadeaux accordés aux grosses entreprises ; le fonds national de solidarité ; (p. 8701) : la nécessaire revalorisation du minimum vieillesse. **Examen des crédits. Après l'Article 68** (p. 8714) : son amendement n° 263 : introduire un article additionnel précisant que le taux de franchise à partir duquel le système des garanties pour risques économiques doit être fixé par référence au taux d'augmentation de la PIB prévu pour l'année au cours de laquelle le contrat de garantie est conclu ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Article 34** (p. 9283) : entend démontrer que le montant des impôts locaux à Paris est très élevé.

—**Proposition de loi,** adoptée par le Sénat, **portant modification du code de l'administration communale** (n° **1649**). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9915) : son souhait de modifications plus profondes du fonctionnement du centre de formation des personnels communaux ; la nécessaire participation de l'Etat aux dépenses de la formation continue ; est favorable à la proposition de loi.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Après l'Article 3** (p. 9987) : son amendement n° 52 : possibilité pour le conseil régional d'opposer un veto à toute opération de fermeture d'entreprise ou de licenciement jusqu'à ce qu'une solution de maintien de l'entreprise ou de reclassement du personnel ait été trouvée ; (p. 9988) : considère que M. Foyer déforme la portée de son amendement n° 52 ; repoussé. **Article 4** (p. 9989) : précise la portée de l'amendement n° 53 défendu par M. Villa. **Article 6** (p. 9990) : reprend l'amendement n° 3 de M. Boscher ; repoussé ; (p. 9994) : son amendement n° 58 : élection des membres du conseil régional au suffrage universel direct à la représentation proportionnelle ; repoussé ; (p. 9995) : son amendement n° 59 : désignation des membres du conseil régional conformément aux dispositions de la loi de 1972 ; repoussé. **Article 21** (p. 10000) : son amendement n° 66 : conséquences des propositions tendant à donner à la région un exécutif propre élu en son sein ; repoussé. **Article 25** (p. 10002) : son amendement n° 69 : supprimer au premier alinéa de l'article 25 les mots « par le préfet de région » ; ne pas prévoir l'intervention du préfet de région pour réunir le conseil régional et le comité économique et social ; repoussé ; **Article 26** (p. 10002) : son amendement n° 70 : remplacer les mots « préfets de région » par les mots « président du conseil régional » ; repoussé. **Explications de vote** (p. 10006) : le caractère antidémocratique du district de la région parisienne ; le caractère aussi peu démocratique de la région Ile-de-France qui va le remplacer ; le vote hostile du groupe communiste.

1976

— **Projet de loi portant réduction du premier acompte d'impôt sur les sociétés payable en 1976 et report du paiement de l'impôt sur les revenus de 1974 dû par certains contribuables** (n° **2138** rectifié). **Discussion des articles** [6 avril 1976]. **Après l'Article premier** (p. 1378) : cite le cas d'une chômeuse ayant subi une saisie dans sa ville de Levallois.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Article 5** (p. 1458) : dénonce la contradiction contenue dans le texte du Gouvernement qui ne profite qu'aux promoteurs et lèse les petits propriétaires ; [8 avril 1976] : **Après l'Article 17** (p. 1513, 1514) : ses observations sur les amendements n°s 275 de M. Mario Bénard et 355 défendu par M. Bertrand Denis ; [13 avril 1976] : **Après l'Article 18** (p. 1641) : annonce le vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 252 de M. Icart. **Article 20** (p. 1643) : retire l'amendement n° 2. **Article 43** (p. 1670) : appelle l'attention du Gouvernement sur les problèmes financiers que les communes risquent de devoir affronter ; (p. 1671) : juge inapplicable, en l'état, le nouvel article L 311-2 du code de l'urbanisme ; [14 avril 1976] : **Article 45** (p. 1732) : invite le Gouvernement à faire entrer très rapidement les représentants des locataires dans les conseils d'administration des offices d'HLM. **Article 58** (p. 1764) : son sous-amendement n° 337 : souhaiterait que le relogement des locataires soit réalisé dans des conditions équivalentes et acceptables pour les familles ; (p. 1765) : retire son sous-amendement n° 337 au profit de l'amendement n° 251 de M. Claudius-Petit. **Explications de vote** (p. 1778) : annonce que le groupe communiste ne votera pas ce projet de loi qui bloquera tout développement de la construction de l'urbanisme ; note que l'obligation faite aux communes de procéder très rapidement à des acquisitions foncières serait pour elles insupportable en raison de l'insuffisance de leurs moyens financiers. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 3** (p. 4407) : souligne le caractère discriminatoire de l'amendement n° 13 de la commission.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Première lecture. Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3106) : critique des insuffisances de la politique suivie en matière de transports en commun ; souligne l'utilité des taxis ; ne comprend pas pourquoi un décret de 1973 a créé les voitures de petite remise ; les incidents provoqués par cette initiative ; la nécessité de modifier la réglementation actuelle des taxis en accord avec les professionnels ; la fuite en avant constituée par la multiplication des voitures de petite remise ; réclame l'abrogation du décret de 1973 ; s'oppose à la proposition de M. Neuwirth ; préfère imposer à tous une licence de taxi ; émet des réserves quant au texte de M. Charles Bignon qui autorise certains VTR à poursuivre leurs activités dans des communes où il existe des taxis ; indique que le groupe communiste votera contre la question préalable ; (p. 3109) : demande s'il sera encore possible de déposer des amendements ; [18 mai 1976] (p. 3132) :

proteste contre les conditions de travail de l'Assemblée. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 3133) : son amendement n° 3 tendant à ce que les voitures de petite remise soient assimilées à des taxis dans les communes rurales ; en revanche, les voitures de petite remise ne seraient pas autorisées là où il y a des taxis ; repoussé. **Article premier** (p. 3134) : son amendement n° 16 proposant que les voitures de petite remise ne puissent avoir de radio-téléphone ; repoussé. **Article 2 :** son amendement n° 4 : faire une commission départementale professionnelle consultée par le préfet avant l'octroi des autorisations ; rappelle que la proposition de M. Neuwirth prévoyait cette commission ; amendement n° 4 repoussé ; (p. 3135) : son amendement n° 17 limitant le champ d'action des voitures de petite remise ; repoussé ; retire son amendement n° 18. **Après l'Article 4** (p. 3136) : retire son amendement n° 21. **Explications de vote** (p. 3137) : regrette que la proposition de loi n'amène pas la clarification attendue et qu'elle n'aille pas dans le sens de l'intérêt du public ; indique que le groupe communiste votera contre. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8875) : la pagaille créée par le décret du ministre de l'intérieur du 2 mars 1973 ; corriger ses erreurs de mauvaises fondations ; le problème de la distinction des voitures de petite remise et des taxis ; le radio-téléphone ; le problème de l'avis conforme du maire ; les cartes brouillées par le ministre de l'intérieur ; les problèmes des chauffeurs de voitures de petite remise ; les diverses annonces ; (p. 8876) : une entreprise de démolition de l'organisation réglementée des taxis ; couper les ailes à des sociétés comme Auto-Service ; l'interdiction du téléphone aux voitures de petite remise exerçant en milieu urbain ; appliquer la loi de 1937 portant organisation de l'industrie du taxi ; affirme que c'est l'arrêté de 1973 qui a créé le problème des voitures de petite remise ; le recours à la voie législative après la pagaille dans la profession. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8880) : son sous-amendement à l'amendement n° 2 de M. Bignon prévoyant que les artisans propriétaires d'une seule voiture de petite remise ayant obtenu l'autorisation d'exercer seront indemnisés des frais engagés et des dommages causés par la suppression de la possibilité de s'équiper d'un radio-téléphone ; repoussé. **Article 2** : son amendement n° 5 : l'autorisation d'exploitation des voitures de petite remise dans les communes dans lesquelles aucune autorisation d'exploitation de taxi n'a été délivrée par l'autorité investie du pouvoir de police municipale ; repoussé. **Explications de vote** (p. 8884) : indique que le parti communiste s'abstiendra sur l'ensemble de la proposition de loi. **Troisième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9774) : la concurrence ; Auto-Service ; les communes rurales situées à l'intérieur d'une communauté urbaine ; l'indemnisation des artisans exploitant des voitures de petite remise ayant déjà le radio-téléphone ; critique l'intervention d'un décret prévue à l'article 5 ; ne votera pas le texte ; s'abstiendra.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7132) : un budget frappé par l'austérité ; l'aide incertaine à la personne ; l'aide à la pierre mise en cause ; (p. 7133) : la participation des locataires ; les comités paritaires de gestion des immeubles demandés par le PC ; la démocratisation des offices d'HLM ; l'opposition entre les conseils municipaux et les offices d'HLM ; la défense des intérêts de la commune, des locataires, de l'Etat ; la proposition communiste tendant à démocratiser la composition des offices d'HLM ; le rétablissement d'un équilibre en faveur des élus par rapport aux délégués du préfet.

Commerce extérieur [20 novembre 1976] (p. 8447) : les difficultés d'apprécier la politique gouvernementale ; le déficit ; la crise pétrolière ; le franc ; les échanges franco-allemands responsables de la moitié du déficit français ; les échanges franco-américains ; la construction mécanique ; l'industrie électrique ; la nécessité de mettre fin à notre état de dépendance nationale ; le plan Barre ; l'austérité ; le chômage ; le procédé Sécam ; la Saviem ; les solutions communistes.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnance les circonscriptions pour l'élection des membres de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2559**). **Explications de vote** [1er décembre 1976] (p. 8872) : indique que le groupe communiste votera contre le projet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976] (p. 9787) : les amendements du Gouvernement vidant de leur sens l'article 16 *ter* et l'article 28 A ; s'y oppose ; (p. 9791) : ne pas exclure trois millions de familles du bénéfice de l'aide au logement ; s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Explications de vote** (p. 9793) : indique que le groupe communiste vote contre le projet de loi.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'éner-**

gie (n° 3007). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 2 : Article 3 *bis* de la loi du 29 octobre 1974** (p. 4297) : l'examen des amendements n°s 39 et 40 de M. Claudius-Petit ; (p. 4298) : soutient l'amendement n° 47 de M. Canacos : faculté de révision immédiate des contrats en cours à la demande de l'une ou l'autre partie ; l'absence de bouleversement apporté par l'amendement n° 47 de M. Canacos ; amendement n° 47 repoussé par scrutin public. **Après l'Article 2** (p. 4315) : la confusion du débat.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Commerce extérieur [4 novembre 1977] (p. 7035) : les résultats économiques de l'année 1977 ; le déficit de la balance commerciale ; l'application du programme d'action prioritaire n° 8 ; la relance de l'exploitation des richesses nationales ; l'exploitation du charbon ; le déficit du commerce extérieur avec la RFA ; le taux de couverture selon les branches industrielles ; la progression des importations ; la montée du chômage ; (p. 7036) : les orientations possibles ; l'autarcie et le protectionnisme ; la politique de cession aux pressions des monopoles et des sociétés multinationales ; accorder une priorité absolue aux produits nationaux ; la politique d'indépendance nationale ; les aides à l'exportation.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7438) : le nombre de chômeurs ; le chômage en Ile-de-France ; la désindustrialisation de la région Ile-de-France ; l'évolution des effectifs industriels ; les secteurs touchés ; supprimer l'indemnité de décentralisation ; empêcher les pratiques spéculatives des entreprises en matière foncière ; (p. 7439) : abroger la redevance instituée par la loi du 7 juillet 1971.

JAROSZ (Jean)

Député du Nord
(23e circonscription)
(C).

En remplacement de M. Didier Eloy, décédé le 30 juin 1977.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [30 juin 1977] (p. 4546, 4560).

N'appartient à aucun groupe (*J.O.* du 1er juillet 1977) (p. 3492).

S'inscrit au groupe communiste (*J.O.* du 23 septembre 1977) (p. 4678) [3 octobre 1977] (p. 5768).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [21 octobre 1977] (p. 6526).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Application de la taxe de coresponsabilité sur le lait** [11 octobre 1977] (p. 6042) : le prélèvement injustifié de la taxe de coresponsabilité sur le lait grevant une profession non responsable des surplus.

— **Licenciements à Usinor-Louvroil** [30 novembre 1977] (p. 8051, 8052) : la création de 1.200 emplois dans le département du Nord prévue par le conseil des ministres du 27 septembre 1977 ; fermeture d'Usinor-Louvroil ; suppression de 800 emplois à Titan-Coder.

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Budget annexe de l'Imprimerie nationale [21 octobre 1977] (p. 6503) : l'extension des bâtiments de l'usine de Flers-en-Escrebieux ; le développement de la sous-traitance des travaux d'impression ; le financement de la production privée avec des fonds publics ; la réalisation de travaux d'impression hors de France ; les importations de papier d'imprimerie ; la suppression de nombreux emplois dans l'industrie graphique ; le rapport Lecat ; la situation de l'entreprise Chaix ; le niveau du chômage dans le Douaisis ; l'extension de l'établissement Flers.

Education [27 octobre 1977] (p. 6737) : la situation du personnel enseignant ; la liberté vraie ; (p. 6738) : la condition des enseignants ; la lutte des enseignants ; ne pas abaisser l'école.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° 3147). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 8** (p. 8446, 8447) : soutient l'amendement n° 18 de M. Dutard : interdiction de l'augmentation des prix des produits pesticides et phytosanitaires destinés à un usage agricole durant l'année 1978 et réintégration de certaines provisions et des amortissements

dans le bénéfice imposable des sociétés dont l'activité principale est la fabrication et la fourniture de produits nécessaires à l'agriculture ; la hausse des prix des produits nécessaires à l'agriculture et à la vie des exploitations agricoles ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant une compensation entre le régime général de sécurité sociale des travailleurs salariés du commerce et de l'industrie et le régime des salariés agricoles pour les rentes de l'assurance contre les accidents du travail et les maladies professionnelles** (n° **3223**). **Discussion générale** [9 décembre 1977] (p. 8548): les conditions de mise en œuvre de l'harmonisation entre les différents régimes ; l'aggravation de la compensation ; fixer la date d'harmonisation des cotisations ; la politique agricole menée par la Ve République ; la nécessité d'une autre politique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Discussion des articles** [9 décembre 1977] : **Après l'Article 3** *bis* (p. 8555) : soutient l'amendement n° 8 rectifié de Mme Moreau : statut du comité national de la consommation et conditions de nomination du directeur de l'institut national de la consommation ; repoussé ; soutient l'amendement n° 9 de Mme Moreau : information des comités d'entreprises et d'établissement et des sections syndicales d'entreprise sur les produits fabriqués par l'entreprise ; repoussé ; [12 décembre 1977] : **Article 29** (p. 8593) : soutient l'amendement n° 15 de M. Gouhier : modification de la composition de la commission des clauses abusives ; augmenter le nombre des représentants des consommateurs ; devenu sans objet.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **2934**). **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p 8625) : la réforme de l'entreprise ; les contradictions auxquelles est soumise l'entreprise capitaliste ; l'application de la réforme Sudreau ; les échecs des SCOP. **Discussion des articles. Article 20** (p. 8636) : soutient l'amendement n° 1 de M. Odru : absorption exclusive des SCOP par une autre SCOP ou une union de SCOP ; repoussé. **Après l'Article 44** (p. 8645) : soutient l'amendement n° 2 de M. Odru : reconnaissance et organisation au profit des salariés des entreprises en liquidation d'un droit de préemption sur leur entreprise en vue de la création d'une SCOP ; repoussé. **Article 45** (p. 8646) : soutient l'amendement n° 3 de M. Odru : fixation à cinq ans du délai de remboursement des parts ou actions des associés ou actionnaires opposés à la modification des statuts ; repoussé.

JARRIGE (Maurice)

Député de la Moselle
(8e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement le 3 mai 1973 de M. Messmer, nommé Premier ministre.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 mai 1973] (p. 998).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [11 juillet 1974] (p. 3513).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre du conseil supérieur de la sûreté nucléaire [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992).

QUESTIONS

• *question orale sans débat de :*

— **M. Julien Schvartz** (n° **1490**) : **Politique énergétique,** en qualité de suppléant [30 mai 1973] (p. 1683, 1684) : risque d'augmentation du prix des produits pétroliers ; exploitation du gisement charbonnier lorrain ; nécessité de payer le prix de la sécurité d'approvisionnement comme on le fait en Allemagne fédérale (p. 1685, 1686).

JARROT (André)

Député de la Saône-et-Loire
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Ministre de la qualité de la vie du 26 mai 1974 au 12 janvier 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé ministre de la qualité de la vie (gouvernement Chirac), décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 28 juin 1974 de son mandat de député [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la qualité de la vie (gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [4 mai 1973] (p. 1051).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Donne sa démission de représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [28 juin 1974] (p. 3174).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** relative à la **validation des services accomplis en qualité d'infirmier et d'infirmière religieux auprès des établissements hospitaliers publics** (n° **365**) [24 mai 1973].

En qualité de ministre de la qualité de la vie :

— **Projet de loi relatif** à la prévention et à la répression de la **pollution marine** par les opérations d'**immersion** effectuées par les **navires** et les **aéronefs** (n° **1502**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** relatif à la **protection de la nature** (n° **1565**) [23 avril 1975].

— **Projet de loi** relatif à la prévention et à la répression de la **pollution de la mer** par les opérations d'**incinération** (n° **1923**) [10 octobre 1975].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de la qualité de la vie :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Zeller : Implantation d'une usine de la Chemische Werke à Marckolseim** [20 novembre 1974] (p. 6792, 6793).

— **M. Leroy : Pollution de la ville de Rouen** [26 novembre 1975] (p. 8961, 8962) : la lutte contre la pollution atmosphérique ; les mesures de prévention prises (changement de carburant) ; le rôle des agences et des comités de bassin.

— **M. Rivière : Barrage de Villerest (Loire)** [17 décembre 1975] (p. 9910, 9911) : les avantages de ce barrage (diminution des crues ; mise en valeur touristique ; production hydro-électrique) ; ouverture d'une enquête d'utilité publique.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants et victimes de guerre [9 avril 1973] (p. 5537) : demande que la levée des forclusions se fasse avec le sérieux nécessaire.

En qualité de ministre de la qualité de la vie :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. **Environnement.** [30 octbore 1974] (p. 5637) : le ministère de la qualité de la vie regroupe les services de l'environnement, du tourisme et de la jeunesse et des sports, mais son champ d'application va au-delà et recoupe la plupart des grands projets de « société libérée » définis par le Président de la République ; tirer le meilleur parti de nos ressources en luttant contre toutes les formes de gaspillage ; procéder à des choix rigoureux ; s'attaquer aux nuisances ; réduire la disparité d'habitat et de loisirs ; projet de modification de la loi de 1917 ; lutte contre le bruit ; surveillance de la pollution atmosphérique ; esthétique et architecture industrielle ; assouplir l'organisation du temps ; promouvoir le tourisme populaire ; développer le sport pour tous ; chercher le meilleur équilibre entre l'impératif économique et celui de la protection de la nature par un nouveau type de croissance ; convergence entre économie et environnement ; (p. 5638) : politique d'ensemble des loisirs dans le respect de la nature et des sites ; faire échec aux constructions anarchiques ; projet de loi de création d'un conservatoire du littoral ; effort en faveur de la moyenne montagne ; assistance architecturale gratuite et concours d'idées ; diffuser la « morale de l'environnement » ; enrichir la gamme des loisirs proposés ; le regroupement des trois administrations permettra de concentrer les moyens sur des objectifs prioritaires ; nécessité d'une large

concertation ; mettre en œuvre les moyens qui ne se mesurent pas en termes budgétaires ; rôle du Parlement pour l'élaboration de nouvelles lois ; réforme de la loi de 1917 sur les établissements classés ; protection de la nature ; exploitation des carrières et réaménagement des terrains ; collecte et élimination des déchets ; (p. 5639) : permis de chasse ; agences de voyages ; promotion du sport ; procédures réglementaires : limitation du bruit ; localisation des centrales nucléaires ; maintien des chemins ruraux et pratique des sports sur les cours d'eau non domaniaux ; l'aide à la personne pour le tourisme social ; favoriser les participations des associations et faire la part au mécénat ; la qualité de la vie suppose une concertation internationale notamment en Europe et en Méditerranée ; création à Paris, en 1975, d'un deuxième foyer international d'accueil pour les jeunes ; (p. 5646) : des objectifs plus modestes qu'en 1974 ; assurer le fonctionnement des services et consolider les actions entreprises ; d'importantes actions législatives et réglementaires viendront compenser ces restrictions budgétaires : loi sur la protection de la nature, réforme de la chasse et de la pêche et de la loi sur les établissements classés ; loi sur les déchets ; la continuité des orientations précédentes ; les parcs nationaux ; création prévue en 1976 du parc du Mercantour ; mise au point des guides techniques de lutte contre la pollution des eaux ; les barrages de régularisation sur la Loire ; des actions dans des domaines nouveaux ; les espaces aménagés ; cinq zones naturelles d'équilibre en région parisienne ; création d'un comité technique pour la flore et la faune ; inventaire de la pollution dans les étangs ; (p. 5647) : sensibilisation à l'environnement dans les programmes scolaires ; les travaux de recherches menés en liaison avec la CEE ; le FIANE et la contribution du PMU ; une politique d'ensemble dont l'expression budgétaire ne fournit qu'une image partielle ; (p. 5658) : le projet de loi sur la protection de la nature ; le comité national écologique et le conseil national de la protection de la nature ; les travaux de recherche menés par les organismes extérieurs ; ne pas recréer une administration centralisée de la recherche ; nous en tenir à sept ou huit parcs régionaux ; le parc Normandie-Maine et celui de la Martinique agréés en 1975 ; (p. 5659) : les zones naturelles d'équilibre en région parisienne et la participation du FIANE ; le fonctionnement des agences de bassin ; le projet de loi sur le traitement des déchets ; la mise en œuvre du rapport sur le gaspillage ; le recyclage des déchets ; l'utilisation de l'énergie solaire au Havre, à Aramon et à Odeillo ; ne pas créer un superministère de l'anti-gaspillage ; informer l'opinion par une campagne nationale de l'énergie nucléaire et faire participer les conseils régionaux au choix des sites nucléaires; étude sur l'utilisation des calories rejetées par les centrales électriques ; (p. 5660) : le développement de la géothermie, l'énergie solaire et l'énergie éolienne ; nous n'avons vraiment le choix qu'entre le pétrole et l'atome ; la pollution atmosphérique ; compléter la réglementation applicable aux établissements polluants ; créer de nouvelles zones spéciales ; créer des zones d'alerte, Rouen, Fos ; automatisation des réseaux de mesures de pollution et recyclage des plastiques.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 18** (p. 7614) : la protection du gibier ; l'examen préalable ; le visa annuel du permis de chasse ; les redevances ; l'indemnisation des dégâts ; le régime des départements de l'Est ; les missions de l'offre nationale de la chasse ; le dépôt d'un projet de loi complémentaire ; la situation financière des fédérations de chasseurs ; le compte particulier départemental ; le conseil national de la chasse et de la faune sauvage ; la rémunération des personnels des fédérations; le projet de loi n° 753 remplacé par un autre projet ; (p. 7615) : l'adhésion aux fédérations départementales. **Seconde délibération** (p. 7634) : son amendement n° 18 rétablissant l'article 18 modifié relatif aux permis de chasse ; (p. 7635) : adopté après modification.

1975

— **Projet de loi, adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser** (n° **1555**). **Discussion générale** [24 avril 1975] (p. 2066) : un projet élaboré en accord avec les représentants des chasseurs ; la délivrance du permis par le préfet ; le retrait provisoire du permis de chasser par le juge d'instance ; la souscription d'une assurance couvrant l'ensemble des risques ; (p. 2067) : le cas des chasseurs étrangers ; les mesures transitoires ; (p. 2069) : **Sa réponse aux orateurs** : le cas de la Guyane ; le financement des associations communales de chasse ; la chasse en Hongrie, en Pologne et en RDA ; la suppression du permis bi-départemental ; le nombre des accidents de chasse. **Discussion des articles** : **Article premier** (p. 2070) : ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Ribes ; (p. 2071) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. de Poulpiquet ; admet un délai de vingt-quatre heures pour présenter le permis si celui-ci a été validé au début de la saison de chasse. **Article 2** (p. 2072) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. de Poulpiquet ; son amendement n° 23 : cas des majeurs en tutelle ; adopté. **Après**

l'Article 8 *bis* (p. 2077) : ses observations sur l'amendement n° 15 ; craint que l'école du Bouchet perde sa raison d'être ; dépose un sous-amendement ; repoussé. **Après l'Article 18** (p. 2080) : accepte l'alinéa premier de l'amendement n° 1 de M. Lavielle ; s'oppose à l'alinéa 2. **Après l'Article 20** (p. 2081) : s'oppose à l'amendement n° 19 de M. de Poulpiquet ; caractère réglementaire de l'amendement ; sur l'amendement n° 20 de M. de Poulpiquet, estime que le projet de loi n° 753 répond aux préoccupations du rapporteur.

Commission mixte paritaire [30 avril 1975] : **Article 3** (p. 2277) : s'engage à définir les principes d'une action régionale coordonnée pour arrêter les dates d'ouverture de la chasse au gibier d'eau ; (p. 2279) : son amendement n° 1 : application de l'article 367 du code rural aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'élimination des déchets et récupération des matériaux** (n° **1633**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3822) : une situation de plus en plus préoccupante ; un projet qui s'attaque au problème de la pollution et du gaspillage ; agir sur les causes ; poser le principe de la responsabilité du producteur des déchets ; promouvoir des solutions plus satisfaisantes pour éliminer les déchets ; affirmer la compétence des communes ; prévoir une vigilence particulière pour les déchets toxiques ; donner au Gouvernement les moyens permettant d'améliorer les cycles d'utilisation des matériaux ; la réglementation des activités de récupération; (p. 3823) : la création de l'agence nationale pour l'élimination des déchets ; le problème des sanctions des dispositions contenues dans le code pénal ; la saisie possible du véhicule ayant servi au transport ; la réglementation dont bénéficie la protection des cours d'eau ; entreprendre des actions de sensibilisation et d'éducation ; la difficulté de transformer les mentalités ; (p. 3827) : le dépôt d'un projet de loi relatif à l'immersion des déchets ; l'implantation de l'usine Rotor-Diesel à La Rochelle ; l'incitation à des opérations de nettoyage entreprises par les départements ; le problème de la collecte sélective des déchets ; le développement des équipements de collecte le long des routes ; l'information scolaire ; (p. 3828): la préparation du code de l'environnement ; l'effort entrepris pour la région de Lyon, en matière de traitement des déchets ; l'examen du rapport de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen ; les crédits du FIANE attribués à la ville de La Rochelle. **Discussion des articles** (p. 3829) : **Article 2** : l'application de la loi à l'agriculture ; le problème des porcheries industrielles ; les travaux de la commission interministérielle sur les pesticides ; son amendement n° 40 ; réservé. **Article 6** (p. 3830) : demande le retrait de l'amendement n° 26 de M. Glon ; rigidité excessive introduite dans le texte ; s'oppose à l'amendement n° 18 de M. Darinot ; complexité du problème de l'emballage ; possibilité de création d'une taxe correspondant au coût d'élimination. **Article 8** (p. 3832) : demande le retrait de l'amendement n° 27 de M. Wagner ; existence du règlement général du transport des matières dangereuses ; caractère réglementaire de l'amendement. **Article 9** (p. 3835) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Weisenhorn ; caractère ambigu de l'amendement ; s'oppose à l'amendement n° 19 de M. Darinot ; ne pas dissocier le traitement des déchets toxiques et des solvants usagés de déchets tout aussi dangereux ; s'engage à régler le problème avant le 1er janvier 1978 ; (p. 3836) : demande le retrait de l'amendement n° 32 de M. Wagner ; caractère réglementaire de l'amendement. **Article 12** (p. 3837) : son amendement n° 28 : après les mots : « par arrêté préfectoral », insérer les mots : « dans des conditions déterminées par décret en conseil d'Etat » ; déterminer pour l'ensemble du territoire les conditions générales dans lesquelles devront s'inscrire les arrêtés préfectoraux ; adopté ; (p. 3838) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Weisenhorn ; réserver la possibilité d'objectifs plus ambitieux à un horizon plus éloigné ; **Article 13** s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Weisenhorn. **Après l'article 13** (p. 3839) : son amendement n° 29 : obligation du propriétaire et affectataire du domaine public de faire éliminer les déchets qui s'y trouvent ; responsabilité des départements pendant cinq ans à compter de la promulgation de la loi en matière d'élimination des déchets abandonnés ; reconnaît que le texte ne prévoit pas la lutte contre les déchets sauvages ; s'oppose à la formulation de l'amendement n° 7 de M. Weisenhorn ; (p. 3840) : la prise en charge pendant une période temporaire de l'élimination des déchets sauvages par les départements ; répond à M. Wagner : faire intervenir les communes dans un souci d'efficacité ; répond à M. Beck : le rôle de la taxe de séjour pour couvrir les frais évoqués par l'orateur ; adoption de son amendement n° 29 après adoption des sous-amendements nos 38 et 39 de M. Weisenhorn ; (p. 3841) : exprime son souci de lutter contre le gaspillage ; les travaux du groupe Gruson. **Article 14** : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Crépeau ; multiplicité des façons dont peut être envisagée la récupération des ordures ménagères. **Article 15** sur l'amendement n° 9 de M. Weisenhorn demande la réserve. **Article 20** (p. 3843) : propose d'ajouter le mot « éventuellement » à l'amendement n° 12 de M. Weisenhorn ;

adopté. **Article 21** (p. 3844) : accepte l'amendement n° 13 de M. Weisenhorn ; s'oppose au sous-amendement n° 33 de M. Wagner ; ne pas soumettre l'intervention de l'agence nationale des déchets à des conditions trop restrictives ; demande le retrait de l'amendement n° 23 de M. Darinot ; volonté du Gouvernement de faire participer les associations des consommateurs ; impossibilité de donner aux associations la moitié des sièges du conseil d'administration de l'agence nationale des déchets ; (p. 3845) : leur représentation au comité consultatif qui sera créé ; s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Weisenhorn ; ne prévoir une perception de redevance sur les producteurs de déchets qu'en cas de service rendu ; s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Beck ; souci du Gouvernement de prolonger au niveau local l'action entreprise par l'agence mais absence d'avantages que constitueraient des agences locales autonomes. **Après l'article 21** (p. 3847) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Weisenhorn ; les énormes sources de chaleur que représentent les centrales thermiques ; la pollution thermique ; le cas particulier que constituent les eaux de circulation des centrales thermiques ; les problèmes soulevés au plan des techniques industrielles ; la création d'une bourse des eaux chaudes ; les inconvénients présentés par le relèvement de la température des eaux de circulation ; (p. 3848) : son amendement n° 41 : obligation pour les établissements industriels produisant des rejets thermiques d'en permettre la récupération si le bilan économique en démontre l'utilité ; adopté. **Article 2** (*suite*) : son amendement n° 1 : définition des opérations relatives à l'élimination des déchets ; adopté. **Article 22** (p. 3850) : son amendement n° 30 : substituer aux mots : « fait traiter des déchets par d'autres personnes », les mots : « remis ou fait remettre des déchets à tout autre que » ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 44 de M. Crépeau ; caractère excessif des sanctions délictuelles pour infraction à des arrêtés municipaux. **Article 22** (p. 3851) : son amendement n° 42 : en cas de condamnation prononcée pour des infractions commises à l'aide de véhicule, possibilité de suspendre le permis de conduire ; adopté ; intérêt de l'amendement n° 24 de M. Wagner; le présenter sous une autre formulation. **Article 24** (p. 3852) : son amendement n° 43 : possibilité pour l'agence nationale des déchets et les associations reconnues d'utilité publique de se porter partie civile ; adopté ; s'oppose à la première partie de l'amendement n° 25 de M. Crépeau : la réquisition, attribut essentiel de la puissance publique. **Deuxième lecture** [28 juin 1975]. **Discussion des articles : Article 13** *bis* (p. 4990) : est favorable à l'amendement n° 1 de M. Weisenhorn ; **Article 21** (p. 4991) : en réponse à M. Robert Wagner, explique quel sera le rôle de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; **Article 21** *bis* (p. 4991, 4992) : explique les raisons qui lui font s'opposer à l'amendement n° 2 de M. Weisenhorn ; (p. 4993) : fait observer à M. Claudius-Petit que la sauvegarde de la nature n'est pas incompatible avec le développement ; précise que le bilan économique d'ensemble portera sur les effets sur l'environnement. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 5058): se félicite que le projet rende les départements responsables de l'élimination des déchets.

— **Projet de loi, adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6417) : se dit convaincu que le sport est un élément essentiel de la qualité de la vie ; faire de la France une grande nation sportive ayant des équipements suffisants à la disposition de pratiquants plus nombreux ; les progrès considérables qui ont été accomplis dans le domaine des installations ; le problème du plein emploi de celles-ci ; les résultats obtenus en matière de licences sportives ; le caractère sain et légitime du sport-spectacle ; les problèmes que pose l'amateurisme ; les vertus humaines et sociales du sport ; (p. 6418) : affirme que la France n'est pas en retard dans le domaine sportif ; souligne que la réforme s'articule avec d'autres textes touchant au système éducatif ; les implications financières du texte qui apparaîtront dans les prochaines lois de finances.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8075, 8076) : la part prise par le Parlement dans l'amélioration de la qualité de la vie ; l'originalité du ministère de la qualité de la vie ; les intentions du ministre quant à la politique qu'il compte mener dans l'avenir ; début de cette politique des loisirs ; le problème des façades maritimes; la mise en exploitation de leur richesse ; leur aménagement ; la protection du milieu marin ; (p. 8077) : les thèmes sur lesquels le ministère entend faire son effort ; la réconciliation de la vie de la nature ; l'orientation de l'activité économique vers la satisfaction des besoins de l'homme ; établissement d'une comptabilité patrimoniale ; la prise en compte des critiques des associations de défense ; (p. 8099) : les objectifs en matière de lutte anti-nuisances ; la protection des grands équilibres écologiques; (p. 8100) : le schéma d'organisation des parcs nationaux ; le cas des parcs régionaux ; les moyens du ministère ; le montant du budget public de l'environnement ; le renforcement des structures du ministère ; la résorbtion des

autorisations de programme non utilisées ; (p. 8101) : rappelle que les problèmes nucléaires sont de la compétence du ministre de l'industrie ; donne des précisions sur le fonctionnement de l'usine de La Hague ; le rapport sur la pollution de la Méditerranée ; l'insuffisance des établissements classés ; la réorganisation des ateliers régionaux ; (p. 8102) : s'élève contre les propos tenus par M. Darinot; le rôle du ministre de l'environnement ; l'importance des parcs naturels ; le cas du parc des Cévennes ; l'aménagement d'ensemble de la Loire ; le rôle d'incitation du rôle d'environnement ; (p. 8103) : la participation de l'Etat au fonctionnement des parcs régionaux ; la protection de la nappe phréatique alsacienne ; le développement des réseaux de mesure et d'alerte ; la diminution de la pollution atmosphérique d'hiver ; la poursuite de l'opération « rivière claire » ; le projet de loi sur la protection de la nature ; les modalités de l'aide de l'Etat en faveur des parcs régionaux ; (p. 8104) : le contenu de l'action du ministre à l'égard des entreprises ; le succès rencontré par le parc de la Vanoise. **Examen des crédits : Etat C. - Titre V** (p. 8105) : s'élève contre les propos de M. Josselin qu'il estime infondés ; **Etat C. - Titre VI** (p. 8105) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Rieubon ; **Après les Articles 28 et 61** (p. 8106) : observe que l'amendement n° 216 de M. Corrèze pose des problèmes juridiques et financiers ; comprend les préoccupations de son auteur, mais s'oppose à l'amendement.

JARRY (Raoul)

Député de la Dordogne
(2e circonscription)
(PSRG).

En remplacement de M. Louis Pimont, décédé.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [12 novembre 1975] (p. 8148, 8216).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 décembre 1975] (p. 9215).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [9 décembre 1975] (p. 9563), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

JOANNE (Louis)

Député de la Charente-Maritime
(4e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [8 novembre 1976] (p. 7765), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1er juillet 1976] (p. 5010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4382).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préaparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage [30 juin 1977] (p. 4561).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier la loi n° 70-956 du 9 juillet 1970 relative au service national** (n° **138**) [12 avril 1973] ;

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les articles 188-1 et 188-7 du code rural relatifs aux cumuls ou réunions d'exploitations agricoles** (n° **226**) [25 avril 1973] ;

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 1110 du code rural et à faire bénéficier les travailleurs non salariés de l'agriculture des dispositions sur l'inaptitude prévues à l'article L 333 du code de la sécurité sociale** (n° **227**) [25 avril 1973] ;

— **Proposition de loi** tendant à **l'harmonisation des prestations sociales des travailleurs indépendants avec celles de tous les Français** (n° **655**) [2 octobre 1973] ;

— **Proposition de loi** tendant à **l'institution de commissions cantonales habilitées à donner un avis aux demandes de dérogation scolaire** (n° **704**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 18, alinéa 2, du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre, relatif au recours aux soins d'une tierce personne** (n° **762**) [14 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à harmoniser **les articles 48 et 258 du code des marchés publics** (n° **1459**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **travailleurs non salariés de l'agriculture** des dispositions sur l'inaptitude prévues à l'article L 333 du code de la sécurité sociale (n° **3088**) [30 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 2795) tendant à la modification des **articles L 473 à L 477 du code de la santé publique** relatifs à la profession d'infirmier ou d'infirmière (n° **3221**) [17 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 573) relative à l'exercice de la profession de **chiropracteur** (n° **3283**) [7 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

Revalorisation des rentes viagères [26 juin 1974] (p. 2973).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7036) : évoque son expérience de médecin généraliste rural et son conseil de poursuivre la grossesse ; (p. 7037) : témoigne de la joie donnée par un enfant, même non souhaité et de la déception des femmes qui n'ont pas eu le courage de le garder ; estime possible d'envisager l'interruption de la grossesse dans les seuls cas où l'intervention est effectuée dans un but thérapeutique ; pour lui, le déferlement des avortements est un signe de détérioration des mœurs et c'est à ce niveau qu'il convient d'agir.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**). **Discussion générale** [13 juin 1974] (p. 2641) : une importante lacune enfin comblée ; conformité avec les directives de la commission économique européenne ; l'importance des décrets d'application.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie, jeunesse et sport [31 octobre 1974] (p. 5696) : une faible part consacrée à la jeunesse dans un budget dérisoire ; la régression des créations de postes ; demande un engagement du Gouvernement sur la création de 200 postes supplémentaires ; la régression relative des crédits d'équipement ; justifications de la contribution du PMU ; le retard dans l'application de la troisième loi de programme ; (p. 5697) : des éléments favorables : la volonté d'assurer le plein emploi des équipements ; le développement des sections sport-études ; l'aménagement de terrains d'aventure, d'équipements sportifs sur les terrains de camping ; utilité de préserver les chemins ruraux ; effort de décentralisation des crédits ; effort de formation des instituteurs, professeurs et animateurs; unification des diplômes ; effort de réflexion ; effort d'information des jeunes ; le haut comité de la jeunesse et des sports ; ne pas politiser la jeunesse ne signifie pas ne pas avoir de politique de la jeunesse ; quelques suggestions : décentraliser ; revaloriser la fonction des directeurs départementaux ; créer des centres d'information dans chaque département ; animer plutôt que convaincre ; le corps d'animateurs cantonaux ruraux en Charente-Maritime ; contribuer à la formation des animateurs et professeurs d'éducation physique ; (p. 5698) : orienter les efforts vers les équipements légers ; aider les handicapés ; soutenir les associations de jeunes et dialoguer avec elles.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7130) : ne pourra voter l'article 3 du projet ; s'interroge sur les rapports réels entre l'avortement et l'infanticide ; clandestin ou non l'avortement est un drame ; l'avortement thérapeutique est en fait en dehors du domaine de la loi ; (p. 7131) : les dangers d'une scission du corps médical.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7831) : se félicite, au nom des républicains indépendants, de la discussion de ce projet de loi ; demande que les handicapés soient insérés dans les milieux professionnels normaux ; suggère la création d'une carte spéciale d'invalidité ; demande que disparaissent les barrières posées par l'architecture ; (p. 7832) : les transports collectifs ; demande la création de services de transports spécialisés pour les handicapés. **Dicussion des articles** [17 décembre 1974]. **Article 7** (p. 7935) : nécessité de créer des équipes de préparation ; [19 décembre 1974] : Article 38 (p. 8100) : son amendement n° 100 : délai de six mois : l'objectif reste l'insertion professionnelle des handicapés ; il faut imposer et non conseiller l'installation de l'ascenseur ; l'urgence de la mise en œuvre de ces mesures ; adopté. **Article 41** (p. 8104) : son amendement n° 216 : délai de deux ans pour l'adaptation des services de transport ; retiré. **Après l'Article 42 :** son amendement n° 261 : programme d'information permanente du public dans les deux ans ; sous-amendé et adopté.

1975

— **Projet de loi portant mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2718) : regrette que l'article 40 ait été opposé à divers amendements ; se félicite de certaines modifications apportées par le Sénat ; regrette les modifications apportées à l'article 11 et à l'article 24 ; se réjouit de voir conserver ses amendements sur la suppression des barrières architecturales et des transports ; suggère de nouvelles améliorations visant notamment à majorer le plafond des ressources. **Discussion des articles. Article 16 : Article 323-30 du code du travail** (p. 2732) : son amendement n° 16 : importance de certains travaux intellectuels ; adopté. **Article 42** *bis* (p. 2739) : son amendement n° 31 : caractère permanent de l'information du public ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4293) : s'oppose à l'exception d'irrecevabilité déposée par M. Jean-Pierre Cot ; (p. 4312) : un projet qui engage l'avenir sur des points fondamentaux ; la priorité donnée à la famille en matière d'éducation ; le respect des opinions et de la personnalité des jeunes ; l'accès de tous aux différents niveaux de formation scolaire ; développer davantage l'aide scolaire aux familles ; apporter un soutien particulier aux élèves en difficulté ; l'organisation de la communauté scolaire ; les moyens matériels et financiers que suppose la loi ; aborder le problème des enseignants ; (p. 4313) : donner la priorité aux enseignements de base. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 5** (p. 4454) : son amendement n° 1 : faire de la philosophie une matière obligatoire en classe terminale ; repoussé. **Explications de vote** (p. 4481) : le vote positif des républicains indépendants à un projet qui correspond aux exigences de la société libérale avancée.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7940) : se félicite de l'action intelligente menée par le ministre mais regrette l'insuffisance des crédits dans de nombreux domaines.

Education [12 novembre 1975] (p. 8189) : la place tenue par le budget de l'éducation ; permettre aux familles d'exercer un libre choix ; son hostilité au monopole du ministère de l'éducation ; la valeur de la neutralité pluraliste ; permettre à certains enfants d'acquérir en apprentissage un métier manuel ; le développement des écoles techniques et la revalorisation du travail manuel ; (p. 8190) : améliorer la formation des maîtres ; la lenteur du versement des subventions à l'enseignement privé et des nationalisations de certains établissements ; les bourses ; l'enseignement préscolaire ; le vote favorable des républicains indépendants.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3157) : la famille en danger ; (p. 3158) : création d'un secrétariat d'Etat à la famille ; restauration du mariage ; aide à l'installation des jeunes ménages ; une politique d'aide aux familles ; non au salaire maternel ; une politique du logement favorable ; un projet trop fragmentaire; l'allocation aux parents isolés, indexée sur le SMIC ; congé d'adoption ; congé post-natal ; réserve sur les dispenses prévues au service national. **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 16** (p. 3227) : son amendement n° 105 tendant à remplacer l'âge de quarante-cinq ans par celui de cinquante ans comme âge limite de recrutement ; repoussé. **Explications de vote** [20 mai 1976] (p. 3271) : souligne le caractère fragmentaire et limité des dispositions du texte voté ; souhaite d'autres textes dans le cadre de la politique familiale ; votera le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6987) : une augmentation uniforme des droits sur les alcools sans aucune discrimination entre produits naturels et produits industriels ; le cas de son département ; les devises rapportées par la vente du cognac ; les difficultés de cette activité ; l'aggravation de ces difficultés par l'augmentation des droits sur le cognac ; l'amendement de M. Hardy tendant à atténuer ou à ne pas augmenter les lourdes charges qui pèsent déjà sur le cognac, sur les eaux-de-vie d'appellation contrôlée ou réglementée ; propose de majorer les taxes sur les alcools industriels ; la régression de la consommation de cognac ; les produits les plus prestigieux de France.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux greffes d'organes** (n° **2629**). **Discussion des articles** [8 décembre 1976] **Article premier** (p. 9092) : ne pas donner un pouvoir exorbitant à une tierce personne ; est opposé à l'amendement n° 4 de M. Delaneau et au sous-amendement n° 9 du Gouvernement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 4** (p. 9701) : son amendement n° 117 soutenu par M. Gantier ; repoussé.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° **2221**). **Discussion des articles** [8 avril 1977]. **Après l'Article 4** (p. 1594) : défend l'amendement n° 38 de M. Bertrand Denis : dérogations relatives au nombre maximum d'enfants pouvant être accueillis par des assistantes maternelles en zone rurale ; retiré. **Seconde délibération. Explications de vote** (p. 1598) : le vote positif du groupe des républicains indépendants ; son opposition à tout monopole d'Etat ; faire en sorte que les décrets d'application assurent le maximum de souplesse à la loi ; la compensation pour les familles d'un surcroît de dépenses entraîné par les placements de leurs enfants.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3224) : la situation de la famille ; (p. 3225) : la chute de la démographie ; la dévalorisation de la famille ; les menaces qui pèsent sur elle ; les déclarations récentes contenues dans un rapport du parti socialiste et celles du président de la fédération des parents d'élèves Cornec tendant à supprimer à la famille toute liberté de choix scolaire et aux enseignants, la liberté d'enseigner ; la priorité de la famille ; la nature de la cellule familiale ; la mise en œuvre, par priorité, d'une politique familiale vigoureuse ; les caractéristiques de la politique familiale à mettre en œuvre ; mettre la famille au centre de la vie nationale ; la nécessité d'une reconnaissance sociale ; le problème du travail de la mère à l'extérieur ; le statut de la mère de famille ; le logement des familles ; la question de l'aide aux familles et des prestations familiales ; les aspects positifs du projet de loi ; l'apport d'une simplification administrative ; la suppression de la condition d'activité professionnelle ; l'extension du bénéfice des allocations ; l'encouragement au premier enfant et aux familles de trois enfants au moins ; la nécessité d'un effort budgétaire complémentaire ; l'insuffisance du montant de l'allocation ; les conséquences de la fixation d'un plafond de ressources ; (p. 3226) : se déclare favorable à une reprise éventuelle du complément familial par l'impôt ; la nécessité de réaliser en priorité la redistribution des revenus

par l'impôt ; les inconvénients sur le plan pratique de la fixation d'un plafond de ressources pour l'attribution du complément familial ; l'absence d'avantages particuliers pour les familles nombreuses ; souhaite une majoration des allocations familiales de base ; la nécessité d'un effort en faveur des parents isolés ; le problème de la chute sévère liée à la perte des allocations ; la déclaration d'irrecevabilité des amendements proposés par le groupe des républicains ; l'étude de la caisse nationale d'allocations familiales sur l'objet et les modes d'attribution des prestations familiales ; la nécessité de simplifier et de clarifier les vingt-deux prestations actuelles. **Explications de vote** [1er juin 1977] (p. 3283) : l'acceptation par le Gouvernement d'une grande partie des propositions du groupe républicain ; le vote positif de ce groupe.

— **Proposition de loi tendant à la modification des articles L 473 à L 477 du code de la santé publique relatifs à la profession d'infirmier ou d'infirmière** (n° **2795**), rapporteur. **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8355): la nouvelle définition de la profession d'infirmier ou d'infirmière ; l'évolution de la fonction de l'infirmière ; l'extension du champ d'intervention et de la responsabilité des infirmières ; le statut des infirmiers ; la réforme des formations ; les mesures prises en matière d'exercice de la profession ; (p. 8356) : l'évolution du nombre des infirmières ; la nécessité d'une redéfinition de la profession ; les éléments de cette redéfinition ; la prise en considération du caractère libéral ou salarié du mode d'exercice de la profession ; la formule de la proposition de loi de M. Tissandier ; le comité permanent de liaison et d'études ; la consultation de l'ANFIDE et de la FNI ; l'article L 477 du code de la santé publique ; la prise en considération des diplômes étrangers et nationaux en matière d'habilitation d'exercice ; les propositions de la commission ; (p. 8357) : prendre en considération les directives du 22 juin 1977 arrêtées par le Conseil des communautés ; les modifications proposées par la commission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8358) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 1 de M. Gissinger ; la situation des religieuses employées comme infirmières. **Article 4** (p. 8359) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 2 du Gouvernement.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**). **Explications de vote** [14 décembre 1977] (p. 8727) : le vote favorable du groupe républicain ; surveiller l'application du texte ; le problème des infirmières et infirmiers à statut libéral ; l'application des dispositions relatives aux sociétés civiles professionnelles et aux groupements d'exercice professionnel.

JOBERT (Michel)

Ministre des affaires étrangères du 5 avril 1973 au 27 février 1974, du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Mesmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973], (p. 3899).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974. [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

DÉPOTS

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de la convention consulaire entre la République française et la République tunisienne, signée à Paris le 28 juin 1972** (n° **193**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de la convention portant création d'un Institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'Institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972** (n° **194**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de la convention du Conseil de l'Europe relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, signée à Bâle le 16 mai 1972** (n° **195**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation** de la convention entre le Gouvernement de la

République française et le Gouvernement de la République du Zaïre sur la protection des investissements, signée le 5 octobre 1972 (n° **443**) [5 juin 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'agence de coopération culturelle et technique relatif au siège de l'agence et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, avec une annexe et un échange de lettres du 30 août 1972** (n° **445**) [5 juin 1973].

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de la convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels et de la convention portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels, ouvertes à la signature à La Haye le 1er juillet 1964** (n° **450**) [7 juin 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de l'accord international de 1972 sur le cacao** (n° **519**) [21 juin 1973].

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de la convention sur la légitimation par mariage ouverte à la signature, à Rome, le 10 septembre 1970, signée par la France à cette même date** (n° **717**) [16 octobre 1973].

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de l'acte additionnel portant modification de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales** (n° **749**) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de l'Ile Maurice sur la protection des investissements, signée à Port-Louis le 22 mars 1973** (n° **767**) [19 novembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 16 mars 1973** (n° **771**) [22 novembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant une rectification de la frontière entre le département de la Haute-Savoie et le canton de Genève, signée à Paris le 10 juillet 1973** (n° **812**) [29 novembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de l'arrangement entre certains gouvernements européens et l'organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution du programme du lanceur Ariane, fait à Neuilly-sur-Seine le 21 septembre 1973** (n° **822**) [5 décembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de l'accord de coopération entre la République française et les Républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine, conclu le 4 décembre 1973** (n° **842**) [13 décembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de la convention tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque, signée à Paris le 1er juin 1973** (n° **853**) [18 décembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de la convention tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne ensemble le protocole joint, signés à Tunis le 28 mai 1973** (n° **854**) [18 décembre 1973].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de l'échange de lettres entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement des Etats-Unis d'Amérique sur l'implantation à la Réunion d'une station d'aide à la navigation du système « Omega » signé à Paris le 7 juin 1973** (n° **947**) [20 avril 1974].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de la convention concernant les affaires judiciaires entre la République française et la République malgache, ensemble trois annexes, signées à Paris le 4 juin 1973** (n° **953**) [18 mai 1974].

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de la convention d'assistance technique entre le Gouvernement de la République malgache, ensemble ses deux annexes, signées à Paris le 4 juin 1973** (n° **954**) [18 mai 1974].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre des affaires étrangères :

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Krieg : Utilisation des Mirage vendus à la Libye** [2 mai 1973] (p. 962, 963).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Bertrand Denis** (n° **161**) relative à l'**aide aux pays en voie de développement** [2 mai 1973] (p. 967).

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4485, 4486) : rappel des positions françaises à l'égard d'Israël et des Etats arabes ; (p. 4487, 4488, 4489) : historique des événements depuis mai 1967 et historique, à l'aide de citations, de la politique de la France depuis 1967 ; (p. 4489) : ses réponses concernant l'intervention européenne ; le sens de ses propos du 8 octobre 1973 sur les causes et les conditions de la reprise des hostilités au Proche-Orient ; « petite phrase » ; (p. 4490) : le problème de l'embargo et des Mirage ; (p. 4502) : enquête au sujet de la lettre portant cachet du Quai d'Orsay reçue par MM. Sthelin et Krieg ; (p. 4511, 4512) : poids déterminant des grands dans le règlement du conflit ; affirmation de la garantie du concours de la France à Israël pour assurer sa sécurité ; son désir d'une tournée dans tous les pays du Proche-Orient.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de ministre des affaires étrangères :

— **Projet de loi** autorisant l'**approbation de la convention du Conseil de l'Europe relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, signée à Bâle le 16 mai 1972** (n° **195**). **Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 937) : problème de l'inscription des testaments ; souplesse du système d'enregistrement adopté par la convention ; liberté d'initiative des Etats contractants ; rôle du conseil supérieur du notariat, types de testaments, caractère secret de l'inscription ; communication entre les divers organismes nationaux.

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de la convention consulaire entre la République française et la République tunisienne, signée à Paris le 28 juin 1972** (n° **193**). **Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 939) : attitude des autorités tunisiennes à l'égard des projets de convention consulaire ; références à la convention de Vienne ; information et droit de visite des consuls, meilleure défense de nos ressortissants ; (p. 940) : caractère classique de la convention, importance de l'article 44 sur les droits des ressortissants, clause de l'article 21 relative aux échanges d'informations sur la législation pénale de chaque Etat, terminologie d' « assistance judiciaire », liberté d'intervention du consul ; sa réponse à M. Jean-Pierre Cot sur la notion de juridiction de droit commun ; (p. 941) : en réponse à M. Jean-Paul Palewski, examen par le Parlement de toutes dispositions contenues dans un échange de lettres et qui tomberait sous le coup de l'article 53 de la Constitution ; (p. 942) : système de la « compétence indirecte », caractère exceptionnel du système des compétences directes, cas des conventions franco-suisse de 1869 et franco-belge de 1899, politique du Gouvernement tendant au maintien des privilèges de juridiction dans les conventions internationales, cas de refus de l'*exequatur ;* (p. 943) : sa réponse à M. Gerbet sur sa proposition de modification des articles 14 et 15 du code civil.

— **Déclaration sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [19 juin 1973] (p. 2258) : l'état des relations extérieures résultant d'un ensemble de données, de forces et de volontés ; la position particulière de la France dans le monde plus importante que sa superficie ou sa population ; le respect des valeurs, souci constant de notre diplomatie depuis quinze ans ; l'exigence première de la paix, efforts de la France en ce sens, principes indispensables que sont le droit des peuples à décider d'eux-mêmes, l'indépendance des nations, la non-ingérence dans les affaires d'autrui, l'accumulation des armements dans le monde ; rappelle que la France réclame et recommande la détente ; souhaite qu'à l'affrontement succède le dialogue ; nécessité d'une œuvre de coopération, de concours et de soutien aux peuples déshérités ; le respect de l'indépendance nationale ; l'effort d'indépendance, garantie de notre durée et de notre vitalité ; évoque la construction européenne, les initiatives prises par le Président de la République ; (p. 2259) : les progrès accomplis depuis trois ans, élargissement de la Communauté ; souligne la rapidité d'adaptation des institutions de la Communauté aux nouvelles conditions de l'élargissement, l'année 1980 année de l'union européenne, Marché commun agricole, condition du maintien et du développement des activités rurales en France comme ailleurs ; nécessité d'une discipline commerciale et monétaire ; le Marché commun agricole, premier ciment de l'Europe ; caractère dangereux d'une spécialisation des cultures ; tarif extérieur commun ; efforts pour élaborer des politiques communes ; recherche d'une politique commune de l'énergie autour de l'idée d'une autonomie et d'une garantie d'approvisionnement ; nécessité pour l'Europe de se développer sur le plan théorique et sur celui de la réalité quotidienne ; estime qu'on

ne doit pas compter sur les instruments pour définir les objectifs ; rappelle qu'il ne s'agit pas d'une construction fermée ; évoque les accords avec les pays tiers ; (p. 2260) : souligne que dans quelque cinq années, la France accordera la franchise tarifaire totale à plus des trois quarts de ses importations, la CEE, source de développement commercial, la Conférence de Paris et l'objectif d'union européenne, l'intérêt du monde entier pour l'Europe, caractère constructif que revêtira sa participation aux négociations commerciales ; ambition de l'Europe de définir pour elle-même un modèle d'expansion et de stabilité, nécessité pour le monde de la constitution d'un ordre monétaire commercial équitable ; constate que les responsabilités mondiales du dollar ne sont plus assurées ; les conséquences néfastes pour l'ensemble des pays ; la stabilité monétaire, condition essentielle de la paix ; rappelle que, la France mise à part, l'Europe n'a pas d'autonomie en matière de défense ; estime que le problème de la défense de l'Europe est susceptible de passer à l'avant-scène ; le caractère déterminant de la défense dans le dialogue sur l'organisation nouvelle de l'Alliance atlantique ; (p. 2261) : le caractère primordial de la sécurité dans le débat avec les Etats-Unis ; risque que les conditions de sécurité des Etats européens soient affectées par deux négociations en cours ; évoque la négociation sur la limitation des armements stratégiques (SALT) et ses répercussions possibles sur la protection assurée à l'Europe à partir des moyens américains et sur la libre disposition que les Etats européens peuvent avoir de leurs moyens propres ; estime que la France doit être particulièrement vigilante et que l'Europe doit s'en préoccuper ; évoque la négociation sur la réduction mutuelle et équilibrée des forces (MBFR) ; rappelle que la France n'y participe pas ; son opposition à la création en Europe d'une zone à statut spécial ; estime essentiel que la négociation ne puisse atteindre notre capacité même de défendre le territoire national ; les arguments qui fortifient l'effort de la France en matière de défense ; les expériences nucléaires dans le Pacifique ; position de la France sur le désarmement ; le dialogue direct entre les superpuissances ; l'exemple du dialogue franco-soviétique ; (p. 2262) : la coopération entre la France et l'Union soviétique ; les relations avec les pays d'Europe orientale ; la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe ; évoque les problèmes de l'Asie, la place éminente de la Chine dans nos relations, le développement de nos relations avec le Japon, les efforts de rapprochement de la Corée du Nord, d'une part, et de la Corée du Sud, d'autre part ; la décision du Gouvernement de participer à la reconstruction de la péninsule indochinoise ; la mission de M. Missoffe ; la situation au Cambodge ; évoque la politique de coopération, son ampleur ; (p. 2263) : la coopération avec les pays de l'Afrique noire ; le développement des actions de formation ; la sécheresse dans les pays du Sahel ; le soutien à la langue française ; le développement de la coopération scientifique et technologique : la diffusion du français en Europe occidentale ; la coopération universitaire ; la coopération avec les Etats du Maghreb ; les relations de la France avec le Maroc, l'Algérie et la Tunisie ; la sympathie que fait naître notre respect de l'indépendance nationale ; le soutien de la France à la francophonie et à ses institutions ; la nécessité d'une réflexion sur les rapports entre la coopération et les échanges économiques ; la situation au Proche-Orient et la position du Gouvernement français ; (p. 2337) : ses réponses aux interventions dans le débat ; l'accord de l'Assemblée sur les grands principes de notre politique étrangère ; l'impossibilité pour la France de pratiquer actuellement une autre politique étrangère ; (p. 2338) : sa réponse à M. Lecanuet sur les relations franco-allemandes, la politique à l'Est de l'Allemagne, les conséquences du dialogue entre les deux Supergrands, sur l'isolement de la France ; les raisons de la position française et l'attitude de nos partenaires ; le souhait de la France que l'Europe ait son autonomie en matière de défense ; sa volonté de définir au fond une position commune à l'égard des Etats-Unis ; le caractère de la Conférence européenne de sécurité et de coopération ; sa réponse à M. Stehlin sur l'OTAN et la défense européenne, à M. Mitterrand sur l'analyse de sa déclaration ; (p. 2339) : sur la politique régionale européenne, sur la politique spatiale européenne et le projet de lanceur L 3 S, sur le contrat entre la Snecma et la General Electric, sur la politique de l'énergie, des produits de base, la prochaine demande de ratification de l'accord sur le cacao, la difficulté de nos rapports avec les Etats-Unis ; sa réponse à M. Couve de Murville sur les conséquences de l'élargissement des Communautés, sa conviction que la coexistence pacifique entre le Marché commun et les Etats-Unis est possible ; les liens entre les négociations de Tokyo et les problèmes monétaires ; sa position au Conseil des Communautés ; les avantages retirés par les Etats-Unis du glissement du dollar ; sa réponse à M. Fajon sur l'indépendance de la France, les problèmes de défense et la conférence européenne de sécurité et de coopération ; (p. 2340) : la satisfaction de l'URSS quant à nos positions ; le caractère constant de notre politique dans le Sud-Est asiatique ; les communiqués du Gouvernement sur cette politique ; la politique de la France au Vietnam ; ses relations avec le GRP ; la politique de la France au Cambodge ; l'action secrète

qu'elle mène ; son attitude à l'égard du prince Sihanouk ; sa réponse à M. Baillot sur la reconnaissance du GRP ; les relations avec la Corée du Sud et la Corée du Nord ; souligne qu'aucune puissance de l'Est ne procède à une reconnaissance équilibrée ; (p. 2341, 2342) : indique que la France a sollicité l'admission de la Corée du Nord à l'OMS ; sa réponse à M. Cousté sur l'exportation des jeunes bovins ; la décision du Conseil des Communautés de faciliter l'octroi des subventions à l'exportation ; la politique de coopération ; les problèmes du Moyen-Orient ; l'éventualité d'une visite officielle en Israël ; sa réponse à M. Destremau sur l'indemnisation de nos compatriotes spoliés ; sa réponse à M. Fouchet sur la place de la France dans le monde ; à M. Caro sur la Convention européenne des droits de l'homme ; le dépôt, avant la fin de 1973, du projet de loi autorisant la ratification de cette convention ; sa réponse à M. Chandernagor sur l'activité et le rôle du secrétariat général aux affaires africaines et malgaches ; à M. Ollivro sur l'encouragement du fonds européen de développement régional, l'œuvre de la France en Afrique, l'aide aux victimes de la sécheresse.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères et coopération [12 novembre 1973] (p. 5566) : rappelle ses rapports avec le Parlement au cours des six derniers mois ; évoque la guerre du Proche-Orient ; arrangements apparus sur le plan international ; accord entre les Etats-Unis et l'URSS sur la prévention des guerres nucléaires et ses conséquences ; processus d'équilibre et d'arbitrage ; conditions de reprise de la guerre et d'obtention du cessez-le-feu ; mise en relief d'évolutions insoupçonnées par les crises brutales ; confirmation de nos incertitudes quant au fonctionnement et aux effets du système de concertation né de l'accord Brejnev-Nixon, enseignements à tirer de la crise ; non-prévention de la guerre ; rôle des deux supergrands dans la conclusion d'un accord, impuissance du Conseil de sécurité ; pressions ou menaces exercées par les deux supergrands sur les belligérants ; rappelle que le conflit est loin d'être réglé ; (p. 5567) : conséquences de l'exclusivité des grands Etats de la communauté internationale ; l'incapacité dont celle-ci a été frappée ; exclusion du jeu de la France, de la Grande-Bretagne et de la Chine ; dépendance directe des belligérants vis-à-vis de leur protecteur ; application dans toutes ses parties de la résolution 242 du 22 novembre 1967 ; règlement reposant sur un système de garanties internationales et tenant compte des droits des Palestiniens ; conséquences sur l'Alliance atlantique ; s'interroge sur la conformité du concours demandé à l'Alliance avec son objet même ; conséquences sur la France et sur l'Europe ; erreur que constitue leur mise à l'écart brutale, enjeu que constitue l'Europe ; nécessité de poursuivre inlassablement à la fois la construction européenne et notre effort de défense ; progrès de la construction européenne depuis le 1er janvier 1973 ; ses observations à l'égard de ceux qui contestent la réalité de ces progrès et qui critiquent la position française à l'égard de l'Europe ; difficultés à atteindre les objectifs précis, choix du réalisme ; contribution de la France à la construction politique de l'Europe ; (p. 5568) : réunion des Neuf le 10 juillet 1973, à Copenhague ; définition de l'identité européenne et de l'Europe vis-à-vis de l'extérieur, en particulier vis-à-vis des Etats-Unis ; solidarité des Neuf à l'égard du Proche-Orient ; proposition du Président de la République d'organiser des réunions régulières des chefs d'Etat et de Gouvernement, sommet prévu en décembre à Copenhague à l'initiative de la France ; Europe politique et solidarité des Neuf dans le domaine économique ; conditions de fonctionnement de la Communauté des Neuf ; retards de l'union économique et monétaire ; propositions du Gouvernement français en vue d'une lutte communautaire contre l'inflation ; réunion prochaine des ministres des finances pour relancer l'union économique et monétaire ; conséquences sur les autres politiques communautaires ; politique régionale, politique agricole commune et cohésion monétaire ; prix que le Gouvernement français attache à cet élément essentiel de l'acquis européen ; nécessité de définir une politique commune de l'énergie ; approvisionnement de l'Europe en uranium enrichi ; politique sociale, moyens d'action du fonds social européen ; projet de fondation européenne pour l'étude des problèmes relatifs aux conditions de travail et à la qualité de la vie ; (p. 5569) : rôle de l'Assemblée parlementaire européenne ; problèmes monétaires internationaux ; réflexions du Président de la République ; conférence de Nairobi, solidarité de l'Europe ; négociations de Tokyo ; spécificité du secteur agricole ; « conception d'ensemble » ; pouvoir de négociations des Etats-Unis ; responsabilités extérieures de la Communauté à l'égard du Tiers-Monde ; sécurité de l'Europe ; absence de défense proprement européenne ; problèmes délicats posés par la convergence des efforts de chacun des pays européens ; mise en état d'alerte des forces américaines et fonctionnement de l'OTAN ; équilibre des deux superpuissances et autonomie de l'Europe ; désarmement et détente ; appui de la France à un désarmement mondial, sous contrôle international ; signature par la France du protocole n° 2 du traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine ; absence d'une politique véritable de désarmement ; observa-

tion du ministre des affaires étrangères de Suède à l'assemblée générale des Nations Unies ; ses réserves sur la proposition soviétique de réduction de 10 % par les cinq Etats membres du conseil de sécurité de leur budget militaire et d'affectation d'une partie de ces sommes au Tiers-Monde ; situation de surarmement de deux Etats ; (p. 5570) : raisons de l'attitude de la France à l'égard des négociations « MBFR » et des négociations « SALT » ; ses réserves sur l'efficacité des mécanismes de contrôle ; nécessité de poursuivre notre propre effort de défense ; mobiles des campagnes déclenchées contre la France ; publication d'un livre blanc ; demande de réunion anticipée du comité scientifique de l'ONU pour l'étude des effets des rayonnements ionisants ; fidélité à l'Alliance atlantique ; position inchangée à l'égard de l'OTAN ; caractère de plus en plus spécifique du problème de la défense de l'Europe ; effort de redéfinition ; fonctionnement de l'Alliance atlantique ; engagement des Etats-Unis en Europe ; contribution des européens au maintien de la défense commune, volonté de détente de la France ; conférence d'Helsinki, ce que la France attend de cette conférence ; (p. 5571) : démarche suivie par la France à l'initiative du général de Gaulle ; relations avec les pays de l'Est ; risques tenant au fait de privilégier à l'excès le dialogue entre les deux superpuissances ; politique française de détente ; relations de la France avec la Chine et avec le Japon ; conflit indochinois ; attitude de la France ; mission de M. Missoffe ; aide de la France aux pays du Maghreb ; mutations de ces pays ; évolution des pays d'Afrique noire francophone ; nouvelle définition de nos relations avec ces pays ; accords signés et négociations en cours, aide aux pays les plus défavorisés ; montant de l'aide publique porté à 0,70 % du produit national brut ; aide particulière aux pays du Sahel ; efforts de la CEE pour les pays associés ou associables ; (p. 5572) : émission des droits de tirage spéciaux, marchés de matières premières ; chartes des droits et des devoirs économiques des Etats ; (p. 5576) : attitude de la France vis-à-vis de la conférence d'Helsinki ; **ses réponses aux orateurs** : (p. 5595) : information sur l'action du Gouvernement; rapports de la France avec le nouveau gouvernement chilien ; propos de M. Mitterrand ; rôle de l'ambassade de France au Chili à l'égard des réfugiés ; intervention du Gouvernement en faveur de Luis Corvalan ; précise que la France est le deuxième pays d'accueil des réfugiés chiliens après le Mexique ; sa réponse à M. Couve de Murville sur la politique française vis-à-vis du Cambodge, redéfinition des rapports entre la France et les Etats africains, voyage du Président de la République en Afrique, révision des accords de coopération, réunion à Paris de chefs d'Etat et de Gouvernement africains, leur conscience d'appartenir à un univers francophone, action de la France vers le Tiers-Monde, son espoir en l'Europe, problèmes monétaires, négociation de Tokyo, position française à la conférence de Nairobi et ses raisons, évolution de la situation monétaire et commerciale des Etats-Unis, problème de la confiance monétaire ; (p. 5596) : avenir de la détente après la conférence européenne de sécurité, caractère politique du problème de l'énergie ; sa réponse à M. Ribière sur le problème de la défense, originalité de la position française à la conférence de Nairobi, Europe des transports et Europe de l'énergie, pressions de l'événement ; sa réponse à M. Mitterrand sur le rôle des grandes compagnies pétrolières, loi de 1928, système français et système des grandes compagnies, opportunité de la déclaration des Neuf sur le Proche-Orient, rôle des Britanniques dans cette initiative ; ses réflexions sur les propos de M. Daillet ; concours de M. Mitterrand afin que l'Europe puisse se bâtir rapidement ; sa réponse à M. Mitterrand sur le sort des Français détenus en Guinée ; (p. 5597) : reconnaissance de la Guinée mais absence de relations diplomatiques avec le pays ; assurances à obtenir quant à l'accueil de notre ambassadeur ; lien entre la condition faite à nos ressortissants prisonniers et la reconnaissance ; position du Gouvernement à l'égard de la Guinée-Bissau ; préalable que constitue l'action du mouvement de libération à l'intérieur du territoire ; ses remerciements à M. Péronnet ; son accord avec les propos de M. Seitlinger ; (p. 5598) : sa réponse à M. Ansart sur la conduite de la politique extérieure, sur la reconnaissance de la RDA ; problème de logement du futur ambassadeur ; son entretien avec M. Hien, représentant du GRP aux négociations de la Celle-Saint-Cloud ; proposition soviétique de réduction de 10 % des budgets militaires, regrette qu'elle ne soit pas assortie d'un contrôle des budgets militaires ; sa réponse à M. Bettencourt sur le fonctionnement du fonds régional européen, sur sa suggestion de création d'un mécanisme d'urgence à l'échelon des Neuf ; ses réponses à M. Jacques Legendre sur les coopérants en Afrique, à M. Stehlin sur les problèmes de défense, à M. Flornoy sur les rapports de la France et de l'Europe avec l'Amérique latine ; (p. 5599) : à M. Nessler sur les rapports avec les Etats producteurs de pétrole ; son accord avec M. Xavier Deniau sur le développement de la francophonie ; sa réponse à M. Feït sur la coopération entre les entreprises et les pouvoirs publics à l'étranger ; expose les grandes lignes du budget des affaires étrangères, faible part de ce budget dans le budget de l'Etat, 1,9 % des budgets civils et militaires, progression plus favorable en 1974 qu'en 1973, l'enveloppe

recherche exclue, répartition fonctionnelle des crédits ; renforcement des moyens de l'administration et des services à l'étranger, arrêt de la dégradation des crédits d'investissement, tournant que marque l'année 1974 ; augmentation du nombre des créations d'emplois ; recommandations du « rapport Racine » ; sécurité des postes à l'étranger ; voiture de fonction des ambassadeurs ; installation de nouvelles ambassades ; crédits d'investissement supplémentaires prévus dans le prochain collectif budgétaire ; crédits des relations culturelles, scientifiques et techniques ; (p. 5600) : redéploiement de notre action ; animation de la formation ; politique active de la langue française ; adaptation de notre aide par le dialogue ; priorité à la coopération scientifique et technologique ; priorités géographiques ; action en Europe ; coopération avec l'Europe de l'Est; francophonie; coopération avec les Etats du Maghreb, la Louisiane, le Québec, Haïti et le Liban ; utilité de la francophonie ; action en Extrême-Orient ; augmentation des crédits destinés à la Chine et au Japon ; accroissement considérable des crédits prévus pour l'Amérique latine ; priorités fonctionnelles ; coopération scientifique ; diffusion de la culture française par le livre ; contributions internationales ; (p. 5601) : participation au fonds de l'enfance ; action du professeur Debré ; conditions de gestion du patrimoine immobilier du ministère des affaires étrangères. **Titre IV :** ses observations sur l'amendement de M. Marette, tendant à supprimer la subvention prévue pour l'ORTF, son sentiment sur les émissions de l'ORTF à destination de l'étranger, nécessité du maintien de la subvention versée à l'ORTF; réorientation de ces missions et de leurs moyens ; demande le maintien des crédits initialement prévus ; (p. 5602) : ses observations sur l'amendement de M. Marette tendant à supprimer l'augmentation des crédits destinés à l'enseignement au Maroc ; demande à la commission des finances de ne pas le maintenir, partage ses préoccupations ; sa ferme volonté d'être vigilant en ce qui concerne la diminution des effectifs de l'enseignement direct ; **Avant l'Article 43 :** son accord avec l'amendement de M. Marette tendant à insérer un article additionnel : meilleure gestion des établissements français à l'étranger.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de ses protocoles additionnels n^os^ 1, 3, 4 et 5 (n° 743). Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7278) : son engagement quant au dépôt du projet devant le Parlement avant la fin de l'année 1973 ; rappelle que le contrôle de la convention ne sera pas le seul fait des organes qu'elle crée ; contrôle de nos tribunaux de l'ordre administratif ou judiciaire ; possibilité pour tout citoyen de se réclamer de la convention auprès des tribunaux ; estime qu'après un délai normal de réflexion et d'adaptation de quelques années, le Gouvernement pourra accepter la possibilité de requête individuelle devant la commission européenne ; répond à ceux qui nient l'opportunité de ce délai de réflexion ; évoque les raisons qui ont retardé la ratification de la convention ; (p. 7279) : signification politique que le Gouvernement attache à cette ratification ; attachement essentiel de la France aux droits de l'homme ; indique à M. Péronnet qu'il a décidé de proposer au Gouvernement que la France adhère au pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels et au pacte international relatif aux droits civils et politiques adoptés par l'assemblée générale de l'ONU le 16 décembre 1966 ; sa communication du texte des réserves à M. Chandernagor, rapporteur ; évoque le problème de la réserve relative aux articles 5 et 6 de la convention : règles de la discipline militaire ; positions de MM. Chandernagor et Riviérez ; sa réponse à MM. Riviérez et Chandernagor, à M. Caro sur la réserve à l'article 15 : possibilité de déroger à la convention en cas de guerre ou d'autres dangers publics menaçant la vie de la nation ; (p. 7280) : sa référence à l'arrêt Rubin de Servens : Conseil d'Etat 1962 ; sa mise au point sur le « second volet » de la réserve à l'article 15 ; affirme que l'intention du Gouvernement n'est pas de faire une réserve générale ; expose le problème de la déclaration interprétative de l'article 10 qui concerne la radiodiffusion-télévision ; ses réponses aux interventions de MM. Palewski, Péronnet, Odru, Forni, (p. 7281) : Commenay et Ibéné, (p. 7284) : Hamel.

JOSSELIN (Charles)

Député des Côtes-du-Nord
(2^e^ circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Chargé de suivre et de contrôler de façon permanente l'emploi des crédits inscrits au bugdet du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [17 avril 1975] (p. 1832).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante (*J.O.* du 21 septembre 1976, p. 5636) [2 octobre 1976] (p. 6308).

Membre du conseil d'orientation du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [9 décembre 1976] (p. 9189), [10 décembre 1976] (p. 9248).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à **instituer une commission d'enquête parlementaire sur le fonctionnement des établissements d'hébergement collectif d'enfants mineurs, visés aux articles 95 et suivants du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **518**) [21 juin 1973].

— **Rapport** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 9 : Culture** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 9 : Culture** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 11 : Culture** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission des finances sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Annexe n° 9 : Culture et environnement - Culture** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **5**), **Labbé** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) : **service national** [25 avril 1973] (p. 888, 889, 890) : responsabilités respectives du Gouvernement et de la jeunesse ; refus du Gouvernement d'abaisser l'âge électoral ; inquiétude des jeunes gens devant l'avenir ; nécessité d'assurer leur formation professionnelle ; nécessité de rénover le service national.

• *question au Gouvernement :*

— **Campagne de tirs nucléaires de 1974** [12 juin 1974] (p. 2612) : fin des fonctions gouvernementales de M. Servan-Schreiber.

• *question orale avec débat :*

— (n° **11311**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2790, 2791, 2792) : situation des éleveurs des Côtes-du-Nord : chute des cours, augmentation des charges ; amélioration de la répartition géographique des lieux de stockage de la viande de bœuf ; raisons du refus du système européen d'aide au stockage de la viande de porc ; nécessité de mettre fin aux agissements du « lobby des prélèvements compensatoires » ; (p. 2801) : problème du FORMA ; planification nécessaire.

• *question au Gouvernement :*

— **Crise de l'industrie automobile** [27 novembre 1974] (p. 7102).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **1498**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7712, 7713) : situation dans les Côtes-du-Nord ; les petites entreprises, victimes du plan de refroidissement Fourcade ; nécessité de généraliser la semaine de 40 heures, d'avancer l'âge de la retraite et de débloquer de nouveaux crédits à la consommation.

• *questions au Gouvernement :*

— **Charges sociales des industries de main-d'œuvre** [17 décembre 1975] (p. 9907) : état de préparation du projet de loi sur ce sujet.

— **Ordonnancement des subventions aux collectivités locales** [4 mai 1977] (p. 2426) : les circulaires des 20 décembre 1976 et 18 avril 1977 bloquant les dossiers de demande de subvention ; leur incompatibilité avec la relance de l'activité économique, le maintien de l'emploi et l'amélioration des équipements publics.

— **Situation de la société Socotel** [29 juin 1977] (p. 4422) : ses conséquences pour l'emploi dans les Côtes-du-Nord.

— **Situation du petit commerce** [9 novembre 1977] (p. 7221) : mesures de blocage prises par le Gouvernement sans concertation avec la profession ; la politique de l'indice ; s'attaquer aux structures de distribution.

— **Loi sur l'architecture** [23 novembre 1977] (p. 7837, 7838) : la sévérité des conditions mises à l'obtention du titre d'agréé en architecture.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1362) : profits du secteur de l'urbanisation ; caractère politique du problème de l'urbanisme ; choix d'une société ; son refus du principe de l'accélération systématique de la croissance des villes ; nécessité de ralentir cette croissance ; aménagement du territoire ; « droit à la ville » et ses moyens ; possibilité d'une nouvelle répartition des zones d'activité ; politique volontariste et libéralisme qui voudrait garantir des libertés qui sont fausses ; déséquilibre régional ; situation de la Bretagne ; France noire — donc dense — et France blanche — donc vide ; son inquiétude sur les perspectives de l'an 2000 ; déséquilibre au niveau de l'espace rural et de l'espace urbain ; grands services de l'Etat et loi du profit ; dangers tenant à l'introduction des normes de rentabilité ; cas de la carte scolaire ; suppression des tribunaux et des bureaux de tabac ; animation des villages : concertation urbaine ; responsabilité au niveau de l'administration ; politique de regroupement des objets d'art ; retards en équipements collectifs ; écrasement des minorités ; problème du manque d'espace dans les villes ; valeurs de communication et loisirs passifs ; villas individuelles et logements collectifs ; (p. 1363) : rééquilibrage des zones d'activité ; planification démographique ; ses réserves sur l'action de la DATAR ; problème foncier ; moyens d'une élaboration démocratique des schémas d'urbanisme ; effets du secret de l'instruction des dossiers ; rôle des responsables locaux ; principe du pouvoir urbain pour rééquilibrer, d'une part, la pression de la loi du profit, d'autre part, la pression de la technocratie ; moyens audio-visuels ; exemple de Paris ; quartiers de la Défense et des Halles ; pari sur l'homme créateur.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1833) : mauvais fonctionnement de l'éducation nationale ; insuffisance des moyens financiers ; son interrogation sur les raisons de la politique suivie par le Gouvernement ; remise en cause d'une société donnant la priorité à l'argent ; besoin de cette société en producteurs et en cadres acquis définitivement au système ; priorité donnée aux grandes écoles ; besoins en ouvriers et employés ; priorité à la formation « sur le tas » ; nécessité de revaloriser les salaires des travailleurs ; de substituer à la cohérence socialiste ; de donner à tous la formation et l'information préalables au succès de l'autogestion ; école responsable ; solution du problème de la dualité scolaire ; propos tenus par de Gaulle en 1958 au président de l'UNEF ; motifs pour les jeunes de revendiquer.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4992) : politique des loisirs, perception des loisirs par les enfants des villes, interdits qui frappent les activités de loisir-évasion des fins de semaine, rôle de la télévision, choix impliqué par une politique des loisirs au niveau de la conception, de la gestion et de l'animation, intégration à la ville des équipements de loisirs ou politique d'évasion avec ses conséquences économiques et écologiques, non-rentabilité de la gestion des équipements de loisirs et aide de l'Etat aux collectivités locales, importance de l'animation, échec relatif de l'opération « Mille clubs » ; (p. 4993) : pratique du numerus clausus par certains clubs, conception trop normative des équipements, politique des loisirs en Allemagne fédérale, insuffisance notoire du budget en particulier pour l'encadrement, refus du budget par son groupe, caractère unitaire de l'homme dans son travail et ses loisirs dans une autre société, se prononce pour une autre politique de caractère socialiste.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5746) : ses observations sur la politique de décentralisation, primes aux entreprises et retard des infrastructures, dispositions prévues en faveur des villes nouvelles et leurs conséquences ; ses observations sur la liaison entre les organismes chargés d'appliquer les mesures incitatives en direction de la province, chasse aux industriels, marché de l'emploi dans les zones rurales, ralentissement du courant de décentralisation en Bretagne, plan routier breton et programme de routes à quatre voies ; taux de réalisation du PRDE de la Bretagne, politique volontariste et philosophie libérale ; (p. 5747) : se prononce pour une planification véritable, fonds interrégional de péréquation.

Services du Premier ministre. — Réformes administratives. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [20 novembre 1973] (p. 6081) : décalage entre les objectifs et les résultats du Plan, rythme de croissance et distorsion entre secteurs d'activités et entre régions, échec en matière de finances publiques ; (p. 6082) : dépenses d'équipement, disparités entre régions ; sa référence à une étude du bureau régional d'études et d'information socialiste sur le taux d'exécution du programme régional de développement et d'équipement breton, priorité à

l'industrialisation et sacrifice des équipements collectifs dans les régions non industrialisées ; sa référence à l'édition de 1972 de *Statistiques et indicateurs des régions françaises* ; Plan et inflation, distorsions entre les différents secteurs de l'économie et politique des firmes multinationales ; mise en place des assemblées régionales et remise en question de la procédure de régionalisation du Plan, Plan et contradictions du système économique.

— **Rappel au règlement** : débat au Parlement sur le service national [8 novembre 1973] (p. 5387).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Après l'Article 10** (p. 6658) : sa proposition tendant à l'abandon de l'obligation alimentaire en ce qui concerne les frais d'hospitalisation des personnes âgées ; **Développement industriel et scientifique. Titre VI** (p. 6663) : son amendement de réduction des crédits de paiement de ce titre (frais du programme Eldo) ; (p. 6664) : retrait après explications du Gouvernement.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 22** (p. 2858) : demande l'amnistie des infractions en matière d'affichage routier.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**). **Discussion des articles** [27 juin 1974]. **Avant l'Article premier** (p. 3101) : son amendement n° 1 fixant les objectifs du centre national interprofessionnel de l'industrie laitière.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article 10** (p. 3776) : amendement n° 144 : suppression de la délégation générale à l'information ; repoussé. **Article 16** (p. 3789) : amendement n° 52 : répartition des ressources publicitaires effectuée selon le même système que celui retenu pour la redevance ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion des articles** [3 octobre 1974]. **Article premier** (p. 4754) : amendement n° 4 : remboursement de la TVA aux agriculteurs soumis au régime du remboursement forfaitaire ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974] : **Article 11** (p. 5421) : TVA au taux réduit sur les campings.

Deuxième partie :

Culture, rapporteur spécial [30 octobre 1974] (p. 5598) : si la commission n'a pas cru bon de repousser le budget, elle n'en a pas moins adopté le rapport et voté à l'unanimité les propositions qui lui ont été soumises par son rapporteur ; un budget tragiquement insuffisant, marqué par l'élitisme et l'assimilation de la culture à un produit de consommation ; en contradiction avec les déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing lorsqu'il était rapporteur spécial du budget des affaires culturelles en 1968 ; un taux d'augmentation nettement inférieur à l'ensemble des dépenses de l'Etat ; ce budget ne peut assurer la conservation du patrimoine et encore moins préparer l'avenir ; un effort important est consenti en faveur des monuments historiques et des palais nationaux, mais l'opération des 100 villes et des 100 monuments ne s'accompagne pas des moyens nécessaires ; le dilemme « conservation ou aménagement » est accentué ; nécessité d'une revalorisation rapide des services des bâtiments de France ; financement de la première tranche de la cité interministérielle de Fontainebleau, mais chute brutale des autorisations de programme pour les archives départementales ; pauvreté des crédits consacrés à l'inventaire général des fouilles et des antiquités ; un coup d'arrêt dans la politique d'équipement ; faiblesse des crédits d'enseignement artistique ; une politique culturelle marquée par le parisianisme et l'élitisme : exemple de l'Opéra ; (p. 5599) : les difficultés de l'Opéra-Studio transféré à Lyon ; limites de la décentralisation dramatique — un amendement adopté par la commission des finances à propos de la Comédie française tend à mettre la ville de Paris en face de ses responsabilités ; l'aide aux activités théâtrales et aux festivals : élitisme et arbitraire — exemple du festival d'automne de Paris et des festivals de Royan, La Rochelle et Avignon ; organisation et développement des maisons de la culture ; l'inventaire des nouveaux lieux culturels ; la part prépondérante des musées nationaux par rapport aux musées classés et de Paris par rapport à la province ; le refus de subvention au salon d'automne ; le manque de personnel des musées, obstacle à une modification des horaires d'ouverture ; faiblesse des crédits pour l'achat d'œuvres ; le centre Beaubourg ; nécessité d'un contrôle financier très strict et de décentraliser la gestion du centre ; les aides arbitraires du fonds d'intervention culturelle ; le transfert de l'IDHEC à Bry-sur-Marne et la possibilité de fusion avec l'école de la rue de Vaugirard ; la fiscalité en matière de cinéma ; (p. 5600) : la politique cinématographique favorise les groupes privés : Pathé-Cinéma, Gaumont et UGC ; la nomination du président-directeur général

sortant de l'UGC à la tête de la société de production lourde issue de l'ORTF ; l'information oubliée dans l'action culturelle ; des secteurs administratifs trop rigides ; une politique culturelle assimilant la culture à un produit standardisé ; pour une autre politique culturelle incluant la science, l'éducation civique, les mécanismes économiques, les rapports sociaux, l'urbanisme ; risque de bureaucratisation de la culture et de condamnation des cultures régionales ; un budget qui n'apporte pas d'améliorations en matière d'enseignement artistique ; demande que soient respectées les promesses de concertation avec les élus locaux en matière de classement et de restauration des centres de villes ; (p. 5634) : défend l'amendement n° 64 tendant à réduire la dotation de la Comédie-Française ; (p. 5635) : l'amendement n'est pas adopté.

Agriculture, FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6126) : l'endettement des agriculteurs ; le Crédit agricole instrument de développement ou accélérateur d'inégalités ; le prix de la terre et les prêts fonciers ; les prêts bonifiés ; (p. 6127) : l'encouragement à accroître la taille des exploitations ; le redémarrage d'un cycle de production.

Transports. — IV. Marine marchande [18 novembre 1974] (p. 6679) : le plan de modernisation et de développement ; le cabotage, instrument d'aménagement du territoire ; (p. 6680) : le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche rejette le titre VI et l'ensemble du budget.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [19 novembre 1974] (p. 6710) : la conjoncture internationale ; les services publics, moyens de planification ; la réalisation du VI[e] Plan ; les efforts des collectivités locales ; la concertation ; la planification démocratique. *En qualité de rapporteur spécial suppléant:* la commission des finances ; les crédits ; les organismes de recherche ; les problèmes d'équipement subordonnés à la politique budgétaire ; les collectivités locales ; (p. 6711) : les locaux du commissariat général ; les crédits du centre national pour l'information et la productivité des entreprises (CNIPE) ; retards dans la préparation du VII[e] Plan ; des modèles qualitatifs de comptabilité nationale ; les plans régionaux ; la commission propose de rejeter les crédits.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou (n° 950). Première lecture. Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7303) : les paradoxes de ce projet, la conception du centre ; (p. 7304) : les investissements ; la mission de la Cour des comptes ; le coût du fonctionnement ; pouvoir de décision ; cloisonnement, rapports avec le secteur lucratif ; vedettariat ; observations de la mission de l'inspection des finances ; « les marchands du temple » ; le statut du personnel ; la culture ; la manifestation d'ouverture « La ville et l'enfant » ; le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ne votera pas ce projet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974] (p. 8151) : **Article 4** : l'action culturelle appartient au domaine politique ; risque de double emploi de la délégation parlementaire et de la représentation des parlementaires au conseil d'orientation ; (p. 8152) : suggère que les parlementaires siégeant au conseil d'orientation soient les rapporteurs des commissions des affaires culturelles et des finances.

— **Projet de loi relatif aux opérations des entreprises d'assurances-dommages relevant des Etats membres de la Communauté économique européenne et tendant à simplifier la législation des assurances (n° 1328). Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7433) : souhaite un réinvestissement sur place d'une partie des primes d'assurances souscrites dans les régions défavorisées.

— **Projet de loi relatif à la validation de certains diplômes d'architectes** (n° **1378**) [16 décembre 1974]. **Discussion générale** (p. 7909) : un tel projet de loi de validation constitue pratiquement une nouvelle méthode des vérifications des connaissances ; une loi d'amnistie à rebours qui ne constitue pas une remise en ordre ; remise en ordre impossible tant que les crédits seront aussi faibles ; l'examen du projet de loi relatif aux conditions d'exercice de la profession d'architecte doit proposer une organisation cohérente de l'enseignement de l'architecture.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1400) : la possibilité d'imaginer des bailleurs publics qui garantiraient mieux le droit du fermier ; donner cette possibilité aux SAFER ; le niveau d'endettement au titre du foncier ; la raréfaction de la terre ; ses raisons : urbanisation, résidences secondaires, grands équipements ; la nécessité pour les collectivités locales de maîtriser leur urbanisme ; procédure des ZAD trop souvent dispendieuse ; indemniser l'agriculteur qui se voit privé de son exploitation ; instaurer un dialogue nouveau entre la collectivité qui a besoin du terrain et le fermier qui l'exploite.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**). **Discussion générale** [25 avril 1975] (p. 2148) : régler le problème général

du foncier ; le problème de l'achat des terrains par le nouvel établissement public ; ajouter au critère de la protection celui de l'aménagement ; favoriser une meilleure articulation avec le domaine maritime ; informer les vendeurs éventuels ; prévoir l'audition systématique des maires des communes concernés par les conseils de rivage ; apprécier la valeur des terrains compte tenu des servitudes qui les frappent ; faire appel à des organismes existants, tels les SAFER ; manque de sélectivité avec lequel on décide de la vocation des espaces.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au Crédit maritime mutuel** (n° **1289**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2379) : similitude de situation existant entre la pêche et l'agriculture ; la dépendance vis-à-vis des conditions météorologiques ; la conjoncture catastrophique marquée par l'effondrement des cours ; l'absence de versement des aides promises par le Gouvernement ; la nécessaire modernisation des textes ; la crainte de voir « confisqué » le Crédit maritime au profit des groupes de pêche industrielle ; mettre sur pied un véritable office du poisson. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2382) : demande des précisions sur l'amendement n° 10 de M. Guermeur. **Article 7** (p. 2385) : sa question au Gouvernement : le caractère commercial des sociétés du Crédit maritime mutuel, leur assujettissement à l'impôt sur les sociétés. **Article 8** (p. 2386) : son amendement n° 20 : supprimer le dernier alinéa de l'article 8 ; éviter la confiscation du pouvoir des caisses par des personnes n'étant ni pêcheur, ni artisan ; repoussé. **Article 10** (p. 2387) : son amendement n° 21 : exigence de la qualité de marin pour les deux tiers des membres du conseil d'administration ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article premier** (p. 2572) : sur l'amendement n° 24, attire l'attention du Gouvernement sur la situation des éleveurs.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3739) : le Plan : affaire de pouvoir et de volonté ; la majorité hétéroclite qui appuie le Gouvernement ; l'écart croissant entre le pouvoir économique et le pouvoir politique ; la concentration croissante de l'appareil d'Etat ; l'abandon de la notion de plan régional ; l'impuissance des régions ; le cas de la Bretagne ; la crise de l'aviculture bretonne ; (p. 3740) : le caractère compétitif des gisements de minerais du Massif armoricain ; la solution : créer une société régionale publique ; les ressources de la mer ; le silence des options du VII^e^ Plan en matière de pêche, de marine marchande et d'exploitation des fonds marins ; la dégradation de la marine marchande ; les équipements collectifs ; bâtir de véritables plans régionaux ; (p. 3741) : la liste des C.E.S. à réaliser en Bretagne ; l'accroissement de l'autonomie et du pouvoir d'innovation des collectivités locales qui résulteront de la planification établie par la gauche.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3928) : les incidences fâcheuses du projet sur la fiscalité locale en milieu rural ; (p. 3929) : la hausse de la taxe d'habitation qui est venue frapper les travailleurs ; l'état de faillite des collectivités locales ; le caractère inconcevable de la baisse de l'imposition annoncée par le Gouvernement; le cas des entreprises moyennes supportant seules l'augmentation des bases d'imposition ; assujettir à la taxe professionnelle les gros agriculteurs ; le problème de la fiscalité agricole ; faire jouer la péréquation au niveau régional et national ; faire une refonte globale de la fiscalité ; incorporer les rémunérations des dirigeants de sociétés dans les bénéfices ; (p. 3930) : donner des moyens financiers accrus aux collectivités locales. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 2** (p. 3986) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Burckel qui maintient un système qui lui paraît injuste ; (p. 3994) : son amendement n° 118 : maintien du système actuel d'incitation fiscale à l'aménagement du territoire sous certaines réserves ; (p. 3995) : accepte de retirer le *b*) de son amendement n° 118 et de le remplacer par le texte de l'amendement n° 49 de M. Papon ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Après l'Article 18** (p. 4476) : son amendement n° 122 : nationalisation des établissements privés percevant des subventions ; insiste sur le gaspillage et l'immobilisme résultant de la dualité scolaire ; (p. 4477) : considère que les dirigeants de l'enseignement privé ont la volonté de distribuer un autre enseignement avec une autre idéologie ; estime que le pluralisme dans l'enseignement public n'en justifie plus le maintien dans l'enseignement privé ; amendement n° 122 repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier** (p. 6167) : interdire les licenciements pour raisons économiques en contrepartie des facilités accordées aux entreprises ; la sécheresse dont ont souffert les exploitations agricoles ; empêcher la spéculation sur les tourteaux ; rembourser la fraction de TVA due aux agriculteurs. **Article 2** (p. 6175) : critique le manque de sélectivité de l'article 2 ; son amen-

dement n° 4 : lier l'aide au maintien de l'emploi dans l'entreprise pendant un an ; repoussé ; demande au ministre si les bâtiments et les travaux de réfection sont considérés comme achats de biens d'équipement. **Article 8** (p. 6199) : demande quelle sera la ventilation entre la Bretagne et le Massif central du crédit affecté aux routes. **Article 11** (p. 6203) : demande au ministre où en est l'harmonisation des TVA au sein de la CEE. **Article 13** (p. 6205) : demande des précisions sur la portée de l'article.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1975] : **Après l'Article premier** (p. 7245, 7246) : son amendement n° 21 : ensemble de mesures fiscales inspirées du programme commun relatif à l'impôt sur le revenu et à l'impôt sur les sociétés ; la modification du régime fiscal des revenus du capital, des successions et des plus-values ; repoussé ; [23 octobre 1975] : **Article 10** (p. 7281) : la préoccupation du groupe socialiste face au développement de la pornographie et de la violence ; l'impossibilité de retenir la solution prévue à l'article 10 qui nuit à la liberté ; (p. 7282) : le capitalisme : responsable de la médiocrité artistique actuelle ; la solution résidant dans un véritable service public du cinéma ; repenser l'aide au cinéma. **Article 11** (p. 7287) : son amendement n° 46 : affectation du produit des majorations prévues à l'article 11 au budget des régions ; repoussé. **Article 20** (p. 7307, 7308) : la misère de la lecture publique en France ; l'absence de liberté quant au choix des bibliothécaires ; l'abstention du groupe socialiste sur l'article 20.

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7380) : accélérer la mise en œuvre du plan de développement du réseau routier breton.

Culture, rapporteur spécial [3 novembre 1975] (p. 7724) : l'absence d'augmentation des crédits du budget de la culture ; la progression des crédits de fonctionnement ; le sacrifice des crédits d'équipement ; la conservation du patrimoine ; l'architecture, victime de la politique de pénurie ; l'énorme déséquilibre qui caractérise la répartition des crédits de l'action culturelle ; l'accroissement des disparités régionales ; la situation de l'Opéra ; la révision de la politique lyrique ; (p. 7725) : les orchestres, la contribution demandée aux collectivités locales ; les subventions versées aux théâtres ; les dotations des maisons de la culture ; la situation dans les musées ; le centre Beaubourg ; la faiblesse des crédits consacrés au cinéma ; remettre en cause les structures de l'industrie cinématographique ; (p. 7726) : les crédits d'intervention culturelle ; les crédits de la diffusion culturelle ; la lecture publique ; le fonds national du livre ; les enseignements artistiques ; le marketing culturel qui inspire le Gouvernement ; le sacrifice de l'expérience culturelle régionale ; l'absence de culture populaire ; (p. 7729) : en réponse à M. Simon-Lorière : fait remarquer que ses observations ont été adoptées par la majorité de la commission des finances. **Discussion des artices. Article 36** (p. 7757) : ses observations sur les propos tenus par M. Pierre Bas.

Qualité de la vie. — I. Environnement. Examen des crédits [7 novembre 1975]. **Etat C - Titre V** (p. 8104) : l'insuffisance du budget et l'absence du pouvoir de décision du ministère ; (p. 8105) : utiliser les services de ceux qui manquent de travail ; le vote hostile du groupe socialiste.

Education [12 novembre 1975] (p. 8201) : l'absence de confusion entre pluralisme scolaire et liberté de l'enseignement ; l'application de la loi Debré ; (p. 8202) : l'enseignement privé : un enseignement qui échappe à beaucoup de contraintes de l'enseignement public ; les scandaleux gaspillages qui résultent de la concurrence des enseignements et l'absence de liberté de choix pour les parents ; appliquer au moins les principes de la loi Debré ; la possible existence d'un pluralisme à l'intérieur d'un seul service public laïque de l'enseignement.

Services du Premier ministre. — Section V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [19 novembre 1975] (p. 8651) : l'attachement de la gauche à la planification ; l'impossibilité dans la planification actuelle pour les citoyens et les élus de prendre leurs responsabilités ; (p. 8652) : inciter davantage les citoyens à s'intéresser à la chose publique ; la crédibilité actuelle du Plan ; la faiblesse des crédits consacrés aux études ; l'alibi que constitue le commissariat au Plan.

Economie et finances. — I. Charges communes. Examen des crédits : Etat B - Titres III et IV [19 novembre 1975] (p. 8711) : ses amendements n°s 210, 218, 219, 212, 208, 220 ; retirés.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion des articles** [9 décembre 1975]. **Après l'Article 8** (p. 9538) : s'inquiète des critères retenus par l'amendement n° 3 du Gouvernement ; refuse qu'une question d'intérêt public soit traitée « à la sauvette ».

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou**

incommodes (n° **1753**). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article 8** *bis* (p. 1839) : juge souhaitable de réduire la pollution plutôt que de lui sacrifier des espaces de plus en plus vastes.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 2** (p. 2069) : souhaite que soit maintenue la disposition concernant les variantes telle qu'elle figure dans l'amendement n° 12 défendu par M. Nungesser.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [28 avril 1976] (p. 2260) : la disparition d'exploitations agricoles ne peut qu'aggraver la situation de l'emploi ; l'insuffisance de l'IVD pour garantir une retraite aux paysans qui désirent se retirer ; (p. 2261) : la difficulté pour les jeunes paysans d'investir à la fois en matière foncière et en matériel ; la nécessité de modifier le système des prix et des marchés, d'adapter les structures et de diversifier la production ; l'impératif de multiplier les services de remplacement, seuls capables d'apporter une certaine libération particulièrement aux femmes.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4571) : la contradiction marquant le Plan ; l'antinomie entre les options et les exigences de l'aménagement du territoire ; la trop grande orientation vers le développement des exportations ; la nécessité d'un véritable rééquilibrage des régions, d'un refus des gaspillages ; la volonté de mettre en valeur toutes les richesses du pays ; la mobilité de la main-d'œuvre, fondement du Plan ; la nécessité de donner de véritables pouvoirs aux régions ; (p. 4572) : la non-exécution du plan routier breton ; l'absence de considération des équipements collectifs ; l'absence d'un échéancier ; les collectivités locales invitées à payer ; la mystification du VII^e^ Plan ; la dégradation des conditions de vie ; le caractère démissionnaire du Plan. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4872) : son amendement n° 19 concernant l'amélioration de la capacité d'emprunt des petites et moyennes entreprises ; amendement n° 19 réservé (p. 4873) : s'étonne de l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 19 ; son amendement n° 25 concernant les charges sociales des industries de main-d'œuvre ; amendement n° 25 réservé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6558) : le vote des agriculteurs ; la majorité et les agriculteurs ; le pétrole et la sécheresse, deux alibis ; une catastrophe météorologique ; les conséquences naturelles de la sécheresse ; l'orge, les fruits, les productions animales ; une incidence différente selon les agriculteurs ; l'atténuation de la perte pour les grands propriétaires terriens ; la contradiction dans les fruits et légumes ; (p. 6559) : la pomme de terre ; le dégagement immédiat d'un premier crédit de 5 milliards de francs demandé par les socialistes au mois de juillet ; les hésitations du Gouvernement ; une perte s'élevant à 10 milliards ; le blocage par anticipation du revenu des agriculteurs ; critique des critères d'attribution des indemnités ; le contrôle de base par des commissions communales ; une très grande sélectivité des aides ; critique du mode de financement choisi ; son amendement n° 45 ; la nécessité d'exclure les éleveurs du champ d'application de l'article 2 ; (p. 6560) : la nécessité d'une réforme profonde de la fiscalité agricole ; le problème de l'indépendance alimentaire ; la part des exportations agricoles dans notre commerce extérieur ; la protection de l'environnement ; les transferts sociaux en faveur de l'agriculture ; l'hydraulique agricole ; l'irrigation ; la diminution du budget pour l'aménagement des structures agricoles ; l'importance de la formation ; le contrôle indispensable des marchés par la création d'un office par produit ; le contrôle des circuits de transformation et de distribution ; la maîtrise des prix à la consommation ; la sécheresse alibi ; les travaux hydrauliques ; les tensions provoquées par la sécheresse entre catégories sociales amplifiées par le plan Barre ; l'opposition entre régions ; l'aménagement du territoire, facteur possible de réduction des tendances inflationnistes ; la solution des problèmes agricoles passant par le succès de la lutte contre l'inflation. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6633) : critique la notion de chiffre d'affaires ; le progrès constitué par la prise en considération du bénéfice ; n'accepte pas l'amendement n° 67 du Gouvernement. **Article 3** (p. 6643) : soutient l'amendement n° 55 de M. Duffaut : progressivité du taux de la contribution exceptionnelle ; repoussé. **Article 6** (p. 6649) : défend l'amendement n° 27 de M. Papon tendant à supprimer l'article 6 ; (p. 6650) : les injustices de l'article 6 ; amendement n° 27 réservé. **Article 9** (p. 6660) : déplore que les collectivités locales ne soient pas traitées en personnes majeures ; sa question sur les travaux hydrauliques. **Article 11** (p. 6666) : justifie la création de la commission communale proposée par l'amendement n° 58 de M. Duffaut ; les différences de représentativité des syndicats de cultivateurs ; la possibilité de contrôle de l'exactitude des déclarations par la commission communale.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 16** (p. 7024) : *a priori* un encourage-

ment des activités musicales ou chorégraphiques ; (p. 7025) : réticence devant l'article 16 qui trouve ses fondements dans une confusion regrettable ; deux préoccupations ; les dispositifs : réparer les préjudices subis par les compositeurs et auteurs du fait des enregistrements réalisés au moyen de magnétophones ; le cas allemand ; les moyens affectés aux activités musicales et chorégraphiques ; le fonds national de la musique et de la danse ; une réduction des moyens accordés à la musique et à la danse ; indique que le PSRG est opposé à l'article 16.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7455) : un budget en recul par rapport à celui de 1976 ; l'action de propagande du CIDJ ; les besoins immenses en matière de coopération internationale ; jours de loisirs et jours de scolarité ; (p. 7456) : les associations, instrument essentiel d'une politique de la jeunesse ; l'insuffisance des postes du FONJEP ; la manifestation organisée par la fédération des maisons de jeunes et de la culture en matière fiscale ; la TVA sur les fournitures éducatives ; la survie des associations de jeunesse et d'éducation populaire fixée par le CNAJEP ; les associations et leur importance pour le PS.

Culture, rapporteur spécial pour le cinéma [5 novembre 1976] (p. 7642) : le rejet des crédits de la culture par la commission des finances ; l'insuffisance quantitative du budget ; l'accentuation des déséquilibres ; l'aggravation des injustices ; les crédits de fonctionnement privilégiés ; le sacrifice de secteurs entiers ; les problèmes de Paris malgré une dotation assez importante ; Beaubourg ; les théâtres nationaux ; la Comédie-Française ; l'Opéra ; l'augmentation des crédits à la musique et à la danse ; les maisons de la culture ; la diminution inquiétante des crédits d'équipement des centres d'action culturelle ; les activités théâtrales ; le cinéma ; les secteurs sacrifiés ; la conservation du patrimoine, l'architecture ; le caractère scandaleux de la diminution des crédits consacrés aux archives ; la lecture publique ; les musées maltraités ; les musées nationaux ; les bibliothèques centrales de presse ; les bibliothèques départementales et municipales ; les enseignements artistiques ; la pauvreté du budget entraînant une opposition entre Paris et la province ; l'écart entre les contributions respectives de Paris et les villes de province ; (p. 7644) : le droit à l'égalité culturelle ; Démocratie française ; le projet initial ; l'augmentation des droits destinée à compenser les crédits attendus de la taxe sur les magnétophones ; souhaite un geste du Gouvernement. **Examen des crédits. — Etat B. — Titre III** (p. 7665) : défend l'amendement n° 141 de M. Papon tendant à réduire les crédits du titre III de l'état B ; repoussé ; (p. 7666) : indique que la commission des finances aurait accepté l'amendement n° 245 du Gouvernement. **Titre IV :** défend l'amendement n° 142 de M. Papon tendant à réduire les crédits du titre IV de l'état B ; tend à connaître la vérité sur les crédits de fonctionnement du centre Georges-Pompidou ; amendement n° 142 repoussé. **Article 33 :** défend l'amendement n° 155 de M. Papon tendant à supprimer l'article 33 ; adopté.

Services du Premier ministre. — V. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : Aménagement du territoire [18 novembre 1976] (p. 8264) : les fonctions de M. Lecanuet ; (p. 8265) : aménagement du territoire et lutte anti-inflation ; l'aménagement du territoire trop souvent un alibi avant d'être un renoncement ; la définition de l'aménagement du territoire ; l'accompagnement d'une évolution du système capitaliste ; les bassins de main-d'œuvre et le capitalisme ; le programme d'action n° 9 ; le déménagement du capital ; un budget de démission ; le caractère « fumeux » et antidémocratique des contrats de pays ; villes moyennes et budget ; la rénovation rurale ; les égoïsmes locaux ; la carte des déséquilibres ; les entreprises locales ; les collectivités locales ; donner à la base la possiblité de participer à l'aménagement du territoire.

— Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° **2630). Première partie. Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article 6 et Etat A** (p. 9173) : les difficultés des collectivités locales ; masse salariale et VRTS ; la culture ; le service des eaux et fontaines de Marly ; les théâtres lyriques nationaux ; l'Opéra et l'Opéra-studio ; un dispositif destiné à rendre viable un budget mal préparé ; ne votera pas l'article 6. **Titre III** (p. 9176) : défend l'amendement n° 15 de M. Duffaut de réduction relatif à la prise en charge des personnes refoulées ou réfugiées ; repoussé. **Titre IV** (p. 9177) : défend l'amendement n° 16 de M. Duffaut de réduction des crédits affectés aux TOM ; les dépenses d'entretien du navire *Marion-Dufresnes ;* repoussé. **Article 11** (p. 9181) : défend l'amendement n° 17 de M. Duffaut tendant à supprimer l'article 11 ; le FSIR ; le caractère inadmissible de l'amputation gouvernementale des tranches locales du FSIR ; le refus de l'opération déguisée de transfert de la tranche communale à la tranche urbaine ; demande si les crédits de paiement de l'année 1977 couvriront les opérations engagées en 1976 ; amendement n° 17 repoussé. **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9615) : l'insuccès du plan

Barre ; l'état de la conjoncture ; le diagnostic et les remèdes de la gauche ; la situation faite aux entreprises nationales ; l'organisation de dénigrement systématique ; les causes de déficit ; une politique tarifaire éloignée de la vérité des prix ; le désengagement financier de l'Etat ; l'utilisation du patrimoine collectif au profit des seuls intérêts privés ; (p. 9616) : la précipitation et l'imprécision dans laquelle s'est déroulée la discussion budgétaire ; les variations de la taxe d'habitation ; indique que le PSRG refuse de voter ce collectif.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9647) : la proposition de loi Bolo sur l'architecture ; le mauvais texte du Gouvernement ; le grandes lignes du projet socialiste ; la banalité du thème de la transformation rapide de l'espace bâti ; le rôle exact de l'architecte dans la structure actuelle de production de l'espace bâti ; la modification des structures générales de production ; la formation des architectes ; la préparation des choix ; les comités du cadre de vie ; les ateliers publics d'urbanisme et d'architecture ; les demandes de permis de construire ; (p. 9648) : les ateliers publics et les comités du cadre de vie ; la pluralité complète d'exercice de la profession ; donner à la collectivité locale la possibilité d'imposer l'intervention de l'architecte ; l'aide architecturale. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9696) : l'inutilité de l'amendement n° 91 de M. Mesmin et de l'amendement n° 142 de M. Bourson ; préciser lors de l'établissement du contrat, les tâches et les responsabilités ; le problème de l'assurance. **Article 4** (p. 9703) : la contradiction entre l'intervention nécessaire de l'architecte et l'allongement des procédures ; demande à M. Mesmin s'il prévoit l'intervention systématique d'un architecte dans le contrat d'achat d'une maison industrialisée. **Article 5** (p. 9707) : le risque d'embouteillage si l'on garde l'échelon départemental ; (p. 9708) : soutient l'amendement n° 40 de M. Bolo : le choix du président du conseil d'architecture parmi les représentants des collectivités locales ; demande si le président sera désigné ou élu ; adopté. **Article 13** (p. 9724) : les aspirations des architectes ; l'attitude des architectes vis-à-vis du salariat ; ne pas freiner la créativité de l'architecte ; l'intérêt de la pluridisciplinarité ; souhaite sous-amender l'amendement n° 19 de M. Valleix en ce qui concerne la référence « au profit des personnes privées » relative aux architectes fonctionnaires ; (p. 9727) : soutient l'amendement n° 5 de M. Andrieu supprimant les mots « ou au profit des personnes privées » à la fin du dernier alinéa de l'article 13 ; les risques de confiscation de la demande privée ; adopté. **Article 17** (p. 9732) : soutient l'amendement n° 6 de M. Andrieu tendant à supprimer l'article 17 ; repoussé. **Article 19** (p. 9744) : soutient l'amendement n° 7 de M. Andrieu abrogeant la loi du 31 décembre 1940 et supprimant les articles 20 à 27 et l'intitulé du titre IV ; l'ordre des architectes, un empire du corporatisme ; les notes émanant de l'ordre des architectes ; amendement n° 7 repoussé. **Article 20** (p. 9735) : soutient l'amendement n° 9 de M. Andrieu : conditions de représentation des différents intéressés au conseil de l'ordre ; soutient l'amendement n° 10 de M. Andrieu de repli ; retire l'amendement n° 9 ; le problème de l'équité dans la représentation des différents intéressés ; amendement n° 10 repoussé. **Article 22** (p. 9736) : soutient l'amendement n° 11 de M. Andrieu tendant à introduire une certaine proportionnalité dans la représentation des différents modes d'exercice au niveau du conseil national ; la représentation proportionnelle possible au niveau national ; repoussé. **Article 29** (p. 9739) : soutient l'amendement n° 12 de M. Andrieu : avis du conseil d'architecture au niveau de l'organisme qui détermine la délivrance ou le refus du permis de construire ; repoussé. **Article 30** (p. 9742) : demande à Mme Giroux d'examiner la possiblité d'assurer une meilleure information entre les services chargés de délivrer les permis de construire et les collectivités locales. **Après l'Article 42** (p. 9746) : les différentes dates de réforme de l'enseignement de l'architecture. **Explications de vote** [18 décembre 1976] (p. 9748) : indique que le groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche vote contre l'ensemble du projet de loi.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [27 avril 1977] (p. 2254) : l'expatriation des jeunes ; la politique gouvernementale d'aménagement du territoire ; le caractère conjoncturel des actions de la DATAR ; l'impact de la situation de l'emploi sur la défaite de la majorité aux élections municipales ; (p. 2255) : les possibilités d'intervention des élus locaux en matière de défense et de création d'emplois ; le rôle des régions en matière d'emploi ; les dispositions réglementaires et législatives s'y opposant ; l'action des comités départementaux pour la promotion de l'emploi ; la nécessité d'une autre politique d'aménagement du territoire ; donner aux différents niveaux locaux de véritables moyens d'action ; le manque de personnel dont souffrent les collectivités locales ; les conséquences bénéfiques d'une régionalisation de la décision économique ; la volonté d'entreprendre des chefs des petites entreprises ; mettre en œuvre une réforme du mode de calcul des charges sociales pour les entreprises de main-

d'œuvre ; l'utilisation des ressources locales ; l'incapacité de la majorité en matière d'aménagement du territoire.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article premier** *ter* (p. 3008) : la difficile situation des collectivités locales ; (p. 3009) : l'insuffisance des dotations proposées par le collectif à leur égard ; le fonds spécial d'investissements routiers ; les crédits ouverts au ministère de l'intérieur ; les critères d'affectation de ces subventions ; les crédits ouverts aux autres ministères ; le fonds d'équipement des collectivités locales ; le respect de la promesse gouvernementale de la prise en charge par l'Etat de la TVA payée par les communes.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3456) : l'insuffisance de la politique maritime ; le problème des régions périphériques maritimes ; les disparités des coûts de transport ; (p. 3457) : les obstacles d'ordre institutionnel à la politique de la mer ; les choix effectués en matière de politique portuaire ; les mesures d'accompagnement des créations des grands ports ; le délaissement des ports moyens ; les problèmes de leurs chantiers navals ; la nationalité des bateaux entrant dans le port de Saint-Malo ; la nécessité d'une relance sélective de la construction ; faire preuve d'imagination pour mettre en valeur les productions ; la nécessité de mettre en place les solutions avec des moyens locaux ; l'aquiculture ; la nécessité d'une véritable concertation ; le caractère limité des schémas d'aménagement du littoral ; le problème du repeuplement des fonds marins ; les conditions d'exploitation des sables et graviers ; l'extraction inconsidérée de sables en rade de Brest ; le règlement des conflits opposant les collectivités locales aux promoteurs et à l'administration ; le problème de l'eau et de l'assainissement qui se pose aux villes les mois d'été.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Discussion des articles** [9 juin 1977]. **Article 2** (p. 3631) : soutient le sous-amendement n° 76 de M. Poperen à l'amendement n° 5 de M. Le Theule : la logique libérale dont s'inspire le projet de loi ; les contradictions des règles de la concurrence par la logique de l'accumulation du capital ; le caractère restrictif de la conception du contrôle des concentrations ; l'accélération des faillites ; le niveau des seuils ; l'inapplication de la notion de marché par produit ; l'appréciation de la situation des conglomérats financiers ; situer la réglementation de la concurrence dans le Plan ; faire en sorte que le contrôle des concentrations aide à orienter les structures industrielles vers les objectifs du Plan ; l'application du texte aux opérations de concentration par croissance interne ; les conditions de travail de la commission de la concurrence ; l'autoremise en cause du libéralisme ; (p. 3632) : les arguments du rapporteur. **Avant l'Article 17** (p. 3640) : la réputation complice « automatique » des directeurs de publications ; (p. 3641) : soutient l'amendement n° 70 de M. Poperen : communication à la demande du ministre de l'économie et des finances par les filiales de sociétés étrangères des prix de transfert consentis soit par leurs sociétés mères, soit par les filiales du groupe auquel elles appartiennent ; le caractère facultatif de la communication des prix de transfert ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). **Discussion générale** [12 octobre 1977] (p. 6088) : le prix de la restauration des équilibres fondamentaux ; le chômage ; les résultats dérisoires de l'action gouvernementale ; le refus ou les retards d'enregistrement des demandes d'emploi ; les disparités sectorielles et régionales en matière d'emploi ; (p. 6088) : l'amplification des disparités résultant de « l'impératif industriel » ; la crise de la Lorraine ; la crise de l'emploi en Bretagne ; l'inscription du chômage dans la logique de la croissance capitaliste ; la liaison chômage-inflation ; la logique du profit ; la volonté des entreprises d'abaisser les coûts et les charges sociales ; l'existence d'un investissement réducteur d'emplois ; les caractéristiques de la politique économique gouvernementale ; les mesures conjoncturelles à proposer ; faire en sorte que le plein emploi devienne une variable stratégique de la planification ; l'association des collectivités locales à la politique d'aménagement du territoire ; (p. 6089) : l'éventualité d'une modification de certaines technologies en vue de la réutilisation des ressources locales ; permettre aux élus locaux d'intervenir dans le cadre d'une planification démocratique ; la création d'emplois par les collectivités locales en matière de vie associative notamment ; la dépendance du chômage du contenu et des orientations de la croissance ; changer la logique du profit.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du Plan** [19 octobre 1977] (p. 6354) : la non-prise en considération dans l'action de planification du rôle des grandes sociétés et des collectivités locales ; (p. 6355) : le caractère alarmant des résultats en matière de politique industrielle ; l'inadaptation persistante de l'industrie française de la nouvelle division internationale du travail ; l'insuffisance

des créations d'emplois ; la nécessité de soumettre la grande industrie au plan ; les relations entre le Gouvernement et les PME ; les conséquences de l'absence de politique industrielle ; l'absence de dimension régionale du Plan ; le manque de concertation régionale ; l'intégration des PAPIR à la politique régionale ; les relations entre aménagement du territoire et planification ; (p. 6356) : la nécessité de mettre en œuvre une planification démocratique.

Culture et environnement. — I. **Culture,** rapporteur spécial pour la culture et le cinéma [20 octobre 1977] (p. 6396) : le caractère illusoire d'une véritable politique de la culture ; l'évolution ; l'évolution en forme d'accordéon du montant du budget de la culture depuis quatre ans ; l'augmentation des crédits d'équipement ; la priorité à donner à la valorisation du patrimoine ; l'insuffisance ou la mauvaise utilisation des crédits affectés à la conservation du patrimoine ; la pauvreté en effectifs des services ministériels ; la priorité donnée aux musées ; les dépenses en équipements de sécurité ; la concentration de l'effort budgétaire sur les musées nationaux au détriment des musées classés et contrôlés ; les modalités d'attribution des subventions aux collectivités locales ; l'augmentation des crédits de la lecture publique ; le nouveau statut de l'Opéra ; le refus de la communication du rapport Bloch-Lainé ; le centre Gorges-Pompidou ; la situation faite aux maisons de la culture et aux centres culturels ; l'amputation des subventions de la TVA ; (p. 6397) : la demande par la commission d'un accroissement des crédits prévus pour les maisons de la culture et les centres culturels ; l'engagement du Gouvernement en matière d'accroissement des subventions des centres dramatiques nationaux ; la stagnation des crédits en faveur des enseignements artistiques ; la participation de l'Etat au fonctionnement du conservatoire régional de musique de Grenoble et à l'école nationale de musique de Saint-Brieuc ; la réforme Landowski ; la participation du ministère de l'éducation en matière d'initiation musicale ; la situation de crise du cinéma ; distinguer les œuvres de recherche de certains films commercialisables ; le taux de la TVA frappant l'industrie cinématographique ; l'absence d'une politique de décentralisation ; le problème des chartes culturelles ; la culture. **Examen des crédits. Après l'Article 73** (p. 6424) : son accord sur l'amendement n° 117 de M. Robert-André Vivien.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7525) : l'évolution du budget de l'équipement ; la décroissance de la part des dépenses en capital ; l'absence de programmation en raison de l'utilisation conjoncturelle des crédits ; le FAC ; le secteur du bâtiment et des travaux publics ; la priorité donnée au développement des autoroutes ; les crédits de la DATAR et du FEDER ; l'aménagement du territoire ; la création d'emplois dans l'ouest de la France ; la politique autoroutière ; conséquences de l'établissement des péages ; le principe du libre choix de l'usager entre les autoroutes et les routes nationales ; le coût de la construction et de l'exploitation des postes de péage ; (p. 7526) : l'effet dissuasif des péages sur le trafic ; le versement par les actionnaires des sociétés de construction d'autoroutes de commissions correspondant à des services fictifs ; le recours aux sociétés privées ; le soutien financier par l'Etat des sociétés de construction d'autoroutes ; mettre en œuvre une nouvelle politique routière ; établir un nouveau calendrier des réalisations du schéma directeur des liaisons routières rapides privilégiant l'Ouest ; construire des routes express à deux voies ; utiliser les ressources des péages des autoroutes existantes pour le financement de routes dans l'Ouest de la France ; l'établissement d'une taxe sur les bénéfices des sociétés ; le déséquilibre Est-Ouest ; (p. 7527) : le plan de désenclavement de l'Ouest et du Massif central ; le taux de réalisation du plan routier breton.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147). Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Article 4** (p. 8434) : soutient le sous-amendement n° 82 de M. Boulloche à l'amendement n° 51 rectifié du Gouvernement : application des dispositions de l'article aux baux conclus en 1977 et entrés en vigueur en 1978 ; adopté. **Après l'Article 4 :** soutient l'amendement n° 46 rectifié de M. Boulloche : plafonnement de la variation de l'indice de référence sur celle de l'indice de l'INSEE des coûts à la construction ; retiré. **Après l'Article 5** (p. 8435) : soutient le sous-amendement n° 83 de M. Boulloche à l'amendement n° 69 du Gouvernement : suppression de la référence à l'article 3 *sexies* de la loi de 1948 relatif à l'expiration du premier bail de six ans ; devenu sans objet ; soutient le sous-amendement n° 84 de M. Boulloche à l'amendement n° 69 du Gouvernement : exclusion des dispositions de la loi des redevances et indemnités contractées par les organismes d'HLM ; la politique gouvernementale vis-à-vis des organismes HLM ; la compensation de la limitation des hausses de loyers ; adopté. **Article 7** (p. 8443) : soutient le sous-amendement n° 85 de M. Boulloche à l'amendement n° 70 du Gouvernement : application des dérogations aux dispositions de l'article en cas d'accroissement des charges supportées par les budgets des collectivités locales ; retiré ; soutient le sous-amendement n° 86 de M. Boulloche à

l'amendement n° 70 du Gouvernement : application de droit des dérogations en cas d'accroissement des charges supportées par les budgets des collectivités locales ; retiré ; l'automaticité de la dérogation en cas d'accroissement des charges supportées par les budgets des collectivités locales.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes (n° 2847). Deuxième lecture. Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8768) : l'inquiétude des milieux professionnels agricoles ; les conséquences de l'éventuelle application du texte ; cite le cas d'une exploitation située aux limites des départements du Nord et du Finistère ; l'absence de définition de la notion de terres incultes ; (p. 8769) : les pouvoirs du préfet ; l'absence de moyens donnés aux SAFER ; la taxation des terres ; le gaspillage insupportable représenté par l'état d'inculture ; la nécessité de réforme foncière plus profonde. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8771) : son amendement n° 15 : conditions de suppression de l'indemnité au preneur évincé en cas de résiliation du bail survenant avant la fin de la troisième année dudit bail ; retiré ; la notion de faible étendue. **Article 2** (p. 8773) : son amendement n° 16 : possibilité pour les collectivités constituant des réserves foncières de louer les terres à titre précaire ; l'information des collectivités locales des possibilités de location à titre précaire des terres mises en valeur ; retiré. **Article 6** *bis* (p. 8775) : les conditions de mise en recouvrement de la taxe ; l'absence de taxation avant six ans sur les terres restées incultes ; (p. 8776) : les raisons du rejet de la fixation à deux ans du délai de recouvrement des sommes dues.

JOUFFROY (Henri)

Député du Jura
(2e circonscription)
(RCDS).

En remplacement de M. Jacques Duhamel, décédé le 8 juillet 1977.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement (*J.O.* du 12 juillet 1977) (p. 3690) [3 octobre 1977] (p. 5768).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux (*J.O.* du 1er septembre 1977) (p. 4414) [3 octobre 1977] (p. 5768).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales (*J.O.* du 17 septembre 1977) (p. 4611) [3 octobre 1977] (p. 5768).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

JOURDAN (Emile)

Député du Gard
(1re circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'organisation de l'**action sociale** au ministère des **postes et télécommunications** (n° **3079**) [30 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le régime d'assurance chômage aux **employés de maison** et à améliorer leur situation au regard de la sécurité sociale (n° **3190**) [3 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Personnes âgées** [16 octobre 1974] (p. 5088) : revalorisation des retraites ; augmentation de l'allocation de logement ; prime de chauffage.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**) et **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3690) : situation dramatique du marché de l'emploi dans le Gard, particulièrement à Nîmes ; la grève et la manifestation à l'entreprise européenne d'équipement urbain et rural.

• *questions au Gouvernement :*

— **Hausse des prix** [17 novembre 1976] (p. 8159) : taux de cette hausse.

— **Fonctionnaire menacé d'une mutation d'office** [5 octobre 1977] (p. 5841) : mesures prises contre un inspecteur du Trésor du Gard sanctionné pour avoir pris position lors des élections municipales.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5948) : équipements et constructions hospitalières, retards de réalisation des V^e^ et VI^e^ Plans ; logique du profit des monopoles ; projet de création d'un centre hospitalier à l'ouest de Nîmes ; retard que met l'Etat à prendre une décision et ses conséquences ; formation des personnels ; salaires et conditions de travail ; taux d'utilisation des crédits de formation du personnel sanitaire prévus au VI^e^ Plan ; charges supportées par les établissements ; situation matérielle et morale du personnel de santé ; réduction du temps de travail ; revendications salariales des personnels hospitaliers ; salaires des infirmières ; problème des non-titulaires ; son soutien aux personnels hospitaliers ; se prononce pour une autre politique de la santé.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme. — Crédits du ministère de l'équipement [16 novembre 1975] (p. 6550) : ses observations relatives à une conception démocratique de l'urbanisme ; le bilan financier de la ZUP de Nîmes est beaucoup plus lourd que prévu. **Equipement, logement** (p. 6582) : ses observations relatives à la croissance exorbitante des charges locatives et à la disparition du rôle social de l'allocation logement ; les charges de la ZUP de Nîmes ont été transférées à la commune.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 11** (p. 6202) : portée limitée du fonds d'équipement des collectivités locales ; rembourser la TVA aux communes.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Education [12 novembre 1975] (p. 8200) : la lourdeur des contributions demandées aux communes ; adopter un nouveau système de financement des constructions scolaires ; l'appui du parti communiste à l'action des enseignants et des parents.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9393) : le transfert de fonds de la pierre vers la personne ; le remplacement de l'allocation logement par l'APL ; les Français considérés comme des assistés ; le problème des familles, des travailleurs, des jeunes, des personnes âgées et des handicapés ; un pas de plus vers l'austérité renforcée ; le rapport Barre ; (p. 9394) : l'augmentation du taux d'effort consacré par les Français pour se loger ; les personnes accédant à la propriété ; l'aggravation de la politique du logement dans le sens de l'austérité ; la réduction de l'effort de l'Etat ; la démarche anti-sociale au plan du financement de l'APL ; le financement com-

plémentaire de l'Etat ; le besoin d'une autre politique économique et sociale.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6976) : la réunion en juin 1977 d'un colloque relatif aux handicapés ; les propositions émanant du parti communiste français en matière de santé ; les accidents du travail ; l'analyse de la loi de juin 1975 ; les mutilés du travail ; les propositions communistes ; les mesures spécifiques aux mutilés du travail ; (p. 6977) : la réinsertion des travailleurs handicapés ; la publication des décrets prévus par la loi d'orientation sur les handicapés ; les ressources financières des handicapés ; la nécessité d'une autre politique.

JOXE (Louis)

Député du Rhône
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé membre du conseil constitutionnel par décision du président de l'Assemblée nationale [*J.O.* du 26 octobre 1977] (p. 5222).

L'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 3 novembre 1977, de son mandat de député [3 novembre 1977] (p. 6979, 6992).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome I : Affaires étrangères** (n° **683**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome I : Affaires étrangères** (n° **1232**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome I : Affaires étrangères** (n° **1918**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). **Tome I : Affaires étrangères** (n° **2531**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome I : Affaires étrangères** (n° **3149**) [11 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères et coopération, rapporteur pour avis [12 novembre 1973] (p. 5560) : crédits des affaires étrangères ; autorisations de programme ; intérêt porté aux investissements administratifs ; crédits du CERN ; augmentation des crédits généraux pour les bâtiments ; construction de l'ambassade de France à Moscou ; reconnaissance par le ministère des finances du retard pris par le ministère des affaires étrangères dans ses constructions ; politique du logement ; avantages attachés à l'achat ou à la construction de bâtiments ; politique des investissements devant s'accompagner d'une politique sur l'ensemble du patrimoine français à l'étranger ; effort considérable accompli pour le fonctionnement des services ; recrutement des personnels ; pyramides des âges ; estime que le ministère des affaires étrangères retrouvera en 1976 une situation presque normale en matière de personnel ; formation des candidats désirant faire carrière au ministère des affaires étrangères ; ENA ; accroissement de la vocation pour l'administration des affaires étrangères ; progrès techniques accomplis par le ministère dans ses moyens de travail ; introduction de l'informatique ; (p. 5561) : crédits consacrés aux organisations internationales ; progression des contributions bénévoles aux dépens des contributions obligatoires ; crédits de la presse et de l'information ; ses observations sur les émissions radiophoniques vers l'étranger ; utilisation des ondes courtes ; subventions versées à l'ORTF par le ministère des affaires étrangères; conseille une certaine déconcentration pour donner un caractère propre à ces émissions.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5949) : crise des hospices

à Lyon ; mission de la ville ; programme établi par le ministère de la santé publique ; dérogations prévues lors du vote de la loi sur l'organisation hospitalière ; statut du personnel technique ; assistantes hospitalières ; financement d'un second hôpital d'urgence ; existence de deux écoles d'infirmières.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [6 novembre 1974] (p. 5950) : en matière de constructions, les engagements pris à l'égard du CERN et de l'ambassade de France à Moscou ; l'effort qui intéressait l'accroissement des moyens de travail est interrompu ; (p. 5951) : les émissions de la radiodiffusion vers l'étranger.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [29 octobre 1975] (p. 7542, 7543) : la faible augmentation des crédits ; la politique du personnel ; les contributions obligatoires aux organisations internationales ; l'action des organisations spécialisées dans l'accueil des réfugiés ; l'insuffisance des moyens en ce qui concerne les émissions radio vers l'étranger ; les inquiétudes de la commission des affaires étrangères.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, sur le vote des Français établis hors de France** (n° **1922**). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9918) : la nécessité d'un projet compliqué pour répondre à une situation elle-même compliquée ; la volonté des Français établis à l'étranger de rester associés à la vie de leur pays ; le caractère acceptable des dispositions du projet de loi ; les risques de fraude et de double vote qu'il comporte néanmoins. **Discussion des articles. Article 10** (p. 9922) : son amendement n° 18 rédactionnel ; adopté.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères, rapporteur pour avis [9 novembre 1976] (p. 7808) : l'accroissement réel de ce budget est de 10,75 % ; les dépenses en capital ; le contrôle du Parlement ; l'entretien de notre patrimoine immobilier à l'étranger ; (p. 7809) : l'adaptation des crédits de personnel au coût de la vie ; les subventions apportées aux organismes internationaux ; les émissions de radiodiffusion vers l'étranger ; la réorganisation du ministère des affaires étrangères.

JOXE (Pierre)

Député de la Saône-et-Loire
(5e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du FORMA [29 mai 1973] (p. 1642).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1974] (p. 1494).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'assemblée parlementaire des Communautés européennes [2 novembre 1977] (p. 6836).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **étendre le champ d'application de la loi n° 46-730 du 16 avril 1946 fixant le statut des délégués du personnel dans les entreprises** (n° **476**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet **de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 17 : Economie et finances.** — Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) : crédits du ministère de l'économie et des finances. — I. **Charges communes** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 180). — **Annexe n° 12 : Economie et finances.** — Fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) (crédits du ministère de l'économie et des finances). — I. **Charges communes** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le champ d'application de la législation sur la **formation professionnelle continue** (n° **1537**) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à l'abrogation de la loi n° 72-628 du 5 juillet 1972 relative à la commercialisation des vins à appellation d'origine contrôlée **« vins d'Alsace »** ou **« Alsace »** (n° **1860**) [30 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budget civil. — **Annexe 3 : Agriculture - Dépenses en capital, développement rural** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 4 : Agriculture - FORMA et ONIBEV** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe 3 : Agriculture - Dépenses en capital** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** relative à la **situation juridique des conjoints d'exploitants agricoles** (n° **3415**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **5**), **Labbé** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) **: Service national** [25 avril 1973] (p. 894, 895) : propositions de l'opposition au sujet des sursis ; son attachement au principe de l'armée populaire ; circulaire de M. Fontanet menaçant de priver certaines familles des allocations familiales.

• *questions d'actualité :*

— **Fusion des communes en Saône-et-Loire** [30 mai 1973] (p. 1680, 1681).

— **Problème de l'énergie** [9 novembre 1973] (p. 5484) : les mesures de rationnement frappant les petits consommateurs ; (p. 5486, 5487) : les districts pétroliers.

• *question orale sans débat :*

— (n° **6664**) **: Approvisionnement en produits pétroliers,** en qualité de suppléant de M. Claude Michel [7 décembre 1973] (p. 6798) : spéculation des grands trusts capitalistes.

• *question au Gouvernement :*

— **Maintien de l'emploi à l'ORTF** [11 décembre 1974] (p. 7676).

• *question orale sans débat :*

— (n° **19427**) **: Impôts locaux** [7 mai 1975] (p. 2465, 2466) : nécessité de corriger les injustices sociales résultant des modifications des bases d'imposition des divers impôts locaux (revenu cadastral, taxe locative).

• *question au Gouvernement :*

— **Chambre d'agriculture du Puy-de-Dôme** [4 juin 1975] (p. 3653) : manœuvre de M. Debatisse.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**) et **Gau** (n° **19963**) **: Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3689) : augmentation du nombre des demandes d'emploi non satisfaites dans les industries agricoles et alimentaires ; situation des usines William Saurin et Lepetit ; non-respect par les entreprises publiques de la réglementation en matière d'emplois vis-à-vis des entreprises sous-traitantes (centre de Saclay, EDF) ; diminution des revenus des travailleurs.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **24979**) **: Garantie des prix agricoles** [19 décembre 1975] (p. 10072) : nécessité d'assurer aux exploitants agricoles un revenu décent et croissant ; (p. 10073) : l'échec de l'interprofession laitière ; la crise du marché laitier ; le problème céréalier ; discussion de la proposition de loi du groupe socialiste tendant à la création d'un office des vins.

— (n° **30134**) **: Conséquences de la sécheresse** [25 juin 1976] (p. 4729, 4730) : l'insuffisance des mesures prises pour lutter contre les conséquences de la sécheresse ; nécessité de bloquer les prix des produits nécessaires à l'agriculture, d'organiser le stockage du four-

rage, de faire intervenir l'ONIBEV, d'accorder des aides directes ; la planification de l'agriculture ; nécessité d'assurer un salaire garanti aux agriculteurs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Répartition de l'aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse** [13 octobre 1976] (p. 6549) : date de publication des bases de calcul des aides aux victimes de la sécheresse.

— **Projets d'implantation de centrales nucléaires** [20 avril 1977] (p. 1956) : communication aux élus locaux et aux parlementaires des dossiers des projets de centrales électronucléaires ; le projet Saône.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes déclarations du conseil de ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1004) : souhaite engager le débat sur le fond du problème ; contradictions du ministre de l'agriculture ; défense des intérêts du capitalisme ; l'Europe comme moyen d'intégrer l'agriculture française dans le système capitaliste ; profits des gros producteurs ; (p. 1005) : situation des petits exploitants agricoles et des travailleurs de l'agriculture ; relations entre les exploitations familiales et les industries capitalistes ; insuffisance des revenus des exploitations familiales ; rôle du Gouvernement pour mettre en relation les petits exploitants et le mode de production capitaliste ; objectifs contradictoires du Gouvernement dans la conjoncture présente ; dramatisation de la négociation par le ministre de l'agriculture ; préconise une politique agricole reposant sur la défense des intérêts des travailleurs ; revenus de ces travailleurs inférieurs au SMIC ; nécessité d'assurer leur protection ; prix du lait ; avantages tirés par les industries transformatrices ; insuffisance de la hausse du prix du blé ; (p. 1006) : soutien aux gros producteurs de viande ; insuffisance des mesures en faveur des zones défavorisées ; caractère de classe de la politique agricole française ; (p. 1035) : répond au ministre de l'agriculture et du développement rural ; rappelle que ses propos reflétaient la position du parti socialiste, que les socialistes sont des patriotes et des internationalistes.

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1157) : évoque le problème des anciens d'Algérie ; estime que leurs droits doivent être reconnus, qu'il faut reprendre pour l'essentiel les dispositions de la proposition de loi votée par le Sénat, que l'article 6 de la loi de 1946 relative aux dommages de guerre fournit un argument juridique ; évoque les conséquences de la guerre d'Algérie sur l'armée et sur la jeunesse.

— **Projet de loi réglementant le droit de licenciement** (n° **197**). **Discussion des articles** [29 mai 1973] : **Article 5 : Article 24 h du code du travail** (p. 1612) : défend l'amendement de M. Legrand au nom de son groupe : régime de l'indemnité de licenciement ; (p. 1616) : **Article 24 m** : ses arguments en faveur des amendements de MM. Gau et Berthelot : procédure de licenciement, modalités d'assistance du salarié licencié ; (p. 1621, 1622) : **Article 24 p** : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Gau : charge pour l'employeur de faire la preuve du bien-fondé du licenciement.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'Article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4432) : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Donnez tendant à limiter à deux le nombre des mandats consécutifs du Président de la République.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Seconde délibération** [19 octobre 1973]. **Article 23** (p. 4629) : son amendement relatif aux demandes de permis de construire en instance, retrait.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, rapporteur spécial [6 novembre 1973] (p. 5233) : subvention du fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles (FORMA) ; activités de régularisation et actions dites d'orientation ; éléments concernant les actions dites d'orientation ; appréciation difficile du coût budgétaire et des effets des interventions sur les revenus des producteurs ; difficultés à imputer régionalement les effets des dépenses du FORMA ; marché de la viande bovine ; rapport entre les productions de lait et de viande ; déficit global du commerce extérieur des viandes ; situation saine du FORMA d'un point de vue strictement financier ; problème des dépenses d'orientation ; part de la subvention consacrée à ces dépenses ; modalités d'attribution des aides ; exemple des aides à la rationalisation bovine ; variété des organismes d'attribution et diversification des formes que prennent les actions d'orientations ; estime qu'elles ne paraissent pas organisées dans un cadre suffisamment rationnel ; impossibilité de porter un jugement sur l'efficacité réelle de chacun de ces programmes d'aide ; estime indispensable une remise en ordre dans les critères d'attribution des aides

et une étude approfondie des résultats de cette politique d'orientation ; estime indispensable l'établissement d'une comptabilité régionalisée du FORMA ; observe que le FORMA ne précise pas les types d'exploitations ayant bénéficié de ses actions dans le domaine de l'élevage ; sa référence à une réponse complémentaire du FORMA à ce sujet ; (p. 5234) : observe que le FORMA ne fournit aucune indication sur les mesures prises en faveur de l'exploitation familiale ; sa référence à la discussion en commission ; observations retenues par la commission : nécessité d'études tendant à mieux apprécier l'effet des dépenses de soutien des marchés agricoles ; remise en ordre des actions d'aide à l'élevage ; unification du montant des aides : prime de base et prime additionnelle ; [7 novembre 1973] (p. 5332) : ses observations sur les interventions de M. Hector Rolland dans la discussion budgétaire en 1972 et en 1973, critique des députés de la majorité contre le budget de l'agriculture, critiques exprimées par MM. Mayoud et Méhaignerie, rapporteurs pour avis, critiques du budget et vote favorable, possibilité d'une autre politique ; (p. 5333) : action des syndicats et situation de l'INRA, propositions pour une autre politique agricole, fixation de quantums et de plafonds en ce qui concerne les aides, nouvelles hiérarchies des prix ; exportations de viande, programme commun de la gauche, position contradictoire des députés de la majorité ; ses observations sur les dirigeants agricoles ; sa réponse au ministre de l'agriculture ; dirigeants agricoles ; sa réponse au ministre de l'agriculture ; dirigeants agricoles contestés, programme commun de la gauche, explication familiale et politique agricole commune.

Service du Premier ministre. — Economie et finances. — Fonction publique [16 novembre 1973] (p. 5895) : ses observations sur le recrutement d'agents contractuels pour renforcer la direction de la fonction publique ; mécontentement et revendications des fonctionnaires ; dégradation de leur situation ; exprime sa solidarité à leur action ; indice officiel des prix et pouvoir d'achat des salariés de l'Etat ; parité avec les salariés du secteur privé ; ses observations sur la politique salariale dans la fonction publique ; (p. 5896) : situation des retraités ; propositions de loi et suggestions de son groupe sur l'ensemble de ces problèmes ; démantèlement du service public ; sa dénonciation de la mise à la disposition du secteur privé de résultats de travaux réalisés par des fonctionnaires ; sa référence à l'IGN et aux services météorologiques ; situation des employés hors statut ; sa question relative à la réunion du groupe de travail chargé d'examiner ces problèmes ; pression sur les personnels ; sa référence à un télégramme de M. Dijoud aux préfets ; politique du parti socialiste à l'égard des fonctionnaires ; propositions du programme commun de gouvernement de la gauche ; vote de son groupe contre ce budget.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6026) : sa référence à l'article 12 de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen, police et répression ; politique des socialistes à l'égard de la police ; son soutien aux revendications de la fédération générale de la police nationale, formation professionnelle, résolution du congrès de la fédération autonome des syndicats de police du 14 mai 1973 ; recrutement et formation des fonctionnaires de police ; (p. 6027) : stage scolaire des élèves gardiens de la paix ; son analyse du programme ; formation des policiers et connaissance des mouvements sociaux ; enseignement sur les libertés publiques ; formation des personnels et organisations syndicales ; formation et principes démocratiques.

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles** (n° **809**). **Discussion générale** [11 juin 1974] (p. 2588) : la terre est l'outil de travail des agriculteurs ; les inégalités provoquées par le régime foncier et le régime successoral actuels ; dimension modeste du projet dont l'efficacité sera par ailleurs limitée par des données financières ; dangers de distorsion fiscale en raison des avantages fiscaux dont bénéficient les SAFER et dont elles feront profiter certaines personnes physiques.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1972** (n° **851**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3009) : ses observations relatives au projet de loi de règlement ; sous-consommation des crédits de bourses ; crédits du FORMA.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3109) : indique les raisons pour lesquelles, faute de l'adoption des amendements déposés par le groupe socialiste, celui-ci ne votera pas le projet.

— **Rappel au règlement** [23 juillet 1974] (p. 3647) : s'élève contre une interprétation étroite de la Constitution qui prive les agriculteurs français d'un débat parlementaire urgent compte tenu de l'évolution dramatique des problèmes agricoles.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4732) : rappel des propositions socialistes en faveur des agriculteurs qui n'ont jamais été examinées ; compare l'évolution du revenu agricole et celui des prix industriels ;

(p. 4733) : les agriculteurs ne sont pas des spéculateurs ; l'échec de l'ONIBEV et la nécessité de créer un office de la viande ; le plafonnement des aides est indispensable ; envisager un système de taxe sur les grosses exploitations ; la situation des petits serristes. **Avant l'Article premier** (p. 4752) : sur l'amendement n° 3 de M. Antagnac : insuffisance des arguties juridiques quand il s'agit de revenu agricole. **Article premier** (p. 4754, 4756) : **Rappel au règlement** : attitude du rapporteur général de la commission des finances.

— **Proposition de loi tendant à valider les opérations d'un concours administratif** (n° **1221**). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5253) : la proposition de loi dont M. Foyer est l'auteur, le rapporteur et le président de la commission compétente va à l'encontre de l'article 34 de la Constitution.

— **Proposition de loi tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande** (n° **1168**). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5278) : s'interroge sur l'application de la proportionnalité à la composition de la commission d'enquête.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5566) : résorption des retards accumulés et défense du secteur public ; les assises de l'hospitalisation publique ; la prévention ; protection maternelle et infantile ; la mortalité infantile ; la médecin scolaire ; (p. 5567) : les inégalités de consommation médicale ; les socialistes ne voteront pas votre budget.

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial [7 novembre 1974] (p. 6008) : l'amorce d'un budget de programmes ; le budget des ex-agriculteurs plus que celui des producteurs ; les crédits d'investissements ; l'endettement des agriculteurs ; (p. 6004) : l'ONIBEV ; les crédits du FORMA pour l'aide à l'élevage ; les bénéficiaires de la subvention du FORMA ; les gros éleveurs principaux bénéficiaires de ces aides ; [8 novembre 1974] (p. 6137) : s'oppose à l'amendement n° 137 de M. Xavier Deniau relatif à la modernisation des exploitations ; (p. 6141) : défend l'amendement n° 132 de M. Gaudin relatif à l'INRA ; l'amendement est rejeté ; (p. 6144) : s'oppose à l'amendement n° 129 rectifié du Gouvernement relatif aux exonérations des cotisations et demande l'exonération de tous les bénéficiaires de l'allocation ou de la retraite vieillesse ; (p. 6145) : son amendement n° 148 relatif à l'annexe budgétaire concernant la rénovation rurale et le fonds d'action rurale ; reporté aux articles non rattachés.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6881) : dépose un amendement n° 148 concernant le contrôle du Parlement sur les crédits inscrits au titre de la rénovation rurale.

— **Rappel au règlement** [20 novembre 1974] (p. 6786) : proteste contre la simultanéité des réunions des commissions et des séances de l'Assemblée et contre l'absence de retransmission par la télévision du débat sur le budget des PTT.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7143) : tirer enfin les conséquences législatives de la distinction entre l'amour charnel et la procréation ; les objectifs de l'éducation sexuelle ; (p. 7144) : les adversaires du projet étaient déjà les adversaires de la contraception, ils représentent ce que l'Assemblée compte de plus réactionnaire dans tous les domaines ; demande la suppression de la procédure de la demande écrite ; obtenir le remboursement par la sécurité sociale.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1390) : être à la tête du mouvement de défense des agriculteurs, vieille tradition socialiste : exemple de Jaurès, Compère-Morel, Tanguy-Prigent ; absence de M. Senez au congrès de la section nationale des fermiers et métayers ; le congrès du Modef ; la position des fédérations des syndicats d'exploitants agricoles de l'Ouest ; le droit au travail des agriculteurs, leur solidarité avec les autres travailleurs ; (p. 1391) : le « jeu de massacre » dont ont été victimes les dispositions favorables au fermage depuis la Libération ; les arrêts restrictifs de la cour de cassation; (p. 1392) : les menaces que fait peser le projet sur les fermiers les plus démunis ; la nécessité d'une évolution du cadre juridique de l'exploitation agricole ; le poids de la fédération de la propriété agricole ; le sens des amendements proposés par les socialistes : améliorer les délais d'information et de réponse, s'opposer à la fuite devant le statut du fermage, assurer des indemnisations adaptées aux situations, assurer des conditions justes pour la fixation du prix du bail, permettre l'initiative du fermier. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1403) : son amendement n° 98 : au sixième alinéa aligner la limite de l'exercice du droit de préemption sur la limite retenue en matière de réglementation des cumuls ; adopté ; son amendement n° 135 : prévoir l'application de l'article à la cession d'actions ou de parts d'une société propriétaire du sol affermé ; réfute les arguments du Gouver-

nement ; application du droit actuel contraire aux intérêts du fermier ; repoussé. **Article 2** (p. 1406) : sur l'amendement n° 22 de M. E. Bizet, demande que l'Assemblée prenne immédiatement position ; son amendement n° 117 : porter de deux à trois mois la possibilité d'exercice du droit de préemption; repoussé. **Article 4** (p. 1410) : ses observations sur l'amendement n° 25 de M. Bizet ; [10 avril 1975] : **Article 7** (p. 1498) : apporte son soutien à l'amendement n° 54 de M. Rigout ; signification de la suppression de la référence 1939 : abandon de toute limitation et libération complète des fermages ; (p. 1505) : son explication de vote sur l'article 7 ; volonté du Gouvernement de refuser toute amélioration du texte. **Après l'Article 7** (p. 1506) : son amendement n° 120 : faire instituer par décret une chambre paritaire des baux ruraux dans chaque cour d'appel ; repoussé. **Article 12** (p. 1513): son amendement n° 110 : autoriser le preneur à retourner les parcelles ou à les mettre en herbe ; soumettre le droit à la commission consultative des baux ruraux en zone de montagne ; devenu sans objet par suite de l'adoption de l'amendement n° 147 de M. Méhaignerie. **Après l'Article 13** (p. 1518) : s'oppose aux amendements n^os^ 35 de M. Bizet et 89 de M. Gerbet. **Article 14** : son amendement n° 111 : supprimer l'article 14 ; possibilité donnée par l'article 4 au propriétaire de se soustraire au statut du fermage ; repoussé ; (p. 1519) : son intervention sur l'article 14 : risques de fraude qui peuvent se présenter à l'occasion de la constitution d'un G.F.A. **Article 17** (p. 1529) : répond au Gouvernement ; sur le sens de l'amendement n° 115 défendu par M. Antagnac : libéraliser les conditions d'exploitation et d'investissement du preneur ; (p. 1531) : sur l'amendement n° 116 de M. Allainmat ; répond au Gouvernement sur la qualité de propriétaire des investissements réalisés par le preneur sortant et qui serait reconnue au preneur entrant. **Article 21** (p. 1535) : son sous-amendement n° 121 à l'amendement n° 41 de M. Bizet : supprimer la deuxième phrase du texte proposé ; ne pas exclure du champ d'application immédiat de la loi l'allongement du délai de reprise ; repoussé. **Après l'article 21** (p. 1536) : répond à M. Foyer sur l'amendement n° 122 de M. Allainmat : absence de protection résultant des contrats de vente d'herbe ; exploitation de certains travailleurs notamment des bergers ; demande de précisions quant au sens de l'intervention de M. Foyer. **Avant l'article 2** (*suite*) (p. 1538) : sur l'amendement n° 149 du Gouvernement et suite aux observations de M. Foyer : possibilité donnée au fermier de provoquer la fixation du prix par le tribunal paritaire. **Seconde délibération. Article premier** (p. 1541) : se rallie à l'amendement n° 1 du Gouvernement ; intérêt de son amendement n° 98 qui a permis de faire avancer le débat. **Explications de vote** : la dénaturation progressive du statut du fermage ; l'aggravation apportée par le texte en dépit de faibles améliorations ; l'abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560). Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 229 du code civil** (p. 3355) : son amendement n° 203 : obligation de prononcer le divorce en cas de consentement mutuel des époux ou de rupture de la vie commune ; repoussé. **Article 231 du code civil** (p. 3362) : son amendement n° 204 : supprimer l'article ; repoussé. **Après l'Article 231 du code civil** (p. 3371) : son amendement n° 205 : procédure à suivre pour le dépôt de la demande ; retiré. **Article 233 du code civil** (p. 3375) : son amendement n° 206 : la mésentente, cause péremptoire ; repoussé. **Article 235 du code civil** (p. 3376) : son amendement n° 207 : le juge garde le pouvoir de statuer ; repoussé. **Article 242 du code civil** (p. 3381) : son amendement n° 231 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 243 du code civil** (p. 3382) : son amendement n° 232 : devenu sans objet. **Article 244 du code civil** (p. 3383) : son amendement n° 233 : devenu sans objet. **Article 245 du code civil** (p. 3384) : son amendement n° 234 : supprimer l'article ; devenu sans objet. **Article 254 du code civil** (p. 3391) : son amendement n° 218 ; retiré. **Article 262-1 du code civil** (p. 3395) : son amendement n° 222 : possibilité d'un certificat médical ; retiré ; [30 mai 1975] : **Article premier** *(suite)* : **Article 269 du code civil** (p. 3481) : son amendement n° 225 ; retiré ; [3 juin 1975] : **Article premier** *(suite)* : **Article 240 du code civil** : son amendement n° 211 : supprimer l'article ; repoussé.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan (n° 1685). Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3744) : le caractère inquiétant du rapport en ce qui concerne l'agriculture ; le système des prix garantis prévu par le programme commun ; les mesures proposées par le programme commun en matière de charges d'exploitation et de spéculation ; la détérioration de nos exportations ; (p. 3745) : la menace que constituent les importations ; les projets d'accord avec les pays méditerranéens ; la restructuration de la production agricole mondiale en faveur des Etats-Unis ; la nécessité de l'exode rural pour parvenir aux fins préconisées par le Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier**

(p. 6170) : son intervention sur l'article ; l'absence de mesures en faveur des agriculteurs ; la mise en cause par les organisations agricoles de la politique du Gouvernement ; l'irrecevabilité de l'amendement socialiste prévoyant un report de paiement pour la taxe foncière.

— **Rappel au règlement** [5 novembre 1975] (p. 7867, 7868) : discussion du budget de l'agriculture avant la publication par le Gouvernement du rapport prévu par l'article 6 de la loi n° 60-808 du 5 août 1960, dite « loi d'orientation agricole ».

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur spécial [5 novembre 1975] (p. 7870) : déplore la faiblesse des crédits d'investissement par rapport aux autres dépenses publiques destinées à l'agriculture ; citation de l'opinion de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ; la Cour des comptes a, dans de nombreux cas, relevé des imputations étrangères à la destination du chapitre dans l'utilisation des crédits d'équipement ; le budget ne permettra pas d'encourager la constitution d'exploitations familiales viables ; les surfaces remembrées diminuent ; l'effort consenti en faveur de la modernisation des bâtiments d'élevage aggravera encore l'endettement de certaines exploitations ; ses observations relatives à l'amélioration des conditions de vie des ruraux ; voirie rurale.

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social. Examen des crédits [9 novembre 1975]. **Etat C - Titres V et VI** (p. 8716) : retire les amendements n^{os} 179, 227, 198, 200, 232, 202 et 231.

Articles et articles additionnels non rattachés [19 novembre 1975]. **Après l'Article 74** (p. 8738) : son amendement n° 189 : ménager un meilleur contrôle des crédits consacrés à la rénovation rurale et dont l'affectation peut revêtir un caractère électoral ; s'étonne que le Gouvernement refuse une mesure de clarté financière ; repoussé ; (p. 8739) : son amendement n° 246 : donner le détail des associations régies par la loi de 1901 et ayant reçu en 1974 une subvention du ministère de l'agriculture ; pense qu'il est utile de savoir quelles sont les stations hippiques subventionnées au titre de l'équitation populaire ; repoussé. **Seconde délibération. Article 25** (p. 8742) : estime que les amendements n° 2 et n° 3 du Gouvernement ne tiennent pas les promesses faites par celui-ci lors de la conférence annuelle consacrée à l'agriculture.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la polique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2187) : la fonction idéologique du ministre de l'agriculture : faire patienter les agriculteurs pour continuer à les abuser ; les agriculteurs, ouvriers et exploitants, victimes d'une surexploitation ; la situation de l'enseignement et de la recherche en matière agricole ; les travailleurs, absents des préoccupations du ministre de l'agriculture ; (p. 2188) : ses questions relatives aux perspectives des exploitations françaises, des producteurs de lait, de tomates et des viticulteurs ; les conditions de la fixation des prix d'intervention à Bruxelles sur la progression des prix payés aux producteurs ; la répercussion sur les producteurs porcins et avicoles de la hausse des prix due au versement des cautions sur le soja ; la nécessité de reprendre l'étude d'une véritable politique agricole au sein d'une conférence professionnelle à laquelle participeraient toutes les organisations ; l'inacceptabilité de l'objectif du maintien du niveau des revenus agricoles ; supprimer la TVA sur les produits agricoles de première nécessité ; accorder immédiatement la retraite à 60 ans aux agriculteurs âgés ; [28 avril 1976] (p. 2275) : la baisse de l'effort financier fait en faveur de l'agriculture contenue dans le rapport du comité de financement du commissariat au Plan.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2869) : l'éloignement des interventions du Gouvernement des préoccupations actuelles des travailleurs dans les entreprises ; le problème de la sécurité du travail tel qu'il se pose dans les entreprises, notamment à l'entreprise Solmer à Fos-sur-Mer ; la nécessité de supprimer, sauf cas technologiquement indispensable, le travail posté ; l'arbitraire patronal concernant les classifications ; l'intérêt d'étendre la représentation des travailleurs ; prendre des mesures propres à réformer le droit de licenciement ; (p. 2870) : l'abstention de l'actuel ministre du travail sur un amendement concernant la condition des travailleurs en cas de licenciement abusif ; le problème des conditions de contrôle de certaines sociétés françaises par les intérêts étrangers ; le caractère inopportun et superflu de la création d'une délégation économique du comité d'entreprise ; la proposition du ministre du travail relative aux droits des travailleurs et à leurs modes d'expression.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 26** (p. 3015) : son amendement n° 80 soutenu par M. Gau ; repoussé ; son amendement n° 81 soutenu par M. Gau ;

repoussé. **Article 27** (p. 3015) : son amendement n° 82 soutenu par M. Gau ; repoussé **Article 29** : son amendement n° 83 soutenu par M. Gau ; repoussé.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3724) : les articles du projet relatifs aux exploitants agricoles ; (p. 3725) : dépôt d'un amendement propre à mettre un terme à la spéculation sur les terres agricoles en exonérant les terres en fonction de leur utilisation et non en fonction des personnes qui les possèdent. **Discussion des articles** [16 juin 1976]. **Article 5** (*suite*) (p. 4193) : son amendement n° 92 tendant à fonder l'exonération sur le prix de vente de la terre et à créer une base de référence précise afin de combattre efficacement la spéculation sur les terres agricoles ; (p. 4194) : reproche à M. Claudius-Petit d'avoir fait voter d'abord l'amendement n° 138 de M. Papon, ce qui permettait ensuite au Gouvernement de faire valoir que les autres amendements seraient incompatibles avec celui-ci ; (p. 4195) : demande un scrutin public sur son amendement n° 92 afin de déterminer qui est favorable à une lutte active contre la spéculation sur les terres agricoles ; amendement n° 92 repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4656) : constate que pour l'agriculture le VII^e Plan ne tient plus compte des principes fixés par la loi d'orientation de 1960 ; le changement de politique du Gouvernement ; la concentration accrue des exploitations agricoles ; l'aggravation des inégalités ; le système d'aide aux investissements ; le silence sur l'évolution interne de l'agriculture française ; le refus de planification, d'évolution de la politique communautaire ; ses conséquences sur les productions de certaines régions comme le Midi ; prend rendez-vous pour la discussion du prochain budget. **Deuxième lecture. Explications de vote** [7 juillet 1976] (p. 5130) : le manque de chance du Gouvernement ; le départ des représentants des syndicats, des commissions lors de la préparation du Plan ; le départ de la salle des séances des sénateurs socialistes ; l'absence des députés UDR ; les amendements socialistes écartés par la majorité ; un débat qui n'a servi qu'à la modification de quelques mots ; les mesures concernant l'agriculture en retrait par rapport au texte actuel ; indique que le groupe socialiste votera contre le projet.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° 2527) [6 octobre 1976] (p. 6411) : les conséquences de la sécheresse pour les agriculteurs ; la lutte contre les profits abusifs ; les petits et moyens agriculteurs, premières victimes de l'inflation ; (p. 6412) : la spéculation génératrice de l'inflation ; la manipulation des cours ; l'effet du chômage, du sous-emploi sur les agriculteurs ; la dévalorisation du travail agricole ; la charge de l'endettement ; le travail harassant de l'élevage intensifié, du maraîchage aux soins constants, de la polyculture absorbante sans aucune garantie de sécurité ; une politique nuisible à l'intérêt national et aux intérêts des agriculteurs ; critique de la politique agricole commune ; une orientation différente possible de la politique européenne tendant à assurer l'indépendance nationale, notamment dans le domaine des protéines ; (p. 6413) : la lutte contre les inégalités, un thème de discours ; le manque d'analyse de la répartition des nouvelles richesses créées par l'agriculture ; les transferts réalisés par la baisse relative des prix agricoles à la production ; l'organisation des marchés agricoles reportée au futur ; la néfaste politique agricole poursuivie depuis quinze ans au profit des industries agro-alimentaires ; le refus opposé par les socialistes au plan Barre.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6666) : défend l'amendement n° 58 de M. Duffaut : consultation au niveau communal pour estimer les dommages subis et prévoir la répartition de l'indemnité accordée ; critique des conditions de déconcentration des crédits d'aide aux agriculteurs ; non-association des organisations agricoles représentatives au travail de répartition ; amendement n° 58 repoussé. **Après l'Article 11** (p. 6667) : défend l'amendement n° 59 de M. Duffaut : inclusion dans le projet de budget du ministère de l'agriculture d'un état détaillé de l'ensemble des fonds affectés à la couverture des calamités agricoles ; souhaite la publication d'un état annuel ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour le fonds d'orientation et de régularisation des marchés agricoles et l'office national interprofessionnel du bétail et des viandes [4 novembre 1976] (p. 7508) : un budget dangereux ; conclut à son rejet ; le FORMA ; l'ONIC ; la formation des prix ; l'endettement ; les agriculteurs impuissants devant l'évolution des prix de vente ; les aliments du bétail ; la concurrence américaine ; la Centrale Soja ; la spéculation ; les prix à la production ; l'ONIBEV ; l'insuffisance

des capacités de stockage frigorifique ; (p. 7509) : l'inefficacité de l'ONIBEV ; son intervention sur la viande bovine ; les problèmes des éleveurs ; les céréales ; les tâches techniques confiées à l'ONIC ; ses effectifs ; l'office des vins : son rôle limité ; aurait souhaité le rejet des crédits du FORMA et de l'ONIBEV. **Examen des crédits** [5 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 7616) : son amendement n° 238 de réduction soutenu par M. Laborde ; repoussé. **Après l'Article 69** (p. 7621) : son amendement n° 241 soutenu par M. Bernard ; (p. 7622) : la pratique du ministère de l'intérieur et de M. Bonnet ; les élus de la majorité ; les crédits du fonds d'action rurale ; repoussé. **Article 67** : la prestation de congés maternité au profit des agricultrices ; souhaite des précisions sur le sens de l'article 67 ; (p. 7623) : s'étonne de l'irrecevabilité de l'amendement socialiste à l'article 67.

— **Rappel au règlement** [24 novembre 1976] (p. 8639) : article 40, paragraphe 5 ; regrette l'annulation de l'audition de M. Chaunac, secrétaire général de la fédération autonome des syndicats de police, par la commission spéciale sur les libertés.

— **Projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents** (n° 2180). **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8695) : souhaite défendre les Français ; la lutte contre ce mauvais texte ; le cas de sa province ; les textes existants ; l'extension des incriminations ; l'absurdité de l'uniformisation et de la lourde aggravation des textes ; craint l'arbitraire ; (p. 8696) : la défense de la sécurité des Français ; la position du barreau, du syndicat de la magistrature, des organisations syndicales, de la CGT, de la CFDT, de la FEN ; rappelle le texte anti-casseurs.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° 2823) [27 avril 1977] (p. 2240) : le caractère international de la crise qui frappe la France ; les silences gouvernementaux sur la politique étrangère de la France ; le programme gouvernemental de lutte contre le chômage ; les exonérations des cotisations sociales patronales ; les mesures relatives à l'apprentissage ; le recrutement temporaire de 20.000 personnes ; les mesures relatives à l'expatriation ; les mesures en faveur de la formation professionnelle ; (p. 2241) : le chômage, arme contre les travailleurs ; la liaison entre déqualification du travail et extension du chômage ; la nécessité d'une réduction de la durée du travail ; l'âge de la retraite ; la durée hebdomadaire du travail ; le droit au travail et le droit au repos ; les mesures relatives à la pré-retraite ; les contradictions de la classe dirigeante relatives à la durée du travail.

— **Projet de loi modifiant la loi du 16 mai 1941 relative à l'organisation de la cour des comptes** (n° 2935). **Discussion de l'Article unique** [16 juin 1977] (p. 3853) : son sous-amendement n° 4 à l'amendement n° 3 de M. Foyer : inclusion dans la liste des personnes auxquelles est réservé le tour extérieur des fonctionnaires appartenant à la catégorie A des administrations centrales et des services extérieurs de l'Etat ; la démocratisation de la fonction publique ; les caractéristiques des fonctionnaires de la catégorie A ; sous-amendement n° 4 repoussé ; la justification de l'amendement n° 3 de la commission ; son amendement n° 1 : extension des conditions de service dans la fonction publique ; devenu sans objet ; (p. 3854) : son amendement n° 2 : soumission des candidatures à l'avis d'une commission ; les garanties offertes par la procédure proposée ; assurer l'objectivité de l'examen des candidatures ; le risque de partialité et de corporatisme ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 (n° 61-825 du 29 juillet 1961)** (n° 3037). **Discussion générale** [29 juin 1977]. **Exception d'irrecevabilité** (p. 4426) : son exception d'irrecevabilité ; la mise en cause de plusieurs principes généraux du droit public ; un projet qui va à l'encontre de l'évolution du droit du travail ; le droit de défense de tout citoyen avant toute sanction ; l'inconstitutionnalité du projet de loi ; l'éventualité d'une sanction des fonctionnaires en cas de refus d'exécution d'un ordre donné par un supérieur hiérarchique ; la jurisprudence du Conseil d'Etat ; le principe de connaissance de la loi ; (p. 4427) ; la participation des travailleurs par l'intermédiaire de leurs délégués à la détermination collective des conditions de travail ; la ratification par la France de la convention n° 95 de l'OIT ; la limitation étroite des possibilités de retenue sur salaire ; le recours devant le conseil constitutionnel en cas d'adoption du texte ; les insuffisantes garanties apportées par l'amendement déposé par le Gouvernement ; la non-soumission du texte à la consultation du conseil supérieur de la fonction publique ; (p. 4428) : exception d'irrecevabilité repoussée par scrutin public ; la non-soumission du projet pour avis au conseil supérieur de la fonction publique ; la limitation de l'exercice du droit de grève pour les fonctionnaires ; la loi du 29 juillet 1961 sur les retenues de salaire ; les textes législatifs et réglementaires ; (p. 4429) : un texte dangereux et anti-démocra-

tique ; la violation de la déclaration des droits de l'homme ; la décision du conseil constitutionnel. **Discussion de l'Article unique** (p. 4431) : le vote hostile du groupe PSRG sur l'article unique.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur spécial pour les dépenses en capital [26 octobre 1977] (p. 6617) : l'adoption par la commission des crédits d'équipement du ministère de l'agriculture ; la diminution des autorisations de programme ; le mode de présentation des crédits budgétaires ; la confusion existant dans le budget entre les crédits destinés à la production agricole et ceux consacrés au monde rural ; l'amplification de l'effort de l'Etat en faveur des agriculteurs ; (p. 6618) : l'article du président de l'assemblée permanente des chambres d'agriculture ; le volume et la répartition des crédits d'investissement ; l'absence de priorité donnée aux dépenses favorisant la modernisation des exploitations ; l'aménagement des grandes régions agricoles ; l'aménagement foncier ; le rôle des SAFER ; la stagnation de la surface remembrée ; le fonctionnement des SAFER ; l'augmentation des crédits en faveur de l'hydraulique agricole ; l'utilisation des fonds publics en matière de production, conditionnement, stockage, transformation et distribution des produits agricoles ; la diminution du contenu de l'enveloppe « recherche » ; le problème des services publics ruraux ; (p. 6619) : l'adoption des crédits par la majorité des membres de la commission des finances.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion générale. Exception d'irrecevabilité** [1er décembre 1977] (p. 8108) : l'institution d'un prélèvement communautaire et d'une cotisation nationale sur la production d'isoglucose ; la subordination de l'application des mesures découlant des traités à l'intervention d'une loi ; la prononciation de l'Assemblée sur les modalités de recouvrement de la cotisation nationale et non sur le principe du prélèvement communautaire ; la répartition du pouvoir et des compétences entre la Communauté économique européenne et le Parlement ; la non-présentation au Parlement d'un projet relatif aux modalités de recouvrement du prélèvement de coresponsabilité sur les produits laitiers ; le principe « pas d'impôt sans loi » ; (p. 8109) : exception d'irrecevabilité repoussée par scrutin public. **Sur le rappel au règlement de M. Cressard** (p. 8110) : s'élève contre le procès d'intention fait par M. Cressard aux députés socialistes quant au déroulement du vote sur son exception d'irrecevabilité.

JULIA (Didier)

Député de la Seine-et-Marne
(5e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **créer une taxe départementale et communale frappant les produits extraits des sablières et des carrières** (n° **146**) [12 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commisssion des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 954) autorisant l'approbation de la **convention d'assistance technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République malgache,** ensemble les deux annexes, signées à Paris le 4 juin 1973 (n° **1189**) [3 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commisssion des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 953) autorisant l'approbation de la **convention** concernant les **affaires judiciaires** entre la **République française** et la **République malgache,** ensemble ses trois annexes, signées à Paris le 4 juin 1973 (n° **1192**) [4 octobre 1974].

— **Proposition de loi visant à créer un office pour l'évaluation des options technologiques** (n° **2495**) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des **eaux** et à la lutte contre la **pollution** (n° **2942**) [1er juin 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **548**) : **Retraite progressive** [29 juin 1973] (p. 2721).

• *question d'actualité :*

— **Exportations vers l'Italie par voie ferrée** [26 octobre 1973] (p. 4879) : gravité de la

situation ; exportations de sable et de céréales de Seine-et-Marne.

• *questions au Gouvernement :*

— **Répercussion de la majoration du taux de l'escompte** [12 juin 1974] (p. 2615).

— **Remboursement aux hôpitaux de sommes dues par la sécurité sociale** [6 novembre 1974] (p. 5940).

— **Vote de la France à l'UNESCO (Israël)** [27 novembre 1974] (p. 7097).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Robert-André Vivien** (n° **17712**), **Fillioud** (n° **18619**), **Mesmin** (n° **18670**), **Chinaud** (n° **18713**) et **Leroy** (n° **18885**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1753) : critique de l'attitude du syndicat CGT du livre, ses actions de commando et de sabotage ; le communiqué publié par le comité interpresse du *Parisien libéré* ; (p. 1754) : nécessité de recréer les conditions de la liberté du travail et de faciliter le plan de restructuration de la grande presse populaire ; (p. 1758) : défense des ouvriers de la presse et du livre et de la liberté du travail.

• *questions au Gouvernement :*

— **Villes nouvelles** [14 mai 1975] (p. 2645) : développement incontrôlé des établissements publics d'aménagement.

— **Transfert d'économies entre la France et l'Algérie** [15 décembre 1976] (p. 9419) : souhaite que les accords actuellement en négociation entre les caisses d'épargne françaises et algériennes comportent des clauses de réciprocité.

• *question orale sans débat :*

— (n° **41110**) : **Appui des industries françaises de moteurs électriques** [7 octobre 1977] (p. 6018, 6019) : les difficultés de l'industrie française des moteurs en raison de l'importation de moteurs électriques de pays de l'Est à des prix de dumping ; l'urgence de ce problème, en particulier pour l'usine Jeumont-Schneider de Champagne-sur-Seine.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1559) : évoque l'égalité devant l'impôt ; souhaite un régime de ponction financière de base unique pour tous les Français ; compare la fiscalité applicable aux supermarchés et celle qui frappe les petites entreprises commerciales ; (p. 1560) : constate l'existence de deux catégories d'entreprises au regard de l'impôt, l'incidence sociale qui en résulte ; les supermarchés, instruments de la nationalisation du commerce ; souhaite un meilleur contrôle des grandes implantations ; souhaite des mesures pour redresser la situation des entreprises enregistrant des pertes d'exploitation, la nomination d'un administrateur public ; évoque la politique du crédit ; demande que les prêts soient prioritaires pour les entreprises à rendement croissant ; l'opportunité de lier réforme du crédit et régionalisation, de créer des agences d'études économiques et des caisses régionales pour l'investissement ; propose la régionalisation de l'Institut de développement industriel et la création de fonds régionaux de développement, la nécessité d'encourager la modernisation des équipements ; évoque le cas de l'industrie de la machine-outil, le soutien de l'Etat à des constructeurs produisant un matériel désuet, la vétusté du matériel des collèges d'enseignement technique ; (p. 1561) : souhaite des initiatives gouvernementales pour dynamiser les secteurs professionnels mal organisés ; évoque l'absence de la France sur les marchés lointains, les obstacles financiers et administratifs à l'exportation ; évoque la construction communautaire, l'Europe monétaire et économique, la nécessité pour la France de conserver la possibilité d'avoir des initiatives sociales, de proposer un modèle social.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [11 octobre 1973] : **Article 23** (p. 4305) : son amendement relatif à la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial ; [12 octobre 1973] : **Après l'Article 22** (p. 4358) : son amendement : projets d'implantation de grandes surfaces à moins de 30 kilomètres de la limite entre deux départements : compétence d'une commission interdépartementale.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973]. **Article 13** (p. 4804) : demande l'indexation des rentes viagères sur le coût de la vie ; principe de l'immutabilité des conventions, souscriptions supplémentaires aux emprunts publics, restauration du crédit de l'Etat auprès des citoyens.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Section II. — Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4986) : crédits prévus pour la construction d'une école nationale d'équitation à Saumur et situation des installations de Fontainebleau, estime peu rationnel de renoncer à des infrastructures existantes pour en créer de nouvelles ailleurs.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5790) : finalité et moyens d'une politique de l'habitat, problèmes qualitatifs du logement ; ses réflexions sur la notion de logement familial ; politique de personnalisation du logement ; situation du financement de la construction en 1963 ; (p. 5791) : conséquences de la suppression des Logecos, pression sur le secteur locatif HLM ; sa référence au rapport Jancourt : *bulletin des Finances,* avril-juin 1971 ; charges de l'Etat, coût budgétaire d'un logement pour l'Etat ; propose une nouvelle définition actualisée du logement social ; système de financement actuel et difficultés d'accession à la propriété ; circulaire dite « des grands ensembles » du 21 mars 1973 ; souhaite une politique budgétaire du « chez soi », politique plus populaire de l'accession à la propriété ; estime que l'accroissement continu du secteur HLM va à l'encontre de la croissance du pouvoir d'achat, réduction des logements financés par le Crédit foncier ; ses questions sur le nombre de logements en attente de demandes de prêt du Crédit foncier, loi Minjoz de 1953, et sur le montant des sommes affectées aux prêts bonifiés du Crédit foncier avec prime ; modalités de financement de logements supplémentaires par la Caisse des dépôts, place du système locatif HLM dans l'ensemble de la construction ; estime urgent d'accroître les ressources du Crédit foncier et des sociétés de crédit immobilier ; (p. 5792) : fonds des sociétés de crédit immobilier en Seine-et-Marne, ses arguments en faveur de la primauté à l'accession à la propriété.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**). **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6271) : croissance économique et qualité de la vie dans le milieu du travail ; modalités d'amortissement des usines neuves et des aménagements d'usines anciennes ; (p. 6272) : concertation entre les différents ministères ; achat de machines-outils vétustes par l'éducation nationale ; taux des vapeurs en suspension dans les ateliers ; rôle moteur de la France au sein de la CEE ; travail à temps réduit ; coût des heures de travail chômées par absentéisme ; politique dirigiste de l'emploi et politique libérale du logement ; participation des salariés dans les conseils d'administration et information des salariés.

— **Rappel au règlement** [13 décembre 1973] (p. 6936) : grèves de l'ORTF ; le manque d'information de la commission compétente.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6962) : signale l'opposition des hommes et l'approbation des femmes à ce texte ; rappelle que la ligne de la tradition et les progrès de la médecine ont été de faire vivre ce qui n'était pas viable ; l'avortement, problème social qui touche aux fondements de notre société ; avortement, porte ouverte à l'euthanasie ; détresse des mères célibataires ; solitude créée par les conditions de la vie et du travail modernes ; nécessité de renforcer la solidarité sociale, de revoir la législation en matière d'allocations familiales, de dissuader de l'avortement ; application de la loi de 1920 et nécessité de sanctionner les avorteurs criminels ; remèdes à apporter au vide juridique, au vide pédagogique, au vide médical ; (p. 6963) : nécessité de mettre un terme au fléau de l'avortement clandestin et d'éviter la liberté totale de l'avortement ; seul principe à sauvegarder : la protection de la vie de l'enfant et de la femme ; cas dans lesquels l'avortement peut être toléré ; nécessité que l'avortement soit un acte médical précédé d'un entretien avec un conseiller compétent ; demande à la commission des affaires culturelles de reprendre et d'amender le projet du Gouvernement.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3737) : contre la motion de renvoi déposée par le groupe communiste ; motion de renvoi dérisoire ; les communistes ont des arrière-pensées politiques.

— **Rappel au règlement** [3 octobre 1974] (p. 4726) : demande à la conférence des présidents de rationaliser la procédure des questions d'actualité.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5312) : évoque en priorité le sort des épargnants ; analyse divers mécanismes de création de l'inflation ; les dangers de la politique de restriction du crédit ; (p. 5313) : les circuits de création monétaire qui échappent à tout contrôle parlementaire ; ils rendent le débat budgétaire artificiel.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'ordre judiciaire entre la France et Madagascar** (n° **953**), rapporteur [21 novembre 1974] (p. 6923) : la commission des affaires étrangères souhaite être informée sur les critères qui conduisent le quai d'Orsay à soumettre les accords de coopération au Parlement.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention d'assistance technique entre la France et Madagascar** (n° **954**), rapporteur [21 novembre 1974] (p. 6926) : la volonté du Gouvernement malgache de se mettre

en situation plus nettement paritaire avec la France ; Madagascar définit ses objectifs et la France apporte un concours technique ; les problèmes liés à la situation des coopérants.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, sur l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**) [4 décembre 1974] (p. 7415) : son amendement n° 1 : déduction des frais de mission et de réception ; rejeté (p. 7416) ; [5 décembre 1974] (p. 7459) : son amendement n° 2 : déduction des intérêts des comptes courant d'associés ; adopté ; (p. 7467) : son sous-amendement n° 101 : déduction des augmentations de salaires résultant des dispositions légales réglementaires ou contractuelles ; retiré ; (p. 7468) : son sous-amendement n° 102 : déduction pour capitaux propres de l'entreprise ; retiré ; (p. 7469) : son sous-amendement n° 100 : taux du prélèvement ; retiré.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975] (p. 1502) : son amendement n° 9 : fixer à neuf ans maximum la période du nouvel examen des quantités de denrées servant de base au prix de chaque fermage ; adopté. **Article 9** (p. 1509) : son amendement n° 11 : tenir compte en cas d'éviction du préjudice matériel direct et certain comme en matière d'expropriation ; inclusion de la référence à l'expropriation dans l'accord paritaire ; retiré. **Article 10** (p. 1511) : son amendement n° 12 : porter de deux mois à un an les possibilités de sous-location à usage de vacances ; retiré.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [30 mai 1975]. **Après l'Article 7** (p. 4368) : suggère au garde des sceaux que la femme divorcée bénéficie d'une majoration de son temps de mariage en fonction du nombre de ses enfants.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Culture [3 novembre 1975] (p. 7746) : son approbation de la politique libérale du Gouvernement ; (p. 7747) : le cas de la cité interministérielle des archives ; la réforme de l'Ecole des chartes ; l'utilisation du quartier Henri IV à Fontainebleau. **Etat B - Titre IV** (p. 7754) : son amendement n° 117 : réduire les crédits du titre IV ; l'impossibilité pour le secrétariat d'Etat d'assurer la diffusion dans le monde des livres français ; retiré.

— **Rappel au règlement** [10 décembre 1975] (p. 9603) : conséquences de l'autodétermination des Comores ; mise en cause d'un haut fonctionnaire français aux Nations unies.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9606) : précise que les populations qui souhaitent rester françaises ne peuvent être abandonnées ; exprime des doutes sur l'article 3 du projet ; (p. 9607) : une consultation qui pourrait être contraire à la Constitution ; les difficultés qui risquent de résulter d'un département français à majorité musulmane ; tenir compte de la spécificité du pays ; aboutir à une solution originale et ne pas oublier les autres îles des Comores. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9624) : son amendement n° 10 : supprimer l'article 3 ; souhaite que le futur statut de Mayotte ne soit pas discuté sur la place publique ; en réponse aux observations du Gouvernement, fait remarquer qu'il n'y aura pas d'autres débats à l'Assemblée nationale sur les Comores ; retiré.

1976

— **Ses observations sur le déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature** [2 avril 1976] (p. 2167).

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [8 avril 1976]. **Article 18** (p. 1516, 1517) : son amendement n° 157 : limiter et réglementer les ouvertures et les extensions de carrières et non les interdire ; (p. 1517, 1518) : estime que le meilleur moyen d'éviter les dégradations est de contrôler l'exploitation des minéraux ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 18** (p. 4423) : estime que la loi doit rester réaliste et que l'on ne doit pas fermer, dans le seul but de protéger la forêt de Fontainebleau, les carrières de silices pures exploitées pour alimenter des industries de verres particuliers ; souhaite éviter une loi carcan qui interdirait le règlement des cas particuliers et créerait une situation explosive ; (p. 4425) : indique que la disposition du Sénat vise à obliger les carriers à reconstituer le paysage.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [7 octobre 1976] (p. 6442) : les conditions de succès du plan Barre ; (p. 6443) : l'application de ces options sur la vie concrète des citoyens en économie et en agriculture ; l'insuffisance du blocage transitoire des prix et du freinage des salaires pour maîtriser l'inflation par les coûts, pour des causes structurelles et sociales ; l'absentéisme, le chômage, le fonctionnement de certains organismes parapublics ; les remèdes possibles : la publication des résultats de l'enquête sur l'absentéisme effectué par le ministère du

travail ; un plafonnement plus bas des indemnités de chômage ; une réforme portant sur les modalités de leur versement aux personnes ; le système suisse ; la réforme de l'entreprise intéressant les travailleurs au produit de leur travail ; la stimulation des exportations supprimant certains blocages ; le recyclage des cadres et industriels français ; l'assurance de la trésorerie des entreprises ; la moralisation des paiements ; la justice fiscale pour les entreprises ; (p. 6444)) : la transformation des entreprises en communautés plus humaines ; l'amélioration de la sécurité et des conditions concrètes du travail ; ne pas paralyser les investissement publics ; les problèmes de l'agriculture en matière d'investissement, de prêts spéciaux élevage, la baisse du cours des céréales ; ne pas trop déconcentrer les décisions ; la nécessité d'une subordination de l'économique au politique, de l'administratif à l'humain.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6629) : s'étonne que la notion de chiffre d'affaires ait été retenue ; le cas du Gâtinais, de la Seine-et-Marne ; des statistiques ne correspondant à aucune réalité ; met en garde M. Durafour contre la notion de revenu cadastral dénué de toute signification pratique ; (p. 6630) : propose des bases simples : la feuille d'impôt de l'année dernière, le compte d'exploitation réelle ; la troisième année de calamité subie par certains agriculteurs ; demande que soit revu le décret du 17 septembre ; les deux anomalies concernant l'attribution des prêts par les caisses de crédit argicole ; le prélèvement compensatoire.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6879) : le temps de l'impudeur et de l'impudence ; le refus d'ériger l'impudeur en institution ; la justice, affaire de l'Etat et non celle de particuliers se livrant à la délation; le cheminement vers des comportements d'inquisition ; un problème d'éthique ; le refus de lever le secret fiscal.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° **2667**). **Discussion des articles** [14 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9347, 9348) : son sous-amendement n° 23 à l'amendement n° 11 rectifié de M. Gerbet proposant une consultation après un an ; retiré.

1977

— **Rappel au règlement** [9 juin 1977] (p. 3611, 3612) : demande une nouvelle consultation du bureau sur la recevabilité de ses amendements déposés à l'article 2 du traité portant ratification de l'élection au suffrage universel direct des membres de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes, auxquels le bureau a déjà opposé l'article 128.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article L 17 du code de la route afin de sanctionner plus sévèrement les conducteurs en état d'ivresse qui ont provoqué des accidents mortels** (n° **2844**). **Discussion des articles** [16 juin 1977]. **Article premier** (p. 3895) : son amendement n° 5 ; non soutenu.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [15 juin 1977] (p. 3817) : la prise en compte de la situation des travailleurs ; la volonté de faire l'Europe ; (p. 3818) : l'existence d'un Homme européen ; les conséquences de l'élection au suffrage universel direct de l'Assemblée européenne sur la situation des travailleurs ; la concurrence déloyale ; le tarif extérieur commun ; les problèmes de l'emploi ; les pouvoirs de l'Assemblée européenne ; l'élection du Président de la République au suffrage universel ; la multiplication des pouvoirs par le suffrage universel ; le cas des commissions extra-municipales ; (p. 3819) : la déclaration des chefs de gouvernement et des chefs d'Etat de décembre 1974 ; le point de vue du Président de la République ; la participation du Parlement européen à l'élaboration du budget ; la nécessité d'une procédure de revision ; les compétences de la Communauté ; l'élaboration d'une déclaration sur les droits de l'homme ; les différents rapports et déclarations européens sur une nouvelle politique de défense ; la rationalisation de l'armement militaire ; les lieux de réunion de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes ; la tendance de l'Assemblée à déborder ses pouvoirs ; les pouvoirs budgétaires de l'Assemblée ; (p. 3820) : la diminution des pouvoirs du Conseil eluropéen ; le rôle de la Cour de justice des communautés ; renforcer la coopération entre les Etats ; l'abandon de certains de nos intérêts nationaux ; les échanges de l'Europe avec l'URSS ; l'addition de l'impuissance d'un régime d'assemblée à celle des Etats à coordonner leurs actions ; l'Europe pour les travailleurs français. **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Après l'Article premier** (p. 4005) : son amendement n° 1 rectifié ; non soutenu.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. Culture [20 octobre 1977] (p. 6412) : la réforme du statut des architectes en chef des bâtiments civils ; la nomination d'office de deux architectes ; le rôle des architectes en chef des bâtiments civils ; (p. 6413) : leur mode de rémunération ; la qualité du corps des architectes en chef ; le renom du système et de l'école française des restaurateurs ; les conséquences de la disparition des corps d'artisans spécialisés dans la restauration des bâtiments civils.

JUQUIN (Pierre)

Député de l'Essonne
(3e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant au **respect du scrutin de liste dans les élections des représentants du personnel au sein des entreprises** (n° **563**) [28 juin 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome X : Services du Premier ministre - Formation professionnelle et promotion sociale** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** portant **création de l'école fondamentale démocratique et moderne** (n° **736**) [31 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XIV : Services du Premier ministre - I. Services généraux (formation professionnelle et promotion sociale** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur l'industrie pharmaceutique** (n° **1492**) [2 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à mettre fin à l'agression contre les libertés que constituent les **écoutes téléphoniques** (n° **1777**) [19 juin 1975].

— **Proposition de loi** portant **création d'un secteur public de l'industrie pharmaceutique** (n° **1778**) [19 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XI : Services du Premier ministre : formation professionnelle** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** instituant des mesures **d'aide au logement** en raison de la crise économique et du chômage (n° **2110**) [19 décembre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XII : Services du Premier ministre - Formation professionnelle et promotion sociale** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir une **politique globale de l'eau,** un aménagement rationnel des ressources hydrauliques, un développement des recherches et études en matière d'eau et de météorologie et la limitation de la consommation d'eau et de sa pollution par l'industrie (n° **2544**) [13 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à assurer **l'utilisation des locaux d'habitation vacants** ou inoccupés au profit des mal-logés (n° **2674**) [8 décembre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XV: Travail et formation professionnelle - Formation professionnelle** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **5**), **Labbé** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 892, 893) :

discussion prochaine du projet de loi sur le service militaire ; conflit survenu aux usines Renault ; revendications des lycées.

• *question d'actualité :*

— **Interventions policières contre les universitaires marseillais** [9 novembre 1973] (p. 5483, 5485) : centre de Saint-Jérôme de l'université d'Aix-Marseille ; respect de la loi d'orientation.

• *questions au Gouvernement :*

— **Enseignement** [26 juin 1974] (p. 2969) : gratuitée des études dans les CES et les CET ; abrogation des deux articles de la loi Royer organisant un sous-apprentissage ; développement de l'enseignement technique.

— **Ecoutes téléphoniques** [18 juin 1975] (p. 4364) : son interpellation par un policier accompagné d'un chien ; centre de Boullay-les-Trous.

• *question orale sans débat :*

— (n° **33534**) : **Traitements informatiques et exercice des libertés** [3 décembre 1976] (p. 8990, 8991) : demande la liste des ordinateurs en service ou en cours d'installation au ministère de l'intérieur, au ministère de la justice, à la gendarmerie nationale ; état du projet SAFARI ; création d'une commission de surveillance de l'informatique ; la volonté du Gouvernement d'imposer le contrôle de l'Etat sur l'informatique municipale ; nécessité d'assurer des garanties véritables aux citoyens ; l'article 10 de la proposition de loi sur les libertés déposée par le parti communiste donnant les moyens de faire de l'informatique un instrument de liberté.

• *question au Gouvernement :*

— **Extradition de Klaus Croissant** [23 novembre 1977] (p. 7835) : décision prise sans l'avis du Conseil d'Etat ; rôle de M. Poniatowski.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42455**) : **Extradition de Klaus Croissant** [25 novembre 1977] (p. 7952, 7953, 7954) : violation par le Gouvernement du droit d'asile, de l'indépendance des juges, des garanties de la défense ; intervention dans le déroulement de la procédure ; contradiction entre le droit allemand et les droits de l'homme ; non-application de la convention franco-allemande d'extradition aux criminels de guerre.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [5 avril 1973] (p. 754) : déplore que la conférence des présidents n'ait pas inscrit à l'ordre du jour un débat sur les sursis.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de sa politique** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1743) : projets élaborés au ministère de l'éducation nationale, plans généraux d'action jusqu'au VII^e^ Plan non révélés par le ministre ; demande la communication de ces documents au Parlement ; audition des collaborateurs du ministre ; leur position concernant l'accueil en sixième, l'entrée en seconde ; propos du directeur de l'enseignement supérieur sur l'orientation et le DEUG ; maintien d'un volant d'auxiliaire dans toutes les catégories d'enseignement ; CAPES et agrégation, assistanat, suppression de bourses ; part de l'éducation nationale supportée par les communes ; financement des mesures nouvelles ; manque de crédits pour les moyens audio-visuels ; les activités nouvelles ; les personnels ; argent soustrait à la science ; financement des essais d'armes atomiques ; angoisse de Français devant l'école ; inquiétude des familles ; redoublements ; insuffisance des places dans les CET ; son sentiment de révolte ; tri des élèves dans le primaire ; sélection dans les CES ; (p. 1744) : confirmation des inégalités de la société ; infériorité des élèves pauvres ; leur situation de déshérités culturels ; refus des études à la majorité des enfants de travailleurs ; chances qu'a un enfant d'ouvrier d'accéder à l'université par rapport à celles d'un enfant de la bourgeoisie ; inégalité réelle tenant à la nature du système ; école de classes engendrée par la société de classe ; inégalité sociale à l'école ; sa revendication fondamentale d'une école nouvelle ; crise de l'école française ; impératif absolu d'une pédagogie active et moderne ; inégalité sociale cause de la crise ; élimination des plus pauvres ; cas de nombreux élèves des CET ; inadaptation du contenu de l'enseignement public français ; situation des CES et des CET ; ses critiques sur le contenu et la nature et la finalité de l'enseignement ; refonte complète des programmes et des méthodes ; principes de l'école démocratique ; (p. 1745) : rôle des enseignants ; formation des maîtres ; proposition du programme commun pour la réalisation d'une école moderne et démocratique.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles, rapporteur pour avis [26 octobre 1973]. **Article 14** (p. 4864) : son amendement tendant à porter de 1 à 1,5 % le taux de la taxe dont les employeurs sont redevables au titre du financement d'actions de la formation professionnelle continue ; caractère indispensable de cet investissement ; son amendement : déduction par les entreprises des concours éventuelle-

ment reçus de l'Etat en application de la loi du 16 juillet 1971.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — Formation professionnelle et promotion sociale, rapporteur pour avis [29 octobre 1973] (p. 4959) : importance de la formation professionnelle continue ; net progrès des crédits proposés ; retard considérable de la France dans ce domaine ; situation en RDA ; estime qu'il s'agit d'un investissement parmi les plus rentables ; ses observations sur l'exercice égal pour tous les salariés du droit au congé formation ; différence entre les textes et les résultats ; conditions concrètes de nature à déclencher les motivations ; rôle de l'éducation nationale et de l'AFPA ; garanties offertes par l'éducation nationale et circuits privés ; formation des agents de l'Etat et de ceux des collectivités locales ; souhaite que soit rapidement publié le décret prévu pour la formation professionnelle permanente des agents des collectivités locales ; amendement de la commission des affaires culturelles, adopté par l'Assemblée, tendant à porter de 0,8 à 1,50 % la participation financière des entreprises à la formation continue ; exigence du Gouvernement que soit rejeté, dans ces conditions, l'article 14 du projet de loi de finances ; conséquences de ce rejet sur les rapports entre l'exécutif et le législatif ; non-fixation du taux de la contribution patronale à la formation professionnelle continue ; sa réfutation des arguments du Gouvernement ; caractère non inflationniste de l'augmentation du taux de participation patronale ; progression de la masse salariale et rémunération des stagiaires ; non-motivation des travailleurs et problème de la rémunération ; accroissement des charges des entreprises et caractère d'investissement productif que revêt la formation professionnelle ; observation sur la question du contrôle des fonds de formation professionnelle ; nécessité de trouver un système permettant aux petites et moyennes entreprises de faire bénéficier leurs salariés de la formation professionnelle ; proposition de la commission ; calcul progressif d'un flux d'investissements passant, conformément à la loi, de 0,8 à 2 % ; sa suggestion de retenir un taux de contribution moins élevé mais nettement supérieur au 1 % initialement prévu ; conditions de la modulation : élévation du plafond à 3 % ; affectation des sommes versées par les petites entreprises à des organismes de formation ; propositions émanant de la CGT et des autres confédérations ouvrières tendant à créer un fonds national ou des fonds régionaux pour la formation professionnelle ; insiste pour que le Gouvernement porte à un taux plus élevé que 1 % la contribution patronale.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5640) : ses observations sur les crédits, « plans généraux d'action » du ministère ; (p. 5641) : sa référence à un document ministériel relatif à l'évaluation des besoins et aux mesures nouvelles obtenues, créations d'emplois, auxiliariat, sa référence à une lettre du ministre au syndicat national des instituteurs, attitude de la majorité à l'égard de l'enseignement public et de l'enseignement privé, cherté de l'école, demande au ministre de renoncer à gager l'extension de la gratuité des fournitures sur la suppression progressive des bourses dans le premier cycle ; (p. 5642) : demande l'inscription dans la loi de finances d'un barème national des bourses qui tienne compte du coût réel de la vie, gratuité des transports, école et ségrégation sociale, chances de l'enfant en France, divorce entre l'école et la vie, doute des jeunes sur le sens de l'enseignement et refus de la répression, programme commun de la gauche, sa référence à la circulaire électorale de M. Royer, remise en cause de la prolongation de la scolarité, répression, propos de M. Debbasch, président de l'université III de Marseille, lutte des personnels, des parents et des jeunes ; **Etat B - Titre IV** [14 novembre 1973] (p. 5700) : ses observations sur l'amendement de M. Mexandeau tendant à une réduction des crédits de ce titre ; conteste l'existence de la liberté du choix de l'enseignement, sa défense de l'enseignement public, programme commun de la gauche. **Fait personnel** (p. 5703) : répond aux propos de M. Fontanet, sur des « fuites » concernant des documents du ministère, information du Parlement, précise l'exactitude des données qu'il a fournies à l'Assemblée ; (p. 5704) : sa lutte pour une politique nouvelle, démocratique.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion des articles** [4 juillet 1974]. **Article 14** (p. 3360) : sur l'article, déplore l'insuffisance de l'allocation de rentrée scolaire.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5858) : rappelle l'esquisse d'une politique française de l'enseignement présentée par les organisations de résistance en 1943 et le plan Langevin-Wallon ; le but du budget aujourd'hui est de gérer la crise ; (p. 5859) : le budget ne comporte aucune mesure nouvelle pour la gratuité des fournitures ; la progression du nombre des boursiers diminue de 50 % par rapport à 1974 ; les frais des familles vont s'accroître ; les pressions des enseignants ont contraint le

Gouvernement à titulariser des instituteurs remplaçants ; les dangers de la loi Royer ; (p. 5860) : l'apprentissage ne peut être comptabilisé dans l'enveloppe de la formation continue ; la sélection sociale reste un caractère majeur du système éducatif français ; la réorganisation projetée de la formation professionnelle permet de redistribuer les cartes entre l'école publique et le patronat ; (p. 5861) : votre politique d'austérité est la plus dépensière des politiques ; la gauche fera une politique scolaire et universitaire radicalement différente ; (p. 5862) : rappel de la proposition de loi du groupe communiste portant création d'une école fondamentale démocratique et moderne ; l'orateur remet au président une lettre adressée par un conseil de parents d'élèves.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Avant l'Article premier** (p. 7226) : sur les amendements n° 1 de M. Cointat et n° 93 de M. Gerbet : indique ce qu'est à ses yeux le véritable respect de la vie.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° **1285**). **Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1798) : multiplication des individus en difficulté due à la politique industrielle et urbaine imposée à notre pays ; responsabilité des gouvernements dans la pléthore des accidents professionnels, de la difficulté des jeunes travailleurs, de la détresse des personnes âgées ; misère de la population, conséquence de la crise générale de la société capitaliste ; le numéro spécial de *l'Humanité Dimanche* consacré aux trusts des médicaments ; les profiteurs de la maladie ; les renseignements contenus dans une brochure de Rhône-Poulenc ; nécessité d'une grande politique de la santé ; un projet sous-tendu par la décision de limiter les dépenses de caractère social et « marqué au fer de l'autoritarisme » ; (p. 1799) : souplesse et doigté qu'implique la satisfaction des besoins sociaux ; l'article 24 : agression sans précédent contre le principe d'élaboration démocratique des conventions collectives ; le problème de la formation du personnel spécialisé ; le système d'enseignement prévu : « un ghetto social au moindre prix ».

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 617-18 du code de la santé publique** (p. 1790) : sur l'amendement n° 38 de M. Gaillard : s'interroge sur la représentativité de l'institut national de la consommation.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° **1484**). **Discussion générale** [20 mai 1975] (p. 2880) : la pression du groupe patronal en faveur d'un projet gouvernemental ; la dénomination de l'utilisation des cosmétiques par le capital étranger ; le chiffre d'affaires considérable réalisé sur le marché ; le drame du talc Morange ; les livres des docteurs Aron, Brunetière et Pradal ; l'ouvrage du professeur Thiers ; présenter une loi qui ne soit pas un alibi mais qui aille au fond des choses ; le numéro de *Marie-Claire* de mai 1975 et le déferlement de fausse science et de contre-vérités ; la notion de produit total ; (p 2881) : le collagène ; les qualités médicales des produits cosmétiques ventés par les articles publicitaires ; une publicité qui est une escroquerie permanente ; l'adoption par le Gouvernement de la thèse de produits ne présentant aucun danger ; le terme vague de « substances vénéneuses » ; le nombre dérisoire des contrôles des produits cosmétiques ; un projet qui ne prévoit pas pour les produits cosmétiques une rigueur identique à celle demandée pour les produits alimentaires ; l'action pharmaco-dynamique des produits cosmétiques ; les phénomènes ortho-ergiques résultant d'inadaptation à certains produits ; la nécessité pour les médecins de connaître la formule exacte de chaque produit ; les déclarations de M. Nargeolet ; (p. 2882) : les déclarations du professeur Bourdon ; l'opinion du professeur Thiers ; la déclaration de M. Patrick Magd dans *Le Figaro* du 24 mai 1972 ; le cas du bronzage ; les effets destructeurs des rayons ultra-violets B ; la campagne timide du ministre contre le tabac et la drogue ; le problème des fonds de teints et des shampooings ; la récente réorganisation de L'Oréal ; l'acquisition par cette société du groupe pharmaceutique Synthé-Labo ; la place de Mme Bettencourt au sein du groupe L'Oréal ; l'utilisation par l'industrie pharmaceutique du marché des nerfs et de l'angoisse ; la femme objet ; les conditions de travail des femmes ; la main-d'œuvre de l'industrie des cosmétiques ; boycotter la masse des produits nuisibles et la presse dite féminine ; la scandaleuse manipulation des femmes. **Discusion des articles. Article 2 : (Article L 658-6 du code de la santé publique)** (p. 2698) : caractère exemplaire d'une législation basée sur une liste positive. **Article 3** (p. 2901) : ses observations sur la demande de seconde délibération de l'article L 658-3 ; ténacité avec laquelle le Gouvernement défend les trusts.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. **Environnement** [7 novembre 1975] (p. 8085) : la volonté

que nécessite la protection de l'environnement ; les crédits minimes dont dispose le ministre ; l'absence de liberté pour les Français dans le domaine de l'environnement ; la condamnation par le Président de la République des initiatives des associations écologiques ; (p. 8086) : le résultat catastrophique de la politique du Gouvernement ; la pollution dont est responsable Pechiney ; la passivité du Gouvernement vis-à-vis des activités polluantes de la Montedison ; la nécessité de mettre au point un véritable code de l'environnement.

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense national. — Conseil économique et social [19 novembre 1975] (p. 8629) : l'adoption par la commission des crédits pour la formation professionnelle et la promotion sociale ; l'inégalité de la répartition de cette formation ; les rapports entre formation initiale et formation permanente ; l'utilisation des crédits par le CNPF ; renforcer les pouvoirs des comités d'entreprise ; appliquer pleinement la loi du 16 juillet 1971.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2048) : juge le projet de loi mince et vague ; les améliorations apportées par les amendements de la commission de la production ; les suggestions de la Fédération des sociétés de protection de la nature ; les objectifs qui y sont contenus : publicité des enquêtes d'impact, droit d'ester en justice reconnu à toutes les associations, création de réserves privées, rendre obligatoire les études d'impacts écologiques, rendre plus contraignantes les conclusions de ces études ; (p. 2049) : imposer ces études d'impacts aux projets militaires ; interdire toute installation industrielle comportant le rejet de déchets polluants ; créer une commission d'enquête parlementaire portant sur les dommages causés par les grandes industries chimiques et pétrolières ; renforcer la protection de la santé des travailleurs ; les moyens que suppose une telle politique.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4615) : l'absence d'engagements de réorientation de la politique actuelle ; la détérioration du cadre de vie et de l'environnement ; l'exemple du logement ; la volonté du Gouvernement de faire accepter un programme économique de restriction ; (p. 4616) : la caution écologique donnée à une orientation économique de compression des consommations populaires et de freinage des équipements ; la nécessité du développement et de la modernisation de la SNCF ; le contrôle des associations de défense de l'environnement et de la nature.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524) :

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6805) : l'impôt sur le capital prévu par le programme commun ; (p. 6806) : les responsables de la crise ; l'égoïsme des milliardaires ; la vieille théorie du Premier ministre sur l'impôt sur le capital ; l'importance des capitaux accumulés par les grandes sociétés ; le rendement et l'assiette de l'impôt sur le capital ; radiographie des actionnaires français ; impôt sur le capital et défense du franc ; exportation des capitaux ; l'impôt, modificateur des comportements des agents économiques, simulateur de la production ; le refus de la politique actuelle d'investissement ; les intermédiaires ; les spéculateurs immobiliers ; le complément de l'impôt sur les plus-values et de l'impôt sur le capital ; (p. 6807) : le problème de l'inquisition fiscale et la recherche de la vérité ; l'imposition correcte des sociétés et des fortunes ; le travail du capital et l'exploitation des salariés ; la contradiction du Gouvernement qui considère la fiscalité comme moyen de réduction des inégalités et refuse un impôt sur le capital ; l'évolution divergente de l'impôt sur les sociétés et de l'IRPP ; les faibles impôts des compagnies pétrolières.

Première partie :

Discussion des articles [26 novembre 1976]. **Article 21** (p. 7037) : son amendement n° 56 soutenu par M. Le Meur tendant à supprimer l'article 21 ; repoussé.

Deuxième partie :

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle. — Services divers, rapporteur pour avis pour la formation professionnelle et la promotion sociale [15 novembre 1976] (p. 7958) : la mention portée sur son avis n° 2530 indiquant l'opposition de la commission aux conclusions défavorables du rapporteur quant à l'adoption des crédits ; (p. 7959) : la loi du 16 juillet 1971 ; la régression du volume de formation ; le détournement des fonds affectés à la formation professionnelle ; le contrat emploi-formation ; les jeunes ; le bilan du VI^e^ Plan ; les inégalités ; les fonds patronaux ; l'affaire Dassault ; l'avenant du 9 juillet 1976 ; les congés-formation ; l'attitude du CNPF ; (p. 7960) : un budget inacceptable et dangereux.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 28 octobre [*J.O.* Débats du 20 no-

vembre 1976] (p. 8362) : les écoutes téléphoniques ; l'abandon des délégations officielles ; la loi applicable en la matière ; la définition de la sûreté de l'Etat ; la ligne budgétaire correspondant aux écoutes téléphoniques ; demande au ministre de l'intérieur qu'il présente cette affaire devant la commission des libertés.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale. Rappel au règlement** [14 juin 1977] (p. 3724) : l'application de l'article 128 du règlement ; le droit d'amendement des parlementaires.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Travail, rapporteur pour avis pour la formation professionnelle [14 novembre 1977] (p. 7333) : l'importance sociale et nationale de la formation professionnelle ; la loi du 16 juillet 1971 ; l'avis défavorable du rapporteur sur le projet de budget du ministère du travail ; la nature des critiques présentées ; les stages réservés aux jeunes ; les conditions de réalisation de ces stages aux PTT ; les initiatives du secteur privé à l'instigation du CNPF ; le cas de la société des travaux du Midi ; la mise en place d'une opération de camouflage préélectoral ; (p. 7334) : le rôle des mass media ; l'interprétation par le patronat de la législation sur la formation professionnelle ; la rémunération des stagiaires ; le vote favorable sur les projets du ministère du travail émis par la majorité de la commission ; porter à 2 % le taux de participation des entreprises ; réduire le caractère inégalitaire de la formation professionnelle ; permettre à un plus grand nombre de femmes de bénéficier de la formation professionnelle ; le rapport de l'INSEE ; la participation des salariés à la gestion de leur entreprise ; les déclarations de M. Monory. **Rappel au règlement** (p. 7346) : l'erreur typographique relative au montant réel du crédit supplémentaire destiné à couvrir la rémunération des stagiaires effectuant un stage pratique en entreprise.

K

KALINSKY (Maxime)

Député du Val-de-Marne
(8e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [4 avril 1975] (p. 1327), [6 avril 1976] (p. 1390). [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre du conseil national des services publics départementaux et communaux [11 octobre 1974] (p. 5012).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causée par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **assurer la suppression des nuisances causées par le trafic aérien aux abords des aéroports d'Orly et de Roissy-en-France, et à garantir les droits des riverains** (n° **582**) [28 juin 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les causes et les conséquences de la multiplication des **saisies et expulsions de locataires** dans les ensembles d'habitations (n° **1326**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer la situation des **employés de maison** au regard de la **sécurité sociale** (n° **1442**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi-cadre** tendant à assurer la **titularisation** des agents non titulaires de l'Etat (n° **2114**) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi** relative au versement de l'**allocation logement** en cas de défaut de paiement du loyer (n° **2277**) [12 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le développement d'un **réseau autoroutier** libre de péage (n° **2537**) [13 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la mise en œuvre de mesures urgentes pour réduire les **nuisances causées par les avions à réaction** aux riverains des grands aéroports (n° **2989**) [15 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à donner la possibilité aux communes de la région parisienne d'opter en faveur du régime général du **versement représentatif de la taxe sur les salaires (VRTS)** (n° **3133**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à assurer l'accès du public aux documents administratifs et **l'information des consommateurs** [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Hausse des prix et budgets communaux** [12 juin 1974] (p. 2609) ; remboursement de la TVA aux communes.

• *question orale avec débat de :*

— **M. Boulloche** (n° **11295**) : **Epargne populaire** [18 octobre 1974] (p. 5281, 5282) : indexation de l'épargne populaire rongée par l'inflation ; indexation des livrets A à la caisse d'épargne sur les prix.

• *questions au Gouvernement :*

— **Incidence des licenciements de personnels à la compagnie TWA** [20 novembre 1974] (p. 6790).

— **Péage sur l'autoroute A 4** [15 octobre 1975] (p. 6816, 6917) : péage de Saint-Maurice.

— **Grève du personnel d'Air-France** [29 octobre 1975] (p. 7534) : intervention des CRS à Roissy.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **24707**) : **Titularisation des agents non titulaires de l'Etat** [12 décembre 1975] (p. 9754, 9755) : mesures à prendre pour étendre à ces travailleurs les garanties du statut de la fonction publique ; (p. 9756) : le plan de résorption de l'auxiliariat arrêté unilatéralement par le Gouvernement et ne donnant nullement satisfaction aux organisations syndicales ; dépôt par le groupe communiste d'une proposition tendant à la titularisation de ces personnels.

— (n° **29723**) : **Attribution de billets de congés payés par la SNCF** [11 juin 1976] (p. 4054, 4055, 4056) : l'impossibilité pour les chômeurs et les travailleurs en préretraite de bénéficier des billets de congés payés ; nécessité de prendre des mesures contre le chômage et de supprimer les avantages des grands monopoles.

• *question au Gouvernement :*

— **Incendies de forêts** [16 juin 1976] (p. 4184) : les incendies de forêts du bois Notre-Dame ; l'ouverture nécessaire de crédits aux collectivités locales pour lutter contre les incendies.

• *question orale sans débat :*

— (n° **37177**) : **Aéronautique française** [15 avril 1977] (p. 1867, 1868, 1869) : l'inquiétude des travailleurs de la SNIAS ; soumission aux firmes américaines ; réagir contre cette situation et donner la priorité à la construction d'un avion moyen courrier.

• *question au Gouvernement :*

— **Nationalisation des CES municipaux** [9 novembre 1977] (p. 7220) : augmenter les crédits destinés à leur fonctionnement ; situation du CES Jean-Moulin à La Queue-en-Brie.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la défense contre les eaux** (n° **357**). **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2150) : son accord sur certaines dispositions du texte, intérêt national du problème, octroi de subventions d'Etat prévu par le décret du 12 novembre 1938 et non repris par le projet de loi, réintroduction par le Sénat, effacement du rôle de l'Etat, mesures prises dans d'autres pays, nécessité d'une participation importante de l'Etat, importance des travaux, modicité des budgets des collectivités locales, moyens de contrainte à l'égard des intéressés, nécessité de prendre des engagements sur le plan national, irrecevabilité de l'amendement prévoyant la prise en charge par l'Etat des travaux d'intérêt national,

rejet de son amendement visant un avis de recours des intéressés contre l'arrêté ; (p. 2151) : coût des travaux, équité dans la répartition des charges, droit de recours des intéressés, responsabilités de l'Etat, transfert aux collectivités locales de charges incombant à l'Etat, caractère national de certaines inondations, cas de la région parisienne, nécessité pour le Gouvernement d'engager un programme de défense contre les eaux, conséquences des inondations dans sa commune, refus de déclarer la ville sinistrée, possibilités techniques, nécessité d'accroître les moyens financiers, situation dans le département du Val-de-Marne, nécessité de subventions de l'Etat.

— **Projet de loi relatif à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° 344). **Discussion des articles** [21 juin 1973]. **Avant l'Article premier** (p. 2376) : son amendement tendant à permettre à l'office national d'immigration d'exercer effectivement son monopole. **Après l'Article premier** (p. 2377) : son amendement tendant à l'abrogation de la loi du 3 janvier 1972 relative au travail temporaire et habilitant la seule agence nationale de l'emploi pour le placement des travailleurs. **Article 2** (p. 2378) : retrait de son amendement tendant à la suppression de l'article.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Justice [31 octobre 1973] (p. 5120) : budget ne permettant pas de résoudre la crise des institutions judiciaires ; importance des besoins de justice pour la population laborieuse de notre pays ; justice rebutante pour le justiciable ; nécessité de répondre aux besoins réels sous le critère exclusif des intérêts et des droits des justiciables ; estime que la justice n'a pas dans les faits le caractère de justice sociale qui devrait être le sien ; cas des retards de paiement de loyer ; aggravation de la dette initiale et des difficultés des familles ; cas des mal logés ; consignation de fonds importants au greffe pour la demande de révision d'un bail ; coût exorbitant des procédures et lenteur de la justice civile ; délais de réception des convocations en matière de divorce ; difficultés d'accès à l'aide judiciaire ; (p. 5121) : demande l'augmentation des plafonds de revenus ; encouragement de l'Etat à la privatisation de la justice ; augmentation des taxes et frais qui grèvent les dossiers ; s'élève contre l'opération qui tend à opposer les justiciables aux avocats ; nécessité de sauvegarder l'indépendance de l'avocat et l'exercice individuel de la profession ; ses réserves sur l'institution des magistrats chargés des relations avec le public ; crise judiciaire actuelle et problème de société ; mesures favorisant le droit répressif ; retards accumulés par rapport au VI[e] Plan et limites du changement opéré ; besoins prioritaires de la justice civile et priorité accordée à la justice pénale ; situation des magistrats ; insuffisance des effectifs des secrétaires-greffiers ; son inquiétude devant l'expérience de rationalisation des choix budgétaires qui est envisagée ; politique suivie en matière d'équipement des services judiciaires ; délai de réalisation du tribunal de Créteil, lourdeur du transfert des charges aux collectivités locales ; demande leur prise en compte par l'Etat ; carence en matière de services pénitentiaires ; mouvements de révolte et suicides dans les prisons ; mesures indispensables à la réinsertion sociale des détenus et à l'amélioration de la tâche du personnel de surveillance ; (p. 5122) : service de suite ; indépendance de la justice à l'égard du pouvoir ; langage judiciaire ; simplification de la procédure ; estime que cette orientation nouvelle doit être renforcée par une extension sans précédent des libertés ; caractère de plus en plus autoritaire de l'attitude du pouvoir ; politique de classe en matière de chèques sans provision ; problèmes humains et justice mise sur ordinateur ; mesures de garantie et d'extension des libertés fondamentales proposées par le programme commun de la gauche.

Protection de la nature et de l'environnement [19 novembre 1973] (p. 6043) : critiques adressées à la politique de l'environnement ; (p. 6044) : dégradation des milieux naturels ; refus d'industries de faire les investissements nécessaires ; agences de bassin, subventions aux usines de l'industrie papetière et situation des collectivités locales, lutte contre le bruit ; situation dans le Val-de-Marne ; nuisances du trafic aérien pour les populations riveraines des aéroports ; propositions des maires riverains de l'aéroport d'Orly ; mesures techniques possibles ; aéroports de Toussus-le-Noble et de Cernay-la-Ville ; proposition de loi n° 582 de son groupe (mesures tendant à réduire le bruit des avions) ; espaces verts ; (p. 6045) : aide aux collectivités locales ; ordures ménagères ; profits nouveaux de l'industrie antipollution ; protection de la nature et possibilités de la science et des techniques ; énergie nucléaire ; écologie ; mesures proposées par le programme commun de la gauche.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion des articles** [4 décembre 1973] : **Après l'Article premier** (p. 6573) : son amendement tendant à définir l'assiette de la taxe d'habitation ; droit fixe et droit proportionnel ; fiscalité frappant la famille ; (p. 6574) : prise en considération des revenus familiaux dans le calcul de la taxe d'habitation ; personnalisation de la fiscalité locale ; irrecevabilité de son amendement tendant à exonérer de la taxe d'habitation les personnes âgées de plus de soixante-cinq ans et non soumises à l'impôt

sur le revenu ; paiement de la taxe d'habitation en deux versements ; répond au Gouvernement ; [5 décembre 1973] : **Article 4** (p. 6623) : souhaite l'abaissement de soixante-dix à soixante-cinq ans de l'âge des personnes non assujetties à l'impôt et devant être considérées comme personnes à charge ; son sous-amendement : non prise en compte pour le calcul de la valeur locative moyenne des locaux annexes à l'habitation contigus ou non. **Avant l'Article 8** (p. 6624) : son amendement tendant au maintien de la part de la taxe foncière s'appliquant aux outillages et moyens matériels d'exploitation. **Article 11** (p. 6631) : ses amendements : dégrèvement de la taxe foncière en faveur des personnes âgées ; reprend l'amendement de M. Bignon (p. 6632) ; explique le vote de son groupe contre le projet ; (p. 6635) : aggravation de la pression fiscale qui frappe l'habitation ; charges plus lourdes imposées aux petits contribuables ; imposition des HLM ; rejet des amendements et propositions de son groupe ; injustice fiscale ; situation des personnes âgées ; refus de réunion d'une session extraordinaire. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7224, 7225) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement tendant à accroître la réduction des droits de patente en faveur des commerçants et artisans n'employant pas plus de deux salariés.

1974

— **Projet de loi relatif à la révision des valeurs locatives** (n° **935**). **Discussion générale** [2 juillet 1974] (p. 3237) : le projet de loi n'assure pas la profonde réforme de la fiscalité locale qui seule sauvera les communes de l'asphyxie. **Discussion des articles : Article 2** (p. 3241) : son amendement n° 12 relatif à l'évaluation des immobilisations.

— **Proposition de loi organique relative à l'élection des sénateurs** (n° **1094**). **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4856) : nécessité de respecter le vote du Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [30 octobre 1974] (p. 5649) : un mini-secrétariat d'Etat ; un budget en régression conduisant à de nouvelles dégradations du cadre de vie ; (p. 5650) : la qualité de la vie pour les travailleurs, pour les mères de familles, les chômeurs ; une politique qui vise à faire supporter aux travailleurs la lutte contre les gaspillages de la société capitaliste; la dégradation de la mer et des rivages ; le rapport de la commission d'enquête sur la pollution de la Méditerranée ; l'implantation des centrales nucléaires ; faire supporter le poids de la lutte antipollution à ses véritables responsables : les grandes sociétés ; un nouveau secteur rentable : l'antipollution ; largesses accordées par l'Etat aux grandes entreprises ; la règle du profit, cause des pollutions ; imposer la désulfurisation du fuel au stade du raffinage ; les redevances des agences de bassin, inférieures au coût de l'épuration ; le chantage à l'emploi ; la lutte contre la pollution et l'amélioration du cadre de vie inséparable de la lutte des travailleurs pour un changement de politique ; (p. 5651) : la manière de produire est aussi importante que le produit lui-même ; l'exemple des pays socialistes ; les mesures indispensables se heurtent à de puissants intérêts ; les revendications des riverains des aéroports d'Orly et de Roissy ; consultation des élus et de la population pour la construction d'autoroutes en zone urbaine ; l'insuffisance des crédits pour l'acquisition d'espaces verts ; lutter contre les causes de la dégradation du cadre de vie, c'est lutter contre la recherche de profits croissants, contre les grandes sociétés ; une autre politique de l'environnement est indispensable pour notre pays ; le groupe communiste ne votera pas ce budget.

Taxes parafiscales [20 novembre 1974] (p. 6834) : demande la protection des riverains d'Orly et de Roissy contre le bruit par l'insonorisation des bâtiments publics et privés ; demande que le débat promis sur ce sujet par le ministre de l'environnement ait lieu ; demande que la taxe en vue d'atténuer les nuisances frappe les avions qui transportent les frêts ; demande l'étude par le Parlement de sa proposition de loi n° 582 ; critique les décrets pris par le Gouvernement.

1975

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° **1479**). **Discussion générale** [24 avril 1975] (p. 2088) : la conception du régime d'une justice autoritaire et étrangère à la notion de service public ; l'absence de dispositions tirées du programme réformateur ; la réduction de la durée de la détention provisoire, seul aspect positif du texte ; responsabilité du Gouvernement dans le mouvement déclenché dans les prisons ; (p. 2089) : l'atteinte portée au principe de la présomption d'innocence ; le contrôle judiciaire ; la garantie fondamentale que constitue la collégialité ; l'attitude inquisitoire du pouvoir vis-à-vis de la justice ; ne pas assimiler la procédure civile à la procédure pénale ; donner les moyens matériels pour permettre un jugement rapide des infractions économiques et financières ; le risque d'une multiplication des tribunaux d'exception ; l'abrogation nécessaire de la procédure du flagrant délit, attentatoire à la liberté individuelle ; la crise du système

judiciaire ; (p. 2090) : motiver les décisions relatives à la détention provisoire ; n'admettre que les perquisitions effectuées sur mandat d'un juge du siège ; le droit à l'assistance d'un avocat dès l'arrestation. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2097) : son amendement n° 34 après « comparution personnelle de l'inculpé », ajouter « assisté de son conseil » ; repoussé. **Article 5** (p. 2099) : son amendement n° 35 : supprimer le texte proposé ; nécessité de maintenir la collégialité ; repoussé ; (p. 2000) : son sous-amendement n° 36 à l'amendement n° 3 de M. Cot ; comparution fixée au même jour ; repoussé ; [25 avril 1975] : **Après l'Article 5** (p. 2164) : son amendement n° 43 : modifier l'article 411 du code de procédure pénale ; possibilité pour le prévenu de demander d'être jugé en son absence ; élargir les possibilités de l'article 411 actuel qui limite la possibilité de ne pas comparaître aux prévenus passibles de moins de deux ans de prison ; cas des personnes de condition modeste obligées de se déplacer et de perdre une journée de travail ; importance des infractions bénéficiant des circonstances atténuantes ou du sursis ; (p. 2165) : répond au Gouvernement ; repoussé. **Article 9** (p. 2166) : son amendement n° 37 : supprimer l'article 9 : ne pas créer, à propos des affaires économiques ou financières, des juridictions spécialisées ; repoussé.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Discussion des articles** [15 mai 1975] : **Après l'Article 7** (p. 2760) : son amendement n° 85 : amener la fermeture immédiate des prisons clandestines qui existent actuellement ; repoussé ; [16 mai 1975] : **Article 19 : Article 43-3 du code pénal** (p. 2832) : son amendement n° 88 : supprimer les 2°, 3°, 4° et 5° alinéas de l'article 43-3 ; le risque de voir frapper trop inégalement les condamnés selon leur situation sociale ; repoussé ; (p. 2835) : fait observer que l'amendement n° 22 de M. Gerbet va plus loin que l'amendement n° 100 du Gouvernement. **Après l'Article 34** (p. 2842) : son amendement n° 91 : permettre une connaissance plus précise de chaque cas individuel ; repoussé. **Article 56** (p. 2850, 2851) : annonce que le groupe communiste ne votera pas les modifications apportées à l'ordonnance du 2 février 1945 sur l'enfance délinquante ; le danger d'une atteinte à la cohérence des dispositions en vigueur ; l'accroissement des tâches du service d'éducation surveillée. **Explications de vote** (p. 2855, 2856) : le vote négatif du groupe communiste ; l'accentuation d'une justice de classe.

— **Proposition de loi portant statut de la magistrature** (n° **1511**). **Discussion générale** [16 mai 1975] (p. 2858) : sa motion de renvoi en commission ; critique la politique menée à l'égard de l'école nationale de la magistrature ; les dangers résultant des dispositions adoptées par la commission des lois ; une nouvelle attaque contre une école qui est le garant d'un recrutement démocratique ; (p. 2859) : le lien entre la proposition de loi et l'institution du juge unique ; l'absence de consultation des magistrats. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2859) : son amendement n° 3 : limiter le nombre de magistrats recrutés par la voie latérale ; repoussé ; son amendement n° 4 : remplacer les mots « des premier et second grades », par les mots « recrutés par contrat à titre temporaire » ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 2860) : son amendement n° 5 : remplacer le mot « choisis » par le mot « élus » ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 247 du code civil** (p. 3386) : son amendement n° 18 : supprimer le juge aux affaires matrimoniales ; repoussé. **Article 252-2 du code civil** (p. 3389) : son amendement n° 23 : supprimer l'article ; adopté ; [3 juin 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Article 278 du code civil** (p. 3494) : son amendement n° 43 ; retiré.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 3** (p. 4000) : son amendement n° 75 : inclure dans les bases de l'imposition le chiffre d'affaires et le bénéfice réel ; repoussé ; [12 juin 1975] : **Article 12** (p. 4055) : propose de supprimer le dernier membre de phrase de l'amendement n° 153 de M. Papon. **Seconde délibération : Article 4** (p. 4075, 4076) : insiste sur les inconvénients de l'amendement n° 1 du Gouvernement ; invite celui-ci à renoncer à l'exonération partielle des aéroports.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4748) : le projet de loi ne lui paraît pas rendre compte de la situation réelle observée sur place par la mission parlementaire ; le projet tend à confirmer dans ses fonctions le président actuel ; la France ne peut s'ingérer dans les affaires comoriennes en imposant aux Mahorais un régime dont ils ne veulent pas.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6186) : l'insuffisance des dotations accordées à Air France et à la Régie Renault ; la politique de

démantèlement de la compagnie Air France ; l'installation d'une usine Renault au Chili et « l'aide » au « fasciste » Pinochet.

— **Rappel au règlement** [14 novembre 1975] (p. 8406, 8407) : **article 98** du règlement, **alinéa 6** : recevabilité de son amendement déposé au chapitre 53-24 du budget de l'aviation civile.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile** [14 novembre 1975] (p. 8415) : la liquidation du potentiel national de production et de transport aéronautiques ; la soumission des intérêts des sociétés nationales aux secteurs privés et au capital étranger ; le freinage de la recherche et de l'équipement ; (p. 8416) : la situation des travailleurs ; l'atteinte portée aux droits syndicaux et l'attitude d'Air France ; la politique proposée par le parti communiste sur la base du Programme commun. **Examen des crédits. — Etat C - Titre V** (p. 8426) : son amendement n° 249 : réduire les autorisations de programme de 770.000.000 F ; sa volonté d'obtenir le lancement d'une nouvelle tranche de Concorde ; (p. 8426) : développer les études et les programmes de construction aéronautique ; (p. 8428) : précise que la réduction de crédits qu'il propose a pour but d'en assurer l'augmentation dans le projet défendu par le Gouvernement ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Article 37** (p. 9284) : l'aspect contraignant en antidémocratique du contrôle financier que l'article tend à exercer sur la ville et le département de Paris ; son amendement n° 168 : supprimer l'article ; repoussé.

— **Projet de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du Conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **1868**) [4 décembre 1975]. **Tableau n° 3** : répartition par arrondissements des conseillers municipaux de Lyon ; (p. 9363) : son amendement n° 1 : prévoir une autre répartition des soixante et un conseillers d'arrondissements de Lyon ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9603) : considère comme un acte grave la partition projetée par le projet gouvernemental ; la volonté d'installer une base navale à Mayotte ; (p. 9604) : le caractère conjoncturel de la volonté de Mayotte de rester française ; les opérations d'expulsion dont ont été victimes les Mahorais favorables à l'indépendance ; (p. 9605) : le caractère néo-colonialiste du projet ; la misère qui sévit dans les Comores ; la responsabilité de la France dans les conflits futurs ; le salut du groupe communiste au désir d'indépendance du peuple comorien. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 9622) : son amendement n° 11 : préserver l'unité des Comores indépendantes ; repoussé.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article 3** (p. 9986) : son amendement n° 49 : le conseil régional règle par ses délibérations les affaires relatives au développement économique, social et culturel de la région ; repoussé ; son amendement n° 50 : substituer au mot « propositions » le mot « décisions » ; repoussé ; son amendement n° 51 : supprimer la seconde phrase du dernier alinéa 5° de l'article 3 qui porte gravement atteinte à l'autonomie des communes et des départements ; repoussé. **Article 5** (p. 9989) : son amendement n° 55 : donner au conseil régional de réels pouvoirs de décision en matière d'espaces verts et de forêts ; adopté ; son amendement n° 56 : conséquence de l'amendement n° 55 ; adopté. **Article 7** (p. 9992) : son amendement n° 57 : placer les organismes prévus au premier alinéa de l'article sous l'autorité du conseil régional et gérés sous sa responsabilité ; repoussé.

1976

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1907) : dénonce le caractère antidémocratique du projet ; les suggestions proposées par le parti communiste dans sa proposition relative aux libertés ; la position hostile du groupe communiste face au projet gouvernemental.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'ordonnance n° 59-244 du 4 février 1959 relative au statut général des fonctionnaires** (n° **1991**). **Première lecture. Discussion générale** [30 avril 1976] (p. 2522) : l'élaboration du statut général des fonctionnaires en 1946 sous l'autorité de Maurice Thorez ; l'attachement du fonctionnaire au maintien des principes garantissant les acquis démocratiques du statut général ; le rejet par le conseil supérieur de la fonction publique des modifications envisagées par le Gouvernement ; l'orientation vers une sélection dans laquelle l'aptitude professionnelle et la manière de servir risquent de ne plus être les éléments déterminants ; (p. 2523) : les atteintes portées à la liberté d'expression et d'opinion des

fonctionnaires ; accroître le rôle et la compétence des organismes paritaires de la fonction publique ; la nécessité d'une réforme démocratique de la fonction publique. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4958) : la remise en cause du caractère démocratique du statut des fonctionnaires ; la nécessité d'un renforcement de ce caractère démocratique ; l'opposition du groupe communiste. **Explications de vote** [30 juin 1976] (p. 4962) : indique que le groupe communiste votera contre l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article 5** (p. 2661, 2662) : considère que l'accès à la justice pour tous n'est pas une réalité et que l'article restreint encore cet accès ; regrette que l'amendement du groupe communiste ait été déclaré irrecevable ; estime que la justice est un « produit de luxe » ; accuse M. Lecanuet de faire sa « justice personnelle » en pratiquant la « chasse aux sorcières » à l'encontre des magistrats.

— **Proposition de loi tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement** (n° **71**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [29 juin 1976]. **Article 2** (p. 4901) : son amendement n° 1 défendu par M. Garcin.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**). **Explications de vote** [30 juin 1976] (p. 4988) : indique que le groupe communiste votera contre le projet.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**). **Première lecture. Discussion générale** [6 juillet 1976] (p. 5073) : indique pourquoi Mme Constans oppose la question préalable (art. 91, alinéa 4, du règlement) ; un projet qui aggravera les injustices, les tricheries et les atteintes au suffrage universel ; la nécessité de la représentation proportionnelle ; ses avantages ; (p. 5074) : les lois en vigueur permettant de restreindre ou de violer l'universalité du suffrage ; le caractère injuste du scrutin uninominal à deux tours ; l'inégalité des suffrages ; les marchandages auxquels donnent lieu les candidatures et les désistements ; le règne des copains et des coquins ; la peur du suffrage universel et des élus ; la nostalgie du système censitaire ; l'élimination des candidats de courant pouvant représenter plus de 20 % des voix ; les chiffres cités dans le rapport de la commission des lois ; (p. 5075) : la défense d'une démocratie pluraliste par les communistes ; la sectorisation de Toulouse et de Nice, du « charcutage » électoral. **Discussion des articles** [6 juillet 1976] : **Article 2** (p. 5085) : son amendement n° 4 tendant à supprimer l'article 2 ; repoussé ; (p. 5086) : son amendement n° 22 tendant, si l'un des candidats décède ou se trouve empêché, à permettre à une personne appartenant à la même formation de se présenter au second tour ; repoussé ; (p. 5087) : son amendement n° 23, conséquence de l'amendement n° 22 qui devient sans objet. **Article 5** (p. 5090) : soutient l'amendement n° 7 de M. Villa tendant à supprimer l'article 5 ; repoussé ; [7 juillet 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 5132) : reprend l'amendement n° 29 de M. Foyer ; demande un scrutin public ; repoussé ; (p. 5133) : son amendement n° 20 ouvrant le droit de se présenter au second tour à une personne qui ne s'est pas présentée au premier tour dans le cas d'un empêchement ou du décès d'un candidat appartenant à un même parti ; repoussé ; son amendement n° 21 qui n'a plus d'objet. **Article 5** (*suite*) (p. 5133) : indique que le groupe communiste votera contre l'amendement n° 33 du Gouvernement. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [9 juillet 1976] (p. 5234) : indique que le groupe communiste votera contre l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Justice [2 novembre 1976] (p. 7335) : un budget de misère ; (p. 7336) : la préparation des échéances électorales : crise de la société et crise de la justice ; le rapport de l'OCDE sur les injustices ; critique du plan Barre ; la violence ; l'abolition de la peine de mort ; le cas du Val-de-Marne ; une justice chère pour les pauvres ; une justice aveugle, expéditive, rapide ; le scandale du talc Morhange ; les marchés de travaux publics en Normandie ; les pétroliers ; la chasse aux sorcières ; (p. 7337) : les faibles moyens donnés à la justice ; les condamnés ; le manque de magistrats ; l'attente pour se faire délivrer un jugement ; la situation dramatique des conseils de prud'hommes ; le prétendu libéralisme giscardien ; le rôle de la police ; la recherche du profit ; (p. 7338) : sécurité égale répression.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. — Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7361) : un budget insuffisant ; le manque de crédits ; les atteintes portées à l'indépendance de la magistrature et au droit syndical ; la demande d'enquête judiciaire vis-à-vis de Dassault ; le nombre des saisies et des expulsions ; les affaires concernant les

ententes illicites entre pétroliers ou touchant des entreprises de travaux publics.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault** (n° 2522). **Discussion de l'article unique** [3 novembre 1976] (p. 7428) : son amendement n° 4 soutenu par M. Montdargent ; repoussé ; son amendement n° 5 soutenu par M. Garcin ; repoussé.

— **Projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales** (n° 2183). **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8699) : soulève l'exception d'irrecevabilité en application de l'article 91, alinéa 4, du règlement ; repoussée ; (p. 8702) : assurer la sécurité des Français ; la nécessité du changement démocratique ; insécurité et système capitaliste ; la lutte contre les forces démocratiques ; la manipulation des statistiques sur la délinquance ; la prétendue lutte contre l'insécurité ; la violence légale ; revoir tout le système en place ; la confusion entre crimes crapuleux et simples délits ; l'utilisation des moyens d'information ; les « bavures » des brigades antigang ; l'escalade de la violence ; (p. 8703) : une politique de plus en plus antisociale ; une atteinte aux libertés ; pègre et campagne électorale ; SAC ; utilisation de la police comme force de répression au service de la police monopoliste ; le règne de l'inquisition ; la possibilité d'utilisation du projet dans le cas de manifestations ; la loi anti-casseurs ; les poursuites frappant les travailleurs et les syndicalistes ; les provocations policières ; le dispositif d'atteinte aux libertés ; (p. 8704) : une loi anti-casseurs « opérationnelle » ; l'insécurité fondamentale : le chômage, les conditions de vie, le cadre de vie qui se détériore, les vols garantis par la loi, la création de l'insécurité ; le pouvoir du grand capital ; les organisations qui ont protesté contre ce projet ; indique que le parti communiste votera contre.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2607). **Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article 2** (p. 8863) : son amendement n° 1 défendu par M. Villa ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° 2197). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article 5** (p. 8921) : son amendement n° 13 soutenu par M. Ducoloné ; repoussé.

1977

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° 2418). **Discussion générale** [20 avril 1977] (p. 1986, 1987) : la non-consultation de l'assemblée territoriale de Nouvelle-Calédonie ; la persistance du Gouvernement dans la voie de la départementalisation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° 2768). **Lettre rectificative** (n° 2859). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2936) : la succession à un rythme accéléré des plans de redressement ; l'accroissement du fait des plans Barre des difficultés des communes de France ; la dégradation de la situation financière des collectivités locales ; le subventionnement de l'Etat par les collectivités locales eu égard au niveau des subventions et du niveau des taux de la TVA ; le régime des subventions aux constructions scolaires ; le financement des hôpitaux ; (p. 2937) : le non-respect des engagements du Gouvernement en faveur du remboursement de la TVA aux communes ; le reversement aux communes du reliquat des fonds non utilisés pour plafonner l'augmentation de la taxe professionnelle ; la progression du versement représentatif de la taxe sur les salaires ; les frais financiers supportés par les collectivités locales ; les difficultés rencontrées par les communes en raison de la prise en charge des problèmes rencontrés par les Français ; le chômage total ou partiel ; l'attribution des allocations de chômage ; la hausse des prix ; la progression des dépenses d'aide sociale des collectivités ; l'aide apportée aux travailleurs luttant contre les fermetures d'entreprises ; le financement des besoins nouveaux ; l'injustice des impôts locaux ; la taxe d'habitation ; la taxe professionnelle ; l'absence de véritable politique en faveur de la décentralisation ; le rapport Guichard ; (p. 2938) : les mesures proposées par le Programme commun en faveur des collectivités territoriales.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas** (n° 2909). **Explications de vote** [2 juin 1977] (p. 3338) : la thèse officielle du Gouvernement sur la volonté du territoire français des Afars et des Issas de demeurer dans la communauté française ; la position du parti communiste français sur la décolonisation du TFAI ; la difficulté de construction du nouvel Etat ; instaurer une étroite coopération fondée sur la non-ingérence et le respect de la souveraineté nationale.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du**

10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances (n° **2888**). **Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3595) : les conditions d'inscription de la proposition de loi à l'ordre du jour ; les caractéristiques du régime électoral mixte proposé ; la diversité ethnique de la population calédonienne ; le maintien du scrutin proportionnel ; le nouveau découpage des circonscriptions électorales ; le poids politique accru de Nouméa ; le courant qui se dessine en Europe en faveur du scrutin proportionnel ; les caractéristiques du système mixte proposé ; la division de la Nouvelle-Calédonie en deux blocs opposés ; une proposition de loi qui bafoue les libertés démocratiques et la volonté populaire ; (p. 3596) : le vote négatif du groupe communiste. **Sa motion de renvoi en commission** (p. 3597) : la volonté de l'assemblée territoriale de refuser toute modification du mode de l'élection de ses membres ; le maintien du scrutin proportionnel ; repoussé.

— **Projet de loi aménageant la taxe professionnelle** (n° **2869**). **Commission mixte paritaire** [8 juin 1977] (p. 3589) : le vote négatif du groupe communiste sur le projet de loi.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion des articles** [4 octobre 1977] : **Après l'Article 3** (p. 5792) : son amendement n° 4 : garanties offertes aux citoyens en matière d'obtention des renseignements sur la vie privée des personnes ; repoussé. **Article 6** (p. 5799) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 150 de M. Bernard Marie ; (p. 5800) : défend l'amendement n° 5 de M. L'Huillier : composition de la commission nationale informatique et libertés ; le caractère antidémocratique de la composition de la commission prévue par le Gouvernement ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 5 ; (p. 5805) : amendement n° 5 repoussé par scrutin public. **Article 7** (p. 5807) : son amendement n° 7 : désignation des commissaires du Gouvernement parmi les magistrats de l'ordre administratif ou judiciaire ; retiré [5 octobre 1977]. **Après l'Article 12** (p. 5849) : son amendement n° 11 : consultation des comités techniques paritaires des commissions paritaires communales ou intercommunales sur l'informatisation des tâches administratives et les traitements les concernant ; réservé. **Article 12** (*suite*) (p. 5867) : son amendement n° 9 soutenu par M. Villa : avis conforme de la commission nationale de l'informatique pour l'ouverture des traitements automatisés d'informations nominatives ; repoussé. **Après l'Article 12** (*suite*) (p. 5869) : son amendement n° 11 précédemment réservé soutenu par M. Villa ; repoussé. **Avant l'Article 23** (p. 5873) : son amendement n° 22 : interdiction de toute constitution de fichiers par des moyens frauduleux et notamment par écoutes téléphoniques ; repoussé. **Article 25** (p. 5877) : son amendement n° 16 : infractions et sanctions ne pouvant faire l'objet de traitements automatisés d'informations nominatives ; repoussé. **Après l'Article 26** (p. 5880) : soutient l'amendement n° 29 de M. Maisonnat : conditions de constitution de fichiers informatisés par les collectes publiques et modalités de mise à disposition des candidats des fichiers électoraux détenus par les municipalités ; (p. 5881) : adopté après rectification. **Article 28** (p. 5882) : son amendement n° 30 : non-perception de la redevance en cas d'erreurs figurant sur la copie demandée ; retiré. **Article 30** (p. 5885) : son amendement n° 31 : possibilité donnée aux requérants de porter l'affaire devant les juridictions compétentes ; repoussé. **Explications de vote** (p. 5888) : la dénomination de la commission nationale de l'informatique ; la composition de la commission ; la mainmise gouvernementale sur le contrôle de l'informatique ; les conditions de création des fichiers privés ; le rôle du parti communiste français dans l'accroissement des garanties des libertés ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion générale** [6 octobre 1977] (p. 5924) : les retards apportés à la discussion du texte ; le développement du crédit à la consommation ; le surcoût entraîné par le recours au crédit ; la finalité des amendements déposés par le groupe communiste ; les objectifs du Gouvernement. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 5931) : son amendement n° 18 soutenu par M. Villa : suppression de l'exclusion du champ d'application de la loi des prêts consentis pour une durée totale égale ou supérieure à trois mois ; repoussé. **Article 2** (p. 5935) : soutient le sous-amendement n° 102 de M. Villa à l'amendement n° 74 de M. Burckel : caractère obligatoire de l'indication du taux d'intérêt annuel effectif du crédit proposé ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 5941) : son amendement n° 20 : obligation d'indication du taux d'intérêt annuel effectif et réel auquel le prêt est consenti ; retiré. **Après l'Article 4** *bis* (p. 5944) : son sous-amendement n° 133 à l'amendement n° 81 de M. Burckel : conditions dans lesquelles l'emprunteur est dégagé de tout ou partie de ses obligations ; repoussé. **Article 6** (p. 5949) : son sous-amendement n° 137 : remboursement au taux identique à celui auquel a été consenti le prêt des sommes versées d'avance

sur le prix du bien ou de la prestation ; (p. 5951) : l'absence de variation des taux en cas d'adoption du taux d'intérêt appliqué au prêt ; repoussé. **Après l'Article 9** (p. 5955) : son amendement n° 106 soutenu par M. Maisonnat : non-engagement de poursuites en cas de modification survenue dans la situation financière de l'emprunteur par suite de perte d'emploi ; repoussé. **Article 19** (p. 5959) : soutient l'amendement n° 107 de M. Maisonnat : entrée en vigueur de la loi du 1er mars 1978 ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6871) : l'utilisation de la police au service exclusif des privilégiés de la fortune ; la déclaration des droits de l'homme ; l'utilisation de la police contre les travailleurs et les forces démocratiques ; l'insuffisance des moyens en personnel et en matériel pour assurer la sécurité des citoyens ; le cas du département du Val-de-Marne et du commissariat de Villeneuve-Saint-Georges ; (p. 6872) : le développement de la délinquance ; le développement des polices parallèles et des polices privées au service du grand patronat ; l'assassinat de l'ouvrier Pierre Maître, à Reims ; l'utilisation exclusive de la police au service du peuple ; une police moderne proche du peuple ; faire du policier un citoyen à part entière ; la confusion des pouvoirs des polices administrative et judiciaire telle qu'elle a été décidée par voie réglementaire ; la réforme gouvernementale des structures de la police ; la parité des personnels de la police avec ceux de l'armée ; la situation des retraités ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion générale** [24 novembre 1977] (p. 7895) : l'instauration d'une taxe spéciale frappant la construction de logements dont le chauffage est électrique ; la situation du secteur de production des appareils de chauffage électrique ; l'incurie gouvernementale en matière d'énergie ; les tarifs préférentiels exorbitants en matière d'électricité dont bénéficient les monopoles.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **3205**). **Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Article 17** (p. 8129) : la baisse des crédits de fonctionnement de l'IGN, l'activité de l'IGN ; la nécessité de l'octroi de crédits supplémentaires.

— **Projet de loi modifiant l'ordonnance n° 59-227 du 4 février 1959 relative à l'élection des députés à l'Assemblée nationale représentant les territoires d'outre-mer** (n° **3119**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Articles 2 et 3** (p. 8136) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs** (n° **3177**). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8249) : la nécessité d'un véritable service public de la justice ; l'insuffisance des mesures proposées ; le coût de la justice ; la fixation à un niveau trop bas des plafonds de ressources retenus pour l'aide judiciaire ; les délais du bénéfice de l'aide judiciaire ; les modalités de rémunération des avocats désignés dans le cadre de l'aide judiciaire ; dégager des crédits nouveaux indispensables au bon fonctionnement de la justice ; les privilèges des grandes entreprises industrielles ou financières ; la proposition de loi du groupe communiste portant « déclaration des libertés » ; le vote favorable du groupe communiste. **Discussion des articles. Article 14** (p. 8259) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° **3222**). **Discussion générale** [20 décembre 1977] (p. 9048) : la police judiciaire ; la baisse du niveau de qualification des policiers ; l'insuffisance des crédits de formation des personnels de police ; la mise en question de la décision du Conseil constitutionnel sur la fouille des véhicules. **Discussion des articles. Article 9** (p. 9050) : le vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 2 du Gouvernement.

KASPEREIT (Gabriel)

Député de Paris
(7e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569).

Membre de l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [31 mai 1977] (p. 3241).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° 197). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : Article 24 q du code du travail** : (p. 1630) : ses arguments à l'appui de l'amendement de M. Boudet : distinction entre les fautes de l'employeur quant au fond et quant à la forme dans la procédure de licenciement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité, en qualité de président en exercice du conseil d'administration du district de Paris [20 novembre 1973] (p. 6084) : sa protestation à la suite des propos de M. Odru ; caractère démocratique du conseil d'administration ; action du district.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7043) : ses observations relatives à l'inapplication du règlement.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [17 juin 1976]. **Article 9** (p. 4297) : son sous-amendement n° 332 à l'amendement n° 162 de M. Papon tendant à instituer une décote progressive pour les objets vendus entre 20.000 F et 30.000 F ; adopté.

KEDINGER (Pierre)

Député de la Moselle
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [23 octobre 1974] (p. 5366).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [23 octobre 1974] (p. 5366), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter **l'article 2 de la loi n° 57-896** du 7 août 1957 validant les **services accomplis par les Français** dans les armées alliées ou sous l'empire de la contrainte, dans l'armée et dans les gendarmeries allemandes, et les services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française (n° 2334) [26 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à compléter **l'article 2 de la loi du 7 août 1957** validant les **services accomplis par les Français dans les armées alliées au cours de la guerre 1939-1945,** ainsi que ceux qu'ils ont dû accomplir, sous l'empire de la contrainte, dans l'armée et dans la gendarmerie allemande, et les services militaires accomplis par les étrangers antérieurement à l'acquisition de la nationalité française (n° 2799) [13 avril 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Répercussions de la grève des services postaux** [13 novembre 1974] (p. 6279) : forclusions encourues du fait de la grève des PTT ; difficultés financières des petites et moyennes entreprises.

• *question orale sans débat :*

— **(n° 28853) : Rétablissement d'un tribunal administratif à Metz** [14 mai 1976] (p. 3076, 3077) : les inconvénients pour Metz et la Moselle d'être rattachés au tribunal administratif de Strasbourg.

INTERVENTIONS

1973

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'étendue de l'action récursoire des caisses de sécurité sociale en cas d'accident**

occasionné à un assuré social par un tiers (n° **258**). **Discussion des articles** [18 décembre 1973]. **Article premier** (p. 7159) : se rallie au sous-amendement de M. Gerbet tendant à introduire la notion de « préjudice esthétique et d'agrément » ; s'oppose au sous-amendement de M. Gerbet tendant à substituer aux mots « au *pretium doloris* » les mots « au préjudice moral ».

1974

— **Projet de loi relatif aux groupements fonciers agricoles** (n° **809**) [11 juin 1974]. **Article premier** (p. 2592) : présente son amendement n° 6 tendant à inciter les SAFER à céder leurs parts avant l'expiration du délai de cinq ans ; amendement retiré ; se rallie à l'amendement n° 4.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5979) : rappelle les données en matière de paiement des dommages de guerre dus par l'Allemagne à la France.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Education [12 novembre 1975] (p. 8206) : demande une amélioration du sort des professeurs techniques adjoints.

KERVEGUEN (Yves de)

Député du Val-d'Oise
(1re circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Poniatowski (Michel), nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [9 mai 1973] (p. 1103).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à réprimer plus sévèrement la **pollution des cours d'eau** (n° **1541**) [11 avril 1975].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation des entreprises sucrières du Val-d'Oise** [25 mai 1977] (p. 3002) : conséquences d'une mauvaise campagne betteravière sur l'activité d'une sucrerie d'Us ; avenir des petites et moyennes entreprises sucrières.

— **Contrôle des permissions de sortie accordées aux détenus** [14 décembre 1977] (p. 8708) : subordonner l'octroi des permissions au maintien de l'ordre public et à la défense des citoyens.

INTERVENTIONS

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**), rapporteur pour avis. **Première lecture. Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Avant l'Article 17** (p. 3228) : est favorable à l'amendement n° 52 rectifié de Mme Missoffe pour le cas ou l'amendement de suppression n° 53 serait adopté ; repousse l'amendement n° 53. **Article 18** (p. 3234) : approuve l'amendement n° 54 de Mme Missoffe. **Article 19** (p. 3235) : son sous-amendement n° 108 à l'amendement n° 55 de Mme Missoffe précisant que la raison devait être dans tous les cas valable ; adopté. **Après l'Article 19** : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Allainmat. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 18** (p. 4798) : défend l'amendement n° 6 identique à l'amendement n° 3 de Mme Missoffe ; repoussé. **Article 19** (p. 4799) : soutient l'amendement n° 7 relatif à la libération anticipée ; repoussé.

KIFFER (Jean)

Député de la Moselle
(1re circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article L 223-3 du livre II du **code du travail** relatif aux **congés annuels** (n° **1276**) [6 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier le code pénal et le code de procédure pénale en vue de réglementer le **travail des détenus** (n° **2109**) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été supprimée aux **militaires en service en Allemagne** entre le 6 mai 1956 et le 11 octobre 1963 **l'indemnité familiale d'expatriation** (n° **2157**) [7 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'**article 13 de la loi n° 68-978** du 12 novembre 1968, **d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° **2159**) [7 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les dispositions du **code pénal** et du code de procédure pénale relatives à la **prise d'otages** (n° **2173**) [7 avril 1976].

— **Proposition de loi** relative à la rémunération par l'employeur des périodes d'absence des **salariés exerçant des mandats communaux ou départementaux** (n° **2848**) [4 mai 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **L'objectivité de l'information** [30 avril 1975] (p. 2273) : compte rendu des événements dramatiques du Sud Viet-Nam.

— **Attaques contre l'ordre national des médecins** [7 avril 1976] (p. 1444).

• *question orale sans débat :*

— (n° **33492**) : **Situation de la sidérurgie lorraine** [26 novembre 1976] (p. 8768, 8769): le problème de sa compétitivité ; la poursuite du plan de restructuration ; l'existence d'un plan d'implantation d'industries de transformation ; le nouveau plan européen anti-crise dit « plan Eurofer » ; la conclusion d'une convention d'Etat — sidérurgie sans consultation des élus locaux.

• *question au Gouvernement :*

— **Suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1572) : la fermeture d'Usinor en Lorraine ; l'aide gouvernementale par la création d'une société locale d'exploitation ; la lutte contre la concurrence japonaise.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **38394**) : **Situation économique et sociale de la Moselle** [27 mai 1977] (p. 3189, 3190, 3191) : les suppressions d'emplois ; l'institution de négociations tripartites ; nécessité de l'arbitrage du Gouvernement ; travaux d'investissement pour la modernisation de la sidérurgie ; financement du découvert bancaire des groupes sidérurgiques ; restructuration industrielle de la région ; mesures à prendre pour éviter la fuite de la main-d'œuvre.

— (n° **42878**) : **Situation de la sidérurgie lorraine** [9 décembre 1977] (p. 8529, 8530) : l'anarchie du marché commun de l'acier ; nécessité de faire adopter par la Communauté la déclaration de crise manifeste et de prendre des mesures de protection nationale.

INTERVENTIONS

1973

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4204) : évoque le scandale qu'est pour lui cette motion de censure ; déplore l'ambiance révolutionnaire que souhaite le parti communiste et voit dans le parti socialiste son cheval de Troie ; déplore que la tribune de l'Assemblée continue à être un moyen de propagande pour la tribune de la gauche à qui est due la poussée inflationniste ; déplore la stérilité de l'opposition et le mariage contre nature du communisme et du socialisme ; évoque les quatorze millions de personnes internées en URSS ; souhaite une politique de progrès et refuse la bipolarisation du pays entre la gauche et les libéraux alors qu'actuellement les Français ont le choix entre le néant et tout le reste.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II. - Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4987) : libéralisme et étatisme ; insuffisance du budget de la jeunesse et des sports ;

baisse des crédits d'équipement ; rôle d'incitation des équipements à la pratique du sport par les jeunes ; exercice du sport dans le cadre scolaire ; rôle des associations sportives ; carence dans le domaine des subventions qui leur sont accordées ; paiement de la TVA lors de leurs manifestations ; réaménagement des horaires scolaires ; (p. 4988) : insuffisance des équipements d'intérêt national entièrement financés par l'Etat ; faiblesse des disponibilités financières consacrées aux subventions accordées aux collectivités locales ; multiplication des projets d'équipements industrialisés ; tendance à négliger les opérations sportives de grande envergure à l'échelle régionale ou départementale ; demande l'accroissement des subventions de fonctionnement ; financement des clubs par le secteur privé ; demande l'exonération fiscale de l'aide privée ; est favorable à l'organisation de concours de pronostics ; régionalisation du sport ; décentralisation des méthodes de sélection ; formules mises en place à Forbach et à Montceau-les-Mines ; civilisation des loisirs ; nécessité de définir une politique dans ce domaine.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5659) : ses observations sur les dotations budgétaires ; (p. 5660) : ouverture de l'enseignement sur le monde industriel et du travail ; problème de la reconversion dans le département frontalier de la Moselle ; manque de collèges d'enseignement technique et d'écoles de formation de cadres moyens ; enseignement technique supérieur à Metz.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5739) : problèmes particuliers que pose l'aménagement du territoire des régions frontalières ; problème de la Moselle ; rapport de la commission nationale d'aménagement du territoire sur le phénomène frontalier et établissement du budget ; spécificité des problèmes d'aménagement des régions frontalières et politique des régions frontalières préconisée par la commission nationale ; déséquilibre au niveau de ces régions ; niveau des salaires en Sarre et au Luxembourg et problèmes psychologiques ; conditions de travail dans les régions voisines ; déséquilibre monétaire ; achats immobiliers effectués par des ressortissants allemands ; installation d'entreprises francaises au-delà des frontières ; population mosellane et solidarité nationale ; nécessité impérieuse d'une mutation industrielle ; échec de la politique actuelle pour les régions frontalières ; sa question au ministre de l'équipement sur la prise en compte de la spécificité des problèmes frontaliers et sur les mesures proposées par la commission nationale d'aménagement du territoire ; assouplissement des schémas directeurs, inscription au VII[e] Plan de l'autoroute Thionville-Luxembourg et de l'aéroport régional de Lorraine ; réforme des organismes chargés de l'industrialisation ; modalités des primes à l'industrialisation ; création d'emplois tertiaires de qualité ; échec de la politique de décentralisation des activités tertiaires ; (p. 5740) : phénomène d'intégration de sa région dans une euro-région.

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5839) : insuffisance des crédits de l'AFPA ; détournement des centres de FPA de leur objectif essentiel ; palliatif aux déficiences de l'éducation nationale ; insuffisance de la rémunération des adultes pendant le stage ; suggère le transfert d'une partie des fonds recueillis au titre de la loi de juillet 1971 vers les centres de FPA ; s'interroge sur l'existence d'un contrôle quant à l'emploi de l'argent recueilli par les fonds nationaux d'assurance ; (p. 5840) : suggère l'exonération des centres de FPA du paiement de la TVA sur les matières premières.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [12 juin 1975]. **Article 16** (p. 4063) : son amendement n° 1 : application de la disposition prévue par le premier alinéa de l'article 16 quant aux établissements installés après le 1[er] janvier 1976 ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 69 de M. Burckel ; (p. 4064) : attire l'attention du Gouvernement sur le problème des frais de gestion des équipements.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° 2268). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3439) : un projet qui démystifie les attitudes faisant miroiter une armée invulnérable ; l'accumulation des retards dans le domaine de l'équipement conventionnel ; l'orientation vers un effort exclusif en faveur de l'armement nucléaire ; la perte de l'efficacité de la force de dissuasion en l'absence d'une armée conventionnelle bien équipée ; un débat qui ne permettra pas de déboucher sur une politique globale de la défense du fait d'une volonté absolue d'indépendance politique qui ne cesse de revenir dans le débat ; désigner à l'opinion publique la véritable menace qui vient du pacte de Varsovie et de « la puissance militaire colossale de l'Union soviétique » ; la possible insuffisance de la force nucléaire française pour jouer son rôle de dissuasion ; la dissuasion de l'ennemi potentiel par le parapluie américain plutôt que par la force nucléaire française ;

l'organisation offensive des unités soviétiques ; l'incapicité de réaction de la France en l'absence du système de radar de l'OTAN ; l'absence de standardisation des matériels de l'OTAN ; le problème de la volonté politique française de déclencher une risposte nucléaire ; (p. 3440) : l'influence croissante de l'ennemi de l'intérieur ; l'endoctrinement de la jeunesse soviétique ; l'importance de la menace et de la pression soviétique.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° 2809) [19 avril 1977] (p. 1905) : la baisse de la consommation totale d'acier à travers le monde ; le dumping pratiqué par l'industrie japonaise ; la place de la sidérurgie française dans le contexte mondial ; : l'apparition d'un solde négatif de la balance commerciale de l'acier ; la responsabilité du dirigisme pratiqué par le Gouvernement ; l'engloutissement des deniers publics dans le maintien d'emplois artificiels ; la tentation technocratique ; le maintien exclusif des secteurs sidérurgiques compétitifs ; l'indépendance nationale ; les conséquences de l'abandon de la sidérurgie lorraine sur la balance commerciale française ; la tentation des nationalisations ; le transfert de charges de l'Etat ; (p. 1906) : l'organisation du Marché commun ; l'instauration d'une véritable guerre économique mondiale à la suite des désordres monétaires et économiques mondiaux ; le respect des règlements communautaires de la CECA ; la nécessité pour la Lorraine d'un redéploiement industriel ; l'insensibilité du Gouvernement au cri d'alarme des élus lorrains ; la nécessité pour le Gouvernement d'établir un plan lorrain doté d'un calendrier d'engagements précis ; le démarrage d'un programme quinquennal de modernisation des installations ; le contrôle de l'utilisation de l'argent public ; la refonte des structures des industries sidérurgiques ; la « responsabilisation » des dirigeants ; la discussion tripartite du plan de restructuration de la sidérurgie ; clarifier la situation confuse des holdings ; (p. 1907) : les mesures de diversification et de redéploiement industriel ; la répartition des importations françaises ; engage le Premier ministre à présider à Metz une réunion exceptionnelle des assemblées régionales consacrée aux problèmes de la Lorraine.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7446) : la crise de la sidérurgie ; la situation de la sidérurgie lorraine ; la prévision de crédits pour combler le déficit des entreprises nationalisées ; le non-respect des dispositions du traité de la CECA ; la clause de non-application des règles de la CECA ; les mesures prises par la CEE à l'encontre de Bresciani.

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7491) : l'écho des revendications des utilisateurs ; la responsabilité de la télévision dans la politisation de la société française ; les dispositions du cahier des charges de la SFP relatives au réemploi de certains personnels ; l'activité de l'institut national de l'audio-visuel ; (p. 7492) : le respect du service public ; la réforme de 1974 ; la suppression du monopole ; le pluralisme en matière de radio et télévision.

KRIEG (Pierre-Charles)

Député de Paris
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973 (p. 2072).

Membre suppléant du haut conseil de l'audiovisuel [15 juin 1973] (p. 2212).

Donne sa démission de membre suppléant du haut conseil de l'audio-visuel [4 octobre 1973] (p. 4032).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la ficalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569).

Donne sa démission de membre titulaire de l'assemblée consultative du Conseil de l'Europe [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Cesse d'appartenir à la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune ; (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues ; (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [*J.O.* du 8 janvier 1976] (p. 1288) [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **protection des gisements fossiles** (n° **109**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **réviser certaines rentes viagères** (n° **110**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants, en cas de vente de l'appartement qu'ils occupent** (n° **111**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 15 de la loi de finances rectificative pour 1966 (n° 66-948) du 22 décembre 1966 afin d'assurer une meilleure utilisation des locaux devenus vacants à la suite d'institution de périmètres de protection de marchés d'intérêt national** (n° **112**).

— **Proposition de loi** tendant à **modifier certaines dispositions relatives à l'élection des conseillers généraux** (n° **113**).

— **Proposition de loi** tendant à **rendre plus efficace la protection des associés minoritaires des sociétés à responsabilité limitée** (n° **114**).

— **Proposition de loi** tendant à **insérer dans la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 un article 12 *bis* nouveau ayant pour objet de protéger les locataires ou occupants en cas de rénovation ou de restauration des appartements qu'ils occupent** (n° **171**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement** (n° **502**) [19 juin 1973].

— **Proposition de loi** organique pour **l'application de l'article 28 de la Constitution** (n° **629**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 24 du décret n° 53-960** du 30 septembre 1953 relatif au versement **d'intérêts** pour les sommes payées d'avance au propriétaire à titre de loyer ou de **dépôts en garantie** (n° **967**) [30 mai 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 483) tendant à modifier le **régime des matériels de guerre, armes et munitions** (n° **1050**) [6 juin 1974].

— **Rapport** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 11) visant à compléter les dispositions de **l'ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant **loi organique relative au Conseil économique et social** (n° **1051**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur les propositions de loi organiques : 1° (n° 539) tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des retraités et des personnes âgées ;** 2° (n° 607) tendant à modifier l'article 7 de l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958, en vue d'assurer la représentation des retraités civils et militaires au Conseil économique et social ; 3° (n° 815) tendant à assurer la représentation des retraités civils et militaires et des personnes âgées au Conseil économique et social ; 4° (n° 932) tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au Conseil économique et social, afin de prévoir la **représentation des**

familles les plus défavorisées (n° **1098**) [27 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° la proposition de loi organique (n° 875) tendant à modifier la **loi n° 62-1292** du 6 novembre 1962 relative à l'**élection du Président de la République au suffrage universel** ; 2° la proposition de loi organique (n° 7) tendant à modifier l'article 3 de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel ; 3° la proposition de loi organique (n° 926) portant modification de l'article 3, paragraphe 1, de la loi n° 62-1292 du 6 novembre 1962 relative à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n° **1164**) [24 juillet 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi constitutionnelle** (n° 1181) portant **révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1190**) [3 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi constitutionnelle** (n° 1244), modifié par le Sénat, portant **révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1247**) [17 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 22 *bis* de la loi du 1er septembre 1948 relatif au **droit de reprise contre certains occupants âgés** (n° **1313**) [20 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique (n° 1329), adopté par le Sénat, modifiant l'**ordonnance n° 58-1067** du 7 novembre 1958 portant **loi organique sur le Conseil constitutionnel** (n° **1373**) [5 décembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1650) relatif au recouvrement public des **pensions alimentaires** (n° **1726**) [6 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1827), relatif au recouvrement public des **pensions alimentaires** (n° **1832**) [28 juin 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des **Comores** (n° **1866**) [30 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi organique, adopté par le Sénat (n° 1922), sur le **vote des Français établis hors de France** pour **l'élection du Président de la République** (n° **2056**) [11 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1992) relatif à la **fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **2059**) [11 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique, adoptée avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2274), tendant à modifier la **loi n° 62-1292** du 6 novembre 1962 relative à l'**élection du Président de la République au suffrage universel** (n° **2314**) [20 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2607) organisant une **consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2638**) [24 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2772) modifiant **la loi n° 52-1175** du 21 octobre 1952 relative à la composition et à la formation de l'**assemblée territoriale de la Polynésie française** (n° **2804**) [14 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 2909) relatif à l'indépendance du **territoire français des Afars et des Issas** (n° **2929**) [26 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3032), relatif à l'organisation de la Polynésie française ; 2° la proposition de loi (n° 553) portant abrogation du décret du 24 mai 1932 autorisant le gouverneur des

Etablissements français de l'Océanie à interdire l'accès et le séjour de certaines îles de la colonie aux personnes qui n'en sont pas originaires (n° **3038**) [27 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique, adoptée par le Sénat (n° 2699), tendant à compléter l'article 5 de la **loi organique n° 76-97** du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour **l'élection du Président de la République** (n° **3043**) [28 juin 1977].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la **Polynésie française** (n° **3067**) [30 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 99 du code civil afin de permettre la **rectification des actes de l'état civil** par le président du tribunal du ressort du domicile du demandeur (n° **3180**) [3 novembre 1977].

— **Proposition de loi** portant prorogation de certaines dispositions transitoires prévues par la **loi n° 64-1339** du 26 décembre 1964 portant réforme du **code des pensions civiles et militaires de retraite** (n° **3192**) [3 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : 1° le projet de loi (n° 2417) modifiant le **régime communal** dans le **territoire de la Polynésie française** et sur la lettre rectificative (n° **2779**) audit projet de loi ; 2° la proposition de loi (n° 425) modifiant la **loi n° 71-1028** du 24 décembre 1971, relative à la **création** et à l'**organisation des communes dans le territoire de la Polynésie française** (n° **3260**) [24 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi organique (n° 3155) tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **Conseil économique et social** afin de prévoir la **représentation des anciens combattants et victimes de la guerre** (n° **3262**) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Utilisation des Mirages vendus à la Libye** [2 mai 1973] (p. 962, 963).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4502) : lettre reçue par lui portant le cachet du Quai d'Orsay ; (p. 4505, 4506, 4507) : arrêt des livraisons d'armes à destination de tous les pays situés au Proche-Orient ; possibilité d'utiliser le capital d'amitié que la France possède auprès des pays arabes pour œuvrer en faveur de la paix.

• *question d'actualité :*

— **Ravitaillement en produits pétroliers** [28 octobre 1973] (p. 4879, 4880) : la semi-pénurie provoquée par des manœuvres spéculatives.

• *question au Gouvernement :*

— **Consultation des populations des Comores** [27 novembre 1974] (p. 7096).

• *question orale sans débat :*

— (n° **22598**) : **Vitesse des poids lourds** [28 novembre 1975] (p. 9140) : augmentation des accidents dus à la vitesse excessive des poids lourds ; nécessité de ne pas proroger les dérogations pour 1976.

• *questions au Gouvernement :*

— **Troubles provoqués à Paris par des manifestations** [21 avril 1976] (p. 1958) : la lassitude des Parisiens à la suite des actes de violence exercés par des éléments incontrôlés ; l'organisation de leur autodéfense envisagée par des groupements de commerçants parisiens.

— **Grève à la Caisse d'épargne de Paris** [20 octobre 1976] (p. 6780) : les revendications de son personnel ; les inconvénients de cette grève pour les déposants.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [22 mai 1973] (p. 1462) : application des **articles 62** et **52** du règlement et de l'ordonnance n° 58-1066 du 7 novembre 1958 portant loi organique, conditions du vote par délégation, contrôle des délégations de vote, vote personnel.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : Article 24 o du code du travail** (p. 1619) : ses réserves sur l'expression « causes réelles et sérieuses » du licenciement ; **Article 24** (p. 1627) : ses arguments en faveur de l'amendement de M. Zucca-

relli tendant à imposer au juge de statuer rapidement en cas de non-conciliation ; propose un délai de deux mois ; (p. 1659) : son abstention lors du vote sur l'ensemble du projet de loi.

— **Rappel au règlement** [19 juin 1973] (p. 2275) : demande l'inscription à l'ordre du jour du Sénat de sa proposition de loi tendant à rendre immédiatement applicable le décret du 3 juillet 1972 sur les baux commerciaux ; son souhait de voir cette affaire rapidement réglée.

— **Proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975** (n° **615**), rapporteur suppléant. **Troisième lecture** [30 juin 1973]. **Discussion générale** (p. 2751) : ayant été désavoué par la commission, renonce à rapporter la proposition de loi ; (p. 2753) : rappelle les conditions dans lesquelles le débat est intervenu ; ses arguments en faveur du texte adopté par le Sénat ; (p. 2755) : répond aux propos de M. Gerbet. **Commission mixte paritaire** [6 décembre 1973] (p. 6694) : ses arguments à l'encontre du texte adopté par la commission mixte paritaire ; son accord avec l'amendement de M. Charles Bignon ; ses réserves sur le sous-amendement de M. Bertrand Denis.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion générale** [12 octobre 1973] (p. 4365) : ses arguments contre l'amendement de M. Guillermin, connaissance préalable des dossiers par les commissaires ; domaine réglementaire.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**). **Discussion des articles** [16 octobre 1973]. **Après l'Article 2** (p. 4433) : ses arguments contre la recevabilité des amendements de M. Donnez visant d'autres articles de la Constitution que l'article 6.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie** (n° **778**) [23 novembre 1973] (p. 6336) : son rapport sur l'énergie à l'Assemblée de l'UEO ; caractère inéluctable de la situation actuelle ; prise de conscience par les pays producteurs de la précarité des réserves en pétrole ; (p. 6337) : besoins afférents à l'industrialisation des pays producteurs ; respect par la France des trois cents jours de stocks ; dangers encourus par la politique énergétique de la France et de l'Europe ; situation des Etats-Unis en matière énergétique ; politique européenne ; négociation directe entre Etats européens et Etats producteurs ; nécessité de diversifier nos approvisionnements dans le cadre d'une politique communautaire ; politique française en matière énergétique ; (p. 6338) : exploitation de gisements miniers par la RFA ; sources d'énergie nouvelles ; isolants thermiques ; problème de l'énergie nucléaire ; recommandation de l'Assemblée de l'UEO en vue de la construction d'une usine de séparation isotopique.

— **Rappel au règlement dans le débat sur l'interruption volontaire de la grossesse** [14 décembre 1973] (p. 7043) : **article 91, alinéa 4** du règlement et la discussion d'une motion de renvoi.

— **Projet de loi relatif à certains corps de fonctionnaires** (n° **802**). **Discussion des articles** [18 décembre 1973]. **Article 3** (p. 7150) : son amendement : caractère rétroactif de la loi à compter du 1er juillet 1973.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion générale** [20 juin 1974] (p. 2828) : danger de prolifération des amnisties catégorielles ; les amnisties émoussent l'autorité de la répression. **Discussion des articles. Article 23** (p. 2867) : amendement n° 67 défendu par M. Foyer : choix du régime de retraite le plus favorable ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4808) : déplore le caractère ponctuel des mesures déjà prises ; (p. 4809) : s'inquiète de savoir si le montant des exportations de produits finis a été pris en compte pour la fixation du plafond des importations ; suggère que la limitation des consommations individuelles prenne pour base la consommation moyenne des trois dernières campagnes de chauffage.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1181**), rapporteur. **Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4859) : rappelle les conditions très restrictives de saisine du Conseil constitutionnel ; les réserves de la commission de lois sur le texte gouvernemental ; le nombre relatif de députés et sénateurs admis à saisir le conseil ; la commission propose la possibilité d'un « panachage » entre le membres des deux assemblées ; (p. 4860) : l'évolution du droit créé par le Conseil constitutionnel depuis 1958 ; un recours ouvert à l'opposition. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4949, 4951) : amendement n° 8 : saisine du Conseil constitutionnel par un dixième des membres du Parlement ; intérêt d'autoriser les députés et sénateurs à cosigner la demande ; adopté. **Article 2** (p. 4952) : amendement n° 9 : suppression de l'article qui prévoit la saisine d'office du Conseil constitutionnel ; adopté. **Article 3**

(p. 4955) : amendement n° 10 : amendement de pure forme après l'adoption de l'amendement n° 9. **Après l'Article 3** (p. 4956) : oppose l'article 89 du règlement de l'Assemblée nationale aux amendements n° 7 de M. Abadie et n° 16 de M. Kalinsky. **Deuxième lecture** [17 octobre 1974] (p. 5158) : les arguments opposés par les sénateurs à la première rédaction adoptée à l'Assemblée nationale se révélant inefficaces, la commision propose de revenir au texte voté en première lecture. **Article premier,** son amendement n° 1 : retour au texte voté en première lecture ; sans objet après l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Bignon.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5189) : présente une motion de renvoi en commission en raison des conclusions contradictoires et de certains motifs d'inquiétude ; (p. 5191) : retire la motion de renvoi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5194) : retire son amendement n° 1, soutient l'amendement n° 3 de M. Lejeune. **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 novembre 1974] (p. 6215) : souligne combien la rédaction du Sénat et les déclarations du secrétaire d'Etat sont de nature à apaiser ses craintes. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6216) : marque une préférence pour le texte voté par le Sénat. **Article 3** (p. 6216) : retire son amendement n° 3 relatif à la révision des listes électorales.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. Economie et finances (fonction publique) [15 novembre 1974] (p. 6489) : attire l'attention du Gouvernement sur le recrutement des administrateurs civils et sur la situation des attachés d'administration centrale hostiles au principalat.

— **Rappel au règlement** [20 novembre 1974] (p. 6794) : procédure des questions au Gouvernement, dites spontanées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur les calamités agricoles dans les départements d'outre-mer** (n° **1282**). **Discussion des articles** [22 novembre 1974] : **Article 3** (p. 6974) : demande des précisions au Gouvernement ; les bonis sur la vanille et les ananas ; un devoir de solidarité nationale ; les ressources du fonds.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7308) : la représentation de la ville de Paris au conseil de direction.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la saisine du Conseil constitutionnel** (n° **1329**), rapporteur. **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7534) : ce texte se présente comme le complément de la révision constitutionnelle votée par le Congrès du Parlement à Versailles ; (p. 7535) : le projet du Gouvernement ne paraît pas de nature, malgré les amendements du Sénat, à régler les problèmes posés ; l'examen des décisions du Conseil constitutionnel montre qu'il accepte d'être saisi de certaines seulement des dispositions d'un texte législatif ; les parlementaires saisissant le Conseil en application de l'article 61 devraient préciser la disposition dont ils invoquent l'inconstitutionnalité ; les diverses interprétations possibles de la solution proposée ; il appartient au Conseil constitutionnel d'apprécier les limites de sa compétence ; procédure d'information des différentes autorités compétentes pour saisir le Conseil ; la commission des lois a estimé qu'il n'est pas nécessaire de voter une loi organique sur le sujet ; (p. 7536) : en conséquence elle a décidé d'opposer la question préalable.

1975

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [12 juin 1975] (p. 4084) : le succès de l'Etat dans le recouvrement de ses créances ; mettre à la disposition de personnes privées des moyens de puissance publique pour recouvrer les créances alimentaires ; le caractère révolutionnaire du projet ; son caractère indispensable ; (p. 4085) : champ d'application ; la simplification des modalités d'application ; le débat ouvert sur la notion « d'état d'urgence » ; les conditions de l'établissement de l'état exécutoire par le procureur de la République ; les effets du recouvrement public ; la demande de cessation de la procédure ; (p. 4086) : le problème de l'instauration d'un fonds de garantie ; le peu d'efficacité réelle que présenterait ce fonds ; la difficile couverture de ces dépenses ; les dispositions relatives au paiement des diverses prestations à des personnes divorcées. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4095) : rappelle l'opposition de la commission des lois aux amendements n° 1 de Mme Chonavel, n° 15 de M. Forni et n° 18 de M. Chaumont ; juge inefficaces les modalités de financement prévues. **Article premier** (p. 4096) : son amendement n° 4 : prévoir le cas où les pensions alimentaires seraient partiellement payées ; adopté. **Article 2** (p. 4097) : s'oppose à l'amendement n° 16 de M. Forni ; (p. 4098) : ses amendements n° 5 et n° 6 : charge de la preuve d'indigence ; souhaite le maintien du dernier alinéa de l'article 2 ; amendement n° 5 adopté ; amendement n° 6 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 40 du Gouvernement. **Article 3**

(p. 4100) : son amendement n° 7 : prévoir que les termes échus pourront être recouvrés à compter du sixième mois ayant précédé la demande ; adopté. **Article 8** (p. 4101) : approuve les propos de M. Ducoloné regrettant que l'article 40 ait été opposé à un amendement prévoyant le versement des pensions alimentaires par le comptable du Trésor dès qu'était admise la demande de recouvrement public. **Article 9** (p. 4101, 4102) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Hamel. **Article 10** (p. 4103) : son amendement n° 9 : supprimer l'article 10 ; adopté. **Article 14** (p. 4103) : son amendement n° 10 : supprimer à l'article 14 l'expression « intervenue à sa seule demande » ; donner un caractère plus général aux dispositions de l'article 14 ; adopté. **Après l'Article 14 :** (p. 4104) : son amendement n° 11 : possibilité pour les caisses d'allocations familiales de consentir aux créanciers d'aliments des avances sur pensions ; adopté. **Article 15** (p. 4105) : retire son amendement n° 12 au profit de l'amendement n° 37 du Gouvernement. **Avant l'Article 18** (p. 4105) : son amendement n° 35 : mettre en harmonie l'article premier de la loi du 2 janvier 1973 avec les dispositions votées ; adopté. **Article 18** (p. 4106) : son amendement n° 13 : harmoniser l'article 18 avec les dispositions votées à l'article 3 portant sur le recouvrement des arriérés à six mois échus ; adopté. **Article 20** (p. 4106) : son amendement n° 14 : entrée en vigueur de la loi le 1er janvier 1976 ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5007) : expose la modification apportée par le Sénat dans la demande de la procédure de recouvrement public ; expose les modifications apportées aux articles 15, 17 et 18 *bis* ; (p. 5008) : demande que le texte du Sénat soit adopté sauf en ce qui concerne le caractère subsidiaire de la procédure de recouvrement public. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5009) : son amendement n° 1 : rétablir le caractère subsidiaire de la procédure publique de recouvrement ; adopté. **Article 2** (p. 5009) : son amendement n° 2 : conséquences de l'amendement n° 1 ; adopté. **Article 14 :** son amendement n° 3 : conséquence des amendements n° 1 et n° 2 ; adopté. **Article 15** *bis* (p. 5010) : son amendement n° 4 : de forme ; adopté.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Première lecture. Discussion des articles** [26 juin 1975]. **Article 8** (p. 4801) : votera contre l'article 8. **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [30 juin 1975] (p. 5077) : montre l'intérêt des dispositions retenues par la commission mixte paritaire en matière de désignation des représentants des sept formations politiques comoriennes au comité constitutionnel ; (p. 5078) : la procédure de la reconnaissance de nationalité française par déclaration reçue par le juge d'instance ouvre une véritable faculté d'option aux Comoriens.

— **Proposition de loi tendant à modifier le décret-loi du 8 août 1935 fixant le taux de l'intérêt légal** (n° **1527**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1975] (p. 5074, 5075) : propose de voter à l'article premier l'amendement adopté par le Sénat ; propose de reprendre à l'article 3 le texte de l'Assemblée nationale.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [7 novembre 1975] (p. 8107) : examen du budget de la jeunesse et des sports et du budget du tourisme.

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1975] (p. 8655) : signale que M. Piot a été molesté dans la cour d'honneur du Palais-Bourbon ; demande au président une suspension de séance afin de faire évacuer les tribunes.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8976) : interroge le Gouvernement sur la possibilité de permettre aux hauts fonctionnaires de servir, par contrat, au-delà de l'âge de la retraite, à l'exemple des magistrats.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**). **Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9014) : estime que la loi qui était indispensable arrive bien tard ; rappelle les nombreux cas où les gens ont été mis à la porte grâce au recours à des procédés parfaitement scandaleux. **Discussion des articles : Article premier** *bis* (p. 9017) : sur l'amendement n° 1 de M. Frédéric-Dupont, indique ses craintes de voir l'obligation de relogement dans un rayon d'un kilomètre en fait parfaitement inapplicable.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles : Article 25** [4 décembre 1975] (p. 9349) : son amendement n° 109 : supprimer le second alinéa de l'article 25 ; estime préférable que chaque arrondissement ait sa propre commission d'arrondissement ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion des articles : Article premier** [10 décembre 1975] (p. 9623) : son amendement n° 3 : rendre précise l'alternative offerte aux Mahorais ; adopté .

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **1992**), rapporteur. **Discussion générale** [16 décembre 1975]

(p. 9842, 9843) : l'instauration d'un abattement de 10 % au coefficient utilisé pour la fixation des loyers commerciaux ; la nécessité d'alléger une partie de la charge qu'a imposée la hausse du coefficient ; la portée rétroactive donnée au texte par le Sénat ; juge inopportun d'étendre celui-ci aux baux renouvelables en 1976 ; souhaite que le Gouvernement étudie une adaptation de la législation sur la propriété commerciale. **Discussion des articles : Article premier** (p. 9848) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Guillermin et n° 7 de M. Villa ; ses observations sur les arguments présentés par M. Guillermin à l'appui de son amendement n° 1 ; (p. 9849) : s'oppose aux amendements n° 3 de M. Vauclair et n° 8 de Mme Constans qui vont à l'encontre de l'accord passé entre les bailleurs et les preneurs. **Article 2** (p. 9850) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Gerbet ; comprend les arguments qui sous-tendent l'amendement ; rappelle que l'équité commande d'adopter l'article. **Après l'Article 2** (p. 9851) : rappelle que l'amendement n° 2 de M. Guillermin, repoussé par la commission des lois, répond néanmoins au vœu de la commission.

— **Projet de loi portant organisation judiciaire de la cour d'appel de Versailles** (n° 2002). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9939) : demande quel sort sera réservé au département des Hauts-de-Seine ; (p. 9942) : n'accepte pas la méthode employée par le Gouvernement pour faire voter son texte ; un projet qui ne satisfait pas l'intérêt général ; la baisse d'influence de la cour de Paris qui sera la conséquence de la création de la cour de Versailles ; la nécessité de revoir le ressort de la cour de Paris.

— **Projet de loi organique, adopté par le Sénat, sur le vote des Français établis hors de France** (n° 1922), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9916) : la volonté des Français établis à l'étranger de participer plus largement aux consultations électorales ; la faible participation actuelle ; les inconvénients de la procédure de vote par procuration ; (p. 9917) : la possibilité donnée par le projet aux Français de l'étranger de voter dans les ambassades ou les consulats ; la précarité et les limites d'un tel système ; le nécessaire agrément des pays étrangers pour la création des centres de vote envisagés ; (p. 9918) : la disposition adoptée par le Sénat selon laquelle les Français établis dans un pays limitrophe voteront dans les départements frontaliers ; le ralliement de la commission des lois à ce palliatif. **Discussion des articles : Article premier** (p. 9920) : son amendement n° 1 rédactionnel ; adopté. **Article 3** (p. 9920) : son amendement n° 2 rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 3** (p. 9921) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Jean-Pierre Cot qui viderait le projet de loi de sa substance. **Article 4** (p. 9921) : son amendement n° 3 rédactionnel ; adopté. **Article 5** (p. 9921) : son amendement n° 4 : précisions relatives à la désignation des agents diplomatiques ou consulaires ; adopté ; (p. 9922) : considère comme superflu l'amendement n° 10 de M. Jean-Pierre Cot. **Article 7** : son amendement n° 5 : pour ceux des électeurs inscrits en France sur une liste électorale, prévoir mention sur cette liste de leur inscription sur une liste de centre de vote ; adopté. **Après l'Article 19** (p. 9923) : s'oppose à l'amendement n° 12 de M. Jean-Pierre Cot. **Article 12** (p. 9923) : son amendement n° 6 de conséquence ; adopté. **Article 13** (p. 9923) : estime que l'amendement n° 13 de M. Cot est de nature réglementaire. **Article 14** (p. 9924) : son amendement n° 7 : supprimer l'article ; adopté. **Après l'Article 15** (p. 9924) : juge inapplicable l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Cot ; (p. 9924, 9925) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Cot ; (p. 9925) : accepte l'amendement n° 16 de M. Cot ; son sous-amendement : supprimer le mot : « proclamés » ; adopté. **Article 16** (p. 9927) : son amendement n° 8 : supprimer le dernier alinéa de l'article 16 : inutilité de cette disposition ; adopté. **Article 18** (p. 9927) : son amendement n° 9 : soumission au droit commun des militaires français stationnés en Allemagne ; adopté.

1976

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n[os] 875 et 926), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1916) : souligne la nécessité de veiller à ce que des règles strictes limitent les possibilités de poser sa candidature à la présidence de la République ; (p. 1917) : la modification par le Sénat de la liste des catégories de citoyens habilités à présenter des candidatures ; supprimer la disposition votée par le Sénat selon laquelle devraient figurer au moins vingt-cinq membres du Parlement parmi les signataires d'une présentation ; ne pas remettre en cause, par ce biais, le principe de l'élection directe du Président de la République ; la décision de rendre publique la liste des personnes accordant leur parrainage à un candidat. **Discussion de l'Article unique** [20 avril 1976] (p. 1920, 1921) : son amendement n° 1 : avant la première phrase du second alinéa de l'article, supprimer les mots « à titre individuel ou collectif » ; rendre ainsi plus aisé l'établissement des listes de présentation et l'authentification des signatures ; adopté ; (p. 1921) : son amendement n° 2 : parrainage par les membres des assemblées territoriales des territoires d'outre-mer ; adopté après adoption du sous-amendement

n° 8 de M. Michel Debré ; (p. 1921, 1922) : accepte l'amendement n° 9 de M. Debré sous réserve de certaines modifications de forme ; (p. 1922) : son amendement n° 3 : supprimer la nécessité d'un patronage par au moins vingt-cinq membres du Parlement et cinquante conseillers généraux ; limiter à 10 % le nombre des parrains qui pourraient être issus d'un même département ou territoire d'outre-mer ; adopté ; son amendement n° 4 : supprimer la phrase « cette liste est rendue publique » afin d'en reprendre l'esprit sous une forme différente ; adopté ; son amendement n° 5 : publicité du nom et de la qualité des citoyens qui ont proposé les candidats ; (p. 1923) : maintien de la position de la commission des lois ; craint que faute d'une vérification des listes par le Conseil constitutionnel, des candidats ne puissent indûment faire état de très nombreux parrains ; adopté après adoption du sous-amendement n° 6 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 mai 1976] (p. 3508) : indique que le Sénat n'a pas maintenu dans le collège des présentateurs les adjoints aux maires des villes de plus de 30.000 habitants ; aurait souhaité reprendre le texte de l'Assemblée mais il n'a pas été suivi par la commission qui propose d'adopter le texte du Sénat dans le souci d'éviter une navette.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [17 juin 1976] : **Article 10** (p. 4306) : considère que l'amendement n° 309 de M. Marie va plus loin que l'amendement n° 279 rectifié de M. Tissandier ; demande qu'il soit d'abord mis aux voix ; [22 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 4459) : pense qu'on est arrivé à la minute de vérité, que la méthode suivie est mauvaise, que le projet, très mauvais au départ, n'est plus que relativement mauvais ; faire payer les spéculateurs n'était pas l'objet du texte ; il s'agissait d'accentuer la pression fiscale ; (p. 4460) : ne votera pas ce projet ; les ressources que l'Etat obtiendra seront absorbées par les frais de personnel car les spéculateurs ne seront pas frappés.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Article 3** (p. 5089) : soutient l'amendement n° 10 de M. Fanton ; propose par l'amendement n° 12 à l'article 6 de résoudre la difficulté occasionnée par le décès du suppléant. **Article 6** (p. 5090) : soutien l'amendement n° 12 de M. Fanton ; accepte la proposition de M. Fanton sur l'amendement n° 12.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :* **Discussion des articles** [22 octobre 1976]. **Article 8** (p. 6957) : un débat d'une épouvantable confusion ; un point incompréhensible pour un profane ; s'abstiendra ; soutient que le débat est un débat de commission.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 20** *bis* (p. 8803) : soutient les propsitions de M. Fanton dans l'amendement n° 29 concernant les attachés d'administration de la ville de Paris ; la grève des attachés. **Avant l'Article 23** (p. 8806) : soutient l'amendement n° 28 de M. Foyer ; complétant la législation française relative à la lutte contre le racisme en se plaçant sur le plan du commerce extérieur ; (p. 8807) : l'ingérence d'Etats étrangers dans la législation française ; le problème du commerce avec les pays de la Ligue arabe ; adopter la solution suivie par l'Amérique du Nord ; (p. 8808) : l'objet économique de son amendement ; amendement n° 28 adopté.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2607**), rapporteur. **Discussion générale** (1er décembre 1976] (p. 8858) : mettre un terme à la présence directe de la France ; (p. 8859) : la singularité du TFAI ; agir avec prudence ; les dissensions internes ; la consultation de la loi du 3 juillet 1967 au référendum ; le projet de loi du 7 juillet 1976 ; analyse du texte. **Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article 2** (p. 8863) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Kalinsky. **Avant l'Article 3** : s'oppose à l'amendement n° 4 de Mme Constans qui entraînera des mois de recherche. **Article 3** (p. 8864) : indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 7 de M. Alain Vivien. **Article 4** (p. 8865) : émet un avis défavorable quant à l'amendement n° 2 de M. Maisonnat ainsi qu'à tous ceux qui visent à introduire les partis ou les formations politiques dans le déroulement des différentes opérations de la consultation.

— **Projet de loi autorisant le Gouvernement à modifier par ordonnance les circonscriptions pour l'élection des membres de la Chambre des députés du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2559**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8866) : les textes de base ; (p. 8867) : l'ethnie issa majoritaire ; la modification de la répartition des sièges entre les sections électorales ; la révision des listes électorales à échéance trop lointaine ; l'article 38 de la Constitution.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° **2667**). **Discussion des articles**

[14 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9347): son amendement n° 21 ; non soutenu ; son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 11 rectifié de M. Gerbet ; non soutenu.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 11** (p. 9720) : l'obligation d'assurance ; le manque d'intérêt des amendements n° 74 de Mme Constans, n° 101 de M. Mesmin et n° 141 de M. Bourson. **Article 13** (p. 9725) : l'intérêt du cinquième alinéa de l'article 13 ajouté par le Sénat. **Article 14** (p. 9729) : son amendement n° 136 retiré ; propose une modification de l'amendement n° 107 de M. Mesmin. **Article 20** (p. 9735) : l'absurdité d'introduire l'expression « minimale » par l'amendement n° 10 de M. Andrieu.

1977

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [3 mai 1977] : **Article 23 A** (p. 2372) : l'accord unanime qu'avait recueilli son amendement ; l'évolution comparée des commerces extérieurs des différents pays ; [4 mai 1977] : **Article 23 A** (*suite*) (p. 2429) : indique qu'il donnerait sa préférence à l'amendement n° 19 de M. Foyer modifié par le sous-amendement n° 27 de M. Dhinnin ; les conditions d'un vote de l'amendement à l'unanimité.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2909**), rapporteur. **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3333) : un projet de loi constituant l'issue inévitable d'un processus législatif ; l'accession à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas ; les résultats du référendum ; (p. 3334) : les caractéristiques du territoire ; la lutte d'influence entre l'Ethiopie et la Somalie ; la nécessité d'instaurer des liens de coopération extrêmement étroits ; l'adoption par la commission d'amendements de pure forme ; l'économie du projet de loi ; la fixation de la date d'accession à l'indépendance ; le problème de la nationalité ; les conséquences de l'adoption des articles 152 et 153 du code de la nationalité. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3337) : son amendement n° 1 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 2** : son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 3 soutenu par M. Foyer ; adopté. **Article 4** (p. 3338) : son amendement n° 4 soutenu par M. Foyer ; adopté. **Après l'Article 4** : son amendement n° 5 soutenu par M. Foyer ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 6 soutenu par M. Foyer ; adopté.

— **Proposition de loi organique, adoptée par le Sénat, tendant à compléter l'article 5 de la loi organique n° 76-97 du 31 janvier 1976 sur le vote des Français établis hors de France pour l'élection du Président de la République** (n° 2699), rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 3453) : est suppléé dans son rapport par M. Foyer. **Discussion de l'Article unique** (p. 4353) : son amendement n° 1 : compétence du bureau en matière de désignation dans l'intervalle des sessions du conseil ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation de la Polynésie française** (n° **3032**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4449) : l'autonomie de gestion de la Polynésie française ; la nécessité de l'évolution du statut ; l'opposition du Gouvernement à la remise en question des équilibres élaborés entre le Gouvernement et les autorités territoriales ; les conditions de travail de la commission des lois ; l'évolution de statut de la Polynésie française ; l'accentuation des clivages existants dans le territoire ; (p. 4450) : la réalisation d'une unanimité des mouvements politiques sur le statut de la Polynésie française ; les éléments du statut proposé ; un statut d'autonomie de gestion ; la compétence des divers organismes ; la répartition des attributions entre le haut commissaire et le vice-président du conseil de gouvernement ; la compétence de l'assemblée territoriale ; la création d'une assemblée consultative ; l'instauration d'une véritable dyarchie ; le dispositif du projet de loi. **Discussion des articles. Article 6** (p. 4453) : son amendement n° 1 : suppression des conditions de domiciliation des candidats ; les conditions requises pour poser sa candidature au conseil de gouvernement ; (p. 4454) : le respect du suffrage universel ; le droit des élus ; le caractère discriminatoire des conditions de résidence ; la non justification de la comparaison avec la procédure de naturalisation nationale ; amendement n° 1 repoussé. **Article 15** (p. 4455) : son amendement n° 2 : convocation du conseil de gouvernement par le suppléant légal du haut commissaire ; la modification par le Sénat des modalités de convocation du conseil de gouvernement ; la validité des délibérations du conseil de gouvernement ; la convocation du conseil de gouvernement par le suppléant légal du haut commissaire ; amendement n° 2 adopté ; son amendement n° 3 : suppression des dispositions relatives à la convocation du conseil de gouvernement pour réunion extraordinaire en cas de demande du vice-président ou de la majorité des membres élus du conseil

de gouvernement ; adopté. **Article 57** (p. 4458) : son amendement n° 4 : suppression des conditions d'exercice professionnel des membres du comité économique et social ; l'entrée de certains hauts fonctionnaires et notamment du directeur du CNEXO au sein du comité ; adopté ; (p. 4459) : son amendement n° 5 : suppression des conditions de domiciliation des membres du comité économique et social ; adopté. **Article 62** (p. 4459) : son amendement n° 6 : conservation par l'Etat des droits d'exploitation des richesses naturelles du domaine maritime restant de la compétence du territoire ; les additions du Sénat aux compétences de l'Etat ; l'extension de la compétence territoriale de la zone dite « des 200 milles » ; amendement n° 6 adopté ; (p. 4460) : le règlement de l'ambiguïté du vote intervenu sur l'amendement n° 6. **Article 72** (p. 4471) : son amendement n° 7 : supprimant l'exécution de la loi comme loi de l'Etat ; adopté. **Seconde délibération** (p. 4461) : le refus par la commission d'une seconde délibération. **Article 62** (p. 4462) : l'absence de décret créant en Polynésie la zone « des 200 milles ». **Commission mixte paritaire,** rapporteur de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4544) : est suppléé dans son rapport par M. Foyer.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision. Examen des crédits [16 novembre 1977]. **Etat E - ligne 82** (p. 7509) : l'augmentation de la redevance de télévision ; le rôle du ministère de l'intérieur en matière de protection des biens.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° **2417**). **Lettre rectificative** (n° **2779**), rapporteur. **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8233) : l'extension du régime communal métropolitain aux communes de la Polynésie française ; le maintien de dispositions spécifiques ; le nombre élevé de communes créées en Polynésie par la loi du 24 décembre 1971 ; (p. 8234) : la non-saisine de l'assemblée territoriale de la Polynésie française ; l'appartenance au domaine réglementaire de l'organisation du territoire de la Polynésie française ; l'acceptation par les élus locaux de la Polynésie française des propositions de la commission ; l'application du droit commun des conseils municipaux ; les règles particulières pour les convocations et la réunion des conseils municipaux ; la création du bureau d'aide sociale dans les communes ; les pouvoirs du maire ; la structure des communes ; la situation avant la publication de la loi de 1971 ; les districts ; (p. 8235) : les finances locales ; le statut fiscal privilégié de la Polynésie ; la perception des taxes. **Question préalable de M. Alain Vivien** (p. 8236) : le nouveau statut de la Polynésie française ; le caractère sans objet de la question préalable ; demande à l'Assemblée de repousser la question préalable. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8237) : son amendement n° 1 : dispositions de forme ; adopté. **Après l'Article premier :** son amendement n° 2 : application des dispositions du code des communes à la Polynésie française relatives au nom et aux limites territoriales des communes ; adopté ; (p. 8238) : son amendement n° 3 : application des dispositions du code des communes relatives aux organes de la commune ; adopté ; son amendement n° 4 : extension à la Polynésie française des dispositions générales et particulières du code des communes et des dispositions relatives à la responsabilité des communes ; adopté ; (p. 8239) : son amendement n° 5 : application des dispositions du code des communes relatives aux sections de communes et aux communes associées ; adopté ; son amendement n° 6 : application des dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale ; adopté ; son amendement n° 7 : application des dispositions du code des communes relatives aux finances locales, au vote et règlement ; adopté ; son amendement n° 8 : application des dispositions du code des communes relatives aux dépenses communales ; adopté ; (p. 8240) : son amendement n° 9 : application des dispositions du code des communes relatives aux recettes communales ; adopté ; son amendement n° 10 : application des dispositions du code des communes relatives à la comptabilité communale ; adopté ; son amendement n° 11 : application des dispositions du code des communes relatives aux dispositions applicables aux organismes de coopération intercommunale ; adopté ; (p. 8241) : son amendement n° 12 : application des dispositions du code des communes relatives à la gestion des biens communaux ; adopté ; son amendement n° 13 : application des dispositions du code des communes relatives à la participation à des entreprises privées ; adopté ; son amendement n° 14 : application des dispositions du code des communes relatives au personnel communal ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 54 de M. Alain Vivien ; amendement n° 14 ; adopté. **Article 2 :** son amendement n° 15 de suppression ; adopté. **Article 3 :** son amendement n° 16 de suppression ; adopté. **Article 4 :** son amendement n° 17 de suppression ; adopté. **Article 5** (p. 8242) : son amendement n° 18 de suppression ; adopté. **Article 6 :** son amendement n° 19 de suppression ; adopté. **Article 8 :** son amendement n° 20 de suppression ; adopté. **Article 9 :** son amendement n° 21 de suppression ; adopté. **Article 10 :** son amendement n° 22 de suppression ; adopté. **Article 11 :** son

amendement n° 23 de suppression ; adopté. **Article 12** : son amendement n° 24 de suppression ; adopté. **Article 13** : son amendement n° 25 de suppression ; adopté. **Article 14** : son amendement n° 26 de suppression ; adopté. **Article 15** (p. 8243) : son amendement n° 27 de suppression ; adopté. **Article 16** : son amendement n° 28 de suppression ; adopté. **Article 17** : son amendement n° 29 de suppression ; adopté. **Article 18** : son amendement n° 30 de suppression ; adopté. **Article 19** : son amendement n° 31 de suppression ; adopté. **Article 22** : son amendement n° 32 de suppression ; adopté. **Article 24** : son amendement n° 33 de suppression ; adopté. **Article 25** : son amendement n° 34 de suppression ; adopté. **Article 26** : son amendement n° 35 de suppression ; adopté. **Article 27** (p. 8244) : son amendement n° 36 de suppression ; adopté. **Article 28** : son amendement n° 37 de suppression ; adopté. **Article 29** : son amendement n° 38 de suppression ; adopté. **Article 30** : son amendement n° 39 de suppression ; adopté. **Article 31** : son amendement n° 40 de suppression ; adopté. **Article 32** : son amendement n° 41 de suppression ; adopté. **Après l'article 34** : son amendement n° 42 : substitution de plein droit du régime des communes associées à celui des sections de communes ; adopté. **Article 36** (p. 8245) : son amendement n° 43 de suppression ; adopté. **Article 37** : son amendement n° 44 : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 45 : modification de pure forme ; adopté. **Article 38** : son amendement n° 46 : modification de pure forme ; adopté ; son amendement n° 47 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 48 : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 38** : le statut de la Polynésie française ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 56 de M. Alain Vivien. **Article 39** (p. 8246) : son amendement n° 50 : suppression des dispositions de la loi du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des communes ; adopté ; son amendement n° 51 : modification rédactionnelle ; adopté. **Après l'Article 40** : son amendement n° 52 : publication du texte du code des communes applicable en Polynésie française au *Journal officiel* de la Polynésie française dans un délai de trois mois à compter de la publication de la loi ; adopté.

— **Projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs** (n° **3177**). **Discussion des articles** [2 décembre 1977]. **Article 14** (p. 8258) : la pratique des juridictions répressives ; la nécessité de relever les planchers des amendes pénales en matière correctionnelle. **Article 18** (p. 8259) : les conditions d'indemnisation des greffiers cessant leurs fonctions au 1er janvier 1978, date d'entrée en application de la présente loi; le taux de la taxe due pour la plus-value des charges ; les arguments du Gouvernement en la matière ; (p. 8261) : le paiement des indemnités au 1er janvier 1978 ; le paiement d'une partie de l'indemnité à cette même date. **Titre** (p. 8263) : son amendement : nouveau titre ; adopté. **Explications de vote** : le soutien du groupe RPR ; la gratuité du service public de la justice.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Troisième lecture. Explications de vote** [21 novembre 1977] (p. 9179) : son abstention sur l'ensemble du texte.

L

LABARRÈRE (André)

Député des Pyrénées-Atlantiques (1re circonscription) (PSRG).
Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission [12 septembre 1975] (p. 6256).

Membre de la commission de la production et des échanges [12 septembre 1975] (p. 6256), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1576), autorisant la ratification de la **convention** portant création du **centre européen pour les prévisions météorologiques** à moyen terme, ensemble le protocole y annexé, signés à Bruxelles le 11 octobre 1973 (n° **1626**) [13 mai 1975].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— **Société nationale des pétroles d'Aquitaine** [2 mai 1973] (p. 967 à 970).

• *questions au Gouvernement :*

— **Fichiers des renseignements généraux** [19 juin 1974] (p. 2787).

— **Investissements sanitaires** [16 octobre 1974] (p. 5088) : rôle de la commission nationale et des commissions régionales de l'hospitalisation (coordination des investissements sanitaires entre le secteur public et le secteur privé).

— **Rappel au règlement** [3 décembre 1974] (p. 7294) : réponses des ministres aux questions écrites.

• *question orale sans débat :*

— (n° **17179**) : **Sécurité dans les CES de type Pailleron** [30 avril 1975] (p. 2291) : dégagement de crédits exceptionnels hors programme pour la reconstruction de ces CES ; (p. 2292) : le caractère illusoire des travaux de sécurité effectués.

• *questions au Gouvernement :*

— **Attentat sur le chantier de la centrale nucléaire de Fessenheim** [7 mai 1975] (p. 2452) : règles de sécurité appliquées à ce type de chantier et dans les centrales nucléaires.

— **Dissolution de la Société de distribution des gaz des Pyrénées** [22 octobre 1975] (p. 7214) : le chômage entraîné par cette dissolution.

— **Accidents du travail** [26 novembre 1975] (p. 8963) : circulaire du ministre du travail demandant aux services de l'inspection du travail de ne pas communiquer leurs rapports aux magistrats.

— **Grève à la société nationale des Pétroles d'Aquitaine** [26 mai 1976] (p. 3497, 3498) : son étonnement devant le lock-out de l'usine de Lacq décidé par la Société nationale des pétroles d'Aquitaine ; l'engagement pris par la SNPA de créer cent emplois par an.

— **Rôle des préfets** [6 avril 1977] (p. 1578, 1579) : le statut des préfets et leur utilisation par le Gouvernement.

— **Rapports entre fabricants et détaillants dans le secteur de la parfumerie** [11 mai 1977] (p. 2640) : les ententes illicites entre les trusts de parfumeurs entravant la liberté commerciale ; défense des petites et moyennes entreprises.

INTERVENTIONS

1973

En qualité de vice-président :

— **Réponse au rappel au règlement de M. Fontaine** [22 novembre 1973] (p. 6243) : **recevabilité des amendements.**

— **Réponse au rappel au règlement de M. Rigout (refus du ministre des transports de communiquer une note au rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges** [30 octobre 1973] (p. 5082) : problème relatif à l'autorité habilitée à se faire communiquer les documents ; sa référence à l'article 164 de l'ordonnance n° 58-1374 du 30 décembre 1958 ; habilitation réservée aux seuls rapporteurs spéciaux de la commission des finances ; problème de la nature des documents, notion de « documents de service » ; instruction opérée sous l'entière responsabilité du ministre ; saisira le bureau de l'Assemblée ; (p. 5094) : demande à l'Assemblée de conserver au débat sa dignité ; (p. 5095) : **Etat B :** indique au ministre des transports qu'une seconde délibération ne peut intervenir qu'au moment du vote sur l'ensemble du projet de loi de finances.

— **Réponses aux rappels au règlement de MM. Gilbert Faure et Frêche** [7 novembre 1973] (p. 5306, 5307) : droit de contrôle des rapporteurs : caractère provisoire des conclusions du bureau ; indique que la question de la définition du « document de service » sera examinée à nouveau.

— **Réponse à M. Frêche** [12 décembre 1973] (p. 6900) : suppression des questions d'actualité de l'ordre du jour.

En qualité de député :

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes (n° 277)** [3 mai 1973 (p. 1018) : évoque l'application des lois relatives à l'agriculture ; cite le décret du 4 janvier 1973 sur la dotation d'installation aux jeunes agriculteurs ; caractère restrictif des directives du ministère ; contradictions entre le décret du 4 janvier 1973 et les instructions du ministère ; difficultés sociales des jeunes agriculteurs ; désaffection des jeunes filles pour la vie rurale ; (p. 1019) : nécessité d'un changement psychologique fondé sur la sécurité du revenu et de meilleures conditions matérielles.

— **Projet de loi de règlement définitif du budget de 1971 (n° 189). Discussion des articles** [7 juin 1973] (p. 1873) : vote de son groupe contre l'article premier et contre les articles suivants.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972 (n° 194). Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2142) : détérioration des buts et de la signification de l'université européenne ; mémorandum italien de 1958 ; commission de l'Euratom ; responsabilité de la politique du Gouvernement français depuis 1958 ; réponse de M. Couve de Murville, ministre des affaires étrangères, à une question écrite de M. Vanrullen, sénateur, le 5 octobre 1960 ; opposition du Gouvernement français à l'université européenne ; attitude de la délégation française à la commission Pescatore et au groupe de travail Sattler ; sens restrictif de ses observations ; absence dans la convention du grand dessein européen ; (p. 2143) : caractère limité des ambitions de l'institut ; complexité des structures ; toute-puissance du conseil supérieur ; lourdeur de la procédure ; ses observations sur la valeur des diplômes décernés par l'institut ; rapports de l'institut avec le collège d'Europe de Bruges ; nécessité d'une véritable politique européenne de coopération universitaire ; mobilité des enseignants et des étudiants ; équivalence des diplômes ; intérêt du projet Guichard de centre européen de développement de l'éducation ; possibilités d'action au niveau des universités ; loi d'orientation et décret du 28 février 1972 ; problème de l'application des conventions internationales par l'administration ; n'est pas opposé à la ratification de la convention malgré ces nombreuses réserves ; (p. 2146) : ses observations sur l'intervention du secrétaire d'Etat aux affaires étrangères.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2546) : au nom du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche : demande la

convocation d'une session extraordinaire, propositions sur l'ordre du jour de cette session.

— **Rappel au règlement** [28 novembre 1973] (p. 5377) : conditions d'exercice du contrôle budgétaire ; propos tenus par M. Icart, président de la commission des finances ; correspondance de ce dernier avec le Premier ministre sur un problème qui relève uniquement des prérogatives du Parlement sans en avertir le président de l'Assemblée ; s'élève contre la pratique de méthodes inadmissibles.

— **Rappel au règlement** [27 novembre 1973] (p. 6360) : délais de réponse des ministres aux questions écrites ; non-respect par le Gouvernement de l'**article 139** du règlement ; sa question écrite n° 4099, restée sans réponse, sur la situation de la société nationale des pétroles d'Aquitaine ; s'élève contre la réponse faite à sa question écrite n° 4569 sur les conditions de nomination par les maires des agents spécialisés des écoles maternelles.

1975

— **Projet de loi relatif à la convention portant création du centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme** (n° **1576**), rapporteur. **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3107) : faire efficacement face aux problèmes posés par les techniques de pointe ; la création d'un centre européen pour les prévisions météorologiques à moyen terme ; la signature de la convention du 11 octobre 1973 ; la ratification en cours ; le début d'activité du centre en 1974 ; son objet ; la complexité de son organisation ; la procédure de révision de la convention ; la jouissance à titre gratuit par chaque Etat membre sur les droits de propriété industrielle appartenant au centre ; (p. 3108) : les langues de travail du nouvel organisme ; l'intérêt économique du centre ; les risques d'une multiplication d'organismes semblables.

— **Proposition de loi relative à l'industrie de l'équarrisage** (n° **282**). **Discussion des articles** [22 mai 1975]. **Article 8** (p. 3103) : difficultés auxquelles se heurtent les maires à propos des abattoirs.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle** (n° **1634**) [27 mai 1975] (p. 3246, 3247) : présente la position du groupe socialiste ; reproche au président Foyer de réclamer pour la commission des lois la compétence sur toute chose ; compétence de la commission des finances et de la commission de la production et des échanges sur ce texte.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588**). **Discussion générale** [9 octobre 1975] (p. 6708) : attire l'attention du ministre des finances sur la difficulté d'obtention des prêts pour constitution de réserves foncières.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8001) : l'absence d'information donnée au Parlement ; (p. 8002) : une politique contraire aux intérêts de la France ; la fusion CII - Honeywell-Bull ; la cession des entreprises françaises à des sociétés américaines ; le programme de redéploiement industriel au service des intérêts du patronat ; l'aide aux grandes firmes au détriment des entreprises modestes ; (p. 8003) : les collectivités locales face aux industriels ; l'absence de concertation entre syndicats, travailleurs, collectivités locales et Parlement ; la politique de l'énergie qui serait mise en œuvre par la gauche. **Explications de vote** (p. 8031) : le caractère décevant du débat ; le vote hostile des députés du groupe socialiste et des radicaux de gauche.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8107) : un débat tronqué ; le contrôle parlementaire sur l'utilisation des fonds publics ; une politique industrielle contraire aux intérêts de la nation ; le domaine nucléaire ; l'accord Westinghouse-Framatome-EDF-CEA ; (p. 8108) : l'informatique ; l'aéronautique ; le dossier Mercure ; la SNIAS ; les petites et moyennes industries ; la machine-outil ; le redéploiement industriel ; la nécessité d'un pouvoir économique régional ; le secteur énergétique ; les énergies nouvelles ; la dotation de l'agence pour les économies d'énergie ; le rapport Pintat ; la sûreté nucléaire ; la politique menée à l'égard du personnel du ministère de l'industrie et de la recherche ; (p. 8109) : la taxe professionnelle.

1977

— **Proposition de résolution tendant à modifier les articles 39, 142 et 143 du règlement de l'Assemblée nationale** (n° **1494**). **Discussion générale** [5 octobre 1977] (p. 5846) : l'objet initial de la proposition de résolution n° 1494; la non-discussion de la modification de l'article 39 du règlement relatif à la composition des commissions d'enquête et de contrôle et des commissions spéciales ; (p. 5847) : l'élection du bureau des commissions d'enquête et de contrôle des commissions spéciales à la

représentation proportionnelle ; l'utilité des commissions d'enquête et de contrôle.

LABBÉ (Claude)

Député des Hauts-de-Seine
(9e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Président du groupe d'union des démocrates pour la République [9 octobre 1973] (p. 4206), [2 avril 1976] (p. 1277), devenu groupe du rassemblement pour la République [10 décembre 1976] (p. 9249), [2 avril 1977] (p. 1463).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier le régime des matériels de guerre, armes et munitions** (n° 488) [14 juin 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XXI : Aviation civile** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission de contrôle de la gestion financière de l'office de radiodiffusion télévision française** (n° **722**) [18 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XIX : Aviation civile** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission de contrôle sur les méthodes et les moyens de l'**agence nationale pour l'emploi** et de l'institut national de la statistique et des études économiques pour la mesure du chômage (n° **1653**) [16 mai 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée de recueillir les éléments d'information et de soumettre les conclusions sur les entraves que peuvent subir les organes de **presse** lors de leur fabrication ou de leur diffusion (n° **1696**) [4 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° **1880**). **Tome XIX : Aviation civile** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à accorder aux **femmes** assurées au régime général de sécurité sociale, atteignant l'âge de soixante ans, la pension de **vieillesse** au taux normalement applicable à soixante-cinq ans (n° **1936**) [29 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° **2524**). — **Tome XIX : Aviation civile** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis, présenté au nom de la commission** de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° **3120**). — **Tome XXI : Aviation civile** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** d'orientation relative à l'**insertion professionnelle des jeunes** (n° **3405**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** d'orientation de l'enseignement de l'**architecture** (n° **3446**) [21 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— **Service national** [25 avril 1973] (p. 870, 876, 877) : loi de 1970 ; réduction de la durée du service militaire ; suppression des sursis ; réactions provoquées par l'application de cette loi ; nécessité d'une concertation avec la jeunesse et le Parlement sur la nature du service militaire ; étude des assouplissements possibles à apporter à la loi par le Gouvernement.

• *question d'actualité :*

— **Paiement de prestations de sécurité sociale** [30 mai 1973] (p. 1674, 1676) : modernisation des méthodes de traitement des dossiers.

• *question au Gouvernement :*

— **Attitude de la presse à l'occasion de la visite du Shah d'Iran** [26 juin 1974] (p. 2971).

• *question orale avec débat :*

— (n° **14998**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7681) : nécessité d'aider les PME à s'adapter aux exigences contemporaines ; (p. 7682, 7683) : déve-

loppement des moyens des agences de l'emploi ; formation professionnelle permanente ; chômage des jeunes ; abaissement de l'âge de la retraite ; discussion du projet de loi sur les licenciements collectifs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Suspension d'un préfet** [16 avril 1975] (p. 1732) : M. Gandouin, préfet de la Sarthe.

— **Sociétés d'équipement téléphonique** [19 mai 1976] (p. 3188) : le souci de l'union des démocrates pour la République, de limiter le rôle des sociétés multinationales et des sociétés étrangères ; demande des précisions sur la « francisation » de deux sociétés étrangères (ITT et Ericson) pour assurer l'automatisation du téléphone en France.

— **Aménagement de la préretraite** [5 octobre 1977] (p. 5843) : possibilité pour les salariés remplissant les conditions nécessaires pour avoir droit à une retraite anticipée de choisir éventuellement le système de la préretraite institué par l'accord interprofessionnel du 13 juin 1977.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1351) : moyens concrets envisagés pour assurer la participation des citoyens à la vie de leur cité ; association de l'individu à son cadre de travail et à son cadre de vie ; associations de sauvegarde des sites et comités de défense ; souhait de participation aux décisions d'urbanisme ; : commissions extra-municipales ; associations de locataires ; (p. 1352) : caractère contraignant des dispositions relatives à l'urbanisme ; engagement des élus et de la population ; relations publiques et information des habitants sur les projets d'équipement ; rôle des municipalités ; enquêtes de commodo et incommodo ; information de la population sur les projets concernant l'infrastructure ; tracé des axes de circulation ; volonté de participation.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**) [29 mai 1973] (p. 1639) : explique le vote de son groupe en faveur de l'ensemble du projet.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2042) : intentions à l'origine de l'affaire des sursis ; mise en cause du ministre d'Etat chargé de la défense nationale ; ajustement de la loi du 9 juillet 1970 ; mise en œuvre de la concertation par le Gouvernement ; adaptation du service national ; nécessité d'un service militaire pour tous, égal pour tous ; intoxication de certains jeunes ; argument sur l'inutilité du service militaire ; idée de participation ; réponse du projet de loi aux problèmes posés ; système injuste et désordonné des sursis ; service de dix mois.

— **Demande de constitution d'une commission spéciale pour l'examen du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** [19 juin 1973] (p. 2277) : conformité à l'esprit de la Constitution de la demande de constitution d'une commission spéciale ; désignation de commissions spéciales pour traiter de problèmes d'intérêt mineur comparés à l'avortement ; travaux de la commission chargée d'étudier les problèmes de la contraception ; possibilité pour la commission spéciale de travailler pendant les vacances ; son argument tendant à la présence de spécialistes dans les commissions permanentes ; son désir de voir étudier le texte en dehors de toute querelle politique.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2550) : terme des sessions extraordinaires, attitude des présidents de groupe en séance et à la conférence des présidents, délais nécessaires à la discussion des textes.

— **Propositions de loi** relatives à la **retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre** (n^{os} **137, 164, 381, 410**) [28 juin 1973] (p. 2642) : explique le vote de son groupe en faveur des propositions.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4203) : s'interroge sur le but du dépôt de la motion de censure ; évoque la prochaine discussion budgétaire que permettra des explications sur beaucoup de problèmes; le choix de la société que souhaite le pays ; l'échec tragique de la courte expérience chilienne ; la longue expérience suédoise ; l'absence d'une opposition ; (p. 4204) : la confiance de la majorité portée au Premier ministre.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° **639**) [16 octobre 1973] (p. 4438, 4439) : explique le vote de son groupe sur le projet de loi constitutionnelle.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Transports. — I. **Section commune.** — III. **Aviation civile,** rapporteur pour avis [30 octobre 1973] (p. 5057) : faiblesse des moyens budgétaires de l'aviation civile ; (p. 5058) : dépendance du ministère

des armées des fabrications aéronautiques civiles ou militaires, ses préoccupations quant à la situation de l'industrie aéronautique française, période charnière de nos grands programmes, nécessité technique et difficultés des ventes, qualité des matériels, exploit réalisé par Concorde sur le vol Washington-Paris, sa préoccupation quant à l'avenir, nécessité de conserver intact le potentiel de l'industrie aéronautique, erreur commise en ne prévoyant pas suffisamment tôt la Super-Caravelle, nécessité de prévoir des familles d'avions, demande le lancement dès à présent des études sur le Super-Concorde, le Super-Airbus et même le Super-Mercure, nécessité d'amortir les programmes, avis favorable de la commission de la production et des échanges à l'adoption du budget.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 468) : déplore de n'avoir pas rencontré au cours de ce débat une véritable dynamique de l'opposition.

— **Déclaration du Gouvernement** [5 juin 1974] (p. 2500) : la démocratie à 50 % et l'affinement des choix ; UDR de nouveau unie, puissante et vivante ; la France aura besoin d'elle ; ne pas laisser à l'exécutif le monopole de l'imagination et du changement ; limites du soutien ; (p. 2501) : exigence de l'indépendance française ; maintien sans ambiguïté du système institutionnel ; volonté d'aller vers une société de participation et de progrès ; (p. 2502) : Europe : relance de l'action du Président Pompidou dans l'esprit de La Haye ; reprise des essais nucléaires et maintien de Concorde.

— **Demande une suspension de séance** [6 novembre 1974] (p. 5934) : difficultés pour le président d'un groupe d'obtenir la parole pour un rappel au règlement.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Transports. — II. **Aviation civile** [18 novembre 1974] (p. 6640) : le progrès technologique dans les secteurs de pointe ; le Concorde ; études sur les versions futures ; la place d'Air Inter ; avis favorable de la commission.

Seconde délibération [20 novembre 1974] (p. 6890) : déclare que le groupe de l'union des démocrates pour la République votera le budget avec unanimité ; se félicite du combat mené contre l'inflation ; rend hommage au dialogue et à la concertation établie entre le ministre, le secrétaire d'Etat et l'Assemblée ; déclare que son groupe proposera des dispositions propres à améliorer la procédure budgétaire ; estime qu'il n'y a pas incompatibilité entre une lutte sévère contre l'inflation et le maintien des dispositions pour la sauvegarde de l'emploi.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7301) : hommage à Georges Pompidou ; projet destiné à la jeunesse ; la bibliothèque ; l'art du xx^{e} siècle.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1437) : la cohésion croissante de la majorité ; la popularité de ses dirigeants ; le regret de l'opposition pour les grandes époques des jeux parlementaires ; (p. 1438) : le soutien de l'union des démocrates pour la République à Jacques Chirac ; la chance de la France d'avoir un premier ministre efficace ; l'intérêt de la procédure des questions ; la lutte efficace du Gouvernement contre l'inflation ; les efforts de Jacques Chirac et Norbert Segard ; la capacité de résistance des petites et moyennes entreprises ; nécessité d'une plus forte action en faveur de l'agence nationale pour l'emploi ; la lutte nécessaire contre les inégalités sociales qui ne se confond pas avec le tassement de la hiérarchie ; l'inadaptation en France d'un système de redistribution à la suédoise ; la création d'une société nouvelle ; (p. 1439) : la volonté réformatrice du groupe de l'union des démocrates pour la République ; le général de Gaulle, homme des grandes réformes ; le farouche conservatisme de l'opposition ; la nécessité d'un grand dessein ; l' « ouverture » de la majorité ; socialisation synonyme de domination d'une administration irresponsable ; les freinages dus aux structures technocratiques ; la politique de Yalta ; la coopération avec le Tiers-Monde ; le drame du Sud-Est asiatique ; la poudrière du Moyen-Orient ; le printemps portugais ; le calvaire du Vietnam et du Cambodge ; justesse de la politique d'autodétermination du général de Gaulle ; l'union des démocrates pour la République, première engagée dans le processus de transformation de la société ; l'illusion que constitue un bouleversement des structures sans dommage ; observer strictement les lois, assurer la sécurité des personnes.

— **Rappel au règlement** [16 avril 1975] (p. 1737) : l'**article 138** du règlement relatif aux questions d'actualité ; durée de l'intervention des ministres.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Defferre** [2 octobre 1975] (p. 6412) : reatif à l'exécution de cinq jeunes Espagnols ; accuse M. Defferre de « mensonge » ; estime que la conférence des présidents s'est passée de

façon autre que celle relatée par M. Defferre ; pense que l'opposition se livre à une manœuvre de politique intérieure ; la condamnation par le groupe UDR de certaines méthodes ; sa crainte de voir atteindre un peuple et non un régime ; accepte une suspension de séance ; estime qu'une minute de silence n'est pas de mise.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Explications de vote** [17 octobre 1975] (p. 7072) : un projet qui opère de profondes réformes de structures ; se félicite de la création d'un comité d'étude sur l'impôt foncier ; le rôle que joue le Parlement dans la conduite des réformes ; la part que prend le groupe de l'UDR dans cette affaire.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile,** rapporteur pour avis [14 novembre 1975] (p. 8408) : le réexamen du rôle du rapporteur pour avis dans le cadre de la réforme des méthodes de travail parlementaire ; envisager au mois de juin un débat d'orientation sur le budget ; l'absence de véritable politique d'ensemble de l'industrie aéronautique ; instituer un conseil supérieur de l'aéronautique ; prévoir des accords européens portant également sur la vente et l'achat ; ne pas interrompre la chaîne de production du Concorde ; le problème du futur avion de transport ; (p. 8409) : la valeur d'Air Inter ; la grève d'Air France. **Examen des crédits : Etat C - Titre V** (p. 8427) : ses observations sur l'amendement n° 249 de M. Kalinsky.

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1975] (p. 8656) : réunion du bureau de l'Assemblée à la suite des incidents dus à la réception de délégations.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2039) : remercie le Gouvernement d'avoir compris que l'environnement tient une grande place dans la vie des Français ; (p. 2040) : la nécessité de dépasser le stade des déclarations d'intention ; parvenir à une société qui intègre les valeurs naturelles au lieu de les repousser ; l'attitude volontariste qui est nécessaire dans toute décision d'aménagement ; l'importance du souci de l'intégration des éléments naturels dans le cadre de vie ; le caractère essentiel de zones de rupture entre l'espace bâti et l'espace libre ; l'aide du groupe UDR apportée au Gouvernement dans le domaine de la protection de la nature. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article 15** (p. 2087, 2088) : défend l'amendement n° 61 de M. Baumel : modalités du changement d'affectation de certains espaces boisés ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 15** *ter* (p. 4069) : nécessité de la protection de la forêt située dans la première ceinture de Paris notamment en changeant le tracé de la route A 86 ; (p. 4070) : insiste sur la nécessité de prendre des décrets en Conseil d'Etat pour les classements et les déclassements.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Première lecture. Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3639) : on ne vote pas sur des principes ; malentendu car il y a trop d'éléments dans le projet : des ressources, des profits, des spéculations, des gains latents ; la majorité n'acceptera aucune leçon, aucune pression, aucune passion ; (p. 3640) : pour éviter les effets traumatisants il ne faut pas créer d'injustices nouvelles, il faut écarter du champ d'application les personnes modestes, les petits détenteurs d'actions, les résidences secondaires ; ne pas mettre en danger l'équilibre foncier agricole ; (p. 3641) : préférence de l'orateur pour un impôt léger sur le capital ; dans trois ans tirer les leçons des premières années d'application ; l'UDR ne votera qu'un projet de justice tenant compte des aspects sociaux ignorés par le texte actuel ; il faut cesser de faire du projet une pomme de discorde pour la majorité et une arme pour l'opposition. **Discussion des articles** [8 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 3862) : sur l'amendement n° 7 rectifié de M. Bonhomme, estime qu'il ne faut pas rejeter l'idée d'un impôt sur le capital ; il paraît impossible de traduire cet amendement dès maintenant dans les faits ; l'UDR ne le votera pas. **Seconde délibération** [22 juin 1976] (p. 4481) : comprend que la tentation de finir le débat lors de la deuxième séance du 22 juin 1976 soit grande, mais considère comme impossible de revenir sur les décisions de la conférence des présidents sans l'avoir de nouveau réunie, ce qui ne peut se faire. **Explications de vote** [23 juin 1976] (p. 4535) : des clarifications sont nécessaires sur la notion de plus-values ; (p. 4536) : l'ambition du projet d'endiguer la spéculation, de taxer des revenus qui ne l'étaient pas jusqu'à présent, d'élargir l'assiette de l'impôt sur le revenu ; un long débat, l'utilisation par les députés de leur droit d'amendement, le refus de l'UDR de renvoyer en commission le texte insuffisamment étudié, par respect pour le chef de l'Etat ; à l'avenir la concertation devra se faire avant le dépôt des projets ; le Parlement ne doit pas être obligé de légiférer à la hâte ;

le courage et la franchise de M. Fourcade ; la politisation excessive et injustifiée dont la discussion a souffert ; les contradictions internes de l'opposition qu'elle n'a pas révélées ; le parti communiste s'est fait paradoxalement le défenseur de la petite propriété ; le parti socialiste n'a pas expliqué clairement son choix ; la volonté de l'UDR de lutter contre la spéculation et de taxer les profits non encore imposés ; (p. 4537) : souligne l'efficacité du rapporteur général ; indique que l'UDR votera le projet, mais reste inquiète des progrès de l'inflation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 13** (p. 4795) : ne comprend pas que la Constitution puisse être interprétée de façon aussi divergente dans les deux Assemblées.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Explications de vote** [29 juin 1976] (p. 4895) : indique que le groupe UDR votera le Plan à l'unanimité ; s'interroge sur les conditions à remplir pour que le Plan ne reste pas un catalogue pieux ; la nécessité pour les jeunes de cesser de s'interroger au lieu de s'instruire ; (p. 4896) : persuader les Français de la réalité de leur défense nationale, de la nécessité de la lutte contre l'inflation, de l'importance de la politique familiale qui doit être aussi nataliste ; le Plan, affaire de tous ; (p. 4897) : regrette que M. Boulloche, au lieu d'expliquer le vote de son groupe, se soit livré à des attaques personnelles ; souligne qu'une telle attitude ne peut servir qu'à masquer l'embarras des socialistes.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [6 octobre 1976] (p. 6395) : des circonstances économiques difficiles ; le développement d'un climat de confiance ; la mobilisation de l'opinion au-delà des engagements et des frontières politiques ; le refus de flatteries électoralistes, d'une campagne prématurée, d'une politisation excessive, le choix d'une voie difficile mais conforme à nos traditions et permettant de maintenir la France à son rang de grande puissance indépendante ; la défense d'un certain type de société ; la faible importance de la décision du Gouvernement d'engager sa responsabilité ; approbation du plan Barre en matière de libre entreprise, de lutte contre l'anonymat voire l'irresponsabilité ; la gravité des fluctuations du franc ; de l'aggravation de la dépendance française en matière énergétique ; (p. 6396) : le plan Barre, une première étape ; la réforme de la procédure fiscale française ; la meilleure connaissance des revenus ; l'encouragement apporté aux plus civiques qui accepteraient la substitution de la notion de réalité à la notion de forfait ; la création d'un climat de responsabilité fort différent du modèle suédois ; le dépassement des intérêts catégoriels ; les problèmes des cadres, du monde rural ; les problèmes de la défense de la famille, de l'université, de la politique extérieure, de la monnaie ; la différence entre l'action revendicative légitime et l'action politique, aux franges de la subversion ; la légitimité des parlementaires qui ne sauraient délibérer sous une tentative de pression.

— **Rappel au règlement** [13 octobre 1976] (p. 6550) : proposition relative à la prolongation des séances réservées aux questions au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile,** rapporteur pour avis [28 octobre 1976] (p. 7179) : Concorde, sa réalité, son avenir ; la question de la nationalisation de l'ensemble du secteur de l'industrie aéronautique ; la situation et l'avenir d'Air France ; Concorde, un avion pour demain ; la création industrielle, une véritable aventure à replacer dans le contexte mondial ; (p. 7180) : l'équilibre entre le public et le privé ; éviter les glissements d'une entreprise française vers des mains étrangères ; la desserte de l'ensemble du réseau aérien mondial par Air France ; l'essor donné à l'industrie nationale du fait de la politique d'Air France ; son rôle pour le prestige de la France ; une situation difficile du fait de la qualité des aéroports d'Orly et de Roissy, de l'exploitation simultanée de Caravelle et de Concorde ; l'effort important de redressement accompli par Air France ; donne un avis favorable au vote des crédits de l'aviation civile pour l'année 1977.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel-Dassault** (n° **2522**). **Discussion de l'article unique** [3 novembre 1976] (p. 7433) : indique qu'en tant que président de groupe il ne s'opposera pas à la venue en discussion devant l'Assemblée de la proposition de résolution de M. Bertrand Denis. **Explications de vote** (p. 7434) : son accord à une proposition de résolution qui n'émanait pas de son groupe ; l'opinion publique avide d'explications ; se placer sur le terrain parlementaire ; la participation de son groupe à la commission d'enquête ; le vote de son groupe à la création de cette commission d'enquête.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9644) : les vicissitudes du texte ; une urgence du texte ; la carence aiguë de la qualité architecturale ; l'initiative de Jacques Chirac ; penser la ville ; (p. 9645) : le dégoût actuel de la ville ; une nouvelle manière de penser l'urbanisme ; le choix entre un grand texte irréaliste et une loi adaptée à la pratique quotidienne ; assurer à l'architecture le cadre législatif cohérent qui lui manquait ; la loi de 1940 ; l'obligation légale de recourir à un architecte ; des exemptions ; les agréées en architecture ; les conseils d'architecture et d'urbanisme ; leurs missions ; (p. 9646) : rendre la consultation du conseil d'architecture et d'urbanisme obligatoire pour tous les maîtres d'ouvrage qui se trouveront dispensés de recourir à un architecte ; souhaite une grande politique de l'architecture et de l'urbanisme ; l'enseignement de l'architecture ; le morcellement créé par l'autonomie des unités pédagogiques ; les tâches de l'enseignement ; la réforme de la commande publique d'architecture ; la politique de l'Etat en faveur de l'art ; le centre Beaubourg. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 4** (p. 9710) : le gâchis provoqué par certaines dispositions d'urbanisme, par l'octroi hâtif du permis de construire ; insiste sur le caractère obligatoire du recours au conseil d'architecture ; (p. 9705) : préfère l'expression « vitrines extérieures ».

— **Allocution de fin de session** (n° **2734**) [20 décembre 1976] (p. 9761) : conditions de travail de l'Assemblée.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [26 avril 1977] (p. 2135) : l'effort d'adaptation de la France aux exigences du temps présent ; la crise économique et la crise de confiance qui frappent la France ; l'irréalité d'une conception dichotomique de la politique ; les rapports entre Premier ministre et majorité ; la construction par le RPR d'un projet pour la France et les Français ; la composition du second gouvernement Barre ; (p. 2136) : l'engagement de la responsabilité du Gouvernement ; la concertation qui doit prévaloir dans les rapports du Premier ministre et du RPR ; la priorité à l'emploi ; la lutte contre le chômage des jeunes ; le rôle des PME ; délivrer l'initiative et la responsabilité des dirigeants d'entreprise ; la dimension de l'apprentissage ; la politique à mener en faveur des personnes âgées ; (p. 2137) : instituer une compensation pour les personnes âgées touchées par le relèvement du ticket modérateur sur certains médicaments ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; la proposition de loi du groupe RPR relative à la mise à la retraite au taux plein dès l'âge de soixante ans des femmes affiliées au régime de la sécurité sociale ; le mythe du programme commun ; les communistes et le pouvoir ; (p. 2138) : le caractère et les méthodes du parti communiste ; l'engagement du RPR dans la tâche de restauration de la confiance des Français.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans** (n° **2376**). **Discussion générale** [1er juin 1977] (p. 3287) : l'inscription à l'ordre du jour complémentaire de sa proposition de loi ; les origines lointaines de cette proposition ; son inscription dans un ensemble de mesures déjà prises par le Gouvernement pour améliorer le statut de la femme ; la loi du 30 décembre 1975 ; le champ d'application de la proposition de loi ; un acte de considération envers les femmes ; se dégager de la notion d'assistance ; une politique sociale fondée sur la responsabilité ; l'idée de la retraite à la carte ; la prise en considération de la situation de la France au regard de l'emploi ; offrir aux couples la possibilité de prendre leur retraite dans les meilleures conditions ; le risque d'une atteinte à l'égalité entre les sexes ; (p. 3288) : l'assurance que représente la proposition pour la femme âgée qui travaille ; le coût de la proposition de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3292) : la charge financière supplémentaire de la sécurité sociale ; l'application des dispositions de la proposition de loi. **Article 2** : demande au nom du groupe RPR un scrutin public sur l'ensemble de la proposition de loi.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **2921**). **Explications de vote** [21 juin 1977] (p. 4011) : l'adoption sans vote de la ratification du projet de loi relatif à l'élection de l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct ; la motion d'ajournement déposée par le groupe du RPR ; l'article 128 du règlement ; l'usage des prérogatives parlementaires ; la question préalable de M. Debré ; (p. 4012) : la garantie relative à la compétence de l'Assemblée européenne ; le vote favorable du groupe du RPR.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6431) : le rapprochement des notions de culture et d'environnement ; favoriser la prise de conscience

par les citoyens de leurs propres responsabilités ; le choix de la qualité ; la loi relative à la protection de la nature ; l'application de la loi ; les études d'impact ; le problème des forêts proches des grandes villes ; le rôle de ces forêts ; l'urgence d'un classement des forêts proches des grandes villes ; la réponse du Gouvernement sur ces questions ; (p. 6432) : l'état d'avancement de la procédure de classement.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. Aviation civile et météorologie : rapporteur pour avis [17 novembre 1977] ; (p. 7612) : l'industrie aéronautique ; l'évolution du trafic international de passagers et de fret ; les caractéristiques de la politique de l'aéronautique en France ; le manque de continuité dont souffrent les programmes d'industrie aéronautique ; développer les familles d'avions ; définir les créneaux commerciaux de l'avion moyen-courrier futur ; l'étude d'un appareil supersonique de deuxième génération ; (p. 7613) : l'expérience Concorde ; la coordination des flottes de transport ; la gestion d'Air France ; la définition des charges imputables aux sujétions inhérentes au statut d'entreprise nationale ; l'évolution coordonnée d'Air France et d'Air Inter ; l'adoption par la commission de la production des crédits de l'aviation civile.

LABORDE (Jean)

Député du Gers
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de

loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à certains personnels exerçant dans des établissements spécialisés pour enfants et adolescents handicapés [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 3 de la **loi n° 72-662** du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** (n° **1145**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** précisant l'interprétation de l'article L 18 du **code des pensions civiles et militaires de retraite,** relatif aux **majorations de pensions pour enfants** (n° **1146**) [10 juillet 1974].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Indemnisation des victimes des calamités agricoles** [30 octobre 1974] (p. 5625).

— **Déclaration du président de la Société générale** [22 juin 1977] (p. 4051) : nationalisation des banques privées.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1831) : situation des enfants handicapés; accroissement de leur nombre; mission de l'école ; correction des handicaps et égalisation des chances ; différents types de handicaps; éducation spécialisée; initiatives privées ; transfert de charges altérant gravement le caractère démocratique de l'école ; établissement à but lucratif ; problème de l'absence de contrôle pédagogique ; (p. 1832) : droit à l'éducation des handicapés ; action thérapeutique et action éducative ; dépistage des handicaps ; prévention ; situation des services de la santé scolaire ; rôle de la médecine scolaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4983) : souligne l'insuffisance des crédits, moins de 0,15 % du produit national brut ; ses réserves sur le programme et les moyens proposés par le secrétaire d'Etat en ce qui concerne la jeunesse ; politique de la jeunesse et politique au service de la jeunesse ; responsabilités à confier aux jeunes ; minoration des crédits pour les actions nouvelles (chap. 43-01) ; opérations ponctuelles ; subventions à l'office franco-allemand pour la jeunesse et à l'office franco-québécois ; (p. 4984) : subventions aux centres d'information et de documentation jeunesse de Paris et de Méditerranée et aux associations de jeunesse et d'éducation populaire ; insuffisance de la dotation concernant la formation des cadres et des animateurs ; causes socio-culturelles de l'exode rural ; problèmes des jeunes dans les concentrations urbaines ; demande que les crédits prévus pour les associations soient au moins équivalents en francs constants à ceux qui étaient alloués en 1968 ; attitude du secrétaire d'Etat à l'égard de la jeunesse ; sa référence à l'œuvre de Léo Lagrange ; sens de la solidarité de la jeunesse.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5946) : ses réflexions sur l'assurance maladie ; progression des dépenses de soins ; sa référence à un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales ; préjugé du ticket modérateur ; sa question au ministre de la santé publique sur l'avenir du ticket modérateur ; participation de l'assurance maladie à la prévention ; prise en charge de la contraception ; cotisations impayées des entreprises ; la fiscalisation, moyen plus équitable que la compensation démographique de rééquilibrer les régimes ; mesures sociales prises et notion de salaire différé ; revendications du personnel de la sécurité sociale.

1974

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4737) : les agriculteurs les plus pauvres ne tireront aucun bénéfice du projet ; la situation difficile des éleveurs.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5853) : ses observations relatives à l'école maternelle ; les difficultés de la préscolarisation en milieu rural ; les dangers de la mise en place des séquences pédagogiques.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6141) : défend l'amendement n° 128 de M. Planeix relatif aux crédits du fonds d'action rurale.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7136) : souhaite se placer sur le seul plan d'examen

objectif des données concrètes ; la dissuasion doit trouver sa place dans les consciences ; de nombreuses femmes répugneront à s'expliquer sur leur décision ; la prévention de l'avortement clandestin passe par une information convenable sur la contraception et sur l'interruption de grossesse.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [8 avril 1975] (p. 1412) : son amendement n° 102 : substituer une clause de reprise triennale pour les baux conclus au nom d'enfants mineurs par une clause de reprise sexennale ; valeur naturelle du sol, seule base de la valeur des baux ; repoussé ; (p. 1413) : son amendement n° 118 : faire en sorte que la notification du congé donné au preneur soit faite au moins trois ans avant l'expiration du bail ; délai susceptible d'aplanir les difficultés rencontrées par le fermier à la recherche d'une nouvelle exploitation ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**). **Discussion générale** [15 avril 1975] (p. 1644) : le laboratoire auxiliaire du médecin ; place croissante des examens biologiques ; le mode de financement des laboratoires ; (p. 1645) : la tutelle des pouvoirs publics sur les laboratoires ; un projet qui manque de souplesse ; le problème du remboursement des examens biologiques par la Sécurité sociale ; généraliser le système du tiers payant en matière d'examens biologiques. **Discussion des articles. Article premier : Article L 754 du code de la santé publique** (p. 1649) : ses observations sur l'amendement n° 6 de M. Bichat ; pénétration de capitaux extérieurs contraire à toute éthique médicale.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la Sécurité sociale** (n° **1480**). **Discussion des articles** [29 avril 1975] (p. 2222) : **Article 11** : son amendement n° 57 : substituer aux mots « pourra prévoir des » les mots « déterminera les » ; adopté.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3736) : un libéralisme économique qui s'accommode mal des contraintes du Plan ; des résultats qualitatifs désastreux ; l'avenir du monde rural ; le caractère inhumain des concentrations urbaines ; les brillantes déclarations auxquelles a donné lieu l'aménagement du territoire ; le rapport Chavanes ; le seuil critique franchi par la densité démographique dans certaines régions rurales ; l'effet inflationniste du déséquilibre lié à la concentration ; ne plus faire de la qualité de la vie un sous-produit de la croissance ; revitaliser le milieu rural ; (p. 3737) : pousser la décentralisation jusqu'aux chefs-lieux des cantons ; accompagner la décentralisation d'un transfert des centres de décision.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier** (p. 6171) : son amendement n° 17 : exclure les grosses entreprises de la mesure de report et octroyer un délai de paiement de l'impôt sur le revenu des chômeurs ; repoussé. **Article 8** (p. 6198) : son intervention sur l'article ; l'amélioration des axes de transports ; opérations nécessaires à la correction des disparités régionales ; le sacrifice du réseau routier ; les mesures qui s'imposent en faveur du désenclavement de certaines régions.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6539) : son amendement n° 18 : préciser la place du mouvement sportif ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7449) : les énormes dépenses laissées à la charge des collectivités locales en matière d'action sociale ; le frein mis aux dépenses de santé par la multiplication de l'action sociale ; (p. 7450) : les soins à domicile pour les personnes âgées, les crèches, etc.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7903) : demande que la charge foncière des exploitations n'interdise pas de dégager le capital nécessaire aux techniques modernes d'agriculture ; réévaluation souhaitable de l'IVD.

Education [12 novembre 1975] (p. 8195) : les efforts accomplis par les III^e^ et IV^e^ Républiques en matière de constructions scolaires ; la fragilité, la laideur et la taille excessive des bâtiments modernes ; l'insuffisance notoire des créations de classes ; le problème de la subvention destinée à la mise en état des locaux de l'enseignement préscolaire.

— **Projet de loi relatif à l'assurance vieillesse des détenus** (n° **872**). **Discussion générale** [25 novembre 1975] (p. 8921) : ce projet de loi aurait dû être un volet de la réforme attendue de la condition pénitentiaire ou d'une généralisation effective de la Sécurité sociale ; il établit une discrimination entre les détenus qui parviennent à travailler et ceux qui, contre leur gré, sont privés de travail ; le texte ne comporte rien en faveur

des détenus physiquement inaptes au travail ; ses lacunes quant à la validation du temps consacré à la formation professionnelle.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [27 novembre 1975] (p. 9026) : discussion du projet de loi relatif au contrôle du financement des actions de formation continue.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9674) : le caractère « indigent » du projet ; (p. 9675) : la très pénible situation des retraités soumis à la loi du 31 décembre 1971 ; la situation particulièrement difficile des plus pauvres et des plus faibles ; les graves problèmes de la retraite ; (p. 9676) : faire en sorte que la retraite ne soit pas une déchéance ; les dispositions contenues dans le Programme commun ; la politique incohérente du Gouvernement qui fait cohabiter chômeurs et vieux travailleurs qui voudraient prendre leur retraite ; le caractère inégalitaire de la société française ; mettre en place un autre système économique.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7295) : le rôle de l'appareil hospitalier ; des mesures insuffisantes ; l'humanisation des hôpitaux ; (p. 7296) : le problème de partage des charges ; la progression des dépenses d'hospitalisation ; le problème des personnels ; (p. 7297) : indique qu'il a parlé de ce qui restait à réaliser.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3162) : sa déception : la société libérale responsable du déclin de la famille ; (p. 3163) : les réformes sociales, solution aux problèmes des familles ; la famille, reflet de la société ; insuffisance de l'allocation de parents isolés ; nécessité d'un pouvoir d'achat garanti grâce à une indexation sur le SMIC ; l'aménagement de l'activité professionnelle, le droit au congé post-natal, mesures propres à compléter le congé d'adoption ; une garantie des ressources aux familles des jeunes appelés plutôt qu'une dispense de service national. **Discussion des articles** [19 mai 1976] (p. 3225) : devait soutenir l'amendement n° 92 de M. Pignion mais se rallie à l'amendement n° 29 de la commission ; retire l'amendement n° 92. **Seconde délibération** [20 mai 1976]. **Article 2** (p. 3269) : défend le sous-amendement n° 4 de M. Besson à l'amendement n° 1 du Gouvernement, tendant à revenir au texte qui avait été adopté à l'unanimité par la commission et par l'Assemblée la veille ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**). **Discussion générale** [30 juin 1976] (p. 4978) : présente les arguments justifiant la question préalable de M. Alain Vivien ; l'opposition du conseil général au projet de loi ; le référendum du 7 mars 1976.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA. Examen des crédits [5 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 7616) : soutient l'amendement n° 238 de M. Pierre Joxe de réduction ; l'absence de rapport sur l'exécution du plan de production agricole et de commercialisation des produits ; les vices structurels du budget ; éviter une assistance permanente ; la crise de l'ANDA ; la maîtrise des ressources en eau ; l'équipement agricole ; l'aménagement rural ; (p. 7617) : critique des transferts ; repoussé.

Education [18 novembre 1976] (p. 8234) : le partage des dépenses d'éducation entre l'Etat et les collectivités ; critique de la modulation des subventions ; la sous-évaluation des besoins en matériel pour le fonctionnement ; les personnels d'administration et de service ; les transports scolaires.

1977

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). **Discussion générale** [25 mai 1977] (p. 3020, 3021) : le fléau social que constitue le chômage ; la condition du chômeur ; la place faite à l'emploi parmi les équilibres fondamentaux de l'économie ; prévoir l'adaptation sociale qu'exige l'évolution du régime de production ; l'emploi des jeunes ; l'engagement du Gouvernement à déposer un projet de loi tendant à la réforme de l'assiette des cotisations sociales ; confier les tâches de formation aux organismes de l'éducation nationale et de l'enseignement technique ; l'amputation des crédits destinés à des actions de formation ; la dérogation constituée par l'article 3 à la législation du travail.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6634) : le problème des calamités agricoles ; (p. 6635) : le fonds de garantie contre les calamités ; la nécessité de la participation de l'Etat ; les conséquences des prêts « calamités » ; l'amélioration du dispositif de protection contre les calamités.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6973) : les problèmes du troisième âge ; la situation des exclus de l'appareil productif ; l'insuffisance du minimum vieillesse ; la faiblesse des pensions ; l'âge de la retraite ; les mesures budgétaires ; le rôle des organismes sociaux et des collectivités locales en matière de réalisations en faveur des personnes âgées ; la nécessité de l'accroissement de la participation de l'Etat ; la question de la prise en charge des soins accordés aux pensionnaires d'hospices et de maisons de retraite.

LACAGNE (Henri)

Député de la Saône-et-Loire
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

LACOMBE (Jean)

Député des Hauts-de-Seine
(7e circonscription)

En remplacement de M. Barbet décédé le 8 mars 1978. L'Assemblée prend acte de ce remplacement. [*J.O.* du 10 mars 1978] (p. 1022).

LA COMBE (René)

Député du Maine-et-Loire
(6e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Vice-président de cette commission [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1495), [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **répression de l'usage des stimulants ou tranquillisants à l'occasion des compétitions hippiques** (n° **155**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier la loi du 28 septembre 1942 réglementant l'exercice de la profession de directeur et de gérant d'agence privée de recherches** (n° **156**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** instituant l'**obligation d'assurance des personnes salariées contre les accidents du travail et les maladies professionnelles dans l'agriculture** (n° **157**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article L 25 du code de la route relatif au retrait de la circulation de certains véhicules** (n° **303**) [10 mai 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XVII : Plan** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Rapport d'information,** fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la production et des échanges, à la suite d'une **mission effectuée en Pologne** du 1er au 8 juillet 1974 (n° **1424**) [18 décembre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XVII : Plan** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XVII : Plan** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° **3120**). — **Tome XVIII : Plan** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **406**) : **Ardoisières et mines de Segré** [2 mai 1973] (p. 970).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7696) : la situation des jeunes des campagnes ; l'intérêt du centre d'études et de recherche sur les qualifications.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **19394**) : **Statut de la mère de famille** [7 mai 1975] (p. 2476, 2477) : nécessité d'un grand débat sur ce sujet ; chute de la courbe démographique de la population française ; problème de l'adoption ; (p. 2478) : l'emploi à mi-temps ; l'insuffisance du nombre de crèches.

— (n° **20086**) : **Personnels pénitentiaires** [4 juin 1975] (p. 3674, 3675) : critique l'attitude de Mme Dorlhac et de M. le Président de la République envers certains détenus ; amertume des gardiens de prison.

— (n° **24396**) : **Service de santé scolaire** [28 novembre 1975] (p. 9143).

• *question au Gouvernement :*

— **Répartition du produit de la taxe professionnelle versée par les centrales nucléaires** [10 décembre 1975] (p. 9614) : extension de cette répartition aux communes voisines.

• *question orale sans débat :*

— (n° **28063**) : **Lutte contre le chômage** [23 avril 1976] (p. 2146, 2147) : comparaison entre le nombre de chômeurs et le nombre de travailleurs immigrés ; le refus des Français devant certaines tâches ; la nécessité de mettre en œuvre un véritable plan d'action pour lutter contre le manque d'emplois particulièrement dans les campagnes ; la création d'un grand ministère de l'aménagement du territoire.

• *question au Gouvernement :*

— **Dopage des coureurs cyclistes** [3 novembre 1976] (p. 7420) : réglementation des contrôles antidopage.

• *question orale sans débat :*

— (n° **34021**) : **Situation économique de l'Ouest** [17 décembre 1976] (p. 9605, 9606) : nécessité de prendre des mesures pour assurer une relance de l'industrie de cette région ; son inquiétude pour les zones à prédominance agricole et pour les exploitations d'ardoise et de fer du Maine-et-Loire.

• *question au Gouvernement :*

— **Avance remboursable relative au chauffage à l'électricité** [26 octobre 1977] (p. 6639) : instauration d'une taxe de raccordement pour les logements neufs chauffés à l'électricité.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1133, 1134) : indique à M. Tourné qu'il n'a jamais fait de promesses aux anciens combattants ; estime que les soldats de la République ne se sont pas battus pour une pension.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la discipline et au statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° **374**). **Discussion des articles** [6 juin 1973]. **Article 6** (p. 1943) : son amendement : respect des conventions collectives dans le secteur du notariat.

1974

— **Rapport public de la Cour des comptes** [20 juin 1974] (p. 2825) : demande qu'il soit largement diffusé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la convention sur les substances psychotropes** (n° **1091**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6921) : souhaite que référence soit faite aux sanctions susceptibles d'être prises à l'égard des trafiquants de drogue.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7190) : tient à s'élever fermement contre les excès d'une certaine critique à l'encontre du ministre ; rappelle à ses collègues que les élus locaux ont trop d'exemples de l'égoïsme masculin.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations** (n° **776**). **Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7440) : l'amélioration du sort de la veuve mère de famille ou atteinte par l'âge de la retraite ; une lacune : les jeunes veuves ; le cas des veuves d'agriculteurs ; demande la libération anticipée des militaires nécessaires à l'exploitation agricole ; demande l'attribution d'une allocation temporaire pour recherche d'un

emploi, le maintien des prestations maladie, la prise en compte des annuités de retraite du mari pour le calcul de la pension de sa femme ; (p. 7441) : l'allocation de chômage pour les veuves inscrites comme demandeur d'emploi ; souligne les perturbations ressenties par les enfants ; le devoir de solidarité.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7836, 7837) : se plaint des délais nécessaires pour obtenir une paire de chaussures orthopédiques.

1975

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1778) : ne pas abandonner les 10.000 colporteurs qui sont des techniciens revendeurs de produits vétérinaires.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux** (n° **1642**). **Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4196) : ses observations relatives à la situation des médecins ruraux ; mutualité sociale agricole ; le médecin de famille ne doit pas être lésé par une spécialisation à outrance de la médecine.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre (*suite*). — **Section V. — Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité,** rapporteur pour avis [19 novembre 1975] (p. 8649) : s'étonne de la faible augmentation des crédits ; les intentions du Gouvernement en ce qui concerne le CNIPE ; associer davantage les régions et le Parlement à la préparation du Plan ; le rétablissement de l'économie ; lutte contre les inégalités ; les rapports entre l'Etat et les collectivités locales ; les différences entre provinces ; la région de l'Ouest.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4669) : appelle l'attention du Gouvernement sur la question du désenclavement de l'Ouest : ses observations sur l'autoroute Paris-Quimper ; l'isolation du tronçon Angers-Nantes ; le tronçon La Ferté-Bernard-Angers ; l'insuffisante précision de l'effort de décentralisation industrielle.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [7 octobre 1976] (p. 6438) : la politique différente de la technique financière ; invite le Premier ministre à mettre en œuvre la participation amorcée par le général de Gaulle ; rappelle l'ordonnance du 7 janvier 1959, l'amendement Vallon, l'ordonnance d'août 1967, la loi de 1973 sur l'actionnariat ; regrette le manque de chaleur du plan Barre ; souhaite une société de participation.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité.** — I. **Services généraux : aménagement du territoire,** rapporteur pour avis pour le commissariat général du Plan d'équipement et de la productivité [18 novembre 1976] (p. 8254) : le commissariat général du Plan ; le CERC ; le CORDES ; l'élargissement de la mission du CERC ; le CORDES, un organisme léger ; la planification des programmes d'action les mieux traités ; l'effort minime quant à la formation des jeunes ; l'avenir de la planification ; la planification industrielle ; le monstre parisien.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 53** (p. 8584) : son amendement n° 105 : fixation de la répartition des responsabilités entre la personne qui dépose la demande du permis de construire et le technicien maître d'œuvre ; (p. 8585) : maintient son amendement n° 105 car Mme Giroud risque de prétendre que ce problème relève de l'urbanisme ; amendement n° 105 modifié par les sous-amendements n° 110 et n° 111 de M. Masson ; adopté.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2908**) [19 avril 1977] (p. 1923) : la situation difficile des mines de fer de Segré dans le Maine-et-Loire ; la régression du nombre des personnes qui y sont employées ; les raisons du déclin de la mine ; (p. 1924) : trouver une solution de remplacement industriel pour la région de Segré ; demande au Gouvernement si la proposition de maintien en activité de la mine de Segré a retenu son attention ; les problèmes des députés de province.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° **2430**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [5 mai 1977]. **Article 9** (p. 2474) : l'inopportunité d'une réduction du système des retraites des artisans et des professions indépendantes. Le rétablissement de l'égalité en matière de retraite.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. **Commissariat général du Plan,** rapporteur pour avis [19 octobre 1977] (p. 6352) : la situation du CERC ; la baisse des moyens financiers du CREDOC ; l'évolution de la planification en France ; la lenteur de la croissance économique réalisée par rapport aux prévisions ; la persistance de l'inflation ; la mise en œuvre du plan Barre ; la faiblesse des perspectives d'expansion sur le plan international ; la faiblesse du système des PAP ; le degré de réalisation du PAP relatif au tourisme ; (p. 6353) : l'évolution de la balance touristique ; les conditions du développement du tourisme ; l'état des PAPIR ; la désertification des campagnes ; l'adéquation du concept de Plan.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération [25 octobre 1977] (p. 6561) : la nécessité d'ouvrir un nouveau contingent de croix en faveur des anciens combattants de la guerre de 1914-1918.

LAFAY (Bernard)

Député de Paris
(*22e circonscription*)
(*App. UDR, puis app. RPR*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 13 février 1977 (*J.O.* du 16 février 1977) (p. 942).

Son éloge funèbre est prononcé [12 avril 1977] (p. 1705, 1706).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 22 *bis* de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatif à l'exercice du droit de reprise à l'égard de certains occupants âgés** (n° **71**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier le régime administratif de la ville de Paris, notamment par la création de vingt communes d'arrondissement** (n° **72**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **mettre à la disposition du public les espaces verts publics et privés du territoire de la ville de Paris, et à assurer leur protection définitive** (n° **200**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **généralisation, à la coordination et au renforcement des mesures tendant à lutter contre les nuisances sonores de toute nature** (n° **230**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à permettre la **création d'espaces verts à Paris** sur des terrains ressortissant au domaine concédé à la SNCF (n° **1216**) [9 octobre 1974].

INTERVENTIONS

1973

— Prend part au débat sur le **conflit de compétence** entre la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République et la commission de la production et des échanges, pour l'examen de sa proposition de loi tendant **à mettre à la disposition du public les espaces verts publics et privés du territoire de la ville de Paris et à assurer leur protection définitive** [15 mai 1973] (p. 1248) : compétence de la commission des lois pour l'élaboration du rapport sur les projets ou propositions de loi concernant l'urbanisme, cas de la loi d'orientation foncière et urbaine, priorité de la commission des lois.

LAFONT (Bernard)

Député du Var
(*3e circonscription*)
(*NI*).

En remplacement de M. Aymeric Simon-Lorière, décédé le 21 avril 1977.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [22 avril 1977] (p. 2100, 2112).

N'appartient à aucun groupe [22 avril 1977] (p. 2112).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [4 mai 1977] (p. 2460).

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8002) : le mouvement RECOURS ; la politique gouvernementale de décolonisation ; la spoliation des Français d'outre-mer ; la nature de l'indemnisation des rapatriés ; la nécessité d'amender le projet de loi ; l'extension du champ d'application du projet initial ; (p. 8003) : apprécier les biens selon leur valeur actuelle ; l'indemnisation des ventes à vil prix ; l'indexation des titres ; le plafond d'indemnisation ; les atteintes au droit successoral des héritiers des créances ; le problème posé par l'échelonnement des indemnisations ; son amendement dédommageant les personnes âgées, ainsi que les personnes connaissant des situations douloureuses ; l'indexation des retraites ; le lancement d'un grand emprunt national ; l'amnistie totale des peines.

LAGORCE (Pierre)

Député de la Gironde
(8e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Donne sa démission de membre de cette commission [13 octobre 1977] (p. 6152).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [13 octobre 1977] (p. 6152).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **compétence territoriale des tribunaux** (n° **1986**) [18 novembre 1975].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Transports routiers de produits dangereux** [2 mai 1973] (p. 960, 961).

• *questions au Gouvernement :*

— **« Prêts de récolte » aux agriculteurs** [20 novembre 1974] (p. 6789) : « prêts de vieillissement » aux viticulteurs produisant des vins d'appellation contrôlée.

— **Libération conditionnelle de certains détenus** [28 mai 1975] (p. 3292) : meurtre d'un policier à Bordeaux par un gangster ayant bénéficié d'une libération conditionnelle.

— **Ratification de la convention de Lomé** [8 octobre 1975] (p. 6651) : importance politique et économique de cette convention.

— **Indemnisation des agriculteurs victimes des gelées** [13 avril 1977] (p. 1756) : dégâts causés dans le Sud-Ouest et principalement dans la Gironde ; nécessité d'obtenir lors des négociations de Bruxelles une augmentation des prix agricoles à la production.

— **Mode de scrutin des prochaines élections législatives** [26 octobre 1977] (p. 6643) : éventualité d'une session parlementaire extraordinaire en janvier 1978 pour instituer la représentation proportionnelle.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1146) ; constate que rien n'a été prévu dans le programme de Provins en faveur des anciens combattants et victimes de guerre ; évoque la proposition de loi sénatoriale tendant à reconnaître la qualité d'ancien combattant aux militaires ayant combattu en Algérie ; (p. 1147) : la non-inscription de ce texte à

l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; regrette que la proposition de loi déposée par son groupe ait été déclarée irrecevable ; demande que les anciens prisonniers de guerre bénéficient en priorité de la retraite au taux plein à soixante ans ; que les périodes de guerre ou de captivité soient décomptées comme période d'affiliation à la sécurité sociale pour tous les régimes de retraite ; évoque la question des marks et soldes perçus durant la captivité, les traitements de la Légion d'honneur et de la médaille militaire, l'impossibilité du cumul ; demande l'augmentation du contingent annuel de croix de la Légion d'honneur au bénéfice des anciens combattants de 1914-1918 ; que le 8 mai soit journée fériée et chômée ; demande un budget plus substantiel.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Justice [31 octobre 1973] (p. 5123) : insuffisance des crédits de fonctionnement par rapport aux besoins réels ; montant du budget de la justice inférieur à 1 % du budget de la nation ; indépendance du pouvoir judiciaire ; nécessité de magistrats nombreux, d'un personnel qualifié de greffe et de secrétariat, d'équipements et de locaux adaptés aux besoins de l'époque ; estime que l'accroissement du budget ne permet pas de rattraper les besoins croissants de ce secteur ; efforts faits dans le cadre de l'organisation des services pénitentiaires ; mesures à prendre pour faire régresser la délinquance ; fonction pacifiante du pouvoir judiciaire et préoccupations des auteurs du budget de ne pas se laisser déborder par des éléments de trouble ; complexité de fonctionnement des greffes ; lenteurs de l'aide judiciaire ; ses observations sur la réforme de la procédure, sur les conditions de fonctionnement de la « mise en état » ; déplore l'insuffisance de l'accroissement des effectifs des magistrats ; situation du tribunal d'instance de Bordeaux ; non-remplacement à leur poste des magistrats en fonction détachés auprès de l'école nationale de la magistrature ; menaces planant sur l'école nationale de Bordeaux ; réduction envisagée de la scolarité ; crainte du syndicat national de la magistrature que soit remise en cause la nature même de l'école ; coût de la formation permanente assurée pour récupérer la réduction de scolarité ; insiste sur le manque d'effectifs des magistrats, lenteur et cherté de la justice, son manque de moyens matériels ; (p. 5124) : emploi des ordinateurs ; expérience de Bobigny ; indépendance et dignité de la magistrature ; politique des libertés et des garanties individuelles ; regret de son groupe de ne pouvoir voter ce budget.

Territoires d'outre-mer [31 octobre 1973] (p. 5148) : indépendance de l'archipel des Comores ; résolution du 23 décembre 1972 votée par tous les députés à l'exclusion des cinq élus de l'île Mayotte ; non-représentation de Mayotte lors des pourparlers ayant abouti à la déclaration commune du 15 juin 1973 ; évoque la solution du référendum ; référendum dans chaque île (déclaration de M. Messmer à Moroni en janvier 1972) ou référendum global (déclaration du président du conseil du gouvernement des Comores en juin 1973), particularisme de l'île de Mayotte, française depuis 1841 ; évoque un système de gouvernement fédéral ; cas du Québec au sein du Canada ; estime que l'attitude du Gouvernement n'est pas encore très nette ; problème à résoudre avec le Parlement, insuffisance de l'organisation judiciaire de l'archipel ; (p. 5149) : sa question au ministre sur l'évolution politique du territoire français des Afars et des Issas, sur la représentation de la population au sein de l'assemblée et de l'administration ; réforme du 29 décembre 1972 et élections de novembre 1973 ; sa question au ministre sur l'évolution du statut du territoire français des Afars et des Issas ; sa référence au programme commun de la gauche.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5322) : forfait collectif agricole ; (p. 5323) : demande des viticulteurs de la Gironde que soient prises en considération les pertes qu'ils ont subies pendant les années précédentes ; situation des viticulteurs produisant des vins de catégories différentes ; demande que le déficit du vin blanc puisse venir en déduction du montant imposable ; investissement de capitaux étrangers dans le vignoble et leurs conséquences ; suggère que soient donnés aux SAFER les moyens de remplir pleinement leur rôle en faisant jouer le droit de préemption ; désaffection des jeunes agriculteurs pour la culture du tabac ; revendications des tabaculteurs ; question orale avec débat des députés des régions tabacoles.

Taxes parafiscales [20 novembre 1973] (p. 6111). **Article 33 - Etat E :** son amendement tendant à la suppression de la cotisation destinée au financement du CIVB ; demande au Gouvernement l'augmentation des taux de la taxe parafiscale ; baisse des cours des vins de Bordeaux et ressources du CIVB ; son action de promotion ; (p. 6112) : s'explique sur le libellé de son amendement, le maintient.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**). **Discussion des article** [22 novembre 1973] (p. 6243). **Article premier :** son amendement de forme.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 4** (p. 2835) : amendement n° 46 : amnistie de certains objecteurs de conscience ; repoussé. **Après l'Article 6** (p. 2837) : amendement n° 47 : amnistie des travailleurs étrangers ; repoussé. **Article 10** (p. 2841) : sur l'amendement n° 28 de M. Gerbet : rappelle l'opposition manifestée par la commission à l'amendement identique présenté par M. Boulloche à l'article 2. **Article 11** (p. 2842) : amendement n° 50 : possibilité de réintégration des étudiants dans l'intérêt de leurs études ; cas de Polytechnique ; portée de l'amendement précisée par M. Jean Foyer ; adopté en même temps que l'amendement n° 30 identique du rapporteur. **Article 13** (p. 2848) : sur l'article : amnistie des agriculteurs. **Article 22** (p. 2857) : sur l'article : amnistie des délits relatifs à la chaptalisation et à la circulation des vins, irrecevabilité de ses amendements ; amendement n° 55 : infractions à la parafiscalité ; retiré ; (p. 2860) : retire son amendement n° 77 relatif aux infractions patronales à la législation du travail ; (p. 2862) : amendement n° 56 : exclusion des infractions en matière de pollution ; adopté. **Explications de vote** (p. 2867) : le groupe socialiste votera le projet d'amnistie.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975] (p. 1504) : son amendement n° 106 : compléter le cinquième alinéa du texte proposé pour l'article 812 du code rural par les mots « en définissant les mesures permettant d'endiguer la hausse du fermage » ; inquiétude des agriculteurs face à un décret en Conseil d'Etat ; fixer le prix du fermage par rapport aux prix nets des denrées payées : exemple du prix du tabac en Gironde ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur. Débats du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] (p. 8323) ; sa question relative aux contrats de pays ; (p. 8325) : demande quelle est la couleur politique des municipalités qui gèrent les communes avec lesquelles ont été conclus des contrats de pays.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion générale** [20 novembre 1975] (p. 8795) : l'accord du groupe socialiste pour appliquer une limite d'âge de soixante-cinq ans ; un projet psychologiquement opportun, mais bâclé et qui ne traduit pas une vision globale du problème ; la valeur d'un système de retraite à la carte ; le problème du cumul d'une retraite et d'une rémunération ; les disparités dans les validations d'annuités ; (p. 8796) : l'attitude hésitante du Gouvernement ; l'approbation du groupe socialiste au projet de loi sous réserve de mesures transitoires. **Deuxième délibération. Discussion des articles. Après l'Article 4** [21 novembre 1975] (p. 8876) : son amendement n° 28 : limiter à trois années le total de recul des limites d'âge dont pourront bénéficier les fonctionnaires visés par le texte ; retiré ; (p. 8878) : son amendement n° 7 : subordonner la mise en vigueur de la loi à la remise en ordre des carrières ; retiré.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé** le 28 février 1975 et de l'accord interne relatif aux aides de la Communauté (Bruxelles 11 juillet 1975) (n° **1990**). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9799) : le progrès que constitue la convention de Lomé ; l'effort accompli par la Communauté européenne ; les incertitudes qui demeurent ; la novation que constitue la garantie de recettes offerte aux 46 pays ; le caractère paritaire des institutions ; (p. 9800) : les espoirs que fonde l'orateur sur l'Assemblée consultative ; l'appui du groupe socialiste à une convention qui constitue un message de solidarité.

1976

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n^{os} **875-7-926**). **Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1919) : le choix politique auquel oblige l'élection du Président de la République au suffrage universel ; approuve l'exclusion des conseillers économiques et sociaux de la liste des parrains possibles ; est favorable à la publication du nom des parrains ; (p. 1920) : l'approbation du groupe socialiste à la modification de la loi organique ne vaut pas adhésion au régime présidentiel tel qu'il est actuellement appliqué. **Discussion de l'article unique** [20 avril 1976] (p. 1924) : ses observations sur l'amendement n° 3 défendu précédemment par M. Krieg.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution** (n° **1234**). **Discussion de l'article unique** [27 avril 1976] : **Avant l'Article unique** (p. 2168) : son amendement n° 4 : prolonger le délai de proclamation des résultats au premier tour et raccourcir au second ; re-

poussé. **Article unique** (p. 2170) : son amendement n° 10 soutenu par M. Frêche ; (p. 2171) : estime que ses sous-amendements n^os^ 11, 12 et 13 sont devenus sans objet par le rejet de son sous-amendement n° 10. **Après l'Article unique** : son amendement n° 6 : en cas de vacance, investir le nouveau Président de la République des pouvoirs inhérents à sa fonction dès l'instant où le Conseil constitutionnel proclame les résultats définitifs de l'élection ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Justice [2 novembre 1976]. **Examen des crédits. Explications de vote** (p. 7439) : les lenteurs de la justice ; ses manques de moyens ; son inadaptation à la vie moderne ; (p. 7450) : l'insuffisance d'effectifs ; la réforme du divorce ; l'absence de moyens mis à la disposition des magistrats pour satisfaire l'exigence du monde moderne ; l'ambition du législateur : un véritable juge d'instruction civil ; indique que le PSRG votera contre le budget de la justice.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6670) : la responsabilité du Gouvernement en matière agricole ; (p. 6671): l'institution de la taxe de coresponsabilité sur le lait ; la désolidarisation des socialistes français lors du vote de la taxe au Parlement européen ; l'application de la préférence communautaire ; le système des montants compensatoires ; l'élargissement de la Communauté ; les opérations de retrait pour les fruits et légumes ; la priorité donnée à la défense des consommateurs sur les agriculteurs ; la discrimination entre l'agriculture et l'industrie européenne ; la nécessité de rajeunir et d'actualiser la politique agricole commune.

— **Rappel au règlement** [28 octobre 1977] (p. 6790) : la tenue à Bordeaux du congrès national des anciens combattants prisonniers de guerre et combattants d'Algérie, Tunisie et Maroc.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés (n° 2516). Deuxième lecture. Discussion générale** [16 décembre 1977] (p. 8905) : les péripéties auxquelles est soumis le texte ; le rapport Tricot ; le caractère essentiel des modifications apportées par le Sénat ; la représentation des parlementaires au sein de la commission nationale ; le contrôle des fichiers manuels ; les délais de mise en place de la loi ; la décentralisation de la commission nationale de l'informatique et des libertés. **Discussion des articles. Article 3** *bis* (p. 8906) : l'impossibilité pour les PME de contrôler la véracité des fichiers bancaires en cas d'exclusion des personnes morales du champ d'application de la loi. **Article 5** : soutient l'amendement n° 4 de M. Foyer ; caractère national de la commission ; son amendement n° 34 : caractère national de la commission ; amendements n° 4 et n° 34 ; adoptés. **Article 6** (p. 8908) : la composition de la commission nationale de l'informatique et des libertés ; l'exclusion des parlementaires de la composition de la commission ; (p. 8909) : son amendement n° 35 : composition des commissions régionales « Informatique et libertés » ; repoussé ; son amendement n° 36 : ressources financières des commissions régionales ; devenu sans objet. **Article 7** : son amendement n° 32 de suppression ; repoussé. **Article 9** (p. 8910) : le ralliement du groupe du PSRG à l'amendement n° 7 de M. Foyer. **Article 10** *bis* : le vote hostile du groupe socialiste sur l'amendement n° 9 corrigé de M. Foyer ; (p. 8911) : la suppression des garanties offertes au personnel appelé à être auditionné par la commission nationale. **Article 11** : le vote hostile du groupe socialiste sur l'amendement n° 11 de M. Foyer. **Article 19** (p. 8913) : son amendement n° 37 : publicité des textes des décisions prises par la commission nationale de l'informatique avec leurs motivations, les avis ou recommandations émis ; devenu sans objet. **Article 23** (p. 8915) : son amendement n° 38 : conditions d'information des personnes auprès desquelles sont recueillies les informations nominatives constitutives des fichiers manuels ; repoussé. **Article 30** (p. 8917) : son amendement n° 40 : caractère national de la commission ; devenu sans objet. **Article 31** : l'hostilité de l'Assemblée à l'encontre de la « censure » du médecin ; son amendement n° 41 : modalités de désignation et missions des commissaires aux fichiers nominatifs au sein des organimes du secteur public ou privé ; le contrôle démocratique des fichiers de personnel ; repoussé. **Article 37** (p. 8919) : son amendement n° 42 : soumission des traitements à déclaration auprès de la commission compétente ; devenu sans objet. **Explications de vote** (p. 8919) : le vote hostile du groupe du PSRG.

LAMPS (René)

Député de la Somme
(1re circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **majoration des rentes viagères en fonction de la variation constatée de l'indice des prix à la consommation** (n° **327**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à l'**interprétation de l'article 4 de la loi n° 64-1339 du 26 décembre 1964 portant réforme du code des pensions civiles et militaires de retraite (partie législative)** (n° **340**) [10 mai 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 41 : Imprimerie nationale** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets annexes. — **Annexe n° 41 : Imprimerie nationale** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 42 : Imprimerie nationale** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). Budgets civils. — **Annexe n° 42 : Imprimerie nationale** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**). **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1871) : déficit du budget 1971 ; limite du déficit par l'inflation ; impôt sur le revenu des personnes physiques ; impôt sur les sociétés, évasion fiscale, mesures prévues par le programme commun de la gauche concernant les amortissements et les prévisions ; aide de l'Etat aux entreprises privées ; évolution des autorisations de programme ; vote de son groupe contre le projet de loi de règlement. **Discussion des articles. Après l'Article 20** (p. 1936) : estime sans objet l'amendement de M. Servan-Schreiber tendant à la création d'une commission spéciale de contrôle des fonds publics; non-participation de son groupe au vote sur cet amendement ; (p. 1937) : son amendement tendant à la publication annuelle par le Gouvernement des aides fournies aux entreprises privées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, avançant la date d'exigibilité du dernier acompte à payer en 1973 au titre de l'impôt sur les sociétés et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant de certains avantages fiscaux** (n° **687**). **Discussion générale** [17 octobre 1973] (p. 4273) : rappelle l'opposition de son groupe à l'emprunt Pinay ; scandale de l'exonération des droits de succession ; suppression de l'exonération des droits de succession et programme commun de la gauche ; coût pour le Trésor de cette exonération ; coût de l'indexation sur le cours de l'or et lutte contre l'inflation ; échelle mobile pour les travailleurs ; opposition de son groupe contre un projet qui établit une discrimination entre les Français suivant leur situation de fortune ; programme commun de la gauche ; (p. 4277) : vote de son groupe contre le projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973] : **Article premier** (p. 4733) : son intervention sur l'article ; inexistence de la justice fiscale en France ; sa référence à certains documents officiels notamment les rapports généraux de la commission des finances ; part considérable des impôts indirects ; leur caractère indolore et injuste ; taux du prélèvement opéré sur chaque catégorie de revenu ; prélèvement plus lourd pour les déshérités ; demande la réduction des taxes qui frappent les produits de grande consommation ; propositions du programme de gouvernement de la gauche unie ; remboursement de la T.V.A. frappant les travaux entrepris par les communes, propose un impôt sur le capital sous forme d'une taxe statistique progressive pour les fortunes dépassant 3 millions de francs ; (p. 4734) : accroissement du rendement de l'impôt sur le revenu ; sa comparaison avec la progression de l'impôt sur les sociétés ; transfert au détriment des salariés ; dispositions favorisant l'évasion fiscale ; accroissement des profits des sociétés ; refus des amendements proposés par son groupe pour lutter contre la fraude ; action des travailleurs ; conversion du ministre de l'économie et des finances à une partie

des idées de son groupe ; caractère trop timide des mesures proposées ; nécessité de mettre fin à des privilèges scandaleux ; niveau de la hausse des prix et impôt sur le revenu ; amendement inspiré par le programme commun de la gauche et déposé par le groupe communiste et par le groupe socialiste ; s'étonne des conditions de travail des parlementaires ; irrecevabilité d'amendements et absence de précision sur le coût des mesures proposées, souhaite un travail sérieux de la part de ceux qui sont chargés de vérifier la recevabilité des amendements. **Article 2** (p. 4747): son sous-amendement à l'article 2 c proposé par l'amendement du Gouvernement, tendant à supprimer l'abattement de 20 % à partir du niveau de revenus fixé par le texte du Gouvernement ; (p. 4754) : ses observations sur l'article 2 c proposé par l'amendement du Gouvernement ; rappelle la mise en cause du système du quotient familial par deux de ses collègues de la majorité, mise en cause du quotient familial seul argument opposé par le ministre de l'économie et des finances au sous-amendement commun des groupes socialiste et communiste ; prend acte de la fragilité de l'argumentation opposée par le ministre ; [25 octobre 1973] (p. 4755) : sa réponse à M. Papon sur le quotient familial, précise ses propos ; (p. 4763) : son sous-amendement à l'article 2 j proposé par l'amendement du Gouvernement, ayant pour objet de supprimer les régimes fiscaux dérogatoires et d'imposer les plus-values réalisées à l'occasion de cession d'immeubles ou de terrains ; (p. 4784) : après le vote de l'amendement du Gouvernement, soutien au ministre de l'économie et des finances quand il opère des transferts qui font payer plus aux entreprises et moins aux travailleurs, lui reproche de ne pas aller assez loin. **Après l'Article 6** (p. 4788) : soutient l'amendement de M. Brochard tendant à abaisser à 7,50 % le taux de TVA frappant l'exploitation des terrains de camping et des gîtes ruraux. **Article 13** (p. 4804) : insuffisance de la revalorisation des rentes viagères ; ses amendements déclarés irrecevables : majoration des rentes viagères, majoration annuelle en fonction de la variation de l'indice des prix à la consommation ; [26 octobre 1973] : **Article 11** (p. 4873) : son amendement de suppression de l'article 11. **Avant l'Article 12** (p. 4877) : ses observations sur l'amendement de MM. Peyret et Guermeur ; estime que le dispositif de l'article 11 n'est pas fondamentalement modifié ; s'étonne qu'il ne soit pas question de la date du remboursement des avances ; vote de son groupe contre l'amendement sous-amendé. **Article 15** (p. 4894) : rappelle la position de son groupe, injustice du système fiscal, budget de classe ; (p. 4896) : vote de son groupe contre l'article.

Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5056) : vote de son groupe contre les crédits de la section des transports terrestres.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5741) : circulation vers la région parisienne et infrastructure routière en étoile ; (p. 5742) : insuffisance du réseau parisien, projet de voie dite « superpériphérique » et ses inconvénients, développement rapide des rocades routières A 86 et A 87 autour de la capitale demandé par les élus communistes, liaison autoroutière Paris-Calais (autoroute A 16) et projet de tunnel sous la Manche ; demande la programmation et la réalisation rapide de l'autoroute A 16 ; situation des agents et des conducteurs des travaux publics de l'Etat et des ouvriers des parcs automobiles.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1973] (p. 6136) : insuffisance des crédits concernant la situation des personnels, hausse des prix ; sa question sur les prévisions de majoration de traitement ayant servi de base aux crédits proposés ; situation des retraités de la fonction publique ; retraités de la CGT, régression du pouvoir d'achat ; demande le paiement mensuel des pensions, délai d'incorporation de l'indemnité de résidence dans le traitement de base, minimum de pension, veuves de fonctionnaires retraitées, pensions de réversion, loi du 26 décembre 1964 et principe de non-rétroactivité ; (p. 6137) : demande de négociation des fédérations syndicales représentatives. II. **Services financiers** (p. 6155) : difficultés de travail des agents du ministère de l'économie et des finances ; besoins en personnels qualifiés ; droits syndicaux, discussions menées pour l'application de l'instruction du Premier ministre du 14 septembre 1970 ; (p. 6165) : réforme des finances locales, indice des prix et organisations syndicales. **Après l'Article 46** (p. 6165) : son amendement tendant à la publication annuelle des aides fournies par l'Etat aux entreprises privées, problème de contrôle des fonds publics. **Seconde délibération. Article 18** (p. 6175) : vote de son groupe contre l'amendement du Gouvernement tendant à majorer les crédits de la marine marchande.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973]. **Article 12 A** (p. 7138) : ses arguments contre l'amendement du Gouvernement et contre l'article ; atteinte portée à la sécurité sociale ; (p. 7139) : vote de son groupe contre

l'amendement. **Article 15** (p. 7140) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; remise en question du budget ; lutte contre l'inflation et ralentissement des investissements collectifs ; (p. 7141) : sa référence à la déclaration commune des députés communistes, socialistes et radicaux de gauche ; vote de son groupe contre le texte proposé.

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 6566) : sa réponse au secrétaire d'Etat sur l'enquête réalisée à Amiens ; augmentation de l'impôt dans les HLM ; s'élève contre cette injustice ; (p. 6567) : sa référence au rapport de M. Bignon : transferts globaux en fonction des catégories de locaux.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Première lecture. Discussion générale** [5 décembre 1973] (p. 6649) : minoration des prévisions de la loi de finances; équilibre du budget par l'inflation ; plan du Gouvernement et mouvement de lutte contre l'inflation et la vie chère ; suraccumulation du capital des sociétés monopolistes et évasion fiscale ; dépenses improductives ; répond aux propos du ministre de l'économie et des finances concernant la grève du 6 décembre. **Discussion des articles : Articles 18 et 19** (p. 6665) : vote de son groupe contre ces articles : supplément de crédits pour l'aide militaire apportée au Tchad ; vote de son groupe contre l'ensemble du projet. **Deuxième lecture. Discussion des articles** : [18 décembre 1973] : **Article 10** *bis* (p. 7146) : son amendement tendant à supprimer les dispositions relatives à la suspension de jouissance de la pension de réversion par le père de famille veuf d'une femme fonctionnaire : art. L 50 du code des pensions.

— **Rappel au règlement** [18 décembre 1973] (p. 7125) : caractère réglementaire des interventions dans la discussion portant sur les budgets de différents départements ministériels.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**) [4 juillet 1974] (p. 3362). **Explications de vote** : le groupe communiste ne votera pas le nouveau plan d'austérité.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**).

Discussion générale [23 octobre 1974] (p. 5360) : le Président de la République a multiplié en tant que ministre des finances des déclarations dont l'anthologie témoigne de la force d'illusion ; (p. 5361) : l'inflation est inhérente au régime capitaliste ; la politique charbonnière a contribué à accroître le déficit extérieur ; les entreprises publiques sont contraintes d'emprunter à l'étranger ; les jeunes et les femmes sont les principales victimes de la crise ; (p. 5362) : les restrictions de crédits favorisent une nouvelle concentration au détriment des PME ; les grands groupes capitalistes se portent bien ; rechercher une autre logique économique ; arrêter l'évasion des capitaux ; (p. 5363) : nationaliser les trusts dominants ; donner satisfaction aux besoins reconnus des Français ; le pouvoir incapable de prévenir la crise refuse de s'attaquer à ses causes profondes.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Après l'Article 3** (p. 5403) : son amendement n° 41 : monographies professionnelles pour le calcul des forfaits ; repoussé. **Article 5** (p. 5407) : contre l'amendement n° 92 du Gouvernement : droit de passeport excessif. **Article 18** (p. 5428) : sur l'article : échelle mobile des rentes. **Article 20** (p. 5438) : le groupe communiste votera contre l'article.

Deuxième partie :

Economie et finances. — II. **Services financiers** [20 novembre 1974] (p. 6859) : estime que la progression des crédits de fonctionnement couvrira à peine la hausse des prix prévisible et que les conditions de travail des personnels vont s'aggraver ; il évoque les mouvements de grève poursuivis depuis le 7 novembre ; (p. 6879) : son amendement n° 30 sur les possibilités d'investigation des comités d'entreprise ; repoussé.

Commission mixte paritaire [19 décembre 1974] (p. 8138) : indique que le groupe communiste votera contre l'ensemble du projet de loi de finances ; la répression qui se poursuit au Chili justifie un vote hostile au rétablissement des crédits destinés à ce pays ; il est anormal de faire supporter à l'UNESCO les conséquences de l'isolement diplomatique d'Israël.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 3** (p. 7602) : les retards dans la distribution des rôles des contributions locales. **Article 12** (p. 7630) : son amendement n° 10 : indexation de toutes les rentes pour accident de la circulation ; réparation intégrale du préjudice subi ; rejeté. **Discussion, après déclaration d'urgence, de l'article 17 retiré** (p. 7636) : sur l'amendement n° 4 de M. Becam : demande que des crédits suffisants soient affectés à l'étude des documents d'urbanisme.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, concernant l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Commission mixte paritaire** [19 décembre

1974] (p. 8149) : le groupe communiste vote contre le projet.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article premier** (p. 6169) : l'absence de mesures en faveur des salariés ; différer le paiement de l'impôt sur le revenu pour les chômeurs totaux ou partiels ; (p. 6170) : son amendement n° 12 : limiter le champ d'application du premier alinéa du paragraphe premier aux entreprises n'ayant pas réalisé un chiffre d'affaires supérieur à 10 millions de francs ; repoussé. **Article 10** (p. 6200): demande quelles entreprises bénéficieront de la dotation supplémentaire affectée au FDES.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1975] : **Article premier** (p. 7242) : appelle l'attention sur l'injustice du système fiscal ; l'inexistence d'un impôt sur la fortune ; demande la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité et son remboursement aux collectivités locales ; la diminution de l'impôt sur les sociétés ; modifier le barème pour tenir compte de la hausse des prix ; supprimer les privilèges fiscaux. **Article 2** (p. 7251) : son amendement n° 96 : relever les tranches les plus basses de l'IRPP ; supprimer plusieurs privilèges fiscaux ; accorder la déduction de 10 % aux retraités ; repoussé ; [23 octobre 1975] : **Article 4** (p. 7267) : son amendement n° 107 : ne pas donner à la Fondation de France un pouvoir de tutelle sur les organisations humanitaires ; repoussé. **Article 12** (p. 7292) : son amendement n° 32 : supprimer l'abattement pour frais professionnels pour la fraction du revenu dépassant la limite de la dernière tranche du barème ; repoussé. **Article 13** (p. 7293) : son amendement n° 33 : les jetons de présence et les tantièmes ne sont pas déductibles de l'assiette de l'impôt sur les sociétés ; se déclare prêt à retirer les mots : « et les tantièmes » ; repoussé. **Article 23** (p. 7310) : estime insuffisant le relèvement de la majoration des rentes viagères.

Deuxième partie :

Budget annexe de l'Imprimerie nationale, rapporteur spécial [31 octobre 1975] (p. 7704) : son rapport est présenté par M. Combrisson.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7853) : le drame représenté par les accidents du travail et les maladies professionnelles ; les moyens proposés par le programme commun ; réformer la législation du travail.

Economie et finances. — II. **Services financiers** [19 novembre 1975] (p. 8722 et 8723) : demande un étalement en matière de recouvrement des impôts directs locaux ; l'insuffisance des créations de postes dans les services des impôts ; le manque de moyens nécessaires à l'INSEE ; la manipulation de l'indice officiel des prix ; l'urgence des mesures à prendre en faveur des personnels des administrations financières.

Commission mixte paritaire [16 décembre 1975] (p. 9874) : demande des précisions sur l'amendement n° 1 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1980**). **Discussion générale** [9 décembre 1975] (p. 9516) : une crise qui reste présente ; l'accroissement des profits des grosses entreprises multinationales ; (p. 9517) : les ravages du chômage ; un Gouvernement qui s'enferme dans le déficit ; le collectif présenté par le Gouvernement, illustration d'une politique contraire à l'intérêt du peuple. **Discussion des articles. Après l'Article 8** (p. 9540) : juge indispensable d'améliorer d'abord la qualité architecturale des bâtiments administratifs ; (p. 9541) : juge mauvais d'aborder le problème de l'architecture au moyen d'une loi de finances rectificative et d'ajouter une taxe d'Etat à une taxe locale.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2569) : précise que le taux d'affectation du VRTS pour la ville d'Amiens est de 13 % ; (p. 2570) : l'insuffisance de l'abaissement du taux de la TVA sur les produits pharmaceutiques ; la faiblesse des sommes versées au fonds d'équipement des collectivités locales ; le cas de la ville d'Amiens ; le cadeau de 800 millions de francs fait à la société Honeywell-Bull, pièce maîtresse du projet ; (p. 2571) : les économies injustifiables faites au profit du « big business » ; l'insuffisance des méthodes employées pour résoudre la crise ; la remontée de la consommation rendue possible par les luttes des travailleurs ; une reprise qui ne fait pas reculer le chômage ; les perspectives peu encourageantes telles qu'elles résultent des études de l'OCDE ; l'intérêt pour les grandes firmes de la politique d'austérité ; les responsabilités du Gouvernement dans le taux d'inflation ; les mesures préconisées par le groupe communiste pour lutter contre la hausse des prix ; (p. 2572) : s'en prendre à ceux qui spéculent contre le franc ; la nécessité du développement de la consommation populaire ; un projet de loi qui sert les intérêts des grandes sociétés.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3911) : son amendement n° 11 : réintégration dans le bénéfice imposable des rémunérations des dirigeants de sociétés ; repoussé ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4103): souligne le refus du Gouvernement de frapper les grosses fortunes, les petits et moyens contribuables seront donc victimes du projet ; le Gouvernement s'en prend essentiellement aux résidences secondaires acquises au prix de nombreuses années de travail ; il conviendrait d'exonérer les résidences de moins de 500.000 F qu'elles soient principales ou secondaires et de taxer les patrimoines de plus d'un million ; (p. 4105) : soutient l'amendement n° 18 rectifié de M. Bardol; (p. 4108) : son amendement n° 269 : tendant à assimiler la première résidence secondaire à une résidence principale ; (p. 4110) : soutient à nouveau l'amendement n° 18 rectifié de M. Bardol ; (p. 4122) : ne votera ni le sous-amendement n° 338 de M. Sourdille ni l'amendement du Gouvernement ; amendement n° 269 repoussé ; [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4192) : rappel au règlement : demande si l'amendement n° 22 de M. Pranchère qui apparaît plus éloigné du texte du Gouvernement n'aurait pas dû être discuté d'abord. **Article 6** (p. 4201) : estime insuffisants les exonérations et abattements prévus à l'article 6 ; propose de les étendre ; (p. 4203) : son amendement n° 23 tendant à augmenter l'exonération mais uniquement pour les biens immeubles ; devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 214 de M. Pierre Bas ; (p. 4204) : son amendement n° 293 proposant de relever le chiffre des cessions et des plus-values dont il n'est pas tenu compte pour l'imposition ; mesure réservée aux retraités et aux invalides disposant de revenus modestes ; déclare que le but de son amendement n'a plus d'objet ; amendement n° 293 repoussé ; (p. 4217) : son amendement n° 24 augmentant l'abattement concernant les biens immeubles ; repoussé ; soutient l'amendement n° 294 de M. Bardol tendant à majorer les abattements en faveur des personnes âgées et des invalides ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [15 juin 1976] (p. 4118) : ouverture d'un débat sur les problèmes de la sécheresse.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 6619) : défend l'amendement n° 37 de M. Frelaut : versement du solde de l'impôt sur le revenu par les chômeurs ; repoussé. **Article 4** (p. 6645) : indique qu'il a voté contre l'amendement de M. Crépeau par opposition à la vignette, à cause du caractère utilitaire des motocyclettes de 125 centimètres cubes ; (p. 6647) : souligne que la majorité a voté à une exception près en faveur de l'amendement n° 25 de M. Papon défendu par M. Crépeau. **Article 5** (p. 6648) : la contradiction entre la lutte contre l'inflation et l'augmentation du prix de l'essence et du gasoil ; défend l'amendement n° 43 de M. Gosnat : modification du barème et nouveau régime fiscal des provisions pour reconstitution de gisement et provisions pour fluctuation de cours ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [21 octobre 1976] (p. 6846) : organisation des débats sur la loi de finances pour 1977.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**) :

Discussion générale [21 octobre 1976] (p. 6850) : les difficultés des travailleurs ; la croissance des impôts ; les problèmes des élus locaux ; le montant de la TVA ; subventions au fonds d'équipement des collectivités et réduction de subventions sur les chapitres du budget d'investissement ; les subventions pour la voirie départementale et communale ; l'accélération du désengagement de l'Etat envers les communes et les départements ; le scandale des subventions scolaires ; (p. 6851) : le cas de la ville d'Amiens ; les collectivités locales, une cible pour une politique d'austérité ; critique du système complexe d'abattement facultatif ou obligatoire ; les problèmes de la loi de 1975 instituant le taux unique départemental ; la lourdeur de l'impôt local ; la nécessité de reconsidérer le rapport financier entre les communes et l'Etat et surtout le mode de calcul du VRTS ; progression du VRTS ; conséquences de l'inflation sur les budgets communaux ; VRTS et indemnités versées aux chômeurs ; le plan Barre, aggravation de la situation des collectivités locales; le fonds d'équipement des collectivités locales et la TVA ; le remboursement de la TVA aux collectivités locales souhaité par le groupe communiste.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976]: **Après l'Article premier** (p. 6868) : soutient l'amendement n° 183 de M. Jean-Pierre Cot : majoration du prélèvement opéré sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales et limitation de l'avantage procuré par le coefficient familial aux revenus élevés ; en contrepartie, suppression de l'avoir fiscal, du prélèvement libératoire, du régime de faveur des profits de construction spéculatifs et réglementation plus sévère des amortissements ; l'amendement commun des groupes de gauche ; le remboursement de la TVA perçue sur les travaux d'équipement des dépar-

tements et des communes ; la modification des conséquences du quotient familial ; la modification du système d'amortissement dégressif ; amendement n° 183 repoussé. **Article 2** (p. 6873) : son amendement n° 3 : fixation du nouveau barème de l'impôt sur le revenu ; les personnes ayant qualité de salarié ; l'impôt sur le capital ; le retard pris par l'impôt sur les sociétés ; ne pas imposer les revenus égaux ou inférieurs à ce que devrait être le SMIC ; la création de deux tranches supplémentaires imposées à 65 et 75 % pour les plus hauts revenus ; repoussé ; (p. 6878) : son amendement n° 6 supprimant le paragraphe 5 de l'article 2 ; un paragraphe relevant de la méthode Coué mettant en cause le principe de l'annualité du budget ; adopté ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 6** (p. 6949) : les fonds attribués au fonds d'équipement des collectivités locales ; les promesses gouvernementales risquant de n'être pas tenues ; (p. 6950) : la réalité différente de la théorie ; insiste pour que la TVA payée par les communes sur leurs travaux leur soit réellement remboursée ; [26 octobre 1976] : **Article 9** (p. 6982) : le groupe communiste vote contre. **Article 10** (p. 6983): soutient l'amendement n° 18 de M. Gosnat tendant à supprimer l'article 10 ; (p. 6984) : les dispositions en vigueur suffisamment favorables ; (p. 6984, 6985) : le cas des entreprises nouvellement créées qui auront obtenu des bénéfices dès la première année ; l'effet limité de l'article 223 *septies ;* repoussé. **Article 8** (*suite*) (p. 7012) : rappelle des données premières très simples ; le prélèvement conjoncturel, un instrument de lutte contre les revendications ouvrières, un instrument de police des salaires ; indique que le groupe communiste votera contre. **Article 20** (p. 7035) : sur l'amendement n° 202 du Gouvernement : une injustice. **Avant l'Article 22** (p. 7037) : son amendement n° 137 tenant compte du montant des indemnités de chômage total ou partiel dans le calcul du VRTS ; abrogeant les articles du CGI relatifs à l'avoir fiscal; les difficultés des communes; repoussé.

Deuxième partie :

Budget annexe des monnaies et médailles, rapporteur spécial suppléant pour les monnaies et médailles [15 novembre 1976] (p. 7980) : l'augmentation sensible des recettes ; les ventes de marchandises et de produits finis ; les investissements ; l'aménagement du quai Conti ; l'usine de Pessac ; le recours à la sous-traitance privée ; la frappe des monnaies ; la pièce de 50 F ; (p. 7981) : les contradictions entre M. Durafour et M. Fourcade ; l'augmentation du bénéfice ces dernières années ; demande sur quelles ressources ont été faits les achats de métal ; l'augmentation des effectifs en personnel titulaire ; les progressions de carrière ; les frais divers de gestion ; demande la justification du développement des frais d'exposition du musée monétaire ; indique son opposition personnelle au budget ; précise que la commission, dans son ensemble, en recommande l'adoption.

Budget annexe de l'Imprimerie nationale, rapporteur spécial pour l'Imprimerie nationale [15 novembre 1976] (p. 7982) : l'augmentation des recettes et des dépenses nettes pour 1977 ; les dépenses d'exploitation ; les effectifs de l'Imprimerie nationale ; l'usine de Douai ; son opposition personnelle au budget ; le vote favorable de la commission et son hommage au personnel de l'Imprimerie nationale ; l'usine de Paris ; l'impression croissante de l'annuaire des PTT.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [20 novembre 1976]. **Article 42 - Etat E** (p. 8477) : estime inadmissible le terme employé par M. Papon pour qualifier la fédération du livre ; cite le cas d'un patron mettant ses ouvriers dans la nécessité de lutter pour obtenir la signature de l'accord national passé entre les organisations patronales et ouvrières du livre.

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1976] (p. 8484) : les conditions de travail, source du profond mécontentement des personnels des administrations financières ; les emplois nouveaux ; les moyens en effectifs, en matériel et en locaux; le recours aux méthodes modernes de gestion; les créations nettes d'emplois ; les personnels non titulaires ; le cadastre ; les libertés et droits syndicaux ; (p. 8495) : le coût de l'augmentation de 1 % des rémunérations publiques ; les retraités de la fonction publique et assimilés ; le pouvoir d'achat de leurs pensions ; le montant garanti ; les pensions de retraite ; l'indemnité de résidence ; l'interprétation erronée de l'article 2 du code civil par le Gouvernement ; le relèvement du taux de la pension de réversion ; la pension à jouissance immédiate pour les femmes ; les rapatriés ; l'extrême bienveillance du Gouvernement à l'égard des entreprises publiques.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 56** (p. 8523) : l'hostilité de son groupe sur le vote de l'article. **Article 61** (p. 8533) : souhaite que l'amendement n° 66 rectifié soit considéré comme sous-amendement à l'amendement n° 173 de M. Papon ; soutient le sous-amendement n° 66 de M. Gosnat ; (p. 8534) : reprend sous sa forme initiale l'amendement n° 66 rectifié de M. Gosnat ; repoussé. **Article 62** : soutient l'amendement n° 67 de M. Combrisson tendant à supprimer l'article 62 ; le transfert des ressources de

l'Etat vers les régions ; repoussé. **Après l'Article 65** (p. 8540) : son amendement n° 64 : la communication des copies des déclarations fiscales au comité d'entreprise ou d'établissement ou aux délégués du personnel ; repoussé.

Explications de vote [20 novembre 1976] (p. 8554) : le peu d'efficacité de l'action du Parlement; le vote bloqué et les limites de la concertation ; l'absence de mesures contre les spéculateurs ; les chômeurs ; la crise économique ; mettre en échec le plan Giscard-Barre.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 9151) : soutient l'amendement n° 7 de M. Vizet ; la suppression de la TVA sur certains produits de grande consommation ou de première nécessité ; repoussé. **Article premier** : soutient l'amendement n° 6 de M. Millet : taux zéro de TVA pour les produits pharmaceutiques ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 9161) : soutient l'amendement n° 30 rectifié de M. Ballanger ; repoussé ; (p. 9167) : un code des impôts et une procédure fiscale trop compliqués ; ne pas déplacer les responsabilités ; la conscience professionnelle des fonctionnaires ; l'augmentation des impôts locaux ; l'injustice de notre système fiscal ; les privilèges réservés aux plus riches. **Avant l'Article 4** (p. 9167) : défend l'amendement n° 2 de M. Gosnat ; indique qu'il ne sera procédé à aucune augmentation du prix de l'essence et des produits pétroliers en général ; repoussé. **Explications de vote** [9 décembre 1976] (p. 9182) : indique que le groupe communiste votera contre le projet.

1977

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2364) : la publication des décrets abaissant les taux d'intérêt des bons du Trésor à deux ans et des sommes versées dans le cadre des plans d'épargne-logement ; l'importance d'une rémunération équitable de l'épargne.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2926) : le déroulement concomitant au débat d'une grève ; l'opposition des syndicats au plan Barre ; le soutien par le groupe parlementaire communiste des travailleurs en lutte ; le renouvellement fréquent de la procédure de la loi de finances rectificative ; l'insuffisante évaluation des dotations budgétaires ; le déficit prévu pour l'année 1977 ; le niveau du chômage ; (p. 2927) : la hausse des prix ; les profits des grosses sociétés ; l'aggravation des inégalités ; les ressources budgétaires ; les dépenses ; le dénigrement des entreprises nationalisées ; la baisse considérable des effectifs de la SNCF ; l'amélioration de la situation de la SNCF ; le remboursement des sujétions du service public ; la contribution aux charges des retraites des personnels; la productivité du travail ; la compétitivité de la SNCF par rapport aux autres sociétés européennes ; (p. 2928) : la privatisation progressive de certains secteurs de la SNCF ; la nécessité d'un redressement financier ; la non-remise en cause des nationalisations ; la nécessité d'une démocratisation de la gestion ; l'appréciation des mesures proposées par le projet de loi de finances rectificative au regard de la situation économique et sociale ; le rejet du projet par le groupe communiste. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2946) : le recrutement de vacataires et non de titulaires ; l'exemple des services extérieurs du Trésor ; l'évolution du volume des tâches de ces services ; le niveau des besoins estimés par les organisations syndicales ; la déclaration d'irrecevabilité d'un amendement déposé par le groupe communiste.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975** (n° **2688**). **Discussion générale** [8 juin 1977] (p. 3522) : l'échec des orientations gouvernementales ayant présidé à l'élaboration du budget de 1975 ; les déclarations du ministre de l'économie et des finances sur la situation économique à la veille du vote du projet de budget de 1975 ; la préservation de l'emploi des Français ; la suppression du déficit du commerce extérieur ; les agissements des sociétés multinationales ; les résultats économiques de 1975 et de 1976 ; (p. 3523) : le taux de croissance négatif en 1975 ; le mythe de l'équilibre budgétaire ; le déficit ; l'inanité des efforts poursuivis ; la déclaration de M. Giscard d'Estaing en 1969 sur l'inflation ; l'application du programme commun. **Explications de vote** (p. 3588) : le vote hostile du groupe communiste sur le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**).

Première partie :

Discussion des articles [13 octobre 1977] : **Après l'Article 2** (p. 6135) : son amendement n° 55 : modalités de suspension du versement du solde de l'IRPP dû au titre de l'année 1977 par les contribuables se trouvant en situation de chômage ; réservé. **Article 6** (p. 6136) : le statut fiscal des dirigeants de sociétés possédant plus de 35 % des droits sociaux ; l'élévation de la limite d'application de l'abattement de 20 % pour certains dirigeants salariés de sociétés. **Article 13** (p. 6141) : soutient l'amendement n° 60 de M. Rieubon : abrogation des articles du CGI relatifs à l'avoir fiscal ; repoussé par scrutin public ; [18 octobre 1977] : **Après l'Article 2** (*suite*) (p. 6211) : son amen-

dement n° 55 : report du versement du solde de l'impôt sur le revenu dû au titre de l'année 1977 par les contribuables en situation de chômage et abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; repoussé. **Article 3** (p. 6231) : le dépôt en 1968 par le groupe communiste d'un amendement en faveur des retraités ; le dépôt chaque année par le groupe communiste de cette proposition ; le vote favorable du groupe communiste sur l'amendement n° 12 de M. Papon. **Article 10** (*suite*) (p. 6242) : les conditions d'application de la TVA à l'hôtellerie non homologuée ; les arguments qui militent en faveur de l'abaissement du taux de la TVA pour cette catégorie. **Article 32** (p. 6262) : le retard accumulé en matière de revalorisation des rentes viagères ; la nécessité d'instaurer une véritable échelle mobile des rentes viagères ; les propositions de revalorisation du groupe communiste.

Deuxième partie :

Budget annexe de l'Imprimerie nationale, rapporteur spécial [21 octobre 1977] (p. 6501) : son rapport écrit ; (p. 6502) : la progression du budget ; un accroissement important du nombre des annuaires des PTT imprimés ; la mise en place progressive de moyens de production supplémentaires ; l'accélération des investissements dans l'usine de Douai ; indique que la commission des finances demande à l'Assemblée d'approuver le budget.

Economie et finances. — II. Services financiers [18 novembre 1977] (p. 7718) : la situation des agents du ministère des finances ; les créations d'emplois nécessaires ; la situation des agents du cadastre ; le recours massif à du personnel vacataire ; l'insuffisance des transformations d'emplois des catégories D et C ; la situation des ouvriers professionnels du ministère de l'économie et des finances.

Economie et finances. — I. Charges communes. Examen des crédits [18 novembre 1977]. **Etat B - Titre III** (p. 7732) : le vote hostile du groupe communiste. **Titre IV** : le vote hostile du groupe communiste.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 62** (p. 7752) : le vote hostile du groupe communiste. **Article 67** (p. 7756 et 7757) : l'extension de l'exonération de la taxe professionnelle aux opérations de reprise d'établissements en difficulté ; la nécessité de prévoir une subvention compensatrice de la perte de recettes provenant de l'exonération.

Articles de récapitulation [18 novembre 1977]. **Seconde délibération. Articles 35 et 36** (suite). **Etat B - Titre IV** (p. 7775) : le vote hostile du groupe communiste sur l'amendement n° 14 du Gouvernement.

LARUE (Tony)

Député de la Seine-Maritime (2e circonscription) (PSRG).

Vice-président de l'Assemblée nationale

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756).

Membre du conseil supérieur de la coopération [28 novembre 1974] (p. 7240).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 29 : Condition pénitentiaire** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

— Réponse au **rappel au règlement** de M. Pierre Weber relatif à la grève des éboueurs [19 novembre 1974] (p. 6715).

— Réponses aux **rappels au règlement** de MM. Fanton, Terrenoire, Audinot, Maujoüan du Gasset [4 décembre 1974] (p. 7380).

En qualité de député :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977 (n° 2524) :**

Deuxième partie :

Justice, rapporteur spécial pour la condition pénitentiaire [2 novembre 1976] (p. 7327) : le budget de l'administration pénitentiaire ; la protestation des détenus de Draguignan ; les problèmes de personnel ; la sécurité ; un budget de reconduction ; le caractère désocialisant de la prison ; les jeunes délinquants ; les suicides dans les établissements pénitentiaires; (p. 7328) : l'accent sur le travail pénal ; l'emploi des détenus en dehors des établissements pénitentiaires ; le développement des commandes publiques.

LASSERRE (Jean)

Député de la Haute-Garonne (6e circonscription) (PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 13 novembre 1974 [*J.O.* du 15 novembre 1974] (p. 11476).

Son éloge funèbre est prononcé [20 novembre 1974] (p. 6788).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre suppléant du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992).

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Récupération après décès de l'allocation du fonds national de solidarité** [9 octobre 1974] (p. 4895).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5316) : aspect social du budget ; prestations ; rattrapage avec le régime général ; prestations maladie ; prestations familiales ; prêts d'installation aux jeunes ménages ; prestations vieillesse ; âge de la retraite ; régime de l'inaptitude ; cas des veuves ; ses observations sur l'affectation des crédits du fonds national de solidarité ; plafond de ressources ; retraite du chef d'exploitation ; problèmes posés par la récupération de l'allocation supplémentaire ; majoration des plafonds de succession ; décompte de l'élément mobile de l'IVD dans le calcul des ressources pour l'attribution de l'allocation supplémentaire ; régime actuel de l'IVD et projet de réforme à l'étude ; (p. 5317) : accidents du travail (régime des exploitants et des salariés) ; prestations et financement ; prestations de vieillesse ; ticket modérateur.

— **Projet de loi concernant l'indemnité viagère de départ et aménagement du régime des cumuls** (n° 275). **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6877) : fait l'historique du régime de l'IVD ; ses observations quant aux résultats de l'IVD ; ICR et IVD à soixante - soixante-cinq ans ; avantages de la réforme proposée ; (p. 6878) : s'interroge sur le maintien du FASASA ; calcul des ressources pour l'attribution de l'allocation supplémentaire du FNS et suppression de l'élément mobile (son amendement en ce sens, déclaré irrecevable) ; regrette la suppression de toute référence à l'aménagement foncier, achats d'exploitations agricoles à titre d'activité secondaire, montant de l'IVD et coût de la vie, indexation, prime d'apport structurel et grosses exploitations, cumuls. **Discussion des articles. Article premier B** (p. 6884) : son sous-amendement : réversion des deux tiers au bénéfice du conjoint survivant IVD et prime ; (p. 6885) : son sous-amendement : assouplissement des conditions exigées des cessionnaires âgés de plus de trente-cinq ans ; retrait ; son sous-amendement : pouvoirs de la commission départementale en cas d'impossibilité d'affecter les terres ; maintient l'amendement ; (p. 6890) : son sous-amendement : fourchette impartie aux commissions départementales des structures ; retrait.

1974

— **Projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'amnistie** (n° 1117). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 juillet 1974]. **Article 6** (p. 3410) : interroge le Gouvernement sur la portée de la loi d'amnistie en ce qui concerne le délit de fraude électorale.

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles**

(n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4743) : demande l'indexation des prix des produits agricoles sur ceux des produits industriels ; anomalies et injustices dans l'attribution des aides ; certaines catégories d'agriculteurs ne peuvent être affiliées à l'Amexa.

LAUDRIN (Hervé)

Député du Morbihan
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 19 mars 1977 [*J.O.* du 22 mars 1977] (p. 1560).

Son éloge funèbre est prononcé [5 avril 1977] (p. 1538, 1539).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756).

A donné sa démission de membre de cette commission [2 mai 1973] (p. 978).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 mai 1973] (p. 978), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [7 juin 1973] (p. 1954), [8 juin 1973] (p. 1992).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [17 avril 1975] (p. 1832).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569).

Membre titulaire du conseil supérieur des prestations sociales agricoles [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 458), adopté par le Sénat, sur l'**architecture** (n° **524**) [22 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1060), adopté par le Sénat, relatif à la **profession d'opticien-lunetier** et à la qualification d'**adaptateur de prothèse optique de contact** (titre IV du livre IV du code de la santé publique) (n° **1074**) [20 juin 1974].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Séparatistes bretons** [3 décembre 1975] (p. 9266) : déclaration de M. Wigley, député gallois, sur son intention de protester auprès du garde des sceaux contre la détention de Yann Fouéré, militant séparatiste breton ; nombre de personnes incarcérées et jugées à la suite des attentats commis en Bretagne.

INTERVENTIONS

1973

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4176) : son interruption de M. Marchais sur la situation en Roumanie où six évêques étaient en prison lorsqu'il s'y est rendu ; ses observations sur la situation faite au clergé dans les pays communistes.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6948, 6949) : demande à M. Peyret s'il parle en qualité de rapporteur ou en son nom personnel.

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la profession d'opticien-lunetier et à la**

qualification d'adaptateur de prothèse optique de contact (n° **1060**), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1974] (p. 3162) : les risques croissants que présente pour la santé publique le port de lentilles cornéennes justifient la création d'une profession de spécialistes ; la commission est en désaccord avec le Sénat sur la possibilité pour des opticiens non qualifiés de vendre des verres de contact.

— **Rappel au règlement** [23 juillet 1974] (p. 3646) : les difficultés du monde agricole ; (p. 3648) : demande d'inscription d'un débat sur ces questions dans les premiers jours d'octobre ; dès maintenant, convocation de la commission de la production et des échanges.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7128) : se défend d'intervenir au nom d'un parti politique catholique d'ailleurs inexistant ; le respect de la vie est une loi naturelle ; la société ne possède le droit de mort qu'en cas de légitime défense ; souhaite une mise en place d'une politique sociale ; rétablir dans l'opinion le respect qui est dû à une mère célibataire ; ne pourra pas en conscience voter le texte.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7858) : rend hommage aux services rendus par les établissements privés ; (p. 7871) : demande que le recensement des handicapés s'effectue dans le cadre de la région.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles. Avant l'Article premier** [19 juin 1975] (p. 4412, 4413) : combat l'amendement n° 6 de M. Ralite ; insiste sur la valeur de l'enseignement privé. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 5059) : l'accord du groupe UDR avec le projet ; (p. 5060) : met l'accent sur l'équilibre réalisé entre les responsabilités de la famille et celles des éducateurs ; demande la gratuité des transports et des manuels scolaires ; une loi qui sera utile à la nation en son ensemble.

— **Fait personnel** [4 décembre 1975] (p. 9371, 9372) : donne lecture d'un tract relatif à l'accueil de M. Wigley, député gallois, par MM. Le Pensec et Josselin ; attentat de Locminé ; demande aux députés du groupe socialiste et des radicaux de gauche de condamner tout ce qui va contre l'unité de la patrie.

1976

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**). **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4942) : sur l'amendement n° 7 de M. Delhalle, cite le cas des entreprises de conserves auxquelles les pouvoirs publics demandent de travailler 24 heures sur 24 et qui seront pénalisées. **Article 5** (p. 4965) : craint que les prix de revient de certaines entreprises, les conserveries notamment, ne soient considérablement augmentés.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° **2410**). **Discussion générale** [1er juillet 1976] (p. 5006) : demande si d'autres pays de la CEE ont pris ou envisagent de prendre les mêmes mesures que la France ; s'inquiète des droits des marins des autres pays de la Communauté dans la zone des 200 milles.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 (*J.O.* Débats du 5 novembre 1976) (p. 7631) : la fiscalité et la protection sociale des agriculteurs ; l'assiette des charges sociales ; les prix agricoles ; réorganiser les marchés.

LAURENT (André)

Député du Nord
(6e circonscription)
(PSRG)

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 octobre 1973] (p. 4206).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [9 octobre 1973] (p. 4206), [2 avril 1974] (p. 1453),

[2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Revendications des journalistes** [28 avril 1976] (p. 2251) : révision de la convention collective de travail, statut de la presse, protection des droits syndicaux, l'importance du taux de chômage dans la profession.

— **Rétablissement d'un poste d'éducation physique au lycée Faidherbe de Lille** [30 juin 1976] (p. 4955) : réduction des horaires prévus pour le sport ; dégradation des conditions de travail des professeurs d'éducation physique.

— **Autonomie des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active** [3 novembre 1976] (p. 7417) : formation des éducateurs des handicapés.

— **Destruction de pommes de terre** [8 juin 1977] (p. 3495) : les opérations spéculatives réalisées grâce à des fonds publics.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant et simplifiant les conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° 353). **Discussion générale** [21 juin 1973] (p. 2368) : ses observations sur l'article 3 ; difficultés d'application de la loi du 13 juillet 1971 ; faiblesse du nombre des bénéficiaires ; propos de Mlle Dienesch pendant la campagne électorale ; bénéficie des nouvelles dispositions à la date de publication des décrets d'application de la loi du 13 juillet 1971.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5940) : enfance inadaptée et handicapés ; insuffisance des crédits d'Etat dans ce secteur ; taux de réalisation du V^e^ Plan et insuffisance des moyens financiers et de l'orientation du VI^e^ Plan ; médecine scolaire et insuffisance numérique des personnels ; commissions médico-pédagogiques ; groupes d'aide psychologique prévus par la circulaire ministérielle du 9 septembre 1970 ; service social et de santé scolaire ; médecins de clientèle et médecine scolaire, mission du professeur Lamy ; (p. 5941) : retard en ce qui concerne la période prénatale ; prévention des inadaptations ; manque de psychologues ; action de prophylaxie, de prévention et de détection ; respect par l'Etat de ses engagements.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5877) : ses observations relatives à l'éducation des enfants handicapés et à la nécessaire coordination entre le ministère de la santé publique et le ministère de l'éducation ; dénonce la mise en place d'une éducation nationale parallèle d'inspiration privée ; situation des psychologues scolaires ; (p. 5878) : les groupes d'aide psychopédagogique.

1976

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° 2259). **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 4936) : son amendement n° 47 doublant le taux des heures supplémentaires entre 40 et 45 heures ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports. Examen des crédits : Etat B - Titre III [3 novembre 1976] (p. 7459, 7460). **Explications de vote :** un projet de budget aussi inefficace et trompeur que la loi Mazeaud ; le sport de masse sacrifié ainsi que le sport de haute compétition ; aucune cohérence dans les programmes ; la charge reportée sur les communes ; les structures nécessaires devant favoriser les rencontres culturelles, complément de la formation sportive ; les problèmes de la formation des animateurs et de leurs statuts ; les mesures nouvelles ; les enseignants d'éducation physique et sportive ; l'hommage mérité aux bénévoles ; les risques de disparition du dispositif associatif ; un budget de misère, d'austérité ; les propositions des membres du PSRG.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7086) : le questionnaire envoyé par le secrétariat d'Etat aux responsables de la jeunesse ; le budget de la jeunesse et des sports ; les thèmes du travail du secrétariat d'Etat ; l'association des jeunes à la définition et à l'aménagement du cadre de vie ; la « sectorisation » des problèmes de la jeunesse ; la nature politique des problèmes des jeunes ; la préparation des jeunes à l'entrée dans la vie

active ; l'accès aux centres vacances ; aider les jeunes à exercer des responsabilités ; l'éligibilité des jeunes dans les conseils municipaux dès l'âge de dix-huit ans ; l'information des écoliers sur l'élection du Parlement européen.

LAURENT (Paul)

Député de Paris
(29e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** sur l'**organisation de la région parisienne** (n° **1310**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à maintenir et à développer les **emplois industriels et artisanaux à Paris** et dans les départements des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis et Val-de-Marne (n° **1715**) [5 juin 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **atteintes aux libertés dans les entreprises** et l'usage de la violence et de la répression anti-ouvrière (n° **2437**) [29 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à l'aménagement social de l'ensemble du secteur de **La Villette** (n° **2589**) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir une nouvelle politique pour la maîtrise des phénomènes de **pollution des eaux** dans le **bassin parisien,** par un contrôle plus strict des sources mêmes de cette pollution, une programmation sur cinq ans visant à réduire de 80 % les rejets polluants déversés dans le bassin, par une nouvelle définition des redevances à percevoir auprès des utilisateurs d'eau du bassin (n° **2788**) [13 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à assurer une meilleure organisation de la **profession d'aide ménagère** en vue de favoriser le maintien à domicile des **personnes âgées** et des **personnes handicapées** (n° **3183**) [3 novembre 1977].

— **Proposition de loi** portant création d'un **pouvoir régional** dans la perspective d'un socialisme démocratique, autogestionnaire pour **la** France (n° **3316**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— **Abattoirs de La Villette** [29 juin 1973] (p. 2724, 2725) : silence du Gouvernement sur le sort de La Villette ; nécessité de maintenir le complexe des abattoirs et de donner une utilisation sociale aux terrains libérés.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1359) : faillite de la politique urbaine du Gouvernement dans la capitale ; (p. 1360) : domination des grandes sociétés financières ; difficultés des travailleurs ; réduction sensible des emplois industriels ; augmentation du nombre des bureaux ; échec en matière de logement social ; limitation de la construction des HLM ; coût des loyers HLM ; ségrégation en matière d'emplois ; logique du profit capitaliste et ses conséquences ; effet des mécanismes de la rente foncière ; construction des petits logements en lointaine banlieue ; tours de Paris, espaces libres et rentabilité du capital ; implantation de bureaux à Paris-Bercy-Austerlitz ; nécessité de rééquilibrer Paris ; conceptions d'urbanisme définies par le programme commun de gouvernement de la gauche ; démocratisation des modes de financement des HLM ; rapprochement du lieu de travail et du milieu d'habitation ; problème des transports ; insuffisance des crédits ; hausse des tarifs des transports publics ; desserte du quartier de la Défense ; utilisation des terrains publics de Maine-Montparnasse, des Halles, de La Villette ; bénéfice des sociétés immobilières et des grandes banques ; information des Parisiens sur les transformations de leur ville ; participation aux prises de décisions ; criti-

que le statut actuel de Paris ; demande une réforme démocratique profonde de ce statut.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5721) : réalité de l'aménagement urbain en région parisienne et échec de la politique gouvernementale actuelle, politique foncière et urbaine du pouvoir et spéculation foncière et immobilière ; ses observations sur le système actuel de taxation des plus-values foncières, projet de loi foncière ; ses observations sur la taxe locale d'urbanisation, impératif du profit capitaliste et organisation de la ville, maintien de l'usage des sols par les collectivités locales ; (p. 5722) : multiplication des opérations de bureaux à Paris, conditions d'attribution des agréments, désindustrialisation de Paris, insuffisance de la construction de logements sociaux et ses conséquences ; souhaite un urbanisme qui s'attaque à la ségrégation des activités et des classes sociales dans la ville, opération d'urbanisme et nouveau scandale de La Villette.

1974

— **Déclaration de politique gouvernementale. Explications de vote** [6 juin 1974] (p. 2532) : Gouvernement ni jeune ni très nouveau ni très surprenant ; la plus grave des continuités, celle des puissances d'argent ; nouvel abandon devant les exigences américaines en matière tarifaire : incompatibilité entre la prétention à répondre aux aspirations des travailleurs et l'hostilité aux options du programme commun de la gauche ; (p. 2533) : le groupe communiste refusera sa confiance.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1432) : le bilan de M. Giscard d'Estaing au bout d'un an de pouvoir : réduction brutale du niveau de vie, économie du pays en pleine régression, accroissement du nombre des entreprises menacées : le *France*, Grandin, Grégoire, Valstar, Tanneries d'Annonay ; intérêt du grand patronat : le profit au détriment des salariés ; l'inanité des assurances de M. Fourcade ; l'escalade des prix, la multiplication de faillites ; le leurre de la promotion féminine ; l'opposition massive à la réforme Haby et au projet Mazeaud ; (p. 1433) : importance du malaise des soldats ; développement de l'insécurité publique, aggravation de la situation due à la présence de M. Poniatowski ; la politique extérieure réactionnaire et mesquine du Gouvernement ; la réinsertion de fait dans l'OTAN ; les déclarations de M. Jobert ; la « fable » de la force de frappe comme condition indispensable d'une défense nationale indépendante ; nécessité d'une défense nationale adaptée aux situations réelles ; obstacles mis par le Gouvernement à la tenue de la conférence sur la sécurité ; son refus de donner au trentième anniversaire de la victoire un ample caractère populaire ; discrédit qui s'attache au maintien d'une représentation diplomatique à Pnom Penh ; (p. 1433) : campagne injurieuse du Gouvernement à l'égard de la jeune démocratie portugaise ; rapports amicaux de MM. Giscard d'Estaing et Caetano ; un gouvernement aux côtés des fascistes d'Espagne, du Chili, d'Afrique du Sud ; l'orientation du conseil central de planification et les thèmes du conclave de Rambouillet ; le conflit Renault ; les dividendes de la Compagnie française des pétroles, de Rhône-Poulenc ; les crédits publics à Peugeot, Citroën, Dassault ; les solutions exprimées par le comité de liaison des partis signataires du Programme commun ; (p. 1434) : les meetings des partis de gauche ; l'espoir du Gouvernement dans la division des partis de gauche.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Justice [17 novembre 1975] (p. 8471) : la crise de l'institution judiciaire ne fait que traduire celle de la société ; la discussion budgétaire permet de prendre la mesure de la crise de la justice ; (p. 8472) : le parti communiste continuera à travailler pour une justice plus juste ; l'opinion publique a conscience que les travailleurs sont insuffisamment protégés ; durcir la répression ne suffit pas ; il faut s'attacher à éliminer les causes de la délinquance.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion générale** [18 décembre 1975] (p. 9964) : l'étouffement par le Président de la République des espoirs en une démocratisation régionale ; (p. 9965) : un projet qui se borne à ravaler l'ancien district de la région parisienne et qui laisse subsister un mode de représentation injuste ; un projet qui remet tous les pouvoirs entre les mains du Gouvernement ; l'alourdissement de la tutelle sur les collectivités locales ; (p. 9966) : l'accroissement des pouvoirs du préfet de région et l'instauration d'un contrôle financier exceptionnel ; l'objectif du pouvoir : servir les puissances d'argent en asservissant les travailleurs ; le changement complet de politique que suppose une régionalisation véritable telle que celle proposée par le groupe communiste.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7088) : un budget d'aus-

térité et sacrifié ; les dépenses en capital en diminution ; la diminution des crédits de paiement dans les secteurs des routes et de la circulation routière ; les versements des automobilistes ; les crédits de paiement des voies navigables et des ports fluviaux ; les ports maritimes ; l'eau en métropole ; la politique foncière ; (p. 7089) : un urbanisme anarchique, désorganisé et ségrégatif ; la faillite de la politique urbaine ; les interventions du Président de la République en matière d'urbanisme ; l'abandon des 55 hectares de La Villette ; refus de l'inéluctabilité de la crise urbaine ; la possibilité de freiner la dépopulation des campagnes, de diversifier les activités économiques des régions et d'humaniser les grandes villes ; le développement prioritaire des transports en commun ; la lutte contre la spéculation immobilière ; la maîtrise du financement public et bancaire ; les nationalisations.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision [16 novembre 1977] (p. 7486) : les problèmes de la radio-télévision ; les libertés ; l'accentuation de l'encadrement ; l'atteinte à la liberté des journalistes ; le refus des directeurs de chaînes de signer la convention collective des journalistes ; les radios locales ; la présidence de la SOFIRAD ; (p. 7487) : l'information des Français sur la politique gouvernementale des prix ; l'idée de promotion de journées sans informations ; la création télévisuelle ; la dégradation du rôle culturel de la télévision ; la SFP ; le poids des sondages d'audience ; la crise de France-Musique ; les programmes ; le bilan de la loi de 1974 ; les solutions proposées par le parti communiste français ; les déclarations de M. Georges Marchais ; soustraire le service public de la radio-télévision aux forces d'argent ; (p. 7488) : démocratiser la SOFIRAD ; nationaliser la Thomson-CSF ; la démocratisation des conseils d'administration des sociétés ; la décentralisation ; la régionalisation des sociétés de télévision et de radio ; les radios vertes ; la gestion financière de la radio et de la télévision ; le vote hostile du groupe communiste sur le projet de budget.

LAURIOL (Marc)

Député des Yvelines
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région d'Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi garantissant l'indemnisation de certaines victimes de dommages corporels résultant d'une infraction [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **compléter et à modifier les dispositions de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales afin d'assurer l'indépendance de l'exercice du commissariat aux comptes** (n° 477) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 306) relative à la **défense de la langue française** (n° **517**) [21 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 66-537** du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales,** en vue de parfaire l'indépendance de l'exercice du commissariat aux comptes (n° **965**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** tendant à améliorer les **droits des auteurs** et les conditions de passation des contrats d'édition (n° **1205**) [9 octobre 1974].

— **Rapport** supplémentaire, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 306) relative à la défense de la **langue française** (n° **1694**) [3 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1449) tendant à assurer le **paiement des sous-traitants** en cas de **liquidation de biens ou de règlement judiciaire** du titulaire du contrat principal (n° **1817**) [26 juin 1975].

— **Rapport** supplémentaire, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 1449) tendant à assurer le **paiement des sous-traitants** en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° **2038**) [4 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1931) modifiant la loi **n° 66-537** du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales** en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes (n° **2072**) [16 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 1929) relative à l'emploi de la **langue française** (n° **2073**) [16 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi modifiée par le Sénat (n° 2094), relative à la **sous-traitance** (n° **2104**) [19 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur le projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales** en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes (n° **2126**) [20 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la **sous-traitance** (n° **2129**) [20 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à réglementer la publication des **sondages d'opinion** en période électorale (n° **2791**) [13 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur :

1° La proposition de loi adoptée par le Sénat (n° 267) tendant à interdire la publication et la diffusion de certains **sondages d'opinion** en période électorale ;

2° Les propositions de loi (n° 2790) tendant à compléter le code électoral afin d'interdire la publication et la diffusion des sondages d'opinion pendant le mois qui précède les élections des députés, des conseillers généraux et des conseillers municipaux ; (n° 2791) tendant à réglementer la publication des sondages d'opinion en période électorale ; (n° 2854) tendant à réglementer les sondages d'opinion ; (n° 2896) relative à la déontologie des sondages d'opinion à caractère politique ;
(n° **2995**) [15 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi adoptée avec modification par le Sénat en deuxième lecture (n° 3109) relative à la publication et à la diffusion de certains **sondages d'opinion** (n° **3110**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Economies d'énergie** [13 novembre 1974] (p. 6278).

— **Licenciements à la société des automobiles Citroën** [27 novembre 1974] (p. 7095, 7096).

— **Taxe professionnelle** [24 novembre 1976] (p. 8632, 8633) : la répartition injuste de la taxe professionnelle ; la procédure prévue par le Gouvernement pour accorder des délais de paiement et des dégrèvements ; la limitation automatique de l'augmentation à 50 % devrait figurer dans le prochain collectif.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1356) : directive ministérielle du 21 mars 1973 et impératifs dominant l'action gouvernementale ; ses inquiétudes quant au respect des coefficients d'occupation des sols ; demande des mesures pour faire entrer en vigueur les plans d'occupation des sols, un régime plus strict des dérogations ; urbanisation à la périphérie des villes ; position favorable à l'urbanisation des municipalités périphériques ; frein constitué par la population déjà installée à la périphérie ; nécessité d'une synthèse entre ces tendances contradictoires ; participation et information ; synchronisation entre le rythme de la cons-

truction des logements et la mise en service des équipements, spécialement des voies d'accès ; son angoisse quant à l'avenir de l'ouest de Paris ; croissance vertigineuse des besoins de cette région ; poussé démographique ; progression de la circulation ; (p. 1357) : desserte de la ville nouvelle de Saint-Quentin-en-Yvelines ; améliorations prévues pour 1974 sur le plan des axes de circulation ; risques d'engorgement d'ici à 1977 ; création des moyens d'accès suffisants au freinage de la construction ; difficultés de la tâche.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° 347). **Discussion des articles** [7 juin 1973]. **Article 14** (p. 1947) : son accord avec le sous-amendement de M. Massot : maintien du monopole de l'avocat devant le tribunal de grande instance.

— **Projet de loi modifiant le code du travail, en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 499). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1973]. **Article 9** *bis* (p. 2513) : ses observations sur les notions de société mère et de société filiale ; (p. 2514) : montant du capital social que doit détenir la société mère.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3987) : qualité exceptionnelle du discours du ministre du commerce et de l'artisanat ; perplexité que lui cause le texte ; volet fiscal du projet ; son inquiétude devant la perspective très problématique d'une diminution globale des patentes ; volet social du projet ; incorporation dans les assurances sociales des commerçants au régime général de la sécurité sociale ; s'interroge sur le coût et le financement de cette mesure ; (p. 3988) : modification du taux du ticket modérateur ; volet économique du projet ; commissions d'urbanisme départemental ; sa crainte que ces commissions puissent servir les grandes surfaces aussi bien que le petit commerce ; risque de tomber dans un conservatisme dont il n'est pas du tout démontré qu'il jouerait en faveur des petites commerçants et artisans ; nécessité de réprimer les abus et implantations anarchiques ; s'interroge sur la possibilité pour les commissions de réaliser cet équilibre ; inégalité en matière d'appel qui ne jouera probablement pas en faveur des petits commerçants ; souhaite un effort constructif et positif de l'organisation du commerce ; inexistence d'un statut des centrales d'achat; encouragements en faveur du regroupement des petits commerçants. **Discussion des articles** [10 octobre 1973] : **Avant l'Article premier** (p. 4257) : ses observations sur l'expression : « commerçants individuels »; [11 octobre 1973] : **Article 16** (p. 4287) : ses observations sur l'ambiguïté de l'article ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4530, 4531) : sa question au ministre sur le financement des aides destinées à l'artisanat ; [19 octobre 1973] : **Après l'Article 10** (p. 4621) : ses observations sur l'amendement de M. Godon tendant à l'application immédiate de la loi.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4426) : estime que la réduction de la durée du mandat présidentiel est dans la logique de la réforme de 1962 ; double rôle du président de la République : source de la puissance de l'exécutif, pouvoirs d'arbitrage ; estime que l'importance des pouvoirs reconnus au président de la République commande un recours plus fréquent au suffrage universel ; évolution constitutionnelle opérée selon un empirisme très sage ; estime que le septennat a été reconduit en 1958 en raison de la force d'inertie ; évoque la discussion du statut du président de la République ; élection du président de la République au suffrage universel ; estime cette élection entrée dans les mœurs politiques ; possibilité d'aborder l'autre étape ; ses réserves sur le régime présidentiel ; risque de conflit qu'il peut engendrer ; différence d'application chez les Anglo-Saxons et chez les Latins ; sa référence à la Constitution de 1848 et au coup d'Etat du 2 décembre 1851 ; originalité de notre régime constitutionnel ; solution empirique et équilibrée ; (p. 4427) : son approbation de la procédure de révision sur l'article 89 ; confiance à l'égard du Parlement qu'implique cette procédure ; ses observations sur l'opportunité de la réforme ; ses réserves sur l'argument d'opportunité relatif aux événements du Proche-Orient ; problème de la simultanéité des élections législatives et présidentielles ; ses observations sur ce point ; problème de la fréquence des élections, confiance de la V[e] République dans le suffrage universel.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4743) : ses observations sur l'article 2 B proposé par l'amendement du Gouvernement, s'interroge sur l'harmonisation du régime fiscal des travailleurs salariés et des travailleurs non salariés, exonération à la base de 8.000 F prévue pour les revenus des travailleurs non salariés, situation des célibataires et des veufs, portée de la mesure compte tenu des dispositions de l'article 2 B, estime que le nombre des bénéficiaires ne sera que de 200.000 au lieu de 400.000, chiffre annoncé par le ministre du commerce et de l'artisanat ; [25 octobre 1973] (p. 4758) : ses observations sur l'ar-

ticle 2 E proposé par l'amendement du Gouvernement, calcul de la plus-value, réévaluation des bilans et des éléments d'actif, nécessité de revoir le problème général, ses réserves sur le principe de la rétroactivité, problème de la date d'imposition, estime incorrect de frapper des plus-values déjà réalisées ; (p. 4762) : ses observations sur l'article 2 H proposé par l'amendement du Gouvernement, sur la notion d'acquisition pour ce qui concerne les constructions individuelles, suggère au Gouvernement de reconsidérer la date du 20 septembre 1973 pour la limite d'application de l'exonération des droits de mutation ; (p. 4783) : intervient dans la discussion de l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement, défend le sous-amendement de M. Bernard Marie dans la perspective de l'encouragement à la participation.

Deuxième partie :

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5506) : demande que soit encouragée la chorale de la chapelle de Versailles.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5629) : ses observations sur le budget, problèmes quantitatifs, budget d'équipement et répartition démographique, CES de Clayes-sous-Bois ; (p. 5630) : lycée provisoire du district de Plaisir, CES audio-visuel de Marly-le-Roi, sa question sur l'inscription au plan triennal du lycée de Marly-le-Roi.

Economie et finances. — I. **Charges communes** [20 novembre 1973] (p. 6133) : situation des rapatriés, crédits affectés à l'indemnisation, crédits d'actualisation ; (p. 6134) : bilan de l'ANIFOM quant au règlement des dossiers, avances, prêts de réinstallation aux rapatriés sur la base de conventions conclues avec l'Etat, sommes versées par l'Etat aux établissements de crédit, moratoire et indemnisation, lenteur de la procédure de liquidation des dossiers ; rend hommage aux services de l'agence pour l'indemnisation des rapatriés ; règles générales de la comptabilité publique et justifications du droit commun ; retard dans l'attribution des avances su rles dossiers d'indemnisation ; demande le règlement définitif de l'indemnisation des rapatriés. **Etat B - Titre IV** (p. 6146) : explique son vote contre l'amendement de M. Michel Durafour tendant à la suppression des crédits des rapatriés.

— **Rappel au règlement** [9 novembre 1973] (p. 5478, 5479).

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **642**), rapporteur pour avis. **Première lecture. Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6458) : son amendement de codification : rapports techniques entre le projet et la loi du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales ; (p. 6459) : son amendement : établissement d'une liste des sociétés hors cote par la commission des opérations de bourse ; (p. 6460, 6461) : ses amendements de codification. **Article 2** : son amendement ; accepte la rédaction proposée par le Gouvernement ; son amendement tendant à préciser les conditions dans lesquelles les salariés peuvent souscrire à l'augmentation du capital ; (p. 6462) : son amendement tendant à supprimer le rapport spécial des commissaires aux comptes. **Article 4** (p. 6463) : son amendement de rectification. **Article 5** : ses observations sur l'amendement de M. Hamelin : rôle du gestionnaire du fonds de placement ; sa proposition de modification. **Article 8** (p. 6464) : son amendement tendant à permettre la possibilité d'appliquer l'article 281 de la loi de 1966 : exécution sur les actions dans le cas de non-paiement par les salariés ; son amendement de forme. **Article 9** : ses amendements de forme. **Article 10** (p. 6465) : ses arguments à l'encontre de l'amendement de M. Hamelin ; conditions de souscription ; compétence de l'assemblée générale extraordinaire ; (p. 6466) : son amendement tendant à la détermination du prix de souscription sur rapport du commissaire aux comptes. **Article 13** : ses observations sur l'amendement de M. Hamelin: fixation du prix de souscription des actions par l'assemblée générale extraordinaire. **Après l'Article 13** (p. 6467) : son amendement : émission d'obligations convertibles en actions destinées à être souscrites par les salariés. **Article 14** (p. 6468) : ses amendements de forme ; (p. 6469) : son amendement tendant à subordonner l'acquisition des actions à la création d'un fonds commun de placement seul chargé de gérer les droits acquis par les salariés. **Article 17** (p. 6470) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Lepage : point de départ au premier versement du délai d'inaccessibilité des actions. **Après l'Article 22** (p. 6471) : son amendement tendant à prévoir la codification du projet de loi. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7206, 7207, 7208) : travaux de la commission mixte paritaire ; ses observations sur l'intervention du fonds commun de placement ; la fixation du prix de souscription des actions, l'achat d'actions en bourse dans les sociétés étrangères, la suppression des obligations convertibles en actions.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion générale** [5 décembre 1973] (p. 6649) : évolution du régime de la patente en 1974 ; demande l'extension de la réduction aux entreprises qui n'emploient pas plus de cinq salariés.

1974

— **Projet de loi relatif à la qualité de combattant en Afrique du Nord** (n° **943**). **Discus-**

sion des articles [28 juin 1974]. **Article 4** (p. 3204) : son amendement n° 18 relatif au domicile en France ; adopté. **Article 5** (p. 3204) : son amendement n° 19 ayant le même objet ; retiré. **Article 6** : son amendement n° 20 ayant le même objet en ce qui concerne les supplétifs ; adopté.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Première lecture. Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 2** (p. 2831) : amendements n^os^ 18, 21 et 22: expansion de l'amnistie en matière électorale ; adopté. **Article 9** (p. 2840) : amendement n° 78 : sort identique pour tous les combattants ; adopté. **Article 10** : sur l'amendement n° 28 de M. Gerbet : indétermination sur la nature des décisions de la cour de discipline budgétaire. **Article 23** (p. 2867) : amendement n° 67 défendu par M. Foyer : choix du régime de retraite le plus favorable ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 juillet 1974]. **Article 2** (p. 3406) : son amendement n° 16 étendant le bénéfice de l'amnistie aux infractions à la taxation des produits (devient sans objet à la suite de l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Gerbet).

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discusion des articles** [24 juillet 1974]. **Article 7** (p. 3770) : sur l'article : sort du secrétariat permanent du langage.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**) [15 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5051) : en réponse à l'exception d'irrecevabilité soulevée par le groupe socialiste ; le projet vise précisément à restaurer l'égalité des citoyens devant la loi sociale ; (p. 5052) : la constitution commande la solidarité nationale contre l'égoïsme sectoriel ; instaurer un régime généralisé.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1245**) [17 octobre 1974]. **Deuxième lecture. Discussion des articles. Article 2** (p. 5163) : indique sa préférence pour l'amendement n° 2 de M. Caro qui permet d'éviter une disparité de traitement entre ministres.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5394) : sur l'article : la situation fiscale des artisans et commerçants ; (p. 5399) : ses remarques sur les inégalités dans l'imposition des salariés et des artisans.

Deuxième partie :

Economie et finances. — I. Charges communes [20 novembre 1974] (p. 6859) : évoque le problème des rapatriés ; celui des transferts de fonds, de l'indemnisation des harkis, de leur logement et de leur emploi ; déplore que les évaluations des biens perdus ne soient pas indexées ; rappelle au Gouvernement sa promesse d'étudier un projet modifiant la loi du 15 juillet 1970 ; (p. 6860) : récapitule les revendications des rapatriés sur l'évaluation des biens perdus ; l'indexation de l'allocation indemnitaire ; la suppression des déductions de subventions ; propose un système de remboursement par des versements en espèces, puis par le versement de bons indemnitaires. — **II. Services financiers** [20 novembre 1974] (p. 6877) : demande le retrait provisoire de l'article 48.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7116) : la vertu a trop souvent servi d'alibi à la tyrannie ; confusion entre avortement et liberté ; clause de conscience du médecin ; (p. 7117) : libéralisation de l'avortement et évolution de la natalité ; l'avortement clandestin subsistera ; il fallait proposer un plan à long terme d'encouragement à la natalité ; le texte est dangereux ; (p. 7118) : il doit occuper les places laissées vides en matière de politique familiale ; il fallait consulter le corps électoral ; votera contre le texte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, concernant l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**) 5 décembre 1974] (p. 7460) : son amendement n° 73 : application du correctif « exportation » aux ventes indirectes vers l'étranger ; (p. 7461) : devenu sans objet ; (p. 7466) : son sous-amendement n° 97 : déduction des augmentations de salaires résultant de dispositions légales ; (p. 7468) : rejeté ; (p. 7469) : son sous-amendement n °96 : taux du prélèvement ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Avant l'Article premier** (p. 7599) : l'ambiguïté du terme certification. **Après l'Article 2** (p. 7680) : son amendement n° 1 : le redevable de la taxe à l'essieu et de la vignette en cas de crédit-bail ; (p. 7601) : retrait de l'alinéa relatif à la vignette ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal** (n° **1350**). **Discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7737) : rappel au règlement sur les méthodes de travail de l'Assemblée. **Discussion des articles. Article 7** (p. 7740) : le danger d'introduire la condition suspensive de l'obtention définitive du permis de construire pour des travaux commencés avant le versement de l'acompte. **Article 8** (p. 7742) : la prorogation des délais de paiement.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7974) : les silences de la motion de censure ; les causes extérieures de l'inflation ; la solidarité européenne; les relations avec l'URSS ; les différends de l'opposition en politique étrangère ; les rapports de la discussion du statut du fermage du fait de la motion de censure ; la concertation face à la crise agricole ; le soutien des marchés ; la prime à la vache ; les aides fiscales exceptionnelles ; les prix de la prochaine campagne ; le sort des personnes âgées; le minimum vieillesse pensions et rentes ; retraite à soixante ans pour les anciens combattants ; l'accès aux transports publics ; remboursement des frais dentaires et d'optique ; (p. 7975) : l'information ; l'inventaire des temps d'antenne consacrés à la majorité et à l'opposition ; le rôle de la presse écrite ; la prétendue épreuve de force avec les agents du secteur public ; la politisation des grèves ; le droit au travail ; l'information obligatoire du public ; les licenciements ; la politique contractuelle ; les accords sur la garantie de l'emploi ; le projet de loi sur le licenciement pour cause économique ; l'allocation de formation aux jeunes privés d'emploi ; (p. 7976) : le niveau de vie ; les salaires dans le secteur privé et public ; les conditions de travail ; la réforme de l'entreprise ; la participation ; l'inflation et la relance de la consommation ; les prix ; le rétablissement de la balance commerciale ; la production intérieure brute ; la relance des investissements et l'encadrement du crédit ; les difficultés des petites entreprises commerçants et artisans ; l'union des démocrates pour la République est loyale et vigilante, solidaire et critique.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 8** (p. 1507) : sur l'amendement n° 86 de M. Gerbet et l'amendement n° 127 de M. Bizet : ses observations sur la réalisation du bail dans les zones d'urbanisation future. **Article 9** (p. 1509) : son amendement n° 47 : en cas d'éviction, indemniser du préjudice sur les mêmes bases qu'en matière d'expropriation ; (p. 1511) : retient la définition très large du préjudice réparable donne par le Gouvernement ; retiré

— **Propositions de loi portant droit de reprise** (n°s **1374, 71, 84, 671** et **885**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [18 avril 1975] (p. 1892) : sens des cinq propositions de loi examinées par la commission : augmenter le plafond des ressources prévu à l'article 22 *bis* de la loi du 1er septembre 1948. **Discussion des articles. Article unique** (p. 1894) : s'oppose à l'amendement n° 1 de M. Canacos ; ses observations sur le sous-amendement du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Canacos ; (p. 1895) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Canacos.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article premier** (p. 2572) : son amendement n° 8 : application de l'article à toutes entreprises quel que soit leur régime d'imposition ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle** (n° **484**). **Discussion des articles** [20 mai 1975]. **Article 2 : Article L 658-3 du code de la santé publique** (p. 2896) : son amendement n° 11 : protéger le secret de fabrication ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 20 de M. Sourdille. **Article L 658-6** (p. 2898) : son amendement n° 12 : ajouter les mots : « ainsi que la liste des agents chimiques réservés aux produits d'hygiène corporelle ; distinguer les agents conservateurs et les agents chimiques » ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier : Article 230 du code civil** (p. 3360) : manifeste son désaccord aux propos de M. Foyer ; juge souhaitable que chaque partie ait son propre conseil. **Article 232 du code civil** (p. 3373) : demande si sont liées les conventions sur les conséquences du divorce et l'existence même du divorce. **Article 237 du code civil** (p. 3378) : ses observations sur le système préconisé par l'article, dans son principe, dans ses conséquences sur la nature du mariage, dans ses suites pratiques ; [3 juin 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Article 237 du code civil** (p. 3501) : son amendement n° 201 : restreindre la possibilité de demander le divorce au cas où l'époux abandonné a moins de quarante ans et où il n'existe aucun enfant mineur ; repoussé. **Article 240 du code civil** (p. 3520) : son amendement n° 241 : remplacé le mot : « dureté » par le mot : « gravité » ; retiré.

— **Proposition de loi relative à la défense de la langue française** (n° **517**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [6 juin 1975] (p. 3853) : l'effacement du français ; la pénétration du français par des termes étrangers ; l'absence de toute prétention du législateur à régir la langue française ; assurer la protection du consommateur dans les domaines de la mise en vente des produits, des relations de travail, des relations avec les services publics ; l'exclusion du champ d'application du texte aux noms commerciaux, aux marques de fabrique et aux contrats privés ; l'utilisation des langues lo-

cales ; (p. 3854) : la grande modération dont fait preuve la proposition de loi ; le recours au multilinguisme ; le critère de la clarté ; l'exemple du franchising, du marketing, du management et du design ; (p. 3855) : les conséquences redoutables de l'imprécision intellectuelle ; la référence aux arrêtés de terminologie résultant du décret du 7 janvier 1972 ; l'invasion des disques étrangers sur les antennes de la radio et de la télévision. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 3859) : juge inutile l'amendement n° 3 de M. J.-P. Cot. **Article 3** (p. 3860) : son amendement n° 4 : de forme ; adopté. **Article 5** (p. 3860) : son amendement n° 1 : de forme ; adopté. **Article 7** (p. 3861) : son amendement n° 2 : n'appliquer la sanction de la suppression de subvention qu'après une mise en demeure ; adopté. **Article 8** (p. 3861) : juge, contrairement à M. Foyer, que le deuxième paragraphe de l'article doit être maintenu. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10126) : l'extension par le Sénat de l'application de la loi aux émissions de radiodiffusion et de télévision ; propose d'adopter le texte voté par le Sénat.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5010) : intérêt de donner à la sous-traitance une définition juridique ; les imbrications entre les deux contrats de louage d'ouvrage ; (p. 5011) : la situation d'infériorité du sous-traitant en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire ; la proposition de loi de M. Neuwirth correspond aux vœux émis par le Comité économique et social dans son rapport de mars 1975 ; la garantie exigée du maître d'ouvrage ; (p. 5012) : le titulaire ne doit plus pouvoir nantir l'ensemble du marché ; la distinction en matière de solvabilité entre les maîtres d'ouvrages publics et les maîtres d'ouvrages privés ; (p. 5020) : indique l'impossibilité dans laquelle se trouve la commission des lois de procéder en temps utile à l'examen des amendements ; [5 décembre 1975] (p. 9455) : rappelle les raisons pour lesquelles la proposition a été retirée de l'ordre du jour en juin 1975 ; expose les nouvelles données du problème ; l'extention de la portée de la proposition ; le problème de la création d'un fonds de garantie ; la protection des sous-traitants en matière de marchés publics, mais aussi de contrats privés ; le maintien de l'agrément des contrats de sous-traitance pour le maître d'ouvrage ; la volonté de la commission des lois de retenir le système du paiement direct et de bien marquer le rôle qui incombe à l'entreprise générale ; l'hommage du rapporteur général à M. Neuwirth, auteur de la proposition de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9465) : sur l'amendement n° 52 du Gouvernement, estime que l'analyse juridique de ce dernier est inexacte ; insiste pour qu'il soit repoussé. **Après l'Article premier** (p. 9466) : estime que l'amendement n° 12 de M. Mexandeau suppose une dilution des responsabilités. **Article 2** (p. 9466) : juge que le Gouvernement n'a pas compris le mécanisme proposé à l'article 2 ; demande le rejet de l'amendement n° 53. **Article 2** *bis* (p. 9467) : sur l'amendement n° 54 et l'article 2 *bis*, juge que la commission des lois entend informer les salariés et non les tiers ; son amendement n° 69 : information des comités d'entreprise des entreprises parties à des contrats de sous-traitance ; devenu sans objet par l'adoption de l'amendement n° 54 du Gouvernement. **Article 3** (p. 9467) : s'oppose à l'amendement n° 55 du Gouvernement ; (p. 9468) : souhaite la réserve des sous-amendements en discussion. **Avant l'Article 4 A** (p. 9469) : sur l'amendement n° 73 de M. Foyer, soutient l'argumentation de celui-ci. **Article 4 A** (p. 9469) : sur l'amendement n° 43 de M. Hamel, estime que les préoccupations des auteurs de l'amendement seront satisfaites par la rédaction de la commission des lois ; s'oppose de la façon la plus nette à l'amendement n° 58 du Gouvernement. **Article 4 B** (p. 9470) : est favorable au maintien de l'article 4 B ; s'oppose de ce fait à l'amendement n° 59 du Gouvernement qui en demande la suppression ; (p. 9471) : appuie l'argumentation de M. Neuwirth en faveur du maintien de l'article 4 B ; demande une modification du sous-amendement n° 76 de M. Icart. **Article 3** (*suite*) (p. 9472) : s'oppose à l'amendement verbal du Gouvernement tendant, dans le premier alinéa de l'article 3, à remplacer le mot : « agréer » par le mot : « accepter » ; sa réponse à M. Vauclair sur la situation du sous-traitant victime de l'entreprise générale. **Article 4** (p. 9473) : s'oppose à l'amendement n° 60 du Gouvernement. **Après l'Article 5** (p. 9473) : soutient l'amendement n° 50 déposé par M. Charles Bignon : protéger les artisans qui travaillent à façon pour un donneur d'ordres. **Article 6** *bis* (p. 9474) : accepte l'amendement n° 62 du Gouvernement. **Article 8** (p. 9475, 9476) : s'oppose à l'amendement n° 64 du Gouvernement. **Avant l'Article 9** (p. 9476) : son amendement n° 74 : libellé du titre III ; adopté. **Article 9** (p. 9476) : s'oppose à l'amendement n° 49 de M. Briane. **Avant l'Article 11** (p. 9476, 9477) : son amendement n° 78 : substituer le cautionnement à la création d'un fonds de garantie ; (p. 9477) : sur l'amendement n° 80 du Gouvernement, indique que la commission des lois préfère le système de la caution automatique ; (p. 9478) : rappelle que la commission était

favorable au système du fonds de garantie ; se rallie à la formule de la caution personnelle immédiate proposée par le Gouvernement ; (p. 9479) : donne des précisions à M. Bécam sur l'étendue de la garantie offerte par la caution ; juge que si le système de cautionnement est adopté, rien ne s'opposera à la constitution d'un fonds de garantie ; amendement n° 78 adopté. **Après l'Article 11** (p. 9480) : estime que l'amendement n° 46 de M. Mexandeau constitue une proposition de résolution qui est de ce fait irrecevable ; s'oppose à l'amendement n° 47 de M. Mexandeau qui ne concerne pas directement la sous-traitance ; (p. 9481) : juge que cet amendement ferait peser une « chape de plomb bureaucratique » sur le pays. **Article 12** (p. 9481, 9482) : demande au Gouvernement s'il est d'accord sur le fond de la solution proposée par l'article 12. **Seconde délibération** de la proposition de loi. **Article 3** (p. 9482) : son amendement n° 1 : rétablissement des mots : « directs ou indirects » après les mots : « sous-traitants » dans le premier alinéa de l'article 3 ; protéger les sous-traitants ; adopté ; (p. 9483) : précise, à l'intention de M. Villa, que c'est à l'initiative de M. Neuwirth et du groupe UDR que la proposition de loi a été déposée sans qu'il y ait eu aucune pression d'aucune sorte. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10127) : la reprise par la commission des lois des dispositions votées en première lecture et le rejet des amendements du Sénat. **Discussion des articles. Article premier** (p. 10127) : son amendement n° 2 : traiter la sous-traitance totale comme la sous-traitance partielle hors le cas des marchés publics où il demeure interdit de sous-traiter ; adopté. **Article 2** (p. 10127) : son amendement n° 3 : substituer aux mots : « entreprise principale » le mot : « entrepreneur » ; adopté. **Article 3** (p. 10128) : accepte l'amendement n° 29 du Gouvernement ; s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement ; son amendement n° 5 : impossibilité, pour le titulaire principal, d'invoquer à l'encontre du sous-traitant des sous-traités non agréés par le maître de l'ouvrage ; adopté ; (p. 10129) : sa réponse aux observations de M. Bécam. **Article 3** *bis* (p. 10129) : son amendement n° 6 : supprimer l'article 3 *bis ;* ne pas rendre obligatoire les contrats types ; apporte des précisions à l'intention de M. Bécam ; adopté. **Article 4 A** (p. 10130) : sur l'amendement n° 30 du Gouvernement, demande la réserve de l'article 4 A. **Article 4 B** (p. 10130) : son amendement n° 8 : prévenir le risque que l'entreprise générale comprime les conditions financières après la soumission ; (p. 10131) : considère qu'un engagement *a priori* assainirait le marché des soumissions ; adopté ; son amendement n° 9 : faire préciser par décret les conditions de recours à la sous-traitance après la soumission ; adopté. **Article 4** (p. 10131, 10132) : son amendement n° 10 : paiement direct du sous-traitant par le maître de l'ouvrage à concurrence des sommes dues en vertu du contrat ; adopté ; (p. 10132) : son amendement n° 11 : supprimer le deuxième alinéa de l'article 4 ; apporte son soutien à l'amendement n° 31 de M. Neuwirth ; repoussé ; (p. 10133) : son amendement n° 12 : supprimer le troisième alinéa de l'article 4 ; repoussé, substituer aux mots : « l'entreprise principale » le mot : « l'entrepreneur » ; adopté. **Article 6** (p. 10133) : son amendement n° 14 : conséquence de l'amendement n° 13 ; adopté ; son amendement n° 15 : substituer aux mots : « de l'envoi par le sous-traitant » les mots : « de la réception » ; adopté ; son amendement n° 16 : conséquence de l'amendement n° 13 ; adopté. **Article 7** (p. 10134) : son amendement n° 17 : conséquence de l'amendemement n° 13 ; adopté ; son amendement n° 19 : dans le deuxième alinéa de l'article 7, supprimer les mots : « sans préjudice des dispositions de l'article 3 de la présente loi » ; adopté. **Article 8** (p. 10134) : son amendement n° 20 : prévoir un délai de trois mois pour les marchés de gré à gré et les marchés sur adjudication ; adopté après adoption du sous-amendement n° 28 du Gouvernement. **Article 9 A** (p. 10134) : son amendement n° 21 : substituer aux mots « les contrats de sous-traitance » les mots « les contrats d'entreprise » ; (p. 10135) : accepte la modification de son amendement proposée par M. Andrieu ; adopté. **Article 9** (p. 10135) : son amendement n° 22 : conséquence de l'amendement n° 13 ; adopté ; son amendement n° 23 : délai de quinze jours pour la mise en demeure ; adopté ; son amendement n° 24 : rédactionnel ; adopté. **Article 10** (p. 10135) : son amendement n° 25 : conséquence de l'amendement n° 24 ; adopté ; son amendement n° 26 : conséquence de l'amendement n° 13 ; adopté. **Article 11 A** (p. 10136) : son amendement n° 27 : garantie de paiement des sommes dues par l'entrepreneur au sous-traitant par une caution personnelle et solidaire ; est favorable au sous-amendement n° 32 défendu par M. Neuwirth à son amendement n° 27 ; adopté après l'adoption du sous-amendement n° 32 défendu par M. Neuwirth. **Article 4 A** (*suite*) (p. 10137) : s'oppose à l'amendement n° 30 du Gouvernement. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10178) : rappelle que le Sénat avait apporté de nombreuses modifications : l'élaboration par la commission mixte paritaire d'un texte proche de celui de l'Assemblée ; (p. 10179) : suite à la question de M. Bécam, indique les points sur lesquels le texte de la commission mixte paritaire diffère de celui

adopté par l'Assemblée nationale en première lecture.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588**). **Discussion générale** [9 octobre 1975] (p. 6711) : se déclare hostile à la motion de renvoi en commission car il souhaite une discussion au fond du problème de la fiscalité foncière. **Discussion des articles** [14 octobre 1975] : **Article 8** (p. 6827) : estime inutile l'amendement n° 366 de M. Frédéric-Dupont ; [15 octobre 1975] : **Après l'Article 8** (p. 6897) : son amendement n° 401 : encourager les investissements en faveur des espaces boisés ; (p. 6898) : tient compte des remarques de M. Bertrand Denis et accepte de sous-amender son amendement ; retiré au profit de l'amendement n° 52 de M. Masson. **Article 15** (p. 6908) : ses observations sur les propos de M. Claudius-Petit relatifs aux bidonvilles ; [16 octobre 1975] : **Après l'Article 24** (p. 6981) : confirme les propos de M. Fanton portant sur le soutien préalable des quatre amendements concernant l'impôt foncier. **Après l'Article 25** (p. 6993) : concilier les fonctions civiles et fiscales du livre foncier ; (p. 6994) : l'impôt foncier : impôt sur le capital ; la nécessité d'études approfondies en la matière ; ne pas lier l'impôt foncier à la création d'équipements collectifs ; la difficulté d'apprécier *a priori* la valeur vénale d'un bien ; établir un équilibre entre l'intérêt de l'individu et celui de la collectivité ; l'obligation de vente pour ceux qui ne pourront payer l'impôt ; (p. 6995) : la situation des agriculteurs face à l'impôt foncier ; la concentration de la propriété, conséquence de l'impôt foncier ; la faveur de l'orateur pour l'amendement de M. Foyer.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1975]. **Article 2** (p. 7248) : interroge le Gouvernement sur le rapprochement de la fiscalité entre les salariés et les non-salariés ; (p. 7249) : le cas des centres agréés et leur efficacité ; adapter le régime fiscal des artisans à leur situation réelle.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'Intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975]. **Sécurité** (p. 8332) : la multiplication des cambriolages et des prises d'otages ; la submersion de la police ; la formation des policiers ; le climat d'insécurité qui s'installe.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la Justice. Débat du 12 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8517) : ses observations sur les conditions dans lesquelles a été créée la cour d'appel de Versailles ; (p. 8524) : demande au garde des sceaux de préciser les instructions données pour la mise en œuvre de l'action publique face à la criminalité croissante ; proteste contre l'attitude de certains juges d'instruction qui se produisent à la télévision comme de véritables vedettes.

— **Projet de loi portant suppression des rémunérations allouées sous forme de tantièmes,** rapporteur (n° **1931**). **Première lecture. Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9934) : la suppression des tantièmes ; la fixation chaque année du montant des jetons de présence par l'assemblée générale des sociétés : mesure qui risque de décourager les candidatures aux fonctions d'administrateurs ; la proposition de la commission des lois tendant à laisser à l'assemblée générale le soin de fixer librement le montant des jetons de présence. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9936) : son amendement n° 2 : laisser l'assemblée générale libre de fixer, quand elle le désire, le montant des jetons de présence ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10178) : indique que la commission mixte paritaire a repris le texte voté en première lecture par l'Assemblée.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Article 9** (p. 1470) : sur l'amendement n° 208 de M. Ribes, fait valoir que l'enjeu de la discussion est de savoir si l'on sauvegardera la concertation nécessaire dans l'établissement des règles importantes ; défend l'amendement n° 88 de M. Fanton : supprimer le paragraphe IV de l'article 9 ; inutilité de ce paragraphe ; repoussé. **Article 11** (p. 1476) : son amendement n° 314 défendu par M. Ribes ; [8 avril 1976] : **Article 11** (p. 1489) : son amendement n° 314 : verser une indemnité de remploi au propriétaire d'un emplacement réservé en cas d'acquisition de son terrain après mise en demeure d'acquérir auprès de la collectivité ; considère que le propriétaire dont le terrain a été réservé est dans la même situation qu'un exproprié ; demande quel serait le coût de la mesure proposée pour les finances publiques ; repoussé ; (p. 1490, 1491) : son amendement n° 313 : inopposabilité de la

réserve au propriétaire comme aux tiers un mois après la mise en demeure de procéder à la levée de la réserve adressée au préfet par le propriétaire ; pose une question au Gouvernement au sujet de la radiation de la réserve ; apporte des précisions sur le sens de son amendement ; adopté. **Après l'Article 16** (*suite*) (p. 1499) : sur l'amendement n° 178 du Gouvernement, explique qu'un transfert du COS est une vente du droit de construire ; considère que cette vente de droit comporte des risques ; (p. 1500) : suggère de se livrer à une phase expérimentale ; [14 avril 1976] : **Article 34** (*suite*) (p. 1721): estime qu'il est bon que les associations puissent relever les infractions aux règles de l'urbanisme. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 3** (p. 4407) : sur l'amendement n° 13 de M. Masson craint que l'administration n'avantage systématiquement ceux qui auront confirmé leur demande ; n'est pas très favorable à l'amendement n° 13 de M. Masson. **Article 5 A** *bis* (p. 4410) : se rallie à la proposition de M. Bécam tendant à remplacer l'association par la consultation, celle-ci étant obligatoire pour les associations créées en Conseil d'Etat ; (p. 4411) : sur l'amendement n° 97 de M. Bécam, fait une distinction entre « sont consultées » et « auront voix consultative » ; n'est pas opposé à ce que ces associations soient consultées à leur demande. **Article 11** (p. 4416) : sur l'amendement n° 14 de M. Masson, observe que quand une réserve est levée, si elle n'est pas opposable aux tiers, le propriétaire est gêné pour aliéner son bien ultérieurement ; demande si l'opposabilité aux biens est bien acquise ; (p. 4417) : précise que l'amendement n° 14 de M. Masson suppose que l'administration n'a pas procédé à l'acquisition dans les deux ans et que le juge d'expropriation n'a pas été saisi.

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. — Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1534) : demande au ministre si l'évaluation des actifs de la CII avait été réalisée par un cabinet français ou par un cabinet étranger ; indique qu'il ne serait en rien choquant que les parlementaires aient eu communication du traité de fusion ; demande dans quelles mesures l'Etat assumera les charges nées de la dissolution d'UNIDATA.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° 2209). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Après l'Article 5** (p. 2981) : sur l'amendement n° 72 de M. Limouzy, estime qu'il ne convient pas de confier au juge le soin de clarifier les textes. **Article 9** (p. 2986) : demande si la juridiction compétente qui aura été saisie sera libre d'apprécier si l'infraction a été ou non commise.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3918) : sur le sous-amendement n° 297 de M. Guillermin défendu par M. Bernard Marie demande s'il s'agit des intérêts connus ou échus jusqu'à la date de cession. **Article 3** (p. 3934) : estime que les plus-values ne peuvent être assimilées à un revenu que si elles sont mesurées en francs constants ; (p. 3935) : objecte que plus on avancera dans le temps plus l'impôt sera lourd et moins l'opération sera spéculative ; qu'en pratique l'application faite de l'article 35 A n'est pas limitée aux seuls spéculateurs ; (p. 3937) : prend acte des promesses de M. Fourcade sur les instructions qu'il compte donner à ses services ; votera contre l'article 3 si le Gouvernement n'accepte pas l'amendement n° 243 de M. Mario Bénard; [10 juin 1976] (p. 3950) : sur l'amendement n° 243 de M. Bénard, expose que la situation ayant changé depuis 1963, l'article 35 A change de sens car en imposant le revenu on en vient à taxer le capital ; (p. 3951) : déclare qu'il y a des abus manifestes de l'application de l'article 35 A et que la loi doit donner des garanties aux contribuables ; soutient l'amendement n° 243 de M. Bénard ; (p. 3952) : demande des précisions sur la portée de l'amendement de M. Fourcade ; [17 juin 1976] : **Article 8** (p. 4274) : soutient l'amendement n° 218 de M. Pierre Bas ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° 1753). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [25 juin 1976]. **Article 13** (p. 4740) : son amendement n° 5 défendu par M. Bouvard ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6557) : des vicissitudes : le système fiscal, l'organisation de la sécurité sociale; le régime fiscal des travailleurs indépendants fondé sur une présomption de faute ; une connaissance parfaite des revenus d'un grand nombre de chefs d'entreprises ; une société plus sensible aux inégalités ; une aggravation des inégalités par la part des impôts indirects ; des inégalités en matière de TVA ; le taux des objets de luxe ; les professions para-médicales ; les médicaments ; l'urgence d'une rénovation de notre législation sociale ; l'étude d'un nouvel impôt sur la fortune par les commissions des finances des deux Assemblées ; la contribution exceptionnelle demandée aux agriculteurs ; l'actualisation des tranches de l'impôt

sur le revenu ; les taxations sectorielles concernant les bateaux de plaisance, les joueurs de golf ; (p. 6558) : la conséquence du blocage des prix pour les entreprises exportatrices ; l'absence de solidarité en faveur des rapatriés ; demande un geste en faveur des rapatriés ; rappelle que la nation reste leur débitrice.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6872) : son amendement tendant à accorder aux petites et moyennes entreprises un abattement de 10 % de leurs bénéfices taxables ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution ; l'intérêt des artisans à adopter le régime du bénéfice réel simplifié ; la nécessité d'un abattement.

Deuxième partie :

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7354) : la cour d'appel de Versailles ; résumé de la situation ; le rang hiérarchique des magistrats ; le ressort de la cour ; les hésitations des pouvoirs publics ; les rapports entre le Gouvernement et le Parlement ; (p. 7356) : les départements entrant dans le ressort de la cour d'appel de Versailles ; les Hauts-de-Seine et la cour d'appel de Versailles ; la situation des magistrats ; les difficultés pour le recrutement de la cour et pour l'avancement ; un changement de politique. **Services pénitentiaires et éducation surveillée** (p. 7367) : motion d'ordre ; l'échec de la procédure des commissions élargies ; les problèmes matériels de la commission élargie.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 [*J.O.* Débats du 20 novembre 1976] (p. 8361) : le budget des rapatriés ; la sécurité ; (p. 8362) : une inquiétude quotidienne ; le cas des Yvelines ; (p. 8364) : les initiatives des commissaires de police lors de la période estivale ; les initiatives du commissaire de La Celle-Saint-Cloud.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1950**). **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Article 22** (p. 9286) : son amendement n° 145 défendu par M. Piot.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9618) : l'opportunité de la surtaxe dans les départements d'outre-mer ; demande si le texte a été préalablement soumis à l'Assemblée nationale ; rappelle le privilège de l'Assemblée nationale en matière financière ; demande le retrait de la discussion de l'article 5 *quater* A car la procédure est affectée d'inconstitutionalité.

1977

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention relative au brevet européen pour le Marché commun (convention sur le brevet communautaire), ensemble un règlement d'exécution, faite à Luxembourg le 15 décembre 1975** (n° **2766**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2437) : l'article 88 de la convention de Luxembourg ; l'utilité et l'opportunité du recours à cet article ; la charge des frais de traduction ; (p. 2438) : les lenteurs de l'application de la loi du 31 décembre 1975 relative à l'emploi obligatoire de la langue française en France.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **2769**). Rapporteur pour avis. **Première lecture. Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4067) : l'ambition limitée du projet de loi ; (p. 4068) : les caractéristiques du système législatif en matière de douanes et de contributions indirectes ; les modifications proposées par le Gouvernement ; l'assouplissement des sanctions par la création d'échelles de peines offertes aux juges ; le caractère excessif de l'extension des circonstances atténuantes aux infractions à la législation sur la fabrication des alcools et à la législation économique sur l'absinthe, les spiritueux, les jeux et le tabac ; l'intervention de l'autorité judiciaire en matière de transaction ; le petit nombre de dispositions relatives aux impôts directs, à la TVA et à l'enregistrement qui touchent la grande masse des contribuables ; la création d'une commission des infractions fiscales ; les modalités de sa saisine ; l'éventuelle conversion de cette commission en premier degré de juridiction ; l'inexistence de garanties de cette juridiction ; l'opposition de la commission des lois à l'autosaisine de la commission des infractions fiscales ; la création d'une nouvelle source supplémentaire de poursuites ; l'embouteillage de la procédure ; l'extension des pouvoirs des juges en matière de suspension du permis de conduire et d'interdiction d'exercer une profession libérale, commerciale ou industrielle ; le caractère complémentaire de la peine de suspension et de son extension à dix ans ; (p. 4069) : la simplification du droit fiscal. Rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4109) : l'avis défavorable de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur l'amendement n° 27 de M. Rieubon ; (p. 4110) : son amendement n° 33 : application des dispositions de l'article à com-

ter de l'entrée en vigueur de la loi ; devenu sans objet ; son amendement n° 63 : modification rédactionnelle ; les raisons de l'opposition de la commission des lois à l'autosaisine de la commission des infractions fiscales ; la présentation par la commission des lois d'une série d'amendements tenant compte de la suppression de l'autosaisine de la commission des infractions fiscales ; amendement n° 63 réservé ; son amendement n° 34 : modification de la composition de la commission des infractions fiscales ; ne pas créer un premier degré de juridiction ; (p. 4111) : le caractère normal de la présence des inspecteurs généraux des finances au sein de la commission des infractions fiscales ; la réserve de la présidence de la commission à un conseiller maître de la Cour des comptes ; amendement n° 34 devenu sans objet ; son amendement n° 35 : suppression de l'autosaisine de la commission des infractions fiscales ; (p. 4112) : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 35 ; adopté ; amendement n° 63 précédemment réservé adopté ; le rejet par la commission des lois de l'amendement n° 54 de M. Claudius-Petit ; le danger comporté par les communications écrites en matière de procédure ; (p. 4113) : l'avis de la commission des lois sur l'amendement n° 54 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 36 d'harmonisation ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 4114) : son amendement n° 37 : soumission des dossiers non encore clos de la commission des infractions fiscales ; la saisine de la commission des infractions fiscales en cas d'absence d'ordonnance de renvoi s'appliquant aux dossiers ; la nature des affaires dont les dossiers devraient être transmis à la commission ; amendement n° 37 repoussé ; (p. 4116) : les garanties offertes aux contribuables par la procédure prévue à l'article 1649 *quinquies* A du code général des impôts ; l'objet de l'amendement n° 4 de M. Papon ; la différence entre l'application du texte de cet amendement et celui du droit actuel ; la prise en compte de la mauvaise foi du contribuable ; propose dans un sous-amendement d'introduire dans l'amendement n° 4 de M. Papon la notion de mauvaise foi manifeste du contribuable. **Article 2** (p. 4117): son amendement n° 38 : prise en compte dans l'établissement de la récidive de l'entrée en vigueur de la loi ; adopté. **Article 3** (p. 4118) : son amendement n° 39 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 4** (p. 4118) : son amendement n° 40 de suppression ; repoussé. **Article 5** (p. 4119) : son amendement n° 41 : suppression du plancher de réduction du montant des sommes tenant lieu de confiscation des marchandises de fraude ; déclaré irrecevable ; (p. 4120) : son amendement n° 42 : suppression du plancher de réduction des amendes fiscales déclaré irrecevable ; soutient l'amendement n° 26 de M. Hector Rolland : abrogation du paragraphe 2 de l'article 369 du code des douanes ; la suppression de l'interdiction expresse au juge d'excuser les contrevenants sur l'intention ; l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 26 de M. Hector Rolland ; amendement n° 26 repoussé. **Article 6** (p. 4121) : l'avis défavorable de la commission des lois sur l'amendement n° 13 de M. Papon ; son amendement n° 43 : limitation de l'interdiction d'exercer la profession dans l'exercice de laquelle l'infraction a été commise ; le champ d'application de l'article 6 ; amendement n° 43 repoussé ; son amendement n° 44 : substitution de la notion de suspension du permis de conduire à celle de retrait temporaire ; son amendement n° 45 : limitation à cinq ans de la durée d'interdiction ou de suspension du permis de conduire ; son amendement n° 46 : faculté offerte aux condamnés sur décision du tribunal, de faire usage de leur permis de conduire pour l'exercice de leur activité professionnelle ou familiale ; l'aggravation du droit commun de retrait du permis de conduire ; (p. 4122) : l'autorisation par le juge faite à la personne sanctionnée de se servir de son véhicule pour raisons professionnelles ou familiales ; (p. 4123) : amendement n° 44 adopté. amendement n° 45 devenu sans objet ; amendement n° 46 repoussé ; son amendement n° 47 : abrogation des articles 1750 et 1817 du code général des impôts ; (p. 4124) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 47 rejeté ; son amendement n° 48 : prestation de l'effet de sanctions administratives prononcées au titre des articles 1750 du code général des impôts au 31 décembre 1977, en cas de non-confirmation à cette date, par le juge d'instruction ou la juridiction de jugements ; amendement n° 48 modifié adopté. **Article 7** (p. 4124) : se déclare favorable à titre personnel à l'amendement n° 31 de M. Icart. **Article 8** (p. 4128) : son amendement n° 49 : application des dispositions de l'article à compter de l'entrée en vigueur de la loi ; devenu sans objet. **Après l'Article 8** (p. 4128) : son amendement n° 50 : conditions de réalisation des visites des locaux servant exclusivement à l'habitation, de la recherche et de la constatation des infractions à la réglementation économique ou fiscale ; adopté ; son amendement n° 51 : abrogation de l'article 1754 du code général des impôts ; adopté. **Avant l'Article 9** (p. 4129) : l'amélioration des garanties des contribuables. **Article 9** (p. 4130) : les différences existant entre l'amendement n° 66 du Gouvernement et l'amendement n° 18 de M. Papon ; l'avis favorable de la commission des lois sur l'amendement n° 18 de M. Papon; (p. 4132) : son amendement n° 52 : applica-

tion des dispositions de l'article aux transactions conclues et aux remises accordées à compter de l'entrée en vigueur de la loi ; amendement n° 52 modifié adopté. **Article 10** (p. 4133) : son amendement n° 53 : possibilité pour le comité de faire au ministre de l'économie et des finances des observations et recommandations jugées utiles et information du comité par tout assujetti des difficultés rencontrées en matière contentieuse ; adopté. **Deuxième lecture.** Rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [13 décembre 1977]. **Article premier** *bis* **A** (p. 8669) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 1 de M. Neuwirth ; le caractère très spécial du droit fiscal ; la conformité des dispositions de l'amendement n° 1 avec les principes généraux du droit ; (p. 8670) : la différence faite par le Gouvernement entre la preuve de l'absence de bonne foi et la preuve de la mauvaise foi. **Article premier** *quater* (p. 8671) : son amendement n° 4 : suppression du caractère contraignant des motivations des notifications de redressement ; adopté. **Article premier** *quinquies* : son amendement n° 5 : motivations des décisions par lesquelles l'administration rejette les observations du contribuable ; (p. 8672) : l'obligation de notification des motifs de la décision de l'administration à l'intéressé ; modifié adopté. **Article 5** : son amendement n° 6 : possibilité pour le tribunal de limiter à une somme déterminée l'engagement solidaire de certains condamnés ; adopté ; son amendement n° 7 : possibilité pour les tribunaux de relaxer les contrevenants pour défaut d'intention ; adopté. **Article 5** *bis* (p. 8673) : son amendement n° 8 : possibilité pour le tribunal de prescrire une expertise et de la confier à un expert de son choix ; le problème posé par les contestations postérieures au dédouanement ; l'institution d'une « commission » dite de conciliation ; la compétence des experts en cas de contestations sur la consistance ou sur la valeur de l'objet dédouané ; repoussé. **Article 5** *ter* : son amendement n° 9 de suppression ; la composition de la commission de consultation et d'expertise douanière ; repoussé. **Article 6** (p. 8674) : son amendement n° 10 : possibilité pour le tribunal d'interdire un certain nombre de fonctions de direction, de gérance ou d'administration ; repoussé ; son amendement n° 11 : modification de pure forme ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement du Gouvernement à son amendement n° 11 ; modifié adopté. **Article 6** *bis* (p. 8675) : son amendement n° 12 : dispositions de coordination ; adopté ; son amendement n° 13 : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 8** : son amendement n° 14 : suppression de la prise en considération des circonstances particulières lors de l'établissement des demandes de remise des sanctions fiscales ; les conditions de remise de peine totale ou partielle ; la possibilité pour l'administration de revenir sur la décision des premiers juges ; ne pas exclusivement prendre en considération le cas des commissionnaires en douane ; le peu d'éléments nouveaux apportés par l'amendement n° 20 du Gouvernement ; repoussé.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n° **267**, n° **2790**, n° **2791**, n° **2854**, n° **2896**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4355) : l'objet des propositions de loi ; la limitation du champ de la réglementation proposée à la publication et à la diffusion des sondages ; l'absence de garanties dans le droit public de la qualité et de l'objectivité de l'information ; la liberté politique ; le lien entre le sondage et une élection ou un référendum ; la distinction entre la période normale et la période proprement électorale ; les dispositions se rapportant à une déontologie des sondages ; la création d'une commission nationale des sondages ; sa composition ; la qualité et l'objectivité du sondage ; (p. 4356) : éviter que se créent des situations de monopole ; l'interdiction de la publication des sondages qui ne sont pas objectifs ; l'interdiction de la publication et de la diffusion de sondages pendant la campagne électorale ; les origines de cette disposition ; la proposition de loi de MM. Dailly et Pams ; la constatation d'abus importants ; l'interdiction des sondages pour les élections et les référendums pendant les deux semaines précédant le scrutin ; le respect des électeurs ; l'impact de la publication des sondages sur l'opinion ; les phénomènes d'imitation, de lassitude et de réaction ; l'orientation de l'opinion ; (p. 4357) : l'égalité entre les candidats ; l'efficacité d'une réglementation sur les sondages ; la publication des sondages par les journaux étrangers ; le délai de deux semaines ; demande au nom de la commission, à l'Assemblée, d'adopter le texte proposé. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4360) : son amendement n° 1 : nouvel intitulé ; adopté ; le rejet par la commission de l'amendement n° 35 de M. Guermeur ; (p. 4361) : son amendement n° 2 : champ d'application de la loi ; se déclare favorable, à titre personnel, au sous-amendement n° 52 du Gouvernement ; avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 22 du Gouvernement et sur le sous-amendement n° 36 de M. Guermeur ; (p. 4362) : la restriction du champ d'application de la réglementation ; la protection des citoyens par l'Etat ; (p. 4363) : amendement n° 2 adopté après adoption du sous-amende-

ment n° 52 du Gouvernement ; son amendement n° 3 de pure forme ; adopté ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 50 de M. Leenhardt ; le mécanisme prévu par la commission ; son avis défavorable sur l'amendement n° 50 de M. Leenhardt ; (p. 4364) : son amendement n° 4 : indications devant accompagner la publication et la diffusion de tout sondage ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 37 de M. Guermeur et n° 29 de M. Villa à son amendement n° 4 ; l'avis défavorable de la commission sur les sous-amendements n° 29 de M. Villa et n° 38 de M. Guermeur à son amendement n° 4 ; amendement n° 4 adopté ; (p. 4365) : son amendement n° 5 : éléments devant être déposés auprès de la commission des sondages à l'occasion de la publication et de la diffusion de tout sondage ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 49 de M. Villa à son amendement n° 5 ; amendement n° 5 adopté après adoption du sous-amendement n° 49 de M. Villa ; son amendement n° 6 : dépôt par l'organisme ayant réalisé des sondages auprès de la commission des sondages en vue de leur consultation, des documents sur la base desquels les sondages ont été publiés et diffusés ; l'avis défavorable de la commission sur le sous-amendement n° 30 de M. Villa à son amendement n° 6 ; (p. 4366) : l'avis défavorable de la commission sur les sous-amendements n° 23 du Gouvernement et n° 39 de M. Guermeur ; l'attitude non systématique de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République ; amendement n° 6 adopté ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 31 de M. Villa ; son amendement n° 7 de pure forme : adopté ; (p. 4367) : son amendement n° 8 : attributions de la commission des sondages ; adopté ; son amendement n° 9 : composition de la commission des sondages ; l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 33 de M. Villa ; adopté ; son amendement n° 10 : obligations de déclaration préalable du respect des règles et clauses fixées par la commission des sondages ; adopté ; (p. 4368) : son amendement n° 11 rectifié : pouvoir de vérification de la commission des sondages ; la prise en compte par la commission des observations du Gouvernement ; adopté ; son amendement n° 12 rectifié : organisation du droit de mise au point par la commission des sondages ; l'avis favorable de la commission sur le sous-amendement n° 24 du Gouvernement ; (p. 4369) : amendement n° 12 rectifié adopté après adoption des sous-amendements n° 24 du Gouvernement et n° 53 de M. Foyer ; son amendement n° 13 : modalités de publication et conditions de recours des décisions de la commission des sondages ; le caractère législatif de la première phrase du deuxième alinéa de l'amendement n° 13 ; son sous-amendement : application des conditions de droit commun au recours ; adopté ; amendement n° 13 modifié ; adopté ; son amendement n° 14 de pure forme ; adopté. **Article premier** (p. 4370) : son amendement n° 15 : interdiction de publication de sondages dans les deux semaines précédant le scrutin ; (p. 4371) : la qualité des sondages ; l'interdiction de la publication des sondages pendant deux semaines ; amendement n° 15 repoussé ; l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 27 du Gouvernement ; son amendement n° 16 de pure forme ; adopté ; son amendement n° 17 : modification rédactionnelle ; adopté. **Avant l'Article 2** (p. 4372) : son amendement n° 18 de pure forme ; adopté. **Article 2** (p. 4372) : son amendement n° 19 : infractions justifiables de sanctions ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 4372) : son amendement n° 20 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application de la loi ; adopté après adoption du sous-amendement n° 51 du Gouvernement. **Titre** (p. 4372) : son amendement n° 21 : modification du titre ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1977] (p. 4547) : les modifications apportées à la proposition de loi par le Sénat ; la publicité des décisions de la commission des sondages ; (p. 4548) : la suppression du droit de consultation des documents de sondage auprès de la commission ; le rétablissement de l'interdiction de publication des sondages une semaine avant le premier tour des scrutins ; le ralliement de la commission à l'interdiction de sept jours ; (p. 4550) : le délai d'interdiction de la publication des sondages ; l'objet du texte.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 4554) : l'avancement de l'heure légale d'une heure.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 3** (p. 6223) : le statut social et fiscal des personnes âgées ; les divers frais supportés par ces personnes ; l'insuffisance du taux de relèvement des rentes viagères ; (p. 6224) : l'abattement de 10 % pour les titulaires de pensions de retraite et d'invalidité ; l'inapplication des dispositions proposées par le sous-amendement n° 143 du Gouvernement ;

(p. 6229) : l'application de la disposition proposée par le sous-amendement n° 141 du Gouvernement à l'amendement n° 12 de M. Papon aux contrats en cours ; l'augmentation des contrats déjà engagés. **Article 7** (p. 6235) : son amendement n° 103 : extension du bénéfice de l'abattement de 20 % aux commerçants et artisans abandonnant le régime du forfait pour être soumis à l'imposition du bénéfice réel ; les trois éléments contenus dans la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; le recul des commerçants et artisans devant les frais supplémentaires engendrés par l'adhésion aux centres de gestion agréés ; la nécessité de trouver une autre solution que celle réalisée par les centres de gestion agréés ; l'incitation des commerçants à adopter le régime du bénéfice réel ; un amendement qui va dans le sens d'une meilleure connaissance des revenus ; la majoration des droits de timbre de dimension et des droits sur les tabacs ; amendement n° 103 ; repoussé. **Article 9** (p. 6239) : la reconduction de la taxe exceptionnelle sur les éléments du train de vie ; le développement de la pratique sportive ; la taxation des cotisations versées aux clubs de golf ; le remboursement des avortements ; (p. 6241) : la fixation du plafond d'application de la taxe à 75.000 F ; la taxation des abonnements aux clubs de golf ; la pratique sportive du golf. **Article 10** (*suite*) (p. 6243) : le caractère injuste de la disparité du taux de la TVA entre les hôtels de luxe et les hôtels dits de préfecture ; la possibilité offerte au Gouvernement de proposer un gage financier différent de celui proposé par les amendements discutés.

Deuxième partie :

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat. Examen des crédits [19 octobre 1977]. **Après l'Article 68** (p. 6379) : son amendement n° 101 : augmentation de la taxe pour frais de chambres de métiers ; adopté.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 20 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 25 octobre 1977] (p. 6567) : l'écart entre les évolutions des autorisations de programme et des crédits de paiement ; la mise en place de la cour d'appel de Versailles ; la gratuité de la justice ; les honoraires des avocats.

Justice [25 octobre 1977] (p. 6584) : la fonction de magistrat ; les moyens des magistrats ; le montant des crédits budgétaires ; la lutte contre la violence ; (p. 6585) : la commission d'études des problèmes de la violence ; la nécessité de la fermeté.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 27 octobre 1977 [*J.O.* Débats du 2 novembre 1977] (p 6844) : l'objet initial des commissions élargies ; la publicité réalisée par le *Journal officiel ;* les comptes rendus de presse ; (p. 6850) : la question de M. Charles Bignon relative au financement de l'assainissement par des communes fusionnées ; la politique britannique en matière de collectivités locales ; la globalisation des subventions d'équipement ; les dotations du FECL ; les problèmes de sécurité ; les attentats relatifs aux relais de télévision ; les effectifs de la police ; la nature sociologique du vol ; les moyens de la police ; la coordination police-gendarmerie-armée ; la sécurité routière ; les SAMU.

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis suppléant [3 novembre 1977] : présente le rapport de M. Jacques Piot ; l'évolution institutionnelle des TOM ; l'évolution de la Nouvelle-Calédonie ; le renouvellement de l'Assemblée territoriale ; l'émiettement politique de la représentation du territoire ; la promotion mélanésienne ; (p. 6942) : la nécessité d'une politique de réaménagement foncier ; le rachat des terres dans le cadre du FADIL ; l'évolution politique de la Polynésie ; la dissolution de l'Assemblée territoriale ; l'adoption du nouveau statut ; la situation confuse du condominium des Nouvelles-Hébrides ; l'avis favorable de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° 3199). **Première lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Article 2 : Article 1792-4 du code civil** (p. 8980) : son amendement n° 1 : responsabilité solidaire du fabricant d'un ouvrage aux obligations à la charge du locateur d'ouvrage ; (p. 8981) : son accord sur la modification rédactionnelle proposée par M. Foyer ; adopté. **Article 3** (p. 8987) : son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 16 rectifié de M. Richomme : les charges des personnes physiques ou morales de la responsabilité contractuelle à raison de dommages causés aux tiers à l'expiration du délai de dix ans ; non soutenu. **Article 11 : Article L 241-1 du code des assurances** (p. 8998) : son amendement n° 93 : obligation des personnes participant à la construction d'apporter la preuve que leur activité est couverte par une assurance valable pour la durée de cette responsabilité ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 décembre 1977]. **Article 11** (p. 9174) : son amendement n° 6 ; devenu sans objet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° 2547). **Commission mixte paritaire**

[20 décembre 1977] (p. 9080) : les conditions d'ouverture des comptes courants.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9156) : propose une modification à l'amendement n° 2 du Gouvernement ; adoptée.

LAURISSERGUES (Christian)

Député du Lot-et-Garonne
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à **l'indemnisation des calamités agricoles** (n° **1127**) [10 juillet 1974].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Dutard** (n° **790**), **Maurice Faure** (n° **1355**), **Cattin-Bazin** (n° **1358**), **Bégault** (n° **1359**), **Ceyrac** (n° **1499**), **Fouchier** (n° **1552**) : **Prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2008) : relance de la culture du tabac pour l'octroi d'une prime d'encouragement réservée à l'amélioration des structures et au soutien du prix.

• *question d'actualité :*

Conditions de travail à la SNCF [26 octobre 1973] (p. 4883).

• *question au Gouvernement :*

— **Rémunérations et conditions de travail à la SNCF** [6 novembre 1974] (p. 5935).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** : les difficultés de l'Aquitaine [11 décembre 1974] (p. 7714) ; l'effort de développement de la population agenaise ; la création d'urgence d'emplois dans le Lot-et-Garonne.

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2025) : diminution du revenu des agriculteurs en 1974 ; évolution défavorable du secteur des fruits et légumes ; (p. 2026) : nécessité de déclarer le Lot-et-Garonne zone sinistrée.

• *questions au Gouvernement :*

— **Calamités agricoles** [30 juin 1976] (p. 4953) : dommages causés par un orage dans le Lot-et-Garonne ; octroi de prêts sur neuf ans.

— **Assassinat de Reims** [8 juin 1977] (p. 3494) : attentat dont les travailleurs en grève des verreries mécaniques champenoises ont été victimes.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [4 mai 1973] (p. 1063) : rappelle la hausse des produits industriels à usage agricole, la faiblesse du revenu net des agriculteurs ; accroissement des inégalités par département ; souhaite une aide personnelle à l'agriculteur ; problème des calamités agricoles ; retards dans l'application des mesures prévues par la loi de 1964 ; demande que les prêts bonifiés soient ramenés à la durée et au taux de 1971, la modification de la loi de 1964, l'inclusion de la grêle parmi les risques non assurables ; le caractère obligatoire de l'assurance contre les calamités pour l'ensemble des cultures, l'application du principe de la solidarité nationale ; investissement de personnes étrangères à l'agriculture ; prise en compte de l'environnement dans la politique agricole.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5985) : dégradation de la qualité des prestations servies P et T et services publics ; choix allant à l'encontre de la notion de service public, critères de rentabilité ; procédé Cidex et processus de désengagement du service public ; avances remboursables et sélection par l'argent ; pénalisation des régions rurales ; taxes des mandats, empiètements du domaine privé ; charge que constitue le trafic de messagerie des journaux ; demande sa prise en charge par le budget général ; déficit des chèques postaux, chèques postaux et secteur bancaire ; taux d'intérêt servi et utilisation des fonds en dépôt ; investissements publics et financement privé, coût des contrats passés avec les sociétés privées ; priorités définies par M. Galley ; moyens en personnel technicien ; retard de la poste dans le domaine de la modernisation ; (p. 5986) : demande une révision dès 1974 de l'enveloppe consacrée à la poste ; suppression d'emplois résultant de l'automatisation ; tarifs postaux ; sa mise en garde sur le recours systématique à l'emprunt ; incohérence dans la définition des objectifs ; ses questions relatives à la publication des travaux du service des contrôles des prix, aux avances remboursables, à la publication des travaux de la commission de contrôle de la gestion du téléphone, à la proposition de loi de son groupe tendant à constituer une commission de contrôle sur les écoutes téléphoniques.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [8 novembre 1974] (p. 6138) : le vote défavorable des socialistes et radicaux de gauche sur les crédits du titre IV de l'état B sur les fruits et légumes.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6783) : analyse les causes du mécontentement qui est à l'origine de la grève ; estime que le Gouvernement a refusé aux PTT les moyens d'un fonctionnement normal tout en lui imposant des charges indues ; critique le recours aux sociétés de financement ; (p. 6784) : problème des effectifs et des 92.000 auxiliaires actuels ainsi que celui des 8.000 agents féminins titulaires ; regrette la faiblesse des crédits de fonctionnement et la modicité des investissements ; estime nécessaire le recours à l'emprunt ; (p. 6785) : évoque les problèmes catégoriels et indemnitaires et les conclusions de la commission Lecarpentier ; la nécessité de reconnaître la qualification nécessaire dans les télécommunications ; la trop grande diversité des primes servies au titre de la technicité ; proteste contre la décision du ministre de l'intérieur de faire expulser le personnel des centres de tri par les forces de l'ordre et contre les tentatives de mise en place de réseaux parallèles de tri et de distribution ; exige la reprise des négociations ; annonce le refus du groupe socialiste de voter le budget ; (p. 6804) : rappelle la question écrite posée par M. Boudet sur les grèves ; (p. 6811) : estime que le Gouvernement viole à la fois le droit de grève et le principe du monopole des PTT ; (p. 6813) : déclare que les socialistes et les radicaux de gauche ne voteront pas le budget des PTT et dépose deux demandes de scrutin public, une sur les autorisations de programme et l'autre sur les crédits de paiement ; il critique une politique fondée sur le mépris des hommes.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8561) : les aspects positifs du budget, conséquence des luttes sociales menées en 1974 ; (p. 8562) : la mauvaise gestion des PTT ; l'immobilisme dans le domaine des services financiers ; l'insuffisance des crédits en valeur absolue ; les charges indues imposées au service public des PTT ; (p. 8563) : le recours excessif à l'emprunt ; les conséquences sociales de l'automatisation ; donner aux services financiers le moyen de lutter contre la concurrence des banques ; le vote négatif du groupe socialiste.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Titre** : son amendement n° 112 défendu par M. Forni.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2192) : les revendications des producteurs de fruits et légumes ; les moyens d'améliorer leur situation ; (p. 2193) : la nécessité d'harmoniser les coûts de production dans les différents Etats du Marché commun ; revendique pour l'Assemblée le droit de redéfinir une autre politique agricole conforme aux intérêts des exploitations familiales.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6672) : les conséquences de la

Communauté économique européenne ; les conditions de l'élargissement de la Communauté économique européenne ; l'influence des conditions atmosphériques sur le marché des fruits et légumes ; le cas du Lot-et-Garonne ; la nécessité de la révision du système d'indemnisation des calamités.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Discussion des articles** [12 décembre 1977]. **Article 29** (p. 8593) : soutient l'amendement n° 83 de M. Claude Michel : institution et composition de la commission des clauses abusives ; la représentation de trois délégués des organisations syndicales au sein de la commission des clauses léonines ; devenu sans objet.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° **3207**). **Discussion de l'article unique** [12 décembre 1977]. **Article unique : Article L 122-24-1 du code du travail** (p. 8607) : son amendement n° 23 : extension des dispositions de l'article aux candidats aux élections cantonales ; accorder les mêmes chances à tous les candidats quelle que soit la nature des élections ; repoussé ; (p. 8608) : son amendement n° 24 : fixation maximale de l'autorisation d'absence en cas de participation à la campagne électorale à la durée légale de la campagne électorale propre à chacune des consultations visées ; devenu sans objet ; (p. 8609) : son amendement n° 25 soutenu par M. Franceschi : conditions de rémunération de la durée des absences ; adopté ; (p. 8610) : son amendement n° 26 soutenu par M. Franceschi : non-rémunération par l'entreprise des absences au-delà de la limite légale sauf dispositions contraires des conventions collectives ; repoussé ; son amendement n° 27 : faculté de récupération par le salarié du temps d'autorisation d'absence accordé ; repoussé.

LAVIELLE (Henri)

Député des Landes
(2e circonscription)
(PSRG).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié par la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de l'éducation physique et du sport [9 octobre 1975] (p. 6736).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** portant **réforme de l'éducation physique et du sport** (n° **732**) [31 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à une meilleure protection de la **forêt landaise** (n° **2581**) [3 novembre 1976].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Répartition des crédits exceptionnels d'aide aux collectivités locales** (communes du département de M. Chirac) [12 juin 1974] (p. 2609).

— **Transfert de l'ENSEPS** (école normale supérieure d'éducation physique et sportive) de Châtenay-Malabry à Vincennes **et du CREP** (centre régional d'éducation physique) de Vincennes à Châtenay-Malabry [23 octobre 1974] (p. 5347).

— **Représentativité du Modef** (syndicat agricole) [16 avril 1975] (p. 1738).

— **Difficultés dans l'industrie de la chaussure** [3 décembre 1975] (p. 9262) : gravité de la crise dans le sud-ouest de la France.

— **Gemmage dans le massif forestier d'Aquitaine** [28 avril 1976] (p. 2251) : situation des travailleurs forestiers de l'Aquitaine.

— **Directive relative à la conservation des oiseaux** [30 novembre 1977] (p. 8049) : risques de disparition des chasses traditionnelles régionales dans le Sud-Ouest et dans le Midi de la France.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [4 mai 1977] (p. 1060) : caractère de marchandage des négociations européennes ; inquiétude devant le climat des réunions communautaires ; absence de volonté politique ; inquiétude des agriculteurs ; taxe de défrichement ; encadrement du crédit ; patente sur les coopératives ; proposition de loi de M. Lelong sur la coopération ; baux ruraux à long terme ; demande l'amélioration du statut du fermage ; évoque la politique des structures, les SAFER ; (p. 1061) : le projet de loi sur les SAIF ; l'entrée de capitaux privés dans l'appropriation des terres, le développement des équipements collectifs ; nécessité de faire l'Europe.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — II. Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4995) : insuffisance des crédits eu égard aux besoins notamment en ce qui concerne les créations de postes, charges supportées par les collectivités locales pour les investissements, retards pris dans l'exécution de la troisième loi de programme d'équipement sportif, freinage au niveau des autorisations de programme, importance de la formation physique du citoyen, place des activités physiques dans les programmes, menaces de la vie moderne, rupture avec le milieu naturel, responsabilité des gouvernements successifs de la Ve République depuis 1966, propos tenus par M. Mazeaud en qualité de député sur le coût des champions, critères du niveau sportif d'une nation, actions pour le doublement du budget du secrétariat d'Etat, estime nécessaire un changement de politique, de structures et d'orientation, confusion du secrétariat d'Etat, inefficacité, chevauchement de compétences et conflits d'autorité, tiers-temps dans le premier degré, actions ponctuelles ; interroge le ministre sur la réforme concernant le recrutement des futurs enseignants d'éducation physique et sportive ; (p. 4996) : sur la mise en place des services universitaires et interuniversitaires des activités physiques sportives et de plein air, domaine politique de la conception et de l'orientation, problème de civilisation, conditions de la rénovation du sport français, erreur fondamentale que constitue la séparation du secrétariat d'Etat à la jeunesse et aux sports du ministère de l'éducation nationale, inadaptation et confusion de cette situation, attitude de ses collègues de la majorité à l'égard du budget, nécessité d'une perspective d'ensemble ; refus de son groupe de s'associer à cette politique.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5324) : inquiétude des agriculteurs du Sud-Ouest ; (p. 5325) : crédits destinés aux bonifications d'intérêt ; stagnation des crédits du FASASA, calamités agricoles, bâtiments d'élevage, progression des quotas de bonifications accordés pour les prêts spéciaux d'élevage, transformation des produits agricoles dans les Landes, retard dans le secteur des industries agricoles et alimentaires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° **725**). **Discussion des articles** [29 novembre 1973] (p. 6492). **Après l'Article premier** : son amendement tendant à préserver l'appellation des vins AOS.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5691) : le contraste entre l'optimisme du ministre et la résignation du rapporteur ; un budget de faible qualité ; les majorations de crédits récupérées par un biais ; brosse un tableau de la situation ; deux heures d'éducation physique au lieu de cinq ; le tiers-temps est un vœu pieux ; les moyens de plus en plus réduits des associations de jeunes ; un budget en régression ; de nouveaux transferts de charges sur les collectivités locales ; le libre choix pour les jeunes de voyager à l'étranger ; offices franco-allemand et franco-québécois de la jeunesse ; une nouvelle dégradation du potentiel sportif et culturel ; les débouchés compromis ; les associations sport-études sans crédits et sans enseignants ; (p. 5692) le délabrement du lycée de Font-Romeu.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 13** (p. 7612) : l'examen préalable à la délivrance du permis de chasse ; l'appartenance à une fédération départementale ; le compte particulier départemental ; les charges de fonctionnement du conseil national de la chasse et de la faune sauvage ; la rémunération des personnels des fédérations ; l'indemnisation des dégâts de grand gibier ; (p. 7613) : les moyens financiers des fédérations ; sauf assurances précises souhaite la suppression de l'article ; (p. 7614) : la loi de 1964 sur les associations communales de chasse agréées. **Seconde délibération** (p. 7635) : ségrégation entre les personnels employés par les fédérations de chasse.

1975

— **Projet de loi portant modification du du fermage (n° 1171). Discussion des articles** [8 avril 1975] : **Article premier** (p. 1406) : son amendement n °117 : porter de deux à trois mois l'exercice du droit de préemption ; nécessiter d'allonger le délai prévu pour laisser au fermier le temps de réunir les capitaux nécessaires ; repoussé. [10 avril 1975] : **Article 16** (p. 1521) : son amendement n° 112 : après les mots « l'article 188-1 du présent code » insérer les mots « si ses revenus extérieurs à l'activité agricole sont supérieurs à deux fois le SMIC » ; caractère vague de la notion d'activité agricole principale ; prévoir une clause économique ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser (n° 1555)** [24 avril 1975]. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2072) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. de Poulpiquet ; ne pas engager la responsabilité des maires. **Après l'article 18** (p. 2079) : son amendement n° 1 : délivrance gratuite du permis de chasse aux titulaires de l'allocation du fonds national de solidarité ; surtaxe sur les chasses de luxe ; premier alinéa, adopté ; deuxième alinéa ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport (n° 1728). Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6429) : reproche au Gouvernement de n'accepter qu'un simulacre de concertation ; le refus par le Gouvernement des amendements présentés au Sénat par les socialistes ; (p. 6430) : le besoin en éducateurs et en installations ; le manque de moyens et de crédits ; le faux-semblant que constitue le projet de loi ; s'oppose à la scission de l'ASSU et à la suppression du sport scolaire et universitaire ; fait valoir que les intéressés ne réclament pas la modification des textes en vigueur ; rappelle le « tollé » qu'avait soulevé le premier projet du Gouvernement qui n'est amendé qu'en apparence ; (p. 6431) : regrette que le Gouvernement ait pris le contrepied des conclusions du rapport du Sénat ; les amendements que déposera le groupe socialiste tendant à apporter les moyens financiers indispensables et à intégrer l'éducation physique dans l'ensemble de l'éducation nationale. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6539) : reproche au secrétaire d'Etat d'avoir repoussé les amendements socialistes déposés au Sénat ; son amendement n° 1: préciser que les activités physiques ou sportives sont un élément fondamental de la culture ; adopté. **Article 3** (p. 6549) : son amendement n° 21 modifier l'article 3 afin de mieux marquer que la formation physique et sportive ne peut se limiter à une initiation et doit être confiée à des enseignants qualifiés ; retiré. **Article 9** (p. 6558) : son amendement n° 30 : supprimer le dernier alinéa de l'article 9 ; repoussé. **Avant l'article 15** (p. 6567) : son amendement n° 12 : conférer à tout sportif salarié le droit à des aménagements des horaires de travail ; poser le principe de la participation des employeurs au développement des activités physiques et sportives ; adopté après adoption du sous-amendement n° 36 de M. Vauclair. **Article 15** (p. 6568) : son amendement n° 34 : promouvoir le sport sur les lieux de travail ; repoussé. **Après l'Article 21** (p. 6572) : son amendement n °17 : les dispositions législatives et réglementaires prises dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi détermineront les moyens financiers nécessaires à sa mise en œuvre ; repoussé. **Explication de vote** (p. 6573) : le refus de la quasi-totalité des amendements du groupe socialiste ; l'absence d'assurances données par le projet quant à l'avenir du sport en France ; le vote négatif du groupe socialiste.

— **Informe le président** de l'absence de députés socialistes se rendant en délégation au domicile de Guy Mollet pour lui rendre un dernier hommage [3 octobre 1975] (p. 6548).

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie — II. Jeunesse et sports. Examen des crédits. Après l'Article 35 [7 novembre 1975] (p. 8134) : son amendement n° 234 : insérer un article prévoyant la création d'un comité consultatif de gestion du fonds national sportif ; repoussé.

1977

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés (n° 2516). Commission mixte paritaire. Explications de vote** [21 décembre 1977] (p. 9156) : le vote hostile du groupe du PSRG.

LAZZARINO (Georges)

Député des Bouches-du-Rhône
(5e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** sur les **chèques postaux** (n° **3080**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7703) : le chômage et les difficultés des petites entreprises dans la région Provence - Côte d'Azur ; suppressions d'emplois dues aux opérations de concentration ; études nécessaires à l'intégration de Titan-Coder à la Régie Renault.

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2964) : le profond malaise existant dans l'armée française ; une politique qui va à contresens d'une défense nationale ; l'abandon de la « défense tous azimuts » ; la tendance à aller vers l'armée de métier ; l'absence de clarté dans les missions de l'armée ; une armée de conscription fondée sur la permanence des effectifs et la formation des réserves, seul moyen de faire front à un agresseur ; réduire la durée du service actif ; entreprendre des réformes démocratiques ; la situation des cadres ; la réduction du prix des matériels militaires ; les profits des marchands d'armements ; les cadres de l'armée conventionnelle sacrifiés de la force nucléaire ; les missions de l'armée ; (p. 2965): l'indignation des cadres à la suite de l'interview du président du groupe des républicains indépendants ; la lettre de l'ancien Waffen SS de La Mazière ; le travail de réconciliation avec les nazis ; réaliser le désarmement général et contrôlé.

• *questions au Gouvernement :*

— **Indépendance des magistrats** [12 mai 1976] (p. 2926) : le caractère inadmissible des mutations de deux magistrats du parquet de Marseille : M. Ceccaldi, dossier des ententes illicites opérées par les grandes sociétés pétrolières ; M. Aumeras, répression du trafic de la drogue.

— **Menace de fermeture de l'entreprise Gervais-Danone de Marseille** [3 novembre 1976] (p. 7418) : la désindustrialisation de la vallée de l'Huveaune ; malfaisance des sociétés multinationales préoccupées de l'accroissement de leurs profits.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1831) : mécontentement des parents ; situation scolaire dans la ZUP n° 1 de Marseille ; retards dans la construction des CES ; étude réalisée par la section des Bouches-du-Rhône de la fédération de l'éducation nationale ; retards scolaires ; responsabilité du Gouvernement ; charges financières pesant sur les communes ; sécurité des constructions scolaires ; catastrophe du CES Edouard-Pailleron ; mesures financières à prendre ; gratuité des fournitures et des transports scolaires ; responsabilité financière des travaux de mise à jour des normes de sécurité ; coût de ces travaux pour la ville de Marseille ; financement des établissements programmés en 1974 ; politique préconisée par le programme commun de la gauche.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [30 octobre 1973] (p. 5053) : difficultés de la circulation et des transports publics dans les grandes villes, causes de cette situation ; concentration industrielle ; construction d'HLM et de grands immeubles à la périphérie des grandes cités ; accroissement régulier des populations urbaines ; transports urbains et notion de service public ; déficit de leur gestion ; exemple de la ville de Marseille, déficit de la régie autonome des transports de la ville de Marseille ; recours aux véhicules individuels et difficultés de la circulation ; taxe de 1 % pour le financement des transports en commun ; rejet de l'amendement de M. Houël proposant que ce taux ne soit pas inférieur à 2 % pour les entreprises employant plus de cent salariés ; non-application de la loi du 11 juillet 1973 ; prix des transports publics urbains et budget des travailleurs ; demande l'extension à tous les salariés des entreprises privées de la prime uniforme mensuelle de transport instituée dans la première zone de la région parisienne ; proposition de loi en ce sens du groupe communiste et du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ; ses observations sur la construction du métro à Lyon et à Marseille ; nécessité d'utiliser les voies ferrées existantes pour créer un véritable service de banlieue ; problèmes financiers posés par la construction du métro, coût de la première tranche ;

demande l'accroissement de la subvention de l'Etat ; application de la notion de service public, ne votera pas le budget.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. **Jeunesse et sports** [31 octobre 1974] (p. 5689) : le mythe du 1 % ; un budget en régression ; la réalisation très partielle de la loi de programme ; conséquences néfastes sur les activités de jeunesse et d'éducation populaire et l'emploi des animateurs professionnels ; les transferts de charges sur les familles et les collectivités locales ; la tendance à la privatisation des activités de loisirs et à la ségrégation sociale ; menaces sur l'indépendance des organisations ; le comité national pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire et le comité pour le doublement du budget du secrétariat d'Etat ; politique au service des intérêts des monopoles et refus du droit aux loisirs ; (p. 5690) : refuse de cautionner la mise en cause de la vie scolaire, universitaire et professionnelle de la jeunesse ; une seule réponse à cette dégradation : le programme commun de gouvernement.

1975

— **Rappel au règlement** [3 juin 1975] (p. 3542) : demande qu'un débat sur la politique étrangère ait lieu avant la fin du mois sur la base d'une déclaration du Gouvernement.

1976

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° 2257). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Article 4** (*suite*) (p. 5092) : son amendement n° 24 défendu par M. Garcin.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [26 avril 1977] ; (p. 2157) : l'aggravation de la crise dans tous les domaines ; le démantèlement de secteurs entiers de production ; le nombre élevé des fermetures d'entreprises ; (p. 2158) : le cas des entreprises de la région marseillaise ; l'augmentation continue du nombre des chômeurs ; le chômage des jeunes ; l'importance du nombre des suicides ; les déclarations officielles sur le niveau de chômage ; la hausse des prix ; le blocage des salaires ; le SMIG ; l'amputation du pouvoir d'achat des travailleurs ; l'inégalité de l'échelle des revenus ; les bénéfices capitalistes ; les charges de logement ; (p. 2159) : le caractère dérisoire de l'allocation de logement ; l'urbanisme ; les problèmes de l'enseignement ; la dignité des hommes ; l'application du programme commun ; les propositions communistes ; les mesures de lutte contre l'inflation et la vie chère ; la politique de lutte contre le chômage ; la relance de la consommation ; le financement des mesures proposées ; la démocratisation de la législation fiscale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [9 novembre 1977] (p. 7272) : la politique industrielle d'armement ; l'évolution du tonnage de la flotte ; la loi de programmation militaire ; la limitation des crédits de paiement du secteur « Recherche-études » ; le démembrement de l'industrie publique d'armement au profit du secteur privé et de l'étranger ; le projet de char franco-allemand ; la dotation de la gendarmerie d'un pistolet de 9 mm ; le prix de vente du Milan à l'armée française ; la préférence donnée à l'exportation du matériel militaire ; la nécessité d'une véritable politique de défense ; la nationalisation des industries d'armement.

LEBON (André)

Député des Ardennes
(2e circonscription)
(PSRG).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [30 mai 1973] (p. 1699).

Membre de la commission des affaires étrangères [30 mai 1973] (p. 1699), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes de l'Assemblée [4 avril 1974] (p. 1494), [3 avril 1975] (p. 1266).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative au **transfert du patrimoine des communes en cas de fusion** (n° **557**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **taxer les emballages plastiques et les déchets de fabrication de produits à base de matières plastiques** (n° **595**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'aménagement de l'article premier de la loi n° 67-467 du 17 juin 1967 modifiant l'article 175 du code pénal, relatif aux marchés passés par certains élus municipaux** (n° **658**) [2 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1091), adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la **convention sur les substances psychotropes,** signée à Vienne le 21 février 1971 (n° **1294**) [14 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1089), adopté par le Sénat, autorisant la ratification des amendements aux articles 34 et 55 de la **Constitution de l'organisation mondiale de la santé,** adoptés le 22 mai 1973 (n° **1295**) [14 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1476) autorisant l'approbation du **protocole** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République fédérale d'Allemagne,** relatif à la mise en œuvre dans le domaine fiscal et douanier de l'**accord culturel** du 23 octobre 1954, signé à Bonn le 2 février 1973 (n° **1627**) [13 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1961), autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la **convention pour la répression d'actes illicites dirigés contre la sécurité de l'aviation civile,** ouverte à la signature à Montréal le 23 septembre 1971 (n° **1979**) [13 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2218) autorisant l'approbation de l'**avenant au traité des limites du 28 mars 1820,** signé le 14 janvier 1974 entre le **Gouvernement français** et le **Gouvernement belge** (n° **2311**) [20 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2219) autorisant l'approbation de l'**avenant du traité des limites du 28 mars 1820** signé le 11 mai 1973 entre le **Gouvernement français** et le **Gouvernement luxembourgeois** (n° **2312**) [20 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2569), autorisant l'approbation de l'**accord complémentaire** à la convention générale sur la **sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République tunisienne** du 17 décembre 1965, relatif à l'assurance invalidité, à l'assurance vieillesse et à l'assurance décès (pensions de survivants), signé à Paris le 12 septembre 1975 (n° **2656**) [1er décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2570), autorisant l'approbation de l'**avenant n° 2** à la convention générale sur la **sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République tunisienne** du 17 décembre 1965, signé à Paris le 12 septembre 1975 (n° **2657**) [1er décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2753) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le **Gouvernement de l'Australie** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, signée à Canberra le 13 avril 1976 (n° **2834**) [28 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2774), autorisant la ratification du protocole portant amendement à l'article 50 (*a*) de la **convention** relative à l'**aviation civile internationale** du 7 décembre 1944, signé à Montréal le 16 octobre 1974 (n° **2933**) [26 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 3114) autorisant l'approbation de l'**accord** entre le Gouvernement de la **République fran-**

çaise et le Gouvernement de la **République de Guinée** relatif au règlement du **contentieux financier** entre les deux pays, consigné dans le procès-verbal signé à Paris le 26 janvier 1977 (n° **3195**) [3 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3202), autorisant l'approbation de l'échange de lettres effectué le 9 juillet 1976 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République italienne** et concernant le **régime fiscal** des libéralités à des fins d'assistance, d'éducation et d'instruction (n° **3258**) [24 novembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3226), autorisant la ratification de l'**accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République arabe d'Egypte** et documents connexes, signés à Bruxelles le 18 janvier 1977 (n° **3341**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3327), autorisant la ratification de l'**accord de coopération entre la Communauté économique européenne et le Royaume hachémite de Jordanie** et documents connexes, signés à Bruxelles le 18 janvier 1977 (n° **3342**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3328), autorisant la **ratification de l'accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République libanaise** et documents connexes, signés à Bruxelles le 3 mai 1977 (n° **3343**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3329), autorisant la ratification de l'**accord de coopération entre la Communauté économique européenne et la République arabe syrienne** et documents connexes, signés à Bruxelles le 18 janvier 1977 (n° **3344**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Régularisation du débit de la Meuse :** création d'un barrage sur la Houille [30 octobre 1974] (p. 5625).

— **Emprunts des communes auprès de la Caisse des dépôts** [12 novembre 1975] (p. 8167) : utilisation des sommes laissées disponibles par les communes n'entendant pas bénéficier des possibilités d'emprunts ouvertes au titre du plan de soutien.

— **Situation de l'emploi en Lorraine** [13 avril 1977] (p. 1754) : situation difficile du département de la Meuse ; conséquences de l'absorption d'Arthur Martin par Electrolux.

— **Licenciements aux établissements Cochaux à Laifour** [14 décembre 1977] (p. 8703) : aggravation de la situation de l'emploi dans les Ardennes.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la convention sur les substances psychotropes** (n° **1091**), rapporteur. **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6919) : un arsenal de produits synthétiques tend à faire échec à la convention sur les stupéfiants signée en 1961 ; déplore que le projet de résolution présentée par la France en 1961 n'ait pu obtenir la majorité requise ; regrette que le Gouvernement ait attendu trente mois pour amorcer le processus de ratification ; rappelle l'économie du projet ; les trente-deux substances retenues ; évoque le problème particulier du khat ; application de la convention dans les départements d'outre-mer ; (p. 6920) : le droit de non-acceptation ; portée de la clause de réserve et position de la France à l'égard de la juridiction obligatoire de la cour internationale de justice ; les aménagements à apporter au droit interne français ; la France sera dotée de la construction juridique la plus parfaite.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la constitution de l'organisation mondiale de la santé** (n° **1089**), rapporteur. **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6922) : rappelle la qualité des actions de l'OMS ; la pratique du cycle budgétaire biennale dans les organisations internationales ; la crainte que cette pratique n'entraîne un relâchement dans le contrôle de l'exécution du budget et accroisse encore le rôle joué par les secrétariats.

1975

— **Proposition de loi relative à la réglementation de l'usage du mot « crémant »** (n° **1362**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3094) : offrir une garantie aux producteurs et aux consommateurs ; désigner par le mot « crémant » des vins de très grande qualité.

— **Projet de loi relatif au protocole France-République fédérale d'Allemagne sur le régime fiscal applicable aux institutions culturelles** (n° **1476**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3104) : le protocole du 2 février 1973 ; (p. 3105) : la concrétisation d'une assistance

aux institutions culturelles se traduisant par une très large exonération fiscale ; la longueur du délai écoulé entre la signature du protocole et son examen par le Parlement ; le tassement de l'enseignement de la langue française en Allemagne fédérale ; la fermeture du centre culturel de Mannheim et de l'institut de Tübingen.

1977

— **Rappel au règlement** [15 décembre 1977] (p. 8767) : demande confirmation du texte de ses questions au Gouvernement, posées les 7 et 14 décembre 1977.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Egypte, la Jordanie, le Liban et la Syrie** (n°s **3326, 3327, 3328, 3329**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1977] ; (p. 8946) : la coopération de la CEE avec les pays du Proche-Orient; la mise en place d'une « coopération globale » entre les parties ; la durée de validité indéterminée des accords ; la coopération économique et technique ; la coopération financière ; la non-discrimination entre les Etats contractants, leurs ressortissants ou leurs sociétés ; la prévision d'actions conjointes ; le montant global de l'aide financière ; la modicité de la part réservée au Liban ; la coopération commerciale ; (p. 8947) : le régime applicable aux produits agricoles ; les exportations des Neuf vers les pays du Machrek ; l'état des relations de la CEE avec les pays du Machrek ; les perspectives ouvertes par les accords ; l'encouragement à la coopération régionale ; le dialogue euro-arabe ; l'adoption des projets de loi par la commission.

LE CABELLEC (Yves)

Député du Morbihan
(6e circonscription)
(RCDS).

En remplacement de M. Ihuel, décédé le 22 octobre 1974.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [23 octobre 1974] (p. 5346).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [29 octobre 1974] (p. 5574).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [30 octobre 1974] (p. 5663), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 617-4 du code de la santé publique** (p. 1786) : ses observations sur les propos du ministre ; activités des colporteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat [29 octobre 1975] (p. 7521) : la disparition des activités commerciales et artisanales en zone rurale ; assouplir les mesures d'encouragement à l'apprentissage ; assurer la protection de la sous-traitance.

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7696) : la levée des forclusions ; (p. 7697): le cas spécifique des anciens résistants.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8098) : la nécessité du ministère de la qualité de la vie à augmenter ses dotations ; les menaces qui pèsent sur les rivières, tel le Scorff ; mettre en valeur les richesses de la Bretagne ; l'assainissement de la Laïta.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7387) : l'augmentation du budget ; le rapport constant ; les fonctionnaires dont le traitement est fixé à l'indice 170 ; les veuves de guerre ; les anciens d'AFN ; la mutualité combattante.

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7477) : les rivières à mettre en valeur ; le Morbihan ; le « nettoyage du Scorff » ; les truites ; le saumon Salmosclar ; la Laïta ; la menace pour l'homme quand le poisson meurt ; (p. 7478) : les associations participant à la sauvegarde du patrimoine naturel ; la création d'un fonds spécial auprès duquel une association pourrait obtenir des prêts.

Commerce et artisanat [10 novembre 1976] (p. 7901) : la progression satisfaisante des crédits ; l'accroissement des dotations en matière de primes et d'indemnités d'équipement et de décentralisation ; le poids croissant des charges fiscales et sociales ; la taxe professionnelle ; la loi du 27 décembre 1973 ; l'harmonisation de l'imposition des commerçants avec celle des salariés ; le rapport du Con-

seil économique et social ; les ventes sauvages des coopératives et groupements d'achats ; la retraite ; les progrès accomplis depuis la loi Royer.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. **Commerce et artisanat** [19 octobre 1977] (p. 6376) : rend hommage à l'action du ministre de l'industrie et du commerce et de l'artisanat.

Culture et environnement. — II. **Environnement** [20 octobre 1977] (p. 6440) : la participation des citoyens à la protection de l'environnement ; l'inadaptation de la législation sur l'eau aux réalités économiques et sociales ; le nettoyage des rivières bretonnes.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6799) : rend hommage à l'action de M. Bord ; la nature des pensions attribuées aux victimes de guerre ; (p. 6800) : le principe du rapport constant ; la revalorisation de la pension des ascendants ; la parité entre les générations du feu ; l'attestation des services réels accomplis au titre de la Résistance ; la commémoration du 8 mai ; l'attribution d'un contingent exceptionnel de croix de la Légion d'honneur aux rescapés de 1914-1918.

LECANUET (Jean)

Député de la Seine-Maritime
(1re circonscription)
(RDS).

Garde des sceaux, ministre de la justice du 28 mai 1974 au 12 janvier 1976.

Ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice du 12 janvier 1976 au 25 août 1976.

Ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé garde des sceaux, ministre de la justice (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 28 juin 1974, de son mandat de député [2 juillet 1974] (p. 3247).

Est nommé ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice (Gouvernement Chirac), décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis à ses fonctions de ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (Premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du territoire (Premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les articles L 192 et L 21041 du code électoral, relatifs aux élections cantonales** (n° **887**) [20 décembre 1973].

En qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

— **Projet de loi** portant **amnistie** (n° **1058**) [13 juin 1974].

— **Projet de loi** tendant à fixer à dix-huit ans l'**âge de la majorité électorale** (n° **1059**) [13 juin 1974].

— **Projet de loi** organique relatif au **statut de la magistrature** (n° **1174**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi constitutionnelle** portant révision de l'**article 61 de la Constitution** (n° **1181**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi** relatif aux **forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal,** ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais (n° **1350**) [4 décembre 1974].

— **Projet de loi** abrogeant les articles 68 et 155 du **code pénal** et modifiant l'article 18 du **code de procédure pénale** (n° **1404**) [13 décembre 1974].

— **Projet de loi** modifiant et complétant certaines dispositions de **procédure pénale** (n° **1479**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** modifiant et complétant certaines dispositions de **droit pénal** (n° **1481**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** étendant aux **détenus libérés** le bénéfice de l'**allocation** d'aide publique aux **travailleurs privés d'emplois** et modifiant l'article L 351-4 du code du travail (n° **1482**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** modifiant certaines **dispositions d'ordre pénal** en vigueur dans les **territoires d'outre-mer,** à la suite de l'abaissement de l'âge de la majorité (n° **1503**) [2 avril 1975].

— **Projet de loi** portant réforme du **divorce** (n° **1560**) [17 avril 1975].

— **Projet de loi** modifiant l'article 15 de la **loi n° 71-1130** du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines **professions judiciaires et juridiques** (n° **1872**) [9 septembre 1975].

— **Projet de loi** modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les **sociétés commerciales** en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes (n° **1931**) [24 octobre 1975].

— **Projet de loi** portant dérogation, en ce concerne la **cour d'appel de Versailles,** aux **règles d'organisation judiciaire** (n° **2002**) [21 novembre 1975].

— **Projet de loi constitutionnelle** modifiant **l'article 7 de la Constitution** (n° **2134**) [2 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant et complétant les dispositions du **code pénal** relatives à l'**association de malfaiteurs** (n° **2181**) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du **code de procédure pénale** relatives à l'**application des peines** (n° **2182**) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** autorisant la **visite des véhicules** en vue de la recherche et de la **prévention des infractions pénales** (n° **2183**) [13 avril 1976].

— **Projet de loi** portant modification des dispositions du titre premier du livre cinquième du **code du travail** relatives aux **conseils de prud'hommes** (n° **2261**) [4 mai 1976].

— **Projet de loi** relatif aux **sociétés anonymes à participation ouvrière** (n° **2431**) [29 juin 1976].

— **Projet de loi** relatif au contrat de **groupement momentané d'entreprises** (n° **2432**) [29 juin 1976].

— **Projet de loi** tendant à améliorer le fonctionnement des **sociétés commerciales,** à protéger les actionnaires et à défendre l'épargne (n° **2510**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** permettant aux **magistrats** participant aux sessions de formation d'assister aux délibérés des juridictions (n° **2512**) [2 octobre 1976].

— **Projet de loi** relatif à l'**informatique et aux libertés** (n° **2516**) [2 octobre 1976].

QUESTIONS

Questions en qualité de député :

• *questions orales avec débat de :*

MM. Péronnet (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4490 à 4493) : sa volonté de voir la France trouver une politique de conciliation et d'arbitrage ; l'historique du ministre des affaires étrangères ; embargo diplomatique et militaire ; mercantilisme discriminatoire de la politique française ; l'interprétation de la Résolution 242 de l'ONU ; les rectifications de frontières nécessaires ; la nécessité de négociations sans préalable.

Réponses en qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Forni : Fonctionnement de la justice** [6 novembre 1974] (p. 5936, 5937) : suspension d'un juge d'instruction à Lille ; la règle du secret professionnel et du secret de l'instruction ; rôle du conseil supérieur de la magistrature.

— **M. Kedinger : répercussions de la grève des services postaux** [13 novembre 1974] (p. 6279).

— **Mme Stephan : Pensions alimentaires des personnes divorcées** [13 novembre 1974] (p. 6281).

— **M. Alain Vivien : Activité du cabinet Planté** (gestion immobilière) [4 décembre 1974] (p. 7374].

— **M. Feït : Projection du film « Histoire d'A »** [11 décembre 1974] (p. 7672).

— **M. Allainmat : Arrestations et interpellations en Guyane** [11 décembre 1974] (p. 7676).

— **M. Donnez : Incidents relatifs à l'affaire Goldman** [18 décembre 1974] (p. 8045).

— **M. Boudet : Prise d'otages** [16 avril 1975] (p. 1733) : les peines applicables aux prises d'otages ; la création de filières d'ur-

gence pour l'instruction des procédures criminelles les plus graves.

— **M. Bonhomme : Commission d'examen de l'affaire Portal** [30 avril 1975] (p. 2272) : autorité de la chose jugée ; cette commission n'a aucun caractère juridictionnel.

— **M. Cermolacce : Centre de transit d'Arenc à Marseille** [30 avril 1975] (p. 2274) : accueil des travailleurs immigrés.

— **M. Defferre : Centre de transit d'Arenc** [30 avril 1975] (p. 2275).

— **M. Lagorce : Libération conditionnelle de certains détenus [28 mai 1975]** (p. 3292) : meurtre d'un policier à Bordeaux ; application d'une justice humaine.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Terrenoire** (n° **19393**) : **Lutte contre le racisme** [4 juin 1975] (p. 3666) : loi du 1er juillet 1972 réprimant les manifestations de xénophobie.

— **M. Villa** (n° **18631**) : **Renouvellement des baux commerciaux** [4 juin 1975] (p. 3666, 3667) : volonté du Gouvernement d'agir par voie de concertation.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Peretti : rapts d'enfants** [25 juin 1975] (p. 4712) : grande fermeté des réquisitions du parquet dans les affaires de cette nature ; accélération du déroulement des informations.

— **M. Boudet : Jugements consécutifs à des rapts d'enfants** [25 juin 1975] (p. 4717) : son désir de voir l'appareil judiciaire réagir avec rapidité et rigueur ; respect du droit à l'information.

— **M. Donnez : Responsabilité pénale en matière d'accidents du travail** [8 octobre 1975] (p. 6655) : la sécurité des travailleurs ; le difficile problème de la détention provisoire.

— **M. Caillaud : Délivrance des attestations de radiation du registre du commerce** [15 octobre 1975] (p. 6912).

— **M. Chevènement : Action de la justice à la suite d'accidents du travail** [5 novembre 1975] (p. 7883) : indépendance de la justice dans la poursuite des infractions du travail comme dans toutes les autres.

— **M. Flornoy : Entrave à la diffusion du « Parisien libéré »** [12 novembre 1975] (p. 8164) : respect de la liberté du travail et de la liberté de la presse, les procédures en cours.

— **M. Duraffour : Syndicats de magistrats** [3 décembre 1975] (p. 9261) : légalité du syndicalisme judiciaire et limites de son action.

— **M. Jans : Conditions d'exécution des saisies** [3 décembre 1975] (p. 9265) : travaux de la commission de réforme de la procédure civile.

— **M. Laudrin : Séparatistes bretons** [3 décembre 1975] (p. 9266, 9267) : l'audience sollicitée par M. Wigley, député gallois, auprès de la direction de l'administration pénitentiaire ; motifs de l'inculpation de Yann Fouéré ; nombre de personnes inculpées et de personnes détenues.

— **M. Bonhomme : Formation des juges d'instruction** [3 décembre 1975] (p. 9268) : la pondération avec laquelle la grande majorité des juges d'instruction remplissent leurs fonctions ; modification du déroulement des études à l'école nationale de la magistrature.

— **M. Jans : Conditions d'exécution des saisies** [10 décembre 1975] (p. 9616) : application de la loi du 5 juillet 1972 ; examen prioritaire du livre V du nouveau code de procédure civile relatif aux voies d'exécution.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Jean-Pierre Cot** (n° **24196**) : **Remise de peines** [19 décembre 1975] (p. 10075, 10076) : nombre de condamnés ayant obtenu une remise gracieuse moyennant le paiement d'une amende de substitution.

— **M. Ralite** (n° **24981**) : **Suspension des poursuites et saisies** [19 décembre 1975] (p. 10077) : les moyens de recours des débiteurs ; possibilité pour le juge d'accorder des délais de paiement et de surseoir à l'exécution des poursuites.

Réponses en qualité de ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Fiszbin** (n° **27592**) : **Expulsions de locataires à Paris** (9 avril 1976] (p. 1601, 1602) : examen par le juge des problèmes des familles faisant l'objet de saisie ; les possibilités de recours, d'aide judiciaire et d'octroi d'un délai pour le remboursement des emprunts ; la priorité donnée à la réforme des voies d'exécution, décret déterminant les biens insaisissables.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Forni : Requête en révision présentée par un condamné** [14 avril 1976] (p. 1712, 1713) : rappelle les règles de la procédure de révision ; examen de la troisième requête formulée par M. Agret.

• *aux questions orales sans débat :*

— **M. Mesmin** (n° **28481**) : **Situation des créanciers d'un notaire destitué** [30 avril 1976] (p. 2511) : l'indemnisation des créanciers de M. Delarue, ancien notaire à Pantin (affaire de Villarceaux).

— **M. Capdeville** (n° **28482**) : **Détention préventive d'un viticulteur de l'Aude** [30 avril

1976] (p. 2512, 2513, 2514) : la gravité des événements dramatiques de Montredon ; les présomptions réunies à l'encontre de M. Teisseyre ; le rejet de sa demande de mise en liberté par le juge d'instruction ; la possibilité pour l'inculpé d'interjeter appel de cette décision ; l'indépendance de la magistrature.

— **M. Chevènement** (n° **28224**) : **Internement dans les établissements psychiatriques** [7 mai 1976] (p. 2814, 2815, 2816, 2817) : le déroulement de l'affaire Caralp ; les règles appliquées actuellement en matière de placement d'office ; la protection nécessaire des personnes ; les contrôles administratifs et judiciaires ; l'utilisation de cette procédure à des fins politiques ne doit pas être redoutée en France ; la rareté des cas d'annulation judiciaire ; l'amélioration possible de la législation ; son étude par la commission spéciale sur les libertés.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Lazzarino : Indépendance des magistrats** [12 mai 1976] (p. 2926, 2927) : la citation du *Provençal* relative au déplacement de M. Ceccaldi pour l'écarter de l'examen du dossier pétrolier ; les attaques menées par les socialistes et les communistes contre la justice ; le départ d'un substitut ne peut en aucun cas modifier les conclusions de l'information judiciaire ; les conditions régulières dans lesquelles M. Ceccaldi a été promu à Hazebrouck ; les sanctions disciplinaires prévues par le statut de la magistrature au cas où M. Ceccaldi refuserait de rejoindre son poste ; l'indépendance de la magistrature.

— **M. Bas : Liberté anticipée d'un condamné** [12 mai 1976] (p. 2931) : la suspension de peine de deux mois prononcée par le juge d'application des peines, en faveur de Dominique Calzi, en vertu de l'article 720-1 du code de procédure pénale.

— **M. Mexandeau : Ententes illicites** [9 juin 1976] (p. 3902) : l'application de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; la commission technique des ententes est saisie du dossier relatif à des présomptions d'entente entre des entreprises de travaux publics pour travaux routiers dans le Calvados.

— **M. Balmigère : Libération de M. Teisseyre** [9 juin 1976] (p. 3905) : la justice n'a pas à céder aux pressions, elle s'exercera avec sérénité à propos de la demande de mise en liberté de M. Teisseyre.

— **M. Gerbet : Menace de grève de certains magistrats** [9 juin 1976] (p. 3907, 3908) : la grève est interdite aux magistrats par leur statut ; la définition de l'obligation de réserve (article 10 de l'ordonnance n° 58-1270) est claire et précise ; les principes évoqués le 29 décembre 1952 par M. Vincent Auriol, Président de la République, en sa qualité de président du conseil supérieur de la magistrature.

Réponses en qualité de ministre d'Etat chargé du plan et de l'aménagement du territoire :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Masson : Situation de l'emploi en Puisaye** [10 novembre 1976] (p. 7880) : le contrat de pays conclu avec cette région ; la réouverture d'une ligne SNCF entre Toucy et Saint-Sauveur ; création d'une zone industrielle à Saint-Sauveur.

— **M. Tissandier : Attribution de l'aide spéciale aux zones rurales** [17 novembre 1976] (p. 8162) : publication de la circulation d'application du décret du 24 août 1976.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Burckel** (n° **33531**) : **Industrie de la machine-outil** [10 décembre 1976] (p. 9236, 9237) : restructuration nécessaire ; programme sectoriel ; la politique d'achats publics de machines-outils bénéficiera à l'industrie française ; les interventions du CIASI (comité interministériel pour l'aménagement des structures industrielles).

— **M. Bernard** (n° **33960**) : **Difficultés du département de la Meuse** [10 décembre 1976] (p. 9237, 9238) : le régime d'aide à l'industrialisation dont bénéficient dix-huit cantons de la Meuse ; l'augmentation des primes de localisation des activités tertiaires ; le problème du développement rural : contrats de pays Argonne et Saint-Mihiel ; développement des infrastructures : autoroute A 4, nationale 4, premier itinéraire français mis hors gel.

— **M. La Combe** (n° **34021**) : **Situation économique de l'Ouest** [17 décembre 1976] (p. 9605, 9606) : les actions réalisées pour donner un nouvel essor à l'Ouest : créations d'emplois, travaux portuaires à Nantes et Saint-Nazaire, désenclavement autoroutier, construction du gazoduc breton, octroi d'aides au développement industriel au taux majoré.

— **M. de Poulpiquet** (n° **34256**) : **Situation de l'emploi en Bretagne** [17 décembre 1976] (p. 9607) : relèvement du taux et des plafonds des aides par emploi créé ; création de 1.500 emplois grâce à l'aide au développement régional accordée à trente opérations ; mesures en faveur de la pêche.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [19 juin 1973] (p. 2264) :

évoque les progrès de la détente, le développement des échanges entre les Etats-Unis et l'Union soviétique, le risque que constitue pour les équilibres dans le monde l'inflation et l'érosion monétaires ; le danger que constitue l'accord tacite entre les Etats-Unis et l'URSS pour maintenir une sorte de division en Europe ; s'élève contre l'idée que l'Europe n'aurait que des intérêts régionaux ; exprime la crainte d'un certain isolement de la France ; évoque la visite de M. Brejnev ; évoque les perspectives dans lesquelles s'exercera la conférence d'Helsinki ; regrette le manque d'enthousiasme de la France pour l'Europe unie ; évoque les objectifs de l'Union soviétique ; sa crainte que si l'Europe ne progresse pas, l'Allemagne fédérale soit aspirée vers l'Est, l'éventuel retrait des forces américaines d'Europe ; (p. 2265) : les relations avec les Etats-Unis dans les domaines de la monnaie, du commerce et de la sécurité ; les périls que constituent l'éloignement des Etats-Unis de leurs responsabilités et l'avance progressive de la politique soviétique dans notre direction ; la nécessité d'une réforme de l'Alliance atlantique ; les principes sur lesquels elle devrait s'appuyer, dresse le bilan de la marche de l'Europe vers l'union ; n'estime possible le maintien de la politique agricole que si la France accepte d'autres solidarités ; rappelle les initiatives passées de la France pour faire progresser l'Europe ; estime que la France doit être le moteur de l'Europe, qu'il n'y aura de puissance qu'à partir de l'Europe unie ; (p. 2266) : rappelle le refus du Gouvernement de toute délégation nationale à une Communauté européenne.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5204) : capacité de la France à assurer son indépendance énergétique ; (p. 5205) : part croissante du pétrole dans notre approvisionnement énergétique depuis 1958 ; estime que jamais la France n'a été plus dépendante des deux Grands ; son espoir dans la proposition de sommet européen du Président de la République ; gravité de notre situation énergétique ; Munich économique et colonialisme à rebours ; absence de politique énergétique commune de l'Europe et responsabilité de la France ; crise du pétrole et sursaut communautaire ; décision d'embargo sélectif et solidarité européenne ; risques de crise européenne fort grave si la France devait s'incliner devant ces décisions d'embargo politique ; souhaite une grande politique d'ensemble de l'énergie ; rôle d'exécutants des compagnies pétrolières ; démission devant les pays producteurs et ses conséquences ; sacrifice de la sécurité à long terme au profit d'une énergie bon marché à court terme ; prévisions de Louis Armand et du rapport des Sages en 1958 ; choix de la bombe atomique et sécurité et indépendance réelles de la France ; nécessité de freiner la consommation et d'imposer des disciplines ; de développer les transports publics ; nécessité d'organiser la solidarité européenne à l'intérieur de la communauté et à l'extérieur vis-à-vis des pays producteurs ; souhaite la constitution d'une région commune d'importation et d'exportation des hydrocarbures selon l'esprit et la lettre des règlements du Marché commun, front uni de la CEE face aux discriminations des pays arabes ; (p. 5206) : association des techniques européennes aux capitaux arabes en vue d'assurer le développement de ces pays ; politique méditerranéenne de l'Europe et de la France ; problème posé par l'utilisation des ressources provenant des centres de pétrole ; masse monétaire flottante et système monétaire international ; accroissement de la capacité des pays producteurs de pétrole ; développement de ces pays ; accords de participation avec les compagnies nationales des pays producteurs ; politique d'emprunts de la CEE ; relations équilibrées entre l'Europe et les pays producteurs ; politique d'indépendance énergétique à plus long terme et création d'une usine européenne d'enrichissement de l'uranium ; conséquences de l'erreur de la France en 1962 ; refus d'inscrire la filière française des réacteurs atomiques dans un programme européen ; refus d'autoriser l'expérimentation, à frais communs, de centrales thermonucléaires de type américain ; dépendance technico-économique à l'égard des Etats-Unis ; informatique et recherche spatiale ; affaire de la Villette ; technique française de diffusion gazeuse ; dissimulation aux Français des difficultés réelles de notre approvisionnement en pétrole ; politique énergétique européenne, condition de redressement ; (p. 5221) : précise son propos sur la vérité à dire aux Français en matière d'approvisionnements pétroliers.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** [23 janvier 1974] (p. 369) : rappelle qu'il avait demandé lors de la discussion budgétaire une réunion du Parlement ; (p. 370) : la mesure monétaire prise le 19 janvier est la conséquence du laxisme du Gouvernement ; la logique du refus d'une construction européenne ; le Gouvernement préfère les inconvénients de l'inflation aux disciplines de salut ; le Gouvernement n'a annoncé aucun plan de redressement ; (p. 371) : chercher à résoudre par des méthodes communautaires la crise énergétique qui atteint l'Europe ; le plan de relance doit être aussi un plan de solidarité sociale.

En qualité de garde des sceaux, ministre de la justice :

1974

— **Propositions de loi relatives à la lutte contre le proxénétisme** (n°s **93, 231**). **Première lecture. Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2744) : mouvements d'opinion et conséquence des propositions parlementaires destinées à renforcer la lutte contre le proxénétisme ; les objections de certains juristes contre la possibilité d'intenter l'action civile ; les associations pourront porter témoignage au lieu et place des victimes ; (p. 2745) : leur action, élément de sécurité pour les victimes de proxénètes ; reconnaissance de l'œuvre courageuse entreprise ; les critères en matière de réparation du préjudice subi par les associations : s'en remettre à la prudence des juges. **Discussion de l'Article unique** (p. 2746) : amendement n° 1 du Gouvernement, pas de référence à des textes trop précis ; adopté après modification ; en réponse à M. Jean Foyer : estime nécessaire un texte codifiant le recours des associations à l'action civile ; (p. 2747) : accepte le sous-amendement n° 2 de M. Foyer ; en réponse à M. Claudius-Petit : intérêt collectif et intérêt individuel se confondent ; (p. 2749) : s'excuse auprès de la commission d'avoir déposé un amendement en séance publique. **Deuxième lecture. Discussion générale** [4 avril 1975] (p. 1326) : son intervention sur la proposition de loi.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Première lecture** [20 juin 1974]. **Discussion générale** (p. 2821) : le projet dessine une ébauche de la nouvelle politique pénale ; amnistie des infractions qui traduisent l'inadaptation de certains citoyens aux mutations économiques sociales ou culturelles ; amnistie de plein droit des faits d'avortement ; Algérie : compléter les lois précédentes par une amnistie des conséquences civiles et professionnelles des infractions ; renonciation de l'Etat aux actions récursoires ; réintégration dans les décorations civiles ou militaires ; exclusion des crimes de droit commun tels que la prise d'otages, de la criminalité liée au droit des affaires, et des manquements à la législation du travail ; (p. 2829) : répond aux divers orateurs. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2831) : accepte les amendements n°s 18, 21 et 22 de M. Lauriol ; laisse l'Assemblée juge pour l'amendement n° 19 de M. Gerbet ; (p. 2832) : laisse l'Assemblée juge pour les amendements n° 23 de M. Gerbet et n° 15 et M. Bichat : l'évolution des esprits et l'outrage aux mœurs par la voie du livre. **Article premier** : (p. 2834) : en réponse à M. Gerbet précise que les contraventions de grande police sont assimilables aux contraventions de police. **Article 4** (p. 2835) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Lagorce : s'engage à examiner le cas de tous les appelés non amnistiés ; (p. 2836) : contre l'amendement n° 61 de M. Gerbet. **Article 6** : sur les amendements n°s 24 et 25 de M. Gerbet : laisse l'Assemblée juge. **Après l'article 6** : s'oppose aux amendements n° 47 de M. Lagorce et n° 84 de M. Villa : caractère réglementaire des mesures d'expulsion. **Article 7** : accepte l'amendement n° 64 de M. Gerbet. **Article 10** (p. 2841) : s'oppose à l'amendement n °28 de M. Gerbet. **Après l'Article 11** (p. 2846) : ses réserves sur l'amendement n° 31 de M. Gerbet relatif à l'amnistie des officiers contrôleurs de la navigation aérienne. **Article 13** (p. 2849) : amendement n° 88 du Gouvernement : réouverture des droits à prestations après cessation des cotisations ; adopté. **Article 14** (p. 2852) : contre l'amendement n° 39 de M. Voisin ; amendement n° 89 du Gouvernement relatif à la dispense de paiement de l'amende ; retiré. **Article 17** (p. 2855) : ses précisions sur le sort des pensions civiles et militaires. **Article 18** (p. 2859) : retire l'amendement n° 90 du Gouvernement relatif aux frais de poursuite et d'instance. **Article 20** (p. 2856) : maintien de la publication des jugements en matière de diffamation. **Article 22** (p. 2857) : confirme l'amnistie de tous les délits commis à l'occasion de conflits agricoles, artisanaux et commerciaux ; (p. 2858) : contre l'amendement n° 42 de M. Bernard Marie ; (p. 2860) : contre l'amendement n° 14 de M. Donnez : pas d'amnistie pour les atteintes aux sites ; (p. 2862) : ses réserves sur l'amendement n° 56 de M. Lagorce : en l'absence d'une véritable législation anti-pollution ; (p. 2863) : contre l'amendement n° 73 de M. Soustelle et le sous-amendement n° 92 de M. de Benouville, relatifs aux reconstitutions de carrière. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [9 juillet 1974]. **Article 2** (p. 3406) : sur l'amendement n° 16 de M. Lauriol indique que le projet initial s'applique aux infractions à la taxation des produits qui résultent des consignes syndicales. **Commission mixte paritaire** [10 juillet 1974] (p. 3484) : confirme ses déclarations faites en deuxième lecture relatives à l'amnistie des délits commis à l'occasion de conflits agricoles, ruraux, artisanaux ou commerciaux ; (p. 3485) : précise notamment que l'amende n'est pas due ; (p. 3485) : rappelle le caractère solennel des lois d'amnistie et souhaite que ce texte soit le dernier d'une telle ampleur.

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**) [25 juin 1974]. **Discussion générale** (p. 2913) : la volonté de changement implique un acte de confiance dans la jeunesse ; la dissociation de l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale est constitutionnellement possible ; les arguments de l'article 7 du code civil ; le précédent de la loi du 9 juillet 1970 relative au service national ; mise en garde contre toute décision pré-

cipitée en matière de majorité civile ; exemple des mesures d'assistance et de contrôle ; la chancellerie a beaucoup avancé les études. **Réponse aux orateurs** (p. 2925) : le Gouvernement n'entendait pas maintenir entre les deux majorités une dissociation de principe ; se refusera en tout état de cause à demander un vote bloqué. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2928) : sous-amendement à l'amendement n° 5 de M. Lagorce ; repoussé. **Après l'Article 2** (p. 2929) : contre l'amendement n° 2 de M. Cointat : les sanctions proposées sont trop lourdes ; amendement contraire au libéralisme de notre droit ; (p. 2932): sur l'amendement n° 7 de M. Terrenoire : les arguments en faveur de l'émancipation à seize ans ; laisse l'Assemblée juge ; (p. 2933) : sous-amendement n° 38 du Gouvernement à l'amendement n° 9 de M. Terrenoire : renonciation à la nationalité française ; adopté ; (p. 2935) : amendement n° 39 du Gouvernement âge minimum pour la capacité de témoigner ; réforme du code de l'Alsace-Lorraine sur ce point ; adopté ; (p. 2938) : amendement n° 42 du Gouvernement : harmonisation des dispositions du code de justice militaire ; adopté ; accord du Gouvernement à l'amendement n° 22 de M. Terrenoire relatif au service national ; (p. 2939) : l'amendement n° 40 du Gouvernement : exécution des mesures d'assistance éducative, nécessité d'éviter tout risque de perturbation ; adopté ; ainsi que le sous-amendement n° 44 de M. Terrenoire ; (p. 2940) : soutient l'amendement n° 30 de M. Terrenoire relatif à la mise à l'épreuve ; sous-amendement n° 43 du Gouvernement à l'amendement n° 31 de M. Terrenoire ; sort des mesures d'assistance éducative déjà prises ; adopté ; (p. 2941) : en faveur de l'amendement n° 33 de M. Terrenoire : des mesures législatives devront tirer toutes les conséquences de la réforme entreprise ; amendement n° 36 du Gouvernement : application de la loi au territoire d'outre-mer ; adopté ; ainsi que le sous-amendement n° 45 de M. Terrenoire excluant les dispositions pénales.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à la mise en cause pénale des maires** (n° **1112**). **Discussion générale** [9 juillet 1974] (p. 3421) : l'accroissement des tâches confiées aux maires entraîne la multiplication des responsabilités ; l'éventuelle responsabilité pénale des maires constitue un moyen de résister à certaines pressions des administrés ; (p. 3422) : le Gouvernement fait des réserves à l'égard d'un système qui réserverait la mise en mouvement de l'action publique au seul ministère public. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3427) : contre l'amendement n° 3 de M. Foyer en raison de l'atténuation de responsabilité qu'il porte en germe.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 61 de la Constitution** (n° **1181**). **Première lecture. Discussion générale** [8 octobre 1974] (p. 4860) : une meilleure protection des droits du citoyen ; (p. 4861) : la vaine menace du droit de veto ; l'indépendance du Conseil constitutionnel le place hors des pouvoirs traditionnels ; la saisine d'office du conseil permettra une dépolitisation de ses interventions. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4950) : sur l'amendement n° 18 de M. Bignon et l'amendement n° 8 de M. Krieg : le Gouvernement préfère la fixation d'un pourcentage de membres du Parlement plutôt que l'indication d'un chiffre et laisse aux Assemblées de décider de la possibilité du « panachage » des signatures ; (p. 4951) : crainte d'une complexité paralysante si les signatures de députés et de sénateurs peuvent s'additionner ; rejet de l'exigence d'une égalité authentique entre députés et sénateurs. **Article 2** (p. 4954) : rôle régulateur et non juridictionnel du Conseil constitutionnel ; le Gouvernement des juges n'est pas à craindre ; le pouvoir de se saisir d'office donnerait au Conseil constitutionnel une efficacité plus grande au service de la Constitution. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] ; (p. 5158) : insiste à nouveau sur l'intérêt de la réforme et sur la volonté du Gouvernement de voir les deux assemblées aboutir seules à un accord. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5159): indique la préférence du Gouvernement pour l'amendement n° 2 de M. Bignon.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux infractions en matière de chèques** (n° **1194**). **Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5157) : le Gouvernement ayant préparé un nouveau projet de loi renforçant la répression des infractions en matière de chèques, il a paru préférable de ne pas faire entrer en vigueur les dispositions de la loi du 3 janvier 1972 devenues insuffisantes.

— **Projet de loi constitutionnelle portant révision de l'article 25 de la Constitution** (n° **1179**). **Discussion des articles** [17 octobre 1974]. **Troisième lecture. Article 2** (p. 5192) : demande à l'Assemblée, pour respecter les modalités particulières que la Constitution a voulu fixer pour la désignation des sénateurs, d'adopter l'amendement n° 1 de M. Donnez, ainsi que le sous-amendement n° 2 de M. Gerbet.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'Ordre de la Libération [14 novembre 1974] (p. 6408) : un nouveau contingent de 1.100 croix de chevalier de la Légion d'honneur permettra d'accorder aux anciens combattants de 1914-1918 le témoignage de la reconnaissance du pays.

Justice [14 novembre 1974] (p. 6467) : le budget de la justice est loin de rendre compte de l'activité du département ; (p. 6468) : le Gouvernement modernisera la procédure pénale en mettant à la disposition du juge des peines plus diversifiées ; le sort des victimes ; le rôle protecteur du secret de l'instruction ; (p. 6469) : la commission de codification des libertés fondamentales de l'individu ; la modernisation du langage judiciaire ; le projet d'actualisation et de simplification des modalités de l'aide judiciaire ; (p. 6470) : la justice doit accompagner l'évolution de la société ; intégrer l'évolution des relations économiques ; (p. 6471) : perspectives d'un projet de loi sur la gestion des grands ensembles immobiliers ; juridiction prud'homale ; (p. 6472) : titularisation de 1.200 auxiliaires.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° **1297**). **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7201) : sur les amendements n° 64 de M. Bolo et n° 101 de M. Foyer : met l'Assemblée devant ses responsabilités, en sa qualité de garde des sceaux ne peut admettre le retour à la loi ancienne. **Article premier** (p. 7227) : ses observations sur la portée de la suspension de l'application des quatre premiers alinéas de l'article 317. **Article 8** (p. 7236) : s'oppose à l'amendement n° 39 de M. Le Meur ; le Gouvernement ne peut accepter l'abrogation des mesures répressives frappant des comportements non autorisés par le présent projet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la saisine du Conseil constitutionnel** (n° **1329**). **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7536) : souligne le paradoxe qu'il y a pour le Gouvernement à insister pour l'adoption d'un texte qui limite ses pouvoirs ; l'article 18 de l'ordonnance du 7 novembre 1958 fait apparaître une lacune si l'on considère le texte nouveau de l'article 61 de la Constitution ; la saisine par un groupe de parlementaires est un acte complexe puisque collectif ; en cas de recours individuel, l'échelonnement chronologique serait générateur de difficultés en matière de recevabilité ; unité intellectuelle du recours ou unicité du document porteur de signatures ; l'information mutuelle des autorités investies du droit de saisine nécessite une adaptation ; (p. 7537) : il est paradoxal d'avoir refusé l'autosaisine du Conseil constitutionnel au moment de la révision de l'article 61 et de lui laisser maintenant la maîtrise de la décision en matière de recevabilité.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions en matière de chèques** (n° **1268**). **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7541) : les caractères d'une délinquance de masse ; inapplicabilité de la loi de 1972 ; exigence d'un minimum de références pour l'ouverture d'un compte ; les dangers du système de la garantie de paiement ; (p. 7542) : dépénalisation du chèque sans provision ; interdiction bancaire. **Discussion des articles. Article 5** (p. 7547) : article 72 du décret-loi du 30 octobre 1935 : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Gerbet : les banques doivent être sanctionnées même en cas de simple négligence ; (p. 7548) : article 73 du décret-loi du 30 octobre 1935 : s'oppose à l'amendement n° 13 de M. Gerbet qui réduit les limites de responsabilité des banquiers ; (p. 7550) : après l'article 73 du décret-loi : sur l'amendement n° 15 de M. Fanton : risque de multiplier les « petits chèques ». **Après l'Article 8** (p. 7553) : sur l'amendement n° 20 de M. Foyer ; doute du bien-fondé économique d'une sanction trop rigide des découverts tacites.

— **Projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal** (n° **1350**). **Discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7735) : les difficultés juridiques résultant de l'interruption des communications postales ; les décrets intervenus pour proroger les délais de protêt et la validité des chèques postaux ; les instructions relatives au paiement des impôts et cotisations de sécurité sociale ; le projet ouvre un nouveau délai pendant lequel les actes seront validés ; la période des perturbations est fixée du 14 octobre au 10 décembre 1974 ; en matière pénale, les droits de la défense seront sauvegardés ; (p. 7738) : la rapidité du Gouvernement à promulguer les lois. **Discussion des articles. Après l'Article 7** (p. 7741) : son amendement n° 3 : préservation des droits et situations juridiques résultant de l'exécution d'une décision de justice — cas de remariage après divorce ; dissolution du lien conjugal ; risque de bigamie légale ; adopté (p. 7742). **Article 2 précédemment réservé** (p. 7743) : le 31 décembre échéance d'un délai de prescription ou de forclusion en matière fiscale. **Après l'Article 2** : les instructions déjà données aux directions des chèques postaux ; le déroulement des concours administratifs.

— **Proposition de loi relative à la cour de cassation** (n° **1348**). **Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8171) : apporte l'appui du Gouvernement à la proposition de loi de M. Piot tendant au détachement auprès de la cour de cassation d'un ou plusieurs avocats généraux près la cour d'appel de Paris.

— **Proposition de loi relative à la durée du travail en agriculture** (n° **150**). **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8173) : le Gouvernement approuve les amendements du Sénat.

1975

— **Projet de loi abrogeant les articles 68 et 155 du code pénal et modifiant l'article 18**

du code de procédure pénale (n° **1404**). **Discussion générale** [4 avril 1975] (p. 1323) : l'urgence du vote du texte ; le caractère peu efficace du système de fiches d'hôtels ; l'abrogation des dispositions réglementaires imposant aux hôteliers la tenue des registres ; supprimer les règles spéciales de responsabilité découlant de cette réglementation ; la modification de l'article 18 du code de procédure pénale : donner aux officiers de police judiciaire en service dans les départements de la couronne de Paris la possibilité d'exercer leurs fonctions en cas de flagrant délit dans la capitale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut des navires et autres bâtiments de mer** (n° **1105**). **Discussion générale** [4 avril 1975] (p. 1324) : les avantages non négligeables conférés par la francisation des navires ; assouplir les règles de francisation ; les réformes intervenues ; la prise en considération de l'opération de financement par crédit-bail.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° **1479**). **Première lecture. Discussion générale** [24 avril 1975] (p. 2084) : les progrès de la délinquance ; une justice sereine mais rigoureuse ; l'inquiétude grandissante de l'opinion ; un projet qui vise à l'efficacité et non au spectaculaire ; l'urgent besoin de la modernisation de la justice pénale ; le renforcement des garanties accordées à l'inculpé ; les résultats limités de la loi du 17 juillet 1970 ; fixer impérativement la durée de la détention provisoire ; les tempéraments apportés au principe de la réduction de la détention à six mois ; (p. 2085) : la prise en compte du passé du délinquant ; mettre radicalement fin à la trop longue durée des détentions ; les mesures tendant à amender la détention provisoire ; le renforcement de l'efficacité de la justice pénale ; la généralisation du juge unique en matière correctionnelle ; le maintien de la collégialité en matière de presse ; (p. 2086) : le pouvoir du président du tribunal en matière de renvoi à une formation collégiale ; la spécialisation de certains tribunaux du premier degré pour les infractions de caractère économique et financier ; l'augmentation de telles infractions ; l'insuffisante formation des magistrats en matière économique ; l'application de la spécialisation judiciaire dans certains autres pays ; la spécialisation des juridictions n'équivaut pas à la création de juridictions d'exception ; l'inexistence d'une compétence exclusive au profit des juridictions spécialisées ; caractère de décisions d'administration judiciaire pour la procédure de dessaisissement ; possibilité donnée aux juges d'instruction de se déplacer sur l'ensemble du territoire national ; éviter les transferts successifs de détenus ; le nouveau régime des nullités de procédure ; (p. 2087) : ne prononcer que les nullités faisant grief ; faire échec aux manœuvres de certains plaideurs ; la méthode progressive employée par le Gouvernement. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 2092) : s'oppose à l'amendement n° 45 de M. Forni : remettrait en cause le régime de la détention provisoire. **Article premier** (p. 2094) : s'oppose aux amendements n° 41 de M. L'Huillier et n° 47 de M. Forni : danger de fixer automatiquement à six mois maximum le délai de détention provisoire, quels que soient les délits reprochés ; ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; (p. 2095) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Gerbet ; ne pas introduire de dérogations à la règle. **Après l'Article premier** (p. 2096) : s'oppose à l'amendement n° 48 de M. Forni : risque considérable pour l'ordre public ; le Gouvernement s'emploie à accélérer l'instruction dans les grands centres urbains. **Article 2** (p. 2097) : s'oppose aux amendements n^{os} 42 et 49 de MM. L'Huillier et Forni : le délai de 4 mois est déjà une innovation importante. **Après l'Article 3** (p. 2098) : s'oppose à l'amendement n° 52 de M. Forni : constitution d'une commission chargée d'étudier le problème du secret de l'instruction ; ne pas préjuger de ses conclusions ; s'oppose à l'amendement n° 53 de M. Forni : la justice ne pourrait respecter le délai prescrit ; la cour d'assise ne siège que tous les trois mois. **Article 5** (p. 2100) : ses observations sur les amendements ; le juge unique n'est pas la cause de l'insuffisance des magistrats ; avantage considérable du juge unique : affaires jugées plus rapidement, rapports plus humains ; son amendement n° 65 : possibilité pour le président du tribunal de grande instance, de sa propre initiative ou sur demande du magistrat saisi, du ministère public, du prévenu, de la partie civile, de décider que l'affaire sera jugée conformément à l'article 398 ; adopté ; [25 avril 1975] : **Après l'Article 5** (p. 2163) : sur l'amendement n° 4 de M. Gerbet : demande que l'Assemblée se prononce sur le texte du Gouvernement qui viendra en discussion au cours de la prochaine session ; (p. 2165) : s'oppose à l'amendement n° 43 de M. Kalinsky : ne pas favoriser la fuite des justiciables devant les tribunaux ; permettre un contact direct avec la justice. **Article 9** (p. 2166) : s'oppose aux amendements n^{os} 37 de M. Kalinsky et 55 de M. Chandernagor ; confier à des juridictions spécialisées des matières d'une grande complexité ; dessaisissement opéré sur la demande même du juge d'instruction non spécialisé ; (p. 2167) : proteste contre les projets de M. Chandernagor relatifs à la future dépendance des magistrats spécialisés en matière économique et financière. **Article 704 du code de procédure pé-**

nale : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Gerbet : complexité de certaines banqueroutes ; (p. 2168) : s'oppose aux amendements n°s 15, 16 et 18 de M. Gerbet : complexité des affaires de fraude, des affaires fiscales, et des affaires relatives à l'urbanisme ; non-automaticité de dessaisissement de la juridiction de droit commun ; (p. 2169) : sa réponse à M. Claudius-Petit : non-exclusion des fonctionnaires de la compétence des juridictions spécialisées. **Article 10** (p. 2171) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. L'Huillier ; (p. 2172) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. Gerbet ; (p. 2173) : s'explique sur son opposition à l'amendement n° 57 de M. Chandernagor. **Article 14** : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Villa : nécessité de soumettre à certaines obligations l'inculpé bénéficiant du contrôle judiciaire. **Après l'Article 15** (p. 2176) : sur l'amendement n° 29 de M. Gerbet et les amendements n°s 66 et 64 de M. Claudius-Petit ; répond à M. Claudius-Petit ; l'arrêté du 10 avril 1975 créant une commission d'étude des problèmes de la jeunesse délinquante ; les efforts de l'éducation surveillée ; la diminution de la détention préventive des mineurs ; se prémunir contre les risques de fugue ; gravité et multiplicité des infractions commises par les mineurs ; nombre très insuffisant de structures éducatives ; ne pas développer chez certains mineurs le sentiment d'impunité ; (p. 2177) : l'importance des affaires jugées par le juge des enfants ; (p. 2178) : refus du Gouvernement de prendre la responsabilité de ne pas incarcérer des jeunes s'étant livrés à des violences. **Seconde délibération : Article premier A** (p. 2179) : son amendement n° 1 : supprimer l'article A ; souci de classification du Gouvernement ; adopté (p. 2180) : **Explications de vote** : l'insuffisance des moyens de la justice ; la priorité à donner au budget de la justice en 1976 ; le travail accompli par l'Assemblée nationale dans l'élaboration du texte qui lui a été soumis. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [23 juin 1975]. **Article 4** (p. 4620) : préfère le texte du Sénat à l'amendement n° 1 de M. Gerbet. **Article 4 *bis*** (p. 4621) : son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 2 de M. Gerbet : comparution en présence ou en l'absence du conseil ; adopté.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Première lecture. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2744) : la valeur des principes qui ont guidé le législateur de 1810 ; l'adaptation nécessaire des textes en fonction des idées et des mœurs de notre temps ; les travaux de la commission chargée de cette adaptation ; la nécessité d'adopter dès maintenant des mesures qui tendent à rendre le système des peines plus aptes à favoriser l'amendement des délinquants ; les dispositions contenues dans le projet relatives à la lutte contre le proxénétisme ; la définition de nouveaux délits ; l'aggravation des peines existantes et l'institution d'incriminations nouvelles en matière de proxénétisme ; la confiscation du fonds de commerce en cas de proxénétisme hôtelier ; la sauvegarde des droits des tiers de bonne foi ; la confiscation des sommes d'argent provenant de l'exercice de la prostitution ; le maintien de la peine complémentaire de l'interdiction de paraître dans le département où les faits ont été commis ; les nouvelles formes de proxénétisme ; (p. 2745) : les modifications apportées au code pénal pour y faire face ; la répression de la vente de locaux destinés à des personnes se livrant à la prostitution ; l'attribution aux juridictions françaises de nouvelles compétences en matière d'infractions commises à l'étranger ; le cas des crimes commis à l'encontre d'une victime de nationalité française et les crimes commis contre des agents diplomatiques français ; la répression de la diffusion de fausses informations ; l'incrimination spéciale relative à la fausse information compromettant la sécurité d'un aéronef ; la remise en question de notre système des peines ; l'amélioration des peines pécuniaires dans le sens d'une meilleure justice économique et sociale ; la création de peines principales nouvelles ; interdiction d'exercer une profession ; annulation du permis de conduire, etc. ; donner la possibilité au juge d'adapter sa décision aux cas individuels ; l'ajournement du prononcé de la peine ; l'assouplissement des régimes sur sursis ; la réglementation nouvelle du casier judiciaire ; (p. 2746) : la prison, seule sanction concevable pour la protection de la société à l'égard de délinquants dangereux ; le cas de courtes peines de prison qui produisent un effet de choc ; le cas des condamnations comprises entre quinze jours et six mois d'emprisonnement ; l'assouplissement des modalités d'application du principe de la légalité des peines ; l'individualisation des peines, principe conducteur d'une bonne justice ; le projet, marque de la confiance de l'Etat dans les juges ; (p. 2754) : en réponse à M. Hamel, n'est pas disposé à consentir à une modification de l'ordre du jour ; demande à l'Assemblée de poursuivre ses travaux. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2756) : sur l'amendement n° 4 de M. Fanton, estime que cet amendement limite les pouvoirs d'appréciation du juge ; demande son retrait. **Après l'Article 2** (p. 2756) : son amendement n° 95 : insérer après l'article 335-1 du code pénal un article 335-1 *bis* A ; adopté. **Article 3 : Article 335-1 *bis* du code pénal** (p. 2758) : son amendement n° 97 : de coordination ; adopté ; (p. 2759) : demande le retrait de l'amendement n° 11 de M. Gerbet. **Après l'Article 7**

(p. 2761) : demande le rejet de l'amendement n° 85 de M. Kalinsky ; estime que les mesures administratives prises à l'égard des étrangers doivent être exécutées ; (p. 2762) : s'oppose à l'amendement n° 86 de M. Villa ; s'élève contre l'affirmation de M. Villa relative au traitement des étrangers en France. **Après l'Article 8** (p. 2763, 2764) : soutient les amendements n°s 14 et 15 de M. Gerbet ; cite en exemple l'affaire de La Haye. **Après l'Article 14** (p. 2766) : son amendement n° 98 : compléter l'article 258-1 du code pénal par un second alinéa ; adopté ; [16 mai 1975] : **Article 15** (p. 2828) : n'entend pas écarter la notion de jours-amende, mais juge cette innovation impossible à appliquer dans l'instant ; (p. 2829) : estime que le fractionnement de l'amende ne doit être accordé que pour des motifs graves ; sa réponse à M. Ducoloné relative aux critères selon lesquels la gravité du motif sera déterminée par le tribunal. **Après l'Article 17** (p. 2830) : sur l'amendement n° 55 de M. J.-P. Cot, rappelle la faible application de la loi anti-casseurs ; sa modification ne devrait pas être opérée qu'en tenant compte de l'expérience passée. **Article 19 : Article 43-2 du code pénal** (p. 2832) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Gerbet ; cite des exemples justifiant une interdiction d'exercer une activité professionnelle ; (p. 2832) : souligne que les activités professionnelles autres que celles qui ont fourni l'occasion du délit restent ouvertes au condamné. **Article 43-3 du code pénal** (p. 2833) : sur l'amendement n° 88 de M. Kalinsky, met l'accent sur le caractère dissuasif de la suppression du permis de conduire ; s'oppose à l'amendement ; son amendement n° 100 : atténuer la rigueur de la suspension du permis de conduire en tenant compte des nécessités professionnelles ; (p. 2834) : accepte l'amendement n° 23 de M. Gerbet qui revient sur la possibilité de supprimer complètement le permis de conduire ; accepte l'amendement n° 24 qui limite l'interdiction du permis de conduire à certains véhicules ; (p. 2835) : sa réponse à M. J.-P. Cot relative à l'utilisation du véhicule pour se rendre sur les lieux de travail. **Article 19 : Article 43-6 du code de procédure pénale** (p. 2836) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Ducoloné ; observe que le groupe communiste est partisan des « vieilles méthodes de répression » ; accepte l'amendement n° 25 de M. Gerbet. **Article 20 : Article 469-3 du code de procédure pénale** (p. 2838) : juge peu utile l'amendement n° 58 de M. Cot. **Article 24** (p. 2839) : s'oppose à l'amendement n° 60 de M. Cot. **Article 32** (p. 2841) : s'oppose aux sous-amendements n°s 61 et 62 de M. Cot et à l'amendement n° 32 de M. Gerbet. **Article 36** (p. 2842, 2843) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Gerbet. **Article 40 : Après l'Article 44-1 du code de procédure pénale** (p. 2845) : constate que les amendements n°s 37 à 43 de la commission des lois bouleversent les modalités de l'interdiction de séjour ; rappelle l'évolution de l'institution ; insiste sur l'amélioration proposée par le Gouvernement. **Article 45** (p. 2847) : démontre que dans l'intérêt des condamnés le juge doit être informé des condamnations réhabilitées ; s'oppose en conséquence à l'amendement n° 46 de M. Gerbet ; (p. 2848) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Gerbet ; estime que les condamnations avec sursis prononcées depuis plus de cinq ans doivent figurer au bulletin n° 1 du casier judiciaire. **Article 46** (p. 2848) : s'oppose à l'amendement n° 66 de M. Cot ; estime indispensable de maintenir le casier judiciaire tout en le modifiant. **Avant l'Article 56** (p. 2850) : sur l'amendement n° 72 de M. Cot, accepte le principe de la création d'un fonds de garantie et d'indemnisation des victimes ; demande à M. Cot de retirer son amendement en attestant que le Gouvernement dépose un projet de loi. **Article 56** (p. 2851) : son amendement n° 101 : nouvelle rédaction de l'article 56 ; adopté. **Après l'Article 58** (p. 2853) : sur l'amendement n° 51 de M. Charles Bignon et le sous-amendement n° 93 de M. Gerbet, reconnaît les inconvénients qui résultent de la suspension du permis de conduire par deux autorités différentes ; annonce la préparation d'un projet qui fera disparaître ces inconvénients ; demande le retrait des amendements. **Article 59** (p. 2855) : accepte le principe de l'amendement n° 59 ; demande néanmoins à son auteur de le retirer ; la contradiction entre certains statuts des territoires d'outre-mer et les dispositions prévues par l'amendement ; l'existence d'un projet déposé sur le bureau de l'Assemblée nationale. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article 2 : Article 335-1 du code pénal** (p. 4905) : sur l'amendement n° 2 de M. Gerbet, préférerait conserver la possibilité de fermeture partielle. **Article 19 : Article 43-2 du code pénal** (p. 4908) : son amendement n° 23 : réintroduire dans le projet la peine principale portant interdiction d'exercer une activité de nature professionnelle ou sociale à l'exception de l'exercice d'un mandat électif ou de responsabilité syndicale ; inapplication du texte en matière de délits de presse ; (p. 4909) : insiste pour voir adopter son amendement n° 23 ; sa réponse à la question posée par M. Bécam ; (p. 4910) : sa réponse aux observations de M. J.-P. Cot ; adopté. **Article 43-3 du code pénal** : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Glon. **Article 46** (p. 4913) : s'oppose à l'amendement n° 24 de M. J.-P. Cot. **Article 56** (p. 4914) : préfère le texte du Sénat à l'amendement n° 18 de M. Gerbet. **Article 58** *bis* (p. 4915) : son sous-amendement n° 28 à l'amendement n° 19 de M. Gerbet : substituer aux mots « incapacité perma-

nente » les mots « incapacité totale de travail personnel » ; adopté ; son sous-amendement n° 29 à l'amendement n° 19 de M. Gerbet : ajouter aux mots « sous l'empire d'un état alcoolique » les mots « ou de délit de fuite » ; adopté. **Article 58** *quater* (p. 4916, 4917) : s'oppose à l'amendement n° 20 de M. Gerbet ; juge nécessaire de conserver un article qui améliore le système de perception des amendes.

— **Proposition de loi portant statut de la magistrature (n° 1511). Première lecture. Discussion générale** [16 mai 1975] (p. 2857) : une proposition qui rejoint les préoccupations du Gouvernement en matière de gestion de la magistrature ; l'usage fait par la chancellerie des dispositions de la loi du 17 juillet 1970 ; l'impossibilité de développer le recrutement par l'école de la magistrature ; le caractère indispensable de l'application des dispositions proposées par M. Foyer. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 4986) : demande à l'Assemblée nationale d'adopter le projet voté par le Sénat ; (p. 4986, 4987) : considère comme inadmissible les propos de M. Deschamps relatifs à une possibilité de pression sur les magistrats grâce à la voie du recrutement latéral.

— **Proposition de loi portant modification des articles 1152 et 1231 du code civil sur la clause pénale (n° 1365). Première lecture. Discussion générale** [16 mai 1975] (p. 2861) : le Gouvernement est favorable à l'adoption de cette proposition de loi. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2861) : sur l'amendement n° 1 de M. Foyer, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1975] (p. 4988) : accepte l'amendement proposé par M. Foyer.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'organisation de l'indivision (n° 262). Première lecture. Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3183) : la nécessaire révision du système de l'indivision ; la position du code civil face à l'indivision ; le décret-loi du 17 juin 1938 et la loi du 19 décembre 1961 ; l'initiative prise par M. Dailly ; la nécessité de combler les lacunes existantes ; élaborer des règles simples et souples par le jeu de la convention d'indivision ; (p. 3184) : la distinction entre les indivisions conventionnelles et celles ne procédant pas d'un acte de commune volonté. **Discussion des articles. Article premier : Article 710-1 du code civil** (p. 3186) : son sous-amendement n° 24 à l'amendement n° 3 de M. Foyer : insérer un nouvel alinéa après le premier alinéa de l'article 815-10 ; irrecevabilité des recherches relatives aux fruits et revenus après la date de leur perception. **Après l'Article 710-1** (p. 3187) : ses observations sur l'amendement n° 3 de M. Foyer ; son sous-amendement n° 24 ; adopté. **Article 710-5** (p. 3190) : ses observations sur l'amendement n° 11 de M. Foyer. **Après l'Article 710-11** (p. 3193) : ses observations sur l'amendement n° 16 de M. Foyer. **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3094) : se félicite du rapprochement des points de vue des deux assemblées ; approuve la quasi-totalité des amendements de la commission des lois mais ne peut la suivre sur la question des personnes morales et de l'indivision. **Discussion des articles. Article premier-1** (p. 3095) : accepte l'amendement n° 1 de M. Foyer. **Article premier-2** : sur l'amendement n° 2 de M. Foyer, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 3096) : approuve l'amendement n° 3 de M. Foyer ; approuve l'amendement n° 4 de M. Foyer ; (p. 3097) : accepte l'amendement n° 9 de M. Foyer ; approuve l'amendement n° 5 de M. Foyer. **Article premier-8** (p. 3098) : souligne que l'objet de la proposition du Gouvernement et du Sénat est de faciliter la gestion du patrimoine indivis à caractère familial ; s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Foyer ; (p. 3099) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant au nouvel amendement présenté par M. Foyer. **Article premier-12** : accepte l'amendement n° 7 de M. Foyer. **Article premier-14** (p. 3100) : accepte l'amendement n° 8 de M. Foyer. **Article 7** : accepte l'amendement n° 10 de M. Foyer.

— **Projet de loi portant réforme du divorce (n° 1560). Première lecture. Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3299) : le grave problème de conscience que constitue le divorce ; l'augmentation récente de la fréquence des divorces ; l'importance du taux de nuptialité et les attraits du mariage pour les Français ; la transformation de la fonction du mariage ; la recherche par les conjoints de leur épanouissement mutuel ; la durée plus longue des mariages due à leur précocité et au recul de la mortalité ; (p. 3300) : la vulnérabilité qui résulte de la valorisation du mariage ; l'équilibre recherché par le Gouvernement entre la morale du bonheur et celle du devoir ; l'absence de raison d'être de la recherche de la faute en cas de consentement mutuel des époux en faveur de la désunion ; le caractère primordial de l'intérêt des enfants ; amener les conjoints à organiser les conséquences de leur divorce ; diversifier les causes du divorce ; assouplir sa procédure ; en redéfinir les conséquences ; le projet de loi sur les pensions alimentaires ; (p. 3301) : l'alternative entre le divorce-sanction et le divorce-constat ; les inconvénients du divorce pour faute ; la dissociation faite par le projet entre le problème des prestations après divorce et celui de la faute ; la possibilité offerte à l'époux aux torts exclusifs duquel le divorce a été pro-

noncé d'obtenir réparation du préjudice ; (p. 3302) : l'impossibilité, compte tenu de l'état des mœurs, de ne retenir que la notion de divorce-constat ; les indications que fournit le droit comparé : Grande-Bretagne, Suisse ; l'impossibilité d'éviter le débat sur la responsabilité de la désunion en cas de désaccord sur le divorce ; l'intérêt de la notion du divorce-constat ; l'exigence de perpétuité du mariage : principe supérieur de morale qui ne peut être imposé de force dans une démocratie ; (p. 3303) : l'institution de la clause de dureté ; l'intérêt de cette clause ; mettre en œuvre une politique familiale digne de ce nom ; rétablir le problème de la famille dans sa véritable perspective ; une loi qui tente d'obéir au critère de la raison et de la générosité ; un progrès dans la voie d'une législation de la responsabilité ; (p. 3306) : sa question à Mme Constans relative à l'accroissement des divorces en Union soviétique ; [29 mai 1975] (p. 3344) : ses réponses à M. Ribadeau-Dumas : la possibilité offerte à l'époux délaissé de demander le divorce pour faute ; le maintien de la séparation de corps pour les « chrétiens » ; (p. 3350) : ses réponses aux autres orateurs : l'accord unanime sur le maintien du divorce ; le divorce par consentement mutuel ; sa nécessaire homologation judiciaire ; (p. 3351) : le projet de loi : équilibre entre les principes auxquels la majorité des Français est attachée et l'évolution des mœurs ; le possible recours au divorce fondé sur la faute ; l'admission du divorce pour rupture de la vie commune ; son absence de toute identité avec la répudiation ; le délai de six ans prévu par le projet de loi ; l'intervention du juge et l'exclusion de toute automaticité ; les obligations pécuniaires pesant sur l'époux qui a demandé le divorce ; (p. 3352) : les exemples fournis par le droit comparé ; le nécessaire maintien du divorce pour faute ; la recherche du meilleur intérêt pour l'enfant ; le problème des pensions alimentaires ; (p. 3353) : le possible versement d'un capital ; le renforcement des droits du créancier en cas de non-constitution d'un capital ; le projet de loi relatif au recouvrement public des aliments ; son refus de créer un fonds des pensions alimentaires demandé par le groupe communiste ; (p. 3354) : le décuplement en dix ans du nombre des divorces en Union soviétique ; l'échec que constitue le divorce. **Discussion des articles. Article premier : Article 232 du code civil** (p. 3372, 3373, 3374) : son intervention : à défaut d'homologation par le juge de la convention, le divorce ne peut être prononcé que sur la base de la faute. **Article 237 du code civil** (p. 3379, 3380) : s'oppose aux amendements n° 71 de M. Bolo, n° 81 de M. Forens, n° 239 de M. Deniau. **Article 247 du code civil** (p. 3386, 3387) : son amendement n° 267 : sauvegarde des enfants mineurs à la charge du juge *ad hoc ;* adopté. **Article 252 du code civil** (p. 3389) : son amendement n° 268 : les époux doivent demander la présence de leurs avocats ; adopté. **Article 287 du code civil** (p. 3397) : son sous-amendement n° 269 à l'amendement n° 228 de M. Chandernagor ; adopté. **Après l'Article 287 du code civil** (p. 3398) : ses sous-amendements n°s 270 et 271 : supprimer l'intervention du parquet ; adoptés ; [30 mai 1975] : **Article 297 du code civil** (p. 3456) : son intervention : le Gouvernement estime que la disposition proposée sera utile aux femmes de milieux populaires. **Article 2 : Article 108-2 du code civil** (p. 3464) : son sous-amendement n° 273 à l'amendement n° 169 de M. Donnez ; adopté. **Après l'Article 6** (p. 3465) : son amendement n° 274 : différents cas de mariages entre belle-sœur et beau-frère : **Articles 162 et 164 du code civil ;** adopté. **Après l'Article 7** (p. 3471) : son sous-amendement n° 326 à l'amendement n° 97 de Mme Missoffe : modification de l'article L 44 du code des pensions civiles et militaires ; adopté ; (p. 3473) : son sous-amendement n° 327 à l'amendement n° 98 de Mme Missoffe : suppression de la référence à la femme divorcée à son profit exclusif ; adopté ; [3 juin 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Article 237 du code civil** (p. 3496, 3497, 3498) : ses observations sur l'article ; [4 juin 1975] : **Avant l'Article 8** (p. 3631) : son amendement n° 330 : le devoir de secours comporte la charge pour l'époux du paiement des cotisations à l'assurance volontaire maladie-maternité ; ses observations sur le recouvrement public des pensions alimentaires ; retiré. **Après l'Article 12** (p. 3641) : son amendement n° 275 : notification du changement de domicile pour permettre l'exercice du droit de garde ; adopté. **Article 15** (p. 3642) : son intervention ; en réponse à M. Foyer, précise que la chancellerie fera procéder à une étude de la situation des créanciers du fait de la disparition de la tierce opposition, conséquence de la requête conjointe. **Article 16** (p. 3644) : en réponse à Mme Missoffe s'engage à tenter de trouver, en deuxième lecture, une solution au problème des pensions de réversion au profit des femmes ayant subi le divorce pour rupture de vie commune. **Explications de vote** (p. 3652) : le projet protège la famille, atténue le recours à la notion de culpabilité et fait surgir celle de responsabilité. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1975]. **Article 229 du code civil** (p. 4682) : s'oppose à l'amendement n° 5 de la commission des lois dont la rédaction est difficilement compréhensible. **Article 232 du code civil** (p. 4683) : ses observations relatives au pou-

voir d'homologation du juge. **Article 237 du code civil** (p. 4684) : à la demande de M. Hamel, confirme les propos tenus le 13 juin 1975 devant le Sénat relatifs à la clause de dureté. **Article 238 du code civil** (p. 4686) : contre l'amendement n° 2 de M. Alfonsi, estime inopportun de lier le divorce pour maladie mentale à la séparation de fait. **Article 257-1 du code civil** (p. 4688) : contre l'amendement n° 23 de la commission ; s'oppose au maintien indéfini de mesures prises à titre transitoire. **Article 294 du code civil** (p. 4692) : insiste sur la nécessité de maintenir une disposition rétablie par le Sénat et qui permet l'affectation de certains biens aux besoins du mineur. **Article 351-2 du code de la sécurité sociale** (p. 4694) : s'oppose aux amendements n° 41 de M. Fanton et n° 42 de la commission car le partage des pensions de réversion au prorata de la durée respective de chaque mariage lui fait craindre le versement de sommes insignifiantes aux différents bénéficiaires. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5073) : le Gouvernement donne son accord au texte de la commission mixte paritaire et se félicite en particulier de la rédaction des articles 257-1 et 294 du code civil.

— **Projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° 1175). **Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4649) : l'association du ministre de la justice aux efforts du Gouvernement pour rajeunir les cadres de l'Etat ; l'alignement constant de la magistrature sur l'évolution du statut général de la fonction publique ; (p. 4650) : le problème du recrutement des magistrats ; l'augmentation sensible des emplois de magistrats ; le succès du concours de l'école nationale de la magistrature ; le problème d'une limite d'âge identique pour l'ensemble des magistrats ; (p. 4651) : la limite d'âge ne peut être interprétée comme une atteinte à l'indépendance des magistrats ; (p. 4652) : estime donc que le problème de l'abaissement de l'âge de la retraite des fonctionnaires concernés devra être réglé par le Parlement au début de la prochaine session. [26 novembre 1975] (p. 8977) : proteste contre les propos tenus par M. Fanton à l'égard du Conseil d'Etat. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10108) : sur l'amendement n° 2 défendu par M. Péronnet, secrétaire d'Etat, rappelle qu'une discrimination entre la Cour des comptes et le Conseil d'Etat serait fâcheuse ; demande en conséquence l'adoption de l'amendement n° 2.

— **Projet de loi modifiant le titre neuvième du livre troisième du code civil** (n° 348). **Deuxième lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4653) : le texte en discussion, dernière pierre de la réforme du droit des sociétés ; les inconvénients résultant des propositions de la commission des lois ; le problème de la définition du contrat de société ; (p. 4654) : la notion de bénéfice ; le problème de l'établissement par écrit du contrat de société ; les règles du régime juridique de la société avant son immatriculation et de l'appel public à l'épargne ; le problème des sociétés civiles non immatriculées et dépourvues de personnalité morale. **Discussion des articles : Article premier : Article L 1832 du code civil** (p. 4655) : sur l'amendement n° 2 de M. Foyer, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 1843 du code civil** (p. 4659) : son sous-amendement n° 54 : nouvelle rédaction de l'article 1843-1 du code civil ; son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 14 de M. Foyer : modification à l'article 1843-3 du code civil ; adopté. **Article 1844 du code civil** (p. 4660) : son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 15 de M. Foyer : compléter l'article 1844-3 du code civil ; adopté. **Article 1845 du code civil** (p. 4661) : s'oppose à l'amendement n° 17 de M. Foyer ; le risque de voir se multiplier les sociétés civiles de fait ; craint que cette formule ne soit utilisée par des gens sans scrupules ; (p. 4662) : demande le vote par division de l'amendement n° 17 de M. Foyer. **Article 1851 du code civil** (p. 4667) : son sous-amendement n° 50 à l'amendement n° 22 de M. Foyer : supprimer le dernier alinéa du texte proposé par cet amendement ; adopté. **Article 1854 du code civil** (p. 4668) : son sous-amendement n° 51 à l'amendement n° 25 de M. Foyer : précisions quant aux obligations du gérant ; adopté. **Article 1860 du code civil** (p. 4670) : son sous-amendement n° 52 à l'amendement n° 30 de M. Foyer : mieux protéger le cédant ; adopté. **Article 1873 du code civil** (p. 4674) : ses observations sur l'amendement n° 45 de M. Foyer. **Article 3** (p. 4674) : son amendement n° 53 : codification des textes législatifs et réglementaires sur les sociétés ; repoussé. **Article 4** (p. 4675) : accepte les trois premiers paragraphes de l'amendement n° 46 de M. Foyer. **Après l'Article 4** (p. 4676) : sur l'amendement n° 47 de M. Foyer, ne voit pas pourquoi les sociétés civiles professionnelles jouiraient de la personnalité morale à une date antérieure à celle de leur publicité.

— **Proposition de loi modifiant et complétant la loi n° 72-626 du 5 juillet 1972 instituant un juge de l'exécution et relative à la réforme de la procédure civile** (n° 1443). **Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4677) : la publication du nouveau code de procédure civile ; l'arrêt du Conseil d'Etat du 4 octobre 1974 accordant au seul Parle-

ment le pouvoir de réglementer la publicité des débats. **Discussion des articles. Article 7** (p. 4678) : son amendement n° 1 : à la fin de l'article, supprimer les mots « dans les matières que ce décret détermine » ; adopté.

— **Proposition de loi relative au taux de l'intérêt légal (n° 1527). Première lecture. Discussion générale** [24 juin 1975] (p. 4679) : la nécessité d'un rapport entre le taux d'intérêt légal et le taux pratiqué sur le marché de l'argent ; l'accroissement du nombre des procès tendant à condamner des débiteurs de mauvaise foi ; l'insuffisance des mesures récentes ; (p. 4680) : la fixation du taux d'intérêt légal à partir du taux d'escompte pratiqué par la Banque de France le 15 décembre de l'année précédente. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4680) : son amendement n° 10 : porter d'un à deux mois le délai laissé au débiteur pour se libérer ; repoussé ; son amendement n° 11 : supprimer le second alinéa de l'article 3 ; adopté. **Deuxième lecture** [30 juin 1975]. **Discussion générale** : (p. 5075) : demande qu'à l'article 3 le texte voté par le Sénat soit adopté également par l'Assemblée nationale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux stages des magistrats et futurs magistrats étrangers (n° 1790). Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 4985) : répond par l'affirmative à la question posée par M. Gerbet, raporteur, relative au serment que devront prêter les magistrats étrangers assistants aux actes et délibérés des juridictions.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Justice [17 novembre 1975] (p. 8465) : les crédits d'équipement seront mieux utilisés grâce aux actions prioritaires décidées par le conseil des ministres du 30 avril ; en matière d'éducation surveillée, le ministère tend à abandonner les équipements lourds au profit d'équipements légers mieux adaptés ; la complexité des relations économiques et sociales accroît la tâche des juges ; l'existence de l'école nationale de la magistrature ne saurait être remise en cause ; le zèle de certains magistrats est parfois excessif et le ministre fera jouer la procédure disciplinaire lorsque apparaîtront des préoccupations partisanes ; le ministre rappelle qu'il a demandé aux juges d'être compréhensifs pour les individus et rassurants pour la collectivité ; les crimes odieux ; (p. 8467) : la pratique générale des magistrats reste conforme à nos lois et à nos valeurs essentielles ; les jeunes générations de magistrats ont la volonté de prendre le relais de la justice avec une force et une ardeur redoublées. **Réponses aux orateurs** (p. 8483) : la création probable d'une nouvelle cour d'appel dans l'Est de la région parisienne ; le Gouvernement s'attache à accélérer les procédures, notamment en matière d'expertises ; le tribunal de grande instance de Paris conservera son unité ; la création de l'école nationale de la magistrature a permis de revaloriser la profession ; la grande majorité des auditeurs de justice n'est affiliée à aucun des deux syndicats de magistrats ; les cas de magistrats dont le comportement a suscité des critiques dans l'opinion sont très peu nombreux ; le Gouvernement étudie la possibilité de faire accomplir le stage avant les études théoriques à l'école ; le développement du système des substituts aux peines de prison. **Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice.** Débat du 12 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8515) : précise la combinaison des procédures judiciaire et administrative dans l'aplication de la loi du 11 juillet 1975 relative à la suspension du permis de conduire ; les conditions d'aplpication de la mesure de retrait du permis de conduire considérées comme substitut à la peine d'emprisonnement ; le retrait du permis de conduire par points ; situation personnelle de M. Rongier ; (p. 8516) : exprime l'espoir que le Parlement sera prochainement appelé à refondre utilement la législation relative à la suspension du permis de conduire ; (p. 8518) : précise les effectifs et le niveau d'activités de la cour d'appel de Paris ; assure qu'il n'y a pas de préoccupation d'ordre politique dans la décision de créer une cour d'appel à Versailles ; rappelle que le prestige de la cour de Paris n'est pas lié à l'importance numérique des dossiers qu'elle traite mais à la qualité de ses arrêts ; répond à M. Gerbet sur le rattachement du département d'Eure-et-Loir à la cour d'appel d'Orléans ; (p. 8520) : en ce qui concerne la situation des avoués près la cour d'appel de Paris face à la décision de créer une cour d'appel à Versailles, énumère les différentes hypothèses parmi lesquelles le Gouvernement proposera au Parlement de choisir ; (p. 8521) : en ce qui concerne les tribunaux de commerce, la chancellerie envisage pour l'instant de n'en supprimer qu'une quinzaine ; (p. 8522) : l'abaissement de l'âge de la retraite pour les magistrats aura pour avantage de permettre un rajeunissement du corps iudiciaire et une ouverture des carrières ; la chancellerie examine, sur la suggestion du Président de la République, un projet de modification de la désignation des membres du conseil supérieur de la magistrature ; création, à titre d'expérience, d'une antenne administrative à Orléans, premier exemple de délé-

gation régionale pour l'administration de la justice ; le point des travaux sur le rapport de la commission « Informatique et liberté » ; (p. 8524) : en réponse à M. Forni, précise qu'il se refuse à intervenir dans les affaires en cours ; (p. 8525) : en réponse à M. Frédéric-Dupont, précise que le Gouvernement est favorable à l'indemnisation des victimes qui ont accompli un acte de courage, mais aussi des victimes innocentes qui n'ont aucun moyen de faire indemniser leur préjudice ; ses prévisions relatives à la rémunération des magistrats ; (p. 8526) : marque son souci de voir la justice répondre aux aspirations profondes du peuple au nom duquel les jugements sont rendus ; fait reproche au ministre de l'intérieur de mettre en cause la justice ; souhaite que la polémique sur ce sujet cesse ; rappelle que la police commet aussi parfois des erreurs ; affirme sa conviction qu'en matière de crimes odieux, des peines rigoureuses devraient être prononcées ; indique qu'il ne se dérobera pas à un débat sur la peine de mort ; le caractère dissuasif très limité des peines de prison ; (p. 8527) : ses observations sur la nature du droit de réserve prévu par le statut de la magistrature ; les dirigeants des syndicats de magistrats ont-ils droit à la parole de la même manière que les dirigeants des syndicats ouvriers ; marque sa volonté qu'il soit interdit strictement aux magistrats d'exprimer publiquement leur avis au sujet d'une affaire dont ils ont la charge ; en matières de crimes odieux, rappelle qu'il a demandé aux procureurs généraux de se saisir eux-mêmes des dossiers les plus importants ; (p. 8529) : sur la réforme récente des conditions dans lesquelles les juges d'instruction seront renouvelés dans leurs fonctions ; (p. 8530) : en matière d'aide judiciaire, le plafond des ressources et le montant des versements aux avocats seront à l'avenir fixés par voie de décret.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [20 novembre 1975] (p. 8803) : discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires.

— **Projet de loi organique relatif au statut de la magistrature** (n° **1174**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1975] (p. 8982, 8983) : le Gouvernement reste favorable à l'abaissement général à soixante-cinq ans de l'âge de la retraite pour les magistrats de l'ordre judiciaire : l'Assemblée peut accepter d'abaisser l'âge des magistrats des cours et tribunaux, le Gouvernement n'étant pas opposé à retenir l'âge de soixante-huit ans pour le Conseil d'Etat, la Cour des comptes et la Cour de cassation ; le recrutement de cette dernière ne devrait plus être, à titre principal, parisien. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8985, 8986) : sur l'amendement n° 9 de la commission des lois, demande que la limite d'âge exceptionnellement fixée à soixante-huit ans pour les magistrats de la Cour de cassation ne soit pas étendue aux autres magistrats hors hiérarchie. **Article 3** (p. 8988, 8989) : sur l'amendement n° 16 de M. Debré, indique que faire dépendre la mise en application du texte d'un pourcentage fixé à l'avance de vacances dans le corps de la magistrature irait à l'encontre des objectifs poursuivis actuellement en matière de gestion de ce corps ; souligne que le Gouvernement tentera au cours de la navette de trouver une solution qui tienne compte des préoccupations de M. Michel Debré. **Article 10** (p. 8992) : indique les raisons pour lesquelles le Gouvernement a décidé de supprimer tout âge limite pour l'accès à la Cour de cassation. **Après l'Article 10** (p. 8993) : en réponse à M. Frédéric-Dupont, donne des précisions sur la procédure suivie en matière de création de la cour d'appel de Versailles ; (p. 8994) : à l'amendement n° 14 de la commission proposant la nomination au second grade de la hiérarchie judiciaire des secrétaires-greffiers en chef des cours et tribunaux, demande que ces nominations ne puissent intervenir qu'à l'issue d'une formation à caractère probatoire. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10120) : souhaite que l'Assemblée nationale revienne au texte qu'elle avait initialement voté ; (p. 10121) : son amendement n° 1 : supprimer la disposition conduisant à relever l'âge de la retraite des chefs de la cour d'appel de Paris et des chefs du tribunal de grande instance de Paris ; considère comme souhaitable que la limite d'âge des magistrats de la Cour de cassation reste, quant à elle, plus élevée pour susciter un appel ; adopté ; (p. 10122) : son amendement n° 2 : supprimer la disposition reportant la date d'application de la loi ; ne pas faire un sort particulier à la magistrature dans la fonction publique ; repoussé ; (p. 10122, 10123) : son amendement n° 4 : supprimer l'avant-dernier alinéa de l'article 3 ; ne pas créer un contentieux au sein de la magistrature et rendre impossible l'application de la loi ; (p. 10124) : est prêt à accepter le taux de vacances de 4 % : amendement n° 4 retiré au profit de l'amendement n° 7 : à la fin de l'avant-dernier alinéa de l'article 3, substituer au pourcentage 3 % le pourcentage 4 % ; adopté ; son amendement n° 5 : supprimer le dernier alinéa de l'article 3 ; adopté ; son amendement n° 6 : supprimer le dernier alinéa de l'article 3 *bis* ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **1992**) [16 décembre 1975]. **Discussion générale** (p. 9844) : un

projet qui traduit les engagements du Gouvernement pris en faveur des artisans et commerçants ; l'accord des parties intéressées au cours de la table ronde de juin 1975 ; les règles qui s'appliquent depuis janvier 1975 ; l'accroissement très net du coefficient de plafonnement, cause essentielle du projet de loi ; l'article 2 ajouté par le Sénat. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9848) : s'oppose aux amendements n° 1 de M. Guillermin et n° 7 de M. Villa ; rappelle que l'abattement sur le coefficient actuel résulte d'une concertation entre les parties ; manifeste son désaccord à une modification rétroactive du système telle qu'elle résulte de l'amendement de M. Villa ; (p. 9849) : confirme les propos tenus par M. Krieg à l'encontre de l'amendement n° 1 de M. Guillermin ; s'oppose aux amendements n° 3 de M. Villa et n° 8 de Mme Constans. **Article 2** (p. 9851) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Gerbet ; considère que la suppression de l'article 2 ne réduirait pas la portée de l'article premier. **Après l'Article 2** (p. 9851) : indique à nouveau qu'une nouvelle loi relative à la fixation des baux sera présentée au Parlement en 1976.

— **Aménagement de l'ordre du jour** [16 décembre 1975] (p. 9842, 9852) : discussion du projet de loi relatif à la cour d'appel de Versailles.

— **Projet de loi portant suppression des rémunérations allouées sous forme de tantièmes (n° 1931). Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9935) : les inconvénients des tantièmes ; le problème de la fixation du montant des jetons de présence ; les mesures transitoires prévues ; un projet qui marque le début de la réforme des entreprises. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9936) : son amendement n° 3 de forme ; adopté.

— **Projet de loi portant organisation judiciaire de la cour d'appel de Versailles (n° 2002). Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9938) : les raisons de la création d'une cour d'appel à Versailles ; les très faibles modifications du ressort territorial de la cour d'appel de Paris depuis le Consulat ; une dimension incompatible avec une bonne administration de la justice ; rapprocher par cette réforme la justice du justiciable ; (p. 9939) : la nécesité de donner d'une manière progressive toutes ses compétences à la nouvelle cour ; les critères retenus pour l'attribution de ces compétences ; le calendrier proposé par le Gouvernement ; la compétence teritoriale de la cour de Versailles ; (p. 9943) : considère qu'il faut alléger le fardeau de la ville de Paris ; s'engage à consulter les avocats et les auxiliaires de justice ; un projet qui doit concourir à une meilleure organisation de la justice dans la région parisienne ; (p. 9944) : la création d'une cour d'appel à l'est de cette région.

En qualité de ministre d'Etat, garde des sceaux, ministre de la justice :

1976

— **Propositions de loi organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel (n°s 875-7-926). Première lecture. Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1917) : rappelle la nécessité de mettre une entrave à la multiplicité des candidatures ; se garder en contrepartie de toute mesure qui réduirait le choix entre des candidats cooptés par un nombre restreint de notables ; l'augmentation du nombre des présentateurs ; dispositions essentielles du texte en discussion ; ne pas éliminer des candidats représentatifs de courants d'opinions par l'exigence de 25 signatures de membres du Parlement et de 50 signatures de conseillers généraux ; se garder d'ôter aux électeurs, même très minoritaires, la liberté de se reconnaître dans un candidat de leur choix. **Discussion de l'article unique** (p. 1921) : sur l'amendement n° 1 de M. Krieg, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; ne fait pas obstacle au sous-amendement n° 8 de M. Debré et à l'amendement n° 2 de M. Krieg quoiqu'il considère que les conseillers de Paris ont la qualité de conseillers généraux ; (p. 1922) : est favorable à l'amendement n° 9 de M. Debré ; (p. 1923) : son sous-amendement n° 6 à l'amendement n° 5 de M. Krieg : limiter la publicité des parrains à leurs nom et qualité ; adopté après acceptation d'une modification rédactionnelle ; (p. 1924) : son amendement n° 7 : référence aux nouveaux articles du code électoral ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 mai 1976] (p. 3508) : invite l'Assemblée à voter le texte du Sénat ; fait remarquer que le Sénat a adopté la proposition de M. Debré concernant les membres du Conseil de Paris.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 7 de la Constitution (n° 2134). Première lecture. Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1965) : éviter toutes les circonstances de nature à troubler le scrutin ; les hypothèses retenues : mort et empêchement d'un candidat ; prévoir les situations complexes qui peuvent intervenir ; le risque que comporte le texte de la commission des lois de ne pas répondre à la multiplicité des circonstances ; (p. 1966) : la possibilité de voir « empêché » un candidat qui représenterait une large partie de l'électorat ; le problème de la prise en compte de la période antérieure à la date limite du dépôt de présentation ; la définition proposée par le Gou-

vernement en ce qui concerne les candidats possibles ; faire confiance au Conseil constitutionnel pour apprécier au mieux les circonstances. **Discussion de l'article unique** [27 avril 1976]. **Avant l'Article unique** (p. 2168) : estime que l'amendement n° 4 de M. Lagorce est de nature réglementaire. **Article unique** (p. 2169) : son amendement n° 9 : nouvelle rédaction du texte à insérer avant le dernier alinéa de l'article 7 de la Constitution précisant l'hypothèse du décès et celle de l'empêchement avant le premier tour et précisant les conditions de saisine du Conseil constitutionnel afin que celui-ci puisse décider s'il y a lieu de reporter le premier tour ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [26 mai 1976] (p. 3504) : se félicite du rapprochement des points de vue de l'Assemblée et du Sénat ; estime que les désaccords ne persistent que sur le dernier alinéa ; son amendement tentant de trouver une solution aux désaccords, reprenant le texte du Sénat en supprimant les mots « le décès ou l'empêchement est constaté par le Conseil constitutionnel » ; insiste pour que soient conservés les droits de saisine du Président de la République, du Premier ministre ou du président de l'une ou l'autre assemblée. **Discussion de l'article unique** [26 mai 1976] (p. 3505) : son amendement n° 2 : saisine automatique du Conseil constitutionnel ; adopté ; (p. 3506) : pense que l'amendement n° 3 de M. Forni est irrecevable ; souhaite qu'il soit retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à certaines formes de transmission des créances (n° 1948). Discussion générale** [30 avril 1976] (p. 2530) : indique que le projet a été élaboré en plein accord avec le notariat ; l'acceptation du mécanisme par tous les professionnels ; donne l'assurance que ce nouveau mécanisme ne rendra pas plus coûteux le fonctionnement du marché hypothécaire. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2531) : son sous-amendement n° 7 à l'amendement n° 1 de M. Richomme : reprise de l'intégralité des clauses de l'acte dans la copie exécutoire ; adopté.

— **Proposition de loi complétant les dispositions transitoires de la loi n° 72-3 du 3 janvier 1972 sur la filiation (n° 1263). Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4788) : la réparation d'une injustice issue du passage d'une législation à une autre ; accepte les conclusions de la commission des lois. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4788) : accepte la correction apportée à l'article premier par M. Foyer.

En qualité de ministre d'Etat chargé du Plan et de l'aménagement du Territoire :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux - Aménagement du territoire [18 novembre 1976] (p. 8254) : remarques sur son département ministériel ; (p. 8255) : le VII[e] Plan au titre de la référence ; PAP et conjoncture économique ; les moyens de la politique d'aménagement du territoire ; les mesures déjà proposées par le Gouvernement ; une nouvelle croissance ; l'inflation ; l'équilibre des finances publiques ; la masse monétaire ; les missions du CERC ; la fonction du conseil de planification ; la meilleure répartition des activités sur le sol ; l'efficacité des dépenses d'intervention économique de l'Etat ; les PAP tendant à humaniser le développement économique ; le progrès social ; la lutte contre les inégalités ; les indicateurs économiques et sociaux ; (p. 8256) ; les projections « glissantes » ; les engagements budgétaires relatifs aux programmes d'action prioritaires ; les PAP, une innovation ; le redéploiement des moyens existants ; le financement des PAPIR ; la redéfinition de la politique d'aménagement du territoire ; l'inquiétude des rapporteurs ; la rigueur dans les décisions financières ; (p. 8257) : la fermeté dans la conduite des programmes ; le cas du Massif central ; le caractère interministériel des actions ; la Corse ; le développement des PME dans les régions ; les aides au développement régional ; (p. 8258) : l'emprunt réservé aux PME ; entreprises et administration ; la poursuite de la conversion industrielle ; les problèmes de l'emploi ; les infrastructures de base ; les choix prioritaires ; la conversion des bassins miniers et sidérurgiques ; un cadre de vie de meilleure qualité ; la réduction des mouvements migratoires des campagnes vers les villes ; le développement de l'espace rural et des centres urbains moyens et petits ; les primes d'aide ; la politique de contrats de pays ; (p. 8259) : le rôle des régions dans les contrats de pays ; régions et aménagement local ; le déplafonnement des ressources fiscales des régions ; la politique de l'Ouest ; le développement des façades maritimes ; la politique de la région parisienne ; les infrastructures de communication ; 1977, année du renforcement des orientations du VII[e] Plan ; inflation et emploi ; (p. 8264) : spécificité des ministres et poids de leur budget ; ses fonctions de ministre d'Etat ; (p. 8268) : la lutte contre les concentrations industrielles et humaines ; la lutte contre l'inflation, une des finalités du Plan ; concentration, capitalisme et socialisme ; l'implantation des entreprises à

l'étranger ; l'importance des exportations ; la région parisienne ; l'aménagement des voies navigables ; (p. 8269) : la reprise des études du projet de liaison de la basse Seine et du Nord de la France ; les priorités du VII[e] Plan ; le Cambrésis ; la décentralisation tertiaire ; l'adaptation des services publics aux conditions locales ; la limite de la carte des aides ; la DATAR et l'implantation des entreprises ; la coordination des grands équipements structurants ; les barrages sur la Loire ; le relèvement du FIAT ; la montagne ; le Massif central ; le rythme d'examen des dossiers de primes ; (p. 8270) : les projets de loi concernant les biens indivis, les servitudes des remontées mécaniques, les terres incultes ; la valeur de l'aide spéciale rurale ; la spécificité de chaque massif ; la région Languedoc-Roussillon ; la démoustication ; la mission interministérielle de l'aménagement du Languedoc-Roussillon ; la viticulture ; l'A 9 ; promotion agricole et promotion industrielle ; l'aménagement touristique ; les migrations de jeunes Bretons ; la Bretagne ; la décentralisation tertiaire ; (p. 8271) : ses déclarations devant l'association Bureaux-Province de ce jour sur la décentralisation tertiaire ; l'importance du secteur tertiaire ; le mouvement de concentration ; la décentralisation des banques et des compagnies d'assurances ; Lyon, place bancaire ; l'évolution des mesures d'aide financière en faveur du tertiaire ; le déménagement des fonctionnaires ; la politique régionale européenne ; le FEDER ; les déséquilibres régionaux ; le comité de politique régionale ; (p. 8272) : les premiers versements du FEDER ; le comité de politique régionale et ses travaux ; les zones frontalières ; le coût de la politique de développement régional ; les thèmes de l'intervention de M. Boulloche ; la méthode de travail de sa commission ; la signification du rapport d'exécution du Plan ; le CERC ; les conseillers du Plan ; la politique de recherche ; le commissariat général au Plan et la recherche ; les indicateurs économiques et sociaux ; les projections glissantes pluriannuelles ; l'action régionale ; (p. 8273) : l'exécution des programmes d'action prioritaires nationaux ; les points faibles ; la nouvelle croissance.

Examen des crédits. — Etat B. Titre III (p. 8273) : s'opose aux amendements n° 144, n° 145 et n° 152 de M. Papon défendus par M. Boulloche ; la technique parlementaire consistant à diminuer les crédits.

LECAT (Jean-Philippe)

Député de la Côte-d'Or
(3[e] circonscription)
(UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances du 12 avril 1973 au 22 octobre 1973.

Ministre de l'information du 23 octobre 1973 au 27 février 1974, du 1[er] mars 1974 au 27 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances (Premier Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1275).

Ministre de l'information (Deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 23 octobre 1973 [*J.O.* du 24 octobre 1973] (p. 11435).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'information (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Ministre de l'information (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1[er] mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'information (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

DÉPOTS

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646) [2 octobre 1973].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. d'Harcourt** (n° 624) : **Production des viandes bovines** [11 mai 1973] (p. 1222, 1223).

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Bécam : Industrie de la charcuterie** [16 mai 1973] (p. 1303).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Claudius-Petit** (n° **522**) : **Prix de la viande de bœuf** [16 mai 1973] (p. 1307, 1308).

— **M. Lelong** (n° **112**) : **Secret fiscal** [30 mai 1973] (p. 1688).

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Dutard** (n° **790**), **Maurice Faure** (n° **1355**), **Cattin-Bazin** (n° **1358**), **Bégault** (n° **1359**), **Ceyrac** (n° **1499**) et **Fouchier** (n° **1552**) : **Prix du tabac** [8 juin 1973] (p. 2006, 2007) : politique de concertation sur les techniques commerciales entre le SEITA et les planteurs ; taux des primes de qualité ; (p. 2008, 2009) : mesures proposées par le SEITA pour la récolte de 1973.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **MM. Frédéric-Dupont** (n° **1844**) et **Cousté** (n° **1938**) : **Revalorisation des rentes viagères** [22 juin 1973] (p. 2477, 2478).

— **Mme Stéphan** (n° **2149**) : **Remboursement de trop-perçus par certains pensionnés** [22 juin 1973] (p. 2479).

— **M. Cerneau** (n° **1442**) : **Réinvestissements outre-mer** [22 juin 1973] (p. 2480) : interprétation de l'article 9 de la loi de finances rectificative pour 1971 ; industrialisation des départements d'outre-mer.

— **M. Dronne** (n° **2090**) : **Réorganisation des services extérieurs de la direction générale des impôts** [29 juin 1973] (p. 2723, 2724) : mesures de simplification prises en ce qui concerne l'établissement de titres de mouvement.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances :

1973

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**). **Discussion générale** [7 juin 1973] (p. 1868) : information du Parlement ; rapport de la Cour des comptes annexé au projet de loi ; mesures d'amélioration de l'information ; excédent de charges ; accroissement des remboursements de TVA ; fléchissement du rythme des recettes ; diminution des versements du FEOGA ; (p. 1869) : opérations à caractère définitif et à caractère temporaire ; adaptation aux besoins de l'économie ; répond au rapporteur général ; équilibre général des finances publiques. **Discussion des articles. Après l'Article 20** (p. 1934) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Servan-Schreiber tendant à la création d'une commission spéciale de contrôle des fonds publics ; (p. 1935) : contenu de l'amendement contraire aux règles constitutionnelles qui fixent l'organisation du Parlement ; compétence des assemblées parlementaires pour le contrôle de la commission des finances et des commissions permanentes ; accord du Gouvernement pour envisager des aménagements au contrôle du Parlement sur les dépenses publiques ; (p. 1937) : ses arguments à l'encontre de M. Lamps (publication annuelle par le Gouvernement des aides aux entreprises privées).

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° 461). **Discussion générale** [26 juin 1973] (p. 2507) : convention de 1949 et relations entre le Trésor et la Banque de France ; dévaluation du dollar et perte de change dans les réserves de l'institut d'émission ; souscription de l'institut d'émission de bons du Trésor sans intérêt sur quinze ans pour un montant égal à la perte de change constatée ; engagement du Gouvernement d'étudier la suggestion du rapporteur général quant aux modalités techniques de ces opérations.

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° **510**). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2551) : caractère précis que doit revêtir le débat ; sensibilité du produit viande ; consommateurs et producteurs directement concernés ; sa réponse à une question orale de M. Claudius-Petit ; objet du projet de loi ; comparaison des indices de prix ; correction de l'indice des prix de gros par les variations saisonnières ; modalités de fixation des prix de détail ; dispositif conventionnel et système réglementaire de fixation des prix ; non-répercussion intégrale du stade de prix de détail de la hausse des prix de gros ; prorogation jusqu'au 31 décembre 1973 ; caractère limité et conjoncturel du projet de loi. **Discussion de l'article unique** (p. 2555) : ses observations sur l'amendement de M. Villa, prescription du taux zéro par la CEE, inopportunité de créer un contentieux entre le Gouvernement français et la commission de Bruxelles sur les problèmes posés par le marché de la viande bovine, exclusion du droit à déduction de certaines dépenses visées par l'amendement, inopportunité d'exclusions à caractère général, conséquences sur la situation fiscale de l'ensemble des entreprises françaises, son opposition à l'amendement ; (p. 2556) : ses observations sur l'amendement de M. Lelong, difficultés que provoquerait son adoption, prend acte des suggestions de M. Lelong, demande le retrait de l'amendement ; (p. 2557) : absence d'incidence sur le budget de l'agriculture pour 1974 du problème de l'application de la TVA, assurances

données quant au fonctionnement de l'association nationale pour le développement agricole.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 29** (p. 4126) : ses observations sur les amendements de MM. Cornette et Terrenoire relatifs à la vente directe au consommateur ; estime préférable de procéder par décret après toutes les concertations nécessaires. **Article 31** (p. 4127) : ses observations sur l'amendement de M. Brocard tendant à la définition du mot « vente ». **Article 31** (p. 4128) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon ; sa proposition d'ouvrir un dialogue avec la commission ; son amendement se substituant à celui de la commission ; ses observations sur les amendements de MM. Neuwirth et Meunier. **Article 33** (p. 4130) : dérogations à l'interdiction des jeux et loteries ; ses réserves sur certaines dispositions de l'amendement proposé par M. Guermeur et adopté par la commission ; (p. 4132) : sous-amendement tendant à supprimer le dernier alinéa de l'amendement de la commission ; ses observations sur l'amendement de M. Stehlin. **Après l'Article 33** (p. 4133) : ses observations sur l'amendement de MM. Bignon et Guillermin : carcan que risquerait de faire peser sur l'activité économique française le principe de ces barèmes d'écart ; multiplication des formalités ; ses doutes sur le respect des barèmes publics ; crainte du Gouvernement qu'un dispositif de ce genre ne constitue une pression à la hausse des prix ; (p. 4135) : ses observations sur l'amendement de M. Bignon ; estime que le système qu'il tend à mettre en place est trop complexe ; dépôt par le Gouvernement d'un amendement indiquant qu'est interdite la revente de tout produit en l'état à un prix inférieur à son prix d'achat effectif majoré d'une part des frais généraux ainsi que des taxes sur le chiffre d'affaires afférentes à cette revente ; (p. 4137) : ses arguments en faveur de l'amendement du Gouvernement ; rappelle qu'il a pour objet de combler une lacune de la loi de 1963 préjudiciable au petit commerce et à l'artisanat français ; ses observations sur l'amendement de M. Guillermin ; nécessité de l'égalité fiscale entre des organismes coopératifs et des organismes de droit commercial traditionnel ; ne s'oppose pas à l'amendement. **Article 34** (p. 4146) : ses observations sur l'amendement de MM. Pevret et Neuwirth tendant à rétablir l'exigence de la mauvaise foi de l'annonceur ; sens juridique que pourra acquérir devant un tribunal la notion retenue ; risque de paralysie dans l'application du texte consécutif à l'introduction de cette notion de mauvaise foi ; (p. 4149) : rappelle qu'il existe une législation très complète sur la répression des fraudes ; nécessité d'appliquer cette législation ; ses réserves sur un contrôle excessif ; (p. 4150) : ses réserves sur l'amendement de M. Jans ; rappelle qu'un décret d'octobre 1972 a prévu que des indications très précises concernant la composition de tous les produits alimentaires mis en vente devaient être portées sur les étiquettes des produits ; ses réserves sur l'amendement de M. Bignon concernant la communication par les annonceurs à l'administration des documents nécessaires à son enquête ; exigence du texte du Gouvernement que soit faite la preuve des allégations contenues dans la publicité qui a été frappée d'une certaine suspicion par le déclenchement de la procédure ; (p. 4151) : son amendement ayant pour objet de mettre à la charge du condamné le soin de faire procéder à la diffusion des annonces rectificatives ; prévoyant que la responsabilité de la publicité effectuée pour le compte d'une personne morale incombera aux dirigeants de celle-ci ; réprimant la publicité mensongère, même lorsque, réalisée à l'étranger, elle est reçue ou perçue en France ; (p. 4153) : sa réponse à MM. Fanton et Guermeur sur le rôle du juge ; ses réserves sur l'obligation d'insertion de la rectification dans tous les cas ; marge d'appréciation du juge ; (p. 4154) : ses arguments en faveur du rejet de l'amendement de MM. Aumont et Cot relatif à la mise en œuvre des pénalités visant la publicité mensongère. **Article 35** (p. 4154) : son amendement relatif à l'action civile pouvant être exercée par les organisations professionnelles et les associations de commerçants et artisans. **Article 36** (p. 4156) : ses observations sur l'objet des associations de défense des consommateurs. **Après l'Article 36** (p. 4157) : ses observations sur l'amendement de MM. Aumont et Cot tendant à la création d'une magistrature économique ; souligne l'originalité des mesures proposées ; tribunal du marché existant dans les pays scandinaves ; inopportunité d'introduire un tel système par le biais du projet de loi ; évoque une réorganisation générale de notre système juridique.

En qualité de ministre de l'information :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section I. — Information [26 octobre 1973] (p. 4900) : précise les orientations générales de sa politique en matière d'information ; insuffisance du courant d'information entre les autorités responsables et le public ; rapports entre la presse et le Gouvernement ; son accord sur la création d'un centre national de l'information ; moyens du ministère de l'infor-

mation ; secrétariat du comité interministériel pour l'information ; coordination des actions d'information ; Documentation française, tutelle de l'industrie de la presse ; difficultés de la presse ; régime des aides ; équilibre économique et financier des entreprises de presse ; (p 4901) : tarifs postaux, TVA, taxe sur les salaires, aide à la presse d'information disposant de faibles ressources publicitaires, équipement des entreprises de presse, régime de l'article 39 *bis* du code général des impôts, diffusion de la presse dans le monde, appui de la SNEP. **Etat B - Titre III** (p. 4905) : répond aux orateurs sur les structures de l'information, s'oppose à l'amendement de M. Chevènement défendu par M. Fillioud tendant à réduire la dotation du comité interministériel pour l'information ; (p. 4906) : répond à M. R.-A. Vivien sur la tutelle à l'égard de la presse ; s'oppose à l'amendement de M. Fillioud tendant à supprimer la fonction du ministre de l'information.

Office de radiodiffusion-télévision française [26 octobre 1973] (p. 4919) : sa réponse à M. Stehlin (sketch de Jacques Martin sur Guynemer) ; sa réponse à MM. Fillioud et Houteer sur la construction d'une antenne par Radio Monte-Carlo, répond aux arguments de M. Fillioud, ORTF, mission du président directeur général, situation financière de l'Office, plan d'économies supplémentaires, non-renouvellement de contrats occasionnels ; demande d'autorisation de perception de la redevance sur les bases qui ont déterminé le calcul des ressources de l'Office dans le projet de budget, écartant toute avance de date ou toute manipulation rétroactive ; démarrage de la télé-distribution ; mise en place du haut conseil de l'audiovisuel. **Etat E - Ligne 101** (p. 4920, 4921) : s'oppose à l'amendement de M. Papon tendant à supprimer l'autorisation de perception de la redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de radiodiffusion et de télévision.

LE DOUAREC (François)

Député de l'Ille-et-Vilaine
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448), [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [12 novembre 1973] (p. 5605).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [12 novembre 1973] (p. 5605).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

QUESTIONS

En qualité de député :

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation du football français** [26 juin 1974] (p. 2973).

— **Licenciements aux usines Citroën** [16 octobre 1974] (p. 5086).

— **Crues de la Vilaine** [20 novembre 1974] (p. 6792).

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1974

— **Réponse au rappel au règlement de M. Julia** [3 octobre 1974] (p. 4726) : donne des indications sur l'intention du bureau de l'Assemblée nationale en matière de procédure des questions spontanées.

— **Souhaits de bienvenue** à une délégation du Soviet suprême de l'URSS [23 octobre 1974] (p. 5346).

— **Impossibilité de donner la parole** pour un rappel au règlement dans la partie de la

séance consacrée aux questions au Gouvernement [6 novembre 1974] (p. 5934).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Hamel, Alain Bonnet, Rolland** [27 novembre 1974] (p. 7103).

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Gaudin, Simon-Lorière et Chandernagor** [5 décembre 1974] (p. 7431).

— **Souhaits de bienvenue** à une délégation parlementaire roumaine [11 décembre 1974] (p. 7670).

1976

— **Réponses aux rappels au règlement de** [6 avril 1976] (p. 1369) :

— **MM. Balmigère et Bayou** : nécessité d'un débat sur la viticulture ;

— **M. Bertrand-Denis** : interventions débordant le cadre des rappels au règlement ;

— **MM. Briane et Barel** : pollution de la Méditerranée, débat sur la qualité de la vie prévu par la conférence des présidents.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Hamel** [12 mai 1976] (p. 2932) : procès de Médéa.

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation parlementaire de la République socialiste tchécoslovaque [13 mai 1976] (p. 2965).

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2971) : rappelle à M. Soisson que le vote de l'amendement n° 5 est acquis et que le Gouvernement peut toujours demander une deuxième délibération. **Après l'Article 12** (p. 2990) : indique que les amendements n°s 124 et 34 sont incompatibles.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976] (p. 4445) : remarque le peu de députés présents en séance ; demande à l'Assemblée si elle désire renvoyer la suite du débat à une séance ultérieure.

— **Dépôt** du rapport de la **Cour des comptes** [30 juin 1976] (p. 4947).

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**). **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article 5** (p. 4966) : indique que l'amendement n° 39 de M. Carlier devient sans objet.

— **Ouverture de la session extraordinaire 1975-1976** [1er juillet 1976] (p. 4998).

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2525**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6634) : indique à M. Boscher que, l'ensemble de l'article 2 étant réservé, son sous-amendement ne peut être discuté.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Max Lejeune** [20 octobre 1976] (p. 6781) : rôle de la présidence.

— **Déroulement de la séance réservée aux questions au Gouvernement** [20 octobre 1976] (p. 6781) : nécessité de traiter ces questions d'une façon plus concise.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6989) : accepte d'appeler l'amendement n° 27 de M. Hardy en premier.

— **Souhaite la bienvenue à une délégation parlementaire de Hongrie** [23 novembre 1976] (p. 8568).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Fanton** [23 novembre 1976] (p. 8569) : réunion de la conférence des présidents ; organisation des débats sur le budget.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article premier** (p. 8880) : souligne qu'il ne faut pas improviser ; la différence du travail en séance et du travail en commission.

En qualité de député :

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des droits du ministère de la justice. Débat du 12 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8521) : se déclare convaincu que la généralisation de l'échevinage ne constitue pas la solution aux difficultés des tribunaux de commerce ; (p. 8528) : dit sa crainte que la Chancellerie ne tienne trop compte des sondages de l'opinion publique ; (p. 8529) : met en garde contre tout réexamen inconsidéré du secret de l'instruction.

LEENHARDT (Francis)

Député du Vaucluse
(2e circonscription)
(PSRG).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976 (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de l'assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569).

Donne sa démission de représentant de l'Assemblée nationale à l'assemblée parlementaire des Communautés européennes [2 avril 1976] (p. 1272).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 7 : Commerce extérieur** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 7 : Commerce extérieur** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question orale sans débat :*

— (n° **42966**) : **Charges sociales des entreprises de main-d'œuvre** [16 décembre 1977] (p. 8889, 8890) : nécessité de modifier l'assiette servant de base au calcul des cotisations ; la part dérisoire des charges sociales du pays supportée par les industries de pointe hautement mécanisées.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1976

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de l'Assemblée nationale de la Côte-d'Ivoire [5 mai 1976] (p. 2625).

— **Réponse au rappel au règlement de Mme Constans** [11 mai 1976] (p. 2868) : application de l'article 92 du règlement et de l'article 40 de la Constitution.

— **Projet de loi portant approbation du VIIe Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4654) : déclare qu'il appliquera la règle selon laquelle les absents perdent leur tour de parole. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4868) : indique que les amendements seront discutés et que leur vote est réservé ; indique qu'un seul vote interviendra sur l'article unique.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [30 juin 1976] (p. 4988) : retrait de l'ordre du jour des projets de loi relatifs à la représentation à l'Assemblée nationale et au Sénat des départements de Mayotte et de Saint-Pierre-et-Miquelon.

— **Clôture de la session ordinaire 1975-1976** [30 juin 1976] (p. 4991).

— **Ouverture de la première session ordinaire** de l'Assemblée nationale pour 1976-1977 [2 octobre 1976] (p. 6303).

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances, sur la politique économique, financière et monétaire** (n° 361) [24 mai 1973] (p. 1568) : évoque la réduction des inégalités sociales et les statistiques de la CEE concernant le pouvoir d'achat des ouvriers de l'industrie ; (p. 1569) : le dernier rang occupé par la France avec le Luxembourg en ce qui concerne la progression du pouvoir d'achat; le silence du Gouvernement sur l'atténuation de la part excessive de l'impôt direct dans notre fiscalité ; rappelle le souhait de M. Sabatier, rapporteur général du budget en 1972, de voir alléger l'impôt direct ; cite les chiffres contenus à l'annexe de ce rapport ; s'étonne du silence du ministre de l'économie et des finances sur la fiscalisation partielle de la sécurité sociale ; évoque le problème des prix ; la contradiction entre la majoration de certains tarifs publics et les mesures prises au sujet de la TVA ; juge sommaire la réglementation des prix ; souhaite une définition des grands principes qui concernent la fixa-

tion des prix ; des difficultés d'investissement des entreprises résultant du plafond de hausse autorisé ; les comportements inflationnistes au niveau des rémunérations importantes et des revenus clandestins ; évoque le problème du crédit ; les mesures de freinage ; le système des réserves obligatoires ; les réserves supplémentaires ; (p. 1570) : les difficultés des petites et moyennes entreprises dues au freinage du crédit ; la position de la confédération générale des PME ; le financement des promesses de Provins ; évoque les résultats des élections.

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° **461**). **Discussion générale** [26 juin 1973] (p. 2507) : charge de la perte constatée sur les actifs en devises de la Banque de France ; son accord sur l'étalement de cette charge ; ses observations sur la responsabilité du Gouvernement et sur son attitude à l'égard de la politique monétaire des Etats-Unis ; non-approbation de cette gestion ; abstention de son groupe.

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la TVA sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° **510**). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2554) : ses réserves sur la responsabilité des bouchers et des organismes de distribution ; son amendement déposé en commission des finances tendant à une suspension totale ; rejet de cet amendement au titre de l'article 40 de la Constitution ; attitude du Gouvernement face à la hausse des prix ; plus-values fiscales retirées de l'inflation ; recommandation de la CEE tendant à la stérilisation de ces plus-values ou à leur utilisation en vue d'un abaissement des taxes indirectes.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4766) : ses observations sur l'article 2 n proposé par l'amendement du Gouvernement : recouvrement de l'impôt sur le revenu par voie de retenue à la source ; sa référence à une déclaration du ministre de l'économie et des finances devant la commission des finances en avril 1971 ; argument de l'inégalité devant l'impôt créée par la retenue à la source avancé par le ministre et rejeté aujourd'hui par ce dernier ; sa référence à l'avis du Conseil économique du 20 octobre ; inégalité devant l'impôt résultant de la retenue à la source ; surcharge considérable pour les entreprises ; volonté de l'Etat d'aménager sa trésorerie. **Article 13** (p. 4804) : dépréciation des rentes viagères ; déplore la publicité mensongère de la caisse nationale de prévoyance ; nécessité de la revalorisation des rentes viagères ; indexation ; [26 octobre 1973] : **Article 11** (p. 4872) : amendements de son groupe et du groupe communiste tendant à la suppression de cet article adoptée par la commission des finances ; recul du Gouvernement ; son acceptation de n'appliquer cette compensation que pendant un an ; danger de ce régime provisoire ; opposition du ministre de la santé publique au déplafonnement progressif des cotisations maladie ; sa référence à une brochure du Premier ministre distribuée au début de la dernière campagne législative et intitulée *Bilan social et perspectives* et précisant qu'une deuxième assiette de ressources pourrait être trouvée dans la TVA ; ses observations sur le taux de participation du budget de l'Etat au financement de la sécurité sociale ; conditions d'examen du budget social de la nation par le Parlement ; amendement de M. Fontanet à l'article 3 du projet de loi de ratification des ordonnances de 1968 modifiant l'organisation de la sécurité sociale ; ses observations sur le rapport déposé par le Gouvernement concernant l'évolution financière des différentes prestations sociales ; son amendement tendant au dépôt d'un projet de budget des prestations sociales. **Avant l'Article 12** (p. 4876) : son sous-amendement déclaré irrecevable : budget annexe des prestations sociales ; opposition de son groupe à cette nouvelle rédaction proposée pour l'article 11.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5063) : souligne les contradictions dans l'attitude de certains qui aujourd'hui soutiennent le projet du Gouvernement ; l'amendement du Gouvernement relatif aux garanties de ressources n'est qu'un amendement au conditionnel ; (p. 5064) : si l'unanimité est réalisée quant au principe de solidarité, la forme de cette solidarité nécessite un choix politique ; l'effort devrait être supporté par les contribuables ; le système proposé s'analyse en fait en une taxe sur les salaires.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**) :

Discussion générale [22 octobre 1974] (p. 5308) : le plan du Gouvernement repose essentiellement sur l'accroissement de nos exportations ; mettre en œuvre les recommandations contenues dans le rapport d'avril du Conseil économique et social ; (p. 5309) : le programme de la gauche préconisait la mise sur pied d'une banque de développement industriel ; proposer des biens d'équipement

aux pays producteurs de pétrole ; le rapport Gruson a conclu en faveur d'une planification accrue ; il faut se donner tous les moyens de gagner la bataille du commerce extérieur.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Après l'Article premier** (p. 5394) : sur l'amendement n° 33 de M. Boulloche : Caillaux déjà faisait de l'impôt sur le capital le critère d'une fiscalité démocratique.

Deuxième partie :

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6820), rapporteur spécial : évoque le déficit énergétique ; la dégradation des échanges hors énergie ; la performance des échanges agricoles ; le déséquilibre de nos échanges avec la République fédérale d'Allemagne et avec les Etats-Unis ; la nécessité de changer l'orientation de notre prospection et de nos exportations ; (p. 6821) : la création d'un secrétariat d'Etat au commerce extérieur ; le Centre français du commerce extérieur ; l'absence de crédits d'études pour le recours à l'informatique qui permettrait d'exploiter le stock d'informations rassemblées par le centre ; la diminution des crédits attribués au comité permanent des foires et manifestations économiques à l'étranger ; la faible dotation de l'agence pour la coopération technique industrielle et économique ; la compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (Coface) ; les structures de nos exportations ; la création d'un fonds de 4 milliards de francs destiné à augmenter les capacités de production pour tous les produits finis ; (p. 6822) : l'encouragement à la création de groupements d'exportateurs ; l'exportation de nos excédents de fruits, de légumes et de vin ; l'évaluation du déficit de la balance des paiements pour 1974 ; la gratuité de la situation et l'espoir d'une lutte pour l'augmentation des crédits du secrétariat d'Etat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7324) : les comportements inflationnistes des entreprises ; l'exemple donné par le Gouvernement ; le rôle des ententes ; les emprunts à l'étranger ; la taxation des plus-values ; les inégalités des revenus ; les sociétés multinationales ; la sous-traitance ; recours aux importations et à du personnel temporaire ; la productivité ; les investissements ; (p. 7325) : la taxation détournée des salaires ; ses amendements tendant à exclure les bas salaires de l'assiette de la taxe ; les analyses de Milton Friedman ; innovation technique ; le remboursement des acomptes ; assimile le prélèvement à un système d'épargne obligatoire. **Discussion des articles** [4 décembre 1974] (p. 7408) : la création de filiales artificielles pour échapper au prélèvement ; (p. 7414) : son amendement n° 84 : déduction des salaires inférieurs à six mille francs (p. 7415) : rejeté ; [5 décembre 1974] (p. 7466) : les salaires inférieurs à 150 % du SMIC ; (p. 7467) : son sous-amendement n° 85 : déduction des augmentations de salaires résultant des conventions collectives (p. 7468) : rejeté.

1975

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre l'Etat et la Banque de France** (n° **1504**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1908) : des réévaluations qui n'interviennent que tous les semestres ; une opération de caractère psychologique ; l'absence de liaisons avec les autres Etats membres de la Communauté européenne ; l'absence d'autorisation du Parlement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**) :

Discussion générale [22 octobre 1975] (p. 7235) : la situation catastrophique de l'emploi et la chute de la production industrielle ; (p. 7236) : la diminution des importations, cause du redressement de la balance des comptes ; l'inflation, principal danger considéré par le Gouvernement ; la nécessité de jouer la reprise, même au prix d'un endettement extérieur ; un ministre des finances qui s'est laissé forcer la main lors de l'élaboration du plan de soutien à l'économie ; (p. 7237) : le paradis des ententes que constitue notre pays ; une politique gouvernementale trop tardive contre la récession et trop hâtive contre l'inflation.

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 6** (p. 7272) : son amendement n° 45 : limiter à 5.000 F l'exonération de TVA prévue à l'article 6 ; repoussé. **Après l'Article 16** (p. 7298) : son amendement n° 49 : accorder un dégrèvement automatique pour les demandeurs d'emploi dont le revenu imposable est inférieur à 20.000 F ; repoussé.

Deuxième partie :

Commerce extérieur, rapporteur spécial [18 novembre 1975] (p. 8538) : le caractère provisoire de l'excédent de la balance des paiements en 1975 ; les annexes de son rapport : risques du protectionnisme, prêts spéciaux aux entreprises exportatrices, simplification des procédures, sociétés de commerce extérieur ; les crédits inscrits au budget ; l'absence de services propres à la disposition du ministre du commerce extérieur ; la réforme du centre français du commerce extérieur ;

le comité français des manifestations économiques à l'étranger ; (p. 8539) : le rôle de la Sofredex ; le regroupement des organismes de commerce extérieur ; l'évolution du secteur des biens d'équipement, des exportations agricoles ; la compétitivité des prix français ; l'augmentation du prix du pétrole.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [28 avril 1976] (p. 2271) : la chute de la production de tomates de conserve à la suite de l'augmentation des importations ; la diminution de moitié du marché ; le gonflement des stocks ; faire intervenir le FORMA pour remédier à l'importation de cerises à très bas prix d'Italie notamment ; (p. 2272) : mettre en place un programme d'arrachage des vignes et prévoir l'indemnisation des agriculteurs du Midi sur la base du prix de revient des bois et des plants invendus à l'issue de la prochaine campagne.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [1er juin 1976] (p. 3590) : un pas vers la taxation du capital et vers l'indexation ; les plus-values sont des gains en capital ; un impôt sur la fortune comme correctif nécessaire afin d'éviter des plus-values latentes ; le projet d'amendement socialiste ; un impôt sur les fortunes importantes ; la fortune acquise favorisée par le projet du Gouvernement ; (p. 3591) : références aux travaux de Joseph Caillaux, Maurice Petsche, Emile de Girardin, Robert Lattès, Jacques Georges-Picot ; l'impôt sur le capital prochainement en France. **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3864) : son amendement n° 83 : institution d'un impôt sur la fortune permettant une meilleure connaissance des patrimoines ; repoussé ; [9 juin 1976] : **Article 2** (p. 3930) : estime que l'amendement n° 121 de M. Papon constitue un article premier *bis* ; [17 juin 1976] : **Article 9** (p. 4292) : défend l'amendement n° 99 de M. Duffaut tendant à supprimer l'article 9 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 6615) : défend l'amendement n° 85 de M. Duffaut : l'imposition des fortunes supérieures à deux millions de francs ; le soutien de certains membres de la majorité à cet amendement ; la prise de conscience de l'injustice fiscale ; (p. 6616) : deux objectifs : l'élargissement de l'assiette de l'impôt sur le revenu, la taxation des patrimoines importants ; le refus du Gouvernement de toucher aux fortunes ; l'application de cet impôt ; les difficultés exagérées ; le comportement des épargnants ; la Bourse ; amendement n° 85 repoussé.

— **Fait personnel** [20 octobre 1976] (p. 6795) : son impartialité en tant que président (explications de vote de M. Max Lejeune sur la motion de censure, absence des députés de la majorité).

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 [*J.O.* Débats du 5 novembre 1976] (p. 7630) : les producteurs de cerises ; le FORMA ; les producteurs de bois et de plants de vigne ; (p. 7631) : le greffage ; l'indemnité aux zones de piémont ; le développement des accords méditerranéens ; les fruits et légumes ; le calendrier des échanges.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 57** (p. 8524) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Ginoux ; un formidable cadeau aux entreprises ; souligne que l'amendement tombe sous le coup de l'article 40 et de l'article 41 de la Constitution ; le problème de la réévaluation des bilans ; la sous-estimation du bénéfice résultant de la dépréciation des dettes ; les effets de l'inflation ; vouloir la vérité comptable totale ; le lien entre la révision des bilans et l'indexation de l'épargne. **Article 58** (p. 8527) : les réactions défavorables sur le mini-réel ; (p. 8528) : le bilan d'une expérience décevante ; le projet visant à l'institution de sociétés familiales de commerce et d'artisanat ; le rapport de la commission ; les inégalités sociales du Plan ; des incitations insuffisantes. **Article 63** (p. 8536) : le relèvement de 20 % des montants en francs figurant à l'article 68 du CGI.

1977

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Première lecture. Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3620) : le peu d'empressement de l'Assemblée à se pencher sur le problème des concentrations et des ententes ; la proposition de loi n° 900 de M. Poperen ; l'insuffisance des moyens de la commission technique des ententes et des positions dominantes ; l'article du *Monde* de MM. Jenny et Weber ; le livre de Roger Priouret sur « les Français mystifiés » ; les déclarations de M. Fourcade sur le système de sanctions relatives aux infractions à la législation sur la

concurrence ; le désaccord du Gouvernement sur la réglementation communautaire élaborée à Bruxelles ; la modestie des améliorations apportées par la lettre rectificative ; les amendements défendus par le PSRG ; le champ d'application du contrôle des opérations de concurrence ; l'insuffisance des seuils de concentration retenus ; l'anormalité du caractère facultatif des déclarations de concentration ; (p. 3621) : les obstacles auxquels se heurtera l'application de l'article 419 du code pénal ; la réputation complice des dirigeants de droit ou de fait des entreprises en cas d'infraction commise par les préposés ; l'insuffisance des moyens mis à la disposition de la commission ; un « éventail pour frapper des éléphants » ; les législation des différents pays européens. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3628) : soutient le sous-amendement n° 74 de M. Poperen à l'amendement n° 3 de M. Le Theule : choix de la moitié des commissaires parmi les organisations syndicales ou professionnelles et les organisations de consommateurs agréées ; repoussé. **Article 2** (p. 3631) : l'appel des amendements n°s 53, 54 et 55 ; soutient le sous-amendement n° 75 de M. Poperen à l'amendement n° 5 de M. Le Theule : fixation à 33 % des seuils d'application du contrôle de la concentration des entreprises s'il s'agit de biens produits ou services de même nature ou substituables ; soutient le sous-amendement n° 76 de M. Poperen à l'amendement n° 5 de M. Le Theule : fixation à 20 % du seuil d'application du contrôle des concentrations s'il s'agit de biens ou de services de nature différente et non substituable ; sous-amendements n°s 75 et 76 repoussés. **Article 2** (p. 3632) : soutient le sous-amendement n° 77 de M. Poperen : exercice du contrôle de la concentration pour les entreprises employant plus de dix mille salariés ou réalisant un chiffre d'affaires annuel excédant 500 millions de francs ; repoussé. **Avant l'Article 17** (p. 3640) : soutient l'amendement n° 68 de M. Poperen : réputation complice des dirigeants de droit ou de fait en cas d'infraction commise par un préposé d'une entreprise ; les sanctions applicables à des dirigeants ; les obstacles à l'application de l'article 419 du code pénal ; le niveau des amendes proposées ; repoussé ; soutient l'amendement n° 69 de M. Poperen : non-accession aux marchés publics pendant une période de trois ans des entreprises condamnées pour ententes illicites ou abus de position dominante en matière de marchés publics ; la masse annuelle représentée par un marché public ; repoussé. **Article 20** (p. 3642) : la non-réunion en comité des collectivités territoriales. **Article 21 : Article 53 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3644) : la sensibilisation des entreprises au respect de la concurrence. **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [30 juin 1977] (p. 4524) : le vote hostile du groupe du PSRG.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4073) : le faible nombre des contribuables visés par le texte ; les assurances données aux grands fraudeurs et aux notables ; la réduction des pénalités encourues en matière de contributions indirectes ; le problème des procédures de contrôle et de vérification ; la politique de rentabilisation des contrôles ; la soumission des inspecteurs et des vérificateurs des normes de travail excessives ; le nombre des vérificateurs, le nombre des vérifications ; (p. 4074) : la dégradation des moyens d'action du ministère de l'économie et des finances ; les objectifs de la direction générale des impôts ; la grève du personnel du service du cadastre ; le retard en matière de révision des propriétés bâties ; ses conséquences ; la solidarité du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche à l'égard du personnel du service du cadastre ; la non-garantie de la neutralité politique de la commission des infractions fiscales et du comité du contentieux fiscal, douanier et des changes ; l'alourdissement de la procédure ; la saisine de la commission des infractions fiscales par les directeurs du ministère de l'économie et des finances ; le champ d'investigation de la commission ; faire en sorte que sa saisine devienne automatique ; la publicité des transactions ; l'absence de publicité des décisions des commissions départementales ; créer un service répondant aux questions des contribuables relatives à l'interprétation des textes ; la lutte contre la fraude fiscale ; le débat télévisé sur le contrôle fiscal ; les différences de contrôle suivant les départements ; le faible contrôle des successions ; (p. 4075) : le sacrifice de la justice fiscale à l'efficacité économique ; la réforme fiscale. **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Après l'Article premier** (p. 4114) : soutient l'amendement n° 56 rectifié de M. Boulloche ; saisine de plein droit de la juridiction pénale dans certains cas ; (p. 4115) : les conditions de la saisine de la commission de plein droit ; le montant du plafond ; les modalités de l'apparition de la fraude fiscale ; l'ouverture des informations pour abus de biens sociaux : amendement n° 56 rectifié repoussé. **Article 6** (p. 4123) : les dispositions du programme commun relatives à la fiscalité ; la limitation dans le temps de la durée du retrait du permis de conduire ; la faculté d'appréciation du juge en fonction de la profession du condamné. **Article 8** (p. 4124) : soutient l'amendement n° 57 de M. Boulloche : impossibilité pour l'administration de transiger après mise en

train d'une action judiciaire par l'administration ou le ministère public ; repoussé. **Article 9** (p. 4131) : l'alourdissement de la procédure en cas d'audition des intéressés ; (p. 4132) : soutient l'amendement n° 60 de M. Boulloche : élaboration par le comité du rapport annuel à l'intention du Gouvernement et du Parlement ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 4134) : soutient l'amendement n° 61 rectifié de M. Boulloche : suppression du comité des remises et transactions et du conseil d'administration de la direction générale des impôts ; l'objet de l'amendement n° 61 rectifié ; repoussé.

— **Propositions de loi tendant à interdire la publication et la diffusion de certains sondages d'opinion en période électorale** (n° **267**, n° **2790**, n° **2791**, n° **2854**, n° **2896**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4358) : l'essor extraordinaire des sondages ; la décision du Conseil constitutionnel du 24 mai 1974 ; la création d'une commission nationale des sondages ; les conditions de réalisation des sondages ; les éléments qui devraient être publiés en même temps que les sondages ; l'interdiction des sondages pendant les durées de campagne électorale ; un texte de circonstance ; les déclarations de M. Maurice Duverger. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4363) : son amendement n° 50 : insertions obligatoires lors de la publication des enquêtes d'opinion dans un journal ; repoussé ;

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Travail [14 novembre 1977] (p. 7359) : la situation de l'inspection du travail ; l'évolution des effectifs ; la mission d'inspection du travail ; (p. 7360) : le pouvoir des inspecteurs ; les initiatives à prendre pour améliorer l'efficacité de l'inspection du travail ; développer donc les mesures de prévention des accidents du travail.

Economie et finances. — II. Services financiers [18 novembre 1977] (p. 7718) : l'inégalité régionale des fréquences des vérifications fiscales ; (p. 7719) : les créations d'emplois nécessaires à la direction générale des impôts ; les retards enregistrés dans la révision cadastrale ; la rentabilité des agents de contrôle du fisc ; l'absence de concertation qui a présidé à la création de la direction des relations publiques et à l'institution de l'inspection générale des services ; les sanctions disciplinaires appliquées au titre du devoir de réserve à l'inspecteur du Trésor. **Examen des crédits. Etat B - Titre III** (p. 7723) : le vote hostile du groupe du PSRG.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Article 63** (p. 7754) : soutient l'amendement n° 170 de M. Boulloche : suppression de la possibilité pour les entreprises de déduire de leurs bases d'imposition les sommes rapportées aux profits ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 6** (p. 8439) : soutient l'amendement n° 48 rectifié de M. Boulloche : caractère obligatoire de la délivrance d'une quittance de loyer ; les objections de la commission des finances ; (p. 8440) : la recommandation de la commission nationale des charges locatives ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de certaines publications périodiques** (n° **3277**). **Discussion des articles** [15 décembre 1977]. **Article 2** (p. 8778) : soutient l'amendement n° 2 de M. Robert-André Vivien : extension des dispositions fiscales aux publications apportant des informations sur l'actualité politique régionale en augmentation des taux prévus à l'article 235 *ter* du CGI ; retiré. **Article 3** (p. 8779) : soutient l'amendement n° 6 de M. Boulloche : désignation des membres de la commission par les premiers fonctionnaires des assemblées juridictionnelles auxquelles ils appartiennent ; repoussé. **Après l'Article 3** : soutient l'amendement n° 7 de M. Boulloche : attribution du bénéfice de la réfaction aux publications par arrêté du Premier ministre ; l'indépendance des décisions prises en matière de réfaction ; repoussé. **Article 4** (p. 8780) : son accord sur la modification rédactionnelle proposée par le Gouvernement à l'amendement n° 3 de M. Robert-André Vivien. **Après l'Article 5** : soutient l'amendement n° 8 de M. Boulloche : dépôt par la commission d'un rapport annuel sur le bureau des assemblées parlementaires ; la responsabilité de la commission devant les assemblées parlementaires ; amendement n° 8 repoussé.

LE FOLL (Yves)

Député des Côtes-du-Nord
(1re circonscription)
(NI, puis PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

N'appartient à aucun groupe [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [*J.O.* du 14 mars 1975] (p. 2794), [2 avril 1975] (p. 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociales de la famille [1er juillet 1976] (p. 5010).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à **l'action civile des associations représentatives de consommateurs devant les juridictions répressives** (n° 228) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** portant sur les **charges locatives** (n° 229) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** concernant la **contraception et l'avortement** (n° 464) [14 juin 1973].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° 2), **Robert Fabre** (n° 3), **Nilès** (n° 31), **Bernard-Reymond** (n° 251), **Chinaud** (n° 296) : **service national** [25 avril 1973] (p. 893, 894) : nécessité de modifier la loi de 1970 : problème de l'armée dans la nation ; revendications des lycéens et des travailleurs ; circulaire adressée aux chefs d'établissement.

— **MM. Péronnet** (n° 5168), **Baillot** (n° 5263), **Roux** (n° 5271), **Destremau** (n° 5273), **Seitlinger** (n° 5282), **Poncren** (n° 5283), **Soustelle** (n° 5314) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4503) : « petite phrase » du ministre des affaires étrangères : sa teneur en pétrole et en contrats de ventes d'armes.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° 197). **Discussion générale** [21 mai 1973] (p. 1452) : limite de la réforme ; propos de M. Edgar Faure en qualité de ministre d'Etat chargé des affaires sociales ; charges de la preuve et réintégration ; (p. 1453) : inefficacité des aménagements prévus par le projet ; non-renversement de la charge de la preuve sur l'employeur ; caractère non obligatoire de la réintégration du salarié, restrictions apportées au champ d'application du projet ; freinage des petites entreprises ; inégalité des parties dans le contrat de travail ; non-reconnaissance du droit au travail ; situation des OS ; indemnité de licenciement ; jurisprudence de la cour de cassation ; pouvoir patronal discrétionnaire ; obstacle à la loi de 1928.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2055) : timidité des aménagements proposés ; défaite politique du Gouvernement face à la jeunesse ; inutilité du débat ; incompatibilité des solutions conformes aux aspirations de la jeunesse avec le système économique et social en vigueur ; sa contestation de toute la politique militaire ; inculpation de René Cruse de provocation à l'insoumission ; opposition du Gouvernement aux manifestations contre les essais nucléaires ; situation des « disciplinaires » à Fort-Aiton ; refus de la liberté d'expression ; conditions de la répression contre les appelés ; attitude de l'armée à l'égard des insoumis ; manœuvres franco-espagnoles du Sidobre ; sa question écrite à ce sujet ; (p. 2056) : répression de la lutte du peuple tchadien ; utilisation de l'armée comme briseuse de grève, comme défense de l'ordre social existant ; déclaration du ministre et des officiers supérieurs ; restauration des valeurs ; lavage des cerveaux ; réponse aux besoins du patronat en cadres moyens ; embrigadement idéologique de la jeunesse ; nécessité de la mobilisation des travailleurs et des jeunes ; service de six mois ; liberté de choix d'incorporation ; introduction des libertés syndicales et politique à la caserne ; sa proposition de loi au nom du PSU.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1973] (p. 4193) : évoque l'attitude du PSU qui n'approuve pas tous les termes de la motion de censure mais estime positive cette initiative ; (p. 4194) : les conflits sociaux, la progression de la gauche aux dernières élections cantonales ; l'absence complète d'orientation stratégique révélée par la dernière conférence de presse du Président de la République ; l'inflation qui défavorise les travailleurs mais qui avantage les grandes sociétés ; l'absence de concurrence sur les prix ; l'inégalité dans le développement des entreprises ; l'utilisation par le Gouvernement des ressources nominales apportées par l'inflation ; le petit train de mesures préparées par le ministère de la santé ; récession résul-

tant de la détérioration de notre position commerciale ; plan de stabilisation ; l'orientation autoritaire prise par le régime ; la xénophobie et le racisme ; l'absence de réaction du Gouvernement devant les événements du Chili ; le vote de censure.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4679, 4680) : ses observations sur les comptes nationaux pour 1974, engagement du Gouvernement quant à une réduction sensible de la hausse des prix, cherté du crédit ; poursuite de la baisse des équipements productifs ; « stagnation », emploi ; ses observations sur la structure fiscale ; prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu ; préservation de l'inflation et rejet de toute tentative de rééquilibrer l'éventail des revenus.

Première partie :

Discussion des articles [26 octobre 1973]. **Article 11** (p. 4871) : mise en cause par cet article d'une profonde réforme de notre système de sécurité sociale ; ses critiques à l'égard du système de compensation proposé par le Gouvernement ; déséquilibre économique et non démographique des deux gros régimes de non-salariés ; résultat d'une politique de concertation ; réserves du régime général ; conséquence d'un détournement de sommes qui auraient dû être distribuées en prestations familiales ; critique l'offre en compensation du produit de la taxe sur les alcools ; estime qu'il s'agit d'une « véritable escroquerie car les ressources de la sécurité sociale constituées par les salariés différés sont la propriété des salariés » ; (p. 4872) : souhaite le transfert des revenus des catégories les plus riches vers les plus démunies.

Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5213) : sa référence à des propos de M. Charles Piaget ; attitude du ministre du développement industriel et scientifique dans l'affaire Lip ; ses observations sur la fonction du ministère et sur son budget sur la « restructuration » et la « modernisation » de l'appareil productif français ; prêts du FDES à certaines entreprises ; caractère significatif de la liste des marchés publics obtenus par certaines grandes firmes ; subventions servies aux entreprises de construction navale : démantèlement progressif du secteur nationalisé ; situation de la SNCF ; caractère anti-économique de l'abandon de notre production charbonnière ; mise en cause du monopole de l'EDF ; estime que le secteur public est dans ce budget le parent pauvre ; absence d'effort pour un développement harmonieux des régions ; cas de la Bretagne ; politique du Gouvernement favorisant les concentrations capitalistes ; (p. 5214) : capitalisme sauvage et triomphe du plus fort, aspirations des travailleurs et profit du capitalisme.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5299, 5300) : aide aux productions animales ; difficultés du secteur de la viande bovine en Bretagne ; études de la chambre d'agriculture des Côtes-du-Nord sur les prix ; politique cohérente d'organisation des marchés ; garantie de prix de revient moyen ; garantie du paiement des livraisons des agriculteurs, ONIBEV ; crédits d'orientation du FORMA ; crédits d'aide aux bâtiments d'élevage, subventions versées à Usinor et Sacilor ; constate l'insuffisance notoire du budget de l'enseignement agricole, collège agricole de Saint-Brieuc.

Dépenses militaires (articles 20 et 21), budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5418, 5419) : sa condamnation de la politique militaire ; force nucléaire stratégique et système de défense de l'Occident capitaliste ; adversaires intérieurs ; manœuvres militaires franco-espagnoles ; unités employées pour briser les grèves ; écoutes téléphoniques ; transformation de soldats en policiers au service de la bourgeoisie ; rôle de conditionnement idéologique de la jeunesse ; exercice des libertés par les militaires ; sa question au ministre des armées sur la fourniture d'armes légères à la junte chilienne,

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5735) : ses observations sur l'évolution des crédits ; (p. 5736) : investissements publics et privés consacrés aux autoroutes ; organisation de la croissance urbaine ; problèmes fonciers urbains et moyens des communes pour appliquer les procédures prévues ; nécessité d'un autre système de crédit ; appropriation définitive par la collectivité assortie d'une location de longue durée aux constructeurs ; métropoles d'équilibre et politique d'aménagement du territoire ; villes moyennes et politique d'assistance ; ses observations sur les instruments de la politique d'aménagement du territoire ; utilisation des fonds hors de tout contrôle démocratique ; rôle de la DATAR ; contradictions de la politique du Gouvernement ; nécessité d'une véritable décentralisation accompagnée des moyens financiers nécessaires.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5797) : réduction des possibilités d'accès des ménages populaires à un logement neuf : déséquilibre entre l'offre et la demande ; évolution des secteurs « semi-sociaux », progression du secteur aidé ; politique ayant pour

but de faire monter chaque catégorie de Français d'un échelon par rapport à ses possibilités réelles ; hausses du coût du logement et ses causes ; charges locatives ; ses observations sur l'allocation de logement ; politique en faveur de l'accession à la propriété et pénalisation des ménages ouvriers ; (p. 5798) : politique gouvernementale tendant à remettre aux mécanismes du marché la satisfaction des besoins en logement.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5936) : progression du budget ; insuffisance de la protection sociale des handicapés et des retraités modestes ; allocation de garde et faiblesse du nombre des femmes bénéficiaires ; caractère restrictif des textes d'application ; objectifs du Plan et centre hospitalier de Saint-Brieuc ; santé des Français et secteur privé ; santé scolaire et médecine libérale ; bombes au cobalt ; insuffisance des crédits consacrés à l'hospitalisation publique ; ses observations sur l'appel à l'épargne privée ; problème des personnels ; développement de l'hospitalisation du secteur privé ; loi du profit ; sa question au ministre de la santé sur la révision promise du plan hospitalier breton.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6275) : contestation par les travailleurs de l'organisation du travail industriel ; position du patronat et du Gouvernement ; ses observations sur la portée du projet de loi ; note que le Gouvernement se limite à une action à l'intérieur de l'entreprise ; problème de la garantie des travailleurs ; absence d'harmonisation des actions à entreprendre suivant les entreprises ; l'obligation de progrès minimum qui s'imposerait à toutes les entreprises ; ses observations sur l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail ; représentation des travailleurs au conseil d'administration ; (p. 6276) : dispositions concernant l'hygiène et la sécurité ; aménagement du temps de travail ; conteste la règle du remboursement à l'employeur des charges sociales entraînées par les aménagements d'horaires ; individualisation des horaires et tâche des représentants syndicaux ; caractère tactique et défensif du projet. **Discussion des articles** [27 novembre 1973] : **Article 3** (p. 6374) : ses amendements ; **Article 7** (p. 6378) : ses amendements : mission de l'agence nationale. **Article 8** (p. 6378) : son amendement. **Article 12** (p. 6386) : son amendement tendant à officialiser les avis de la commission de sécurité et de la commission d'hygiène industrielle.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° 641). **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6437) : intéressement et danger d'intégration des travailleurs au système ; inconvénients de la politique d'intéressement des travailleurs ; mythe de la participation ; son amendement tendant à réintroduire la vérification fiscale et sociale des accords d'intéressement ; critique les critères de répartition entre les salariés ; demande que la prime soit égale pour tous ; dénonce les dispositions fiscales prises en faveur des entreprises qui pratiquent l'intéressement ; plans d'épargne d'entreprise ; (p. 6438) : ses observations sur la portée de l'idée de participation. **Discussion des articles. Article 2** (p. 6440) : son amendement ; se rallie à l'amendement de M. Gau : exonérations fiscales et régularité de la situation de l'entreprise au regard des législations sociale et fiscale. **Article 6** (p. 6441) : son amendement tendant à la répartition égale de la prime d'intéressement entre tous les salariés. **Après l'Article 7** (p. 6442) : son amendement tendant à supprimer les déductions fiscales accordées aux entreprises au titre de la participation. **Après l'Article 11** (p. 6443) : son amendement : liberté du salarié à l'égard du plan d'épargne.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6966) : rejet du projet du Gouvernement par la commission et report du débat au printemps ; côté intolérable de la situation actuelle ; (p. 6967) : évolution nécessaire ; propagande de l'association « Laissez-les vivre » ; date jusqu'à laquelle un avortement peut être provoqué ; loi naturelle de reproduction de l'espèce ; dignité de la personne humaine et droit pour la femme d'assumer sa propre responsabilité ; liberté de choix demandée pour toutes les femmes et donnée aujourd'hui aux femmes des classes aisées ; mise en place d'une législation cohérente rendant les avortements inutiles, accordant des aides à la mère et à la famille ; organisation de l'éducation sexuelle commençant dès l'école maternelle ; (p. 6968) : information sur la contraception ; mise en sommeil de la loi Neuwirth ; remboursement des contraceptifs par la sécurité sociale ; proposition de loi déposée par le PSU ; avortement permis jusqu'à la vingt-quatrième semaine ; nécessité d'une politique efficace de la natalité et mise en place des services médicaux nécessaires à la mère et à l'enfant.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 432) : la crise de confiance est ouverte dans le pays ; dénonce le chantage à la crise ; le Gouvernement a convié le Parlement à un débat très académique ; (p. 433) : avec le flottement du franc l'accroissement des inégalités sociales va s'accentuer.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion générale** [4 juillet 1974] (p. 3325) : craint que le budget ne devienne bientôt plus qu'un document indicatif ; les mesures financières proposées cachent un nouvel effort exigé des collectivités locales.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3713) : la situation financière de l'ORTF pouvait être redressée si l'Etat avait tenu ses engagements ; le projet organise la mise en faillite de la société de production et condamne la télévision à la privatisation ; les cahiers des charges dépouillent le Parlement de ses prérogatives ; en cas de victoire de la gauche, le capital pourrait contrôler la radio-télévision par le biais du système qui est proposé.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**) [15 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5064) : dit son opposition au projet : la compensation est certes indispensable ; elle doit être prise en charge par l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA. BAPSA** [8 novembre 1974] (p. 6110) : la perpétuelle crise de l'agriculture ; l'aide à la production privée, aux gros agriculteurs, céréaliers et betteraviers particulièrement ; garantir aux producteurs une rémunération correcte de leur travail par des prix garantis pour un quantum fixé par actif agricole et par l'organisation des marchés ; le marché de la viande ; la situation des éleveurs des Côtes-du-Nord ; refuse de voter le budget.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7085) : félicite le ministre d'avoir eu le courage de présenter le texte ; (p. 7086) : le projet conserve malheureusement la trace d'une certaine suspicion à l'égard de la femme ; le remboursement par la sécurité sociale est inévitable, immédiatement ou à court terme ; garantir la natalité exige que soient garantis les revenus

LEGENDRE (Jacques)

Député du Nord
(16e circonscription)
(UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Asemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Secrétaire d'âge [2 avril 1973] (p. 730, 732), [2 avril 1974] (p. 1448, 1449), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200), [2 avril 1976] (p. 1272).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (2e Gouvernement Barre), décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 1er mai, de son mandat de député [3 mai 1977] (p. 2360, 2387).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail (Gouvernement Barre), décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [23 avril 1975] (p. 2034).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1736) relatif à l'**éducation** (n° **1751**) [13 juin 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**éducation** (n° **1836**) [30 juin 1975].

— **Rapport d'information**, fait en application de l'article 145 du règlement au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur des projets de décret pris en application de la **loi n° 75-620** du 11 juillet 1975 relative à l'**éducation** (n° **2316**) [20 mai 1976].

QUESTIONS

Questions en qualité de député :

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Fillioud** (n° **900**), **Leroy** (n° **1188**), **de Broglie** (n° **1242**), **Flornoy** (n° **1243**), **Michel Durafour** (n° **1262**), **Claudius-Petit** (n° **1265**) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1503) : difficulté des rapports entre le créateur et l'Etat ; le gaullisme : combat pour la liberté de l'esprit.

• *question orale sans débat :*

— (n° **1860**) : **Aide aux Etats d'Afrique frappés par la sécheresse** [15 juin 1973] (p. 2230, 2231) : l'acheminement de céréales par voie aérienne et par voie de terre.

• *questions au Gouvernement :*

— **Investissements français à l'étranger** [12 novembre 1975] (p. 8162) : développement de ces investissements ; soutien nécessaire de notre effort d'exportation.

— **Emploi dans le Hainaut-Cambrésis** [17 décembre 1975] (p. 9912) : mesures envisagées pour compenser la fermeture des hauts fourneaux d'Usinor à Trith-Saint-Léger.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Gaillard : Rémunération des stages de formation professionnelle des jeunes** [18 mai 1977] (p. 2868) : la rémunération versée aux stagiaires âgés de plus de dix-huit ans sera portée à 90 % du SMIC.

— **M. Gaussin : Stages de formation professionnelle** [26 octobre 1977] (p. 6641) : financement des années spéciales d'IUT décrites comme stage intensif organisé en faveur des étudiants sortis sans qualification de notre système éducatif.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1768) : double crise de l'enseignement ressentie par les enseignés et par les enseignants ; attitude des jeunes face à l'enseignement ; participation dans les lycées ; son caractère formel pour les lycéens ; problème de la pédagogie ; changement du rapport enseignants-enseigné ; pédagogie et domaine politique, pédagogie et manœuvres subversives ; (p. 1769) : crise du monde enseignant ; condition des auxiliaires ; manque de considération ressenti par les enseignants ; banalisation de la fonction enseignante ; mutation des méthodes de travail ; difficulté accrue du métier ; participation ; perte du caractère sécurisant de l'enseignement ; difficultés du dialogue avec la jeunesse.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II. **Jeunesse, sports et loisirs** [29 octobre 1973] (p. 4998) : sa référence à La Bruyère ; demandes des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; formation des enseignants d'éducation physique ; transformation du système de formation des maîtres ; absence de problème majeur en ce qui concerne ces maîtres ; sa très grande inquiétude quant à l'insuffisance du nombre de postes de professeurs et au nombre élevé de candidats ; (p. 4999) : souhaite une augmentation du nombre des postes mais aussi la révision d'un système insatisfaisant ; différences de formation selon les académies, accueil de jeunes du tiers-monde ; rôle de l'OCAU ; suggère de permettre à de jeunes Francais de découvrir ces pays en particulier l'Afrique noire.

Affaires étrangères et coopération [12 novembre 1973] (p. 5587) : politique de coopération ; intérêt particulier porté par la France aux pays autrefois colonisés ; sa crainte que cette « certaine idée de la France » en soit gravement détériorée ; priorité du problème des immigrés ; drame de Marseille ; attitude des coopérants en Afrique noire ; (p. 5588) : qualités requises pour mener à bien cette action ; sa proposition de développer auparavant un courant d'échanges de jeunes entre la France et l'Afrique analogue à ceux qui existent avec le Québec et l'Allemagne fédérale ; sa suggestion de création d'un office franco-africain ; élargissement de l'action de l'office d'accueil universitaire.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5643) : efforts de la Ve République en matière scolaire et universitaire ; poids encore lourd des dépenses d'éducation pour les familles ; rappelle l'œuvre scolaire de la Ve République ; effort quantitatif et action qualitative ; son analyse du budget ; enseignement préscolaire ; ses observations sur les fermetures

de classes uniques en secteur rural, enseignements secondaire et supérieur ; (p. 5644) : problème de l'orientation dans le secondaire ; problème des enseignants ; formation, auxiliariat ; situation des chefs d'établissement ; problème de la gratuité ; bourses ; transports scolaires ; votera le budget.

1974

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2924) : le droit de vote à dix-huit ans est un corollaire des efforts demandés aux jeunes générations ; les conséquences de cette réforme sur le monde de l'école ; nouvelle déontologie du corps enseignant.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5845) : ce budget est un budget de consolidation ; (p. 5846) : le sort des auxiliaires ; la nécessité d'une large campagne d'information pour faire connaître les besoins de l'éducation ; la dotation en personnel non enseignant des CES nationalisés ; gratuité souhaitable des manuels de la sixième à la troisième ; (p. 5847) : le ministre doit dès maintenant réclamer les moyens d'un nouvel effort.

Universités [6 novembre 1974] (p. 5926) : fait part au secrétaire d'Etat de ses réserves initiales devant la création de son département ; démocratisation de l'enseignement supérieur et démocratisation de l'enseignement secondaire.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**), rapporteur. **Première lecture Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4283) : l'objet du projet : redéfinir les missions de notre système éducatif ; (p. 4284) : le phénomène mondial de l'inadaptation de l'école ; l'évolution démographique de notre système scolaire ; l'évolution des mentalités ; l'aspiration à l'égalité ; la perte de prestige et d'efficacité de l'école ; l'importance des redoublements de classe ; l'obstacle idéologique à une adaptation de l'école ; la croissance continue des dépenses d'enseignement ; les nouveautés importantes contenues dans le projet ; (p. 4285) : la disparition de la distinction entre CEG et CES ; la définition d'un programme unique d'enseignement ; revoir le contenu de l'enseignement ; l'équilibre entre les formations générales ; développer le réseau des classes maternelles ; (p. 4286) : le caractère délicat de l'articulation entre la maternelle et l'enseignement primaire ; l'option prise en faveur du tronc commun dans le premier cycle du secondaire ; les actions de soutien prévues par le projet ; la volonté réelle de mieux assurer l'égalité des chances ; la définition donnée par le projet d' « une communauté scolaire tripartite » ; la garantie par l'Etat du respect de la personnalité de l'enfant ; le problème des moyens ; l'inquiétude des enseignants ; le projet de loi, premier pas dans le changement de l'éducation ; (p. 4293) : s'oppose à l'acception d'irrecevabilité déposée par M. J.-P. Cot ; les modifications profondes apportées par le projet de loi ; le texte soumis par Jean Zay en 1937 ; (p. 4297) : s'oppose à la question préalable déposée par M. Chambaz. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article premier** (p. 4419) : s'oppose au sous-amendement n° 66 de M. Mexandeau à l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière, au sous-amendement n° 67 de M. André Billoux ; est favorable à l'amendement n° 123 du Gouvernement. **Article 2** (p. 4425) : expose les raisons pour lesquelles la commission des affaires sociales a repoussé les amendements n° 8 de M. Dupuy, n° 69 de M. Gayraud et n° 105 de M. Goulet ; (p. 4427) : son amendement n° 24 : mise à la disposition des collectivités locales par l'Etat du personnel enseignant nécessaire ; adopté ; (p. 4428) : s'oppose à l'amendement n° 50 de M. Ligot et à l'amendement n° 98 de M. Gayraud ; (p. 4429) : est favorable à l'amendement n° 124 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 25 : apprentissage de la lecture ou de l'écriture ; adopté ; estime que l'amendement n° 70 de M. Gayraud serait mieux à sa place dans la loi concernant le VII[e] plan. **Article 3** (p. 4442) : s'oppose à l'amendement n° 9 de Mme Constans et à l'amendement n° 85 de M. Mexandeau ; (p. 4443) : son sous-amendement n° 27 à l'amendement n° 130 du Gouvernement : début de la formation primaire à cinq ou six ans ; repoussé ; ses observations sur l'amendement n° 111 de M. Chassagne ; (p. 4444) : ne juge pas utile l'amendement n° 95 de M. de Poulpiquet. **Après l'Article 3** (p. 4447) : s'oppose à l'amendement n° 11 de M. Hage. **Article 4** (p. 4448) : son amendement n° 28 : définir de manière plus précise l'enseignement donné par les collèges ; retiré au profit de l'amendement n° 125 du Gouvernement ; apporte son soutien à l'amendement n° 125 du Gouvernement ; (p. 4449) : estime que l'amendement n° 116 présenté par M. Hamel remettrait en question le tronc commun ; s'oppose à l'amendement n° 99 de M. Briane ; est favorable aux amendements n° 30 de M. Gaussin, n° 100 de Mme Fritsch ; est favorable aux amendements n° 101 de Mme Fritsch et n° 42 de M. Vauclair. **Article 5** (p. 4453) : son opposition aux amendements n[os] 13 de Mme Constans et 87 de M. Aumont ; (p. 4454) : son

amendement n° 31 : contenu de la formation secondaire ; adopté ; son amendement n° 32 : de forme ; adopté ; son amendement n° 33 : conséquence de l'amendement n° 31 ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 1 défendu par M. Joanne ; ne pas remettre en question le caractère optionnel de la classe terminale ; (p. 4456) : sur l'amendement n° 126 du Gouvernement, rappelle que la commission souhaite que l'on recoure à des unités de valeur capitalisables dans le deuxième baccalauréat. **Article 8** (p. 4461) : s'oppose aux amendements n° 16 de M. Claude Weber et n° 72 de M. Mexandeau. **Article 9** (p. 4462) : son amendement n° 35 : orientation continue ; adopté ; son amendement n° 36 : décision d'orientation ; adopté ; son amendement n° 37 : précision d'une procédure d'appel ; adopté. **Article 10** (p. 4463) : s'oppose à l'amendement n° 73 de M. Mexandeau ; montre que l'article 10 apporte des éléments nouveaux. **Article 11** (p. 4464) : son amendement n° 38 : diplômes obtenus sous forme d'unités de valeur capitalisables ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 4465, 4466) : rappelle que la commission s'est montrée très sensible au problème des langues régionales ; accepte l'amendement n° 112 de M. Briane ; rejette l'amendement n° 76 de M. Le Pensec. **Article 12** (p. 4466) : considère que les principes contenus dans l'article ne sont pas inutiles ; s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Mexandeau. **Article 13** (p. 4467) : est favorable à l'amendement n° 78 de M. Billoux ; (p. 4468) : son amendement n° 39 : réunion chaque trimestre du comité de parents d'élèves ; repoussé. **Article 14** (p. 4470) : s'oppose à l'amendement n° 107 de M. Hamel ; s'oppose à l'amendement n° 115 de M. Aumont. **Article 15** (p. 4473) : s'oppose à l'amendement n° 21 de M. Ralite ; préfère à l'amendement n° 108 de M. Goulet son amendement n° 40 déposé après l'article 17. **Après l'Article 16** (p. 4476) : juge superflu l'amendement n° 110 de M. Goulet. **Après l'Article 18** (p. 4480) : s'oppose à l'amendement n° 84 de M. Mexandeau ; estime compatible le projet de loi avec la loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat. **Titre** (p. 4481) : son sous-amendement n° 104 à l'amendement n° 88 de M. Mexandeau, repris par M. Gissinger, devenu sans objet par retrait de l'amendement n° 88. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975]. **Discussion générale** (p. 5058) : expose les décisions de la commission mixte paritaire aux articles 1, 2, 4, 5 et 9 ; conclut à l'adoption du texte.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Education [12 novembre 1975] (p. 8183) : l'amélioration de la situation au cours des vingt dernières années ; l'action de la Ve République en matière de réduction des inégalités ; la progression du budget de l'éducation ; (p. 8184) : l'effort de constructions scolaires au cours des années précédentes ; la possibilité de porter l'effort en 1976 vers l'enseignement préscolaire ; veiller à la qualité des constructions ; l'effort de réduction des effectifs dans l'enseignement préscolaire ; le problème de l'auxiliariat ; la réduction du nombre des postes du concours du CAPES et de l'agrégation ; la politique de recrutement et de formation des enseignants ; le problème des personnels non enseignants ; (p. 8185) : assurer la formation des administrateurs et des intendants universitaires ; le choix des manuels scolaires ; un budget cohérent et satisfaisant.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8300) : protéger les zones fragiles ; le cas du Nord - Pas-de-Calais ; (p. 8301) : la situation inquiétante dans le Cambrésis ; multiplier les contrats de pays ; développer le secteur tertiaire dans les régions défavorisées.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8489) : rappelle à M. Le Pensec que la commission lui avait demandé de mieux faire ressortir les efforts accomplis par le Gouvernement ; (p. 8496) : annonce son vote en faveur du budget ; déplore que les études universitaires soient de plus en plus coupées de la réalité professionnelle et que les diplômes soient de plus en plus dévalorisés.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VIIe Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4657) : regrette que l'autoroute Calais-Dijon ne figure pas dans le VIIe Plan ; souhaite un effort accru en faveur des voies d'eau ; souligne l'importance de liaison Seine-Nord ; les actions en matière de formation et d'information ; l'aide financière aux zones des milieux les plus défavorisés ; la réforme du recrutement et de la formation des maîtres ; la nécessité de poursuivre les efforts accomplis depuis quinze ans en matière d'éducation.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Universités [10 novembre 1976] (p. 7866) : l'évolution du budget ; les effectifs ; la place de l'enseignement supérieur ; la recherche ; le personnel ; l'abandon d'une perspective globale de redéfinition de la fonction enseignante de l'enseignement supérieur ; les constructions universitaires neuves ; les CHU ; le centre universitaire de Valenciennes ; (p. 7867) : le désarroi du monde universitaire ; le nombre des étudiants ; leur répartition entre disciplines ; les concours ; la sélection ; les moyens non autoritaires d'orientation ; la réforme du second cycle du second degré ; la

réforme de la formation et du recrutement des enseignants au niveau bac plus 2 ; l'opération de remise en ordre.

Education [17 novembre 1976] (p. 8183) : l'effort de la nation engagé depuis vingt ans ; refuse l'appellation de « budget de misère » ; (p. 8184) : les constructions nouvelles ; les ateliers de technologie ; les écoles maternelles ; la nationalisation des établissements du second degré ; les personnels non enseignants de ces établissements ; les équipes mobiles d'ouvriers professionnels ; les maîtres auxiliaires d'enseignement professionnel des CET ; la résorption de l'auxiliariat ; les concours ; la régulation du flux des étudiants ; la réforme du second cycle du second degré ; (p. 8185) : l'effort de l'Etat en matière d'éducation.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail.

1977

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° 2686). **Première lecture. Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4234) : l'inscription à l'ordre du jour du projet ; l'importance du problème de l'apprentissage ; l'urgence de la discussion du texte ; l'importance de l'apprentissage comme voie de formation professionnelle ; (p. 4235) : l'encouragement de l'apprentissage ; la réalisation d'une formation professionnelle de qualité ; l'avenir des métiers artisanaux ; la maladie de langueur de l'apprentissage ; la diminution des effectifs d'apprentis ; l'évolution du nombre des contrats ; la loi de 1971 ; les modifications à y apporter ; les simplifications administratives ; l'agrément des CFA ; le fonctionnement des comités départementaux de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ; l'agrément des maîtres d'apprentissage ; le statut de l'apprenti ; la non-régularisation de certaines mesures temporaires ou transitoires établies en 1971 ; l'utilisation du produit de la taxe d'apprentissage ; les modalités de financement de l'apprentissage ; les dispositions financières ; les modalités d'exonération de la taxe d'apprentissage ; la lourdeur du système ; l'exonération des cotisations sociales patronales en contrepartie de la suppression des concours financiers ; (p. 4236) : la proposition par le Gouvernement d'un système de forfaitisation des charges sociales ; l'adaptation de l'apprentissage ; l'image de marque de l'apprentissage ; (p. 4243) : l'urgente nécessité du débat ; donner sa place à l'apprentissage dans le système éducatif ; la réforme de l'éducation adoptée en 1975 ; la considération des jeunes qui s'attachent à l'apprentissage ; la condition de vie de l'apprenti ; le statut de l'apprenti ; le renforcement des moyens de contrôle de l'apprentissage ; le nombre des inspecteurs de l'apprentissage ; l'hétérogénéité des mesures en faveur des apprentis ; la nécessité de simplifier les formalités administratives ; les formalités d'agrément ; la simplification et la forfaitisation des charges ; l'instauration de la prime. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4244) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Le Meur. **Article premier** (p. 4244) : le non-dessaisissement d'un organisme où siègent des partenaires sociaux ; l'avis des délégations permanentes du conseil national de la formation professionnelle ; (p. 4245) : souhaite le rejet des amendements n° 4 de M. Le Meur et n° 15 de M. Carpentier ; la lourdeur de la procédure instituée par l'amendement n° 33 de M. Aubert ; la protection des apprentis contre les conséquences de la dénonciation de la convention créant un CFA ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 34 de M. Aubert ; la brièveté du délai de deux mois ; l'inapplication des textes en cas d'adoption de la fixation du délai à deux mois ; l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement de M. Aubert à l'amendement n° 35. **Article 2** (p. 4246) : l'élargissement proposé par la commission relatif aux critères d'agrément ; (p. 4247) : l'accord du Gouvernement sur la nouvelle rédaction de l'amendement n° 36 de M. Aubert ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 37 de M. Aubert ; (p. 4248) : la fixation à trois mois du délai instaurant l'agrément tacite ; les problèmes posés par la consultation des organismes visés par l'amendement n° 38 de M. Aubert ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 38 de M. Aubert ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 39 de M. Aubert ; la trop grande brièveté d'un délai de deux mois ; l'accord du Gouvernement sur la fixation du délai à trois mois ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 7 de M. Berthelot ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 41 de M. Aubert ; (p. 4249) : la diversité des motifs du retrait d'agréments. **Article 3** (p. 4249) : les modalités de détermination de l'inclusion ou non de l'abattement dans le calcul des cotisations ; la marge de manœuvre des organismes gestionnaires des divers régimes d'assurances sociales d'origine contractuelle ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 17 de M. Carpentier. **Après l'Article 3** (p. 4249) : son amendement n° 21 réservé. **Article 4** (p. 4250) : l'hostilité du Gouvernement sur les amendements n° 10 de M. Berthelot et n° 19 de M. Carpentier. **Article 5** (p. 4250) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement

n° 53 de M. Aubert ; le caractère superfétatoire de l'amendement n° 53 de M. Aubert ; les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 53. **Après l'Article 5** (p. 4250) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de M. Aubert. **Article 6** (p. 4251) : l'utilisation de la taxe d'apprentissage ; l'insuffisante formulation de l'amendement n° 45 de M. Aubert ; (p. 4252) : l'objet du projet de loi réservé à l'aide au financement des centres ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 58 de M. Caro ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 60 de M. Mexandeau. **Article 7** (p. 4253) : le montant de l'aide supplémentaire apportée aux artisans ; la recherche de solutions au niveau réglementaire ; l'intérêt du système dégressif ; le rétablissement du paiement des cotisations sociales légales par les maîtres d'apprentissage ; leur forfaitisation ; (p. 4254) : son amendement n° 22 : calcul de façon forfaitaire des cotisations sociales d'origine légale ou conventionnelle dues au titre des salaires versés aux apprentis et révision annuelle de ces cotisations ; accepte sous réserve de l'adoption d'un sous-amendement l'amendement n° 26 de M. Vauclair ; le ralliement du Gouvernement à l'amendement n° 46 de M. Aubert ; amendement n° 22 retiré ; (p. 4255) : son amendement n° 23 : modalités de fixation, d'attribution et de révision de la prime ; l'octroi aux artisans d'une prime de compensation de la forfaitatisation des charges sociales ; (p. 4256) : propose une modification au sous-amendement n° 47 de M. Aubert à son amendement n° 23 disposant que l'amendement n° 23 du Gouvernement est applicable aux entrepreneurs du département de la Moselle inscrits à la première section du registre des entreprises ; l'acceptation par le Gouvernement du sous-amendement n° 48 de M. Aubert ; l'appréciation de l'intérêt de la formule dégressive ; le calcul de la prime à partir du coût des heures en CFA ; élaborer une solution par voie réglementaire après une large concertation avec les organisations de l'artisanat ; amendement n° 23 adopté après adoption des sous-amendements n° 47 modifié et n° 48 de M. Aubert. **Après l'Article 3** (*suite*) (p. 4256) : son amendement n° 21 précédemment réservé : droit des apprentis à un congé supplémentaire de formation. **Après l'Article 7** (p. 4257) : demande à l'Assemblée de se prononcer en faveur du texte du Gouvernement relatif au congé supplémentaire de formation de cinq jours ouvrables ; le choix entre l'amendement n° 51 de M. Aubert et l'amendement n° 21 du Gouvernement ; (p. 4258) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les sous-amendements n° 54 et n° 55 de M. Aubert. **Après l'Article 3** (*suite*) (p. 4258) : amendement n° 21 devenu sans objet. **Article 8** (p. 4258) : son amendement n° 24 : modalités d'entrée en vigueur des dispositions financières prévues aux articles 4 et 7 de la loi ; adopté après adoption du sous amendement n° 56 de M. Aubert. **Article 9** (p. 4258) : son amendement n° 25 de suppression ; adopté. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4540) : l'accord du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise (n° 2755). Commission mixte paritaire** [30 juin 1977] (p. 4539) : l'accord du Gouvernement sur les conclusions de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Travail [14 novembre 1977] (p. 7341) : les critiques du rapporteur sur les actions de la formation professionnelle ; (p. 7342) : le montant réel de l'effort financier de l'Etat ; le rattachement du secrétariat d'Etat à la formation professionnelle au ministère du travail ; la concertation qui a eu lieu au sein de la délégation permanente du Conseil national de la formation professionnelle ; la concertation au niveau régional et départemental ; les résultats obtenus en matière de formation professionnelle ; l'assurance formation ; l'évolution des effectifs des ouvriers et employés en stage ; les congés de formation ; les effectifs des stagiaires bénéficiaires d'une aide de l'Etat ; les stages destinés aux demandeurs d'emploi ; les bénéficiaires du stage ; (p. 7343) : les travailleurs manuels ; l'action en faveur des jeunes sans emploi ; la mobilisation des moyens et des capacités d'accueil des jeunes ; la simplification et l'amélioration des procédures en matière d'apprentissage et de formation professionnelle ; les perspectives pour 1978 ; l'insertion professionnelle des jeunes ; la promotion individuelle ; le congé de formation ; les accords contractuels en matière de congés de formation ; la mise au point d'un projet de loi sur ce sujet ; le budget de la formation professionnelle pour 1978 ; la réalisation des PAP n^{os} 11 et 12 (p. 7344) ; (p. 7368) : l'affectation du financement de la formation professionnelle à l'apprentissage ; la couverture sociale des stagiaires ; (p. 7369) : la progression du nombre des stages rémunérés en agriculture ; le développement de la promotion individuelle dans le domaine de la formation continue ; l'élaboration d'un projet de loi complétant la loi du 16 juillet 1971 : l'amélioration du système du congé individuel de formation ; la refonte du système de rémunération des stagiaires ; la formation professionnelle dans les DOM ; le retard enregistré dans la réalisation du PAP sous le n° 11 ; la situation des jeunes demandeurs d'emploi dans la région du Nord - Pas-

de-Calais ; les mesures prises pour aider les jeunes qui sortent du système scolaire ; les stages de formation ; les stages pratiques en entreprise ; (p. 7320) : la nature de l'action engagée par le Gouvernement.

LEGENDRE (Maurice)

Député de l'Eure-et-Loir (2e circonscription) (PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Annulation du concours d'entrée à l'école normale (Eure-et-Loir)** [4 juin 1975] (p. 3655) : réception des délégations d'élus dans les ministères.

— **Situation de la société Actime** [1er décembre 1976] (p. 8850] : mesures envisagées pour assurer la poursuite des activités de cette entreprise à Dreux, Vernouillet et Saint-Malo et son contrôle financier.

— **Enseignement des étrangers** [15 juin 1977] (p. 3800) : suppression des licenciements prévus pour le 30 juin.

— **Avenir de l'industrie du chauffage électrique** [14 décembre 1977] (p. 8703) : tort porté à l'industrie du chauffage électrique par le décret n° 77-1176 ; situation de la société de chauffage électrique Applimo à Houdan (licenciement, chômage technique).

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2554) : déploiement des forces de police devant l'Assemblée nationale ; (p. 2555) : son refus de délibérer ; son départ de l'hémicycle.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5794) : insuffisance du budget ; évoque le très grave problème que pose le financement des opérations HLM ; écarts existant entre les crédits alloués et les dépenses qu'entraînent les clauses d'actualisation et de révision des prix, délais d'obtention du contrat de prêt complémentaire ; respect du planning des travaux, taux des révisions de prix, procédure de contrôle des décomptes définitifs, manque de coordination des programmes d'ensembles HLM ; manque de coordination entre les différents ministères, difficultés des offices d'HLM tenant aux modalités de financement et aux prix plafonds ; allocations logement ; souhaite que soit reconsidérée la répartition des contingents HLM.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6068) : problèmes posés par l'exploitation des ballastières dans la vallée de l'Eure et les autres vallées du bassin parisien ; demande que ne soient pas délivrés de nouveaux permis d'extraction ; réglementation en Angleterre et en Allemagne ; problème de la remise en état des zones exploitées ; son opposition à ce que la charge de la remise en état des vallées incombe aux collectivités locales ; nécessité d'imposer des charges aux carriers.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° 1171). **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 9** (p. 1509) : son amendement n° 109 : tenir compte de l'impossibilité du renouvellement du bail ; retiré.

— **Proposition de loi relative à l'industrie de l'équarrissage** (n° 282). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3099) : l'enlèvement des animaux morts, responsabilité qui incombe aux propriétaires ; les services rendus par les petits équarrisseurs ; le financement qui devra être assuré sur le plan national ; la création possible d'une taxe sanitaire perçue dans les abattoirs.

— **Rappel au règlement** [4 juin 1975] (p. 3662) : son observation sur l'impossibilité d'obtenir un rendez-vous de la part du Premier ministre.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° 1565). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2040) :

déclare porter sa critique sur l'article 2 du projet ; (p. 2041) : analyse l'équipement électronucléaire du pays ; les techniques de réfrigération ; considère qu'une variante n'a de sens que si elle est abordée en étudiant pleinement les conséquences d'une opération sur l'environnement; forger une nouvelle doctrine dont les objectifs seraient de mieux utiliser les ressources nationales ; l'appréciation de l'utilité publique d'une opération compte tenu de ses conséquences sur l'environnement ; l'arrêt du Conseil d'Etat du 25 juillet 1975 concernant les pêcheurs de la rade de Brest ; (p. 2042) : considère qu'il appartient au peuple de décider de l'utilité publique d'un aménagement ; le rôle éminent des associations de défense reconnu par le parti socialiste ; la création de commissions départementales de l'environnement. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 2** (p. 2066) : son amendement n° 102 : extension du champ d'application de l'article ; (p. 2068) : envisage de se rallier à l'amendement n° 12 de la commission de la production sous réserve qu'il soit tenu compte de l'avis des élus ; retire son amendement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 5** *octies* (p. 4063) : sur l'amendement n° 17 du Gouvernement, demande que l'on fasse confiance au sens des responsabilités des maires.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la police des chemins de fer** (n° **1993**). **Explications de vote** [7 mai 1976] (p. 2836) : estime que la SNCF doit faire un effort plus grand pour accueillir ses clients et qu'elle doit mieux organiser des parcs de stationnement.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7473) : le Gouvernement et la nature ; le souillage de la vallée de l'Eure par les carriers ; les pollueurs industriels ; le FIANE ; l'ensemble des crédits du budget de l'environnement ; (p. 7474) : les créations d'emplois ; pas de moyens supplémentaires dans les dépenses de fonctionnement ; le comité national et l'agence nationale ; les décrets d'application de la loi relative à la protection de la nature et de l'environnement ; les grands barrages ; les études d'impacts ; la qualité de la vie, un gadget de plus pour le Gouvernement.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7537) : l'équipement rural; la très nette diminution des dépenses d'investissement ; le recul des crédits de paiement et celui, plus grave, des autorisations de programme ; le transfert des charges de l'Etat sur les collectivités locales, les communes et départements ; l'équilibre de la balance commerciale menacé par la remise en cause de la compétitivité et l'abandon des possibilités d'investissement ; le budget, condamnation quasi définitive de l'exploitation familiale ; la nécessité absolue de freiner la désertification de certaines régions ; un budget d'équipement catastrophique; les équipements sacrifiés ; la légère augmentation de la rénovation et des constructions rurales ; un tiers des communes programmées en 1977 ne seront pas remembrées ; les SAFER perdront 20 % de leurs possibilités d'intervention ; les programmes d'adduction d'eau et d'assainissement seront reportés pour un quart en 1978 ; les travaux de remembrement limités aux communes traversées par les autoroutes en Eure-et-Loir ; l'adduction d'eau et l'électrification des campagnes en régression ; condamne le manque de coordination ralentissant la réalisation et augmentant le coût des programmes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion générale** [23 novembre 1976] (p. 8602) : les nuisances consécutives à l'exploitation et à l'aménagement des ballastières ; le cas de l'Eure ; la pollution de la nappe phréatique ; la destruction du capital nature et le problème de l'eau ; l'étude du BRGM en 1973 ; les solutions proposées par les *Annales des mines* de novembre 1971 ; l'extraction d'agrégats en fonds marins ; (p. 8603) : réserver les richesses de la mer à l'exploitation française ; une étude d'impact.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Première lecture. Discussion des articles** [12 avril 1977]. **Avant l'Article 5** (p. 1723) : soutient l'amendement n° 43 de M. Raymond : soumission de toute exploitation minière à une étude d'impact ; repoussé. **Article 17 : Article 83 du code minier** (p. 1731) : son amendement n° 25 rectifié ; droit de préemption des communes et départements en cas de ventes des anciennes carrières ; adopté. **Article 84 du code minier :** son amendement n° 26 : limitation à 30 % de la surface brute en alluvion de chaque commune de l'emprise globale des gravières et sablières ; retiré ; (p. 1732) : son amendement n° 27 rectifié ; soumission de la définition de la surface brute en alluvion et du plafond de densité à enquête publique ; repoussé. **Avant l'Article 21** (p. 1735) : soutient le sous-amendement n° 40 de M. Raymond à l'amendement n° 35 du Gouvernement : présentation d'une étude d'impact avant autorisation de l'exploitation des car-

rières ; retiré ; (p. 1737) : indique que le vote de l'article ne fera que repousser de quelques années le risque d'importants dégâts causés à l'environnement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 mai 1977[(p. 2698) : les risques encourus par les réserves d'eau potable en raison de la multiplication et de l'extension des carrières, ballastières, gravières ou sablières ; le droit de regard des associations ; les conséquences pour les hommes et l'agriculture de la prolifération des carrières ; les risques encourus par les réserves souterraines ; l'action de l'amicale des vallées et bassins de l'Eure ; le rôle de l'administration en matière de choix des endroits à exploiter ; l'activité du service des mines en matière de procédures d'autorisation et de permis d'exploitation ; le choix entre la fourniture d'agrégats et une politique d'alimentation à long terme en eau potable de la région parisienne ; la défense des nappes phréatiques ; les conséquences de la pollution de la ballastière du Vaudreuil ; (p. 2699) : la préservation de la qualité de la vie. **Discussion des articles. Article 21 B** (p. 2703) : l'absence de garanties en matière de consultation des populations.

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° 2620). **Première lecture. Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3084) : le sort des décrets d'application des lois sur la protection de la nature, sur les installations classées, sur l'élimination des déchets et relative à l'eau ; les moyens en hommes et en argent donnés à l'autorité administrative ; l'inadaptation du texte ; Seveso ; le rôle du service d'inspection des installations classées ; la non-prise en compte de quatre ou cinq très importantes familles de produits chimiques ; le sort des décrets d'application de la loi sur les produits cosmétiques ; l'action sur l'environnement des médicaments inutilisés et déversés ; l'effet des fréons, du chlorure de vinyle et des pesticides ; l'inapplication du texte ; le dépôt par le PSRG d'une motion de renvoi en commission. **Motion de renvoi en commission :** l'inapplication des lois ; l'exiguïté du champ d'application du projet de loi ; (p. 3085) : le droit d'information et de consultation complète des professionnels utilisateurs ; (p. 3086) : motion de renvoi en commission rejetée par scrutin public. **Discussion des articles. Article 3** (p. 3089) : son amendement n° 49 : éléments fournis par le dossier d'impact associé à la déclaration ; le renvoi en commission du texte ; retiré. **Article premier** (*suite*) (p. 3091) : son amendement n° 46 : application de la loi aux solutions, mélanges ou spécialités commerciales comprenant des produits chimiques ; retiré. **Article 2** (*suite*) (p. 3092) : son amendement n° 47 : non-exclusion du champ d'application de la loi des substances chimiques auxquelles s'appliquent des textes spécifiques ; repoussé ; (p. 3094) : son amendement n° 48 : suppression des dispositions relatives à la fixation par décret des mesures permettant de parer aux dangers présentés par la dispersion des substances énumérées dans l'article 2 ; repoussé ; son sous-amendement n° 65 à l'amendement n° 2 de M. Weisenhorn : suppression du caractère facultatif de l'application des mesures réglementaires prévues à l'article 5 ; adopté ; son amendement n° 66 : suppression du caractère facultatif de l'application des mesures réglementaires prévues à l'article 5 ; devenu sans objet. **Article 5** (p. 3096) : son amendement n° 50 : subordination de la mise sur le marché de substances chimiques à la saisine du Conseil supérieur des installations classées ; retiré ; son amendement n° 51 : subordination de la mise sur le marché de substances chimiques aux mesures d'interdiction provisoires ou partielles de transport ; adopté. **Article 6** (p. 3098) : son amendement n° 52 corrigé : nouvelle rédaction de l'article 6 stipulant le caractère exceptionnel de l'application du secret administratif ; repoussé. **Article 7** (p. 3101) : son amendement n° 53 : application de l'obligation de signaler les dangers nouveaux résultant de l'évolution des connaissances à toutes les substances chimiques ou préparations ; adopté. **Article 8** (p. 3102) : son amendement n° 54 : possibilité offerte à l'autorité administrative de faire exécuter les essais de vérification aux frais du producteur ou de l'importateur dans le laboratoire de son choix ; la possibilité pour l'administration de faire exécuter les essais dans des laboratoires totalement indépendants du producteur ou de l'importateur ; le choix du laboratoire par le Gouvernement; amendement n° 54 repoussé. **Après l'Article 8** (p. 3103) : son amendement n° 55 : compétence du ministre chargé de la protection de l'environnement pour l'application du présent texte ; retiré ; son amendement n° 56 : missions et composition du comité national des substances chimiques ; demande à M. d'Ornano de prendre un engagement ferme sur la situation des consommateurs ; amendement n° 56 retiré. **Article 9** (p. 3104) : la responsabilité des personnes en cas d'infraction aux dispositions de la loi. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 3** (p. 4337) : son amendement n° 2 : réintroduction de la notion d'utilité au niveau du dossier technique ; retiré. **Explications de vote** (p. 4338) : la publication des textes réglementaires ; l'information des consommateurs; le rejet par le Gouvernement de la notion de dossier d'impact ; le vote favorable du groupe du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6432) : les critiques apportées au budget de l'environnement ; l'absence de possibilité du contrôle du budget ; le financement de grands équipements hydrauliques ; l'absence de moyens en personnels ; les contrats de branche ; l'état d'application du plan de reconquête des cours d'eau ; la mise en place de l'agence nationale pour la récupération et l'élimination des déchets ; celle de l'agence de l'air ; les engagements du Gouvernement en matière de réglementation des carrières et ballastières ; l'accroissement des crédits destinés aux espaces verts ; la consultation des populations ; l'obligation des études d'impact ; le retard de la France en matière de protection de l'environnement.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'organisation d'une consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain de Vaudreuil** (n° 2793). **Discussion générale** [23 novembre 1977] (p. 7845) : les difficultés rencontrées par les villes nouvelles ; le cas de la ville nouvelle de Vaudreuil ; (p. 7846) : le renouvellement des conseillers municipaux élus dans le cas d'occupation de nouvelles tranches de 2.000 logements ; le problème posé par le seuil des 2.000 logements ; abroger la loi Boscher ; donner un statut démocratique aux villes nouvelles. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7846) : soutient l'amendement n° 1 de M. Claude Michel : suppression des conditions d'occupation des logements pour l'élection des conseillers municipaux ; (p. 7847) : la représentativité du conseil municipal ; repoussé. **Article 2** (p. 7848) : soutient l'amendement n° 2 de M. Claude Michel : suppression des dispositions de l'article relatif au renouvellement des membres du conseil municipal en cas d'occupation de deux mille logements ; repoussé.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale portant création d'un fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971** (n° 2750). **Explications de vote** [8 décembre 1977] (p. 8340) : la nécessité de renforcer les mesures de sécurité et d'intensifier largement les actions préventives ; les conséquences, en matière de pollution, du rinçage des soutes des navires ; l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° 2547). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [20 décembre 1977] (p. 9081) : le vote favorable du groupe du PSRG.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° 3154). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 décembre 1977]. **Article 13** (p. 9084) : son amendement n° 11 : extension du droit de consignation à toutes les catégories de marchandises ; étendre les possibilités d'action du service de répression des fraudes ; la possibilité pour le service de répression des fraudes de consigner les marchandises suspectes ; son amendement n° 11 repoussé. **Article 24** (p. 9085) : son amendement n° 12 : délivrance sans rectriction des certificats de qualification par le laboratoire d'essais ; adopté. **Article 30** (p. 9087) : son amendement n° 13 : élaboration par la commission des conditions générales types dont elle recommande l'insertion dans les contrats d'adhésion ; repoussé. **Article 31** : son amendement n° 14 : extension des possibilités de publication des recommandations de la commission ; repoussé. **Explications de vote** (p. 9088) : l'abstention du groupe du PSRG.

LEGRAND (Joseph)

Député du Pas-de-Calais
(14e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux régimes de protection sociale des ministres des cultes et membres des congrégations religieuses [21 décembre 1977] (p. 9184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-

sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la mensualisation et à la procédure conventionnelle [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XVI : Sécurité sociale** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 419), **tendant à modifier l'article L 495 du code de la sécurité sociale relatif à la rente servie au conjoint en cas de maladie professionnelle** (n° **769**) [21 novembre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XVIII : Travail - IV. Sécurité sociale** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Proposition** de loi tendant à **supprimer la taxe à la valeur ajoutée** sur les attributions de charbon aux **agents des houillères** (n° **1440**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** relative à l'organisation de la **sécurité sociale dans les mines** (n° **1538**) [11 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 325), tendant à améliorer les conditions d'ouverture du **droit des femmes seules assurées sociales** aux prestations de l'**assurance maladie** (n° **1623**) [7 mai 1975].

— **Proposition de loi** portant amélioration des **retraites minières** (n° **1707**) [5 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice des dispositions de l'article II de la **loi de finances rectificative n° 73-1128** du 21 décembre 1973, à l'ensemble des travailleurs des **mines minières et carrières** ayant fait l'objet d'une mesure de conversion (n° **1772**) [19 juin 1975].

— **Proposition de loi** tendant à l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs des **mines et carrières** (n° **1856**) [30 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XVI : Travail et santé - Sécurité sociale** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1538) relative à l'organisation de la **sécurité sociale dans les mines** (n° **2116**) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **cumul intégral de la pension personnelle et de la pension de réversion** (n° **2466**) [30 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome XIV : Sécurité sociale** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à abroger l'**article L 253 du code de la sécurité sociale** (n° **2576**) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à l'amélioration des **prestations sociales minières** (n° **2586**) [3 novembre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XIII : Santé et sécurité sociale - Sécurité sociale** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1707) portant amélioration des **retraites minières** (n° **3362**) [15 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **18671**) : **Prévention des accidents du travail** [7 mai 1975] (p. 2474, 2475) : création de comités d'hygiène et de sécurité dans le bâtiment et les travaux publics.

• *questions au Gouvernement :*

— **Sécurité sociale minière** [14 mai 1975] (p. 2647) : grève des sociétés de secours minières.

— **Conditions de vie et de travail des mineurs** [4 juin 1975] (p. 3656) : renforcement de la prévention ; augmentation du nombre des délégués mineurs ; institution d'un comité d'hygiène et de sécurité.

— **Situation financière de la sécurité sociale** [12 novembre 1975] (p. 8164, 8165) : déficit de la sécurité sociale ; montant des charges indues ; mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter que la sécurité sociale soit déclarée en état de cessation de paiement.

— **Difficultés financières de la sécurité sociale** [26 novembre 1975] (p. 8960) : montant des « charges indues » ; nécessité d'un débat à l'Assemblée nationale sur le financement de la sécurité sociale.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée (droit de licenciement) (n° 197). Discussion générale** [22 mai 1973] (p. 1449) : propositions de la CGT et de la CFDT ; absence de consultation des syndicats par le Gouvernement ; insuffisance de notre législation du travail par rapport à celles d'autres pays de la Communauté ; liberté discrétionnaire de licenciement laissée aux employeurs ; (p. 1451) : nombre des salariés licenciés ; recours devant les conseils de prud'hommes ; affaire Robert contre la Saviem ; fusions et concentrations des entreprises ; situation de l'emploi dans le Nord et le Pas-de-Calais ; recommandations de la commission de la CEE ; discrimination entre travailleurs tenant au champ d'application du projet ; personnels des secteurs public et nationalisé ; Charbonnages de France ; système des amendes ; loi du 22 décembre 1972 relative à l'égalité des rémunérations entre les hommes et les femmes ; champ d'application prévu à l'article 4 de cette loi ; amendement du groupe communiste tendant à l'extension de la loi sur les licenciements aux employeurs et salariés non régis par le code du travail ; licenciements collectifs ; situation dans l'arrondissement de Lens ; position du syndicat de la magistrature sur la réforme du droit de licenciement ; notification et motivation du licenciement ; renforcement des obligations patronales ; moyens de défense du salarié ; pouvoirs de l'employeur ; assistance du salarié par un représentant syndical extérieur à l'entreprise ; charge de la preuve ; retard de notre législation ; amendement du groupe communiste relatif à la suspension de la mesure de licenciement ; preuve à la charge de l'employeur ; réintégration ; delai-congé ; indemnité de licenciement ; motion de renvoi en commission ; propositions du programme commun de la gauche concernant le licenciement. **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : Article 24 d du code du travail** (p. 1608) : son amendement : droit du salarié à un délai-congé minimum. **Article 24** e (p. 1610) : son amendement de suppression ; retrait. **Article 24** g : son amendement : suppression des mots « sauf faute grave du salarié ». **Article 24** h (p. 1612) : son amendement : taux des indemnités de licenciement. **Article 24** s (p. 1633) : son amendement de suppression de l'article.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1973]. **Article 11** (p. 4869) : sa critique de l'article 11 quant à la forme et quant au fond ; absence de consultation préalable des représentants des régimes de sécurité sociale concernés ; (p. 4870) : sa référence à des lettres de la caisse nationale d'assurance maladie, de la caisse nationale des allocations familiales et de la caisse nationale vieillesse ; leur opposition aux dispositions de l'article 11, prérogatives du Parlement ; critique l'article 11 quant au fond ; transfert à la charge du régime général de la plus grosse partie des charges qui incombent aujourd'hui à l'Etat ; compensation mettant en cause le régime général et la conception d'ensemble de notre système de protection sociale ; (p. 4871) : suppression de cet article demandée par son groupe ; sa proposition d'un débat au fond sur ces questions.

Deuxième partie :

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5913) : rapporteur pour avis : système de protection et régime d'assistance ; phénomène mondial que constitue la forte progression des dépenses de santé ; facteurs d'appréciation de l'augmentation des dépenses de la caisse nationale d'assurance maladie ; impossibilité d'infléchir considérablement les dépenses médicales ; réforme de la tarification de l'hospitalisation publique ; normalisation des marges bénéficiaires des sociétés de produits pharmaceutiques ; adaptation de la présentation commerciale des produits aux besoins des assurés ; création d'un office national de la pharmacie ; régimes vieillesse ; réforme du droit à pension de réversion ; dégradation des allocations familiales et du salaire unique ; ses observations sur la modulation en fonction des revenus ; taux des cotisations sur les salaires ; accidents du travail ;

réforme des conditions d'attribution des rentes ; renforcement des mesures de prévention ; problème du financement de la sécurité sociale ; position des caisses et des grandes confédérations générales du travail à l'égard des dispositions de l'article 12 A de la loi de finances ; position de la confédération générale des cadres ; (p. 5914) : financement par l'Etat de l'ensemble des régimes de sécurité sociale et situation dans les autres pays de la CEE ; non-acceptation par la commission de sa proposition de donner un avis défavorable à l'adoption du budget de la sécurité sociale ; ses critiques relatives à la durée trop limitée de son temps de parole et aux difficultés éprouvées pour obtenir des réponses précises à ses questions ; (p. 5953) : sa position sur la création d'un office national de la pharmacie.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**). **Discussion des articles** [22 novembre 1973] (p. 6252). **Article 5** : son sous-amendement : possibilité de consultation des délégués du personnel par le syndic à défaut de comité d'entreprise ; (p. 6253) : son amendement tendant à réduire le délai de suspension des ressources. **Après l'Article 7** (p. 6256) : son amendement relatif aux sanctions.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6367) : son amendement tendant à permettre la constitution de la commission spéciale dans les entreprises où n'existe pas de comité d'entreprise. **Article 3** (p. 6374) : son amendement tendant à l'application des dispositions nouvelles aux délégués du personnel en l'absence de comité d'entreprise. **Article 11** (p. 6383) : son amendement tendant à l'extension de la protection des délégués du comité d'hygiène et de sécurité. **Après l'Article 14** (p. 6390) : son amendement : aménagement des horaires de travail et garantie des droits syndicaux. **Article 17** (p. 6393) : son amendement de suppression de l'article.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973. Deuxième lecture. Discussion des articles** [18 décembre 1973]. **Article 10** *bis* (p. 7146) : son amendement tendant à supprimer les dispositions relatives à la suspension de jouissance de la pension de réversion par le père de famille veuf d'une femme fonctionnaire.

1974

— **Proposition de loi relative à l'article L 495 du code de la sécurité sociale (silicose)** (n° **419**), rapporteur. **Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2749) : revenir sur l'impossibilité faite au conjoint de bénéficier d'une rente lorsque le mariage a été contracté après la première constatation de la silicose ; impossibilité d'assimiler une maladie évolutive à un accident du travail ; soutien unanime des organismes de sécurité sociale et des experts à la proposition de loi ; nécessité d'aller plus loin en développant la prévention et la recherche médicale.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail** (n° **1107**) [11 octobre 1974]. **Discussion générale** (p. 5014) : le projet de loi communiste n° 419 adopté par l'Assemblée nationale en juin 1974 ; indexation des allocations minimales sur le SMIG ; amendement remplaçant le taux de 30 % par une rente égale à la moitié du salaire annuel de la victime ; l'aménagement nécessaire de la durée minime de mariage de deux ans ; les statistiques relatives aux « tierces personnes » ; revalorisation nécessaire des rentes ; la cotisation des employeurs pour l'étude des moyens de prévention. **Discussion des articles : Article premier** (p. 5017) : présente l'amendement n° 8 de M. Lucas : rente minimum fixée à 30 % du salaire de la victime ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5061) : regrette que le projet n'ait fait l'objet d'aucune concertation ; l'opposition des organisations des assurés sociaux ; les transferts déjà opérés au détriment du régime général ; les retards dans la mise en œuvre des principes de 1945 ; le Gouvernement propose une unification par le bas des prestations ; les insuffisances de l'indemnité journalière de maladie ; les propositions de la plate-forme « santé sécurité sociale » du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Travail, rapporteur pour avis [4 novembre 1974] (p. 5775) : exprime ses craintes quant à l'équilibre financier des différents régimes de la sécurité sociale ; la caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs non salariés des professions non agricoles est en état de cessation de paiement ; (p. 5776) ; la caisse de compensation de l'organisation autonome de l'industrie et du commerce ; le régime minier ; pourquoi faire transiter la compensation par le régime général ? ; risque d'harmonisation des prestations par le bas et rapport du groupe de travail sur l'étude des charges indues ; rémunération des fonds de la sécurité sociale ; le financement des équipements hos-

pitaliers ; nécessité d'une négociation nationale entre toutes les parties intéressées ; la croissance des dépenses médicales due à l'augmentation de la consommation et des prix des produits pharmaceutiques ; le coût des investissements hospitaliers et des crèches ; les transferts de charges ; la revalorisation souhaitable des prestations de vieillesse ; (p. 5777) : la revalorisation des prestations familiales ; une réforme s'impose par la participation de l'Etat au financement de la sécurité sociale ; l'effort contributif doit être fixé après discussion avec les intéressés ; les différences des taux de cotisations selon les régimes ; des niveaux de protection inégaux ; nécessité d'une réforme étudiée avec les parties intéressées ; quatre propositions adoptées par la commission ; nécessité d'une large consultation en vue de résoudre les problèmes urgents de la sécurité sociale ; rattrapage du pouvoir d'achat des prestations familiales ; revalorisation plus grande du minimum vieillesse et des pensions du régime général ; suppression du ticket modérateur en cas d'hospitalisation dès le premier jour et extension du tiers payant aux frais pharmaceutiques et aux analyses de laboratoire.

— **Projet de loi portant amélioration et simplification de certaines pensions et allocations** (n° **776**). **Discussion générale** [5 décembre 1974] (p. 7441) : des dispositions importantes mais insuffisantes ; les difficultés nées de la transformation de la rente en pension de vieillesse ; la situation dramatique des jeunes veuves ; faciliter leur réinsertion dans la vie active : priorité d'embauche, pas de licenciement sans reclassement préalable ; le taux de la pension de réversion ; demande le cumul intégral de la pension de réversion et des droits propres ; des dispositions plus avantageuses dans les autres pays de la communauté européenne ; (p. 7442) : souhaite l'extension à tous les régimes des nouvelles dispositions ; laisser à la veuve le choix entre le régime qui lui sert la rente et le régime de son mari ; demande la possibilité de transformer la majoration de la durée d'assurance en abaissement du seuil d'ouverture des ou du droit à pension ; les inégalités et les discriminations qui frappent les femmes, les mères et les travailleuses ; rappelle la proposition de loi communiste tendant à assurer la promotion de la femme et de la famille ; le statut de la femme et la politique de la famille promises par les gouvernements successifs restent au stade des intentions ; le non-respect du principe « à travail égal salaire égal » ; demande que les commissions départementales paritaires contrôlent l'égalité des rémunérations ; la carence de l'enseignement technique et professionnel féminin ; revendique la liberté pour chaque femme d'avoir ou non une activité professionnelle.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**). **Discussion des articles.** [15 avril 1975]. **Article premier** (p. 1666) : **Après l'Article 761-15 du code de la santé publique** : son amendement n° 71 : institution du tiers payant pour les frais inhérents aux examens de laboratoire ; difficultés pour certaines personnes de faire l'avance des fonds ; (p. 1667) : longueur du délai de remboursement ; demande de la caisse nationale d'assurance maladie ; repoussé.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**). **Discussion des articles** [29 avril 1975]. **Après l'Article 12** (p. 2223) : son amendement n° 7 : couverture des dépenses entraînées par la loi au moyen d'une taxe de 15 % sur le chiffre d'affaires des sociétés de produits pharmaceutiques employant plus de cent salariés ; un projet qui se chiffre par le coût de l'extension de la sécurité sociale ; le chiffre d'affaires des sociétés pharmaceutiques ; le cas de la société Rousel-Uclaf ; repoussé. **Explications de vote** (p. 2225) : l'ordonnance du 4 octobre 1945 ; la loi du 22 mai 1946 ; la généralisation de la sécurité sociale en Grande-Bretagne et en Suède ; les atteintes portées par le pouvoir à la conquête des travailleurs ; l'augmentation arbitraire du plafond de la sécurité sociale par le Gouvernement ; la diminution du pouvoir d'achat et des prestations familiales ; l'absence des majorations de la base mensuelle du salaire unique ; la dégradation des prestations familiales au profit du patronat ; l'atteinte à la gestion démocratique de la sécurité sociale ; (p. 2226) : la possibilité depuis des années de réaliser la protection sociale de tous les Français ; la faiblesse de la participation de l'Etat à la sécurité sociale ; la décision par décret d'un autre transfert de charges vers la sécurité sociale ; le programme commun, solution au problème de la sécurité sociale.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'âge d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **1412**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [30 juin 1975] (p. 5071) : regrette la modification introduite dans le texte par le Sénat.

— **Projet de loi modifiant les conditions d'éligibilité au sein des entreprises** (n° **678**). **Deuxième lecture** [30 juin 1975]. **Discussion des articles. Article 2** (p. 5072) : manifeste sa préférence au texte adopté par l'Assemblée nationale. **Article 4** : son amendement n° 1 : revenir au texte voté par l'Assemblée nationale ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**) [10 septembre 1975]. **Discussion des articles. Article 3** (p. 6178) :

l'absence de prise en compte des propositions d'amélioration des pensions du régime minier.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Travail, rapporteur pour avis [4 novembre 1975] (p. 7819) : la situation critique de la sécurité sociale ; l'impossibilité pour le Parlement de discuter des mesures financières aptes à assurer l'équilibre de la sécurité sociale ; l'insuffisance de l'effort fait en faveur de la famille et des personnes âgées ; l'absence de politique globale de la famille ; (p. 7820) : la dégradation des prestations : la très faible participation de l'Etat ; le lien entre réforme du financement de la sécurité sociale et réforme de la fiscalité.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** n° 2017. **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9682) : l'entretien par le Gouvernement du déficit de la sécurité sociale ; la nécessité d'une nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; la possibilité de se procurer des moyens pour abaisser l'âge de la retraite de tous les travailleurs ; la complexité d'un projet excessivement limité ; (p. 9683) : la volonté du groupe communiste de continuer à réclamer l'abaissement général de l'âge de la retraite. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9686) : estime que la simple modification de l'article aurait pu, avec l'accord du Gouvernement, réparer l'injustice dont 2.700.000 retraités sont victimes.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article premier** (p. 2632) : relève que l'article premier prévoit l'abaissement du taux de la TVA sur les médicaments ; proteste contre les agissements des sociétés pharmaceutiques ; demande que soit inscrite à l'ordre du jour la proposition du groupe communiste relative à la nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; (p. 2633) : son amendement n° 1 : porter le taux de la TVA sur les produits pharmaceutiques au niveau zéro ; abroger les articles 158 *bis* et 250 *ter* et 250 *bis* du code des impôts relatifs à l'avoir fiscal ; repoussé ; (p. 2634) : rappelle les profits faits par l'industrie pharmaceutique dus aux hausses de prix des produits pharmaceutiques ; insiste pour qu'intervienne la nationalisation de l'industrie pharmaceutique ; son amendement n° 2 : traduction de la réduction du taux de TVA par une baisse correspondante des prix des produits achetés par les consommateurs ; repoussé. **Après l'Article premier** (p. 2636) : son amendement n° 5 défendu par M. Millet ; repoussé.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 18** (p. 3006) : son amendement n° 109 donnant aux caisses régionales la possibilité d'imposer des cotisations complémentaires ; repoussé. **Article 23** (p. 3009, 3010) : estime que l'article 23 ne règle pas convenablement la question de l'indemnisation complémentaire de la victime en cas de faute grave de l'employeur ; s'inquiète de l'interdiction de la communication au juge des rapports de l'inspection du travail. **Article 33** (p. 3018) : soutient l'amendement n° 113 de M. Berthelot tendant à supprimer l'article 33 car il n'y a pas lieu de créer de nouveaux organismes ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**). **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 4** (p. 3220) : son amendement n° 70 défendu par Mme Chonavel ; (p. 3221) : son amendement n° 71 défendu par Mme Chonavel.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 novembre 1976]. **Article 17** (p. 7027) : l'exposé des motifs de l'article 17 loin de la réalité ; la responsabilité du déséquilibre de la sécurité sociale incombant au Gouvernement ; une contribution inférieure à la dépense supportée pour le versement de l'allocation supplémentaire du fonds national de solidarité ; l'ordonnance du 30 décembre 1958 ; la vignette ; les prévisions pour 1977 ; la charge indue ; les responsables du déficit de la sécurité sociale ; le niveau de pauvreté établi par l'OCDE ; les inégalités.

Deuxième partie :

Travail, rapporteur pour avis pour la sécurité sociale [15 novembre 1976] (p. 7991) : regrette que le débat promis par le Gouvernement n'ait pas eu lieu au cours de cette session parlementaire ; (p. 7992) : les nouvelles atteintes portées aux droits des assurés sociaux ; l'accroissement des dépenses de santé dans tous les pays ; estime que contrairement à certaines déclarations, la progression des dépenses de santé a tendance à diminuer selon les prévisions pour 1976 ; le déficit de la sécurité sociale ; les dettes patronales ; le fonds national de l'habitat ; les charges indues ; la commission Grégoire ; la place de la France dans la CEE pour la contribution de l'Etat aux dépenses sociales et pour la part de dépenses sociales ; le recours aux compagnies d'assurances, une protection supplémentaire pour les assurés

sociaux ; l'américanisation du système français de sécurité sociale ; la simplification de la législation et la revalorisation des pensions ; l'amélioration des prestations ; promouvoir une véritable politique familiale en faveur des familles les plus défavorisées.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier (n° 1688). Discussion générale** [23 novembre 1976] (p. 8603) : les responsabilités du service des mines qui pare au plus pressé ; (p. 8604) : la création d'un service particulier pour le contrôle des établissements classés ; le problème des effectifs de ce service.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier (n° 2148). Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 14** (p. 8797) : l'insuffisance du nombre des inspecteurs du travail ; leur indépendance. **Article 18** (p. 8801) : la généralisation du paiement mensuel des retraites et des pensions d'invalidité ; un problème urgent.

— **Rappel au règlement** [7 décembre 1976] (p. 9042) : proteste contre le refus de la conférence des présidents d'inscrire à l'ordre du jour la proposition de loi n° 1538 tendant à rendre aux mineurs la gestion du risque « accident du travail ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la situation au regard de la sécurité sociale des travailleurs salariés à l'étranger (n° 2553). Discussion générale** [8 décembre 1976] (p. 9079) : le nombre et l'évolution des travailleurs à l'étranger ; les travailleurs français à l'étranger ; capital et travail ; les investissements des sociétés privées ; les investissements directs à l'étranger ; investissements et profit ; la lutte du parti communiste français pour la garantie de l'emploi ; le support de la totalité des charges sociales par les investisseurs à l'étranger ; (p. 9080) : l'absence de distinction par le PC entre salariés expatriés et salariés détachés. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9080, 9081) : son amendement n° 31 tendant à renforcer la garantie des droits antérieurs au départ à l'étranger ; réservé ; (p. 9082) : retire son amendement n° 31 ; (p. 9084) : son amendement n° 32 visant à remplacer le quatrième alinéa de l'article L 777 du code de la sécurité sociale par une disposition plus simple et plus précise ; repoussé ; (p. 9085) : son amendement n° 33 indiquant que la cotisation due au titre des accidents du travail et des maladies professionnelles est à la charge de l'employeur ; demande quels sont les droits des expatriés employés par une société française ; retiré. **Article 5** (p. 9087) : estime l'article 1263-2 du code rural insuffisant ; l'article 40 de la Constitution opposé à l'amendement communiste.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976 (n° 2630). Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 5** (p. 9170) : son amendement n° 5 soutenu par M. Barthe ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977 (n° 2768). Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2934) : l'idée d'un prétendu déficit de la sécurité sociale ; la justification des mesures antisociales du Gouvernement ; l'absence de déficit du régime général de la sécurité sociale ; l'étude réalisée en 1976 par les élèves de l'ENA ; les conséquences des mesures antisociales du Gouvernement ; (p. 2935) : l'augmentation du montant du ticket modérateur ; le niveau du forfait d'hospitalisation ; l'augmentation de l'allocation du fonds national de solidarité ; l'augmentation de revenus apportée par le complément familial ; l'évolution des prestations vers un régime d'assistance ; la prise en charge par l'Etat des cotisations versées par les employeurs qui embauchent des jeunes travailleurs ; les dispositions de l'appel de vingt-quatre organisations représentant la quasi-totalité des assurés sociaux.

— **Proposition de loi relative à l'organisation de la sécurité sociale dans les mines** (n° 2116), rapporteur. **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4149) : la gestion du risque temporaire des accidents de travail par des sociétés de secours minières dans les secteurs des houillères ; le transfert de la gestion de ces risques aux houillères ; les règles d'organisation et de tutelle de la sécurité sociale minière ; (p. 4150) : l'atteinte au principe fondamental de la gestion de la sécurité sociale ; la gestion du risque par l'employeur ; le décret du 18 septembre 1948 ; la possibilité d'intervention des sociétés de secours minières dans la contestation du caractère professionnel de l'accident ; l'absence de gestion paritaire ; l'assimilation des houillères à une organisation parallèle de sécurité sociale ; le coût réel des accidents ; le caractère anarchique de la gestion par les houillères ; le sous-emploi des équipements sanitaires ; la confusion dans les houillères entre le médecin de l'entreprise, le médecin du travail et le médecin contrôleur ; le décret du 12 mai 1960 ; l'action des sociétés de secours dans le département de la Moselle et de la Meurthe-et-Moselle ; l'inopposabilité de l'article 40 à la proposition de loi ; les avis favorables donnés par les différentes administrations.

Discussion des articles. Article premier (p. 4152) : son amendement n° 1 : prise en compte des changements intervenus dans les attributions ministérielles ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale, rapporteur pour avis pour la sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6955) : l'émiettement de la protection sociale ; l'inachèvement de l'harmonisation des régimes de sécurité sociale ; la réforme de la tarification hospitalière ; la carte sanitaire ; la responsabilité du Gouvernement en matière de sécurité sociale ; le vœu du patronat relatif à une protection sociale minimale ; le droit à la santé ; la mise à la charge de la sécurité sociale des charges indues ; les objectifs de la sécurité sociale ; (p. 6956) : la contribution des dépenses de santé à l'économie ; les comparaisons européennes en matière de dépenses sociales ; l'urgence de la réforme du financement de la sécurité sociale ; les observations de la commission ; la réforme de la sécurité sociale ; son financement ; la participation de l'Etat au financement de la compensation démographique ; l'amélioration de la prise en charge des soins ; la revalorisation des allocations familiales deux fois par an ; l'augmentation du minimum vieillesse ; la rationalisation de l'organisation des régimes de retraite complémentaire et de prévoyance ; la non-publication des annexes budgétaires relatives à la situation financière des régimes sociaux ; l'avis favorable de la commission sur les crédits du ministère de la santé et de la sécurité sociale. **Examen des crédits :** son intervention à titre personnel : **Article 80** (p. 6987) : son amendement n° 165 : application du taux zéro de TVA aux produits pharmaceutiques ; abrogation des dispositions du CGI relatives à l'avoir fiscal ; taxation des bénéfices des laboratoires pharmaceutiques ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° **3227**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8295) : la mise à la charge du régime des travailleurs salariés du financement du nouveau régime des prestations sociales attribuées aux ministres des cultes ; la généralisation de la sécurité sociale ; le plan de sécurité sociale proposé par Ambroise Croizat ; la « loi Viatte » du 19 février 1950 ; l'application du régime général aux cultes ; la participation du clergé à la gestion des fonds ; le financement du système de prestations ; (p. 8296) : l'appel qui sera fait éventuellement à une compensation à la charge du régime des salariés ; la compensation démographique ; la connaissance des capacités contributives de chaque groupe socio-professionnel ; le régime des prestations en matière d'accidents du travail; la cotisation du clergé aux caisses d'allocations familiales. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8301) : soutient le sous-amendement n° 34 de M. Andrieux à l'amendement n° 12 de M. Delaneau : élection de la moitié des membres de la commission par les membres du culte ; repoussé. **Article 2 : Article L 613-16 du code de la sécurité sociale** (p. 8302) : soutient l'amendement n° 1 de M. Andrieux : affiliation des religieux au régime d'accident du travail ; repoussé par scrutin public. **Article L 613-17 du code de la sécurité sociale** (p. 8305) : soutient l'amendement n° 2 de M. Andrieux : caractère obligatoire de la cotisation à la charge des associations, congrégations ou collectivités religieuses dont relèvent les assurés ; adopté. **Article L 613-18 du code de la sécurité sociale :** soutient l'amendement n° 3 de M. Andrieux : élection par les affiliés des membres du conseil d'administration de la caisse mutuelle d'assurance maladie des cultes ; repoussé. **Article 8** (p. 8308) : soutient l'amendement n° 5 de M. Andrieux : élection des membres du conseil d'administration par les affiliés ; repoussé. **Article 10** (p. 8309) : soutient l'amendement n° 6 de M. Andrieux : suppression des dispositions relatives à l'application de la loi du 24 décembre 1974 relative à la correction démographique ; repoussé. **Article 14 :** soutient l'amendement n° 7 de M. Andrieux : financement des pensions d'invalidité par une cotisation à la charge des associations, congrégations ou collectivités religieuses dont relèvent les affiliés ; adopté. **Avant l'Article 17** (p. 8310) : son amendement n° 35 : modalités de contribution au financement des prestations familiales des ministres des cultes et des membres des congrégations religieuses ; repoussé. **Article 17 :** soutient l'amendement n° 8 de M. Andrieux : modalités de représentation des élus des prêtres et des religieux au sein de la commission consultative ; devenu sans objet. **Explications de vote** (p. 8311) : l'abstention du groupe communiste sur le vote de l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **3228**). **Discussion générale** [6 décembre 1977] (p. 8315) : l'élaboration de la loi instituant la sécurité sociale par le ministre communiste Ambroise Croizat; la loi de généralisation de 1946 ; l'absence de concertation du Gouvernement avec les parties intéressées ; la solidarité nationale ; les charges supplémentaires supportées par le régime général relatives à la généralisation de la sécurité sociale ; la répartition des charges

de l'Etat et de la sécurité sociale ; l'existence de moyens financiers ; (p. 8316) : la généralisation du bien-être ; les mesures à prendre ayant un caractère d'urgence. **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8344) : son amendement n° 1 : extension du bénéfice des législations sur la sécurité sociale à l'ensemble des personnes résidant en France ; repoussé ; (p. 8345) : son amendement n° 2 : solidarité de l'ensemble des ressources dégagées par la collectivité nationale ; la nature de la solidarité nationale ; la répartition des charges entre l'Etat et la sécurité sociale ; repoussé par scrutin public. **Article 2** (p. 8348) : son amendement n° 3 : suppression des dispositions relatives au caractère facultatif de l'affiliation au régime de l'assurance personnelle ; repoussé. **Article 4** (p. 8349) : l'opposition de l'article 98 du règlement à ses amendements supprimant les conditions de délai relatifs au bénéfice des prestations en nature de l'assurance maladie et maternité aux personnes inscrites à l'assurance personnelle et supprimant les conditions de régularisation des cotisations ; son amendement n° 5 : de pure forme ; adopté. **Article 5** (p. 8349, 8350) : l'alourdissement du transfert des charges pesant sur le budget de l'aide sociale des communes ; la nécessité d'une réforme démocratique de la fiscalité. **Article 6** (p. 8351) : l'adoption à l'unanimité par la commission des affaires culturelles d'une disposition relative au versement d'une compensation par l'Etat en vue de la couverture du solde déficitaire de la sécurité sociale ; la réforme du financement de la sécurité sociale. **Explications de vote** (p. 8355) : l'utilisation abusive de l'article 40 de la Constitution ; le vote hostile du groupe communiste.

LEJEUNE (Max)

Député de la Somme
(4e circonscription)
(App. RDS, puis RDS, puis RCDS).
Président du groupe RDS, puis RCDS.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'apparente au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'être apparenté au groupe des réformateurs démocrates sociaux [5 juin 1974] (p. 2503).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [5 juin 1974] (p 2503).

Président du groupe des réformateurs démocrates sociaux [12 juin 1974] (p. 2617).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Président du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489), [2 avril 1975] (p. 1201), [2 avril 1976] (p. 1277), [2 avril 1977] (p. 1464).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

Juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome VII : Section gendarmerie** (n° **684**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 971) tendant à créer un contingent spécial de croix de la **Légion d'honneur** au profit des **anciens combattants de 1914-1918** (n° **1075**) [20 juin 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome VII : Section gendarmerie** (n° **1233**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi constitutionnelle** tendant à modifier les **articles 28 et 43 de la Constitution** (n° **1567**) [24 avril 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome VII : Section gendarmerie** (n° **1919**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome VII : Section gendarmerie** (n° **2532**) [12 octobre 1976].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **2**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 870) : l'inquiétude provoquée chez les étudiants et leurs parents par le nouveau régime d'appel sous les drapeaux ; la question des sursis, facteur d'inégalité ; égalité de tous devant le service militaire ; nécessité de rendre le service militaire plus intéressant, d'en faire le complément de la formation scolaire, civique, technique et physique ; maintien du service de douze mois ; (p. 871, 872) : son attachement à l'armée de conscription.

• *question d'actualité :*

— **Forces françaises à Madagascar** [29 juin 1973] (p. 2709, 2710) : historique des accords franco-malgaches ; son inquiétude quant à l'évolution de la situation à Madagascar pour les ressortissants français.

• *questions au Gouvernement :*

— **Retraite anticipée aux anciens combattants et anciens prisonniers de guerre** [2 octobre 1974] (p. 4666).

— **Anciens harkis** [16 octobre 1974] (p. 5084, 5085).

— **Titularisation des instituteurs suppléants** [11 décembre 1974] (p. 7672).

— **Suppression du caractère officiel de la commémoration de la victoire du 8 mai 1945** [14 mai 1975] (p. 2642).

• *question orale avec débat :*

— (n° **19761**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2948) : l'interrogation du citoyen sur la nécessité d'une défense militaire ; une menace devenue plus subtile ; avoir les moyens de dissuasion empêchant la « finlandisation » ; la tendance des Américains à se replier sur eux-mêmes ; la diminution de leur activité en Europe ; le renforcement de la présence militaire de la Russie ; (p. 2949) : les 63 divisions de l'OTAN face aux 100 divisions du pacte de Varsovie ; les 10.000 chars de l'OTAN face aux 26.500 chars du pacte de Varsovie ; la proximité soviétique et l'éloignement des Etats-Unis ; les risques des accords SALT de mai 1972 ; la force de dissuasion nationale : une réalité qui s'impose ; la nécessaire affirmation de l'Europe dans le domaine militaire ; une Europe politiquement fragile ; l'appartenance de la France à l'Alliance atlantique sous la protection du bouclier atomique américain ; le système de couverture radar de l'OTAN ; l'Euro-groupe, vague ébauche de coopération ; ne pas opposer l'idée européenne à l'idée atlantique ; affirmer la solidarité idéologique de l'Europe et de l'Amérique ; la guerre idéologique qui sévit de par le monde ; la tentation pernicieuse de l'isolationnisme américain ; moderniser nos forces et les laisser dans le cadre de l'Alliance atlantique. **Sa réponse au ministre** (p. 2957) : la menace que constitue l'énorme masse d'armement de l'Union soviétique.

• *questions au Gouvernement :*

— **Accueil et réinstallation de certains réfugiés de culture française (Vietnamiens)** [28 mai 1975] (p. 3287).

— **Révision du prix de journée des hôpitaux** [11 juin 1975] (p. 3973).

— **Retraite anticipée des anciens combattants et des anciens prisonniers de guerre** [22 octobre 1975] (p. 7217) : pourcentage des bénéficiaires de la loi du 21 novembre 1973.

— **Mesures de sécurité dans l'île de Mayotte** [26 novembre 1975] (p. 8957) : précautions prises pour que la population de Mayotte puisse s'autodéterminer librement.

— **Droit au travail dans les universités** [14 avril 1976] (p. 1716, 1717) : les dispositions envisagées par le Gouvernement pour assurer le libre exercice du droit au travail.

— **Brutalités sur les terrains de football** [5 mai 1976] (p. 2625) : les incidents entre les équipes de Nîmes et de Saint-Etienne.

— **Officiers du cadre spécial et des services** [9 juin 1976] (p. 3906) : publication de leurs statuts.

— **Situation de Mayotte** [30 juin 1976] (p. 4948) : non-inscription à l'ordre du jour du projet de loi tendant à régler la situation des habitants de Mayotte.

• *question orale sans débat :*

— (n° **32227**) : **Situation des pêcheurs artisans** [8 octobre 1976] (p. 6491) : conséquences de la sécheresse pour les pêcheurs de la Baie de la Somme ; date d'ouverture de la saison de ramassage des coquillages ; réglementation relative au traitement des crevettes.

• *questions au Gouvernement :*

— **Importations des produits de jute** [17 novembre 1976] (p. 8160) : le préjudice causé à l'industrie française par les importations en provenance de pays asiatiques à des prix de dumping.

— **Civils français retenus comme otages par le Polisario** [8 juin 1977] (p. 3498) : démarches entreprises à Alger pour obtenir leur libération.

— **Moyens de défense contre les agressions** [29 juin 1977] (p. 4417) : augmentation du nombre des agressions et vols avec violence.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [5 juin 1973] (p. 1758) : propos du ministre de l'éducation nationale ; réformes de l'enseignement ; souci du caractère concret des programmes ; décrets de la convention nationale du 30 mai et du 15 septembre 1973 ; finalité de l'enseignement primaire sous la Révolution ; (p. 1759) : niveau scolaire des contingents de jeunes incorporés en 1961 et en 1972 ; insuffisance du niveau atteint par beaucoup de jeunes ; ses observations sur l'enseignement du second degré ; inadaptation des méthodes et des programmes ; dessaisissement des familles de leur mission naturelle en matière d'éducation ; propos de Talleyrand ; législation scolaire sous la IIIe République ; prolongation de la scolarité obligatoire ; insuffisance des résultats obtenus ; classes de transition ; refus de placement en apprentissage ; jeunes gens non scolarisés ; cas du département de la Somme ; pré-délinquance ; nature de l'apprentissage ; refus des dérogations ; manque de main-d'œuvre qualifiée ; situation des effectifs scolaires dans le département de la Somme ; classes préprofessionnelles préparatoires à l'apprentissage ; réforme de l'apprentissage ; centres de formation d'apprentis ; formule « Interfor » ; valorisation du travail manuel ; filière technologique que constitue l'apprentissage.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 5** (p. 4116) : ses observations sur le retrait de l'amendement de la commission par le rapporteur ; rappelle que la tradition parlementaire veut que le président de la commission ne prenne pas parti ; [18 octobre 1973] : **Avant l'Article 41** (p. 4541) : situation des classes de transition et de perfectionnement ; (p. 4542) : nécessité de revoir l'ensemble du problème ; refus des dérogations au principe de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ; fléchissement du recrutement pour les métiers manuels ; se rallie à l'amendement de MM. Boudet et Briane pour adapter l'apprentissage à la scolarité sous la forme d'un enseignement alterné.

— **Rappel au règlement** [10 octobre 1973] (p. 4236) : sa protestation, au nom de son groupe, à la suite de la suspension de séance demandée par le groupe UDR ; réunion de ce groupe pour traiter d'une question étrangère au débat.

— **Rappel au règlement** [16 octobre 1973] (p. 4404) : conditions de retransmission télévisée des débats.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (Articles 20 et 21), Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et Article 46 [8 novembre 1973] (p. 5396) : rapporteur pour avis : progression des crédits de paiement de la section gendarmerie ; renforcement des effectifs ; recrutement des officiers de la gendarmerie ; origine sociale des sous-officiers ; aspects positifs de l'expérience des gendarmes auxiliaires ; demandes de l'union nationale des retraités de la gendarmerie ; amélioration de la pyramide des grades ; (p. 5397) : revalorisation des primes d'habillement ; revendications non satisfaites ; souhait unanime de la commission de voir rembourser aux retraités la cotisation supplémentaire de sécurité sociale versée du 1er octobre 1968 au 30 septembre 1972 ; situation dans le domaine des équipements ; missions nouvelles de la gendarmerie et taux de l'activité consacrée à la surveillance générale du territoire ; qualité de la vie du gendarme ; unités-logement ; sujétions imposées à la vie des gendarmes et durée du travail ; se prononce pour l'adoption du titre V et le rejet du titre III ; rend hommage à la gendarmerie.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 723). **Discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6826) : rappelle ses responsabilités passées; (p. 6827) : ses visites en Algérie; pertes enregistrées; insoumissions et désertions; situation des invalides ; critères d'attribution de la qualité de combattant ; problème de l'application des critères ; unité du monde combattant ; demande la suppression de l'article 4 ; demande l'extension à tous du titre de reconnaissance. **Discussion des articles. Article 4** (p. 6849) : ses arguments en faveur de la suppression de l'article.

— **Rappel au règlement** [14 décembre 1973] (p. 7039) : ses observations sur le déroulement des travaux lors du débat sur l'interruption volontaire de la grossesse.

1974

— **Déclaration de politique gouvernementale. Explications de vote** [6 juin 1974] (p. 2535) : le groupe des réformateurs démocrates sociaux votera la confiance ; le régime doit se présidentialiser ; redistribution des pouvoirs entre la présidence, le Parlement et une cour suprême conformément aux vœux des députés réformateurs contenus dans la proposition de loi constitutionnelle du 30 juin 1973 ; les mesures décidées par la loi doivent s'appliquer loyalement et surtout rapidement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail** (n° **1107**). **Explications de vote** [11 octobre 1974] (p. 5020) : les réformateurs voteront le texte ; publication rapide des décrets.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion générale** [15 octobre 1974] (p. 5057) : s'oppose à la question préalable déposée par le groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**). **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5173) : évoque l'hypothèse que font peser sur les débats les prises de position des candidats à l'élection présidentielle ; le sentiment que le Parlement français est mis en face d'une autodétermination largement prédéterminée ; cas particulier de Mayotte : le contrôle indispensable de la régularité de la consultation. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5194) : son amendement n° 3 rectifié : décompte des voix île par île ; repoussé. **Article 2** (p. 5198) : son amendement n° 5 ; devenu sans objet. **Après l'Article 3** (p. 5199) : son amendement n° 7 : contrôle des bureaux de vote ; retiré. **Deuxième lecture** [12 novembre 1974]. **Explications de vote** (p. 6219) : le groupe des réformateurs votera le projet.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres [8 novembre 1974] (p. 6153) : les conditions insolites d'examen du budget de la défense nationale. [12 novembre 1974] (p. 6176) : analyse des crédits ; création d'emplois ; origine des sous-officiers ; les missions ; lutte contre la délinquance ; police routière ; le carburant ; renseignement et surveillance du territoire ; (p. 6177) : la gendarmerie mobile et le maintien de l'ordre ; la pyramide des grades ; la prime d'habillement ; l'indemnité de tournée ; les revendications ; les repos et le logement ; le loyer payé par la gendarmerie aux collectivités locales.

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6292) : demande au Gouvernement des éclaircissements sur la déclaration de M. Senghor, président de la République du Sénégal, relative à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7976) : le programme commun ; un bouleversement de société ; l'inquiétude des Français face à la crise mondiale ; la nécessité de l'effort d'investissement ; (p. 7977) : le programme commun dépassé ; le redressement du commerce extérieur ; la stratégie du programme commun : une stratégie de repli sur soi ; l'omniprésence de l'Etat ; les contrôles bureaucratiques ; une analyse simpliste de la crise ; le refus des sacrifices imposés et le rétablissement de l'équilibre extérieur ; la motion de censure : diversion pour cacher les désaccords de l'opposition ; les engagements présidentiels sont tenus ; (p. 7978) : le libéralisme ; la nécessaire entente entre l'Europe et les Etats-Unis ; la conférence de la Martinique ; la sauvegarde des activités créatrices de richesses ; ce qui reste à faire, en priorité, assurer l'emploi et garantir l'épargne.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1467) : la contrainte exercée par le parti communiste sur ses alliés en vue d'affirmer de nouveau les thèmes vieillis du programme commun ; le caractère social de la politique du Gouvernement ; poursuivre des relances sélectives ; endiguer la progression du chômage ; adapter notre société aux exigences contemporaines ; (p. 1458) : rester sensible à l'aspect humain des problèmes.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant création du conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**). **Discussion générale** [25 avril 1975] (p. 2150) : le schéma d'aménagement et d'urbanisme de la côte picarde ; la notion de tiers naturel ; la sauvegarde de la baie de la Somme ; l'association indispensable du conservatoire à la défense du littoral.

— **Rappel au règlement** [26 juin 1975] (p. 4776) : sur le rappel au règlement de M. Mitterrand, annonce que le groupe des réformateurs désire obtenir, au cours de la session, un débat sur la politique étrangère ;

souhaite néanmoins que le débat sur l'indépendance des Comores soit poursuivi jusqu'à son terme.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4779) : regrette que la question posée aux Comoriens ne leur ait pas proposé l'alternative entre l'indépendance et l'appartenance à la République française ; invite le Président de la République à refuser la cession de Mayotte, constitutionnellement impossible puisque ce territoire s'est prononcé pour le maintien dans la France ; (p. 4780) : craint un conflit sanglant et demande la réunion d'une conférence constitutionnelle et de nouvelles élections car l'autorité de M. Abdallah est de plus en plus contestée ; (p. 4790) : retire la demande de renvoi en commission qu'il avait déposée. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 4798) : son amendement n° 9 ; retiré. **Après l'Article 3** (p. 4798) : son amendement n° 12 : placer la totalité des forces armées se trouvant sur le territoire des Comores sous l'autorité directe du Gouvernement français ; retiré. **Explications de vote** (p. 4805) : le groupe des réformateurs votera un texte qui marque l'importance de l'intervention du Parlement dans ce domaine. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1975] (p. 5079) : souligne l'importance de la procédure d'option de reconnaissance de la nationalité française prévue par l'article 7 et annonce le vote favorable des réformateurs.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Commission mixte paritaire. Discussion générale** [30 juin 1975] (p. 5059) : l'adhésion des réformateurs à un projet démocratique ; insiste sur la notion de laïcité et de neutralité ; appelle l'attention sur la charge que constitue l'école pour les collectivités locales.

— **Allocution de fin de session** [30 juin 1975] (p. 5067) : enregistre avec satisfaction, au nom du groupe des réformateurs, les déclarations du président de l'Assemblée nationale et du Premier ministre ; demande que les commissions se réunissent quinze jours avant l'ouverture de la prochaine session.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**) [10 septembre 1975]. **Explications de vote** (p. 6213) : l'accueil des Réformateurs aux mesures proposées par le Gouvernement ; la possibilité de reprise économique sans relancer l'inflation ; la « portugalisation » qui serait la conséquence des surenchères politiques ; mettre fin au sentiment d'insécurité qu'éprouve la population ; assurer le respect de la légalité républicaine.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [16 octobre 1975] (p. 6980). **Après l'Article 2** : se déclare surpris de la procédure que veut instaurer la commission des lois ; (p. 6981) : s'insurge contre les méthodes nouvelles que l'on veut instaurer. **Après l'Article 25** (p. 6993) : la réforme nécessaire des finances locales ; la nécessité de procéder sur l'impôt foncier à une étude approfondie et contradictoire ; éclairer le débat en toute honnêteté intellectuelle.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [30 octobre 1975] (p. 7613) : son hommage à la gendarmerie ; l'affaire d'Aleria ; la croissance du budget de la gendarmerie ; stabiliser le nombre de gendarmes auxiliaires ; l'insuffisance des crédits de fonctionnement ; poursuivre l'effort en matière d'infrastructure ; (p. 7614) : la gendarmerie face à la montée de la délinquance ; le sang-froid des gendarmes mobiles en Corse ; le nombre de gendarmes tués et blessés en service commandé.

Territoires d'outre-mer [4 novembre 1975] (p. 7803) : estime que le cas de Mayotte doit être réglé définitivement ; l'obstination des habitants de Mayotte dans leur attachement à la France ; (p. 7804) : ses observations sur la réponse du secrétaire d'Etat.

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1975] (p. 8656) : manifestations dans la cour du Palais-Bourbon ; demande une réunion du bureau de l'Assemblée.

— **Projet de loi relatif aux conséquences de l'autodétermination des îles des Comores** (n° **1951**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9620) : l'évolution institutionnelle des Comores et la proclamation unilatérale de l'indépendance ; la nécessité d'une double consultation de Mayotte ; regrette que des habitants qui ont proclamé sans ambiguïté leur attachement à la France soient obligés de le dire trois fois ; (p. 9621) : leurs droits à être consultés sur leur destin ; la majorité « raciste » de l'ONU ; l'entité comorienne, création de la France en 1945 ; la situation particulière d'un archipel ; l'échec de l'opération aéroportée du 11 novembre due à l'opposition de la population mahoraise.

1976

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Discussion générale** [14 mai 1976] (p. 3110) : regrette que l'on s'apprête

à modifier l'ordre du jour d'une manière qui rend désordonné le travail parlementaire ; les conclusions de la commission tendant au rejet de la proposition de loi ne sont pas adoptées.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3419) : ne pas nuire à la détente par un déséquilibre des forces mondiales ; la tendance actuelle au déséquilibre par l'accroissement des forces armées soviétiques ; l'importance de cet accroissement ; l'absence de direction politique à la tête des Etats-Unis qui double la décroissance de l'effort militaire de ce pays ; (p. 3420) : les 58 divisions communistes qui font face, en Europe, aux 27 divisions de l'OTAN ; le déséquilibre au niveau des chars et des avions ; le rideau de fumée diplomatique qui cache les 42.000 chars qui s'étendent de Mourmansk à Vladivostok ; le plafonnement des missiles intercontinentaux américains résultant des accords Salt ; l'apparition d'un consensus national en matière de défense ; l'impossibilité pour la France d'assurer seule sa défense ; la protection de l'Europe assurée par le bouclier nucléaire américain ; garder néanmoins notre liberté de décision par une non-réintégration de l'OTAN ; la valeur de la force de dissuasion nationale qui permet d'éviter la finlandisation ; avoir également une possibilité de riposte graduée et proportionnée à la menace ; la solidarité des pays européens en matière de défense ; l'insertion de la défense européenne dans le cadre atlantique ; (p. 3421) : la poursuite de la guerre idéologique ; une menace pouvant venir du Sud par imprégnation politique de certains éléments immigrés ; le caractère prioritaire de la menace venant de l'Est ; la qualité de l'armée résultant de l'égalité des citoyens devant le devoir de défense.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4569) : les objectifs des départements et des régions doivent trouver place dans le plan ; la solidarité de la France avec l'extérieur ; la nécessité de maîtriser les données internationales ; souligne que le plan doit mettre le pays à l'abri des répercussions des accidents internationaux ; le caractère indispensable d'un plan d'orientation ; le développement des équipements collectifs encore insuffisants en France, plus particulièrement en Picardie, nouveau moteur pour l'expansion ; la nécessité de grands travaux en Picardie ; la construction de l'autoroute A 16 ; les sections de formation professionnelle dans la Somme ; (p. 4570) : la nécessité de réviser les modalités de financement des travaux des collectivités locales ; l'insuffisance du crédit ; la remise en cause permanente des projets précédemment étudiés ; l'établissement de priorités qui ne devraient pas être bousculées par les initiatives téméraires de certaines grandes villes.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon** (n° **2262**). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [8 juillet 1976] (p. 5168) : indique que le groupe réformateur votera les conclusions de la commission mixte paritaire qui assurent l'unité, l'intégralité et l'indivisibilité de la République.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [6 octobre 1976] (p. 6392) : un débat constitutionnel, économique et politique ; les rôles du Gouvernement et du Président selon la Constitution de 1958 ; l'évolution du rôle du Président ; le domaine réservé ; le glissement progressif vers une autre république ; les deux possibilités d'évolution ; faire élire le Président et l'Assemblée en même temps pour une même durée de mandat ou adopter un régime à l'américaine ; l'indépendance de la justice ; la fin de la communauté ; la nécessité d'une révision de la Constitution ; (p. 6393) : basée sur un équilibre des pouvoirs ; le régime actuel marqué par une technocratisation du Gouvernement ; la république des fonctionnaires ; la responsabilité du Président ; la moralisation des élections ; aurait souhaité un vote de confiance après la déclaration de politique générale du Premier ministre ; les divergences des différents groupes de la majorité présidentielle en matière de politique étrangère concernant la Palestine et les Mahorais ; l'évolution vers la présidentialisation de notre régime symbolisée par l'absence de vote de confiance ; la situation économique ; l'effort à accomplir pour réduire les dépenses publiques et éponger le déficit ; l'inflation créatrice d'inégalités ; souhaite la réussite du plan Barre ; se prononce en faveur d'un impôt sur la fortune, d'une réforme fiscale, d'une taxation plus lourde des héritages au-delà d'un certain montant ; un plan conjoncturel comportant une amorce de réforme structurelle ; l'urgence d'une nouvelle croissance fondée sur la qualité de la vie, de l'emploi ; une réforme de l'assiette de la sécurité sociale ; l'économie française malade ; l'examen passé par le Premier ministre ; une action vigoureuse à entreprendre ; la lutte contre le climat d'insécurité, contre le désordre persistant ; l'alliance entre l'ordre et le mouvement ; l'appui des réformateurs.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976]. **Explications de vote**

(p. 6751) : regrette que les députés n'aient pas eu la faculté d'exprimer leur confiance ou leur opposition par un vote personnel ; la lutte contre l'inflation ; les garanties de l'emploi ; la défense de la monnaie ; la spéculation ; l'effort fiscal supplémentaire ; les pressions des possédants ; l'organisation de la baisse de la Bourse par quelques personnalités et chroniqueurs boursiers ; l'affaiblissement de l'économie par la grève politico-syndicale du 7 octobre 1976 ; (p. 6752) : l'emploi des jeunes ; l'intimidation des chefs de service dans certaines administrations ; les circulaires syndicales demandant de relever le nom de ceux qui n'ont pas fait grève ; vers un nouveau 1968.

— **Rappel au règlement** [20 octobre 1976] (p. 6781) : proteste contre l'attitude du président de séance pendant ses explications de vote sur la motion de censure.

— **Fait personnel** [20 octobre 1976] (p. 6796) : proteste contre l'absence d'intervention du président alors que des injures étaient prononcées contre lui en séance.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [8 novembre 1976] (p. 7729) : le budget de la gendarmerie ; les dépenses de personnels ; un très faible accroissement des effectifs de l'arme ; la faiblesse des dotations en carburants ; l'équipement ; la régression sensible en matière de télécommunications ou d'armement ; le programme blindé ; le domaine de l'infrastructure ; efforts dirigés vers la lutte contre la grande délinquance en milieu rural ; la prévention ; la nécessité de moyens en matériels, en hommes ; la nature des missions de la gendarmerie ; le repos hebdomadaire ; l'originalité de la gendarmerie ; ses avantages spécifiques ; (p. 7730) : le malaise des gendarmes devant la suite donnée à leurs interventions ; (p. 7739) : la nécessité non contestée de la défense ; Guy Mollet et l'usage de l'énergie atomique ; la volonté de défense ; Jean Jaurès et l'éducation de l'armée active ; l'éducation préparatoire des enfants et des adolescents, l'école des recrues et les convocations périodiques ; (p. 7740) : le port de l'uniforme ; le patriotisme populaire ; l'armée de métier ; le recrutement des engagés insuffisant ; l'horizon rétréci pour les jeunes candidats au dépaysement ; les campagnes antimilitaristes ; l'égalité devant les obligations militaires ; la milice au caractère trompeur et fallacieux ; l'armée et Carnot ; les accords d'Helsinki, un échec pour l'Occident.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1950**). **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9278) : demande la continuation de la séance. **Article 32** (p. 9301) : ne voit pas pourquoi on introduirait une règle discriminatoire en matière d'inéligibilité pour la Nouvelle-Calédonie.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de Mayotte** (n° **2667**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9345) : de la difficulté de « rester Français » ; la constance du groupe réformateurs ; le nouveau texte très en retrait par rapport au texte initial ; la volonté exprimée des Mahorais ; l'inconvenance des déclarations de M. de Guiringaud ; (p. 9346) : les votes des Mahorais ; la situation aux Comores ; la décision du Conseil constitutionnel du 30 décembre 1975 sur Mayotte ; la charte des Etats-Unis ; tirer les conclusions du libre choix de la population ; le principe de la libre détermination des peuples à disposer d'eux-mêmes.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [26 avril 1977] (p. 2142) : la nécessité d'expliquer dans un langage simple le programme de douze mois ; l'inquiétude des citoyens quant aux progrès techniques ; l'endettement des familles des agriculteurs ; le débouché des jeunes ; la situation des PME ; (p. 2143) : l'évolution du rôle constitutionnel du Président de la République ; la volonté de gouverner que devrait exprimer le pouvoir présidentiel ; la démission du Président de la République en cas de victoire du programme commun ; les déclarations de M. Georges Marchais ; le conflit entre l'Assemblée et la Présidence de la République ; l'élection simultanée du Président de la République et de l'Assemblée nationale ; le contrôle de l'exécutif par le Parlement ; le changement du mode de scrutin ; le rôle économique et politique du second Gouvernement Barre ; la « dépolitisation » de l'équipe gouvernementale ; (p. 2144) : l'attitude future de la majorité dans les domaines de l'économie, de l'éducation, de la justice et du commerce ; opposer au programme commun un projet dans tous les domaines ; le refus par les formations socialistes de la péninsule ibérique, de l'unité d'action avec le parti communiste ; le rassemblement au sein des groupes des réformateurs des députés socialistes opposés au programme commun ; le non-contrôle par le Gouvernement des facteurs internationaux de la marche de l'économie ; le rôle des grandes sociétés multinationales ; l'intégration de l'éco-

nomie française dans une vaste zone de libre échange occidental ; la demande d'un vote de confiance à l'Assemblée.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2909**). **Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3336, 3337) : l'aide de la France à la République de Djibouti ; la situation internationale de Djibouti ; l'avenir de Djibouti.

— **Projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes** (n° **2921**). **Discussion des articles** [21 juin 1977]. **Article 2** (p. 4007) : son amendement n° 10 soutenu par Mme Fritsch ; repoussé. **Article 7** (p. 4009) : son amendement n° 11 : modalités de déclaration des regroupements de listes ; devenu sans objet. **Article 10** : son amendement n° 12 : modalités de remboursement du cautionnement ; devenu sans objet. **Article 13** : son amendement n° 13 : non-remplacement d'un candidat décédé après les déclarations de rupture de groupements ; devenu sans objet. **Article 17** (p. 4010) : son amendement n° 14 : répartition du temps d'antenne de radiodiffusion entre les partis composant le groupement à défaut d'accord des partis quant à la durée d'émission ; devenu sans objet.

LELONG (Pierre)

Député du Finistère
(4e circonscription)
(UC).
Secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications du 8 juin 1974 au 31 janvier 1975.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat, décret du 28 mars 1974 [*J.O.* du 29 mars 1974] (p. 3526), [2 avril 1974] (p. 1448).

Est nommé secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications (Gouvernement de M. Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 8 juillet 1974, de son mandat de député [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications le 31 janvier 1975.

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [26 octobre 1973] (p. 4945).

Membre de la commission de la production et des échanges [26 octobre 1973] (p. 4945).

Cesse d'appartenir à cette commission [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [18 décembre 1973] (p. 7163), [2 avril 1974] (p. 1454).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **compléter l'article 8 de la loi de finances rectificative pour 1965** (n° **65-1154 du 30 décembre 1965**) **afin de permettre la réintégration des fonctionnaires de l'Etat et des agents titulaires des collectivités locales originaires d'Algérie et de statut civil de droit local, radiés des cadres en application de cet article** (n° **223**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faciliter le redressement économique et financier de certaines entreprises et à renforcer les garanties de leurs salariés** (n° **705**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 7 de la **loi n° 72-650** du 11 juillet 1972 portant diverses dispositions d'ordre économique et financier relatif à la **procédure de recouvrement de certaines amendes et condamnations pécuniaires** (n° **1000**) [6 juin 1974].

QUESTIONS

Questions en qualité de député :

• *question orale sans débat :*

— (n° **112**) : **Secret fiscal** [30 mai 1973] (p. 1687, 1688).

• *questions d'actualité :*

— **Taxation du pain dans le Finistère** [28 novembre 1973] (p. 6426).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **6265**) : **Approvisionnement en produits pétroliers** [7 décembre 1973] (p. 6797).

— (n° **6907**) : **Problèmes monétaires** [19 décembre 1973] (p. 7190, 7191) : système des droits de tirages spéciaux (DTS) ; procédure de fixation des parités monétaires ; parités fixes mais « ajustables » ; objectifs d'un système monétaire international ; création d'une zone monétaire européenne facilitant le retour à la convertibilité du dollar et permettant d'éviter le recours à un numéraire abstrait.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Baumel : Acheminement du courrier postal** [26 juin 1974] (p. 2974).

— **M. Mexandeau : Grève dans les centres de tri postaux** [23 octobre 1974] (p. 5346) : respect de la liberté du travail.

— **Mme Moreau : Grève dans les PTT** [23 octobre 1974] (p. 5348, 5349).

— **M. Baumel : Grève dans les centres de tri postaux** [23 octobre 1974] (p. 5351) : programme de mécanisation des centres de tri.

— **M. Boudet : Grève des services postaux** [13 novembre 1974] (p. 6280, 6281).

— **M. Billoux : Prolongation de la grève des postes et télécommunications** [13 novembre 1974] (p. 6284).

— **M. Longequeue : Suppression des avances remboursables pour l'installation du téléphone** [11 décembre 1974] (p. 7677).

— **M. Odru : Taxe de raccordement des lignes téléphoniques et grève des personnels des PTT** [18 décembre 1974] (p. 8043, 8044).

— **M. Desmulliez : Présentation nouvelle des timbres-poste** [18 décembre 1974] (p. 8044).

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1011) : estime nécessaires une réflexion et une réforme de la politique agricole commune ; caractère positif du bilan de cette politique, débouchés importants pour notre production ; la politique agricole commune comme moteur de la révolution agricole depuis dix ans ; (p. 1012) : caractère universel de l'évolution technique ; nécessité d'humaniser et d'aménager le mouvement technique ; rappelle la péréquation financière réalisée à notre profit et ses limites ; l'expression la plus avancée de l'unité européenne que constitue la politique agricole commune ; attitude commune face aux Etats-Unis ; nécessité d'adapter la politique agricole commune à la diversité des régions et aux types de culture ; opposition entre l'unification des politiques agricoles et la prise en compte de la diversité ; prolifération de la réglementation communautaire ; lenteur dans la prise des décisions ; problème de la maîtrise du phénomène de l'exode rural ; (p. 1013) : conséquence sur les élevages avicoles et porcins ; relèvement du prix des produits laitiers ; attitude britannique vis-à-vis des prix agricoles contraire au traité de Rome ; problème des importations excessives de matières grasses d'origine végétale ; nécessité de préserver les chances de l'Europe, de maintenir la solidarité financière, la spécificité de l'agriculture européenne face à celle des Etats-Unis, de maîtriser l'orientation des productions en matière d'élevage, de simplifier la gestion des marchés.

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1546) : la nécessité pour le Gouvernement de répondre à la confiance du pays, le caractère favorable de cette période pour imaginer, entreprendre et réformer ; la nécessité d'appliquer le programme de Provins et de préparer l'avenir ; les retards dans la réalisation du VI[e] Plan, son caractère de référence ; (p. 1547) : la nécessité d'un effort en faveur des équipements ; l'existence d'un besoin très fort au niveau des équipements et des consommations collectifs ; l'insatisfaction et le mécontentement qui en résultent ; le caractère prioritaire des dépenses d'équipement collectif ; la nécessité de substituer à l'ère de la bureaucratie, l'ère de la participation ; de modifier profondément les rapports entre l'Etat et les citoyens ; les difficultés de la conjoncture présente ; ses acquis positifs et les menaces pour l'avenir ; problème du financement des investissements de l'industrie et de la compétitivité de nos exportations ; la nécessité de prendre dans les prochains mois certaines grandes orientations engageant l'avenir ; évoque le rôle de l'équilibre budgétaire ; estime souhaitable le déséquilibre budgétaire en période de récession ; le caractère relatif de l'équilibre budgétaire en période d'inflation ; l'inadaptation de notre

système fiscal ; la nécessité d'instituer un lien entre le financement par l'impôt direct et le besoin à couvrir ; (p. 1548) : souhaite une réforme des finances locales ; le prélèvement à la source de l'impôt sur les personnes ; s'interroge sur le bien-fondé de la réduction de la part de la TVA dans nos recettes fiscales ; souhaite d'autres formes de financement pour la sécurité sociale ; évoque le contrôle des prix ; ses relations avec l'inflation ; ses inconvénients sur la vie des entreprises, la nécessité d'une concertation internationale de plus en plus poussée.

— **Projet de loi habilitant le Gouvernement à proroger la suspension de la TVA sur les ventes de viandes de bœuf** (n° 510). **Discussion générale** [27 juin 1973] (p. 2553) : ses réserves sur la prorogation pour six mois de la suspension de la TVA ; inefficacité de cette mesure en matière de prix ; faiblesse de la répercussion réelle au stade du consommateur ; obstacle à la modernisation du marché de la viande, à l'accroissement de la consommation de porc et de poulet ; caractère inéluctable de la hausse du prix de la viande de bœuf ; inapplicabilité de cette mesure sur le plan technique ; complexité des modalités d'application ; importance de la perte de recettes ; position des milieux agricoles face à la baisse des cours ; influence sur cette baisse du freinage des exportations vers l'Italie ; financement d'une politique dynamique de l'élevage ; possibilité d'augmentation des crédits à la section d'orientation du FORMA ; son opposition à la mesure de suspension.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3974) : le commerce et l'artisanat facteurs d'économie et éléments de civilisation, facteurs de différenciation avec les pays de l'Est ; place des commerçants et artisans dans le système social actuel, élément de souplesse et de personnalisation de notre économie ; caractère mondial de l'évolution actuelle ; les différentes attitudes possibles ; la nécessité d'humaniser et de maîtriser l'évolution ; problème de la confiance, du concours d'une profession mûre et bien organisée ; politique abstraite et technocratique de l'administration ; ses observations sur le projet de loi ; (p. 3975) : problème des cotisations à l'assurance vieillesse impayées depuis quatre ans par les commerçants contestataires ; opportunité d'une solution d'apaisement appliquée pour les dirigeants des caisses ; scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ; fiscalité ; son opposition au maintien de la patente ; rejet de cet impôt par le monde du commerce et de l'artisanat ; recettes procurées par cet impôt ; comparaison avec le produit de la TVA ; réforme des finances locales.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA** [6 novembre 1973] (p. 5239) : politique agricole de la Ve République ; critiques contradictoires de l'opposition ; confiance manifestée par le monde agricole ; sa critique concernant la très nette insuffisance des crédits inscrits pour la recherche agronomique ; impératif majeur de la recherche en agriculture et dans le secteur alimentaire ; sa référence aux agriculteurs de Suède, du Danemark, des Pays-Bas et de la Grande-Bretagne ; outil que constitue l'Institut national de la recherche agronomique ; son analyse des crédits prévus pour l'INRA ; conclut qu'en 1974, l'INRA ne pourra pratiquement inscrire à son programme aucune recherche nouvelle ; sa critique de la présentation actuelle du budget de l'agriculture ; conséquences de cette présentation pour le Parlement et pour l'opinion publique ; (p. 5240) : absence d'indication sur les chapitres « Fonds d'action rurale : fonctionnement » et « Fonds d'action rurale : équipement » ; crédits prévus pour les bonifications d'intérêt du crédit agricole ; absence de distinction entre ce qui concerne directement l'agriculture et ce qui intéresse l'ensemble du monde rural ; cas des crédits relatifs à l'hydraulique ; non-correspondance entre la présentation retenue dans le budget et celle du Plan ; souhaite un budget plus clair et plus précis.

Economie et finances. — **II. Services financiers** [20 novembre 1973]. **Examen des crédits. Après l'Article 42** (p. 6163) : son amendement tendant au remplacement de la patente frappant les élevages avicoles et porcins sans sol ; **Après l'Article 46** (p. 6164) : son amendement : rapport annuel sur les conditions d'attribution des aides publiques aux entreprises du secteur industriel. **Seconde délibération** [20 novembre 1973] (p. 6177) : son inquiétude quant aux conditions d'une lutte efficace contre la hausse des prix ; référence à l'or ; problèmes des parités fixes ou flottantes ; problèmes du contrôle des éléments de la masse monétaire internationale ; son inquiétude quant à la politique fiscale ; financement de la sécurité sociale ; réforme des finances locales et problème de ressources ; critiques de l'impôt direct sur le revenu ; dissimulation fiscale ; TVA et harmonisation européenne ; raisons du vote favorable de son groupe.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des**

biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail (n° **719**). **Discussion générale** [**21 novembre 1973**] (p. 6217) : projet de loi en discussion et sa proposition de loi n° 705 tendant à la garantie des salaires ; (p. 6218) : notion de prévention ; champ d'application de la procédure de suspension provisoire des poursuites ; ordonnance du 25 septembre 1967 ; sa proposition relative à la saisine du tribunal de commerce par le comité d'entreprise ; participation et responsabilité des salariés.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de l'énergie** (n° **778**) [23 novembre 1973] (p. 6342) : dissonances entre la tonalité des propos de MM. Savary et Baillot ; gravité de la crise ; non-protection de notre politique arabe ; imbrication des circuits internationaux ; sa question sur les mesures éventuelles de rétorsion de la Hollande à notre égard ; déficit en fuel domestique ; mesures de rationnement ; production d'électicité à partir d'hydrocarbures ; campagne EDF ; incidences économiques de la hausse du coût de l'énergie ; souhaite la création d'un groupe de travail au sein du commissariat général au Plan ; relance d'une politique européenne du pétrole ; contrats d'approvisionnement offerts par les Etats-Unis aux Européens ; (p. 6343) : politique énergétique proprement française ; centrales nucléaires ; diversification des sources d'approvisionnement en pétrole ; entente avec les pays ayant besoin d'une contrepartie technique financière et industrielle ; investissements de recherche ; ses observations sur la politique européenne du Gouvernement au début de la Ve République.

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° **641**). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Après l'Article 7** (p. 6442) : son amendement tendant à permettre l'extension de l'accord.

— **Rappel au règlement** [19 décembre 1973] (p. 7190) : temps de parole pour les rappels au règlement.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** [29 janvier 1974] (p. 366) : se félicite de la décision de faire flotter le franc ; (p. 367) : aide aux jeunes travailleurs touchés par le chômage ; prise en compte des charges de chauffage dans le calcul de base de l'allocation logement ; les plus-values budgétaires ne doivent pas être systématiquement stérilisées.

En qualité de secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications :

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6775) : les problèmes posés par la grève des PTT ; la question des rémunérations ; l'accord salarial conclu en juillet 1974 entre le Gouvernement et cinq organisations syndicales ; l'impossibilité d'accorder les avantages réclamés, notamment une prime uniforme de 200 F ; (p. 6776) : le protocole du 5 novembre 1974 concernant : l'augmentation de la prime de résultat d'exploitation, l'institution d'une prime de risque, l'augmentation de l'indemnité de nuit, la titularisation de 600 auxiliaires en catégorie C, le doublement du rythme des promotions dans les services de distribution ; les avantages accordés aux contrôleurs et inspecteurs ; l'insuffisance des effectifs et les créations d'emplois ; (p. 6777) : la durée effective des postes de travail ; le fait que la grève ait commencé dans les centres de tri de la région parisienne ; l'effort d'équipement à accomplir pour y améliorer les conditions de travail ; la ventilation par un agent de 2.000 lettres par heure sur une trentaine de directions, travail effectué dans des locaux vétustes et exigus ; (p. 6778) : la retraite à cinquante-cinq ans pour les fonctionnaires affectés au tri ; l'automatisation en 1982 de l'ensemble du tri par des machines triant 25.000 lettres par heure sur 240 directions ; le statut des PTT datant de 1923 et qui sera conservé ; l'appartenance du personnel de la fonction publique ; « l'esprit postier » ; (p. 6779) : la nécessité de la sous-traitance qui est maintenue dans des limites très strictes ; la suppression dès janvier 1975 des avances remboursables demandées aux particuliers ; l'augmentation de la taxe de raccordement qui passe à 1.100 F ; le contingent national de lignes longues à réaliser en milieu rural fixé chaque année ; (p. 6780) : l'équilibre financier du budget des PTT ; la présentation d'un graphique montrant l'évolution des charges de fonctionnement du service des chèques postaux et l'évolution des reversements opérés du budget des charges communes vers le budget des PTT ; la rémunération des fonds de chèques postaux déposés au Trésor ; répond à M. Wagner que l'équilibre financier sera atteint en 1978 ; la politique dans le domaine des télécommunications ; le contrôle des prix

de revient ; (p. 6781) : les problèmes du téléphone ; les priorités dans les demandes d'installation ; la poste en milieu rural et l'interdiction de fermer un bureau de poste sans l'autorisation préalable du conseil municipal ; la consultation du comité des usagers ; la poursuite de la grève ; (p. 6782) : la poursuite des négociations ; (p. 6801) : rappelle à M. Ginoux que les primes payées annuellement et la rémunération des heures de nuit ne figurent pas sur les fiches de paye mensuelles ; (p. 6808, 6809) : confirme l'exactitude des chiffres qu'il a fournis sur les salaires ; signale la progression des crédits destinés à l'action sociale, notamment en faveur des jeunes ; déclare que la qualité de comptable sera attribuée aux receveurs-distributeurs ; annonce une réforme de la composition du conseil supérieur des PTT, en relation avec la constitution du comité des usagers ; évoque l'augmentation du prix du timbre-poste ; (p. 6810) : estime que les objectifs du Plan sont respectés ; rappelle la nécessité des contrôles de l'Etat et du ministère des finances ; évoque les bicyclettes des préposés cyclistes ; signale l'augmentation mensuelle des salaires des auxiliaires et déclare que le protocole du 5 novembre apporte, dans certains cas, beaucoup plus que les 200 F demandés ; (p. 6811) : se félicite de la mise en place depuis le début de la grève d'un réseau postal parallèle qui a permis le maintien de l'activité économique du pays et signale que la loi de 1923 instituait le monopole pour le téléphone, non pour la poste ; déclare que les moyens supplétifs pour la durée de la grève seront supprimés lorsque la nécessité ne s'en fera plus sentir ; évoque la sous-traitance contrôlée ; parle de contrôle des prix ; (p. 6812) : examine les prévisions du VI[e] Plan ; évoque les centres de tri et, au sujet des effectifs, s'engage, au 1[er] juillet 1975, à examiner l'évolution du trafic postal et du trafic téléphonique et, en cas de besoin, à recruter au maximum 2.000 agents supplémentaires.

LEMAIRE (Maurice)

Député des Vosges
(2[e] circonscription.)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° **646**). — **Tome XII : Equipement** (n° **686**) [10 octobre 1973].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme, rapporteur pour avis [14 novembre 1973] (p. 5712) : effort dans le domaine des routes et des autoroutes ; insécurité routière ; (p. 5713) : instruction de tous les Français ; signalisation spéciale ; renforcement de la signalisation lumineuse ; obligation de rouler en feux de code ; création d'un corps de police spécialisé ; coordination entre le rail et la route ; efforts entrepris par la RFA ; programme concernant les chemins de fer ; transport routier combiné avec le nouveau réseau ferré rapide ; étude d'une gare de ce réseau rapide dans la zone de Cologne ; projet de construction de la nouvelle ligne Paris-Lyon ; nécessité d'une harmonisation de nos transports.

LE MEUR (Daniel)

Député de l'Aisne
(2[e] circonscription.)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **généraliser le bénéfice d'un congé annuel payé de cinq semaines pour les apprentis et les jeunes travailleurs de moins de vingt et un ans, dans l'industrie, le commerce, les professions libérales, les services domestiques et l'agriculture** (n° **589**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le respect de l'**obligation scolaire** jusqu'à 16 ans et à donner un statut à l'**apprentissage** (n° **2579**) [3 novembre 1976].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7704) : la crise de l'emploi en Picardie ; l'augmentation du nombre des demandes d'emploi ; les fermetures d'entreprises ; la généralisation du chômage partiel (Rhône-Poulenc-Textile).

• *question au Gouvernement :*

— **Règlement de certaines prestations de sécurité sociale** [23 avril 1975] (p. 1996) : dossiers en instance à la caisse primaire d'assurance maladie de Saint-Quentin.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **29139**) : **Secteur textile de Rhône-Poulenc** [21 mai 1976] (p. 3384, 3385, 3386) : la liquidation du secteur textile par le groupe chimique Rhône-Poulenc qui entend bénéficier d'une main-d'œuvre à bon marché à l'étranger ; le caractère anti-national, anti-social et anti-démocratique de la politique du grand patronat ; la nationalisation du groupe Rhône-Poulenc-Textile et l'interdiction de tout licenciement.

— (n° **42722**) : **Difficultés des travailleurs** [2 décembre 1977] (p. 8227, 8228) : les difficultés croissantes des travailleurs en 1977 ; la hausse des prix ; la diminution du pouvoir d'achat.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° **119**) [11 avril 1973] (p. 804, 805) : évoque la situation des OS ; rappelle qu'il a travaillé lui-même comme OS ; estime que le problème ouvrier est un problème d'OS ; critique la condition des immigrés et les discriminations dont ils sont victimes ; juge intolérable le degré d'exploitation atteint actuellement ; analyse les nouvelles formes de l'aliénation ouvrière ; rappelle l'augmentation des accidents du travail ; (p. 806) : demande la construction de 2.000 crèches ; souligne que le problème des OS est : salaires, qualification, promotion, formation professionnelle, cadences de travail ; accuse le Gouvernement et le grand patronat de ne vouloir céder que le strict minimum ; rappelle les mesures proposées par le programme commun de la gauche ; (p. 807) : annonce que son groupe déposera des propositions de loi pour améliorer la condition ouvrière ; réclame un véritable changement politique.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° 197). **Première lecture. Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5** (p. 1613). **Article 24-I du code du travail** : son amendement devenu sans objet. **Article 24** q (p. 1628) : son amendement : droit de réintégration au profit du salarié injustement licencié. **Article 24** w (p. 1636) : son amendement : définition des primes susceptibles de frapper l'employeur. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [26 juin 1973]. **Article 5** (p. 2512) : sa demande de scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :* **Santé publique et sécurité sociale** [16 novembre 1973] (p. 5945) : ses observations sur les mesures prises concernant la sécurité sociale ; opposition du patronat ; atteintes portées à la sécurité sociale ; sa critique de l'institution de la parité dans les conseils d'administration ; augmentation des charges des salariés et utilisation des fonds appartenant aux assurés ; sa référence à des propos tenus le 31 mai 1972 par M. Ceyrac, président du CNPF ; ses observations sur les mesures prises concernant les prestations pour les familles et les personnes âgées ; indemnité de grade et prime de rentrée scolaire ; minimum d'allocation vieillesse ; situation des mutilés du travail ; dispositions ayant trait aux prestations et leurs conséquences ; ses observations sur la solidarité interprofessionnelle et la compensation entre les régimes ; article 12-A du projet de loi de finances pour 1974 ; plan de l'AGREF et du Gouvernement ; (p. 5946) : régimes de

sécurité sociale et système généralisé d'assistance ; politique prévue dans le programme commun de la gauche unie.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Après l'Article 3** (p. 6375) : son amendement : sanctions en cas d'entraves apportées à l'application des dispositions du projet. **Après l'Article 11** (p. 6384) : son amendement : possibilité pour le comité d'hygiène et de sécurité de faire interrompre le travail. **Après l'Article 12** (p. 6387) : son amendement tendant à la limitation stricte du travail en continu et du travail de nuit. **Article 15** (p. 6392) : son amendement : aménagement par l'employeur d'horaires de travail réduits et opposition du comité d'entreprise.

— **Projet de loi portant modification de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° 641). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Après l'Article 7** (p. 6442) : critique de son parti et de son groupe à l'égard du système de l'intéressement ; portée réelle de l'intéressement ; son amendement tendant à la suppression des déductions fiscales accordées aux entreprises au titre de la participation.

1974

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° 1110). **Discussion des articles** [4 juillet 1974] (p. 3356). **Article 7** : déplore l'insuffisance du nombre des professeurs d'éducation physique.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° 1177). **Explications de vote** [16 octobre 1974] (p. 5122) : le groupe communiste votera contre le projet.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie, jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5707) : explique pourquoi le groupe communiste votera contre le budget.

Travail [4 novembre 1974] (p. 5798) : quelques mois ont suffi pour donner une signification aux mots « concertation, réforme, changement » ; le chômage, l'inflation, le dénuement des personnes âgées ; seuls les grands monopoles sont épargnés ; les conquêtes des salariés sont menacées : exemple de la sécurité sociale après les ordonnances de 1967 ; la loi instituant une compensation entre régimes de base ; pourquoi avoir refusé d'inscrire dans la loi que le régime général ne supportera pas la charge de la compensation ; la volonté du Gouvernement et du patronat est de n'assurer qu'un minimum de protection à l'ensemble des Français pour les obliger à rechercher une protection complémentaire auprès des compagnies d'assurances et des banques privées ; harmonisation par le bas de la protection face à cette œuvre de démantèlement de la sécurité sociale ; la vague de mécontentement et la montée des luttes sociales ; une autre politique est possible, exposée par plusieurs organisations syndicales et par les organisations représentatives des mouvements familiaux et mutualistes, des malades, des invalides et des personnes âgées ; parmi les mesures immédiates : la revalorisation du minimum vieillesse et allocations familiales, le relèvement des indemnités journalières de maladie, le minimum de ressources pour les handicapés ; relèvement du taux de remboursement des dépenses de santé ; les objectifs ultérieurs : refonte du système des prestations familiales, prolongation des allocations aux lycéens et apprentis, extension des frais de garde des enfants, garantie de salaire en cas de maladie ou d'invalidité, la retraite à soixante ans, amélioration du taux de la pension de réversion et du capital décès, refonte de la législation des pensions d'inaptitude ou d'invalidité et des prestations pour les handicapés ; ces réformes doivent être étudiées avec les parties intéressées.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° 1297). **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 8** (p. 7236) : son amendement n° 39 visant à supprimer les mesures répressives liées à la notion d'avortement ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° 951). **Discussion des articles** [17 décembre 1974]. **Après l'Article 15** (p. 7943) : son amendement n° 16 : détermination des postes de travail susceptibles d'être tenus par des handicapés ; aménagements nécessaires ; horaires et concours ; contrôle des représentants du personnel sur les fonds accordés par l'employeur ; adopté. **Explications de vote** [19 décembre 1974] (p. 8109) : attendait une loi édifiant un grand service national des handicapés ; le projet n'apporte que des améliorations ponctuelles et maintient le recours à l'assistance ; (p. 8110) : le financement des dépenses n'est pas précisé ; les amendements du groupe communiste ont tous été rejeté ; le groupe communiste s'abstiendra.

1975

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **1480**). **Discussion générale** [29 avril 1975] (p. 2206) : l'extension de la couverture des risques à de nouvelles couches de la population ; l'initiative d'Ambroise Croizat en 1946 ; les « assauts en règle » du pouvoir et du grand patronat contre la sécurité sociale ; les ordonnances de 1967 ; « les incroyables retards dans le paiement des prestations maladie » : l'exemple de Saint-Quentin ; la situation du personnel des caisses ; le cortège des 1.200.000 chômeurs ; les sérieuses lacunes qui limitent la portée du texte ; l'absence totale de concertation ; le renvoi à des décrets d'application ; (p. 2207) : la quasi-totalité du financement imposé au régime général des salariés ; la nécessaire participation de l'Etat à l'équilibre des régimes déficitaires ; le déficit considérable de la branche maladie ; le scandale des « profiteurs de la maladie » ; les profits fabuleux des trusts pharmaceutiques ; l'instauration d'une taxe de 15 % sur le chiffre d'affaires de ces sociétés ; le nécessaire débat sur une politique de la famille ; la proposition de M. Andrieux sur la sécurité sociale introduisant le droit à la santé pour tous.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4375) : un projet de classe destiné à satisfaire aux exigences du « redéploiement industriel » ; (p. 4376) : les déclarations du CNPF en 1970 ; la volonté de former des travailleurs directement utilisables dès l'entrée dans l'entreprise ; une adaptation méthodique de l'enseignement aux intérêts du grand capital ; l'optique différente du programme commun.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 3** (p. 6178) : l'absence de mesures en faveur de nombreux jeunes frappés par le chômage.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, portant développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [3 octobre 1975] (p. 6528) : l'inefficacité des dispositions permettant aux travailleurs de pratiquer des activités sportives dans le cadre des entreprises ; la discrimination des jeunes travailleurs par rapport aux scolaires ; ne pas subordonner la pratique des sports aux besoins de l'entreprise ; (p. 6529) : permettre aux comités d'entreprise de recruter des professeurs d'éducation physique de niveau universitaire ; accorder aux jeunes le bénéfice de la formation permanente pour devenir éducateurs sportifs ; construire des équipements payés par les entreprises ; supprimer la TVA sur les installations sportives ; la vigoureuse opposition du groupe communiste au projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux. — Formation professionnelle et promotion sociale. — Services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social [19 novembre 1975] (p. 8633) : un budget conforme aux seuls intérêts des grandes sociétés ; les injustices de la politique de formation professionnelle ; (p. 8634) : l'extension du chômage ; l'application par le pouvoir de la loi du 16 juillet 1971 ; l'atténuation des difficultés des entreprises, but essentiel de la formation professionnelle ; la transformation de la nature de l'enseignement technique par la réforme Haby ; le peu de rapport des opérations de la formation professionnelle avec les exigences d'une véritable formation ; l'incapacité du système social actuel de répondre aux besoins des travailleurs ; la nécessité d'appliquer le programme commun.

— **Projet de loi relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue** (n° **1933**). **Discussion générale** [28 novembre 1975] (p. 9117) : ses observations sur la portée limitée du projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9119) : son amendement n° 1 : l'activité de dispensateur de formation professionnelle est exercée essentiellement par l'éducation nationale ; repoussé ; son amendement n° 3 : maintien de la rémunération des représentants syndicaux aux comités départementaux et régionaux de la formation professionnelle ; repoussé. **Article 2** (p. 9129) : son amendement n° 6 : étendre la participation du comité d'entreprise à l'élaboration et au contrôle du contenu du financement des actions de formation ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Explications de vote** [11 décembre 1975] (p. 9692) : reproche au Gouvernement de vouloir tromper l'opinion ; un projet étriqué, aux dispositions dangereuses.

1976

— **Projet de loi relatif à l'hébergement collectif** (n° **2132**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2389) : la carence continue du Gouvernement dans le domaine de l'hébergement collectif ; les odieuses campagnes racistes contre les travailleurs immigrés ; la nécessité pour ces travailleurs de rechercher la

formule de loyer la moins onéreuse ; le moyen de surexploitation que constituent les foyers patronaux de l'ADEF ; l'action engagée par les travailleurs immigrés dans des dizaines de foyers ; (p. 2390) : l'expulsion de seize travailleurs immigrés ; l'effort considérable des municipalités communistes en faveur des immigrés ; la proposition de loi communiste visant à promouvoir une politique sociale du logement des travailleurs ; un projet de loi qui ne répond pas à l'attente véritable des travailleurs immigrés. **Discussion de l'Article unique** [29 avril 1976] (p. 2393) : défend l'amendement n° 1 de M. Berthelot : conditions de relogement des travailleurs immigrés : retiré.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 8** (p. 2985) : son amendement n° 100 défendu par M. Andrieux ; repoussé.

— **Projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail** (n° **2259**). **Discussion des articles** [30 juin 1976]. **Article premier** (p. 4937) : soutient l'amendement n° 35 de M. Carlier ; repoussé ; (p. 4940) : soutient l'amendement n° 37 de M. Carlier rendant obligatoire la récupération des heures supplémentaires dans le délai d'un mois ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [7 juillet 1976] (p. 5128) : la limitation des revenus des travailleurs, seule méthode connue du Gouvernement pour lutter contre l'inflation ; le refus de limiter les superprofits capitalistes ; la flambée inflationniste ; les frais payés par les travailleurs ; la possibilité d'arrêter l'inflation, d'améliorer le niveau de vie des travailleurs et de leurs familles ; les propositions communistes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 21** (p. 7037) : défend l'amendement n° 56 de M. Juquin tendant à supprimer l'article 21 ; le non-respect de la loi du 16 juillet 1971 ; une loi détournée de ses véritables objectifs ; l'utilisation des crédits publics de formation continue ; un frein brutal à la formation continue ; adaptation à la crise, aux besoins immédiats du patronat ; repoussé.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7451) : sept millièmes du budget général ; le nouveau plan d'austérité gouvernemental ; la politique scolaire déversant dans la vie active des milliers de jeunes sans profession ; un nombre de jeunes supérieur à un million ; (p. 7452) : critique de la loi Royer ; (p. 7452) : l'apprentissage ; critique du système actuel ; le spectre du chômage ; l'intégrité de l'emploi ; la crainte de licenciement ; la lutte pour les sans-emploi, les étudiants, les collégiens, les apprentis ; exige le droit réel pour tous d'étudier et d'apprendre un métier ; les problèmes de la jeunesse ; les possibilités de trouver de l'argent ; une politique conduisant à l'étouffement de l'éducation et de la culture ; les propositions du parti communiste concernant le sport, l'enfance et la jeunesse.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : fonction publique et formation professionnelle - Services divers [15 novembre 1976] (p. 7975) : la loi du 16 juillet 1971 bafouée ; 700.000 jeunes chômeurs ; l'AFPA ; les crédits destinés à la formation continue détournés de leur objectif et consacrés aux demandeurs d'emploi ; une main-d'œuvre à bon marché pour le patronat ; les véritables objectifs du VII^e^ Plan ; le fort pourcentage de jeunes sortant de l'école sans formation ; le refus du budget par le groupe communiste ; son souhait de redonner son véritable sens à la loi de juillet 1971.

1977

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). **Discussion générale** [25 mai 1977] (p. 3026) : la participation massive des jeunes gens et jeunes filles à la grève générale ; l'aggravation du chômage en avril ; le pourcentage des jeunes chômeurs ; l'échéance des législatives ; la création d'une nouvelle catégorie de travailleurs ; indique qu'il formulera une demande de scrutin public sur l'article 3 du projet de loi ; la prime à l'expatriation des jeunes travailleurs ; les déclarations de M. Monory sur la réduction de l'âge de l'entrée en apprentissage ; la moyenne horaire du salaire d'un apprenti ; les contrats emploi-formation ; le financement des stages ; l'absence dans le plan gouvernemental de réforme de structures ; s'attaquer à l'austérité ; les conséquences du redéploiement industriel ; mettre un terme à la tendance capitaliste de la priorité donnée à l'investissement dans les machines plutôt que dans les hommes ; (p. 3027) : la mise en œuvre des mesures inscrites ans le programme commun. **Discussion des articles. Article 3** (p. 3035) : son amendement n° 17 de suppression ; la possibilité donnée aux employeurs de déroger aux règles du droit du travail ; la remise en cause des droits acquis par les travailleurs ; (p. 3036) : repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre I du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage**

(n° **2686**). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4237) : le champ d'application du projet de loi ; le chômage des jeunes ; la responsabilité de la politique économique du Gouvernement ; la démagogie dont font preuve le Gouvernement et le patronat en matière d'emploi des jeunes ; le plan Barre ; le renforcement de l'insertion professionnelle des jeunes ; les réformes de l'enseignement ; la politique de l'enseignement alterné ; l'exclusion du système scolaire traditionnel ; l'absence de formation professionnelle des jeunes ; (p. 4238) : l'abandon progressif des CAP par la réforme Haby ; les déclarations de M. Chotard lors des journées d'études du CNPF sur l'emploi et la formation de novembre 1976 ; la réduction du contrôle sur la valeur de l'apprentissage ; l'introduction de la possibilité d'un agrément automatique ; les dispositions du texte en matière de conventionnement des centres de formation d'apprentis ; le détournement de la taxe d'apprentissage de sa destination première ; la prise en charge par l'Etat des cotisations d'assurance sociale et d'allocations familiales dues par les artisans pour leurs apprentis ; la remise en cause des principes de la sécurité sociale ; la dégradation des conditions de l'apprentissage ; la durée du travail ; le niveau des salaires ; la qualité de la formation reçue ; le non-respect du principe de la gratuité des études ; l'inspection de l'apprentissage ; les aspirations des apprentis ; le respect intégral des acquis de la loi de 1971 ; la proposition de loi déposée par le groupe communiste ; (p. 4239) : les solutions du programme commun. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4244) : son amendement n° 2 : mise en place transitoire d'un système diversifié de formation professionnelle comportant une voie par l'apprentissage ; les effectifs de l'apprentissage ; la formation des apprentis ; amendement n° 2 repoussé. **Article premier** (p. 4244) : son amendement n° 4 de suppression ; le faible rôle joué par les représentants des travailleurs au sein de la délégation permanente du conseil national de la formation professionnelle, de la promotion sociale et de l'emploi ; repoussé. **Article 2** (p. 4247) : soutient l'amendement n° 6 de M. Nilès ; suppression des possibilités d'agrément tacite au terme d'un délai de deux mois ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7070) : les caractéristiques du budget ; les problèmes des jeunes ; leur chômage ; l'absence de gratuité réelle de l'enseignement ; le problème des jeunes handicapés et des jeunes appelés ; (p. 7071) : le rejet par le groupe communiste du budget de la jeunesse et des sports ; les déclarations du porte-parole du CNAJEP ; les cinquante-huit axes de recherche proposés par le secrétariat d'Etat ; les difficultés des associations et mouvements de jeunesse ; les propositions communistes ; la nécessité du doublement du budget de la jeunesse ; les solutions en matière d'emploi des jeunes ; le financement de ces propositions.

LEMOINE (Marcel)

Député de l'Indre
(*1re circonscription*)
(*C*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975]

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **démocratiser les sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural et à leur conférer les moyens de mettre la terre à la disposition des exploitants agricoles familiaux dans de meilleures conditions** (n° **407**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier certains articles du titre premier du code rural en vue de démocratiser et faciliter les opérations de remembrement et d'aménagement foncier** (n° **418**) [30 mai 1973].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Problème de l'emploi à l'usine aérospatiale de Châteauroux** [16 avril 1975] (p. 1736).

— **Fermeture d'usines de la SNIAS** [7 avril 1976] (p. 1445) : les mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter la fermeture de l'usine de Châteauroux-Déols et du bureau d'études de Suresnes.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° 277) [3 mai 1973] (p. 1032) : évoque les problèmes de l'aménagement foncier ; l'augmentation des prix de la terre ; les difficultés d'installation des jeunes ; la nécessité de contrôler cette évolution ; l'insuffisance des moyens d'intervention des SAFER ; rappelle le contenu de la proposition de loi déposée par le groupe communiste ; la possibilité de prêt à long terme pour l'exploitant qui souhaite acheter à la SAFER ; le financement du marché foncier par des emprunts spéciaux du Crédit agricole sur le marché financier ; l'association des exploitants agricoles à l'action de contrôle du marché foncier ; la création d'offices fonciers ; l'institution d'un conseil départemental foncier élu par les agriculteurs.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° 360). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Après l'Article 5** (p. 2103) : son amendement : abrogation de l'article L 14 du code du service national.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6055) : le financement de la protection sociale des exploitants ; (p. 6056) : la pension d'invalidité ; les avantages vieillesse ; l'indemnité viagère de départ ; les cotisations sociales ; la politique agricole préconisée par le programme commun ; [8 novembre 1974] (p. 6142) : défend l'amendement n° 89 de M. Pranchère tendant à moduler le taux de la taxe de solidarité sur les céréales et les oléagineux ; (p. 6143) : rejeté par scrutin public.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7984) : les problèmes agricoles ; les difficultés des exploitations familiales ; les agriculteurs victimes de l'inflation ; le rôle de l'agriculture dans les exportations ; la baisse des cours et du pouvoir d'achat des éleveurs ; les promesses non tenues ; les prix de la prochaine campagne ; les revendications des paysans ; le veto allemand ; les abandons de souveraineté ; l'intérêt national sacrifié au grand capital ; (p. 7985) : l'avenir de l'agriculture ; le plan d'urgence proposé par le groupe communiste.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7903) : ses observations relatives à la part insuffisante des crédits destinés aux équipements productifs et collectifs.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6553) : gravité du problème de l'agriculture ; la diminution des revenus ; les prix fixés pour 1976 à Bruxelles ; la diminution du pouvoir d'achat ; la sécheresse ; l'accroissement des coûts de production ; l'insuffisance de l'indemnisation ; un effort de 10 milliards de francs à consentir ; (p. 6554) : la possibilité de financer la solidarité sans recourir à l'impôt direct ou indirect sur les travailleurs ; ses propositions : le financement par une contribution exceptionnelle prélevée sur le FEOGA, le rajustement des monnaies vertes permettant de ne pas prendre en compte les montants compensatoires, le recours à l'impôt sur les grosses fortunes et sur le capital des grandes entreprises, un impôt sur les sociétés, le prélèvement sur les capitaux exportés ; les manifestations ; critique des primes discutées selon des critères géographiques ; les difficultés de trésorerie des exploitants familiaux, notamment des éleveurs ; critique de la taxation du chiffre d'affaires ; refus de la loi de finances rectificative. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6631) : son amendement n° 53 défendu par M. Rigout.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile** [28 octobre 1976] (p. 7185) : un budget révélateur d'une politique d'abandon et de crise ; le débat nécessaire sur l'aviation civile et les transports aériens, branches d'activité décisives ; (p. 7186) : la crise grave de l'aviation

civile ; la part du lion taillée par les constructeurs américains ; la limitation de Corvette, Mercure et Concorde ; souhaite un programme ambitieux d'appareils commerciaux ; le blocage de l'embauche ; la soumission aux exigences des sociétés américaines ; le déséquilibre entre la production civile et la production militaire ; le CFM 56 de la SNECMA ; l'affaire Mac Donnell Douglas ; l'intérêt de la France bradé ; une autre politique possible ; le refus de sacrifier l'industrie aéronautique à une charge de sous-traitance ; le marché pour un avion de 100 à 150 places et de 160 à 180 places ; la priorité aux programmes civils ; le développement de la coopération internationale sur les bases d'égalité ; l'intensification de la commercialisation de l'Airbus ; l'accélération des programmes en cours pour les moteurs CFM 56 et M 53 ; (p. 7187) : en finir avec l'existence de groupes privés ; la nationalisation de l'industrie spatiale ; la nationalisation de Dassault.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. **Aviation civile et météorologie** [17 novembre 1977] (p. 7624) : la situation de la SNIAS ; l'intérêt de l'industrie aéronautique française ; la politique gouvernementale à l'égard de la SNIAS ; l'évolution du potentiel industriel de la SNIAS ; l'évolution des effectifs ; le développement des programmes de construction aéronautique.

LENOIR (René)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale) du 9 juin 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale). Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale) (premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé (Action sociale) (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé :

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Max Lejeune : Accueil et réinstallation de certains réfugiés de culture française (Vietnamiens)** [28 mai 1975] (p. 3287).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Carpentier** (n° **20148**) : **Foyer de jeunes travailleurs** [20 juin 1975] (p. 4574, 4575) : mesures prises pour faciliter la mission de ces foyers et pour aider les résidents à acquitter leur redevance.

— **M. Briane** (n° **15464**) (M. Ginoux, suppléant) : **Constructions hospitalières** [20 juin 1975] (p. 4575, 4576) : raisons du choix d'une politique de construction dite « industrialisée » ; les USN (unités de soins normalisées).

— **M. Gau** (n° **30018**) : **Services d'urgence médicale** [25 juin 1976] (p. 4721, 4722) : le décret du 2 décembre 1965 relatif à l'organisation de ces services ; la préparation d'un projet de loi tendant à compléter le réseau des SAMU et à organiser leur coopération avec les organismes existants.

— **M. Barel** (n° **30015**) : **Affaire Touvier** [25 juin 1976] (p. 4722) : la loi du 26 décembre 1964 ne peut pas s'appliquer à des faits déjà atteints par la prescription de droit commun lors de la promulgation de cette loi ; attente de la décision de la Cour de cassation.

— **M. Gouhier** (n° **30160**) : **Sanctions consécutives à une grève à la SNCF** [25 juin 1976] (p. 4724) : les sanctions consécutives

à la grève de mars 1976 ont été prises suivant les procédures réglementaires (absence de préavis) ; le respect du droit de grève et du droit syndical.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. André Laurent : Autonomie des centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active** [3 novembre 1976] (p. 7417).

— **M. Canacos : Congés des bénéficiaires du fonds national de solidarité** [1er décembre 1976] (p. 8853) : le financement par cette caisse de nombreux équipements permettant le maintien à domicile des personnes âgées ; le versement par le Gouvernement d'un milliard à la SNCF en compensation de la réduction de 30 % accordée aux personnes âgées relevant du FNS.

— **M. Macquet : Mesures en faveur des handicapés** [1er décembre 1976] (p. 8854, 8855) : le versement de la prestation aux adultes handicapés par les caisses de prestations familiales ; parution des décrets d'application au cours de 1977.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Jans** (n° **37080**) : **Aide ménagère** [29 avril 1977] (p. 2339, 2340) : les deux relèvements importants du plafond du fonds national de solidarité annoncés par le Premier ministre ; l'augmentation des barèmes de remboursement de l'aide ménagère ; l'expérience de remboursement à taux unique tentée dans la région Rhône-Alpes.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bertrand Denis : Logement des déshérités** [18 mai 1977] (p. 2864, 2865) : crédits affectés à la fédération des centres PACT ; amélioration d'un plus grand nombre de logement de personnes âgées.

— **Mme Moreau : Bourses de vacances en faveur des enfants de chômeurs** [18 mai 1977] (p. 2867) : intervention des caisses nationales d'allocations familiales et d'aide sociale à l'enfance.

— **M. de Bennetot : Situation du personnel du CHR de Brest** [15 juin 1977] (p. 3796) : grève du service de radiologie ; envoi d'experts du SCPRI ; création de postes.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Bouvard** (n° **39192**) : **Situation des personnes âgées** [24 juin 1977] (p. 4209, 4210) : les efforts faits pour favoriser l'insertion sociale des personnes âgées : revalorisation des retraites, mesures prises en faveur des anciens commerçants et artisans, des veuves, et relèvement du minimum vieillesse ; priorité donnée au maintien à domicile : aide ménagère, clubs, restaurants de quartier, universités du troisième âge.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Fanton : Aide à domicile pour les personnes âgées** [29 juin 1977] (p. 4419, 4420) : relèvement du plafond d'admission à l'aide ménagère.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Gerbet** (n° **41199**) : **Assurance maladie des professions libérales** [7 octobre 1977] (p. 6021, 6022) : l'amélioration de la couverture sociale des travailleurs non salariés et la modération de l'augmentation corrélative des cotisations ; l'inexactitude de la thèse selon laquelle toute augmentation aurait pu être évitée par l'autonomie des caisses des professions libérales.

— **M. Cornic** (n° **41211**) : **Application de la loi en faveur des handicapés** [7 octobre 1977] (p. 6022, 6023) : les progrès rapides réalisés pour les équipements destinés aux adultes, grâce à l'augmentation des investissements de l'Etat ; l'importance des crédits, mais la difficulté de trouver des maîtres d'œuvre.

— **M. Cousté** (n° **41213**) : **Publication d'un décret d'application de la loi sur les prélèvements d'organes** [7 octobre 1977] (p. 6023) : la préparation actuelle du décret d'application de la loi n° 76-1181 du 22 décembre 1976 relative aux prélèvements d'organes ; sa publication dans les meilleurs délais.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Franceschi : Troisième âge** [11 octobre 1977] (p. 6044) : l'augmentation du pouvoir d'achat des personnes âgées.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Franceschi** (n° **42338**) : **Inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi** (n° **1895**) **sur l'obligation alimentaire** tendant à supprimer la mise en jeu de l'obligation alimentaire des descendants en matière d'aide sociale [25 novembre 1977] (p. 7967, 7968) : le Gouvernement n'est pas favorable à cette proposition ; le principe de l'aide sociale : l'intervention des collectivités publiques doit rester secondaire par rapport à l'intervention des familles.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **Mme de Hauteclocque : Attribution d'avantages sociaux aux personnes âgées** [14 décembre 1977] (p. 8706, 8707) : les « effets de seuil » ; l'octroi d'une façon plus large de certains avantages sociaux (allocation-logement, aide médicale, dégrèvement d'impôt) ; fixation du minimum social à 11.000 F

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux rentes d'accidents du travail** (n° **1107**). **Discussion des articles** [11 octobre 1974]. **Après l'Article 5** (p. 5018) : sur l'amendement n° 2 et le sous-amendement n° 7 de M. Cabanel : le Gouvernement accepte le renversement de la charge de la preuve ; la durée de l'assistance est du domaine réglementaire ; durée cumulée. **Article 7** (p. 5019) : réserves sur l'amendement n° 3 de M. Cabanel.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'extension de l'aide sociale** (n° **1073**). **Discussion générale** [11 octobre 1974] (p. 5021) : le projet intéresse les plus déshérités de nos concitoyens ; souligne le travail remarquable des centres d'hébergement ; la résorption des îlots insalubres sera facilitée par l'augmentation du nombre des centres ; allongement du délai d'hébergement à deux ans ; perspectives de pouvoir construire une dizaine de centres chaque année. **Réponses aux orateurs** (p. 5023) : la spécialisation des centres d'hébergement existe et sera développée en particulier au profit des familles « lourdes » ; le budget d'équipement de l'action sanitaire et sociale a triplé depuis 1971 ; les centres d'aide par le travail de catégorie III doivent figurer dans les programmes régionaux de développement économique ; les problèmes causés par les barèmes de l'aide sociale ; la loi d'orientation sur les handicapés sera déposée en novembre. **Discussion des articles. Article 2 : Article 185-4 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 5025) : contre l'amendement n° 3 de M. Brocard : la prise en charge des soins médicaux aux assurés sociaux hébergés sera réglée par un projet de loi sociale. **Article 4** (p. 5025) : amendement n° 5 du Gouvernement : dispositions transitoires jusqu'au 31 décembre 1975 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5544) : l'action sociale est le fait de l'Etat, des collectivités locales, des caisses de sécurité sociale et de multiples associations ; premier axe d'efforts : les aides spécifiques aux plus défavorisés : personnes âgées, handicapés, mineurs, mères de familles en difficulté : projet de loi n° 949 ; les allocations d'aide à l'enfance ; les foyers de jeunes travailleurs ; les clubs et équipes de prévention ; la lutte contre la ségrégation des personnes âgées : services à domicile et petits équipements de quartiers ; clubs en milieu rural ; les handicapés physiques ou mentaux ; incidence sur le permis de construire des immeubles collectifs, à partir du 1er juin 1975 ; les équipes de suite pour une réinsertion dans la société ; (p. 5545) : la prévention : prêts aux jeunes ménages ; crèches ; rôle de la caisse nationale d'allocations familiales, de la mutualité sociale agricole et du régime minier ; les équipements pour handicapés ; les crédits d'équipement pour la famille et l'enfance ; les personnes âgées ; les semi-valides et invalides ; les services de gériatrie ; le projet de loi sociale bientôt en discussion renforcera les procédures de coordination ; (p. 5572) : des progrès incessants sont accomplis ; les assistantes sociales ; les foyers de jeunes travailleurs ; le projet de loi sur les handicapés adultes ; les crèches familiales ; prix de journée des crèches ; relèvement de l'allocation pour frais de garde prévu dans le projet de loi n° 949 ; personnes âgées : aide ménagère ; (p. 5573) : maintien à domicile pour éviter toute ségrégation, allocation de logement, prise en charge forfaitaire ; invalides ; prochainement examen des projets de loi sur l'orientation des handicapés et les établissements médico-sociaux et sociaux.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Première lecture. Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7819) : évoque la naissance en France d'un handicapé toutes les vingt minutes ; difficulté d'insertion de ces infirmes dans la société moderne ; (p. 7820) : le rapport Bloch-Lainé ; les onze ministères ou secrétariats d'Etat intéressés à l'élaboration du projet de loi ; la création d'un comité national consultatif pour la mise en œuvre de la loi ; la loi sur les centres de réinsertion sociale ; les textes réglementaires en préparation sur la prévention et le traitement de la toxicomanie ; les centres d'action médico-sociale précoce ; les équipements pendant le VIe Plan ; la possibilité d'expérimenter des formules nouvelles, hors normes réglementaires ; l'intégration dans les règlements d'un grand nombre de suggestions faites par les associations ; l'échéancier retenu par la loi ; (p. 7821) : le rôle de l'Etat dans l'instruction et l'éducation des enfants handicapés ; la priorité donnée au reclassement en milieu ordinaire ; la priorité donnée aux ateliers protégés qui deviendront plus nombreux que les centres d'aide par le travail ; l'insertion dans les conventions collectives d'une clause obligatoire sur l'emploi des handicapés ; le remplacement des actuelles commissions départementales d'orientation des infirmes par les comités techniques d'orientation et de reclassement professionnel ; suppression de la récupération, mais maintien de la notion du plafond des ressources ; (p. 7822) : dispositions concernant l'adaptation des locaux d'habitation, des bâtiments publics et des

transports en commun ; simplification de la législation ; prise en charge par l'Etat des dépenses créées par le projet de loi qui ne provoqueront aucune dépense supplémentaire dans le budget des collectivités locales ; engagement du Gouvernement de présenter les amendements de la commission qui tomberaient sous le coup de l'article 40 ; nécessité d'ajouter au régime de protection des invalides un accueil plus ouvert de la population, des administrations et des entreprises ; (p. 7827) : estime indispensable que le projet soit examiné dès maintenant ; (p. 7828) : rappelle l'effort de l'Etat en faveur des handicapés ; déclare que le Gouvernement adoptera un amendement relatif au dépistage précoce chez les jeunes enfants ; demande à M. Claude Weber de retirer la question préalable ; (p. 7837) : le rôle de la profession dans la livraison des appareils orthopédiques ; (p. 7846) : déclare qu'il représente valablement le Gouvernement puisqu'il n'y a pas désaccord entre les départements intéressés ; (p. 7849) : rappelle que la loi sur l'éducation spéciale, qui date de 1882, n'a été suivie d'aucun décret pendant soixante-dix-huit ans ; reconnaît la primauté de l'éducation nationale en matière d'éducation, tout en admettant que certains handicapés ont besoin d'une éducation spécifique ; déclare qu'il n'y a pas de suppression pour l'allocation de tierce personne ; répond aux observations des différents orateurs ; (p. 7850) : estime que la charge totale prévue par la loi dépassera les dix millions de francs que M. Mitterrand estimait impossibles à dépasser dans sa campagne présidentielle ; estime qu'il ne faut pas dessaisir les familles ; déclare que l'orientation ne sera pas irréversible ; déclare que les équipements seront déconcentrés au niveau des régions ; l'exemple de l'usine Sacilor qui emploie des handicapés ; (p. 7851) : l'intervention des comités d'entreprise, ainsi que la composition des commissions pour les mineurs et pour les adultes ; évoque la prise en charge du surcoût ; (p. 7852) : assure que la plupart des décrets d'application de la loi sont prêts. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7854) : défend l'amendement n° 219 du Gouvernement tendant à préciser après le mot « handicapé » les mots « physique, sensoriel ou mental » ; adopté ; (p. 7855) : s'oppose à l'amendement n°° 120 de M. Saint-Paul prévoyant une garantie de ressources suffisantes. **Après l'Article premier** (p. 7857) : s'oppose à l'amendement n 125 de M. Saint-Paul afin de ne pas créer de nouvelles structures administratives et de laisser aux bailleurs de fonds la maîtrise de leurs concours financiers ; défend l'amendement n° 243 concernant l'accueil des enfants handicapés dans des secteurs d'action médico-sociale précoce ; adopté. **Article 2** (p. 7858) : défend l'amendement n° 221 tendant à substituer « l'obligation éducative » à « l'obligation scolaire » ; adopté. (p. 7859) : signale la superposition de deux débats, l'un sur la responsabilité du secteur privé et du secteur public, l'autre sur les responsabilités de deux ministères. **Après l'Article 2** (p. 7860) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Berthelot : création d'un département de l'enfance handicapée. **Article 4** (p. 7863) : défend l'amendement n° 259 sur la composition des commissions de l'éducation spéciale ; adopté ; rappelle que les familles pourront se rendre devant la commission et que l'ensemble des familles sera représenté par deux experts ; (p.7864) : déclare qu'il y aura une coprésidence (médicale et éducative) de la commission de l'éducation spéciale ; (p. 7866) : s'oppose à l'amendement n° 141 de M. Saint-Paul sur la décision de prise en charge ; s'oppose à l'amendement n° 43 concernant les recours contentieux. **Article 5** (p. 7868) : accepte l'amendement n° 217 de M. Donnadieu (hospitalisation à domicile) en y ajoutant « chaque fois que possible » ; adopté ; (p. 7869) : déclare que les prothèses auditives sont visées par l'article 5 du projet ; défend l'amendement n° 224 rectifié prévoyant la prise en charge des frais de transport des mineurs handicapés ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 7870) : rappelle l'augmentation des effectifs des éducateurs spécialisés ; le rôle de l'Etat dans leur formation et la création des instituts régionaux ; signale les difficultés d'établir un questionnaire relatif aux handicapés ; signale les travaux menés en région parisienne, en Moselle, dans le Nord et dans l'Hérault sur les besoins des handicapés ; (p. 7871) : déclare que c'est au niveau des régions que les études seront poursuivies ; déclare que l'INSEE n'a pas jugé possible d'établir un recensement des handicapés. **Article 6** : amendement n° 255 : allocation accordée pour l'enfant admis dans un établissement ou pris en charge par un service d'éducation spéciale ou de soins à domicile ; favoriser le placement en externat ; adopté ; s'oppose, pour des raisons juridiques, à l'amendement n° 149 ; la mise en tutelle pour les prestations sociales n'entraîne pas déchéance de la puissance parentale. **Article 7** : ses observations sur l'article : le régime fiscal des handicapés sera prochainement examiné par le ministre des finances. **Article 8** : son amendement n° 263 recul de la limite d'âge maximum, assouplissement des normes exigées pour l'apprentissage ; adopté. **Article 9** (p. 7937) : son amendement n° 226 : le reclassement inclut éventuellement la réinsertion scolaire ; adopté. **Article 11** (p. 7940) : ses observations sur l'amendement n° 14 : les moyens mis à la disposition des établissements scolaires aux travailleurs sociaux et éducateurs ; les moyens des nouvelles commissions d'orientation ; ses observations sur l'amendement n° 160 ; le pouvoir de décision

des nouvelles commissions d'orientation se justifie par leur caractère collégial et par le souci de ne pas perdre un temps précieux ; le rôle des commissions de fixer le délai de révision périodique. **Après l'Article 15** : s'oppose à l'amendement n° 16 qui risque d'instituer un système rigide, de se limiter à une déclaration d'intention ou d'entraîner des doubles emplois. **Article 16** (p. 7948) : les raisons d'une distinction nette entre ateliers protégés et centres d'aide par le travail ; l'atelier protégé doit garder une rentabilité économique et ne doit pas être confondu avec un établissement d'action sociale ; la possibilité de passage des centres d'aide par le travail vers les ateliers protégés ; demande la réserve sur les amendements n°s 69 et 170 ; pas de frontière trop rigide entre établissements ; s'oppose à l'amendement n° 19, qui confond la vocation des ateliers protégés et des centres d'aide par le travail ; (p. 7949) : exonération de la TVA sur les ventes des groupements d'aveugles ou de travailleurs handicapés agréés ; (p. 7950) : ne pas fausser la concurrence au bénéfice des seuls handicapés mentaux ; préfère l'octroi d'aides spécifiques à un régime fiscal privilégié visant la concurrence ; s'oppose à l'amendement n° 21 qui témoigne d'une méfiance injustifiée à l'égard des services du ministère du travail ; [18 décembre 1974] (p. 8017) : pluralité d'activités compatibles avec le texte du Gouvernement ; (p. 8018) : son amendement n° 228 rectifié : mise à la disposition provisoire d'un autre employeur ; adopté ; ses observations sur l'article 20 : le recrutement des handicapés aux PTT ; l'Etat doit donner l'exemple ; son sous-amendement n° 249 et l'amendement n° 75 sous réserve des dispositions de l'article 21 ; adopté ; (p. 8023) : ses observations sur l'amendement n° 116 : la vocation des centres d'aide par le travail à la fois milieu de travail et milieu de vie ; ses observations sur l'amendement n° 78 ; rédaction ambiguë de l'amendement ; le transfert nécessaire entre ateliers protégés et centres d'aide par le travail ; (p. 8025) : ses observations sur l'article 24 ; l'article sanctionne la création des centres de travail et prend en charge intégralement le prix de journée ; les règles d'acquisition du domicile de secours ; ses observations sur l'amendement n° 80 : l'effort considérable du VI[e] Plan en faveur des établissements pour handicapés adultes ; (p. 8026) : les difficultés pour l'INSEE d'établir un recensement exhaustif ; taux de satisfaction et non taux d'occupation. **Article 25** (p. 8027) : son amendement n° 250 : les conventions prévues à l'article L 323-1 devront prévoir un système de bonifications permettant de tenir compte du travail effectif ; contre l'amendement n° 238 : le nouveau système est plus avantageux ; le cas des personnes qui bénéficient de l'allocation de compensation ; le cas des travailleurs frontaliers ; (p. 8028) : la réévaluation régulière des allocations différentielles ; son amendement n° 265 : fixation des ressources garanties des handicapés admis dans les centres d'aide par le travail par rapport au salaire minimum interprofessionnel de croissance ; adopté ; sur l'amendement n° 82 : l'assurance chômage ne pourra s'appliquer qu'aux handicapés accueillis dans les centres d'aide par le travail ; son amendement n° 229 : cotisation obligatoire d'assurance chômage établie sur un montant de la garantie de ressources ; adopté. **Article 27** (p. 8029) : contre l'amendement n° 85 ; son amendement n° 230 : suppression de toute récupération ; adopté ; (p. 8030) : son amendement n° 231 : allocation servie et financée comme une prestation familiale ; adopté. **Article 29** (p. 8031) : s'oppose à l'amendement n° 188 qui retirerait aux caisses d'allocations familiales la gestion de l'allocation aux handicapés adultes ; le Gouvernement étudiera dans le cadre du VI[e] Plan la mise en œuvre d'une gestion unifiée des prestations au sein d'un régime unique d'invalidité ; le projet de loi simplifiera le travail des caisses, qui se trouvent momentanément engorgée ; **Article 31** (p. 8032) : ses observations sur l'article 31 : l'interprétation libérale du code de l'aide sociale ; son amendement n° 232 : pas de récupération des prestations d'aide sociale sur la succession du bénéficiaire lorsque ses héritiers sont ses enfants ou son conjoint ; adopté. **Article 35** : son amendement n° 233 : suppression des mots « à charge ». **Après l'Article 35** : son amendement n° 234, article L 283 a du code de la sécurité sociale et article 1038 du code rural : prise en charge par l'assurance maladie de la rééducation professionnelle des handicapés adultes y compris pour la première formation ; adopté. **Après l'Article 36** (p. 8034) : sur l'amendement n° 9 : reconnaît qu'il existe une lacune dans la gamme des établissements pour certains grands handicapés ; [19 décembre 1974] : **Article 37** (p. 8099) : son sous-amendement n° 252 à l'amendement n° 96 : l'appréciation des ressources des familles incombe aux commissions d'aide sociale ; son amendement n° 235 : pas de récupération sur la succession même lorsque les enfants ne sont plus à charge ; adopté. **Article 38** : son amendement n° 226 : accès aux locaux universitaires et de formation ; adopté ; contre l'amendement n° 100 : il est irréaliste de fixer un délai d'application. **Après l'Article 38** : contre l'amendement n° 193 : ne pas compliquer la tâche de l'administration ; laisser aux commissions régionales le soin d'évaluer les besoins. **Article 41** (p. 8101) : son amendement n° 264 : création de services de transport spécialisés pour les handicapés ; utilisation de véhicules individuels ; adopté. **Après l'Arti-**

cle 41 (p. 8103) : sur l'amendement n° 102 : l'amélioration de la délivrance des prothèses et orthèses ; les appareillages sportifs ; la restructuration de l'industrie de prothèse. **Après l'Article 42** (p. 8104) : ses sous-amendements n°s 266 et 267 à l'amendement n° 261 : suppression du délai de deux ans et du mot « permanente » ; adopté. **Avant l'Article 43** : contre l'amendement n° 2 : le caractère personnel du vote. **Article 45** (p. 8105) : son amendement n° 237 : réévaluation périodique de l'allocation différentielle ; adopté. **Après l'Article 45** : contre l'amendement n° 24 : le programme de prévention périnatale ; l'exploitation des certificats de santé. **Article 47** (p. 8107) : contre l'amendement n° 204 : l'échéancier prévu. **Seconde délibération** : son amendement n° 1 : suppression de l'article 7 *bis* relatif aux mesures fiscales qui est à la fois inapplicable et contraire à la loi organique ; ne s'oppose pas au réexamen du quotient familial des handicapés dans le cadre de la discussion d'un loi de finances ; (p. 8108) : adopté par scrutin public ; son amendement n° 2 : suppression de l'article 15 *bis* relatif à la détermination des postes de travail susceptibles d'être tenus par des handicapés ; (p. 8109) : adopté par scrutin public ; (p. 8112) : le débat a permis d'améliorer le texte qui répond aux demandes légitimes des handicapés et de leurs familles. **Deuxième lecture. Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2719) : se félicite des améliorations que la navette a permis d'apporter au texte ; (p. 2720) : indique que le Gouvernement a déposé des amendements visant à améliorer la situation matérielle de certains handicapés ; répond aux questions portant sur les centres d'aide par le travail, les responsabilités du ministère de l'éducation, les commissions départementales, le régime fiscal des handicapés, le revenu minimum du handicapé, la liste des incompatibilités à un emploi dans les services publics ; confirme l'application de la loi dans les départements d'outremer. **Discussion des articles : Article 4** (p. 2723) : sur l'amendement n° 4 de M. Jacques Blanc, estime que le système proposé par le Gouvernement est préférable ; demande le retrait de l'amendement n° 42 de M. Jacques Blanc ; s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Besson. **Article 6** (p. 2726) : sa réponse à M. Hamel ; signale que le Gouvernement se penche sur le problème du matériel destiné aux handicapés profonds ; (p. 2727) : déclare retenir la suggestion de M. Hamel relative au rôle de la presse face au problème des handicapés ; son amendement n° 50 : substituer aux mots « par voie réglementaire », les mots « par décret » ; adopté. **Article 7** (p. 2727) : son sous-amendement n° 54 à l'amendement n° 9 de M. Jacques Blanc : de forme ; adopté. **Article 11** (p. 2730) : s'oppose à l'amendement n° 15 de M. Jacques Blanc ; (p. 2731) : explique que le Gouvernement a entendu maintenir la juridiction de la loi de 1957, mais qu'en cas de recours la commission technique devrait renvoyer la décision à la commission d'orientation ; (p. 2731) : son amendement n° 51 : de forme ; adopté. **Article 12** : son amendement n° 52 : de forme ; adopté. **Article 16 : Article L 323-30 du code du travail** (p. 2732) : sur l'amendement n° 29 de M. Besson, rassure l'orateur sur la répartition entre CAT et ateliers protégés ; son amendement n° 32 ; de forme ; adopté. **Article 19** *quater* (p. 2733) : son amendement n° 33 : supprimer l'article ; adopté. **Article 24** (p. 2734) : son sous-amendement n° 34 à l'amendement n° 20 de M. Jacques Blanc : insister sur le caractère professionnel des centres ; retiré ; (p. 2735) : son amendement n° 53 : rédactionnel ; adopté. **Article 25** *bis* (p. 2735) : son amendement n° 35 : les cotisations afférentes aux handicapés employés dans le secteur agricole seront également assises sur la garantie de ressources instituée par l'article 25 du projet ; adopté. **Article 27** : son amendement n° 36 : plafond différent quand le handicapé est marié ; adopté. **Article 32** (p. 2737) : son amendement n° 37 : donner plus de souplesse au régime de versement des allocations ; adopté. **Article 33** : son amendement n° 38 : revenir au texte voté en première lecture ; adopté. **Article 35** : son amendement n° 39 : la contribution demandée par l'aide sociale au titre de l'obligation alimentaire ne pourra excéder une somme égale au montant de la cotisation d'un assuré volontaire non hospitalisé depuis plus de trois ans ; adopté. **Article 36** *ter* (p. 2738) : ses observations sur l'article. **Article 37 : Article 168 du code de la famille** (p. 2739) : son amendement n° 40 : exclure du paiement des frais de la formation professionnelle les ressources personnelles du handicapé ; adopté. **Article 44** (p. 2740) : son amendement n° 41 : conséquences de l'adoption de l'amendement adopté à l'article 25 *bis* ; adopté. **Explications de vote** (p. 2741) : nie que le projet constitue une incitation à l'action privée ; souligne les progrès apportés par la seconde lecture ; souhaite un accueil plus favorable dans le pays pour les handicapés.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales** (n° **1285**). **Première lecture. Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1794) : des institutions à la disposition de toute la population ; valeur du principe de la coordination : éviter les doubles emplois, satisfaire les usagers dans une aire géographique donnée ; caractéris-

tiques propres du secteur social ; lui conserver une grande souplesse ; les limites portées à la coordination ; la création de sections de cures médicales destinées aux invalides ; simplifier les formalités imposées aux promoteurs ; les institutions relevant des collectivités publiques ; (p. 1975) : les exceptions à la règle générale : foyers départementaux de l'enfance, établissements hébergeant les personnes âgées valides ; l'amélioration des conditions d'hébergement et de soins pour personnes âgées ; suppression des hospices, la surveillance médicale ; la normalisation des conditions de fonctionnement et de financement des institutions sociales : modalités de financement adaptées à leurs besoins propres ; création de comités techniques paritaires, agrément des conventions collectives ; l'information des travailleurs sociaux ; le fondement juridique à l'existence du service social départemental polyvalent. **Réponses aux orateurs** (p. 1803) : en réponse à M. Gau : un projet qui n'est pas étatiste, les avantages nouveaux qu'il apporte aux personnes concernées ; (p. 1804) : en réponse à M. Juquin : une série d'affirmations sans preuves ; en réponse à M. Delaneau : conserver la liberté d'initiative en apportant un minimum de coordination ; en réponse à M. Blanc : donner le maximum de souplesse et disposition à intervenir, la nécessité de soumettre les associations remplissant une mission d'intérêt général aux obligations des services publics remplissant la même mission. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1805) : ses précisions relatives à la situation de certaines institutions bénévoles. **Article 3** *bis* (p. 1809) : ses observations sur l'amendement n° 36 de M. Pierre Weber, souligne le caractère révolutionnaire d'une dérogation aux normes. **Article 5** : son sous-amendement n° 111 à l'amendement n° 38 de M. Pierre Weber ; supprimer les mots « en nombre égal » ; (p. 1810) : préoccupation du Gouvernement d'assurer aux commissions une représentation suffisante, complexité de la règle des trois tiers ; s'engage à ce que les représentants des institutions sociales ne soient pas inférieurs au tiers de l'effectif ; adopté ; en réponse à M. Jacques Blanc, nécessité de tenir compte de l'importance réelle des institutions privées dans chaque région ; (p. 1812) : application très difficile d'une sectorisation rigide dans le secteur social ; (p. 1814) : s'oppose à l'amendement n° 101 de M. Hamel : les trois formalités à respecter par tous : une coordination qui doit être générale, normes de sécurité et d'hygiène, agrément. **Article 8** (p. 1815) : répond aux observations de M. Hage. **Article 11** (p. 1816) : répond à M. Pierre Weber sur les mots « changement essentiel » dans l'activité d'un établissement. **Après l'Article 12** (p. 1818) : se rallie à l'amendement n° 61 de M. Pierre Weber ; (p. 1819) : son sous-amendement n° 113 à l'amendement n° 61 de M. Pierre Weber ; souci du Gouvernement de revenir à son texte, laisser employeurs et salariés discuter entre eux ; adopté. **Article 15** (p. 1821) : son amendement n° 98 : établissements d'hébergement pour personnes âgées ; adopté. **Article 16** : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Pierre Weber. **Article 18** (p. 1823) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Pierre Weber. **Article 20** : s'oppose à l'amendement n° 90 de M. Claude Weber. **Après l'Article 20** (p. 1824) : son sous-amendement n° 112 à l'amendement n° 102 de M. Louis Besson ; association des usagers au fonctionnement des établissements ; adopté. **Après l'Article 22** (p. 1826) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Jacques Blanc ; distinguer le cas de l'affectation forcée et celui des libres choix ; (p. 1827) : prise en charge de l'aide par l'Etat en l'absence de domicile de secours possible ; complexités administratives liées à un problème difficile ; s'engage à donner les consignes nécessaires au directeur de l'action sociale. **Article 23** (p. 1828) : s'oppose aux amendements n° 92 de M. Claude Weber et n° 108 de M. Gau ; l'article 23 est le premier texte affirmant la prise en charge par l'Etat de la formation des personnels sociaux. **Article 24** *ter* (p. 1829) : s'oppose aux amendements n° 96 de M. Hage et n° 110 de M. Gau ; nécessité de polyvalents de secteur. **Après l'Article 22** (*suite*) : s'oppose à l'amendement n° 74 de M. Pierre Weber. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Article 6** (p. 4206) : estime que l'amendement n° 1 de M. Millet unirait à la fois centralisation et arbitraire.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7434) : la stabilisation en volume des actions menées par le secrétariat d'Etat ; les moyens à la charge du budget ; la réorientation des priorités ; (p. 7435) : les handicapés ; les crèches ; les personnels sociaux ; les actions de prévention sociale ; l'action en faveur des catégories aidées ; (p. 7465) : ses réponses aux orateurs ; le fonctionnement des centres d'apprentissage par le travail ; l'accueil des personnes âgées invalides ; (p. 7466) : ce qui a été fait en matière d'action sociale ; l'exemple des aides familiales ; les renseignements recueillis par les services de la PMI.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de l'article 95 du code de la famille et de l'aide sociale** (n° **2008**). **Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9840) : précise que l'article unique a pour but l'application de l'article 27 de la loi du 5 juillet 1974.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7274) : la mise en œuvre de la solidarité ; la formation des personnels sociaux ; les programmes d'action en faveur des personnes en difficulté ; (p. 7275) : les dépenses d'aide sociale ; les équipements sociaux ; (p. 7301) : les personnes âgées ; les clubs ; l'aide ménagère à domicile ; les écoles d'assistantes sociales ; les retards des départements dans leurs paiements ; l'augmentation du nombre de bénéficiaires d'aide à l'enfance handicapée ; l'allocation pour adultes handicapés ; la garantie de ressources ; le fonctionnement des commissions d'orientation en faveur des mineurs handicapés ; les décrets sur la garantie de ressources aux handicapés travailleurs ; l'allocation logement pour les personnes âgées ; l'aide sociale, les charges en trésorerie.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6985) : la priorité donnée à l'action sociale ; les PAP concernés ; l'évolution des crédits consacrés aux familles ; l'importance du groupe « habitat-vie sociale » ; l'installation des centres d'information sociale ; l'aide sociale à l'enfance ; l'importance des crèches ; le PAP consacré aux personnes âgées ; les mesures en matière d'habitat des personnes âgées ; l'application du taux réduit de TVA aux maisons de retraite et la suppression de l'obligation alimentaire en matière d'aide ménagère à domicile ; l'importance du téléphone ; l'intérêt de l'aide ménagère à domicile ; (p. 6986) : l'aide aux personnes handicapées ; le réexamen des textes relatifs à l'accès à la fonction publique ; les difficultés de certains établissements de travail protégé ; la garantie de ressources pour les travailleurs handicapés ; la sensibilisation du public au problème des handicapés ; le renforcement des services extérieurs du ministère ; l'ouverture d'un compte spécial du Trésor ; l'évolution des dépenses sociales ; leur répartition entre les collectivités locales et l'Etat. **Examen des crédits. Article 82** (p. 6990) : l'aggravation des charges d'aide sociale ; la prévision d'une recette supplémentaire pour la sécurité sociale ; l'opposition de l'article 40 de la Constitution et l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 84 rectifié de M. Claude Weber ; son amendement n° 196 : entrée en vigueur de la loi à la date de sa promulgation ; adopté ; son amendement n° 194 : inclusion de l'allocation spéciale aux parents de mineurs grands infirmes dans la liste des prestations pour lesquelles la récupération sur succession n'est pas exercée ; adopté.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**). **Discussion des articles** [14 décembre 1977]. **Après l'Article premier** (p. 8715) : la coordination des interventions de type médico-social ; le coût de la création des instituts médico-éducatifs ; les objectifs de la procédure de coordination ; (p. 8716) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Guinebretière ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 1 ; l'assimilation des foyers-logements pour personnes âgées aux établissements d'hébergement pour personnes âgées soumis à coordination ; le coût de la prise en charge pour l'aide sociale de l'hébergement des personnes âgées dans les établissements sociaux ; l'obligation de l'application du système de prise en charge forfaitaire pour l'ensemble des établissements et les services de soins à domicile ; le système des prix de journée ; (p. 8717) : les inconvénients graves de l'application du principe du forfait global annuel ; le système proposé par le Gouvernement relatif au forfait par journée des prises en charge ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 6 de M. Guinebretière ; l'existence de dispositions légales relatives à l'éventualité de formule forfaitaire ; l'opportunité d'appliquer au service à domicile les mêmes règles qu'en matière d'établissements sociaux ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 6 de M. Guinebretière. **Article 2** (p. 8718) : l'érection en établissements publics des maisons de retraite ; les conditions de création des commissions consultatives. **Article 3** : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 7 de M. Guinebretière ; la procédure de fixation du forfait des soins ; (p. 8719) : l'accord du Gouvernement sur les amendements n^{os} 45, 43, 9 et 11 de M. Guinebretière ; la fixation par la loi du principe servant de base à la répartition des dépenses ; son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 12 de M. Guinebretière : limitation aux seuls établissements de la portée de l'amendement n° 12 ; sous-amendement n° 32 adopté. **Article 4** (p. 8720) :

l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 44 de M. Guinebretière. **Après l'Article 5 :** l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Bonhomme.

— **Projet de loi relatif à la généralisation de la sécurité sociale** (n° **3228**). **Commission mixte paritaire** [21 décembre 1977] (p. 9134) : l'accord du Gouvernement sur le texte de la CMP.

LEPAGE (Pierre)

Député d'Indre-et-Loire
(2e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Décédé le 23 septembre 1974 [*J.O.* du 26 septembre 1974] (p. 9892).

Son éloge funèbre est prononcé [2 octobre 1974] (p. 4661).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [5 avril 1973] (p. 756), [4 avril 1974] (p. 1494).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [12 octobre 1973] (p. 4348).

Juge titulaire à la Haute Cour de justice [23 octobre 1973] (p. 4673).

Membre de la commission supérieure des allocations familiales [7 décembre 1973] (p. 6764).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre de la commision de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative au **titre de conseil social** (n° **205**) [25 avril 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 777) **modifiant les articles L 792 et L 893 du code de la santé publique** (n° **823**) [6 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1061), modifié par le Sénat, modifiant les articles L 792 et L 893 du **code de la santé publique** (n° **1080**) [20 juin 1974].

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [9 novembre 1973] (p. 5478, 5479).

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5528) : évoque la situation des veuves de guerre malades ou âgées et celle des orphelins ; demande le développement de l'action sociale de l'office national des anciens combattants en faveur des veuves âgées ou malades.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5950) : situation au regard de la sécurité sociale des anciens militaires

de carrière exerçant une activité salariée ; nécessité d'assurer à cotisations égales l'égalité des prestations pensions militaires de retraite ; cumul de la pension militaire avec la pension remplaçant le salaire (invalidité ou vieillesse) ; notion d'activité principale ; critère d'affiliation des titulaires de plusieurs retraites ; vœux de l'union nationale des sous-officiers en retraite ; égalité des salariés ; ses réserves sur la création éventuelle d'un office national de la pharmacie ; (p. 5951) : libéralisme de la médecine et de la pharmacie.

— **Projet de loi** relatif à la **souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **642**). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Article 14** (p. 6468) : son amendement tendant à préciser les modalités d'acquisition d'actions en bourse par les salariés. **Article 17** (p. 6469) : son amendement : point de départ au premier versement du délai d'inaccessibilité des actions ; (p. 6470) : retrait de l'amendement.

— **Projet de loi modifiant les articles L 792 et L 893 du code de la santé publique. Personnel hospitalier** (n° **777**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7254) : rappelle le triple objectif du projet : statut du personnel des maisons de retraite ; situation du personnel des établissements qui relèvent des services départementaux d'aide sociale à l'enfance ; inclusion dans les personnels hospitaliers des personnels des instituts médico-éducatifs ; établissements à caractère hospitalier et établissements à caractère social ; ses observations sur l'exclusion de la loi des maisons de retraite rattachées au bureau d'aide sociale de Paris ; établissement à caractère public pour mineurs inadaptés ; (p. 7255) : établissements nationaux de bienfaisance. **Discussion des articles. Article 2** (p. 7256) : répond à M. Pierre Bas, problème des bureaux d'aide sociale de Paris; suggère que le Gouvernement dépose sur ce sujet un projet de loi ; son amendement de forme. **Article 3** : son amendement de forme. **Article 4** (p. 7257) : son amendement ; retrait. **Deuxième lecture,** rapporteur. **Discussion des articles** [28 juin 1974]. **Article 4** (p. 3160) : souligne l'importance du texte adopté par le Sénat pour les personnels des établissements à caractère public pour mineurs inadaptés.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 14** (p. 2851) : présente l'amendement n° 39 de M. Voisin relatif à l'amnistie des mesures de retrait de permis de conduire ; repoussé.

LE PENSEC (Louis)

Député du Finistère
(8e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **place des langues et cultures de France dans l'enseignement,** l'éducation permanente, les affaires culturelles, la radio et la télévision (n° **1006**) [6 juin 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome VIII : Education - II. Universités** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XVIII : Universités** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome VIII : Universités** (n° **2530**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome XVIII : Universités** (n° **3148**) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** relative à la place des **langues et cultures minoritaires** de France dans l'enseignement, l'éducation permanente, les affaires culturelles, la radio et la télévision (n° **3401**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** portant **décentralisation de l'Etat** (n° **3406**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2799) : situation de l'aviculture ; création d'une organisation interprofessionnelle et d'une cotation régionale pour le poulet ; extension de l'ONIBEV à la viande de porc ; aide aux populations du Sahel.

• *question orale sans débat :*

— (n° **10241**) : **Dégradation de l'emploi** [19 octobre 1974] (p. 4905, 4906, 4907) : en qualité de suppléant de M. Carpentier : situation de la société Laïta ; les mauvais exemples donnés par l'Etat en qualité d'employeur (ORTF).

• *question au Gouvernement :*

— **Mise en œuvre du plan Polmar** [4 décembre 1974] (p. 7375) : accident de navigation provoquant dans la Manche une nouvelle marée noire ; nécessité de doter la France de moyens opérationnels de lutte contre la pollution marine.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7709) : situation des régions de sous-emploi (Bretagne) ; nécessité d'une politique d'aménagement du territoire assurant des emplois aux travailleurs où ils désirent vivre.

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Autoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2024) : situation des producteurs de lait ; aide de la viticulture et de la production bovine ; (p. 2025) : les propositions des socialistes tendant à assurer un revenu minimum aux agriculteurs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation du marché du thon** [28 mai 1975] (p. 3292).

— **Lutte contre la pollution marine** [7 avril 1976] (p. 1448) : les insuffisances du plan Polmar ; la nécessité de prévoir un dispositif législatif relatif à la pollution par les hydrocarbures.

— **Réfugiés basques assignés à résidence** [5 mai 1976] (p. 2630) : respect des principes régissant l'accueil des réfugiés aux termes de la convention de Genève ; Article 115 du code pénal punissant de banissement les ministres qui attentent à la liberté individuelle des citoyens.

— **Pollution marine** [20 octobre 1976] (p. 6774) : insuffisance des moyens dont disposent les pouvoirs publics en cas de naufrage d'un pétrolier ; indemnisation des pêcheurs et des ostréiculteurs.

— **Système communautaire des pêches** [13 avril 1977] (p. 1753) : attitude du Gouvernement face au défi irlandais ; assurer l'accès des marins français aux eaux communautaires.

— **Problèmes de la pêche** [29 juin 1977] (p. 4423) : nécessité de préserver les ressources en poisson des mers communautaires ; plan de pêche.

— **Droit d'accès dans les eaux communautaires** [9 novembre 1977] (p. 7222) : infractions commises par l'Irlande aux règles communautaires du droit de pêche.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [4 mai 1973] (p. 1059) : évoque le problème du lait et du porc en Bretagne ; l'insuffisance de l'augmentation du prix du lait ; la garantie des marges des entreprises de transformation ; se fait l'écho du vœu des producteurs sur la garantie de leurs prix de revient ; demande que l'Etat comble la différence entre le prix payé au ramassage et le prix de revient régional ; déception des producteurs de porcs d'être tenus à l'écart de l'ONIBEV ; rejet de l'intervention permanente pour les porcs ; insuffisance de l'augmentation du prix de base européen ; demande des mesures législatives en faveur des producteurs de porcs ; (p. 1060) : situation des aviculteurs ; augmentation du coût des aliments ; augmentation du prix de la terre ; problème posés par l'introduction du bénéfice réel et par l'assujettissement à la patente ; privilèges accordés à certains agriculteurs.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement (n° 197). Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5 : Article 24 c du code du travail** (p. 1607) : son amendement : délai de réflexion du salarié qui a usé de son droit de résiliation unilatérale. **Article 24 m** (p. 1616) : son amendement : modalités d'assistance des salariés licenciés de nationalité étrangère.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° 442) [6 juin 1973] (p. 1830) : crise structurelle de l'enseignement supérieur ; loi d'orientation ; formation des cadres par l'Université ; recrutement des grandes écoles ; propos de M. Pompidou sur leur rôle dans la préparation des cadres de la nation ; sélection pédagogique et sociale ; coupure entre l'enseignement et la recherche ; politique menée à l'égard de l'Université et des grandes écoles ; situation des IUT ; finalité professionnelle des cursus universitaires ; définition des besoins sociaux ; notion de diplôme national ; régionalisation politique du personnel ; échec de l'enseignement supérieur ; formation permanente.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion des articles** [12 octobre 1973] : **Avant l'article 16** (p. 4283) : soutient l'amendement de M. Bardol tendant à créer des chambres de commerce distinctes des chambres d'industrie ; [11 octobre 1973] : **Article 21** (p. 4302) : attributions des directions départementales de l'équipement ; **Article 25** (p. 4366) : s'associe à l'observation de M. Bardol : impossibilité de se prononcer avant la deuxième délibération de l'article 23. **Article 28** (p. 4371) : ses observations sur les incidences du projet de loi sur l'aménagement du territoire et l'occupation de l'espace.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [30 octobre 1973] (p. 5087) : déficit du commerce extérieur des produits de la mer et objectifs du VI[e] Plan ; déclaration du Premier ministre sur le taux de réalisation du VI[e] Plan en Bretagne ; faiblesse des aides publiques au renouvellement de la flotte ; suppression des crédits du FDES avant la fin du VI[e] Plan ; exigence d'un plan pluri-annuel d'aide à l'investissement ; coût de la construction navale ; insuffisance de la dotation de 1974 pour ce secteur ; accès aux zones de pêche ; doctrine du Gouvernement dans la perspective de la conférence sur le droit de la mer ; accords avec le Canada ; ses réserves sur les accords franco-marocains ; sa référence à une lettre du secrétariat général à la marine marchande concernant le rattachement de l'île de Rockall au Royaume-Uni ; inquiétude de la profession devant la réduction du champ de pêche ; nécessité d'une protection systématique des eaux littorales ; mission de l'Institut scientifique et technique des pêches ; propos du Premier ministre et grève des écoles d'apprentissage maritime ; limites du budget de la pêche ; représentation de la pêche bretonne au comité économique et social pour la Bretagne ; budget n'apportant pas les moyens des ambitions proclamées.

Agriculture et développement rural. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1973] (p. 5310) : problèmes de la production bovine ; sa question au ministre de l'agriculture sur les moyens de financement de l'ONIBEV ; régression des crédits de la relance bovine ; situation des producteurs de bovins victimes de faillite ; nécessité d'un aménagement du droit de la faillite ; problème de la production laitière ; réserve des producteurs de l'Ouest à l'égard du projet de création d'une interprofessionnelle laitière ; (p. 5311) : dénonciation par des entreprises de transformation des accords écrits signés dans le Finistère et dans le Morbihan ; absence d'accord dans l'Ouest sur la clause de référence pour le paiement du lait à la qualité ; revendication de rémunération du travail et mécanismes du système économique ; nécessité d'un système de prix garanti tenant compte de la rémunération du travail dans un prix de revient régionalisé ; aides au soutien des marchés.

Dépenses militaires (art. 20 et 21), Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et Article 46 [8 novembre 1973] (p. 5426) : insuffisance de moyens budgétaires de la marine ; sa référence à une étude comparative sur le plan social avec la marine italienne ; (p. 5427) : notion de compensation aux sujétions ; majoration de pension pour un minimum de trois enfants ; taux de réversion des pensions des veuves ; problème du 1 % trop perçu ; crise de recrutement.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5656) : étouffement des langues et des cultures régionales ; (p. 5657) : difficultés de l'enseignement des langues ethniques ; loi de 1951 et mesures prises dans le deuxième cycle ; situation dans le premier cycle ; enseignement de la civilisation régionale ; prochain dépôt par son groupe d'une proposition de loi sur l'enseignement des langues et des cultures régionales.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636). **Discussion générale** [22 novembre 1973] (p. 6264) :

insécurité dans le travail en 1973 ; (p. 6265) : ennui et pénibilité du travail ; ses observations sur la portée du projet gouvernemental ; comités d'entreprise ; inspection du travail ; conditions d'application de la législation du travail ; médecine du travail ; proposition de loi de son groupe sur les conditions de travail ; cadences ; aménagement des temps de travail ; (p. 6266) : horaires individualisés ; politique d'intégration de la prévention dans les objectifs de l'entreprise ; estime que notre droit du travail est un droit de classe ; syndicats et pouvoirs de l'employeur ; programme commun de gouvernement de la gauche ; répond à M. Rolland sur les patrons ; (p. 6279) : sa réponse à M. Poncelet, secrétaire d'Etat ; son expérience de la vie en usine. **Discussion des articles** [27 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6365) : son amendement tendant à permettre au comité d'entreprise de faire appel pour s'informer à des personnes extérieures à l'entreprise ; (p. 6366) : son amendement tendant à étendre le bénéfice de la législation nouvelle aux entreprise comptant de 50 à 300 salariés ; (p. 6367) : son amendement relatif à la fréquence des réunions de la commission spéciale. **Article 2** (p. 6368, 6369) : son amendement tendant à subordonner l'octroi d'avantages aux entreprises aux actions menées pour améliorer les conditions de travail. **Article 8** (p. 6379) : son amendement : composition et direction du conseil d'administration de l'agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail. **Après l'Article 11** (p. 6384) : son amendement tendant à la création d'un comité d'hygiène et de sécurité dans les entreprises comptant au moins 50 salariés et à la représentation majoritaire des travailleurs ; son amendement : possibilité pour le comité d'hygiène et de sécurité de faire interrompre des travaux ; (p. 6385) : son amendement d'harmonisation à la réglementation visant les membres du comité d'hygiène et de sécurité et le chef d'établissement en cas de constatation d'une cause de danger imminent. **Article 12** (p. 6386) : défend l'amendement de M. Le Foll tendant à officialiser les avis de la commission de sécurité et de la commission d'hygiène industrielle. **Article 15** (p. 6392) : son amendement tendant à la concertation avec les organisations syndicales pour l'aménagement des horaires de travail réduits. **Article 17** (p. 6393) : son amendement de suppression de l'article.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**) [27 juin 1974]. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3106) : son amendement n° 15 tendant à permettre au Parlement de contrôler les modalités de fixation de la cotisation ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3731) : la décentralisation ira-t-elle jusqu'à faire cesser la répression culturelle à l'égard des langues minoritaires ? **Discussion des articles. Article 2** (p. 3748) : son amendement n° 34 : choix du président par le conseil d'administration ; repoussé. **Article 6** (p. 3762) : son amendement n° 40 : expression des langues et cultures régionales ; adopté. **Article 19** (p. 3797) : amendement n° 56 : décret en Conseil d'Etat ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Universités, rapporteur pour avis [6 novembre 1974] (p. 5913) : les crédits d'équipement ont régressé ; (p. 5914) : les sacrifiés du budget : personnels, assistants, chercheurs, étudiants ; les risques courus par la formation continue ; les I.U.T. ; l'université technologique de Compiègne ; (p. 5915) : la sélection dans l'enseignement supérieur ; l'autonomie des universités dans la définition des critères de recrutement des étudiants ; la commission des affaires culturelles, familiales et sociales a émis un avis défavorable au budget présenté.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6028) : un constat d'échec ; (p. 6029) : la baisse en cours ; un plan de sauvegarde des récoltes ; les départs de l'agriculture ; le budget n'est pas à la mesure de la crise ; les crédits aux bâtiments ; la sélection animale et la prophylaxie ; la responsabilité du Gouvernement dans la crise de l'élevage ; la clause de pénurie ; l'office de la viande ; le contrôle de l'import-export ; les primes aux gros bovins ; la commission nationale d'orientation de l'élevage ; le respect des prix minimaux ; des crédits exceptionnels aux petits et moyens éleveurs ; l'augmentation des cotisations sociales ; les lois du marché.

Transports. — IV. **Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6671) : un budget de reconduction ; la conférence de Caracas sur le droit de la mer ; la commission d'enquête parlementaire sur la pollution en Méditerranée ; la lutte contre la pollution ; les investissements navals ; l'aide à la pêche industrielle et aux gros armateurs ; le rôle du crédit maritime mutuel pour les investissements de pêche artisanale ; l'aide compensatrice du prix du carburant ; la TVA sur les produits de la mer ; la commercialisation des produits de la mer ; un prix minimal au débarquement ; les contrats entre mareyeurs grossistes et dé-

taillants ; les contrats de travail des pêcheurs ; l'institut scientifique et technique des pêches maritimes ; les menaces de licenciement des personnels de la Thalassa et de la Perle ; (p. 6672) : la crise de la pêche.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion des articles** [17 décembre 1974]. **Article 16** (p. 7947) : son amendement n° 170 : détachement des travailleurs handicapés vers une entreprise ; maintien du contrat de travail avec l'atelier protégé ; réservé ; amendement n° 171 : agrément obligatoire des ateliers protégés et des centres de travail ; risque d'abus ; retiré ; son amendement n° 168 : les handicapés travaillant dans les ateliers ou à un centre agréé par une entreprise ne sont comptés que pour moitié dans le pourcentage d'emplois obligatoires ; (p. 7951) : l'emploi en milieu ordinaire des handicapés doit rester le droit commun ; adopté.

1975

— **Projet de loi portant réorganisation de la Corse** (n° **1413**). **Discussion générale** [3 avril 1975] (p. 1254) : l'extrême gravité de la situation de la Corse ; une situation économique de type colonial ; monoculture de la vigne ; un développement touristique mené sous le signe du gigantisme ; le coût des transports exorbitant ; chômage record ; le droit à la « différence » demandé par les Corses ; l'étouffement de la langue et de la culture corses ; le projet de loi : opération de calcul électoral et moyen de renforcer le centralisme bureaucratique ; (p. 1255) : reconnaître une entité spécifique et unitaire caractérisée par l'élection d'institutions régionales au suffrage universel direct.

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1398) : la dépendance économique, sociale, culturelle du preneur ; les difficultés du bailleur ; les luttes que mènent les agriculteurs ; l'absence de contrôle sérieux des prix ; le maintien par le pouvoir des bases du système foncier ; la priorité donnée par les socialistes à la sécurité sur la propriété ; assurer la sécurité des travailleurs ; redresser les inégalités. **Discussion des articles** (p. 1408). **Article 4** : son amendement n° 99 : fixer à moins d'un mois en cas d'adjudication le délai d'envoi de convocation au bénéficiaire du droit de préemption ; souci d'aligner le délai de préemption sur celui reconnu au SAFER ; repoussé ; son amendement n° 100 : fixer à un mois le délai accordé en cas d'adjudication au bénéficiaire du droit de préemption pour faire connaître sa décision ; repoussé.

— **Rappel au règlement** [6 mai 1975] (p. 2358) : sa protestation contre la réponse donnée à une question de M. Bécam relative au marché du sucre et à l'absence de réponse à l'égard de sa propre question portant sur le même objet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant suppression de la carte professionnelle d'importateur des produits de la pêche maritime** (n° **1505**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2366) : l'accentuation de la discrimination au détriment des mareyeurs ; la tolérance à l'égard de certains produits d'importation ; la nécessaire application des normes d'hygiène et de salubrité aux produits d'importation ; maintenir la carte d'importateur tout en harmonisant le droit français et le droit européen ; le « torpillage » du marché de la pêche française par les importations massives ; élaborer un plan de réorganisation des circuits de distribution des produits de la mer ; garantir le revenu des pêcheurs.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Après l'Article 11** (p. 4465) : son amendement n° 76 : enseignement des langues minoritaires dans les régions où elles se parlent pour les enfants dont les parents en font la demande ; (p. 4466) : retire son amendement au profit de l'amendement n° 112 de M. Briane. **Après l'Article 15** (p. 4474) : son amendement n° 81 : reconnaître aux élèves de plus de quatorze ans le droit d'association, de réunion et d'information ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 10** (p. 6200) : la crise de la pêche industrielle, du mareyage et de la conserverie ; demande si ces activités bénéficieront de l'intervention du FDES.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7899) : dénonce un budget sans priorités ; l'agriculture qui était la grande oubliée du plan de relance se voit attribuer un budget de récession ; la nécessité d'une politique foncière pour retenir les paysans ; la non-application des dispositions sur les cumuls ; l'arrêt de l'effort de production animale ; les subventions aux bâtiments d'élevage ; l'échec de la politique de réduction des inégalités dans l'agriculture ; (p. 7900) : les moyens dont dispose le ministre pour régulariser les marchés sont purement conjoncturels ; propose la création d'un office du vin, du lait, de la viande, des fruits et légumes.

Education [12 novembre 1975] (p. 8190) : la déception de l'orateur face à l'action du ministre en matière de langues et cultures régionales ; l'existence possible d'une entreprise de répression des aspirations régionales ; (p. 8191) : ses observations sur la circulaire du 6 mai 1971 relative aux éducateurs des « classes de mer ».

Transports. — IV. **Marine marchande** [14 novembre 1975] (p. 8444) : la crise profonde des pêches maritimes ; tendre vers une garantie des prix assurée par une organisation des marchés ; réformer la politique de formation professionnelle ; agir plus efficacement contre la pollution de la mer, spécialement dans les zones de conchyliculture.

Universités, rapporteur pour avis [17 novembre 1975] (p. 8489) : doute que le budget permette de faire face aux trois missions assignées par le Président de la République aux universités ; l'observatoire et le collège de France sont voués à la faillite ; souligne que la France a le plus faible taux d'encadrement en Europe pour l'enseignement supérieur ; il sera difficile aux universités de masquer l'insuffisance des emplois par un recours accru aux heures complémentaires ; l'université prépare au chômage ; critique l'accord CNRS-Rhône-Poulenc (p. 8490) : indique qu'il avait demandé le rejet des crédits mais que la commission ne l'a pas suivi.

— **Fait personnel** [17 novembre 1976] (p. 8511) : teneur de son rapport sur la loi de finances pour 1976, universités.

— **Fait personnel** [4 décembre 1975] (p. 9346, 9371, 9372) : demande à M. Laudrin une rectification publique au sujet de la visite du député gallois Wigley au ministre de la justice et de l'attentat perpétué contre l'église et le presbytère de Locminé.

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (n° 1502). Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1981) : rappelle les catastrophes du *Torrey-Canyon* et de l'*Olympic-Bravery ;* les déclarations de M. Poniatowsky et de M. Taittinger ; (p. 1982) : les dégâts causés à la faune par l'échouement de l'*Olympic-Bravery ;* demande quel type de pollution marine peut être valablement combattu avec les moyens dont disposent les pouvoirs publics ; la volonté de la représentation nationale de voir conduite une politique globale et crédible de lutte contre la pollution marine. **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Article 2** (p. 1991) : son amendement n° 26 : notification des opérations d'immersion ; adopté. **Article 3** : son amendement n° 27 : poursuites de tout propriétaire ou exploitant d'un navire, d'un aéronef, etc. comme complice des infractions prévues à l'article premier ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 1994, 1995) : s'élève contre l'amendement n° 6 de M. Baudouin ; considère qu'il s'agit d'une « manœuvre » de l'administration qui refuse d'appliquer certains arrêtés de 1975. **Après l'Article 10** (p. 1999) : sur l'amendement n° 24 du Gouvernement, s'étonne qu'il ne soit pas fait plus souvent état des possibilités offertes par la convention de Bruxelles de 1969.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail (n° 2209). Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2968) : souligne que la formation à la sécurité ne saurait avoir un rôle primordial, qu'elle ne saurait être laissée à la discrétion du patronat ; souhaite rendre obligatoire la consultation des comités d'hygiène et de sécurité ; associer les travailleurs intérimaires à la formation ; ne pas financer la formation à la sécurité sur des fonds destinés à la formation professionnelle continue ; les conditions de travail, véritables causes des accidents ; son amendement n° 146 ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 11 de M. Caille ; (p. 2972) : soutient l'amendement n° 117 de M. Gau concernant les actions périodiques de formation à la sécurité ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4618) : la vocation maritime de la France ; aucune disposition ne concernant directement la mer ; l'insuffisance des actions prévues en matière de pêche ; (p. 4619) : les incertitudes concernant le développement de la flotte marchande ; les lacunes concernant les activités industrielles du littoral ; la méconnaissance des problèmes des chantiers de constructions navales ; les raisons plaidant en faveur d'un programme d'action prioritaire concernant la mer ; la nécessité d'une amélioration de la vitesse et de la fréquence des trains sur les liaisons Rennes-Brest et Rennes-Quimper. **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4876) : son amendement n° 23 soutenu par M. Jean-Pierre Cot.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République (n° 2410). Discussion générale** [1^er^ juillet 1976] (p. 5003) : des chiffres contestables ; l'enjeu du débat pour les DOM et TOM ; l'association des populations locales aux procédures d'extension et de contrôle ; les préoccupations des pêcheurs bretons ; l'évolution de la position française vers plus de réalisme ; le caractère défensif et conservatoire de l'institution de la zone économique ; la nécessité d'une volonté ferme du Gouvernement

de promouvoir une véritable politique de la mer ; la nécessité de moyens de contrôle et de surveillance ; la protestation de M. Darinot concernant le fait qu'aucun membre de l'opposition n'a été envoyé en observateur à la dernière conférence des Nations unies.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [28 octobre 1976] (p. 7204) : la part de la pêche dans le déficit du commerce extérieur ; l'absence de politique ; instaurer une véritable politique alimentaire ; le développement des ressources par une politique agricole audacieuse ; l'alevinage ; le repeuplement marin comme un service public ; les expériences collectives pour réensemencer la mer ; la lutte ponctuelle contre la pollution ; l'adaptation et le renouvellement de l'outil de production ; la situation dramatique de la pêche industrielle ; l'exemple de Concarneau ; l'acompte de la dotation en carburant ; le FIOM ; le rapport sur la commercialisation du poisson ; la formation permanente, parent pauvre du budget ; refus du PSRG de voter le budget.

Universités, rapporteur pour avis [10 novembre 1976] (p. 7859) : les missions de l'institution universitaire ; les offres complémentaires ; le sous-encadrement ; la recherche universitaire ; (p. 7860) : la diminution de la part consacrée aux dépenses d'investissement ; les ATOS ; l'université, institution sélective ; réhabiliter l'université aux yeux de la nation ; les IUT ; la partition de l'université de Clermont-Ferrand. **Examen des crédits. — Etat B - Titre III** (p. 7887) : demande des précisions sur l'augmentation des crédits d'équipement ; les heures complémentaires. **Après l'Article 72** (p. 7888) : indique que la commission des affaires culturelles n'a pas été saisie de l'amendement n° 256 de M. Guermeur.

Industrie et recherche. — Examen des crédits [17 novembre 1976]. **Etat C - Titre VI** (p. 8147) : des crédits en faveur de l'adaptation des structures industrielles ; les difficultés de l'industrie papetière ; Bolloré à Odet et Cascadec dans le Finistère ; les licenciements ; le polypropylène ; la discrétion du ministre quant aux questions posées ; les actions du ministère ; l'ampleur de la crise ; conduire une intense politique d'adaptation pour maintenir le niveau de l'emploi.

1977

— **Projet de loi modifiant la loi du 13 décembre 1926 portant code du travail maritime en ce qui concerne la résiliation du contrat d'engagement** (n° **2387**). **Discussion générale** [7 avril 1977] (p. 1613) : la révision de la loi du 13 décembre 1926 ; l'institution en 1966 d'une commission d'étude de la réforme du code du travail maritime ; l'importance des conventions collectives ; l'extension des dispositions de la loi de juillet 1973 et des protections qu'apporte le droit commun ; la protection de marins stabilisés ou non stabilisés ; les conditions de réintégration des marins en cas de licenciement ; le bénéfice du délai congé en cas de licenciement ; le problème du maintien de l'emploi. **Discussion des articles. Article 3 : Après l'Article 102-1 du code du travail maritime** (p. 1617) : soutient le sous-amendement n° 38 de M. Allainmat à l'amendement n° 7 de M. Brocard : instauration d'un délai congé d'un mois aux marins ayant reçu pendant six mois une rémunération de l'armateur ; repoussé. **Article 102-4 du code du travail maritime** (p. 1618) : soutient l'amendement n° 39 de suppression de M. Allainmat ; repoussé ; (p. 1619) : la dimension terrestre du métier de marin ; soutient l'amendement n° 40 de M. Allainmat : instauration au bénéfice du marin licencié d'une période à terre rémunérée d'au moins un mois ; adopté. **Article 102-9 du code du travail maritime** (p. 1621) : soutient l'amendement n° 42 de M. Allainmat : localisation de l'entretien entre l'armateur et le marin ; devenu sans objet. **Article 102-12 du code du travail maritime** : soutient l'amendement n° 44 de M. Allainmat : personnes habilitées à énoncer les causes réelles du licenciement ; devenu sans objet. **Article 102-14 du code du travail maritime** (p. 1622) : soutient le sous-amendement n° 45 de M. Allainmat à l'amendement n° 23 de M. Brocard : extension à tous les marins de la possibilité de réintégration ; repoussé. **Article 102-19 du code du travail maritime** (p. 1623) : soutient l'amendement n° 46 de pure forme de M. Allainmat ; adopté ; (p. 1624) : soutient l'amendement n° 47 de M. Allainmat : application du projet de loi aux petits navires de navigation côtière et de pêche au large ; adopté.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3455) : les facteurs d'avenir de la pêche ; la gestion des stocks ; la géographie des pêches ; la recherche de pêches non surexploitées ou non exploitées ; l'insuffisance des moyens de l'ISTPM et du CNEXO ; l'Europe bleue ; la position de la France dans les débats communautaires ; le principe de l'égalité d'accès ; les conséquences d'une politique communautaire de quotas ; l'inadaptation du règlement communautaire portant organisation commune des marchés ; la fixation des prix ; les résultats d'exploitation des navires ; le renouvellement des flottilles de pêche ; l'aménagement du territoire ; établir un droit de préemption lors de la vente des navires au bénéfice des sociétés d'économie mixte ; (p. 3456) :

la capacité de réforme du Gouvernement [8 juin 1977] (p. 3512) : la fixation de quotas par la Communauté européenne ; (p. 3513) : les orientations envisagées par le Gouvernement.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° 2755). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article premier** (p. 4325) : soutient l'amendement n° 1 de M. Gau : extension de l'application du texte aux entreprises disposant en droit d'un comité d'entreprise ; la multiplication des seuils ; les PME ; amendement n° 1 repoussé ; (p. 4327) : soutient l'amendement n° 4 de M. Gau : assistance des comités d'entreprise ou comités d'établissement par un expert-comptable de leur choix et rémunéré par l'entreprise en vue d'analyser le projet de bilan social ; repoussé. **Explications de vote** (p. 4331) : le droit des délégués syndicaux d'avoir communication du projet de bilan social ; l'application du bilan social à toutes les entreprises ; un projet qui ne constitue qu'un pas timide vers une meilleure information des travailleurs ; l'abstention du groupe du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6631) : le problème foncier ; le « mitage » de l'espace rural ; les conséquences des demandes de terres pour un usage non agricole ; (p. 6632) : les taux d'endettement des agriculteurs ; l'échec relatif à la politique des structures ; la puissance des SAFER ; le non-respect de la législation sur les cumuls ; la nécessité de création d'offices fonciers ; les dispositions du Programme commun relatives à la municipalisation des sols.

Universités, rapporteur pour avis [8 novembre 1977] (p. 7126) : la poursuite du plan d'intégration de certains personnels ; l'augmentation du taux des heures complémentaires ; l'évolution des crédits du budget ; les crédits de fonctionnement ; le cas des bibliothèques ; les budgets d'investissement ; l'effort en faveur de la recherche universitaire ; (p. 7127) : l'évolution des crédits du CNRS ; les mesures favorables au personnel ; l'aide aux étudiants ; les bourses ; la démocratisation de l'enseignement supérieur ; la nécessité de cartes universitaires régionales et d'une carte universitaire nationale ; l'avis favorable de la commission.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7526) : l'achèvement du plan routier dans le département du Sud-Finistère.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — V. **Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7635) : la situation de la pêche ; les conséquences de l'accord communautaire sur les pêches maritimes ; l'évolution du quota de la France ; les ventes de flotte française à l'étranger ; le désinvestissement ; l'avenir de la pêche artisanale ; la situation de la SOPROMER (Société des produits de la mer) ; le sort de l'usine de Trégunc ; le démantèlement du potentiel de transformation des produits de la mer ; la sécurité en mer ; (p. 7636) : le projet de budget ; le vote hostile du groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche ; (p. 7636) : le naufrage d'un bateau de plaisance à Trévignon.

LE PERCQ (Arnaud)

Député de la Vienne
(3e circonscription)
(NI, puis UDR, puis RPR).

En remplacement de M. Peyret, décédé le 7 juillet 1975.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 9 juillet 1975] (p. 7060) [9 septembre 1975] (p. 6056, 6074).

N'appartient à aucun groupe [*J.O.* du 9 juillet 1975] (p. 7060) [9 septembre 1975] (p. 6074).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [25 novembre 1976] (p. 8710).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [12 septembre 1975] (p. 6256), [2 avril 1976] (p. 1278).

Cesse d'appartenir à cette commission [1er décembre 1976] (p. 8887).

Membre de la commission de la production et des échanges [1er décembre 1976] (p. 8887), [2 avril 1977] (p. 1465).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les **exploitants agricoles, producteurs d'eau-de-vie naturelle,** d'une franchise de droits sur une partie de leur production (n° 3321) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 42725) : **Cessions de céréales secondaires** [9 décembre 1977] (p. 8532, 8533) :

critique la réglementation trop restrictive de la cession des céréales secondaires entre agriculteurs et éleveurs ; choix de l'organisme stockeur.

• *question au Gouvernement :*

— **Organisation commune du marché du mouton** [21 décembre 1977] (p. 9144, 9145) : inquiétude des éleveurs de moutons de la Vienne, du Limousin et du Poitou-Charente ; maintien des règles d'importation de la viande ovine.

INTERVENTIONS

— **Rappel au règlement** [23 novembre 1976] (p. 8569) : rectification de vote sur le budget.

LEROY (Roland)

Député de la Seine-Maritime
(3e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur le développement des activités du centre Beaubourg** (n° **770**) [21 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir des mesures urgentes pour la **sécurité sociale** (n° **2278**) [12 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la sauvegarde et le développement de la **conchyliculture** française (n° **3398**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **1188**) : **Liberté d'expression et de création** [23 mai 1973] (p. 1484) : propos tenus par M. le ministre des affaires culturelles à l'AFP ; caractère de plus en plus autoritaire du régime ; crise culturelle ; répond à une interruption au sujet de Soljenitsyne ; exemples d'écrivains soviétiques ayant choisi la liberté (p. 1485, 1486) ; façon d'agir des anti-communistes avec certains écrivains soviétiques (exemple Tarsis) ; position de principe en faveur de la liberté d'expression et de recherche prise par le parti communiste (p. 1503, 1504) ; refus de diffuser un film de Max-Pol Fouché sur Cuba par l'ORTF (p. 1504).

• *question au Gouvernement :*

— **Difficultés financières de l'institut Pasteur** [18 décembre 1974] (p. 8041, 8042).

• *question orale avec débat :*

— (n° **18885**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1740, 1741) : absence de MM. Dassault et Hersant ; (p. 1746, 1747) : les difficultés actuelles de la presse dues à la politique de l'information du Gouvernement qui tend à favoriser la concentration ; la disparition de nombreux quotidiens ; la création du monopole de fait de Hachette sur la distribution ; le droit des citoyens français à une presse pluraliste et diversifiée ; (p. 1750) : reproche à M. Vivien de participer par ses propos à l'entreprise de concentration de la presse.

• *question orale sans débat :*

— (n° **22966**) : **Imprimerie et presse** [10 octobre 1975] (p. 6797, 6798) : ampleur considérable de la crise ; nécessité d'ouvrir une négociation tripartite entre le Gouvernement, le patronat et les travailleurs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Pollution de la ville de Rouen** [26 novembre 1975] (p. 8961) : la détection et la prévention nécessaires ; les mesures envisagées pour préserver la qualité de la vie dans la région de Rouen.

— **Intervention de la police dans les imprimeries du « Parisien libéré »** [8 décembre 1976] (p. 9073) : soutien apporté par le Gouvernement à M. Amaury ; viol de l'article 56, troisième partie, chapitre I, du code de procédure pénale (aucune exécution d'un jugement ne peut avoir lieu un dimanche).

— **Respect de la Constitution** [15 décembre 1976] (p. 9414) : déclaration du Premier ministre relative aux pouvoirs du Président de la République et du Gouvernement ; article 4 de la Constitution : activité des partis.

• *question orale sans débat :*

— (n° **38902**) : **Situation de la presse** [17 juin 1977] (p. 3966, 3967, 3968) : procédure des questions orales sans débat ; graves

difficultés de la presse française ; phénomène de concentration menaçant la liberté et la démocratie (violation de l'ordonnance de 1944) ; énorme concentration réalisée par M. Hersant.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Développement industriel et scientifique [8 novembre 1973] (p. 5380) : baisse de la part du PNB consacrée aux dépenses nationales de recherche, hypothèse basse du VIe Plan ; orientations du régime actuel en matière de recherche, grands programmes, abandon de la filière uranium naturel-graphite-gaz carbonique au profit de techniques contrôlées par les monopoles américains, privilège aux recherches financées par contrat ; inquiétude exprimée par M. Pierre Aigrain ancien délégué général à la recherche scientifique et technique ; (p. 5381) : *numerus clausus* dans les études médicales ; crise du soja et moyens de l'INRA ; malthusianisme et indépendance nationale ; recherche scientifique et satisfaction des besoins sociaux de la population ; retard de la recherche en science humaine ; esprit de recherche et utilitarisme, liberté de la recherche, contradiction entre les besoins individuels et sociaux des Français et les possibilités de les satisfaire d'une part, et politique entièrement soumise aux intérêts des puissances d'argent d'autre part ; crise de la société ; rôle social de la science ; juge nécessaire et possible une nouvelle politique de la science ; (p. 5382) : la recherche scientifique grand secteur de l'activité nationale ; nécessité de rejeter les conceptions étroitement utilitaristes de la recherche et de l'enseignement ; association de la recherche au domaine de la vie sociale, objectif des 3 % du PNB ; propositions du programme commun de gouvernement ; sa référence à des paroles de Jacques Salomon sur la défense de la science contre les puissances d'argent ; (p. 5385) : situation de l'Institut de recherche sur le logement de Limoges.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5510) : défend son amendement tendant à réduire de 4.133.000 F les crédits du titre III afin de protester contre l'absence d'information sur la gestion des crédits du centre Beaubourg ; exprime sa crainte de voir le centre Beaubourg devenir une sorte de temple du nouvel art officiel ; (p. 5511) : retire son amendement mais annonce que le groupe communiste proposera la création d'une commission d'enquête parlementaire sur le développement des activités du centre Beaubourg.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision [15 novembre 1974] (p. 6506) : le groupe communiste soutient aujourd'hui encore que l'intérêt national exige la démocratisation de l'ORTF ; les cahiers des charges renforcent les doutes que l'on peut avoir quant aux objectifs du Gouvernement ; le rêve d'une information aseptisée ; (p. 6508) : situation des créateurs dans la nouvelle organisation de la télévision ; le problème de la censure.

1975

— **Rappel au règlement** : prend acte de l'assurance du Président et souhaite que la session ne se termine pas sans qu'un débat de politique étrangère ait eu lieu [26 juin 1975] (p. 4777).

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4935) : la médiocrité de la politique extérieure de la France ; l'accord sur la prévention de la guerre nucléaire entre les Etats-Unis et l'Union soviétique ; la menace du déploiement des fusées nucléaires Pluton en Allemagne occidentale ; l'action du parti communiste contre cette implantation : l'alignement de la théorie française d'emplois des armes nucléaires tactiques sur la doctrine d'emploi américaine ; (p. 4936) : la politique française dans l'océan Indien ; la réinsertion de fait de la France dans l'OTAN ; l'inclusion des forces armées françaises dans l'appareil d'exécution et de télécommunications de l'OTAN ; l'absence de la France à la conférence de Genève ; le colonialisme de la France ; l'exemple de Djibouti ; l'appui donné par la politique giscardienne aux régimes condamnés par l'Histoire ; (p. 4937) : la solidarité du Gouvernement français avec le Gouvernement américain face aux pays producteurs de pétrole ; les déclarations antisoviétiques des membres du Gouvernement ; agir pour le désarmement, la paix et la détente ; (p. 4953) : entend prendre acte que des conversations officielles ont eu lieu entre le Président de la République et le Chancelier de l'Allemagne fédérale sur l'implantation des fusées Pluton.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision [18 novembre 1975] (p. 8592) : l'intolérance manifestée par les députés de la majorité, cause de la crise de l'information radiotélévisée ; avoir une radio et une télévision indépendantes des intérêts privés ; le bilan désastreux de la réforme :

(p. 8593) : l'uniformité des résultats de la prétendue recherche de la qualité ; une information mise à l'heure de l'austérité et de l'autoritarisme ; l'aide au profit des sociétés privées comme Thomson-CSF ; l'existence de la censure ; l'anticommunisme à la télévision ; (p. 8594) : les critères d'embauche et de licenciement qui révèlent cet anticommunisme ; libérer l'information du carcan du pouvoir ; la volonté du peuple de voir respecter la charte des libertés des communistes.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° 2275) [11 mai 1976] (p. 2854) : un projet de réforme qui ne donne pas à rêver ; le caractère de plus en plus social revêtu par la production ; la situation des travailleurs à l'opposé de leurs besoins de participation ; l'urgence d'une réforme profonde de l'entreprise à l'opposé de la fausse réforme présentée ; l'entreprise capitaliste ; la tentative par le grand patronat et par le Gouvernement de récupérer l'aspiration des travailleurs à des changements réels ; (p. 2855) : les déclarations de M. Ferry sur la portée de la réforme de l'entreprise ; un projet qui a pour but de graisser les rouages afin de mieux resserrer les écrous de l'exploitation ; rassurer les dirigeants des petites et moyennes entreprises tout en laissant de côté les risques accrus que fait peser sur elle la concentration accélérée de l'économie ; le champ d'application limité de la co-surveillance ; l'absence de dispositifs d'alerte des salariés, de l'opinion sur les intentions et les décisions préparées par les grandes sociétés ; (p. 2856) : l'impossibilité pour les comités d'entreprise de faire lever le secret sur les conflits réels et les comptes d'exploitation des sociétés ; l'insuffisance des mesures propres à lutter contre les accidents du travail ; la portée limitée des récentes décisions concernant la récupération partielle des heures supplémentaires en repos compensateur ; le refus du Gouvernement de s'attaquer de front à la question de la durée du travail ; la proposition de loi du groupe communiste tendant à favoriser l'intervention des travailleurs sur la marche des entreprises ; la démocratisation de l'entreprise, condition indispensable à l'exercice des libertés ; les mesures propres à assurer le développement des libertés individuelles des travailleurs dans l'entreprise et à étendre leurs droits ; l'information et la consultation des travailleurs ; (p. 2857) : la représentation des travailleurs au sein des conseils d'administration des entreprises nationalisées ; des propositions qui donnent aux salariés des moyens de contrôle et d'intervention accrus sur la vie de leurs entreprises ; la défense du projet par M. Ceyrac.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6728) : un plan pour l'injustice sociale, pour l'inflation, pour l'abaissement de la France ; (p. 6729) : refuse de laisser aggraver l'exploitation des travailleurs, de laisser mener le pays à la ruine, de laisser mettre la France à l'encan ; l'aggravation des inégalités, des injustices ; les profiteurs de l'injustice ; l'exploitation de la force de travail des ouvriers ; les mesures du parti communiste : la relance de la consommation populaire, la réduction du chômage, la révision de l'assiette de l'impôt, la démocratisation de la grille des salaires, l'amélioration des conditions de travail ; l'incapacité du Gouvernement à réduire les inégalités ; (p. 6730) : l'inflation et le chômage ; les mesures communistes de lutte contre l'inflation : le blocage des prix à la production, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité ; la suppression des privilèges fiscaux dont jouissent les grosses sociétés capitalistes ; Dassault ; les résultats du règne de M. Giscard d'Estaing ; la chute du franc ; le développement possible du secteur de la machine-outil ; les nationalisations ; (p. 6731) : la lutte contre les démolisseurs de la France ; la censure, moyen de se déterminer contre une politique d'austérité, de régression sociale, d'autoritarisme forcené.

— **Projet de loi relatif au régime fiscal de la presse** (n° 2298). **Discussion générale** [24 novembre 1976] (p. 8644) : oppose la question préalable ; historique de la répression de *L'Humanité ;* (p. 8645) : le prix de revient de la presse supérieur à son prix de vente ; la presse à la remorque de la publicité ; la publicité en fonction des critères politiques ; l'aggravation de la pression fiscale sur les journaux dont les recettes sont les plus faibles par le projet ; l'embarras de M. Robert-André Vivien ; les moyens dont doivent disposer un journal quotidien et un journal hebdomadaire ; avis de la profession et avis d'une table ronde dont sont écartés les directeurs de la presse communiste ; les conséquences injustes et graves de l'exonération de la TVA ; le taux réduit de la TVA et la concentration de la presse ; les journaux communistes, les premiers touchés ; (p. 8646) : la TVA et le dispositif de domestication de la presse ; le pluralisme des idées ; Aragon ; la liberté de la presse garantie dans la déclaration communiste sur les libertés ; les attaques du Gouvernement.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6438) : le montant dérisoire du budget ; la diminution des

effectifs ; la dégradation de l'environnement ; l'attitude des grandes sociétés capitalistes à l'égard des dépenses antipollution ; l'origine industrielle de la pollution du bassin Seine-Normandie ; la loi relative à la protection de la nature ; la conception du parti communiste français en matière d'écologie ; le principe d'une véritable politique de l'environnement, du cadre de vie et de la qualité de la vie ; la mise en application des mesures du programme commun de 1972 ; les éléments du projet de budget pour 1978 présenté par le PCF ; (p. 6439) : la nécessité de développer l'information sur les problèmes de l'environnement ; la « non-politisation » des questions de l'environnement ; (p. 6443) : le temps consacré par le ministre au traitement des actions d'intérêt local. **Examen des crédits** [20 octobre 1977]. **Etat B - Titres III et IV. Etat C - Titres V et VI** (p. 6443) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'organisation d'une consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil** (n° 2793). **Discussion générale** [23 novembre 1977] (p. 7845) : la privation de l'exercice du droit de vote des habitants de la ville nouvelle du Vaudreuil ; la loi Boscher du 10 juillet 1970 ; les conditions de construction des villes nouvelles ; donner aux habitants du Vaudreuil la possibilité de se constituer en commune ; la politique d'aménagement urbain qui a découlé de la loi de 1970 ; l'éclatement des structures communales ; les propositions communistes relatives aux droits des communes ; l'établissement du scrutin proportionnel ; le rôle des conseils municipaux ; le vote favorable du groupe communiste.

LE SÉNÉCHAL (Louis)

Député du Pas-de-Calais
(6e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 2 mars 1977 (*J.O.* du 4 mars 1977) (p. 1221).

Son éloge funèbre est prononcé [12 avril 1977] (p. 1704).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [30 octobre 1973] (p. 5091) : situation de sous-emploi de notre marine de pêche, chômage à Boulogne, insuffisance des objectifs du VIe Plan ; souhaite un grand débat sur la marine marchande.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6674) : l'utilisation de l'aide à la construction navale ; les subventions aux entreprises privées ; l'aide à la petite construction navale.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [14 novembre 1975] (p. 8445) : la politique du cabotage ; la place du pavillon français dans le trafic de la Manche ; (p. 8446) : les concurrences déloyales faites aux pêcheurs français ; la nécessité d'un report des annuités d'emprunt pour les artisans pêcheurs.

LESUR (Annie)

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation (enseignement préscolaire) du 8 juin 1974 au 12 janvier 1976.

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation (enseignement préscolaire) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation (enseignement préscolaire) (Gouvernement Chirac) Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5880) : les deux axes de l'action engagée : développement de l'enseignement pré-élémentaire audio-visuel et la mise en place d'écoles maternelles à fonctionnement continu ; atteindre un effectif moyen de trente-cinq élèves par classe ; (p. 5881) : les regroupements dans l'enseignement pré-élémentaire ; la préoccupation des handicapés dans le projet de loi qui sera soumis au Parlement ; diffusion d'une émission de radio pour l'information des parents ; l'école maternelle en fonctionnement continu répondra au besoin social de garde des enfants, l'intégrera dans un service global d'éducation et supprimera la ségrégation entre les enfants confiés à une garderie et ceux qui restent près de leur mère.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles. Article 4** [19 juin 1975] (p. 4449) : précise les raisons pour lesquelles elle n'a pu assister au début du débat portant sur le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Education [12 novembre 1975] (p. 8208) : l'entrée en service au cours de l'année 1975 de 2.850 classes maternelles nouvelles ; la création de 1.800 postes en 1976 ; le problème de l'actualisation du taux des subventions aux constructions ; le problème des transports scolaires pour les enfants d'âge pré-élémentaire ; le développement de la préscolarisation en milieu rural ; le système des institutrices itinérantes ; le rôle de l'école maternelle rurale comme lieu d'attraction des femmes ; la création d'un personnel à statut municipal en zone urbaine ; (p. 8209) : la nécessité d'une meilleure prévention des maladies et des accidents ; les résultats de la politique menée par le secrétaire d'Etat ; sa réponse à M. Mexandeau sur la répartition des créations de postes entre l'enseignement pré-élémentaire et l'enseignement élémentaire ; souhaite faire de l'école maternelle un relais de la cellule familiale.

LE TAC (Joël)

Député de Paris
(26e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la délégation parlementaire consultative de l'ORTF [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Est nommé membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et

les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **créer une redevance au profit des auteurs d'ouvrages mis en location dans les cabinets de lecture** (n° **134**) [12 avril 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 44 : Office de radiodiffusion télévision française** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 48 : Office de radiodiffusion télévision française** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 48 : Radiodiffusion télévision française** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 32 de la **loi n° 74-696** du 7 août 1974 relative à la **radiodiffusion et à la télévision** (n° **2108**) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi** relative à la communication de certaines rémunérations acquises dans le cadre du service public de la **radiodiffusion télévision française** (n° **2460**) [30 juin 1976].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 49 : Radiodiffusion et télévision française** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 74-696** du 7 août 1974 relative à la **radiodiffusion et à la télévision** (n° **2797**) [13 avril 1977].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 49 : Radiodiffusion et télévision française** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Office de radiodiffusion télévision française, rapporteur spécial [26 octobre 1973] (p. 4906) : ses observations sur la gestion et sur les structures de l'Office ; (p. 4907) : incertitude sur les chiffres du budget de l'Office, échec du système de gestion, non-association des cadres moyens aux responsabilités de la gestion, situation des cadres de l'Office, gestion financière et problèmes de structures, gestion informatique, décentralisation et autonomie des chaînes, critères de l'autonomie, nécessité de prévoir des ressources nouvelles ; augmentation de la redevance couleur, assortie de la suppression de la redevance radio, s'oppose à toute avance de la date d'augmentation de la redevance couleur et de la redevance originaire ; (p. 4908) : diminution des dépenses, problème de choix entre les investissements, souhaite que la priorité soit donnée au passage de la première chaîne à la couleur, raisons militant en faveur de ce passage, ses observations sur les conditions de discussion du budget de l'Office au Parlement.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision,** rapporteur pour avis (n° **1161**). **Discussion générale** [23 juillet 1974] (p. 3660) : les éléments positifs de la réforme : réponse au défi que lancent les nouvelles techniques ; meilleur contrôle parlementaire ; les réserves : l'absence de coordination des programmes, l'aggravation des coûts par l'application de la TVA, l'augmentation possible des forfaits consentis aux sociétés d'auteurs ; (p. 3661) : l'imprécision du critère de qualité pour la répartition de la redevance ; la recherche d'une solution équitable aux problèmes du personnel ; la crainte que l'on vienne bientôt à refaire l'ORTF. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3742) : amendement n° 67 : temps d'antenne pour les principales familles de pensée ; retiré. **Article 2** (p. 3745) : son amendement n° 148 : mission de formation de recherche et conservation des archives de l'ORTF ; repoussé. **Article 4** (p. 3759) : son amendement n° 70 : possibilité de céder les droits sur les émissions de radiodiffusion ; adopté ; (p. 3760) : son amendement n° 71 : rattachement des orchestres de l'ORTF ; repoussé. **Article 5** (p. 3762) : son amendement n° 4 : production minimum de chaque société nationale ; adopté. **Article 6** (p. 3763) : son amendement n° 72 : films cinématographiques ; adopté ; son amende-

ment n° 73 de pure forme devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 40 de M. Le Pensec ; (p. 3766) : son amendement n° 74 : budget autonome des centres régionaux ; adopté ; (p. 3769) : son amendement n° 76 : représentation parlementaire au comité consultatif des programmes ; repoussé ; (p. 3771) : son amendement n° 77 : porter les conseils d'administration de six à douze ; repoussé. **Article 9** (p. 3773) : son amendement n° 100 : permettre la production de films ; adopté ; son amendement n° 79 : production vidéo ; adopté. **Article 11** (p. 3777) : son amendement n° 80 : avis de la délégation parlementaire consultative sur le cahier des charges ; adopté. **Article 12** (p. 3781) : son amendement n° 81 de pure forme ; adopté ; (p. 3782) : son amendement n° 82 : remboursement des frais des campagnes électorales ; adopté. **Article 15** (p. 3787) : son amendement n° 86 : annexion du compte d'exploitation à la loi de finances ; adopté. **Article 18** (p. 3791) : amendement n° 88 : plafonnement des ressources publiques à 33 % du montant de la redevance ; adopté. **Article 22** (p. 3803) : amendement n° 94 : droits acquis des personnels du service de la redevance ; repoussé. **Article 23** (p. 3805) : amendement n° 95 : possibilité du congé spécial ; repoussé. **Article 24** (p. 3809) : amendement n° 96 : maintien du niveau de rémunération actuel ; adopté ; amendement n° 97 : obligation de faire trois propositions de reclassement ; adopté ; amendement n° 98 rectifié : maintien en poste des résistants et déportés ; adopté. **Article 26** (p. 3811) : amendement n° 99 : organisme liquidateur unique ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1182**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur spécial [15 novembre 1974] (p. 6490) : dénonce l'imbroglio consécutif au vote dans la hâte de la loi du 7 août 1974 ; (p. 6491) : les insuffisances du projet de budget ; le Gouvernement devrait prendre des dispositions pour respecter à la fois l'orthodoxie budgétaire, les droits du Parlement et les charges prévisibles des nouvelles structures en 1975 ; la situation difficile de la société de production ; l'établissement de production sera en fait en mesure d'orienter les « commandes » des sociétés de programme ; danger de reconstituer autour de la société de production l'ex-ORTF ; (p. 6492) : la situation financière dramatique des chaînes ; les problèmes de personnel ne sont pas réglés ; incertitudes quant aux mises à la retraite ; la commission des finances a recommandé de refuser la perception de la redevance. **Examen des crédits** (p. 6512) : ligne 104 de l'Etat E : amendement n° 78 : suppression de l'autorisation de percevoir la redevance ; repoussé. **Sur l'Article 30** (p. 6514) : son amendement n° 30 : budget de l'institut de l'audiovisuel ; repoussé.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur spécial [18 novembre 1975] (p. 8581) : la disparition de l'ORTF et les critiques à l'égard des sociétés qui lui ont succédé ; le caractère satisfaisant de la gestion ; (p. 8582) : le nécessaire rééquilibre des recettes entre les sociétés ; le problème du système de répartition de la redevance ; la situation de la Société française de production ; le conseil d'administration de l'institut national de l'audio-visuel ; la définition des missions de la radio-télévision à l'étranger ; (p. 8583) : le financement des investissements des sociétés ; la prolongation de la possibilité de départ en position spéciale offerte aux agents de l'ex-ORTF ; le retard apporté à la conclusion des conventions collectives ; la situation des musiciens de l'orchestre de la radio-télévision.

Commission mixte paritaire [16 décembre 1975] (p. 9862, 9863) : regrette la procédure utilisée pour faire voter le taux de la redevance de radio et de télévision ; analyse des crédits destinés à celle-ci.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur spécial [16 novembre 1976] (p. 8066) : cite *Démocratie française* ; le phénomène audiovisuel dans la société française ; une véritable autorité de tutelle ; la délégation parlementaire et les rapporteurs et la tutelle théorique du Premier ministre ; les sociétés de programme et la concurrence ; la qualité des programmes ; l'organisme de coordination ; la qualité de l'écoute ; la Régie française de publicité ; la suppression de la redevance radio ; (p. 8067) : Radio-France ; l'INA ; les abus commis lors de la réalisation et de la production ; les rémunérations ; la recherche d'une déontologie propre à l'audiovisuel ; le « play-back » ; la redevance télévision. **Examen des crédits** [16 novembre 1976]. **Article 50** (p. 8089) : soutient l'amendement n° 163 de M. Papon supprimant l'article 50 ; le rejet de cet article par la commission ; protester ainsi contre la désinvolture de l'administration quant à la préparation du décret devant donner des bases juridiques à la répartition des dotations préciputaires ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le vote de son amendement devant la parution prochaine du

décret attendu ; amendement n° 163 repoussé. **Après l'Article 50** (p. 8090) : indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 263 de M. Fillioud ; sa suggestion de confier à la Régie française de publicité la gestion de l'ensemble de la publicité de T F 1 et d'Antenne 2 ; la suppression des deux filiales de la RFP ; se rallie à l'amendement n° 265 du Gouvernement. **Après l'Article 70** : précise que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 225 de M. Duffaut soutenu par M. Fillioud ; indique que cet amendement lui paraît logique.

Taxes parafiscales. Examen des crédits [20 novembre 1976]. **Article 42 : Etat E** (p. 8476) : les difficultés de l'imprimerie de labeur ; s'oppose à l'amendement n° 269 de M. Ginoux ; estime que cette taxe aidera la profession à passer certains caps difficiles ; la mobilité géographique des travailleurs ; l'adaptation de la formation des techniciens ; l'accord de la presque totalité des professionnels au maintien de cette taxe.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Après l'Article 20** *bis* (p. 8803) : son amendement n° 17 : les agents statutaires de la radiodiffusion et de la télévision à reclasser dans une administration de l'Etat ; permettre la titularisation des agents concernés, un problème de justice ; adopté.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Radiodiffusion et télévision, rapporteur spécial [16 novembre 1977] (p. 7479, 7480) : la réforme de l'ORTF ; le bilan de la réforme ; les inconvénients de la concurrence entre les différentes sociétés ; la répartition de la redevance ; le rôle des ajustements décidés par les pouvoirs publics ; (p. 7481) : le pouvoir de coordination financière donné au Gouvernement ; la situation de la Société française de production ; confier la moitié du capital de la SFP aux trois sociétés de programme ; l'aménagement du régime fiscal de la radiotélévision française ; le réexamen du mode de taxation à l'impôt sur les sociétés ; le bénéfice de l'article 39 *bis* du code général des impôts ; la limitation de la progression des recettes de publicité de la télévision ; la mobilité des personnels. **Examen des crédits : Etat E - Ligne 82** (p. 7507) : l'avis défavorable de la commission sur l'amendement n° 163 de M. Ralite ; (p. 7509) : l'adoption par la commission de l'amendement n° 226 du Gouvernement ; la responsabilité du ministère de l'intérieur en matière de protection des installations de TDF ; la non-augmentation du volume de publicité. **Article 59** (p. 7511) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 227 du Gouvernement.

LE THEULE (Joël)

Député de la Sarthe
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité des prix de revient des fabrications d'armement [4 mai 1973] (p. 1051).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [9 juin 1976] (p. 3939).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 46 : Défense nationale, considérations générales et titre V - Armement** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexes n°s 49 et 51 : Défense - Considérations générales et titre V** (dépenses en capital) (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets militaires. — **Annexe n° 49 : Considérations générales et titre V** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Dépenses militaires. — **Annexe n° 50 : Considérations générales et titre V** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission spéciale, sur le projet de loi (n° 2388) et la lettre rectificative (n° 2754) au projet de loi relatif au **contrôle de la concentration économique** et à la répression des **ententes illicites** et abus de position dominante (n° **2954**) [2 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire, su rles dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au **contrôle de la concentration économique** et à la répression des **ententes illicites** et des abus de position dominante (n° **3058**) [29 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets militaires. — **Annexe n° 50 : Considérations générales et titre V** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Max Lejeune** (n° **2**), **Robert Fabre** (n° **3**), **Nilès** (n° **31**), **Bernard-Reymond** (n° **251**), **Chinaud** (n° **296**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 885, 886) : amélioration de la loi de 1970 ; organisation d'un service civique ; amélioration des conditions d'accueil des jeunes dans les forces armées ; amélioration des conditions d'exécution du service.

— (n° **19715**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2945) : l'adaptation de nos forces aux réalités de 1975 ; le problème de la condition militaire ; la décision de la France de se doter de l'arme nucléaire ; son rejet de la politique des blocs ; la distinction entre arme atomique tactique et arme atomique stratégique ; le Pluton ; envisager un commandement commun des forces stratégiques et tactiques ; l'ambiguïté du système actuel ; la nécessaire révision de la distinction entre forces de manœuvre, d'intervention et de défense opérationnelle du territoire ; revoir les structures ; lutter contre le conservatisme de certains états-majors ; avoir des forces mobiles et disponibles ; le caractère flou de la notion de « points sensibles » ; la notion de « base stratégique » ; le problème de la mobilisation générale et des réserves ; l'effort qu'exige la disponibilité de nos forces ; laisser une plus grande liberté aux commandants d'unités opérationnelles ; « dégraisser » les états-majors ; avoir une politique indépendante ; (p. 2946) : la lourdeur du système et la médiocrité des moyens d'instruction ; une politique de défense qui doit être claire ; améliorer la condition des personnels ; reconnaître la spécificité de la condition militaire ; dissocier grade et fonction ; développer l'information ; revoir le style de commandement ; le problème de la catégorie des officiers techniciens ; disposer de moyens d'entretien et d'instruction suffisants et de matériel valable ; élaborer le quatrième projet de loi de programme.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de certains personnels des PTT** [11 octobre 1977] (p. 6039) : les mesures prises pour assurer la sécurité des receveurs de postes et chefs de centre et réformer leur statut.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° **119**) [11 avril 1973] (p. 811) : évoque les problèmes de la jeunesse ; critique l'utilisation de la jeunesse par certaines politiques ; rappelle le retard accumulé en matière de jeunesse et d'éducation ; souligne l'impatience des jeunes devant la lenteur des adaptations nécessaires ; regrette l'absence de communication dans beaucoup de lycées ; (p. 812) : le caractère statique des méthodes pédagogiques ; critique l'attitude politisée d'une minorité d'enseignants ; souhaite que les parlementaires soient associés à l'élaboration de la réforme de l'enseignement secondaire ; estime néces-

saire de définir une nouvelle philosophie de l'école publique ; attend du Gouvernement, fermeté, volonté de réforme et effort financier ; défend le DEUG et demande l'application de la réforme ; lie le débat sur les sursis à celui concernant l'organisation et les finalités de la défense ; rappelle les réformes du service militaire et du sursis ; (p. 813) : critique l'ancien système du sursis ; juge le refus des jeunes passionné et peu raisonné ; demande que ce problème soit examiné dans le contexte général de défense ; souhaite une réflexion d'ensemble sur l'opportunité du maintien ou de la modification du service militaire ; souhaite que l'esprit de la loi de 1970 soit maintenu mais que des aménagements soient apportés ; demande que l'on examine aussi les problèmes des autres catégories de jeunes ; estime que l'autorité doit être complémentaire d'une certaine générosité.

— **Projet de loi, modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion des articles** [13 juin 1973] : **Après l'Article 2** (p. 2104, 2105) : son amendement : priorité aux jeunes qui demandent à être incorporés avant l'âge de vingt ans ; répond aux arguments du Gouvernement ; maintient son amendement ; explique le vote de son groupe en faveur de l'ensemble du projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (articles 20 et 21). — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5388) : rapporteur général : guerre du Proche-Orient, guerre moderne et consommation de matériel, arme nucléaire, diversification de notre force de dissuasion, politique des blocs, problème de la défense européenne ; effort prévu pour la défense nationale en 1974 ; pourcentage du budget et du PNB, effort de la nation légèrement inférieur à celui des années passées ; (p. 5389) : sa question au ministre sur la modulation des priorités à l'intérieur de l'enveloppe en fonction de nos capacités scientifiques ; développement de l'arme nucléaire ; dépenses de personnels et situation de la fonction militaire ; déflation des effectifs ; revalorisation de la situation matérielle des militaires de carrière ; respect des prévisions de la loi de programme ; crédits du centre d'études nucléaire du Pacifique, avion Jaguar, crédits de l'armée de terre ; construction d'un avion de combat futur ; sa question relative aux orientations de la force nationale stratégique, à la situation de l'industrie aérospatiale, sur la coopération dans les constructions, UEO, CEE et Eurogroupe ; (p. 5390) : marché commun des armements et industrie française des armements.

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5503) : évoque la situation de la presse filmée, celle du fonds de soutien, les rapports entre l'ORTF et le cinéma qui pourraient être instaurés par une sorte de charte.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5726) : situation de l'emploi au Mans et nécessité d'une initiative particulière des pouvoirs publics, conséquences de la position géographique du Mans par rapport à Paris ; demande le bénéfice de la prime de localisation tertiaire ; (p. 5727) : ses questions relatives au tracé de l'autoroute Chartres - Le Mans, à l'autoroute Le Mans - Vitré et à l'échangeur sur le CD 4 sarthois, à l'autoroute Le Mans - Angers.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 18** (p. 6665) : ses précisions quant à la destination des crédits ; non-participation de la France aux opérations du Tchad ; accord de défense sur l'utilisation de la base de Fort-Lamy.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres, rapporteur spécial [8 novembre 1974] (p. 6149) : analyse des crédits ; les effectifs ; les industries d'armement ; la présentation du budget ; les missions de l'armée ; la troisième loi de programme ; (p. 6150) : les dépenses de personnel ; le service militaire ; l'égalité des appelés ; les voyages gratuits ; le prêt du soldat ; l'utilité du service militaire ; la situation des personnels de carrière ; le statut des officiers ; le casernement des forces françaises en Allemagne ; les installations sportives et les camps ; les exportations d'armement ; (p. 6151) : les matériels des forces nucléaires ; les études ; la force nucléaire stratégique ; les expériences atomiques ; le centre d'essais du Pacifique ; les forces de manœuvre ; l'armement atomique tactique ; la standardisation des armements ; l'équipement des armées de l'air et de terre et de la marine ; le dispositif d'outre-mer ; les forces du territoire ; la majorité votera les crédits. **Examen des crédits. Article 25** (p. 6199) : s'oppose à la réduction des crédits aux sociétés aéronautiques privées ; (p. 6206) : explique le sens de l'amendement n° 135 du Gouvernement : réduction des crédits d'équipement et d'études ; (p. 6207) : repousse l'amendement n° 139 de M. Mourot transférant cer-

tains crédits de recherches sur les voyages gratuits aux appelés ; (p. 6208) : repousse l'amendement n° 140 de M. Mourot transférant certains crédits destinés à la recherche scientifique sur les primes de technicité, mais demande l'accroissement de ces primes. **Avant l'Article 50** (p. 6213) : défend l'amendement n° 84 de M. Papon demandant au Gouvernement un programme quinquennal à horizon glissant pour l'équipement en matériel des armées ; retiré.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires, budget annexe du service des essences, rapporteur spécial [30 octobre 1975] (p. 7601) : la volonté politique de renforcer le potentiel de défense de la France ; (p. 7602) : ce qui a été obtenu en faveur des personnels ; les insuffisances que contient le projet de loi ; le système des forces en 1976 ; la diminution du poids des forces nucléaires stratégiques ; la diminution de l'effort pour les forces de manœuvres terrestres ; l'accroissement en ce qui concerne la composante aérienne ; le trop grand cloisonnement des forces traditionnelles ; (p. 7603) : le renforcement de l'encadrement ; l'emploi éventuel des forces de manœuvre ; l'emploi de l'armement atomique tactique ; réduire la présence française en Allemagne ; le stationnement des troupes outre-mer et dans les pays indépendants d'Afrique ; demande de dépôt d'une loi de programme en 1976 ; le rôle joué dans l'économie par les industries d'armement ; (p. 7604) : le problème des ventes d'armes à l'étranger. **Examen des crédits. Article 30** (p. 7640) : demande la réserve de l'article 30. **Après l'Article 64** (p. 7640) : son amendement n° 75 : présentation par le Gouvernement, avant le 31 mars 1976, d'une quatrième loi-programme comprenant les crédits d'entretien programmés ; repoussé. **Article 30** (*suite*) (p. 7642) : son amendement n° 154 : opérer une déduction sur les crédits destinés à la SNIAS ; retiré ; son amendement n° 155 : réduire les crédits du chapitre 53-72 de la section Air ; estime nécessaire une réduction des effectifs du centre d'expérimentation du Pacifique ; retiré. **Article 42** (p. 7644) : ses doutes sur l'efficacité de l'article 42.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Après l'Article 2** (p. 2644) : défend l'amendement n° 21 de M. Papon : report au 1er janvier 1978 de l'application du troisième paragraphe de l'article 11 de la loi du 19 juillet 1975 en ce qui concerne la taxe d'habitation perçue dans les groupements de communes ; (p. 2645) : accepte de remplacer le terme « groupements de communes » par celui de « communautés urbaines » ; n'accepte de ramener le délai de janvier 1978 à janvier 1977 que si le Gouvernement prend l'engagement de déposer un nouveau texte en matière de taxes d'habitation perçues pour les communautés urbaines ; adopté. **Après l'Article 7** (p. 2667) : fait ressortir les dangers de l'amendement n° 22 défendu par M. Bernard Marie ; estime que cet amendement va se traduire pour certains clubs sportifs par des charges supplémentaires alors que l'exonération de la taxe ne sera pas automatique.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3288) : considère que la présentation d'une loi de programme d'équipement militaire aurait été la meilleure des solutions ; les trois parties du projet et leur valeur inégale ; l'extraordinaire effort mené depuis quinze ans ; les débats sur l'usine de Pierrelatte et le retrait de l'OTAN ; le rejet de la politique des blocs ; (p. 3289) : ne pas minimiser l'effort considérable accompli par les trois armées ; le chemin parcouru depuis seize ans ; couvrir, au préalable, les insuffisances de trésorerie du ministère de la défense ; la réaffirmation de la politique suivie par le général de Gaulle et Georges Pompidou ; l'absence de véritables programmations ; la volonté des députés du groupe UDR d'être mieux éclairés sur les intentions du Gouvernement ; l'introduction de la notion de bataille en Europe qui n'existait pas dans les lois de programme précédentes ; le report du lancement du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins ; le moindre accroissement des crédits pour les forces nucléaires ; (p. 3290) : la faible part qui est actuellement réservée à la force nucléaire stratégique ; conserver, en ce domaine, une capacité technologique suffisante ; maintenir le niveau dissuasif atteint en 1976 ; la réduction du nombre des engins Pluton ; remplacer l'armement nucléaire tactique américain par un armement européen comparable, seul moyen pour une défense véritablement européenne ; la nécessaire modernisation des forces classiques ; le poids du nombre et les limites de notre volonté de faire du service national un service véritablement universel et obligatoire ; le problème du maintien de la conscription ; les difficultés du budget de la défense pour 1976 ; (p. 3291) : l'importance de l'exportation pour le maintien de l'activité de notre industrie d'armement ; sa vulnérabilité face aux exportations nécessaires ; faire en sorte que le Gouvernement dispose, en période de crise, de moyens permettant de conduire de façon indépendante sa politique. **Discussion de l'article unique** [25 mai 1976] (p. 3456) : défend l'amendement n° 16 de

M. Cressard prévoyant que des crédits seront affectés en priorité à l'étude puis à la construction d'un sous-marin, lanceur d'engins supplémentaires d'une nouvelle génération ; réservé puis adopté avec l'ensemble du projet de loi (p. 3464) ; (p. 3457) : indique pour quelles raisons il lui paraît nécessaire que soit construit un sixième sous-marin nucléaire lance-engins ; demande au ministre quelle erreur il aurait pu commettre ; (p. 3457, 3458) : son amendement n° 5 prévoyant que 15 % au moins du budget de la défense seront consacrés chaque année aux forces nucléaires stratégiques ; réservé ; (p. 3459) : son amendement n° 7 prévoyant pendant la période de programmation une augmentation progressive d'au moins 10 % des effectifs de la gendarmerie ; demande quelles sont les intentions du Gouvernement en matière d'effectifs de la gendarmerie pour les six ans à venir ; réservé ; (p. 3460) : demande au ministre à combien le ministère de la défense estime le manque de crédits de paiement pour l'année 1976 ; expose les répercussions économiques du manque de crédits de paiement au titre des armées pour le budget 1976 ; (p. 3461) : propose une modification rédactionnelle du deuxième alinéa du texte envisagé pour l'amendement n° 15 tendant à supprimer la référence au mot « programmation » ; retire son amendement n° 6 tendant à une nouvelle rédaction de l'article unique. **Après l'Article unique** (p. 3462) : indique que s'il ne doit y avoir qu'un seul rapport il faut que celui-ci soit déposé en temps opportun et demande au ministre si la ventilation des différents titres du budget de la défense tient compte des « entretiens programmés ».

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur spécial pour les considérations générales et pour le titre V [8 novembre 1976] (p. 7718) : aucun amendement présenté par la commission des finances ; le budget de la défense, l'un des budgets favorisés et globalement conforme à la loi portant approbation des objectifs militaires pour 1977-1982 ; un effort sensible prévu pour la vie courante et l'activité opérationnelle ; les équipements et les infrastructures, un secteur sacrifié ; une industrie d'armement dépendante de l'exportation ; la défense dans divers pays ; l'effort portant essentiellement sur le titre III ; (p. 7719) : l'application loyale de la réforme des statuts ; les charges de personnel ; le problème du service national ; le tiers des jeunes échappant au service militaire ; les reports d'incorporation et les dispenses ; un malaise de l'opinion ; les crédits destinés aux carburants ; la situation des équipements et de l'infrastructure ; le financement des autorisations de programme ; l'Alphajet ; les AM 30 ; les questions de politique ; la même conception globale ; des maladresses concernant la solidarité avec l'OTAN ; le créneau à la frontière orientale de l'Allemagne ; Pluton ; l'intervention de la 1re armée ; maladresse sur le « rééquilibrage » des forces ; les SNLE ; les engins M 4 ; le fait nucléaire et les forces conventionnelles ; exportation indispensable nécessitant des études et des facilités financières ; demande des explications sur les difficultés de trésorerie de 1976 ; le sixième SNLE ; (p. 7721) : relever les crédits consacrés aux études dans le budget de 1976 ; le nombre des effectifs. **Examen des crédits. Crédits militaires. Article 28** (p. 7763) : les relations entre la commission des finances et celle de la défense ; le sixième SNLE ; les chars ; le F 1 ; le CEA ; l'Alphajet.

1977

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**), rapporteur de la commission spéciale. **Première lecture. Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3612) : le délai d'étude du projet de loi par la commission spéciale ; l'objet du projet de loi ; ses caractéristiques ; la création d'une commission de la concurrence ; la mise en place d'un dispositif de contrôle des concentrations économiques ; le renforcement des moyens de lutte contre les ententes illicites et contre les abus de position dominante ; le caractère peu parlementaire des textes applicables en matière d'infraction à la législation économique ; le rôle des ordonnances de 1945 ; le problème des sanctions administratives ; (p. 3613) : le retour à un système de sanctions administratives abandonné depuis 1955 ; la demande par M. Hoguet de la réforme des ordonnances de 1945 ; les propos du Président Foyer sur l'ordonnance du 30 juin 1945 ; la liaison trop étroite des revirements des principes du législateur à la conjoncture ; le principe nouveau de la responsabilité pénale des personnes morales ; la politique industrielle ; la remise en question des concentrations ; l'inflation structurelle ; le contrôle des accords pour les concentrations ; l'alternative offerte aux entreprises ; le pouvoir d'injonction des ministres ; l'avis de la commission de la concurrence ; la préservation de la liberté des contrats ; les amendements de forme proposés par la commission ; (p. 3614) : les amendements de fond de la commission spéciale ; la

modification de dispositions concernant la commission de la concurrence ; la nomination du président ; sa composition ; les fonctions de président et de rapporteur ; la possibilité offerte à la commission de siéger en sections séparées ; les dispositions relatives au contrôle de la concentration économique ; l'appréciation de l'opération de concentration ; la responsabilité et les pouvoirs du président de la commission ; la communication aux entreprises intéressées des pièces et annexes de rapports au vu desquels la commission de la concurrence est appelée à formuler son avis ; la saisine de la commission par les organisations de consommateurs, les organisations syndicales et les collectivités locales ; les garanties des droits de la défense devant la commission de la concurrence ; la possibilité pour les entreprises de relever soit de la procédure allégée de l'article 55, soit de la procédure prévue à l'article 53 ; la faculté offerte à la juridiction d'instruction saisie en vue de l'application de l'article 419 du code pénal de demander l'avis de la commission de la concurrence ; demande à l'Assemblée d'adopter le projet de loi. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 3627) : son amendement n° 1 : de pure forme ; adopté. **Article premier** : son amendement n° 2 : création et mission d'une commission de la concurrence ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 3628) : son amendement n° 3 : composition de la commission ; renouvellement du mandat du président et des commissaires ; emploi à plein temps du président et des rapporteurs ; la fixation de règles pour la répartition des sièges au sein de la commission de la concurrence ; la demande par le gouvernement d'un vote par division de l'amendement n° 3 ; adoption du premier alinéa de l'amendement n° 3 ; la fixation par la commission spéciale du nombre des commissaires à 15 ; (p. 3629) : la proposition du gouvernement instituant des suppléants ; le non-examen des dernières dispositions de l'amendement n° 4 ; le non-examen par la commission du sous-amendement du Gouvernement ; quatrième et cinquième alinéas de l'amendement n° 3 adoptés ; (p. 3630) : amendement n° 3 adopté ; son amendement n° 4 : composition des sections et modalités de désignation des présidents de sections de la commission de la concurrence ; la proposition par le Gouvernement de l'institution de suppléants ; le nombre de membres composant les sections ; devenu sans objet. **Article 2** (p. 3631) : les sous-amendements n^{os} 75, 76 et 77 ; son amendement n° 5 : nouvelle rédaction de l'article mettant l'accent sur l'appréciation de l'opération de concentration du point de vue du progrès économique et social qu'elle peut continuer à engendrer ; l'élargissement de la notion d'opération de concentration ; (p. 3632) : le rejet par la commission des sous-amendements n^{os} 75 et 76 de M. Poperen soutenus par M. Leenhardt ; le rejet par la commission spéciale du sous-amendement n° 77 ; le nombre de personnes employées par le Bundeskartelamt ; le rejet par la commission du sous-amendement n° 39 de M. Gantier ; amendement n° 5 adopté. **Article 3** (p. 3633) : son amendement n° 6 : de suppression ; adopté. **Article 4** : son amendement n° 7 : de suppression ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 8 : de suppression ; adopté. **Avant l'Article 6** : son amendement n° 9 : rédaction de l'intitulé du chapitre 2 ; adopté. **Article 6** (p. 3634) : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction de l'article ; l'acceptation par la commission spéciale du sous-amendement n° 49 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 51 : initiatives du président de la commission et du ministre chargé de l'économie en matière de recherche de l'existence de passation des conventions visées à l'article 3 par des entreprises ; amendement n° 10 adopté ; la nécessité d'une souplesse de fonctionnement de la commission. **Article 7** (p. 3635) : le rejet par la commission de l'amendement n° 59 de M. Poperen ; son amendement n° 11 : d'harmonisation ; adopté. **Article 8** : son amendement n° 12 : d'harmonisation ; adopté ; accepte l'amendement n° 50 du Gouvernement ; son amendement n° 13 : communication des pièces aux parties intéressées ; devenus sans objet ; son amendement n° 14 : possibilité offerte aux parties intéressées de produire leurs observations dans le courant de la procédure ; devenu sans objet. **Article 9** (p. 3636) : son amendement n° 15 : nouvelle rédaction de l'article 9 ; la signification de l'expression « au vu de l'avis de la commission » ; (p. 3637) : le rejet par la commission du sous-amendement n° 40 de M. Gantier ; la limitation à trois ans du contrôle *a posteriori ;* faire en sorte que le contrôle *a posteriori* puisse jouer pleinement ; le respect par le ministre de tutelle de l'avis de la commission de la concurrence ; son sous-amendement verbal à son amendement n° 15 : modification rédactionnelle ; adopté ; amendement n° 15 adopté. **Article 10** : son amendement n° 16 : de suppression ; adopté. **Après l'Article 10** (p. 3638) : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 62 de M. Poperen ; son sous-amendement n° 83 à l'amendement n° 62 de M. Poperen : suppression des dispositions relatives à l'injonction aux intéressés par le ministre de prendre des mesures propres à rétablir une concurrence satisfaisante ; la nécessité de conserver un maximum de souplesse à la loi ; adopté. **Avant l'Article 11** : son amendement n° 17 : de coordination ; adopté. **Article 11** : son amendement n° 18 : de suppression ; adopté.

Article 12 : son amendement n° 19 : de suppression ; adopté. **Article 13** (p. 3639) : son amendement n° 20 : de suppression ; adopté. **Avant l'Article 14** : son amendement n° 21 : de coordination ; adopté. **Article 14** : son amendement n° 22 : de suppression ; adopté. **Article 15** : son amendement n° 23 : caractère obligatoire des injonctions et des prescriptions prononcées en application de l'article 9 ; adopté ; le remplacement des sanctions administratives par d'autres sanctions en cas de vote de l'amendement n° 66 de M. Poperen ; demande la réserve de l'amendement n° 66. **Article 16** : son amendement n° 24 : de suppression ; adopté. **Après l'Article 16** (p. 3640) : son amendement n° 25 : agents habilités à réaliser les enquêtes requises par le président de la commission de la concurrence ; adopté ; le rejet par la commission de l'amendement n° 67 de M. Poperen ; le rejet par la commission du système proposé par l'amendement n° 68 de M. Poperen ; (p. 3641) : le rejet par la commission de l'amendement n° 69 de M. Poperen ; l'article 37-4 de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; le rejet par la commission de l'amendement n° 70 de M. Poperen ; la définition des multinationales retenue par l'amendement n° 70 ; le développement de l'emploi ; l'éventuelle dissuasion des entreprises étrangères. **Article 15** (*suite*) : précise que l'amendement n° 66 de M. Poperen n'a plus d'objet. **Article 20** (p. 3642) : son amendement n° 26 : de pure forme ; adopté ; son amendement n° 27 : faculté offerte à la commission de ne pas mettre en œuvre la procédure d'instruction et notification de cette décision à l'auteur de la saisine ; adopté ; son amendement n° 28 rectifié : secret des délibérations des assemblées des collectivités territoriales relatives à la saisine de la commission de la concurrence ; le rôle du rapporteur ; (p. 3643) : les conséquences pour les entreprises de la non-application des règles du secret des délibérations des collectivités territoriales ; l'éventuel découragement des municipalités de saisir la commission de la concurrence ; repoussé. **Après l'Article 20** : son amendement n° 29 : précision par décret en Conseil d'Etat des conditions de procédure de nature à assurer les garanties des droits de la défense devant la commission de la concurrence ; adopté. **Article 21 : Article 53 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** : l'avis favorable de la commission sur l'amendement n° 45 de M. Papon ; **Article 54 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3644) : son amendement n° 30 : compétences de la commission de la concurrence quant à la qualification des faits ; adopté ; son amendement n° 31 : motivation de la décision du ministre ; adopté ; son amendement n° 32 : de pure forme ; adopté ; **Article 55 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3645) : son amendement n° 33 : conditions du bénéfice en cas de demande de la procédure lourde ; adopté ; **Article 56 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** : son amendement n° 34 : publication au *Bulletin officiel du service des prix* des décisions ministérielles prises en application des articles 52 à 55 de l'ordonnance et possibilités de recours de pleine juridiction devant le Conseil d'Etat contre les décisions ministérielles prises en application des articles 53 à 55 de l'ordonnance ; adopté ; **Article 58 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** : son amendement n° 35 : conditions d'instruction de la prescription de l'action publique dans les conditions de droit commun ; adopté ; **Article 59 de l'ordonnance n° 45-1483 du 30 juin 1945** (p. 3646) : le rejet par la commission de l'amendement n° 43 rectifié de M. Gantier ; l'hostilité de la commission à l'article 419-2° du code pénal ; l'adoption par la commission des amendements n^{os} 46 de M. Papon et 47 de M. Brocard ; la préférence donnée par la commission à l'amendement n° 46 de M. Papon sur l'amendement n° 43 rectifié ; (p. 3647) : la non-distribution de l'amendement n° 43 rectifié de M. Gantier. **Article 22** : son amendement n° 36 : possibilités données à toutes les juridictions existantes de demander l'avis de la commission de la concurrence ; adopté ; son amendement n° 37 : caractère obligatoire de la demande d'avis par la juridiction d'instruction saisie en vue de l'application de l'article 419-2° du code pénal ; le caractère automatique de la saisine de la commission ; le caractère systématique de la demande d'avis de la commission par les juridictions ; adopté. **Après l'Article 23** (p. 3648) : le même examen par la commission de l'amendement n° 78 de M. Masson ; la possibilité d'extension de l'action publique pour certaines affaires actuellement en cours devant les tribunaux ; la séparation des pouvoirs. **Commission mixte paritaire**, rapporteur de la commission mixte paritaire [30 juin 1977] (p. 4521) : les points de discussion de la commission mixte paritaire ; la composition de la commission de la concurrence ; le plafond des amendes ; l'article 59 de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; l'adoption d'un article 59 *bis* ; (p. 4524) : le dispositif de l'amendement n° 5 du Gouvernement ; se déclare favorable à titre personnel à l'amendement n° 5 du Gouvernement ; son amendement n° 4 : suppression du texte proposé pour l'article 59 de l'ordonnance du 30 juin 1945 ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie* :

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur spécial pour les considérations générales et pour le titre V [9 novembre 1977] (p. 7223) : la nature du budget de 1978; la part du budget militaire dans le budget de l'Etat ; la décroissance de la part relative des dépenses de personnel ; les crédits affectés à l'entretien courant et à l'activité opérationnelle ; (p. 7224) : le remboursement des charges exceptionnelles ; le paiement des bateaux commandés par l'Afrique du Sud et placés sous embargo ; l'augmentation du prix des produits pétroliers ; l'évolution des dépenses en capital ; la progression des autorisations de programme ; les autorisations affectées à la force nucléaire ; les forces classiques ; le développement des matériels de l'armée de l'air, de l'armée de terre, de la marine ; la priorité accordée aux forces nucléaires ; les contraintes budgétaires ; la réorganisation de l'armée de terre ; la protection des intérêts maritimes de la France ; la zone économique des deux cents milles ; la loi de programmation adoptée en 1976 ; la construction du sixième sous-marin nucléaire lanceur d'engins ; les problèmes que pose le budget ; (p. 7225) : la communication de l'échéancier des autorisations de programme ; la promesse du Gouvernement en la matière ; la loi de programmation ; l'affectation de crédits à l'étude et à la construction d'un sixième SNLE ; les déclarations du ministre à ce propos ; les études ne relevant pas de la force nationale stratégique ; les casernements ; le développement de certains moteurs d'avions ; le M. 53 ; (p. 7226) : l'équipement du Mirage 2000 avec le moteur M. 53-5 ; les caractéristiques du M. 53-7, le moteur « Dextre » ; le rapprochement entre la SNIAS et la société AMD-BA ; (p. 7228) : l'adoption par la commission des finances des crédits du titre V du budget de la défense ; (p. 7248) : la décision de construction du sixième SNLE ; la nécessité de cette construction ; (p. 7252) : la protection de la zone économique des deux cents milles ; les intentions du Gouvernement relatives aux moyens retenus pour assurer la mis sion de protection de la zone ; les réponses du SGDN. **Examen des crédits. Article 38** (p. 7275) : demande au nom de la commission des finances la réserve de l'article 38 ; réservé. **Après l'Article 38** (p. 7276) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 209 de M. Honnet ; (p. 7277) : son amendement n° 190 : communication par le Gouvernement aux parlementaires, avant le 1er avril 1978, d'un programme d'acquisition des matériels nécessaires pour assurer la surveillance de la zone économique des deux cents milles ; le caractère interministériel du Parlement d'être informé sur les moyens mis en œuvre pour assurer la surveillance de cette zone ; réservé ; (p. 7278) : son amendement n° 191 : communication par le Gouvernement, avant le 1er février 1978, de l'échéancier des autorisations de programme prévues jusqu'en 1982 ; l'inapplication du texte voté par le Parlement ; (p. 7279) : le refus du Gouvernement de donner au Parlement les informations nécessaires à l'exercice de son droit de contrôle ; la non-connaissance de l'évolution des commandes de matériels ; la complémentarité des analyses en termes d'autorisations de programme et de crédits de paiement ; l'existence d'un échéancier des autorisations de programme ; la dignité du Parlement ; réservé ; (p. 7280) : son amendement n° 192 : dépôt par le Gouvernement, avant le 1er octobre 1978, de l'échéancier des crédits et des dates de mise en chantier et de mise en service du sixième SNLE ; les propos de M. Guéna lors de la discussion de la loi de programmation militaire ; la date de livraison des missiles M. 4 ; (p. 7281) : la date à laquelle le ministère de la défense sera capable de fournir un échéancier ; réservé. **Article 38** (*suite*) (p. 7283) : demande le report de la discussion de l'article 38 à la fin de la discussion budgétaire. **Après l'Article 46** : son amendement n° 193 rectifié : abrogation de l'article 42 de la loi de fiances pour 1976 relatif à la création d'un compte de commerce « Construction de casernements » ; l'autorisation du ministre de la défense de permettre un découvert du compte « Construction de casernements » ; retiré. **Après l'Article 66** (p. 7284) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 221 de M. Allainmat.

Services du Premier ministre. — Services généraux : services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social. Examen des crédits. — Secrétariat général de la défense nationale [18 novembre 1977]. **Après l'Article 36** (p. 7700) : la mission de coordination et d'étude confiée à M. Achille Fould ; préciser les moyens en matériel nécessaires à la surveillance de la zone économique.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 70** (p. 7762) : son amendement n° 234 : fixation à 45 francs par habitant du plafond des ressources fiscales que les régions sont autorisées à percevoir ; adopté.

Crédits et articles réservés, rapporteur spécial [18 novembre 1977]. **Article 38 et après l'Article 38** (p. 7766) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 206 de M. Honnet; (p. 7768) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 207 de M. Honnet; demande la réserve du vote sur l'amendement n° 207 et sur l'article 38 ; (p. 7769) : le non-examen par la commission de l'amende-

ment n° 209 de M. Honnet ; son amendement n° 190 : communication par le Gouvernement avant le 1er avril 1978 au Parlement du programme de construction des bâtiments et d'acquisition d'avions nécessaires à la surveillance de la zone économique des deux cents milles ; retiré ; son amendement n° 191 : communication par le Gouvernement au Parlement, avant le 1er février 1978, de l'échéancier des autorisations de programme prévues jusqu'en 1982 pour toutes les sections du budget de la défense ; retiré ; son amendement n° 192 : dépôt par le Gouvernement, avant le 1er octobre 1978, d'un rapport donnant l'échéancier des crédits et des dates de mise en chantier et de mise en service du sixième SNLE ; retiré.

LÉVAL (Pierre)

Député de la Haute-Saône
(2e circonscription)
(RCDS).

En remplacement de M. Jean-Jacques Beucler, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [3 mai 1977] (p. 2360, 2388).

S'inscrit au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [6 mai 1977] (p. 2561).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [3 mai 1977] (p. 2388).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 76-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge [21 décembre 1977] (p. 9185).

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :* **Travail** [14 novembre 1977] (p. 7351) : le problème des accidents du travail ; le bilan des accidents ; (p. 7352) : les progrès réalisés ; la loi du 6 décembre 1976 : la publication des décrets d'application ; informer l'opinion publique de l'importance du problème ; l'application de la législation en vigueur ; l'institution de postes d'ingénieurs de sécurité ; la prévention des accidents ; la réparation des accidents du travail.

L'HUILLIER (Waldeck)

Député des Hauts-de-Seine
(1re circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **ramener de 120.000 à 30.000 le nombre minimum d'habitants d'une commune à partir duquel le conseil municipal de celle-ci est autorisé à voter des indemnités de fonction aux conseillers municipaux autres que le maire et les adjoints** (n° **328**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 2 de la loi n° 58-239 du 8 mars 1958 concernant la désignation des membres français à l'assemblée unique des Communautés européennes** (n° **330**) [10 mai 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République,

sur la proposition de résolution (n° 933) tendant à créer une **commission d'enquête parlementaire** sur les **pratiques des sociétés pétrolières en France** (n° **1048**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 2322) tendant à instituer un **moratoire de saisies et expulsions** (n° **2860**) [4 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à la défense des sociétés coopératives de production **HLM** et à l'extension de leurs prérogatives à œuvrer dans le secteur locatif (n° **3085**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8074) : l'ampleur des bénéfices réalisés par les grandes compagnies pétrolières ; (p. 8075) : leur régime fiscal ; les provisions de reconstitution de gisements ; les conditions de contrôle sur les sociétés françaises ; les recherches en mer d'Iroise.

• *questions au Gouvernement :*

— **Bénéfices des compagnies pétrolières** [15 décembre 1976] (p. 9415) : demande une discussion publique à la télévision et devant le Parlement sur les agissements des compagnies pétrolières.

— **Association pour l'enseignement des étrangers** [15 juin 1977] (p. 3799) : garanties à apporter aux salariés de l'AEE et à l'ensemble des salariés de la formation ; mise en place d'une véritable politique nationale de formation des immigrés.

— **Cité scolaire Edouard-Vaillant de Gennevilliers** [16 novembre 1977] (p. 7498) : l'état très alarmant des locaux de cette cité scolaire.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi** sur la **modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6547) : oppose la question préalable ; arrière-pensées du Gouvernement et situation réelle des collectivités locales; accroissement des charges et poids de la fiscalité locale ; répartition des ressources et des charges ; sa référence à une déclaration de M. Pompidou, candidat à la présidence de la République ; crédits du FAC ; transfert des charges financières et endettement des communes ; propose un calendrier de discussion des textes relatifs à la réforme des finances locales ; répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; remplacement de la patente ; adaptation des trois « vieilles » ; propositions de loi déposées par son groupe ; (p. 6548) : non-application des ordonnances du 7 janvier 1959 ; projet du Gouvernement concernant l'affectation de la nouvelle taxe professionnelle ; volonté d'utiliser un impôt local pour financer les investissements régionaux (politique de défense des gros intérêts privés et des contribuables locaux importants ; budgets locaux et inflation) ; non-publication du rapport de la commission Mondon-Pianta ; nouvelle répartition des ressources entre l'Etat et les collectivités territoriales prévue par le programme commun de la gauche ; système de péréquation au niveau départemental ; critique le projet de loi ; aggravation de la charge fiscale de certains redevables ; exemple d'un village du Sud-Est ; (p. 6549) : fiscalité accrue et transfert inter-taxes ; conteste les conditions dans lesquelles l'administration a dû effectuer la réévaluation des valeurs locatives ; propose à l'Assemblée d'ajourner l'examen du projet ; s'oppose à la prise en compte du loyer comme base d'établissement d'un impôt ; ses propositions quant à une réforme de la fiscalité locale ; éléments de base de la taxe d'habitation et de la taxe professionnelle ; ressources du fonds d'action sociale ; caisse d'aide et d'équipement des collectivités locales et utilisation des fonds libres des communes ; remboursement de la TVA ; vœu de l'association des maires de France sur la non-dissociation de l'étude et de l'application du projet du Gouvernement de la future taxe professionnelle ; son opposition à toute départementalisation de la futur taxe ; demande la tenue d'une session extraordinaire en février sur la réforme générale des finances locales. **Discussion des articles : Avant l'Article premier** (p. 6571) : défend les sous-amendements de M. Combrisson ; sa réponse au Gouvernement ; ses suggestions restées sans réponse ; position du Gouvernement à l'égard de la réforme de la patente. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7225, 7226) : explique le vote de son groupe contre l'ensemble du projet.

1974

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative aux sociétés pétrolières** (n° 933), rapporteur. **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3077) : présente son rapport favorable à la création de la commission d'enquête.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5547) : le problème hospitalier à Gennevilliers.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6744) : les effectifs de police ; la criminalité et la délinquance ; les propositions des organisations syndicales ; le statut général des fonctionnaires ; le dialogue avec les organisations syndicales ; le recrutement et la formation professionnelle ; les services de garde statique ; les détachements de policiers ; l'utilisation des policiers comme briseurs de grève au centre de tri des Hauts-de-Seine ; (p. 6745) : les provocations ; le refus des hommes de la DST de répondre aux convocations du juge d'instruction ; les locaux de la police ; les traitements et indemnités ; les retraités ; le groupe communiste ne votera pas le budget.

1975

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions de procédure pénale** (n° **1479**). **Discussion des articles** [24 avril 1975] : **Article premier** (p. 2093) : son amendement n° 41 : prolongation de la détention limitée à deux mois ; repoussé. **Article 2** (p. 2097) : son amendement n° 42 : substituer aux mots « quatre mois » les mots « deux mois » ; repoussé ; [25 avril 1975] : **Article 10** (p. 2171) : son amendement n° 38 : substituer aux mots « la décision n'est pas susceptible de recours » les mots « sa décision est susceptible de recours » ; ne pas laisser au président de la chambre criminelle le pouvoir de décider si un recours est possible ou non ; repoussé. **Article 11** : article 802 du code de procédure pénale ; son amendement n° 39 : supprimer le texte proposé pour l'article 802 ; repoussé. **Après l'Article 14** (p. 2174) : son amendement n° 44 : modifier l'article 165 du code de procédure pénale ; permettre aux opérations d'expertise d'être effectuées de façon contradictoire ; repoussé. **Explications de vote** (p. 2179, 2180) : le refus du Gouvernement et de la commission face aux amendements du groupe communiste ; le vote négatif de ce groupe.

— **Projet de loi portant réforme sur le divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Après l'Article 287 du code civil** (p. 3398) : son sous-amendement n° 311 : seule une assistante sociale peut faire l'enquête ; repoussé ; [30 mai 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Article 251 du code civil** (p. 3476) : son amendement n° 19 : permettre au juge de procéder à la conciliation à la demande de l'une des parties ; adopté ; **Article 268 du code civil** (p. 3480) : son amendement n° 37 : partage des donations ; repoussé ; [3 juin 1975] : **Article 237 du code civil** (p. 3499) : son amendement n° 8 : ramener de six à trois ans la durée de rupture de la vie commune ; repoussé.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3907) : assurer des finances saines et équilibrées aux collectivités locales ; les méthodes de travail imposées par le Gouvernement ; consacrer une session extraordinaire à la discussion du projet ; l'absence de travaux statistiques sur le sujet ; l'attente de la prise en charge par l'Etat des dépenses qui sont de son ressort ; les recettes fournies par la patente ; (p. 3908) : l'absence d'assiette convenable prévue pour la taxe professionnelle ; le non-apport de ressources nouvelles ; le transfert qui s'opérera au détriment de la taxe d'habitation ; le transfert de charges à attendre au sein de la contribution professionnelle ; la ligne suivie par le Gouvernement en matière de transfert de charges des gros contribuables vers les petits ; empêcher l'Etat de décider certaines exonérations dont la charge serait supportée par les collectivités locales ; le maintien de bases injustes ; l'abandon du critère de bénéfice ; (p. 3909) : retenir la notion de chiffre d'affaires ; les amendements du groupe communiste ; instituer un taux progressif pour la taxe professionnelle. **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 3** (p. 4001) : s'étonne que le Gouvernement n'ait pas expliqué son opposition à l'amendement n° 75 de M. Kalinsky.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8302) : l'insuffisance des crédits accordés aux collectivités locales ; (p. 8303) : la responsabilité de l'Etat dans la situation des collectivités locales ; le problème des finances locales ; l'insuffisance des crédits du fonds d'équipement des collectivités locales ; les charges excessives en matière d'éducation ; la continuation de la spéculation foncière ; (p. 8304) : l'aggravation de la dégradation de la situation des communes ; la faiblesse des rémunérations de la fonction communale ; la réduction des personnels des préfectures ; les nécessaires prélèvements fiscaux sur les sociétés pétrolières ; moyen d'assurer des possibilités financières aux communes ; faire en sorte que les communes soient maîtresses de leur administration. Commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République (réunion ouverte à tous les membres de l'Assemblée nationale).

Débat préparatoire à l'examen en séance publique des crédits budgétaires [6 novembre 1975]. Annexe à la troisième séance du 13 novembre 1975 (p. 8328) : la réforme des finances locales ; la TVA ; le VRTS ; les avances de trésorerie ; les bénéfices des compagnies pétrolières.

Articles et articles additionnels non rattachés. Article 55 [19 novembre 1975] (p. 8728) : déplore la modification du projet relatif au prolongement de la ligne de métro 13 *bis* à partir de Clichy ; s'oppose à la construction d'un métro au rabais.

— **Rappel au règlement** : proposition de loi relative à la protection de la sous-traitance [5 décembre 1975] (p. 9455) : critique des méthodes de travail de l'Assemblée nationale ; amendements déposés tardivement par le Gouvernement.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Discussion des articles** [5 décembre 1975] **Article 4 B** (p. 9470) : se prononce pour le maintien de l'article 4 B.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Article premier** (p. 9985) : son amendement n° 47 : « La région Ile-de-France, collectivité territoriale de plein exercice » ; reproche au Gouvernement de repousser toute décentralisation ; repoussé.

1976

— **Projet de loi relatif à la prorogation des mesures provisoires d'adaptation des dispositions concernant l'apprentissage** (n° **2244**). **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4755) : estime que la loi de 1971 n'a nullement résolu le problème de la formation des jeunes : l'aggravation de la situation due à la réforme Haby ; les principes sur lesquels devrait reposer la formation professionnelle : une formation générale de niveau élevé, égale pour tous, correspondant aux réalités économiques envisagées à long terme ; la formation au rabais offerte aux jeunes ; une nouvelle aggravation de la situation résultant du VII[e] Plan ; l'opposition du groupe communiste au projet.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Après l'Article 2** (p. 5087) : son amendement n° 5 tendant à élire les conseillers municipaux au scrutin de liste et à la représentation proportionnelle ; repoussé. **Après l'Article 7** (p. 5092) : estime, sur l'amendement n° 26 de M. Aubert défendu par M. Fanton, que des assemblées nombreuses sont favorables à la démocratie. **Explications de vote** [7 juillet 1976] (p. 5134) : la modification du code électoral à l'approche de nouvelles élections alors que le Gouvernement se sent en difficulté ; une machine de guerre contre la gauche ; un projet préparé en hâte devant lequel la majorité s'est inclinée ; la provocation de la convocation en session extraordinaire alors que la sécheresse sévit et que l'inflation menace ; (p. 5135) : un projet qui tend à désorienter les électeurs et à empêcher les formations politiques de s'exprimer librement ; les injustices du système électoral ; la représentation proportionnelle revendiquée par le comité national de la Résistance, acceptée en 1945 par le général de Gaulle, seul mode de scrutin équitable ; indique que le groupe communiste votera contre le projet.

— **Rappel au règlement** [7 juillet 1976] (p. 5126) : discussion du projet de loi modifiant le code électoral.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Travail [15 novembre 1976] (p. 8023) : l'aide aux travailleurs migrants ; la formation professionnelle des adultes ; (p. 8024) : la situation de la population étrangère en France ; l'AFPA : les immigrés ; les dossiers de la Quinzaine ; le fonds d'action sociale ; les moyens mis à la disposition des communes ; la répression des trafics de main-d'œuvre ; les familles ; la grande rencontre « Français-immigrés » ; la loi de juin 1972 réprimant les crimes ou les écrits racistes ; les « marchands de sommeil » ; indique que le groupe communiste ne votera pas ce projet de budget.

Territoires d'outre-mer [19 novembre 1976] (p. 8399) : l'aggravation par le budget de la situation économique et sociale dans les TOM ; des structures coloniales archaïques ; (p. 8400) : des crédits en régression ; le FADIL ; les crédits affectés aux dépenses militaires ; un statut départemental imposé ; les déclarations de M. Stirn ; une attitude passéiste face au vent du changement allant à l'encontre des désirs d'autonomie ; les intérêts économiques ; les manœuvres de la France à Djibouti ; les Comores ; les résolutions de l'OUA, de l'ONU et de la conférence des non-alignés vis-à-vis de Mayotte.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 28 octobre 1976 [*J.O.* Débats du 20 novembre 1976] (p. 8359) : le silence de M. Poniatowski sur l'application des réformes de 1973 et de 1975 sur la taxe

d'habitation et la patente ; les projets de réformes ; le rapport Guichard ; le transfert aux collectivités locales de pouvoirs importants.

— **Projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents** (n° **2180**). **Discussion générale** [25 novembre 1976] (p. 8695) : les textes concernant les ventes d'armes ; interrogation sur l'efficacité réelle du projet en matière de port d'arme ; les mécanismes subtils et machiavéliques de l'aggravation de la peine ; les dispositions relatives aux armes de sixième catégorie ; la loi anti-casseurs ; indique que le groupe communiste votera contre le projet. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1976]. **Explications de vote** (p. 9763, 9764) : un renforcement des méthodes répressives ; le vote opposé du groupe communiste.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Commission mixte paritaire** [18 décembre 1976] (p. 9682) : l'accroissement des dépenses des collectivités locales ; un texte dangereux, inacceptable ; indique que le parti communiste refusera de voter ce texte.

1977

— **Projet de loi relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2432**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 3** (p. 2454) : son amendement n° 7 : responsabilité décennale individuelle des membres du groupement ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 mai 1977]. **Article 24** (p. 2704) : son amendement n° 8 : conditions de publication et de communication à des tiers et accès des parlementaires aux documents et renseignements recueillis en application des articles 132 et 133 du code minier ; (p. 2705) : l'importance de la disposition proposée ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**), **lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article premier** (p. 3005) : la non-affectation de crédits au titre de l'assistance, de la solidarité et de la prévoyance aux collectivités locales ; la non-actualisation des dotations des collectivités locales ; la pauvreté ; l'importance des crédits consacrés par les collectivités locales à toutes les formes d'aide sociale; leur répercussion sur leur fiscalité ; (p. 3006) : la répartition équitable des charges entre les communes et l'Etat.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion des articles** [4 octobre 1977]. **Article 3** (p. 5791) : son amendement n° 2 soutenu par Mme Constans : garanties offertes aux citoyens en matière d'accès aux données ; repoussé. **Article 6** (p. 5800) : son amendement n° 5 soutenu par M. Kalinsky : composition de la commission nationale informatique et libertés ; repoussé par scrutin public.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Article 7** (p. 5952) : soutient l'amendement n° 104 de Mme Constans : nullité des clauses obligeant l'emprunteur à verser une indemnité au titre des intérêts non encore échus en cas de remboursement ; repoussé. **Article 9** (p. 5954) : soutient l'amendement n° 105 de M. Villa : possibilité pour le prêteur d'exiger une indemnité supplémentaire en cas de défaillance dans l'exécution par l'emprunteur d'un contrat de location assorti d'une promesse de vente ou d'un contrat de location-vente ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Justice. Examen des crédits [25 octobre 1977]. **Article 79** (p. 6594) : les conditions d'attribution de l'aide judiciaire ; la nécessité d'une transformation du système actuel d'aide judiciaire.

— **Rappel au règlement** [20 décembre 1977] (p. 9089) : le report de l'examen du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public ; les conditions de détermination de l'ordre du jour de l'Assemblée.

— **Rappel au règlement de M. Fanton** [20 décembre 1977] (p. 9090) : l'inscription à l'ordre du jour de la discussion du projet de loi portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public.

LIGOT (Maurice)

Député de Maine-et-Loire
(5e circonscription)
(UC, puis App. RI).

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique du 27 août 1976 au 29 mars 1977, du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'apparente au groupe des républicains indépendants [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique (Premier Gouvernement Barre), décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 27 septembre 1976 de son mandat de député [*J.O.* du 29 septembre 1976] (p. 5764) [2 octobre 1976] (p. 6304, 6306).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre chargé de la fonction publique (Premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (fonction publique) (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission nationale des opérations immobilières et de l'architecture [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [12 octobre 1973] (p. 4348).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1974 [12 décembre 1973] (p. 6916).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre du conseil supérieur de la coopération [28 novembre 1974] (p. 7240).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre du conseil supérieur de la coopération [24 juin 1976] (p. 4680).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 8 : Logement** (crédits du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme) (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 19 : Logement** (crédits du ministère de l'équipement) (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° **1880**). — Budgets civils. - Equipement. — **Annexe 19 : Logement** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission des finances, de l'économie générale et du plan, à la suite d'une **mission** effectuée **en URSS** (n° **2087**) [18 décembre 1975].

— **Projet de loi** modifiant certaines dispositions du titre I du livre I du **code du travail** relatives au **contrat d'apprentissage** (n° **2686**) [10 décembre 1976].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question d'actualité :*

— **Maisons familiales rurales** [30 mai 1973] (p. 1682, 1683) : insuffisance du

relèvement des taux de subventions journalières aux maisons familiales rurales.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2802, 2803) : gravité de la situation des éleveurs ; nécessité d'une adaptation des importations européennes à la consommation.

• *question au Gouvernement :*

— **Plans d'occupation des sols** [2 octobre 1974] (p. 4667).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7699) : le chômage entraîné par les moyens mis en œuvre pour enrayer l'inflation ; les difficultés rencontrées par les jeunes et les femmes cherchant un emploi ; les mesures d'urgence à prendre (modulation de l'emploi pour les femmes, les jeunes et les travailleurs âgés) ; nécessité de réactiver les agences de l'emploi ; allégement des charges pesant sur les entreprises ; (p. 7700) : lancement de grands travaux : voies navigables, centrales nucléaires.

• *question au Gouvernement :*

— **Politique à l'égard des petites villes** [23 avril 1975] (p. 1999).

• *question orale sans débat :*

— (n° **20223**) : **Financement de constructions d'hôpitaux** [4 juin 1975] (p. 3664, 3665) : coordination entre le ministère de la santé et la sécurité sociale.

• *question au Gouvernement :*

— **Aide aux chômeurs** [25 juin 1975] (p. 4712, 4713) : les difficultés rencontrées par les chômeurs pour percevoir les différentes aides (allocation d'aide publique, assurance chômage de l'UNEDIC, allocation supplémentaire d'attente en cas de licenciement pour motif économique) ; les mesures propres à simplifier les formalités.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bonhomme : Grève dans les services publics** [6 octobre 1976] (p. 6386) : la loi du 31 juillet 1963 définissant les principes de l'application du droit de grève dans la fonction publique (préavis, interdiction de grèves sauvages et de grèves tournantes, retenue des rémunérations) ; le principe de la continuité du service public.

— **M. Honnet : Indépendance de la fonction publique** [18 mai 1977] (p. 2862, 2863) : gravité du questionnaire « le travail des fonctionnaires de l'Etat » publié dans « Action et finances » ; l'impartialité dont l'administration doit faire preuve ; le respect de la règle de réserve.

— **M. Duroure : Recrutement de hauts fonctionnaires par des entreprises privées** [8 juin 1977] (p. 3495) : les règles fixées par le statut général de la fonction publique, le décret du 14 février 1959 et l'article 175-1 du code pénal ; distinction entre les fonctionnaires démissionnaires et les fonctionnaires mis en disponibilité.

— **M. Mario Bénard : Indemnisation des rapatriés** [15 juin 1977] (p. 3794, 3795) : l'effort important réalisé ; amélioration en 1974 de la loi de 1970 sur l'indemnisation ; accélération de la liquidation des dossiers ; aménagement des prêts avec moratoire.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Bégault** (n° **38954**) : **Application de la loi du 9 juillet 1976 sur la protection de la famille aux femmes fonctionnaires** [17 juin 1977] (p. 3971) : publication au *Journal officiel* du 7 juin du décret d'application de l'article 14 concernant le congé postnatal ; décret d'application relatif à l'article 21 sur la limite d'âge applicable au recrutement par concours des fonctionnaires de la catégorie A.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Renard : Discussions salariales dans la fonction publique** [5 octobre 1977] (p. 5842) : attachement du Gouvernement à la politique contractuelle dans la fonction publique ; son espoir d'aboutir.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p 1403) : place que l'Etat fait aux villes dans la nation ; politique d'accompagnement du développement naturel des villes ou politique volontariste ; développement de l'urbanisation en France ; prévisions de la commission des villes du VI[e] Plan ; (p. 1404) : politique des villes nouvelles et politique des métropoles d'équilibre ; communautés urbaines ; politique du logement aidé ; mouvement de concentration et phénomènes inhérents à la croissance urbaine ; dégradation croissante des conditions d'existence dans les

grandes agglomérations ; exodes rural ; logements sociaux et équipements d'accompagnement en zone rurale ; possibilité de maîtriser le développement urbain ; liberté et autonomie des collectivités locales pour le développement urbain ; répartition du logement social sur l'ensemble du territoire ; développement économique et créations d'emplois ; mesures d'incitation permettant une diffusion des activités tertiaires ; industries de haut niveau ; réserves foncières.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [6 juin 1973] (p. 1832) : sensibilité de la jeunesse ; adaptation aux métiers manuels par la voie de l'apprentissage ; moyens d'éviter la coupure entre l'enseignement et la vie professionnelle ; pécule en faveur des jeunes en préapprentissage ; déductibilité de ce pécule de la taxe d'apprentissage ; centres de formation d'apprentis ; financement de stages de formation pour les professeurs de ces centres ; facilités d'exonération de la taxe d'apprentissage ; instituts universitaires de technologie ; adaptation de l'enseignement aux réalités professionnelles ; vocation des IUT ; (p. 1833) : adaptation des constructions scolaires ; programmation au même rythme et selon le même volume que les constructions de logements ; inadaptation aux conditions locales du bâtiment ; régime autoritaire enlevant aux collectivités locales toute participation au choix des entreprises ; sa critique du système de la subvention forfaitaire ; adaptation de l'enseignement privé aux exigences de la croissance ; inquiétude des parents ; problème de l'exercice de la liberté du choix de l'école dans les quartiers neufs.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [18 octobre 1973] : **Avant l'Article 41** (p. 4541) : ses observations, importance de l'article 41, choix de civilisation, artisanat et société moderne, préapprentissage et création d'emplois, enseignement alterné, enseignement et formation pratique, cas des jeunes déficients mentaux ou moteurs ; [19 octobre 1973] : **Après l'Article 51** (p. 4619) : son amendement : sort des demandes de permis de construire en instance. **Seconde délibération. Article 23** (p. 4626) : soutient l'amendement de M. Godon relatif à la composition de la commission départementale d'urbanisme commercial : représentation paritaire des élus comprenant le maire de la localité et des représentants des activités commerciales et artisanales.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5208) : situation du ministère du développement industriel et scientifique ; secteur d'activité puissamment créateur d'emplois ; sa demande de précisions sur le rôle du ministère dans l'affaire Lip ; rôle du ministère minimisé par rapport à sa fonction ; rôle du comité interministériel de politique industrielle ; moyens financiers d'incitation au développement industriel ; insuffisance des liaisons avec les secteurs socio-économiques ; rôle de la direction des prix et de la direction des relations économiques extérieures, du ministère des finances ; absence de véritable service régional du ministère du développement industriel et scientifique ; nécessité d'une politique industrielle cohérente ; développement industriel régional ; sa proposition de loi tendant à favoriser le redressement des entreprises en difficulté ; (p. 5209) : situation du secteur de la mécanique et de la machine-outil ; dépendance énergétique de la France ; importations de gaz naturel ; diversification des sources d'approvisionnement en pétrole ; plans d'utilisation des produits pétroliers, voitures électriques, centrales nucléaires ; ses questions au ministre sur les approvisionnements actuels et sur les mesures prises pour assurer l'alimentation convenable des industries ; politique industrielle commune.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5313) : exploitation familiale ; revenus des agriculteurs et rentabilisation des investissements ; niveau des prix d'orientation, alimentation en eau potable ; souhaite une aide en priorité aux syndicats qui œuvrent depuis de nombreuses années ; maisons familiales rurales et carte scolaire ; (p. 5314) : prêts bonifiés ; suggère le remplacement des subventions d'élevage par des bonifications d'intérêt supplémentaires ; régime de la patente sur certaines productions agricoles (amendement de son groupe à la loi de finances sur ce point) ; récupération de la TVA sur le fuel agricole ; industries agricoles et alimentaires.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5658) : « massivité » du budget de l'éducation nationale, difficultés de l'administration, conditions d'attribution des bourses, auxiliariat, enseignement catholique, lourdeur de la machine administrative.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5728) : régime de primes établi par les décrets d'avril 1972 ; ses réserves sur le bien-fondé de ces dispositions ; problème de la modulation des aides, distinction entre les villes et les zones rurales ; suggère d'établir une priorité à la création des emplois de qualité, priorité à l'extension des entreprises existantes, priorité à l'aide aux petites entreprises artisanales qui peuvent s'élever au niveau industriel ; (p. 5729) : priorité à l'aide au développement

industriel dans les petites villes et les zones rurales ; modification du régime actuel d'aides.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme. — Logement [14 novembre 1973] (p. 5753), rapporteur spécial : ses réserves sur la situation du logement dans le projet de budget ; non-exécution du programme de logements sociaux prévus au VI[e] Plan ; réduction du nombre des constructions d'HLM locatives ; diminution du nombre des PLR financés ; logements HLM en accession à la propriété ; situation de la catégorie des HLM accession 1970 ; sociétés coopératives d'HLM ; intérêt insuffisant porté au logement locatif aidé ; réduction des crédits des ILN ; suppression des primes sans prêt et ses conséquences ; plans d'épargne-logement ; prêts du Crédit agricole ; (p. 5754) : insuffisances de l'habitat rural et de l'habitat diffus ; critères de répartition des crédits entre régions ; priorité dont bénéficient les métropoles d'équilibre ; affectation systématique aux grandes villes des crédits d'HLM locatifs ; atteintes portées aux incitations à la construction ; renchérissement et réduction des prêts bancaires ; lettre rectificative de justice fiscale du ministre de l'économie et des finances et ses conséquences sur la construction ; caractère stérilisant des modèles et du plan de construction ; son analyse du système de l'allocation de logement ; retard dans l'amélioration de l'habitat ancien ; ses observations retenues par la commission des finances ; réexamen des prix plafonds ; réexamen du financement du Crédit agricole ; (p. 5755) : réexamen du financement de l'aide à l'amélioration de l'habitat ancien ; nouvelles modalités de financement de l'ANAH ; réexamen impératif de la programmation entre les régions et à l'intérieur des régions ; redéploiement des aides de l'Etat à la construction de logements ; son souhait de participer aux travaux devant conduire à la détermination de nouveaux critères de répartition ; réexamen de l'allocation de logement ; réexamen des crédits HLM à caractère d'intérêt général du logement social et mission du service public de la politique du logement ; charges pesant sur la construction et le logement. **Article 37** (p. 5803) : défend l'amendement de la commission des finances tendant à opérer une redistribution des crédits HLM ; son amendement à titre personnel.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6029) : rôle et moyens des maires, sous-administration des communes ; nécessité de réviser la situation des cadres administratifs municipaux ; parité avec les fonctionnaires de l'Etat ; harmonisation des carrières des cadres municipaux et de celles des fonctionnaires de l'Etat ; création d'un cadre A et d'un cadre B ; recrutement, correspondance entre la qualité des fonctionnaires communaux et celle des fonctionnaires de l'Etat ; (p. 6030) : formation et recrutement des personnels d'encadrement des communes, sécurité publique, effectif des gardiens en tenue ; participation des communes aux dépenses de police ; son désaccord sur les modalités de l'augmentation des charges communales de police ; ses propositions : mission annuelle du contingent communal de la police, augmentation des effectifs de la police en tenue des corps urbains ; construction et aménagement de commissariats ; ses suggestions pour améliorer le sort des policiers en tenue des corps urbains.

— **Projet de loi, relatif à la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637). **Discussion générale** [4 décembre 1973] (p. 6550) : projet de loi en discussion et ensemble des problèmes posés par la réforme et crise des finances locales ; question préalable déposée par son groupe ; analyse la crise des finances locales ; inégalité dans la répartition des charges de l'impôt entre l'Etat et les collectivités locales ; souhaite un travail législatif d'ensemble ; la réforme simultanée de toutes les sources d'impôts locaux ; retrait de la question préalable après les indications fournies par le Gouvernement ; débat sur la crise des finances locales lors de la prochaine session ; dépôt du projet de réforme de la patente avant le 31 décembre 1973 ; assurances du Gouvernement quant à la répartition de la nouvelle patente entre les collectivités locales ; ses observations sur la portée du projet en discussion ; équité réelle entre les contribuables ; volonté de justice fiscale.

1974

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2922) : le projet aboutit à augmenter le corps électoral de 8 % ; niveau intellectuel élevé de ces nouveaux électeurs ; simplifier les conditions d'inscription sur les listes électorales ; la pression des jeunes doit s'exercer au sein des institutions ; la vie politique y gagnera en sérieux ; le problème de la formation civique et l'exigence des réalités.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5550) : un budget en forte augmentation ; un effort d'humanisation ; la charte ; un effort important en faveur des personnes âgées ; des préoccupations ; le dépôt de loi d'orientation sur les handicapés ; la formation des infirmiers et des infirmières ; l'encadrement administratif des hôpitaux ; le financement de l'aide à domicile aux personnes âgées ; la sectorisation de la médecine psychiatrique ; les difficultés financières des foyers de jeunes travailleurs :

développer les crèches à domicile ; un effort de réflexion s'impose à la veille de la préparation du VII[e] Plan.

Agriculture. — FORMA, BAPSA (7 novembre 1974] (p. 6034) : l'égalisation de la condition sociale des agriculteurs et des autres catégories ; les crédits d'équipement ; l'exécution du VI[e] Plan ; les aménagements ruraux et les industries agricoles et alimentaires ; les adductions d'eau dans la région des pays de Loire ; l'enseignement agricole ; les maisons familiales rurales et la formation d'apprentis de l'artisanat ; la production de viande bovine ; (p. 6035) : la clause de sauvegarde ; le renforcement de l'ONIBEV et l'organisation du marché de la viande par les groupements coopératifs et commerciaux.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6381) : ses observations sur la nécessité pour le ministère de l'industrie et de la recherche de mener son action sur l'ensemble du territoire.

Equipement et urbanisme. Crédits du ministère de l'équipement [16 novembre 1974] (p. 6548) : importance de l'effort à consentir en faveur des liaisons inter-régionales ; nécessité de l'aide de l'Etat pour l'aménagement des rocades urbaines ; (p. 6549) : accroître la participation de l'Etat à l'entretien du réseau national et départemental ; une nouvelle politique des façades maritimes ; transformer les conditions de fonctionnement de la batellerie ; définir de façon précise les possibilités de transfert des coefficients d'occupation des sols ; s'inquiète de l'insuffisance des aides en faveur des villes moyennes ; (p. 6550) : le système d'aide à la création de réserves foncières est mauvais.

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6569) : les graves difficultés de l'industrie du bâtiment ; (p. 6570) : s'élève contre la réputation inflationniste du secteur de la construction ; ses réserves sur la notion même de programmation en valeur ; notre système d'aide à la construction est de plus en plus inadapté ; (p. 6571) : les HLM risquent de ne pas être adaptés ; la commission estime nécessaire la refonte totale de notre système d'aide au logement social. **Article 43** (p. 6600) : son amendement n° 80 ; fixation à 220.000 du nombre d'HLM ; repoussé. **Article 52** (p. 6604) : son amendement n° 85 : acquisition de terrains destinés au logement social ; adopté.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6732) : analyse des crédits ; création d'emplois de préfecture ; les indemnités ; le personnel communal ; la lutte contre le feu ; les Canadairs ; les emplois de la police nationale ; les vacataires ; (p. 6733) : le secrétariat et l'accueil dans les commissariats ; l'implantation des commissariats et postes de police ; les indemnités de dimanches et jours de fêtes ; le moral de la police ; les constructions publiques ; l'assainissement ; la viabilité des zones d'aménagement concerté ; la voirie ; les plans de circulation ; le regroupement communal ; la subvention globale d'équipement ; le remboursement de la TVA ; les finances locales ; les transports scolaires ; les nationalisations de CES et CEG ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; la patente ; les réserves foncières ; l'aménagement du territoire ; la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) ; (p. 6734) : votera le budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**) (4 décembre 1974] (p. 7394) : la conjoncture ; dirigisme; productivité; distorsions; installation des entreprises étrangères; opportunité; son amendement n° 9 à l'article 2 ; (p. 7404) : option entre marge et chiffre d'affaires pour les entreprises saisonnières ; rejeté (p. 7405).

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article premier** (p. 2570) : son amendement n° 15 : pour les agriculteurs soumis au régime du forfait établir une liste des catégories de biens concernés par décret en Conseil d'Etat ; éviter les multiples difficultés d'application ; adopté.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII[e] Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3550) : la gravité de la situation dans de nombreuses régions ; l'aggravation des disparités régionales ; la situation des régions de l'Ouest ; prendre à bras le corps le problème d'aménagement du territoire ; les résultats importants qui ont été acquis ; la fragilité de l'industrialisation de l'Ouest ; renforcer les moyens financiers réglementaires ; donner un coup d'arrêt au développement des grandes concentrations urbaines ; (p. 3551) : l'aménagement du territoire, préoccupation essentielle du VII[e] Plan.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3915) : les services assurés par les collectivités locales ; l'insuffisance des moyens mis à leur disposition ; la nécessaire modernisation du système fiscal ; les buts assignés à la taxe ; faire aller de pair modernisation et justice ; adapter la deuxième phrase de la réforme aux réalités constatées à l'issue de la première ; (p. 3916) : le non-apport de

ressources supplémentaires ; redéfinir les tâches des collectivités locales et de l'Etat ; accroître les ressources des collectivités locales ; réformer le régime de subventions ; réexaminer le régime des prêts bonifiés.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Article 2** (p. 4428) : son amendement n° 50 : favoriser un réel équilibre des équipements entre les villes et les campagnes ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6129) : l'ampleur du plan et ses dispositions ; les difficultés des petites et moyennes entreprises ; la réévaluation des bilans et des prêts à court terme ; l'exemple du secteur de la chaussure ; la nécessité d'une monnaie stable, assortie de parités fixes ; (p. 6130) : renégocier le tarif extérieur commun ; équilibrer notre balance commerciale et accroître nos exportations.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n^os^ **1588** et **1881**). **Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6609) : intervient contre la question préalable déposée par le groupe socialiste ; montre que le texte est le complément des réformes engagées depuis quinze ans ; l'adoption d'un impôt foncier aboutirait à vouloir résoudre les problèmes posés aux grandes villes en imposant tous les propriétaires ; s'interroge sur l'existence d'une doctrine commune à l'ensemble de l'opposition en matière foncière et d'urbanisme ; si le texte proposé avait existé, certaines opérations réalisées avec des densités incroyables n'auraient pu voir le jour ; [8 octobre 1975] (p. 6673) : estime que les maladies de l'urbanisme sont dues en partie au fait qu'on réglemente en termes trop généraux ; (p. 6674) : l'urbanisme se définit d'une part comme consommation d'espace et, d'autre part, comme organisation de l'espace ; rappelle que le droit de construire doit être un attribut essentiel et inséparable du droit de propriété ; la loi connaîtrait un plein succès paradoxal si elle n'entraînait aucune recette pour les collectivités locales et si elle facilitait la protection des immeubles anciens ; le droit de préemption ne sera un véritable droit que s'il est assorti d'un délai précis et connu d'avance ; suggère la mise en œuvre d'un droit de préférence ; (p. 6675) : la capacité des collectivités locales à réaliser un bon urbanisme lié à la création de nouvelles ressources sous la forme par exemple d'emprunts à très bas taux d'intérêt et de très longue durée. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article premier** (p. 6721) : son amendement n° 369 : éviter toute atteinte au droit de propriété résultant d'une limite à l'exercice du droit de construire et du transfert à la collectivité de l'exercice du droit au-delà du plafond légal de densité ; retiré ; (p. 6722) : son amendement n° 370 : rédactionnel ; retiré ; [14 octobre 1975] : **Article 6** (p. 6819) : son amendement n° 372 : clarifier le texte en discussion ; (p. 6820) : insiste pour que les dépenses d'éviction soient déduites du montant de la vente ; repoussé ; son amendement n° 373 : obliger la municipalité à formuler son avis dans le délai prévu par l'article 9 du décret du 28 mai 1970 ; (p. 6821) : invoque l'intérêt de l'acheteur et du vendeur ; fixer un délai pouvant être de plus d'un mois sans dépasser trois mois ; repoussé ; (p. 6822) : son amendement n° 374 : nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article 6 ; accepte de présenter une nouvelle rédaction de l'amendement à l'article 7. **Article 8** (p. 6835) : son amendement n° 375 : prévoir une disposition concernant l'affectation des recettes prévues par les articles précédents et relatives à la transformation ou à la restauration des bâtiments ; repoussé. **Article 2** (*suite*) (p. 6847) : son amendement n° 371 : subordonner la délivrance du permis de construire à l'obligation pour le constructeur de construire à une densité supérieure à celle résultant du plafond légal de densité ; retiré ; [15 octobre 1975] : **Article 20 : Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6940) : son amendement n° 380 : nouvelle rédaction du deuxième alinéa de l'article L 211-2 du code de l'urbanisme ; repoussé. **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6945) : son amendement n° 382 : prévoir un délai de deux mois pour l'exercice du droit de préemption et de six mois pour le transfert de propriété ; (p. 6947) : retire son amendement n° 382 ; fait observer que les délais sont du domaine législatif.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7157) : faire confiance au plan de relance ; ne pas séparer ce plan du projet de budget ; faire des efforts en faveur des industries exportatrices, des industries de main-d'œuvre ; (p. 7158) : en faveur des petites et moyennes entreprises ; envisager une réévaluation des bilans ; passer des conventions secteur par secteur plutôt que d'opérer une tarification des marges ; la nécessité d'une politique familiale ; donner plus de moyens à la police et à la justice.

Deuxième partie :

Equipement, logement, rapporteur spécial [24 octobre 1975] (p. 7385) : l'augmentation des coûts de production en 1975 ; (p. 7386) : la difficile comparaison des budgets de 1975 et de 1976 ; un budget à la fois de transition

et irréaliste ; la diminution des crédits pour les HLM ; un budget présenté en valeur et non en volume ; (p. 7387) : l'inachèvement d'une politique globale du logement. **Examen des articles** [28 octobre 1975]. **Après l'Article 52** (p. 7425) : ses observations sur l'amendement n° 136 de M. Michel. **Article 70** (p. 7427) : son amendement n° 81 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 82 : augmenter la part des logements à usage locatif aidés par l'Etat de la moitié aux trois quarts ; adopté.

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 8003) : le caractère mondial de la crise économique ; la reprise par la consommation qui se fait sentir en France ; (p. 8004) : la nécessité d'une politique industrielle compte tenu de la dépendance française dans le domaine de l'énergie et des matières premières ; l'inexistence de pouvoir direct du ministre sur le secteur privé ; les options du VII[e] Plan ; les possibilités d'une politique industrielle européenne ; le réexamen des orientations de la politique française de recherche ; la nécessité d'un développement du potentiel de la recherche ; (p. 8005) : informer le Parlement ; les progrès de la recherche ; la diminution de la provision pour reconstitution de gisements ; la création de l'agence de récupération des matières premières ; la poursuite de l'effort en faveur du charbon ; la reprise en main par la France de Framatom ; le secteur de la machine-outil ; l'évolution de l'affaire CII-Honeywell-Bull ; les mesures en faveur de la création d'entreprises ; la nécessaire limite des importations ; être attentif au moral des chefs d'entreprises.

Education [12 novembre 1975] (p. 8199) : les problèmes de l'enseignement privé sous contrat ; l'application des dispositions relatives aux forfaits d'externat ; (p. 8200) : la contribution demandée par l'enseignement privé aux parents ; faire en sorte que le Gouvernement procède en matière d'enseignement privé à un rattrapage indispensable.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8295) : les rapports entre les collectivités locales et l'Etat ; le fonds d'équipement des collectivités locales ; redéfinir les tâches de ces collectivités ; la coopération intercommunale ; le problème de l'encadrement administratif des communes ; (p. 8296) : le renforcement de la police municipale ; le problème des nomades ; la sécurité civile ; l'information des maires.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [8 avril 1976]. **Article 13** (p. 1508) : son amendement n° 302 : publication des nouveaux POS repoussée d'une année ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion générale** [4 mai 1976] (p. 2575) : se félicite des mesures contenues dans les articles 5 et 6 du projet ; la meilleure conjoncture économique sur laquelle s'appuie le projet de loi de finances rectificative ; (p. 2576) : le maintien de l'inflation ; l'accroissement des importations notamment dans le domaine des biens de consommation ; la persistance des dificultés dans le domaine de l'emploi ; le caractère indispensable de la croissance ; veiller sur le sort des industries de main-d'œuvre et sur celles menacées par les importations ; la récupération par les collectivités locales de la TVA sur leurs investissements ; les difficultés financières des collectivités locales ; assurer aux maires des ressources au moins égales à celles de 1975 ; le nécessaire blocage des tarifs publics.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3728) : le texte institue un nouvel impôt sur le capital qui s'ajoute à l'arsenal fiscal existant, qui est un impôt caché et quasi général sur la propriété, qui touche pratiquement tous les possesseurs de biens ; sur le plan économique, le projet risque de décourager la petite épargne, l'esprit d'entreprise, l'innovation ; la contradiction entre la nouvelle fiscalité proposée et les besoins réels de l'économie ; le danger représenté par une confusion systématique entre les plus-values et le revenu ; il ne faut pas pénaliser l'enrichissement légitime, le patrimoine familial, le patrimoine en formation. **Discussion des articles** [22 juin 1976]. **Article premier** (*suite*) (p. 4465) : estime que son amendement n° 275 visant à protéger certaines personnes tombe ; retiré.

— **Projet de loi portant approbation du VII[e] Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4619) : la réduction du nombre des logements mis en chantier ; l'augmentation du coût de la construction ; le problème du régime des aides et de l'insuffisante solvabilité des accédants à la propriété et des locataires ; le droit au logement ; les aspects positifs du plan qui accorde au logement une place éminente qui met l'accent sur la nécessité de la qualité et qui reconnaît le besoin d'enracinement ; les aspects positifs du VII[e] Plan : la conviviabilité, la qualité du logement, la non-mobilité des personnes ; (p. 4620) : le problème de la solvabilité des demandeurs de logement ; le financement du logement contribuant autant que l'investissement industriel à créer des emplois ; la mise en garde contre

l'industrialisation du bâtiment ; la condamnation trop sommaire de la réhabilitation des logements anciens dont le rapport Nora avait pourtant montré l'intérêt ; l'incertitude quant au choix entre l'aide à la pierre et l'aide à la personne ; souhaite que le contenu du plan en ce qui concerne les logements soit précisé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section I. — Services généraux : Fonction publique et formation professionnelle. — Services divers [15 novembre 1976] (p. 7960) : une période difficile exigeant de chacun une action globale et continue ; l'importance de la fonction publique dans la population active du pays ; le statut de la fonction publique ; l'importance des rémunérations de la fonction publique dans le budget de l'Etat ; le caractère positif de la concertation ; la convention salariale du 15 mars 1976 ; (p. 7961) : les augmentations de traitement ; l'amélioration du pouvoir d'achat des catégories les plus modestes ; l'augmentation des rémunérations au 1er octobre 1976 ; l'importance des revalorisations de salaires ; les majorations d'indice ; la diminution des horaires ; le maintien du pouvoir d'achat ; les négociations ; les rémunérations accessoires ; les dispositions législatives ; la provenance des crédits ; disposer d'un minimum d'éléments incitatifs ; le rapport de M. Martin ; la réforme de la catégorie A ; (p. 7962) : le reclassement de fonctionnaires de la catégorie A ; la difficile situation des personnels non titulaires ; le plan de titularisation du 30 octobre 1974 ; le recours à des personnels non permanents ; le conseil supérieur de la fonction publique ; les comités techniques paritaires ; les commissions administratives paritaires ; le comité interministériel des services sociaux ; (p. 7963) : le mi-temps ; les handicapés ; les mères de famille ; la loi Roustan ; la promotion sociale ; l'école nationale d'administration ; l'importance des facteurs humains ; la formation continue ; les comités d'usagers ; la déconcentration ; l'implantation de services publics dans les zones rurales ; la conduite de nouvelles réorganisations ; (p. 7964) : la formation professionnelle, un objectif majeur ; le rôle des entreprises ; les instruments de formation permanente ; l'AFPA ; l'intervention de l'Etat ; la loi du 31 décembre 1975 ; l'action des services de contrôle ; la coordination ; la concertation ; (p. 7965) : les moyens mis à la disposition des stagiaires ; la loi de 1971 ; la nécessité de clarifier le système ; adapter les formations professionnelles aux réalités humaines et économiques ; l'aide à l'insertion des jeunes ; les contrats emploi-formation ; l'apprentissage ; le renforcement des actions en faveur des demandeurs d'emplois ; l'équilibre entre les différentes filières de formation ; l'AFPA ; la formation des chômeurs subventionnée par les entreprises ; la restructuration et la rénovation des cours de promotion sociale ; (p. 7966) : la progression du budget formation ; la FPA ; la qualité de l'apprentissage ; l'équipement ; (p. 7977) : les retraites ; la non-rétroactivité des lois relatives aux pensions ; les taux des pensions de réversion ; la mensualisation des retraites ; la masse salariale de la fonction publique ; (p. 7978) : les non-titulaires ; la campagne de dénigrement des fonctionnaires ; le devoir des fonctionnaires ; la politique contractuelle ; la liberté de négociation ; les atteintes portées à la liberté d'expression des fonctionnaires ; le cas d'Ussel ; cite le cas d'un autre fonctionnaire du centre de la France ; le droit de grève ; les obligations faites aux fonctionnaires dans d'autres pays démocratiques ; la titularisation ; le maintien des services publics en zones rurales ; la création d'un institut régional d'administration à Montpellier ; le danger bureaucratique et technocratique ; l'administration au service de la nation et de l'ensemble des citoyens, mais aux ordres de l'Etat ; veillera au respect des règles propres à l'administration des départements d'outre-mer ; le texte relatif aux congés des personnels originaires d'outre-mer ; (p. 7979) : le devoir fait à l'Etat de tenir compte des exigences de la conjoncture en matière de formation professionnelle ; l'apprentissage ; améliorer la formation des maîtres ; le bilan des actions de formation ; le contrôle ; le comité interministériel pour la promotion de l'emploi ; les « opérations jeunes » ; les sections de FPA ; les deux PAP du VIIe Plan ; l'agrément et la rémunération ; les crédits de l'AFPA ; (p. 7980) : souligne l'opinion irréaliste de M. Le Meur quant aux besoins conjoncturels ; l'effort particulier en faveur des demandeurs d'emploi ; la disparition du secrétariat d'Etat à la formation professionnelle ; les femmes.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre, chargé de la fonction publique :

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires** (n° **2877**). **Discussion générale** [23 juin 1977] (p. 4138) : la lutte contre le chômage ; la création de 20.000 emplois de vacataires ; les textes législatifs pris en faveur de l'emploi des femmes ; les mesures intervenues en faveur des cadres ; la publicité systématique des emplois vacants non titulaires ; l'accès à des emplois de titulaires dans la fonction publique pendant la

durée du VII[e] Plan ; la voie normale du recrutement constituée par les concours ; (p. 4139) : la fixation de l'âge limite de présentation des candidats à quarante-cinq ans ; les problèmes qui pourraient se poser en cas de fixation de cette limite au-delà de quarante-cinq ans ; la dispense des conditions de diplômes ; la prise en compte partielle des services accomplis par les intéressés dans le secteur privé ; les amendements déposés par le Sénat ; l'extension des dispositions de la loi aux concours de recrutement de même niveau des collectivités locales, des établissements publics, des entreprises publiques et des services concédés ; l'élargissement du texte aux concours de la catégorie B ; l'approbation unanime du texte par le Sénat. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4139) : l'application des dispositions de l'article jusqu'au 31 décembre 1985 ; l'établissement de la durée d'application du texte en fonction du caractère conjoncturel du sous-emploi des cadres ; les effets psychologiques de l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; (p. 4140) : demande à l'Assemblée de retenir la date du 31 décembre 1981 ; le caractère conjoncturel de la mesure proposée ; le prolongement de la durée de ces mesures jusqu'en 1985 ; les raisons qui ont justifié le choix de l'âge limite de participation aux concours à quarante-cinq ans ; une mesure d'harmonisation ; les difficultés de passer des épreuves de caractère universitaire à un âge trop avancé ; les bénéfices d'une pension de retraite dans la fonction publique ; (p. 4141) : le cas de M. Edgar Faure ; les règles protectrices des fonctionnaires titulaires ; le droit à la retraite ; l'acceptation par le Gouvernement des candidatures jusqu'à l'âge de cinquante ans ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Gerbet. **Article 2** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Gerbet ; (p. 4142) : l'exigence de la publicité des concours par l'agence nationale pour l'emploi ; la nature réglementaire de l'amendement n° 5 rectifié de M. Gerbet ; le caractère superfétatoire de la possibilité d'annulation des opérations de concours en cas de non-publicité ; la publicité du concours au *Journal officiel* ; l'exigence de la publicité à plusieurs niveaux ; l'existence du droit de demande d'annulation ; éviter la multiplication des droits d'annulation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 (n° 61-825 du 29 juillet 1961)** (n° **3037**). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4427) : **exception d'irrecevabilité** : la portée du projet de loi ; l'obligation de travail qui est associée à l'obligation de présence ; la réglementation des retenues sur salaire pour absence ; (p. 4428) : la non-soumission du projet de loi au conseil supérieur de la fonction publique ; un projet qui n'apporte aucune innovation législative ; (p. 4430) : l'imprécision de la loi du 29 juillet 1961 mise en évidence par le Conseil d'Etat ; la notion de service fait ; les conséquences de la non-adoption du texte ; la non-consultation du conseil supérieur de la fonction publique ; un projet qui n'apporte aucune innovation législative ; la compétence de cet organisme ; le droit de grève ; (p. 4431) : les garanties des fonctionnaires ; l'éventualité d'imposition aux fonctionnaires d'obligations de service impossibles à remplir ; le risque d'arbitraire découlant d'une interprétation inexacte de la notion d'autorité compétente ; l'exercice de l'autorité hiérarchique ; rend hommage à la très grande majorité des fonctionnaires ; demande un scrutin public sur l'amendement de suppression n° 1. **Discussion de l'Article unique** (p. 4431) : maintient son opposition sur l'amendement n° 1 de M. Bouvard ; demande un scrutin public sur l'amendement n° 1 ; son amendement n° 2 : détermination des obligations de service des fonctionnaires s'exerçant dans le cadre des lois et règlement ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Services généraux : services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social [18 novembre 1977] (p. 7698) : l'action du médiateur ; le budget de la direction des Journaux officiels ; (p. 7699) : le budget du SGDN ; la révision des tâches et des structures du SGDN. **Examen des crédits. Secrétariat général de la défense nationale. Après l'Article 36** (p. 7700) : demande la réserve de l'amendement n° 236 de M. Ribadeau Dumas.

Services du Premier ministre. — Services généraux : fonction publique [18 novembre 1977] (p. 7703) : la croissance des effectifs des personnels de l'Etat ; l'évolution de la masse salariale ; le bilan des négociations salariales ; l'accord salarial de 1976 ; (p. 7704) : l'indexation de la masse salariale sur l'évolution du produit intérieur brut ; l'attitude des représentants des organisations syndicales ; l'échec de la grève des postes et télécommunications ; les mesures de maintien du pouvoir d'achat ; le régime indemnitaire des fonctionnaires ; le rapport Martin ; la transposition du régime de l'ingénierie privée aux concours des services techniques de l'Etat ; la mise en œuvre du système de répartition de la masse indemnitaire ; la réforme de la catégorie A ; le programme de titularisation des auxiliaires de bureau et de service ; les conséquences du plan gouverne-

mental de lutte contre l'inflation ; l'activité du comité interministériel des services sociaux ; (p. 7705) : le problème des fonctionnaires retraités ; la mensualisation des pensions ; la protection des ayants cause des fonctionnaires victimes d'un attentat dans l'exercice de leurs fonctions ; le congé postnatal ; le recul de la limite d'âge pour l'accès aux concours de la fonction publique en faveur des candidates mères de famille ; le travail à mi-temps ; l'accès des personnes handicapées à la fonction publique ; l'application stricte de la législation en faveur des handicapés ; l'aide apportée par la fonction publique à la lutte pour l'emploi ; les modalités d'accès aux corps de fonctionnaires de catégorie A et B ; la loi du 7 juillet 1977 ; le recrutement de 20.000 vacataires ; le succès des concours de la fonction publique ; l'animation et la coordination de la politique de formation professionnelle continue ; (p. 7706) : le rôle de l'école nationale d'administration ; la diversité de la fonction publique ; (p. 7710) : le problème des fonctionnaires handicapés ; la transparence des rémunérations des fonctionnaires ; les actions conduites par le Gouvernement en faveur de la famille ; le travail à temps partiel ; la politique contractuelle ; la situation des retraités ; la mensualisation des retraites ; la prise en compte d'un point de l'indemnité de résidence dans le calcul des pensions ; la titularisation des auxiliaires.

LIMOUZY (Jacques)

Député du Tarn
(2e circonscription.)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale du 12 avril 1973 au 27 février 1974, du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 (*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1275).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

L'Assemblée prend acte de son élection [27 mai 1974] (p. 3235) le 25 mai 1975 en remplacement de M. Donnadieu, démissionnaire.

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [28 mai 1975] (p. 3327).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [10 juin 1975] (p. 3943), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail [13 octobre 1976] (p. 6584).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés [21 décembre 1977] (p. 9185).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur : I. — Le projet de loi n° 1981 modifiant certaines dispositions du **code électoral** et du **code de l'administration communale.** II. — Les propositions de loi : 1° (n° 87) tendant à compléter l'article L 71 du code électoral relatif au **vote par procuration** ; 2° (n° 1861) tendant à supprimer le vote par correspondance et à faciliter le vote par procuration (n° **2020**) [3 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi (n° 1982) modifiant le **code électoral** en ce qui concerne les **départements d'outre-mer** (n° **2022**) [3 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi (n° 1983) modifiant le **code électoral** (n° **2023**) [3 décembre 1975].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du **code électoral** et du **code de l'administration communale** (n° **2082**) [18 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2105) modifiant le **code électoral** en ce qui concerne les **départements d'outre-mer** (n° **2106**) [19 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2141 rectifié) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur le fonctionnement et les **problèmes du marché du vin** (n° **2239**) [29 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2136) tendant à la création d'une **commission d'enquête** sur la **spéculation contre le franc** et ce qu'elle a coûté au pays (n° **2240**) [29 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2195) tendant à la création d'une **com-**

mission d'enquête parlementaire sur les conditions de **navigation des pétroliers** (n° **2341**) [26 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2265), tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** chargée de vérifier les **opérations financières des sociétés pétrolières** opérant en France et d'examiner dans quelle mesure ces sociétés ont participé au financement des formations politiques ou de leurs membres, soit à l'étranger, soit en France (n° **2425**) [24 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2187), tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire** sur la liquidation de l'industrie **informatique française,** ses conséquences pour l'emploi et l'indépendance nationale (n° **2426**) [24 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome II : Intérieur.** — (n° **2533**) [12 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2422) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions d'**intégration des Français musulmans** dans la communauté nationale (n° **2561**) [27 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2437) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **atteintes aux libertés dans les entreprises** et l'usage de la violence et de la répression anti-ouvrière (n° **2562**) [27 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2522) tendant à instituer une **commission d'enquête parlementaire** sur l'utilisation des fonds publics alloués aux **sociétés du groupe Marcel-Dassault** (n° **2563**) [27 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2471) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les transferts de propriété des **entreprises de presse** (n° **2564**) [27 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2511) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les activités de la délégation en France de l'organisation dite « **Organisation de libération de la Palestine** » (n° **2603**) [4 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution :

— (n° 2551) tendant à la création d'unc **commission d'enquête parlementaire** sur l'évasion et la **fraude fiscales** des grandes **sociétés** et notamment sur celles des entreprises Dassault ;

— (n° 2555) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée d'examiner les conditions dans lesquelles le **groupe Marcel Dassault** et ses filiales ont **utilisé les fonds publics** et parapublics qui leur ont été alloués et de rechercher si à l'occasion des activités du groupe Marcel Dassault ou de ses filiales des évasions fiscales ont existé (n° **2625**) [18 novembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2565) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée de faire toute la lumière et de situer les responsabilités sur la **catastrophe** qui fit 16 morts au **puits V à Merlebach** le 30 septembre 1976 (n° **2679**) [9 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2572) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les **investigations politico-policières** auprès des **fonctionnaires** de la **Communauté européenne** et des fonctionnaires de **certains ministères** en France (n° **2680**) [9 décembre 1976].

— **Rapport** fait au nom de la **commission d'enquête parlementaire** sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de **construction aéronautique** (n° **2815**) [21 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2697) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur le projet de **surgénérateur Superphénix** (n° **2817**) [21 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2757) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des **importations « sauvages »** de diverses catégories de marchandises (n° **2818**) [21 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2771) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions dans lesquelles des **prêts du FDES** ont été consentis à la **sidérurgie française** et plus

particulièrement à la **société Usinor** (n° **2874**) [12 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi (n° 2899) tendant à compléter les dispositions du **code des communes** relatives à la **coopération intercommunale** (n° **2928**) [26 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de loi, modifiée par le Sénat (n° 3017), tendant à compléter les dispositions du **code des communes** relatives à la **coopération intercommunale** (n° **3041**) [28 juin 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2917) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les conditions dans lesquelles est envisagée la création du **barrage-réservoir de Naussac-Langogne** (n° **3098**) [30 juin 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome II : Intérieur** (n° **3151**) [11 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 2824) tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire** sur les problèmes de l'**environnement** et du cadre de vie des Français (n° **3153**) [13 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois, sur la proposition de résolution (n° 3068) tendant à créer une **commission d'enquête parlementaire** sur les modalités de **transport de la banane entre les Antilles françaises et la France métropolitaine** (n° **3197**) [3 novembre 1977].

— **Rapport** fait au nom de la **commission d'enquête parlementaire** chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des **importations « sauvages »** de diverses catégories de marchandises (n° **3230**) [18 novembre 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Fiszbin** (n° **221**) : **Sécurité dans les établissements scolaires** [11 mai 1973] (p. 1226, 1227, 1228) : l'enquête en cours sur l'incendie du CES Edouard-Pailleron ; les circulaires prises par le ministre de l'éducation nationale pour renforcer la prévention des risques d'incendie ; l'examen supplémentaire des dossiers en instance.

• *aux questions d'actualité de :*

— **MM. Bernard, Granet, Rossi : Personnel non titulaire de l'éducation nationale** [16 mai 1973] (p. 1300, 1301, 1303) : création d'un corps de titulaires remplaçants dans le premier degré ; titularisation d'un grand nombre d'auxiliaires dans le secondaire ; préparation des adjoints d'enseignement aux concours ; diminution du nombre d'auxiliaires.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. J.-P. Cot** (n° **140**) : **Situation de la faculté de la rue d'Assas** [16 mai 1973] (p. 1304, 1305).

— **M. Dupuy** (n° **868**) : **Personnels non titulaires de l'éducation nationale** [16 mai 1973] (p. 1306) : diminution du pourcentage d'auxiliaires dans les lycées et collèges.

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Richard : Transports scolaires** [30 mai 1973] (p. 1676, 1677) : décret du 4 mai 1973 ; gestion des réseaux de transports existants par les associations familiales et associations de parents d'élèves.

Questions en qualité de député :

• *question au Gouvernement :*

— **Rapport de la commission d'enquête sur les importations sauvages** [30 novembre 1977] (p. 8054) : intentions du Gouvernement face aux recommandations de la commission.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5636) : ses observations sur le projet de budget ; (p. 5637) : déconcentration au niveau régional de la programmation des équipements du premier cycle, procédure des constructions industrialisées, sécurité des établissements, conjugaison de la régionalisation et du contrôle financier, architecture des constructions, rapports entre l'Etat et les établissements d'enseignement privé, enseignement français dans le monde ; (p. 5638) : coopération avec l'étranger, aide directe aux établissements à l'étranger, stages, coopération avec les systèmes éducatifs de nos partenaires européens, Centre européen de développement de l'éducation, modèle français en matière d'éducation ; [14 novembre 1973] (p. 5688) :

répond aux orateurs, participation de l'Etat au coût des constructions, sa réponse à M. Gissinger sur la sécurité circulaire commune du 7 août 1973, expose les mesures prises par le Gouvernement ; (p. 5689) : sa réponse à MM. Segard, de Poulpiquet, Cressard, Ligot, Guermeur, Goulet et Bécam sur l'enseignement privé, ses réponses à M. Crespin sur la situation universitaire à Reims, à M. Andrieu sur la situation des instituteurs dans la Seine-Saint-Denis, à M. Claude Weber sur l'école normale de Pontoise, à M. Boudon sur un établissement du Maine-et-Loire, à M. Lauriol et à Mme Thome-Patenôtre sur la situation des établissements dans les Yvelines, les critères de répartition dans les constructions. **Etat C - Titre V** (p. 5701) : sa réponse à M. Mario Bénard sur la sécurité des bâtiments ; **Etat C - Titre VI** : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de MM. Louis Sallé et Bénard tendant à une réduction des crédits de ce titre ; (p. 5702) : ses observations sur les constructions scolaires, accepte l'amendement de M. Mario Bénard : renseignements annuels fournis par le Gouvernement sur les normes retenues pour assurer une corrélation minimale entre la progression des équipements scolaires et celle des équipements sportifs d'accompagnement et sur les dotations de crédits prévues ; (p. 5703) : ses arguments contre l'amendement de M. Vizet tendant à une réduction des crédits de ce titre, défend la décentralisation des laboratoires du CNRS à Verrières-le-Buisson, utilité de cette opération.

En qualité de député :

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 juin 1975]. **Article premier : Article L 761-1 du code de la santé publique** (p. 4901) : considère que plutôt que d'adopter l'amendement n° 6 de M. Bichat, il vaudrait mieux adopter des dérogations en faveur des régions les plus déshéritées.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [16 octobre 1975] : **Après l'Article 25** (p. 6995) : l'impôt foncier, mauvaise réponse aux problèmes de récupération par les collectivités locales des plus-values des équipements publics ; (p. 6996) : attribuer aux communes la taxation des plus-values qui constitue à l'heure actuelle une ressource de l'Etat.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975] : **Article 19** (p. 7305) : son amendement n° 104 : préciser que lorsqu'une manifestation sportive donnera lieu à perception de la taxe, les communes ne pourront exonérer les organisateurs de l'impôt sur les spectacles ; adopté.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — I. **Environnement** [7 novembre 1975] (p. 8087) : le problème des parcs naturels que ne voudraient pas reconnaître certaines régions ; la confusion qui entoure la notion de l'environnement ; faire un effort doctrinal en la matière ; concilier l'ordre et le mouvement ; (p. 8088) : avoir une vision globale des problèmes de l'environnement ; créer des instituts pluridisciplinaires ; mener une politique internationale ; sortir de la politique infantile de l'environnement.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale** (n° **1981**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9366, 9367) : le vote par correspondance, instrument principal de la fraude ; le choix par la commission des lois du vote par procuration ; la fixation d'un certain nombre de principes afin de rendre le régime des procurations simple et clair ; les dispositions relatives à l'inscription sur les listes électorales ; (p. 9368) : les pouvoirs du juge de l'élection ; la nécessité d'imposer un délai au Conseil d'Etat ; un projet qui vient au bon moment ; laisser à l'exercice du droit de vote son importance. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9379) : insiste sur les inconvénients de l'amendement n° 3 de M. Villa. **Après l'Article 2** (p. 9380) : son amendement n° 9 : permettre à des électeurs de réclamer l'inscription ou la radiation d'un électeur omis ou indûment inscrit ; repoussé ; (p. 9381) : redoute que les dispositions prévues par l'amendement n° 4 de M. Baillot ne favorisent la fraude. **Article 3** (p. 9382) : son amendement n° 10 : épargner au ministère de la santé d'avoir à établir une liste des établissements publics ; adopté ; son amendement n° 11 : substituer le mot « personnels » au mot « personnalités » ; adopté ; son amendement n° 12 : autoriser les électeurs exerçant leur activité professionnelle hors du département où ils sont inscrits à voter par procuration ; adopté après adoption du sous-amendement n° 22 de M. Alfonsi ; son amendement n° 13 : supprimer le mot « impérieuses » ; adopté ; (p. 9383) : son amendement n° 14 : de forme ; adopté ; son amendement n° 15 : dispositions relatives à la procédure de vote par procuration ; (p. 9384, 9385) : estime qu'il faut que les

citoyens sachent exactement à qui ils devront s'adresser pour établir une procuration ; adopté. **Après l'Article 5** (p. 9386) : est favorable à l'amendement n° 26 de M. Foyer ; son amendement n° 16 : fixation d'un délai de six mois au Conseil d'Etat pour se prononcer sur les recours en matière d'élection ; adopté ; son amendement n° 17 : le Conseil d'Etat rend sa décision dans les six mois qui suivent l'enregistrement du recours ; adopté. **Article 6** (p. 9387) : son amendement n° 18 : supprimer l'article 6 ; adopté. **Article 7** (p. 9387) : son amendement n° 19 : supprimer l'article 7 ; adopté. **Article 8** (p. 9387) : son amendement n° 20 : supprimer l'article 8 ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 9387) : son amendement n° 21 : application des peines à toute personne ayant fait expulser de la salle du vote un assesseur ou un délégué ou qui l'a empêché d'exercer ses prérogatives ; adopté ; (p. 9388) : doute que l'amendement n° 23 de M. Aubert ait sa place dans le projet de loi. **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1975] (p. 10086) : fait connaître les conclusions de la commission mixte paritaire et invite l'Assemblée à les adopter ; (p. 10088) : est favorable à l'amendement n° 1 de M. Fanton.

— **Projet de loi modifiant le code électoral en ce qui concerne les départements d'outre-mer** (n° **1982**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [4 décembre 1975] (p. 9388) : recommande l'adoption d'un projet qui tend à unifier les dispositions électorales applicables dans la métropole et dans les départements d'outre-mer. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9390) : son amendement n° 2 : harmoniser la rédaction de l'article premier avec celle de l'article 9 du projet de loi portant modification du code électoral et du code de l'administration communale ; adopté. **Article 5** (p. 9390) : son amendement n° 1 : supprimer le second alinéa de l'article 5 ; permettre ainsi que le contrôle du fichier électoral par l'INSEE entre en vigueur immédiatement ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10104) : annonce que la commission a adopté la proposition du Sénat tendant à maintenir dans les départements d'outre-mer la possibilité d'imprimer les bulletins de vote sur des papiers de couleur.

— **Projet de loi organique modifiant le code électoral** (n° **1983**), rapporteur. **Discusion générale** [4 décembre 1975] (p. 9391) : constate que le projet unifie définitivement les départements d'outre-mer et la métropole en matière électorale.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**), rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Article premier** (p. 2634, 2635) : demande les raisons pour lesquelles le Gouvernement propose un système qui fait perdre des recettes fiscales et est défavorable à l'expansion. **Article 2** (p. 2637) : rappelle que la commission des lois a estimé que l'article 2 marquait un recul par rapport aux positions initiales du Gouvernement dans le domaine de la dotation du fonds d'équipement des collectivités locales ; souhaite que ces collectivités soient en mesure de répondre aux besoins de l'urbanisme ; les faire bénéficier du futur impôt sur les plus-values.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**), rapporteur pour avis. **Première lecture. Discussion générale** [12 mai 1976] (p. 2937) : les nouveaux risques ; la nécessité du texte ; (p. 2938) : les problèmes possibles ; le principe du texte ; la sécurité ne doit jamais être sacrifiée au rendement ; une évolution de la jurisprudence déconcertante car le législateur s'est trop dessaisi de son pouvoir ; la dissipation des ambiguïtés ; ses amendements : prévenir des interprétations abusives sur la présomption de faute pénale ; critique du texte eu égard à l'article 34 de la Constitution ; les pouvoirs quasi juridictionnels de l'inspecteur du travail ; (p. 2939) : la faiblesse des moyens de ce corps d'élite ; l'humanisation de la société qui ne peut se faire dans les prétoires. **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2978) : sur les amendements n^{os} 16 et 17, indique que la commission des lois s'est ralliée aux propositions de la commission des affaires culturelles ; (p. 2979) : précise que la Cour de cassation a dû interpréter une loi insuffisamment précise ; soutient que le législateur doit apporter les précisions nécessaires ; (p. 2980) : indique que la commission des lois a rejeté un amendement semblable à l'amendement n° 150 de M. Pujol pour des raisons pratiques. **Après l'Article 5** (p. 2981) : son amendement n° 72 tendant à laisser davantage de latitude aux magistrats dans le prononcé des peines ; accepte de retirer son amendement n° 72 à condition que le Gouvernement précise que le mot « est » signifie « peut » et non « doit » ; retiré. **Article 6** (p. 2983) : son amendement n° 78 substituant aux mots « est sans influence sur » les mots « ne saurait modifier » ; adopté. **Article 9** (p. 2986) : n'appuie pas l'amendement n° 26 de M. Caille. **Article 10** (p. 2988) : sur l'amendement n° 28 de M. Caille, se défend de toute suspicion à l'égard des inspecteurs du travail ; repousse cet amendement uniquement par souci de cohérence. **Article 11** (p. 2989) : souhaite que l'Assemblée s'en tienne au texte du Gouvernement sur l'amendement n° 31 ; indique que la commission des lois est favorable à l'amendement n° 32 de M. Caille à condition que son sous-amendement n° 73 soit

adopté ; adopté. **Avant l'Article 13** (p. 2991) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Caille. **Article 13** (p. 2997) : son amendement n° 74 soutenu par M. Foyer ; adopté. **Article 14** (p. 3000) : est favorable à l'amendement n° 38 de M. Caille ; est favorable à l'amendement n° 40 ; (p. 3001) : son amendement n° 75 confiant à la direction départementale du travail le soin d'établir un autre plan de sécurité dans le cas où le tribunal n'approuverait pas le plan proposé dans l'entreprise ; repoussé ; explique pourquoi la commission a accepté l'amendement n° 41 ; estime qu'il peut se rallier au texte gouvernemental du quatrième alinéa de l'article 14 ; (p. 3003) : accepte l'amendement n° 43. **Article 16** (p. 3004) : son amendement n° 76 prévoyant que la peine ne peut être appliquée qu'en cas de récidive ; adopté ; son amendement n° 77 excluant du champ d'application du deuxième alinéa de l'article 16 les mandats publics électifs ; repoussé ; (p. 3005) : s'oppose, dans l'amendement n° 44, à l'introduction des mots « par personne interposée » dont il juge le sens imprécis. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 5** (p. 4812) : déclare que la commission des lois est favorable au texte du Sénat ; est opposé à la mise en tutelle des assemblées législatives par la Cour de cassation. **Article 9** (p. 4813) : son amendement n° 30 revenant au texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture et moins restrictif que celui du Sénat ; soutient de nouveau l'amendement n° 30 ; (p. 4814) : maintient l'amendement n° 30 en le rectifiant pour retenir l'expression « d'une manière imminente » ; adopté. **Article 10** (p. 4816) : est opposé à l'amendement n° 17 de M. Caille. **Article 11** : est favorable à l'amendement n° 18 de M. Caille. **Article 13 A** (p. 4817) : est favorable à l'amendement n° 19 de M. Caille. **Article 13** : indique que la commission n'a pas eu connaissance de l'amendement n° 1 de M. Gau ; son amendement n° 31 limitant aux frais de justice la condamnation éventuelle de l'employeur ; repoussé. **Article 14** (p. 4818) : son amendement n° 32 : rédactionnel ; adopté ; (p. 4819) : indique que la commission des lois s'est prononcée pour le maintien du texte du Sénat ; estime la rédaction de l'amendement n° 21 de M. Caille parfaite ; s'oppose à l'amendement n° 22 de M. Gau. **Article 23** (p. 4820) : son amendement n° 33 rectifié précisant les conséquences de la faute inexcusable personnelle ; (p. 4822) : appelle l'attention sur l'existence des petites entreprises qui ne pourront pas payer des indemnités élevées ; invite le Gouvernement à adopter l'un des deux amendements 24 ou 33 rectifié ; amendement n° 33 devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 24 de M. Bonhomme.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [8 juin 1976] : **Avant l'Article premier** (p. 3866) : son sous-amendement n° 286 à l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon : prorogation de la compétence du comité chargé de définir les modalités de l'impôt ; réservé ; son sous-amendement n° 316 à l'amendement n° 249 de M. Charles Bignon : imposition des plus-values réalisées lors de la revente des biens immobiliers et mobiliers moins de sept ans après leur acquisition ; (p. 3867) : non-applicabilité de l'impôt aux opérations de Bourse ; un prélèvement libératoire fixe pour le revenu des obligations ; réservé ; [22 juin 1976]. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 4460) : son sous-amendement n° 286 prorogeant jusqu'au 2 avril 1977 la compétence du comité auquel sera renvoyée l'étude de la réforme ; repoussé ; retire son sous-amendement n° 316.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault** (n° **2522**), rapporteur. **Discussion générale** [3 novembre 1976] (p. 7422) : l'affaire Dassault ; la présentation de la proposition de création d'une commission d'enquête ; définition plus large de la mission impartie à la commission d'enquête pour trois raisons : la recevabilité ; les rapports de la Cour des comptes ; l'extension de la mission de la future commission relevant de la logique ; la comparaison avec d'autres sociétés du même secteur industriel ; un souci d'efficacité ; la vérification des modalités selon lesquelles le régime des avances remboursables est conçu et pratiqué ; rendre recevable une proposition qui, initialement, ne l'était pas ; le problème des avances remboursables ; le fait susceptible d'être soumis à enquête ; (p. 7423) : les entreprises publiques soumises seulement à une commission de contrôle ; le problème de l'extension du champ d'investigation et de l'efficacité de l'enquête ; l'utilisation de l'argent public, fond du débat proposé à la commission ; la priorité des avions Marcel-Dassault dans l'attention des parlementaires ; l'extension proposée, un moyen d'investigation correct et légitime à l'égard du groupe de sociétés mises en cause ; une enquête sur l'utilisation des fonds publics ; l'adaptation des procédures d'avances remboursables ; les rapports entre l'Etat et les industries aéronautiques ; regrette qu'on l'accuse d'avoir voulu « noyer le poisson » ; les rapports de la Cour des comptes ; (p. 7424) : indique qu'il y a lieu de délibérer et de voter. **Discussion de l'Article unique** [3 novembre 1976] (p. 7429) : ses

compléments au texte socialiste ; le rapport de la Cour des comptes ; les sociétés nationales ; indique que l'amendement n° 4 de M. Kalinsky est superflu ; s'y oppose ; indique que l'amendement n° 2 de M. J.-P. Cot est irrecevable ; (p. 7431) : les amendements nos 5 et 6 objet également de propositions de résolution ; l'amalgame ; rejette l'amendement de M. Garcin ; le problème du secret fiscal de l'amendement n° 3.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Intérieur, rapporteur pour avis [18 novembre 1976] (p. 8277) : les problèmes de la police ; les finances locales ; le VRTS ; le fonds d'équipement des collectivités locales ; les Français musulmans ; l'institution communale ; (p. 8278) : la commission Guichard ; la fonction du maire ; le ministre des collectivités locales ; l'antitechnocrate ; l'unité du département ministériel ; l'avenir de la commune. **Examen des crédits** [19 novembre 1976]. **Après l'Article 72** (p. 8354) : son amendement n° 257 : modification du 24° de l'article 46 de la loi du 10 août 1871 relatif aux conseils généraux ; la gêne des départements ; un anti-contrôle ; la suppression du critère de « l'intérêt des emprunts » ; adopté.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976 (*J.O.* Débats du 20 novembre 1976), rapporteur (p. 8357) : le rapport Guichard ; la difficulté de se le procurer ; les rémunérations de la police en civil et de la police en tenue ; (p. 8358) : l'insécurité dans le métro ; la pollution marine ; la taxation des services publics locaux ; TVA et ordures ménagères ; le VRTS.

— **Rappel au règlement** [19 novembre 1976] (p. 8346) : l'Assemblée nationale n'a pas à exercer de contrôle sur les délibérations d'assemblées régionales ou locales ; intervention de M. Houteer relative au conseil régional de Midi-Pyrénées.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3** (p. 9156) : son sous-amendement n° 43 à l'amendement n° 42 du Gouvernement : rédactionnel ; adopté ; l'amendement n° 42 suite à une impasse créée par la loi de 1975 ; l'évolution de la fiscalité des collectivités locales vers l'irrationnel ; un espace incertain entre la patente et la taxe professionnelle ; son sous-amendement n° 44 indiquant qu'un projet de loi réaménageant la taxe professionnelle sera déposé lors de la session ordinaire d'avril 1977 ; retiré ; (p. 9160, 9161) : le butoir.

1977

— **Commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique,** rapporteur de la commission d'enquête [21 avril 1977] (p. 2030) : les conditions du vote et de la demande de publication du rapport ; (p. 2031) : les conséquences d'une éventuelle décision de non-publication ; l'entretien d'une confusion sur la nature et les limites des travaux de la commission ; la publication des résultats de la commission ; mettre en évidence l'origine des indiscrétions ; la dimension internationale des problèmes de l'aéronautique ; l'importance de l'aéronautique pour l'économie française.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises** (n° **2757**), rapporteur. **Discussion générale** [18 mai 1977] (p. 2870) : l'interrogation de plusieurs parlementaires sur la croissance anormale des importations dites « sauvages » ; le dérèglement du jeu de la concurrence internationale ; l'attitude du Gouvernement ; la liberté internationale des échanges ; la recherche de conditions loyales pour la liberté des échanges plutôt que l'imposition de protections ; le nombre élevé de procédures judiciaires en cours ; l'opportunité de la création d'une commission d'enquête ; l'ampleur des opérations d'importations « sauvages » ; l'industrie textile ; l'industrie de l'habillement ; l'industrie de la chaussure ; celle de la construction mécanique ; les conséquences dramatiques de cette situation sur l'emploi ; le secteur des industries électriques, électrotechniques et de l'électroménager ; (p. 2871) : les modalités de pénétration des marchandises sur le marché européen ; leur réexportation sans transformation substantielle à l'intérieur de la Communauté ; le respect des règles communautaires ; l'action de réexportation des Pays-Bas vers la France ; le prix de vente comparé des maillots de bain fabriqués en France et en Corée du Sud ; les extraits d'une lettre envoyée de Formose à un industriel français ; (p. 2872) : le caractère insupportable des situations concurrentielles actuelles ; les pertes d'emplois présentes et futures ; les responsables de la montée actuelle des protectionnistes ; le rôle des Etats-Unis ; la détérioration des échanges internationaux ; la défense de l'emploi

par l'ensemble des pays ; l'extrême vulnérabilité du marché français ; ne pas nourrir au prix du chômage européen un nouvel esclavagisme outre-mer ; (p. 2874) : le vote unanime de la commission des lois sur la proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête.

— **Proposition de loi tendant à compléter les dispositions du code des communes relatives à la coopération intercommunale** (n° 2928), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [2 juin 1977] (p. 3319) : la qualité de l'exposé des motifs de la proposition de loi de M. Foyer ; la justification des compléments législatifs au droit de la coopération intercommunale ; la nécessité d'améliorer les textes relatifs à la coopération intercommunale ; l'exemple et l'occasion fournis par la situation de la communauté urbaine de Bordeaux ; les fondements du texte de 1968 instituant les communautés urbaines ; la normalisation et l'interconnexion des services publics ; l'organisation et la maîtrise de la croissance urbaine ; (p. 3320) : la dénaturation de l'esprit de la coopération intercommunale ; l'exploitation d'une commune par les autres ; l'introduction dans le code des communes de garanties nouvelles ; les conditions de majorité nécessaires pour la constitution des syndicats de communes et des communautés urbaines ; le droit de retrait et la dissolution des communautés urbaines à la demande des conseils municipaux ; l'extension aux districts des conditions de dissolution et de l'exercice du droit de retrait prévues pour les communautés urbaines ; l'introduction de plus de souplesse dans la coopération intercommunale. **Question préalable** (p. 3324) : la dénaturation de la loi du 31 décembre 1966 ; la remise en question de la tradition du socialisme démocratique ; éviter que ce qui se produit à Bordeaux puisse se reproduire ailleurs ; la nécessité de délibérer. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 3328) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 4 rectifié de M. Foyer. **Article 3** (p. 3329) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 7 du Gouvernement ; la modification rédactionnelle à apporter à l'amendement n° 1 du Gouvernement. **Après l'Article 3** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 5 de M. Denvers ; (p. 3330) : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 5 de M. Denvers ; l'introduction d'une discrimination dans le régime applicable aux communes. **Article 4** : la modification rédactionnelle à apporter à l'article. **Après l'Article 4** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 12 de M. Foyer. **Article 5** : le non-examen par la commission de l'amendement n° 10 du Gouvernement ; (p. 3331) : le non-examen par la commission de l'amendement n° 6 de M. Denvers ; le non-examen par la commission de l'amendement n° 8 du Gouvernement; la suggestion proposée par M. Donnez de la fixation du seuil du sixième ; ne pas exclure la communauté urbaine de Lille du champ d'application de la loi ; (p. 3332) : les conséquences de la fixation du rapport au sixième et plus. **Après l'Article 5** : l'avis défavorable en premier lieu de la commission sur l'amendement n° 3 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4317) : modifications apportées par le Sénat ; les conditions de retrait d'une commune appartenant à un syndicat ; le régime applicable au personnel d'une communauté urbaine dissoute ; l'usage du droit de retrait de la communauté urbaine par les communes ; les modalités financières du retrait des communes, demande à l'Assemblée d'adopter sans modification le texte émanant du Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 27 octobre 1977, *J.O.* débats du 2 novembre 1977, rapporteur pour avis ; (p. 6847) : le recrutement des sous-préfets ; (p. 6848) : l'insuffisance des agents du cadre national des préfectures et des personnels départementaux affectés à des tâches d'Etat ; l'importance du nombre des dossiers en instance dans les juridictions administratives ; la progression de la dotation du FECL ; la réforme des relations entre l'Etat et les collectivités locales ; la revalorisation de l'indemnité des maires et des adjoints ; la création de la fonction d'attaché communal ; la police nationale ; les travaux de la commission Racine ; la formation des policiers ; l'appel aux Français à propos de la sécurité.

Intérieur, rapporteur pour avis [2 novembre 1977] (p. 6857) : la situation des rapatriés ; les caractéristiques de l'administration générale; la situation des tribunaux administratifs; (p. 6858) : la réforme de la fiscalité des collectivités locales ; le VRTS ; le FECL ; la police nationale ; l'évolution de la criminalité ; la mise en œuvre des conclusions de la commission Racine ; le problème des corps en tenue ; la répartition des tâches accomplies dans un commissariat central d'une ville moyenne ; décharger la police du poids des tâches administratives ; le problème des prises d'otages ; (p. 6859) : la prévention des prises d'otages ; la publicité qui leur est faite ; l'adoption par la commission du projet de budget ; le ministère de l'intérieur.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8011) : le drame subi par les rapatriés ; le problème des prêts de réinstallation ; les conditions de réinstallation des rapatriés ; les dispositions législatives proposées pour remédier au problème de la réinstallation des rapatriés ; les moratoires ; l'article 3 du projet de loi ; (p. 8012) : son ambiguïté ; faire correspondre à l'indemnisation partielle, une imputation partielle ; l'imputation totale des prêts sur un patrimoine partiellement indemnisé ; l'amnistie ; l'imputation de la réinstallation sur l'indemnisation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au recrutement des membres des tribunaux administratifs** (n° 3014). **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8154) : les conditions de diplômes et de recrutement des tribunaux administratifs ; les origines du recrutement ; augmenter le nombre des postes budgétaires ; l'éventuel tarissement du recrutement en provenance de l'ENA ; son vote favorable sur le texte ; le nombre élevé d'affaires en instance dans la juridiction administrative.

— **Projet de loi relatif aux régimes d'assurance maladie, invalidité, vieillesse, applicables aux ministres des cultes et membres des congrégations religieuses** (n° 3227). **Discussion des articles** [6 décembre 1977]. **Article L 613-16 du code de la sécurité sociale** (p. 8304) : la réalité de la complexité de l'amendement n° 36 de M. Foyer ; la nature de la vie monastique.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3116). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article premier** (p. 8390) : son sous-amendement n° 80 à l'amendement n° 9 de M. Bizet : intégration dans la liste des objectifs du droit de préemption de la préservation de l'équilibre des exploitations existantes lorsqu'il est compromis par l'emprise de travaux d'intérêt public ; la subjectivité de la notion d'intérêt général ; adopté **Article 4** (p. 8397) : l'absence de vocation des SAFER à intervenir dans les opérations d'équipements publics ; le caractère objectif de la définition de l'intérêt public ; les conditions de contrôle de l'action des SAFER par les commissaires du Gouvernement ; le transfert de propriété d'une exploitation agricole à vocation non agricole ; soutient l'amendement n° 57 de M. Guermeur : impossibilité pour les SAFER d'avoir des activités afférentes à l'urbanisme en milieu rural ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises** (n° 3222). **Discussion des articles** [20 décembre 1977]. **Article 22** (p. 9054) : la proposition des délits et crimes commis respectivement par les deux sexes.

LIOGIER (Albert)

Député de l'Ardèche
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [20 juin 1973] (p. 2342).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [20 juin 1973] (p. 2342), [2 avril 1974] (p. 1454).

Donne sa démission de membre de cette commission [23 juillet 1974] (p. 3663).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [23 juillet 1974] (p. 3663), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision [28 juillet 1974] (p. 3942).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Donne sa démission de membre de cette commission d'enquête [24 octobre 1974] (p. 5442).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur

les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre de l'assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2027) : problème du marché du vin ; importations de vins italiens ; respect des règles communautaires concernant la production et l'organisation du marché ; (p. 2028) : mise au point du nouveau règlement viti-vinicole ; situation catastrophique des producteurs de fruits.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° 277) [4 mai 1973] (p. 1068) : les attaques de la gauche contre la politique agricole européenne ; les difficultés de la France exportatrice avec des partenaires généralement importateurs ; conteste plusieurs affirmations d'orateurs de l'opposition ; rappelle la qualité de socialiste de M. Mansholt, les propositions contenues dans son plan et leurs conséquences sur la petite et moyenne exploitation familiale, la conjugaison de l'hypercapitalisme et du marxisme ; rappelle le soutien des socialistes à ce plan au Parlement européen ; (p. 1069) : les conditions d'établissement de la directive sur l'aide aux régions de montagne ; évoque le problème du vin ; souligne le rôle du Gouvernement dans l'augmentation des prix ; évoque le problème de la concurrence italienne, les avantages dont bénéficie l'Italie, l'insuffisance de l'augmentation du prix d'intervention, le problème des fruits et légumes, les efforts du Gouvernement qui ont permis d'obtenir un règlement unique ; importance du problème monétaire ; nécessité du retour aux parités fixes ; aide à l'agriculture de montagne ; conditions d'attribution de la prime à la « vache tondeuse ».

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Première lecture. Discussion générale** [28 novembre 1974] (p. 7182) : la finalité du projet est claire : la femme aura droit de vie et de mort ; le motif thérapeutique n'est qu'une hypocrisie supplémentaire ; il est impossible de mesurer d'un côté un risque de mort et de l'autre un risque de santé ; craint que le mobile respectable qui anime le ministre ne se trouve détourné de ses fins ; (p. 7183) : l'exemple de l'institut médico-pédagogique de Béthanie ; la réalité de demain ce sera l'avortement possible durant toute la grossesse ; la loi sur la contraception n'a été votée par beaucoup que parce qu'elle représentait une alternative à l'avortement ; (p. 7184) : nouvelle religion du sexe ; le Gouvernement lance un défi à la majorité. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974] : **Article 3** (p. 8126) : indique que, selon lui, le Sénat a aggravé le libéralisme du projet ; insiste sur l'importance de la demande écrite de la femme. **Article 4** (p. 8128) : s'oppose à l'extension de l'avortement thérapeutique. **Article 6** (p. 8131) : sur le danger de retenir la totalité des actes chirurgicaux ou obstétricaux. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1974] (p. 8258) : attire solennellement l'attention de l'Assemblée sur le fait que le texte proposé par la commission mixte paritaire ruine en fait la précaution votée par l'Assemblée à deux reprises et qui fixait à 25 % des actes opératoires le nombre d'interruptions de grossesse qu'un établissement pourrait pratiquer annuellement.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3235) : la nécessité d'une politique globale de la famille et de la mise en place d'un statut social de la mère de famille ; (p. 3236) : le travail des femmes hors du foyer ; l'égalité des sexes ; permettre aux femmes de se consacrer exclusivement à leur foyer ; les conséquences sur l'équilibre de la famille ; les conséquences sur l'emploi de la création d'un salaire maternel décent ; la non-insertion dans le projet de loi des directions indiquées par le Président de la République ; l'aggravation par le complément familial de la ségrégation entre les mères engagées dans la vie économique et celles

qui restent au foyer ; (p. 3237) : le contenu du projet de loi ; ses éléments positifs et ses éléments négatifs ; le plafonnement et le critère de ressources ; l'affectation des excédents des caisses d'allocations familiales.

LIPKOWSKI (Jean de)

Député de la Charente-Maritime (5e circonscription) (UDR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères du 12 avril 1973 au 27 février 1974, du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Ministre de la coopération du 12 janvier 1976 au 25 août 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1275).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974. [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Ministre de la coopération (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976. [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la coopération (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976. [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de **justice** entre la **République française** et la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2496**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention sur la circulation des personnes** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2497**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière d'**enseignement supérieur** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble deux échanges de lettres, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2498**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération militaire technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble un échange de lettres, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2499**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération technique** en matière de **personnel** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), ensemble cinq protocoles annexes, signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2500**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération culturelle** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signés à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2501**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de **recherche scientifique et technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire**

du Bénin (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2502**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** en matière de **pêche maritime** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2503**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**accord de coopération** en matière de **marine marchande** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signé à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2504**) [9 juillet 1976].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention fiscale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République populaire du Bénin** (alors République du Dahomey), signée à Cotonou le 27 février 1975 (n° **2505**) [9 juillet 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Péronnet : Ratification de la convention européenne des droits de l'homme** [11 mai 1973] (p. 1217) : le dépôt prochain du projet de loi autorisant cette ratification.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Barel** (n° **275**) : **Extradition de Klaus Barbie** [11 mai 1973] (p. 1224, 1225) : la portée nationale de cette affaire ; le mémoire du professeur G. Levasseur résumant tous les motifs justifiant l'extradition du criminel nazi.

— **M. Jacques Legendre** (n° **1860**) : **Aide aux Etats d'Afrique frappés par la sécheresse** [15 juin 1973] (p. 2230, 2231) : mise à la disposition des pays africains concernés d'avions de transport ; coordination de l'action de tous les organismes.

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Mesmin : Agriculteurs français du Maroc** [9 novembre 1973] (p. 5487, 5488) : les mesures prises par le Gouvernement pour accueillir les Français du Maroc dont les terres ont été nationalisées ; la négociation engagée avec le gouvernement marocain sur l'indemnisation par le Maroc.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires étrangères :

1973

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972** (n° 194). **Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2141) : acte de réalisme que revêt la convention de Florence ; volonté d'efficacité des participants ; abandon de l'idée de créer une université européenne interdisciplinaire ; objet plus limité de cet institut ; son caractère d'institut de recherches ; possibilité d'une évolution ultérieure ; estime regrettable l'absence d'une concertation des politiques universitaires nationales ; difficulté de création d'une université européenne ; rôle utile que peut jouer l'institut dans le domaine de la recherche ; (p. 2142) : complexité de l'organisation prévue ; dualité des organes collectifs ; caractère essentiellement intergouvernemental du nouvel institut ; adhésion prochaine de la Grande-Bretagne, de l'Irlande et de la Norvège ; constitution d'un comité préparatoire ; ratification faite par l'Italie ; première étape en vue de l'harmonisation au niveau européen des politiques nationales de l'éducation ; (p. 2145) : ses réponses aux orateurs ; application de l'annexe II de la convention ; définition des ressortissants inchangée à la suite du traité signé entre la RFA et la RDA ; portée limitée de la convention ; ses observations sur les propos tenus par M. Labarrère ; contribution européenne de la France ; rôle joué par M. Couve de Murville à la tête du ministère des affaires étrangères ; création d'une université européenne et implications de cette idée ; caractère insatisfaisant de la situation actuelle ; propositions précises faites à ses partenaires par le Gouvernement français en décembre 1971 ; projet lancé par M. Olivier Guichard prévoyant la création d'un centre européen de développement de l'éducation ; (p. 2146) : examen au niveau des experts ; nécessité d'un rapprochement entre les politiques universitaires nationales ; éducation et traité de Rome ; procès d'intention fait au Gouvernement ; volonté de ce dernier de parvenir à une réelle harmonisation des politiques.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et le Zaïre sur la protection des investissements** (n° **443**). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6908) : situe la convention dans son contexte général ; garantie des investissements

et conclusion préalable d'un accord bilatéral sur la protection des investissements ; échanges franco-zaïrois.

— **Projet de loi autorisant l'approbation d'un accord entre la France et l'agence de coopération culturelle et technique** (n° **455**). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6910) : portée de l'accord ; répond à M. Seitlinger sur les opérations réalisées par l'agence et sur une meilleure concentration des moyens et des actions ; réorganisation du secrétariat ; conférence de Liège, programmes de l'agence.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant du 31 janvier 1973 à la convention sur la sécurité sociale entre la France et la Yougoslavie** (n° **726**). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6911) : ses indications sur le courant d'immigration yougoslave, octroi des allocations familiales et des soins de santé : suppression du délai maximum de six ans ; insertion de cette mesure dans le contexte de la politique gouvernementale en faveur des travailleurs immigrés ; respect des libertés individuelles et difficultés de l'information statistique ; statistiques des demandes de naturalisation.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de Malaisie, signé à Paris le 3 novembre 1972** (n° **727**). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6912) : portée de l'accord ; échanges franco-malaisiens ; coopération culturelle ; Alliance française ; participation au centre régional pour l'enseignement des sciences ; coopération technique.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Mali, ensemble le protocole et l'échange de lettres joints, signés à Paris le 22 septembre 1972** (n° **692**). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6912) : situe la convention dans le contexte des accords du même type ; (p. 6913) : portée de la convention, octroi des allocations familiales et des soins de santé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs, signée à Oslo le 15 février 1972** (n° **728**). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7153) : convention d'Oslo et conférence de Stockholm sur l'environnement, convention en préparation sur la prévention de la pollution marine due aux rejets à partir de la terre et des cours d'eau, article 21 de la convention et loi du 16 décembre 1964 sur les eaux territoriales ; répond à M. Virgile Barel sur le champ d'application de la convention, problème de la Méditerranée, ratification de la convention de Londres du 29 décembre 1972.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et l'île Maurice sur la protection des investissements, signés à Port-Louis le 22 mars 1973** (n° **767**). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7154) : investissements à l'étranger et sécurité des entreprises, système de garantie des investissements dans les pays autres que ceux de la zone franc, rapports franco-mauriciens.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la France et les Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Paris le 16 mars 1973** (n° **771**). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7155) : convention de 1949, modifiée en 1952, travaux de l'OCDE et nouvel accord.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la République arabe syrienne pour éviter la double imposition des revenus provenant des transports internationaux aériens, signé à Paris le 29 janvier 1973** (n° **751**). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7156) : souligne que l'accord contribuera à développer les liens déjà étroits qui existent entre la France et la Syrie, sa réponse à M. Hamel, indique que la question des prisonniers politiques israéliens est étrangère à ce débat.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement entre certains gouvernements européens et l'organisation européenne de recherches spatiales, concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane, fait à Neuilly-sur-Seine le 21 septembre 1973** (n° **822**). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7155) : nouvelle étape de l'Europe spatiale ; (p. 7156) : programme Ariane et lanceur Europa III, rôle du CNES, projets Spacelab et Marots, financement du programme Ariane à concurrence de 62,5 %.

LONGEQUEUE (Louis)

Député de la Haute-Vienne
(3e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 [3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à compléter **l'article premier de la loi n° 62904 du 4 août 1962 instituant une servitude sur les fonds privés pour la pose des canalisations publiques d'eau ou d'assainissement** (n° **556**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une commission chargée d'examiner les conditions dans lesquelles a été supprimée aux **militaires en service en Allemagne,** entre le 6 mai 1956 et le 11 octobre 1963, **l'indemnité familiale d'expatriation** (n° **2853**) [4 mai 1977].

— **Proposition de loi** tendant à l'institution d'un **médiateur militaire** (n° **2938**) [1er juin 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **159**) : **Déclarations de hauts fonctionnaires** [30 mai 1973] (p. 1695, 1696) : déclarations devant la presse de l'ingénieur général de l'Estoile, directeur des affaires internationales à la délégation ministérielle pour l'armement ; (p. 1697) : dispositions définissant la liberté d'expression des militaires en activité et les conditions d'exercice de cette liberté, audition des chefs militaires par la commission de la défense nationale.

• *question au Gouvernement :*

— **Suppression des avances remboursables pour l'installation du téléphone** [11 décembre 1974] (p. 7677).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillière** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**). **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2968) : la nomination du général Bigeard ; retour à une pratique ancienne ; les déclarations malheureuses du précédent ministre de la défense ; les mesures prises par le nouveau ministre ; la création de deux postes de conseillers de défense ; les nouveaux statuts ; (p. 2969) : les mesures en faveur des appelés ; l'intention de moderniser la défense opérationnelle du territoire ; l'insuccès des efforts pour réhabiliter le service militaire ; la mise entre parenthèses de l'opinion ; la réforme de certaines habitudes ; la rédaction d'un nouveau règlement de discipline générale.

• *question au Gouvernement :*

— **Fermeture d'une entreprise à Châteauponsac** [15 décembre 1976] (p. 9412) : mesures envisagées pour permettre aux petites communes d'équilibrer leur budget à la suite de l'application de la taxe professionnelle et de la crise économique.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2043) : détermination et conduite de la politique de la nation ; orientation des décisions les plus importantes de la majorité ; élection présidentielle et nature du régime ; nécessité d'un débat suivi d'un vote sur les problèmes de défense, d'une réforme fondamentale ; évolution des esprits ; absence de précision du Gouvernement ; discussion de la loi de 1970 ; rejet par le Gouvernement des amendements du groupe socialiste relatifs au report d'incorporation ; erreur du Gouvernement ; propos de M. Mitterrand ; arguments de M. Debré, « livre blanc » sur la défense nationale ; le fait que les parlementaires de l'opposition ont raison contre les experts du Gouvernement ; insuffisance du texte proposé ; nécessité d'un ensemble cohérent de mesures sociales ; conséquences de leur nature réglementaire ; perte par le Parlement du contrôle de cette politique ; (p. 2044) : suppression du sursis ; report d'incorporation ; injustices du système ; pénalisation des jeunes ; choix du temps consacré au service national dans une période suffisamment large ; propositions du groupe socialiste ; objectif à atteindre ; non-interruption du cours normal de la scolarité; recrutement par l'armée d'un personnel d'encadrement qualifié ; caractère égalitaire des facilités d'incorporation. **Discussion des articles** [13 juin 1973] (p. 2076). **Avant l'Article premier** : son amendement : service actif légal de six mois ; missions de l'armée. **Après l'Article 2** (p. 2101) : son amendement : dépôt par le Gouvernement d'un rapport annuel sur l'activité des commissions départementales. **Arti-**

cle 3 (p. 2102) : son amendement devenu sans objet. **Article 4** (p. 2103) : son amendement tendant à la suppression de l'article L 12 du code du service national. **Article 5** (p. 2103) : son amendement tendant à l'abrogation de l'article L 13 du code du service national. **Après l'Article 5** : son amendement : information des jeunes gens sur les dispositions concernant l'objection de conscience.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° 447). **Discussion des articles** [21 juin 1973] (p. 2392). **Article premier** : son amendement tendant à fixer à 150.000 habitants le seuil minimum de population, charges relatives aux transports dans sa ville ; politique des villes moyennes, TVA sur les remboursements de déficit que font les villes à leurs concessionnaires. **Article 3** (p. 2396) : son amendement : versement dans les agglomérations au sens de l'INSEE ; retrait.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (articles 20 et 21), budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46 [8 novembre 1973] (p. 5415) : débat dans l'opinion sur la situation de l'armée française ; service national ; prise de position de hauts responsables ; (p. 5416) : putsch chilien et rôle de l'armée dans la nation ; débat sur la finalité de notre défense ; réforme du service national ; sa référence à un article de M. de Bennetot (*Le Monde*) sur la situation du service national ; proposition de réduction de la durée du service ; déclarations de l'amiral de Joybert et principe de la réserve des fonctionnaires ; déclaration du président Edgar Faure sur la force nucléaire française et réponse du Premier ministre ; événements du Chili ; son inquiétude quant à l'activité à caractère de police politique de certains services des armées ; (p. 5417) : « adversaires intérieurs » ; ses questions au ministre des armées sur les modifications profondes du service national et sur le but de l'armée en France. **Article 46** (p. 5435) : obligation du Gouvernement de rembourser aux retraités le 1 % supplémentaire dont l'illégalité a été reconnue par une décision du Conseil d'Etat.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5740) : ses observations sur la participation des villes au financement des déviations des routes nationales en milieu urbain ; problème des espaces verts en zone urbaine ; nécessité de ces espaces et besoins auxquels ils répondent ; sa référence à la circulaire n° 10703 du 19 mars 1971 : équipements-logement ; ses réserves quant à l'application de la politique du Gouvernement, politique des espaces verts de la ville de Limoges dans le cadre du V^e^ Plan, difficulté de réalisation du plan de modernisation et d'équipement de la ville dans le cadre du VI^e^ Plan ; subventions aux achats de terrains et problème des aménagements, diminution de l'aide financière de l'Etat, exemple d'un projet important dans sa ville, insuffisance des crédits du programme concernant les espaces verts.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires, budgets annexes du services des essences et du service des poudres [12 novembre 1974] (p. 6180) : demande un débat sur la politique de défense ; l'effort financier ; l'arme nucléaire ; la liberté d'expression ; les déclarations des amiraux de Joybert et Sanguinetti ; le médiateur ; (p. 6181) : le statut démocratique du soldat ; les manifestations ; le service national. **Article 25** (p. 6205) : son amendement n° 153 subordonnant le vote des crédits à la nationalisation des entreprises aéronautiques privées et revalorisant la condition des militaires et appelés ; (p. 6250) : rejeté ; défend l'amendement n°72 de M. Papon critiquant l'insuffisance du prêt et du nombre de voyages gratuits des soldats ; (p. 6206) : retire ses amendements 71 et 72 ; défend l'amendement n° 73 de M. Papon relatif à l'état des casernements et aux équipements sportifs ; retiré.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles. Article 4** [10 septembre 1975] (p. 6184) : les problèmes propres au Limousin.

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° 1588 et n° 1881). **Discussion des articles** [14 octobre 1975]. **Article 2** (p. 6846) : suggère le renvoi à l'article 13 de l'examen de l'amendement n° 143 de M. Fanton ; (p. 6847) : sa réponse à M. Fanton. **Article 3** (*suite*) (p. 6848) : ses observations sur l'article ; les inconvénients présentés par la délivrance du permis tacite, moyen pour l'administration de ne pas prendre ses responsabilités.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7624) : le caractère illusoire du débat sur la défense ; l'absence de toute programmation ; (p. 7625) : la faiblesse des crédits du

titre V et de la situation des industries d'armement ; le refus par le Gouvernement de la notion d'association professionnelle ; l'article 10, alinéa 2 de la loi de juillet 1972.

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire** (n° **1732**) [17 décembre 1975]. **Explications de vote** (p. 9949) : un projet qui va à l'encontre de la politique d'abaissement de la limite d'âge des hauts fonctionnaires ; son caractère d'expédient de nature corporatiste ; le vote négatif du groupe socialiste.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture : Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Article 6** (p. 1461 et 1462) : son amendement n° 326 : ne pas faire en sorte que par un artifice législatif des dérogations quelquefois très abusives puissent être autorisées ; (p. 1463) : demande au ministre comment l'administration pourrait revenir sur un permis de construire acquis automatiquement ; retire son amendement ; [14 avril 1976] : **Article 58** (p. 1762) : son amendement n° 328 relatif aux modalités d'application du permis de démolir concernant les bâtiments frappés de servitudes ; adopté. **Deuxième lecture : Discussion des articles** [23 novembre 1976]. **Article 58** (p. 8595) : son expérience personnelle ; souhaite que le permis tacite de démolir n'existe pas.

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3285) : défend son exception d'irrecevabilité en application de l'article 91, alinéa 4, du règlement ; le caractère ambigu et flou du document proposé ; un texte qui présente des objectifs et ne constitue pas un engagement de programme ; le caractère contraignant des lois de programme sous la Ve République ; (p. 3286) : l'exemple de la loi de programme militaire de 1970-1975 ; l'indétermination quant à la chronologie et au contenu ; l'absence de ventilation entre titre III et titre V ; l'irrespect des dispositions de l'ordonnance portant loi organique relative aux lois de finances ; un projet qui, n'étant ni une loi de programme ni une loi de finances, est contraire à la Constitution ; (p. 3287) : rechercher les motifs qui ont conduit le Gouvernement à s'écarter des procédures constitutionnelles ; exiger du Gouvernement la présentation d'une véritable loi de programme ; (p. 3288) : cite un passage de la loi organique du 2 janvier 1959 relatif aux plans approuvés par le Parlement. **Discussion de l'article unique** [25 mai 1976] (p. 3458, 3459) : son amendement n° 9 tendant à accompagner la réorganisation de l'armée de terre d'une réduction progressive de la durée du service national ; rendre public et modifier le statut des objecteurs de conscience ; réservé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7740) : l'image de marque d'un gestionnaire ; un projet de budget ne permettant pas de faire face aux obligations ; un budget d'effectifs ; un budget de « grand pensionnat » ; (p. 7741) : la chasse aux économies ; le coup porté aux autorisations de programme ; la programmation ; poursuivre la mise sur pied des forces nucléaires et leur modernisation permanente ; les forces conventionnelles ; l'AMX 30 ; (p. 7742) : les industries d'armement ; les commandes d'exportation ; l'OTAN ; la ventilation des crédits entre le titre III et le titre V. **Examen des crédits. — Budget annexe du service des essences. Avant l'Article 53** (p. 7765) : défend l'amendement n° 251 de M. Sainte-Marie visant à créer des ressources pour augmenter les soldes des différentes catégories d'appelés du contingent ; retiré.

1977

— **Proposition de loi tendant à accorder la qualité de pupille de la nation aux enfants des militaires tués accidentellement en temps de paix** (n° **1526**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4374) : l'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de loi présentée par l'opposition ; l'aide de l'Etat aux orphelins militaires décédés en temps de paix à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions ; l'attribution du titre de pupille de la nation ; la protection pour les enfants mineurs lorsque l'accident est antérieur à la promulgation de la loi ; l'attribution de bourses et d'exonérations diverses ; sa question écrite du 6 avril 1977.

LOO (Charles-Emile)

Député des Bouches-du-Rhône
(2e circonscription)
(PSRG).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu vice-président de l'Assemblée nationale [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion générale** [29 novembre 1977] (p. 8013) : la proximité des élections ; les promesses tenues aux rapatriés ; la difficile situation des personnels de l'ANIFOM ; la lenteur du règlement de l'indemnisation des rapatriés ; l'immobilisme gouvernemental ; le chiffrage prévisionnel de l'indemnisation ; la nature du projet de loi ; la non-indexation de l'indemnisation ; les déclarations du président de l'ANFANOMA ; (p. 8014) : l'effort des municipalités socialistes du Midi en faveur des rapatriés ; la municipalité de Marseille ; le champ d'application du projet de loi ; prendre des mesures d'amnistie ; la position du groupe PSRG sur les problèmes de l'indemnisation ; (p. 8015) : réparer les erreurs et les injustices commises envers les rapatriés ; faire en sorte que l'indemnisation concerne l'ensemble des rapatriés ; assouplir les conditions de paiement.

LOUET (Roger)

Rapporteur au Conseil économique et social.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée : droit de licenciement,** rapporteur du Conseil économique et social [22 mai 1973] (p. 1443) : comparaison avec les législations étrangères ; problème de la charge de la preuve et de l'article 24 p ; (p. 1444) : article 24 q : sanctions ; souhait d'une remise en ordre d'ensemble des textes relatifs au licenciement ; problème de l'Etat employeur : agents non titulaires de l'Etat.

LOVATO (Jean)

Député de la Dordogne (1re circonscription) (UDR).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Guéna (Yves), nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 mai 1973] (p. 1103).

Donne sa démission de son mandat de député.

L'Assemblée prend acte de cette démission [11 juillet 1974] (p. 3513).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454).

LUCAS (Henri)

Député du Pas-de-Calais (11e circonscription) (C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre du comité consultatif de l'utilisation de l'énergie [14 octobre 1976] (p. 6675), [15 octobre 1976] (p. 6702).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à exclure le logement de fonction des bases d'imposition pour le calcul de l'**impôt sur le revenu** des receveurs et receveurs-distributeurs des PTT (n° **2364**) [9 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à reconnaître la qualité de **comptable public des receveurs-distributeurs des PTT** (n° **2645**) [25 novembre 1976].

— **Proposition de loi** portant extension dans les **PTT** des dispositions en vigueur en matière de comités d'hygiène et de sécurité, de médecine du travail, d'amélioration des **conditions de travail** et de prévention des accidents du travail (n° **3077**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Revendications du personnel des PTT** [30 octobre 1974] (p. 5623).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problème de l'emploi** [27 mai 1975] (p. 3257) : gravité de la situation dans le Pas-de-Calais ; (p. 3258) : menaces de licenciement dans l'industrie du bâtiment et l'industrie chimique.

• *questions au Gouvernement :*

— **Améliorations techniques dans le domaine des télécommunications** [11 juin 1975] (p. 3976) : dangers de la politique d'austérité imposée au centre national d'études des télécommunications ; production du système de commutation temporel E. 12.

— **Renforcement de la prévention des accidents du travail** [8 octobre 1975] (p. 6652) : accidents du travail de Liévin et de Roland Vuyaume de Vendin-le-Viel.

• *question orale sans débat :*

— (n° **28275**) : **Orientation pour le développement de l'industrie des télécommunications** [30 avril 1976] (p. 2506, 2507, 2508) : son inquiétude pour l'avenir de la recherche et de l'industrie téléphonique française face aux sociétés étrangères ; la défense de l'intérêt national face aux entreprises multinationales ; la « francisation » des firmes étrangères ; le blocage des crédits de recherche du CNET ; le prochain dépôt par le groupe communiste d'une proposition de résolution tendant à la constitution d'une commission d'enquête sur cette question.

• *questions au Gouvernement :*

— **Sécurité dans les mines** [26 mai 1976] (p. 3498, 3499) : « la politique du bâton » menée par les Houillères nationales qui mettent en cause le droit de grève.

— **Chômage** [6 avril 1977] (p. 1575, 1576): montant et aggravation du chômage en France.

— **Destruction de pommes de terre** [8 juin 1977] (p. 3497) : l'incapacité du Gouvernement d'assurer un approvisionnement stable ; discussion de la proposition de loi n° 151 du groupe communiste tendant à garantir le revenu des producteurs de fruits et légumes.

— **Répercussion de la hausse des prix sur le pouvoir d'achat des travailleurs** [29 juin 1977] (p. 4420) : l'échec du plan Barre ; la situation en matière de chômage, de production industrielle et d'inflation.

— **Activité de CDF-Chimie-Nord** [30 novembre 1977] (p. 8051) : l'effritement des effectifs de CDF-Chimie dû au démantèlement du bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1022) : évoque le marasme du marché des fruits et légumes, la baisse des revenus des producteurs, l'inefficacité des retraits et destructions, les difficultés tenant au Marché commun, la concurrence italienne, les importations en provenance des pays tiers, la faiblesse de la protection extra-communautaire, les dérogations accordées aux pays tiers par les accords d'association, l'insuffisance de la production légumière, de l'encouragement aux industries de transformation ; estime urgent une remise en ordre du marché des fruits et légumes ; la modification du règlement communautaire dans le sens d'une meilleure protection de la production française, des alignements fiscaux, une aide prioritaire aux producteurs familiaux.

— **Rappel au règlement** [31 octobre 1973] (p. 5128) : privation du Parlement de son droit d'information et de contrôle, cas du budget de la marine marchande et du budget des territoires d'outre-mer ; sa référence au rapport de M. Renouard, rapporteur pour avis de la commission de la production et des échanges sur le budget des territoires d'outre-mer ; non-communication de documents indispensables, mise en échec du pouvoir de contrôle du Parlement ; (p. 5129) : sa protes-contrôle du Parlement (p. 5129) : sa protestation solennelle ; s'associe à la demande du

groupe socialiste: réunion immédiate du bureau de l'Assemblée ; demande à M. Comiti, ministre chargé des relations avec le Parlement, ce qu'il pense de cette affaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5986) : situation du téléphone en France ; commission de contrôle de la gestion du téléphone ; augmentation des tarifs et des services des postes et télécommunications ; Finexel et Codetel ; (p. 5987) : investissement du service public par le secteur privé ; objectifs de la société France Centrex en matière d'achat et de gestion des centraux téléphoniques ; privatisation des postes et télécommunications ; dégradation du service assuré par les postes et télécommunications et manque de crédits nécessaires ; opposition au financement des investissements indispensables à partir de crédits d'Etat ; loi du profit ; politique d'autofinancement ; non utilisation des fonds des chèques postaux ; majoration du prix du téléphone ; taux d'augmentation des communications spéciales ; sa référence à une note de service sur le régime des « avances remboursables » ; (p. 5988) : précâblage dans les immeubles neufs ; associations départementales des télécommunications ; dégradation du service ; situation dans la région d'Orléans et en Basse-Normandie ; paris de M. Galley, politique industrielle vis-à-vis des fournisseurs, LMT ; sa question sur le transfert éventuel à des sociétés privées du montage et de l'entretien des lignes téléphoniques ; rémunération des dépôts des chèques postaux au Trésor ; déficit de l'acheminement de la presse ; manque de moyens en personnel ; auxiliariat, méthode Cidex ; propositions des organisations syndicales ; se prononce pour une gestion démocratique et la recherche prioritaire du service public ; (p. 5989) : conditions d'accession des travailleurs des postes et télécommunications à la gestion de l'entreprise ; problèmes du pouvoir politique et de son orientation.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**). **Discussion des articles** [5 décembre 1973]. **Article 6** (p. 6652) : son amendement de suppression : régime financier des sociétés pour le financement des télécommunications ; demande le report de l'examen de la mesure proposée par le Gouvernement jusqu'à la publication des conclusions de la commission de contrôle sur la gestion du téléphone.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 433) : les conséquences du flottement du franc et de la politique économique du Gouvernement sur la situation des familles de condition modeste ; (p. 434) : l'intransigeance du Gouvernement à l'égard des mineurs de Lorraine est une absurdité économique.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**) [13 juin 1974] (p. 2642). **Motion de renvoi en commission :** expose les raisons qui ont motivé le dépôt de cette motion ; rendre le projet plus efficace ; nationalisation nécessaire des grands trusts pharmaceutiques et chimiques ; le texte risque d'accroître les charges des éleveurs ; nécessité de sauvegarder les intérêts du corps des vétérinaires ; libérer la vente des produits non toxiques.

— **Rappel au règlement** [20 juin 1974] (p. 2814-2816) : la divulgation d'un rapport constitue une offense au Parlement.

— **Rappel au règlement** [29 octobre 1974] (p. 5534) : budget des PTT ; (p. 5552) : statut de la fonction publique.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6798) : la mutilation du service public ; le mécontentement des usagers ; les propos tenus par le ministre à l'encontre de son personnel ; le problème des effectifs ; l'amélioration des conditions de travail ; la titularisation des auxiliaires ; (p. 6799) : le recours à la sous-traitance ; l'introduction de directeurs « politiques » ; le démantèlement du CNET (Centre national d'études des télécommunications) et le processus de privatisation ; le coup porté à l'économie nationale ; les milliards de francs prélevés sur le budget des PTT au profit de la presse ou du Trésor ou des sociétés de financement ; la demande de scrutin public que fera le groupe communiste sur ce budget ; (p. 6807) : évoque les conclusions de la commission de contrôle quant à la transformation des télécommunications en établissement commercial et industriel ; (p. 6812) : demande que les représentants du personnel participent aux travaux sur les pratiques qui président à la fixation des prix des matériels ; (p. 6814) : déclare que son groupe vote contre le budget et demande un scrutin public.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 20** (p. 7616) : l'aide au gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Viet-Nam ; (p. 7617) : le blocage des crédits du centre national d'études des télécommunications ; le marché français livré à des sociétés étrangères.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2691) : la responsabilité des gouvernements dans le domaine de la dépendance énergétique de la France ; diversifier nos sources d'énergie ; donner plus de moyens aux organismes nationaux de recherche ; l'augmentation possible dans le domaine de l'hydraulique ; le projet de la baie du Mont-Saint-Michel ; imaginer des contrats d'importation de gaz naturel avec l'Algérie, l'Iran, l'URSS ; arrêter la régression de la production charbonnière ; l'existence des réserves ; le gaspillage qui en est fait ; (p. 2692) : la rentabilité des houillères ; la possible couverture de nos besoins en énergie avec nos ressources charbonnières.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1740**). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4614) : un gouvernement qui abuse l'opinion publique ; l'insuffisance de création d'emplois dans les PTT ; les dangers que le plan de relance comporte pour les PTT ; les exigences des industries privées en la matière ; (p. 4615) : une absence de trente mille emplois dans le secteur public des télécommunications.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 2** (p. 6172) : un nouveau cadeau aux grandes entreprises ; (p. 6173) : l'accroissement des difficultés des petites entreprises ; le nombre des faillites. **Article 7** (p. 6198) : l'absence de création d'emplois aux PTT ; l'absence d'avantages retirés par le personnel du fait de la modernisation des centres de tri ; le refus aux PTT d'accroître les personnels ; l'actualité des mesures préconisées par le programme commun.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8565) : la nécessité d'un changement radical de politique ; (p. 8566) : l'absence d'amélioration des conditions de travail dans les centres de tri ; le mépris du Gouvernement pour les travaux des commissions de contrôle parlementaire ; la part trop belle faite par le Gouvernement aux sociétés de financement ; la crise du téléphone ; (p. 8567) : la mainmise des sociétés multinationales sur les télécommunications ; nationaliser les grandes entreprises électriques et électroniques ; le coût élevé des tarifs téléphoniques français ; (p. 8568) : la politique de classe du pouvoir dans le domaine de l'attribution du téléphone ; le vote hostile du groupe communiste ; (p. 8580) : sa question au secrétaire d'Etat relative à l'application du protocole d'accord.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article 3** (p. 2074) : son amendement n° 2 : interdiction de la destruction des sites fossilifères ; adopté. **Article 6** (p. 2082) : son amendement n° 4 : prise en considération de la préservation des sites présentant un intérêt ethnologique ; adopté.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article 5** (p. 2977) : son amendement n° 95 soutenu par M. Andrieux ; repoussé. **Avant l'Article 13** (p. 2990) : son amendement n° 104 défendu par M. Andrieux ; repoussé. **Article 13** (p. 2997) : son amendement n° 105 soutenu par M. Andrieux ; adopté. **Article 14** (p. 2999) : son amendement n° 106 défendu par M. Berthelot ; repoussé. **Article 16** (p. 3003) : son amendement n° 107 ; repoussé ; (p. 3004) : son amendement n° 108 soutenu par M. Renard ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4654) : regrette que le Parlement n'ait pas été consulté sur des choix engageant l'avenir de l'industrie française du téléphone ; (p. 4655) : la livraison du téléphone aux multinationales ; des objectifs qui semblent ambitieux mais qui sont insuffisants ; l'insuffisance du recrutement prévu pour les personnels des P et T ; l'orientation du Gouvernement vers la généralisation de la sous-traitance ; les atteintes au statut de la fonction publique ; aucun programme de redressement pour la poste ; l'orientation de la poste vers une commercialisation contraire à la notion de service public.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7136) : les travaux de rénovation dans les cités minières ; l'insuffisance des moyens financiers mis en œuvre ; le rythme de rénovation prévu difficile à soutenir ; demande des augmentations de crédits, des précisions sur le financement de l'habitat minier ; l'accélération des travaux d'assainissement en aval des cités minières ; la rénovation de l'habitat des mineurs, source de nombreuses créations d'emplois ; le goût des gens du Nord pour la maison individuelle.

Intérieur [19 novembre 1976] (p. 8349) : suggère la création d'un fonds spécial réservé à la rénovation du bassin minier.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8415) : des zones d'ombre importantes ; le retard des crédits de fonc-

tionnement ; PTT et développement économique ; la politique du téléphone ; (p. 8416) : l'avis du conseil supérieur des PTT ; l'accroissement du malaise du personnel des PTT ; la dégradation du pouvoir d'achat ; la titularisation des auxiliaires ; les créations d'emplois ; l'informatique ; Télésystème ; France-Câbles-Radio ; Transpac et SWIFT ; l'hostilité des syndicats au projet Transpac ; (p. 8417) : les entreprises privées et le transport du courrier ; le service « auto » menacé ; le secteur « bâtiment » ; la « francisation » de LMT ; le renforcement d'ITT ; l'achat de 75.000 postes simples au Canada ; les emprunts ; les conditions de travail et de rémunération des agents des PTT ; le statut du personnel ; l'atteinte aux libertés syndicales et politiques ; la proposition de loi communiste.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 13** (p. 8795) : indique que le groupe communiste votera contre l'article 13 ; le recours à l'emprunt, un moyen utilisé pour financer les grandes sociétés capitalistes avec les fonds publics ; la non-utilisation d'une partie des fonds en dépôt des chèques postaux par les PTT ; emprunt et montant réel d'investissement ; (p. 8796) : le problème de la rémunération des fonds collectés par emprunt ; la dénonciation des emprunts des PTT par la Cour des comptes.

1977

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations « sauvages » de diverses catégories de marchandises** (n° **2757**). **Discussion générale** [18 mai 1977] (p. 2873) : les réponses aux questions posées antérieurement au Gouvernement ; les exportations de capitaux réalisées par l'entreprise Rhône-Poulenc ; la nécessité d'enquêter sur les exportations de capitaux servant à produire les marchandises importées ; (p. 2874) : le soutien par le groupe communiste de la création de la commission d'enquête.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [24 mai 1977] : **Article premier** (p. 2947) : les crédits supplémentaires affectés à l'équilibre des comptes des Houillères nationales ; la progression du déficit des charbonnages ; la nécessité du relèvement des tarifs ; la production d'électricité des houillères ; la faiblesse des dotations en faveur des investissements ; [25 mai 1977] : **Article 2** (p. 3011) : le fonctionnement de l'Europe verte ; (p. 3012) : le freinage du développement des exportations de produits agricoles ; les pressions exercées par les Etats-Unis et l'Allemagne sur la politique agricole européenne ; le démantèlement de la politique commune ; l'ouverture des frontières aux pays tiers ; les menaces de l'autosuffisance de la production agricole française ; annuler les effets catastrophiques des montants compensatoires monétaires ; promouvoir une autre politique agricole.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Budget annexe des postes et télécommunications [15 novembre 1977] (p. 7406) : le projet de budget des PTT pour 1978 ; le déséquilibre grandissant entre les crédits d'investissement et les crédits de fonctionnement ; les créations d'emplois dans le secteur postal ; (p. 7407) : l'évolution des emplois dans le secteur des télécommunications ; l'aggravation des conditions de travail du personnel ; la création de 7.000 emplois de vacataires pour la poste ; le mécontentement des personnels ; la « privatisation » des PTT ; la notion de rentabilité ; l'évolution des tarifs ; les besoins de financement ; les conditions de passation de marchés et de gaspillage des fonds publics ; libérer les PTT de l'emprise des banques et des grands monopoles ; l'évolution des prix des matériels de télécommunications ; les résultats des exportations de matériel téléphonique ; les retombées en matière d'emplois de la politique menée en faveur des télécommunications ; (p. 7408) : l'opération « coup de pouce à la jeunesse » ; les mesures à prendre pour restaurer les PTT. **Examen des crédits** (p. 7416) : le vote hostile du groupe communiste.

M

MACQUET (Benoît)

Député de la Loire-Atlantique
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [27 juillet 1974] (p. 3909).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **prévoir la réparation des dommages corporels résultant de l'assistance portée à une personne en péril** (n° **128**) [12 avril 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° 781) (n° **816**) [4 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 1936 tendant à accorder aux **femmes assurées au régime général de sécurité sociale,** atteignant l'âge de soixante ans, la **pension de vieillesse** au taux normalement applicable à soixante-cinq ans (n° **2376**) [10 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 3036, modifiée par le Sénat, tendant à accorder aux **femmes assurées au régime général de la sécurité sociale,** atteignant l'âge de soixante ans, la **pension de vieillesse** aux taux normalement applicables à soixante-cinq ans (n° **3053**) [29 juin 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Plan de charge de l'usine de Nantes-Bouguenais de l'Aérospatiale** [8 juin 1973]

(p. 1992, 1993) : programme d'attente Concorde.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'industrie aéronautique française** [2 octobre 1974] (p. 4667).

• *question orale sans débat :*

— (n° **13417**) : **Manifestations de violence** (bals publics) [9 octobre 1974] (p. 4901, 4902).

• *questions au Gouvernement :*

— **Affaire des ententes pétrolières** [12 mai 1976] (p. 2930).

— **Mesures en faveur des handicapés** [1er décembre 1976] (p. 8854) : lenteur de l'application de la loi sur les handicapés ; parution des décrets d'application.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1134) : répond à M. André Tourné ; rappelle sa qualité d'ancien combattant et ses titres de guerre et de Résistance ; s'oppose à la démagogie.

— **Rappel au règlement** [7 novembre 1973] (p. 5307) : propos de M. Gilbert Faure contre la commission des finances : conditions d'exercice du contrôle budgétaire.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**), rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [5 décembre 1973] (p. 6653). **Après l'Article 10 :** ses observations sur la procédure adoptée ; présentation sous forme d'amendements de dispositions sociales déjà renvoyées à la commission sous forme de projet de loi ; (p. 6654) : sa protestation contre cette méthode ; son analyse de l'amendement du Gouvernement ; se prononce pour son adoption ; (p. 6656) : son sous-amendement tendant à inclure explicitement dans les bénéficiaires de la pension de réversion de la femme fonctionnaire décédée les infirmes majeurs et incapables de travailler, les enfants naturels reconnus et les enfants adoptifs ; son sous-amendement : pension de réversion et priorité au veuf invalide incapable de travailler sur les enfants eux-mêmes ; son sous-amendement : date d'entrée en jouissance de la pension du conjoint survivant ; son sous-amendement : droit d'option de la pension de réversion la plus favorable au profit de l'orphelin de père et de mère ; son sous-amendement : suppression du paragraphe VI de l'amendement du Gouvernement ; (p. 6657) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement : suppression de l'obligation alimentaire dans les ressources des bénéficiaires de l'allocation supplémentaire du FNS.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile** [18 novembre 1974] (p. 6651) : politique de l'aéronautique et dispersion des responsabilités ; la garantie de l'emploi ; le marché européen ; l'industrie aéronautique européenne ; le trafic aérien ; la commercialisation ; les productions ; la publicité pour Airbus ; le programme Concorde.

1975

— **Rappel au règlement** [4 juin 1975] (p. 3661) : fait remarquer le respect avec lequel la majorité utilise son temps de parole.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6193) : rappelle les actions prévues par la charte de développement économique de la Corse.

1977

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse aux taux normalement applicables à soixante-cinq ans** (n° **2376**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [1er juin 1977] (p. 3286) : les propositions parlementaires relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les femmes ; la proposition de loi n° 1936 de M. Labbé et du groupe RPR ; le retard de la France en la matière ; l'harmonisation des législations européennes ; la tâche sans fin accomplie par la femme qui travaille ; le contenu de son rapport n° 2376 ; la portée du texte en discussion ; la variation de l'âge de la retraite selon les régimes sociaux ; les dispositions permettant dans certains cas le départ en retraite à soixante ans ; l'injustice de la notion d'inaptitude ; les conséquences favorables sur l'emploi du texte en discussion ; les conséquences financières de l'abaissement de l'âge de la retraite ; le régime d'assurance vieillesse ; les dépenses de l'assurance maladie; la compensation de ces dépenses par des économies ; (p. 3287) : le débat qui s'est ouvert en commission sur le financement des dépenses sociales ; la fête des mères. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3291) : le remaniement complet de l'article premier ; l'application de l'abaissement de l'âge de la retraite à soixante ans en deux étapes. **Deuxième lecture. Discussion générale** [29 juin 1977]

(p. 4424) : le vote à l'unanimité en première lecture de la proposition de loi de M. Labbé ; les modifications apportées par le Sénat.

MADRELLE (Philippe)

Député de la Gironde
(4e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Démissionnaire de cette commission [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [29 avril 1976] (p. 2419), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : **Services du Premier ministre. — Annexe n° 38 : II. Journaux officiels. — IV. Conseil économique et social. — Annexe n° 43 : Légion d'honneur et ordre de la Libération** (n° **2525**) [12 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). Budgets civils. — **Annexe n° 37 : Services du Premier ministre.** — II. **Journaux officiels.** — IV. — **Conseil économique et social** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). Budgets civils. — **Annexe n° 43 : Légion d'honneur et Ordre de la Libération** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Moratoire pour échéances fiscales des petites et moyennes entreprises** [13 novembre 1974] (p. 6283).

— **Problèmes de l'emploi chez Lesieur** [22 octobre 1975] (p. 7215) : situation dans les deux usines de Bordeaux.

— **Arrêt du fonctionnement de l'unité de distillation de la raffinerie Elf d'Ambès** [30 juin 1976] (p. 4954, 4955) : conséquences de cette décision pour le personnel et la région.

• *question orale sans débat :*

— (n° **37012**) : **Raffinerie Elf à Ambès** [8 avril 1977] (p. 1685, 1686) : l'emploi ; la politique d'Elf-Erap consistant à abandonner totalement le Sud-Ouest après en avoir tiré ses premiers bénéfices.

• *questions au Gouvernement :*

— **Renouvellement de la subvention à l'UNEF** [22 juin 1977].

— **Attributions du Fonds d'équipement des collectivités locales** [16 novembre 1977] (p. 7496) : le ralentissement des versements aux communes au titre du VRTS ; la nécessité d'une aide accrue du FECL aux collectivités locales.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II. Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4988) : crédits consacrés à l'éducation physique et au sport, bilan catastrophique, insuffisance des crédits sur des chapitres essentiels, sport scolaire et universitaire, fausse orientation que constituent les centres d'animation sportive, insuffisance du nombre des enseignants d'éducation physique et sportive, sa tristesse quant au devenir sportif des jeunes ; (p. 4989) : recrutement des enseignants d'éducation physique et sportive et postes budgétaires prévus, insuffisance du nombre des créations de postes prévues pour 1974, budget sacrifiant le chapitre fondamental de l'enseignement, ses réserves sur le développement des centres d'animation sportive, statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports, retards accumulés dans les investissements et la réalisation de la troisième loi de programme, demande au Gouvernement de proposer un amendement apportant les crédits indispensables, choix politique du Gouvernement, priorité à la force de frappe atomique sur la formation physique et culturelle des jeunes, place de la France dans les compétitions sportives internationales, nécessité de faire leur place aux besoins fondamentaux de loisirs, de culture, de détente et de sport.

Agriculture et développement rural. — FORMA et BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5301) : problèmes des viticulteurs girondins, situation au lendemain des vendanges, chute des prix des vins blancs et rouges, situation des vins blancs de consommation courante, vins rouges d'appellation contrôlée ; caractère de rattrapage de la hausse spectaculaire de 1972 ; remise en question des profits réalisés par la pression fiscale envisagée ; assiette de l'impôt sur le revenu des bénéfices agricoles ; non-prise en compte du déficit enregistré sur les vins blancs ; opportunité de réviser la base d'imposition ; nécessité de mesures fiscales ; ses observations sur les fraudes sur des vins de Bordeaux ; son angoisse devant l'accentuation de la mainmise étrangère sur les maisons de commerce et les vignobles girondins ; vente des parts majoritaires de la maison de Luze ; (p. 5334) : agriculteurs et programme commun de la gauche, gains électoraux de son parti aux dernières élections [7 novembre 1973].

Taxes parafiscales [20 novembre 1973] (p. 6112) : **Article 33, Etat E** : son amendement tendant à la suppression de la cotisation destinée au financement du CIVB.

1974

— **Projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la mère de famille** (n° 949). **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7521) : un an pour concrétiser les promesses gouvernementales ; le coût du projet ; (p. 7522) : de petits aménagements ; les allocations postnatales ; le délai de résidence d'un an est discriminatoire pour les familles de travailleurs immigrés ; les prêts aux jeunes ménages ; l'allocation d'orphelin ; l'allocation pour frais de garde ; son extension aux ménages d'étudiants ; son taux limité ne compensera pas le manque de crèches et des maisons de l'enfance ni l'impossibilité de déduire les frais de garde du calcul de l'impôt sur le revenu ; demande la dispense du paiement des cotisations de retraite pour les femmes qui ne travaillent pas et dont les revenus sont inférieurs à un certain plafond ; cas des mères de famille s'occupant à leur domicile d'un handicapé mineur ; les nombreuses propositions de loi en instance déposées par François Mitterand ; les promesses présidentielles non tenues ; (p. 7523) : les promesses de M. Poniatowski concernant le maintien des prestations maladie pendant deux ans aux veuves ; l'insuffisance de la politique du logement et l'incertitude de l'emploi ; ce projet répond mal à la nécessité d'une véritable politique familiale ; le maintien du pouvoir d'achat des allocations familiales ; le programme commun portera remède à cette situation. **Discussion des articles. Article 8** (p. 7528) : la situation des travailleuses familiales ; dénonce la tendance à substituer l'aide ménagère à la travailleuse familiale. **Après l'Article 16** (p. 7529) : son amendement n° 9 : création d'une commission paritaire chargée d'élaborer un avant-projet de loi-programme relatif à la politique de la famille ; (p. 7530) : retiré.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1740). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4611) : un gouvernement qui s'affranchit des règles imposées par l'ordonnance du 2 janvier 1959 ; (p. 4612) : la désinvolture du Gouvernement à l'égard de la loi organique ; le problème grave que constitue le chômage des jeunes ; son accroissement ; son caractère structurel ; le faible nombre de jeunes intéressés par les mesures du Gouvernement ; (p. 4613) : l'incertitude qui a présidé à l'élaboration du plan gouvernemental.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° 1728). **Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6436) : estime que l'éducation physique doit devenir partie intégrante de la formation générale ; le recrutement insuffisant des enseignants ; l'irrespect des horaires officiels ; (p. 6437) : insiste en faveur d'une formation approfondie des enseignants dans les domaines des techniques sportives, de la psychologie de l'anatomie et de la physiologie ; le caractère indispensable des éducateurs en dehors de l'école ; assurer la formation de ces éducateurs grâce au concours de l'Etat et des employeurs ; ne pas sacrifier les aspirations des jeunes à des intérêts commerciaux. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 4** (p. 6550) : son amendement n° 23 : supprimer l'article 4 ; se refuse à séparer le sport universitaire du sport scolaire ; repoussé. **Article 8** (p. 6556) : son amendement n° 29 : créer diverses institutions d'enseignement physique et sportif ; se refuse à accepter la fusion autoritaire de l'école nationale des sports et de l'éducation physique et de l'institut national des sports ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1975] (p. 7854) : la situation des femmes notamment en matière de sous-qualification ; (p. 7855) : l'importance du chômage des femmes ; le sous-prolétariat que constituent les femmes dans un système capitaliste ; résoudre le problème dans une perspective socialiste.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7925) : note que le vin est le seul grand produit agricole dont le dossier n'a jamais été examiné à fond ; arrêter complètement les importations italiennes ; aider les viticulteurs à surmonter leurs difficultés de trésorerie ; les socialistes sont favorables à la création de l'office des vins géré par les producteurs eux-mêmes ; un changement de politique économique et sociale est la condition du redressement de la situation des travailleurs de la terre.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [7 novembre 1975] (p. 8127) : relève l' « insulte » de M. Corrèze proférée à l'adresse des professeurs d'éducation physique; appelle l'attention sur l'effort que représente l'enseignement de l'éducation physique ; critique la politique menée par le Gouvernement ; (p. 8128) : traite de la formation des enseignants ; la mise en place du DEUG ; le délai de mise en place du plan quinquennal ou décennal de recrutement ; le caractère de « misère » que présente le budget.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération, rapporteur spécial [2 novembre 1976] (p. 7324) : un projet de budget en augmentation; l'action de la grande chancellerie; l'effectif de la Légion d'honneur, de l'ordre national du mérite; l'assouplissement des conditions d'attribution de la Légion d'honneur aux anciens combattants de 1914-1918 ; les maisons d'éducation ; les maires ; le budget annexe de l'ordre de la Libération ; l'effectif des Compagnons.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7454) : un budget progressant moins vite que les charges générales de l'Etat ; la réclamation socialiste d'un plan quinquennal ou décennal de recrutement d'enseignants d'éducation physique et sportive ; la politique démocratique d'éducation ; le droit de cité du sport des écoles primaires ; le retour du secrétariat d'Etat au sein du ministère de l'éducation.

Services du Premier ministre. — I. Services généraux : services divers. — II. Journaux officiels. — III. Secrétariat général de la défense nationale. — IV. Conseil économique et social, rapporteur spécial pour les Journaux officiels et le Conseil économique et social [17 novembre 1976] (p. 8148) : le budget de la direction des Journaux officiels ; l'aspect financier de l'activité de la direction des Journaux officiels ; les transformations qualitatives du *J.O.* ; le budget du Conseil économique et social.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Coopération. Examen des crédits [25 octobre 1977]. — **Etat B - Titres III et IV. — Etat C - Titres V et VI** (p. 6558) : le groupe socialiste vote contre.

Budgets annexes de la Légion d'honneur et de l'ordre de la Libération, rapporteur spécial pour la Légion d'honneur et l'ordre de la Libération [25 octobre 1977] (p. 6560) : la progression du budget ; les missions de la Grande Chancellerie ; l'augmentation des taux des droits de chancellerie ; les traitements alloués aux bénéficiaires de la Légion d'honneur ; les effectifs de la Légion d'honneur, des médaillés militaires et des titulaires de l'ordre national du Mérite ; l'augmentation d'un contingent de croix à la Légion d'honneur pour les anciens combattants de la guerre de 1914-1918 ; l'évolution des dépenses ordinaires et des crédits de matériels ; la subvention allouée au Musée national de la Légion d'honneur ; l'évolution des dépenses en capital ; le budget annexe de l'ordre de la Libération ; le nombre des Compagnons de la Libération.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6677) : la progression du revenu agricole ; la situation des viticulteurs d'Aquitaine comparée à celle du SMIC ; l'importance des calamités agricoles s'étant abattues sur le département de la Gironde ; le prix des vins ; (p. 6678) : la comparaison avec la situation existante sur la période 1972-1973 ; l'action du CIVB ; le projet d'office des vins ; les caractéristiques d'une solution ; les conditions de l'élargissement de la CEE ; la situation des producteurs de vins blancs.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7073) : l'importance du nombre des élèves du second degré privés d'éducation physique ; le respect de la durée minimale d'éducation sportive dans le secondaire ; le rattachement des enseignements d'éducation physique et sportive au ministère de l'éducation ; les créations de postes d'enseignants ; les problèmes des UER d'éducation physique et sportive ; (p. 7074) : le sport optionnel ; la formation des instituteurs ; la part du budget et du secrétariat d'Etat à la jeunesse et au sport dans le budget national.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7537) : l'avenir de la région Aquitaine ; l'absence d'action de rééquilibrage en faveur du Sud-Ouest ; le besoin de 40.000 emplois industriels ; la vocation pétrochimique de la région ; l'axe autoroutier Paris-Bordeaux ; mettre en place une

véritable politique d'aménagement du territoire.

Services du Premier ministre. — Services généraux : services divers. — Journaux officiels. — Secrétariat général de la défense nationale. — Conseil économique et social, rapporteur spécial pour les Journaux officiels et le Conseil économique et social [18 novembre 1977) (p. 7697) : le budget de la direction des Journaux officiels ; l'absence de mesure nouvelle en faveur du comité social ; (p. 7698) : l'application de l'accord du 4 juillet 1974 entre la direction des Journaux officiels et les organisations représentatives ; l'évolution des dépenses en capital ; doter la direction des Journaux officiels d'un matériel moderne ; l'évolution du résultat d'exploitation ; l'évolution des recettes ; le produit des annonces commerciales ; la nécessité d'un relèvement général des tarifs ; le budget du Conseil économique et social ; l'évolution des crédits.

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 67** (p. 7758) : son amendement n° 36 soutenu par M. Besson : extension du champ d'application du droit de timbre sur affiches aux communes de moins de 100.000 habitants ; repoussé.

MAGAUD (Charles)

Député de Paris
(11e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 5 mars 1974, de M. Roger Frey, nommé membre du Conseil constitutionnel.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 6 mars 1974] (p. 2607), [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le ministre de l'industrie et de la recherche [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire auprès de M. le ministre de l'industrie et de la recherche [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la propo-

sition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant du conseil d'administration du conservatoire de l'espace littoral et des rivages lacustres [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France [29 avril 1976] (p. 2419).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de Saint-Pierre-et-Miquelon [8 juillet 1976] (p. 5172).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre II du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi aménageant la taxe professionnelle [8 juin 1977] (p. 3599).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation de la Polynésie française [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi tendant à modifier les articles 2 et 7 de la loi n° 52-1310 du 10 décembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'Assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances [30 juin 1977] (p. 4553, 4561).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome V : Territoires d'outre-mer** (n° **1234**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1187) organisant une **consultation de la population des Comores** (n° **1246**) [17 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi (n° 1281) modifié par le Sénat, organisant une **consultation de la population des Comores** (n° **1288**) [12 novembre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome V : Territoires d'outre-mer** (n° **1920**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur : I. Le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1512), relatif à la **protection des occupants de locaux à usage d'habitation.** II. Les propositions de loi : 1° (n° 111) tendant à instituer un droit de retrait au profit des locataires ou occupants, en cas de vente de l'appartement qu'ils occupent ; 2° (n° 171) tendant à insérer dans la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 un article 12 *bis* nouveau ayant pour objet de protéger les locataires ou occupants en cas de rénovation ou de restauration des appartements qu'ils occupent ; 3° (n° 338) tendant à modifier l'article 14 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatif aux travaux entrepris par les propriétaires de locaux d'habitation ou à usage pro-

fessionnel ; 4° (n° 339) tendant à modifier les articles 13 et 18 de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 relatifs au relogement des occupants évincés des locaux d'habitation ou à usage professionnel (n° **1965**) [12 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté avec modifications par le Sénat en deuxième lecture (n° 2064), relatif à la protection des occupants de **locaux à usage d'habitation** (n° **2077**) [17 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de **locaux à usage d'habitation** (n° **2125**) [20 décembre 1975].

— **Proposition de loi** sur la **réforme de l'entreprise** tendant à accorder aux salariés des **droits à retraite** supplémentaires (n° **2228**) [28 avril 1976].

— **Proposition de loi** portant réforme de la **législation des sociétés** en vue de simplifier la gestion (n° **2445**) [30 juin 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome IV : Départements d'outre-mer** (n° **2533**) [12 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2821), relatif aux **stations radio-électriques privées** et aux appareils radio-électriques constituant ces stations (n° **2970**) [9 juin 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Prolongation de la grève à Electricité de France et défense des droits des usagers** [7 décembre 1977] (p. 8339) : la nécessité de déposer et respecter les préavis de grève ; la nécessité de prendre des mesures pour assurer le bon fonctionnement des hôpitaux et de créer un comité de défense des droits des usagers.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [17 octobre 1974] (p. 5164) : le débat porte non sur le principe de l'indépendance des Comores mais sur les modalités de consultation des populations ; (p. 5165) : historique de l'archipel des Comores ; les quatre points de la résolution du 23 décembre 1973 de la chambre des députés des Comores ; la déclaration du 15 juin 1973 ; la déclaration du 31 janvier 1972 de M. Messmer relative à Mayotte ; les principes posés par la Constitution de 1958 ; les deux problèmes qui restent à régler : compétence du Parlement pour tirer les conséquences du choix des Comoriens et contrôle de la régularité des opérations ; (p. 5166) : la consultation île par île risque de créer une situation délicate et constituerait un désaveu du gouvernement local ; (p. 5190) : en qualité de rapporteur, indique l'opposition de la commission à la motion de renvoi présentée par M. Krieg. **Discussion des articles. Article 2** (p. 5198) : son amendement n° 5 : vote du Parlement français six mois après le début de la régionalisation ; adopté ; (p. 5198) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Forni. **Après l'Article 3** (p. 5199) : son amendement n° 12 : contrôle du bureau de vote ; adopté. **Article 4** (p. 5201) : son amendement n° 6 : délégation à des magistrats pour veiller à la régularité du scrutin ; retiré. **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 novembre 1974] (p. 6214) : la commission retient sous réserve de quelques amendements le texte voté par le Sénat. **Discussion des articles. Article premier** (p. 6216) : contre l'amendement n° 1 de M. Villa et l'amendement n° 7 de M. Vivien ; accepte le texte voté par le Sénat. **Article 2** (p. 6216) : son amendement n° 2 : le Parlement se prononcera sur les résultats du scrutin ; adopté. **Article 3** (p. 6216) : son amendement n° 3 : révision exceptionnelle des listes électorales ; retiré. **Article 3** *bis* (p. 6217) : son amendement n° 4 : composition de la commission chargée de veiller à la régularité du scrutin ; adopté. **Article 4** (p. 6218) : son amendement n° 5 : commission de recensement et de jugement ; adopté. **Titre** (p. 6218) : son amendement n° 6 : mise en harmonie du titre avec la nouvelle rédaction de l'article premier ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis [13 novembre 1974] (p. 7271) : l'indépendance des Comores ; la commission s'est spécialement penchée sur les problèmes de l'organisation administrative des territoires et sur la situation politique, en particulier celle du territoire des Afars et des Issas.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2672) :

le caractère excellent du dossier nucléaire ; le problème de la politique posé par l'attitude des groupes mystiques et contestataires ; la position du parti communiste ; faire en sorte que le Gouvernement garde le contrôle politique de l'affaire ; le développement des énergies nouvelles ; (p. 2673) : prévenir les risques de pollution radioactive ; se pénétrer de l'idée qu'un réacteur produit non de l'électricité mais de la chaleur ; la confiance que l'opinion publique doit avoir dans la recherche ; établir des prévisions à moyen et à long terme.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer, rapporteur pour avis [4 novembre 1975] (p. 7797) : la part du budget du secrétariat d'Etat dans l'ensemble des crédits destinés aux territoires d'outre-mer ; la nécessaire coordination par le secrétariat d'Etat ; les interventions des ministères techniques ; (p. 7798) : le problème de l'évolution institutionnelle des territoires ; le cas de l'archipel des Comores ; les modifications fiscales intervenues en Nouvelle-Calédonie ; le projet de réforme de statut de ce territoire ; le succès de la réforme communale en Polynésie et en Nouvelle-Calédonie ; l'évolution du territoire des Afars et des Issas.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la protection des locaux à usage d'habitation** (n° **1512**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [27 novembre 1975] (p. 9007) : estime qu'il était grand temps de modifier la législation en matière d'expulsion de locaux anciens destinés à la rénovation ; (p. 9008) : rappelle les nombreuses propositions de loi, en particulier celle de MM. Krieg et Frédéric-Dupont, déjà déposées en ce domaine ; les deux régimes applicables actuellement : la loi de 1948 et le système de la liberté contractuelle ; analyse des principales dispositions du projet de loi ; (p. 9009) : la commission a renforcé les exigences quant à l'état du local offert au locataire évincé ; la transaction entre la notion de distance linéaire et celle de regroupement sociologique comme critère en matière d'éloignement du local de remplacement. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 9016) : son amendement n° 4 quant aux normes d'hygiène exigibles du local de remplacement ; adopté. **Après l'Article 8** (p. 9025) : sur l'amendement n° 16 de M. Daillet, rapporte la position de la commission qui a estimé que cet amendement qui vise la construction de maisons individuelles ne s'applique pas au texte en discussion. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1975] (p. 10098) : le désaccord entre les deux Assemblées quant aux modalités de l'information des occupants sur les conditions de leur relogement et sur les limitations à la mise en copropriété des immeubles vétustes ou insalubres. **Discussion des articles. Article premier** (p. 10098) : son amendement n° 1 : reprendre pour le deuxième alinéa le texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture ; adopté. **Article premier** *bis* (p. 10099) : son amendement n° 2 : reprendre le texte de l'Assemblée pour l'article premier *bis* ; adopté. **Article 6** (p. 10102) : son amendement n° 3 : permettre au juge de prescrire l'interruption de travaux abusifs ou vexatoires ; adopté après adoption du sous-amendement n° 12 de M. Foyer. **Article 6** *bis* (p. 10103) : son amendement n° 4 : de coordination ; adopté. **Article 7** *bis* (p. 10103) : son amendement n° 5 : ramener d'un mois à quinze jours le délai pendant lequel le locataire ou l'occupant peut répondre à l'offre qui lui est faite par la notification ; adopté. **Article 8** (p. 10104) ; son amendement n° 6 : de coordination ; adopté. **Article 12** *bis* (p. 10104) : son amendement n° 7 : supprimer l'article 12 *bis* ; adopté. **Article 13** (p. 10104) : son amendement n° 11 : de forme ; adopté. **Commission mixte paritaire** [20 décembre 1975] (p. 10175) : indique que la commission mixte paritaire est arrivée à un compromis ; examine celui-ci article par article.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2886) : le problème du contrôle du pouvoir et de la propriété de l'entreprise ; l'importance des réalisations de la V^e^ République dans le domaine institutionnel ou pour garantir son indépendance, et la faiblesse des réalisations en matière de participation ; les enchaînements auxquels sont exposées les entreprises ; la création de liens entre la famille et les banques d'affaires ; la subversion ; rappelle le caractère opérationnel, progressif et consensuel de la proposition qu'il a formulée en matière de diffusion de la propriété.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**), rapporteur pour avis. **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 8** (p. 6652) : une vicissitude dans une longue politique des loyers ; un article qui tend plutôt à cristalliser une situation ; la difficulté à propos des loyers à terme échu ; des situations juridiques difficiles ; les exemptions, l'amendement de M. Briane repoussé par la commission ; le danger de la politique de blocage et de contrôle des loyers ; le double caractère des loyers : coûts et dépenses ; le choix entre deux

exigences : le retour à une politique rationnelle des loyers et la lutte contre l'inflation ; les inconvénients du choix tendant à limiter la hausse des loyers sur une courte période concernant l'équilibre financier des organismes d'H.L.M., des sociétés immobilières conventionnées ; les conditions du retour à la liberté ; les demandes de la commission au règlement concernant la recherche de l'unité du marché ; la publication des décrets d'application ; la connaissance des indices et des coefficients ; modification d'une législation complexe ; l'orientation vers un système d'aide à la personne ; l'avis favorable de la commission au programme du Gouvernement sous réserve de ses engagements ; (p. 6656) : son amendement n° 80 : modification rédactionnelle ; modifie son amendement n° 80 ; retiré ; (p. 6658) : son amendement n° 81 : suppression de l'exemption des baux à six ans consentie dans le cadre de la loi du 1er septembre 1948 ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer, rapporteur pour avis [19 novembre 1976] (p. 8369) : la départementalisation ; Saint-Pierre-et-Miquelon ; Mayotte ; le FIDOM ; la départementalisation économique ; les subventions aux collectivités locales ; (p. 8370) : le statut de Mayotte ; la terminologie relative à la départementalisation ; l'action sociale ; les conditions d'aide au logement ; l'emploi en Guadeloupe et en Guyane ; l'agence nationale pour l'emploi à la Réunion ; son extension à la Martinique et à la Guadeloupe ; les fonds européens : FEDER et FEOGA ; la discrimination du FORMA.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux stations radio-électriques privées et aux appareils radio-électriques constituant ces stations** (n° **2821**), rapporteur. **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4338) : la contraventionnalisation d'infractions commises par les utilisateurs de radios privées ; le déchargement du rôle des tribunaux correctionnels ; (p. 4339) : l'utilisation de nouvelles techniques pour les communications à distance limitée ; les exigences de la loi à l'égard des nouveaux types d'appareils ; les sanctions prévues ; le problème de la récidive. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4339) : son amendement n° 1 : application de certaines dispositions du code des postes et télécommunications à Saint-Pierre-et-Miquelon ; adopté.

MAISONNAT (Louis)

Député de l'Isère
(3e *circonscription*)
(*C*).
Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant au **renforcement des droits de la défense devant les tribunaux administratifs** (n° **576**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à définir un **statut des travailleurs frontaliers** (n° **989**) [6 juin 1974].

— **Proposition de loi** tendant à substituer, dans certains cas, le simple **avertissement** à la **condamnation pénale** (n° **1316**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** sur l'**aménagement de l'espace montagnard** (n° **1708**) [5 juin 1975].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2021) : problème de l'agriculture de montagne ; (p. 2022) : prix du lait ; conclusion de contrats pour assurer la conservation de la nature ; implantation d'industries en milieu rural.

• *questions au Gouvernement :*

— **Politique familiale et revalorisation des prestations** [18 juin 1975] (p. 4364).

— **Fermeture des installations sportives du campus universitaire de Grenoble - Saint-Martin-d'Hères** [10 décembre 1975] (p. 9617).

— **Sécurité dans les armées** [28 avril 1976] (p. 2253) : demande une enquête sur les accidents ayant frappé un bataillon de chasseurs alpins à Grenoble.

— **Attentats de Grenoble** [27 avril 1977] (p. 2213) : l'incendie de locaux de l'UNEF à Grenoble ; le trafic d'armes découvert ; l'attentat contre la Bourse du travail ; réparation des dommages.

— **Paiement de la taxe d'habitation** [16 décembre 1977] (p. 7498) : le poids excessif de la taxe d'habitation pour les travailleurs.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'hébergement collectif** (n° **241**). **Discussion des articles** [9 mai 1973] (p. 1096). **Après l'Article 6** : ses observations sur le champ d'application des dispositions en discussion.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5309) : situation des zones de montagne, exode dont souffrent ces régions, nécessité d'une politique d'ensemble, critères de délimitation de la zone de montagne, acquisition de matériel spécialisé ; ses observations sur la prime à la vache ou à l'unité du gros bétail, conditions d'attribution, répartition des crédits et directive communautaire ; (p. 5310) : prix du lait, prime de ramassage, prêts aux éleveurs, garantie d'un minimum de revenu ; taux d'exécution du VI[e] Plan en ce qui concerne le développement rural ; situation des programmes d'adduction d'eau et d'assainissement dans le département de l'Isère, difficultés des collectivités locales pour le désenneigement, taux des subventions pour les investissements des collectivités locales de montagne, coordination des décisions des divers ministères, tourisme social, statut de la montagne ; souhaite un grand débat sur les problèmes de la montagne.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6014) : sa référence à la lettre aux maires du ministre de l'intérieur ; décalage entre les déclarations et la situation réelle des communes, congrès de l'association des maires de France ; taux de participation financière des communes aux équipements des V[e] et VI[e] Plans ; enseignement, allocation scolaire ; construction des établissements du second degré ; secteur de l'aide sociale ; transports scolaires ; inflation et budgets communaux et départementaux ; urgence d'une réforme de la TVA ; mesures urgentes préconisées par les groupes parlementaires de la gauche ; subventions de l'Etat ; FSIR ; transfert des routes nationales au réseau départemental ; subvention globale d'équipement ; (p. 6015) : situation des personnels des collectivités locales ; impôts locaux ; projet sur la taxe professionnelle qui doit remplacer la patente ; répartition équitable des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; charges incombant à l'éducation nationale dans les départements et les communes ; taux des subventions et TVA ; emprunts des collectivités locales.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3093) : la baisse du prix du lait à la production dans les Préalpes du Dauphiné ; le projet ne définit pas de manière précise les conditions de calcul du prix garanti ; (p. 3094) : le prix garanti ne devrait pas être inférieur au prix communautaire indicatif.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture, FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6030) : les difficultés d'équipement des communes rurales ; absence de politique d'aménagement du territoire ; (p. 6031) : adduction d'eau et assainissement ; électrification et voirie rurale ; collecte des ordures ménagères ; exécution du VI[e] Plan ; rénovation rurale ; priorité à la haute montagne ; les délégations des crédits aux préfets ; la disparition des services publics.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6730) : les charges des collectivités locales ; (p. 6731) : analyse de crédits de la voirie ; le fonds spécial d'investissement routier ; la subvention pour les établissements d'enseignement primaire ; les nationalisations des CES ; les équipements collectifs ruraux ; la taxe d'habitation ; le débat sur les finances locales ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; le remboursement de la TVA ; la subvention globale d'équipement ; les personnels des préfectures ; (p. 6732) : les heures supplémentaires prises en charge par les budgets départementaux ; les services publics en milieu rural.

— **Projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal** (n° **1350**) [12 décembre 1974]. **Discussion des articles. Après l'Article 2** (p. 7743) : proteste contre l'application de l'article 40 à son amendement sur les pénalités de retard.

1975

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [4 juin 1976]. **Article 16** (p. 3643) : défend l'amendement n° 63 de M. Villa : supprimer l'article ; repoussé.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Après l'Article 3** (p. 4007) : son amendement n° 77 : perception de la taxe professionnelle à un taux progressif ; repoussé. **Article 4** (p. 4009) : souligne que l'amendement n° 50 de M. Papon est favorable aux grandes entreprises qui ont des canalisations souterraines.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6192) : l'insuffisance des crédits pour faire face aux besoins immenses de la recherche fondamentale ; son inquiétude et celle des travailleurs de Neyrpic quant à l'avenir des réacteurs à neutrons rapides ; la mainmise de l'industrie sur la recherche ; le démantèlement du CEA et du CNRS.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n°s **1588** et **1881**). **Discussion des articles** [15 octobre 1975]. **Article 20 : Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6942) : son amendement n° 13 : supprimer de la liste des immeubles qui ne peuvent être préemptés ceux bâtis et non bâtis appartenant à l'Etat ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture, FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7934) : note le caractère préoccupant de la situation des productions de montagne ; demande que l'on tienne compte des handicaps réels, que des contrats d'entretien soient conclus pour les terres en friche et que les forêts échappent à la dépendance à l'égard des monopoles.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 13 novembre 1975] (p. 8326) : les problèmes urgents des zones de montagne ; les relations entre les communes rurales et les PTT ; le problème des relais de télévision ; les crédits de rénovation rurale en montagne ; le taux des subventions pour les constructions scolaires ; la situation financière des départements ; la situation préoccupante des transports en commun dans les agglomérations.

1976

— **Projet de loi adopté par le Sénat relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article 10** (p. 1841) : son sous-amendement n° 48 défendu par M. Garcin. **Article 11** (p. 1842) : son amendement n° 49 défendu par M. Garcin.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral** (n° **2257**). **Discussion des articles** [6 juillet 1976]. **Après l'Article 2** (p. 5088) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Aubert qui risque de faire perdre aux habitants des petites communes la maîtrise de leurs propres affaires.

— **Projet de loi relatif à la nationalité française dans le territoire français des Afars et des Issas** (n° **2405**). **Discussion générale** [7 juillet 1976] (p. 5140) : le Gouvernement contraint de renoncer à la présence coloniale dans le territoire français des Afars et des Issas ; les manœuvres du Gouvernement qui n'a pas renoncé à entraîner l'accès du territoire à l'indépendance ; solidarité avec les aspirations légitimes du peuple de Djibouti ; critique des truquages électoraux et des provocations d'Ali Aref ; un projet de loi entaché d'ambiguïtés et recélant des arrière-pensées ; l'amendement communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture, FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7538) : le coût des dépenses sociales agricoles par rapport à celles du régime général ; les dépenses vieillesse sur le budget du BAPSA ; l'assurance invalidité et ses insuffisances; les pensions de retraite et la ségrégation des femmes d'exploitants; l'aide proposée en cas de maternité; la prise en charge qui devrait être automatique des aides ménagères aux personnes âgées ; la diminution des prestations familiales ; la baisse du pouvoir d'achat ; le groupe ne votera pas un budget anémique, boiteux et en retrait par rapport aux besoins ; le marché de la noix ; (p. 7539) : l'effondrement des cours pour la noix de Grenoble ; la situation catastrophique des producteurs ; l'intégration incomplète de l'IMS dans les zones

de piémont ; demande des précisions quant au remboursement de 1975 et 1976 au FEOGA.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8285) : les collectivités locales ; un catalogue de promesses ; les transferts de charges ; les problèmes ruraux ; les dépenses obligatoires en augmentation ; la participation de l'Etat en diminution ; le freinage des investissements ; le fonds spécial d'investissement routier ; les transports urbains ; les communes de montagne ; l'enseignement ; la construction scolaire ; le VRTS ; (p. 8286) : le FECL ; la fiscalité locale ; les mesures immédiates qui s'imposent ; la TVA ; une gestion sociale contre la gestion de la crise ; la défiance envers le suffrage universel ; débloquer la situation ; le suffrage universel direct, seule source de la souveraineté. **Examen des crédits** [19 novembre 1976]. **Article 51** (p. 8352) : soutient l'amendement n° 61 de M. Frelaut ; les critères d'attribution aux communes des crédits du FECL ; les promesses du Gouvernement ; les déclarations du congrès de l'association des maires de France ; repoussé.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur, débat du 28 octobre 1976, [*J.O.* Débats du 20 novembre 1976] (p. 8359) : la modification éventuelle des critères de répartition du fonds d'équipement des collectivités locales ; l'actuelle répartition du VRTS ; les départements ; le cas de l'Isère.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2607**). **Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article 4** (p. 8865) : son amendement n° 2 soutenu par M. Villa.

1977

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde** (n° **1854**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2383) : l'absence de politique de la montagne digne de ce nom ; le caractère indispensable de la mise en place d'une politique foncière de montagne ; donner aux SAFER des moyens juridiques et financiers adéquats ; la délimitation des POS ; la généralisation de l'indemnité viagère de départ.

— **Projet de loi relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2432**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 3** (p. 2454) : le risque encouru par le mandataire commun par la mise en jeu de sa responsabilité concernant la garantie décennale. **Après l'Article 3** (p. 2456) : la rédaction contestable de l'amendement n° 8 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [25 mai 1977]. **Article 2** (p. 3009) : l'absence de dispositions en faveur des montagnards ; (p. 3010) : l'urgente nécessité d'accorder aux agriculteurs des zones de piémont l'indemnité spéciale « montagne » ; les mesures à prendre en faveur de l'agriculture de montagne ; la proposition de loi communiste sur l'agriculture et sur la montagne ; la stagnation des crédits de rénovation rurale ; la suppression des crédits de déneigement ; la suppression de services publics.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion des articles** [4 octobre 1977]. **Après l'Article 3** (p. 5791) : son amendement n° 3 soutenu par Mme Constans : modalités de création des fichiers publics informatisés ; repoussé. [5 octobre 1977]. **Après l'Article 11** (p. 5848) : son amendement n° 8 soutenu par M. Villa : autorisation par la loi de la création des traitements automatisés ; repoussé par scrutin public. **Après l'Article 13** (p. 5850) : son amendement n° 14 : consultation des comités d'entreprise sur les traitements automatisés d'informations mis en place dans les entreprises ; réservé. **Après l'Article 15** (p. 5852) : son amendement n° 15 soutenu par M. Ducoloné : conditions d'inclusion dans le champ d'application de la loi des fichiers nominatifs non automatisés ; repoussé. **Après l'Article 18** (p. 5856) : son amendement n° 18 soutenu par M. Ducoloné : consultation de la commission nationale de l'informatique en cas de transfert et de communication des fichiers publics automatisés d'informations nominatives ; retiré. **Après l'Article 13** (*suite*) (p. 5870) : son amendement n° 14 précédemment réservé soutenu par M. Villa ; repoussé. **Article 21** (p. 5871) : son amendement n° 20 soutenu par M. Ducoloné : soumission à autorisation préalable de la commission nationale de l'informatique des traitements automatisés des informations nominatives faisant l'objet d'une transmission vers un pays étranger ; (p. 5872) : repoussé. **Article 26** (p. 5878) : son amendement n° 25 soutenu par Mme Constans : suppression de la dérogation établie en cas d'accord express de l'intéressé ; rejeté par scrutin public ; (p. 5879) : son amendement n° 28 soutenu par Mme Constans : suppression des possibilités d'exception aux dispositions de l'article pour des motifs d'intérêt public ; (p. 5880) : repoussé par scrutin public. **Après l'Article 26** : son amendement n° 29 soutenu par

M. Kalinsky : conditions de constitution de fichiers informatisés par les collectivités publiques et modalités de mise à disposition des candidats des fichiers électoraux détenus par les municipalités ; (p. 5881) : adopté après rectification.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Discussion des articles** [6 octobre 1977]. **Après l'Article premier** *bis* (p. 5932) : soutient l'amendement n° 19 de Mme Constans : suppression des dispositions relatives à l'exclusion du domaine de la loi des prêts ou crédits immobiliers ; repoussé. **Article 5** (p. 5948) : son amendement n° 21 : suspension de plein droit jusqu'à la solution du litige du contrat de financement en cas de défectuosité du bien ou de la prestation fournis ; repoussé. **Après l'Article 9** (p. 5955) : soutient l'amendement n° 23 de M. Villa : compétence du tribunal du domicile du consommateur en cas de litige ; repoussé ; soutient l'amendement n° 106 de M. Kalinsky : non-engagement de poursuites en cas de modification survenue dans la situation financière de l'emprunteur par suite de perte d'emploi ; repoussé. **Après l'Article 11** (p. 5956) : soutient l'amendement n° 24 de Mme Constans : précision et limites relatives aux garanties pouvant être exigées des emprunteurs ; repoussé. **Article 19** (p. 5959) : son amendement n° 107 soutenu par M. Kalinsky : entrée en vigueur de la loi au 1er mars 1978 ; devenu sans objet. **Explication de vote** (p. 5960) : le caractère restrictif des efforts conjugués du Gouvernement et de la majorité ; le vote favorable du groupe communiste ; la date d'application de la loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6673) : le problème de l'agriculture de montagne ; la place de cette production dans l'économie nationale ; l'indemnité spéciale « montagne » ; la tenue des engagements du Gouvernement en faveur des zones du Piémont ; l'éventualité du rétablissement des crédits affectés au déneigement ; l'aide aux bâtiments d'élevage.

MALAUD (Philippe)

Député de Saône-et-Loire
(1re circonscription)
(RI).

Ministre de l'information de 5 avril 1973 au 22 octobre 1973, puis ministre de la fonction publique du 23 octobre 1973 au 27 février 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé ministre de l'information (premier Gouvernement Messmer). — Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973], (p. 3899).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Est nommé ministre de la fonction publique (premier Gouvernement Messmer). — Décret du 23 octobre 1973 [*J.O.* du 24 octobre 1973], (p. 11435).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de la fonction publique (deuxième Gouvernement Messmer), décret du 27 février 1974. [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755).

DÉPOTS

— Projet de loi relatif à **certains corps de fonctionnaires** (n° **802**) [29 novembre 1973].

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de la fonction publique :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre : Economie et finances, fonction publique [16 novembre 1973] (p. 5891) : rend hommage aux rapporteurs et à son prédécesseur M. Dijoud ; effectifs et rémunérations des fonctionnaires ; mission de synthèse du ministre de la fonction publique ; son analyse de l'évolution et la condition matérielle des fonctionnaires ; augmentation des traitements et garantie du pouvoir d'achat ; politique contractuelle et politique différenciée des rémunérations ; plan de revalorisation des traitements des catégories C et D ; (p. 5892) : retraités et personnels féminins ; projet de loi ayant pour objet d'accroître les droits à pension de réversion des enfants mineurs et du

conjoint des jeunes fonctionnaires décédées ; sort des femmes dans la fonction publique ; révision systématique des clauses restrictives des statuts ; travail à mi-temps ; problème des agents non titulaires, orientation future ; évolution de la fonction publique ; modèle d'« administration performante » ; système pilote de formation permanente dans la fonction publique ; groupe de coordination ; développement de la responsabilité des fonctionnaires à tous les niveaux ; critères de l'avancement ; (p. 5893) : situation des fonctionnaires détenant des fonctions de direction dans les services extérieurs de l'Etat ; structures de la haute fonction publique ; ses observations sur le recrutement et la formation à l'ENA ; corps des attachés ; place de la fonction publique dans la nation ; dialogue entre le Gouvernement et les organisations syndicales ; politique contractuelle et inflation ; rémunérations publiques et privées : ses observations sur les éléments de comparaison retenus par M. Bouvard, rapporteur pour avis et sur la suggestion de M. Bouvard concernant un rapprochement général des deux systèmes de rémunération ; (p. 5894) : aspiration des salariés visant à rapprocher leur sort de celui des fonctionnaires ; problèmes posés par l'emploi d'agents non titulaires ; moyens de la direction de la fonction publique ; crise d'effectifs ; alourdissement de ses tâches ; mise en place d'un système intégré d'information ; formation continue et réflexion prospective ; (p. 5900) : sa réponse à M. Hamel ; suggèrera au Premier ministre d'organiser un débat d'orientation sur les problèmes de la fonction publique ; sa réponse à M. Burckel sur les techniques modernes de gestion dans la fonction publique, la cité administrative dans son département, les rémunérations ; sa réponse à M. Rossi sur l'augmentation des traitements, la situation des non-titulaires ; sa réponse à M. Pierre Joxe sur le recrutement d'agents contractuels par la direction de la fonction publique, sur l'indice 133, l'évolution générale de l'administration, le pouvoir d'achat et l'intégration de l'indemnité de résidence ; sa réponse à MM. Pierre Joxe et Renard sur un télégramme invitant les préfets à donner des informations sur les conditions dans lesquelles se préparait la grève de la fonction publique ; droit du Gouvernement de faire connaître ses vues ; (p. 5901) : ses réponses à M. Renard : consultation des organismes paritaires, pension de réversion du veuf ; sa position à l'égard des organisations syndicales ; crédits sociaux.

— **Projet de loi** relatif à **certains corps de fonctionnaires** (n° 802). **Première lecture. Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7149) : rappelle les dispositions du projet ; mesures permettant de pourvoir en une fois les vacances de postes d'attachés principaux ; problèmes de la catégorie B ; répond aux questions du rapporteur : mode de calcul du rappel et de l'ancienneté, situation des attachés figurant sur les listes d'attente de la première année. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7151) : ses arguments en faveur du retrait de l'amendement de M. Ginoux : réforme globale du statut des attachés. **Article 3** : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée quant à l'amendement de M. Krieg : caractère rétroactif de la loi à compter du 1er juillet 1973 ; précise à M. Hamel que la rétroactivité jouera pour les fonctionnaires municipaux ; ses observations sur la date à laquelle interviendront les textes. **Deuxième lecture. Discussion des articles** : [20 décembre 1973] **Article premier** (p. 7274) : son sous-amendement ; accepte la suppression de l'article 3 décidée par le Sénat.

MALÈNE (Christian de la)

Député de Paris
(16e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Elu sénateur le 25 septembre 1977 (3 octobre 1977] (p. 5766).

Il est pris acte de la vacance de son siège de député [6 octobre 1977] (p. 5941, 5970).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission 29 octobre 1975 (p. 7576).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [29 octobre 1975] (p. 7576).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [3 juin 1975] (p. 3569).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi organique relatif au statut de la magistrature [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code électoral et du code de l'administration communale [18 décembre 1975] (p. 10010).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à la **réparation des préjudices de carrière subis de 1940 à 1941 par certains agents et ouvriers des services concédés ou subventionnés par les collectivités publiques** (n° **225**) [25 avril 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **validation des services accomplis par des assistantes sociales de l'« Œuvre du service social à l'hôpital » avant leur intégration dans l'administration générale de l'assistance publique à Paris** (n° **284**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** portant **réforme du statut de la ville de Paris** (n° **568**) [28 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2571) autorisant la ratification du traité portant **modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes** et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes (n° **2666**) [2 décembre 1976].

INTERVENTIONS

1975

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article premier** (p. 6724) : demande des éclaircissements après l'exposé de M. Icart relatif à l'amendement n° 311 de M. Montagne ; (p. 6726) : estime satisfaisant le coefficient 1 pour le plafond légal de densité. **Article 2** (p. 6729, 6730) : sur l'amendement n° 365 de M. Bas, fait valoir que la position du Gouvernement a pour conséquence la pénalisation de nombreux organismes privés, de sociétés d'économie mixte, et par cela même des communes; (p. 6731): évoque le problème de la construction des hôpitaux ; [15 octobre 1975] : **Article 20 : Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6950) : ses observations suite aux propos de M. Fanton sur les points d'accord et de désaccord entre la commission des lois et le Gouvernement ; [16 octobre 1975] : **Article 20** (*suite*) : **Après l'Article L 211-8 du code de l'urbanisme** (p. 6974) : fait valoir que l'amendement n° 198 de M. Fanton n'aurait de sens que si l'impôt foncier était voté ; s'étonne que le Gouvernement veuille s'enfermer dans l'étroitesse de l'emphythéose ; [17 octobre 1975] : **Article 93** (p. 7061) : demande quelle est la sanction de la non-exécution de l'obligation d'indemniser en cas d'expropriation. **Article 95** (p. 7067) : demande que les études du ministère des finances relatives à l'application de l'article 61 de la loi d'orientation foncière de 1967 soient communiquées au comité d'études qui a été créé. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 2** (p. 9032) : sa question à M. Fanton. **Article 8 : Article L 333-4 du code de l'urbanisme** (p. 9039) : s'étonne que le Gouvernement veuille affecter certaines ressources du district à des tâches particulières.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Article 10** (p. 9271) : son amendement n° 175 : élire le maire et les maires adjoints de Paris au scrutin de liste bloqué ; devenu sans objet par l'abandon de l'amendement n° 29 de M. Fanton. **Article 32** (p. 9281) : son amendement n° 176 : gestion des diverses dépenses de fonctionnement de la ville de Paris sous le seul contrôle du maire ; réservé. **Article 33** (p. 9282) : ses observations sur l'amendement n° 41 de M. Clérambeaux. **Article 34** (p. 9283) : sur l'amendement n° 42 de M. Clérambeaux : estime que le retour au droit commun marquerait un recul par rapport aux dispositions actuelles. **Article 37**

(p. 9285) : estime nécessaire un contrôle financier sur les investissements de la ville de Paris, compte tenu de l'importance d'un budget qui engage à la fois la collectivité locale et les finances de l'Etat. **Article 32** (*suite*) (p. 9286) : son amendement n° 176 : retiré. **Après l'Article 40** (p. 9292) : son amendement n° 180 : permettre la mobilité du personnel ; retiré. **Article 42** (p. 9295) : son amendement n° 68 : intégrer de la même façon que les administrateurs, agents supérieurs, attachés d'administration, les membres du cadre spécial du conseil de Paris ; adopté.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Discussion des articles** [13 avril 1976]. **Article 24** (p. 1646) : ses observations sur l'article 24.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° **2410**). **Discussion générale** [1er juillet 1976] (p. 5006) : l'éventualité de blocage de la part d'autres membres de la Communauté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Culture [5 novembre 1976] (p. 7654) : indique que Paris consacre en 1976 3,7 % de son budget à la culture.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes** (n° **2571**), rapporteur. **Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9020) : deux textes importants dans l'histoire de l'évolution institutionnelle de l'Europe ; les trois objectifs du traité ; une nouvelle pratique budgétaire ; la procédure transitoire ; la procédure normale ; les dépenses obligatoires et non obligatoires ; (p. 9021) : dépenses gagées et non gagées ; les pouvoirs nouveaux accordés à l'Assemblée ; les nouvelles procédures de contrôle financier ; les finalités de la Communauté et les moyens de les atteindre ; l'échec de la politique économique et monétaire, de la politique énergétique ; les retards dans d'autres secteurs ; les montants compensatoires ; (p. 9022) : un tableau inquiétant de la Communauté ; la difficulté d'une coordination ; une « fuite en avant institutionnelle » ; le pouvoir de rejet du budget ; la date inopportune de saisine du Parlement français ; a envisagé de demander l'ajournement de la discussion du traité en cause mais souhaite sérier les problèmes ; mettre fin à la période d'incertitude ayant suivi le traité du 22 avril 1970 ; (p. 9023) : souhaite l'adoption du projet ; (p. 9030) : indique qu'il est préférable de ratifier dès maintenant ; demande de rejeter la motion de renvoi présentée par M. Bordu.

MALOUIN (Charles)

Député du Calvados
(5e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Stirn, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

MARCELLIN (Raymond)

Député du Morbihan
(1re circonscription)
(RI).

Ministre de l'intérieur du 5 avril 1973 au 27 février 1974.

Ministre de l'agriculture et du développement rural du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé ministre de l'intérieur (Deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 5 avril 1973 [*J.O.* du 6 avril 1973] (p. 3899).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 5 mai 1973, de son mandat de député [9 mai 1973] (p. 1102).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'intérieur (Deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé ministre de l'agriculture et du développement rural (Troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de ministre de l'agriculture et du développement rural (Troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

DÉPOTS

— **Projet de loi** portant modification de certaines dispositions du livre premier du **Code rural** relatives au **remembrement des exploitations rurales** (n° **946**) [20 avril 1974].

— **Projet de loi** relatif à l'**organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**) [14 mai 1974].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de l'intérieur :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Frédéric-Dupont** (n° **659**) : **Sécurité à Paris** [16 mai 1973] (p. 1308, 1309, 1310) : aggravation de la législation répressive ; réforme du code pénal quant à la définitions des associations de malfaiteurs ; augmentation de la durée maximum de garde à vue ; insuffisance des moyens matériels et des effectifs de la police nationale du fait du mouvement d'urbanisation ; renouvellement des méthodes et des structures de la police (îlotage) ; utilisation de brigades de policiers opérant en civil ; création d'un office central de répression du trafic des stupéfiants et d'un office central de répression de la traite des êtres humains ; d'un centre consacré à la répression du banditisme.

• *à la question d'actualité de :*

— **M. Tiberi : Mesures prises par le Gouvernement pour éviter le retour d'événements semblables à ceux du 21 juin au quartier latin** [29 juin 1973] (p. 2713) : application de la loi du 10 janvier 1936 sur la reconstitution des ligues dissoutes.

INTERVENTIONS

En qualité de ministre de l'intérieur :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6003) : analyse la progression des crédits des rapatriés, indemnisation ; protection civile ; mesures en faveur des sapeurs-pompiers professionnels et volontaires ; centres d'incendie et de secours ; formation des personnels de la protection civile ; (p. 6004) : départements d'IUT consacrés à l'hygiène et à la sécurité ; personnels des bâtiments ; rend hommage aux personnels chargés d'assurer la protection civile ; fait le point sur la gestion du corps préfectoral ; personnel des préfectures, reclassement des fonctionnaires rapatriés, plan quadriennal des créations d'emplois ; emplois de la catégorie « C » ; contribution financière des budgets départementaux et établissement d'un second plan de recrutement ; plan tendant à l'alignement des régimes indemnitaires sur celui des autres services extérieurs de l'Etat ; programme de recrutement concernant les tribunaux administratifs et revalorisation du classement indiciaire, subventions d'équipement aux collectivités locales : son dépôt d'un additif au projet de budget ; (p. 6005) : répartition des augmentations des subventions d'équipement ; programmation séparée pour la construction de casernes de sapeurs-pompiers et de centres de secours ; incitations financières au groupement communal ; répond à M. Fossé sur la réalisation de la partie programmée du plan ; ses observations sur la subvention globale d'équipement ; crédits affectés en 1974 à cette subvention ; sa référence à une lettre du Premier ministre sur ce point ; ses précisions sur le VRTS ; impôt sur les spectacles ; amendes relatives à la circulation routière ; attribution de garantie ; fonds d'action locale ; réforme des finances locales ; modernisation des bases des impôts directs locaux ; (p. 6006) : statut des maires ; effectifs de la police nationale ; crédits affectés à la fonction de sécurité ; répartition des nouveaux emplois de la police nationale ; conséquences des départs à la retraite sur la courbe des effectifs ; centres régionaux de formation de gardiens, de CRS, école de formation des personnels en civil de Cannes-Ecluses ; (p. 6007) :

moyens matériels de la police nationale ; construction des commissariats ; révision des carrières, effort acompli pour la revalorisation des carrières ; répond à la campagne sur l'action des forces de police ; grande criminalité ; résultats obtenus dans la lutte contre le trafic de la drogue ; sévérité des peines, office central pour la répression de la traite des êtres humains ; lutte contre le proxénétisme ; office central pour la répression du banditisme ; problème de la répression de la moyenne délinquance ; unités mobiles, groupes d'intervention contre le terrorisme et la prise d'otages ; répond à l'objection sur « l'utilisation de la police en tenue pour réprimer les manifestations politiques ou syndicales alors que la sécurité des personnes et des biens n'est pas assurée » ; (p. 6008) : mission des CRS ; coût du maintien de l'ordre ; sa mise au point sur la « circulaire Marcellin » ; sa référence à un sondage de la SOFRES sur la police ; dément l'existence d'un groupement interministériel d'exploitation du renseignement ; répond aux attaques sur la police politique, fait l'historique des renseignements généraux ; (p. 6009) : sa référence à la mission des RG définie en 1947 par délégation de M. Edouard Depreux ; sa référence à Adrien Tixier ; rend hommage aux fonctionnaires des renseignements généraux ; mission de la DST et action des services spéciaux étrangers sur le territoire ; rend hommage aux policiers de la DST ; (p. 6010) : répond aux alliés du programme commun sur la défense des libertés publiques ; exercice de la liberté politique en France ; ses observations sur les manifestations organisées pour la défense des libertés ; lutte du ministre de l'intérieur pour la paix publique et la sécurité de l'Etat ; (p. 6020) : répond à M. Messmin ; (p. 6021) : mission de dissuation du service d'ordre ; difficulté de la tâche des préfets ; (p. 6023) : répond à M. Duroméa, sur le caractère démocratique de la police en France ; (p. 6030) : sa réponse à MM. Pujol, Boudon et Bonhomme sur le problème des rapatriés et la situation des Français musulmans rapatriés ; sa réponse à MM. Baudouin et Gaudin sur les moyens de la protection civile ; (p. 6031) : ses réponses à M. Cornette sur la subvention globale d'équipement ; à MM. Muller et Philibert sur la TVA frappant les équipements des communes ; à MM. Ligot, Boudon et Burckel sur les problèmes du personnel communal ; à M. Baudouin sur le financement des réseaux urbains ; à MM. Bustin, Baudouin et Ligot sur la situation des agents départementaux ; à MM. Muller et Maisonnat sur les dépenses d'intérêt général payées par les communes ; à MM. Mesmin, R.-A. Vivien, Wagner, Delelis et Pierre Joxe sur les problèmes de police ; ses réponses à M. Pierre Joxe sur la formation des personnels de police ; à M. Frédéric-Dupont sur les sanctions à la répression de la délinquance. **Etat B - Titre III** (p. 6034) : sa réponse aux arguments de M. Frêche tendant à l'adoption de l'amendement de son groupe : réduction des crédits de la police ; répond sur le fond au sujet du groupe interministériel d'exploitation du renseignement ; création du GIER envisagée en 1970 à la demande du secrétaire général de la défense nationale ; expose les raisons de son opposition à ce projet ; déclare solennellement que le GIER n'existe pas ; (p. 6035) : renseignement du ministre de l'intérieur en cas de crise grave ; attitude de l'opposition de gauche en mai 1968 ; (p. 6036) : sa réponse à M. Ginoux sur les mesures en faveur des rapatriés âgés ; compétence du ministère de l'économie et des finances en ce qui concerne l'indemnisation ; répond à M. Claudius-Petit sur le rôle des comités interministériels. **Après l'Article 42 :** (p. 6037) : son amendement tendant à un meilleur rendement de la taxe sur les ordures ménagères en provenance des campings ; son amendement tendant à la suppression des droits perçus par les communes pour l'établissement des extraits des actes d'état civil.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7061) : présidents de la question d'actualité de président de la question d'actualité de M. Frêche sur l'affaire du *Canard enchaîné ;* indépendance des pouvoirs et enquête judiciaire ; ses observations sur les conditions dans lesquelles s'est déroulée l'opération du *Canard enchaîné ;* machination ; réfute les accusations portées contre lui ; (p. 7062) : propos de MM. Fressoz, directeur du *Canard enchaîné,* et Angeli ; estime qu'il appartient aux accusateurs de réunir leurs preuves ; ses propos à l'adresse de ceux qui accusent ; scandale de l'Observatoire ; faits à l'appui de sa thèse d'un règlement de comptes politique ; ses responsabilités dans le maintien de l'ordre public ; « petites phrases » de MM. Séguy, Maire et Marchais ; attitude du parti socialiste en 1948 ; grèves politiques ; attaque contre sa personne ; sa volonté de défendre la France et l'Etat ; (p. 7063) : répond à M. Defferre ; (p. 7064) : émetteurs-récepteurs découverts dans l'immeuble du *Canard enchaîné* ; lutte contre les écoutes sauvages ; dispositions à prendre en vue du respect des principes républicains ; action des groupes de pression étrangers ; majorité républicaine reposant sur la volonté du peuple ; son examen des propositions de loi présentées.

MARCHAIS (Georges)

Député du Val-de-Marne
(1re circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à créer une **commission d'enquête parlementaire** sur les **pratiques des sociétés pétrolières opérant en France** (n° 933) [2 avril 1974].

— **Proposition de loi** tendant à **l'extension du secteur public dans le secteur pétrolier** (n° **1452**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à favoriser l'intervention des travailleurs sur la **marche des entreprises** (n° **2029**) [3 décembre 1975].

— **Proposition de loi constitutionnelle** portant **déclaration des libertés** (n° **2128**) [20 décembre 1975].

— **Proposition de loi** visant à sauvegarder et à développer l'**agriculture française** (n° **2160**) [7 avril 1976].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** parlementaire chargée de vérifier les opérations financières des **sociétés pétrolières** opérant en France et d'examiner dans quelle mesure ces sociétés ont participé au **financement des formations politiques** ou de leurs membres soit à l'étranger, soit en France (n° **2265**) [5 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à assurer la sauvegarde et le développement des **pêches maritimes françaises** (n° **2575**) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à instaurer un **impôt sur le capital des sociétés** (n° **3165**) [19 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **15318**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8048) : la gravité des faits révélés par le rapport de la commission d'enquête ; (p. 8052) : le gonflement artificiel des prix réalisé par la pratique des « ententes » ; (p. 8053) : le régime fiscal de faveur dont bénéficient les sociétés pétrolières ; (p. 8054) : les stocks spéculatifs de pétrole brut constitués par les grandes sociétés ; le retour à l'atlantisme décidé par M. Giscard d'Estaing ; les mesures préconisées par le parti communiste français afin de doter la France d'un secteur pétrolier public puissant : prélèvement exceptionnel de 15 % sur le chiffre d'affaires des filiales en France des grandes compagnies, réforme de la fiscalité pétrolière ; le racket de la France par le cartel pétrolier ; (p. 8056) : l'augmentation des prix des produits importés par les pays producteurs de pétrole ; (p. 8070) : le mépris du Gouvernement envers la représentation nationale ; l'indépendance nationale ; les bénéfices des sociétés pétrolières.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° **119**) [10 avril 1973] (p. 771) : souligne le besoin du Français d'un changement profond ; critique l'injustice du mode de scrutin en vigueur, l'attitude des réformateurs, constate l'affaiblissement des formations de droite ; demande une augmentation générale des salaires, l'amélioration des conditions de travail, la retraite à soixante ans ; souligne la crise monétaire, le problème des prix agricoles ; le refus du système actuel par les jeunes travailleurs, les lycéens, les étudiants; critique l'urbanisation anarchique et ses conséquences sur la vie quotidienne, l'emprise d'un Etat bureaucratique; estime qu'aucune solution concrète, aucune perspective n'est apportée par la déclaration du Premier ministre ; (p. 772) : conteste l'existence d'une troisième voie, nie l'existence d'éléments nouveaux dans la déclaration du Gouvernement ; condamne les liens du pouvoir et du grand capital ; évoque l'agitation sociale, scolaire et universitaire ; condamne l'accentuation du caractère autoritaire et personnel du régime ; souhaite un développement de la démocratie ; réfute les arguments électoraux de la majorité sur la liberté en condamnant la répression antisyndicale ; le refus d'un accès équitable de l'opposition à l'ORTF, sur l'indépendance nationale en accusant le Gouvernement de céder aux exigences américaines ; critique l'oppression des travailleurs par le grand capital ; indique que le parti communiste est résolu à prendre en charge leurs revendications ; demande le rétablissement et l'extension du sursis à tous

les jeunes qui poursuivent des études supérieures ou professionnelles ; annonce que le groupe communiste déposera de nouvelles propositions de loi ; (p. 773) : rappelle que le parti communiste entend se placer à la tête des luttes des ouvriers, des paysans, des intellectuels ; estime que la France traverse une crise profonde, globale que les structures économiques et sociales sont inadaptées ; rappelle l'alternative du programme commun pour une société de progrès, de justice et de liberté ; réfute à nouveau les arguments électoraux de la majorité, sur le plan agricole et commercial, en opposant à l'accusation de collectivisme l'expropriation de 700.000 agriculteurs en quinze ans, et de dizaines de milliers de commerçants et d'artisans, sur le plan du rôle de l'Etat, en opposant à l'accusation d'omnipotence, l'Etat actuel bureaucratique et paperassier, sur le plan économique, en opposant à l'accusation de failite des ressources et l'exposition du pays aux à-coups de la crise monétaire, sur la conception du communisme, en opposant à l'accusation de vouloir imiter l'Est, la réalité de ces pays et la volonté de construire un socialisme spécifique à la France et respectant ses traditions ; accuse le chef de l'Etat d'avoir manqué aux devoirs de sa fonction en intervenant entre les deux tours ; (p. 774) : dit que les communistes sont des rassembleurs, n'exclut personne de ce grand dessein, souhaite un puissant rassemblement majoritaire ouvrant la voie au socialisme.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4174) : évoque les problèmes nationaux et internationaux apparus depuis six mois ; s'étonne que les députés ne soient renseignés sur la politique du Président de la République que par les organes d'information ; les motifs d'inquiétude de la population, la hausse des prix qui atteint 10 % par an, le taux d'augmentation de 12 % atteint par les produits alimentaires ; ses critiques adressées au Gouvernement qui procède à des augmentations répétées des tarifs publics et qui autorise les hausses des différents prix industriels tout en accumulant les dépenses improductives, entretenant ainsi la spéculation ; ses critiques contre la mainmise du capital international sur des sols, des immeubles, des usines, sur l'encouragement à l'exode rural ; son souhait d'un blocage immédiat des prix des produits et services constituant l'essentiel de la consommation, la suppression de la TVA sur les produits de première nécessité ; sa demande de création d'une commission de contrôle de l'utilisation des fonds publics versés au secteur privé ; la nécessité d'élargir le marché intérieur ; (p. 4175) : la dégradation de la situation de l'emploi ; la stagnation des offres et la progression des demandes d'emploi ; la lutte des travailleurs de l'entreprise Lip ; l'insuffisance de l'aménagement de la législation sur les faillites ; son approbation de l'existence de la garantie effective du droit au travail et son souhait que les comités d'entreprise, les conseils généraux et régionaux aient le pouvoir de suspendre les décisions de licenciement ; la nécessité de garantir l'expansion économique ; le compromis étudié par le Gouvernement sous la pression des Etats-Unis, le démantèlement du contrôle des changes, le non-retour à la convertibilité du dollar, le flot montant des ventes américaines en France, les concessions économiques et commerciales dans le cadre du « Nixon round » ; l'orientation souhaitée par le parti communiste dans le cadre du Marché commun pour développer la coopération avec tous les pays ; l'embrasement du Moyen Orient ; la nécessité d'une solution politique fondée sur l'application des résolutions de l'ONU ; les réserves accumulées par le Président de la République devant la détente et ses réticences devant l'amélioration des relations entre l'Union soviétique et les Etats-Unis ; sa critique de la petite Europe des monopoles ; ses regrets de voir la France déserter ses négociations sur le désarmement tout en faisant le commerce des armes et en réalisant une force nucléaire illusoire ; les relations établies avec les régimes les plus rétrogrades ; (p. 4176) : le maintien des relations diplomatiques avec le gouvernement illégal du Chili ; sa critique du parallèle dressé entre les événements du Chili et une France qui serait gouvernée par l'union des partis de gauche ; la nécessité pour le Gouvernement de condamner l'abominable répression qui sévit au Chili ; les brèches dans les rangs de la majorité ; sa polémique avec M. Laudrin ; l'aggravation de l'autoritarisme gouvernemental ; la tutelle de l'ORTF ; la remise en cause des libertés fondamentales ; (p. 4177) : les revendications des travailleurs du métro, de la SNCF, de Creusot-Loire et des cultivateurs du Morbihan ; les manifestations des mutilés du travail et des enseignants ; son souhait de changements indispensables permettant la mise en œuvre de la politique définie par le programme commun de la gauche.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Commission mixte paritaire** [18 décembre 1973] (p. 7113) : audience demandée par son groupe et par le groupe socialiste au Premier ministre et refus de ce dernier ; concertation et propagande ; dépendance à l'égard des marchés extérieurs ; sa référence à une étude de l'INSEE sur la hausse des prix des matières premières ; caractère interne de l'inflation actuelle ; inflation et profits

de quelques sociétés ; critique les mesures annoncées le 5 décembre par le Gouvernement ; refus d'un impôt sur le capital ; fraude fiscale ; (p. 7114) : s'élève contre la campagne qui tend à présenter les récentes décisions des pays arabes concernant les livraisons de pétrole comme responsables des difficultés du pays en matière de prix et d'emplois ; taxes sur le carburant ; responsabilité des compagnies pétrolières ; avis de la commission des ententes ; répond à M. Giscard d'Estaing ; saisine de la commission technique ; absence de sanctions contre les trusts pétroliers ; non-renvoi des sociétés devant le Parquet ; prétexte pétrolier et récession ; actes racistes de Marseille ; (p. 7115) : Europe dominée par les firmes multinationales ; inflation et récession ; journée de lutte du 6 décembre ; propos de M. Galley à l'égard de l'Union soviétique ; hypocrisie de la politique gouvernementale ; attaques contre le Premier ministre ; nécessité d'un changement de cap ; mesures immédiates proposées pour endiguer l'inflation ; union de toutes les forces démocratiques et nationales.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** (n° **928**) [23 janvier 1974] (p. 365) : interroge le ministre de l'économie et des finances sur les pratiques en matière d'entente des compagnies pétrolières.

— **Déclaration de politique gouvernementale** (n° **986**) [6 juin 1974] (p. 2521) : score sans précédent de la gauche unie ; le Premier ministre n'a défini aucun objectif précis ; les travailleurs ne sont pas responsables de la hausse des prix ; pour combattre l'inflation, mettre fin à la course aux super-profits, à la spéculation, au pillage des finances publiques par les grandes sociétés ; dégradation des conditions de vie des agriculteurs ; (p. 2522) : s'oppose à la suppression au sein de la CEE du tarif extérieur commun ; situation de l'emploi préoccupante ; ensemble du commerce extérieur à revoir ; droit de vote à dix-huit ans ; instauration de l'*habeas corpus* ; libre exercice des droits syndicaux.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° **1178**). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4804). **Question préalable** : le groupe communiste oppose la question préalable ; ne peut cautionner l'absence d'un véritable débat démocratique sur la politique énergétique et le commerce extérieur de la France ; s'élève contre la campagne raciste et chauvine qui cherche à masquer les responsabilités des cartels des grandes compagnies dans la crise actuelle ; (p. 4805) : le Parlement n'a pas été saisi de la révision du plan charbonnier ; c'est un certain type de croissance qui est en cause ; (p. 4806) : création nécessaire d'un secteur public pétrolier puissant ; substitution du charbon au fuel dans certaines centrales thermiques ; développement des transports en commun ; coopération avec les pays socialistes ; (p. 4807) : les faux semblants de l'union sacrée.

— **Rappel au règlement** [26 novembre 1974] (p. 7017) : la mauvaise volonté mise par le Gouvernement à accepter un débat sur les conclusions du rapport de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières opérant en France.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7968) : demande au Premier ministre de citer un seul exemple où le parti communiste français ait levé la main sur les libertés.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3715) : le caractère non démocratique de l'élaboration du VII^e^ Plan ; l'austérité, trait essentiel de l'avenir ; (p. 3716) : la duplicité du Gouvernement ; l'atteinte brutale au niveau de vie de la population ; la priorité donnée à l'exportation ; la perspective de deux millions de chômeurs en 1980 ; la fermeture d'entreprises ; l'aggravation du retard des équipements collectifs ; l'accentuation de la dépendance économique et financière de la France ; l'insertion plus poussée dans la petite Europe des trusts ; (p. 3717) : les maigres concessions prévues ; l'amplification des causes du recul de la natalité ; la volonté de mettre la politique d'urbanisation en accord avec la politique d'austérité ; l'absence de toute politique nouvelle d'aménagement du territoire ; l'analyse superficielle qui est faite de la crise ; son origine dans l'accumulation des capitaux entre les mains d'un nombre réduit de groupes financiers ; l'incapacité du pouvoir à apporter une réponse aux graves problèmes du pays ; dégager l'économie de l'emprise des groupes monopolistes ; (p. 3718) : opérer des nationalisations démocratiques ; mener une croissance destinée à développer le potentiel national ; donner un nouvel élan aux investissements en faveur des équipements collectifs ; relancer la consommation populaire ; coopérer largement avec tous les pays dans le respect de la souveraineté nationale ; la valeur des transformations structurelles préconisées par le programme commun ; le soutien apporté par les communistes aux revendications légitimes des travailleurs.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6145) : le renversement des responsabilités par le Premier

ministre : un simulacre de concertation et le caractère antidémocratique du débat ; le peu de sérieux dont fait preuve le Président de la République ; (p. 6146) : « la duplicité et la tromperie », principaux moyens de Gouvernement ; le Plan, vaste entreprise de « mystification » ; l'absence de dispositions favorables à la consommation intérieure ; le saupoudrage des crédits dans le domaine des équipements publics ; la poursuite de l'inflation ; l'accroissement des profits dont vont bénéficier les grosses sociétés ; (p. 6147) : le caractère trompeur du slogan de la nouvelle croissance ; les perspectives inquiétantes ouvertes par la politique du pouvoir ; l'autre politique possible : celle du programme commun ; la nécessité de profondes réformes de structure ; une réforme fiscale, de l'expansion, des libertés ; les entraves mises à l'activité des députés communistes ; la continuation par les communistes de la lutte pour les intérêts des travailleurs ; (p. 6148) : leur volonté d'une relance de la consommation populaire, leur refus de tout licenciement ; l'abaissement de l'âge de la retraite ; la réduction de la durée du travail ; mettre un terme au « pillage » des finances publiques par les trusts ; l'inutilisation d'importantes capacités industrielles ; (p. 6149) : la solidité de l'union de la gauche ; (p. 6161) : précise à l'intention du ministre de l'économie et des finances qu'il n'a parlé que d'Usinor-Sacilor.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4639) : déclare que le Plan devrait être une grande affaire nationale et faire l'objet d'un véritable débat démocratique ; le divorce entre cette exigence et les conditions dans lesquelles le VII^e Plan a été élaboré ; le VII^e Plan, expression des grands intérêts qui sont en opposition avec ceux de la majorité des Français ; (p. 4640) : scepticisme sur les perspectives de plein emploi du VII^e Plan ; la réalité du chômage ; la déqualification d'une partie des travailleurs ; les menaces sur la sécurité sociale ; la dévalorisation des prestations familiales ; le désengagement de l'Etat des investissements collectifs ; les programmes d'actions prioritaires, un simple saupoudrage profitable aux monopoles ; le VII^e Plan, continuation de la politique actuelle ; un plan d'austérité et de sacrifices accrus pour les travailleurs au profit des grandes sociétés, en particulier les sociétés multinationales ; un plan sacrifiant la souveraineté et l'indépendance nationales ; (p. 4641) : la crise financière, opposition au VII^e Plan ; la nécessité de dégager l'économie nationale de l'emprise des grands empires de la finance et de l'industrie ; la nécessité des réformes démocratiques de structure, de nationalisation ; la liaison entre progrès social et progrès économique ; l'actualité du programme commun ; l'indépendance, une notion moderne n'excluant pas le développement des échanges entre tous pays sur un plan d'égalité ; l'union du peuple de France.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527)** [6 octobre 1976] (p. 6389) : déplore le caractère tardif de la consultation des élus et l'absence de vote ; la méfiance du pays vis-à-vis du plan Barre ; le refus de la division entre bons Français qui soutiendraient l'action gouvernementale et mauvais Français qui la combattraient ; la grève du 7 octobre ; (p. 6390) : un plan injuste, inefficace, dangereux ; les difficultés croissantes des travailleurs ; la stagnation de leur pouvoir d'achat ; la limitation des salaires ; les privilèges ; l'absence d'impôt sur les grosses fortunes, sur le capital, sur les grands revenus réels ; l'absence de lutte contre la spéculation ; un plan dangereux pour l'économie, les finances, la monnaie nationale ; l'utilisation du chômage par le Gouvernement pour peser sur les salaires ; la sous-utilisation des capacités de production ; les objectifs des communistes concernant le SMIC, les revenus, les prix ; (p. 6391) : la fiscalité, l'emploi ; le refus de la politique du tout ou rien ; inquiétude en matière d'éducation, d'organisation du cadre de vie, de sécurité des Français, de politique étrangère ; la coopération avec l'OTAN ; critique du plaidoyer gouvernemental en faveur de l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel ; une politique pour le grand capital privé ; l'absence de la France aux négociations internationales sur le désarmement et sur la réduction des armements ; la lutte, seul recours possible des travailleurs ; préfère les cortèges de manifestants aujourd'hui aux cortèges de nouveaux chômeurs demain ; les propositions communistes : la relance de la consommation populaire et des consommations collectives de santé, d'éducation, de loisirs ; (p. 6392) : des programmes industriels visant à la relance des secteurs déficitaires comme la machine-outil, l'aéronautique, l'électronique, le transport ; une politique financière nouvelle ; une politique de souveraineté consolidant l'indépendance de la France, développant sa coopération avec tous les pays ; le désarmement ; la critique, moteur de la démocratie ; la planification démocratique.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120). Discussion générale** [13 octobre 1977] (p. 6110) : la grave crise à laquelle est confrontée la France ; l'aggravation de la crise à la suite de la politique menée par le

Gouvernement ; le recul du pouvoir d'achat des salariés ; le déficit du commerce extérieur ; le profit des grandes entreprises ; les conditions d'un Gouvernement communiste ; la domination du grand capital ; (p. 6111) : les caractéristiques d'un budget tel qu'il serait proposé par le groupe communiste ; le caractère prioritaire de l'amélioration du progrès social ; l'existence de 17 millions de pauvres en France ; le budget du changement ; le niveau du SMIC ; le minimum vieillesse ; la gratuité des études ; le remboursement des soins ; la relance de l'emploi et de l'activité économique ; la création d'emplois ; le développement de moyens de transport ; l'aide au secteur agricole ; un budget de renforcement de l'indépendance nationale ; (p. 6112) : les moyens de la défense nationale ; les moyens fiscaux indispensables ; la modification du barème de l'impôt sur le revenu ; la création d'un impôt moderne sur le capital des sociétés ; la nationalisation du système bancaire et financier ; l'identification entre nationalisation et démocratie ; (p. 6113) : changer de vie ; la confiance des travailleurs dans le parti communiste français.

MARCUS (Claude-Gérard)

Député de Paris
(8e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 191), adopté par le Sénat, autorisant la **ratification de la convention entre la République française et la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale et à l'exécution des décisions judiciaires et protocole additionnel, signés à Paris, le 28 juin 1972** (n° **236**).

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 192), adopté par le Sénat, autorisant la **ratification de la convention entre la République française et la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition, avec un protocole additionnel, signés à Paris, le 28 juin 1972** (n° **237**).

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 293) autorisant la **ratification de la convention consulaire entre la République française et la République tunisienne, signée à Paris, le 28 juin 1972** (n° **238**).

— **Proposition de loi** tendant à assurer **la protection des acheteurs d'œuvres d'art** (n° **1224**) [9 octobre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1578), autorisant l'approbation de l'**accord de coopération en matière de justice** entre la **République française** et la **République unie du Cameroun**, ensemble un échange de lettres, signés à Yaoundé (n° **1606**) [30 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1579), autorisant l'approbation de la **convention consulaire** entre le Gouvernement de la **République française** et le **Gouvernement de la République unie du Cameroun**, signée à Yaoundé (n° **1607**) [30 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1580), autorisant l'approbation de l'**accord de coopération militaire** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de la République unie du Cameroun**, ensemble son annexe, signés à Yaoundé (n° **1608**) [30 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1581), autorisant l'approbation de l'**accord général de coopération technique en matière de personnel** entre le **Gouvernement de la République française** et le **Gouvernement de la République unie du Cameroun**, signé à Yaoundé (n° **1609**) [30 avril 1975].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2004), autorisant l'approbation de la déclaration faite à Mexico le 27 septembre 1970 par laquelle le représentant de

la France à l'assemblée générale de l'Union internationale des organismes officiels du tourisme (UIOOT) a adopté les statuts de **l'Organisation mondiale du tourisme,** ensemble les règles de financement jointes, adoptés à Mexico le 27 septembre 1970 (n° **2015**) [27 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3336), autorisant l'approbation de l'**accord général,** ensemble quatre annexes, **entre le Gouvernement français et le Gouvernement portugais,** concernant l'utilisation par la France de certaines facilités dans les îles Açores, signé à Lisbonne le 24 février 1977 (n° **3350**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 3201), autorisant l'approbation de la **convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction,** ensemble quatre annexes, ouverte à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973 et, après cette date, à Berne jusqu'au 31 décembre 1974 (n° **3351**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Votes de la France à l'ONU : problème palestinien** [27 novembre 1974] (p. 7097) : votes conduisant à donner à l'Organisation de libération de la Palestine le statut d'observateur aux Nations unies.

— **Accueil des réfugiés du Vietnam** [14 mai 1975] (p. 2644) : situation des réfugiés vietnamiens aux Etats-Unis désireux de regagner la communauté française.

• *question orale sans débat :*

— (n° **43016**) : **Moyens de la police nationale** [16 décembre 1977] (p. 8879, 8880) : mise à l'étude d'une loi d'orientation pour la police ; nécessité de donner à la police des moyens suffisants pour faire face à la délinquance.

• *questions orales avec débat :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4503) : impuissance des grands ; faillite de l'ONU ; nécessité d'une politique plus équilibrée de la France au Proche-Orient ; droits d'Israël à l'amitié de la France ; arrêt de toute livraison d'armes ; nécessité d'une véritable politique de neutralité ; (p. 4505) : tirs quotidiens du Golan sur les kibboutzim israéliens.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi** autorisant la **ratification de la convention consulaire entre la République française et la République tunisienne, signée à Paris, le 28 juin 1972** (n° **193**), rapporteur. **Discussion générale** [26 avril 1973] (p. 937) : relations franco-tunisiennes, visites de personnalités politiques ; (p. 938) : relations économiques, assistance culturelle et technique, nombre des ressortissants d'un pays dans l'autre ; multiplication des problèmes d'ordre judiciaire ; insertion des nouvelles conventions dans le réseau des textes nombreux liant la France et la Tunisie ; contentieux franco-tunisien, ses incidences sur la coopération franco-tunisienne ; convention consulaire de juin 1972 ; règlement des problèmes concernant les fonctions diplomatiques et consulaires ; analyses des articles ; référence à la convention de Vienne ; éléments ne figurant pas dans cette convention ; définition des consuls honoraires ; conditions de suspension de l'inviolabilité des fonctionnaires consulaires ; droit de visite des consuls auprès des ressortissants incarcérés ; rôle des fonctionnaires consulaires en ce qui concerne la navigation maritime ; (p. 939) : pratique de l'entraide judiciaire entre les Etats ; conclusion de traités bilatéraux et multilatéraux ; inspiration des conventions signées avec les Etats africains et asiatiques ; conditions de l'entraide judiciaire, son caractère d'acte d'Etat à Etat, dispositions relatives à l'extradition ; (p. 940) : droits des ressortissants ; possibilités de règlements à l'amiable ; utilisation du terme « assistance judiciaire » ; droit de l'avocat ; moyens matériels des justiciables ; fraude fiscale ; (p. 941) : condition des ressortissants d'un Etat sur le territoire de l'autre ; dispense de la caution *judicatum solvi ;* mesures de procédure, reconnaissance et exécution des jugements ; procédure d' « action en exéquatur », champ d'application de ces dispositions ; accords à règles directes et à règles indirectes ; absence de choix de la juridiction par le plaideur ; incompatibilité avec le droit interne français ; renonciation au privilège de juridiction ; (p. 942) : limitation de la renonciation au niveau de l'action en exéquatur ; hypothèse d'un refus de l'exéquatur ; possibilité de recours à un avocat de nationalité des ressortissants ; durée illimitée de la convention, son utilité dans les relations franco-tunisiennes.

— **Proposition de loi relative aux baux commerciaux** (n° 615). **Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973] (p. 2754) : ses arguments en faveur de l'adoption du texte du Sénat.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5501) : s'indigne du procès fait à Paris en matière culturelle, et cite la politique de décentralisation faite par Paris et les réalisations comme le Théâtre de la Ville et l'Orchestre de Paris ; (p. 5502) : parle des musées, des conservateurs, de l'inventaire national, du catalogue des musées français, de la photographie des œuvres d'art, de la fermeture des musées les jours fériés, de la politique culturelle du troisième âge.

— **Projet de loi** tendant à **assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719). **Discussion générale** [21 novembre 1973] (p. 6218) : participation ; programme de Provins et textes sociaux du Gouvernement ; entreprise et économie libre ; ses observations sur le profit ; garantie des apporteurs de travail contre le risque d'échec économique ; insuffisance de la protection juridique des salaires ; effort commun des pouvoirs publics et des partenaires sociaux représentés à l'UNEDIC ; (p. 6219) : garantie apportée aux salariés par le projet de loi. **Discussion des articles** [22 novembre 1973]. **Après l'Article 5** (p. 6253) : son amendement ; consultation du comité d'entreprise avant tout licenciement ; personnels protégés.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5560) : l'assistance publique de Paris ; (p. 5561) : la priorité à l'humanisation ; modernisation de l'hôpital de Bicêtre ; création d'un institut de la naissance ; le groupe Pitié-Salpêtrière, hôpital Necker-Enfants malades, hôpital Rothschild, hôpital Saint-Louis ; le manque de personnel subalterne ; appel à des étrangers ; pour un secrétariat d'Etat au troisième âge ; un budget de progrès ; le votera sans arrière-pensée.

Culture [30 octobre 1974] (p. 5611) : les contraintes de l'austérité ; la régression de la part des dépenses consacrées à la culture ; ravalement au rang de secrétariat d'Etat ; une manifestation peu dépenses de fonctionnement acceptable à titre exceptionnel ; recommande aux services du secrétariat d'Etat de faire montre de prudence et de raison en évitant un perfectionnisme paralysant ; compréhension des difficultés des élus locaux ; la situation matérielle des artistes peintres et sculpteurs ; étendre l'obligation du 1 % à l'ensemble des constructions publiques ; la fréquentation des musées ; la télévision devrait présenter davantage nos musées ; le succès des expositions temporaires ; la situation des conservateurs des musées de France indigne de leur valeur ; l'exposition du musée de Brest ; nécessité de photographier les œuvres d'art ; (p. 5612) : il est absurde de fermer le Louvre les lundis de Pâques et de Pentecôte ; se réjouit de l'effort consenti en faveur du théâtre privé et souhaite la renaissance de l'opérette ; demande de s'engager dans une politique culturelle du troisième âge ; création d'un passeport culturel pour le troisième âge et de matinées spéciales dans les théâtres nationaux ; demande la création d'une commission d'étude des problèmes culturels du troisième âge ; un mauvais procès fait à la ville de Paris qui accomplit un effort culturel considérable à la disposition de dix millions d'habitants de la région ; le Théâtre de la Ville ; le festival du Marais ; l'Orchestre de Paris ; le Carré Thorigny ; la Gaîté lyrique ; les subventions au fonds d'équipement des théâtres privés ; le dynamisme du musée d'art moderne, du Petit Palais et du musée Carnavalet ; l'effort en faveur des bibliothèques et des discothèques ; (p. 5635).

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5978) : ses observations relatives à la situation du Proche-Orient ; la défense de la langue française.

— **Projet de loi portant création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° 950). **Discussion générale** [3 décembre 1974] (p. 7304) : hommage à Georges Pompidou ; Paris évolue ; (p. 7305) : le musée national d'art moderne ; le corps des conservateurs ; les donations ; les horaires d'ouverture des musées ; réanimation du centre de la capitale ; l'œuvre de la V^e^ République ; le quartier Saint-Merri ; le calendrier des travaux ; hommage de la ville de Paris à Georges Pompidou ; votera le projet.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° 1736). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 4415) : voit dans l'amendement n° 63 de M. Mexandeau une contradiction entre l'amendement et le refus de son auteur d'admettre la sélection.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7161) : évoque la lenteur de l'instruction des dossiers de financement des réalisations des collectivités locales ; l'exemple de la construction d'un hôpital ; confier à une commission une tâche de coordination.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7456) : la situation de l'assistance publique à Paris ; la longueur de la réalisation des établissements hospitaliers ; raccourcir les procédures.

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7564) : l'évolution inquiétante de la communauté internationale ; l'excès de discrétion de la politique étrangère française ; l'avenir du Liban ; la situation des ressortissants français en Indochine ; les objectifs du Gouvernement en matière de coopération culturelle.

Culture [3 novembre 1975] (p. 7737) : s'élève contre le rapport de M. Ralite ; la progression des crédits de fonctionnement ; les progrès accomplis ; la conclusion des chartes ; la politique des « cent villes » ; l'action culturelle en faveur des personnes du troisième âge; le théâtre ; les musées ; (p. 7738) : les théâtres lyriques et l'Opéra ; le fonds de diffusion culturelle ; le sort de l'architecture ; le Conservatoire national d'art dramatique ; la prolifération des films pornographiques ; le 1 % destiné aux artistes.

Travail [4 novembre 1975] (p. 7840) : les retards dans la réalisation des constructions hospitalières ; prévoir une plus grande rapidité dans l'étude des dossiers effectuée par la sécurité sociale.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975]. **Après l'Article 43** (p. 9300) : son amendement n° 73 : maintien des avantages acquis par le personnel de l'assistance publique ; adopté ; [4 décembre 1975] : **Après l'Article 25** (*suite*) : (p. 9351) : appuie l'amendement n° 65 de M. Pierre Bas mais demande que celui-ci se rallie au sous-amendement n° 76 de M. Frédéric-Dupont.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Après l'Article 6** (p. 9991) : sur l'amendement n° 4 de M. Boscher, juge que le statut de l'assistance publique n'est pas désavantageux pour la ville de Paris.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2725) : le danger qui pèse sur la détente du fait d'un déséquilibre des forces ; la faiblesse des résultats de la conférence d'Helsinki ; les dangers du principe de non-ingérence ; entretenir des relations privilégiées avec les pays où règne la liberté ; le problème de la reconnaissance de la Corée du Nord ; (p. 2726) : essayer de convaincre l'O.L.P. de reconnaître la réalité d'Israël ; servir ainsi la cause de la paix.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [17 juin 1976]. **Article 9** (p. 4294) : sur l'amendement n° 161 de M. Papon, insiste sur la sensibilité du marché des objets d'art au niveau de la taxation ; souligne que le régime fiscal britannique favorise les objets d'art et que les transactions opérées par l'entremise des antiquaires sont fortement taxées ; (p. 4295) : souligne le caractère particulier du marché d'art ; souhaite ne pas encourager les tendances à la fraude et l'évasion vers l'étranger ; souhaite que le commerce professionnel bénéficie d'un taux de taxation minoré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7286) : un budget de progrès ; les problèmes parisiens ; l'assistance publique de Paris ; les difficultés financières ; la nouvelle tarification des consultations externes ; la lenteur de paiement des dettes ; les mauvais payeurs ; la caisse d'assurance maladie de Paris ; les départements périphériques au titre de l'aide sociale ; les Etats étrangers ; (p. 7287) : le nouveau bâtiment hospitalier à l'hôpital Saint-Louis ; la lenteur des délais d'instruction des dossiers d'investissement ; le service ORL de l'hôpital Lariboisière; l'hôpital Necker.

Culture [5 novembre 1976] (p. 7654) : le cinéma ; Michel Guy ; sept responsables de la culture en neuf ans ; les difficultés d'élaborer une politique à long terme ; la déclaration au *Monde* de Mme Giroud ; l'Opéra et Beaubourg ; (p. 7655) : la Comédie-Française ; l'effort vers la province ; les Bouffes du Nord ; la fête des Tuileries ; la revalorisation des métiers d'art ; le cinéma ; les musées ; la diffusion des livres français à l'étranger ; la création libre et aidée ; le musée ; l'enseignement de la musique à l'école ; le 1 % destiné aux artistes ; la politique culturelle en faveur du troisième âge; le centre de documentation de l'histoire de l'art ; (p. 7656) ; l'absence de coordination entre les centres de documentation photographique existants ; le Louvre ; les instituteurs

enseignant la musique et le dessin aux élèves de l'école primaire ; le manque de commandes publiques aux artistes, notamment aux sculpteurs ;le cas du Mexique ; le problème des retraités ; un passeport culturel ; les clubs du troisième âge et leur potentialité.

Affaires étrangères [9 novembre 1976] (p. 7827) : les suites de la conférence de Colombo ; la libre expression démocratique de la population de Mayotte ; nécessité pour notre pays de réviser sa politique de coopération et de présence dans le monde ; nécessité de déterminer les priorités de notre coopération ; (p. 7828) : le Proche-Orient ; l'attitude de la France vis-à-vis du monde arabe à Colombo ; la position de la France dans le conflit israélo-arabe ; l'OLP ; le problème du respect de leur signature par un certain nombre d'Etats.

— **Projet de loi organisant une consultation de la population du territoire français des Afars et des Issas** (n° **2607**). **Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8862) : ses inquiétudes ; la signification du mot indépendance ; les garanties vis-à-vis de l'invasion somalienne ou éthiopienne ; l'affrontement entre les deux ethnies ; une belle construction juridique.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. **Culture** [20 octobre 1977] (p. 6406) : le vote favorable du groupe du Rassemblement pour la République ; l'action de la municipalité parisienne en faveur de la culture ; l'augmentation du budget culturel de la ville de Paris ; l'absence de continuité ministérielle ; l'augmentation des crédits affectés à la culture ; un budget d'espoir ; la priorité donnée à la conservation des musées et du patrimoine ; l'effort en faveur de la lecture publique ; l'insuffisance des crédits consacrés à la diffusion du livre français à l'étranger ; l'animation régionale ; les dotations affectées aux musées ; l'inégalité de la fréquentation du public entre les grands et les petits musées ; la nécessité d'une meilleure information télévisée relative aux musées ; l'absence de photographies des œuvres d'art dans de nombreux musées de province ; la création auprès de la direction des musées de province de deux ou trois postes de photographes ambulants ; la dispersion des centres de documentation photographique ; (p. 6407) : les jours d'ouverture des musées ; l'utilisation polyvalente des locaux des musées ; le développement de l'enseignement musical ; la politique culturelle en faveur du troisième âge ; l'utilisation des conclusions du rapport de la commission *ad hoc ;* la création d'un passeport culturel pour le troisième âge.

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6978) : la nécessité de raccourcir les circuits de réalisation des équipements hospitaliers ; les prix de journée hospitalière ; les créances et dettes qui grèvent la situation financière de l'Assistance publique ; (p. 6979) : l'absence de moyens d'action juridiques de l'administration hospitalière.

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7168) : la politique française au Proche-Orient; la visite de M. Begin en Grande-Bretagne ; la position de l'OLP sur l'existence d'Israël ; la politique française à l'égard du Liban ; la défense de la langue française ; l'insuffisance des moyens mis à la disposition des services culturels français en Israël ; la diffusion du livre et du cinéma français en Israël.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ensemble quatre annexes, ouvertes à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973, et après cette date, à Berne jusqu'au 31 décembre 1974** (n° **3201**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8951) : la sauvegarde des espèces animales et végétales en voie de disparition ; la réglementation du commerce international ; l'élaboration de la convention ; le classement des espèces animales et végétales ; la prise en considération de la situation évolutive des espèces menacées ; la désignation par chaque Etat d'un organe de gestion et d'un organisme scientifique ; la loi relative à la protection de la nature ; (p. 8952) : les branches professionnelles qui risquent de se trouver en difficultés graves ; l'artisanat des écailles de la tortue Caret ; la tannerie des peaux de reptiles; la maroquinerie de luxe ; demande à l'Assemblée au nom de la commission de conclure à l'ajournement du projet de loi ; l'imprévision des conséquences de la convention de Washington ; l'existence de législation protégeant la faune dans la plupart des pays ; (p. 8954) : la convention de Washington ; la nécessité d'une période de transition quant à l'application de la convention ; le maintien de la situation en l'état jusqu'au dépôt des instruments de ratification ; sa demande d'ajournement présentée en application de l'article 128, alinéa 2 du règlement ; demande d'ajournement repoussée.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord général, ensemble quatre annexes, entre le Gouvernement français et le gouvernement portugais concernant l'utilisation par la France de certaines facilités dans les îles Açores, signé à Lisbonne le 24 février 1977** (n° **3336**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8959) : l'octroi à la France de certaines

facilités dans l'archipel des Açores ; les dispositions de l'accord de 1964 ; les modalités techniques des facilités accordées par le Portugal à la France ; la garantie de sécurité des installations ; les dispositifs des annexes assorties à l'accord ; (p. 8960) : l'aide financière attribuée en contrepartie des facilités accordées ; les modalités de réalisation de cette aide ; les objectifs retenus pour l'aide ; l'adoption du projet de loi par la commission.

MARETTE (Jacques)

Député de Paris
(17e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** organique tendant à **assurer la représentation des travailleurs étrangers en France au Conseil économique et social** (n° **10**) [10 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **garantir la dignité et à améliorer la qualité de la vie des travailleurs immigrés en France** (n° **158**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **créer une formule d'achat immobilier « en viager » au profit des personnes âgées** (n° **367**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **mieux assurer la liberté des consommateurs** (n° **368**) [24 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1974**

(n° 646). — **Annexe n° 2 : Affaires étrangères et relations culturelles** (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **mensualiser le paiement des pensions de retraite** (n° **995**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 1 : Affaires étrangères et relations culturelles** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les règles de procédure applicables en matière d'**autorité parentale** (n° **1670**) [20 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe I : Affaires étrangères et relations culturelles** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 1 : Affaires étrangères et relations culturelles** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les **règles de territorialité** et les **conditions d'imposition des Français de l'étranger** ainsi que des autres personnes non domiciliées en France (n° **2726**) [20 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 1 : Affaires étrangères et relations culturelles** (n° **3131**) [5 décembre 1977].

QUESTIONS

• *questions d'actualité de :*

— **MM. Frèche et Peyronnet : Installation de micros dans les locaux d'un journal « Le Canard enchaîné »** [7 décembre 1973] (p. 6788) : écoutes téléphoniques sous la IV^e^ République.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) **: Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8075) : l'impossibilité de créer une commission d'enquête publique ; (p. 8076) : son désaccord avec l'esprit du rapport de M. Schvartz ; la publication du compte rendu sténographique des auditions des témoins devant la commission d'enquête ; (p. 8077) : le développement en priorité des recherches en mer d'Iroise ; la publication par le Gouvernement d'un livre blanc sur la situation de l'industrie pétrolière française.

• *question au Gouvernement :*

— **Sort des Français au Cambodge et au Vietnam** [23 avril 1975] (p. 1998) : situation de l'ambassade de France à Pnom-Penh.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [29 juin 1973] (p. 2705) : procédure des questions d'actualité ; réévaluation de 5,50 % du mark ; déclaration nécessaire du ministre des finances.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [5 octobre 1973] : **Après l'Article 12** (p. 4121) : s'interroge sur la recevabilité de l'amendement de M. Vizet. **Article 33** (p. 4130, 4131) : ses craintes sur le mode de société vers lequel nous nous dirigeons ; ses réserves sur l'interdiction des jeux et concours ; estime qu'une telle interdiction n'a rien à voir avec la défense du commerce ; votera contre l'article et les amendements. **Article 34** (p. 4146, 4147) : caractère très subjectif de beaucoup d'annonces ; difficultés d'appréciation en matière de publicité ; s'interroge sur les conséquences pratiques de ce débat juridique ; (p. 4149) : ses réserves sur l'amendement interdisant la vente sous un conditionnement identique de produits différents ; rappelle que l'on observe plus souvent la vente sous des conditionnements différents d'un même produit ; [10 octobre 1973] : **Après l'Article 74** (p. 4221) : importance du problème soulevé par l'amendement de M. Brocard ; problème valant pour l'ensemble de l'industrie française ; inopportunité d'inclure cette disposition dans le projet ; nécessité pour le Gouvernement d'entreprendre une réforme sérieuse des cotisations ; problème fondamental concernant l'ensemble de l'économie nationale ; souhaite que ce problème ne soit pas limité au commerce et à l'artisanat ; [11 octobre 1973] : **Article 21** (p. 4302) : son opposition à l'article ; abdication de l'Etat ; votera contre l'article 21 et l'amendement du Gouvernement ; [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4532) : ses observations sur les moyens financiers destinés à l'artisanat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, avançant la date d'exigibilité du dernier acompte à payer en 1973 au titre de l'impôt sur les**

sociétés et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant de certains avantages fiscaux (n° 687). **Discussion générale** [11 octobre 1973] (p. 4274) : programme commun de la gauche ; exemption fiscale dont bénéficie l'emprunt Pinay ; amendement voté à la commission des finances par les membres de la majorité ; indexation sur l'or du nouvel emprunt ; exemption de l'impôt sur le revenu ; sa référence à l'emprunt Ramadier et à ses privilèges ; estime que l'unanimité devrait se réaliser sur la disposition proposée.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [25 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4774) : intervient dans la discussion de l'article 2 *h* proposé par l'amendement du Gouvernement, problème de la comptabilité de cet article avec l'article 793 du code général des impôts, exonération des droits de mutation à titre gratuit liée à l'immeuble et à l'acquéreur, sa question sur ce point ; (p. 4781) : sa mise au point dans la discussion de l'article 2 *i* proposé par l'amendement du Gouvernement, répond au ministre de l'économie et des finances sur la charge du coût de la participation, estime que la diminution de la contribution de l'Etat contribuera à diminuer le nombre des sociétés qui réalisent des bénéfices et accordent une participation à leurs travailleurs ; demande l'assujettissement de toutes les sociétés qui ne déclarent pas de bénéfices à un impôt basé sur leurs fonds propres. **Après l'Article 6** (p. 4788) : estime que l'amendement de M. Brochard n'a rien à voir avec la présente loi de finances ; (p. 4789) : demande au président de la commission des finances si cet amendement tombe sous le coup de l'article 42 de la loi organique ; après la réponse négative du président de la commission des finances, juge très importante cette interprétation pour les débats futurs, estime que l'on peut dès lors proposer la modification de tous les taux de la TVA ; (p. 4799) : son abstention dans le vote sur le sous-amendement de M. Ducray ; [26 octobre 1973] : **Article 11** (p. 4874) : expose les raisons du vote de son groupe contre l'article.

Deuxième partie :

Affaires étrangères et coopération, rapporteur spécial [12 novembre 1973] (p. 5557) : difficultés du ministère des affaires étrangères à faire reconnaître l'importance et la spécificité de sa mission, nécessité d'une opération de rattrapage ; son intention de demander à la commission des finances de repousser ce budget l'an prochain si des mesures ne sont pas prises ; analyse le budget, sa progression de 9,20 % par rapport à la progression de 12,2 % du budget général, accroissement des contributions bénévoles ; son étonnement quant à la liste des associations et des subventions qui leur sont versées ; ses observations sur les crédits affectés au personnel ; problèmes en suspens ; régime des congés des agents en service à l'étranger ; retenue pour le logement ; couverture des risques sociaux des agents à l'étranger ; frais de scolarité pour les petites écoles ; (p. 5558) : ses observations sur les investissements et les bâtiments ; demande la fusion des deux services des bâtiments existant au quai d'Orsay ; besoins urgents dans certaines capitales étrangères ; critique sur ce point le ministère de l'économie et des finances ; intérêt de la France à administrer elle-même des bâtiments lui appartenant ; sa suggestion de création d'un office des biens et des intérêts français à l'étranger ; insuffisance du logement des agents à l'étranger ; nécessité d'accroître notre patrimoine ; problème de la sécurité des ambassades et des postes à l'étranger ; objectifs privilégiés d'un très grand nombre de services étrangers ; mesures prises pour renforcer la sécurité ; protection de nos agents dans leur vie privée ; incident qui s'est produit dans une de nos ambassades des pays de l'Est européen ; incorporation dans le bâtiment neuf d'un réseau d'écoute et de surveillance radioélectrique de l'ambassade ; ampleur de cette opération ; ses hésitations avant de la rendre publique ; nécessité de l'information dans un pays démocratique ; dissuasion pour l'avenir ; (p. 5559) : demande au ministre quelle est la suite qu'il a donnée à cet incident ; le maintien sur place pendant la durée des travaux de construction des ambassades, de conducteurs et de surveillants français ; évoque la protection des Français et de leurs intérêts à l'étranger ; souhaite que soit rappelé aux chefs de postes l'importance de cet aspect de leur mission ; crédits de la direction générale des relations culturelles, scientifiques et techniques ; complexité et difficultés de contrôle de ces crédits ; lycée français, établissements privés et instituts, coopération par le canal de la francophonie, école internationale de Bordeaux ; ses réserves sur l'action menée en Louisiane, à Haïti et à Pondichéry ; caractère non exclusif de la francophonie, nécessité d'accroître notre action culturelle, technologique et scientifique vers des pays qui se développent ; ses réserves sur l'importance des crédits affectés au Maghreb ; souhaite la communication du rapport Gorse ; nécessité d'avoir de grands desseins et une politique à la dimension, même modeste, de notre pays. **Titre IV** (p. 5601) : son amendement tendant à supprimer la subvention prévue pour l'ORTF, demande au ministre des affaires étrangères de préciser sa position concernant les rapports entre son département et l'ORTF, affaires extérieures et coopération au sein de l'ORTF, représentants du ministère des affaires étrangères au conseil d'administration de l'office, réexamen du pro-

gramme des émissions vers l'étranger, caractère indicatif de la réduction de crédits proposée, garantie de création de l'établissement public de la direction des affaires extérieures et de la coopération ; (p. 5602) : ne peut retirer son amendement, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée, son amendement tendant à supprimer l'augmentation des crédits destinés à l'enseignement au Maroc, ses réserves sur la part de l'enseignement direct dans ce pays, nécessité de la formation de maîtres et de l'aide pédagogique. **Avant l'Article 43** : son amendement tendant à insérer un article additionnel, en vue d'améliorer les conditions de gestion des établissements français à l'étranger.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6956) : regrette l'absence dans les dispositions prévues de dispositions interdisant aux étrangères non résidentes de se faire avorter en France et souhaite que la France ne devienne pas le pays où les femmes viendraient se faire avorter.

— **Proposition de résolution** tendant à **créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **721**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7052) : répond à M. Guy Mollet sur la pratique des écoutes téléphoniques sous la IV^e^ République et sous la V^e^ République.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 456) : ses observations relatives aux insuffisances et aux ambiguïtés des propositions de l'opposition.

— **Rappel au règlement** [20 juin 1974] (p. 2816) : sur sa mise en cause par le journal *Minute*.

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° **937**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3180) : attire l'attention du Gouvernement sur la nécessité d'un changement de législation concernant le détournement de mineur.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion des articles** [4 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3336) : sur l'article indique combien les mesures fiscales proposées aggraveront en fait les déséquilibres existants ; situation fiscale des membres des cabinets ministériels ; (p. 3340) : amendement n° 4 sur le sort des reports déficitaires ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion des articles** [24 juillet 1974]. **Article premier** (p. 3741) : sur l'article : portée de l'affirmation du monopole quant aux radios périphériques ; sort de l'émetteur de Radio Monte-Carlo « autorisé » en Haute-Provence. **Article 2** (p. 3744) : son amendement n° 68 : tutelle du ministère des PTT sur l'établissement public de diffusion ; repoussé ; (p. 3747) : son amendement n° 148 : rattachement des archives à l'établissement public de diffusion pour permettre le contrôle du Parlement ; repoussé. **Article 14** (p. 3784) : sur l'article : refuser la transmission des budgets au ministère des finances. **Article 15** (p. 3785) : son amendement n° 85 : contrôle parlementaire sur la répartition de la redevance ; adopté. **Article 16** (p. 3788) : amendement n° 87 de pure forme ; adopté ; (p. 3789) : contre l'amendement n° 52 de M. Josselin. **Après l'Article 21** (p. 3801) : amendement n° 93 : réintégration de droit des anciens fonctionnaires ayant opté pour le statut ; réservé ; (p. 3804) : amendement n° 93 adopté après reprise par M. Chevènement.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Après l'Article 2** (p. 5108) : sur l'amendement n° 21 de M. Peyret : s'étonne que l'on propose de voter une disposition qui a fait l'objet de l'article 28 de la loi de finances de 1974.

— **Rappel au règlement** [30 octobre 1974] (p. 5636) : estime contestable l'initiative prise par le secrétaire d'Etat à l'information de révéler le salaire mensuel et les indemnités de licenciement du directeur général d'une station de radio périphérique.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie* :

Affaires étrangères, rapporteur spécial [6 novembre 1974] (p. 5947) : le budget des affaires étrangères est décidément une peau de chagrin ; (p. 5948) : une administration pauvre qui peut faire illusion mais gère en fait la pénurie ; associer davantage la direction du ministère aux problèmes d'administration et de gestion ; réformer la représentation française à l'étranger ; rappel des observations présentées lors des précédentes discussions budgétaires et qui n'ont donné lieu à aucun commencement d'exécution ; (p. 5949) : les émissions sur ondes courtes ; la sécurité des postes diplomatiques ; la rémunération des auxiliaires étrangers ; souhaite une diminution des crédits affectés au

Maghreb ; présentera deux amendements, l'un concernant les immeubles, l'autre la défense des Français à l'étranger. **Etat B - Titre IV** (p. 5986) : son amendement n° 63 : réduction des crédits du titre IV ; défense des Français emprisonnés au Chili ; adopté. **Avant l'Article 50** (p. 5987) : son amendement n° **82** : création d'un établissement public pour la gestion du patrimoine immobilier à l'étranger ; retiré. **Commission mixte paritaire** (n° **1407**) [19 décembre 1974] (p. 8138) : se félicite de la libération de nos compatriotes emprisonnés au Chili.

— **Rappel au règlement** [15 novembre 1974] (p. 6490) : demande qu'un tableau noir soit installé dans la salle des séances en raison de la complexité de la clef de répartition de la redevance de radio-télévision.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Première lecture. Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7215) : son amendement n° 90 de M. Bernard-Reymond marque l'importance qu'il attache à l'existence d'une clause de conscience au profit des établissements hospitaliers. **Article premier** (p. 7227) : sur l'article, craint que le caractère provisoire de la suspension d'effet de l'article 317 du code pénal n'empoisonne la vie politique pendant cinq ans. **Deuxième lecture** [19 décembre 1974] (p. 8133) : valeur « curative » du non-remboursement de l'avortement.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, instituant un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion générale** : [3 décembre 1974] (p. 7322) : un projet technocratique ; une panacée ; des résultats aléatoires ; l'opportunité du texte au regard de la conjoncture ; le rôle de la psychologie dans les mécanismes économiques ; (p. 7323) : le prélèvement atteint les entreprises les plus dynamiques ; l'assiette de la taxe repose sur des prévisions douteuses ; la concurrence faussée ; la recherche et la gestion des stocks pénalisées ; l'endettement encouragé ; les sociétés multinationales ; la concentration des entreprises et la sous-traitance ; les recours devant la commission des prélèvements ; les acomptes ; une loi temporaire ; une arme à double tranchant ; un « potiron fiscal » vidé de son contenu ; les chefs d'entreprise brimés ; [4 décembre 1974] : (p. 7409) : son amendement n° 21 : cas des exercices déficitaires ; rejeté (p. 7410) ; (p. 7409) : le rôle du rapporteur pour les amendements adoptés en commission ; (p. 7415) : soutient l'amendement n° 90 : déduction des charges sociales ou parafiscales nouvelles et des majorations des charges imposées par la loi.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1570**). **Discussion des articles** [13 mai 1975]. **Article premier** (p. 2570) : son amendement n° 7 : ouverture du droit à une aide fiscale à l'investissement pour certains achats de biens amortissables en moins de huit ans ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [3 juin 1975] (p. 3505) : se déclare favorable à l'amendement n° 281 de M. Gerbet ; juge que le droit commun de l'article 237 qui couvre toutes les maladies doit s'appliquer également aux maladies mentales ; [4 juin 1975] : **Article 9** (p. 3640) : ses observations sur les amendements en discussion.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 2** (p. 6173) : demande si les entreprises françaises réalisant des travaux publics ou des montages de matériels à l'étranger sont comprises dans le champ d'application de l'article 2.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 10** (p. 7285) : partage l'opinion de M. Claudius-Petit sur le scandale que constitue le développement de la pornographie ; la nécessité d'augmenter la fiscalité sur tous les spectacles pervers tout en ne pénalisant pas des films interdits aux mois de dix-huit ans qui peuvent être d'une grande qualité ; propose que le choix soit fait par un jury de contribuables ; son amendement n° 56 : perception de la TVA à taux majoré sur les publications pornographiques perverses ; désignation de ces publications par le secrétariat d'Etat à la culture et par le ministre de l'intérieur ; adopté.

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur spécial [29 octobre 1975] (p. 7541) : l'insuffisance des moyens mis à la disposition du ministère ; la réduction des cotisations aux organisations internationales ; les mouvements revendicatifs qui risquent de se produire dans le personnel ; souhaite la constitution d'un office du patrimoine immobilier français à l'étranger ; (p. 7542) : la gestion des établissements scolaires français à l'étranger ; la sous-administration et le démembrement du département des affaires étrangères ; renforcer l'autorité des ambassadeurs ; les besoins des colonies françaises à l'étranger.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [2 décembre 1975] :

Avant l'Article premier (p. 9209) : s'élève contre les dispositions de l'amendement n° 138 de M. Clérambeaux ; [4 décembre 1975] : **Après l'Article 25** (*suite*) (p. 9352) : n'est pas favorable à la proposition de M. Frédéric-Dupont tendant à faire entrer de droit les députés dans les conseils d'arrondissement ; un député non conseiller de Paris pourra s'y faire désigner au titre de personnalité qualifiée. **Explications de vote** (p. 9357) ; considère que la réforme du statut de Paris sera une des réformes les plus importantes du septennat du Président Giscard d'Estaing ; (p. 9358) : le caractère très différent à attendre des nouveaux rapports entre les élus et la population de Paris ; un texte qui évite une « balkanisation » de la capitale, assure la protection des droits du personnel et organise de façon satisfaisante les pouvoirs du préfet de police et du contrôleur financier ; faire en sorte que, demain, la responsabilité l'emporte sur les surenchères ; le vote unanime du groupe de l'UDR.

— **Projet de loi modifiant les dispositions du code électoral relatives à l'élection des membres du conseil de Paris et des conseillers municipaux de Lyon et de Marseille** (n° **1868**). **Discussion des articles** [4 décembre 1975]. **Après l'Article premier** (p. 9365) : son amendement n° 14 : substituer au minimum de 10 % des votants celui de 10 % des électeurs inscrits pour le second tour ; éviter ainsi l'intervention de listes de diversion ; adopté.

— **Rappel au règlement** [19 décembre 1975] (p. 10090) : publicité relative à la vente d'armes de guerre parue dans un journal.

1976

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Première lecture. Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3650) : indique qu'il a voté en commission contre l'amendement communiste ; (p. 3651) : un projet décevant bien que partant d'une excellente idée, mais la majorité doit voter le projet pour des raisons morales, économiques et politiques ; (p. 3652) : malgré le courage du ministre des finances, le projet est ambigu, compliqué, peu efficace, peu cohérent avec le reste de la législation fiscale ; il est dangereux, technocratique, source d'injustices fiscales ; (p. 3653) : le projet applique à la France latine et individualiste des techniques anglo-saxonnes ; il privilégie la fortune héréditaire au profit de la fortune en voie d'acquisition, les investisseurs institutionnels au détriment des détenteurs de portefeuilles individuels ; (p. 3654) : un projet injuste, discriminant les résidences principales des résidences secondaires, privilégiant la spéculation, épargnant le 4,5 % 1973, l'or, mais l'indexation fait son apparition pour la première fois dans un projet ; des catégories professionnelles sont exonérées de l'impôt ; le caractère déplorable du rattachement à l'impôt sur le revenu mal accepté par les Français ; une curieuse cuisine politique qui rappelle la IV[e] République ; la crainte de la restauration d'une troisième force ; (p. 3655) ; la nécessité d'éviter le poujadisme ainsi qu'une inquisition fiscale ; il faut informer les Français ; souhaite que la France soit dotée d'un outil de taxation des plus-values à la fois juste et modéré ; (p. 3665) : l'impôt sur les successions plus lourd dans certains pays qu'en France. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3919) : approuve la scission de l'article 2 ; est surpris que M. Fourcade accepte en totalité l'amendement n° 121 de M. Papon ; n'estime pas raisonnable que n'importe quel bien bénéficie de la déduction des intérêts outre la prise en compte de l'érosion monétaire car ce serait une véritable prime à la spéculation sur les terrains à bâtir. **Article 2** (p. 3931) : pense que l'amendement n° 16 de M. Rigout encouragerait les spéculateurs sur les terrains ; [10 juin 1976] (p. 3963) : pense que son amendement n° 173 a sa place à l'article 3 car il propose une taxation forfaitaire plus simple, plus anesthésiante pour le contribuable, plus productive que le système du Gouvernement ; retire son amendement n° 173 pour ne pas porter atteinte à la cohésion de la majorité ; (p. 3965) : demande quelles seront les conditions de la taxation des plus-values sur les tiers provisionnels et sur les paiements mensuels. **Article 4** (p. 3971) : s'étonne que M. Zeller n'ait pas proposé dans son amendement n° 280 que la taxation des plus-values s'ajoute aux successions ; souligne la nécessité d'une limite dans le temps ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4103) : critique la non-imposition des obligations et autres titres de créance non convertibles en actions du fait de l'impossibilité de déduire les pertes dues à l'inflation ; la spéculation sur les obligations indexées serait favorisée ; (p. 4108) : observe que pour beaucoup de Parisiens, le critère de la résidence principale est l'endroit où l'on vote et qu'il conviendrait de préciser qu'il n'en est rien ; (p. 4127) : pense que l'amendement n° 139 de M. Papon doit être discuté au sixième alinéa paragraphe 2 de l'article 5 ; défend l'amendement n° 134 de M. Papon concernant les meubles meublants ; adopté ; (p. 4129) : réfute l'argumentation de M. Fourcade sur l'exonération des obligations ; rappelle le cas des petits porteurs qui ont investi dans les Sicav ; souligne la nécessité de compenser les plus-values qu'ils réalisent sur les actions par les moins-values réalisées par eux sur des obligations ; (p. 4130) : votera l'amen-

dement n° 135 ; [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4199) : retire son amendement n° 174 ainsi que tous ceux qu'il a présentés jusqu'à l'article 12 inclusivement à la seule exception des amendements retenus par la commission des finances. **Article 6** (p. 4213) : s'oppose aux amendements n° 144 rectifié de M. Papon, n° 51 rectifié de M. Marie et n° 95 deuxième rectification de M. Duffaut qui compromettraient tout le travail de la commission ; estime que leur adoption serait contradictoire avec le vote sur les obligations ; [17 juin 1976] : **Article 7** (p. 4267) : s'étonne que certaines professions bénéficient de déductions supplémentaires pour frais professionnels et que les personnes âgées soient défavorisées du fait de l'absence de déduction pour frais professionnels ; (p. 4270) : considère que l'article 7 est quasi inconstitutionnel car il aboutirait à modifier la législation commerciale par décret ; le Conseil constitutionnel, s'il était saisi, rejetterait l'article 7 ; (p. 4271) : pense qu'il faudrait rendre obligatoire la mise au nominatif des titres des sociétés en cause ceci impliquant la modification de la législation en vigueur. **Article 8** (p. 4273) : soutient l'amendement n 154 de M. Papon : concernant le prix d'acquisition retenu pour le calcul de la plus-value ; adopté ; (p. 4276) : sur l'amendement n° 155, juge le problème en discussion capital pour l'avenir de la société libérale, la situation de la bourse de Paris étant critique ; indique qu'il ne faut pas décourager davantage l'épargne par une lourde imposition ; (p. 4281) : sur l'amendement n° 156 de M. Papon, voudrait être sûr que les intéressés pourront avoir deux comptes spéciaux ; (p. 4283) : soutient l'amendement n° 159 de la commission tendant à éviter une double imposition dans le cas de vente d'une propriété immobilière pour un prix transformé en tout ou partie en rente viagère ; adopté ; (p. 4292) : soutient l'amendement n° 160 de M. Papon : apportant au fisc une recette supplémentaire en soumettant les pièces d'or de 20 francs à la taxation ; adopté ; (p. 4296) : demande un vote par division ; est partisan du maintien du taux de 4 % pour les ventes de métaux précieux, mais est favorable à un taux de 2 % pour les transactions sur les objets d'art. **Article 11** (p. 4312) : sur l'amendement n° 349 de M. Fourcade, se demande si celui-ci n'a pas l'intention de faire revenir l'Assemblée sur sa décision concernant l'entrée des obligations dans le champ d'application de la loi. **Article 12** (p. 4315) : demande à M. Fourcade de ne plus utiliser le terme de « comité d'usagers » ; [22 juin 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 4464) : son sous-amendement n° 317 à l'amendement n° 120 de M. Papon : de pure forme précisant qu'il s'agit de plus-values en capital et que celles-ci doivent être taxées comme un revenu ; adopté. **Titre** (p. 4468) : son amendement n° 119 : visant à modifier le titre « Projet de loi portant imposition des plus-values et création d'une taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité ; souligne que son amendement n° 119 a été adopté par la commission des finances. **Seconde délibération** [22 juin 1976]. **Article 5** (p. 4477) : son sous-amendement n° 7 favorable aux petits et moyens porteurs ; adopté. **Commission paritaire. Discussion générale** [9 juillet 1976] (p. 5239) : considère le dernier alinéa de l'article 2 A ridicule et dangereux.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6621) : considère que les plus-values ne sont pas des revenus mais des gains en capital assimilés à des revenus. **Article 5** (p. 6648) : la différence de traitement entre l'essence et le gas-oil ; les dangers de la pollution ; le problème écologique et industriel réel. **Après l'Article 10** (p. 6664) : défend le sous-amendement n° 33 de M. Papon excluant du champ d'application de la loi les étrangers et les Français résidant à l'étranger appointés par des sociétés françaises ; adopté ; (p. 6665) : son sous-amendement n° 13 : suspension de plein droit pour l'année 1977 de la validité des contrats privés portant sur certaines rémunérations ; sous-amendement n° 13 adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6859) : un changement fondamental dans la doctrine gouvernementale ; la taxe sur les plus-values considérée comme l'impôt frappant le capital à l'opposé des affirmations de M. Fourcade ; ne votera pas l'amendement n° 23 rectifié de M. Fanton ; faire cesser le scandale des grandes fortunes de mainmortes se transmettant en ligne directe ; critique de la conversion de l'emprunt Pinay ; les contradictions des différents gouvernements face à ces amendements. **Article 2** (p. 6872) : le barème de l'impôt sur le revenu, une plus-value fiscale ; aucune mesure pour essayer de mieux saisir les revenus non salariaux ; la non-réglementation de l'endos d'un chèque ou du chèque au porteur ; regrette l'accroissement de la pression fiscale en matière d'impôts directs ; l'erreur de fixer le relèvement des tranches du barème à 6,5 % ; tenir compte de la situation des retraités ; le problème des cadres ; (p. 6878) : soutient l'amendement n° 37 de M. Papon ayant pour but de supprimer le paragraphe 5 de l'article 2 visant le barème de l'impôt sur le revenu pour l'exercice 1978 sur la base des revenus de

1977 ; de l'exorcisme fiscal ; l'invraisemblance du respect de la norme de 6,5 % ; les conséquences d'un taux d'inflation supérieur à la norme ; refuse de considérer la loi de finances comme un épouvantail contre l'inflation ; amendement n° 37 adopté ; (p. 6881) : l'introduction par ses soins de l'article 243 du CGI ; son accord avec le Gouvernement ; la subite prise de conscience de l'injustice profonde du système fiscal français ; un amendement incitant vivement le Gouvernement à mettre fin dans les meilleurs délais à ces injustices ; la mise en évidence de situations insupportables ; les conséquences de telles constatations dans les mairies ; les insuffisances de l'amendement n° 110 ; [22 octobre 1976] : **Après l'Article 2** (p. 6927) : indique qu'il s'était élevé contre la déduction des honoraires versés aux avocats et aux conseillers fiscaux prévue par la loi sur la taxation des plus-values ; demande si l'administration fiscale admet que l'on déduise pour l'établissement de l'IRPP ou de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les honoraires versés aux conseillers fiscaux ; prend acte qu'en matière d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux les honoraires des conseillers fiscaux peuvent être déduits ; (p. 6928) : est opposé à l'amendement n° 93 de M. Zeller ; le problème des déductions supplémentaires ; liste de certaines personnes disposant de déduction supplémentaire ; les 73 catégories ; (p. 6929) : les dispositions archaïques, injustifiables, injustes. **Article 4** (p. 6936) : est favorable à l'article 4 ; une disposition de moralité fiscale et publique. **Article 5** (p. 6945) : feu l'article 5, un texte improvisé, assis sur des bases aléatoires et entachées de snobisme intellectuel, ayant retenu les éléments du train de vie les plus évanescents ; la limite aux signes extérieurs de la classe moyenne et moyenne supérieure jeune ; une perversité intellectuelle incroyable ; les propositions de la commission des finances ; la suppression de l'article puis un amendement de compromis faisant un cocktail d'éléments du train de vie ou des signes extérieurs ; retirera ses neufs amendements si l'un ou l'autre des amendements de la commission des finances est adopté ; (p. 6946) : demande à M. Papon de transformer l'amendement n° 39 rectifié de telle sorte qu'il introduise un article additionnel 5 *bis*. **Article 8** (p. 6951) : le prélèvement conjoncturel contre l'inflation, Loch Ness fiscal ; une taxe non mise en vigueur ; le snobisme intellectuel imprégnant le texte ; une incantation ; une taxe d'une perversité fiscale navrante ; s'abstiendra sur tous les scrutins concernant cet article sans objet ; (p. 6952) : souligne qu'il est favorable au vote bloqué ; [26 octobre 1976] : **Article 13** (p. 7000) : le scandale de la prolifération des pavillons de complaisance sur nos côtes ; les bateaux de luxe innombrables battant pavillon panaméen ou libérien ; l'amendement n° 45 improvisé ayant pour but de dénoncer un scandale ; l'inconvénient de prévoir un droit forfaitaire ; l'amendement n° 204 guère plus satisfaisant car revient à légaliser le pavillon de complaisance ; souhaite que soit pénalisé très sévèred'établir pour cette année des droits doubles ou triples ; aucune différence entre les pavillons de la Communauté.

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur spécial [9 novembre 1976] (p. 7807) : un budget qui diminue en pourcentage au fil des années ; le nombre de nos ambassades ; la France n'a pas les moyens de sa politique ; un budget qui augmentera théoriquement en 1977 de 12,7 % ; les transferts ; un démembrement de la politique étrangère ; l'autorité de l'ambassadeur ; son attitude vis-à-vis du rejet du budget ; la guerre n'est que la continuation de la politique par d'autres moyens ; (p. 7808) : les moyens en personnels ; le problème des immeubles ; les contributions internationales ; le rapport de la commission d'Arcy sur les responsabilités internationales des organismes de radio et de télévision ; la loi de programme.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 53** (p. 8518) : son amendement n° 128 supprimant l'article 53; une mesure trop coûteuse pour un résultat aléatoire ; (p. 8519) : retire son amendement n° 128. **Article 55** (p. 8521) : critique l'augmentation des coefficients de l'amortissement dégressif. **Article 57** (p. 8526) : son amendement n° 129 tendant à rendre facultative la révision des bilans des sociétés cotées en Bourse ; l'amendement n° 85 très utile ; une simple préparation comptable ; critique de l'article 57 ; son amendement n° 129 tombe par l'adoption de l'amendement n° 85 de M. Ginoux. **Article 61** (p. 8533) : soutient l'amendement n° 173 de M. Papon ; la prise en compte de l'évolution du chiffre d'affaires pour plafonner les frais généraux déductibles de l'assiette de l'impôt des entreprises visées aux paragraphes *b* à *f* de l'article 39-5 du CGI excluant du plafonnement les frais généraux correspondant au chiffre d'affaires réalisé à l'exportation ; la tâche compliquée des exportateurs ; services sur place et cadeaux de toute nature ; une position trop stricte et irréaliste en ce qui concerne l'exportation ; (p. 8534) : accepte de retirer les deux premiers alinéas de l'amendement n° 173 pour faire face à l'inflation ; indique qu'aucune des contraintes ne s'applique à l'exportation ; troisième alinéa de l'amendement n° 173 adopté. **Après l'Article 65** (p. 8537) : soutient l'amendement n° 175 de M. Papon ; la lutte contre la fraude fiscale dans la clarté ; (p. 8538) : les problèmes des redressements et des saisies de la justice ; ce

que les magistrats jugent des infractions ; la fixation très haut de la barre ; les pouvoirs des inspecteurs des contributions ; son amendement d'une portée limitée ; des pratiques fâcheuses se perpétuant ; (p. 8539) : un pas vers la clarté des poursuites en matière fiscale ; ne retire pas l'amendement n° 175 ; le pouvoir du tribunal ; amendement n° 175 repoussé ; son amendement n° 130 poursuivant son effort contre la fraude fiscale et tendant à mettre un terme aux abus de l'usage du chèque ; les problèmes de l'utilisation des chèques au porteur ; limiter l'emploi du chèque au porteur ; (p. 8540) : une mesure d'assainissement ; la convention de Genève ; un outil pour faciliter la fraude fiscale ; le barrement des chèques ; souhaite que la France prenne l'initiative de demander une révision des accords de Genève ; adopté. **Après l'Article 72** (p. 8546) : s'oppose à l'amendement n° 286 de M. Bouvard ; son expérience à la tête d'un grand ministère ; les rémunérations du secteur public et des fonctionnaires ; les avantages des ingénieurs des télécommunications ; donner aux services publics la possibilité de conserver des fonctionnaires de haut niveau ; le problème du SDECE et de la police.

— **Rappel au règlement** [23 novembre 1976] (p. 8569) : rectification de vote sur le budget.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France** (n° **2550**). **Première lecture. Discussion générale** [7 décembre 1976] (p. 9032) : l'accord entre la commission et le Gouvernement ; un projet ambitieux, raisonnable ; les inconvénients pour les Français à l'étranger dans le texte adopté par le Sénat ; Français à l'étranger et Français de l'étranger ; la fiscalité des citoyens américains en France. **Discussion des articles** [7 décembre 1976]. **Article 7** (p. 9035) : défend l'amendement n° 6 de M. Mario Bénard substituant au mot « habitations » les mots « propriétés immobilières » ; adopté. **Article 9** (p. 9036) : défend l'amendement n° 8 de M. Mario Bénard concernant les travailleurs salariés français à l'étranger ; accepte l'amendement n° 24 du Gouvernement ; amendement n° 8 devenu sans objet ; (p. 9044) : demande s'il ne s'agit pas de prendre en compte des revenus qui ne sont pas soumis à une double imposition ; le cas d'un soudeur de pipe-lines. **Article 13** (p. 9046) : l'article 13 et la lutte contre la fraude fiscale ; la sanction des sociétés fictives ; la suppression de l'article 13 s'imposant dans la mesure où l'on a modifié le texte. **Deuxième lecture**, rapporteur suppléant. **Discussion générale** [18 décembre 1976] (p. 9690) : les nombreuses modifications du Sénat ; les amendements satisfaisants sur les traitements et salaires ; exonération du paiement de l'impôt ; la prospection et l'ingénierie afférentes aux chantiers de construction et de montage et à l'installation d'ensembles industriels ; (p. 9691) : les droits de mutation à titre gratuit ; impôt exigible à l'étranger et impôt acquitté ; propriété immobilière et habitation ; revenir à une imposition légale à au moins cinq fois la valeur locative ; rétablir la notion de propriété immobilière de préférence à celle d'habitation ; l'exemption de toute taxation des organismes à but non lucratif ; la taxation des citoyens américains en France ; le caractère insatisfaisant de la mise en application souhaitée par les sénateurs au 1er janvier 1980. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 7** (p. 9691) : soutient l'amendement n° 1 de M. Mario Bénard substituant au mot « habitation » les mots « propriété immobilière » ; adopté. **Article 11** (p. 9692) : soutient l'amendement n° 2 de M. Mario Bénard substituant aux mots « à titre gratuit exigible » les mots « à titre gratuit acquitté » ; adopté. **Article 13** : soutient l'amendement n° 3 de M. Mario Bénard substituant au mot « habitation » les mots « propriété immobilière » ; adopté ; soutient l'amendement n° 4 de M. Mario Bénard revenant à une imposition égale à au moins cinq fois la valeur locative ; adopté; (p. 9693) : les sociétés établies dans les paradis fiscaux ; la différence importante entre la fiscalité de l'article 7 et celle de l'article 13 ; souligne que les personnes morales dont le siège est situé hors de France ne peuvent être des associations de la loi de 1901. **Article 16** : soutient l'amendement n° 5 de M. Mario Bénard substituant à la date du 1er janvier 1980 la date du 1er janvier 1978 ; adopté.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9133) : un comportement névrotique global ; critique le comportement de l'administration des finances. **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3** (p. 9165) : son sous-amendement n° 40 à l'amendement n° 32 de M. Neuwirth soutenu par M. Hamel ; tombe par le retrait de l'amendement n° 32 de M. Neuwirth.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Avant l'Article 2** (*suite*) (p. 6202) : l'hostilité des membres de la majorité à l'amendement n° 47 de M. Boulloche malgré leur position favorable de principe à l'imposition des grandes fortunes. **Article 9** (p. 6239) : la nature de la taxe exceptionnelle sur les éléments du train de vie ; la nécessité pour le Gouvernement de présenter l'année prochaine un texte cohérent ; la multiplicité des activités ne faisant pas l'objet d'une taxation.

Deuxième partie :

Affaires étrangères, rapporteur spécial [8 novembre 1977] (p. 7144) : l'évolution des crédits du ministère ; le projet de budget ; la part du budget des affaires étrangères dans le budget global de l'Etat ; les disparités des affectations de crédit suivant les services ; le renforcement des moyens des services diplomatiques ; l'information du Parlement sur le plan de redressement administratif du ministère ; les créations d'emplois ; le nombre élevé des contractuels ; l'amélioration de la situation matérielle des agents ; l'évolution des autorisations de programme et des crédits de paiement ; (p. 7145) : les crédits affectés à la direction des relations culturelles et de la coopération scientifique et technique ; l'action culturelle et de coopération ; le problème des bourses ; la politique en faveur des Français à l'étranger ; le financement des secours ; l'aide aux détenus politiques ; la situation des otages du Polisario ; l'action extérieure par la radio et la télévision ; l'action de Radio France internationale et de la SOMERA; la diffusion sur ondes courtes ; la non-ventilation du produit de la redevance affectée aux fonds destinés aux émissions françaises à l'étranger ; (p. 7146) : la carte scolaire des enfants français à l'étranger ; la disparité des droits de scolarité ; l'adoption en l'état du budget par la commission des finances.

Radiodiffusion et télévision. Examen des crédits [16 novembre 1977]. **Article 59** (p. 7510) : la dégradation des moyens des émissions de radio et de télévision françaises vers l'étranger ; le contrôle du Parlement sur les crédits affectés aux émissions de radio et de télévision à l'étranger ; l'affectation de la redevance au profit des émissions à l'étranger.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 5** (p. 8437) : son vote hostile sur l'amendement n° 69 rectifié du Gouvernement.

MARIE (Bernard)

Député des Pyrénées-Atlantiques
(4e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Donne sa démission de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3271).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [4 juillet 1974] (p. 3271), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [11 juillet 1974] (p. 3515).

Membre de la commission supérieure des caisses d'épargne [11 octobre 1974] (p. 5012).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Membre titulaire du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [6 mai 1976] (p. 2741), [7 mai 1976] (p. 2833).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1977 [14 décembre 1976] (p. 9396).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [27 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 266) adoptée par le Sénat, tendant à **accorder un nouveau délai aux sociétés constituées antérieurement à l'entrée en vigueur de la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 à l'effet de se transformer ou d'augmenter leur capital** (n° **459**) [13 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 264) adoptée par le Sénat, tendant à modifier certaines dispositions de la loi n° 70-1322 du 31 décembre 1970 relative à l'**ouverture d'options de souscription ou d'achat d'actions au bénéfice du personnel des sociétés** (n° **520**) [21 juin 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). **I. Justice** (n° **685**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 125) tendant à renforcer les **peines applicables aux trafiquants** de drogue qui, en raison de leur activité professionnelle ou bénévole, exercent une influence particulière sur la jeunesse (n° **1052**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 155) tendant à la **répression de l'usage des stimulants ou tranquillisants à l'occasion des compétitions hippiques** (n° **1053**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 50) relative à l'obligation de munir les **véhicules de tourisme** d'un **dispositif antivol** (n° **1054**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 57) tendant à compléter l'article 37 de la loi du 13 juillet 1930 relative aux **contrats d'assurances** (n° **1055**) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de loi (n° 263), adoptée par le Sénat, modifiant certaines dispositions du **code électoral** et organisant la publicité de l'acceptation par les **parlementaires,** en cours de mandat, de **certaines fonctions** (n° **1065**) [14 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 16 : Universités, fonctionnement** (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — **Annexe 16 : Education - Universités** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — **Annexe n° 41 : Universités** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3220). — Budgets civils. — **Annexe n° 41 : Universités (n° 3131)** [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Conditions de la réversion de certaines pensions** [12 juin 1974] (p. 2615).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) [11 décembre 1974] (p. 7702) : **Problèmes de l'emploi ;** répercussions sur l'emploi de la politique de refroidissement ; (p. 7703) : augmentation du nombre des demandeurs d'emploi ; la nécessité d'adapter l'enseignement aux débouchés.

• *questions au Gouvernement :*

— **Conséquences de l'incendie à l'hôpital Saint-Antoine** [11 juin 1975] (p. 3973).

— **Imposition des plus-values provenant d'indemnités d'expropriation portant sur une résidence principale** [29 octobre 1975] (p. 7351) : application de l'article 150 *ter* du code général des impôts défavorisant les propriétaires expropriés.

• *question orale sans débat :*

— (n° **28272**) : **Impositions forfaitaires** [30 avril 1976] (p. 2503, 2504) : les inconvénients de la politique suivie par l'administration en matière de forfait ; les augmentations excessives imposées aux contribuables qui hésitent à contester devant la commission départementale ; s'élève contre les vérifications rétroactives portant sur quatre ans.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, avançant la date d'exigibilité du dernier acompte à payer en 1973 au titre de l'impôt sur les sociétés et autorisant le Gouvernement à émettre un emprunt bénéficiant de certains avantages fiscaux** (n° **687**). **Discussion générale** [11 octobre 1973] (p. 4273) : ses observations sur le taux du nouvel emprunt ; rentes viagères ; rapport de la rente perpétuelle ; défense des porteurs ; taux légal de remboursement des derniers cours pratiqués en Bourse ; (p. 4274) : souhaite que les nouveaux titres soient nominatifs.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [11 octobre 1973]. **Article 21** (p. 4303) : son amendement : vote à bulletins secrets au sein de la commission d'urbanisme commercial.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973]. **Article 2** (p. 4742) : ses observations sur l'article 2 proposé par l'amendement du Gouvernement ; estime que le relèvement des tranches du barème devrait être supérieur à 6,5 % pour compenser l'augmentation du coût de la vie ; [25 octobre 1973] (p. 4778) : son sous-amendement à l'article 2 i proposé par l'amendement du Gouvernement, tendant au maintien des accords de participation dérogatoire du droit commun ; (p. 4782) : clauses de caducité des accords dérogatoires en cas de suppression des déductions fiscales actuellement autorisées ; risque de régression de la participation.

Deuxième partie :

Service du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4982) : insuffisance des crédits budgétaires ; non réalisation de la loi de programme; déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; ne votera pas l'amendement de la commission des finances tendant à réduire les crédits du titre V ; ne votera le budget que si des garanties sont apportées quant au déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; demande des précisions sur les associations qui doivent être aidées, sur les objectifs à atteindre et sur les moyens ; insuffisance du nombre des postes d'éducation physique ; ses observations sur la durée hebdomadaire des horaires d'éducation physique ; difficultés des centres d'animation sportive ; cas exceptionnel de Strasbourg ; demande une politique cohérente ; (p. 4983) : distinction entre les professeurs et les maîtres relevant du secrétariat d'Etat et ceux qui relèvent de l'éducation nationale ; suggère d'envisager un tronc commun de culture physique ; rôle des fédérations et des clubs et encadrement des jeunes ; rappelle que le sport concerne tous les Français ; aide aux clubs omnisports ; ses réserves sur les résultats du centre parisien d'information jeunesse ; Jeux de France ; espoir des députés sportifs ; sa déception devant la faiblesse des crédits.

Justice, rapporteur pour avis [31 octobre 1973] (p. 5112) : blocage progressif de la justice pénale ; dégradation de l'équipement pénitentiaire et faible développement du milieu ouvert ; insuffisance des moyens de l'éducation surveillée ; lenteur de la justice et crise de confiance du grand public ; approbation don-

née par la commission des lois aux orientations proposées ; accroissement des crédits ; faible part du budget de la justice dans le budget de l'Etat ; (p. 5113) : distorsion entre les différents secteurs du ministère ; situation défavorable de l'éducation surveillée ; stagnation des créations d'emplois ; efficacité des services judiciaires et pénitentiaires ; juges d'accueil dans les tribunaux ; son inquiétude quant au nombre des prévenus ; répression et prévention ; son accord avec les observations de M. Claudius-Petit sur la prévention et sur l'interdiction de séjour ; transfert des charges ; délinquance juvénile ; problème des jeunes délinquants ; sa visite au centre de formation et de recherche de l'éducation surveillée de Vaucresson ; situation des services pénitentiaires ; estime que ce budget est certainement le meilleur budget de la justice de ces cinquante dernières années.

Economie et finances. — I. **Charges communes** [20 novembre 1973] (p. 6138) : situation des rapatriés ; indemnisation par les Etats spoliateurs et esprit de la loi de 1970 ; se prononce pour la révision des principes de cette loi ; formalisme administratif ; demande l'accélération des droits d'indemnisation.

— **Rappel au règlement,** en qualité de rapporteur pour avis du budget de la justice [31 octobre 1973] (p. 5129) : précise que la commission des lois et son rapporteur ont obtenu du ministère de la justice toutes les réponses aux questions posées.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **642**). **Discussion des articles** [28 novembre 1973]. **Article premier** (p. 6460) : soutient l'amendement de M. Lauriol : établissement d'une liste des sociétés hors cote par la commission des opérations de bourse ; répond au Gouvernement. **Article 5** (p. 6463) : ses observations sur l'amendement de M. Hamelin : rôle du gestionnaire du fonds de placement. **Article 10** (p. 6465) : s'interroge sur la portée de l'amendement de M. Hamelin : égalité des actionnaires ordinaires et salariés au regard du prix de souscription ; son accord avec les arguments de M. Lauriol : compétence de l'assemblée générale extraordinaire dans la fixation des conditions de souscription de titres nouveaux. **Après l'Article 13** (p. 6467) : son amendement tendant à permettre l'émission d'obligations convertibles en actions destinées à être souscrites par les salariés ; incitation pour les salariés à l'actionnariat.

— **Proposition de loi** tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les **baux commerciaux** à renouveler avant le 1er janvier 1975 (n° **615**). **Commission mixte paritaire** [6 décembre 1973]. **Article premier** (p. 6696) : son sous-amendement à l'amendement de M. Charles Bignon : dispositions applicables aux baux venus à expiration avant l'entrée en vigueur du décret du 3 juillet 1972 et qui n'ont pas été révisés conformément à la loi du 22 mai 1965.

— **Projet de loi** sur la **responsabilité des hôteliers. Cinquième lecture. Discussion des articles** [11 décembre 1973]. **Article 2** (p. 6821) : sa demande de précision : responsabilité de l'hôtelier en cas de vol dans un véhicule d'un client qui prend seulement un repas.

— **Projet de loi approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° **748**). **Discussion des articles** [12 décembre 1973]. **Article 2** (p. 6907) emprunts gratuits et financement des dépôts rémunérés.

1974

— **Projet de loi relatif aux secrétaires administratifs des armées** (n° **810**), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2721) : raisons pour lesquelles la commission des lois s'est saisie pour avis : le double système de sélection prévu par le décret du 5 avril 1965 ; arrêt du tribunal administratif dame Lair ; la validation intervenue du fait de l'article 13 de la loi du 11 juillet 1972 ; la suspension de tout recrutement par voie de concours ; analyse du projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2723) : contre l'amendement n° 3 de M. Crespin relatif aux reconstitutions de carrière : précision superflue.

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs divisionnaires des transmissions** (n° **944**), rapporteur pour avis. **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2725) : attire l'attention de l'Assemblée sur la fusion nécessaire du corps des contrôleurs divisionnaires et du corps des contrôleurs des transmissions.

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 14** (p. 2852) : sur l'article : portée réelle des retraits de permis de conduire. **Article 22** (p. 2858) : amendement n° 42 : amnistie en cas de transaction avec l'administration fiscale ou douanière.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Universités, rapporteur spécial [6 novembre 1974] (p. 5912) : expose le mécanisme des concours de l'Etat au budget des universités ; démocratisation de l'enseignement et diminu-

tion du taux budgétaire moyen des bourses ; souhaiterait connaître la répartition des bourses par catégories socio-professionnelles ; (p. 5913) : la lutte contre les faux étudiants ; recherches universitaires ; développement des IUT ; la France a moins de diplômés de second cycle de l'enseignement supérieur que les pays qui peuvent lui être comparés ; la nécessité d'ouvrir l'université à la formation continue ; statut des personnels enseignants ; formation continue de ces personnels.

Budget annexe des postes et télécommunications [20 novembre 1974] (p. 6801) : évoque le problème des télécommunications ; (p. 6802) : déplore le retard pris par notre industrie sur les industries allemande et anglaise ; évoque le retard en matière de créations d'emplois ; signale les brillants résultats à l'exportation obtenus par l'industrie française des télécommunications, souhaite une augmentation des autorisations d'engagement du budget et souhaite également que les investissements des télécommunications fassent l'objet d'une loi de programme ; signale que le budget des PTT est deux fois moins important que le budget de la Bundespost.

— **Projet de loi adopté par le Sénat, après déclaration d'urgence, instituant un prélèvement conjoncturel (n° 1274). Discussion générale** [4 décembre 1974] (p. 7390) : votera le projet ; incidence du prélèvement ; taxe sur l'accroissement des salaires ; la stratégie gouvernementale ; (p. 7391) : menace d'une crise sociale ; endettement extérieur et maintien de l'indépendance ; (p. 7402) : les emprunts à l'étranger.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions en matière de chèques (n° 1268). Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1974]. **Article 3** (p. 8163) : sur l'amendement n° 1 de M. Gerbet : inefficacité des mentions sur les chèques ; (p. 8164) : sur l'amendement n° 2 de M. Gerbet : information des banques ; (p. 8165) : sur l'amendement n° 3 de M. Gerbet : la situation particulière des comptes des associés. **Article 5** (p. 8168) : approuve l'amendement n° 12 de M. Fanton ; ses observations sur les incidents de paiement ; sur l'amendement n° 9 de M. Foyer ; les conventions de compte courant.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1468) : les critiques sans fondement des orateurs de l'opposition ; les chiffres et les faits aisément vérifiables qui ont constitué la réponse du Premier ministre ; ne pas ajouter une crise politique aux difficultés actuelles du pays ; les efforts nécessaires pour retrouver la progression économique des dix dernières années ; un débat qui aura permis au Gouvernement de rappeler aux Français des faits essentiels.

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes (n° 1486). Discussion des articles** [22 avril 1975]. **Article 3** (p. 1939) : le problème des entreprises de travail temporaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant création d'un conservatoire de l'espace littoral (n° 1402). Discussion des articles** [25 avril 1975]. **Article premier** (p. 2151) : ses observations sur l'amendement n° 2 de M. C. Bignon ; moyens insuffisants du conservatoire pour répondre aux vœux de M. Bignon.

— **Projet de loi tendant à la généralisation de la sécurité sociale (n° 1480). Discussion des articles** [29 avril 1975]. **Après l'Article 12** (p. 2223) : ses observations sur l'amendement n° 7 de M. Legrand.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant suppression de la carte d'importateur des produits de la pêche maritime (n° 1505). Discussion de l'article unique** [6 mai 1975] (p. 2368) : ses observations sur l'amendement n° 1 de M. Chauvel ; ses entretiens avec des pêcheurs du Sud-Ouest ; l'amélioration de la position du Gouvernement vis-à-vis de la Communauté européenne par la suppression de la carte d'importateur ; les mesures de protection nécessaires vis-à-vis de certaines catégories de pêches.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au Crédit maritime mutuel (n° 1289). Discussion des articles** [6 mai 1975]. **Article premier** (p. 2381) : ses observations sur l'amendement n° 8 de M. Guermeur. **Article 15** (p. 2389) : ses observations sur l'amendement n° 17 de M. Guermeur.

— **Projet de loi portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur (n° 1754). Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4595) : un texte qui répond à l'une des recommandations de la commission des finances ; l'absolue nécessité d'aboutir à un contrat pluriannuel entre l'Etat et les universités ; un texte qui augmente l'autonomie des universités ; (p 4596) : revoir le système des aides aux étudiants.

— **Projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil (n° 348). Deuxième lecture. Discussion des articles** [24 juin 1975]. **Article premier : Article L 1845 du code civil** (p. 4661) : n'est pas favorable à l'amendement n°° 17 de M. Foyer ; fait valoir que la non-immatriculation de sociétés civiles de fait nuirait aux tiers.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6424) : demande à l'Assemblée de repousser la question préalable déposée par le groupe communiste ; la consultation générale à laquelle a donné lieu le projet ; (p. 6425) : la nécessité pour le Parlement de faire entendre sa voix et de laisser le sport en dehors de la politique ; un débat qui concerne l'avenir de millions de jeunes ; demande le retrait de la question préalable ; (p. 6530) : un projet qui contient le meilleur et le pire ; l'héritage du secrétaire d'Etat ; l'insuffisance des horaires d'éducation physique au profit des enfants du primaire ; envisager des solutions moins classiques que le recrutement des professeurs ; l'insuffisance des moyens mis à leur disposition ; approuve le secrétaire d'Etat dans son encouragement aux centres d'animation sportive ; propose le « décrassage » matinal pratiqué dans les pays de l'Est ; s'inquiète du vieillissement des professeurs d'éducation physique ; suggère la reconversion des professeurs d'éducation physique ; se félicite de la création du DEUG ; (p. 6531) : salue la création des classes sports-études ; encourager le bénévolat des animateurs ; doter les clubs de ressources supérieures à celles prévues dans le cadre de la taxe additionnelle. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 10** (p. 6559) : son amendement n° 68 : faire bénéficier les clubs assurant la formation sportive des dispositions relatives à la formation continue ; estime que cette mesure pallierait l'insuffisance des crédits budgétaires et éviterait le gaspillage des sommes versées au titre de la formation continue ; (p. 6560) : sa réponse au secrétaire d'Etat ; les crédits de la formation continue ne sont pas pleinement utilisés ; rappelle qu'il suffirait d'une faible somme pour régler la situation du sport en France ; (p. 6561) : se rallie provisoirement à la proposition du secrétaire d'Etat ; retire son amendement.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion des articles** [16 octobre 1975]. **Article 20 : Article L 211-7 du code de l'urbanisme** (p. 6970) : exprime un avis défavorable sur l'amendement n° 194 de M. Fanton.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**).

Discussion générale [21 octobre 1975] (p. 7162) : le problème d'une véritable justice fiscale ; l'accentuation des contrôles fiscaux ; doter l'administration des moyens nécessaires pour la poursuite des gros fraudeurs ; (p. 7163) : créer un impôt négatif sur la dépense permettant de restituer la TVA aux catégories sociales les plus défavorisées.

Première partie :

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 6** (p. 7271) : demande des précisions sur les conditions d'application de l'exonération des recettes procurées par les quatre premières manifestations de bienfaisance organisées par les associations désintéressées. **Article 19** (p. 7303) : rappelle l'importance respective du sport amateur et du sport professionnel ; pense que la taxe spéciale sur le sport ne doit pas être étendue à l'ensemble du mouvement sportif ; (p. 7304) : son amendement n° 15 : limiter la taxe sportive aux manifestations professionnelles ; repoussé ; (p. 7305) : se prononce en faveur de l'amendement n° 51 de M. Boulloche.

Deuxième partie :

Travail [4 novembre 1975] (p. 7851) : le développement du travail « noir » ; (p. 7852) : les insuffisances du système actuel d'aide aux chômeurs ; le problème de la retraite à soixante ans ; l'emploi des jeunes ; la possibilité d'action dans le domaine du service militaire et de la formation scolaire.

Universités, rapporteur spécial [17 novembre 1975] (p. 8486) : souligne que la progression des dépenses de fonctionnement est supérieure au taux moyen de l'augmentation du budget de l'Etat ; demande des précisions sur les critères retenus en matière de subventions aux universités ; regrette que le Gouvernement ne privilégie pas davantage les aides directes aux étudiants sous forme de bourses et de prêts ; ses observations relatives à la transformation des postes d'assistants en emploi de maîtres assistants ; la formation dispensée dans les IUT.

— **Projet de loi relatif à la sécurité sociale des écrivains, des compositeurs de musique et des artistes créateurs peintres, graveurs, illustrateurs et graphistes** (n° **1733**). **Discussion des articles** [25 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8902) : demande que l'on accorde aux artisans et commerçants les protections que l'on est en train d'adopter en faveur des artistes.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi, et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion de l'Article unique** [27 novembre 1975] (p. 9005) : estime que le texte de l'amendement n° 4 du Gouvernement n'est qu'un faux-semblant.

— **Projet de loi relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue** (n° **1933**). **Discussion des articles** [28 novembre 1975]. **Article premier** (p. 9124) : son amendement n° 40 : étendre l'interdiction de démarchage à la vente d'un plan préétabli et à la souscription d'une con-

vention de même type ; adopté ; (p. 9125) : son amendement n° 41 : sort particulier réservé aux conventions conclues par un groupement professionnel ou interprofessionnel ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Discussion des articles** [11 décembre 1975]. **Article 2** (p. 9685) : craint que l'amendement n° 31 de M. Caro ne désavantage les salariés par rapport à l'employeur. **Après l'Article 4** (p. 9690) : juge essentiel le problème du cumul ; estime, au vu des amendements présentés, que le projet du gouvernement n'atteint pas vraiment ses objectifs.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Après l'Article 7** (p. 2667) : son amendement n° 22 : redonner aux collectivités locales la possibilité de rétablir l'exonération de la taxe sur les spectacles ; en contrepartie, relèvement du taux de la taxe pour les billets dont le prix d'entrée est supérieur à 50 francs ; (p. 2667, 2668) : considère que son amendement simplifierait la tâche des collectivités locales ; adopté.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [1er juin 1976] (p. 3588) : revenir aux intentions du Président de la République ; lever les ambiguïtés ; s'en prendre à la spéculation et à elle seule ; un projet dangereux du fait de contrôles insupportables ; (p. 3589) : un projet incomplet ; souligne l'absence des précisions indispensables concernant les modalités d'application ; (p. 3590) : son adhésion au principe du texte, mais réserve de son vote en fonction du sort réservé aux amendements. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3917) : son sous-amendement n° 298 : application d'un coefficient 3 à la valeur des matériaux utilisés par les propriétaires qui font des travaux eux-mêmes ; son sous-amendement n° 297 : a le même objet que le sous-amendement n° 229 ; (p. 3918) : retire son sous-amendement n° 297 au profit du sous-amendement n° 229 de M. Mesmin ; ne voit pas pourquoi on n'accepterait pas son sous-amendement n° 298 d'application pratique plus facile que l'amendement n° 121 de M. Papon ; (p. 3919) : n'est pas convaincu par l'argument de l'érosion monétaire pour le sous-amendement n° 229 de M. Mesmin ; son sous-amendement n° 298 adopté. **Article 2** (p. 3931) : voudrait avoir l'assurance que ses amendements sont couverts par l'amendement n° 121 de M. Papon ; retire ses amendements n°s 31, 32, 33, 34, 35 et 36 [10 juin 1976]. **Article 3** (p. 3961) : sur l'amendement n° 186 de M. Ginoux, pense que les auteurs d'amendements sont « piégés » ; (p. 3962) : son amendement n° 39 : détermination du prix d'acquisition ; adopté ; (p. 3965) : estime qu'il n'y a pas de contradiction entre l'amendement n° 127 de M. Icart et l'amendement n° 298 ; demande des précisions sur l'application de l'article 35 A pour les familles nombreuses ; (p. 3967) : sur l'amendement n° 128 rectifié de M. Papon, demande la définition du paiement fractionné en cinq ans. **Article 4** (p. 3977) : son amendement n° 41 : qui éviterait de passer brusquement d'une exemption de 50 % à une exemption de 100 % ; son amendement devient sous-amendement à l'amendement n° 129 de M. Papon ; (p. 3978) : conteste qu'il y ait une telle différence entre son sous-amendement n° 41 et l'amendement n° 129 de M. Papon ; repoussé ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4100) : sur le deuxième alinéa de l'article 5 demande ce que le Gouvernement entend par biens meubles qui ne sont pas d'usage courant ; (p. 4101) : la non-conformité à l'équité fiscale des dispositions gouvernementales concernant les obligations et autres titres de créance ; (p. 4106) : son sous-amendement n° 299 : proposant une rédaction plus large de l'amendement n° 130 ; (p. 4107) : retire son amendement n° 42 qui a le même objet que l'amendement n° 130 ; (p. 4111) : votera l'amendement n° 130 ; (p. 4120) : retire son sous-amendement n° 299 au profit de l'amendement n° 330 ; (p. 4122) : son sous-amendement n° 339 reprenant son sous-amendement n° 299 permettant de prendre en considération les impératifs d'ordre familial ; adopté ; (p. 4124) : son amendement n° 43 : de coordination ; adopté ; (p. 4127) : son amendement n° 44 auquel M. Fourcade a répondu par avance ; retiré ; (p. 4128) : son amendement n° 45 : soulignant l'importance de la réintroduction des obligations dans le champ d'application de la loi ; (p. 4131) : indique que son amendement n° 45 est identique à l'amendement n° 135 ; souligne la nécessité d'indexer l'épargne ; adopté ; [16 juin 1976] : **Article 5** (*suite*) (p. 4190) : son amendement n° 46 selon lequel l'exonération serait limitée aux engagements d'épargne à long terme souscrits avant la promulgation de la loi ; devenu sans objet après adoption du texte commun des amendements n° 136 de M. Papon et n° 212 de M. Pierre Bas ; (p. 4191) : retire son amendement n° 47 ; (p. 4195) : son amendement n° 104 défendu par M. Partrat ; (p. 4196) : son amendement n° 48 retiré par M. Cornette. **Article 6** (p. 4203) : retire son amendement n° 49 ; (p. 4212) : son amendement n° 51 rectifié tendant à l'imputation automatique des moins-values sur les plus-values ; (p. 4214) : ne partage pas l'analyse de M. Marette concernant la contradiction entre l'amendement

n° 141 rectifié de M. Papon et le vote de l'Assemblée sur les obligations ; amendement n° 51 rectifié repoussé ; (p. 4217) : son amendement n° 52 qu'il retire ; se rallie à l'amendement n° 216 de M. Pierre Bas ; (p. 4223) : son amendement n° 304 tendant à exonérer l'indemnité d'expropriation en cas de réemploi ; (p. 4224) : maintient son amendement n° 304 ; (p. 4225) : retire son amendement n° 304 au profit de l'amendement n° 288 de M. Gerbet ; (p. 4227) : son amendement n° 54 étendant l'application de la loi aux opérations de vente et d'achat qui sont incontestablement spéculatives ; adopté ; son amendement n° 55 qu'il retire, M. Fourcade ayant déclaré qu'il est satisfait par l'adoption de l'amendement n° 138 de M. Papon ; (p. 4228) : son sous-amendement n° 305 à l'amendement n° 150 de M. Papon, proposant que l'indexation se fasse proportionnellement à l'évolution de la première tranche du barème de l'impôt sur le revenu ; retire son sous-amendement n° 305 et son amendement n° 72 ; se rallie à l'amendement n° 150 de M. Papon ; [17 juin 1976] : **Article 7** (p. 4267) : sur le paragraphe 2 de l'article 7, juge trop compliquées les formalités imposées aux sociétés de capitaux non cotés ; relève une contradiction entre le paragraphe 2 de l'article 7 et l'article 11 ; (p. 4270) : son amendement n° 56 tendant à supprimer le paragraphe 2 de l'article 7 ; (p. 4271) : estime que les formalités envisagées par le Gouvernement vont entraîner des difficultés considérables ; adopté ; son amendement n° 57 : devenu sans objet ; son amendement n° 58 : devenu sans objet. **Article 8** (p. 4273) : soutient l'amendement n° 153 de M. Chauvet ; (p. 4274) : juge irréaliste le système du Gouvernement ; (p. 4275) : retire son amendement n° 59 ; son sous-amendement n° 306 : tendant à conférer plus de précision à l'amendement n° 155 de M. Papon ; (p. 4277) : soutient son amendement n° 306 tendant à apporter plus de justice fiscale ; repoussé ; (p. 4278) : sur l'amendement n° 155 rectifié de M. Papon, objecte que les porteurs de titres qui ne peuvent prouver la date d'acquisition seront conduits à les vendre ; son amendement n° 60 : reprenant les dispositions précédemment votées concernant la participation des travailleurs aux fruits de l'expansion de l'entreprise ; devenu sans objet ; (p. 4280) : sur l'amendement n° 156 demande si le système du compte d'investissements est optionnel ; s'interroge sur les modalités de calcul de plus-values et moins-values lors des sorties de titres ; relève que selon le dernier alinéa de l'amendement n° 156 tout achat de titres sans vente compensatrice exigerait l'ouverture d'un nouveau compte ; (p. 4283) : son amendement n° 61 : tendant à supprimer la deuxième phrase du paragraphe 2 de l'article 8 ; adopté ; (p. 4286) : son amendement n° 307 : retiré. **Article 9** (p. 4293) : son amendement n° 62 : ramener de 4 à 2 % le taux de la taxe forfaitaire ; repoussé ; (p. 4297) : son amendement n° 63 : ayant pour objet d'élever le seuil d'exonération concernant les ventes de bijoux, d'œuvres d'art et de collection ; (p. 4299) : son amendement n° 63 dont la première phrase tombe visant à exonérer de la taxe les ventes faites à un musée national ou à un musée classé ou contrôlé par l'Etat ; amendement n° 63 modifié adopté ; son amendement n° 308 : retiré ; (p. 4300) : soutient l'amendement n° 166 de M. Papon exonérant la vente faite à un musée national ou à un musée classé ou contrôlé par l'Etat ; adopté ; (p. 4301) : retire son amendement n° 73. **Article 10** (p. 4303) : s'oppose à l'amendement n° 319 corrigé de M. Chauvet ; (p. 4305) : son amendement n° 309 : concernant l'article 200 du code général des impôts ; adopté. **Article 12** (p. 4315) : son amendement n° 74 défendu par M. Charles Bignon ; adopté ; [22 juin 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 4464) : retire son sous-amendement n° 296 ; (p.4465) : son amendement n° 30 ; retiré.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Après l'Article 10** (p. 6665) : son sous-amendement n° 72 qui n'est pas soutenu.

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976]. **Explications de vote** (p. 6750) : la motion de censure, une simple manœuvre dilatoire ; l'hypocrisie de l'opposition vis-à-vis de la Constitution ; la nostalgie de la IV^e^ République ; la grève du 7 octobre ; la crainte de l'épargne ; (p. 6751) : critique de l'opposition refusant de voter le budget ; le sens de l'intérêt national des gaullistes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). **Discussion générale** [20 octobre 1976] (p. 6804) : une « opération vérité » ; l'optimisme trop grand affiché l'an dernier ; sa déception devant les résultats de l'économie ; la complexité du budget, notamment en matière d'impôt sur le revenu ; critique de la taxation de certains éléments du train de vie, notamment du golf, du bateau d'occasion, la chasse, la galerie de tableaux qui échappent à l'imposition ; les réformes de structure envisagées par le Premier ministre tendant à réduire les obstacles structurels à la saine concurrence ; (p. 6805) : l'étude du cercle relative à la répartition des revenus ; les conditions dans lesquelles s'effectuent les interventions économiques de l'Etat ; difficulté de la concrétisation de ses intentions ; l'indispensable réforme de la sécurité sociale ; les entre-

prises malmenées par la législation en vigueur ; le taux trop élevé des cotisations patronales ; les activités non déclarées et lucratives ; crainte devant l'accroissement rapide de l'épargne liquide et à court terme gérée par le système bancaire ; critique des taux d'intérêt élevés ; la nécessité de chercher de nouveaux circuits de financement ; l'intervention croissante des banques dans la marche des entreprises ; le retard de l'administration à payer ses dettes, facteur d'inflation ; l'augmentation des coefficients de l'amortissement dégressif, efficace, en qui les entreprises ont confiance.

Première partie :

Discussion des articles [21 octobre 1976] : **Après l'Article premier** (p. 6859) : le texte sur les plus-values, un des plus mauvais ; l'impôt sur le capital plus équitable que la taxation des plus-values ; approuve la décision du Premier ministre de demander aux commissions des finances des deux Assemblées de se saisir du problème de la refonte de la fiscalité ; les implications de toute réforme de la fiscalité en matière boursière ; la minorité de Français détenant des titres cotés ; la minorité de sociétés cotées ; (p. 6870) : l'avoir fiscal. **Article 2** (p. 6875) : demande si l'équilibre est assuré dans l'amendement n° 131 de M. Duffaut ; un amendement plus juste ; critique du taux proposé par le Gouvernement ; son calcul sur l'amendement n° 131 ; (p. 6886) : propose que le soin de tenir ces listes soit confié aux centres des impôts ou aux perceptions ; (p. 6887) : propose que les listes soient consultées dans les centres des impôts ou les perceptions ; [22 octobre 1976] : **Article 3** (p. 6932) : défend l'amendement n° 97 de M. Charles Bignon afférent aux immeubles acquis ou construits à une date postérieure au 15 septembre 1976 sur les revenus fonciers des cinq années suivantes ; son amendement n° 31 soumettant à la législation antérieure les dépenses engagées avant le 15 septembre 1976 ; son amendement n° 112 concernant les revenus fonciers ayant acquis date certaine avant le 15 septembre 1976 ; ne saisit pas à quel moment la commission a pu donner un avis défavorable à son amendement n° 31 ; (p. 6934) : la justice plus importante que l'équilibre budgétaire ; le problème de la preuve du paiement ; application de l'article 44, alinéa 3, de la Constitution en ce qui concerne l'article 3 modifié par l'amendement n° 111 de M. Goulet. **Après l'Article 4** (p. 6942) : demande des explications sur l'article 4. **Article 8** (p. 6952) : souhaite connaître l'objet des amendements à l'article 8 ; précise que, en ce qui concerne le règlement, M. Fanton a raison mais que rien n'interdit au rapporteur général d'apporter les précisions demandées.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7413) : les jeux de Montréal ; la crise du sport français ; le sport d'élite ; soutenir la concertation ; le sport à l'école ; les mesures concernant les athlètes à partir d'un certain âge ; les moyens des fédérations sportives et des clubs sportifs ; (p. 7414) : le sport à l'école ; les maisons de jeunes et de la culture ; la radio et la télévision ; les centres d'animation et les sections sports-études.

Qualité de la vie. — III. Tourisme. Examen des crédits [8 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 7707) : les trois objectifs prioritaires qui avaient été prévus : augmenter le tourisme étranger en France, faciliter l'accès aux loisirs pour le plus grand nombre et aménager l'espace rural et littoral pour l'accueil des touristes ; le tourisme en France et à l'étranger.

Universités, rapporteur spécial [10 novembre 1976] (p. 7858) : un budget de fonctionnement ; la rémunération des personnels ; les enseignements supérieurs ; la recherche ; l'action sociale ; les bibliothèques ; les améliorations de carrières ; les personnels ATOS ; le CNRS ; l'action sociale ; les bourses ; la sécurité sociale ; les moyens en personnels ; (p. 7859) : l'attribution aux universités des crédits de fonctionnement ; les heures supplémentaires ; les coûts réels de formation ; la gestion administrative et financière des universités ; les IUT ; l'aide aux étudiants ; le statut actuel des enseignants ; la création d'une mission de la recherche ; l'administration centrale du secrétariat d'Etat aux universités ; (p. 7873) : la désectorisation de l'université de Nanterre ; la situation à Nanterre ; (p. 7874) : la gestion administrative et financière des universités ; les laboratoires ; les décisions irrégulières dans la gestion de personnels ; l'inspection des finances et la réforme des subventions de fonctionnement. **Examen des crédits. Après l'Article 72** (p. 7888) : indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 256 de M. Guermeur.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur** (n° **1892**). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Article premier** (p. 8094) : différencier problèmes généraux et problèmes particuliers ; déterminer les conditions dans lesquelles les parlementaires pourraient, de leur propre chef, saisir le médiateur des cas généraux. **Après l'Article premier** (p. 8906) : son hommage au médiateur ; souhaite que le Gouvernement s'engage à examiner la possibilité évoquée par M. Foyer avant que le

texte ne revienne en deuxième lecture devant l'Assemblée.

1977

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion des articles** [4 octobre 1977]. **Article 6** (p. 5802) : son amendement n° 150 : composition de la commission nationale de l'informatique ; (p. 5805) : adopté par scrutin public.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7088) : l'effort du Gouvernement ; les crédits du budget de l'Etat consacrés aux actions en faveur de la jeunesse ; coordonner les actions des différents ministères ; le développement du sport corporatif ; le sport, la culture et la formation ; (p. 7089) : le sport loisir ; l'importance du nombre des clubs sportifs ; le problème de la santé ; développer une politique sportive en faveur des adultes ; les rapports de l'Etat et des collectivités locales ; mettre en place des Etats généraux des clubs.

Universités, rapporteur spécial [8 novembre 1977] (p. 7124) : le caractère non prioritaire du budget du secrétariat d'Etat aux universités ; l'évolution des dépenses de fonctionnement ; le poids des dépenses de personnel ; la stabilisation des personnels hors statut ; les créations d'emplois ; le CNRS ; le recrutement d'enseignants-chercheurs ; les transformations d'emplois ; les mesures indemnitaires relatives à la réévaluation du taux des cours complémentaires ; les crédits de fonctionnement en matériel ; l'action sociale ; les crédits affectés aux bourses ; les prêts d'honneur ; les crédits de la sécurité sociale des étudiants ; la subvention au fonctionnement des restaurants universitaires ; la subvention au fonctionnement des résidences universitaires ; la faiblesse des mesures nouvelles ; le nombre d'étudiants ; (p. 7125) : l'encadrement et la répartition des personnels entre les établissements ; les heures complémentaires ; le problème des crédits de fonctionnement en matériel des établissements d'enseignement et de recherche ; les gestions administratives et financières des universités ; l'enquête de la mission conjointe de l'inspection générale des finances et de l'inspection générale de l'administration ; l'établissement des instructions comptables ; les remises en ordre appliquées en 1976-1977 dans les IUT ; la situation des bibliothèques universitaires ; le statut des personnels enseignants de l'enseignement supérieur ; l'adoption par la commission du budget du secrétariat d'Etat aux universités.

— **Projet de loi portant dispositions particulières applicables aux salariés candidats ou élus à l'Assemblée nationale ou au Sénat** (n° **3207**). **Discussion de l'Article unique** [12 décembre 1977]. **Article L 122-24-1 du code du travail** (p. 8609) : indique qu'un salarié peut prendre un congé sans solde ou sans traitement.

MARTIN (André)

Député de la Seine-Maritime
(4e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [16 octobre 1974 (p. 5124), [6 avril 1976] (p. 1390), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre de la commission supérieure de crédit maritime mutuel [11 mai 1973] (p. 1202).

Membre du conseil supérieur du pétrole [15 avril 1976] (p. 1857), [20 avril 1976] (p. 1905).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631), [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre de la commission supérieure du crédit maritime mutuel [16 décembre 1976] (p. 9551), [17 décembre 1976] (p. 9612).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **2070**) : **Financement des équipements socio-culturels** [15 juin 1973] (p. 2231, 2232) : situation des communes sur le territoire desquelles ont été construites des HLM ; participation indispensable des caisses d'allocations familiales à l'activité des centres socio-éducatifs.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1352) : congrès national des HLM ; relations qualité-prix-loyers ; évolution qualitative de l'habitat en rapport avec le pouvoir d'achat des familles à loger ; conception globale de la politique d'urbanisme ; manque de moyens financiers et de participation de l'Etat ; qualité des logements HLM ; difficultés de gestion des organismes HLM ; écart entre loyer d'équilibre et loyer réglementaire; système de péréquation et ses limites; ses réserves sur le principe de la péréquation ; demande des mesures concernant les prêts ; l'indexation des relèvements des prix plafonds sur les coûts réels de la construction ; cohérence entre les financements des logements et ceux des équipements collectifs ; meilleure efficacité de l'allocation de logement ; adaptation des logements aux catégories sociales défavorisées ; création d'un secteur intermédiaire ; (p. 1353) : coût de construction des ILM ou des ILN ; politique de maîtrise des sols et rénovation urbaine ; environnement et qualité de la vie.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5795) : estime que les objectifs sociaux du VI[e] Plan ne pourront pas être atteints ; conteste l'argument selon lequel la crise du logement aurait disparu ; besoins recensés par le comité d'HLM de son département ; justification de la politique en faveur de l'accroissement de notre parc ; son pessimisme quant aux crédits budgétaires ; aggravation du désengagement de l'Etat à l'égard du logement social au profit du secteur III ; insuffisance des dotations pour les logements nécessaires aux catégories spécifiques ; coût des programmes HLM et montant des loyers ; inadaptation des barèmes des ressources des familles qui souhaitent l'accession à la petite propriété ; nécessité de réévaluer le montant des prêts d'accession à la propriété du Crédit foncier ou du Crédit immobilier ; financement et modalités d'attribution des ILM ; difficultés tenant à la réglementation sur les quatre zones de référence ; collectivités locales et moyens d'une véritable politique foncière ; (p. 5796) : aménagement des centres de ville et maintien du problème foncier.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **642**). **Discussion générale** [28 novembre 1973] (p. 6455) : souhaite un débat général sur les problèmes du monde du travail ; actionnariat et déblocage de la société ; changements de comportement au niveau des rapports sociaux ; contentieux entre salariés et chefs d'entreprise ; ses observations sur la portée du projet ; ses craintes quant à la création d'inégalités nouvelles ; fonctionnaires et personnels des sociétés privées ; souhaite une modification de la législation ; information sur la vie des entreprises ; commission des opérations de Bourse ; (p. 6456) : ses réserves sur l'incessibilité des actions pendant cinq ans ; rôle du comité d'entreprise quant aux augmentations de capital.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Universités [6 novembre 1974] (p. 5942) : expose la situation de la lecture publique et attire l'attention du secrétaire d'Etat sur l'université de Haute-Normandie.

Equipement-logement [16 novembre 1974] (p. 6583) : souligne la non-consommation des crédits coexistant avec des besoins en logements sociaux insatisfaits ; prix-plafond et plafond de ressources ; les loyers HLM deviennent inaccessibles aux familles de revenus modestes ; (p. 6584) : prix maxima autorisé pour la charge foncière ; sociétés HLM de location-attribution ; engager dès le premier mois de l'année un fort pourcentage de nos crédits.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9378) : s'oppose à la question préalable opposée par M. Dubedout ; la commission spéciale constituée ; le prolongement du texte une réforme plus globale de la politique du logement ; le domaine non concerné par la réforme ; l'impérieuse nécessité d'ouvrir le débat.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Equipement et aménagement du territoire. — Logement [17 novembre 1977] (p. 7581) : le projet de budget ; l'effort consenti pour l'amé-

lioration de l'habitat ancien ; la généralisation de la loi portant réforme de l'aide au logement ; l'expérimentation de la réforme avant sa généralisation ; l'expérience réalisée dans douze départements pilotes ; la souplesse de l'application de la réforme ; le comportement des directeurs départementaux de l'équipement ; le vote favorable du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux ; le problème de l'apport personnel ; le report des crédits inutilisés en 1977 ; les garanties de financement des logements aidés ; (p. 7582) : les modalités de conventionnement ; la mise à niveau des organismes d'HLM ; la position du Gouvernement sur le blocage des loyers des HLM ; la situation des organismes d'HLM.

MASQUÈRE (Maurice)

Député de la Haute-Garonne
(NI, puis PSRG).

En remplacement de M. Jean Lassère, décédé le 13 novembre 1974.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [14 novembre 1974] (p. 6367).

N'appartient à aucun groupe [14 novembre 1974] (p. 6426).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [5 décembre 1974] (p. 7482).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [6 décembre 1974] (p. 7555), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

MASSE (Jean)

Député des Bouches-du-Rhône
(8e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

MASSON (Marc)

Député de l'Yonne
(RI, puis R).

En remplacement le 9 juillet 1974 de M. Jean-Pierre Soisson nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [9 juillet 1974] (p. 3431).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [3 octobre 1974] (p. 4759), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Donne sa démission de membre de cette commission [7 octobre 1977] (p. 6025).

Membre de la commission des affaires étrangères [7 octobre 1977] (p. 6025).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'urbanisme [20 décembre 1976] (p. 9809).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le titre III du projet de loi (n° 1588) portant réforme de l'**urbanisme** et de la **politique foncière** (n° **1750**) [12 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1881) portant **réforme de l'urbanisme** (n° **1893**) [3 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi modifié par le Sénat (n° 2320) portant **réforme de l'urbanisme** (n° **2396**) [16 juin 1976].

— **Rapport** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant **réforme de l'urbanisme** (n° **2721**) [17 décembre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 3211) autorisant l'approbation de l'**accord** portant création du **Fonds international de développement agricole,** ensemble deux annexes, ouvert à la signature à New York le 20 décembre 1976 (n° **3256**) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi en Puisaye** [10 novembre 1976] (p. 7880) : fermeture d'une briqueterie et d'un atelier de confection dans les cantons de Saint-Sauveur et de Saint-Fargeau.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Justice [4 novembre 1974] (p. 6464) : la France manque de magistrats ; les abus de la détention préventive ; le droit du détenu à des conditions décentes d'hébergement ; la situation morale et matérielle des gardiens.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Première lecture. Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Avant l'Article 18** (p. 1529) : son amendement n° 144 : modifier la dernière phrase du deuxième alinéa de l'article 851 ; prévoir la simultanéité entre le départ du preneur et le versement de l'indemnité ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 juin 1975]. **Article 17** *bis* (p. 4276, 4277) : son amendement n° 27 : reprendre le texte adopté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7908) : passe en revue les motifs d'inquiétudes des agriculteurs.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale commune** [7 octobre 1975] (p. 6595) : législation de contrôle et de sauvegarde ; le droit de l'urbanisme est devenu progressivement une législation d'orientation, puis d'intervention ; bilan de la loi de 1967 : SDAU, ZUP, ZAC, POS, COS ; le régime dit de la « banalisation » des sols est supprimé mais la commission a souhaité un respect des droits acquis grâce à l'allongement de la période transitoire ; l'urbanisme doit devenir l'occasion d'une concertation privilégiée entre les citoyens et l'administration. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article premier** (p. 6721) : son amendement n° 40 : identique à l'amendement n° 138 de M. Fanton ; (p. 6722) : son sous-amendement n° 491 à l'amendement n° 139 de M. Fanton : substituer aux mots « égale à 1 » les mots « égale à 0,75 » ; retiré, repris par M. Zeller ; repoussé. **Article 2** (p. 6727) : son amendement n° 41 ; devenu sans objet par l'amendement n° 141 de M. Fanton ; [14 octobre 1975] : **Article 5** (p. 6817) : son amendement n° 44 : supprimer l'alinéa premier de l'article 5 ; adopté. **Article 6** (p. 6822) : son amendement n° 46 : dans le deuxième alinéa de l'article 6, après les mots « en matière d'expropriation », insérer les mots « dans un délai de six mois à compter de la demande de permis de construire » ; accepte son report à l'article 7 ; (p. 6823) : son amendement n° 47 : accepte son report à l'article 7 ; son amendement n° 48 reporté à l'article 7. **Article 8** (p. 6837) : son amendement n° 60 : supprimer la deuxième phrase du sixième

alinéa ; repoussé ; (p. 6839, 6840) : son amendement n° 51 : préciser la répartition des sommes versées au district au profit des espaces verts et en faveur d'une politique sociale de l'habitat ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 423 de M. Claudius-Petit ; (p. 6840, 6841) : son amendement n° 52 : faciliter le financement des espaces boisés classés ; réservé. **Article 2** (*suite*) (p. 6846) : son amendement n° 42 : supprimer le second alinéa de l'article ; retiré. **Article 3** (*suite*) (p. 6848) : demande que soit examiné son amendement n° 43. **Article 7** (*suite*) : son amendement n° 49 : de coordination ; adopté ; (p. 6849) : son amendement n° 50 : raccourcir la période au cours de laquelle interviendra le paiement échelonné du versement ; adopté ; (p. 6850) : son sous-amendement n° 509 : délais dans lesquels la juridiction d'expropriation doit se prononcer ; repoussé ; son sous-amendement n° 512 à l'amendement n° 511 du Gouvernement : la juridiction d'expropriation doit se prononcer dans les six mois de sa saisine ; adopté ; (p. 6852) : son amendement n° 48 : préciser que le constructeur qui se refuse à construire a droit à la restitution du montant du versement effectué ; reporté à l'article 13 ; [15 octobre 1975] : **Après l'Article 8** (p. 6897) : son amendement n° 52 : encourager les investissements en faveur des espaces boisés ; (p. 6898) : en réponse au ministre de l'équipement, estime que le pourcentage de 1,5 % proposé par ce dernier doit être considéré comme un minimum ; accepte de supprimer les mots « à conserver » suite aux observations de M. Fontaine ; adopté. **Article 11** (p. 6901) : son amendement n° 57 : complément à l'amendement n° 489 de M. Fanton ; retiré. **Article 13** (p. 6905) : son amendement n° 58 : ajouter les intérêts au taux légal correspondant au versement pendant son immobilisation ; adopté. **Article 20** (p. 6929) : son amendement n° 16 : instituer le même régime pour toutes les communes qu'elles aient ou non plus de 10.000 habitants ; retiré. **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6937) : son sous-amendement n° 19 à l'amendement n° 182 de M. Fanton : après les mots « des immeubles », insérer les mots « bâtis ou non bâtis » ; adopté ; son amendement n° 132 : enserrer l'exercice du droit de préemption dans une règle plus stricte ; retiré ; (p. 6942) : son amendement n° 20 : supprimer dans la liste des immeubles qui ne peuvent être préemptés ceux bâtis et non bâtis appartenant à l'Etat ; adopté. **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6947) : demande des précisions sur les termes « réalisation de la vente » ; (p. 6951) : se rallie au texte du Gouvernement ; [16 octobre 1975] : **Article 20** (*suite*) : **Article L 211-7 du code de l'urbanisme** (p. 6969) : son amendement n° 21 : permettre à la collectivité acquéreur de démolir ; adopté ; (p. 6970) : son amendement n° 22 : définition des modalités du relogement ; retiré ; [17 octobre 1975] : **Article 87** (p. 7047) : ses sous-amendements n°s 516, 517, 518 et 519 : précisions à l'amendement n° 305 de M. Fanton ; **Article 88** (p. 7058) : son amendement n° 29 : (p. 7049) : apporte de nouveaux arguments en faveur de son sous-amendement n° 517 ; (p. 7051) : devenus sans objet par adoption de l'amendement n° 528 du Gouvernement. **Article 88** (p. 7508) : son amendement n° 29 : fixer des critères précis imposant au juge de retenir les accords amiables ; adopté. **Après l'Article 94** (p. 7062) : son amendement n° 30 : ajouter un article additionnel après l'article 94 ; développer l'information des personnes concernées par une déclaration d'utilité publique ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 8 : Article L 333-3 du code de l'urbanisme** (p. 9036) : son amendement n° 22 : rétablir le texte voté par l'Assemblée nationale en tenant compte des observations faites par le Gouvernement devant le Sénat ; adopté ; (p. 9037) : son amendement n° 78 : permettre d'affecter une partie du produit des versements à la construction d'immeubles d'habitation à usage collectif par les offices publics ; adopté. **Article 8** *bis* (p. 9040) : son sous-amendement n° 97 à l'amendement n° 4 du Gouvernement : ajouter les sociétés d'économie mixte de construction aux organismes d'HLM ; repoussé ; (p. 9041) : son amendement n° 24 : devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 91 de M. Canacos. **Article 8** *quater* (p. 9041) : son amendement n° 20 : rétablir l'article 8 *quater* ; repoussé. **Article 10** (p. 9043) : son amendement n° 25 : rédactionnel ; repoussé. **Article 16** (p. 9048) : son amendement n° 30 : améliorer la cohérence et l'efficacité des mesures transitoires ; devenu sans objet par l'adoption de l'amendement n° 55 de M. Fanton. **Article 20 : Article L 211-6 du code de l'urbanisme** (p. 9056) : retire son amendement n° 27 au profit de l'amendement n° 68 de M. Fanton. **Article L 211-7 du code de l'urbanisme** : accepte de retirer son amendement n° 28 au profit de l'amendement n° 69 de M. Fanton sous réserve d'une modification rédactionnelle de cet amendement. **Article 23** (p. 9058) : son amendement n° 29 : reprendre le texte voté en première lecture par l'Assemblée ; adopté. **Article 85 B** (p. 9062) : son amendement n° 31 : limitation de l'acompte de 50 % du montant des estimations lorsque les offres de l'expropriant sont supérieures aux estimations faites par le service des domaines ; adopté ; son amendement n° 32 : faire en sorte que le paiement de l'acompte n'ait pas d'influence sur le montant de l'indemnité d'expropriation ;

retiré. **Article 87** (p. 9063) : son amendement n° 33 : substituer au mot « loi » le mot « ordonnance » ; adopté ; (p. 9063, 9064) : son amendement n° 34 : éviter aux collectivités expropriantes de devoir indemniser comme terrains à bâtir des biens qui n'auraient pu recevoir une telle qualification dans le cadre normal du marché immobilier ; repoussé. **Article 93** (p. 9065) : son amendement n° 35 : préciser la rédaction proposée pour le premier alinéa de l'article L 53-1 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Justice [17 novembre 1975] (p. 8776) : s'inquiète de la lenteur des procédures d'instruction et de la durée excessive de la détention provisoire ; l'insuffisance des créations de postes.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8576) : améliorer les conditions de travail du personnel ; ne pas supprimer des bureaux de poste dans les communes rurales ; développer rapidement l'équipement téléphonique.

— **Projet de loi étendant aux détenus libérés le bénéfice de l'allocation d'aide publique aux travailleurs privés d'emploi et modifiant l'article L 351-4 du code du travail** (n° **1482**). **Discussion de l'article unique** [26 novembre 1975] (p. 8972) : craint que l'adoption d'un plafond de la durée de la détention ne pose des cas de conscience aux tribunaux chargés de prononcer les peines ; préférerait que référence soit faite non à la détention mais à la condamnation.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [6 avril 1976] (p. 1380, 1381) : la procédure suivie au cours de la dernière session ; la nécessité d'apporter des modifications au code de l'urbanisme ; les grands axes de la réforme ; mieux protéger le cadre de vie et d'environnement ; simplifier et harmoniser les procédures existantes ; mieux associer les citoyens à la définition de leur cadre de vie ; la meilleure information de ces derniers ; la nécessaire réforme des finances locales qui permettra aux communes de constituer des réserves foncières. **Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Article premier** (p. 1449) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Fanton ; (p. 1450) : son amendement n° 5 : précisions apportées au régime des exceptions ; possibilité donnée à une partie seulement des règles générales constituant le règlement national d'urbanisme de demeurer applicables dans un territoire couvert par un POS ; adopté. **Après l'Article premier** : est favorable à l'amendement n° 279 de M. Galley. **Après l'Article 2** (p. 1451) : considère que l'amendement n° 345 de M. Besson remettrait en cause la loi foncière. **Article 3** (p. 1454) : est favorable à l'amendement n° 82 de M. Fanton ; son sous-amendement n° 69 : replacer les dispositions de l'article 421-4 du code de l'urbanisme relatif au sursis à statuer pour exécution des travaux publics sous le titre consacré aux règles générales d'utilisation du sol ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 258 du Gouvernement. **Avant l'Article 5** (p. 1455) : n'est pas favorable à l'amendement n° 220 de M. Mesmin ; (p. 1457) : est favorable à l'amendement n° 329 de M. Glon ; s'oppose à l'amendement n° 217 de M. Bertrand Denis. **Article 5** (p. 1458) : son amendement n° 7 : après les mots « la valeur agronomique des sols » insérer les mots « ainsi que les structures agricoles » ; ne pas démanteler les exploitations ; adopté ; (p. 1459) : est favorable à l'amendement n° 282 de M. Galley ; (p. 1460) : s'oppose à l'amendement n° 319 de M. Mesmin ; son amendement n° 330 : protéger les terrains cultivés en zone urbaine ; adopté. **Article 6** (p. 1461) : s'oppose à l'amendement n° 204 de M. de Poulpiquet ; (p. 1462) : est favorable à l'amendement n° 326 de M. Longequeue. **Après l'Article 6** (p. 1465) : demande la réserve des amendements après l'article 6, portant sur le 8° de l'article 5 et de l'article 7. **Article 8** (p. 1467) : s'oppose à l'amendement n° 257 de M. Aubert ; rappelle les dispositions de l'article L 123-2 du code de l'urbanisme ; précise la portée du texte de l'article 8 proposé par le Gouvernement. **Article 9** (p. 1469) : s'oppose à l'amendement n° 208 de M. Ribes : ne pas réduire la souplesse du texte proposé ; (p. 1470) : n'est pas favorable à l'amendement n° 88 de M. Lauriol. **Article 10** (p. 1472) : s'oppose à l'amendement n° 219 de M. Claudius-Petit ; rappelle que les ZAC ont eu des avantages et que le projet peut améliorer les procédures sur lesquelles elles reposent ; (p. 1473) : est favorable à l'amendement n° 89 de M. Fanton et au sous-amendement n° 185 du Gouvernement ; (p. 1474, 1475) : est favorable aux amendements n^{os} 286 et 180 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 264 à l'amendement n° 180 : dans le troisième alinéa, substituer aux mots « un mois » les mots « deux mois » ; réservé en raison de la réserve de l'article 10 ; son sous-amendement n° 265 à l'amendement n° 180 : notification de la création de la zone d'aménagement concerté à chaque propriétaire dont la propriété est incluse dans la zone ; réservé en raison de la réserve de l'article 10. **Article 11** (p. 1476) : s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Dube-

dout ; (p. 1477) : s'oppose aux amendements n° 335 défendu par M. Mesmin et n° 353 de M. de Poulpiquet ; [8 avril 1976] : **Article 11** (*suite*) (p. 1488) : estime qu'un propriétaire contraint au délaissement a droit à une indemnité de remploi ; juge que l'article 40 n'est pas opposable à l'amendement n° 314 de M. Lauriol ; (p. 1490) : considère que cet amendement a le mérite de la clarté ; (p. 1491) : accepte les amendements n° 313 de M. Lauriol, n° 336 de M. Bouvard, n° 354 de M. de Poulpiquet ; (p. 1492) : est défavorable à l'amendement n° 235 défendu par M. Claudius-Petit ; ne peut admettre que celui qui a bénéficié d'une indemnité de réemploi puisse rentrer en possession de son ancien bien. **Article 10** (*suite*) (p. 1493) : accepte l'amendement n° 186 de M. Galley ; (p. 1494) : accepte l'amendement transactionnel n° 180 de M. Galley mais refuse le sous-amendement n° 373 de M. Fanton. **Après l'Article 6** (*suite*) (p. 1495, 1496) : explique que la commission de la production et des échanges s'est déclarée favorable à la procédure de transfert de COS sous réserve de la réponse donnée à plusieurs questions ; (p. 1497) : est favorable à l'amendement n° 178 de M. Galley ; (p. 1500) : son sous-amendement n° 170 à l'amendement n° 86 de M. Fanton : remplacer le mot « parcelles » par le mot « terrains » ; adopté ; s'oppose au sous-amendement n° 368 de M. Mesmin à l'amendement n° 86 de M. Fanton ; note sur le sous-amendement n° 367 de M. de Poulpiquet que celui-ci favoriserait l'extension d'une procédure dont le Gouvernement tient à limiter le champ d'application ; (p. 1501) : s'oppose à l'extension de la procédure préconisée par le sous-amendement n° 274 de M. Mario Bénard ; son sous-amendement n° 172 : remplacer au troisième alinéa du texte de l'amendement n° 86 le mot « protéger » par « mettre en valeur » ; retiré. **Article 7** (p. 1506) : s'oppose à l'amendement n° 57 de M. Dubedout ; (p. 1507) : son amendement n° 10 : nouvelle rédaction de la fin du quatrième alinéa *b* du paragraphe I de l'article 7 permettant l'emploi du terme « transférer » ; adopté. **Article 13** (p. 1508) : accepte l'amendement n° 302 de M. Ligot. **Article 14** (p. 1509) : s'oppose à l'amendement n° 236 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 11 rédactionnel ; adopté. **Article 15** (p. 1510) : demande la réserve de l'article 15 et des articles additionnels jusqu'à l'article 16. **Après l'Article 17** (p. 1511) : est favorable aux amendements n^os^ 287 et 263 présentés par M. Galley ; (p. 1512) : approuve l'amendement n° 288 de M. Galley ; (p. 1513) : préfère l'amendement n° 355 défendu par M. Bertrand Denis à l'amendement n° 275 de M. Mario Bénard. **Article 18** (p. 1515) : se rallie à l'amendement n° 182 de M. Galley ; (p. 1517) : accepte l'amendement n° 157 de M. Julia et le sous-amendement n° 322 de M. Icart ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1634, 1635) : considère que l'amendement n° 380 fait tomber les craintes de la commission de la production ; (p. 1635) : juge que l'amendement n° 306 de M. Frédéric-Dupont n'améliorerait pas la situation actuelle ; (p. 1635, 1636) : son amendement n° 14 : rendre exigible l'avis de l'architecte des bâtiments de France et de l'architecte chargé d'élaborer le plan permanent de sauvegarde lors de l'octroi de toute décision de construire ou de démolir dans un secteur sauvegardé ; (p. 1637) : modifie son amendement afin de rendre seulement obligatoire l'avis de la commission des sites ; amendement n° 14 repoussé ; (p. 1638) : s'oppose à l'amendement n° 307 de M. Frédéric-Dupont qui risque de retarder l'exécution des travaux ; (p. 1639) : retire son amendement n° 15 ; est défavorable à l'amendement n° 316 de M. Frédéric-Dupont ; s'oppose à l'amendement n° 103 de M. Fanton. **Après l'Article 18** (p. 1640) : est défavorable à l'amendement n° 201 de M. Mesmin défendu par M. Dousset ; est favorable à l'amendement n° 252 de M. Icart. **Avant l'Article 19** (p. 1641) : retire son amendement n° 69. **Article 20** (p. 1642) : son amendement n° 17 : extension du domaine d'utilisation de la taxe ; adopté après adoption d'une modification proposée par le Gouvernement ; (p. 1643) : son amendement n° 70 : exemption de la taxe des propriétaires d'une habitation familiale modeste ; repoussé ; est défavorable à l'amendement n° 255 de M. Claudius-Petit. **Article 21** (p. 1644) : son amendement n° 18 : consultation pour avis du conseil municipal ; repoussé ; son amendement n° 19 : recours préalable à la décision du préfet à une enquête publique ; retiré ; (p. 1645) : retire son amendement n° 20 au profit de l'amendement n° 184 du Gouvernement. **Article 22** : son amendement n° 270 de coordination ; adopté ; son sous-amendement n° 362 à l'amendement n° 256 de M. Claudius-Petit : préciser que la sanction prévue ne pourra intervenir que si le conseil général a été dûment saisi ; adopté. **Article 24** (p. 1646) : n'est pas favorable à l'amendement n° 112 de M. Fanton ; est favorable à l'amendement n° 113 de M. Fanton ; son amendement n° 21 de forme ; adopté ; son amendement n° 22 rédactionnel ; adopté. **Article 25** (p. 1647) : son amendement n° 388 : ajouter à l'article L 143-1 du code de l'urbanisme un alinéa obligeant les autorités locales à tenir compte à la fois des plans d'aménagement rural des zones spéciales d'action forestière et des travaux de remembrement ; devenu sans objet après adoption

de l'amendement n° 331 de M. Briane. **Article 27** (p. 1649) : est favorable à l'amendement n° 116 de M. Fanton ; est favorable à l'amendement n° 186 du Gouvernement. **Article 29** (p. 1650) : s'oppose à l'amendement n° 78 de M. Palewski ; (p. 1650, 1651) : retire ses amendements n^os^ 25 et 26. **Après l'Article 29** (p. 1651) : est favorable à l'amendement n° 294 du Gouvernement. **Article 30** (p. 1657) : est favorable à l'amendement n° 118 de M. Fanton ; son amendement n° 27 : renforcement du contrôle de l'administration en matière de règles d'urbanisme ; repoussé. **Article 32** (p. 1658) : son amendement n° 28 : supprimer l'article 32 ; considère peu opportune la prolongation du délai pendant lequel le droit de visite peut s'exercer après l'achèvement des travaux ; se rallie à l'amendement n° 188 du Gouvernement sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 259 ; (p. 1660) : justifie le maintien du délai de deux ans pour l'exercice du droit de visite ; amendement n° 28 retiré ; sous-amendement n° 259 adopté. **Article 33** (p. 1661) : son amendement n° 29 : appliquer les dispositions de l'article 33 à toutes les infractions visées à l'article L 480-4 du code de l'urbanisme ; retiré. **Article 34** : demande la réserve de l'article. **Article 37** (p. 1661) : demande la réserve de l'article. **Article 38** (p. 1662) : juge l'amendement n° 308 de M. Frédéric-Dupont, défendu par M. Hamel, inutile et injustifié ; n'est pas favorable à l'amendement n° 125 de M. Fanton ; (p. 1663) : son amendement n° 33 : élargir la portée de l'article 38 ; adopté. **Après l'Article 38** : à propos de l'amendement n° 323 de M. Dubedout, demande au Gouvernement de faire le point sur la question des sentiers douaniers ; invite le Gouvernement à la fermeté pour récupérer les fractions du domaine public dont se sont appropriées les personnes privées. **Avant l'Article 39** (p. 1664) : est favorable à l'amendement n° 343 de M. Claudius-Petit. **Article 39** (p. 1665) : son amendement n° 34 : prendre acte de la disparition des ZUP et de leur remplacement par des ZAC ; repoussé ; ses amendements n^os^ 35 et 36 : maintenir l'extension pour le droit de rétrocession qui peut s'exercer lors de la transformation d'un périmètre provisoire de ZAD en ZAD définitives ; adoptés. **Article 40** (p. 1666) : est favorable à l'amendement n° 296 du Gouvernement. **Article 41** : son amendement n° 37 : demande le report de son amendement après l'amendement n° 61 de M. Andrieu ; (p. 1667) : est favorable à l'amendement n° 61 de M. Andrieu défendu par M. Dubedout ; est favorable à l'amendement n° 241 de M. Claudius-Petit ; son sous-amendement n° 271 à l'amendement n° 61 de M. Andrieu : extension du recours de la procédure d'expropriation aux syndicats mixtes ; adopté ; son amendement n° 37 : ajouter les syndicats mixtes à la liste figurant au deuxième alinéa de l'article 41 ; adopté. **Après l'Article 41** (p. 1668) : se déclare favorable à l'amendement n° 297 du Gouvernement ; estime prématurée une procédure automatique de concession des sols. **Article 43** (p. 1669) : s'oppose à l'amendement n° 244 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 39 : modification rédactionnelle ; retiré ; (p. 1670) : émet un avis défavorable à l'amendement n° 63 de M. Dubedout ; estime que le délai de quatre ans fixé par l'amendement n° 129 de M. Fanton est excessif au regard des intérêts des propriétaires ; [14 avril 1976] (p. 1720) : n'est pas favorable à l'amendement n° 130 de M. Fanton ; son amendement n° 41 ; retiré ; son amendement n° 40 de forme ; retiré. **Article 34** (*suite*) (p. 1723) : son amendement n° 30 : substituer critères d'ancienneté retenus par le Gouvernetères d'ancienneté retenus par le Gouvernement ; est défavorable aux sous-amendements n^os^ 215 et 216 de M. Dubedout à son amendement ; est peu favorable à l'amendement n° 390 de M. Fanton ; amendement n° 30 devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 390 de M. Fanton. **Article 45** (p. 1728) : se déclare favorable au nouveau type de sociétés d'économie mixte proposé ; (p. 1729) : s'oppose à l'amendement n° 245 de M. Claudius-Petit qui lui paraît soit insuffisant, soit superfétatoire ; (p. 1731) : indique que le texte présenté par M. Claudius-Petit est complexe et générateur de doubles emplois mais qu'un travail de codification s'impose ; son amendement n° 42 : remise en ordre des diverses dispositions relatives à la possibilité pour les collectivités publiques de confier à des établissements publics et à des sociétés d'économie mixte certaines opérations d'aménagement ; (p. 1732) : accepte de modifier la seconde phrase de son amendement ; amendement n° 42 devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 245 de M. Claudius-Petit ; (p. 1740) : s'oppose à l'amendement n° 161 de M. Combrisson défendu par M. Canacos ; y voit la création d'un précédent en matière de nomination de directeurs d'établissement public. **Article 46** (p. 1741) : donne un avis défavorable à l'amendement n° 132 de M. Fanton ; insiste pour que les droits des propriétaires membres d'une association foncière soient efficacement protégés par des décrets d'application ; se déclare favorable à l'amendement n° 133 de M. Fanton. **Article 47** (p. 1742) : combat l'amendement n° 134 de M. Fanton qui rendrait trop facile des créations qui sont en fait décidées par l'administration et peuvent porter atteinte aux droits du propriétaire. **Article 48** : se déclare défavo-

rable à l'amendement n° 203 de M. Mesmin car il souhaite ne pas paralyser le développement des associations foncières urbaines et estime qu'il convient de réserver les règles dérogatoires au droit commun au seul cas où une protection spéciale est nécessaire. **Article 49** (p. 1743) : est défavorable à l'amendement n° 135 de M. Fanton. **Article 50** : annonce qu'il retire son amendement n° 45 au profit de l'amendement n° 138 de M. Fanton. **Après l'Article 54** (p. 1744) : expose que l'amendement n° 158 de M. Peretti soumet à autorisation l'édification de clôtures dans certaines zones et fait observer que l'administration possède, en la matière, des moyens d'intervention. **Article 55** (p. 1746) : son amendement n° 48 qui maintient le régime de la déclaration préalable pour les travaux ayant pour seul effet de modifier l'aspect d'un bâtiment ; repoussé ; estime que l'amendement n° 332 de M. Mesmin n'a pas sa place dans le présent projet ; après qu'eut été déclaré recevable l'amendement, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée ; (p. 1747) : s'oppose à l'amendement n° 146 de M. Fanton car il pense qu'il créerait un dangereux vide juridique. **Article 37** (*suite*) (p. 1748) : retire son amendement n° 31 : modification rédactionnelle ; son amendement n° 32 : abrogation des dispositions relatives au pouvoir des tribunaux d'ordonner la démolition ; ne conçoit pas que les auteurs des poursuites puissent oublier de demander la démolition de la construction édifiée sans permis ; adopté ; (p. 1749) : son sous-amendement n° 166 à l'amendement n° 124 de M. Fanton : laisser aux juridictions la possibilité de décider de la publicité du jugement ; adopté. **Après l'Article 55** (p. 1750) : déclare que son amendement n° 339 n'a plus d'objet. **Article 51** (*suite*) : déclare que son amendement n° 74 devient sans objet ; estime que l'amendement n° 139 de M. Fanton est trop complexe et n'est pas de nature à atteindre le but recherché ; (p. 1751) : donne un avis défavorable sur l'amendement n° 140 de M. Fanton ; son amendement n° 391 : harmonisation des délais applicables aux différentes autorisations ; (p. 1752) : retire son amendement ; se déclare favorable à l'amendement n° 221 de M. Mesmin. **Avant l'Article 52** (*suite*) : son amendement n° 46 : fixation des délais applicables à l'instruction du permis de construire ; (p. 1753) : explique que le délai de deux mois paraît assez long dans les cas normaux et que son amendement est assez prudent ; repoussé. **Article 52** (*suite*) (p. 1753) : son amendement n° 73 : supprimer l'article ; la suspension du permis d'instruction des permis de construire devant être décidée, si les circonstances l'exigent, par le législateur ; adopté. **Article 53** (*suite*) (p. 1754) : son amendement n° 47 : cas des demandes de construire à proximité des bâtiments à usage agricole pouvant être à l'origine de certaines nuisances. **Après l'Article 53** (*suite*) : accepte la rédaction de l'amendement n° 392 du Gouvernement : renonciation à réparation du préjudice causé par les nuisances d'origine agricole. **Article 53** (*suite*) (p. 1755) : amendement n° 47 devenu sans objet après adoption de l'amendement n° 392 du Gouvernement ; se déclare défavorable aux amendements n° 247 de M. Claudius-Petit et n° 68 de M. Dubedout étant donné qu'ils auraient pour effet d'interdire la construction sur une partie du territoire sans grand avantage pour la collectivité ; (p. 1756) : son amendement n° 382 : conditions de limitation des constructions proches des installations soumises à la législation relative aux établissements classés ; (p. 1757) : adoption du premier alinéa de l'amendement n° 382 ; rejet du second alinéa de l'amendement n° 382. **Article 56** (p. 1757) : retire son amendement n° 49 qui n'a plus d'objet ; sur l'amendement n° 147 de M. Fanton, n'estime pas qu'il s'agit là d'une disposition capitale et s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 57** (p. 1758) : son amendement n° 167 : non-application des dispositions de l'article en cas de suspension du délai de validité du permis de construire. **Article 58** (p. 1760) : son amendement n° 50 devient sans objet ; indique que l'amendement n° 266 de M. Debré va à l'encontre de l'objectif de simplification recherché dans le cadre de l'article ; (p. 1761) : se déclare défavorable aux amendements n° 67 de M. Dubedout, n° 148 de M. Fanton et n° 249 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 61 : voudrait obtenir du Gouvernement des précisions sur ses intentions quant au sort des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire en application de l'article 2 de la loi de 1913 ; retire son amendement ; se déclare défavorable à l'amendement n° 149 de M. Fanton ; (p. 1762) : retire son amendement n° 168 : application des modalités du permis de démolir aux immeubles compris dans un périmètre de rénovation ; (p. 1763) : son amendement n° 52 : de pure forme ; adopté ; son amendement n° 53 : délais impartis à l'administration pour instruire une demande de permis de démolir ; repoussé ; son amendement n° 55 : harmonisation du code de l'urbanisme avec les dispositions ; adopté ; (p. 1764) : son amendement n° 54 : relogement des locataires preneurs ou occupants de bonne foi ; retiré ; (p. 1765) : sur l'amendement n° 267 de M. Debré qui vise à donner au permis de démolir le caractère d'un document de synthèse appelé à se substituer aux diverses autorisations exigées ; estime que l'amendement de M. Debré tend à faire disparaître le document de synthèse du permis de démolir ; estime que l'amende-

ment n° 251 de M. Claudius-Petit serait plus indiqué dans la discussion d'un débat sur la législation des loyers. **Article 59** (p. 1766) : déclare que son amendement n° 176 (modification rédactionnelle) n'a plus d'objet. **Après l'Article 59 :** se déclare favorable à l'amendement n° 193 du Gouvernement ; se déclare favorable à l'amendement n° 194 du Gouvernement ; (p. 1767) : donne un avis favorable à l'amendement n° 195 du Gouvernement ; (p. 1768) : indique qu'il faut tenir compte des possibilités financières de certains propriétaires ; (p. 1769) : indique qu'il faut reconnaître que le moyen choisi par le Gouvernement est peu adéquat ; retire son amendement n° 365 ; (p. 1770) : est favorable à l'amendement n° 340 de M. Valleix qui, selon lui, faciliterait la mise en œuvre de la procédure de résorption de l'habitat insalubre. **Seconde délibération du projet** [14 avril 1976]. **Article 20** (p. 1774) : se déclare favorable à l'amendement n° 61 du Gouvernement. **Article 25** (p. 1775) : juge que le nouveau texte proposé par le Gouvernement donne satisfaction à la plupart des préoccupations qui se sont exprimées. **Article 45** (p. 1777) : se déclare défavorable au sous-amendement n° 8 de M. Claudius-Petit. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976] : **Article 3** (p. 4405) : son amendement n° 12 en faveur du délai de trois ans pour la procédure du sursis à statuer ; (p. 4406) : son amendement n° 13 tendant à permettre au candidat au permis de construire de confirmer sa demande deux mois avant l'expiration du délai de sursis ; amendement n° 12 adopté ; indique, qu'à son avis, la confirmation se fera de la même façon que la première demande ; (p. 4407) : souhaite que l'administration rappelle au demandeur qu'il lui appartiendra de renouveler sa demande deux mois avant l'expiration du délai ; amendement n° 13 repoussé. **Article 5 A** *bis* (p. 4408) : estime normal que les usagers puissent être consultés; n'accepte pas l'amendement n° 45 de M. Fanton; (p. 4409): accepte l'amendement n° 61 du Gouvernement ; (p. 4412) : accepte l'amendement n° 97 de M. Bécam. **Article 6** *bis* : rappelle que le transfert n'est possible que dans les zones délimitées par décrets pris en Conseil d'Etat, suite à des modalités précises ; s'oppose à la suppression de l'article 6 *bis* ; (p. 4413) : s'oppose à l'amendement n° 79 de M. Mesmin. **Article 7** (p. 4414) : est défavorable à l'amendement n° 5 de M. Dubedout. **Article 8 :** est favorable aux amendements n° 62 et n° 63 du Gouvernement. **Article 11** (p. 4415) : s'oppose à l'amendement n° 7 de M. Dubedout ; accepte l'amendement n° 2 de M. Canacos ; (p. 4416) : son amendement n° 14 tendant à rétablir le paragraphe III de l'article 11 ; explique que son amendement n° 14 permettra au propriétaire de faire valoir ses droits vis-à-vis des tiers ; adopté. **Article 12** (p. 4418) : s'oppose à l'amendement n° 3 de M. Canacos. **Article 15 :** s'oppose aux amendements n° 56 et n° 57 de M. Palewski ; (p. 4419) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 78 de M. Frédéric-Dupont ; demande à M. Frédéric-Dupont qui pourrait mettre fin au sursis à statuer ; s'oppose à l'amendement n° 81 de M. Frédéric-Dupont. **Article 17** (p. 4420) : s'oppose à l'amendement n° 46 de M. Fanton. **Article 17** *ter* (p. 4421) : son amendement n° 42 concernant les conditions de l'enquête publique ; adopté ; (p. 4422) : s'oppose à l'amendement n° 64 du Gouvernement. **Article 18** (p. 4424) : est défavorable aux amendements de suppression n° 65 du Gouvernement et n° 47 de M. Fanton ; (p. 4426) : s'oppose aux amendements n° 66 du Gouvernement et n° 48 de M. Fanton ; (p. 4427) : est défavorable à l'amendement n° 11 de M. Mario Bénard. **Article 20** (p. 4428) : est favorable à l'amendement n° 67 du Gouvernement ; est opposé aux amendements n° 83 et n° 84 de M. Mesmin **Article 21** (p. 4430) : s'oppose à l'amendement n° 85 de M. Mesmin défendu par M. Briane. **Article 25** (p. 4431) : s'oppose aux amendements n° 86, n° 87, n° 88 et n° 89 de M. Mesmin défendus par M. Briane. **Article 32** (p. 4432) : son amendement n° 15 tendant à ce que les délégués des maires puissent se substituer à lui dans son droit de visite ; adopté ; son amendement n° 16 proposant de ramener à deux ans le délai pendant lequel s'exerce le droit de visite ; adopté. **Article 34** (p. 4433, 4434) : soutient l'amendement n° 17 de la commission reprenant pour le paragraphe premier de l'article 34 le texte voté en première lecture ; son sous-amendement n° 98 tendant à ouvrir le droit de se porter partie civile aux associations régulièrement déclarées comptant au moins cent membres depuis plus de cinq ans et agréées dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat ; (p. 4436) : indique, qu'actuellement, un particulier peut se porter partie civile ; que les associations peuvent déjà agir devant les juridictions civiles et devant les tribunaux administratifs ; indique que son amendement n'est pas dirigé contre les élus mais contre les promoteurs qui ne respectent pas les règles de l'urbanisme ; souligne que l'ouverture d'une information ne préjuge pas la culpabilité et que les associations jouent un rôle de contrôle permanent qui n'est pas mauvais ; (p. 4437) : son sous-amendement n° 98 est repoussé ; son amendement n° 17 est repoussé ; est opposé aux amendements n° 8 de M. Dubedout et n° 91 de M. Mesmin défendu par M. Briane ; (p. 4438) : son amendement n° 96 améliorant la rédaction de l'article ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 73 de M. Burckel défendu par M. Fanton. **Arti-**

cle 37 : son amendement n° 18 visant à supprimer le paragraphe I *bis* ; adopté. **Article 38 A** (p. 4439) : son amendement n° 19 tendant à réparer une erreur matérielle ; adopté. **Article 38 B** (p. 4440) : son amendement n° 20 purement rédactionnel ; adopté. **Article 38 *bis*** : est opposé à l'amendement n° 93 de M. Mesmin défendu par M. Briane ; est favorable à l'amendement n° 94 de M. Dubedout ; (p. 4441) : son amendement n° 21 rédactionnel ; adopté ; (p. 4442) : s'oppose à l'amendement n° 68 du Gouvernement ; demande à qui incombera l'entretien des terrains dégagés pour le passage, la sécurité sur ces terrains ; (p. 4443) : son amendement n° 22 s'opposant à l'exception au droit commun instituée par le Sénat ; adopté ; son amendement n° 23 réduisant à titre exceptionnel la distance de quinze mètres partageant les immeubles d'habitation du voisinage de la servitude ; adopté. **Article 40** (p. 4444) : son amendement n° 24 tendant à éviter des doubles emplois et des imprécisions dans l'article 40 ; amendement n° 24 repoussé ; son amendement n° 43 rédactionnel ; adopté ; est favorable à l'amendement n° 69 du Gouvernement ; est favorable à l'amendement n° 70 du Gouvernement ; son amendement n° 25 supprimant le paragraphe VI de l'article 40 : rédactionnel ; indique que son amendement n° 25 a pour objet de remédier à des imprécisions et à des doubles emplois ; adopté ; [23 novembre 1976] : **Article 41 *bis*** (p. 8570) : son amendement n° 26 : obligation d'un préavis de dix-huit mois en cas de reprise des concessions des terres à usage agricole et modalités d'application de la disposition ; le délai d'un an est trop court ; amendement n° 26 adopté. **Article 41 *ter*** (p. 8571) : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Dubedout ; une mesure prématurée ; résoudre d'abord le problème des ressources des collectivités locales. **Article 42** (p. 8573) : l'inquiétude de la commission devant l'amendement n° 106 du Gouvernement ; son sous-amendement n° 108 à l'amendement n° 106 du Gouvernement : nécessité de la consultation officielle du conseil municipal ou de l'organe délibérant de l'établissement public ; (p. 8574) : la nécessité d'éclaircissement ; son sous-amendement n° 108 adopté ; (p. 8575) : son amendement n° 27 : modalités d'entrée en vigueur des dispositions de l'article ; adopté. **Avant l'Article 45** (p. 8576) : son amendement n° 28 : rédactionnel ; adopté. **Article 45** : son amendement n° 29 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 30 : rédactionnel ; adopté ; (p. 8577) : son amendement n° 31 : représentation des collectivités locales au conseil d'administration des établissements publics ; adopté. **Après l'Article 45** : son amendement n° 32 de coordination ; (p. 8578) : accepte le sous-amendement n° 99 de M. Claudius-Petit ; son amendement n° 32 modifié par le sous-amendement n° 99 de M. Claudius-Petit ; adopté. **Article 45 *bis*** : son amendement n° 33 : fixation par décret en Conseil d'Etat des conditions d'application ; adopté. **Article 48** : s'oppose à l'amendement n° 100 du Gouvernement ; son amendement n° 109 : élargissement de la faculté de délaissement des propriétaires de parcelles groupées ou non groupées ; adopté. **Article 51** (p. 8580) : son sous-amendement n° 112 : suppression des dispositions relatives aux conditions dans lesquelles sont constatées et poursuivies les infractions ayant un caractère pénal ; s'oppose à l'amendement n° 51 de M. Fanton ; est favorable à l'amendement n° 107 du Gouvernement ; les articles L 481 et L 482 du code de l'urbanisme ; (p. 8583) : son inquiétude devant les nouvelles obligations des maires ; son sous-amendement n° 112 repoussé ; son amendement n° 39 qu'il retire ; est favorable à l'amendement n° 74 du Gouvernement ; accepte l'amendement n° 75 du Gouvernement. **Article 52** : son amendement n° 35 de suppression de l'article 52 ; l'atteinte grave aux droits des citoyens ; adopté. **Article 53** (p. 8584) : est favorable à l'amendement n° 105 de M. La Combe sous réserve de l'adoption de son sous-amendement n° 110 tendant au maintien de l'engagement du demandeur lorsque le maître d'œuvre n'est pas encore connu au moment de la demande du permis de construire et de l'adoption de son sous-amendement n° 111 de coordination ; (p. 8585) : la pertinence de l'amendement n° 105 de M. La Combe et de ses deux sous-amendements n^{os} 110 et 111 ; l'absence d'obligations contenues dans son sous-amendement n° 110 ; sous-amendements n^{os} 110 et 111 adoptés ; son amendement n° 36 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 37 : conditions dans lesquelles le pétitionnaire peut être tenu quitte de ses engagements ; adopté ; (p. 8586) : est favorable à l'amendement n° 101 du Gouvernement ; est favorable à l'amendement n° 102 du Gouvernement. **Article 53 *bis*** (p. 8587) : son amendement n° 38 : renonciation du pétitionnaire à réparation du préjudice causé par les nuisances dues à des activités agricoles préexistantes en cas de demande de permis de construire ; retiré au profit de l'amendement n° 53 de M. Fanton ; (p. 8588) : est favorable à l'amendement n° 53 rectifié de M. Fanton. **Article 54 *bis*** (p. 8591) : son amendement n° 39 : modification du champ d'application des prescriptions spéciales relatives à l'autorisation ; (p. 8592) : son essai d'amélioration du texte ; adopté. **Article 58** (p. 8593) : son amendement n° 40 : soumission au permis de démolir des démolitions des immeubles situés à l'inté-

rieur des périmètres sensibles ; adopté ; (p. 8594) : s'oppose à l'amendement n° 72 du Gouvernement ; son amendement n° 41 tirant les conséquences de la suppression de l'article 52 ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 54 de M. Fanton ; (p. 8595) : la nécessité de la cohérence des travaux ; repousse l'amendement n° 54 de M. Fanton ; les immeubles en instance de classement ; (p. 8596) : s'oppose à l'amendement n° 77 de M. Claudius-Petit. **Article 62** (p. 8598) : l'absence d'urgence du problème du ravalement des façades des immeubles ; l'injonction périodique ; les travaux exécutés d'office à la requête de l'autorité municipale ; s'oppose à l'amendement n° 55 de M. Fanton. **Commission mixte paritaire,** rapporteur [18 décembre 1976] (p. 9679, 9680) : les décisions de la CMP.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [10 juin 1976]. **Article 3** (p. 3967) : sur l'amendement n° 325 du Gouvernement, déclare que le vendeur d'un immeuble grevé d'une hypothèque pourra avoir besoin de recourir à un paiement échelonné.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion de l'article unique** [29 juin 1976] (p. 4893) : sur l'amendement n° 9 de M. Fouchier, s'étonne que l'on se contente de vouloir maintenir le nombre des accidents au lieu d'engager une politique permettant de les réduire ; indique que la vitesse n'est pas seule en cause.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie.*

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7103) : pas d'urbanisme de qualité sans équipements en rapport ; (p. 7104) : le problème routier ; la circulation sur un réseau en mauvais état ; l'augmentation de la vitesse des poids lourds ; la fluidité du trafic ; des routes saturées accroissant les risques d'accidents ; les carrefours non signalés ; l'urbanisme ; l'immigration de la population du centre vers la périphérie ; les personnes modestes habitant dans les quartiers à rénover ; la préférence pour la maison individuelle ; l'effort en faveur de l'habitat rural ; les rapports entre les services de l'équipement et les particuliers ; une législation complexe ; refuse la « barrière du délai » ; une place importante dans le budget de la nation ; l'utilisation des crédits à bon escient.

Justice [2 novembre 1976] (p. 7347) : le cap de 1 % du budget général ; le problème du fonctionnement de la justice ; l'insuffisance du nombre de magistrats, du nombre de greffiers en fonction ; la lenteur de l'instruction ; la cour d'appel de Versailles.

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7386) : une discussion dont le caractère diffère de celui des autres budgets ; le devoir de justice ; les trois générations du feu : celle de 1914-1918, celle de 1939-1945 et celle d'Afrique du Nord ; la pension « hors guerre » pour les anciens d'AFN ; la retraite du combattant ; les veuves.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7535) : la situation inquiétante des agriculteurs ; (p. 7536) : la baisse du revenu agricole ; l'endettement des agriculteurs ; assurer aux agriculteurs un prix de vente juste leur permettant de vivre dignement ; faciliter l'installation des jeunes ; accomplir un effort plus important pour l'enseignement agricole ; l'insuffisance des crédits ; leur augmentation espérée.

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8109) : la situation des entreprises ; les investissements ; les investissements publics ; le laboratoire national d'essais d'Auxerre ; soutiendra l'action du ministre.

— **Projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier** (n° **2148**). **Discussion des articles** [30 novembre 1976]. **Article 2** (p. 8788) : son amendement n° 42 modifiant la date ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 9** (p. 9516) : son amendement n° 127 défendu par M. Gerbet ; retiré.

1977

— **Projet de loi relatif au contrat de groupement momentané d'entreprises** (n° **2432**). **Discussion des articles** [4 mai 1977]. **Article 3** (p. 2455) : les craintes que lui inspirent l'amendement n° 1 rectifié de M. Inchauspé ; les risques encourus par le maître de l'ouvrage ; l'application de la loi.

— **Projet de loi portant diverses mesures en faveur de l'emploi** (n° **2871**). **Explications de vote** [25 mai 1977] (p. 3041) : un texte qui institue des mesures concrètes en faveur de l'emploi ; le vote positif du groupe républicain.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Discussion des articles** [9 juin 1977] **Après l'Article 23** (p. 3648) : son amendement n° 78 : modalités d'application de

la loi ; le problème des affaires dont les faits sont antérieurs à la publication de la loi ; l'article 33 de l'ordonnance n° 45-1484 du 30 juin 1945 ; le caractère facultatif de la possibilité donnée au ministre d'engager les procédures ; maintient son amendement ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, instituant des modalités exceptionnelles d'accès aux corps de fonctionnaires** (n° **2877**). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4141) : le caractère exceptionnel des reculs de limite d'âge ; les difficultés éprouvées par les cadres les plus âgés. **Article 2** (p. 4142) : la gravité de l'annulation des opérations de concours ; la nature de la publicité systématique ; donner d'une façon plus précise les possibilités de requêtes en annulation des concours.

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion des articles** [4 octobre 1977]. **Article 6** (p. 5803) : la nature des missions de la commission nationale de l'informatique ; (p. 5804) : l'indépendance de la commission nationale ; la représentation au sein de la commission d'un professeur d'enseignement supérieur et d'un avocat.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'information et à la protection des consommateurs dans le domaine des opérations de crédit** (n° **2547**). **Explications de vote** [6 octobre 1977] (p. 5960, 5961) : la nécessaire protection des consommateurs ; l'engagement du Gouvernement à déposer un projet de loi sur la protection du consommateur dans le domaine du crédit immobilier ; la non-précision du droit de timbre à l'occasion des actes rédigés en application de la loi ; le vote sans hésitation du groupe républicain.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — **II. Commerce et artisanat** [19 octobre 1977] (p. 6372) : le rôle tenu par l'artisanat dans l'économie française ; les mesures favorables prises par le Gouvernement à l'égard de l'artisanat ; (p. 6373) : le caractère fragmentaire et insuffisant de ces mesures ; la définition du statut des femmes d'artisans et de commerçants ; redonner confiance à l'artisanat

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 20 octobre 1977 (*J.O.* Débats du 25 octobre 1977) (p. 6562) : les séances tenues par plusieurs commissions au même moment.

Justice [25 octobre 1977] (p. 6588) : la justice, institution essentielle de la société ; (p. 6589) : le projet de budget pour 1978 ; la gratuité de la justice ; le langage judiciaire ; la simplification de la procédure et l'amenuisement des délais ; la nécessité d'un nombre suffisant de magistrats ; l'importance du rôle des avocats ; les commissions d'office ; l'opinion des Français sur la justice.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6662) : l'évolution du budget de l'agriculture ; le remembrement des parcelles ; les travaux d'hydraulique agricole et de drainage ; (p. 6663) : l'activité des SAFER ; l'importance de leurs frais de fonctionnement ; le problème des jeunes agriculteurs ; le cas de la région de la Puisaye.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6819) : le devoir de justice en faveur des anciens combattants d'Afrique du Nord ; le problème du rapport constant ; l'institution d'une commission tripartite ; l'attribution de la carte du combattant aux prisonniers de guerre ; l'élévation du taux de pension des veuves ; la commémoration du 8 mai 1945 ; l'instauration d'un contingent spécial de croix de la Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7083) : les difficultés rencontrées par les formations universitaires dans le domaine des activités physiques et sportives ; la baisse du nombre des postes mis en concours ; l'organisation des concours de pronostics ; (p. 7084) : la misère des clubs sportifs et du sport français de base ; les exemples étrangers ; « l'immoralité » prétendue des concours de pronostics. **Examen des crédits. Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7098) : son sous-amendement n° 202 à l'amendement n° 159 de M. Destremeau : affectation des fonds aux collectivités locales et aux clubs sportifs.

Equipement et aménagement du territoire — **Equipement, aménagement du territoire et urbanisme** [16 novembre 1977] (p. 7536) : le nombre des accidents de la route ; la signalisation ; l'entretien du réseau routier ; (p. 7537) : l'insuffisance des subventions de l'Etat aux départements en matière de voirie ; la diminution des avances consenties aux collectivités locales pour leur permettre d'acquérir les emplacements réservés aux établissements publics dans les POS.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre premier (article premier à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative** (n° **3236**). **Seconde délibération. Explications de vote** [1er décembre 1977] (p. 8152) : la participation des salariés à la gestion et aux bénéfices ; une réforme qui s'inscrit dans le cadre du libéralisme.

— **Projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs** (n° **3177**). **Discussion des articles** [2 décembre 1977]. **Article 10** (p. 8256) : la gratuité des actes constituant des formalités préalables indispensables à des procédures. **Explications de vote** (p. 8264) : la gratuité du service public de la justice ; les caractéristiques de la réforme proposée ; l'amélioration du fonctionnement de la justice ; le vote favorable du groupe républicain.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord portant création du fonds international de développement agricole, ensemble deux annexes, ouvert à la signature à New York, le 20 décembre 1976** (n° **3211**), rapporteur. **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8425): l'approbation de l'accord portant création du Fonds international de développement agricole ; le cheminement de l'idée de la création d'un organisme de financement du développement de la production agricole dans le Tiers-Monde ; le rôle de l'ONU ; la composition du Fonds international de développement agricole ; la contribution française ; les références au dollar ; l'action du Fonds ; l'organisation interne du Fonds ; (p. 8426) : les conditions dans lesquelles il est mis fin aux opérations du Fonds ; le règlement des différends survenant entre le Fonds et un Etat ; l'avis favorable de la commission sur le projet de loi.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Explications de vote** [12 décembre 1977] (p. 8599) : les objectifs du projet de loi ; l'amélioration de la protection des consommateurs ; intensifier la législation en la matière ; le vote favorable du groupe républicain.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à modifier les articles 342 et 342-6 du code civil relatifs aux modalités de mise en œuvre de l'action à fins de subsides** (n° **2632**). **Discussion des articles** [21 décembre 1977]. **Après l'Article premier** (p. 9157) : son amendement n° 1 : possibilité pour le défendeur d'écarter la demande en faisant la preuve qu'il ne pouvait être le père de l'enfant ; (p. 9158) : la justification de la dualité des actions ; la non-restriction du champ d'application de la loi ; amendement n° 1 repoussé.

MASSOT (Marcel)

Député des Alpes-de-Haute-Provence (1re circonscription) (PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission supérieure chargée d'étudier la codification et la simplification des textes législatifs et réglementaires [22 juin 1973] (p. 2466). Démissionnaire de cette commission [4 novembre 1976] (p. 7500).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour la proposition de loi tendant à préciser que l'article 7 du décret n° 72-561 du 3 juillet 1972 s'applique à tous les baux commerciaux à renouveler avant le 1er janvier 1975 [10 octobre 1973] (p. 4263).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant amnistie [10 juillet 1974] (p. 3490).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal, ainsi qu'à la prorogation et à la suspension de divers délais [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la revalorisation de certaines rentes allouées en réparation du préjudice causé par un véhicule terrestre à moteur et portant diverses dispositions d'ordre civil [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 72-10 du 3 janvier 1972 relative à la prévention et à la répression des infractions en matière de chèques [20 décembre 1974] (p. 8272).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi supprimant la patente et instituant une taxe professionnelle [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à l'organisation de l'indivision [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le titre IX du livre III du code civil [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte pour le projet de loi autorisant la visite des véhicules en vue de la recherche et de la prévention des infractions pénales [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant répression du port irrégulier d'armes, d'uniformes de police ou de gendarmerie ainsi que de l'usage d'insignes ou de documents [16 décembre 1976] (p. 9551).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'information et à la protection des consommateurs en matière d'opérations de crédit [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les juridictions civiles et administratives [21 décembre 1977] (p. 9183).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome I : Justice** (n° **1234**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à compléter les dispositions relatives au **maintien dans les lieux des personnes âgées** (n° **1590**) [29 avril 1975].

— **Proposition de loi** relative au **rôle de l'avocat** après le prononcé de la peine (n° **1896**) [8 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome I : Justice** (n° **1920**). [10 octobre 1975].

— **Proposition de loi** relative au droit de vote des **avocats** honoraires aux élections au conseil de l'ordre (n° **2365**) [9 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à compléter certaines dispositions de la **loi n° 71-588** sur les **fusions et regroupements de communes** (n° **3072**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Révision du prix de la viande ovine** [26 juin 1974] (p. 2968).

— **Etat des routes départementales de la vallée de l'Ubaye** [8 juin 1977] (p. 3494) : impossibilité pour le département des Alpes-de-Haute-Provence de prendre en charge la réparation de ces routes ; instaurer une véritable politique de la montagne ; réintégration de la RD 900 dans la voirie nationale.

— **Situation de l'élevage ovin** [26 octobre 1977] (p. 6643, 6644) : règlement communautaire concernant l'élevage ovin ; nécessité de protéger les éleveurs français contre les importations irlandaises.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au statut des notaires et de certains officiers ministériels** (n° 347). **Discussion des articles** [7 juin 1973]. **Après l'Article premier** (p. 1942) : soutient l'amendement de M. Foyer : harmonisation de la terminologie en ce qui concerne les peines ; **Article 14** (p. 1947) : son sous-amendement : maintien du monopole des avocats devant le tribunal de grande instance ; **Article 15 A** (p. 1949) : délai fixé au notaire pour signer l'acte et le rendre authentique ; (p. 1950) : répond au rapporteur ; (p. 1952) : explique le vote de son groupe en faveur du projet de loi ; ses observations sur la restructuration des offices de notaire et sur le fonctionnement de la caisse nationale de garantie.

— **Proposition de loi relative aux baux commerciaux. Troisième lecture. Discussion générale** [30 juin 1973] (p. 2754) : ses arguments en faveur de la position de la commission des lois : rejet du texte du Sénat ; (p. 2755) : répond au Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Transports. — III. Aviation civile [30 octobre 1973] (p. 5070) : projet d'aérodrome civil dans la commune de Vaumeilh ; sa question au ministre des transports sur l'avenir de cet aérodrome.

Justice [31 octobre 1973] (p. 5133) : ses observations sur le budget pour 1974 ; progression des crédits par rapport à 1973 ; nécessité de combler un retard qui était alarmant; insuffisance du budget; insuffisance des effectifs des magistrats ; mise en place de la réforme des professions judiciaires et juridiques; conditions de perception de la taxe parafiscale destinée à alimenter le fonds d'organisation de la nouvelle profession et accroissement du coût des procédures ; travaux de la commission destinés à élaborer un projet de fusion entre les professions d'avocat et de conseil juridique ; extension de la réforme à la postulation devant la cour d'appel ; son inquiétude quant à la loi d'aide judiciaire ; estime que le problème doit être repensé ; propos du garde des sceaux concernant les futurs magistrats chargés de l'accueil du public ; (p. 5134) : ses réserves sur cette institution, sur l'opportunité de sa création ; rôle de conseil des avocats ; ses observations sur les propos du garde des sceaux relatifs à la gratuité de la première consultation des avocats ; protestation des avocats contre les propos tenus par le garde des sceaux ; demande au garde des sceaux de donner au barreau français les apaisements qu'il est en droit d'attendre. **Etat B - Titre III** (p. 5141) : son opposition à la création de magistrats d'accueil ; ses observations quant à la réponse du garde des sceaux relative aux magistrats d'accueil et aux avocats ; déplore les propos du garde des sceaux concernant les avocats.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5328) : politique de la montagne, situation de son département ; (p. 5329) : loi relative à la mise en valeur pastorale des régions d'économie montagnarde ; non-dépôt du projet de loi sur le statut de la montagne ; insuffisance des mesures prises en faveur des zones de montagne ; prime à la vache ; notion de « zone critique » ; élevage ovin ; production et prix ; lutte contre la fraude à l'importation ; détournements de trafics ; demande l'abolition du règlement communautaire du 10 mai 1971 sur l'origine des animaux ; absence de réglementation communautaire du marché ovin ; problème de la garde des moutons ; école de bergers ; projet de création d'un lycée agricole à Digne.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5785) : problème de logement des personnes du troisième âge ; cas de personnes voulant échapper aux villes ; aspiration à une autre qualité de vie ; formule des « résidences pour retraités hors des grands centres » ; attitude des pouvoirs publics face au problème de la réinstallation des retraités hors des grands centres ; action des organismes privés ; demande qu'il soit consenti aux constructeurs de résidences pour retraités un statut financier analogue à celui des HLM avec prêts spéciaux bonifiés ; caractère de « besoin prioritaire » des constructions en cause au sens de la loi de 1953 concernant l'investissement de la taxe sur les salaires dans la construction ; convention entre l'Etat et l'union nationale interprofessionnelle du logement en faveur du logement des travailleurs immigrés ; demande également un effort pour les vieux travailleurs.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**). **Discussion des articles** [22 novembre 1973] (p. 6249) : **Article 5** : se rallie au sous-amendement de M. Baudouin : procédure de vérification des créances non super-privilégiées.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [6 décembre 1973] (p. 6708). **Article 7** : son amendement de terminologie : inclusion de l'expression « travailleurs non salariés des professions non agricoles ».

1974

— **Propositions de loi relatives à la lutte contre le proxénétisme** (n^{os} **93, 231**) [28 juin 1974]. **Discussion de l'Article unique** (p. 2748) : demande le renvoi en commission du fait du dépôt en séance par le Gouvernement d'un amendement important.

— **Projet de loi relatif au dépôt des marques de fabrique** (n° **647**). **Discussion des articles** [18 juin 1974]. **Article 2** (p. 2755) : son amendement n° 5 : ordonnance sur requête du juge ; adopté après modification ; compétence du président du tribunal de grande instance.

— **Projet de loi, modifié par le Sénat, relatif à l'amnistie. Deuxième lecture** (n° **1117**). **Discussion des articles** [9 juillet 1974]. **Article 2** (p. 3408) : demande l'abrogation de la loi anti-casseurs ; (p. 3408) : son amendement n° 18 tendant à étendre le

bénéfice de l'amnistie aux militants de ligues dissoutes auxquels est seulement reprochée la détention de publications à leur domicile ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Justice, rapporteur pour avis [14 novembre 1974] (p. 6413) : le bilan actuel de la justice pénale est dans une large mesure un constat d'échec ; le budget de la justice atteindra 1 % du budget général dans un quart de siècle ; le Gouvernement doit se donner les moyens d'appliquer les réformes de ces dernières années ; la scolarité à l'école nationale de la magistrature ; l'application de la réforme de l'aide judiciaire ; moduler les tarifs des honoraires ; la retraite des avocats est un problème angoissant.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux infractions en matière de chèques** (n° **1268**). **Discussion générale** [6 décembre 1974] (p. 7542) : la multiplication des chèques sans provision n'est pas sans rapport avec la publicité intensive pratiquée par les banques ; (p. 7543) : 92 % des incidents de paiement échappent à la justice ; les raisons de son septicisme à l'égard du dispositif proposé ; le bénéficiaire du chèque assumera toujours le risque du non-paiement ; la solution de ce problème réside dans l'augmentation des crédits du ministère de la justice. **Discussion des articles. Article 3** (p. 7546) : article 65-3 du décret-loi du 30 octobre 1965 : amendement n° 6 : remboursement des frais d'huissier ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 7555) : son amendement n° 25 : assimilation du vol à la perte.

1975

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Discussion générale** [15 mai 1975] (p. 2752) : les conditions matérielles déplorables au sein desquelles ce projet novateur devra s'appliquer ; (p. 2753) : l'absence de crédits suffisants ; la surcharge de travail des juges ; l'absence de réforme pénitentiaire ; la difficulté d'application de l'ajournement du prononcé de la peine ; le recul que constituent des dispositions sur le sursis simple ; les problèmes liés au fractionnement de la peine et à l'interdiction de séjour ; le rôle de l'avocat après le prononcé de la peine ; (p. 2754) : les amendements déposés par le groupe socialiste.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [29 mai 1975] : **Article premier : Article 235 du code civil** (p. 3377) : soutient l'amendement n° 207 de M. Pierre Joxe : décisions du juge compte tenu des intérêts et de la situation des époux et de leurs enfants éventuels ; repoussé ; [30 mai 1975] : **Article premier** (*suite*) **: Article 251 du code civil** (p. 3475) : soutient l'amendement n° 213 de M. Chandernagor : remplacer le texte proposé par l'article 251 par une disposition plus concise et plus générale ; repoussé. **Article 264 du code civil** (p. 3477) : soutient l'amendement n° 233 de M. Chandernagor : laisser au juge un libre pouvoir d'appréciation pour trancher le problème du nom de la femme divorcée. **Article 275 du code civil** (p. 3483) : défend l'amendement n° 227 de M. Chandernagor : constitution du capital à la demande des parties ; repoussé ; [3 juin 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Article 239 du code civil** (p. 3518) : son amendement n° 210 : supprimer l'article ; repoussé. **Article 240 du code civil** (p. 3519) : défend l'amendement n° 211 de M. Pierre Joxe : supprimer l'article ; repoussé.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3920) : l'absence d'apport de nouvelles ressources aux collectivités locales ; le problème de la redistribution des patentes exceptionnelles ; les patentes payées par les usines productrices d'électricité ; la loi du 16 octobre 1919 ; (p. 3921) : les dommages exceptionnels résultant de la loi ; la couverture de ces dommages par les patentes exceptionnelles; le cas de certaines communes des Alpes-de-Haute-Provence groupées en SIVOM ; le problème inextricable que posera à ces communes l'application de la taxe professionnelle ; tenir compte des initiatives prises par les communes ayant bénéficié de patentes exceptionnelles. **Discussion des articles** [11 juin 1975] : **Article 4** (p. 4009) : son amendement n° 12 : supprimer la disposition selon laquelle les lignes, câbles et canalisations extérieurs aux établissements sont exonérés ; fait valoir que les syndicats d'électrification sont exonérés d'impôts ; adopté ; [12 juin 1975] : **Article 16** (p. 4059) : son amendement n° 21 : versement à un fonds départemental de la taxe professionnelle de l'excédent existant lorsque les bases d'imposition d'un établissement créé à partir du 1er janvier 1976 divisées par le nombre d'habitants de la commune excèdent 20.000 F; cas de l'excédent de ressources procurées par les établissements qui produisent de l'énergie ou traitent des combustibles ; insiste sur la pénalisation qui risquerait de porter sur les opérations antérieures à 1976 si l'on suivait le texte du Gouvernement ; (p. 4061) : serait prêt à retirer son amendement n° 21 au profit de l'amendement n° 69 de M. Burckel sous réserve d'une modification de ce dernier ; re-

poussé ; (p. 4064) : son amendement n° 65 : suppression des alinéas 2, 3 et 4 du paragraphe 1 de l'article 16 ; donner les pleins pouvoirs au conseil général en matière de répartition ; retiré ; (p. 4066) : son amendement n° 66 : insérer les mots « syndicats de communes » ; retiré ; (p. 4067) : son amendement n° 67 : dans le premier alinéa du paragraphe 2 de l'article 16, supprimer les mots « créés à partir du 1er janvier 1976 » ; repoussé ; (p. 4068) : son amendement n° 68 : affectation en priorité des crédits du fonds départemental aux communes ayant à rembourser des annuités d'emprunts ; retiré. **Article 18** (p. 4070) : son amendement n° 89 : conséquence de l'amendement adopté à l'article premier, qui tend à donner aux syndicats de communes la possibilité de percevoir directement les impôts locaux ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7927) : ses observations relatives à la situation de l'élevage ovin qui fait vivre 110.000 familles ; le Gouvernement doit faire échouer un projet communautaire qui aurait pour conséquences de faire absorber par le Marché commun les excédents néo-zélandais.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 6 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 6 novembre 1975] (p. 8324) : demande si les syndicats de communes peuvent prétendre à des contrats de pays ; se préoccupe des critères de choix des départements ; (p. 8327) : le remplacement de la patente par la taxe professionnelle ; le fonds d'équipement des collectivités locales ; l'existence de CEG non inscrits sur la carte scolaire dans les zones de montagne.

Justice, rapporteur pour avis [17 novembre 1975] (p. 8462) : le budget de la justice reste toujours en deçà du 1 % et n'est qu'un budget de fonctionnement ; la priorité donnée à la région parisienne ; aligner le plafond de l'aide judiciaire totale sur le SMIC ; le danger d'admettre la fixation par décret du plafond de ressources et du montant des allocations aux avocats ; l'urgence d'une réforme des conseils de prud'hommes ; l'insuffisance des effectifs de surveillance ; parité avec la police du personnel pénitentiaire ; l'éducation surveillée, grande sacrifiée du budget ; le rapporteur avait conclu au rejet des crédits mais la commission des lois recommande leur adoption.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 12 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8514) : indemnisation des avoués de la cour d'appel de Paris ; sort du rapport Monguilan relatif aux tribunaux de commerce ; incidences du projet de loi organique abaissant la limite d'âge des magistrats sur le recrutement de ces corps ; réforme du conseil supérieur de la magistrature ; place et rôle des structures de déconcentration mises en place par le ministère de la justice ; suite donnée au rapport de la commission « informatique et liberté » ; (p. 8516) : demande au garde des sceaux si des charges d'avoués seront créées près la cour d'appel de Versailles et, éventuellement, près la cour d'appel de Créteil ; (p. 8520) : la situation des avoués devant la cour d'appel de Versailles pendant les trois premières années de son fonctionnement où son ressort sera purement pénal ; (p. 8523) : interroge le garde des sceaux sur son intention de prévoir l'autorisation pour les parlementaires de consulter certaines banques de données comportant des informations statistiques ou documentaires en matière juridique, économique ou sociale ; (p. 8529) : demande au garde des sceaux d'indiquer la date de parution du décret modifiant le plafond des ressources prévues pour l'octroi de l'aide judiciaire.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la fixation du prix des baux commerciaux renouvelés en 1975** (n° **1992**). **Discussion générale** [16 décembre 1975] (p. 9847) : le vote favorable du groupe socialiste sur l'article premier du projet ; son opposition à l'article 2 qui prévoit la rétroactivité du texte.

— **Rappel au règlement** [17 décembre 1975] (p. 9913, 9914) : raisons de la modification « à titre exceptionnel » de l'ordre du jour ; renvoi de la discussion du projet de loi relatif à la cour d'appel de Versailles ; protestation du groupe des socialistes et radicaux de gauche contre cette violation du règlement.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Justice [2 novembre 1976] (p. 7436) : la faiblesse du budget de la justice ; les ambitions gouvernementales démesurées et irréalisables ; l'obligation de gérer la misère ; les créations d'emplois face au manque de crédits ; renoncer à des créations nouvelles ; le problème de la cour d'appel de Versailles ; le problème des greffes ; les difficultés des auxiliaires de justice et des avocats ; le service de l'aide judiciaire ; les garanties de la défense pénale ; les retraites des avocats ; l'augmen-

tation des droits de plaidoirie ; autoriser leur perception dans tous les jugements en matière civile ; une justice plus rapide et moins chère.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Services judiciaires [2 novembre 1976] (p. 7358) : les saisies ; les tribunaux de prud'hommes ; l'aide judiciaire ; la retraite des avocats ; le droit de plaidoirie appliqué aux jugements avant-faire-droit.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture. Débat du 4 novembre 1976 (*J.O.*, Débats du 5 novembre 1976) (p. 7634) : l'élevage ovin ; la concurrence néo-zélandaise possible ; le FORMA ; la rénovation rurale en montagne ; les DDA.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'intérieur. Débat du 28 octobre 1976 (*J.O.*, Débats du 20 novembre 1976) (p. 8361) : le réseau routier ; les chemins départementaux ; les voies communales ; le cas des Hautes-Alpes et des Alpes-de-Haute-Provence.

— **Projet de loi modifiant l'article 15 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **1872**). **Première lecture. Discussion de l'Article unique** [25 novembre 1976] (p. 8708) : soutient l'amendement n° 1 de M. Gerbet ; la possibilité d'exercer pour les avocats honoraires ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9642) : le problème du vote dans les élections au conseil de l'Ordre et au Bâtonnat des avocats stagiaires ; le vote des avocats honoraires ; les conditions d'éligibilité ; le rôle des avocats stagiaires ; la situation des avocats honoraires ; sa proposition de loi qui n'est pas venue en discussion ; demande à l'Assemblée de ne pas se déjuger quant au vote des avocats honoraires. **Discussion de l'Article unique** (p. 9643) : son amendement n° 2 : le vote des avocats honoraires ; adopté.

1977

— **Projet de loi modifiant les articles 11, 17 et 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **2996**). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Après l'Article premier** (p. 4107) : l'équivalence de l'examen passé à la fin de la quatrième année au CAPA.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Dépat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la justice. Débat du 20 octobre 1977 (*J.O.*, Débats du 25 octobre 1977) (p. 6566) : la retraite des avocats ; la modification de la perception du droit de plaidoirie ; l'incidence de la réforme sur l'organisation de la retraite des avocats ; l'aide judiciaire et les commissions d'office.

Comptes spéciaux du Trésor [18 novembre 1977] (p. 7733) : le problème de l'entretien des routes de montagne ; le cas de la vallée de l'Ubaye ; la mise à charge de l'entretien des routes aux départements ; le cas de la ville de Barcelonnette ; le problème spécifique posé par la route départementale 900 ; (p. 7734) : la dotation du fonds spécial destiné à aider à l'entretien des routes de montagne ; le placement du département de Haute-Provence au premier rang des départements sinistrés.

— **Projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs** (n° **3177**). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8251) : l'égalité des chances devant la justice ; la renonciation par l'Etat de la perception de la redevance de greffe, des droits de timbre et d'enregistrement ainsi que des taxes parafiscales ; la responsabilité des professions judiciaires relatives au coût de la justice, au coût des recouvrements des droits ; le recouvrement des amendes ; l'augmentation du montant des amendes pénales ; le mauvais fonctionnement de la justice ; mettre en place une aide juridique et une aide judiciaire ; le relèvement des plafonds de l'aide judiciaire ; l'insuffisante augmentation de l'indemnité forfaitaire perçue par l'avocat ; indemniser forfaitairement les frais et charges résultant des commissions d'office ; la protection de l'indépendance des ordres d'avocats ; le problème de la perception individuelle des droits de plaidoirie ; l'alimentation des caisses de retraite des avocats ; les conséquences de l'application de la loi pour les greffiers et officiers ministériels ; (p. 8252) : le vote favorable du groupe PSRG. **Discussion des articles. Article 12** (p. 8257) : les critères retenus pour définir l'activité de consultant des avocats.

MASSOUBRE (Jean-Louis)

Député de la Somme
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

MATHIEU (Gilbert)

Député de la Côte-d'Or
(4e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454).

Cesse d'appartenir à cette commission [25 octobre 1974] (p. 5506).

Membre de la commission de la production et des échanges [12 novembre 1974] (p. 6230), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat aux anciens combattants [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à sa mission temporaire [20 juin 1975] (p. 4568).

Membre de la commission nationale d'urbanisme commercial [22 avril 1976] (p. 2096), [23 juin 1977] (p. 4155), [24 juin 1977] (p. 4202).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction [21 décembre 1977] (p. 9186).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à faire du **8 mai** de chaque année un **jour férié** (n° **1545**) [11 avril 1975].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Enlèvement de Français en Mauritanie** [4 mai 1977] (p. 2423, 2424) : mesures envisagées par le Gouvernement pour protéger les coopérants.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7688) : l'importance des mesures prises en faveur des anciens combattants ; les améliorations nécessaires ; la retraite anticipée ; la carte d'ancien combattant pour les anciens d'Afrique du Nord ; l'aide au régime mutualiste ; la parité des retraites ; l'application du rapport constant ; la situation des ascendants ; le cas des orphelins ; la mensualisation du versement des pensions ; (p. 7689) : l'actualisation du code des pensions ; les services d'accueil de l'office national des anciens combattants ; la nécessité de rétablir les prêts spéciaux ; l'effort en matière d'appareillage ; les écoles de rééducation ; la modernisation des locaux des Invalides ; la situation des nécropoles ; le cas de Douaumont et de Notre-Dame-de-Lorette ; (p. 7690) : rappeler aux jeunes les actions glorieuses des anciens combattants ; perfectionner la loi de 1919.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7379) : les propos dépolitisés de M. Gilbert Faure ; les propositions du comité des usagers du secrétariat d'Etat aux anciens combattants ; la retraite anticipée à soixante ans ; les inégalités qui subsistent ; les demandes des anciens d'AFN ; la retraite anticipée ; (p. 7380) : l'indexation des pensions ; le cas des ascendants ; les veuves de guerre ; l'informatique ; les locaux ; les personnels ; l'office ; les nécropoles ; (p. 7381) : la célébration de l'anniversaire de la bataille de Verdun ; les réalisations sociales des groupements d'anciens combattants ; indique que les républicains indépendants voteront le budget des anciens combattants.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6812) : les valeurs morales dont sont porteurs les anciens combattants ; (p. 6813) : rend hommage à l'action de M. Bord ; l'amélioration des relations entre l'administration et les usagers ; le bénéfice de la campagne double pour les anciens d'Afrique du Nord ;

l'abrogation de la réserve viagère des retraités mutualistes ; l'attribution de la carte du combattant aux prisonniers de guerre ; la revalorisation des pensions des veuves et des ascendants ; la modification du processus du rapport constant ; la nécessité de concertation ; l'institution nationale des invalides ; le manque de personnel des services départementaux de l'office des anciens combattants ; la rénovation des nécropoles nationales ; l'instauration d'un contingent supplémentaire de croix de la Légion d'honneur pour les anciens de 1914-1918 ; la commémoration du 8 mai 1945 ; la proposition de loi Beucler sur la situation des anciens d'Indochine.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Avant l'Article premier** (p. 8061) : son amendement n° 95 : condition dans lesquelles les poursuites relatives au remboursement des dettes consécutives à un prêt peuvent être autorisées et aménagement du moratoire judiciaire des rapatriés ; prendre en considération le problème des spoliés ; (p. 8062) : l'avis favorable du Gouvernement sur les amendements n° 49 et n° 50 de la commission ; amendement n 95 ; retiré. **Après l'Article 11** (p. 8084) : les déclarations de M. Missoffe relatives aux dettes contractées outre-mer ; la position du Gouvernement sur la question.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° 3199). **Première lecture. Discussion générale** [19 décembre 1977] (p. 8968) : la nécessité de la réforme ; la souplesse et le caractère évolutif de la jurisprudence ; la présomption de responsabilité des locateurs d'ouvrages ; la procédure de recherche des responsabilités ; le système proposé pour l'assurance ; l'assurance de dommages ; l'assurance de responsabilités ; l'amélioration de la qualification des entrepreneurs de bâtiments ; la mission de contrôle de l'administration ; les « chalandonettes » ; l'extension de la présomption de responsabilité ; le rejet de l'institution d'une responsabilité solidaire des sous-traitants ; le problème de la réception des ouvrages ; (p. 8969) : les délais de garantie pour l'isolation phonique ; les lacunes du texte ; la soumission à l'obligation d'assurance des maîtres d'ouvrage construisant pour leur compte ; la garantie de fonctionnement de l'assurance ; le problème de la structure du marché ; la sauvegarde d'une concurrence suffisante ; la nécessité d'une réflexion de la commission de la concurrence ; renforcer les pouvoirs de l'autorité administrative à l'égard des accords de gestion ; l'avis favorable de la commission de la production. **Discussion des articles,** rapporteur pour avis. **Article premier** (p. 8976) : son sous-amendement n° 94 à l'amendement n° 82 de M. Richomme : attribution de la présomption de responsabilité ; les conséquences de la suppression de la présomption légale ; retiré ; (p. 8977) : son sous-amendement n° 96 à l'amendement n° 82 de M. Richomme : suppression des dispositions relatives à l'exemption des responsabilités en cas de preuves de provenance de dommages d'une cause étrangère ; retiré ; son amendement n° 43 : assimilation de la réalisation d'un ouvrage à l'exécution de certains travaux de modification de construction ; inclure dans le champ d'application du projet les travaux de réhabilitation ; (p. 8978) : les conditions du débat ; amendement n° 43 ; retiré. **Article 2 : Article 1792-4 du code civil** (p. 8980) : son amendement n° 44 : responsabilité solidaire du fabricant de l'ouvrage aux obligations mises à la charge du locateur d'ouvrage ; devenu sans objet. **Article 1792-6 du code civil** (p. 8981) : l'importance revêtue par la réception ; le caractère unilatéral de l'acte de réception ; la notion de réception contradictoire ; (p. 8982): la nature de l'acte de réception ; son caractère tacite dans la plupart des cas ; la procédure de la lettre recommandée ; les amendements n° 45 et n° 46 de la commission ; (p. 8993) : son amendement n° 45 : conditions dans lesquelles la prise de position est réputée valoir réception ; la facilitation des opérations de réception ; amendement n 45 repoussé ; son amendement n° 46 : conditions dans lesquelles mention doit être faite dans l'acte de cession de la date de sa réception ; devenu sans objet ; (p. 8984) : son amendement n° 47 : fixation du point de départ des obligations pour les travaux ayant fait l'objet des réserves au moment de la réception au jour où il est constaté que l'exécution des travaux est conforme aux prescriptions du contrat; adopté ; son amendement n° 48 rectifié : conditions dans lesquelles l'exécution des contrats est réputée avoir été constatée ; adopté ; (p. 8985) : son amendement n° 49 : information des maîtres d'ouvrages des éventuelles conditions du refus de constater l'exécution des travaux ; repoussé. **Article 2** *bis* : son amendement n° 50 de suppression ; les inconvénients de l'extension de l'objet de la retenue de garantie ; adopté. **Article 3** (p. 8986) : son amendement n° 51 rectifié : nouvelle rédaction de l'article 2270 du code civil relatif au délai de prescription ; l'accélération de la couverture des dommages ; amendements n° 51 rectifié et n° 52 devenus sans objet. **Après l'Article 5** (p. 8988) : son amendement n° 53 : soumission des contractants de construction de maisons individuelles aux obligations des locateurs d'ouvrage ; retiré. **Article 6** (p. 8989) : son amendement n° 54 : réputation incluse dans les contrats de louage d'ouvrage des règles générales de construction

applicables aux bâtiments ; la prise en considération du problème de l'isolation phonique par l'amendement n° 55 de la commission ; repoussé ; (p. 8990) : son amendement n° 55 : inclusion des travaux de nature à répondre aux exigences normales requises en matière d'isolation phonique dans les éléments de la garantie de bon fonctionnement ; les garanties offertes contre les défauts d'isolation phonique ; les risques encourus par un raccourcissement des délais de garantie ; repoussé ; (p. 8991) : son amendement n° 56 : garanties offertes par le vendeur ou le promoteur immobilier de la conformité du logement pendant un an à compter de la prise de possession ; propose de porter le délai de constatation du respect des règles d'isolation phonique à six mois ; (p. 8992) : son amendement tendant à fixer le délai de garantie à six mois ; devenu sans objet. **Article 7** (p. 8996) : son amendement n° 57 : élargissement des prérogatives et des modalités d'intervention du contrôleur technique ; la rétribution des organismes chargés du contrôle ; la référence dans les contrats types à la possibilité pour l'assureur de demander au contrôleur des informations complémentaires ; retiré. **Article 8** (p. 8997) : son amendement n° 58 : substitution au maître de l'ouvrage présent ayant demandé son intervention ; devenu sans objet. **Article 11 : Article L 241-1 du code des assurances** (p. 8998) : son amendement n° 59 rectifié : l'extension de l'obligation d'assurance au fabricant ; la suppression à la référence à l'article 1792-2 du code civil ; devenu sans objet ; (p. 9000) : son amendement n° 60 : conditions de justification des souscriptions des contrats d'assurance ; la possibilité de recourir à des formes d'abonnement d'assurance ; le recours éventuel aux primes subséquentes ; la répartition du paiement des primes d'assurance ; éviter un renchérissement de la prime ; l'assurance de la garantie en cas de défaillance ou de disparition de l'entreprise; amendement n° 60 adopté. **Article L 242-1 du code des assurances** (p. 9001) : son amendement n° 61 ; rectifié : subordination de la répartition des dommages à la survenance du dommage ; (p. 9002) : le rapport Spinetta ; prévoir une extension de la garantie offerte au cas où la présomption de responsabilité est écartée ; retiré ; son amendement n° 62 : caractère obligatoire d'une provision dans un délai de trois mois suivant la déclaration du sinistre en cas de non-contestation par l'assureur du droit à indemnité ; le calcul du montant de la provision ; (p. 9003) : la possibilité d'un recours au système de référé pour la détermination de la provision ; la fixation à quatre mois par le rapport Spinetta du délai de versement de la provision ; amendement n° 62 repoussé. **Article L 243-1 du code des assurances** (p. 9004) : son amendement n° 64 : éléments d'information devant être inclus dans les actes de transfert de propriété de jouissance d'un bien lorsque l'acte intervient avant l'expiration du délai de dix ans ; adopté. **Après l'Article 11** (p. 9006) : son amendement n° 67: nouvelle rédaction du chapitre unique du titre premier du livre III du code des assurances ; réservé ; son amendement n° 68 : conditions dans lesquelles l'autorité administrative doit s'opposer à tout accord permettant à une entente de contrôler l'assurance-dommages ou l'assurance-responsabilité ; adopté ; amendement n° 67 précédemment réservé, adopté. **Avant l'Article 12** (p. 9007) : son amendement n° 70 : examen par la commission de la concurrence des conditions d'exercice de la concurrence dans l'assurance ; dépôt du rapport de la commission de la concurrence sur les bureaux de l'Assemblée nationale et du Sénat avant le 30 novembre 1978 ; le rôle d'information de la commission de la concurrence; amendement n° 70 repoussé. **Article L 242-1 du code des assurances** : son amendement n° 63 : suppression des dispositions relatives à la séparation entre les assureurs du risque-dommages et les assureurs du risque-responsabilité ; adopté. **Article 13** (p. 9008) : son amendement n° 65 : définition par décret en Conseil d'Etat du contenu de la garantie de bon fonctionnement ; adopté. **Article 14** (p. 9009) : son amendement n° 66 : conditions d'entrée en vigueur des dispositions de l'article 12 A ; devenu sans objet. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 décembre 1977] (p. 9169) : le caractère satisfaisant de la rédaction de l'article 1792 du code civil adopté par le Sénat ; la suppression des dispositions reportant le point de départ des délais de garantie à la constatation d'exécution des travaux ; l'assurance de dommages ; le versement d'une provision par l'assureur à défaut de contestation du droit à indemnité ; la suppression des dispositions relatives au maintien de la concurrence dans le secteur de l'assurance-construction ; les amendements proposés par la commission de la production. **Discussion des articles,** rapporteur pour avis. **Article 2** (p. 9171) : son amendement n° 1 : mention faite dans l'acte de cession de la date de la réception de l'ouvrage en cas de cession ; adopté ; son amendement n° 2 : report du point de départ des délais de garantie pour les travaux destinés à lever les réserves au moment de la réception ; adopté. **Article 11** (p. 9173) : son amendement n° 15 : conditions de souscription à l'assurance-dommages ; retiré ; la répartition des dommages ; permettre à l'usager de percevoir de droit une provision ; l'opposition de la commission à la proposition de l'amendement n° 11 de M. Richomme ; (p. 9174) : son opposition à l'amendement n° 11 de M. Richomme ; son amendement n° 3 : devenu sans objet. **Article 11** *bis* : son amendement n° 4 : nouvelle

rédaction de l'intitulé du chapitre unique du titre premier du livre III du code des assurances ; réservé. **Article 11** *ter* : son amendement n° 5 : pouvoir de l'autorité administrative de s'opposer à tout accord permettant à une entente de contrôler l'assurance-dommages ou l'assurance - responsabilité ; adopté. **Article 11** *bis* (*suite*) (p. 9175) : son amendement n° 4 précédemment réservé ; adopté.

MATHIEU (Serge)

Député du Rhône
(RI, puis R).

En remplacement le 9 juillet 1974 de M. Gérard Ducray nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 juillet 1974] (p. 3405, 3430).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [10 juillet 1974] (p. 3489).

L'Assemblée prend acte de sa démission de député [12 octobre 1976] (p. 6503, 6532).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [3 octobre 1974] (p. 4759), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **la protection des élèves des établissements d'enseignement technique agricole** contre les accidents survenus par le fait ou à l'occasion de cet enseignement (n° **1436**) [19 décembre 1974].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2019) : les difficultés des producteurs de vins d'appellation contrôlée ; mesures fiscales à envisager en leur faveur : remise forfaitaire, délais de règlement ; octroi de prêts bonifiés.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [8 novembre 1974] (p. 6109) : l'enseignement agricole ; les bourses et les transports scolaires ; l'enseignement privé ; les maisons familiales ; la carte scolaire ; les centres de formation d'apprentis ; la méthode pédagogique de l'alternance ; (p. 6110) : votera le budget.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7928) : prend acte de la signature du protocole qui permettra un règlement plus rapide des agriculteurs sinistrés ; souhaite une aide efficace de l'Etat pour la recherche de moyens de protection contre la grêle ; souligne l'insuffisance des crédits pour les maisons familiales d'éducation et d'orientation.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4841) : l'intérêt capital de l'achèvement du canal du Rhône au Rhin ; (p. 4842) : son effet incitatif en matière d'implantation industrielle ; un choix particulièrement judicieux notamment dans l'utilisation de la Saône et de l'équipement du port de Villefranche-sur-Saône ; une déclaration d'intérêt public avant 1977 ; le dégagement de tranches annuelles ; souhaite que la responsabilité de liaison soit confiée à un organisme autonome.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [16 juin 1976] : **Article 5** (p. 4196) : son amendement n° 262 défendu par M. Mayoud ; retiré. **Article 6** (p. 4227) : son amendement n° 263 rectifié défendu par M. d'Aillières ; retiré ; [17 juin 1976] : **Article 10** (p. 4307) : son amendement n° 264 soutenu par M. Bourson ; réservé puis retiré.

MATON (Albert)

Député du Nord
(22^e^ circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à permettre le développement des **pharmacies mutualistes** et le respect des libertés des mutualistes (n° **2481**) [9 juillet 1976].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation des usines H. K. Porter à Marpent et à Haillicourt** [19 juin 1974] (p. 2788).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Travail, emploi et population [15 novembre 1973] (p. 5840) : garantie de l'emploi, recrudescence des licenciements collectifs, insécurité de l'emploi, recherche d'une rentabilité maximum ; jeux financiers des groupes financiers ; loi sur le droit de licenciement ; rejet de l'amendement de M. Maurice Andrieux sur les licenciements collectifs ; principes sur lesquels doit reposer la sécurité de l'emploi ; dispositions figurant dans la proposition de loi de son groupe n° 411.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — **I. Industrie** [15 novembre 1977] (p. 7443) : la situation de la Sambre et de l'Avesnois ; l'évolution de l'emploi ; le gaspillage des moyens de production ; le cas d'Usinor-Louvroil ; l'irréalité des annonces périodiques de créations d'emplois ; les atouts économiques du bassin de la Sambre et de l'Avesnois ; (p. 7444) : la remise en marche du train de laminoir T 300 d'Usinor-Louvroil ; la relance de la consommation populaire.

MAUGER (Pierre)

Député de la Vendée
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national [29 juin 1973] (p. 2726).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Chargé d'une mission temporaire auprès de M. le secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications [18 décembre 1974] (p. 8040).

Il est mis fin à cette mission temporaire [20 juin 1975] (p. 4568).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter l'ordonnance n° 58-1360 du 29 décembre 1958 portant **loi organique relative au Conseil économique et social afin de prévoir la représentation des retraités et des personnes âgées** (n° **539**) [27 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 401) concernant les **possibilités de promotion au grade supérieur des officiers de réserve honoraires** (n° **598**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à faire bénéficier les salariés français résidant ou ayant résidé dans certains Etats ou dans les territoires d'outre-mer des dispositions de la **loi n° 72-1223** du 29 décembre 1972, portant généralisation de la **retraite complémentaire** au profit des salariés et anciens salariés (n° **2784**) [13 avril 1977].

— **Proposition de loi** tendant à aménager la **fiscalité** frappant les **marins-pêcheurs** (n° **3243**) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Construction en zones rurales et littorales** [7 mai 1975] (p. 2458).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **29772**) : **Situation des agriculteurs vendéens** [11 juin 1976] (p. 4046, 4047) : les conséquences déplorables des mesures d'encadrement du crédit pour l'agriculture en Vendée ; la diminution du montant des prêts spéciaux d'élevage pour 1976 ; les méfaits de la sécheresse pour l'agriculture vendéenne.

— (n° **37171**) : **Alimentation en eau potable de l'île d'Yeu** [15 avril 1977] (p. 1874) : l'insuffisance et la vétusté de la canalisation alimentant l'île d'Yeu en eau potable face aux besoins croissants de la population et des estivants ; l'urgence de l'installation d'une deuxième canalisation.

— (n° **37222**) : **Taux de la TVA applicable à l'hôtellerie** [22 avril 1977] (p. 2103, 2104) : possibilité de faire bénéficier les hôtels de préfecture du régime d'imposition à la TVA au taux réduit de 7 % ; la nécessaire modernisation de ces hôtels ; octroi à ce secteur de l'hôtellerie de prêts à taux bonifié plus importants et de primes d'équipement hôtelier.

— (n° **37384**) : **Concurrence étrangère dans l'industrie de l'habillement** [29 avril 1977] (p. 2344, 2345) : application stricte, au niveau des douanes, des dispositifs de lutte contre les rétrocessions de marchandises effectuées illégalement vers la France par certains membres du Marché commun ; marquage des articles vestimentaires.

— (n° **37761**) : **Impôt sur le revenu des retraités** [27 mai 1977] (p. 3192, 3193) : date à laquelle les retraités pourront bénéficier de l'abattement de 10 % accordé aux salariés.

— (n° **38379**) : **Conséquences de l'augmentation du prix du café** [17 juin 1977] (p. 3969) : les conséquences de l'augmentation du prix du café pour les cafetiers et restaurateurs ; la fixation du prix du café à un niveau juste et raisonnable.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Transports. — **IV. Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6674) : l'apprentissage maritime ; la police maritime ; la pollution des mers ; l'aide à l'institut scientifique des pêches maritimes ; l'aide à la construction navale ; la conférence de Caracas sur le droit des mers ; la situation des marins-pêcheurs artisanaux ; la subvention compensatrice au prix du carburant ; les frais d'exploitation ; les crédits à l'armement ; le crédit maritime mutuel ; (p. 6675) : l'enquête sur les accidents dont ont été victimes deux marins-pêcheurs de Noirmoutier.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**). **Discussion générale** [25 avril 1975] (p. 2148): tenir compte des situations locales ; ne pas paralyser les activités traditionnelles comme la conchyliculture et la pisciculture ; le cas de Noirmoutier ; (p. 2149) : celui de Notre-Dame-de-Monts et de la Barre-de-Monts ; la façon tendancieuse dont sont présentés certains dossiers par l'administration ; organiser la défense contre la mer. **Discussion des articles. Article 4** (p. 2159) : son intervention sur la composition du conseil d'administration du conservatoire.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2690): l'impact de la crise pétrolière sur les Français ; la maîtrise de l'énergie nucléaire ; construire des centrales moyennes près des villes ; la sécurité des installations ; la façon peu sérieuse dont a été déterminé l'emplacement des centrales ; le cas de Brétignolles-sur-Mer ; l'utilisation de l'énergie solaire.

— **Projet de loi portant modification de dispositions de droit pénal** (n° **1481**). **Explications de vote** [16 mai 1975] (p. 2856) : le vote favorable du groupe UDR.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° **1907**). **Discussion des articles** [17 octobre 1975]. **Article 2** (p. 7104) : son amendement n° 2 : rattacher les officiers du service du matériel au statut des officiers des armes ; (p. 7105) : souhaite que le Gouvernement étudie la question ; retiré. **Explications de vote** (p. 7114) : le vote positif du groupe UDR.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — **Budget annexe du service des essences** [30 octobre 1975] (p. 7630): l'absence de véritable politique de défense ; l'amélioration de la condition militaire ; l'insuffisance des investissements ; l'inexistence d'un fusil d'assaut ; l'insuffisance des crédits pour la formation des appelés ; (p. 7631) : l'abstention de l'orateur dans le vote du titre V.

Transports. — IV. **Marine marchande** [14 novembre 1975] (p. 8440) : les difficultés de la pêche artisanale ; la nécessaire réorganisation du marché du poisson ; fixer des prix seuils pour les importations ; accorder à la pêche maritime le même soutien qu'à l'agriculture ; harmoniser dans le cadre de la CEE les charges sociales et les aides ; (p. 8441) : les difficultés des pêcheurs de sardines quant à l'application des contrats passés avec la Norvège ; adapter aux besoins réels la subvention accordée à la société nationale de sauvetage en mer ; le cas des équipages bénévoles de marins qui arment les canots de sauvetage.

Postes et télécommunications [18 novembre 1975] (p. 8564) : l'augmentation du budget des P.T.T. ; recourir à un recrutement régional ; les mesures prises dans le domaine des télécommunications ; les efforts à entreprendre en faveur du téléphone rural ; améliorer la formation des personnels ; (p. 8565) : améliorer la qualité des communications téléphoniques.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Explications de vote** [11 décembre 1975] (p. 9692) : le vote favorable du groupe UDR ; un projet dont il faudra étendre le champ d'application.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2877) : les objectifs de la réforme de l'entreprise ; la nécessité pour l'entreprise d'évoluer ; les propositions formulées en matière de création et de gestion des entreprises ; l'incitation du chef d'entreprise d'exercer de façon plus humaine son autorité ; émet des réserves quant aux sujets des comités de groupe ; le caractère inacceptable de la participation des travailleurs au travers seulement des syndicats ; la tyrannie exercée par la CGT dans les entreprises et les administrations où elle est implantée ; autoriser la liberté de candidature au premier tour des élections au comité d'entreprise.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3666) : le projet a trahi la pensée du chef de l'Etat ; il porte atteinte à la liberté de posséder un patrimoine, à la liberté de la vie privée ; les citoyens sont désormais soumis à l'arbitraire de fonctionnaires ; le projet est nocif ; (p. 3667) : il aggrave la charge du foncier ; il faut de véritables réformes notamment celle de l'administration ; certains agents des finances commettent de véritables exactions ; il faut épurer l'administration des éléments nocifs qui ne sont animés que par des convictions partisanes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [28 octobre 1976] (p. 7199) : la pêche artisanale ; la raréfaction du poisson ; le cas des Sables-d'Olonne ; l'extension des eaux territoriales françaises ; le prix du poisson ; l'aide au carburant ; le prix des bateaux ; l'action en faveur des jeunes patrons ; le sauvetage en mer ; l'île de Sein dépourvue de tout bateau de sauvetage ; (p. 7200) : les marins-pêcheurs.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi n° 68-1181 du 30 décembre 1968 relative à l'exploration du plateau continental et à l'exploitation de ses ressources naturelles** (n° **2385**). **Explications de vote** [13 avril 1977] (p. 1777) : le vote positif du groupe du rassemblement pour la République.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Discussion des articles** [11 mai 1977]. **Article premier : Article L. 438-1 du code du travail** (p. 2665) : soutient l'amendement n° 29 de M. Charles Bignon : application des dispositions relatives au bilan social deux ans après l'entrée en vigueur de la loi aux entreprises comprenant entre 750 et 2.000 salariés ; (p. 2666) : le caractère raisonnable de sa proposition ; repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [8 juin 1977] (p. 3507) : la pêche artisanale ; la situation des marins-pêcheurs des Sables-d'Olonne ; les raisons de leur grève ; leurs revendications ; (p. 3508) : l'hostilité des décisions communautaires à l'égard des pêcheurs bretons ; l'existence d'une volonté délibérée de freiner la pêche artisanale ; la psychose qui règne dans le milieu des artisans pêcheurs ; le plan de reconversion des marins-pêcheurs de la commission de Bruxelles ; les prochaines négociations de Bruxelles.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6629) : reconnaître l'alternance et les méthodes pédagogiques pratiquées par les maisons familiales ; l'augmentation des crédits en leur faveur ; la nécessité du soutien à l'enseignement par alternance ; l'adduction d'eau de l'île d'Yeu ; la construction d'une nouvelle canalisation.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. V. **Marine marchande** [17 novembre 1977] (p. 7640) : les problèmes de la pêche artisanale ; l'aide à l'achat des navires ; mettre en place une aide spécifique de première installation ; l'aide au carburant ; l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; (p. 7641) : la position de la CEE relative à l'entrée de l'Espagne dans le Marché commun ; la pêche à la langoustine ; le problème des charges sociales ; les comparaisons internationales ; la fiscalité frappant les marins-pêcheurs ; l'inscription à l'ordre du jour de sa proposition de loi relative à l'extension du bénéfice de l'abattement supplémentaire de 20 % aux marins-pêcheurs ; la situation de la SNSM ; l'insuffisance de sa dotation budgétaire.

MAUJOUAN DU GASSET (Joseph-Henri)

Député de la Loire-Atlantique
(4e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756) [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au permis de chasser [29 avril 1975] (p. 2228).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **empêcher les accidents mortels entraînés par le renversement des tracteurs agricoles par la pose obligatoire d'un système de sécurité** (n° **17**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'une commission chargée d'élaborer un statut de l'exploitation familiale agricole** (n° **18**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **compléter la législation relative aux sociétés coopératives d'habitation à loyer modéré** (n° **677**) [2 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 725), adopté par le Sénat, relatif aux **appellations d'origine en matière viticole** (n° **797**) [28 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur la proposition de loi (n° 796) tendant à **conférer l'appellation « Saint-Emilion » à des crus ayant actuellement l'appellation « Sables Saint-Emilion »** (n° **824**) [6 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à compléter la composition du **haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme** par la désignation de deux membres représentant les associations viti-vinicoles (n° **1204**) [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une commission chargée de présenter un plan tendant à la satisfaction des **demandes formulées par les associations d'anciens combattants et victimes de guerre** (n° **1217**) [9 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'un secrétariat d'Etat à la famille** (n° **1358**) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'un institut supérieur de l'adoption** (n° **1361**) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à étendre à certaines personnes morales de droit privé la possibilité de saisir le **médiateur** (n° **1540**) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'un **fonds d'indemnisation des victimes de l'obligation de secours** (n° **1669**) [20 mai 1975].

— **Proposition de loi** tendant à l'**introduction du pacte de famille** dans notre droit successoral (n° **1901**) [8 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à donner un statut légal à la profession de **puéricultrice diplômée d'Etat** (n° **2233**) [28 avril 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° **2524**). — **Tome IX : Artisanat** (n° **2534**) [12 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à organiser la **lutte contre les termites** (n° **2986**) [15 juin 1977].

— **Proposition de loi** tendant à retirer à l'**auteur d'un crime ou d'un délit** le bénéfice d'une **action en réparation** fondée sur son infraction (n° **2987**) [15 juin 1977].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° **3120**). — **Tome XI : Artisanat** (n° **3152**) [11 octobre 1977].

— **Proposition de loi** relative à l'élaboration d'un **statut pour les épouses d'exploitants agricoles** (n° **3252**) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **1500**) : **Politique énergétique** [30 mai 1973] (p. 1683, 1684) : le problème pétrolier, la part des besoins énergétiques européens couverts par les produits pétroliers (p. 1687).

• *questions au Gouvernement :*

— **Anciens combattants d'Afrique du Nord** [19 juin 1974] (p. 2783) : attribution de la carte de combattant.

— **Retraite anticipée des anciens combattants et prisonniers de guerre** [16 octobre 1974] (p. 5086) : application de la loi du 21 novembre 1973.

— **Maisons familiales rurales d'éducation et d'orientation [30 octobre 1974]** (p. 5620, 5621).

— **Remboursement de la majoration exceptionnelle de l'impôt sur le revenu de 1973** [4 juin 1975] (p. 3660).

— **Développement du téléphone en zone rurale** [11 juin 1975] (p. 3974).

• *question orale sans débat :*

— (n° **26065**) : **Constructions scolaires en milieu rural** [7 mai 1976] (p. 2822, 2823, 2824) : la lourdeur des charges pour les communes ; diminution de la subvention par suite du coût de la construction ; les « programmes pédagogiques ».

• *questions au Gouvernement :*

— **Maintien de l'ordre public** [2 juin 1976] (p. 3633) : l'action « d'éléments incontrôlés » au cours de manifestations et les attentats terroristes commis dernièrement.

— **Bureau d'accueil des petites et moyennes entreprises** [3 novembre 1976] (p. 7420).

• *question orale sans débat :*

— (n° **37396**) : **Prestations d'alcool vinique** [22 avril 1977] (p. 2105, 2106) : éviter d'obliger les viticulteurs à distiller des vins de qualité ; les prestations d'alcool vinique ne se justifient plus ; les viticulteurs de la République fédérale d'Allemagne ne sont pas astreints aux prestations d'alcool vinique.

• *question au Gouvernement :*

Prestations d'alcool vinique [8 juin 1977] (p. 3500) : résultats obtenus à Bruxelles à ce sujet.

INTERVENTIONS

1973

— **Proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° **273**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2134) : justification de la création d'un département ministériel spécialement chargé des questions relatives à la famille ; examen fragmentaire des problèmes concernant la famille ; évolutions auxquelles elle doit faire face ; estime que la famille doit demeurer au-dessus de toute contestation ; problèmes auxquels sont confrontées les familles ; leur participation active au succès de l'expansion ; problèmes qui se posent aux couples ; problèmes spécifiques du couple ; action de l'organisme « Couple et famille » ; problèmes des parents ; régulation des naissances ; problème de l'adoption ; nombre restreint des adoptions officielles en France ; nombre important des pupilles de l'Etat ; application trop stricte par les tribunaux de la loi du 11 juillet 1966 ; problèmes des familles en tant que telles ; aide quantitative et qualitative à leur apporter ; efforts à accomplir en faveur des équipements collectifs ; problème du troisième âge ; (p. 2135) : conséquences de l'allongement de l'espérance de vie ; multiplicité des ministères compétents ; aspect cloisonné des solutions apportées à ces problèmes ; se prononce pour la création d'un secrétariat d'Etat à la famille auprès du Premier ministre ; cas de la Belgique ; création à l'Assemblée d'un intergroupe parlementaire de la famille.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles. Avant l'Article 41** [18 octobre 1973] (p. 4542) : ses observations sur l'enseignement alterné, maisons familiales d'apprentissage rural.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Transport. III. — **Aviation civile** [30 octobre 1973] (p. 5070) : sa question au ministre des transports sur le projet d'aérodrome international au nord de Nantes.

Taxes parafiscales [20 novembre 1973] : **Article 33 - Etat E** (p. 6112) : ses arguments en faveur de l'aide aux comités professionnels viticoles.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière vinicole** (n° 725), rapporteur. **Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6484) : ses réflexions sur le vin ; objectifs du projet de loi ; origine d'un produit et garantie de sa qualité ; promotion des meilleurs vins de table ; vins bénéficiant d'une indication d'origine géographique ; ses observations sur les appellations d'origine simple ; loi du 6 juillet 1966 ; promotion des AOS ; et VDQS ; politique liant l'indication géographique à l'assurance de la qualité du produit ; vins de pays ; situation du marché des vins ; exportations de vins de qualité ; promotion des vins de table ; personnalisation des vins de pays ; inquiétudes suscitées par la suppression des AOS ; aménagement éventuel des procédures de classement dans la catégorie des AOC ; compétences de l'INAO ; délai d'application de la loi ; souhaite une session supplémentaire de l'institut des vins de consommation courante ; (p. 6491) : réglementation des anciennes dénominations. **Discussion des articles. Article 2** (p. 6496) : ses arguments en faveur du rejet des amendements tendant au classement des vins par une commission paritaire. **Article 4** (p. 6496) : ses arguments en faveur du rejet des amendements tendant à retarder d'un an l'application du projet de loi.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 723). **Discussion des articles** [11 décembre 1973] : **Article premier** (p. 6845) : sa question relative au nombre d'intéressés susceptibles de bénéficier du titre d'anciens combattants.

— **Proposition de loi tendant à conférer l'appellation « saint émilion » à des crus ayant actuellement l'appellation « sables saint émilion »** (n° 796), rapporteur. **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6893) : son rapport. **Discussion de l'Article unique** : accepte l'amendement du Gouvernement : droit d'intervention de l'INAO.

1974

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° 952). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3090) : ses observations relatives à l'importance du lait dans le revenu agricole ; manifeste son inquiétude quant à la destination des fonds recueillis auprès des producteurs.

— **Projet de loi relatif à la qualité de combattant en Afrique du Nord** (n° 943). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3201) : le présent projet présente des avantages considérables par rapport à celui de décembre 1973 ; suggère que soit restitué aux anciens combattants d'Afrique du Nord le droit de distillation appelé droit des « mille degrés ».

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° 1172). **Discussion des articles** [3 octobre 1974]. **Après l'Article 2** (p. 4758) : met en lumière l'inégalité de traitement dont sont victimes les producteurs de vin.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6052) : l'enseignement agricole ; l'école vétérinaire de Nantes ; les maisons familiales rurales.

— **Rappel au règlement** [4 décembre 1974] (p. 7380) : souhaite que soient principalement retenues les questions au Gouvernement présentées par des députés qui n'ont pas souvent l'occasion de prendre la parole.

1975

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° 946). **Discussion des articles** [11 avril 1975]. **Article premier** (p. 1606) : ses observations sur l'expression « propriétaire exploitant » ; (p. 1609) : ses observations sur l'amendement n° 15 de M. Cot.

— **Projet de loi adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser** (n° 1555). **Discussion des articles** [24 avril 1975]. **Article premier** (p. 2071) : s'oppose à l'amendement n° 2 de M. Ribes.

— **Proposition de loi relative à la réglementation de l'usage du mot « crémant »** (n° 1362). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3094) : les véritables difficultés de la viticulture ; mettre de l'ordre dans la production des mousseux ; protéger le mot « crémant » en lui donnant un prestige incontesté ; nécessité d'une vinification par les méthodes champenoises ; l'utilisation du mot « crémant » pour les cépages de la Loire-Atlantique ; prévoir une réglementation pour les autres mousseux de qualité ; (p. 3095) : refondre la législation française sur les vins mousseux dans le cadre du règlement de la CEE.

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° 1634). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article premier** (p. 3878) :

estime que l'article est à la mesure du projet tant dans ses aspects positifs que dans ses insuffisances ; (p. 3979) : considère que la suppression de la patente ne suffit pas à régler le problème des finances locales ; souhaite voir accorder une aide spécifique aux communes les plus pauvres.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**). **Discussion des articles** [25 juin 1975] (p. 4737) : **Article 2** (p. 4737) : son amendement n° 1 : supprimer les mots « en tout ou en partie » ; retiré ; (p. 4738) : son amendement n° 6 : fixer à un mois le délai laissé à l'administration pour statuer sur une demande d'extension ; repoussé. **Article 4** (p. 4741) : appuie la proposition de M. Valleix contenu dans son amendement n° 9.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Après l'Article 9** (p. 1840) : son amendement n° 101 : protection des viticulteurs contre la pollution ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 47 de M. Garcin.

— **Observations sur le rappel au règlement de Mme Constans** [11 mai 1976] (p. 2868) : non-inscription, à l'ordre du jour, de sa proposition de loi tendant à la création d'un secrétariat d'Etat à la famille.

— **Rappel au règlement** [20 mai 1976] (p. 3268) : sa proposition de loi n° 1358 tendant à la création d'un secrétariat d'Etat à la famille.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [16 juin 1976]. **Article 6** (p. 4224) : soutient l'amendement n° 288 de M. Gerbet.

— **Rappel au règlement** [17 juin 1976] (p. 4260) : demande une déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la sécheresse.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4669) : est satisfait des mesures prises en faveur des industries alimentaires et du téléphone ; demande un effort particulier pour les lignes longues en milieu rural ; (p. 4670) : souhaite une réalisation plus rapide du désenclavement de l'Ouest, en particulier du programme des autoroutes ; le terminal méthanier de Nantes ; nécessité de faire davantage pour les adductions d'eau et d'électrification rurale.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Commerce et artisanat, rapporteur pour avis pour l'artisanat [10 novembre 1976] (p. 7894) : le budget de l'artisanat approuvé par la commission ; l'importance numérique et économique de l'artisanat, pépinière pour l'industrie ; son importance sociale ; les structures professionnelles ; les structures familiales ; les structures de l'entreprise ; (p. 7895) : le relèvement de la décote spéciale artisanale ; la taxe professionnelle ; souhaite connaître les résultats de l'enquête sur la taxe professionnelle ; l'avenir de l'artisanat ; les pays de la Loire ; les motivations de la création d'entreprises ; la revalorisation du travail manuel.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. **Commerce et artisanat,** rapporteur pour avis pour le commerce [19 octobre 1977] (p. 6363) : l'évolution du budget du commerce ; le montant des prêts à l'investissement ; les dépenses dans le domaine social ; la place occupée par l'artisanat en France ; (p. 6364) : le nombre des artisans ; la répartition des principaux métiers d'artisanat entre les catégories professionnelles ; la répartition géographique de l'artisanat ; la participation de l'artisanat à la défense de la qualité de la vie ; le nombre d'emplois créés par l'artisanat ; le problème posé par l'alignement des cotisations d'assurances maladie des artisans retraités sur celles du régime général ; l'augmentation du plafond de la décote spéciale de TVA ; la fixation du montant des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce ; la fixation à 20 % du plafond de déduction de l'impôt sur le revenu en cas d'adhésion aux centres de gestion agréés ; les conditions de déduction du bénéfice des salaires du conjoint de l'artisan ; l'aide au crédit ; l'amélioration de la documentation statistique ; la simplification des formalités administratives ; le problème des femmes d'artisans ; l'artisanat, domaine privilégié d'épanouissement.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° **3164**). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8816) : la liberté de l'enseignement ; le développement de l'enseignement agricole privé ; le libre choix d'un établissement agricole privé ; les modalités de financement de l'enseignement agricole privé ; la sous-rémunération des enseignants ; l'échec des conventions passées entre le CNEAP et le ministère de l'agriculture ; la procédure de l'agrément ; le champ d'application du texte.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs (n° 3154). Deuxième lecture. Discussion des articles** [20 décembre 1977]. **Article 24** (p. 9085) : la mission du laboratoire central des industries électriques ; la non-remise en question du rôle du laboratoire par la mise en place du nouveau laboratoire d'essais.

MAUROY (Pierre)

Député du Nord
(2e circonscription.)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 octobre 1973] (p. 4206).

Membre de la commission de la production et des échanges [9 octobre 1973] (p. 4206), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [30 octobre 1973] (p. 5094) : refus du ministre des transports de répondre à un seul orateur de l'opposition ; estime que l'on vient d'assister à la réponse du « ministre du mépris ».

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646).** *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5724) : aménagement du territoire et choix d'une société ; ses critiques à l'égard de la politique urbaine du Gouvernement ; politique de tactique manquant de stratégie ; planification de l'utilisation de l'espace et qualité de la vie ; expérience des Pays-Bas, problème de la maîtrise du développement urbain en France ; politique de l'aménagement du territoire et politique de l'environnement ; civilisation urbaine ; aménagement des villes entre elles, problème de Paris et exception à la règle démocratique au niveau de la gestion ; expérience des métropoles d'équilibre ; aménagement de la ville elle-même ; maîtrise de la ville ; ségrégation sociale ; spéculation foncière ; rigueur des politiques à mener ; animation de la ville ; (p. 5725) : crédits de rénovation ; situation dans sa ville et dans sa région ; politique de la ville préconisée par la gauche.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5943) : budget de la santé et choix de civilisation ; (p. 5944) : part des crédits d'Etat consacrés à la santé publique par rapport au budget général ; secteur de la seconde zone qui n'a pas cessé d'être en France, la santé publique ; centre hospitalier régional de Lille ; malaise des hôpitaux publics ; pouvoir de l'autorité de tutelle ; nécessité de revoir le statut des hôpitaux publics et les modalités de leur gestion ; responsabilité des citoyens ; cliniques privées et rentabilité ; formation des personnels médicaux et para-médicaux pour l'hôpital public ; réforme de 1970 ; prix de journée et équilibre budgétaire ; investissements hospitaliers ; caractère positif des réalisations entreprises au CHR de Lille ; ses observations sur la politique de la santé de la majorité.

1974

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans (n° 1059). Discussion générale** [25 juin 1974] (p. 2917) : le Gouvernement se rallie aux propositions de la gauche ; une hardiesse à retardement ; les hésitations antérieures ne permettent pas d'accepter un nouveau rendez-vous ; la maturité de la jeunesse et de ses associations ; la mesure nouvelle supposera le développement d'une politique d'ensemble à l'égard des jeunes ; la jeunesse porteuse d'un projet de société.

1975

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1434) : rigueur de la loi du profit ; aggravation du chômage ; situation inquiétante du pays ; solidarité du Gouvernement et des puissances d'argent ; déclaration du Premier ministre du 4 juin 1974, bilan négatif au bout de dix mois ; (p. 1435) : magistrature morale de M. Mitterrand ; absence de politique étrangère ; dimensions nouvelles des problèmes internationaux mis en évidence à Caracas, Alger, Bucarest en 1974 ; effacement des USA au Sud-Est asiatique ; martyre du Vietnam ; conférence de Lomé sur les matières premières ; privilèges exor-

bitants du dollar ; absence de politique européenne ; crise des DOM : leur droit de choisir leur avenir ; méthodes expéditives du Gouvernement en matière économique et sociale ; les résultats : chute de la production industrielle ; accroissement du chômage ; montée des prix ; (p. 1436) : remèdes homéopathiques de M. Giscard d'Estaing ; augmentation des dépôts de bilan et règlements judiciaires ; restructuration de Rhône-Poulence ; mépris du Gouvernement pour le droit au travail ; impavidité de M. Fourcade devant un million de chômeurs ; l'accord du 14 octobre 1974 sur la garantie de ressources aux travailleurs licenciés ne concerne que 6 % des demandeurs d'emploi ; gravité de la pression inflationniste ; situation de stagflation ; fuite organisée du rapport sur les inégalités sociales ; injustice accrue pour les jeunes, les immigrés, les femmes ; (p. 1437) : situation critique des viticulteurs, manifestations dans le Bordelais et le Midi ; création à l'échelon européen d'un organisme de soutien des prix ; hausse des prix du pétrole : explication commode ; conflit Renault ; idés centrale du programme commun : puissance publique maîtresse des moyens de production essentiels ; à court terme : assurer le plein emploi, réduire les inégalités, assurer l'autonomie de l'économie française.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n[os] **1588** et **1881**). **Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6667) : chacun convient désormais qu'il n'y a plus d'urbanisme possible sans maîtrise des sols ; pour les socialistes, s'il faut changer la villle, c'est avant tout parce que les classes modestes en sont chaque jour davantage rejetées ; la responsabilité accrue des communes est un préalable à un véritable urbanisme ; (p. 6668) : craint que le système proposé n'aboutisse à une rétention des terrains et au report des pratiques spéculatives sur la périphérie immédiate des villes ; le plafond uniforme de densité aura un effet destructeur sur l'urbanisme ; (p. 6669) : le mécanisme du droit de préemption sera soumis aux prix du marché ; la seule solution consiste en l'acquisition progressive des sols par les communes et à la généralisation de concession de terrains ; l'impôt foncier déclaratif annuel est depuis longtemps défendu par les socialistes ; doute que la majorité veuille aller au-delà d'aménagements techniques dérisoires.

1976

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6726) : l'importance d'un vote du Parlement ; chronologie de la crise ; l'engagement de la responsabilité du Gouvernement, sur son programme prévu par la Constitution ; la prétendue tradition ; l'attitude de perdant du Gouvernement ; politique économique à court terme ; l'incapacité d'obtenir le consensus ; la méfiance des chefs d'entreprise ; (p. 6727) : la méfiance des commerçants et artisans, des agriculteurs, des salariés ; l'inégalité fiscale ; l'absence de prise en considération de la sécurité de l'emploi et du revenu ; la source des difficultés actuelles dans le système libéral ; le plan Barre, le dernier avatar d'une politique de déflation ; la démarche profondément conservatrice du Gouvernement ; souhaite une commission d'enquête parlementaire sur l'affaire Dassault ; un plan qui aggrave la situation de l'emploi ; le caractère d'austérité du budget de 1977 ; l'aggravation des inégalités ; (p. 6728) : les salariés pénalisés par la charge fiscale ; les insuffisances du système fiscal actuel ; la modification de la répartition du revenu national ; le freinage de la demande intérieure pour favoriser l'exportation et rétablir l'équilibre de la balance commerciale ; l'échec de la politique du commerce extérieur ; l'échec prévisible du plan Barre ; l'échec d'une politique ; l'absence d'action, cause du vote de la motion de censure.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [19 avril 1977] (p. 1902) : l'échec de la majorité actuelle dans la conduite de l'économie ; le problème national que représente la crise de la sidérurgie ; la manifestation syndicale de Thionville ; la responsabilité de tous les Gouvernements de la V[e] République dans la crise de la sidérurgie française ; (p. 1903) : le plan de 1977, plan de licenciements ; le plan de 1966 ; l'ampleur exceptionnelle des suppressions d'emplois ; la non-attribution de la crise au fonctionnement du marché mondial ; les erreurs commises dans l'orientation des investissements et dans leur coordination ; l'absence d'une planification réelle ; les conditions de l'intervention de l'Etat ; le non-relais de l'effort de l'Etat par celui de la profession ; l'obligation de comptes rendus d'exécution à la charge de la chambre syndicale de la sidérurgie ; l'insuffisance de la politique commerciale de la sidérurgie française ; les conditions d'élaboration du « plan acier » ; (p. 1904) : la revendication d'un syndicat relative à la convocation d'une instance tripartite ; le renvoi des travailleurs immigrés dans leurs foyers ; la liaison étroite existant

entre le plan pour la sidérurgie et un plan d'ensemble pour l'industrie française ; les mesures conservatoires proposées par les socialistes et radicaux de gauche ; leur coût ; intégrer le problème de la sidérurgie dans le cadre de la planification ; le développement de la sidérurgie en France ; la non-inscription de la sidérurgie dans la liste des secteurs à nationaliser ; l'impératif d'un nouveau statut de la sidérurgie ; la prise de participation en capital de l'Etat ; la consolidation en capital de l'énorme dette contractée par les sociétés envers l'Etat ; l'exemple de la SNCF ; la prise de participation au niveau des holdings ; le moment de l'inéluctable échéance.

MAYOUD (Alain)

Député du Rhône
(9e circonscription)
(RI, puis R).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1973] (p. 730, 732), [2 avril 1974] (p. 1448, 1449), [2 avril 1975] (p. 1198, 1200), [2 avril 1976] (p. 1272).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Démissionnaire de cette commission [6 octobre 1976] (p. 6422).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [6 octobre 1976] (p. 6422), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier [26 mai 1977] (p. 3126).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome IV : Agriculture : enseignement agricole** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi n° 70-6596** du 9 juillet 1970 relative au **service national** (n° **1225**) [9 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome II : Agriculture : enseignement agricole** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome II : Agriculture : enseignement agricole** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1204) tendant à compléter la composition du **haut comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme** par la désignation de deux membres représentant les associations viti-vinicoles (n° **2349**) [3 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 1455) tendant à modifier la **loi du 2 août 1960** relative à l'**enseignement et à la formation professionnelle agricoles** en vue de les rattacher au ministère de l'éducation nationale (n° **2351**) [3 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 37 de la **loi 77-2** du 3 janvier 1977 sur l'**architecture** (n° **3141**) [5 octobre 1977].

— **Proposition de loi** portant statut professionnel du **promoteur-constructeur** (n° **3248**) [24 novembre 1977].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **18988**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2000, 2004) : diminution des revenus agricoles ; gravité de la situation de la viticulture ; les importations de vins italiens ; (p. 2005) : insuffisance des ressources du fonds de garantie des calamités agricoles ; préparation par un plan européen de l'agriculture de l'an 2000 ; attachement des républicains indépendants à l'exploitation de type familial ; mesures à prendre pour améliorer la politique viticole ; (p. 2006) : maintien des aides directes aux régions en difficulté (zones de montagne) ; définition par le Gouvernement d'une politique à long terme de l'enseignement agricole.

• *questions au Gouvernement :*

— **Avenir des assistants non titulaires de l'enseignement supérieur** [18 juin 1975] (p. 4366).

— **Transfert à Lyon de l'école normale supérieure de Saint-Cloud** [22 octobre 1975] (p. 7217).

— **Prix des primeurs** [16 juin 1976] (p. 4181) : mesures envisagées pour maîtriser les hausses inadmissibles.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **33758**) : **Maintien des services publics dans les zones à faible peuplement** [3 décembre 1976] (p. 8992, 8993) : la notion de service public ; nécessité de prendre des mesures durables et non pas provisoires.

— (n° **38003**) : **Aides de la Communauté européenne à la modernisation des exploitations agricoles** [13 mai 1977] (p. 2772, 2773) : demande au Gouvernement de veiller à une équitable répartition des subventions communautaires en faveur des jeunes agriculteurs.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation des personnels de radio et télévision régionales** [15 juin 1977] (p. 3796) : la mission spécifique d'animation attribuée à la radio et à la télévision régionales ; le lent « pourrissement » de FR 3 ; les conflits de personnel de la région Rhône-Alpes.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1770) : problèmes de l'enseignement en milieu rural ; égalité des chances ; disparités entre zones rurales et urbaines ; frais de transport ; éclatement de la cellule familiale ; préscolarisation ; expérimentation de solutions originales, leur généralisation ; conditions de travail dans les classes uniques ; prime de ruralité, instituteurs remplaçants, carte scolaire de l'enseignement primaire ; CEG, charges supportées par les communes rurales ; nationalisation des CEG ; rend hommage aux enseignants du monde rural ; politique de rénovation rurale ; concentrations urbaines ; classes vertes, accueil d'élèves des villes dans les écoles rurales sous-employées ; (p. 1771) : mise en place d'unités moyennes, problème budgétaire.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1973] : **Article 11** (p. 4866) : expose l'avis défavorable de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales.

Agriculture et développement rural. — **FOR** MA, BAPSA [6 novembre 1973], rapporteur pour avis (p. 5232) : ses observations sur le budget de l'enseignement agricole ; principes retenus en 1960 ; rapport de la commission Education du VI[e] Plan ; l'enseignement agricole en tant qu'instrument décisif de la modernisation de l'agriculture ; s'interroge sur la situation actuelle en matière d'équipement ; montant et répartition des autorisations de programme ; taux de réalisation du VI[e] Plan ; absence de crédits pour le transfert de l'Institut national agronomique à Palaiseau ; dépenses ordinaires ; gravité du problème de l'enseignement privé ; aide à l'équipement des établissements agricoles privés ; mesures nouvelles concernant les bourses ; non-établissement de la parité entre les

boursiers du secteur public et ceux du secteur privé ; insuffisance des crédits budgétaires ; non-publication de la carte scolaire ; s'interroge sur la conception du ministère en matière d'enseignement agricole ; système de l'alternance dans les maisons familiales ; objectifs de la loi du 2 août 1960 ; insertion de l'enseignement agricole dans le cadre beaucoup plus large de la scolarisation en milieu rural ; formation initiale des jeunes ruraux ; sa référence à Jean-Jacques Rousseau ; conditions de fixation de la doctrine du ministère. **Etat B - Titre IV** (p. 5243) : retrait de son amendement tendant à réduire les crédits de l'enseignement agricole privé ; prend acte des engagements du ministre.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1974] rapporteur pour avis (p. 6001) : le supplément accordé lors de la conférence annuelle ; une volonté de relance ; la fermeture du lycée agricole de Brie-Comte-Robert ; l'effort en faveur de l'enseignement privé ; l'alternance dans les maisons familiales ; (p. 6003) : l'aide aux familles ; les bourses ; le ramassage scolaire ; les centres de formation d'apprentis ; les créations d'emploi dans l'enseignement technique ; l'enseignement supérieur privé ; les écoles vétérinaires de Maisons-Alfort, Toulouse et Nantes ; le transfert de l'INRA à Palaiseau ; la carte scolaire ; l'avis favorable de la commission ; le risque de rattachement à l'éducation nationale ; [8 novembre 1974] (p. 6135) : s'oppose à l'amendement n° 133 de M. Duroure relatif à l'enseignement agricole privé.

— **Projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique** (n° **1346**). **Discussion générale** [12 décembre 1974] (p. 7754) : les résultats de la concertation ; la consultation obligatoire des délégués du personnel ou du comité d'entreprise ; les garanties relevant de la procédure d'instruction du dossier ; l'examen annuel de la situation de l'emploi par le comité d'entreprise ; (p. 7755) : la liberté de candidature pour les comités d'entreprise ; la charge des inspecteurs du travail ; la contribution financière de l'employeur au fonds national de l'emploi ; le délai de trente jours laissé à l'inspecteur du travail pour prendre sa décision ; le contrepoids au droit de propriété ; les garanties données aux salariés ; le groupe des républicains indépendants votera ce projet.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1397) : un projet qui tente de concilier l'inconciliable ; apporter des amélioration au texte : droit de préemption des preneurs propriétaires de parcelles ; liberté d'exploitation du preneur ; qualité d'agriculteur à titre principal ; indemnité versée au preneur sortant par le preneur entrant ; réglementer les ventes sur pied d'herbe ; problème foncier non résolu par le texte qui améliore néanmoins la condition du preneur et préserve les droits du bailleur.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6431) : estime que l'éducation physique et sportive est partie intégrante de la formation de l'homme ; les médiocres conditions dans lesquelles le sport est dispensé à l'école ; la pratique du sport par un Français sur dix ; (p. 6432) : les innovations intéressantes qu'apporte le projet ; les omissions qu'il comporte ; l'absence de remède en matière de sous-utilisation des équipements sportifs ; l'absence de moyens financiers indispensables ; les aspects positifs du projet ; le vote favorable des républicains indépendants.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur pour avis [5 novembre 1975] (p. 7873) : date de la conférence annuelle ; subventions de fonctionnement accordées aux établissements d'enseignement privés ; (p. 7874) : les retards apportés à la mise au point de la carte scolaire dont la date d'application est prévue pour 1980 ; souligne la crise de l'enseignement vétérinaire ; la commission a demandé que le Gouvernement précise ses orientations en matière d'enseignement agricole, dont l'infléchissement vers une vocation purement technique s'accentue.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [27 avril 1976] (p. 2202) : la situation de la formation, de l'enseignement et de la recherche en matière agricole ; réclame un effort prioritaire en faveur de l'enseignement agricole et de la formation continue ; faire en sorte que les agriculteurs puissent améliorer leur formation.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° **2206**). **Discussion des articles** [16 juin 1976]. **Article 5** (p. 4196) : retire l'amendement n° 262 de M. Serge Mathieu.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [12 octobre 1976] (p. 6524) : l'inflation, source d'injustices ; le plan Barre, un plan courageux, vital pour notre pays ; le chorus de nombreux intérêts catégoriels ; les propositions utopiques de la gauche ; critique de la vignette pour les motos ; faiblesse du collectif budgétaire ; la régulation plutôt que la compression de la demande ; un plan qui répond aux problèmes conjonctuels ; la difficulté de modifier une mentalité inflationniste ; (p. 6525) : le redressement, affaire de responsabilité individuelle ; les ruptures de comportement introduites par le collectif ; l'insuffisance de réformes de structure ; l'indexation de l'épargne productive ; un plan de lutte draconien ; la moralisation fiscale ; la solidarité ; la substitution à la notion de chiffre d'affaires de celle de bénéfice ; l'intervention de l'Etat dans la converture des différents risques ; le chômage pour cause économique ; l'unification des conditions d'attribution de l'aide publique et de l'assurance chômage ; éviter les abus en matière d'assurance chômage ; l'exigence d'assainissement des circuits économiques ; l'inflation, phénomène de vieillissement ; (p. 6526) : l'orientation des travaux du CERC vers la connaissance des revenus primaires et des patrimoines dans l'examen des dépenses de l'Etat ; souhaite une gestion par objectifs ; les contraintes agricoles ; les difficultés d'augmenter le prélèvement obligatoire de l'Etat ; les trois lignes de fond sous-tendant le plan Barre : l'élargissement des solidarités entre Français ; la maîtrise de la progression de nos besoins, l'assiette du progrès économique et social sur la responsabilité individuelle des personnes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [3 novembre 1976] (p. 7410) : un budget dévoré à 60 % par les dépenses de fonctionnement ; les autels cocardiers de l'élitisme ; le sport à l'école ; (p. 7411) : l'enseignement élémentaire et secondaire ; les associations sportives ; le financement d'un corps d'entraîneurs ; la création des centres d'animation ; le compte économique du sport ; les équipements sportifs ; les salles polyvalentes dans les zones rurales ; les centres de vacances et de loisirs sans hébergement.

Culture [5 novembre 1976] (p. 7658) : le rite budgétaire dérisoire quand il s'applique à la culture ; le colonialisme intellectuel et culturel de Paris sur la province ; pérenniser un budget charitable ; le livre ; les crédits profitant à la région Ile-de-France ; la culture musicale populaire ; le centre Beaubourg et La Villette ; l'Opéra ; Malraux ; les chartes culturelles ; un effort autour de trois points ; une action culturelle en faveur des enfants et des plus jeunes ; une action ne négligeant aucune discipline ni aucune forme d'expression ; l'état dramatique de la sculpture ; l'épanouissement de la vie culturelle dans la vie locale ; (p. 7659) : libérer le budget de ses contraintes anachroniques ; le rôle possible de la télévision ; ne votera pas le budget de la culture.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 9153) : son amendement n° 50 soutenu par M. Hamel ; devenu sans objet.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion générale** [24 mai 1977] (p. 2930) : la justification d'une discussion parlementaire approfondie du « collectif » ; un projet qui s'inscrit dans une perspective de redressement continu ; M. Raymond Barre, théoricien et praticien d'une véritable économie sociale de marché ; (p. 2931) : faire en sorte que le Gouvernement recommande chaque année aux partenaires sociaux un programme de discussion portant à la fois sur les normes de progression possible des rémunérations et les considérations propres aux branches et aux entreprises ; le montant des crédits supplémentaires ; la répartition du déficit ; le contexte d'une pratique keynésienne du déficit ; la justification d'une relance ; l'équilibre du commerce extérieur ; le rôle entraînant des budgets publics ; le niveau de la consommation des ménages ; le mode de financement du déficit ; les mesures sociales d'origine gouvernementale ; la mobilité des jeunes à l'étranger ; le problème du chômage féminin ; l'action sociale en faveur des personnes âgées ; l'abattement fiscal sur le dernier revenu d'activité des personnes âgées ; les conditions statutaires du recrutement des 20.000 vacataires ; la croissance de la dépense publique ; la souscription de l'emprunt par les petits porteurs ; la pratique du Gouvernement travailliste britannique ; (p. 2932) : le réexamen des dépenses et des dotations des entreprises publiques ; le risque de la nouvelle division internationale du travail ; la faillite de l'économie mixte ; la remise en place des mécanismes fondamentaux ; la politique de l'emploi ; l'action de l'Agence nationale de l'emploi ; le protectionnisme ; l'aménagement des structures industrielles ; la « dépolitisation » de la politique ; le chiffrage du programme commun ; la tension sociale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 7** (p. 6235) : son amendement n° 40 non soutenu. **Article 8** (p. 6238) : son amendement n° 41 de suppression soutenu par M. Chinaud ; retiré.

Deuxième partie :

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat. Examen des crédits [19 octobre 1977]. **Article 68** (p. 6378) : le rôle joué par les chambres de métiers ; leurs attributions ; l'insuffisance de leurs moyens ; (p. 6379) : son amendement relatif à l'adaptation du montant du droit fixe versé aux chambres de métiers. **Après l'Article 68** : son amendement n° 42 : augmentation de la taxe pour frais de chambres de métiers ; adopté.

Culture et environnement. — I. Culture [20 octobre 1977] (p. 6418) : la faiblesse endémique du budget de la culture ; l'insuffisance des moyens ; le privilège exorbitant accordé à Paris ; l'attribution d'une part importante du montant des dépenses du ministère à des réalisations de prestige ; le centre Beaubourg ; le subventionnement des théâtres lyriques nationaux ; la situation des compagnies dramatiques de province ; la prise en compte par le Gouvernement de la situation du théâtre et de la musique ; faire entrer le théâtre et la musique à l'école ; la situation catastrophique des musées de province ; les crédits affectés au patrimoine monumental et aux musées de province ; les conditions de la décentralisation.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6653) : la position du parti républicain sur la politique agricole ; la diminution de la population active agricole ; le renforcement du volume des prêts aux jeunes agriculteurs ; le problème des structures agricoles ; améliorer la sélectivité dans l'octroi des prêts bonifiés sur le foncier ; la productivité de l'agriculture française ; l'évolution des revenus ; le recul des exportations ; instituer une indemnité complémentaire de revenu en faveur des petits exploitants n'ayant pas de successeurs potentiels ; (p. 6654) : l'amélioration de la qualité des produits agricoles ; le problème du crédit ; les prêts fonciers ; le rôle des GFA ; le problème des successions ; l'endettement excessif des agriculteurs ; développer les différentes formes d'agriculture de groupe ; l'évolution des prix agricoles ; les problèmes posés par le BAPSA ; la part des ressources du budget consacrée au financement du BAPSA ; la situation des femmes d'exploitants agricoles ; la prestation maternité ; la dotation à la décohabitation ; la politique agricole commune ; la taxe de coresponsabilité sur le lait ; la création d'un office de vente européen.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3116). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8377) : le caractère exceptionnel de « l'application du droit de préemption » ; les objectifs de la création des SAFER ; (p. 8378) : le droit de préemption des SAFER ; le contexte économique et social existant lors de la mise en place des SAFER ; l'amélioration des exploitations agricoles ; la transparence de l'action des SAFER ; l'exercice des responsabilités des commissaires du Gouvernement ; la rédaction par les commissaires d'un rapport sur l'activité de la SAFER dont ils ont la charge ; la cohérence de la politique des structures ; la multiplicité des instances locales en matière de politique des structures ; les problèmes posés aux agriculteurs par l'acquisition de terres mises en vente par les SAFER ; (p. 8379) : la nécessité d'un grand débat pour redéfinir la politique des structures foncières et agricoles. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8389) : son sous-amendement n° 64 à l'amendement n° 9 de M. Bizet : installation des agriculteurs sur des exploitations d'une superficie minimum égale à une SMI et nécessité de développer la constitution des groupements fonciers agricoles ; repoussé ; (p. 8391) : ses amendements n° 4 et n° 5 devenus sans objet.

MAZEAUD (Pierre)

Député des Hauts-de-Seine
(12e circonscription)
(UDR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre du 12 avril 1973 au 27 février 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports du 1er mars 1974 au 27 mai 1974.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) du 8 juin 1974 au 25 août 1976.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 748, 749).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (deuxième gouvernement Messmer). Décret du 12 avril 1973 [*J.O.* du 13 avril 1973] (p. 4331).

Le Président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 mai 1973, de son mandat de député [15 mai 1973] (p. 1275).

Il est mis fin, sur présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre (deuxième Gouvernement Messmer). Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 1er mars 1974 [*J.O.* du 2 mars 1974] (p. 2419).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministère de l'éducation nationale, chargé de la jeunesse et des sports (troisième Gouvernement Messmer). Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) (Gouvernement Chirac). Décret du 8 juin 1974 [*J.O.* du 9 juin 1974] (p. 6179).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 (*J.O.* du 26 août 1976) (p. 5116).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

• *aux questions d'actualité de :*

— **M. Nungesser : Aménagement du parc du Tremblay** [29 juin 1973] (p. 2706, 2707) : financement ; composition du syndicat tripartite.

— **M. Weber : TVA applicable aux terrains de camping** [29 juin 1973] (p. 2707) : différences de taux entre les camping-caravaning et l'hôtellerie.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (jeunesse et sports) :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Le Douarec : Situation du football français** [26 juin 1974] (p. 2973).

— **M. Hage : Venue en France d'une équipe de rugby d'Afrique du Sud** [9 octobre 1974] (p. 4897).

— **M. Lavielle : transfert de l'ENSEPS** (école normale supérieure d'éducation physique et sportive) de Châtenay-Malabry à Vincennes et du **CREP** (centre régional d'éducation physique) de Vincennes à Châtenay-Malabry [23 octobre 1974] (p. 5347).

— **M. Hage : Course de la paix** [14 mai 1975] (p. 2646).

— **M. Maisonnat : Fermeture des installations sportives du campus universitaire de Grenoble - Saint-Martin-d'Hères** [10 décembre 1975] (p. 9617-9618) : augmentation de la subvention de l'Etat à l'université de Grenoble au titre de l'équipement sportif ; participation à l'entretien des équipements par les collectivités locales utilisatrices.

— **M. Lejeune : Brutalités sur les terrains de football** [5 mai 1976] (p. 2625) : déplore les incidents entre les équipes de Nîmes et de Saint-Etienne ; réunion de la fédération internationale de football tendant à une modification des règlements afin d'éviter tout débordement de violence.

— **M. Hage : Sports scolaires** [5 mai 1976] (p. 2629) : aucune installation scolaire n'a été fermée ; le problème des piscines.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Sainte-Marie** (n° **29384**) : **Candidats au professorat d'éducation physique** [4 juin 1976] (p. 3819, 3820) : la nécessité de maintenir un niveau élevé pour le concours de recrutement ; le pourcentage de reçus au CA PES (10 %) ; la création d'un brevet supérieur d'éducation physique et sportive en 1974 ; l'institution d'une filière universitaire des études supérieures en éducation physique ; la création d'un DEUG en 1975 ; l'augmentation des postes d'enseignants ; le rôle du sport extra-scolaire.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. André Laurent : Etablissement d'un poste d'éducation physique au lycée Faidherbe de Lille** [30 juin 1976] (p. 4955) : effort sur le sport optionnel hors de l'école.

INTERVENTIONS

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du Premier ministre :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — II. Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4976) : triptyque jeunesse-sports-loisirs ; progression du budget, rigoureuse répartition des crédits qui s'impose, augmentation de 15 % des dépenses ordinaires, de 14,3 % des autorisations de programme, fonds d'action conjoncturelle exclu; rend hommage au dévouement du personnel du secrétariat d'Etat ; préoccupations catégorielles des inspecteurs de la jeunesse et des sports ; problème de leur statut ; sa décision de demander que l'échelonnement fonctionnel soit remplacé par la classe exceptionnelle, augmentation de pourcentage des inspecteurs terminant leur carrière à l'échelle lettre A ; sa ferme volonté de conduire à son terme le projet de statut ; situation judiciaire des directeurs départementaux et régionaux ; (p. 4977) : ses réserves sur l'expression « politique de la jeunesse » ; sa référence à des propos tenus par des éducateurs réunis à Paris le 2 mars 1914 ; nouvelles données tenant à la jeune génération ; entend proposer un certain nombre de définitions concrètes ; action d'« information du secrétaire d'Etat » ; rôle du haut comité de la jeunesse et des sports ; concertation et coordination, révision de ses méthodes de travail ; associations nationales et locales, groupe de jeunes inorganisés, problème du manque d'information de la jeunesse ; émission des centres d'information et de documentation de la jeunesse à Paris et à Marseille ; perspectives pour 1974, aide aux chantiers de jeunes, associations « Cotravaux » et « Le vieux Manoir » ; développement des échanges internationaux, action de l'office franco-allemand pour la jeunesse et de l'office franco-québécois pour la jeunesse, accueil des jeunes étrangers, projet de construction d'un nouveau foyer d'accueil dans la région parisienne ; aide au projet de la ville de Paris visant à transformer en foyer d'accueil l'auberge de jeunesse du boulevard Kellermann ; terrains dits « d'aventure » ; aide aux associations, animation dans les grands ensembles et les villes nouvelles ; action dans les centres permanents d'initiation à l'environnement ; son souhait de voir « contractualiser » à titre expérimental une partie de l'aide aux associations ; (p. 4978) : rend hommage aux responsables des associations ; formation des animateurs socio-éducatifs, des cadres des centres de vacances ; action auprès des jeunes « inorganisés » par la décentralisation des crédits d'intervention de l'Etat ; fonds d'intervention culturel, rapports entre sport et jeunesse ; place du sport dans la nation, rôle de l'Etat, politique sportive, tiers temps pédagogique et rôle des instituteurs, leur formation physique et sportive, conseillers pédagogiques départementaux et de circonscription, stages et journées d'information, professeur et maîtres d'éducation physique du second degré ; problème préoccupant que pose le nombre des candidats reçus au CAPES, professeurs adjoints, mission de l'école nationale supérieure d'éducation physique et sportive, rôle des directeurs techniques nationaux, régionaux et départementaux, des « éducateurs sportifs » ; moyens de l'institut neurs, intérêt de la nouvelle formule des « éducateurs sportifs », moyens de l'institut national des sports, action des personnels bénévoles, notion de sport à l'école ; formation de base et spécialisation sportive ; (p. 4979) : horaires d'éducation physique dans les établissements scolaires ; postes affectés au premier cycle du secondaire ; sa circulaire précisant les orientations des centres d'animation sportive ; son appui aux coordinateurs de ces centres ; associations sportives scolaires et universitaires ; réforme opérée par le décret du 7 septembre 1973 ; aide à l'USEP ; crédits de fonctionnement des installations universitaires ; sport d'élite et sport pour tous, comités national olympique, rôle éducatif des clubs ; situation financière des fédérations, allégement de leurs charges ; préparation des athlètes aux jeux olympiques, dotation du sport de compétition en 1974, politique de préparation de l'élite, problème de la détection des talents, sections « sports-études » dans certains établissements du second degré ; problème du sport dans l'entreprise ; pratique sportive dans le cadre de l'instruction des militaires, bataillon de Joinville, clubs universitaire, sections universitaires « sports-études », médecine sportive ; (p. 4980) : statut de l'athlète de haut niveau ; discussion du congrès de Varna ; évolution de la notion d'amateurisme ; nécessité de développer le sport pour tous, sport dans le loisir et dans le travail, développement du sport de loisir, sport dans le travail et formation permanente ; création d'une cellule administrative chargée de mettre en œuvre les dispositions de la loi de 1971 ; notion de sport-culture et choix de civilisation ; action en faveur des loisirs ; nécessité d'équipements appropriés ; camp de montagne, de voile et de neige ; volume des crédits budgétaires pour 1974 ; redressement qui devrait être amplifié en 1975 ; objectif de la troisième loi de programme ; politique « unitaire » d'équipement ; coordination avec l'éducation nationale et les municipalités ; méthodes d'indus-

trialisation ; programme des piscines industrialisées ; subventions forfaitaires accordées aux communes ; (p. 4981) : complexes sportifs évolutifs couverts (COSEC) ; programmation relative aux clubs de jeunes ; construction d'équipements classiques ; développement des petits équipements fractionnels ; établissement dans le cadre du VII[e] Plan d'une « carte » des bases de loisirs ; interventions financières du secrétariat d'Etat dans la région parisienne ; équipements destinés à la formation des cadres ; institut de Marly-le-Roi ; travaux de construction des écoles nationales d'équitation, de ski et d'alpinisme ; parc du Tremblay, centres régionaux d'éducation physique et sportive de Voiron et d'Antibes ; sa volonté d'utiliser les crédits avec efficacité ; rappelle que dix ministères consacrent des sommes importantes à ces mêmes activités : combat pour le pays tout entier ; choix de civilisation ; (p. 5000) : répond aux orateurs sur la situation des personnels ; sa demande au ministre de la fonction publique d'étudier en toute priorité les améliorations indiciaires des traitements des inspecteurs ; amélioration de la situation des directeurs régionaux et départementaux dans le cadre de la situation des clubs des services extérieurs de l'Etat ; loi de programme d'équipement ; rappelle les chiffres des crédits d'équipement ; augmentation des autorisations de programme ; horaires d'éducation physique ; son intention de parvenir à trois heures pour le premier cycle et à deux heures pour le second cycle, centres d'animation sportive ; objectif des cinq heures d'éducation physique et sportive ; rôle des centres d'animation sportive ; coordinateur à la tête de ces centres ; personnels affectés à ces centres ; sa réponse à MM. Marie, Corrèze, Nilès sur le fonds d'action conjoncturelle ; réserve de crédits permettant au Gouvernement de relancer, le cas échéant, la conjoncture ; situation des athlètes de haute compétition ; proposition de M. Briane de déposer un texte concernant les athlètes ; sa réponse à M. Destremau sur le problème de l'amateurisme ; congrès de Varna et interprétation de l'article 26 de la charte olympique ; bourses d'études aux athlètes ; accroissement de l'aide aux associations ; répond à MM. Laborde et Hage sur ce point ; (p. 5001) : sa controverse avec M. Hage sur la comparaison des crédits par rapport au budget de 1967 ; sa réponse à M. Méhaignerie sur la « contractualisation » en matière d'activités socio-éducatives ; rôle du haut comité de la jeunesse et des sports ; ses réponses à M. Briane sur la jeunesse inorganisée ; à M. Burckel sur le CAPES ; à M. Kiffer sur les complexes sportifs évolutifs couverts ; à M. Hage sur l'URR de Lacretelle à M. Gissinger sur l'association sportive scolaire et universitaire ; à MM. Hausherr et Jacques Legendre sur le problème posé par le CAPES ; à MM. Stehlin ; Burckel et Cazenave sur l'utilisation à temps plein des équipements sportifs ; à MM. Hage et Lavielle sur le tiers temps pédagogique ; à M. Marie sur les Jeux de France ; la composition du haut comité de la jeunesse et des sports ; (p. 5003) : ses réponses à MM. Kiffer et Hausherr sur les subventions aux communes sur les loisirs ; les bases de plein air ; à MM. Julia, Stehlin et Destremau sur l'école nationale d'équitation ; raisons du choix de la ville de Saumur comme siège de l'école ; crédits prévus pour la construction de l'école ; sa réponse à M. Jean Laborde sur les crédits des offices franco-allemand et franco-québécois pour la jeunesse; à MM. Nilès et Méhaignerie sur les centres d'information de la jeunesse de Paris et de Marseille ; à M. Nilès sur le « livre blanc » sur la jeunesse ; à M. Burckel sur les crédits destinés à l'Alsace ; à M. Stehlin sur les dépenses envisagées pour le CREPS d'Antibes et l'école de ski de Chamonix ; sur la réalisation d'installations sportives en bordure du bois de Boulogne ; à M. Méhaignerie sur les échanges internationaux ; à M. Legendre sur l'envoi de jeunes Français dans le Tiers-Monde ; ses réponses à M. Destremau sur le PMU ; ses réserves sur l'actualité de la loi de 1901 ; sa réponse sur les concours de pronostics ; ne peut s'opposer à la discussion d'une proposition de loi sur ce point ; souhaite un délai de réflexion avant de répondre sur le fond, rappelle qu'il n'a jamais signé un amendement tendant à l'instauration des concours de pronostics ; sa réponse à M. Marie sur la politique qu'il entend mener, s'oppose à l'amendement de M. Briane : réduction des crédits du titre III de l'état B ; (p. 5004) : sa réponse à M. Houteer sur les modalités de rémunération des personnels de centres d'animation sportive, s'oppose à l'amendement de M. Corrèze : réduction des crédits d'achat et d'entretien du matériel automobile ; (p. 5005) : ses observations sur l'amendement de MM. Papon et Sallé; estime que le budget est en augmentation, ne peut engager le Gouvernement, reconnaît que le pourcentage du budget global de la Nation accordé au secrétariat d'Etat n'est pas suffisant, rappelle les crédits d'autres ministères affectés à la jeunesse et aux sports, espère que quelques solutions pourront être apportées. **Etat C - Titre V** [20 novembre 1973] (p. 6167) : amendement tendant à supprimer des crédits de ce titre ; ses assurances quant au statut des inspecteurs de la jeunesse et des sports et quant à la majoration des crédits d'équipement ; amendement du Gouvernement relatif au taux et à la répartition du prélèvement sur le PMU ; concours de pronostics.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Jeunesse et sports) :

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [31 octobre 1974] (p. 5686) : constate l'évolution favorable par rapport au budget général; les souhaits exprimés l'an dernier par la commission ont été exaucés : affectation au secrétariat d'Etat d'une part du prélèvement sur le PMU et élaboration d'un statut de l'inspection de la jeunesse et des sports ; dépôt prochain du projet de loi sur le développement du sport à l'école primaire : principe du tiers temps pédagogique et unicité du maître ; formation des instituteurs dans les écoles normales et dans les stages en cours de carrière ; le réseau des conseillers pédagogiques de département ou de circonscription, dans l'enseignement secondaire : l'objectif de cinq heures par semaine d'éducation physique et sportive ; distinction entre les disciplines obligatoires et les sports à option ; en moyenne deux heures vingt minutes par semaine et par élève ; nécessité d'une politique de transfert pour égaliser les chances des enfants ; (p. 5687) : en dehors de l'école : les centres d'animation sportive ; l'Association du sport scolaire et universitaire ; les sections sport-études : avenir à moyen terme du sport de haute compétition ; compatibilité entre activités sportives et intellectuelles à l'université ; extension de l'expérience des sections sport-études : sections de Paris et d'Orléans ; dans la vie professionnelle : aménagement des horaires de travail ; l'institut national des sports et la haute compétition ; l'effort prioritaire en faveur des fédérations et de la revalorisation des rémunérations des cadres techniques ; le sport détente ou loisir pour les adultes ; randonnées et cyclotourisme, ski de fond, sport équestre, sentiers sportifs ; aménagement de 5.000 kilomètres de chemins de halage pour les cyclotouristes ; l'importance du nombre de licenciés et de pratiquants ; (p. 5688) : le Gouvernement n'entend pas élaborer une « politique de la jeunesse » mais favoriser la liberté d'association par une politique contractuelle ; privilégier les associations s'occupant de colonies de vacances : Union française des centres de vacances et centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active ; développer l'information par les CIDJ ; la pratique de la moto : pistes spéciales près des aéroports ; l'expérience satisfaisante des piscines et des Cosec industrialisés ; le développement des mini-clubs de jeunes ; terrains d'aventure, sentiers sportifs, bases de loisirs : Cergy-Pontoise et Saint-Quentin-en-Yvelines ; assurer le plein emploi des équipements : recherche de nouveaux sols artificiels pour les stades de football et de rugby ; (p. 5688) : s'engage à faire aboutir le statut des directeurs régionaux et départementaux ; (p. 5704) : efforts particuliers pour le sport, notamment de haute compétition, sans négliger pour autant les problèmes de la jeunesse ; privilégier les associations qui rendent un service public : colonies de vacances ; mener avec elles une politique contractuelle ; les enseignants d'éducation physique et sportive ; la création d'un DEUG ou d'une licence ; unifier les diplômes, BASE et CAPASE des animateurs d'associations de jeunes ; la politique interministérielle ; le haut comité de la jeunesse et des sports ; les équipements industrialisés et traditionnels ; la prétendue récupération des crédits par le ministère des finances ; deux heures vingt d'éducation physique hebdomadaire par classe; nécessité de transferts de professeurs pour respecter l'égalité ; l'activité des associations ; les offices franco-allemands et franco-québecois de la jeunesse ; (p. 5705) : les résultats satisfaisantes de nos sportifs ; le lycée de Font-Romeu disposera de sections sport-études ; l'étatisation possible du lycée ; la création d'un diplôme universitaire pour les enseignants d'éducation physique ; le concours du CAPES ; la déconcentration des crédits ; le *statu quo* quant au remplacement du samedi matin par le mercredi ; la politique de transferts ; l'école nationale supérieure d'éducation physique et sportive ; le statut des directeurs régionaux et départementaux sera élaboré en 1975 ; la TVA sur les associations et les clubs ; distinguer entre les associations sportives régies par la loi de 1901 et certains clubs qui sont de véritables sociétés commerciales ; réaliser la péréquation entre les clubs et les fédérations ; le plein emploi des équipements suppose d'améliorer la nature des sols des terrains de sport; (p. 5706): les associations de jeunesse ne voient pas en quoi ce budget est « un budget de réaction » ; une élite sportive très large ; l'exemple des pays de l'Est ; la concertation dans l'élaboration de la loi sur le développement du sport ; la venue des Springbocks : ne mêlons pas le sport et la politique ; dément s'être opposé à la venue des gymnastes de la RDA ; la dotation à parvenir du PMU ; le développement du cyclotourisme ; les subventions aux associations ; les antennes régionales du centre d'information et de documentation jeunesse ; les centres d'animation sportive ; n'est pas favorable aux concours de pronostics ; (p. 5706) : le statut de l'inspection ; la politique en faveur des équipements industrialisés ; des propositions sur l'animation sportive dans les petites communes.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6418) : les raisons qui rendaient nécessaire un débat national sur le sport ; le phénomène social qu'il constitue dans la société contemporaine ; ses rapports avec l'éducation ; son influence sur la santé ; une fonction qui s'inscrit dans la formation permanente de l'homme ; les souhaits manifestés en la matière par le Conseil de l'Europe ; la concertation à laquelle a donné lieu le projet ; regrette que certains refusent le changement ; la coordination des initiatives, but premier du projet ; la voie moyenne choisie entre l'étatisation et la privatisation ; (p. 6419) : les rôles respectifs que l'Etat, les collectivités locales et les dirigeants sportifs ont à jouer ; les nouvelles formules juridiques envisagées en matière de clubs et de fédérations ; la non-limitation du mandat des dirigeants des fédérations ; la modification des arrêtés de 1967 ; le versement au comité national olympique des droits payés par les sociétés de programme à l'occasion des émissions sportives ; la formation des cadres ; l'aide apportée aux instituteurs par des conseillers pédagogiques ; l'abolition de la distinction entre les étudiants et les candidats professeurs d'éducation physique ; la sanction des deux premières années d'étude par le DEUG ; la création de brevets d'Etat d'éducateurs sportifs à trois niveaux ; (p. 6420) : l'accroissement du rôle de l'institut national des sports et de l'éducation physique ; l'éducation physique et sportive à l'école ; son inscription dans les programmes de formation initiale ; la création d'un baccalauréat à option sport ; la création de la notion de sport optionnel ; le soutien par l'Etat des initiatives en matière de sport dans l'enseignement supérieur ; le développement des sections sport-études ; la préoccupation du Gouvernement de donner des moyens aux adultes pour faire du sport ; le sport dans l'entreprise ; la nécessité de développer une élite sportive ; (p. 6421) : l'adoption d'un statut des athlètes ; leur donner de meilleures possibilités de s'accomplir ; faire jouer la solidarité au sein du sport français grâce à une taxe additionnelle ; (p. 6422) : le choix laissé aux collectivités locales en matière d'équipements ; le problème de leur plein emploi ; l'accent mis sur les petits équipements locaux ; la charte du sport que constitue le projet en discussion ; l'obligation nationale que constitue le sport, élément de la formation première et de la qualité de la vie ; [3 octobre 1975] (p. 6531) : ses réponses aux orateurs ; ses observations sur la position des groupes communiste et socialiste ; se déclare conscient des insuffisances actuelles dans l'enseignement primaire ; (p. 6532) : précise que nombre de scolaires pratiquent le sport ailleurs qu'à l'école ; espère obtenir trois heures d'enseignement sportif ; l'intérêt du sport optionnel et des classes sport-études ; conteste, à l'encontre de M. Lavielle, la dégradation du sport français ; le cas de la montagne ; indique à l'intention de M. Mayoud qu'il n'est pas opposé à la création d'une agrégation de médecine du sport ; rappelle à M. Claude Weber la modification du cycle des études sportives ; (p. 6533) : indique à M. Méhaignerie sa volonté de combler le retard en matière de recrutement des professeurs ; souhaite le développement des petits équipements ruraux ; déclare ne pas partager le pessimisme de M. Gaudin ; précise pour M. Corrèze les sommes consacrées au sport d'élite ; en réponse à M. Zeller, rappelle l'affectation des recettes du PMU au sport français ; pour M. Madrelle, évoque les problèmes du sport à l'école maternelle ; (p. 6534) : les problèmes médicaux qu'il pose ; assure M. Chassagne de la rapidité de publication des décrets d'application ; confirme pour M. Dutard l'aide qui sera apportée aux petites communes et les mesures fiscales en faveur des associations ; en accord avec M. Rufenacht, cite l'insuffisance des équipements de la République fédérale d'Allemagne par rapport aux équipements français ; le problème du plein emploi des équipements évoqué par M. Vacant ; (p. 6535) : rappelle à l'intention de M. Ginoux la déconcentration des subventions aux collectivités locales ; reconnaît avec M. Burckel le caractère de « base de départ » que constitue le projet de loi ; répond à M. Eloy ; assure M. Gaillard qu'il s'inspirera des meilleurs exemples étrangers ; (p. 6536) : est d'accord avec M. Briane dans ses appréciations sur le sport pour tous ; répond à M. Le Meur sur le sport dans l'entreprise ; reconnaît avec M. Gravelle qu'il faut aider les petits clubs ; reconnaît intéressantes les propositions de M. Bernard Marie ; (p. 6537) : estime, à l'encontre de M. Hage, que le projet de loi est approuvé par la grande majorité des sportifs français et que le sport de masse n'est pas plus développé en Allemagne de l'Est qu'en France ; l'effort entrepris depuis quinze ans par le Gouvernement pour rattraper le retard en matière d'équipements sportifs. **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article premier** (p. 6538) : s'oppose à l'amendement n° 38 de M. Hage : cet amendement prend position en faveur de l'étatisation du sport ; (p. 6540) : demande le retrait de l'amendement n° 18 de M. Laborde. **Après l'Article premier** (p. 6540) : demande le retrait de l'amendement n° 45 de M. Hage. **Article 2** (p. 6541) : sur l'amendement n° 19 de M. Besson, conteste les arguments avancés par l'auteur : estime que le sport forme un tout ; demande de repousser l'amendement en

discussion ; (p. 6542) : se refuse à mettre en cause le sérieux des médecins traitants ; demande en conséquence à M. Hamelin de retirer son amendement n° 5 ; accepte l'amendement n° 20 de M. Capdeville. **Article 3** (p. 6550) : repousse l'amendement n° 21 de M. Lavielle et l'amendement n° 40 de M. Claude Weber ; l'aspect réglementaire des deux amendements ; accepte l'amendement n° 6 de M. Rickert. **Article 4** (p. 6551) : s'oppose à l'amendement n° 23 de M. Madrelle ; son amendement n° 67 : faciliter les problèmes de dévolution des biens de l'ASSU ; adopté. **Article 5** (p. 6551) : s'oppose à l'amendement n° 25 de M. Besson ; estime impossible de rendre obligatoire le sport à l'université. **Article 6** (p. 6552) : s'oppose à l'amendement n° 41 de M. Claude Weber ; le caractère réglementaire de l'amendement ; (p. 6552) : s'oppose à l'amendement n° 27 de M. Jean-Pierre Cot. **Article 7** (p. 6553) : s'oppose à l'amendement n° 28 de M. Capdeville ; (p. 6553, 6554) : sur l'amendement n° 79 de M. Hamel, estime qu'on ne peut juger de la formation des moniteurs de ski et des guides dans l'état où elle se trouvait en 1948 ; annonce qu'un projet de décret a reçu l'accord des deux syndicats intéressés ; demande qu'on laisse la concertation se poursuivre ; à l'intention de M. Besson, répète que le projet de décret sur les guides et moniteurs de ski est prêt ; souligne l'aspect éducatif de la mission des guides de montagne ; estime que la compétition n'est pas étrangère à cette profession ; (p. 6555) : se défend de voir dans l'alpinisme un sport de compétition, mais estime que l'esprit de compétition ne peut être étranger à cette activité ; juge indispensable d'éviter toute difficulté entre les deux professions en créant un tronc commun ; assure que la loi de 1948 sera toujours appliquée tant que la nouvelle réglementation ne sera pas prête. **Article 8** (p. 6556) : s'oppose à l'amendement n° 29 de M. Madrelle ; observe que l'amendement revient à accepter la fusion de l'institut national des sports et de l'école nationale des sports et de l'éducation physique. **Article 9** (p. 6556) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Hamel, l'estime inutile ; son amendement n° 69 : introduire une disposition nouvelle en ce qui concerne la dissolution des groupements sportifs ; adopté ; (p. 6558) : sur l'amendement n° 30 de M. Lavielle, estime indispensable que le conseil municipal soit représenté au sein du conseil d'administration des sociétés d'économie mixte ; rappelle que les joueurs de football bénéficient du statut de travailleur. **Article 10** (p. 6559) : s'oppose à l'amendement n° 68 de M. Bernard Marie ; ne peut accepter un détournement de la loi de 1971 sur la formation permanente ; rappelle que la formation des éducateurs sportifs pourrait bénéficier de cette loi ; demande le retrait de l'amendement n° 68 de M. Bernard Marie. **Article 12** (p. 6562) : demande à M. Neuwirth le retrait de son amendement n° 57, s'oppose à l'amendement n° 76 de M. Zeller, accepte l'amendement n° 9 de M. Rickert. **Article 13** (p. 6563) : s'oppose à l'amendement n° 10 de M. Rickert ; appelle l'attention sur la nécessité du contrôle médical. **Article 14** (p. 6564) : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Jacques Blanc, estime que le comité olympique français doit se protéger lui-même ; juge inexacts les arguments avancés par M. Blanc ; (p. 6565) : rappelle l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 63 de M. Jacques Blanc ; se refuse à créer un droit particulier au bénéfice du comité olympique. **Après l'Article 14** (p. 6567) : sur les amendements n° 11 de M. Rickert et n° 54 de M. Wagner ; propose de modifier les deux amendements ; estime qu'il ne s'agit pas en la matière d'inégalité devant le service militaire, mais de conditions d'entraînement sportif particulières. **Article 15** (p. 6569) : se rallie à l'amendement n° 51 modifié de M. Delaneau. **Article 20** (p. 6571) : s'oppose à l'amendement n° 14 de M. Jean-Pierre Cot ; souhaite que des conventions soient conclues entre les établissements scolaires et les collectivités locales afin d'assurer le plein emploi des équipements. **Article 21** (p. 6571) : propose une nouvelle rédaction de l'amendement n° 16 de M. Rickert ; adopté. **Après l'Article 21** (p. 6572) : s'oppose très fermement à l'amendement n° 17 de M. Lavielle ; renvoie pour l'étude des dispositions prévues par cet amendement à la discussion budgétaire.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1180**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 19** (p. 7304) : s'oppose à l'amendement n° 92 de M. Neuwirth.

Deuxième partie :

Qualité de la vie. — II. **Jeunesse et sports** [7 novembre 1975] (p. 8110) : un budget qui est de nature à répondre aux espoirs mis dans la loi sur le développement du sport ; (p. 8111) : le sport, élément de la qualité de la vie ; l'étape importante qui sera franchie en 1976 ; l'augmentation du budget de la jeunesse et des sports ; les conditions de l'aide financière aux associations ; la publication des décrets d'application de la loi sur le développement du sport ; la création de 900 emplois de professeur ; l'horaire moyen consacré au sport dans l'enseignement ; les sections sport-études ; (p. 8112) : les sports optionnels ; la mise en place du DEUG ; l'application d'une politique de préparation olympique ; le développement de la médecine sportive ; le problème capital des loisirs des jeunes ; l'aide aux associations de jeunesse ; la création de centres

d'information et de documentation de la jeunesse ; la réfection des établissements nationaux et régionaux ; (p. 8113) : l'installation du secrétariat d'Etat dans les locaux de l'ORTF ; l'augmentation des crédits de paiement ; les ressources venant du PMU ; l'effort en matière de bases de loisirs et d'équipements de plein air ; l'importance des crédits consacrés à la jeunesse et au sport ; (p. 8122) : précise que les professeurs d'éducation physique doivent dix-sept heures de service dans leur établissement et trois heures dans le cadre de l'ASSU ; (p. 8129) : précise les conditions dans lesquelles certains transferts de crédits ont été opérés ; confirme le montant du crédit affecté à la préparation des jeux Olympiques ; (p. 8130) : le fonctionnement des centres d'animation sportive ; l'enquête menée au sujet d'une affaire de louage d'enfants signalée par M. Vacant ; la définition actuelle des équipements sportifs ; la place du sport d'élite en France ; le nombre des postes créés au titre du Fonjep ; (p. 8131) : l'augmentation du nombre des postes d'enseignant d'éducation physique ; mettre un frein à la tendance au cumul de fonctions ; l'opposition de l'Assemblée aux concours de pronostics ; la volonté du Gouvernement de développer le sport de masse compatible avec l'encouragement donné au sport d'élite. **Examen des crédits. Article 35** (p. 8133) : craint que l'amendement n° 70 de M. Coulais ne soit trop restrictif ; son sous-amendement n° 230 : remplacer le mot « sportifs » par le mot « sport » ; adopté ; (p. 8133) : sa réponse aux observations de M. Rickert portant sur son sous-amendement n° 230. **Après l'Article 35** (p. 8134) : s'oppose à l'amendement n° 234 de M. Lavielle ; rappelle que le fonds national sportif est un compte spécial du Trésor. **Après l'Article 73** (p. 8135) : s'oppose à l'amendement n° 157 de M. Rickert ; s'engage à faire connaître chaque année les intentions du Gouvernement en matière de recrutement ; rappelle que l'objectif du Gouvernement est de combler l'insuffisance des effectifs en cinq ans ; demande le retrait de l'amendement, puis un scrutin public.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la validation des brevets d'Etat de moniteur et de professeur de ski nordique de fond (n° 2254). Première lecture. Discussion générale** [4 juin 1976] (p. 3811) : se réjouit du développement de la pratique du ski de fond ; le préjudice subi par les candidats aux épreuves de moniteur de ski nordique du fait de l'arrêt du Conseil d'Etat ; (p. 3812) : a préparé un arrêté instituant un brevet d'Etat unique pour l'enseignement du ski avec deux options ; dans tous les pays le ski de fond est appelé ski nordique ; étudie l'équivalence des diplômes décernés dans les différents pays du Marché commun ; invite l'Assemblée à voter le projet de loi ; a l'intention de démocratiser le ski de fond et le ski alpin ; est disposé à aider les communes de montagne ; (p. 3813) : nécessité d'un enseignement spécifique pour les différents métiers de la montagne ; l'erreur juridique ne lui est pas imputable. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4789) : souligne l'omission de forme qui sera réparée.

MÉDECIN (Jacques)

Député des Alpes-Maritimes
(2e circonscription)
(RDS, puis RCDS, puis app. RI).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (Tourisme) du 12 janvier 1976 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de l'environnement (Tourisme) du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Cesse d'appartenir au groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux (*J.O.* du 5 septembre 1975) [9 septembre 1975] (p. 6074).

S'apparente au groupe des républicains indépendants (*J.O.* du 5 septembre 1975) [9 septembre 1975] (p. 6074).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 février 1976, de son mandat de député [*J.O.* du 14 février 1976] (p. 1063) [2 avril 1976] (p. 1272).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme)

(premier Gouvernement Barre), décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) (premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de l'environnement (tourisme) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de l'environnement (tourisme) (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 6074).

Cesse d'appartenir à cette commission [9 septembre 1975] (p. 6074).

Membre titulaire du Haut Conseil de l'audio-visuel [15 juin 1973] (p. 2212).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** relative à **l'exercice de la profession de chiropracteur** (n° **573**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 22** *bis* **de la loi n° 48-1360 du 1er septembre 1948 portant modification et codification de la législation relative aux rapports des bailleurs et locataires ou occupants de locaux d'habitation ou à usage professionnel et instituant des allocations de logement afin d'assurer aux locataires ou occupants invalides la sécurité du logement** (n° **671**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur les conditions dans lesquelles ont été passées les commandes relatives aux équipements téléphoniques au cours des dix dernières années** (n° **643**) [2 octobre 1973].

— **Proposition de loi** constitutionnelle tendant à **modifier les titres VII et VIII de la Constitution** (n° **691**) [11 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier le nombre des membres de la commission départementale** (n° **711**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article L. 192 du code électoral relatif aux élections cantonales** (n° **712**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi** relative au **vote obligatoire** (n° **713**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **mettre fin à certaines pratiques mensongères utilisées pendant les campagnes électorales** (n° **715**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **instituer le vote en semaine pour les diverses catégories d'élections** (n° **735**) [31 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à rendre obligatoire l'admission des **chiens guides d'aveugles** dans tous les lieux publics y compris ceux déclarés « interdits aux chiens » (n° **963**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** tendant à augmenter le nombre des **conseillers municipaux** dans les **communes** ayant plus de **100.000 habitants** (n° **1261**) [23 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à rendre obligatoire pour les **chasseurs** le port d'un signe distinctif et plus spécialement d'une casquette rouge afin que leur présence sur les terrains de chasse soit mieux signalée (n° **1446**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi organique** tendant à modifier la **loi n° 62-1292** du 6 novembre 1962 relative à **l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n° **1483**) [2 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à sanctionner la **non-inscription sur les listes électorales** (n° **1542**) [11 avril 1975].

QUESTIONS

Questions en qualité de député :

• *question au Gouvernement :*

— **Fédérations d'associations de parents d'élèves** [8 octobre 1975] (p. 6654) : distribution des seuls documents de la fédération Cornec dans de nombreux établissements.

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Feït : Primes d'équipement hôtelier** [14 avril 1976] (p. 1716) : publication prochaine d'un décret et d'un arrêté sur ce sujet.

— **M. Brocard : Aménagement du tourisme en montagne** [12 mai 1976] (p. 2930, 2931) : les mesures prises en faveur de la montagne ; les objectifs définis par le Gouvernement pour l'ensemble des massifs français.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **Mme Fritsch** (n° **43007**) **: Application de la loi sur l'architecture** [16 décembre 1977] (p. 8885, 8886) : examen des candidatures au titre d'agréé en architecture ; préparation d'un décret modificatif de celui du 3 mars 1977 pour permettre de tenir compte des disparités régionales en matière de modalités de calcul de la surface totale de plancher développée des constructions individuelles.

— **M. Maurice Blanc** (n° **42967**) **: Ressources des offices de tourisme** [16 décembre 1977] (p. 8886) : souhaite la perception intégrale de la taxe spéciale sur l'ensemble des activités liées au tourisme prévue par la loi de 1942.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi** relatif à l'**interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6960) : responsabilité du législateur devant la Nation ; principes en jeu et causes du fléau ; avortement, problème de civilisation ; opinion de Jean Rostand et du professeur Jérôme Lejeune sur l'avortement qui est un petit assassinat ; refus de voter le projet du Gouvernement ; ne peut admettre que le père soit écarté de la décision d'interrompre la grossesse ; demande que soit donnée aux femmes, notamment par la simplification des procédures d'adoption, la possibilité de refuser des maternités non désirées, sans recourir au meurtre d'un innocent ; rappelle les différences d'appréciation des maladies mentales dans différents Etats américains quand il s'agit d'autoriser un avortement ; estime qu'admettre l'avortement serait ouvrir la porte à l'euthanasie et franchir une étape dans la destruction de la famille ; rappelle les difficultés matérielles ou financières qui sont les causes les plus fréquentes des avortements mais pense qu'une loi de meurtre n'est pas une bonne réponse à cette angoisse ; (p. 6961) : décrit les cliniques d'avortement en Angleterre ; rappelle sa proposition de loi tendant à donner à la mère sa juste rémunération et demande la création d'un ministère de la femme ; estime inconstitutionnel d'accepter la suspension de la loi de 1920 ; voit dans l'avortement pratiqué dans la plupart des pays de l'Est une erreur qui se transforme en catastrophe nationale ; rappelle les conséquences physiques et psychiques désastreuses de l'avortement ; rappelle que les avortements clandestins ont augmenté en nombre malgré une législation défavorable à l'avortement ; expose l'opposition manifestée par plus de 12.000 médecins au « permis légal de tuer » ; rappelle le droit fondamental et primordial de tout être humain à naître et à vivre ; cite le docteur Peyret sur le degré de civilisation d'une société et la protection des femmes ; (p. 6962) : cite également Pierre Messmer, Premier ministre, déclarant que l'homme a la possibilité de disposer librement de lui-même ; demande cela pour tous les enfants de France à naître.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3732) : la pauvreté des stations de province ; rattachement de chacune à la société de son choix ; le caractère bureaucratique des directions régionales actuelles.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7035) : le texte actuel ne se caractérise que par des habiletés de rédaction qui éludent le problème de fond ; (p. 7036) : apologie d'un texte qui constitue en fait une incitation à l'avortement ; demande que les cinq années de transition soient consacrées à l'essai loyal de la contraception ; s'indigne du fait que le pays paraît plus soucieux du sort des bébés phoques ou des prisonniers de droit commun que du respect de la vie de l'enfant ; l'avortement activité lucrative ; un retour à la barbarie.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, relatif à l'institution d'un prélèvement conjoncturel** (n° **1274**). **Discussion des articles** [4 décembre 1974]. **Article 6** (p. 7413) : son amendement n° 83 : déduction des provisions pour renouvellement ; retiré.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — III. **Tourisme** [12 novembre 1975] (p. 8154) : la brillante saison touristique de 1975 ; (p. 8155) : l'inutilisation de tous les avantages dont dispose la France sur le plan touristique ; développer notre propagande et créer un bureau spécialisé au sein de chaque ministère ; élaborer un plan de relance de l'hôtellerie.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la qualité de la vie (tourisme) :

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — III. Tourisme [8 novembre 1976] (p. 7694) : un budget conçu dans un esprit de justice ; le taux des départs en vacances ; le tourisme social ; (p. 7695) : les mesures prises en faveur du camping, mode d'hébergement économique ; l'atelier d'étude des hébergements de plein air ; un « monsieur camping » permettant aux usagers de s'adresser facilement à un interlocuteur unique au niveau de chaque département ; poursuivre l'effort en faveur de la petite hôtellerie ; le maintien du taux de la TVA sur la petite hôtellerie non classée ; la zone d'attribution de la prime ; étude de la taxe professionnelle applicable aux meublés et aux hôtels saisonniers de préfecture ; mise à l'étude d'une coordination des aides personnelles qui existent actuellement pour favoriser l'accès aux loisirs et aux vacances ; un budget qui vise à rétablir l'équilibre de nos échanges extérieurs ; (p. 7696) : inciter les Français à découvrir leur pays ; attaquer efficacement les marchés étrangers ; création d'une association française d'action touristique ; poursuivre l'établissement des liens bilatéraux ; nécessité d'une concertation interministérielle ; (p. 7702) : le taux de la TVA ; les représentants du secrétariat d'Etat chargé du tourisme en Amérique latine, en Europe de l'Est ; (p. 7703) : les transferts opérés à l'intérieur du budget ; le tourisme de haute montagne et de la moyenne montagne ; le critère des quatre jours ; la cinquième semaine de congé ; la nécessité de développer les gîtes ruraux chez les non-agriculteurs ; l'étalement des vacances ; la taxe professionnelle ; promouvoir la formule des chambres d'hôte ; les gîtes ruraux ; le rôle de la fédération des offices de tourisme et des syndicats d'initiatives ; (p. 7704) : la jeunesse ; les résidences universitaires ; la création d'une association européenne de villages de vacances ; le BITS ; la diffusion du tourisme social en milieu rural ; l'arrière-pays littoral ; la mission Corse et la mission Languedoc-Roussillon ; obligation d'un douzième du versement patronal pour la construction des logements affecté à un fonds d'orientation du tourisme social ; le projet de loi portant réforme des aides au logement ; la situation touristique dans les Alpes-Maritimes ; les campings ; la situation des agriculteurs ; mauvaise répartition des vacances des Français ; l'aide à la personne ; le programme commun de la gauche ; (p. 7705) : « Démocratie française » ; le montant des prêts du FDES à l'hôtellerie ; le camping-caravaning ; le secteur non lucratif sur le littoral ; les prêts du FDES pour les hôtels à trois ou quatre étoiles ; la construction de « palaces » ; le cas de la citadelle de Villefranche ; le développement des petites et moyennes entreprises de l'hôtellerie et de la restauration ; les décisions prises en faveur du Massif Central ; les petites entreprises familiales ; la concertation préalable avec les professionnels ; tourisme social et tourisme plus aisé ; les touristes étrangers ; (p. 7706) : bien gérer avec un budget modeste les intérêts des vacanciers ; la noria des secrétaires d'Etat au tourisme ; création d'un véritable ministère du tourisme; les Français et les vacances ; la TVA ; (p. 7707) : le contrôle et le classement des hôtels de préfecture ; la taxe professionnelle.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la culture et de l'environnement (tourisme) :

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 29 juillet 1925 relative à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle** (n° **2945**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4332) : l'uniformisation des dispositions relatives à la réparation des dégâts causés aux cultures par les sangliers ; la répartition des cotisations ; la non-cotisation de l'ONF et des sociétés de chasse militaires ; l'égalité des locataires de chasse devant la charge de réparation des dégâts causés aux cultures ; (p. 4333) : l'hostilité du Gouvernement au mode de calcul de la cotisation due par les sociétés de chasse militaires. **Discussion de l'Article unique. — Avant l'Article unique** (p. 4333) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Hausherr. **Article unique** (p. 4333) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Hausherr ; la qualification juridique des autorisations de chasser ; la terminologie employée par le projet gouvernemental ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 2 de M. Hausherr ; l'irrégularité de la chasse sur les terrains militaires ; (p. 4334) : les services rendus par les sociétés de chasse militaires ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 3 de M. Hausherr. **Titre** (p. 4334) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 4 de M. Hausherr.

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques** (n° **2620**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4336) : demande à l'Assemblée d'adopter le projet dans sa forme actuelle. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4337) : la notion d'utilité du pro-

duit ; l'engagement de M. d'Ornano. **Article 8** *bis* (p. 4338) : l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 1 de M. Gantier ; la contribution demandée aux industriels ; sa relativité.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux stations radio-électriques privées et aux appareils radio-électriques constituant ces stations** (n° **2821**). **Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article 3** (p. 4339) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Magaud.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — III. **Tourisme** [21 octobre 1977] (p. 6486) : le contexte dans lequel s'inscrit le budget du tourisme ; le niveau des crédits de paiement des dépenses ordinaires ; les PAP n° 23 et n° 24 ; les dotations relatives aux villages de vacances et aux terrains de camping-caravaning ; la dégradation des recettes de la balance des paiements touristiques en 1976 ; la recherche de clientèles nouvelles dans des pays peu prospectés ; la reconquête des clientèles à haut pouvoir d'achat ; le renforcement des moyens de l'association française d'action touristique ; les actions menées en 1977 à l'étranger ; la campagne en faveur du thermalisme ; le développement des industries touristiques lourdes sur les marchés étrangers ; (p. 6487) : le nombre et la diversité des demandes de coopération ; la sollicitation de l'expérience française dans le domaine de la gestion des ensembles touristiques ; la création d'un comité interministériel pour la coopération touristique et d'une société à caractère mixte ; la Socotour ; ses missions ; le développement de la politique des loisirs pour tous ; la réalisation d'équipements de tourisme social sur la côte Aquitaine ; le statut des parcs résidentiels ; l'avis favorable du Conseil d'Etat sur le décret créant une prime spéciale d'équipement hôtelier pour le camping-caravaning ; la priorité donnée à l'aide aux hôtels d'une et deux étoiles de faible capacité ; le financement de la formation de dix nouveaux assistants techniques à l'hôtellerie ; le problème de l'hôtellerie non homologuée ; inciter les hôteliers à demander le classement « tourisme » ; l'adoption par l'Assemblée de l'abaissement du taux de TVA s'appliquant aux meublés ; la modification de la procédure et des normes de classement ; (p. 6488) : l'étude d'un texte définissant les hébergements chez l'habitant ; la mise à l'étude des statuts des nouvelles formes d'hébergement telles la para-hôtellerie, la multi-propriété et la propriété spatio-temporelle ; la création d'une aide personnelle aux vacances ; le dépôt du rapport de la commission sur la réduction des inégalités d'accès aux vacances ; les conditions de l'aide personnelle aux vacances ; la nécessité d'une meilleure présentation de l'effort public ; la décomposition de la masse des crédits publics alloués au tourisme ; l'intervention de l'Etat dans le domaine de l'aménagement ; la création des espaces de loisirs ; les subventions aux hébergements ; le montant des prêts à taux privilégiés ; la promotion à l'étranger ; le rôle et les ressources des missions interministérielles d'aménagement ; le développement des atouts touristiques de la Corse ; l'aménagement du littoral ; l'uniformisation des taux de TVA pour les hébergements touristiques ; la faiblesse des crédits du secrétariat d'Etat au tourisme ; la nature interministérielle du tourisme ; (p. 6489) ; la coordination des trois services d'études : littoral, montagne et espace rural, au niveau des schémas régionaux de développement des loisirs ; la nécessité de démocratiser les vacances ; l'étalement des vacances ; le rôle des responsables des stations touristiques et des professionnels en la matière ; l'aide financière au tourisme vert ; l'aménagement de l'espace rural ; l'instrument privilégié que représente le tourisme départemental ; (p. 6494) : la crise économique traversée par la France ; l'intérêt porté par le secrétaire d'Etat au problème de la montagne ; le problème des personnels ; l'évolution des crédits consacrés à l'aménagement touristique de la montagne ; le niveau de l'aide aux grandes stations ; l'action pour la moyenne montagne ; le PAP n° 23 ; les crédits consacrés au tourisme social ; s'engage à maintenir l'action menée en faveur du tourisme social ; l'apparente diminution des sommes affectées au chapitre « Action touristique » ; la politique d'aide à la montagne ; l'exemple de la Savoie ; l'étude de la procédure à mettre en œuvre pour parvenir à instituer une aide à la personne ; l'approbation par le conseil supérieur du tourisme de l'action gouvernementale en faveur de l'établissement d'un titre-vacances ; le rapport de M. Jacques Blanc ; l'appellation du titre-vacances ; (p. 6495) : le problème de l'aide personnalisée ; l'impossibilité d'arrêter la privatisation des lits ; la nature de l'action menée en matière de tourisme ; la préférence de la majorité des Français pour la résidence secondaire au détriment de la résidence hôtelière ; l'effort mené en matière de logement des travailleurs animateurs des stations de vacances ; le développement des aides aux associations ou sociétés d'économie mixte qui réalisent les logements ; le problème des bons de transport ; l'action des compagnies aériennes en faveur du tourisme ; l'aménagement des tarifs ; la durée des vacances ; l'augmentation des dépenses des Français pour les vacances ; le montant des crédits affectés au camping ; les mesures prises en matière de développement du camping ; la réduction des inégalités sociales ; l'extension du réseau national des chambres d'hôtes ; la

part représentée dans l'activité générale du tourisme par le tourisme de luxe ; le caractère essentiel du tourisme social ; la nécessité d'éviter toute forme de ségrégation ; (p. 6496) : l'affectation des résidences universitaires au tourisme de jeunes ; le problème de la banalisation des locaux scolaires ; le souhait de la création d'une association européenne de villages de vacances ; l'affectation d'une part du versement patronal obligatoire pour la construction de logements à la création d'hébergements touristiques à caractère social ; les crédits affectés au tourisme social ; l'accroissement de la durée des vacances ; l'octroi de l'aide de l'Etat aux hôtels au-dessus de la catégorie deux étoiles ; les conditions de dépôt par deux hôtels de luxe de la Côte d'Azur d'une demande de prêt au FDES ; les conditions d'octroi de l'aide de l'Etat aux hôtels ; les aides à la création d'hôtels d'affaires trois étoiles ; l'aide consentie en faveur des stations thermales ; l'absence d'intervention de l'Etat en matière de multipropriété ; le développement des terrains de camping ; la proportion de travailleurs salariés partis en vacances ; (p. 6497) : l'augmentation de la moyenne de durée de séjour des travailleurs français en vacances ; l'affaire de la citadelle de Villefranche ; le vœu de la nouvelle municipalité de Villefranche ; l'hébergement chez les parents ou les amis ; l'application du Programme commun dans le domaine touristique ; les dispositions du Programme commun relatives au tourisme ; le tourisme vert ; le développement du camping et de l'hébergement chez l'habitant ; l'aide spéciale rurale ; la nécessité d'éviter les concentrations d'équipements ; l'étude de réalisation de villages éclatés ; l'accord préalable des maires ; la réglementation des conditions d'ouverture des agences de voyage ; le renforcement des garanties apportées au public par la loi du 11 juillet 1975 ; la suppression de la licence B ; l'assainissement rapide du marché des voyages par de nouvelles dispositions législatives ; le risque de surcapacité en matière de camping ; (p. 6498) : l'objectif du VII[e] Plan en matière de places de camping ; la compétitivité des prix des terrains de camping français ; la mise en place de l'aide personnalisée.

MÉHAIGNERIE (Pierre)

Député d'Ille-et-Vilaine
(3[e] circonscription)
(UC, puis RCDS)

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture du 12 janvier 1976 au 25 août 1976 et du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Ministre de l'agriculture du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe Union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 748, 749) [2 avril 1974].

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (Gouvernement Chirac). Décret du 12 janvier 1976 [*J.O.* du 13 janvier 1976] (p. 395).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 12 février 1976, de son mandat de député [*J.O.* du 14 février 1976] (p. 1063) [2 avril 1976] (p. 1272).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (Premier Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture (Premier Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre de l'agriculture (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'agriculture (Deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1[er] avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973], (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

Membre de la commission chargée du contrôle périodique du fonctionnement du FORMA [29 mai 1973] (p. 1642).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole [27 juin 1975] (p. 4967).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant modification du statut du fermage [28 juin 1975] (p. 5022).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). I. **Agriculture** (n° **686**) [10 octobre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 946) portant modification de certaines dispositions du livre premier du **code rural** relatives au **remembrement des exploitations rurales** (n° **1119**) [4 juillet 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). I. **Agriculture** (n° **1235**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1682), modifié par le Sénat, portant modification de certaines dispositions du livre premier du code rural relatives au **remembrement** des exploitations rurales (n° **1743**) [12 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 1747), relatif à l'**organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1782**) [19 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'**organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1805**) [26 juin 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome I. Agriculture** (n° **1921**) [10 octobre 1975].

— **Rapport d'information** déposé en application de l'article 145 du règlement par la commission de la production et des échanges, sur le développement des **exportations françaises de produits agro-alimentaires** (n° **2078**) [17 décembre 1975].

En qualité de ministre de l'agriculture :

— **Projet de loi** relatif à la **mise en valeur des terres incultes** (n° **2847**) [3 mai 1977].

— **Projet de loi** portant modification de l'**article 7 de la loi n° 62-933** du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au **droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**) [3 octobre 1977].

QUESTIONS

En qualité de député :

• *question d'actualité :*

— **Entreprises dans les villes nouvelles** [29 juin 1973] (p. 2715) : accentuation de l'ampleur des déséquilibres régionaux depuis 1957.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Charles Bignon** (n° **11204**), **Josselin** (n° **11311**), **Rigout** (n° **11324**), **d'Harcourt** (n° **11329**), **Bertrand Denis** (n° **11466**), **Daillet** (n° **11509**) : **Prix agricoles** [19 juin 1974] (p. 2801, 2802) : crise de la viande bovine et de la viande porcine ; nécessité de faire jouer la clause de sauvegarde pour les importations ; mise en œuvre d'un véritable plan de rationalisation de la production porcine.

• *questions au Gouvernement :*

— **Aménagement du territoire et villes nouvelles** [23 octobre 1974] (p. 5352).

— **Fixation des prix agricoles** [4 décembre 1974] (p. 7378).

— **Suppression des avances remboursables pour les candidats au téléphone** [12 novembre 1975] (p. 8162) : installation de lignes en zones rurales.

— **Mise en œuvre des réformes suggérées par le rapport de l'inspection générale des affaires sociales** [10 décembre 1975] (p. 9615).

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Boscher** (n° **27003**) : **Cressiculture dans l'Essonne** [9 avril 1976] (p. 1603) :

la prise en compte des intérêts des cressiculteurs ; le problème de l'alimentation en eau de la région parisienne ; l'organisation d'une table ronde sur les bases des études techniques en cours avec les responsables de la profession.

— **M. Millet** (n° **27031**) : **Situation de la viticulture** [9 avril 1976] (p. 1604) : les mesures envisagées par le Gouvernement et approuvées à Bruxelles ; l'organisation d'un débat au Parlement sur un rapport déposé prochainement par le ministre de l'agriculture.

— **M. Sénès** (n° **27776**) : **Création d'un office des vins** [9 avril 1976] (p. 1605, 1606) : la création de l'office des vins par voie réglementaire sur le modèle de l'ONIBEV ; prochain dépôt par le ministre de l'agriculture d'un rapport sur les problèmes de l'agriculture dans le cadre communautaire.

— **M. Bertrand Denis** (n° **27786**) : **Lutte contre la brucellose** [9 avril 1976] (p. 1607) : la nécessité d'améliorer les méthodes d'intervention.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. d'Aillières** : **Conséquences de la sécheresse** [30 juin 1976] (p. 4948) : les mesures prises pour permettre la conservation du cheptel : intervention de l'ONIBEV, majoration de la prime d'abattage des animaux atteints de brucellose, mise en place d'un « plan paille ».

— **M. de Poulpiquet** : **Crédit aux bâtiments d'élevage** [30 juin 1976] (p. 4949) : la procédure de répartition des subventions aux bâtiments d'élevage et à l'habitat rural.

— **M. Guermeur** : **Approvisionnement en eau** [30 juin 1976] (p. 4951) : les instructions données aux préfets d'engager si nécessaire des opérations d'interconnexion entre réseaux d'eau ; mesures d'assouplissement d'emploi des crédits.

— **M. Laurissergues** : **Calamités agricoles** [30 juin 1976] (p. 4953) : mise en place d'un double système d'indemnisations : répartition d'un crédit de 50 millions de francs pour les cas les plus dramatiques, puis d'un milliard de prêts hors encadrement en faveur des agriculteurs sinistrés.

— **M. Vizet** : **Coopérative avicole de la Sica-Sava** [20 octobre 1976] (p. 6777) : élaboration d'un plan de redressement soumis à l'appréciation du tribunal de commerce.

— **M. Forni** : **Indemnités de sécheresse** [10 novembre 1976] (p. 7883) : la diligence dont le ministre de l'agriculture a fait preuve pour « l'aide à la sécheresse » ; les décrets relatifs aux « prêts calamités » et aux aides définitives ; publication prochaine des circulaires d'application.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Sénès** (n° **29780**) : **Ecole nationale supérieure d'agronomie de Montpellier** [26 novembre 1976] (p. 8775) : participation du Gouvernement à la construction de la résidence pour les étudiants et à la modernisation de certaines chaires ; construction d'une école vétérinaire à Nantes.

— **M. Desanlis** (n° **33572**) : **Indemnisation des agriculteurs victimes de la sécheresse** [26 novembre 1976] (p. 8776) : le paiement de 90 % des aides « à valoir » régies par le décret du 15 septembre 1976 ; les retards dus à des contrôles nécessaires ; les valeurs départementales de l'aide à l'UGB (unité de gros bétail) primable fixées dans la liste publiée le 22 septembre ne seront pas remises en cause.

— **M. Henri Michel** (n° **33628**) : **Primes de stockage dans la viticulture** [3 décembre 1976] (p. 8993, 8994) : décision de la commission des Communautés européennes d'ouvrir des contrats de stockage à court terme dans l'Aude, les Bouches-du-Rhône, le Gard et l'Hérault ; application des contrats à long terme dans toutes les régions viticoles.

— **M. Henri Michel** (n° **33639**) : **Transferts des droits de plantation de vignes en appellation contrôlée** [3 décembre 1976] (p. 8994) : maintien des instructions restrictives données par l'ONIVIT ; préparation d'un décret tendant à suspendre les droits de plantation de vignes dans certaines aires d'appellation d'origine.

— **M. Dutard** (n° **33726**) : **Augmentation des fermages** [3 décembre 1976] (p. 8995) : la loi du 15 juillet 1975 ; les pouvoirs laissés aux commissions paritaires départementales des baux ruraux pour la fixation des fermages.

Réponses en qualité de ministre de l'agriculture :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Bayou** : **Crise viticole** [13 avril 1977] (p. 1753) : la politique viticole définie par le conseil des ministres en janvier : équilibre du marché, recherche de la qualité, soutien du revenu viticole, possibilité de distillation ; importance du mémorandum envoyé à Bruxelles en vue d'éviter les importations excessives.

— **Mme Constans** : **Fixation des prix agricoles européens** [13 avril 1977] (p. 1755, 1756) : l'augmentation de 2,5 % des prix agricoles français décidée par le conseil des Communautés ; détermination du Gouvernement à conclure le plus rapidement possible la négociation sur les prix agricoles.

— **M. Tourné** : **Situation des agriculteurs sinistrés** [13 avril 1977] (p. 1755) : nécessité

d'attendre la deuxième décade de mai pour avoir une idée précise des dégâts occasionnés par le gel ; dispositions prévues pour les agriculteurs en cas de calamités.

— **M. Lagorce : Indemnisation des agriculteurs victimes des gelées** [13 avril 1977] (p. 1756) : diminution des délais d'application de la loi sur les calamités.

— **M. Boyer : Fixation du prix du lait** [13 avril 1977] (p. 1757, 1758) : application début mai d'une hausse moyenne du prix du lait supérieure à 6 % ; diminution à 1,5 % de la taxe de coresponsabilité ; les deux objectifs de la délégation française à Bruxelles : sécurité d'approvisionnement pour l'Europe, politique à long terme d'exportation des produits agricoles.

— **M. Daillet : Sauvegarde du revenu agricole** [13 avril 1977] (p. 1759) : diminution de 3 % des montants compensatoires monétaires appliqués aux produits agricoles français.

— **M. de Poulpiquet : Taxe de coresponsabilité** [13 avril 1977] (p. 1759, 1760) : acceptation du principe de cette taxe par l'ensemble des délégations de l'Europe des Neuf ; difficulté d'instituer une progressivité de la taxe ; non-application de cette taxe en zone de montagne.

— **M. César : Difficultés des viticulteurs du Sud-Ouest** [20 avril 1977] (p. 1951) : les interventions du Gouvernement pour venir en aide aux viticulteurs et arboriculteurs sinistrés ; durée des prêts-calamités en cas de sinistres consécutifs ; étude du problème des vins blancs de Gironde.

— **M. Guermeur : Prix du lait et situation des marins-pêcheurs** [20 avril 1977] (p. 1952) : défense du compromis présenté par la commission de Bruxelles ; augmentation de 6 % du prix du lait au 1er mai ; caractère illégitime des mesures unilatérales irlandaises.

— **M. Denis : Transport de paille** [20 avril 1977] (p. 1952) : versement de la subvention aux transporteurs de paille.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Capdeville** (n° **37297**) : **Conséquences des gelées** [22 avril 1977] (p. 2098, 2099, 2100) : des mesures analogues à celles prises à la suite de la sécheresse interviendraient en cas d'importantes difficultés ; aides aux salariés agricoles, allocation de chômage partiel, droit aux prestations de l'UNEDIC ; étude du mémorandum viticole par la commission de Bruxelles.

— **Mme d'Harcourt** (n° **37330**) : **Maintien du revenu des agriculteurs** [22 avril 1977] (p. 2101, 2102) : la production laitière ; garantir la sécurité d'approvisionnement de l'Europe et le développement des exportations ; l'engagement du Gouvernement sur l'évolution des revenus agricoles ; examen en fin d'année de l'évolution des prix agricoles et des prix industriels intéressant l'agriculture.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. d'Aillières : Situation de l'élevage hippique** [27 avril 1977] (p. 2215) : l'importance des courses pour la promotion de l'élevage.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Brugnon** (n° **37451**) : **Reconversion de la production laitière et avenir de l'agriculture** [29 avril 1977] (p. 2347, 2348) : l'action du Gouvernement relative à la fixation des prix du lait et de la viande ; l'amélioration du revenu des producteurs de lait passe par un assainissement du marché laitier ; la convention signée dans le Nord-Picardie entre les pouvoirs publics et les organisations professionnelles du secteur laitier.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Tourné : Sauvegarde de l'industrie agro-alimentaire** [1er juin 1977] (p. 3261) : le programme d'action prioritaire du VIIe Plan en matière d'industrie agro-alimentaire ; le problème de la transformation des fruits et légumes posé à Bruxelles.

— **M. Benoist : Situation de l'enseignement technique agricole** [1er juin 1977] (p. 3265) : les efforts consentis en faveur de l'enseignement agricole.

— **M. Foyer : Indemnisation des dommages causés par les crues de la Loire** [22 juin 1977] (p. 4053) : indemnisation des agriculteurs dans les sept à huit mois à venir.

— **M. Tourné : Conséquences des orages sur les vignobles des Pyrénées-Orientales** [29 juin 1977] (p. 4422) : l'effort budgétaire de la France pour l'indemnisation des calamités ; les modalités de dédommagement des agriculteurs sinistrés.

— **M. Alain Bonnet : Encadrement du crédit agricole** [29 juin 1977] (p. 4422, 4423) : préparation d'une réforme des prêts fonciers.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Bayou** (n° **41212**) : **Aide aux viticulteurs** [7 octobre 1977] (p. 6014, 6015) : la politique de qualité du Gouvernement pour assurer un meilleur revenu aux viticulteurs ; les mesures d'indemnisation aux victimes de calamités seront prises avec célérité et équité ; les efforts du Gouvernement pour soutenir les prix des vins de table et obtenir l'harmonisation des législations viticoles des pays de la Communauté.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Schloesing : Mesures concernant les inondations dans le Sud-Est** [26 octobre 1977] (p. 6638) : détails chiffrés sur le nombre et le montant des prêts accordés aux agriculteurs sinistrés du Sud-Ouest.

— **M. Villa : Destruction d'excédents agricoles** [26 octobre 1977] (p. 6642) : les excédents conjoncturels contrepartie de la sécurité d'approvisionnement ; distribution gratuite aux collectivités et aux hôpitaux des produits excédentaires.

— **M. Massot : Situation de l'élevage ovin** [26 octobre 1977] (p. 6644) : difficultés d'aboutir à un règlement acceptable en matière de viande ovine du fait des intérêts divergents des pays de la CEE.

— **M. Maurice Blanc : Action des associations d'aide familiale rurale** [2 novembre 1977] (p. 6837) : étude de ce sujet lors de la discussion du budget de l'agriculture ; augmentation de 23 % de l'effort du BAPSA en 1978.

— **M. Daillet : Plafonnement des dépenses du FEOGA et extension de la taxe de coresponsabilité à tous les produits agricoles** [9 novembre 1977] (p. 7217) : combat des parlementaires de la majorité contre cette initiative.

— **M. Daniel Benoist : Aide aux coopératives céréalières des régions de moyenne production** [16 novembre 1977] (p. 7497) : l'impossibilité d'étendre aux coopératives céréalières les mesures prises l'an dernier pour les coopératives sinistrées.

— **M. Chambon : Prix agricoles à la production et montants compensatoires monétaires** [16 novembre 1977] (p. 7500) : une comparaison des prix agricoles sera faite fin novembre ; le désir de la France d'obtenir un abattement, notamment pour le lait ; sa non-opposition du démembrement du système des montants compensatoires monétaires.

— **M. Fouchier : Faillite de la société Cofranimex et exportation des productions de l'élevage français** [23 novembre 1977] (p. 7833) : les services rendus par la Cofranimex ; promotion des exportations d'animaux reproducteurs par les unions de producteurs aidées par la Sopexa.

— **M. Rigout : Organisation communautaire du marché du mouton** [30 novembre 1977] (p. 8050) : les objectifs du Gouvernement ; les propositions inopportunes du groupe communiste européen (limitation des dépenses du FEOGA).

— **M. Denis : Lutte contre les maladies du bétail** [30 novembre 1977] (p. 8055) : problème des importations en provenance de la Communauté ; les garanties sanitaires exigibles des vendeurs de semences.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Brugnon** (n° **42715**) **: Situation des herbages de la Thiérache** [2 décembre 1977] (p. 8224) : les difficultés de contrôle posées par l'application de l'aide directe du FORMA pour le lait écrémé ; la difficulté d'établir un règlement communautaire pour la production ovine réclamé par la France.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Darinot : Rachat de la société Préval par l'Union laitière normande** [14 décembre 1977] (p. 8703) : nécessité d'éviter tout coût excessif pour les producteurs de lait.

— **M. Ruffe : Difficultés financières des caves coopératives viticoles du Lot-et-Garonne et du Gers** [14 décembre 1977] (p. 8705) : les mesures prises pour aider les coopératives et les entreprises privées de ces régions.

— **M. Briane : Prix des terres agricoles** [21 décembre 1977] (p. 9144) : possibilité pour les SAFER de demander une revision judiciaire des prix ; mesures prises pour favoriser l'installation des jeunes agriculteurs.

— **M. Lepercq : Organisation commune du marché du mouton** [21 décembre 1977] (p. 9145) : maintien de l'organisation nationale de la France jusqu'à la conclusion d'une solution communautaire.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration du ministre de l'agriculture et du développement rural sur les récentes délibérations du conseil des ministres des Communautés européennes** (n° **277**) [3 mai 1973] (p. 1022) : estime que les résultats de la négociation de Luxembourg sont un sursis, un succès par compromis ; (p. 1023) : que la solution du problème agricole est une solution politique et monétaire, que des mesures de compensation nationales sont nécessaires ; rappelle l'attachement de son groupe à la construction européenne et au Marché commun, les objectifs qu'il juge prioritaires, la progression du revenu agricole de 4 à 5 % par an, le rattrapage des revenus des autres catégories professionnelles, un effort accru dans la sélection, des prêts bonifiés pour les régions d'élevage, pour la production porcine ; demande que soit différée pendant cinq ans l'application des bénéfices forfaitaires pour les productions spécialisées ; souligne la disparité des revenus en agriculture ; rappelle que 300 ou 400.000 agriculteurs ont un revenu inférieur au SMIC ; évoque le rétablissement du quantum et le

versement d'une allocation complémentaire de revenu ; (p. 1024) : l'existence d'une double solidarité de l'Etat, budget du BAPSA et solidarité par la hiérarchie des cotisations sociales ; estime que le système actuel peut être amélioré ; évoque la politique des structures, la lenteur du processus engagé à Bruxelles, la nécessité d'une simplification ; la mise en application d'une véritable politique régionale, l'amélioration des conditions de la vie rurale, le développement des équipements, compensations nationales pouvant s'inscrire dans le prochain budget.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Section II : Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4997) : ses observations sur les équipements, les activités socio-éducatives et l'absence d'une véritable politique interministérielle en faveur de la jeunesse ; (p. 4998) : taux d'application de la troisième loi de programme ; demande de son groupe d'un déblocage des crédits du fonds d'action conjoncturelle ; pratique de l'éducation physique à l'école et centres d'animation sportive ; économies procurées par les ressources affectées par la collectivité au développement du sport, rôle des associations et insuffisance des crédits ; projet de société fondé sur l'initiative individuelle et le pluralisme culturel ; associations de jeunesse et apprentissage des responsabilités ; suggère une nouvelle politique contractuelle avec les associations ; faiblesse des marges financières et crédibilité de cette politique ; aide à la formation des bénévoles ; fonds européen de la jeunesse ; développement des centres d'information et de jeunesse ; nécessité de créer un centre international pour les échanges de jeunes ; ses doutes quant à l'efficacité du fonds d'intervention pour la jeunesse ; souhaite qu'il soit le point d'appui d'une véritable politique interministérielle pour la jeunesse ; volonté politique du Gouvernement et pesanteur des administrations ; place des associations familiales et culturelles dans le cadre de l'éducation permanente ; promesses faites quant à la situation des inspecteurs départementaux de la jeunesse et des sports, approuve les grandes lignes du budget ; souhaite des précisions quant aux activités socio-éducatives.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [6 novembre 1973] (p. 5229) rapporteur pour avis : étude du budget par fonctions ; fonction sociale : BAPSA, FASASA et actions en faveur de la montagne ; fonction de préparation à l'avenir : enseignement, recherche, orientation, bonifications d'intérêt ; fonction de soutien des marchés, amélioration substantielle du revenu agricole au cours des trois dernières années ; s'interroge sur la disparité des revenus agricoles ; statistiques de la C.E.E. et comptes départementaux ; atténuation des disparités au cours des trois dernières années ; moyens permettant de corriger ces disparités ; hiérarchie des prix et évolution de la productivité, retard de la productivité en matière d'élevage ; fiscalité différenciée ; politique d'aménagement du territoire ; redistribution par le BAPSA ; solidarité de la collectivité à l'égard de l'agriculture et solidarité entre les agriculteurs ; rapport des cotisations sur le montant des prestations ; le BAPSA outil de correction des disparités ; politique d'aide aux bas revenus ; estime préférable de remédier aux causes de la faiblesse de ces revenus ; insuffisance de productivité, politique d'aménagement du territoire insuffisamment audacieuse, dépenses de préparation à l'avenir ; enseignement agricole et carte scolaire ; évolution de la recherche agronomique ; problèmes liés au financement de l'agriculture ; évolution du montant des bonifications d'intérêt ; dotations pour les bâtiments d'élevage et prêts fonciers ; (p. 5230) : besoins de financement ; suggère la mise en place d'un système de financement qui privilégie les agriculteurs au cours des dix premières années d'amortissement du prêt ; coût du soutien des marchés ; souhait de la commission d'obtenir beaucoup plus de renseignements dans ce domaine ; finalité économique et sociale du système actuel de soutien des marchés ; soutien aux produits laitiers ; restitution à l'exportation ; part des crédits profitant indirectement aux consommateurs ; souhaite des renseignements plus précis sur la répartition des crédits ; échelle des prix et excédents ; retards dans les rémunérations des fonctionnaires des services extérieurs ; estime que l'agriculture a plus besoin de liberté et de responsabilité que d'encadrement ; discriminations au sein du monde agricole ; l'agriculture force de mouvement, caractère exemplaire de sa mutation ; priorité à la préparation de l'avenir.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5720) : politique de rééquilibrage des régions et de diffusion des responsabilités, décentralisation de l'emploi tertiaire, primes de décentralisation, secteurs tertiaires et croissance des emplois, manque d'équilibres harmonieux entre Paris et la province, développement rapide de l'emploi tertiaire dans la région parisienne, surfaces de bureaux agréées dans la région parisienne, retard de la France dans le domaine des services publics et des administrations ; (p. 5721) : regroupement d'emplois dans le secteur du Quai Branly, sa question

d'actualité sur la cohérence du choix entre la politique des villes nouvelles et la création excessive de bureaux dans la région parisienne, redéploiement de la France sur son territoire et volonté politique du Gouvernement ; décentralisation des administrations et des services publics, effets dissuasifs et effets incitateurs à l'égard des entreprises, limitation de la croissance des villes nouvelles, diffusion des responsabilités aux niveaux régionaux et locaux.

— **Projet de loi relatif à l'indemnité viagère de départ et aménagement du régime des cumuls** (n° **275**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6875) : équité, simplification et aménagement foncier en faveur des IVD à soixante-soixante-cinq ans ; s'interroge sur les décrets d'application, prime d'apport structurel, cumuls d'exploitation, libéralisation de l'IVD et contrôle plus rigoureux des cumuls ; son amendement : sanctions de dissuasion à l'encontre des cumuls. **Discussion des articles** (p. 6884). **Article premier B** : son sous-amendement : transfert de terres disponibles aux SAFER ou aux sociétés d'aménagement ; retrait après assurances du ministre ; (p. 6891) : son sous-amendement : sanctions administratives afférentes à la réglementation des cumuls ; retiré.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **645**) [13 juin 1974] (p. 2642). **Discussion générale** : situation des vétérinaires salariés exerçant au sein des groupements agréés ; contrôle de la production à la sortie de la chaîne alimentaire préférable au contrôle *a priori* ; mettre sur pied un programme efficace de formation et de reconversion des distributeurs. **Discussion des articles** : **Article L 608 du code de la santé publique** (p. 2647) : présente l'amendement n° 51, ne pas donner aux aliments d'adaptation la qualification de médicament vétérinaire en raison des incidences fiscales. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2651) : son amendement n° 53 proposant une définition des groupements de producteurs ; (p. 2653) : insiste sur la notion de groupements « professionnels » ; amendement n° 53 adopté après modification. **Article L 612 du code de la santé publique** : son amendement n° 54 : ne pas imposer aux groupements de producteurs une liste limitative de médicaments ; retiré.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3091) : un prix garanti apporterait un sentiment de plus grande sécurité à l'éleveur ; (p. 3092) : l'inquiétude qui peut naître de l'attitude de la Grande-Bretagne à Bruxelles ; « le franc vert ».

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4737) : la révision de la politique agricole suppose une information en profondeur de l'opinion ; augmentation du taux de remboursement de la TVA et suppression de cet impôt sur les aliments destinés au bétail.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — II. **Jeunesse et sports** [31 octobre 1974] (p. 5690) : espoirs déçus des secteurs particulièrement touchés : les équipements sportifs et les créations de postes ; souhaite la création de cent postes supplémentaires ; difficulté de concilier le dialogue avec les associations de jeunesse et la faible marge de manœuvre financière pour une révision des conceptions à l'aube du VII[e] Plan : transférer tous les crédits aux régions ; développement des échanges internationaux de jeunes et création du centre international ; le coût des équipements industrialisés : de fausses économies ; approuve les grandes lignes du budget mais regrette l'inadaptation des ressources aux ambitions d'une politique de la jeunesse.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur pour avis [7 novembre 1974] (p. 5999) : la présentation du budget sous forme de budget de programme ; la sélection animale ; (p. 6000) : les prêts bonifiés ; la prévision et la gestion des marchés ; l'évolution des revenus agricoles ; les disparités ; le déblocage des crédits à court terme ; mise en place de fonds de stabilisation pour les productions spécialisées ; Unigrain ; prix des céréales fourragères ; les éleveurs défavorisés par rapport aux céréaliers ; la politique agricole commune ; ses succès et ses défaillances depuis douze ans ; le coût de l'exode rural ; le paiement des produits agricoles au prix de revient et l'indexation sur les coûts de production ; (p. 6001) : les prix agricoles européens ; les excédents conjoncturels ; les agriculteurs font les frais de la lutte contre l'inflation ; la crise de 1974 ne remet pas en question les orientations antérieures ; [8 novembre 1974] (p. 6142) : s'oppose à l'amendement n° 89 de M. Pranchère relatif au taux de la taxe de solidarité sur les céréales et les oléagineux ; (p. 6144) : son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 129 rectifié du Gouvernement relatif aux exonérations des cotisations ; reporté aux articles non rattachés.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6753) : le développement des petites villes et du milieu

rural ; les primes au développement industriel ; la décentralisation dans l'Ouest ; les emplois du secteur tertiaire ; (p. 6754) : l'élaboration du VII[e] Plan ; les inondations.

1975

— **Projet de loi portant modification du statut du fermage** (n° **1171**). **Première lecture. Discussion générale** [8 avril 1975] (p. 1393) : la considération apportée au petit agriculteur ; le souci d'équilibre du projet ; conserver un caractère d'ordre public aux prix ; inscrire le projet dans le cadre général de la politique foncière ; une adaptation rendue nécessaire par la crise agricole ; organiser la sécurité des agriculteurs, limiter des inégalités ; le rôle de l'IVD et des SAFER ; faire appel aux capitaux extérieurs ; les améliorations apportées par le projet à la sécurité économique du fermier ; ne pas oublier les droits du propriétaire. **Discussion des articles** [10 avril 1975]. **Article 7** (p. 1498) : ses observations sur l'amendement n° 54 de M. Rigout ; caractère d'ordre public des prix des baux ; maintenir les prix entre des minima et des maxima. **Article 12** (p. 1513) : son amendement n° 147 : autoriser le preneur à retourner les parcelles ou à les mettre en herbe mais avec perte du droit à indemnité en cas de désaccord du bailleur ; adopté. **Après l'Article 13** (p. 1518) : s'oppose à l'amendement n° 35 de M. Bizet ; insiste sur la nécessité de suivre avec soin l'application du dispositif sur les cumuls. **Article 17** (p. 1529) : sur les amendements proposés, mettre à l'étude le problème de l'indemnité de sortie. **Explications de vote** (p. 1542) : les succès de la politique agricole française ; un texte d'équilibre ; le strict encadrement du prix du fermage ; le problème de l'investissement des preneurs ; le vote positif du groupe des réformateurs. **Deuxième lecture** [17 juin 1975]. **Discussion des articles : Article 12** (p. 4272) : son amendement n° 53 : revenir au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale ; adopté. **Article 13** *bis* (p. 4274) : son sous-amendement n° 55 à l'amendement n° 23 de M. Bizet : éviter au fermier et au propriétaire d'être pris au dépourvu en prorogeant le bail d'une année supplémentaire ; adopté.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 avril 1975] (p. 1454) : bilan positif de la politique agricole depuis quinze ans ; risque d'aggravation des inégalités régionales ; problème de la décentralisation et de la régionalisation ; nécessaire transfert des pouvoirs au niveau local ; caractère conjoncturel de la crise agricole ; insécurité dans certains secteurs de la production et sentiment d'inégalité dans le monde agricole ; nécessité d'un vaste débat sur la politique agricole.

— **Projet de loi portant remembrement des exploitations rurales** (n° **946**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [11 avril 1975] (p. 1592) : le remembrement répond au souhait des agriculteurs ; dépenses compensées par l'accroissement des revenus ; complémentarité du remembrement et de la protection de la nature ; les orientations fondamentales du projet ; les amendements de la commission de la production ; (p. 1593) : les points qui restent à régler ; le remembrement élément de progrès du niveau de vie et de développement des communes rurales. **Discussion des articles** (p. 1601). **Article premier :** ses amendements n[os] 1 et 2 : exclure les terres dont l'inclusion dans l'opération constituerait une charge hors de proportion avec l'utilité de celle-ci ; adopté. **Après l'Article premier** (p. 1604) : son amendement n° 3 : composition de la commission communale de réorganisation foncière et de remembrement ; adopté. **Article 2** (p. 1610) : son amendement n° 4 : le remembrement doit également avoir pour objet l'aménagement rural ; adopté ; son amendement n° 5 : terrains nécessaires aux équipements communaux ; adopté. **Article 4** (p. 1612) : son amendement n° 20 ; aires nécessaires aux ouvrages collectifs communaux ; adopté ; son amendement n° 6 de forme ; adopté ; son amendement n° 7 relatif aux compensations attribuées à certains propriétaires ; adopté. **Après l'Article 9** (p. 1614) : son amendement n° 8 : échange multilatéral ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4353) : les dispositions ajoutées par le Sénat et les modifications apportées au texte adopté par l'Assemblée nationale. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4355) : craint que l'adoption de l'amendement n° 1 de M. J.-P. Cot ne retarde le remembrement ; juge préférable de donner à la collectivité les moyens de faire des réserves foncières. **Article premier** *bis* (p. 4356) : s'oppose à l'amendement n° 8 de M. Dutard. **Article 2** (p. 4357) : sur l'amendement n° 2 de M. Piot, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Article 11** (p. 4360) : s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Piot ; souhaite que le remembrement bénéficie d'une priorité dans les équipements du budget de l'agriculture.

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° **1337**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [17 avril 1975]. **Article 2 : Article L 612 du code de la santé publique** (p. 1782) : son amendement n° 19 : prévoir la « proposition » des commissions paritaires et non « l'avis » ; adopté ; son amendement n° 20 : prévoir l'avis des commissions avant l'approbation par le ministre des programmes sanitaires d'élevage ; adopté.

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3551) : l'absence d'étude sur les forces qui vont à l'encontre de l'aménagement du territoire ; le consensus qui s'établit sur un certain nombre d'idées ; la surconcentration humaine dans les pôles urbains ; le sentiment d'insécurité ; la lutte contre le gaspillage ; l'aggravation des disparités régionales ; l'absence de décentralisation pour le secteur tertiaire ; le déséquilibre au sein même des régions au profit des grandes villes ; la concentration des industries lourdes dans le Nord et l'Est ; l'insuffisance des moyens de liaison dans l'Ouest-atlantique ; favoriser la compétitivité de la grande industrie ; (p. 3552) : la prise en charge par les collectivités nationales des coûts des grandes concentrations urbaines ; le caractère peu sain des subventions et des dégrèvements fiscaux aux entreprises ; imposer certaines restrictions au développement de l'agglomération parisienne et des grandes métropoles régionales ; la réussite de l'opération de décentralisation d'administration centrale à Lannion ; modifier la carte des primes et la bonification d'intérêt ; le rôle des pouvoirs publics dans l'excessive concentration des populations ; le cliché qui lie la notion de progrès à celle de dimension ; le cancer du gigantisme ; la nécessité de changer les mentalités ; ramener le niveau de décision près du citoyen ; redéfinir des unités territoriales.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° **1747**), rapporteur. **Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4725) : le projet, maillon nouveau de la politique agricole commune ; ne remplacera pas le système communautaire des prix garantis mais permettra une application plus facile des règles communautaires ; en venir à moyen terme à une meilleure organisation des marchés ; (p. 4726) : le cadre très utile que le projet peut constituer pour l'organisation des rapports des professions intéressées ; le risque d'une balkanisation de l'économie agricole ; la promotion des exportations, objectif de l'action des interprofessions ; (p. 4727) : l'amélioration des revenus agricoles, but, à terme, du projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4736) : son amendement n° 4 : éviter une prolifération des organisations interprofessionnelles ; retiré. **Article 2** (p. 4737) : s'oppose aux amendements n° 14 de M. Billoux et n° 11 de M. Rigout ; (p. 4738) : son amendement n° 5 : laisser le soin aux organisations interprofessionnelles de rendre l'arbitrage obligatoire si elles le jugent bon ; adopté ; s'oppose à l'amendement n° 6 de M. Maujoüan du Gasset ; son amendement n° 2 : extension réputée autorisée si l'administration n'a pas statué dans les deux mois ; repoussé. **Article 3** (p. 4739) : son amendement n° 7 : de forme ; adopté. **Article 5** (p. 4742) : son amendement n° 10 : de forme ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion générale** [2 octobre 1975] (p. 6433) : estime que les conditions d'une bonne application du projet en discussion ne sont pas réunies ; approuve néanmoins l'inspiration qui sous-tend le texte ; (p. 6434) : l'éducation physique à l'école : objectif prioritaire ; le sport optionnel et la pratique sportive dans les centres d'animation et dans les clubs ; les raisons psychologiques qui vont à l'encontre du succès de la réforme : faible nombre des postes d'enseignant d'éducation physique, plan et loi programme partiellement réalisés, manque de moyens ; adopter un plan entraînant la création de 4.000 à 5.000 postes en trois ans ; laisser aux régions le libre choix des priorités en matière d'équipements ; prendre certaines mesures fiscales et administratives en faveur des associations sportives.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture, FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [5 novembre 1975] (p. 7871) : déplore que la date de la conférence annuelle de l'agriculture oblige le Parlement à se prononcer sur un projet de budget déjà largement amendé ; la commission de la production s'est inquiétée de la modération continue et inquiétante des dépenses en capital ; en 1975, le revenu brut d'exploitation aura été stable, cependant que, grâce aux primes, les disparités se sont atténuées ; la confiance de l'agriculteur en l'avenir repose aujourd'hui sur la stabilité des prix, donc sur la politique agricole européenne ; craint en ce domaine que la marge de manœuvre financière de tous les gouvernements ne soit très limitée ; souligne combien, pour les jeunes exploitants qui s'installent, le financement de l'exploitation pose des problèmes sérieux puisque le volume d'épargne obligatoire se situe parfois entre 40 et 50 % du revenu brut d'exploitation ; (p. 7872) : souhaite un redéploiement du budget de l'agriculture dans les domaines prioritaires des investissements productifs, de la maîtrise des productions animales, de la recherche, de l'enseignement et du développement rural ; interroge le Gouvernement sur l'efficacité de l'IVD accordée à un agriculteur qui cesse son exploitation passé soixante-cinq ans ; souhaite l'élargissement des compétences et de la composition du groupe de travail « Disparités ».

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'agriculture :

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique agricole** (n° **2223**) [28 avril 1976] (p. 2273) : l'augmentation moyenne du résultat brut d'exploitation des agriculteurs ; le fossé qui s'est creusé en 1974 entre l'augmentation des coûts et celle des prix de vente ; la compensation légitime de ces distorsions par les aides directes accordées ; la nécessité de poursuivre une politique en faveur des bas revenus ; prendre en compte, dans le nombre des exploitations dites pauvres, celles qui font l'objet d'une activité à temps partiel ; l'indemnité viagère de départ comme l'action la plus répandue chez les agriculteurs pour partir à la retraite à soixante ans ; (p. 2274) : l'inopportunité de la généralisation de la retraite à soixante ans pour les agriculteurs ; proposer aux exploitants une retraite susceptible d'augmenter afin de permettre aux jeunes de s'installer ; ses réponses à divers orateurs concernant l'exonération des cotisations sociales agricoles ; l'amélioration en matière de retraite des agriculteurs et agriculteurs veufs ; les disparités des plans de développement de la production laitière ; la réglementation communautaire pour le houblon ; la production de viande ; les groupements de producteurs ; le problème de l'interprofession ; les zones de montagne ; les épizooties, notamment la brucellose ; les efforts entrepris en faveur d'une valorisation des productions ; l'inévitabilité des excédents conjoncturels, contrepartie de la sécurité d'approvisionnement de l'Europe ; (p. 2275) : ses réponses à divers orateurs concernant l'enseignement, le problème foncier et le maintien du développement des activités en milieu rural ; en réponse à M. Pierre Joxe, indique que le montant de l'enveloppe des prêts bonifiés a été augmenté de 10,6 % en 1976 ; en réponse à divers orateurs, aborde le problème des conditions de vie en milieu rural et celui de la continuation de l'exode.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à l'amélioration des structures forestières et concernant la tutelle des groupements syndicaux forestiers** (n° **1506**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2409) : rappelle l'objet du projet de loi ; reconnaît l'intérêt des sociétés d'investissement forestier.

— **Proposition de loi tendant à interdire l'usage des œstrogènes en médecine vétérinaire** (n° **1447**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2411) : la préoccupation d'une amélioration de la qualité et de la salubrité des produits alimentaires ; l'accord des services de l'agriculture et de la santé publique sur l'avant-projet de décret d'application de la loi du 29 mai 1975 sur la fabrication des médicaments vétérinaires ; approuve la proposition de loi sous réserve de l'adoption de l'amendement de M. Cornette à l'article premier ; rappelle les dispositions prises pour favoriser la recherche et le contrôle en matière vétérinaire et renforcer les moyens des services vétérinaires. **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article premier** (p. 2414, 2415) : est favorable à l'amendement n° 1 de M. Cornette ; annonce que le Gouvernement confrontera ses vues avec celles de ses partenaires européens avant le débat qui aura lieu devant le Sénat.

— **Proposition de loi relative à la création et à la protection des jardins familiaux** (n° **1714**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4802) : l'intérêt social du jardinage ; approuve la proposition compte tenu d'un amendement de précision. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 2** (p. 4802) : son amendement n° 1 de précision indiquant que les exploitants individuels concernés devront être membres des associations intéressées ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses dispositions relatives aux assurances sociales et aux accidents en agriculture** (n° **2272**). **Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4803) : indique que le Sénat a adopté le projet en y ajoutant une disposition destinée à résoudre le problème de la garantie des élèves de l'enseignement technique agricole contre les accidents du travail ; reprend à son compte cette disposition ; invite l'Assemblée à adopter le projet ; déclare que les textes d'application sont d'ores et déjà préparés et seront publiés avant la prochaine rentrée scolaire ; (p. 4804) : déclare que des arceaux de protection seront bientôt imposés sur tous les tracteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1976] (p. 7610) : le revenu des agriculteurs et leur place dans la collectivité ; la France, deuxième exportateur mondial de produits agricoles ; l'évolution des prix et des coûts de production ; les prix des produits industriels ; les bâtiments d'élevage et l'endettement des agriculteurs ; les écarts excessifs de revenus ; la brucellose ; la coordination et l'orientation ; les différents fonds : FORMA, ONIBEV ; (p. 7611) : la sécheresse ; les délais de parution des textes ; les prêts bonifiés ; les plans de développement ; le Massif

central ; l'Auvergne ; les plans de développement, instruments de justice et d'amélioration ; le soutien des marchés ; la nécessité de la modernisation ; l'enveloppe de subventions pour les bâtiments d'élevage ; les adductions d'eau ; l'hydraulique ; les dotations budgétaires des SAFER ; l'aménagement de l'Authion ; l'indemnité spéciale de montagne ; (p. 7612) : l'enseignement, une priorité ; un redéploiement des crédits ; le centre de Bressuire ; les bourses ; l'INRA ; l'ANDA ; la dotation aux jeunes ; le problème du bois ; les importations ; (p. 7613) : les problèmes sociaux ; l'exonération des cotisations d'assurance maladie ; la nécessité d'une correction de l'assiette des cotisations ; l'harmonisation des régimes sociaux ; les calamités ; le remembrement.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de l'agriculture, débat du 4 novembre 1976 : [*J.O.*, Débats du 5 novembre 1976] (p. 7628) : la pâte à papier ; la forêt méditerranéenne ; (p. 7629) : les PAP ; les protéagineux ; le FORMA ; les régions de montagne ; la Savoie ; le BAPSA ; l'aide au machinisme agricole ; le crédit agricole ; les prêts bonifiés ; (p. 7631) : le BAPSA ; les cotisations des retraités ; (p. 7633) : l'orientation des productions et les transferts sociaux par rapport aux prix ; la fiscalité agricole ; le BAPSA ; les PINEA ; (p. 7634) : les prix agricoles ; les évolutions monétaires ; (p. 7635) : le mouton ; (p. 7636) : le fonds mouton ; la Grande-Bretagne ; l'Irlande ; les montants compensatoires ; la rénovation rurale ; les bâtiments d'élevage ; l'aide aux veaux sous la mère ; (p. 7637) : l'herba viva ; l'INRA ; le fourrage artificiel.

— **Proposition de loi tendant à faire bénéficier les métayers assurés sociaux du régime de retraite complémentaire des salariés agricoles** (n° 2232). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9623, 9624) : compléter la loi du 29 décembre 1972 portant généralisation des retraites complémentaires ; faciliter la réalisation par voie d'accords de la compensation interprofessionnelle des régimes de retraite complémentaire.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde** (n° 1854). **Discussion générale** [17 décembre 1976] (p. 9624) : une politique de la montagne, de correction des handicaps régionaux ; (p. 9625) : la modification de l'article 11 de la loi du 3 janvier 1972 ; (p. 9628) : l'extension des zones de montagne ; l'à-valoir perçu par les agriculteurs ; le solde perçu dans les deux mois qui viennent ; l'implantation téléphonique ; les conventions pluriannuelles de pâturages ; l'installation des jeunes ; les conditions rigides d'application de la dotation destinée aux jeunes ; les terres en friche ; l'indemnité spéciale de montagne ; la délimitation des zones défavorisées ; les moyens financiers mis en œuvre. **Discussion de l'article unique** [17 décembre 1976] (p. 9629) : son amendement n° 3 : devenu sans objet ; est favorable à la première partie de l'amendement n° 2 de M. Maurice Blanc ; souhaite modifier la deuxième partie ; (p. 9630) : son amendement n° 4 transformé en sous-amendement à l'amendement n° 2 de M. Maurice Blanc substituant à l'expression « agriculteurs des régions de montagne » les mots « agriculteurs locaux » ; adopté.

En qualité de ministre de l'agriculture :

1977

— **Projet de loi relatif aux bois et forêts du département de la Réunion** (n° 2260). **Discussion générale** [14 avril 1977] (p. 1802) : le régime forestier de la Réunion ; la lutte contre l'érosion ; le dispositif du projet de loi ; les conditions d'élaboration du projet. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1803) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Cointat ; l'exclusion des droits d'usage et notamment d'affouage régional. **Article 2** : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 2 de M. Cointat ; l'objet de la taxe sur les défrichements ; (p. 1804) : l'application de la taxe sur les défrichements ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Cointat. **Article 3** (p. 1805) : accepte l'amendement n° 4 de M. Cointat. **Article 4** : est favorable à l'amendement n° 5 de M. Cointat. **Article 5** : accepte au nom du Gouvernement l'amendement n° 6 de suppression de M. Cointat. **Article 6** : indique l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Cointat ; son amendement n° 44 : substitution au mot « préfet » des mots « autorité administrative » ; adopté ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Cointat ; (p. 1806) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 8 de M. Cointat. **Article 7** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 9 de M. Cointat. **Article 8** : accepte l'amendement n° 10 rectifié de M. Cointat ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Cointat. **Après l'Article 8** (p. 1807) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 12 de M. Cointat ; souhaite que celui-ci ne devienne pas un précédent susceptible d'être étendu à

la législation nationale ; son sous-amendement n° 45 à l'amendement n° 12 de M. Cointat : substitution au mot « préfet » des mots « autorité administrative » ; adopté ; son sous-amendement n° 46 à l'amendement n° 12 de M. Cointat : dérogations accordées lorsque la conservation des bois n'est pas nécessaire au bien-être de la population ; adopté ; (p. 1808) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Cointat. **Article 9** : son sous-amendement n° 47 à l'amendement n° 14 de M. Cointat : modification rédactionnelle ; adopté. **Article 10** (p. 1809) : son sous-amendement n° 48 à l'amendement n° 15 de M. Cointat : substitution au mot « préfet » des mots « autorité administrative » ; adopté ; son sous-amendement n° 49 à l'amendement n° 15 de M. Cointat : réalisation des semis aux frais des propriétaires par l'Office national des forêts après autorisation de l'autorité administrative ; adopté. **Après l'Article 10** : accepte l'amendement n° 16 de M. Cointat ; est favorable à l'amendement n° 17 de M. Cointat. **Article 11** : l'acceptation par le Gouvernement des amendements n° 18 et n° 19 de M. Cointat. **Article 12** : accepte l'amendement n° 20 de M. Cointat. **Article 13** (p. 1810) : est favorable à l'amendement n° 21 de M. Cointat. **Article 15** : son accord sur les amendements n^os^ 22, 23 et 24 de M. Cointat. **Article 16** (p. 1811) : accepte les amendements n^os^ 25, 26 et 27 de M. Cointat. **Avant l'Article 17** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 28 de M. Cointat. **Article 17** : se déclare favorable à l'amendement n° 29 de M. Cointat. **Article 18** : accepte les amendements n^os^ 30 et 31 de M. Cointat. **Article 19** (p. 1812) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 32 de M. Cointat ; son amendement n° 50 : substitution au mot « préfet » des mots « autorité administrative » ; adopté. **Article 20** : l'objet du texte du Gouvernement, protéger les propriétaires de choux-palmistes contre le vol ; le problème posé par l'instauration d'une autorisation administrative ; (p. 1813) : l'efficacité du système proposé par le Gouvernement. **Après l'Article 20** : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 42 de M. Cointat. **Article 21** : accepte les amendements n^os^ 36 et 37 de M. Cointat. **Article 22** : est favorable aux amendements n^os^ 38 et 39 de M. Cointat. **Article 23** (p. 1814) : accepte l'amendement n° 40 de M. Cointat. **Après l'Article 25** : son amendement n° 51 : dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi relatif à la pêche fluviale et à la mise en valeur des eaux douces dans le département de la Réunion et mise à charge temporaire de cette protection à l'ONF ; le maintien en vigueur du décret du 12 mai 1958 portant réglementation de la pêche ; adopté. **Article 27** (p. 1815) : la modification rédactionnelle proposée par la commission. **Article 28** : indique à M. Duroure que la plupart des décrets d'application sont prêts. **Après l'Article 28** : son amendement n° 52 : conditions d'extension et d'adaptation de la loi par voie réglementaire à Mayotte ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1^er^ juin 1977] (p. 3266) : l'exercice du contrôle par les agents de l'Office national des forêts ; le caractère général du texte prévu à l'article 25 *bis* du projet ; la contribution de M. Fontaine.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 72-12 du 3 janvier 1972 relative à la mise en valeur pastorale dans les régions d'économie montagnarde** (n° **1854**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2382) : la mise en valeur des ressources fourragères de la montagne ; indique que le Gouvernement se déclare favorable à la proposition de loi de M. Brocard.

— **Proposition de loi relative à la commercialisation des vins produits sous l'appellation contrôlées « coteaux champenois »** (n° **2542**). **Discussion générale** [3 mai 1977] (p. 2384) : l'interdiction de toute expédition en dehors de la Champagne autrement qu'en bouteilles des vins bénéficiant de l'appellation « coteaux champenois » ; l'interdiction de l'élaboration de vins mousseux autres que ceux ayant droit à l'appellation « champagne » ; les conséquences de la crise grave qu'a connue la Champagne en 1974-1975. **Discussion des articles. Article premier** (p. 2386) : son amendement tendant à remplacer le terme « négociants-manipulateurs » par le terme de « négociants-manipulants » ; adopté. **Article 2** : accepte l'amendement n° 1 de M. César.

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° **2847**). **Discussion générale** [29 juin 1977] (p. 4464) : l'ampleur du phénomène des terres incultes ; le caractère aigu du problème dans certaines régions ; le problème des zones de montagne ; les conséquences de ces phénomènes ; l'application limitée des dispositions en vigueur ; les articles 39 et 40 du code rural ; la modification de ces articles ; (p. 4465) : la sécurité du bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter ; la préservation des droits légitimes du propriétaire ; l'efficacité de la réforme ; les éléments de la politique foncière et de la politique des structures.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie* :

Agriculture. — FORMA, BAPSA [26 octobre 1977] (p. 6646) : l'ambition de la politique agricole ; rend hommage à l'action de

M. Bertrand Denis ; les grandes masses du budget de 1978 ; l'approfondissement de la solidarité ; l'augmentation des crédits du BAPSA ; la démographie agricole ; la revalorisation des revenus des personnes âgées ; le financement des prestations sociales agricoles ; l'allégement des charges sociales des agriculteurs ; (p. 6647) : la politique menée en faveur de l'agriculture de montagne ; le coût de l'indemnité spéciale montagne ; la modulation de l'aide en fonction des handicaps réels ; la constitution d'un groupe de travail sur les problèmes de l'agriculture de montagne ; la réduction des inégalités ; l'évolution des revenus des agriculteurs ; la formation permanente ; la préparation de l'avenir de l'agriculture française ; les crédits consacrés aux PAP ; la recherche ; les crédits de fonctionnement de l'enseignement agricole ; le maintien du pluralisme de l'enseignement agricole ; le financement de la recherche ; les crédits de fonctionnement de l'INRA ; les créations d'emplois ; l'effort de promotion de l'élevage ; l'accélération de l'effort de prophylaxie ; (p. 6648) : les équipements collectifs ; le budget d'équipement ; la réalité de l'évolution des autorisations de programme ; le volume financier représenté par les bonifications des prêts du crédit agricole ; les choix reflétés par le budget d'équipement ; les priorités données aux équipements collectifs ; l'augmentation de la dotation réservée à l'hydraulique agricole ; la priorité donnée aux travaux d'aménagement foncier et aux équipements de stockage et de transformation ; les équipements concernant la forêt ; l'expérience de globalisation des crédits d'équipement réalisés en Alsace et Poitou-Charentes ; les orientations de la politique agricole ; adapter l'agriculture à un environnement économique difficile ; la maîtrise du phénomène inflationniste ; l'amélioration des conditions d'approvisionnement en protéines ; le financement des activités agricoles ; les bonifications d'intérêts ; la réforme des prêts fonciers et de l'aide aux bâtiments d'élevage ; (p. 6649) : le contrôle de l'augmentation du prix des terres ; l'installation des jeunes ; le revenu des agriculteurs ; les dépôts du projet de loi sur les SAFER ; la mise en valeur des terres en friche ; l'adaptation de la législation sur les cumuls ; le prix des terres agricoles en France ; l'amélioration du montant de l'IVD ; développer la capacité de production et d'exportation ; les conditions de l'expansion de l'agriculture ; le maintien de la politique agricole commune ; le problème des excédents ; la sécurité d'approvisionnement ; (p. 6650) ; ne pas s'orienter vers une politique des aides directes ; les lacunes actuelles de la politique agricole communautaire ; la demande de la France d'une refonte des règlements communautaires relatifs aux produits agricoles méditerranéens ; le développement d'une stratégie des exportations ; le déficit de la balance commerciale agricole ; la vocation exportatrice de l'agriculture ; la priorité à donner au retour à l'unité des prix et des marchés ; la recherche de nouveaux débouchés ; la taxe de coresponsabilité ; l'étude de la politique d'exportation au plan national lors de la dernière Conférence annuelle ; la mise en œuvre de politiques structurelles pour la viande porcine ; les protéines ; la forêt ; les industries agricoles et alimentaires ; les crédits affectés aux industries agricoles alimentaires ; la forêt ; le déficit extérieur en bois ; l'importance de la forêt française ; (p. 6651) : le problème de la progression du revenu des agriculteurs ; la sécurité du revenu ; leur évolution ; l'évolution des coûts de production, des prix et des revenus agricoles en 1977 ; l'amélioration du mode de vie du monde rural ; l'évolution de l'agriculture au cours des vingt dernières années ; la vulnérabilité de l'agriculture française ; l'aspiration à la parité ; concilier la rigueur et l'effort de compétitivité et la marche vers plus d'équité et de solidarité ; (p. 6663) ; la progression de l'enveloppe budgétaire de l'INRA (p. 6664) : l'augmentation de l'enveloppe de fonctionnement pour l'enseignement professionnel agricole ; (p. 6684) : la nature de certaines interventions ; la tenue prochaine de la Conférence annuelle agricole ; la tentation du misérabilisme ; l'évolution des prix agricoles ; (p. 6685) : la notion de productivité agricole ; la relativité du RBE des agriculteurs du Calvados ; les inégalités des revenus ; le problème du sucre ; le transfert des quotas ; la cohérence de la politique laitière ; le coût de la politique commune en matière laitière ; le maintien des systèmes d'intervention notamment en faveur de la viande bovine ; l'application de la taxe sur les matières grasses ; l'affectation de la taxe de coresponsabilité ; l'évolution comparée des prix des protéines végétales et d'origine animale ; l'identification permanente des bovins ; le problème de la production de noix ; les calamités agricoles ; la tenue des engagements du Gouvernement en la matière ; les délais d'intervention des paiements ; les moyens de financement du fonds des calamités agricoles ; le statut des conjoints d'exploitants ; les crédits de subvention pour les travailleuses familiales ; (p. 6686) : le problème du financement du régime local de réparation des accidents du travail dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle ; la question des montants compensatoires monétaires ; l'élargissement de la Communauté économique européenne ; les productions méditerranéennes ; le renforcement de la politique agricole commune ; la suppression des montants compensatoires ; les abattements réalisés en matière de produits laitiers ; la création

d'une assurance contre les risques de variation des montants compensatoires monétaires. **Examen des crédits. Etat B. — Titre IV** (p. 6686) : son amendement n° 181 : réduction de crédits ; adopté. **Après l'Article 41** (p. 6688) : l'irrecevabilité de l'amendement n° 162 de M. Rigout.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° 3116). **Discussion générale** [7 décembre 1977] (p. 8362) : la finalité de la politique foncière ; l'amélioration des structures de production agricole ; (p. 8363) : les mesures prises en matière foncière ; l'IVD ; l'amélioration des conditions d'intervention des SAFER ; le problème foncier agricole ; l'augmentation du prix des terres ; l'accession des jeunes à la terre ; le problème de la répartition des terres disponibles ; l'institution et le développement des SAFER ; l'usage du droit de préemption ; adapter la capacité d'intervention des SAFER aux besoins ; l'interprétation jurisprudentielle du droit de préemption ; les modifications du droit de préemption des SAFER ; l'application du droit de préemption aux surfaces boisées ; (p. 8364) : la proposition de loi de M. Xavier Deniau ; les critiques réalisées à l'encontre des SAFER ; l'emploi des prérogatives des SAFER ; l'institution d'un plancher de préemption ; l'obligation de motiver et de publier les décisions de préemption ; éviter le « mitage » du paysage rural ; l'importance attachée par le Gouvernement à l'action des SAFER ; (p. 8371) : les motivations du retrait du projet de loi de l'ordre du jour. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 8382) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 47 de M. Rigout ; le danger de la multiplication des structures ; (p. 8383) : la nature réglementaire de l'amendement n° 48 de M. Rigout ; développer les groupements fonciers agricoles. **Réponse au rappel au règlement de M. de Poulpiquet** (p. 8384) : le travail exceptionnel accompli par la commission de la production. **Article premier** (p. 8385) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 6 de M. Huguet ; le principe de la non-rétroactivité des lois ; (p. 8386) : la reprise de l'amendement n° 8 de M. Bizet dans l'amendement n° 15 rectifié de la commission ; l'inclusion dans le champ d'application du droit de préemption des parcelles boisées en contravention avec la réglementation ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 8 de M. Bizet ; (p. 8388) : ne pas privilégier systématiquement l'agrandissement au détriment de l'installation ; l'exercice du droit de préemption des SAFER pour certaines exploitations équilibrées ; la prise en considération de la notion d'agrandissement progressif ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 35 de M. de Poulpiquet ; le désaccord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 64 de M. Mayoud à l'amendement n° 9 de M. Bizet ; demande le retrait du sous-amendement n° 26 de M. Bertrand Denis à l'amendement n° 9 de M. Bizet ; son sous-amendement n° 30 à l'amendement n° 9 de M. Bizet : intégration dans l'objectif des SAFER de l'amélioration des exploitations existantes ; adopté ; (p. 8390) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 71 de M. Eyraud ; l'aide au développement agricole des zones montagnardes ; la priorité donnée aux attributions des SAFER dans les zones où sont implantés de grands équipements publics ; (p. 8391) : l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 46 de M. Bertrand Denis à l'amendement n° 9 de M. Bizet ; l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 80 de M. Limouzy à l'amendement n° 9 de M. Bizet ; l'exercice du droit de préemption des SAFER dans les zones suburbaines ; l'application des dispositions législatives relatives à la revalorisation des terres incultes ; l'hostilité du Gouvernement sur le sous-amendement n° 83 de M. Guermeur à l'amendement n° 9 de M. Bizet ; (p. 8393) : les objectifs du projet de loi ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 76 de M. Maurice Cornette ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 72 de M. Eyraud ; les modalités de publicité des décisions de préemption et de rétrocession des SAFER ; le délai de publicité de la préemption ; l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 60 rectifié de M. Dousset à l'amendement n° 76 de M. Maurice Cornette ; (p. 8394) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Bizet ; l'hostilité du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Bertrand Denis ; son sous-amendement n° 31 à l'amendement n° 11 de M. Bizet : définition des zones délimitées ; adopté ; (p. 8395) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 61 de M. Dousset. **Après l'Article premier** : demande à l'Assemblée de rejeter l'amendement n° 51 de M. Rigout. **Article 2** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 12 de M. Bizet ; (p. 8396) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 37 de M. de Poulpiquet. **Après l'Article 2** : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 66 de M. Xavier Deniau. **Article 4** (p. 8397) : augmenter le délai du veto des commissaires du Gouvernement ; demande le retrait de l'amendement n° 57 de M. Guermeur ; (p. 8398) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 21 de M. Bertrand Denis ;

l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 13 de M. Bizet ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 73 de M. Eyraud ; (p. 8399) ; le problème des doubles actifs ; l'hostilité du Gouvernement à l'amendement n° 38 de M. de Poulpiquet ; les problèmes de la pluriactivité qui se posent aux zones de montagne ; l'examen de propositions relatives aux zones de montagne au cours du second semestre de 1978 ; (p. 8400) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 22, deuxième rectification, de M. Bertrand Denis ; l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 62 de M. Dousset à l'amendement n° 22, deuxième rectification de M. Bertrand Denis ; la fixation par circulaire du non-exercice du droit de préemption en cas de présentation du document d'urbanisme ; (p. 8401) : les conditions d'application des restrictions de surface dans des cas bien déterminés ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 15 rectifié de M. Bizet ; (p. 8402) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur le sous-amendement n° 63 de M. Montagne à l'amendement n° 15 rectifié de M. Bizet ; l'avis défavorable du Gouvernement sur le sous-amendement n° 81 de M. Voisin à l'amendement n° 15 rectifié de M. Bizet. **Après l'Article 4** : le rejet par le Gouvernement de l'amendement n° 53 de M. Rigout ; (p. 8403) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 54 corrigé de M. Rigout ; le principe du raccourcissement du délai de recours ; son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 16 de M. Bizet : fixation à six mois du délai de recours ; adopté ; (p. 8404) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 77 de M. Ceyrac. **Article 5** : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 17 de M. Bizet. **Après l'Article 5** (p. 8405) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Bizet ; son sous-amendement n° 33 à l'amendement n° 18 de M. Bizet : suppression de la référence à l'intervention du préfet ; adopté ; l'avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 7 de M. Huguet et n° 75 de M. Eyraud ; (p. 8406) : l'avis défavorable du Gouvernement sur les amendements n° 41, n° 42 et n° 43 de M. de Poulpiquet ; (p. 8407) : l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 70 de M. Xavier Deniau.

— **Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé** (n° 3164). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8807) : les rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé ; sa tradition de présence dans le monde rural ; les caractéristiques de l'enseignement agricole privé ; (p. 8808) : l'aide de l'Etat ; les problèmes de financement de l'enseignement agricole privé ; l'apparition de besoins nouveaux ; la proposition de loi Guermeur ; le respect de la spécificité de l'enseignement agricole privé ; les objectifs de la liberté de l'enseignement agricole privé ; faire en sorte que l'enseignement distribué soit un enseignement de qualité ; la finalité agricole de l'enseignement ; l'articulation de l'enseignement agricole avec les principes généraux de la loi du 11 juillet 1975 portant réforme de la loi relative à l'éducation ; la procédure de l'agrément ; les modalités financières de l'aide de l'Etat aux établissements agréés ; la détermination du coût moyen des formations ; la prise en considération des différences entre les charges sociales et fiscales afférentes aux rémunérations ; les modalités de répartition de l'aide financière totale de l'Etat ; (p. 8809) : rend hommage aux dispensateurs de l'enseignement agricole ; (p. 8810). **Question préalable de M. Mexandeau** : l'adaptation des lois d'orientation agricoles ; les études conduites concernant la carte scolaire ; l'échec relatif de l'application des cartes scolaires à l'étranger ; invite l'Assemblée à repousser la question préalable.

— **Modification de l'ordre du jour prioritaire** [15 décembre 1977] (p. 8818, 8819) : discussion de la proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791.

MERMAZ (Louis)

Député de l'Isère
(*5e circonscription*)
(*PSRG*).

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202).

Cesse d'appartenir à cette commission [12 septembre 1975] (p. 6259).

Membre de la commission des affaires étrangères [12 septembre 1975] (p. 6256), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête** parlementaire sur le **projet de surgénérateur Superphénix** (n° **2697**) [15 décembre 1976].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **2413**) : **Situation de l'entreprise Berliet** [29 juin 1973] (p. 2719, 2720, 2721) raisons pour lesquelles les conversations engagées avec la Saviem-Renault n'ont pas été poursuivies.

• *questions au Gouvernement :*

— **Versement de subventions dans le départements de l'Isère** [8 octobre 1975] (p. 6650) : retards dans le versement des crédits ouverts au chapitre 66-33, article 20, du budget de l'éducation nationale.

— **Expulsion de travailleurs à l'usine Pascal-Valluit de Vienne** [15 octobre 1975] (p. 6917).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **27620**) : **Situation du groupe Rhône-Poulenc** [23 avril 1976] (p. 2132, 2133) : la gravité du problème posé par Rhône-Poulenc du fait de l'exportation de ses activités à l'étranger.

— (n° **34169**) : **Politique énergétique et nucléaire** [17 décembre 1976] (p. 9601).

• *question au Gouvernement :*

— **Utilisation de certains matériels dans les opérations de maintien de l'ordre** [19 octobre 1977] (p. 6338) : opérations de police de Creys-Malville : interdiction des matériels de répression dangereux (grenades offensives) ; débat au fond sur l'implantation des centrales nucléaires.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1419) : crise du logement en France ; nombre de demandes de logements sociaux ; image de la ville actuelle, reflet de la société capitaliste ; lutte des classes au sein des villes ; logement et urbanisme et loi du profit ; désengagement de l'Etat du financement de la construction ; loi foncière du 30 décembre 1967 ; abandon de la politique des ZUP ; rôle de la promotion privée à Paris ; dérogations aux schémas d'urbanisme ; (p. 1420) : opérations réalisées à la périphérie des ZAC ; ses observations sur les propositions du ministre de l'équipement ; développement de la responsabilité municipale ; moyens d'action des collectivités locales ; nécessité de doter les communes et les syndicats de communes de moyens financiers et d'effectifs de personnels suffisants ; demande à tous les stades l'organisation d'un débat démocratique au sein des assemblées officielles ; circulaire ministérielle du 21 mars 1973 ; démocratisation des conseils d'administration des offices d'HLM ; débats démocratiques à l'échelon de la ville associant les responsables des administrations, les élus et les habitants ; souhaite la transformation des procédures d'enquête d'utilité publique en concertation populaire ; formation continue du citoyen ; pouvoir urbain ; lutte contre la ségrégation sociale ; grands ensembles ; problème foncier ; sa référence à la proposition de loi Denvers concernant les moyens de lutte contre la spéculation foncière ; (p. 1421) : nécessité de lier l'urbanisme à l'aménagement du territoire ; devenir urbain de l'agglomération parisienne et de Paris *intra muros ;* tour Maine-Montparnasse et problèmes de l'architecture à Paris ; structures démocratiques dans les villes nouvelles ; rénovation urbaine dans les villes moyennes ; habitat insalubre et loi Vivien ; ses observations sur les débats de la session ; estime le moment venu d'élaborer un contrat urbain démocratique.

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la constitution** (n° **639**). **Explications de vote** [16 octobre 1973] (p. 4437) : explique le vote de son groupe contre le projet de loi constitutionnelle.

— **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4526) : pressions exercées sur les parlementaires ; opinion de M. Royer sur ces événements ; incidents de Lyon et rôle du service d'action civique (débat sur le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat).

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [18 octobre 1973]. **Après l'Article 36** (p. 4528) : son sous-amendement : droit prioritaire de gestion des nouveaux équipe-

ments commerciaux et artisanaux dans les zones de rénovation ; (p. 4529) : sa demande de scrutin public sur ce sous-amendement ; (p. 4530) : son sous-amendement : aide aux regroupements de commerçants. **Seconde délibération** [19 octobre 1973]. **Article 23** (p. 4629) : son amendement relatif aux demandes de permis de construire en instance, retrait.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5647) : ses observations sur le projet de budget, enseignement supérieur, augmentation du nombre des étudiants, intentions du Gouvernement et réalités dans l'enseignement supérieur, sélection sur des critères sociaux, problème de la finalité des études, cloisonnement des enseignements, I.U.T. université de masse, choix non effectués, problème des débouchés ; (p. 5648) : sélection dans les études médicales, problème de la concordance entre la qualification des emplois et celles des diplômés, problème de la réforme des structures universitaires, création de l'université Aix-Marseille III, DEUG, orientation, université tributaire du profit, crédits de la faculté de Vincennes, sa question sur les crédits de fonctionnement de la bibliothèque interuniversitaire de Grenoble.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5730) : villes moyennes et spéculation foncière, nécessité de réserves foncières, redéfinition de la fonction des villes moyennes, crédits prévus au titre des villes moyennes ; leur situation sur le plan de l'emploi ; s'interroge sur la réalité de la priorité qui sera accordée aux villes moyennes ; crédits consacrés à l'action foncière et à l'urbanisation, maintien des sols, procédure des ZAD et hausse spéculative des terrains ; ses réserves sur les moyens financiers mis à la disposition des collectivités, avenir des villes nouvelles ; (p. 5731) : problème foncier de financement et d'équipement des villes nouvelles, achat de terrains dans la ville nouvelle de l'Isle-d'Abeau, rythme de financement des logements dans cette ville ; nécessité de hâter les grandes opérations nationales, jonction mer du Nord-Méditerranée.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8282) : la multiplication des tâches des communes ; (p. 8283) : l'augmentation du volume de l'aide sociale ; les insuffisances du budget dans le domaine des collectivités locales ; l'absence de modernisation de la fiscalité locale ; l'impopularité de la taxe d'habitation ; le régime de colonialisme intérieur ; l'attribution des contrats de pays sur la base de critères politiques ; (p. 8284) : le cas de la ville de Vienne ; la sollicitude du Gouvernement en matière de modification de la carte électorale ; (p. 8287) : s'élève contre les propos de M. Poniatowski relatifs à sa gestion en tant que maire de la ville de Vienne ; la misère et le retard des équipements qui caractérisent cette commune. **Examen des crédits - Etat C - Titre VI** (p. 8315) : son amendement n° 235 : réduire les autorisations de programme de 30 millions et les crédits de paiement de 20 millions ; repoussé. **Après l'Article 73** (p. 8318) : son amendement n° 245 : publication annuelle par le Gouvernement de la liste des collectivités territoriales ayant bénéficié d'une subvention exceptionnelle destinée à faciliter l'équilibre de leur budget ou d'une subvention d'équipement pour travaux divers d'intérêt local ; repoussé.

Explications de vote sur l'ensemble du projet [19 novembre 1975] (p. 8743) : la très faible modification apportée au budget par l'Assemblée nationale ; le rejet des propositions de l'opposition ; (p. 8744) : l'infériorité de la masse globale des dépenses pour 1976 par rapport à la masse de 1975 ; le mythe de la justice fiscale et l'absence de définition de la nouvelle croissance ; le vote hostile du groupe socialiste.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2858) : la forme de l'entreprise, une des dernières idées du système ; (p. 2859) : une réforme qui ne tient absolument pas compte de la situation actuelle de l'économie ; un projet qui a pour but de faire payer aux travailleurs le prix de la concentration capitaliste ; l'ensemble des secteurs industriels atteints par la concentration ; l'implantation industrielle, pratique actuellement tout à fait contraire aux résultats d'un plan démocratique ; le désengagement de l'Etat dans le domaine industriel ; la volonté du Gouvernement d'affaiblir la représentativité des travailleurs ; le déséquilibre de la balance entre les droits et les devoirs des différents partenaires ; les conditions de dépendance et d'insécurité permanentes des travailleurs ; (p. 2860) : l'ignorance par le rapport Sudreau du contexte économique et social dans lequel s'insère l'entreprise capitaliste ; l'extrême imprécision des chapitres relatifs au droit du personnel ; le traitement de certains problèmes par la négociation collective ; la crise profonde et structurelle du capitalisme ; la nature différente des propositions socialistes ; le caractère indissociable de la démocratie économique et de la démocratie politique ; la planification socialiste, cadre du développement d'un certain nom-

bre d'expériences autogestionnaires ; (p. 2861): les propositions de loi socialistes tendant à réformer l'entreprise ; le report sur l'entreprise de la responsabilité du chef d'entreprise en matière d'accident du travail ; le monopole de présentation des candidats aux élections du comité d'entreprise ; l'interdiction de licenciement sans proposition de reclassement à salaire égal et à une qualification égale ; faire en sorte que l'entreprise ne soit pas un monde à part, isolée dans le département et la région ; l'application de la loi fixant à quarante heures la durée maximale du travail ; (p. 2862) : l'information des travailleurs ; leur intervention dans les grandes décisions économiques de leur entreprise ; le refus de la cogestion ; l'affirmation du pouvoir autonome de défense des intérêts du travail ; la nécessité d'un cadre institutionnel stable.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [6 octobre 1976] (p. 6415) : les échecs graves du précédent Gouvernement : l'état des caisses de l'Etat, la crise de la sécurité sociale, la fuite des capitaux, la baisse du franc, le déséquilibre de la balance du commerce extérieur, l'inflation persistante, l'économie française abandonnée au jeu des égoïsmes nationaux et internationaux ; un plan conjoncturel qui ne changera rien à l'économie et à la société française ; accord sur l'objectif de lutte contre l'inflation mais non sur les moyens ; la politique qu'aurait menée la gauche ; l'absence de politique structurelle ; (p. 6416) : l'emploi absent du Plan; une politique socialement injuste, inefficace ; les 300.000 jeunes entrant sur le marché du travail ; l'incapacité du capitalisme français à maîtriser la situation ; l'analyse socialiste de l'inflation ; des causes venant de l'offre plutôt que de la demande, une analyse plus structurelle que conjoncturelle, la domination des grandes entreprises multinationales ; interrogation sur les formes de l'inflation par la demande ; l'approbation du plan Barre par le seul Conseil national du patronat français ; la conception socialiste de la réforme de la fiscalité ; la nécessité de réformes de structures ; les objectifs et les moyens fixés par le programme commun : les nationalisations, la lutte contre l'inégale répartition du savoir, la lutte contre toutes les inégalités sociales.

1977

— **Fait personnel** [19 octobre 1977] (p. 6358) : l'attitude du ministre de l'intérieur lors de la séance des questions d'actualité relatives à l'utilisation de certaines armes dangereuses lors des opérations de maintien de l'ordre qui se sont déroulées le 31 juillet à Creys-Malville.

MESMIN (Georges)

Député de Paris
(20e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du comité central d'enquête sur le coût et le rendement des services publics [21 juin 1973] (p. 2406).

Membre de la commission de contrôle de la gestion du service public du téléphone [30 octobre 1973] (p. 5095).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet

de loi de finances rectificative pour 1976 [26 octobre 1976] (p. 7049).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 (17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [30 juin 1977] (p. 4560).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à abroger l'article 7 de la loi n° 72-650 du 11 juillet 1972 relatif à la **procédure de recouvrement de certaines amendes et condamnations pécuniaires** (n° **474**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant **à libéraliser et à décentraliser l'administration de la ville de Paris** (n° **483**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 15 : Développement scientifique** (crédits du ministère du développement industriel et scientifique) (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à réserver les trottoirs exclusivement à la **circulation des piétons** (n° **968**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** sur la **protection du rivage maritime** (n° **1149**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer une **participation publique à la sauvegarde de l'environnement** (n° **1150**) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** concernant la date d'entrée en vigueur de certaines dispositions définitives de la **loi n° 72-10** du 3 janvier 1972 modifiée relative à la prévention et à la **répression des infractions en matière de chèque** (n° **1202**) [9 octobre 1974].

Retrait de cette proposition [6 novembre 1974] (p. 5988).

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 21 : Industrie et recherche** (recherche scientifique) (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Proposition de loi** portant **réforme des institutions de la région parisienne** (n° **1360**) [5 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la **loi du 2 mai 1930** modifiée relative à la **protection des monuments naturels et des sites** de caractère artistique, historique, scientifique, légendaire ou pittoresque (n° **1592**) [29 avril 1975].

— **Rapport d'information** fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission ds finances, de l'économie générale et du plan, sur la **politique de l'énergie en France** (n° **1618**) [6 mai 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modérer la densité de **construction** dans les grandes **villes** et à organiser le transfert des droits à construire (n° **1662**) [20 mai 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils. — Industrie et recherche. — **Annexe n° 21 : Recherche scientifique** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils. — Industrie et recherche. — **Annexe 23 : Recherche scientifique** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la création **du parrainage éducatif** (n° **2785**) [13 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe 39 : Services du Premier ministre.** — VI. **Recherche** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions d'actualité :*

— **Tarifs des transports publics** [16 mai 1973] (p. 1297, 1298) : sa proposition de donner un tarif privilégié aux personnes âgées ; nécessité d'une véritable politique des transports en commun.

— **Agriculteurs français du Maroc** [9 novembre 1973] (p. 5487, 5488) : l'insuffisance des mesures prises ; l'accélération nécessaire de la négociation sur l'indemnisation.

• *question orale avec débat :*

— (n° **18670**) : **Problèmes de la presse** [16 avril 1975] (p. 1740, 1745) : l'inquiétude du groupe des réformateurs devant la situation actuelle de la presse ; les difficultés de la presse quotidienne parisienne ; l'aide nécessaire de l'Etat ; abaissement du prix du papier, amélioration du régime fiscal de la presse.

• *question orale sans débat :*

— (n° **19449**) : **Drogue dans les écoles** [7 mai 1975] (p. 2469).

• *question au Gouvernement :*

— **Structures et missions du commissariat à l'énergie atomique** [22 octobre 1975] (p. 7219).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **27760**) : **Attitude de la police lors des récentes manifestations d'étudiants à Paris** [9 avril 1976] (p. 1608) : son étonnement devant les actes de vandalisme commis à l'occasion des récentes manifestations d'étudiants en présence de la police ; (p. 1609) : le manque de souplesse de l'utilisation des forces de police ; l'inégalité de la concentration massive en un seul point.

— (n° **28481**) : **Situation des créanciers d'un notaire destitué** [30 avril 1976] (p. 2511, 2512) : la lenteur avec laquelle les créanciers de l'ancien notaire Delarue sont indemnisés (affaire de Villarceaux).

— (n° **28961**) : **Violence à l'Université** [14 mai 1976] (p. 3088) : la montée de la violence dans certaines universités ; les décisions de poursuite de grèves ; (p. 3089) : la situation à Paris où certaines universités sont régentées par l'extrême-droite et d'autres par l'extrême-gauche ; le déroulement des cours et des examens doit être assuré.

— (n° **29521**) : **Implantation de la centrale nucléaire de la « Seine amont »** [4 juin 1976] (p. 3821, 3822) : construction d'une centrale nucléaire importante à Nogent-sur-Seine ; l'avis défavorable du conseil municipal et de l'agence de bassin ; l'application de la circulaire du 27 avril 1976 sur la concertation préalable à la construction des centrales ; utilisation de l'eau chaude pour le chauffage des zones voisines.

— (n° **32228**) : **Libération de certains loyers et blocage des prix** [8 octobre 1976] (p. 6492) : inégalité entre les locataires d'immeubles de catégorie 2 A payant leur loyer à terme à échoir ou à terme échu ; nécessité d'un rattrapage progressif des loyers.

— (n° **33762**) : **Application de la loi sur la protection de la nature** [10 décembre 1976] (p. 9247, 9248) : parution des décrets d'application de la loi du 10 juillet 1976 prévoyant une étude d'impact avant les lancements de travaux ; participation des associations à la protection de la nature.

• *question au Gouvernement :*

— **Application de la loi sur la protection de la nature** [25 mai 1977] (p. 3001) : publication des décrets d'application de la loi de juillet 1976.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [18 mai 1973] (p. 1402) : problèmes de l'environnement et de la qualité de la vie ; moins grande complaisance à l'égard des excès de l'affairisme immobilier ; cancer de la région parisienne ; conséquences néfastes de la croissance anarchique de Paris ; conditions de vie des habitants de la région parisienne ; dégradation des espaces verts ; politique urbaine déraisonnable suivie depuis dix ans à Paris ; erreur dans la conception de l'aménagement du territoire ; (p. 1403) : abandon de l'effort de décentralisation industrielle ; villes nouvelles et villes de la bordure du Bassin parisien ; souhaite le renversement des priorités actuelles ; conséquences de la présence politique sur le plan financier et sur le plan de l'inconfort ; erreurs d'urbanisme se traduisant par le bourrage du centre ville ; densification du centre de Paris ; coefficient d'occupation des sols à Paris et dans les ZAC ; estime que c'est l'augmentation de la densité qui produit la hausse des prix et non l'inverse ; menaces sur le rayonnement international de Paris ; sa réfé-

rence à une étude de la DATAR ; ses questions au ministre sur la lutte contre le développement anarchique de l'agglomération parisienne, contre le processus de densification du centre de la ville de Paris.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1973] : **Article premier** (p. 4735) : son amendement tendant au dépôt par le Gouvernement d'un projet de loi portant réforme des finances locales établi d'après les conclusions du rapport de la commission instituée par l'article 21 de la loi n° 68-108 du 2 février 1968 ; importance attachée par son groupe à la réforme de la répartition des charges entre l'Etat et les collectivités locales ; demande que le projet de loi soit déposé dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi de finances ; (p. 4736) : prend acte des déclarations du Gouvernement, retire en conséquence son amendement ; [25 octobre 1973] (p. 4756) : son rappel au règlement, précise que le président du groupe des réformateurs démocrates sociaux a répondu immédiatement au président de l'Assemblée nationale, lui donnant son accord sur la proposition de résolution tendant à modifier le règlement de l'Assemblée. **Article 2** (p. 4760) : ses observations au nom de son groupe sur l'article 2 *h* proposé par l'amendement du Gouvernement, est choqué par le caractère rétroactif des dispositions de l'article 2 *h*, rappelle qu'il s'agit de particuliers souscripteurs d'actions de sociétés immobilières d'investissement, bénéfice de l'exonération retiré parce que l'acte de vente n'est pas encore signé, nécessité d'une plus grande souplesse, considère comme trop stricte la date du 20 septembre comme limite au bénéfice de l'exonération, propose que l'on revienne à la date du 1er octobre, difficulté de l'accession à la propriété, insuffisance des prêts du Crédit foncier, seuil d'exonération des droits de succession, ses conséquences réparties pour les cadres, sort des cadres et des employés faisant des efforts pour se loger, estime que le Gouvernement est trop sévère pour le logement en France, caractère déflationniste du logement dans la deuxième phase, celle du remboursement des prêts ; (p. 4763) : ses observations sur l'article 2 *n* proposé par l'amendement du Gouvernement, problème de la retenue à la source, estime insuffisantes les justifications apportées par le Gouvernement, ses réserves sur le critère de la modernité, sur la simplification qu'apporterait ce système, sujétions supplémentaires pour les entreprises, contraintes tenant aux charges sociales, ses réserves sur la meilleure justice qui en résulterait, sa référence aux Etats-Unis dans ce domaine ; sens civique et participation à la dépense publique ; (p. 4766) : sa réponse au ministre de l'économie et des finances, absence de réponse du ministre sur deux problèmes importants : surcharge des entreprises, civisme qui exige la participation des citoyens aux dépenses publiques, aveu d'impuissance, estime graves les propos du ministre qualifiant d'agressions les rapports des contribuables avec l'administration des finances, excessive rigueur du fisc, estime inadmissible que l'administration n'ouvre pas un dialogue normal avec les citoyens, qualité de la réception des usagers dans le secteur privé et dans l'administration ; [25 octobre 1973] (p. 4774) : son sous-amendement à l'article 2 *h* proposé par l'amendement du Gouvernement ; propose la date du 1er octobre 1973 comme date limite d'application de l'exonération sur les droits de mutation.

Deuxième partie :

Développement industriel et scientifique, rapporteur spécial [8 novembre 1973] (p. 5364) : dispersion des crédits, annexe « recherche » ; son analyse du budget de la recherche civile, partie « recherche » du rapport d'exécution du VIe Plan, effort de recherche en France et en Allemagne ; demande un effort spécial en 1975 pour les priorités du Plan, crédits d'amélioration de la compétitivité industrielle, fonds de recherche, aide du développement ; souhait de la commission que les crédits de l'électronique civile soient affectés à la politique industrielle proprement dite ; aide aux laboratoires importants ; grands programmes ; (p. 5365) : présentation des crédits du CEA ; programmes du CNES ; crédits du CNEXO, IRIA et Plan calcul, lenteur de l'effort de programmation européenne, problèmes de personnels. **Etat C - Titre VI** [8 novembre 1973] (p. 5386) : son amendement tendant à supprimer les crédits affectés au plan d'électronique civile.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Logement [15 novembre 1973] (p. 5785) : ses craintes quant à l'avenir de l'accession à la propriété ; hausse des matières premières et réductions de crédit, conséquences psychologiques de la suppression des exonérations des droits de mutation à titre gratuit et des statuts des sociétés immobilières d'investissement ; suppression des primes sans prêt, plafonnement des prêts spéciaux du Crédit foncier ; son inquiétude quant aux conséquences de la taxe d'urbanisation ; (p. 5786) : surtaxation de la construction neuve ; neutralité de l'impôt, politique du logement et préoccupations des Français désirant accéder à la propriété.

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6020) : malaise dans la police et dans la population ; respect de la police, formation des personnels, affaire de Nice ; (p. 6021) : pro-

blème des modalités d'emploi de la police, « îlotiers », attitude des agents en tenue ; ses observations sur les déploiements de forces, image de la police ; engagement du Gouvernement à déposer une réforme du statut de Paris ; sa proposition de loi portant réforme de ce statut ; souhaite avoir l'assurance qu'un projet de loi sera déposé à la prochaine session sur la réforme du statut de Paris.

Economie et finances. — I. Charges communes : Etat C - Titre V [20 novembre 1973] (p. 6147) : son amendement tendant à la suppression des crédits inscrits au titre des abattoirs de La Villette ; sa demande de scrutin public.

Commission mixte paritaire [18 décembre 1973] (p. 7122) : ses observations sur l'augmentation du premier acompte exigible de l'impôt sur le revenu ; (p. 7123) : situation des contribuables qui ont opté pour le paiement mensuel de l'impôt ; prélèvement à la source ; assouplissement des dispositions concernant les signes extérieurs de richesse.

1974

— **Projet de loi d'amnistie** (n° **1058**). **Discussion des articles** [20 juin 1974]. **Article 22** (p. 2859) : en faveur de l'amendement n° 13 de M. Donnez ; (p. 2861) : amendement n° 12 : exclure de l'amnistie les atteintes aux sites et aux monuments historiques ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Culture [30 octobre 1974] (p. 5614) : une confiance retrouvée dans l'avenir de l'architecture en France ; espère que l'intendance suivra pour la conservation des centres historiques des villes ; ne pas négliger la conservation des monuments historiques des villages ; la conservation de l'architecture des XIX^e^ et XX^e^ siècles ; hommage à M. Elbel du Conseil de Paris ; protection des réalisations d'Hector Guimard ; classement de l'immeuble du 72 de l'avenue Foch ; souhaite le classement de « sites pittoresques » ; cas de la villa Beauséjour ; deux initiatives importantes pour l'aide à la création architecturale ; le choix de Ricardo Bofill pour aménager le centre des Halles et animer une cellule destinée à promouvoir une innovation architecturale ; émet quelques réserves sur la forme du choix ; les architectes français préoccupés de l'avenir de leur profession ; souhaite la présence obligatoire d'un homme de l'art dans l'élaboration des projets d'urbanisme ; promouvoir une architecture plus moderne associant architectes et paysagistes ; (p. 5615) : donner davantage la parole aux particuliers et aux associations ; modifier la composition des commissions des sites.

Industrie et recherche, rapporteur spécial [14 novembre 1974] (p. 6354) : l'effort de recherche ne cesse de décroître depuis 1967 ; retard dans l'exécution du VI^e^ Plan ; le fonds de la recherche ; l'aide au développement permet à l'Etat de participer aux risques de l'activité de recherche ; (p. 6355) : espace, informatique, exploitation des océans, énergie nucléaire sont les secteurs essentiels ; un large débat public est nécessaire pour le nucléaire ; la pollution thermique.

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6589) : sort du fichier interdépartemental des mal-logés après la disparition de la bourse du logement.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6734) : la réforme du statut de Paris.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant conservatoire de l'espace littoral** (n° **1402**). **Discussion des articles** [25 avril 1975]. **Article 5 :** (p. 1260) : son amendement n° 18 : compléter la deuxième phrase du premier alinéa de l'article 5 par les mots : « ainsi que des représentants des associations de défense de l'environnement » ; faire entrer les représentants des associations dans les conseils de rivage ; (p. 2161) : en réponse au Gouvernement : l'exemple de la commission des sites à Paris ; repoussé.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2681) : l'incertitude portant sur la maîtrise de la technologie choisie ; (p. 2682) : le coût des investissements ; la sécurité ; le retraitement des déchets ; l'importance considérable des nuisances esthétiques ; l'accueil de l'opinion publique ; choisir la voie de la « prudence réfléchie » ; la réutilisation des rejets d'eau chaude ; reconsidérer le lieu d'implantation des centrales ; la poursuite de la recherche dans le domaine nucléaire ; créer un commissariat aux énergies nouvelles.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [18 juin 1975] (p. 4372) : un texte muet sur les constructions scolaires ; l'élément capital que constitue le cadre de vie scolaire ; (p. 4373) : le gigantisme qui préside à la construction des établissements ; une école qui reste fermée sur elle-même ; le caractère actuel des préoccupations d'humanisation et de qualité de l'enseignement. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Après l'Article 15** (p. 4474) : son amendement n° 47 : souligner la valeur éducative de l'architecture scolaire ; accepte que son amendement soit modifié ; adopté.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n^os^ **1588** et

1881). **Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6682) : si le projet est adopté, le jeu de l'offre et de la demande, d'où le propriétaire sera exclu, continuera entre le promoteur et la ville ; les villes pourront s'enrichir en acceptant des densités élevées ; s'alarme à la pensée que la densité puisse atteindre progressivement et uniformément le niveau de 2 en matière de plafond légal ; (p. 6683) : souhaite qu'une proportion importante des ressources obtenues soit affectée à la réalisation d'espaces verts ; estime qu'il vaudrait mieux parler de rénovation des bases de l'impôt que de création de l'impôt foncier, les bases actuelles étant totalement fictives, ce qui accroît la valeur vénale des immeubles. **Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article 2** (p. 6731) : estime que l'amendement n° 365 de M. Bas ne va pas assez loin ; [14 octobre 1975] : **Article 8** (p. 6824) : son amendement n° 476 : attribuer la totalité des versements à un fonds régional de compensation ; préciser l'affectation de ces ressources qui seront réparties entre les communes et les régions ; (p. 6825) : son amendement n° 477 : affecter au moins un tiers des ressources nouvelles aux espaces verts; repoussé; (p. 6836): son amendement n° 384 : appliquer l'article 8 aux acquisitions réalisées par le conservatoire de l'espace littoral ; repoussé ; [15 octobre 1975] : **Article 20 : Article L 211-2 du code de l'urbanisme** (p. 6938) : son amendement n° 385 : exclure du champ d'application du projet les ventes par appartement qui ne dénaturent pas la destination de l'immeuble ; (p. 6939) : fait valoir que sans son amendement de nombreux copropriétaires seront inquiétés ; retiré. **Après l'article L 211-4 du code de l'urbanisme** (p. 6945) : son amendement n° 386 : donner un délai de deux mois à la commune pour faire connaître ses intentions et un délai supplémentaire de deux mois pour les mettre en œuvre ; renvoyé à l'article L 211-5. **Article L 211-5 du code de l'urbanisme** (p. 6948) : rappelle la teneur de son amendement n° 836 ; retiré ; [16 octobre 1975] : **Article 20** *(suite)* : **Article L 211-2 du code de l'urbanisme** *(suite)* (p. 6976) : apporte son soutien à l'amendement n° 520 du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7367) : les problèmes posés par le développement des zones périphériques ; la ségrégation tenant au développement des zones pavillonnaires ; s'orienter vers un mélange des formules de construction et de clientèles ; (p. 7368) : l'exemple des expériences américaines ; mettre fin à la sclérose des formules financières.

Equipement, logement [28 octobre 1975] (p. 7407-7408) : l'éparpillement des efforts ; la complexité du système de financement ; le détournement de l'effort en faveur du logement social ; la rigidité de certaines normes ; l'aide « à la pierre », facteur de ségrégation.

Culture [3 novembre 1975] (p. 7749) : la dégradation progressive des paysages français ; l'avenir du musée d'art moderne ; l'aide à apporter au festival du Marais.

Industrie et recherche, rapporteur spécial [6 novembre 1975] (p. 7990) : la progression des crédits de la recherche ; la restructuration des grands programmes ; le plan de soutien à l'industrie ; les orientations de la recherche spatiale ; la filialisation de l'activité de production du CEA ; la progression en dents de scie des crédits de la recherche ; le retard pris par la France dans ce domaine ; la réforme du CEA ; (p. 7991) : le problème de l'usine de La Hague ; la fusion entre la CII et la société Honeywell-Bull ; l'utilisation des sources d'eau chaude ; le BRGM et les industries d'extraction ; échanger notre technologie contre des ressources de base.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8090) : la diminution des crédits affectés à la lutte contre la pollution atmosphérique ; l'indulgence dont bénéficient certains pollueurs ; la faible participation du FIANE ; créer des agences d'agglomération ; la lutte contre le bruit à Paris ; (p. 8090-8091) : l'exemple de l'installation illégale d'une station d'éclatement des péniches à Paris.

Justice [17 novembre 1975] (p. 8473) : souligne le désenchantement de l'opinion publique à l'égard du fonctionnement de la justice ; la nécessité d'accélérer les expertises.

Services du Premier ministre. — Information [19 novembre 1975] (p. 8691) : l'aide de l'Etat face à l'ampleur de la crise ; mieux répartir cette aide ; le problème de la définition de nouveaux critères d'attribution.

— **Projet de loi portant limite d'âge des fonctionnaires de l'Etat** (n° **1175**). **Discussion des articles** [20 novembre 1975]. **Article premier** (p. 8801) : ses observations sur l'amendement n° 2 de M. Frédéric-Dupont.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9199) : la référence au statut de droit commun, base pour l'obtention au profit de Paris d'un statut libéral ; une réforme qui bénéfiera à toute la France ; l'absence de justification des craintes formulées au niveau du maintien de l'ordre et en matière financière ; les améliorations qui pourront être apportées en ce qui concerne la convocation du conseil de

Paris et le nombre de conseillers ; la représentation des notabilités dans les conseils d'arrondissement ; (p. 9200) : la répartition des attributions entre préfet de police et maire de Paris ; les élections qui auront lieu dans un an ; aider la ville à devenir effectivement majeure. **Discussion des articles** [3 décembre 1975] (p. 9276) : son sous-amendement n° 147 à l'amendement n° 61 de Mme de Hauteclocque : soustraire du champ d'activité du préfet de police les attributions relatives à l'hygiène, à la salubrité publique, à la circulation, au stationnement et à la réglementation des voitures publiques ; repoussé. **Explications de vote** [4 décembre 1975] (p. 9359) : l'importance et le caractère libéral de la réforme qui va être votée ; l'hommage que doit rendre l'Assemblée au rapporteur de la commission des lois, M. Fanton ; les nombreux amendements acceptés par le Gouvernement ; les réserves qui peuvent être apportées au projet ; le vote favorable du groupe des réformateurs.

1976

— **Projet de loi portant réforme de l'urbanisme** (n° **1881**). **Première lecture. Discussion des articles** [7 avril 1976] : **Avant l'Article 5** (p. 1455) : son amendement n° 220 : intégrer les associations de sauvegarde de l'environnement dans les processus réguliers d'élaboration des documents d'urbanisme ; (p. 1456) : apporte de nouveaux éléments à l'appui de son amendement ; repoussé. **Article 5** (p. 1460) : son amendement n° 319 : faire en sorte que le projet ne se limite pas aux aspects esthétiques et historiques des zones sensibles mais prenne aussi en compte l'aspect écologique ; adopté. **Article 11** (p. 1477) : défend l'amendement n° 335 de M. Bouvard : accorder au propriétaire qui doit vendre à la suite d'une réserve une indemnité de remploi ; [8 avril 1976] : **Article 11** (*suite*) (p. 1492) : se prononce en faveur des amendements n° 235 de M. Claudius-Petit et n° 93 de M. Fanton ; cite l'exemple d'un enrichissement sans cause dont a bénéficié la ville de Paris. **Après l'Article 6** (*suite*) (p. 1498) : à l'intention de M. Claudius-Petit, note que la procédure de transfert de COS répond au souci de la qualité de l'urbanisme ; (p. 1499) : à l'intention de M. Dubedout, estime que le transfert de COS rétablira une certaine égalité entre les propriétaires ; (p. 1501) : son sous-amendement n° 371 à l'amendement n° 86 de M. Fanton : compléter le troisième alinéa du texte de l'amendement par les mots : « ou de son intérêt écologique » ; adopté ; (p. 1502) : son rappel au règlement : critique l'organisation des débats ; [13 avril 1976] : **Article 15** (*suite*) (p. 1633) : retire son amendement n° 199 au profit de l'amendement n° 380 du Gouvernement ; (p. 1634) : retire son amendement n° 200. **Après l'Article 18** (p. 1640) : son amendement n° 201 défendu par M. Dousset. **Article 19** (p. 1642) : son amendement n° 202 défendu par M. Dousset ; [14 avril 1976] : **Article 48** (p. 1742) : son amendement n° 203 : extension de la faculté de délaissement à tous les membres de toutes les associations foncières ; adopté. **Article 55** (p. 1746) : son amendement n° 332 : confirmation de la validité des reconnaissances des compétences auxquelles a donné lieu la procédure de l'autorisation préalable ; adopté. **Article 51** (*suite*) (p. 1752) : son amendement n° 221 : propose que toute demande de permis de construire soit rendue publique par affichage à la mairie et sur le terrain concerné ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [21 juin 1976]. **Article 5 A** *bis* (p. 4410) : soutient l'amendement n° 97 de M. Bécam. **Article 6** *bis* (p. 4413) : souligne l'utilité du transfert des COS pour la protection des sites ; son amendement n° 79 prenant en considération les sites naturels et les monuments ; souligne que le transfert aide à la protection et pas seulement en milieu rural ; repoussé. **Article 20** (p. 4428) : son amendement n° 83 tendant à supprimer le sixième alinéa du paragraphe I de l'article 20 ; repoussé ; son amendement n° 84 relatif à la réduction de moitié du taux de la taxe départementale d'espaces verts ; repoussé. **Article 21** (p. 4430) : son amendement n° 85 défendu par M. Briane. **Article 25** (p. 4431) : ses amendements n^{os} 86, 87, 88 et 89 défendus par M. Briane. **Article 34** (p. 4437) : son amendement n° 91 soutenu par M. Briane. **Article 38 A** (p. 4439) : son amendement n° 92 défendu par M. Briane. **Article 38** *bis* (p. 4440) : son amendement n° 93 défendu par M. Briane.

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1533) : évoque le danger d'un rachat en Bourse par les Américains.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes** (n° **1753**). **Discussion des articles** [15 avril 1976]. **Article premier** (p. 1630) : son amendement n° 61 : prise en compte de la conservation des sites et des monuments ; adopté.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2050, 2051) : juge le projet quelque peu composite ; le mérite de celui-ci qui donnera des armes qui luttent contre les pollueurs ; l'im-

portance de l'article 2 ; regrette la teneur de l'amendement déposé par le Gouvernement sur cet article ; juge que les associations doivent être autorisées à plaider en justice même si elles existent depuis moins de cinq ans ; considère comme insuffisante la protection donnée aux arbres ; enrayer la disparition des jardins botaniques. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article premier** (p. 2064) : défend l'amendement n° 58 de M. Daillet : créer une structure officielle de consultation pour l'étude de projets de travaux et d'aménagement ayant incidence sur la valeur biologique du milieu naturel ; retiré; défend l'amendement n° 59 de M. Daillet : représentation des associations de défense de l'environnement à des organismes chargés de la lutte contre les nuisances ou de la gestion du milieu naturel ; retiré ; retire l'amendement n° 60. **Article 2** (p. 2068) : regrette que l'amendement n° 70 du Gouvernement ne prévoit pas la publicité des études d'impact et ne fasse pas référence aux variantes ; (p. 2071) : son sous-amendement n° 123 à l'amendement n° 70 du Gouvernement : modalités des études d'impact ; retiré ; son amendement n° 124 : motivation des décisions administratives de rejet des variantes ; retiré ; (p. 2072) : son amendement n° 125 : motivation de la décision de l'administration lorsque la variante la plus satisfaisante au point de vue écologique n'est pas retenue ; retiré ; son amendement n° 126 : conditions dans lesquelles peut intervenir le sursis à exécution ; maintient son amendement ; (p. 2073) : accepte d'y apporter certaines modifications ; amendement n° 126 adopté. **Article 13** (p. 2085) : défend l'amendement n° 6 de M. Forens : procédure de délivrance de l'autorisation de destruction ou de modification ; repoussé. **Après l'Article 24** (p. 2092) : son sous-amendement n° 95 à l'amendement n° 55 de M. Nungesser; devenu sans objet ; [27 avril 1976] (p. 2167) : ses observations sur le déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 2** (p. 4059) : se félicite du travail d'approfondissement de la notion d'études d'impact accompli par le Sénat ; son amendement n° 9 : définition des ouvrages ; l'introduction de la notion d'incidence sur le milieu naturel ; adopté. **Article 5** *nonies* (p. 4065) : signale que la possibilité d'euthanasie est exclue par l'amendement n° 23 de Mme Thome-Patenôtre.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu (n° 2206). Discussion générale** [2 juin 1976] (p. 3659) : il n'y a pas de contradiction entre l'impôt sur le capital et l'impôt sur les plus-values qui coexistent en Allemagne ; (p. 3660) : ambiguïté du texte du Gouvernement ; la matière imposable devrait être la plus large possible ; l'impôt sur les plus-values devrait être indépendant de l'impôt sur le revenu ; la prise en compte de l'inflation est une novation importante mais est insuffisante ; il faut tenir compte du marché des moins-values ; le projet pose le problème du marché des valeurs mobilières et celui de l'entrepreneur ; (p. 3661) : il faut faire disparaître les aspects les plus irritants du projet. **Discussion des articles** [9 juin 1976] : **Article premier** (p. 3917) : son sous-amendement n° 229 : prise en compte des intérêts et des frais d'emprunt contractés pour l'achat d'une propriété ; (p. 3919) : maintient son sous-amendement n° 229 car le système de prise en compte de l'inflation est très peu généreux pour les biens immobiliers ; adopté. **Article 2** (p. 3930) : pense que son amendement n° 232 devrait être discuté ; (p. 3931) : retire son amendement n° 232 ; se rallie à l'amendement n° 16 de M. Rigout ; [10 juin 1976] : **Article 4** (p. 3972) : son amendement n° 234 : suppression de l'article 4 ; (p. 3974) : ne trouve pas logique qu'il y ait des durées différentes de taxation selon la nature du bien ; repoussé ; [15 juin 1976] : **Article 5** (p. 4124) : son amendement n° 267 rectifié soutenu par M. Partrat ; retiré ; [22 juin 1976] : **Article premier** (*suite*) (p. 4464) : retire les sous-amendement n° 227 et amendement n° 228. **Seconde délibération** [22 juin 1976]. **Article 2 A** (p. 4475) : s'oppose à l'amendement n° 1 du Gouvernement ; déplore que ce qui a été accepté dans le cadre des plus-values spéculatives visées par l'article 35 A soit maintenant refusé par le Gouvernement à propos de plus-values non spéculatives ; souhaite que l'Assemblée maintienne son vote de première lecture.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4888) : son sous-amendement n° 28 défendu par M. Montagne.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article premier** (p. 6623) : son amendement n° 70 : conditions dans lesquelles l'assiette de la majoration exceptionnelle pourra être calculée sur la moyenne des impôts de 1975 et de 1976 ; le cas où un contribuable a disposé de revenus supérieurs en 1975 à ses revenus habituels ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 6649) : défend l'amendement n° 26 de M. Papon : obligation de raccordement à un réseau de distribution d'eau chaude et institution d'une taxe différentielle sur la consommation d'énergie ; maintient son amendement n° 26 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 3** (p. 6930) : le vote capital intervenu en commission des finances ; la suppression par le Gouvernement de la possibilité d'imputer les déficits fonciers du revenu global du contribuable ; (p. 6931) ; l'atteinte à des principes fondamentaux ; le principe selon lequel ne sont frappés que les revenus nets ; la loi du 28 décembre 1959 ; un processus qui risque d'atomiser la matière fiscale ; l'avenir du patrimoine immobilier en cours ; le problème de sauvegarde du patrimoine immobilier français ; les dépenses de réparation ; la déduction ; l'épargne placée dans les immeubles neufs locatifs ; la disparition des avantages fiscaux consentis en faveur de l'immobilier.

Deuxième partie :

Transports. — I. Section commune. — II. Transports terrestres [28 octobre 1976] (p. 7174) : le TGV ; un manque de publicité ; peu de discussions sur les solutions de rechange ; le doublement de la ligne entre Saint-Florentin et Dijon ; l'amélioration de la ligne Paris-Nevers-Moulins-Lyon ; le seul argument de la vitesse ; les inconvénients du projet de TGV en matière d'aménagement du territoire, en matière financière ; les sujétions pour les riverains ; les dommages causés à l'environnement ; (p. 7177) : ne comprend pas pourquoi la loi sur la protection de la nature du 31 juillet ne s'applique pas aux projets de TGV.

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7475) : un nouveau contrôle plus exhaustif des produits chimiques ; une redistribution des attributions du ministère de la qualité de la vie en matière d'environnement ; le procès de Montedison concernant les « boues rouges » ; la lutte contre le bruit ; l'éclatement des péniches au milieu du 16e arrondissement.

Culture [5 novembre 1976] (p. 7651) : l'architecture ; sa promotion ; la dégradation du passé ; Beaubourg ; (p. 7652) : le musée d'art moderne ; la médiocrité de l'architecture moderne ; le projet de loi sur l'architecture ; un progrès dans les intentions ; un texte trop timide ; ses lacunes ; la défense des jeunes architectes.

Universités [10 novembre 1976] (p. 7873) : le CNRS ; IUT et enseignants ; l'université de Nanterre ; l'opération Malakoff ; la désectorisation.

Industrie et recherche. rapporteur spécial pour la recherche scientifique [16 novembre 1976] (p. 8093) : la répartition de l'enveloppe de la recherche entre plusieurs ministères ; les crédits de la recherche consacrés à des opérations de développement industriel du CEA ou à l'informatique ; l'effort de recherche ; la Cogéma ; CII-Honeywell-Bull ; l'usine de Toulouse de la CII ; le CNES ; le CNEXO ; l'indépendance de la France; le BRGM; la géothermie; la commission Leroy ; (p. 8094): l'utilisation de l'eau chaude rejetée par les centrales nucléaires ; la région de Nantes ; la délégation aux énergies nouvelles ; les centres techniques et la valorisation de la recherche ; le financement de l'innovation ; les problèmes des personnels affectés à la recherche ; les allocations de recherche; la formation des fonctionnaires; l'accès à la fonction publique de certains étudiants ayant fait deux années de recherche ; propose à l'Assemblée d'adopter les crédits.

Articles et articles additionnels non rattachés. Explications de vote [20 décembre 1976] (p. 8556) : budget et plan Barre ; un budget de rigueur ; les grandes priorités de la nation sauvegardées ; l'abaissement du taux de la TVA ; l'usage des fonds publics.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions relatives à l'adoption** (n° 2197). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Avant l'Article premier** (p. 8915) : son sous-amendement n° 22 à l'amendement n° 15 de M. Dronne indiquant que le délai de cinq ans ne s'applique pas à son conjoint si l'enfant a déjà été adopté par l'un des époux avant son mariage ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° 2631). **Discussion générale** [14 décembre 1976] (p. 9392) : une réforme nécessaire ; le rapport Barre ; la supériorité de l'aide à la personne sur l'aide à la pierre ; la ségrégation ; le surloyer ; la médiocrité de la construction ; l'aide à la personne plus économique et à coût égal plus efficace que l'aide à la pierre ; des intentions excellentes allant au-delà du texte proposé ; la possibilité de transfert de l'aide à la pierre à l'allocation de logement ; la diminution progressive possible des bonifications d'intérêts ; la nouvelle aide à la personne ; modifiant brutalement les taux des prêts pour les constructions neuves ; (p. 9393) : un régime de principaux fictifs ; sa critique sur la justice du projet ; la coexistence de deux dispositifs ; l'inégalité quant au conventionnement ; la responsabilité et la dignité des familles ; l'absence de confiance au citoyen s'engageant dans un processus d'accession à la propriété ; les problèmes des locataires ; la responsabilité des citoyens ; le phénomène de mise en carte ; les différentes tutelles ; est partisan du « ripage », c'est-à-dire du transfert de crédits, du retour à un marché du logement progressivement unique ; un système

ne permettant pas la mobilité ; le rapport Rueff-Armand de 1958 ; une réforme excellente dans ses intentions mais un dispositif médiocre. **Discussion des articles** [16 décembre 1976]. **Article 9** (p. 9512) : son amendement n° 116 : ne rendre applicable les termes de l'article 9 qu'en cas de défaillance caractérisée du locataire ou de l'accédant à la propriété ; maintenir une civilisation libérale ; ne pas considérer les familles comme mineures ou assistées ; (p. 9513) : la responsabilité des Français qu'il ne faut pas mettre en tutelle ; (p. 9514) : refuse une société où le citoyen serait « robotisé » ; (p. 9515) : le paternalisme de l'attitude du Gouvernement ; amendement n° 116 repoussé ; (p. 9516) : son amendement n° 117 : versement de l'APL à tout organisme social dûment mandaté par le bénéficiaire de l'aide personnalisée au logement ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion générale** [18 décembre 1976] (p. 9672) : l'aspiration des Français : une meilleure qualité de la vie ; la médiocrité architecturale de Paris ; la médiocrité dans l'univers pavillonnaire ; le carcan des normes administratives et financières ; la réforme de l'aide au logement ; (p. 9673) : le cas de Firminy ; un projet important remettant l'architecture à sa place ; la définition du problème architectural ; le recours au conseil d'architecture et d'urbanisme ; l'organisation de la profession d'architecte ; les lacunes du projet : l'enseignement ; la commande publique en architecture ; le récent décret sur l'ingénierie ; développer des équipes pluridisciplinaires. **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 3** (p. 9694) : son amendement n° 89 distinguant le projet architectural et la conception, évoquant le problème des lotissements ; (p. 9695) : repoussé ; son amendement n° 90 tendant à préciser les responsabilités ; adopté ; (p. 9696) : son amendement n° 91 tendant à préciser la responsabilité de l'architecte ; retiré. **Article 4** (p. 9697) : son amendement n° 92 tendant à supprimer l'article 4 ; la faible part des honoraires d'architecte dans le coût de la construction ; la vérification des honoraires pouvant être envisagée ; les économies réalisées par le recours à l'architecte ; les professionnels compétents, négligés dans le passé ; (p. 9698) : retire son amendement n° 92 ; (p. 9701) : son amendement n° 93 tendant à préciser l'usage familial d'une construction ; (p. 9702) : l'usage familial différent de l'usage personnel ; repoussé ; son amendement n° 94 tendant à résoudre le problème posé par l'insertion d'un modèle de construction industrialisée dans le site ; la place de l'architecture dans la considération des Français ; les horreurs ; est inquiet de la tournure du débat ; l'acheteur, un décideur ; la qualité des constructions faites par les architectes ; la perception des architectes par l'opinion publique ; retiré ; (p. 9704) : son amendement n° 95 : le traitement spécial des opérations de réhabilitation d'immeubles ; précise qu'il conviendrait de rectifier son amendement n° 95 en juxtaposant les deux membres de phrase au lieu de les substituer l'un à l'autre ; adopté ; (p. 9705) : penser aux magasins occupant plusieurs étages d'un immeuble. **Article 4 *bis*** (p. 9706) : ses amendements n° 94 et n° 96 retirés ; reprend son amendement n° 96 : la consultation du conseil d'architecture et d'urbanisme ; adopté. **Article 5** (p. 9708) : son amendement n° 97 devenu sans objet. **Article 6** (p. 9710) : son amendement n° 98 soutenu par M. Briane ; repoussé. **Article 7** (p. 9711) : son amendement n° 99 : la tutelle du ministère chargé de la culture ; retiré. **Article 9** (p. 9718) : son amendement n° 100 de forme ; la logique de son amendement ; la comparaison avec la profession d'avocat ; repoussé. **Article 11** (p. 9719) : son amendement n° 101 supprimant le sixième alinéa de l'article 11 ; ne pas créer pour les seuls architectes une nouvelle catégorie de société commerciale ; adopté. **Article 12** (p. 9721) : son amendement n° 102 indiquant qu'aucun des associés ne peut détenir plus de 50 % du capital social ; la lutte contre le mandarinat ; adopté. **Article 13** (p. 9724) : son amendement n° 103 corrigé tendant à supprimer le cinquième alinéa de l'article 13 ; le problème du salariat dans les bureaux d'études ; l'indépendance de l'architecte remise en question ; adopté ; (p. 9726) : son amendement n° 104 autorisant les sociétés d'intérêt collectif agricole d'habitat rural à employer des architectes salariés uniquement pour le compte de leurs membres ; retiré ; (p. 9727) : son amendement n° 105 indiquant que les règles applicables aux fonctionnaires ou agents publics ainsi que les conventions collectives feront référence à la fonction d'architecte ; son souci rédactionnel ; repoussé ; son amendement n° 130 indiquant que l'architecte associé ou salarié peut exercer selon un autre mode dans les conditions déterminées par décret en Conseil d'Etat ; repoussé. **Après l'Article 13** (p. 9728) : son amendement n° 106 rectifié : le droit à la signature de tous les architectes ayant contribué à l'élaboration de tout projet architectural ; réduire l'influence du mandarinat ; adopté. **Article 14** (p. 9729) : son amendement n° 107 : la couverture par une assurance de tout architecte ou de toute société d'architecture ; adopté. **Article 15** (p. 9730) : son amendement n° 108 rectifié : la suppression d'un contrôle pointilliste ; adopté ; son amendement n° 121 précisant à qui sera faite la déclaration ; une tutelle trop lourde du ministre sur l'ordre des architectes ; adopté. **Article 16** (p. 9731) :

son amendement n° 109 : une simple déclaration au conseil régional sur les liens de l'architecte ; repoussé. **Article 19** (p. 9733) : son amendement n° 110 soutenu par M. Briane ; retiré. **Article 23** (p. 9737) : son amendement n° 111 soutenu par M. Briane ; adopté. **Article 34** (p. 9743) : son amendement n° 126 précisant que la personne qui demande d'être agréée en architecture doit avoir exercé sous sa responsabilité personnelle ; adopté. **Article 35** (p. 9745) : son amendement n° 127 : tenir compte de la qualification professionnelle réelle ; retiré. **Après l'Article 42** (p. 9746) : son amendement n° 135 : le dépôt avant le 31 décembre 1977 d'un projet de loi portant réforme de la commande publique ; retiré.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier** (n° **1688**). **Discussion des articles** [13 avril 1977]. **Article 24 : Article 132 du code minier** (p. 1760) : son amendement n° 31 soutenu par M. Gantier ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 mai 1977]. **Article 21 B** (p. 2702) : la nécessité de préserver la compatibilité entre l'approvisionnement en matière minérales et la protection des nappes phréatiques ; la compatibilité entre le schéma d'exploitation coordonnée des carrières et les dispositions des plans d'occupation des sols ; la consultation des associations au moment de l'élaboration des documents d'urbanisme ; (p. 2703) : la non-équivalence des notions de conformité et de compatibilité ; l'arbitrage entre les documents en cas d'adoption de la notion d'incompatibilité.

— **Projet de loi relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante** (n° **2388**). **Lettre rectificative** (n° **2754**). **Discussion générale** [9 juin 1977] (p. 3619) : le rôle joué par les structures dans les phénomènes de concurrence et dans la propension de l'inflation de notre économie ; l'insuffisance des politiques anti-inflationnistes ; la nécessité de s'attaquer aux facteurs structurels de l'inflation ; (p. 3620) : la création de la commission de la concurrence ; la volonté de souplesse exprimée par le projet de loi ; la poursuite des ententes illicites devant une juridiction civile ; la clarification de la nature des peines prévues par le texte ; inscrire l'action du Gouvernement dans le cadre de l'économie libérale ; le vote positif du groupe des réformateurs.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits des services du Premier ministre concernant la recherche. Débat du 12 octobre 1977 (*J.O.*, Débats du 19 octobre 1977), rapporteur spécial (p. 6321) : les conditions de distribution de l'annexe « Recherche »; l'extension aux ingénieurs du système de stages de recherche ; (p. 6322) : les retards des dépenses de recherche par rapport au PIB ; les crédits du BRGM et du CNEXO ; les recherches en matière d'eau chaude domestique ; l'état des études sur le projet d'aménagement des îles Chausey ; la situation du Palais de la Découverte.

Services du Premier ministre. — VI. **Recherche,** rapporteur spécial [19 octobre 1977] (p. 6326) : la modification de l'organisation gouvernementale en matière de recherche ; la fragmentation des documents budgétaires ; (p. 6327) : la présentation tardive de l'annexe « Recherche » ; le montant des dépenses de fonctionnement et d'équipement de l'enveloppe recherche ; l'année 1978 sur le plan de la recherche ; la stagnation de l'effort national en matière de recherche ; les comparaisons internationales ; les crédits du secrétariat d'Etat ; l'augmentation des crédits de paiement ; l'évolution du montant du fonds de la recherche et de l'aide au développement ; le nombre de créations de postes ; l'évolution des allocations de recherche ; la stabilisation de la carrière des personnels hors statut ; les postes créés en matière d'enseignants à titre temporaire ; l'évolution des crédits inscrits au budget du ministère de l'industrie ; la progression des crédits du CNES et du CNEXO ; (p. 6328) : l'évolution des crédits du BRGM et du CEA ; la subvention accordée à EDF pour payer le surcoût de Superphénix ; la mise au point des réacteurs à haute température ; le problème des réacteurs calogènes de faible puissance ; le problème des réacteurs mixtes ; la diffusion des conclusions de la commission Leroy ; la recherche en matière géothermique ; l'utilisation de l'énergie solaire ; l'information de l'opinion sur le problème des énergies nouvelles.

Industrie, commerce et artisanat. — I. **Industrie** [15 novembre 1977] (p. 7432) : l'utilisation de l'eau chaude ; la commission Leroy ; revoir la localisation des centrales projetées ; les mesures de pénalisation du chauffage électrique ; les dangers représentés par les ballastières pour les eaux souterraines.

Equipement et aménagement du territoire. — **Equipement, aménagement du territoire et urbanisme** [16 novembre 1977] (p. 7532) : les textes relatifs à l'urbanisme et à l'équipement votés par le Parlement ; l'exonération de certains organismes publics de l'obligation du permis de construire ; la rigidité du système des POS ; l'extension du système de transfert des COS.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° 3179). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Après l'article 11** (p. 8082) : son amendement n° 96 : conditions de cessibilité et de transmissibilité des droits à indemnisation ; réservé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ensemble quatre annexes ouvertes à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973, et après cette date, à Berne jusqu'au 31 décembre 1974** (n° 3201). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8953) : les réserves faites par le Gouvernement permettant aux professionnels de prendre les mesures qui s'imposent ; l'utilisation des écailles de tortue ; le problème posé par la protection de la tortue Caret.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction** (n° 3199). **Discussion des articles** [19 décembre 1977]. **Article 11 : Article L 241-1 du code des assurances** (p. 8997) : son amendement n° 69 soutenu par M. Brun : obligation des personnes participant à la construction d'apporter la preuve que leur activité est couverte par une assurance valable pour toute la durée de cette responsabilité ; retiré ; (p. 8998) : son amendement n° 98 soutenu par M. Brun : extension de l'obligation d'assurance aux ouvrages de génie civil ; repoussé ; (p. 8999) : son amendement n° 99 soutenu par M. Brun : exclusion des obligations d'assurance des bâtiments industriels ; retiré.

MESSMER (Pierre)

Député de la Moselle
(8e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Premier ministre du 2 avril 1973 au 27 février 1974 et du 27 février 1974 au 27 mai 1974.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé Premier ministre. Décret du 2 avril 1973 [*J.O.* du 3 avril 1973] (p. 3708).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 2 mai 1973, de son mandat de député [3 mai 1973] (p. 998).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Premier ministre. Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Est nommé Premier ministre. Décret du 27 février 1974 [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2316).

Il est mis fin, sur la présentation de la démission du Gouvernement, à ses fonctions de Premier ministre. Décret du 27 mai 1974 [*J.O.* du 28 mai 1974] (p. 5796).

Réélu le 29 septembre 1974 à la suite de la démission de M. Jarrige.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 octobre 1974] (p. 4662, 4674).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [3 octobre 1974] (p. 4759).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [4 octobre 1974] (p. 4838), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

DÉPOTS

En qualité de Premier ministre :

— **Rapport sur la situation de l'emploi, les activités du Fonds national de l'emploi et les activités en matière d'aide aux travailleurs privés d'emploi (année 1970) en application de l'article 4 de la loi n° 63-1240 du 18 décembre 1963** [3 avril 1973] (p. 749).

— **Compte rendu sur le programme d'équipement militaire** (année 1972) en application de la loi de programme n° 70-1058 du 19 novembre 1970 relative aux **équipements militaires de la période 1971-1975 (année 1972)** [3 avril 1973] (p. 749).

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° 189) [25 avril 1973].

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention consulaire entre la République française et la République tunisienne, signée à Paris le 28 juin 1972** (n° 193) [25 avril 1973].

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention portant création d'un institut universitaire européen, de l'acte final joint et du protocole sur les privilèges et immunités de l'Institut universitaire européen, signés à Florence le 19 avril 1972** (n° 194) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de la convention du Conseil de l'Europe relative à l'établissement d'un système d'inscription des testaments, signée à Bâle le 16 mai 1972** (n° **195**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** modifiant **l'article 12 de la loi n° 61-814 du 29 juillet 1961 conférant aux îles Wallis et Futuna le statut de territoire d'outre-mer** (n° **196**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** modifiant **le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° **197**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** relatif **au statut des associés d'exploitation et à la modification de l'assurance vieillesse des personnes non salariées agricoles** (n° **198**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi,** modifié par le Sénat, relatif **au régime des eaux dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion** (n° **190**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi,** adopté par le Sénat, autorisant la **ratification de la convention entre la République française et la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière civile et commerciale et à l'exécution des décisions judiciaires et du protocole additionnel, signée à Paris le 28 juin 1972** (n° **191**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi,** adopté par le Sénat, autorisant la **ratification de la convention entre la République française et la République tunisienne relative à l'entraide judiciaire en matière pénale et à l'extradition, avec un protocole additionnel, signée à Paris le 28 juin 1972** (n° **192**) [25 avril 1973].

— **Projet de loi** relatif **à la répression des trafics de main-d'œuvre** (n° **344**) [10 mai 1973].

— **Projet de loi** modifiant et simplifiant **les conditions et la procédure d'attribution de l'allocation des mineurs handicapés et de l'allocation aux handicapés adultes** (n° **353**) [17 mai 1973].

— **Projet de loi** modifiant **certaines dispositions du code du service national** (n° **360**) [23 mai 1973].

— **Rapport** sur **l'exécution de la troisième loi de programme sur l'équipement sportif et socio-éducatif dans le cadre du VI^e^ Plan, en application de l'article 6 de la loi de programme n° 71-562 du 13 juillet 1971** [30 mai 1973] (p. 1699).

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Zaïre sur la protection des investissements, signée le 5 octobre 1972** (n° **443**) [5 juin 1973].

— **Projet de loi** relatif **à l'extension des accords de retraite et de prévoyance concernant les salariés des professions agricoles** (n° **444**) [5 juin 1973].

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et l'Agence de coopération culturelle et technique relatif au siège de l'agence et à ses privilèges et immunités sur le territoire français, avec une annexe et un échange de lettres du 30 août 1972** (n° **445**) [5 juin 1973].

— **Projet de loi** autorisant **certaines communes et établissements publics à instituer un versement destiné aux transports en commun** (n° **447**) [6 juin 1973].

— **Projet de loi modifiant le code de l'urbanisme et de l'habitation et complétant la loi d'orientation foncière n° 67-1253 du 30 décembre 1967 modifiée** (n° **448**) [7 juin 1973].

— **Projet de loi** relatif **à la retraite de réversion prévue à l'article 1122 du code rural** (n° **449**) [7 juin 1973].

— **Projet de loi** autorisant **la ratification de la convention portant loi uniforme sur la vente internationale des objets mobiliers corporels et de la convention portant loi uniforme sur la formation des contrats de vente internationale des objets mobiliers corporels, ouvertes à la signature à La Haye le 1^er^ juillet 1964** (n° **450**) [6 juin 1973].

— **Projet de loi** relatif **à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**) [7 juin 1973].

— **Projet de loi** approuvant **une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° **461**) [13 juin 1973].

— **Projet de loi** d'orientation **du commerce et de l'artisanat** (n° **496**) [15 juin 1973].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 73-4 du 2 janvier 1973 relative au code du travail** (n° **499**) [15 juin 1973].

— **Projet de loi habilitant le gouvernement à proroger la suspension de la taxe sur la valeur ajoutée sur les ventes au détail de viandes de bœuf** (n° **510**) [21 juin 1973].

— **Projet de loi** autorisant **l'approbation de l'accord international de 1972 sur le cacao** (n° **519**) [21 juin 1973].

— **Projet de loi modifiant le code des pensions civiles et militaires de retraite** (n° 627) [30 juin 1973].

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions pénales et de procédure pénale** (n° 630) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° 636) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi sur la modernisation des bases de la fiscalité directe locale** (n° 637) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi relatif aux placements des sociétés d'investissement et modifiant l'article 8 modifié de l'ordonnance n° 45-2710 du 2 novembre 1945** (n° 638) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi portant modifications de l'ordonnance n° 59-126 du 7 janvier 1959 modifiée tendant à favoriser l'association ou l'intéressement des travailleurs à l'entreprise, de l'ordonnance n° 67-693 du 17 août 1967 modifiée relative à la participation des salariés aux fruits de l'expansion des entreprises et de l'ordonnance n° 67-694 du 17 août 1967 relative aux plans d'épargne d'entreprise** (n° 641) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° 642) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi modifiant le livre V du code de la santé publique et relatif à la pharmacie vétérinaire** (n° 645) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646) [2 octobre 1973].

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 64-1360 du 31 décembre 1964 sur les marques de fabrique, de commerce ou de service** (n° 647) [2 octobre 1973].

— **Rapport sur l'activité du Centre national pour l'aménagement des structures des exploitations agricoles et sur l'utilisation des crédits qui lui sont confiés (année 1972)** [2 octobre 1973] (p. 3990).

— **Projet de loi modifiant les articles L 412-12, L 420-9, L 435-4 du code du travail en ce qui concerne les conditions d'éligibilité aux fonctions de membre de comité d'entreprise et de délégué du personnel et les conditions de désignation des délégués syndicaux** (n° 678) [4 octobre 1973].

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention sur la légitimation par mariage, ouverte à la signature, à Rome, le 10 septembre 1970, signée par la France à cette même date** (n° 717) [16 octobre 1973].

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° 719) [17 octobre 1973].

— **Rapport de gestion de l'office national des forêts pour 1972, en application de l'article premier, paragraphe 8, de la loi de finances rectificative pour 1964** (n° 64-1278) [18 octobre 1973] (p. 4554).

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 723) [19 octobre 1973]. **Retrait de ce projet de loi le 12 avril 1974** [30 mai 1974] (p. 2338).

— **Projet de loi étendant aux territoires des Comores, des îles Saint-Pierre-et-Miquelon, des îles Wallis et Futuna, de la Nouvelle-Calédonie et dépendances, de la Polynésie française et aux territoires français des Afars et des Issas certaines dispositions du code de procédure pénale, du code pénal, du code civil et de la loi n° 70-643 du 17 juillet 1970 tendant à renforcer la garantie des droits individuels des citoyens** (n° 731) [29 octobre 1973].

— **Projet de loi modifiant la loi n° 73-7 du 3 janvier 1973 sur la Banque de France et approuvant une convention conclue entre le ministre de l'économie et des finances et le gouverneur de la Banque de France** (n° 748) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi autorisant la ratification de l'acte additionnel portant modification de la convention internationale pour la protection des obtentions végétales** (n° 749) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° 750) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi rendant applicables dans les territoires d'outre-mer les dispositions du titre III de l'ordonnance n° 67-838 du 28 septembre 1967 portant réforme du crédit aux entreprises** (n° 752) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi complétant et modifiant le titre I du livre III du code rural sur la chasse et la loi n° 68-918 du 24 octobre 1968 sur la chasse maritime** (n° 753) [9 novembre 1973].

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de**

l'île Maurice sur la protection des investissements, signée à Port-Louis le 22 mars 1973 (n° 767) [19 novembre 1973].

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune signée à Paris le 16 mars 1973 (n° 771) [22 novembre 1973].

— Projet de loi portant diverses améliorations et simplifications en matière de pensions ou allocations des veuves, des mères de famille et des personnes âgées (n° 776) [22 novembre 1973].

— Projet de loi modifiant les articles L 792 et L 893 du code de la santé publique (n° 777) [22 novembre 1973].

— Projet de loi de finances rectificative pour 1973 (n° 781) [27 novembre 1973].

— Projet de loi sur l'aménagement du monopole des scories Thomas (n° 782) [27 novembre 1973].

— Projet de loi relatif à certains corps de fonctionnaires (n° 802) [29 novembre 1973].

— Projet de loi relatif à la création de corps de fonctionnaires de l'Etat pour l'administration de Saint-Pierre et Miquelon (n° 803) [29 novembre 1973].

— Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 70-1299 du 31 décembre 1970 relative aux groupements fonciers agricoles (n° 809) [29 novembre 1973].

— Projet de loi autorisant des nominations dans le corps des secrétaires administratifs en chef des services extérieurs du ministère des armées au titre des années 1969, 1970, 1971 et 1972 (n° 810) [29 novembre 1973].

— Projet de loi portant intégration de certains fonctionnaires titulaires de l'Ecole polytechnique dans des corps de fonctionnaires du ministère des armées (n° 811) [29 novembre 1973].

— Projet de loi autorisant la ratification de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Conseil fédéral suisse concernant une rectification de la frontière entre le département de la Haute-Savoie et le canton de Genève, signée à Paris le 10 juillet 1973 (n° 812) [29 novembre 1973].

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'arrangement entre certains gouvernements européens et l'organisation européenne de recherches spatiales concernant l'exécution du programme de lanceur Ariane, fait à Neuilly-sur-Seine le 21 septembre 1973 (n° 822) [5 décembre 1973].

— Rapport sur les activités du fonds national de l'emploi et les activités en matière d'aide aux travailleurs privés d'emploi (années 1971 et 1972) [6 décembre 1973] (p. 6729).

— Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre la République française et les républiques membres de l'Union monétaire ouest-africaine, conclu le 4 décembre 1973 (n° 842) [13 décembre 1973].

— Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1972 (n° 851) [18 décembre 1973].

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste tchécoslovaque, signée à Paris le 1er juin 1973 (n° 853) [18 décembre 1973].

— Projet de loi autorisant l'approbation de la convention tendant à éliminer les doubles impositions et à établir des règles d'assistance mutuelle administrative en matière fiscale entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République tunisienne ensemble le protocole joint, signés à Tunis le 28 mai 1973 (n° 854) [18 décembre 1973].

— Projet de loi instituant une taxe locale d'urbanisation et modifiant le code de l'urbanisme et l'ordonnance n° 58-997 du 23 octobre 1958 relative à l'expropriation (n° 864) [18 décembre 1973].

— Projet de loi relatif à la situation des détenus au regard de l'assurance vieillesse (n° 872) [19 décembre 1973].

— Déclaration sur la politique monétaire (n° 927) [22 janvier 1974].

— Projet de loi supprimant la patente et instituant la taxe professionnelle (n° 931) [2 avril 1974].

— Projet de loi sur la mise à jour périodique de valeurs locatives servant de base aux impositions directes locales (n° 935) [2 avril 1974].

— Projet de loi modifiant la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la régulation des naissances (n° 937) [2 avril 1974].

— Projet de loi portant réforme de l'enseignement public du second degré (n° 938) [2 avril 1974].

— **Projet de loi** donnant vocation à la qualité de **combattant** aux personnes ayant participé aux **opérations effectuées en Afrique du Nord,** entre le 1er janvier 1952 et le 2 juin **1962** (n° **943**) [16 avril 1974].

— **Projet de loi** autorisant des nominations dans le **corps des contrôleurs divisionnaires des transmissions** du ministère des armées au titre des années 1968, 1969, 1970, 1971, 1972 et 1973 (n° **944**) [17 avril 1974].

— **Projet de loi** portant modification de certaines dispositions du livre premier du **code rural** relative au **remembrement des exploitations rurales** (n° **946**) [20 avril 1974].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de l'**échange de lettres** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement des **Etats-Unis d'Amérique** sur **l'implantation à la Réunion d'une station d'aide à la navigation** du système « Omega », signé à Paris le 7 juin 1973 (n° **947**) [20 avril 1974].

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** portant ratification d'un décret d'avance (n° **948**) [26 avril 1974].

— **Projet de loi** portant diverses mesures de **protection sociale de la mère et de la famille** (n° **949**) [2 mai 1974].

— **Projet de loi** portant **création du centre national d'art et de culture Georges-Pompidou** (n° **950**) [4 mai 1974].

— **Projet de loi d'orientation** en faveur des **personnes handicapées** (n° **951**) [10 mai 1974].

— **Projet de loi** relatif à **l'organisation interprofessionnelle laitière** (n° **952**) [14 mai 1974].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention** concernant les **affaires judiciaires** entre la **République française** et la **République malgache,** ensemble ses trois annexes, signées à Paris le 4 juin 1973 (n° **953**) [18 mai 1974].

— **Projet de loi** autorisant l'approbation de la **convention d'assistance technique** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République malgache,** ensemble ses deux annexes, signées à Paris le 4 juin 1973 (n° **954**) [18 mai 1974].

— **Rapport** sur l'exécution, au cours de l'année 1973, de la troisième loi de programme sur **l'équipement sportif** et **socio-éducatif dans le cadre du VIe Plan** (en application de l'article 6 de la loi de programme n° 71-562 du 13 juillet 1971) [30 mai 1974] (p. 2340).

— **Rapport** sur l'activité de la **bourse d'échange de logements** pour l'année 1972 (en application de l'article 13 de la loi n° 60-1354 du 17 décembre 1960) [30 mai 1974] (p. 2340).

En qualité de député :

— **Proposition de loi** portant modification du **code du Service national** pour ce qui concerne le service militaire (n° **3186**) [3 novembre 1977].

INTERVENTIONS

En qualité de Premier ministre :

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° **119**) [10 avril 1973] (p. 761) : présente le nouveau Gouvernement; (p. 762) : évoque les problèmes constitutionnels ; se prononce sur le maintien du scrutin uninominal à deux tours ; annonce un nouveau découpage électoral, un projet de revision constitutionnelle ramenant à cinq ans la durée du mandat présidentiel, le renforcement des conditions de présentation des candidats à la présidence de la République, la création de missions parlementaires auprès des ministres ; évoque les rapports entre le Gouvernement et le Parlement ; définit les objectifs du Gouvernement ; évoque la conjoncture économique ; analyse la politique du Gouvernement en matière industrielle, agricole, de commerce et d'artisanat ; évoque la lutte contre l'inflation dans une perspective européenne ; (p. 763) : analyse la situation sociale : arrêts de travail, manifestations lycéennes et étudiantes, fait appel à la discipline ; propose un plan visant à améliorer la vie quotidienne des Français : correction des inégalités sociales ; définit trois objectifs prioritaires : augmentation des salaires (SMIC à 1.000 F le 1er juillet 1973) ; solidarité accrue en faveur du troisième âge et des handicapés (annonce de projets de loi de programme), progression du pouvoir d'achat des familles ; (p. 764) : annonce des mesures fiscales : allégement pour les contribuables les plus modestes, projet de loi réformant la patente, réexamen du calcul de certains frais professionnels ; annonce un débat sur les rapports financiers entre l'Etat et les collectivités locales, un réexamen de l'ensemble du financement de la sécurité sociale ; propose une part de son financement par l'impôt ; reprend les principes de la loi de 1970 sur le service national ; convient que des adaptations doivent être rapidement réalisées ; annonce une aide spéciale aux étudiants de condition modeste

après le service ; condamne l'agitation et le désordre dans les lycées et les universités ; annonce une vaste réforme du second degré, son intention de restaurer l'autorité des chefs d'établissement ; rappelle à leurs responsabilités maîtres et parents ; (p. 765) : amélioration de la qualité de la vie : mesures en faveur des transports dans les agglomérations urbaines, priorité aux maisons individuelles, aide aux villes moyennes, équipement des communes, amélioration du téléphone ; se prononce pour une participation accrue : au niveau local ; mise en place à l'automne de la réforme régionale, simplification et humanisation de l'administration, médiateur ; au niveau de l'entreprise : amélioration de l'intéressement, des conditions de travail, place accrue aux cadres et aux ouvriers dans le fonctionnement de l'entreprise ; définit : la politique étrangère du pays fondée sur le principe de l'indépendance ; (p.766) : la politique de défense nationale fondée sur la dissuasion ; rappelle l'exigence de la coopération avec les peuples en lutte pour leur développement ; se prononce pour une troisième voie qui rejette à la fois le totalitarisme et le capitalisme classique, c'est le défi français : libération des hommes, dignité, bonheur [12 avril 1973] (p. 825) : répond aux orateurs ; (p. 826) : revient sur les résultats des élections ; rappelle que les candidats de la majorité ont totalisé un nombre de voix supérieur à celui des candidats de la gauche ; rappelle la baisse des suffrages communistes par rapport à 1967 ; en réponse à M. Mitterrand, évoque les élections dans les DOM ; souligne que les résultats obtenus par l'opposition ont été plus mauvais qu'en 1968 ; (p. 827) : explique l'échec de la gauche par le contenu du programme commun visant les DOM ; se prononce pour une limitation du cumul des mandats ; indique que l'engagement d'abaisser le droit de vote à dix-neuf ans sera tenu ; rappelle que les jeunes libérés du service à dix-neuf ans ont déjà le droit de vote ; estime que la loi sur la réforme régionale doit être appliquée sans tarder ; est réservé sur l'opportunité d'un débat d'orientation budgétaire au printemps ; estime utile, en revanche, la tenue, dès cette année, d'un débat de politique économique ; (p. 828) : confirme que la justice sociale est une priorité ; évoque l'action du ministère des finances contre la fraude fiscale ; annonce un premier débat sur la patente ; évoque le projet de réforme de l'enseignement du second degré et les principes qui le guideront ; polémique avec M. Ballanger sur la position du groupe communiste face à la loi Debré ; (p. 829) : évoque les problèmes du travail ; envisage de multiplier les expériences dans ce secteur contrôlé par l'Etat ; annonce que des propositions seront faites pour améliorer les conditions de travail ; rappelle l'action du Gouvernement face au problème des immigrés, la suppression des bidonvilles ; évoque la politique étrangère ; rappelle l'action du Président de la République et du Gouvernement sur le plan européen ; rappelle qu'il a tenu toutes les promesses faites le 3 octobre 1972 ; (830) : rappelle les conditions dans lesquelles la politique est définie sous la Ve République ; sollicite le concours et l'appui de la majorité.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Discussion générale** [2 octobre 1973] (p. 3959) : ordre du jour chargé de la présente session ; groupement des projets et propositions de loi par catégorie ; volonté du Gouvernement de proposer des choix, d'affirmer sa politique et de faire respecter la loi ; (p. 3960) : son opposition à toute pression, viendrait-elle éventuellement de la rue.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4183) : son refus de débat de politique générale non pour dénier à l'Assemblée nationale le droit d'être informée, mais en raison de l'ordre du jour chargé de cette session ; le respect de la Constitution, celle-ci ne prévoyant aucun débat d'investiture ou de réinvestiture du Gouvernement ; la déclaration de politique générale faite le 3 avril dernier ; le catalogue d'accusations hétérogènes contenues dans la motion de censure ; l'affaire Lip, affaire privée ; le plan mis au point par le négociateur, M. Giraud ; les deux seules possibilités pour Lip : redémarrer selon ce plan ou disparaître, le comportement malsain des dirigeants de l'entreprise et la position conservatrice des dirigeants syndicaux ; (p. 4184) : les mesures prises par le Gouvernement, la position des salariés, la possibilité pour l'Etat d'aider à fonds perdus l'entreprise en déconfiture ; la nécessité de donner accès à l'information aux travailleurs et de les associer à certaines responsabilités ; le prochain dépôt d'un projet de loi créant un fonds de garantie permettant de payer les salaires en cas de liquidation de l'entreprise ; les participations, les prix, l'expansion et l'excédent du commerce extérieur, le taux de croissance des investissements productifs ; le caractère limité de la hausse des tarifs publics qui aura été en 1973 très inférieure à la hausse générale des prix ; la poussée inflationniste moins forte en France que dans les pays européens ; (p. 4185) : la politique anti-inflationniste du Gouvernement ; l'encadrement des prix ; l'équilibre des finances publiques ; les mesures prises en faveur de l'agriculture : prime d'installation des jeunes agriculteurs, politique d'aide à l'économie de montagne ; l'augmentation du revenu brut d'exploitation des entreprises agricoles ;

les difficultés du marché de la viande ; le soja, l'augmentation du pouvoir d'achat des Français ; les contrats salariaux et les mesures catégorielles, la progression de 10 % en 1973 de la masse salariale dans le secteur public ; les augmentations de salaires à la SNCF, à la RATP, à l'ORTF ; les ordres de grève lancés par certaines organisations syndicales, l'augmentation des prestations sociales ; (p. 4186) : les engagements de Provins, l'amendement de justice fiscale qui allège l'impôt des contribuables les plus modestes, accroît la taxation des revenus des plus élevés ; le racisme et la déclaration faite à ce sujet par le Président de la République dans sa dernière conférence de presse ; la mise en place d'un réseau national pour l'accueil et l'information des travailleurs étrangers et de leur famille ; les HLM construites en leur faveur ; le récent dépôt d'un projet de loi qui élargit leur accès aux fonctions de représentation dans l'entreprise ; la suppression de la discrimination dans l'attribution des bourses scolaires ; le Chili ; le regret du Gouvernement du renversement par la force du gouvernement légal de Santiago ; son refus de s'engager dans une croisade idéologique contre les autorités chiliennes ; l'aide apportée à nos nationaux et à quelques étrangers par notre ambassade au Chili et nos consulats ; les contacts pris avec le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés et la non-ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats ; la déception des partis socialiste et communiste devant l'effondrement de l'expérience chilienne ; l'impossibilité de comparer l'insurrection militaire au Chili avec une stuation analogue en France ; (p. 4187) : l'armement nucléaire nécessaire à notre politique de défense fondée sur la dissuasion et approuvée à maintes reprises par le Parlement ; l'absence de politique de défense nationale proposée par le parti socialiste et le parti communiste ; le Proche-Orient, le souhait que le cessez-le-feu ouvre la voie à une véritable négociation permettant d'aboutir à un règlement définitif du conflit ; opinion de la majorité, ampleur des projets proposés au cours de la présente session ; (p. 4198) : sa réponse à M. Robert Fabre concernant le jugement prochain des scandales auxquels celui-ci a fait allusion, ainsi que d'autres jugements ;

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution (n° 639). Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4412) : son jugement sur les raisons du parti socialiste pour soutenir la question préalable, caractère choquant des références aux événements du Proche-Orient à la veille du débat à l'Assemblée nationale sur ce sujet ; (p. 4413) : tactique identique à celle que le parti socialiste avait pratiquée en 1962, décision sans appel des électeurs contre socialistes et communistes, estime que ce serait une faute grave de refuser le débat au fond, demande à l'Assemblée de repousser la question préalable ; (p. 4417) : caractère précis de la question soumise, tentative d'affaiblissement du Gouvernement, caractère négatif et irréductible de l'opposition, piège risquant d'être mortel pour la démocratie, souhait du Président de la République de recevoir plus fréquemment que par le passé l'investiture suprême du suffrage universel ; ses observations sur les amendements, estime qu'ils n'obtiendront jamais la majorité constitutionnelle, prétexte pour refuser une mesure ; (p. 4418) : pensée constitutionnelle du général de Gaulle, adaptation des institutions aux exigences d'un monde en perpétuelle évolution, risques du refus de toute adaptation, problème de conception de la démocratie, sa conception de ses fonctions, mise en jeu de sa responsabilité, demande du Président de la République de se rassembler sur la France, sa mise en garde, appelle à renoncer à tout sectarisme ; (p. 4427) : sa réponse aux propos de M. Guy Mollet, estime qu'on ne saurait en même temps accuser le Président de la République de ne pas vouloir tenir compte du suffrage universel et lui refuser de revenir plus souvent devant ce même suffrage universel, sa réponse aux orateurs qui ont évoqué l'indépendance du Conseil constitutionnel, juge ces accusations intolérables ; (p. 4428) : prend la défense des membres du Conseil constitutionnel, sa réponse à M. Fouchet, caractère inadmissible de ses propos relatifs à Montoire et à Sigmaringen. **Discussion des articles : Article premier** (p. 4431) : s'oppose aux amendements de MM. de Broglie et Gerbet tendant à éviter la simultanéité des élections présidentielles et des élections législatives ; (p. 4432) : s'oppose à l'amendement de M. Donnez tendant à limiter à deux le nombre de mandats consécutifs du Président de la République ; (p. 4439) : son intervention avant le scrutin.

— **Présente les quatre projets sociaux du Gouvernement** [21 novembre 1973] (p. 6208) : participation à la gestion des entreprises et aux activités de production, politique incitatrice, projet créant un fonds de garantie des salaires ; (p. 6209) : projet relatif à l'amélioration des conditions de travail ; projet rapprochant les mécanismes de participation des ordonnances de 1959 et 1967 ; projet relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés ; évolution vers le mieux-être ; société démocratique élaborée par les hommes et pour les hommes.

— **Allocution de fin de session** [20 décembre 1973] (p. 7271) : caractère chargé de la session qui s'achève, estime que l'année 1974 s'annonce comme une année difficile ; volonté du Gouvernement d'y faire face ; ses

vœux aux députés et à travers eux à toutes les Françaises et à tous les Français.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** [22 janvier 1974] (p. 306) : la déclaration du Gouvernement au cours d'une session extraordinaire du Parlement répond à une volonté démocratique ; interruption pendant six mois des interventions obligatoires de la Banque de France sur le marché des changes ; (p. 307) : regrette les insuffisances de la politique monétaire européenne ; la décision monétaire du Gouvernement n'est pas une dévaluation ; (p. 308) : il appartient à l'opposition de prendre ses responsabilités ; le Gouvernement ne posera pas la question de confiance.

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 446) : répond aux orateurs ; le Gouvernement n'ayant pas fait de déclaration de politique générale, il n'avait pas à engager sa responsabilité.

— **Hommage à la mémoire de Georges Pompidou, président de la République** [4 avril 1974] (p. 1494) : le Président Pompidou a accru les forces de la France, maintenu et élargi son influence à l'extérieur ; les députés ont connu son intelligence et son bon sens, deviné sa bonté, respecté son courage ; l'histoire dira qu'il a été digne de succéder au général de Gaulle.

En qualité de député :

1975

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores (n° 1747). Discussion générale** [25 juin 1975] (p. 4747) : l'orateur craint de voir le Gouvernement ne pas tenir les engagements de ses prédécesseurs en voulant ignorer la spécificité de Mayotte ; estime que la situation politique au sein de l'assemblée comorienne rend celle-ci peu apte à mener à bien une œuvre constitutionnelle. **Discussion des articles. Article 8** (p. 4801) : qualifie l'article 8 « de monstre juridique ».

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982 (n° 2268). Discussion générale** [20 mai 1976] (p. 3304) : la volonté du Gouvernement de doter les forces armées de moyens financiers suffisants ; la limitation de la programmation à un nombre de programmes essentiels ; le retard apporté à la réalisation du sixième sous-marin atomique ; la renonciation à de nouveaux progrès dans la capacité de pénétration des armes atomiques; le retard des études sur l'engin air-sol à tête nucléaire ; l'amputation considérable du programme Pluton ; la diminution constante du système d'armes nucléaires dans le budget des armées ; la diminution d'ici à 1982 du coût des explosifs nucléaires ; (p. 3305) : l'affectation d'importants crédits aux dépenses de fonctionnement qui sont liées aux effectifs ; l'importance des effectifs de l'armée française ; le caractère contestable du service militaire qui n'est obligatoire que pour les trois quarts des jeunes Français ; le coût de plus en plus élevé d'un service militaire qui devient peu efficace du fait de l'évolution des mœurs ; réexaminer le problème du service militaire au cours des six années de la programmation ; l'absence de liens véritables entre démocratie et service militaire ; le réexamen de l'organisation des forces et de leur doctrine d'emploi; (p. 3306): la discrétion du Gouvernement sur l'emploi des forces de manœuvre terrestres et aériennes ; la constitution de ces forces au lendemain de la guerre d'Algérie en vue de disposer d'une possibilité d'action sur le terrain avant le recours aux forces nucléaires stratégiques ; la confusion entre le commandement territorial et le commandement opérationnel décidé par le Gouvernement ; la faible valeur des quatorze divisions de réserve prévues par celui-ci ; la volonté du général de Gaulle d'engager nos forces de manœuvre dans un style offensif avec utilisation de tous les appuis de feu possibles ; le caractère inséparable de l'engagement des forces de manœuvre et de l'utilisation du feu des armes atomiques tactiques ; la crainte de l'orateur face au recours possible à la doctrine du coup de semonce qui diminue la valeur de la dissuasion ; organiser nos forces en fonction de l'ambition principale qui est de faire face à un conflit en Europe malgré l'éventualité d'un conflit hors du territoire européen.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion de l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4868) : soutient l'amendement n° 2 de M. Fouchier ; indique qu'il vise à parer aux accidents de parcours tels que ceux qui sont survenus en 1973, concernant l'augmentation massive du prix du pétrole ; (p. 4869) : maintient son amendement n° 2 ; amendement n° 2 réservé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [8 novembre 1976]

(p. 7744) : les retombées politiques de la discussion sur la programmation militaire ; le doute causé par des déclarations officielles parfois divergentes sur le maintien de la politique de défense du général de Gaulle et sur sa stratégie ; critique la répartition des crédits entre le titre III et le titre V ; (p. 7745) : l'aggravation des dépenses liées aux effectifs ; le coût des armées de conscription et des armées de métier ; les dépenses d'équipement réduites à la portion congrue ; l'évolution inquiétante des autorisations de programme ; les difficultés de la programmation militaire ; les choix dans le cadre de l'enveloppe ; le temps actuel de service trop court ; la proportion des jeunes gens exemptés, dispensés ou libérés par anticipation ; la statistique des jeunes n'accomplissant pas de service national ; (p. 7746) : la diminution des besoins des armées en effectifs ; un service qui s'éloigne du principe d'égalité ; les exemptions et les dispenses ; les interventions ; changer la loi ; des alternatives différentes ; une longue réflexion ; ménager les transitions.

MÉTAYER (René)

Député de la Vienne
(1re circonscription)
(App. UDR, puis app. RPR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Vertadier, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

Membre du conseil supérieur de la coopération [28 novembre 1974] (p. 7240).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matière d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales [16 décembre 1976] (p. 9550).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur l'architecture [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine [28 juin 1977] (p. 4392).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un congé parental d'éducation [28 juin 1977] (p. 4392).

MEUNIER (Lucien)

Député des Ardennes
(1re circonscription)
(App. UDR, puis UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'être apparenté au groupe d'union des démocrates pour la République [9 avril 1975] (p. 1469).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [9 avril 1975] (p. 1469).

NOMINATIONS

Membre de la commissioon de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant **à compléter l'article 790 du code rural relatif au droit de préemption** (n° **183**) [12 avril 1973].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de la société d'exploitation textile de Neuflize (Ardennes)** [22 juin 1977] (p. 4054) : intervention nécessaire de la société de développement régional.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Discussion des articles** [5 octobre 1973]. **Article 31** (p. 4128, 4129) : son amendement relatif aux us et coutumes de la profession pour les prestations à titre gratuit. **Après l'Article 33** (p. 4136) : ses observations sur l'amendement du Gouvernement ; cas des marchands grainetiers [11 octobre 1973]. **Article 17** (p. 4288) : son amendement tendant à la consultation des organisations professionnelles intéressées. **Article 18** (p. 4289) : son amendement défendu par M. Favre : association des organisations professionnelles à l'élaboration des plans d'occupation des sols. **Rappel au règlement** [18 octobre 1973] (p. 4525) : pressions exercées sur les parlementaires, condamne les procédés du CID - UNATI, s'interroge sur l'éventualité d'ajourner la discussion du projet ; [19 octobre 1973] : **Article 42** (p. 4590) : son amendement : modulation de la prime suivant les métiers ; **Article 45** (p. 4597) : son amendement : financement des fonds d'assurance-formation ; **Avant l'Article 49** (p. 4608) : son amendement : financement des fonds d'assurance-formation.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [30 octobre 1975] (p. 7629) : l'insuffisance des crédits pour le matériel ; la nécessité d'un plan de cinq ans.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — I. Environnement [3 novembre 1976] (p. 7478) : les agences financières de bassins ; la redevance annuelle à l'agence de bassins.

MEXANDEAU (Louis)

Député du Calvados
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Vice-président de cette commission [4 juillet 1974] (p. 3365).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en dicsussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des profes-

sions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre suppléant du conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche [6 mai 1976] (p. 2741), [7 mai 1976] (p. 2833).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome VII : Education nationale** (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation de l'énergie en France** (n° **808**) [29 novembre 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une **commission d'enquête parlementaire sur la pollution de la Manche** et particulièrement en baie de Seine (n° **2478**) [2 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à inclure la langue internationale **espéranto** dans l'enseignement secondaire comme langue facultative (n° **1667**) [20 mai 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'**enquête parlementaire** sur la **pollution dans la Manche** et particulièrement en baie de Seine (n° **1878**) [2 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier la loi d'orientation de **l'enseignement supérieur** (n° 68-978 du 12 novembre 1968) modifiée par les lois n° 71-557 du 12 juillet 1971 et n° 75-573 du 4 juillet 1975) (n° **2028**) [3 décembre 1975].

— **Proposition de loi** relative à la **sous-traitance** (n° **2030**) [3 décembre 1975].

QUESTIONS

• *questions d'actualité :*

— **Sécurité des chantiers de travaux publics** [8 juin 1973] (p. 1993, 1994) : accident du viaduc d'Hérouville.

— **Interruption volontaire de la grossesse** [16 novembre 1973] (p. 5906) : le chaos juidiciaire depuis le procès de Bobigny ; la discussion nécessaire devant le Parlement du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse.

• *question au Gouvernement :*

— **Grèves dans les centres de tri postaux** [23 octobre 1974] (p. 5346, 5349) : évacuation des locaux de tri postal de Caen, Rouen et La Rochelle.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **1472**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activités des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8080, 8081) : la procédure des commissions d'enquête et la publication des auditions des témoins ; les conséquences pour le pays des pratiques des compagnies pétrolières et des ententes (exemple des « Tuileries de Beauvais » à Argences).

• *question orale sans débat :*

— (n° **19797**) : **Situation des universités** [4 juin 1975] (p. 3671, 3672) : bilan du secrétariat d'Etat aux universités ; inquiétude des étudiants devant les orientations de la réforme annoncée ; son opinion sur l'avant-projet de M. Haby ; élections universitaires de Caen ; distribution des crédits en fonction des programmes ; suppression de nombreux troisièmes cycles.

• *question au Gouvernement :*

— **Licenciements et fermeture d'usines dans le Calvados** [18 juin 1975] (p. 4363) : situation de la fromagerie Lepetit, de l'usine d'engrais de Mondeville et de l'imprimerie Caron-Ozanne.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **24457**) : **revenu des producteurs de lait** [5 décembre 1975] (p. 4939, 4940) : détérioration de la situation sur le plan européen ; constitution d'énormes stocks de poudre de lait ; aide demandée par les éleveurs de basse Normandie ; échec du CNIEL (centre national interprofessionnel de l'économie laitière).

— (n° **28076**) : **Crise dans l'université** [23 avril 1976] (p. 2141, 2142, 2143) : la nécessité de donner à l'université les moyens de sa transformation ; la politique de démantèlement du Gouvernement ; la politisation du problème ; la partition de l'université de Clermont-Ferrand.

• *questions au Gouvernement :*

— **Communication de dossiers administratifs** [19 mai 1976] (p. 3193) : transmission par le

ministre de l'éducation du dossier de Mme Ceccaldi à la chancellerie.

— **Ententes illicites** [9 juin 1976] (p. 3902) : suites données à une affaire d'entente illicite survenue dans le Calvados entre entreprises de travaux publics pour travaux routiers et autoroutiers.

— **Emploi des maîtres auxiliaires** [6 octobre 1976] (p. 6382) : nombre de maîtres auxiliaires n'ayant pas retrouvé de poste à la rentrée 1976 ; montant de l'allocation pour perte d'emploi.

— **Circulaire de l'inspecteur d'académie de la Corrèze** [3 novembre 1976] (p. 7416) : circulaire enjoignant aux chefs d'établissement de s'abstenir de participer à toute réunion publique lors de la campagne pour les élections partielles d'Ussel.

— **Situation de l'emploi au groupe Saviem** [27 avril 1977] (p. 2213) : la diminution du revenu des travailleurs de l'usine Saviem de Caen à la suite des fermetures périodiques.

— **Politique du groupe Hersant** [18 mai 1977] (p. 2867) : implantation par le groupe Hersant d'une imprimerie en Belgique destinée à l'impression d'éditions du *Figaro* et de *France-Soir ;* les licenciements abusifs au *Figaro.*

— **Démission du directeur du Conservatoire national des arts et métiers** [22 juin 1977] (p. 4050) : non-respect par le secrétariat d'Etat aux Universités des engagements pris à l'égard du CNAM.

— **Difficultés de la Société métallurgique de Normandie** [11 octobre 1977] (p. 6043) : la crise de la sidérurgie, en Normandie notamment ; les intentions du Gouvernement pour que les règlements et recommandations de la Communauté européenne soient respectés.

— **Crédits des instituts de recherche sur l'enseignement des mathématiques** [19 octobre 1977] (p. 6339) : réduction de ces crédits.

— **Grève à la compagnie de transport Les Courriers normands** [2 novembre 1977] (p. 6837) : le retard des salaires de cette compagnie ; les augmentations dérisoires proposées.

— **Situation de l'emploi à la Saviem-Blainville (Calvados)** [23 novembre 1977] (p. 7837) : mesures envisagées par le Gouvernement pour éviter la suppression de 220 postes de travail.

— **Insuffisance des crédits pour le lycée Léon-Blum de Créteil** [14 décembre 1977] (p. 8704) : urgents besoins en matériel de ce lycée.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**). **Discussion des articles** [29 mai 1973]. **Article 5** (p. 1631) : article 24 q du code du travail : ses observations sur la réintégration du salarié.

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1764) : travaux de la commission Joxe ; groupes de travail mis en place par M. Guichard ; nouvel équilibre de l'année scolaire ; agitation dans les lycées ; mesures réclamées par les organisations syndicales ; nationalisation des CES ; (p. 1765) : ses inquiétudes quant aux moyens ; obligation scolaire jusqu'à seize ans ; pré-apprentissage, intégration de l'enseignement technologique dans le tronc commun ; insuffisance des crédits de l'enseignement technique, travail indépendant, services de documentation et d'information pédagogique ; statut des bibliothécaires-documentalistes, promotion des auxiliaires ; inadaptation des locaux, construction des CES ; projet de centres socio-éducatifs dans les lycées ; loi d'orientation de 1968 ; absence de politique autonome de l'éducation nationale ; souci des intérêts économiques dominants.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires culturelles [9 novembre 1973] (p. 5492) : évoque le manque de personnel au Musée d'art moderne et au Musée des arts et traditions populaires.

Education nationale, rapporteur pour avis [13 novembre 1973] (p. 5621) : ses observations sur son rapport ; (p. 5622) : analyse l'évolution du budget ; évolution des effectifs et rythme d'exécution du plan ; ses observations personnelles sur les prévisions retenues, sur la composition du budget ; poids des dépenses ordinaires ; son inquiétude quant à la diminution des autorisations de programme ; entretien du patrimoine immobilier ; rénovation des pédagogies ; situation des bibliothèques universitaires ; aide aux familles et aux collectivités locales ; transports scolaires ; gratuité de l'enseignement obligatoire sans réduction de crédits de bourses ; ses observations à titre personnel sur l'aide à l'enseignement privé ; (p. 5623) : enseignement en milieu rural et en milieu urbain ; risque de cassure dans l'enseignement supérieur ; ses observations sur l'attribution des rapports. **Etat B - Titre III** [14 novembre 1973] (p. 5696) : ses observations sur le calcul

des prévisions d'effectifs d'enseignants, sur le sort des personnels non enseignants de l'éducation nationale. **Etat B - Titre IV** (p. 5698) : son amendement tendant à la réduction des crédits de ce titre, égalisation des rythmes de croissance des crédits affectés à l'enseignement privé et à l'enseignement public, ses observations sur l'aide à l'enseignement privé ; (p. 5699) : laïcité, amendement de réparation en faveur de l'enseignement public ; (p. 5700) : répond à M. Bécam.

— **Rappel au règlement** [4 décembre 1973] (p. 6542) : sa protestation contre les conditions de travail qui ont été imposées à la commission des affaires culturelles.

— **Projet de loi** relatif à l'**interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6961) : demande à M. Jacques Médecin s'il admet que son vote ait pour conséquence de faire venir demain devant les tribunaux les mille dossiers actuellement en attente ; [14 décembre 1973] (p. 7040) : s'oppose au vote de la motion de renvoi en commission ; (p. 7041) : rappelle qu'aucun projet n'a été étudié avec plus d'attention que celui-là ; déplore l'opposition aux amendements de l'article 40 de la Constitution ; estime que l'Assemblée est informée de ces problèmes ; déplore que le projet ait été trop tardivement inscrit à l'ordre du jour ; rappelle que la loi de 1920 a seulement aggravé l'article 317 du code pénal de 1810, législation nataliste instituée trois ans après Eylau ; évoque les exposés de M. Foyer qui, pour un historien, ont « valeur de reliquaire » ; demande les raisons du maintien de la loi de 1920 dont le ministre lui-même a souligné l'inefficacité ; chaos juridique actuel et diversité des jugements ; aspect humain ; (p. 7042) : ségrégation inadmissible qui isole les femmes fortunées des autres tout en maintenant de mauvaises conditions psychologiques pour toutes ; s'oppose à toute manœuvre de retardement ; estime qu'il importe de « désarmer le malheur et d'armer l'espérance ».

— **Rappel au Règlement** [14 décembre 1973] (p. 7047) : mesures que compte prendre le Gouvernement face à la crise des cimenteries.

— **Rappel au Règlement** [19 décembre 1973] (p. 7218) : proteste au nom de son groupe contre l'occupation par un commando du journal *L'Unité*.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° **496**). **Commission mixte paritaire** [19 décembre 1973] (p. 7231) : abstention de son groupe dans le vote sur le texte.

1974

— **Projet de loi fixant la majorité à dix-huit ans** (n° **1059**). **Discussion des articles** [25 juin 1974]. **Après l'Article 2** (p. 2941) : soutient l'amendement n° 35 de M. Vivien ; demande un effort en matière d'instruction civique.

— **Proposition de loi tendant à la création d'une commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France** (n° **808**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3080) : intervient dans la discussion des conclusions du rapport de M. Tiberi.

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° **937**). **Discussion générale** [28 juin 1974] (p. 3184) : demande au Gouvernement de veiller à la qualité de l'information en matière de contraception.

— **Projet de loi de finances rectificative** (n° **1110**). **Discussion des articles** [4 juillet 1974]. **Article 7** (p. 3356) : sur l'article l'insuffisance des crédits prévus pour le recrutement d'enseignants.

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3733) : les stations régionales ont été les parents pauvres de l'Office ; accroissement souhaitable des moyens d'expression d'une vie locale et régionale. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3741) : demandera la nationalisation de l'émetteur de Radio Monte-Carlo. **Article 3** (p. 3750) : amendement n° 36 : sort de la mire pour les revendeurs ; repoussé. **Article 5** (p. 3762) : craint la concurrence entre les chaînes. **Article 9** (p. 3773) : son amendement n° 43 : la production doit être confiée à une société nationale ; repoussé ; (p. 3774) : son amendement n° 44 : les sociétés d'économie mixte ne doivent pas détenir d'actions de la société de production ; repoussé. **Article 11** (p. 3778) : son amendement n° 168 : reprise de l'article 4 de la loi de 1972, exclure l'emprise des intérêts privés ; adopté. **Article 14** (p. 3784) : son amendement n° 47 ; adopté ; transmission des budgets au Gouvernement tout entier. **Article 20** (p. 3800) : amendement n° 58, suppression de l'article 20 : personnels assurant le service minimum ; repoussé. **Après l'Article 27** (p. 3812) : amendement n° 49, rôle du conseil régional en matière de programmation ; repoussé ; (p. 3813) : amendement n° 158 : droit de réponse ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Culture [30 octobre 1974] (p. 5636) : explique le refus des socialistes de voter le titre II comme d'ailleurs l'ensemble du projet de budget ; proteste contre la portion congrue

réservée à la décentralisation de la culture, l'attribution de subventions à une minorité et la régression des crédits ; évoque l'exemple de la Comédie de Caen.

Education et enseignement préscolaire [5 novembre 1974] (p. 5840) : ce budget est « un budget de désespoir » ; la population s'est résignée pendant plusieurs années à une politique scolaire insuffisante ; (p. 5841) : la situation des auxiliaires est pour partie la conséquence de l'attitude de certains jurys malthusiens ; proteste contre la circulaire du 1er août 1974 qui repose sur une arithmétique suspecte ; la circulaire du 7 octobre qui étend la pratique du transfert des charges aux collectivités locales est inacceptable ; (p. 5842) : les crédits dont vous disposerez ne permettent pas de croire au projet de réforme qui sera proposé au parlement. **Rappel au règlement** (p. 5857) : présence de délégations de parents d'élèves. — **Titre IV - Etat B** (p. 5887) : son amendement n° 120 : réduction des crédits à l'enseignement privé ; repoussé.

Universités [6 novembre 1974] (p. 5929) : proteste contre les propos de M. Jacques Sourdille à l'égard du rapport de la commission des affaires culturelles et sociales ; soupçonne le secrétaire d'Etat de vouloir remplacer les crédits budgétaires par le crédit personnel ; ses déclarations sont souvent en contradiction flagrante avec les moyens dont il dispose.

Industrie et recherche [14 novembre 1974]. **Titre III - Etat B** (p. 6403) : son amendement n° 164 : réduction des crédits d'un montant égal à la dotation de la direction des carburants en raison de la complaisance de ce service à l'égard des ententes pratiquées par les sociétés pétrolières ; la situation en Normandie ; repoussé.

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6825) : la suppression des subventions aux acheteurs étrangers se rendant à la foire de Caen ; sa question écrite posée sur ce sujet.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7019) : ses observations relatives à l'évolution défavorable de la natalité française ; (p. 7020) : rapports marginaux entre libéralisation de l'interruption de grossesse et la baisse de la natalité ; les exemples des pays socialistes de l'Est ne sont pas probants ; puisque la contraception a enfin sa loi, il faut fortifier le désir de vie chez les femmes ; (p. 7021) : une démographie heureuse implique une certaine vision de la société ; [27 novembre 1974] (p. 7107) : interrompt M. Michel Debré : une démographie positive ne peut découler d'une spéculation sur l'imprévoyance, l'ignorance ou le malheur ; [28 novembre 1974] (p. 7198) : s'oppose à la motion de renvoi en commission présentée par M. Dronne. **Discussion des articles. Article 6** (p. 7233) : attire l'attention sur le caractère dangereux de l'amendement n° 59 rectifié de M. Debré relatif au pourcentage autorisé d'avortements par rapport aux actes opératoires. **Après l'Article 9** (p. 7237) : son amendement n° 61 tendant à associer l'Institut national d'études démographiques à la rédaction d'un rapport annuel ; retiré. **Deuxième lecture. Explications de vote** [19 décembre 1974] (p. 8135) : explique le vote favorable du groupe socialiste et radicaux de gauche.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**). **Discussion des articles** [10 décembre 1974]. **Article 20 : Education nationale** (p. 7618, 7619) : son amendement n° 31 : limitation de l'aide à l'enseignement privé à bu lucratif ; rejeté. **Après l'Article 20** (p. 7621) : son amendement n° 34 : ventilation des crédits à l'enseignement privé entre établissements confessionnels et à but lucratif ; rejeté.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7846) : **rappel au règlement** pour regretter l'absence de M. le ministre de l'éducation nationale, de Mme le secrétaire d'Etat à l'enseignement préscolaire et de M. le ministre du travail ; (p. 7858) : rend hommage aux initiatives privées mais estime que l'orientation et l'avenir des enfants handicapés ne doivent pas échapper au domaine de l'éducation. **Discussion des articles : Article 2** (p. 7858, 7859) : défend le sous-amendement n° 127 rectifié prévoyant que l'obligation éducative relève, sauf dérogation, de la responsabilité de l'éducation nationale ; repoussé. **Article 3** (p. 7861) : défend son amendement n° 134 précisant le contrôle du ministère de l'éducation nationale sur les établissements ; repoussé. **Article 4** (p. 7863) : défend son amendement n° 138 concernant la présidence de la commission de l'éducation spéciale ; repoussé ; défend l'amendement n° 137 de M. Saint-Paul précisant la composition ds commissions de l'éducation spéciale ; repoussé ; (p. 7867) : regrette que les inspecteurs d'académie ne soient plus coprésidents de la commission de l'éducation spéciale ; votera contre l'article 4. **Après l'Article 7** (p. 7935) : son amendement n° 214 accordant trois parts de quotient familial pour un couple d'handicapés ; adopté. **Article 14** (p. 7943) : son amendement n° 167 : sanctions pour non-respect des obligations des employeurs ; amendes versées au fonds national d'aide aux handicapés ; rejeté ; [18 décembre 1974] : **Article 20** (p. 8020) : son sous-amendement n° 254 à l'amendement n° 73 : aucun licenciement pour inaptitude physique des handicapés em-

ployés dans la fonction publique ; adopté. **Article 24 :** le transfert des charges au détriment des collectivités locales ; [19 décembre 1974] : **Après l'Article 45** (p. 8105) : sur l'amendement n° 24 : la nécessité d'organiser enfin le service de prévention scolaire.

1975

— **Rappel au règlement** [4 juin 1975] (p. 3648) : les conditions inacceptables dans lesquelles est amenée à fonctionner l'institution parlementaire ; (p. 3661) : la fragmentation du travail parlementaire et ses conséquences quant à l'improvisation et la hâte avec laquelle les textes sont débattus et votés.

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion générale** [17 juin 1975] (p. 4305) : l'ampleur et la gravité des questions que pose l'école ; l'absence de qualification professionnelle donnée aux jeunes ; les inégalités scolaires ; le contenu des enseignements de soutien ; le problème des effectifs ; l'absence de toute réforme de la base économique et sociale du système ; l'absence de moyens ; rappeler dans la loi son caractère obligatoire, gratuit et laïque ; l'investissement du service public de l'enseignement par des idéologies réactionnaires ; (p. 4306) : la volonté de faire payer la crise par ceux qui en sont les victimes ; l'adoption de la loi accordant une aide publique aux établissements privés ; l'intention équivoque de fonder la communauté scolaire ; la volonté de contester la représentativité des associations de parents d'élèves ; la place majeure accordée à la famille, moyen de consacrer la sélection naturelle ; les propositions du parti socialiste ; un projet hésitant dans la forme et indigent quant au fond. **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 4413) : son amendement n° 57 : but de l'éducation nationale, son caractère public, gratuit et laïque ; souhaiterait connaître les intentions réelles du Gouvernement au sujet des enseignements ; repoussé ; (p. 4414) : son amendement n° 64 : l'enseignement public, service unique placé sous l'autorité du ministre ; repoussé ; (p. 4415) : son amendement n° 59 : neutralité de l'enseignement ; repoussé ; son amendement n° 61 : délivrance des diplômes par l'Etat ; repoussé ; son amendement n° 63 : droit à l'emploi et à la formation continue ; repoussé ; (p. 4416) : insiste sur la nécessité de développer la formation continue sous le contrôle de l'éducation nationale ; son amendement n° 62 : favoriser le rapprochement volontaire entre l'enseignement privé et l'enseignement public sur les bases qui régissent l'éducation nationale ; repoussé. **Article premier** (p. 4418, 4419) : ne conteste pas la valeur de l'amendement n° 23 de M. Simon-Lorière ; juge qu'il doit être complété par son sous-amendement n° 66 : la laïcité, règle générale dans tous les établissements scolaires ; repoussé ; juge peu souhaitable le sous-amendement n° 48 de M. Gaussin qui pourrait jeter une suspicion sur la neutralité des maîtres de l'enseignement public. **Article 2** (p. 4427) : reprend l'amendement n° 105 de M. Goulet : mise en place de la préscolarisation en milieu rural ; repoussé ; (p. 4429) : sur l'amendement n° 70 de M. Gayraud, considère qu'un effectif d'élèves trop élevé rend impossible le dépistage des handicaps. **Article 3** (p. 4441, 4442) : son amendement n° 85 : disposition relatives à l'enseignement primaire et au premier cycle du secondaire ; repoussé ; (p. 4443) : sa question au Gouvernement sur l'âge du début de la formation primaire ; (p. 4444) : sur l'amendement n° 111 de M. Chassagne, considère que toutes les disciplines artistiques doivent être développées. **Article 4** (p. 4449) : proteste contre la discusion commune d'amendements ayant des objets différents. **Article 5** (p. 4451) : son amendement n° 113 : place du baccalauréat et sanction des années terminales de l'enseignement secondaire ; (p. 4455) : se prononce en faveur de l'amendement n° 1 de M. Joanne ; considère que les classes terminales doivent comprendre un tronc commun de matières fondamentales telle que la philosophie ; rappelle que ce sont les régimes autoritaires qui ont supprimé ces disciplines ; (p. 4457) : ne comprend pas, sur son amendement n° 113, défendu par M. Guerlin, la réponse du Gouvernement ; ne comprend pas que l'on ne se préoccupe pas du débouché offert par le baccalauréat ; ne peut admettre que celui-ci soit réduit à un simple certificat d'études ; demande que le secrétaire d'Etat aux universités vienne s'expliquer ; amendement n° 113 repoussé. **Article 7** (p. 4459, 4460) : estime que les actions de soutien auraient mérité plus de précision ; ses observations sur les propos du ministre tenus à l'article 7. **Article 8** (p. 4461) : son amendement n° 72 : définition par décrets et arrêtés de l'organisation et du contenu des formations ; repoussé. **Article 10** (p. 4462, 4463) : son amendement n° 73 : supprimer l'article 10 ; repoussé. **Article 11** (p. 4463) : demande des précisions sur la délivrance des diplômes et la composition des jurys dans l'enseignement technique ; (p. 4464) : son amendement n° 75 : prise en compte des résultats du contrôle continu pour les seuls élèves de l'enseignement public. **Article 12** (p. 4466) : son amendement n° 77 : supprimer l'article 12 ; repoussé. **Article 14** (p. 4469) : son amendement n° 79 : nouvelle rédaction de l'article 14 ; collèges et lycées :

établissements publics dirigés par un chef d'établissement et administrés par un conseil d'administration ; repoussé. **Article 15** (p. 4471) : son amendement n° 80 : supprimer l'article ; voit dans l'article une certaine suspicion contre les grandes associations de parents d'élèves ; se demande comment contraindre des familles à participer à la communauté scolaire ; repoussé. **Après l'Article 15** (p. 4474) : s'étonne que le Gouvernement et le rapporteur soient hostiles à l'amendement n° 81 défendu par M. Le Pensec ; leur reproche de ne pas favoriser l'apprentissage de la démocratie par les jeunes. **Après l'Article 16** (p. 4475) : son amendement n° 82 : éducation des enfants d'immigrés ; repoussé. **Après l'Article 18** (p. 4477) : ses observations sur la position du Gouvernement et du rapporteur à propos de l'amendement n° 122 de M. Josselin ; (p. 4479) : rappelle que la « loi Debré » avait un caractère circonstanciel ; considère comme inadmissible que l'enseignement privé ait les mêmes avantages que l'enseignement public sans en supporter les sujétions ; son amendement n° 114 : fixation des conditions d'application de la loi aux établissements français à l'étranger par un décret en Conseil d'Etat ; retiré ; (p. 4480) : son amendement n° 84 : abroger les articles 56 et 57 de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; mettre fin à une situation conduisant de nombreux jeunes à ne point mener leur scolarité à son terme ; pense que la loi d'orientation sur le commerce et l'artisanat est effectivement contraire à l'intérêt des enfants ; repoussé. **Titre** (p. 4481) : retire son amendement n° 88 : nouvelle rédaction du projet de loi : projet de loi portant détermination des principes fondamentaux de l'enseignement. **Explications de vote** (p. 4481, 4482) : le vote hostile du groupe socialiste ; un projet nocif ; les fanatismes qui se réveillent contre l'école publique.

— **Projet de loi portant modification de l'article 29 de la loi d'orientation de l'enseignement supérieur** (n° 1754). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4596) : les difficultés rencontrées par les universités françaises ; les incidents de Toulouse et de Caen ; l'élection des présidents d'université ; (p. 4597) : l'accession à l'enseignement supérieur ; les risques résultant de l'adoption du projet de loi ; le retrait aux universités de certaines de leurs disponibilités financières ; l'exemple de Paris-VI. **Discussion des articles. Article unique** (p. 4601) : son amendement n° 5 : au deuxième alinéa de l'article, supprimer l'adjectif « réel » après le mot « équilibre » ; repoussé ; (p. 4602) : son rappel au règlement : demande que l'Assemblée déclare irrecevable l'amendement n° 4 de M. Sourdille ; son amendement n° 6 : éviter que les crédits de vacation servant à rétribuer une partie du personnel ne soient pas mentionnés dans la loi ; repoussé ; (p. 4603) : son amendement n° 7 : supprimer les deux dernières phrases du quatrième alinéa de l'article ; repoussé ; son amendement n° 8 : préciser l'utilisation des crédits de vacation ; repoussé ; son amendement n° 10 : fixation par un décret d'application des conditions dans lesquelles les contrats de travail des personnels nouvellement recrutés feront référence au statut des ingénieurs, techniciens et personnels administratifs du CNRS ; retiré ; son amendement n° 11 : conditions de recrutement des personnels recrutés pour une durée déterminée ; repoussé ; (p. 4604) : son amendement n° 12 : utilisation des crédits de vacation ; repoussé ; sur l'amendement n° 1 de M. Gaussin, exprime la crainte que les personnels contractuels ne soient jamais intégrés ; (p. 4604, 4605) : redoute que l'adoption de l'amendement n° 2 de M. Gaussin n'avive la tension entre les diverses UER. **Avant l'Article unique** (*suite*) (p. 4605, 4606) : s'attache à démontrer l'irrecevablité de l'amendement n° 3 de M. Sourdille ; retire son sous-amendement n° 15 à l'amendement n° 3 ; son sous-amendement n° 16 à l'amendement n° 3 de M. Sourdille : supprimer la disposition suivant laquelle un décret fixera les modalités d'application du quorum ; repoussé. **Explications de vote** (p. 4607) : le retour en arrière que constitue le texte ; le vote hostile du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à la validation des résultats du concours de l'agrégation des lettres de 1968** (n° 1403). **Discussion générale** [23 juin 1975] (p. 4618) : la position du groupe socialiste s'agissant des concours d'agrégation ; la régression du nombre des postes mis au concours. **Discussion des articles. Article unique** (p. 4619) : se rallie à l'amendement n° 3 du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à l'organisation interprofessionnelle agricole** (n° 1747). **Commission mixte paritaire. Explications de vote** [27 juin 1975] (p. 4958) : estime que seuls des offices permettraient d'organiser les marchés au profit des producteurs et des consommateurs ; le vote hostile du groupe socialiste.

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation de biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° 1449). **Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5015) : dans la situation économique actuelle, le statut de la sous-traitance met en péril un grand nombre de petites entreprises ; la sous-traitance ne doit pas être un moyen de mobiliser de façon souple des capacités de production fluctuantes

ou marginales ; sous-traitance et fermetures d'usines en Normandie ; l'impact de la sous-traitance sur la situation des salariés ; les socialistes croient souhaitable qu'au secteur nationalisé des grandes branches soit associé un réseau d'entreprises indépendantes ; (p. 5020) : proteste contre l'engorgement prétendu de l'ordre du jour qui va amener à surseoir à l'examen d'un texte attendu ; [5 décembre 1975] (p. 9458) : la préoccupation ancienne des socialistes en ce qui concerne les sous-traitants ; les tergiversations du Gouvernement en la matière ; la volonté des socialistes de protéger les sous-traitants contre la pratique de traités inégaux ; leur volonté de protéger le personnel des entreprises sous-traitantes ; (p. 9459) : distinguer les entreprises générales ds simples bureaux d'études. **Discussion des articles. Article premier** (p. 9465) : se prononce en faveur de l'amendement n° 52 du Gouvernement : son amendement n° 11 : établissement d'un contrat type de sous-traitance par branche professionnelle ; retiré. **Après l'Article premier** (p. 9466) : son amendement n° 12 : responsabilité du titulaire du marché et du sous-traitant pour la part qui lui incombe dans l'exécution du marché envers le maître d'ouvrage et envers les salariés ; repoussé. **Article 2** bis (p. 9467) : juge qu'il convient d'informer les comités d'entreprises des dispositions du contrat sans fausser les règles de la concurrence. **Article 3** (*suite*) (p. 9471) : souhaite reprendre son amendement n° 13 ; devenu sans objet par la suppression de l'article 2 *bis*. **Article 6** *bis* (p. 9474) : juge que la majorité essaie de débarrasser le texte des garanties prévues en faveur des travailleurs ; souhaite que soit inscrite dans la loi l'obligation de la part du sous-traitant de faire une déclaration portant sur le respect des dispositions fiscales et sociales à l'application de la législation sur les comités d'entreprises ; (p. 9475) : regrette que les dispositions qui visent à améliorer la situation des entreprises sous-traitantes et celle de leur personnel soient repoussées. **Après l'Article 7** (p. 9475) : son amendement n° 18 : modifier le code des marchés publics afin d'y insérer les dispositions de la présente loi ; retiré. **Avant l'Article 11** (p. 9477) : s'étonne que la commission des lois soit revenue sur des dispositions qu'elle avait adoptées ; estime qu'il s'agit là d'un véritable abus de confiance ; (p. 9478) : convient que les termes « abus de confiance » ont dépassé sa pensée, mais demande comment qualifier le fait que des dispositions adoptées initialement soient remplacées par d'autres tout à fait différentes. **Après l'Article 11** (p. 9480) : son amendement n° 45 : réservé ; son amendement n° 46 : favoriser la sous-traitance dans les zones de montagne ; repoussé ; son amendement n° 47 : confier 50 % des marchés publics du bâtiment et du génie civil à des entreprises situées dans le département ou les départements limitrophes ; (p. 9481) : s'étonne des arguments employés par M. Lauriol contre son amendement n° 47 ; repoussé ; son amendement n° 45 : devenu sans objet par rejet de l'amendement n° 47. **Explications de vote** (p. 9483) : regrette que le débat n'ait pas eu lieu dans de meilleures conditions ; le pas important que marque la proposition ; le vote positif du groupe socialiste.

— **Rappel au règlement** [30 juin 1975] (p. 5068) : proteste contre les conditions de travail imposées aux parlementaires au cours des trois dernières semaines, conditions qu'il juge « ignominieuses ».

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4 : Etat B** (p. 6195) : son amendement n° 23 : insuffisance des crédits consacrés à l'éducation ; gravité de la situation financière de certaines universités ; les opérations retenues à Cergy-Pontoise et à Compiègne ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 24** (p. 7311) : son amendement n° 115 : donner des moyens accrus à la formation professionnelle ; repoussé.

Deuxième partie :

Education [12 novembre 1975] (p. 8175) : le caractère trompeur des chiffres avancés par le Gouvernement ; (p. 8176) : l'insuffisance des créations de postes ; une politique d'inertie et de malthusianisme ; la diminution de la part de l'Etat dans le domaine des transports scolaires ; l'absence de programme à moyen et long terme ; (p. 8177) : la formation continue ; l'enseignement privé et la remise en cause du service public ; la possibilité de revenir à une fin de scolarité fixée à quatroze ans ; le rôle de la gauche dans la réinvention d'une pédagogie du bonheur ; (p. 8190, 8191) : sa question relative à l'interdiction faite à l'université de la Corse de faire référence à la culture corse ; (p. 8209) : demande des précisions sur la répartition des créations de postes entre enseignement préélémentaire et enseignement élémentaire.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8497) : regrette que les travaux des rapporteurs soient insuffisamment connus ; le rapport sévère de M. Le Pensec confirme la situation proche de la faillite d'un trop grand nombre d'établissements d'enseignement supérieur ; il n'est pas possible d'admettre une ségrégation entre les smicards de la connaissance et les élites ; développer le nombre des universités assurant la

formation des ingénieurs pour faire pièce au patronat attaché au système des grandes écoles ; la recherche fondamentale est démantelée au profit des grandes firmes privées ; (p. 8498) : s'indigne que la loi d'orientation ait été modifiée lors de la dernière session dans des conditions qui ne respectent pas la compétence du Parlement.

— **Rappel au règlement** [17 novembre 1975] (p. 8508) : attitude de la commission et de l'Assemblée si la majorité ne suit pas le rapporteur dans ses conclusions.

— **Rappel au règlement** [5 décembre 1975] (p. 9447, 9448) : question orale sans débat de M. Chevènement : **service national** : disproportion entre l'intervention du ministre et le temps de parole accordé à l'auteur de la question ; débat demandé sur les problèmes militaires et la situation des appelés.

1976

— **Projet de loi relatif à la prévention et à la répression de la pollution marine par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs** (n° **1502**). **Discussion générale** [21 avril 1976] (p. 1982) : déplore que le Gouvernement n'ait pas déposé un projet unique et ait ignoré le problème des hydrocarbures ; estime le texte trop technique ; rappelle la situation de la baie de la Seine ; (p. 1983) : fait état des manifestations qui ont été nécessaires pour que les textes soient appliqués ; estime que la réalité est marquée par la passion des grands groupes ; la mise en garde des pêcheurs de Honfleur ; la nécessité d'une autre politique pour lutter contre les pollutions. **Discussion des articles** [21 avril 1976]. **Après l'Article 10** (p. 1997) : sur l'amendement n° 13 de M. Guermeur, estime que cet amendement pose le problème de sécurité des navires de tonnage important lorsqu'ils approchent des côtes ; est favorable à l'amendement ; **Après l'Article 11** : son amendement n° 31 : extension de la zone d'application de la loi aux estuaires, repoussé. **Explication de vote** [21 avril 1976] (p. 2001): regrette que certains amendements n'aient pas été adoptés ; juge inquiétant l'article 5 *bis* nouveau ; l'absence de volonté du Gouvernement de prendre en compte le problème global de la pollution ; l'abstention du groupe socialiste.

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**). **Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2058) : un projet qui a le mérite d'exister ; regrette qu'une charte de la protection de la nature n'ait pas été élaborée ; l'accélération dangereuse de la dégradation de la nature ; l'altération des rapports de l'homme avec celle-ci ; l'obsession de la rentabilité qui a été inculquée aux agriculteurs ; (p. 2059) : l'urbanisation croissante de la population et ses conséquences ; parler de la promotion de la nature et non de protection ; accomplir un grand effort pédagogique ; le scepticisme de l'orateur devant les mesures proposées ; les dommages causés aux paysages français ; un soutien désabusé des socialistes au projet de loi. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Après l'Article premier** (p. 2064) : demande sur quel critère se fonde M. Nungesser, rapporteur, pour considérer qu'une association est ou non représentative ; (p. 2065) : ses observations sur les propos de M. Granet, secrétaire d'Etat, relatifs à l'amendement n° 111 de M. Corrèze. **Article 2** (p. 2070) : annonce que si M. Nungesser abandonne son amendement n° 12, le groupe du parti socialiste le reprendra à son compte.

— **Rappel au règlement** [27 avril 1976] (p. 2166) : déroulement du scrutin sur l'ensemble du projet de loi relatif à la protection de la nature.

— **Déclaration du Gouvernement sur la réforme de l'entreprise** (n° **2275**) [11 mai 1976] (p. 2281) : le développement et la continuation de la répression dans les usines ; les descriptions réalisées par Daniel Bouvet dans son livre « l'Usine de la peur » ; (p. 2882) : cite les témoignages de la femme de M. Daniel Bouvet sur les conditions de travail d'une ouvrière ; les procédures employées par le syndicat Force ouvrière en vue de présenter des candidats aux élections professionnelles : l'existence d'une vérité, celle de la poursuite de l'exploitation des travailleurs.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4624) : la place très limitée accordée par le VII^e^ Plan à l'éducation nationale ; la diminution relative des dépenses d'éducation qui reste cependant la priorité des priorités ; des promesses qui ne seront pas tenues ; le problème des débouchés et de l'emploi dû à une société qui n'a pa su éviter le chômage ; subsistance des inégalités sociales et géographiques ; le scandale du sport à l'école ; le sacrifice de l'orientation de la médecine scolaire, de la sécurité des établissements ; (p. 4625) : une véritable déplanification en matière d'éducation ; le caractère très vague du plan d'action prioritaire « égalité des chances » ; l'absence de prévision de démographie scolaire ; une occasion manquée en matière d'éducation.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Universités [10 novembre 1976] (p. 7867): la progression du budget, une illusion d'optique ; les transferts du budget de fonctionnement de la recherche au budget d'équipement ; les heures complémentaires ; le recrutement ; la situation des étudiants ; l'état des bâtiments ; les bibliothèques ; (p. 7868) : la politique de M. Soisson ; la dégradation de l'image de l'Université ; les propos de de Mme Saunier-Seïté ; le démantèlement de l'université de Picardie ; Nanterre ; le CNESER ; le nombre des étudiants ; l'adéquation de la formation à l'emploi ; les intérêts des milieux patronaux. **Examen des crédits. Après l'Article 72** (p. 7889) : l'exercice de démagogie de Mme Saunier-Seïté ; repousse le budget d'austérité ; les monstrueux critères GARACES ; le coût réel des étudiants ; le monument d'inculture représenté par l'intervention de Mme Saunier-Seïté.

Industrie et recherche. — Examen des crédits [17 novembre 1976]. **Etat C - Titre V** (p. 8146) : la machine-outil, une des pièces maîtresses de la technologie moderne ; la crise d'Ernault-Somua à Lisieux et de la SEPMO à Caen ; les licenciements ; comparaison entre les productions françaises et allemandes ; le plan de sauvetage de la machine-outil ; les travailleurs abandonnés.

Education [17 novembre 1976] (p. 8178) : l'enseignement privé catholique ; les motivations religieuses ; l'encadrement ecclésiastique en décroissance ; le cas particulier des régions de l'Ouest et du recrutement populaire de l'enseignement confesssionnel ; un système dualiste ; le respect des convictions religieuses ; (p. 8185) : un projet de budget frappé par l'austérité ; l'impopularité du plan Barre ; les déductions devant être opérées au taux de croissance du budget ; les retards ; le problème des traitements ; optimisme des paroles et dureté de la réalité ; la construction des établissements ; la sécurité et la surveillance ; la transformation des heures supplémentaires en postes budgétaires ; les auxiliaires ; les effectifs ; (p. 8186) : instruction publique et codicille ; la caducité de la distinction dans les classes maternelles entre les inscrits et les présents ; la responsabilité des maîtres vis-à-vis des enfants ; critique de la réforme Haby ; la gratuité scolaire ; la gratuité des manuels ; (p. 8187) : l'absence de formation professionnelle sérieuse ; l'enseignement privé ; la ségrégation sociale ; un système d'inégalités persistantes et aggravées ; les provocations de Mme Saunier-Seïté ; la dislocation de l'Ofratème et de l'INRDP ; nomination de nouveaux inspecteurs ; la mesure ayant frappé Claude Weber ; la possibilité d'un autre système d'éducation ; un budget de méforme et non de réforme ; le vote opposé du PSRG au budget de l'éducation ; (p. 8195) : s'est élevé contre certaines méthodes ministérielles dans les départements alsaciens ; le cas de la famille Weber. **Examen des crédits** [18 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 8245) : soutient l'amendement n° 267 de réduction de M. Capdeville ; l'Ofratème et l'INRDP ; la recherche pédagogique ; son hommage à M. René Quentier ; hommage de M. Haby au projet de l'opposition ; les divergences des partis de la majorité ; école du front de classe et école du socialisme ; les programmes de gauche depuis le plan Langevin-Wallon ; (p. 8246) : le coût de l'avant-projet socialiste ; critique de l'attitude de M. Haby ; amendement n° 267 repoussé.

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° 1717). **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8876) : répondre à une exigence d'ordre public en particulier dans les grandes villes de l'Ouest ; distinguer agglomérations urbaines et zones rurales ; les différents chauffeurs de voiture de petite remise ; Auto-service dans l'Ouest et ses victimes ; (p. 8877) : l'usage trop permissif du radio-téléphone ; la responsabilité du décret de 1973 ; le problème de la concurrence déloyale ; des situations individuelles dramatiques ; instituer une distinction géographique ; la duplicité des « managers » de certaines sociétés. **Discussion des articles** [1er décembre 1976]. **Article premier** (p. 8879) : l'acceptabilité de l'amendement n° 1 de M. Bignon ; la notion d'espace dans les communes rurales et la réglementation ; son sous-amendement à l'amendement n° 2 de M. Bignon : ajoutant le texte de l'amendement de la commission après le second alinéa de l'article premier et ne le substituant pas à sa dernière phrase, indiquant que l'activité de petite remise deviendrait accessoire à la date du 1er décembre 1976. **Article 2** (p. 8881) : la générosité de M. Hamel proche de la naïveté ; distinguer le cas de personnes physiques et le cas de sociétés ; sa proposition d'insérer à l'amendement n° 4 entre les mots « effectivement exploitées » et « à la date de la publication » les mots « par un individu ou un couple ». **Article 3** (p. 8882) : distinguer la cessibilité et la poursuite de l'exploitation ; distinguer artisans et sociétés. **Article 4 *bis*** (p. 8883) : amendement n° 6 de M. Bignon ne risquant d'atteindre que les « lampistes » ; viser les vrais coupables. **Explications de vote** [1er décembre 1976] (p. 8884) : la volonté du législateur de mettre fin à une concurrence anarchique ; indique que le PSRG votera la proposition de loi en se montrant vigilant

sur son application. **Troisième lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9775) : la possibilité de fraude que comporte l'expression « activité accessoire » ; une faille de la loi ; l'interdiction par le préfet ; la coexistence entre chauffeurs de taxis et exploitants de voitures de petite remise.

— **Projet de loi modifiant la loi n° 72-657 du 13 juillet 1972 instituant des mesures en faveur de certaines catégories de commerçants et artisans âgés** (n° **2430**). **Première lecture. Discussion générale** [20 décembre 1976] (p. 9800) : un projet de grande conséquence pour le sort quotidien de centaines de milliers de commerçants et d'artisans ; regrette le caractère tardif de la saisine du Parlement. **Discussion des articles** [20 décembre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 9802) : la situation difficile des artisans et commerçants âgés ; ne voit pas pourquoi diminuer la taxe payée par les grandes surfaces ; souhaite la fixation d'un plancher. **Article 5** (p. 9806) : demande si le Gouvernement peut préciser la composition de la nouvelle commission *ad hoc*. **Explications de vote** [20 décembre 1976] (p. 9807) : l'impatience d'un grand nombre d'artisans et de commerçants ; lenteur et improvisation cumulées la sagesse de l'Assemblée trop sollicitée ; un texte insuffisant mais que le PSRG votera. **Deuxième lecture. Explications de vote** [5 mai 1977] (p. 2474) : l'ouverture tardive du débat ; la diversité des régimes de sécurité sociale ; l'élargissement du système de sécurité sociale.

1977

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [20 avril 1977] (p. 1966) : un débat qui du fait de l'absence du Premier ministre reste interne à la majorité ; la sidérurgie normande ; la situation de la Société métallurgique de Normandie (SMN) ; permanence des causes de la sidérurgie française ; découverte soudaine de la nécessité de la diversification des activités de la valorisation des produits ; les relations entre le Gouvernement, le patronat et les grandes sociétés financières ; le contrôle des fonds publics ; (p. 1967) : l'absence de prise en considération des problèmes au niveau même de l'existence quotidienne des travailleurs ; changer le régime de retraite ; le projet de fusion de la SMN avec les chantiers navals de Dunkerque ; les objections d'ordre fiscal et relatives aux perspectives de développement des deux sociétés, à cette fusion ; la nécessité d'une politique de relance de la consommation ; l'existence d'une place pour la sidérurgie normande.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3444) : rappelle ses demandes de création d'une commission d'enquête parlementaire sur la pollution de la basse Seine et de la Manche ; le déversement de phosphogypses dans la basse Seine ; Port-Deauville ; (p. 3445) : la création d'une troisième commission chargée d'examiner le problème de la baie de Seine.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° **2686**). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4240) : le recours constitué par l'apprentissage pour certaines petites entreprises ; la mise à la disposition de ces entreprises d'une main-œuvre à bon marché ; la condition défavorisée dans laquelle se trouvent les apprentis ; le sort des apprentis ; l'emploi du temps hebdomadaire d'un apprenti de pâtisserie âgé de dix-sept ans ; les problèmes de salaire et de conditions de travail ; la négligence de la formation professionnelle des apprentis ; l'incapacité du système d'enseignement d'assurer une formation commune pour tous les jeunes jusqu'à la fin du premier cycle ; la réforme Haby ; la question de renforcement des procédures de protection en faveur des apprentis ; l'action des comités départementaux ; les dispositions du projet de loi ; la prise en compte des charges sociales par l'Etat ; poser le problème de l'apprentissage en termes nouveaux ; l'impression défavorable du groupe du PSRG sur le projet. **Discussion des articles. Avant l'Article premier** (p. 4244) : la confusion établie entre le système de l'alternance et de l'apprentissage. **Article premier** : soutient l'amendement n° 15 de suppression de M. Carpentier ; repoussé. **Article 2** (p. 4247) : les critères à retenir ; le cas de l'ébéniste ; soutient l'amendement n° 16 de M. Carpentier : suppression de toute possibilité d'agrément tacite au terme d'un délai de deux mois ; repoussé ; (p. 4249) : soutient l'amendement n° 52 de M. Carpentier : fixation à deux ans du délai de dépôt d'une nouvelle demande d'agrément en cas de confirmation d'un refus d'agrément ; repoussé. **Article 3** soutient l'amendement n° 17 de M. Carpentier : maintien du concours financier prélevé sur les fonds collectés au titre de la taxe d'apprentissage ; repoussé. **Article 4** (p. 4250) : soutient l'amendement n° 19 de M. Carpentier : suppression de l'article 4 ; repoussé. **Article 6** (p. 4251) : soutient l'amendement n° 20 de suppression de M. Carpentier ; l'utilisation de la taxe d'apprentissage ; repoussé ; (p. 4252) : son amendement n° 60 : mise en place des mesures de dérogation en l'absence de sanctions de formation des personnels des banques ou des assurances dans les CET ou CFA du département ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation de divers décrets instituant des organismes professionnels ou interprofessionnels** (n° **2879**). **Discussion de l'Article unique** [27 juin 1977] (p. 4262) : l'implantation par le groupe Hersant d'un complexe d'imprimeries en Belgique ; l'éventualité du financement de cette implantation par la taxe parafiscale.

— **Projet de loi relatif au bilan social de l'entreprise** (n° **2755**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [28 juin 1977]. **Article premier** (p. 4327) : les organisations professionnelles d'employeurs et de travailleurs les plus représentatives qui seront consultées ; le cas de la Confédération française du travail.

— **Demande de suspension de séance** [28 juin 1977] (p. 4334) : les conditions d'examen par la commission de la proposition de loi de M. Guermeur relative à l'enseignement privé ; la défense du service public de l'éducation nationale ; demande au nom du groupe du PSRG une suspension de séance ; le parti socialiste, parti des libertés ; les implications financières de la proposition de loi ; (p. 4335) : maintient sa demande de suspension de séance.

— **Proposition de loi relative à la liberté de l'enseignement** (n° **2980**). **Discussion générale** [28 juin 1977] (p. 4388) : l'objet de son avant-projet relatif au système d'éducation ; l'affectation des fonds publics en priorité aux services publics de l'enseignement. **Explications de vote** (p. 4258) : le vote hostile du groupe du PSRG sur le projet de loi.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Après l'Article 28** (p. 6255) : le caractère injuste de la taxe de coresponsabilité sur le lait ; la désolidarisation du groupe socialiste français du Parlement européen des autres députés socialistes européens ; le vote des socialistes français en faveur de la taxe sur les matières grasses végétales ou marines.

Deuxième partie :

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat. Examen des crédits [19 octobre 1977]. **Etat B - Titre III** (p. 6378) : le vote hostile du groupe du PSRG sur l'ensemble des titres.

Culture et environnement. — I. Culture [20 octobre 1977] (p. 6410) : l'insuffisance de la dotation budgétaire en matière culturelle ; la réalité de l'effort en matière de conservation du patrimoine ; la réalité des créations de postes nouveaux ; l'insuffisance de l'attention accordée aux ensembles architecturaux de niveau moyen ; (p. 6411) : la nécessité de sauvegarder les ensembles de rues, de quartiers ou de villages anciens ; l'affectation principale des crédits aux musées de l'Ile-de-France ; l'insuffisant développement des musées retraçant la tradition populaire ; la faiblesse de l'aide aux écoles de musique ; l'effort financier des communes ; le sort fait aux maisons de la culture et aux centres dramatiques ; les crédits affectés à la France d'outre-mer ; l'absence de soutien à la politique culturelle par un projet à long terme ; l'homme, mesure de la culture.

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6436) : la réalité de la progression du budget ; la stagnation des moyens de gestion ; la campagne pour les espaces verts ; le programme de sauvetage des ormes ; la pollution en baie de Seine et dans la Manche ; le rejet des demandes de création d'une commission d'enquête parlementaire ; le non-dépôt du rapport de la commission d'étude du problème ; la solidarité de fait entre le ministère de l'environnement et les pollueurs ; le pouvoir des pollueurs ; le problème posé par l'accumulation des déchets nucléaires à La Hague. **Examen des crédits** [20 octobre 1977]. **Etat B - Titres III et IV. — Etat C - Titres V et VI** (p. 6443) : le vote hostile du groupe du PSRG.

Education [27 octobre 1977] (p. 6719) : l'accélération d'un processus de « médiocritisation » ; le taux de progression du budget ; les crédits de fonctionnement ; les crédits destinés aux bourses ; les crédits d'équipement ; le reconstruction des classes mobiles ; la stagnation des effectifs d'enseignants ; les effectifs scolaires ; (p. 6720) : la réalisation des objectifs gouvernementaux ; la réforme du système d'éducation ; les crédits affectés à la réforme ; la formation et la promotion des maîtres par réduction du nombre des postes ou des stagiaires dans les écoles de formation ou aux concours ; le chômage des jeunes ; l'enseignement des langues régionales ; la consécration du séparatisme scolaire ; la loi Guermeur ; la loi Debré ; (p. 6721) : la position de M. Debré sur l'évolution du secteur privé de l'enseignement ; les déclarations de M. Edouard Lizop ; rapprocher les différents systèmes d'enseignement ; la menace pour les libertés ; l'apprentissage ; la diminution à tout prix du nombre des chômeurs ; (p. 6722) : la nécessité d'une autre politique ; (p. 6739) : les dispositions prévues en faveur des sous-directeurs de CEG ; la répartition de la dotation ; (p. 6749) : le niveau culturel nécessaire aux instituteurs.

Universités [8 novembre 1977] (p. 7134) : le sort des étudiants ; leur situation matérielle ; les crédits consacrés aux bourses ; la démocratisation de l'enseignement supérieur ;

les statistiques d'inscription dans l'enseignement supérieur ; la répartition des diplômes ; le cas de l'institut d'études politiques de Paris ; la régression ; la démocratisation de l'enseignement supérieur ; (p. 7135) : les problèmes de l'emploi ; la multiplication des filières à caractère professionnel ; la possibilité d'une autre politique ; traiter les étudiants comme de véritables travailleurs en formation ; l'attribution d'un pré-salaire ; les conditions de déroulement de la rentrée scolaire. **Examen des crédits. Etat B - Titres III et IV. — Etat C - Titres V et VI** (p. 7142) : le vote hostile du groupe du PSRG.

Travail [14 novembre 1977]. **Rappel au règlement de M. Gissinger** (p. 7335) : le partage de l'établissement des rapports budgétaires entre la majorité et l'opposition ; (p. 7363) : la progression du chômage ; le caractère électoraliste de l'action gouvernementale ; les résultats de la loi du 5 juillet 1977 ; le sort des exclus du système scolaire ; la carence des moyens affectés aux services publics de l'AFPA ; la formation professionnelle des femmes ; l'inégalité face à l'emploi ; la sous-qualification artificielle des femmes ; l'inégalité des femmes devant la formation professionnelle ; les orientations d'emploi des femmes ; l'inadaptation de l'appareil productif et de l'appareil éducatif ; (p. 7354) : le sort des handicapés ; leur droit au travail ; la nature de leur emploi ; leurs conditions de travail ; la nécessité d'une autre politique ; le rôle du patronat. **Examen des crédits. Etat B - Titres III et IV. — Etat C - Titres V et VI** (p. 7371) : le vote hostile du groupe du PSRG.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7446) : la déqualification des femmes ; le cas des entreprises de la région de Caen ; le processus d'industrialisation de la région de Basse-Normandie ; l'absence d'emplois ; (p. 7447) : la situation de l'emploi dans le département du Calvados ; les problèmes de la Société métallurgique de Normandie ; la concurrence des Bresciani ; la réduction du personnel de la SMN ; le développement du chômage partiel à la Saviem ; les créations d'emplois à Batilly pour la Saviem.

— Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs (n° **3154**). **Discussion des articles** [9 décembre 1977]. **Rappel au règlement** (p. 8553) : les conditions de travail de l'Assemblée en fin de session ; demande le renvoi de la séance à la semaine prochaine.

— Proposition de loi complémentaire à la loi n° 60-791 du 2 août 1960 et relative aux rapports entre l'Etat et l'enseignement agricole privé (n° **3164**). **Discussion générale** [15 décembre 1977] (p. 8809) : sa question préalable soutenue par M. Duroure ; (p. 8810) : question préalable repoussée par scrutin public. **Rappel au règlement** [16 décembre 1977] (p. 8899) : la défense des prérogatives de l'Assemblée au regard de l'application des textes qui régissent son fonctionnement et au regard de la Constitution ; la non-discrimination des propositions de loi émanant de l'opposition relatives au sort des agriculteurs ; le caractère électoraliste de la proposition de loi ; le rapport Charbonnel ; les conditions dans lesquelles s'est prononcé le bureau de la commission des finances ; demande la consultation du bureau de l'Assemblée nationale ; (p. 8900) : la validité de la délibération du bureau de la commission des finances ; l'avenir de l'enseignement agricole ; faire de l'agriculture une préoccupation permanente. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8901) : son amendement n° 9 : caractère préalable de la publication de la carte scolaire à l'agrément par l'Etat des établissements d'enseignement agricole ; la vente de produits laitiers importés en Basse-Normandie ; repoussé ; (p. 8902) : l'abstention du groupe du PSRG sur le vote du sous-amendement n° 17 de M. Guermeur à l'amendement n° 1 rectifié du Gouvernement. **Après l'Article premier** (p. 8903) : le non-respect par le Gouvernement de ses engagements vis-à-vis du service public de l'enseignement ; les conditions de la reprise par le Gouvernement des dispositions de la proposition de loi.

MICHEL (Claude)

Député de l'Eure
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre de la commission d'enquête sur la situation de l'énergie en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi sur la protection et l'information des consommateurs de produits et de services [21 décembre 1977] (p. 9185).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **6664**) : **Approvisionnement en produits pétroliers** [7 décembre 1973] (p. 6797).

• *questions au Gouvernement :*

— **Dépenses supplémentaires consécutives à la récolte du maïs-fourrage** [20 novembre 1974] (p 6789).

— **Laboratoires de Serquigny** [15 juin 1977] (p. 3800) : conséquences des regroupements prévus à la société Aquitaine ; Total ; Organico ; Chimie.

• *question orale sans débat :*

— (n° **42474**) : **Emploi dans l'industrie de l'automobile et du poids lourd** [25 novembre 1977] (p. 7962, 7963) : les nombreux licenciements ; le manque de création d'emplois avant 1984 ; la dégradation des conditions de travail à la Régie Renault ; l'échec de la politique de l'emploi du Gouvernement.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Développement industriel et scientifique [6 novembre 1973] (p. 5216) : politique énergétique non alignée sur l'expansion industrielle ; sacrifice des usines de charbon ; renoncement par le Gouvernement à percevoir sur le fuel fourni à l'EDF les taxes qu'il prélevait sur le charbon ; (p. 5217) : transfert de notre dépendance en produits pétroliers vers une autre dépendance, américaine, celle des combustibles nucléaires ; politique ayant pour conséquence de rendre notre pays tributaire de l'étranger en ce qui concerne l'énergie ; son inquiétude quant à l'avenir d'EDF ; conditions de contrôle du prix de l'électricité, abandon de la filière graphite-gaz ; prévisions du VI[e] Plan, politique de coopération avec nos partenaires européens, usine européenne d'enrichissement de l'uranium, crédits du commissariat à l'énergie atomique, diversification de ces approvisionnements, gaz de Hollande, rôle du ministère du développement industriel et scientifique ; demande la publication du bilan d'activité du secrétariat général à l'énergie, carence de la politique énergétique ; demande un débat de politique générale.

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5330) : marché de la viande bovine ; (p. 5331) : spéculation sur le soja ; plan de relance bovine, niveau des prix ; paiement du lait à la qualité dans sa région ; subventions du FORMA pour la réfrigération du lait à la ferme ; stagnation des crédits prévus pour les équipements productifs agricoles ; remembrement, méthodes utilisées dans les régions de bocages, remembrement et équilibre écologique des territoires ruraux ; travaux du muséum national d'histoire naturelle.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5526) : s'indigne de l'information donnée aux seuls membres de la majorité au sujet du télégramme adressé aux présidents départementaux de l'UFAC ; demande au Président de donner connaissance de ce document à l'Assemblée.

— **Rappel au règlement** [23 novembre 1973] (p. 6327) : délais de réponse du Gouvernement aux questions écrites ; non-respect par le Gouvernement de l'article 139 du règlement ; (p. 6328) : questions écrites restées sans réponse de MM. Chevènement (affaire Lip) et Labarrère (société nationale des pétroles d'Aquitaine) ; demande une démarche du président auprès du Premier ministre.

— **Projet de loi relatif à la souscription ou à l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés** (n° **642**) [28 novembre 1973] (p. 6446) : oppose la question préalable ; critique l'actionnariat ouvrier ; actionnariat ouvrier et revendications réelles des travailleurs ; répartition de la propriété et partage du pouvoir au sein de l'entreprise ; attitude des travailleurs à l'égard de l'actionnariat ; absence de pouvoir des petits porteurs ; (p. 6447) : ses observations sur les résultats des premières expériences d'actionnariat ; intérêt de l'actionnariat pour les cadres moyens et supérieurs et pour les autres sociétés ; désintérêt des salariés et risques encourus ; problèmes essentiels du monde du travail laissés sans réponse ; se prononce pour une société de type autogestionnaire.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [7 novembre 1974] (p. 6021) : l'éparpillement et l'automaticité des crédits ; (p. 6022) : les choix essentiels se font à Bruxelles et échappent au contrôle du Parlement ; le Gouvernement n'a plus de politique agricole ; un budget d'assistance qui ne règle pas les problèmes ; les revenus des agriculteurs laminés par la hausse des charges et la baisse des prix ; une crise profonde qui n'est pas due à la fatalité ; les effets de la spéculation par exemple sur le bœuf ; une politique visant à l'endettement des paysans ; (p. 6023) : la faillite d'une politique agricole menée depuis quinze ans ; le maintien des prix à un niveau très bas explique la faible rétribution du travail en dépit des gains de productivité ; les paysans supportent le poids de l'inflation ; la spéculation sur les produits n'est pas le fait des agriculteurs ; le développement des grandes industries alimentaires ; la confusion entre coopératives et trusts privés, grâce à la réforme du statut de la coopération et aux SAIF ; les grandes industries principales bénéficiaires du FORMA et des bonifications d'intérêts ; s'oppose à la gestion interprofessionnelles des marchés agricoles ; (p. 6024) : la production et la consommation ; la spéculation des gros négociants ; les SAFER et le prix des terres ; propose la création d'offices fonciers ; l'usage du droit de veto ; la préférence communautaire et le système des montants compensatoires ; le Marché commun n'existe plus ; une autre politique agricole définie dans le programme commun ; création d'un office de la viande et du lait et d'un office du vin ; garantie des prix à tous les producteurs ; le groupe des socialistes et radicaux de gauche refuse l'adoption des crédits.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement, logement [28 octobre 1975] (p. 7406) : l'insuffisance du secteur du « logement social » ; le surpeuplement ; la spéculation foncière ; l'excessif privilège donné à l'accession à la propriété ; les défauts du système de l'allocation-logement ; la faveur donnée aux aides accordées sans conditions de revenus ; (p. 7407) : la hausse des coûts de construction ; la nécessité de bloquer les loyers et de contrôler les charges locatives ; le vote hostile du groupe socialiste. **Discussion des articles. Après l'Article 52** (p. 7425) : son amendement n° 136 ; prêts aux organismes d'HLM ; financement de 320.000 logements ; repoussé.

Economie et finances. — **I. Charges communes.** — **Examen des crédits.** — **Etat B - Titres III et IV** [19 novembre 1975] (p. 8710) : ses amendements n^{os} 188 et 233 ; retirés.

1976

— **Discussion d'une motion de censure** [19 octobre 1976] (p. 6743) : promesses et réalités en agriculture ; la hausse des coûts dans l'agriculture ; les dommages subis par les paysans ; (p. 6744) : la sélection des agriculteurs accentuée par la sécheresse ; le cas de l'Eure ; la sélectivité des conditions d'accès des prêts auprès du Crédit agricole ; le déstockage de fourrage ; l'augmentation du prix du soja ; critique du principe d'attribution des aides ; critique de la suppression du droit de dégrèvement de l'impôt foncier sur les pertes de récolte ; l'amendement à l'article 11 du PSRG.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — **Logement** [27 octobre 1976] (p. 7135) : un budget de transition ni neutre, ni anodin ; le désengagement de l'Etat en matière de logement social ; l'évolution des dotations budgétaires transcrites en nombre de logements pour les HLM ordinaires et les programmes à loyers réduits ; les exonérations en faveur du logement, une politique de classe ; des intentions.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant certaines dispositions de la loi du 29 octobre 1974 relative aux économies d'énergie** (n° **3007**). **Discussion générale** [27 juin 1977] (p. 4268) : la croissance continue du coût de l'énergie ; la part représentée par la charge locative dans l'ensemble des charges de logement ; le caractère défavorable pour les usagers des contrats d'exploitation ; la pratique du chauffagiste ; l'insuffisance du texte ; la non-prise en compte par le projet de loi des contrats publics de concession et d'affermage ; (p. 4269) : la non-prise en compte de la représentation des associations d'usagers lors de la discussion des contrats ; les propositions du groupe socialiste ; la définition au Parlement d'une politique énergétique d'ensemble ; l'élaboration d'une politique de l'habitat permettant une politique d'économies d'énergie au niveau de la construction ; l'engagement d'une politique

de la consommation et de la protection du consommateur.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° 3120). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. **Commerce et artisanat** [19 octobre 1977] (p. 6372) : l'évolution du crédit du commerce et de l'artisanat ; le doublement des primes d'installation en faveur de l'artisanat ; les résultats du programme d'action prioritaire n° 3 ; encourager le regroupement des entreprises ; la progression des moyens d'intervention en matière d'action éducative et économique ; la complexité de la législation ; la lenteur des procédures administratives d'octroi des primes ; aménager l'assiette des charges sociales pour les métiers de main-d'œuvre ; le relèvement de la limite de déduction du salaire du conjoint ; les efforts de propagande déployés par les pouvoirs publics à l'égard des commerçants et des artisans.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [26 octobre 1977] (p. 6678) : le problème du secteur de la production agricole laitière ; la diminution du nombre de producteurs de lait ; la contribution des consommateurs et des contribuables à l'organisation du marché ; les excédents laitiers ; la taxe de coresponsabilité sur le lait ; la création d'une taxe sur les matières grasses végétales ; l'opposition des socialistes français au vote de la taxe de coresponsabilité au Parlement européen ; (p. 6679) : l'indépendance nationale ; la nécessité d'un véritable office du lait ; l'action du CNIEL.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'organisation d'une consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil** (n° 2793). **Discussion des articles** [23 novembre 1977]. **Article premier** (p. 7846) : son amendement n° 1 soutenu par M. Maurice Legendre : suppression des conditions d'occupation des logements pour l'élection des conseillers municipaux ; repoussé. **Article 2** (p. 7848) : son amendement n° 2 soutenu par M. Maurice Legendre : suppression des dispositions de l'article relatives au renouvellement des membres du conseil municipal en cas d'occupation de deux mille logements.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° 2417). **Lettre rectificative** (n° 2779). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8236) : la politique gouvernementale à l'égard des territoires d'outre-mer ; l'institution de communes dépendant de l'Etat ; le rôle des citoyens dans la gestion des affaires communales ; l'hostilité du groupe du PSRG. **Discussion des articles. Après l'article premier** (p. 8239) : le vote hostile du groupe socialiste et des radicaux de gauche.

— **Projet de loi instaurant la gratuité des actes de justice devant les tribunaux civils et administratifs** (n° 3177). **Discussion générale** [2 décembre 1977] (p. 8249) : la suppression des frais administratifs du procès en matière civile et administrative ; la véritable gratuité de la justice ; le coût pour les usagers des émoluments tarifés touchés par les auxiliaires de justice ; (p. 8250) : la mauvaise information des usagers sur la portée exacte du projet de loi ; le problème du coût des expertises ; le rôle dévolu aux auxiliaires de justice : les charges qu'ils supportent ; le relèvement des amendes pénales ; l'amélioration du recouvrement de ces amendes ; les violations du principe de la séparation des pouvoirs ; le problème de l'accès au droit ; l'insuffisance des moyens du ministère de la justice ; le droit d'assistance ou de représentation des citoyens devant les juridictions ; le droit à l'aide judiciaire ; redonner à la justice son caractère de service public ; (p. 8251) : le vote favorable du groupe du PSRG. **Discussion des articles. Article premier** (p. 8254) : son amendement n° 15 soutenu par M. Andrieu : substitution de la notion de gratuité à celle d'allégement du coût de la justice ; retiré. **Avant l'Article premier** (*suite*) (p. 8262) : son amendement n° 16 : substitution de la notion d'allégement du coût des actes de justice à la notion de gratuité du service public de la justice ; retiré. **Titre** (p. 8263) : son amendement n° 17 : nouveau titre ; retiré.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° 3154). **Discussion des articles** [9 décembre 1977] : **Article premier** (p. 8551) : son sous-amendement n° 102 à l'amendement n° 19 de Mme Crépin : suppression des dispositions relatives à l'objet des mesures d'application de l'article ; non soutenu ; (p. 8552) : son amendement n° 77 devenu sans objet. **Après l'Article 12** (p. 8559) : son amendement n° 78 : faculté des autorités qualifiées de consigner les marchandises suspectes ; non soutenu. **Avant l'Article 19** (p. 8561) : son amendement n° 79 soutenu par M. Guerlin : possibilité donnée au Gouvernement de rendre obligatoire par décret le dépôt par le producteur ou l'importateur d'une fiche descriptive des caractéristiques des produits ; repoussé ; [12 décembre 1977] : **Article 29** (p. 8593) : son amendement n° 83 soutenu par M. Laurissergues : institution et composition de la commission des clauses abusives ; devenu sans objet.

MICHEL (Henri)

Député de la Drôme
(2e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1465).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **délimitation de l'aire d'appellation de « La Truffe noire du Tricastin »** (n° **789**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** portant modification du statut du **comité interprofessionnel des vins** des Côtes-du-Rhône, des Côtes du Ventoux et des Coteaux du Tricastin (n° **3136**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Encadrement du crédit agricole** [27 novembre 1974] (p. 7102).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Bayou** (n° **8**), **Millet** (n° **18986**), **Mayoud** (n° **18988**), **Antoune** (n° **19001**), **Maurice Cornette** (n° **19006**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2031) : les problèmes des vignerons des côtes du Rhône ; vins à appellation d'origine contrôlée ; nécessité d'une véritable politique viticole orientée vers la qualité ; primes de vieillissement.

• *questions au Gouvernement :*

— **Réouverture de l'école de Truinas (Drôme)** [29 octobre 1975] (p. 7536, 7537).

— **Accès des chantiers aux responsables syndicaux** [28 avril 1976] (p. 2250) : interdiction des accès des chantiers de travaux publics aux responsables syndicaux (cas d'Eurodif).

• *question orale sans débat :*

— (n° **29611**) : **Centre de production d'énergie nucléaire de Cruas (Ardèche)** [11 juin 1976] (p. 4053) : la nécessité d'une enquête approfondie sur les conséquences du rejet de vapeur d'eau sur l'hydrométrie et l'agriculture de la région ; la non-consultation du conseil général de la Drôme ; l'inquiétude de la population de Montélimar.

• *question au Gouvernement :*

— **Limogeage du vulcanologue Haroun Tazieff** par l'institut de physique du globe [3 novembre 1976] (p. 7417).

• *questions orales sans débat :*

— (n° **33628**) : **Primes de stockage dans la viticulture** [3 décembre 1976] (p. 8993) : extension nécessaire aux autres départements des primes de stockage de vins de table accordées dans les départements des Bouches-du-Rhône, du Gard, de l'Hérault et de l'Aude.

— (n° **33639**) : **Transferts des droits de plantation de vignes en appellation contrôlée** [3 décembre 1976] (p. 8994) : l'accord du 17 mai 1976 donné par la commission des communautés européennes pour autoriser ces transferts en ce qui concerne l'ensemble des VQPRD ; situation des vignerons des côtes du Rhône.

• *question au Gouvernement :*

— **Taxation des vins d'appellation d'origine contrôlée** [7 décembre 1977] (p. 8342) : la taxation arbitraire des vins d'origine contrôlée par l'arrêté du 3 novembre 1977 ; le blocage des transactions à la production.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° **725**). **Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6488) : caractère professionnel de son intervention ; son accord avec les principes de base du projet ; situation des vins de table de qualité ; références de qualité garantissant l'intérêt du producteur et du consommateur ; (p. 6489) : information du grand public sur les diverses appellations ; moyens de propagande des vins ; ORTF ; recommandation de l'INAO aux viticulteurs en prévision du projet de loi.

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion des articles** [11 juin 1975]. **Article 3** (p. 3998) : insiste sur la différence entre les coopératives agricoles qui font des bénéfices et celles qui n'en font pas ; estime que les secondes devraient être exonérées de la taxe professionnelle.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 11** (p. 6990) : soutient l'amendement n° 102 rectifié de M. Duffaut assimilant au rhum et aux crèmes de cassis les vins de liqueur et les eaux-de-vie d'appellation d'origine contrôlée et réglementée produits sur le territoire de la CEE à partir de vins de marc et de fruits naturels ; ces produits actuellement taxés comme des alcools industriels ; (p. 6991) : la recette correspondante : majoration du droit applicable aux alcools industriels ; (p. 6994) : retire l'amendement n° 102 rectifié.

MICHEL (Yves)

Député du Finistère
(5e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement de M. Cail (Antoine), décédé le 26 avril 1976.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [27 avril 1976] (p. 2164).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [4 mai 1976] (p. 2600).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 mai 1976] (p. 2673), [2 avril 1977] (p. 1465).

MILLET (Gilbert)

Député du Nord
(4e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe du parti communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3765).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **assurer la formation professionnelle continue des médecins** (n° **408**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **réglementer les professions de prothésiste et orthopédiste** (n° **467**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **l'article L 10-1 du code de la santé publique afin de faire supporter par l'Etat la réparation de tout dommage imputable directement à une vaccination obligatoire** (n° **562**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **organiser la profession de rééducateur de la psychomotricité** (n° **579**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à supprimer l'article L 259-11 du **code de la sécurité sociale** en vue d'institutionnaliser une convention nationale entre les caisses d'assurance-maladie et certaines catégories de professionnels de la santé (n° **2465**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le développement de **l'aide médicale urgente** (n° **3089**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *question orale avec débat :*

— (n° **18986**) : **Agriculture et viticulture** [23 avril 1975] (p. 2000, 2002) : situation catastrophique de la viticulture face aux excédents ; (p. 2003) : les solutions possibles (arrêt des importations, distillation, réduction de la TVA) ; prochain dépôt par le groupe communiste d'une proposition de loi tendant à créer un office du vin ; situation des arboriculteurs ; augmentation des charges des agriculteurs ; dégradation de leur pouvoir d'achat ; (p. 2004) : mesures communautaires et intérieures à envisager en vue de garantir les prix ; problème dramatique de la région des Cévennes.

• *questions au Gouvernement :*

— **Crise du secteur hospitalier** [22 octobre 1975] (p. 7216) : mesures envisagées en faveur du personnel hospitalier.

— **Crédits de la recherche médicale** [3 décembre 1975] (p. 9263) : insuffisance

des crédits ; mise au service des grandes sociétés pharmaceutiques des activités de l'INSERM.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **27031**) : **Situation de la viticulture** [9 avril 1976] (p. 1604).

— (n° **18732**) : **Insuffisance en nombre du personnel hospitalier** [21 mai 1976] (p. 3389, 3390, 3391) : l'humanisation des hôpitaux prévue par le VII[e] Plan, sans prévision des crédits nécessaires à cette réforme ; la nécessité de revaloriser globalement la profession et d'améliorer les conditions de travail.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'emploi à Decazeville** [8 décembre 1976] (p. 9073, 9074) : le chômage frappant 1.100 travailleurs des aciéries et usines métallurgiques de Decazeville ; la nationalisation nécessaire de la sidérurgie.

— **Licenciements à l'entreprise Furnon (Gard)** [20 avril 1977] (p. 1953, 1954) : les atteintes portées aux droits syndicaux dans cette entreprise.

— **Situation à l'entreprise Furnon** [15 juin 1977] (p. 3797, 3798) : licenciement d'ouvrières pour constitution d'une section syndicale.

INTERVENTIONS

1973

— **Rappel au règlement** [7 juin 1973] (p. 1948) : report de l'inscription à l'ordre du jour d'une proposition de loi (conseil supérieur de l'information sexuelle).

— **Proposition de loi, rejetée par le Sénat, tendant à créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° **273**). **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2131) : actualité des problèmes d'information et d'éducation sexuelle ; caractère inadapté de ce qui existe en France dans ces domaines ; événements de Grenoble ; poids de l'opinion ; obligation du Gouvernement de sortir de sa réserve ; dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi de 1920 ; primeur de cette information accordée par M. Messmer à la télévision ; éducation sexuelle et droit à la maternité ; propos du Premier ministre sur la famille ; équilibre familial gravement compromis par les conditions de vie ; droit au métier et avenir des jeunes ; mesures de répression à l'égard des femmes qui n'ont pu éviter une grossesse ; nécessité d'améliorer et de changer la vie tout entière ; mesures concernant les femmes ; propositions de loi déposées par le groupe communiste ; programme commun de la gauche ; abrogation de la loi de 1920 et son remplacement par un autre cadre législatif ; arrêt des mesures répressives jusqu'au terme des discussions parlementaires ; (p. 2132) : recul du Gouvernement ; sa politique répressive ; aspects essentiels de la proposition de loi déposée par le groupe communiste ; urgence qu'il y a à régler ces questions ; retards considérables pris en matière d'information sexuelle ; fonctionnement et financement des centres de planification et d'éducation familiale prévus par la loi de 1967 ; insuffisance des crédits ; association du médecin de famille à cet effort national ; éducation sexuelle ; rôle de la famille, rôle de l'école ; interférences avec les structures idéologiques de la société ; aspect de tabou de la sexualité ; son opposition à l'inclusion de l'éducation sexuelle dans les sciences naturelles ; sa conception de l'école démocratique ; participation de tous les milieux concernés au choix des décisions et aux modalités d'application ; insuffisance du texte en discussion ; non-représentation des syndicats et des grandes organisations féminines ; (p. 2133) : délégation par l'Etat des responsabilités à des organisations ; démission du rôle spécifique et primordial des pouvoirs publics ; application de la loi de 1967 ; sa référence à Paul Eluard ; oppression idéologique et culturelle ; perspectives ouvertes par le programme commun de la gauche. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2137) : son amendement tendant à assurer la représentation des syndicats, des organisations féminines et de jeunesse au sein du conseil supérieur à l'information sexuelle ; (p. 2138) : explique son vote sur l'ensemble du texte ; motifs de l'abstention du groupe communiste. **Troisième lecture** [28 juin 1973]. **Discussion des articles. Article 2** (p. 2615) : ses amendements en commission relatifs à la composition du conseil supérieur ; s'étonne qu'ils ne soient pas appelés en discussion publiques ; fait connaître l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5928) : luttes engagées pour la défense de la santé ; propos du professeur Fournier ; revendications des étudiants, du personnel hospitalier et du corps médical ; divorce croissant entre l'orientation de la politique de la santé et les besoins du pays ; impératifs liés à la crise du système ; transfert de capitaux publics au secteur privé ; transfert des charges sur les assurés et les collectivités locales ; ordonnance de 1967 ; convention avec le corps médical ; réforme hospita-

lière ; article 11 de la loi de finances ; prévisions du VI[e] Plan ; crédits des CHR ; ses observations sur le recours à l'emprunt ; projet de construction privée d'un établissement hospitalier à Marne-la-Vallée ; (p. 5929) : taux d'exécution du plan en ce qui concerne les personnes âgées ; formation du personnel infirmier ; luttes du personnel ; adultes handicapés ; insuffisance des moyens de la recherche en matière de myopathie ; prévention et recherche ; situation de l'Institut Pasteur ; problèmes posés dans le secteur des maladies mentales ; conditions de salaire et de travail du personnel spécialisé en psychiatrie ; centre des Murets ; ses observations sur la politique de la santé ; estime possible une autre politique de la santé ; objectif du programme commun de la gauche ; (p. 5930) : politique de protection sociale ; vote de son groupe contre le budget de la santé.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6974) : évoque l'avortement qui vient de faire une victime dans la région de Rouen ; constate l'échec de la politique du logement, le retard pris par les prestations familiales, l'allocation de salaire unique ; (p. 6975) : rappelle la déclaration faite le 1[er] juillet 1967 par M. Fontanet sur l'insuffisance d'équipements sociaux ; estime nécessaire de mener une politique active dans le domaine de la contraception et regrette l'inapplication de la loi de 1967 ; déplore le sous-développement de la France dans le domaine de l'information sexuelle ; rend responsable la politique du Gouvernement dans l'absence d'éducation sexuelle de la population ; demande que soit confiée aux médecins, aux familles et aux centres de contraception l'information à donner ; demande le remboursement des frais qu'entraîne la contraception ; souhaite l'apprentissage de la liberté et de l'esprit de responsabilité ; estime que l'avortement devrait être exceptionnel et que les femmes doivent être libres et responsables de cet acte ; donne au médecin un rôle d'information et estime qu'il doit être libre dans sa décision ; déclare que le droit à la maternité ne trouvera son expression véritable qu'une fois levés les obstacles que fait peser sur le pays la recherche du profit.

1974

— **Projet de loi relatif au remboursement de la TVA aux exploitants agricoles** (n° **1172**). **Discussion générale** [3 octobre 1974] (p. 4741) : proteste contre le refus d'un grand débat agricole ; situation de l'agriculture fruitière ; situation des viticulteurs ; (p. 4742) : demande la fixation du taux de TVA sur le vin à 7 % ; agriculture de montagne.

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article premier** (p. 5094) : sur l'article : la gauche ne peut souscrire à la déclaration d'intention que constitue cet article. **Article 6** (p. 5111) : sur l'article : les insuffisances et le caractère provisoire de la contribution de l'Etat aux charges de la compensation.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [29 octobre 1974] (p. 5546) : défense et extension de la sécurité sociale ; écarts grandissants entre les besoins et les moyens budgétaires ; une progression réelle limitée ; le poids pour les collectivités locales ; les transferts de charges ; baisse réelle de l'effort d'équipement ; le sort des personnes âgées ; (p. 5547) : la recherche médicale ; l'Institut Pasteur ; la santé mentale ; l'hospitalisation ; les transferts de charges ; le manque de personnel entraînant la fermeture de services ; (p. 5548) : les infirmières ; l'exécution du Plan ; nouvelle dégradation de la situation ; pour une autre politique de la santé.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7091) : ses observations relatives au rôle du médecin dans l'interruption de la grossesse ; le dialogue singulier ; le nombre croissant de médecins qui estiment qu'une prise en charge globale de l'individu fait partie intégrante de leurs fonctions ; (p. 7093) : une hospitalisation de brève durée serait souhaitable ; la santé mentale de la femme devrait figurer au nombre des indications thérapeutiques. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7208) : son amendement n° 46 : délai d'avortement porté à douze semaines ; rejeté ; (p. 7224) : son amendement n° 102 : l'établissement doit établir la déclaration d'avortement ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés** (n° **951**). **Discussion générale** [13 décembre 1974]. **Après l'Article 5** (p. 7870) : son amendement n° 12 concernant la création d'une commission chargée du recensement des besoins quantitatifs et qualitatifs dans le secteur de l'éducation de l'enfance handicapée ; repoussé.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale** (n° **750**). **Discussion générale** [15 avril 1975]

(p. 1642) : importance de l'investigation biologique ; impossibilité de détacher cette question d'une perspective globale de santé ; crise du système dont la finalité est fondée sur le profit ; dégradation accélérée des conditions de travail du personnel, notamment dans le secteur hospitalier ; (p. 1643) : charges croissantes que fait peser sur les familles le coût des examens de laboratoire ; champ libre laissé aux appétits de profit du grand capital ; le projet du Gouvernement tend à favoriser la concentration des laboratoires ; existence des régions rurales mises en cause ; optique différente du groupe communiste : protéger la profession, mettre en œuvre une grande politique sociale. **Discussion des articles. Article premier : Article L 761-1 du code de la santé publique** (p. 1658) : son amendement n° 72 : seuil d'activité des laboratoires et préparation des vaccins ; repoussé. **Article 2** (p. 1670) : son amendement n° 73 : rapports entre les caisses primaires d'assurance maladie et les laboratoires d'analyses médicales ; opportunité d'affirmer le principe d'une convention ; repoussé. **Explications de vote** (p. 1672) : projet trop restrictif, abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif aux produits cosmétiques et aux produits d'hygiène corporelle (n° 1484). Discussion des articles** [20 mai 1975]. **Article premier** (p. 2885) : son soutien aux amendements n° 33 et n° 1 ; soumettre les produits contenant des substances toxiques à la législation sur les médicaments ; la conquête des grands moyens de distribution par l'industrie de la cosmétologie. **Article 2 : Article 658-3 du code de la santé publique** (p. 2894) : son amendement n° 26 : après les mots : « des autorités compétentes », insérer les mots : « et du public » ; problème de la compatibilité du secret de la fabrication et de la protection de la santé publique ; repoussé ; (p. 2895) : son intervention sur l'amendement n° 20 de M. Sourdille. **Article L 658-6** (p. 2897) : son amendement n° 27 : fixation par arrêté ministériel de la liste des substances qui peuvent être employées ; ne pas laisser hors de la législation la majorité des produits actifs ; repoussé. **Article L 658-8** (p. 2899) : demande au ministre quels moyens nouveaux seront dégagés pour assurer un contrôle réel. **Article 3** (p. 2901) : sa réponse à M. Jacques Blanc.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant modification de certains articles du code de la famille et de l'aide sociale (n° 1652). Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4172) : la reconnaissance de certaines réalités de la famille d'aujourd'hui ; ne plus reconnaître un rôle particulier aux familles de trois enfants ; l'introduction d'une tutelle gouvernementale ; la politique gouvernementale désastreuse à l'égard des familles. **Discussion des articles. Article 8** (p. 4184) : son amendement n° 22 : supprimer l'article 8 : ne pas mettre les associations familiales sous la tutelle du ministre ; repoussé.

— **Projet de loi relatif aux conventions entre caisses d'assurance maladie, praticiens et auxiliaires médicaux (n° 1642). Discussion générale** [13 juin 1975] (p. 4191) : dénonce le climat dans lequel s'est déroulée l'élaboration de la nouvelle convention entre les syndicats médicaux et la caisse nationale d'assurance maladie ; (p. 4192) : les dangers d'une médecine au rendement dont les études du CNPF et de l'AGREF ont dénoncé les finalités ; les conséquences désastreuses des ordonnances de 1967 retirant la gestion des caisses aux représentants élus des assurés sociaux ; les rémunérations des médecins ; le droit à la santé des assurés sociaux ; les préoccupations de rentabilité à court terme ; (p. 4193) : la possibilité de conclure des conventions départementales fait planer une menace constante sur le syndicalisme des professions médicales. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4198, 4200) : son amendement n° 11 présenté par M. Ralite ; exige la signature de l'organisation la plus représentative ; repoussé ; son amendement n° 22 : inclure les biologistes dans le système conventionnel ; repoussé. **Article 2** (p. 4200, 4201) : son amendement n° 25 : abroger l'article L. 259-11 du code de sécurité sociale ; repoussé. **Article 3** (p. 4204) : soutient l'amendement n° 20 de M. Gau. **Explications de vote** : le vote défavorable du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux institutions sociales et médico-sociales (n° 1285). Deuxième lecture. Discussion des articles** [13 juin 1975]. **Article 6** (p. 4206) : son amendement n° 1 : requérir au troisième alinéa l'avis motivé de la commission nationale ; repoussé.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Discussion des articles** [10 septembre 1975]. **Article 4** (p. 6190) : insuffisance des sommes engagées face aux immenses besoins relatifs à l'humanisation des hôpitaux ; (p. 6191) : déficience des moyens en personnel ; le caractère intolérable des conditions de travail ; les économies faites sur « le dos des malades » ; la présence de la police dans les hôpitaux pour empêcher les élus communistes de s'entretenir avec le personnel.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7436, 7437) : l'impossibilité pour le budget de 1976 de résoudre les grands problèmes de la santé ; les conditions de travail des infirmières ; l'humanisation des hôpitaux ; la crise du système de santé ; (p. 7438) : le budget, constat de la dégradation de la situation.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7944) : interroge le ministre sur le sort des instructions données aux préfets pour informer les communes des possibilités de retraits offertes avec la participation du FORMA.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant l'intervention des travailleuses familiales et des aides ménagères dans le cadre de l'aide sociale à l'enfance** (n° **1949**) [16 décembre 1975]. **Discussion de l'Article unique** (p. 9833) : son amendement n° 2 : supprimer les mots « ou d'une aide ménagère » ; adopté.

— **Proposition de loi relative à l'exercice de la pharmacie** (n° **1665**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [16 décembre 1975]. **Article 3** (p. 9837) : son amendement n° 1 : prévoir que les collectivités locales seront consultées pour la mise en place des services de garde ; repoussé. **Article 5** (p. 9838) : la possibilité d'une baisse du prix des médicaments par l'abaissement des profits scandaleux de l'industrie pharmaceutique multinationale ; instaurer un secteur public de la pharmacie ; l'abstention du groupe communiste sur l'article 5.

1976

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976]. **Après l'Article premier** (p. 2636) : défend l'amendement n° 5 de M. Legrand : création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'industrie pharmaceutique ; dénoncer les profits qui coûtent cher à la santé des Français et à la sécurité sociale ; (p. 2637) : estime peu satisfaisante la réponse du Gouvernement ; repoussé.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4572) : les difficultés d'existence des Français ; l'habillage démagogique donné au plan ; un plan de crise ; (p. 4573) : les insuffisances des dispositions prises pour sauvegarder la santé des Français ; la dissimulation des responsabilités du capital ; l'absence d'engagement précis ; un effort financier infime, compte tenu des recettes de TVA ; des mesures illusoires prises envers les malades et les personnes âgées ; la compression des dépenses de santé ; l'attaque du Gouvernement contre la sécurité sociale devant les vœux du CNPF ; (p. 4574) : une médecine à deux secteurs.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7532) : la crise de la montagne ; le manque d'équipements dû aux faibles ressources des collectivités locales ; le niveau de vie misérable des agriculteurs de montagne ; l'apport du FEOGA ; demande au ministre comment combler le manque de crédits destinés à rembourser les dettes des communes de montagne nouvellement intégrées ; l'indemnité spéciale de montagne à un taux réduit aux zones de piémont ; les illusions semées par les plans de montagne, les contrats de pays et les périmètres d'action forestière ; l'importance de la forêt, source de revenus complémentaires ; la proposition de loi du groupe communiste ; maintien et développement de l'activité artisanale et industrielle dans les villes, modernisation de l'agriculture et garantie des prix agricoles, établissement de contrats pour ceux ayant charge de l'entretien de la montagne, des moyens nouveaux pour les SAFER ; l'exigence des habitants de la montagne de pouvoir vivre chez eux.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code de la santé publique relatives à l'exercice des professions médicales** (n° **2602**). **Discussion générale** [2 décembre 1976] (p. 8929) : un projet d'une portée limitée ; peu de conséquences sur la politique de la santé ; la démographie médicale ; la politique de la santé à l'image du plan Giscard-Barre frappant les travailleurs ; le régime prévu par le CNPF de protection sociale minimum pour les Français ; (p. 8930) : la politique des pénuries passant par les médecins ; une culpabilisation ; des pressions idéologiques sur les médecins ; dramatisation de l'évolution de la démographie médicale ; le caractère social et démocratique d'une politique de santé ; une société démocratique débarrassée des impératifs du profit ; le manque de médecins ; l'inégalité de répartition des médecins sur le territoire ; la réduction de la durée du travail ; les difficultés des centres de santé et des maisons médicales ; la sélection ; indique que le parti communiste s'abstiendra dans le vote.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux greffes d'organes** (n° **2629**).

Discussion des articles [8 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9092) : est opposé à l'amendement n° 4 de M. Delaneau ; craint un prélèvement sur des mineurs ou des adultes incapables vivants ; demande la suppression du second alinéa de l'article premier.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9151) : son amendement n° 6 soutenu par M. Lamps ; repoussé.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant validation des listes de classement d'étudiants admis en deuxième année du premier cycle des études médicales et odontologiques, dans certaines universités, pour les années 1971-1972 et 1972-1973** (n° 2693). **Discussion générale** [21 avril 1977] (p. 2033) : l'anormalité de la situation dans laquelle se trouve l'Assemblée ; l'acceptation de la validation des seules listes de classement ; les objectifs du renforcement de la sélection au début des études médicales ; la réalité de l'insuffisance de structures d'accueil pour un enseignement de qualité ; (p. 2034) : la réduction par le Gouvernement du nombre des médecins afin de comprimer les dépenses de santé ; l'absence de statistiques relatives au nombre des médecins ; prendre en compte la modification et l'étendue des besoins ; la nécessité d'augmenter le nombre des médecins généralistes ; la participation des médecins ordonnateurs de dépenses de santé à la gestion de la politique d'austérité du Gouvernement ; la formation des médecins ; le contenu de la réforme envisagée ; le renforcement de la sélection ; une réforme malthusienne ; le rapport de la commission Fougère ; la remise en cause de l'unicité de la pratique médicale dans ses différentes composantes. **Discussion de l'article unique** (p. 2036) : la position du Gouvernement sur le sort des « reçus-collés » de 1971-1972.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du livre V du code de la santé publique relatives aux préparateurs en pharmacie et aux règles générales de la pharmacie d'officine** (n° 2751). **Discussion des articles** [21 avril 1977]. **Article 3** (p. 2044) : son amendement n° 8 : effectivité du contrôle et de la responsabilité du pharmacien sur les préparateurs ; adopté.

— **Projet de loi portant création d'une taxe de protection sanitaire et d'organisation des marchés des viandes et suppression de la taxe sanitaire et de la taxe de visite et de poinçonnage** (n° 2825). **Discussion générale** [12 mai 1977] (p. 2707) : l'affectation des recettes de la taxe à l'équipement des seuls abattoirs inscrits au plan d'implantation ; le sort des abattoirs communaux non inscrits ; faire en sorte que la distribution des fonds permette le développement de l'élevage là où les potentialités existent objectivement.

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° 2829). **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Article 2** (p. 3274) : le caractère incomplet du complément familial; l'injustice de ses conséquences ; la déclaration d'irrecevabilité des amendements ayant pour objet de combler les lacunes du projet de loi ; l'opposition relative au maintien des avantages acquis et à la généralisation du complément familial.

— **Proposition de loi tendant à accorder aux femmes assurées au régime général de la sécurité sociale atteignant l'âge de soixante ans la pension de vieillesse au taux normalement applicable à soixante-cinq ans** (n° 2376). **Discussion des articles** [1er juin 1977]. **Article premier** (p. 3292) : l'étroitesse du champ d'application de la proposition de loi ; l'abaissement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans.

MIRTIN (André)

Député des Landes.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Acte est donné de l'annulation de son élection en vertu de la décision du Conseil constitutionnel du 5 juillet 1973 (*J.O.* du 7 juillet 1973, p. 7369) [2 octobre 1973] (p. 3996, 3997).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner en deuxième lecture le projet de loi n° 275 complétant certaines dispositions du titre premier du livre VI du code rural relatif au statut du fermage et du métayage et de l'article 27 modifié de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole [4 mai 1973] (p. 1071).

MISSOFFE (François)

Député de Paris
(24e circonscription)
(UDR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

Est chargé d'une mission temporaire auprès du ministre des affaires étrangères, décret du 18 mai 1973 [*J.O.* du 19 mai 1973] (p. 5491).

Cette mission prend fin le 18 novembre 1973 [20 novembre 1973] (p. 6074).

Prolongation de sa mission temporaire auprès du ministre des affaires étrangères, décret du 25 juillet 1974 [*J.O.* du 26 juillet 1974] (p. 7844).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation de son mandat de député [26 juillet 1974] (p. 3852, 3854).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** instituant un **service civique national** (n° **312**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi organique** tendant à compléter l'**ordonnance n° 58-1360** du 29 décembre 1958 portant loi organique relative au **conseil économique et social** afin de prévoir la représentation des familles les plus défavorisées (n° **932**) [2 avril 1974].

INTERVENTIONS

— **Rappel au règlement** [14 décembre 1973] (p. 7047) : rectification d'un vote, motion de renvoi du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse.

— Report de sa question au Gouvernement [26 juin 1974] (p. 2971).

Mme MISSOFFE (Hélène)

Député de Paris
(24e circonscription)
(NI, puis UDR, puis RPR).

Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale du 1er avril 1977 au 31 mars 1978.

En remplacement, le 26 juillet 1974, de M. Missoffe dont la mission temporaire auprès du ministre des affaires étrangères a été prolongée.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [26 juillet 1974] (p. 3852, 3854).

N'appartient à aucun groupe [26 juillet 1974] (p. 3854).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [*J.O.* du 11 septembre 1974] [2 octobre 1974] (p. 4674).

Est nommée secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 1er avril 1977 [*J.O.* du 2 avril 1977] (p. 1852).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation le 1er mai de son mandat de député [3 mai 1977] (p. 2360, 2387).

Il est mis fin à ses fonctions de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 18 septembre 1974] (p. 9654), [3 octobre 1974] (p. 4759), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions de délivrance de certaines autorisations de démolir et de construire dans les secteurs sauvegardés de la ville de Paris [22 octobre 1974] (p. 5326).

Démissionne de cette commission [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme du divorce [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les

dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de protection sociale de la famille [1er juillet 1976] (p. 5010).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi adopté par le Sénat portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [25 novembre 1976] (p. 8710).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de l'aide au logement [20 décembre 1976] (p. 9809).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1486), modifiant et complétant le **code du travail** en ce qui concerne les règles particulières au **travail des femmes** (n° **1561**) [17 avril 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 1721), modifiant et complétant le **code du travail** en ce qui concerne les règles particulières au **travail des femmes** ainsi que l'article L 298 du code de la sécurité sociale et les articles 187-1 et 416 du code pénal (n° **1739**) [11 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 2220), portant diverses mesures de **protection sociale de la famille** (n° **2293**) [13 mai 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2384), portant diverses mesures de **protection sociale de la famille** (n° **2394**) [16 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de **protection sociale de la famille** (n° **2433**) [29 juin 1976].

QUESTIONS

Réponses en qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale :

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Dhinnin** (n° **3782**) : **Affiliation des gardiennes d'enfants aux assurances sociales** [29 avril 1977] (p. 2341) : le droit des nourrices à la protection sociale ; le recouvrement des cotisations pour les années antérieures sera opéré avec souplesse ; le remplacement à compter du 1er janvier 1978 de l'allocation pour frais de garde par le complément familial.

— **M. Bouvard** (n° **37591**) : **Pensions de vieillesse des anciens combattants et des anciens prisonniers de guerre** [29 avril 1977] (p. 2341, 2342) : les raisons juridiques et financières interdisant la révision des pensions liquidées avant le 31 décembre 1973 ; la loi du 31 décembre 1971 relative aux conditions d'attribution de la pension pour inaptitude au travail a permis de prendre des dispositions intéressant les anciens combattants et les anciens prisonniers de guerre.

— **M. Vizet** (n° **37593**) : **Revendications des mutilés du travail** [29 avril 1977] (p. 2342, 2343) : le nombre encore beaucoup trop élevé des accidents du travail ; les actions menées par le Gouvernement : révision et extension des tableaux de maladies professionnelles, bénéfice des prestations et indemnités de l'incapacité temporaire (décret du 25 novembre 1976), versement de cotisations supplémentaires pour les exploitations présentant des risques exceptionnels (loi du 6 décembre 1976), octroi à la victime atteinte d'une incapacité permanente totale d'une indemnité forfaitaire égale au montant du salaire minimum légal, revalorisation des indemnités journalières en fonction des augmentations de salaire.

— **M. Charles Bignon** (n° **37449**) : **Conditions de la titularisation des auxiliaires des PTT** [6 mai 1977] (p. 2555) : la difficulté de concilier l'effort de titularisation et de promotion des auxiliaires avec les droits reconnus de titulaires ; les 100.000 demandes de mutation de titulaires de la région parisienne ; les possibilités ouvertes aux agents qui refuseraient les emplois offerts.

— **M. Destremau** (n° **37795**) : **Mesures en faveur de la natalité** [6 mai 1977] (p. 2556, 2557) : la crise démographique existant non seulement en France, mais en Europe et en Amérique du Nord, indépendamment de la législation ; l'impossibilité de juger de l'effet de la loi sur l'interruption de grossesse.

— **M. Nilès** (n° **37784**) : **Commémoration du 8 mai 1945** [6 mai 1977] (p. 2557, 2558) : l'impossibilité de faire du 8 mai un jour férié ; la charge laissée aux collectivités locales et aux associations d'organiser les manifestations du 8 mai.

— **M. Xavier Deniau** (n° **37544**) : **Retraite de certains travailleurs manuels** [13 mai 1977] (p. 2761) : l'interprétation large de la loi du 30 décembre 1975 ; possibilité de ramener la durée d'assurance de quarante-trois à quarante et un ans.

— **M. Xavier Deniau** (n° **38483**) : **Politique familiale et médaille de la famille française** [3 juin 1977] (p. 3394, 3395) : les mesures prises (complément familial, revalorisation des allocations familiales, diminution progressive des impôts à la consommation, réforme de l'aide au logement) ; élaboration d'un statut social de la mère de famille.

• *à la question au Gouvernement de :*

— **M. Cerneau : Application des lois sociales dans les DOM** [22 juin 1977] (p. 4054) : disparités existant entre les régimes de protection familiale dans la métropole et les DOM et rendant indispensable le vote de lois différentes ; dépôt à la session d'octobre du projet de loi instituant le complément familial dans les DOM.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1974

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7002) : son intervention n'engage que sa responsabilité personnelle ; s'interroge sur les raisons qui amènent tant de femmes à affronter les dangers de l'avortement clandestin ; (p. 7003) : couvrir la clandestinité serait une hypocrisie indigne du législateur ; réprimer sévèrement l'incitation à l'avortement ; les limites à la liberté doivent être positives et possibles à respecter ; l'avortement ne peut être considéré comme un moyen contraceptif ; (p. 7004) : informer largement et accompagner le texte de mesures sociales. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7222) : son amendement n° 30 : obligation du médecin de faire connaître dès la première visite son hostilité à l'avortement ; adopté.

1975

— **Projet de loi modifiant et complétant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes** (n° **1486**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1930) : problème de la conciliation de la maternité et du travail ; l'augmentation constante du travail féminin ; la protection résultant de la loi du 30 décembre 1966 ; la garantie d'emploi pendant et après la grossesse ; le bénéfice des indemnités journalières de la sécurité sociale ; la rupture du contrat sans délai-congé de la part de la salariée ; le bénéfice de la période d'arrêt de travail pour élever son enfant ; les objectifs du projet de loi ; l'interdiction de prendre en considération l'état de grossesse de la femme lors de l'embauche, d'une résiliation du contrat ayant pour motif l'état de grossesse, de prendre en considération ledit état pour prononcer une mutation ; (p. 1931) : les amendements proposés ; le caractère trop limitatif du texte soumis au Parlement ; envisager le problème de la maternité en tant que phénomène social. **Discussion des articles. Article premier** (p. 1935) : son amendement n° 1 : impossibilité de résilier le contrat de travail d'une salariée en état de grossesse et pendant une période de vingt semaines suivant l'accouchement ; adopté ; (p. 1937) : son amendement n° 2 : motifs justifiant la résiliation du contrat de travail ; repoussé. **Article 3** (p. 1938) : son amendement n° 3 : affectation de la salariée à un autre poste en cas de nécessité médicale constatée par le médecin du travail ; adopté ; (p. 1939) : son amendement n° 4 : devient sans objet par adoption de l'amendement n° 21 du Gouvernement. **Avant l'Article 4** : son amendement n° 5 : suspension du contrat de travail avant et après l'accouchement ; cas d'un état pathologique ; repoussé. **Après l'Article 5** (p. 1941) : son amendement n° 9 de forme ; adopté. **Titre** (p. 1942) : son amendement n° 11 : modification du titre ; repoussé. **Deuxième lecture. Discussion générale** [16 juin 1975] (p. 4247) : les modifications apportées par le Sénat ; une plus grande souplesse donnée à l'affectation temporaire de la salariée enceinte dans un autre emploi ; l'intervention possible du médecin traitant ; l'harmonisation du texte du code de la sécurité sociale avec celui du code du travail ; l'importance des derniers mois de la grossesse ; l'extension du bénéfice de deux semaines supplémentaires aux personnes relevant des assurances sociales agricoles. **Discussion des articles. Article 3** (p. 4248) : son amendement n° 1 : possibilité de l'affectation temporaire dans un autre emploi de la salariée en état de grossesse si l'état de santé médicalement constaté l'exige ; en cas de désaccord, recours au médecin du travail ; adopté ; (p. 4249) : pense que la consultation du médecin du travail prévue par l'amendement n° 3 de M. Carpentier se trouve déjà inscrite dans les textes ; son amendement n° 2 : en cas de changement de poste à la demande de l'employeur, impossibilité de décider d'une diminution de rémunération ; adopté.

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion générale** [28 mai 1975] (p. 3303) : la famille, un des fondements essentiels de notre société où se crée l'équilibre de la nation ; l'avenir des enfants et des adultes confrontés à la solitude du fait du divorce ; (p. 3304) : allonger le temps de la réflexion dans le domaine du divorce par consentement mutuel ; le divorce ressenti par les femmes les plus âgées comme une injustice au regard

de la société ; les soucis matériels qui s'ajoutent à leur douleur ; continuer à verser les prestations de la sécurité sociale aux femmes qui n'étaient que des ayants droit ; maintenir la pension de réversion en cas de divorce par rupture de vie commune ; les devoirs des maris et de la société, contrepartie de la libéralisation du divorce ; le caractère trop évasif du texte en matière d'aliénation mentale ; le problème des enfants ; l'existence de liens entre la garde des enfants et la notion de faute ; être prudent en matière de témoignage des enfants ; (p. 3305) : empêcher une multiplication du divorce par un aménagement des conditions de vie ; le drame du mariage des très jeunes. **Discussion des articles** [29 mai 1975]. **Article premier : Article 231 du code civil** (p. 3364) : son amendement n° 262 : devenu sans objet. **Article 293 du code civil** (p. 3399) : son sous-amendement n° 94 : indexation des pensions alimentaires ; repoussé. [30 mai 1975] : **Après l'Article 7** (p. 3466) : son amendement n° 95 : ajouter un article L 351-2 au code de la sécurité sociale plaçant hommes et femmes sur un pied d'égalité ; adopté ; (p. 3471) : son amendement n° 97 : modifier l'article L 44 du code des pensions civiles et militaires ; adopté ; (p. 3473) : son amendement n° 98 : suppression de la référence à la femme divorcée à son profit exclusif ; adopté. **Article premier** (*suite*) : **Article 251 du code civil** (p. 3476) : son amendement n° 301 : rendre la conciliation facultative quand le divorce est demandé pour rupture ; repoussé. **Article 272 du code civil** (p. 3482) : son amendement n° 89 : perte éventuelle de droits à pension de réversion ; adopté ; [3 juin 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Article 23 du code civil** (p. 3502) : son amendement n° 200 ; retiré ; [4 juin 1975] : **Article premier** (*suite*) : **Après l'Article 282 du code civil** (p. 3628) : son amendement n° 263 ; réservé. **Avant l'Article 8** (p. 3631) : son amendement n° 263 ; retiré au profit de l'amendement n° 330 du Gouvernement. **Article 8** (p. 3634) : son amendement n° 96 ; retiré. **Après l'Article 8** (p. 3635) : son amendement n° 100 ; retiré ; (p. 3639) : son amendement n° 99 : réinsertion professionnelle des femmes divorcées ; déclaré irrecevable.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7447) : relancer la politique familiale ; verser les allocations familiales dès le premier enfant ; l'effort à faire en matière de logement des familles ; (p. 7447) : aménager les horaires de travail de la mère de famille ; majorer l'allocation de salaire unique plutôt qu'instituer un salaire maternel ; revaloriser le rôle de la mère de famille.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9670) : s'oppose à la question préalable déposée par les membres du groupe du parti socialiste ; rappelle que le projet concernera 100.000 personnes en deux ans et coûtera un milliard de francs ; (p. 9676) : déplore la multiplicité des règles posées par les différents régimes sociaux ; le coût insupportable de la généralisation de la retraite à soixante ans ; procéder par étapes ; (p. 9677) : éviter la « retraite couperet » ; le problème délicat que pose le cumul d'une retraite et d'une rémunération d'activité ; poursuivre par étapes l'effort entrepris. **Discussion des articles. Article 2** (p. 9686) : son amendement n° 27 : après les mots « activité professionnelle » insérer le mot « précédemment » ; permettre à un salarié liquidant sa retraite de continuer à exercer un emploi dans l'entreprise où il exerçait son activité ; retiré.

1976

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant diverses mesures de protection sociale de la famille** (n° **2220**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [18 mai 1976] (p. 3137) : des réformes ponctuelles ; les bouleversements intervenus récemment ; (p. 3138) : la désarticulation du mode de vie de la famille due à la croissance, mais néanmoins vitalité de la famille ; pas seulement une politique de prestations, mais une politique de la vie quotidienne ; ne pas se heurter à l'obstacle financier ; nécessité d'un véritable projet de loi d'orientation ; les mesures prévues dans le projet actuel ; (p. 3139) : première mesure : garantir aux parents isolés un minimum de ressources ; droit à un revenu minimum ; transfert de l'aide sociale à la sécurité sociale ; (p. 3140) : deuxième mesure : plus grande compatibilité entre l'activité professionnelle des femmes et leurs fonctions maternelles ; congé d'adoption ; congé postnatal ; entrée tardive dans la vie active pour les fonctionnaires de catégorie A ; troisième mesure : dispositions concernant les jeunes appelés ; (p. 3141) : projet discuté, de portée limitée ; libération anticipée prévue pour les exploitants. **Discussion des articles** [19 mai 1976]. **Article 2** (p. 3214) : son amendement n° 9 de forme ; adopté ; son amendement n° 10 tendant à faire référence au SMIC ; repoussé ; (p. 3215) : repousse l'amendement n° 59 de Mme Chonavel ; ses amendements n° 11 et n° 12 qui visent à préciser le texte du projet initial ; (p. 3217) : combat l'argumentation de Mme Veil sur ses amendements n° 11 et n° 12 ; adoptés ; son amendement n° 15

de précision ; son amendement n° 16 visant à rendre plus rapide le placement ; amendements n° 15 et n° 16 adoptés. **Article 3** *bis* : s'oppose à l'amendement n° 63 de M. Weber défendu par M. Garcin. **Article 4** (p. 3219) : s'oppose à l'amendement n° 64 de M. Weber défendu par M. Gilbert Schwartz ; repousse l'amendement n° 65 de Mme Chonavel défendu par M. Garcin ; (p. 3220) : repousse l'amendement n° 66 de M. Weber défendu par M. Gilbert Schwartz ; son amendement n° 18 soutenu par M. Pinte ; s'oppose à l'amendement n° 68 de Mme Moreau défendu par M. Garcin ; repousse l'amendement n° 69 de Mme Constans défendu par M. Gilbert Schwartz ; (p. 3221) : s'oppose à l'amendement n° 70 de M. Legrand défendu par Mme Chonavel ; s'oppose à l'amendement n° 71 de M. Legrand défendu par Mme Chonavel. **Après l'Article 4** (p. 3222) : son amendement n° 19 très proche de l'amendement n° 112 du Gouvernement ; devenu sans objet après l'adoption de l'amendement n° 112 du Gouvernement. **Article 5** : son amendement n° 20 accordant l'indemnité journalière de repos aux ressortissantes étrangères résidant en France ; se rallie personnellement à l'opinion de Mme Veil sur son amendement n° 20 ; repoussé. **Article 6** (p. 3223) : son amendement n° 21 devenu sans objet en raison du vote intervenu sur son amendement n° 20. **Avant l'Article 8** (p. 3224) : accepte l'amendement n° 103 de M. Gerbet. **Article 9** (p. 3225) : son amendement n° 29 précisant que si elle le souhaite, la femme doit retrouver un poste dans la ville même où elle travaillait auparavant ; amendement n° 29 adopté après adoption du sous-amendement présenté par M. Briane. **Article 11** (p. 3226) : son amendement n° 36 modifié de la même façon que son amendement n° 29 ; amendement n° 36 rectifié adopté. **Article 13** : son amendement n° 44 modifié de la même façon que son amendement n° 29 ; amendement n° 44 rectifié adopté. **Article 16** (p. 3227) : indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 105 de M. Joanne. **Avant l'Article 17** (p. 3228) : son amendement n° 52 rectifié ajoutant un nouvel article supprimant l'obligation alimentaire pour les jeunes gens chefs de famille et permettant de différer jusqu'à la naissance de l'enfant l'appel des jeunes mariés incorporables dont l'épouse est enceinte ; confirme que l'adoption de l'amendement n° 52 rectifié devrait s'accompagner de la suppression de l'article 17 ; souligne que les jeunes gens devront comprendre qu'ils ne doivent pas se soustraire au service par un mariage précoce et une paternité prématurée ; (p. 3229) : son sous-amendement n° 106 précisant la notion de chef de famille ; (p. 3230) : insiste sur l'idée que tout Français doit faire son service militaire ; demande la suppression de l'article 17 ; (p. 3231) : amendement n° 106 adopté ; amendement n° 52 rectifié adopté. **Article 17** : son amendement n° 53 défendu par M. Gissinger ; adopté. **Article 18** (p. 3233) : son amendement n° 54 tendant à mieux cerner les diverses situations pouvant se présenter pour la reconnaissance de la qualité de soutien de famille ; au sens économique ; adopté. **Article 19** (p. 3235) : son amendement n° 55 prévoyant la libération anticipée de droit sur demande de l'intéressé ; adopté après adoption du sous-amendement n° 108 de M. de Kerveguen. **Après l'Article 19** : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. Allainmat. **Après l'Article 22** (p. 3236) : son amendement n° 57 défendu par M. Briane. **Seconde délibération** [20 mai 1976]. **Article 2** (p. 3269) : souligne que l'allocation de logement pose le problème le plus délicat ; laisse l'Assemblée juge sur l'amendement n° 1 du Gouvernement ; rappelle que l'Assemblée avait adopté, la veille, l'amendement de la commission ; (p. 3270) : souligne que les sous-amendements constituent des positions de repli. **Deuxième lecture. Discussion générale** [28 juin 1976] (p. 4790) : les modifications apportées par le Sénat. **Discussion des articles** [28 juin 1976]. **Article 2** (p. 4793) : son amendement n° 1 précisant que la première mensualité est versée dans le mois suivant la date du fait générateur de l'isolement ; adopté. **Après l'article 2** : indique que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 8 corrigé du Gouvernement. **Article 15** (p. 4796) : son amendement n° 2 de complément ; adopté. **Article 17 A** : s'oppose à l'amendement n° 9 de M. Pinte. **Article 18** (p. 4798) : son amendement n° 3 donnant une interprétation moins restrictive des difficultés des entreprises agricoles ou industrielles justifiant une dispense de service national ; repoussé. **Article 19** (p. 4799) : son amendement n° 4 relatif à la libération anticipée ; repoussé. **Article 22** : indique que la commission n'a pas été saisie de l'amendement n° 14 du Gouvernement. **Commission mixte paritaire** [30 juin 1976] (p. 4968) : les propositions de la commission mixte paritaire : la date de versement de la première mensualité, la suppression du dernier alinéa de l'article L 543-10 du code de la sécurité sociale, le congé postnatal dans le cas de l'adoption d'un enfant de moins de trois ans ; l'article 22 du projet de loi ; l'harmonisation des dispositions du code du service national avec le nouvel article L 32 *bis*.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Culture [5 novembre 1976] (p. 7660) : le problème de la lecture publique et des bibliothèques ; les bibliothèques centrales de presse

et les bibliothèques municipales, réseaux de base de la lecture publique en France ; une politique de développement suivie de 1967 à 1974 ; l'aide dérisoire aux dépenses de fonctionnement ; l'amenuisement du budget de la lecture publique ; les locaux provisoires ; les bibliobus immobilisés faute de chauffeurs ; les subventions de fonctionnement et l'apport des collectivités locales ; l'absence de financement des six bibliothèques centrales de presse qui devaient être construites en 1975, puis en 1976 ; Beaubourg ; (p. 7661) : le rattachement administratif de la lecture publique ; les comparaisons avec les pays anglo-saxons ; l'importance de la lecture dans le monde moderne ; le retard pris par la France en ce domaine.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [16 décembre 1976] : **Article 9** (p. 9513) : la dignité des familles ; l'allégement des dispositifs de l'APL ; l'aide au logement devra être obligatoirement consacrée aux dépenses de logement ; est favorable au système du tiers payant ; (p. 9514) : l'efficacité et la simplification du système du tiers payant.

En qualité de secrétaire d'Etat auprès du ministre de la santé et de la sécurité sociale.

1977

— **Projet de loi instituant le complément familial** (n° **2829**). **Discussion générale** [31 mai 1977] (p. 3217) : la reprise par le projet de loi des cinq principes retenus par le conseil des ministres du 31 décembre 1975 ; l'effort financier du Gouvernement ; le principe de la simplification ; le regroupement des prestations ; la concentration de l'effort engagé sur deux situations familiales plutôt que l'augmentation indifférenciée des allocations familiales ; le caractère critiquable de la suppression de l'allocation de salaire unique au-delà de trois ans pour les familles de un ou deux enfants ; la tendance actuelle du système de prestations familiales ; le maintien pendant un an du complément familial à taux plein pour ces familles ; le principe d'une sélectivité sociale modérée ; le niveau du plafond d'exclusion ; (p. 3218) : la proportion de familles bénéficiaires ; la revalorisation des plafonds primitifs ; l'indexation du plafond sur les salaires ; l'institution d'une allocation différentielle pour les familles dont les revenus dépassent d'un certain montant le plafond d'exclusion ; le principe de la neutralité du complément familial au regard de la situation professionnelle de la mère de famille ; le rejet par le Gouvernement des systèmes d'aide exclusive aux femmes restant au foyer et d'aide destinée aux mères de familles ayant un travail salarié ; le niveau de la nouvelle prestation ; l'évolution du niveau du complément familial ; le principe du maintien des droits acquis pour les familles recevant actuellement les allocations supprimées ; la gestion par la CNAF de deux systèmes parallèles ; les conditions d'extension du complément familial aux départements d'outre-mer ; l'ampleur de l'effort consenti en matière de protection familiale des habitants des DOM ; la situation des familles mono-parentales ; le caractère inégalitaire de la majoration de 50 % du complément familial ; (p. 3219) : la majoration de 50 % de l'allocation d'orphelin ; l'augmentation de l'allocation au 1er octobre prochain ; l'incidence de la réforme proposée ; l'extension du nombre des bénéficiaires par rapport aux attributaires des anciennes prestations ; l'augmentation du montant des prestations versées.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration de la situation des conjoints survivants** (n° **2872**). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3876) : les mesures gouvernementales de politique familiale et de retraite ; l'allocation d'orphelin ; l'allocation de parent isolé ; l'accroissement du niveau des pensions de droit propre ; les efforts faits en matière de minimum vieillesse ; l'assouplissement des conditions d'ouverture du droit à pension de réversion ; la difficulté de la connaissance de l'impact de chacune des réformes ; l'élargissement des possibilités de cumul du droit propre et du droit dérivé ; la loi du 3 janvier 1975 ; l'élévation du plafond ; le coût financier de la réforme ; la politique à long terme du Gouvernement ; le développement des droits propres des mères de famille ; (p. 3877) : l'harmonisation progressive des conditions d'ouverture du droit à pension de réversion entre les régimes de pension ; l'assouplissement progressif du cumul des droits propres et des droits dérivés ; l'élévation progressive du plafond fixé pour les cumuls ; (p. 3882) : une étape dans la voie de l'amélioration du statut des conjoints survivants ; l'application rétroactive de la loi ; le nouveau niveau du plafond ; l'effort accompli en faveur des jeunes veuves ; l'effort accompli par le Gouvernement en matière sociale ; la nécessité d'une meilleure information. **Discussion des articles. Article premier** (p. 3882) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Aubert. **Article 4** : le caractère non traditionnel de la fixation des durées d'application ; (p. 3883) : le danger de laisser s'instaurer un vide juridique en 1979 ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n° 4 et n° 5 de M. Aubert. **Après l'Article 4** : la supériorité de l'amendement n° 12 de M. Aubert sur l'amendement n° 6 de M. Franceschi.

MITTERRAND (François)

Député de la Nièvre
(3e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Est candidat à l'élection à la Présidence de la République. Décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 19 avril 1974] (p. 4219). Proclamation des résultats du scrutin du 5 mai 1974 [*J.O.* du 8 mai 1974] (p. 4899). Proclamation des résultats du scrutin du 19 mai 1974 [*J.O.* du 25 mai 1974] (p. 5669).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à cette commission [30 mai 1973] (p. 1699).

Membre de la commission des affaires étrangères [30 mai 1973] (p. 1699), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner les propositions de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune, (n° 2128) de M. Georges Marchais et plusieurs de ses collègues, (n° 2131) de M. Defferre et plusieurs de ses collègues, sur les libertés [19 décembre 1975] (p. 10152).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **l'aménagement des conditions d'accomplissement du service national** (n° **126**) [12 avril 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **fixer à dix-huit ans l'âge de la majorité civile et de la majorité électorale** (n° **299**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **faire bénéficier les mères de famille d'un congé pour maladie de leur enfant** (n° **371**) [24 mai 1973].

— **Proposition de résolution** tendant à **créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **457**) [7 juin 1973].

— **Proposition de loi** relative à la **diffusion des méthodes de contraception et à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **469**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **abolir la peine de mort** (n° **593**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à établir pour les **élections à l'Assemblée nationale la représentation proportionnelle régionale et nationale avec scrutin individuel** (n° **973**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** tendant à fixer à dix-huit ans **l'âge de la majorité électorale** (n° **974**) [30 mai 1974].

— **Proposition de loi** sur la **nationalisation de la fabrication des cellules et propulseurs aéronautiques et spatiaux** susceptibles d'être utilisés à des fins militaires (n° **1311**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à la **suppression de l'ordre des médecins** (n° **1472**) [20 décembre 1974].

— **Proposition de loi** relative à l'abaissement de **l'âge de l'éligibilité aux conseils municipaux et généraux** (n° **1539**) [11 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à garantir l'**égalité de droits** et de chances des **femmes et des hommes** dans l'**emploi** (n° **1705**) [5 juin 1975].

— **Proposition de loi** relative à la création d'une compagnie nationale de l'**informatique** (n° **1857**) [30 juin 1975].

— **Proposition de résolution** tendant à la création d'une commission d'**enquête parlementaire** sur l'ensemble de la situation en **Corse** (n° **1877**) [2 octobre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à doter **Paris** d'un statut démocratique (n° **2031**) [3 décembre 1975].

— **Proposition de loi** portant suppression de la **Cour de sûreté de l'Etat** (n° **2161**) [7 avril 1976].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **impôt sur les grandes fortunes** (n° **2335**) [26 mai 1976].

— **Proposition de loi** tendant à instituer un **impôt sur les grandes fortunes** (n° **3408**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à favoriser la réinsertion des **veuves** et des **femmes divorcées** et à leur assurer une meilleure **protection sociale** (n° **3410**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à l'**abrogation de la loi n° 70-480** du 8 juin 1970 **dite loi « anticasseurs »** (n° **3411**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à la **création d'un office des vins** (n° **3412**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** tendant à la garantie et à l'extension des **libertés syndicales** (n° **3413**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi de programme définissant des objectifs à l'action de l'Etat en 1978** et portant diverses mesures d'ordre économique, social et financier, pour résoudre la crise économique, relancer l'activité, résorber le chômage et promouvoir la réforme fiscale et la réforme de la sécurité sociale (n° **3414**) [20 décembre 1977].

— **Proposition de loi** portant extension du secteur public par la **nationalisation** de neuf groupes industriels et du secteur bancaire et financier et par diverses **prises de participation publiques** pouvant être majoritaires, notamment dans la sidérurgie (n° **3416**) [20 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question au Gouvernement :*

— **Ecoutes téléphoniques** [11 juin 1975] (p. 3976, 3977) : renseignements sur le centre d'écoutes de Boullay-les-Troux ; visite de ce centre par une mission parlementaire.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° **119**) [10 avril 1973] (p. 766) : évoque la composition du Gouvernement ; (p. 767) : la campagne électorale, l'intervention du Chef de l'Etat ; juge insuffisant le programme du Gouvernement ; critique les inégalités, la disparité des revenus ; (p. 768) : point de rupture de nos sociétés occidentales ; le socialisme doit naître de la croissance ; remise en cause des conditions de travail et de vie ; opposition à la parcellisation des tâches ; se prononce pour l'autogestion, forme supérieure de la démocratie ; évoque la grève des OS Renault, la situation des travailleurs immigrés ; la politique extérieure de la France et de l'Europe ; critique la domination des sociétés transnationales, les perspectives de la guerre commerciale avec l'Amérique ; la situation du Marché commun ; refuse sa confiance au Gouvernement.

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1533) : le manque de dimension du discours de M. Giscard d'Estaing ; les perspectives du Nixon-round ; (p. 1534) : estime nécessaire la tenue d'un débat de fond sur le sujet, la dédramatisation du conflit économique et monétaire par le ministre de l'économie et des finances, les déclarations du président Nixon et de M. Kissinger, les éléments de changement dans l'équilibre mondial, le problème de l'accroissement des ressources naturelles, la priorité donnée par le président Nixon à sa politique tournée vers l'Union soviétique, les raisons de cette attitude, le développement des relations commerciales entre les Etats-Unis et l'URSS, l'obligation pour la France de s'inspirer de ces mutations et de raisonner par rapport au Nixon round et à la politique de la CEE ; les échecs de la Communauté depuis le sommet de Paris ; (p. 1535) : le rapport entre les orientations choisies par les Etats-Unis et la situation actuelle de l'Europe occidentale ; les atteintes aux principes de Bretton Woods ; la mise en jeu de notre présence politique dans le monde ; le profit que les Etats-Unis retirent de l'inflation, leur opposition à la politique agricole commune, la nécessité pour le Gouvernement de préciser sa position à la veille du Nixon round ; s'interroge sur l'opportunité d'avoir accepté de participer à cette négociation ; énonce six points d'accord sur lesquels les socialistes soutiendront les efforts du Gouvernement ; priorité à une polititique monétaire fondée sur la convertibilité, pas de globalisation des questions en litige, principe de la réciprocité ; (p. 1536) : préférence communautaire, maintien de la zone de libre-échange établie par la Communauté avec d'autres pays d'Europe, nécessité de bâtir un système monétaire international qui tienne compte des pays en voie de développement ; évoque les dangers qui menacent notre politique communautaire, la menace d'intégration de la CEE dans la communauté atlantique, la puissance des forces multinationales ; le danger que constitue pour l'Europe le capitalisme international ; souligne la nécessité d'une politique de clarté à l'égard du pays ; évoque la politique des prix, celle des équipements collectifs, la diminution des investissements publics, la non-réalisation des objectifs du VI[e] Plan ; le caractère dépassé de la règle de l'équilibre budgétaire ; le flottement actuel des monnaies ; (p. 1537) : l'absence de volonté européenne dans l'action du ministre de l'économie et des finances.

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion des articles** [13 juin 1973]. **Avant l'Article premier** (p. 2076) : son amendement : service légal de six mois. **Article premier** (p. 2077) : son amendement : libre choix par les jeunes gens âgés de dix-huit ans de la date de leur incorporation jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans. **Article 2** (p. 2083) : son amendement : modalités d'éta-

blissement de la liste des cycles ouvrant droit au report d'incorporation ; (p. 2084) : son amendement : composition et fonctionnement des commissions régionales ; (p. 2085) : son amendement : audition par la commission des jeunes gens intéressés et du maire de la commune ; retrait. **Après l'Article 5** (p. 2103) : son amendement : information des jeunes gens sur les dispositions relatives à l'objection de conscience.

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [19 juin 1973] (p. 2266) : souligne l'intérêt de la rencontre entre MM. Nixon et Brejnev ; évoque les accords Salt et la deuxième phase de ces accords, les conséquences de cette rencontre sur notre vie, notre avenir et notre rôle dans le monde ; le problème de nos expériences nucléaires alors que Russes et Américains se sont déjà interdit les expériences dans l'eau et dans l'air ; évoque la réduction des forces en Europe, les problèmes posés à la conférence d'Helsinki ; le paradoxe entre le souhait de voir maintenir les troupes américaines en Allemagne et la proclamation du dogme de l'indépendance militaire de la France ; le développement des échanges commerciaux entre les Etats-Unis et l'URSS, l'implantation en URSS de firmes internationales ; les nouveaux marchés ainsi assurés aux Américains à la veille du Nixon round ; les conséquences sur la négociation avec l'Europe occidentale ; le protectionnisme et l'impérialisme économique et monétaire du gouvernement américain ; (p. 2267) : le risque de cassure du Marché commun ; les échecs de l'Europe dans les domaines spatial, monétaire et des politiques régionale et industrielle ; l'absence de volonté politique européenne ; les quatre questions des socialistes sur l'Europe : capacité minimale à maîtriser l'économie, prise de conscience des intérêts des travailleurs ; exercice d'une responsabilité propre dans les rapports internationaux, engagement dans une pratique démocratique ; l'importance du rayonnement culturel de la France ; certaines orientations de notre politique extérieure ; l'impulsion donnée au commerce des armes ; le glissement de notre politique en Extrême-Orient ; évoque la poursuite des expériences nucléaires, les relations de la France avec les pays africains ; (p. 2268) : souligne l'importance des problèmes de l'énergie, de l'organisation des ressources du globe ; (p. 2339) : son interruption dans le débat ; estime que s'il n'y a qu'un seul comportement en matière de politique étrangère, il n'a pas qu'une seule politique ; les deux politiques possibles en matière européenne, au Cambodge et au Viet-Nam ; le glissement de la politique française à l'égard des aspirations nationales des Etats-Unis ; la contradiction entre la protection américaine et l'indépendance.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4180) : sa crainte de voir la vie démocratique du pays se réduire au contact du Président de la République et de la presse et de voir disparaître la responsabilité de l'exécutif et le contrôle du législatif ; la motion de censure : utilisation normale du droit de l'opposition et non pas insupportable agression ; la pression de l'événement sur le plan intérieur et sur le plan extérieur ; la hausse des prix ; les assurances données par le ministre des finances à *Paris-Match* que les prix seraient maîtrisés ; les hausses plus fortes en France que chez nos voisins parmi lesquels seule nous distance l'Italie ; les raisons de cette hausse ; l'effritement du pouvoir d'achat des Français ; les hausses des matières premières, conséquences et non cause de l'inflation ; les mesures prises par l'Allemagne de l'Ouest pour résister à l'inflation ; l'inertie du Gouvernement devant la spéculation foncière et immobilière ; la récession seul recours du Gouvernement ; l'éloignement des principes de Bretton Woods ; les sociétés multinationales ; les mouvements sociaux ; l'insuffisance des rémunérations des fonctionnaires notamment des cheminots ; le développement de l'affaire Lip et les retards de notre législation ; la volonté d'autodéfense des travailleurs de Lip ; les réformes proposées pour le code du travail par le programme commun ; le droit des travailleurs à l'information sur la marche de leur entreprise ; la mise en marche d'un mouvement qui ne s'arrêtera pas jusqu'à l'avènement du socialisme ; les onze millions de suffrages obtenus par la gauche et les neuf millions et demi par les partis du Gouvernement ; le ralliement des réformateurs ; les valeurs communes défendues par l'opposition ; le drame du Proche-Orient ; la phrase du ministre des affaires étrangères sur « l'agression » que constitue le fait de « tenter de remettre les pieds chez soi » ; le cynisme de cette phrase ; le droit à l'existence d'Israël affirmé par les socialistes français ; le fait palestinien et la nécessité de le reconnaître ; (p. 4181) : l'ambiguïté de la résolution 242 de 1967 prise par l'organisation des Nations unies ; nécessité de négocier ; la liste des territoires qui ont été acquis par les armes ; le caractère inadmissible de la justice qu'on se rend à soi-même ; le coup d'Etat du Chili ; l'assassinat du président de la République ; l'affirmation que la liberté est indivisible, qu'on ne peut invoquer Prague contre Santiago du Chili et qu'on n'excuse pas le crime par le crime ; les paroles de l'évêque d'Arras

sur la nécessité de prêter nos voix aux libertés assassinées ; le silence du Gouvernement et ses responsabilités politiques ; les principes sur lesquels notre civilisation a fondé sa grandeur ; les blessures mortelles pour la liberté ; en France, les expulsions inconsidérées ; le malheur des immigrés, les censurés ; le socialisme seul répond aux problèmes de l'ère industrielle.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5575) : sens et portée de la déclaration des Neuf sur le Proche-Orient ; s'interroge sur l'opportunité de leur initiative ; caractère non déterminant de l'intervention des Neuf pour le cessez-le-feu ; évolution paradoxale des positions internes au sein de l'Europe ; retour du Gouvernement français à l'hypothèse d'une négociation préalable à toute évacuation et devant aboutir à des rectifications de frontières ; mise à l'écart des Neuf par leur allié américain ; réserve des socialistes sur le contenu économique et social de la Communauté ; leur souhait de la voir se développer ; son impression d'une décision forcée ; sa compréhension de la stratégie commerciale des pays arabes ; responsabilités dans la hausse des grandes compagnies pétrolières ; politique menée par ces grandes compagnies ; (p. 5577) : estime urgent que les Neuf mettent en place la réglementation des firmes multinationales ; caractère dérisoire de l'indépendance de la France ; indépendance de l'Europe occidentale ; estime que c'est sur le terrain économique que se livre la bataille pour l'indépendance ; l'Europe en tant que facteur d'indépendance ; pression des nécessités ; ses observations sur l'exposé de M. Couve de Murville ; Nixon round et conférence de Nairobi ; ralliement de M. Giscard d'Estaing aux positions américaines ; propagande gouvernementale sur l'indépendance européenne ; retards de la construction européenne ; nécessité ressentie par tous que chaque pays d'Europe affirme son autonomie de décision par rapport aux deux superpuissances ; conception socialiste de l'Europe ; objectif primordial que constitue la fondation d'un équilibre européen à partir des Neuf ; volonté d'autonomie ressentie au-delà de l'Europe ; négociations MBFR et SALT ; conception du Gouvernement français de la sécurité collective en Europe ; nécessité pour la France de prendre position ; attitude du Gouvernement face à la conférence d'Helsinki ; ses observations sur la sécurité collective de l'Europe, sur la réunion à Paris de chefs d'Etat d'Afrique noire ; sauvegarde des chances d'amitié entre ces pays et la France ; nécessité de mettre un terme aux formes insidieuses de néo-colonialisme ; son inquiétude quant à l'absence de relations entre la France et la Guinée ; conditions dans lesquelles nos intérêts sont défendus par les diplomates italiens ; abandon des Français de Guinée et de leur famille ; demande avec insistance que ce problème particulier soit lié au problème général du rétablissement de bonnes relations avec ce pays ; évoque la politique française à l'égard du Chili ; souligne que l'ambassade de France à Santiago du Chili a accompli son devoir ; estime regrettable que cette action particulière ne se soit pas insérée dans une politique d'ensemble ; rend hommage au sentiment d'humanité du ministre ; estime qu'à l'égard du gouvernement du putsch, la France se doit d'opposer un refus moral et politique catégorique ; (p. 5597) : sort des Français détenus en Guinée ; mise hors d'état de la France d'intervenir utilement en faveur de ces personnes ; rigueur excessive avec laquelle la France a traité la Guinée depuis le référendum de 1958 ; situation de rupture morale, sentimentale et politique dommageable aujourd'hui à nos intérêts ; participation de certains services proches du Gouvernement à d'inadmissibles complots ; déplore la négligence avec laquelle l'Italie s'occupe des prisonniers français ; son voyage en Guinée ; estime possible de rétablir de bonnes relations avec la Guinée ; action directe et indirecte à mener en faveur de nos concitoyens détenus ; situation intervenue en Guinée Bissau ; administration des deux tiers du pays par le mouvement de libération.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° **802**). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7050) : répond à M. Comiti ; sa mise au point sur sa déclaration du 28 mai 1970 à l'Assemblée nationale au sujet des écoutes téléphoniques ; sa position sur les écoutes téléphoniques ; (p. 7056) : en appelle à la parole d'honneur de M. le Premier ministre quant à l'inexistence des écoutes.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** [22 janvier 1974] (p. 313) : quand sa monnaie est menacée, la France est en péril ; (p. 314) : un ordre qui s'écroule, un monde qui se dissout ; le premier fauteur de la crise s'appelle l'impérialisme ; un meurtre à distance au moyen d'un poison subtil ; le pétrole à bon marché était une façon de coloniser l'Europe, le pétrole cher est une façon de la diviser ; les reculs successifs du ministre en matière monétaire ; (p. 315) : la baisse du franc se situe entre 4 et 5 % ; la politique de facilité n'est pas du

côté des partisans du programme commun ; le flottement du franc est peut-être le dernier moyen de sauver nos réserves ; la répartition des sacrifices nécessaires n'est pas indiquée ; l'Europe cassée ; (p. 316) : l'opposition prendra ses responsabilités.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7960) : un tableau sans complaisance de la situation ; la hausse des prix ; le déficit commercial et celui de la balance des paiements ; les réserves ; (p. 7961) : le chômage ; les profits des grandes entreprises ; les emprunts à l'étranger ; la loi du profit ; la crise du monde capitaliste ; la charge pétrolière dans la hausse des prix ; l'actualité du programme commun ; une stratégie gouvernementale dépendante ; l'Etat au service de la concentration du grand capital ; l'exemple Peugeot-Citroën ; le rôle de l'Institut de développement industriel ; (p. 7962) : la création d'un vaste complexe national « Automobile de France » ; l'avenir de l'informatique française ; pour une nouvelle économie politique ; la nécessité de la relance ; la réduction des inégalités ; l'absence de prévision et de planification ; l'évolution de la politique étrangère ; les accords de la Martinique ; la réévaluation du stock d'or ; la conférence trilatérale sur l'énergie ; la paix au Vietnam et au Proche-Orient ; (p. 7963) : la conférence de sécurité ; les réformes libéralisant les mœurs ; les travailleurs dans l'entreprise : le cas des journalistes ; les techniciens de l'ORTF ; les agents des PTT ; la répression en Guyane ; le transfert de la préfecture du Var ; les remous au sein de l'UDR ; le contrôle de l'Etat sur les moyens d'expression audio-visuels ; changer de politique ; (p. 7964) : les promesses électorales.

1975

— **Rappel au règlement** [26 juin 1975] (p. 4776) : proteste contre le risque de voir à nouveau le premier débat de politique étrangère depuis l'élection du Président de la République annulé ou reporté.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4930) : les atouts dont dispose le peuple français ; les éléments qui permettent le maintien de l'indépendance française : forces armées et aussi maîtrise des moyens de production ; l'invasion des capitaux étrangers et la stratégie du dollar ; l'absence d'une volonté politique pour y faire face ; (p. 4931) : les décisions contradictoires dans le domaine de l'informatique ; l'achat par nos partenaires européens d'un avion de combat américain ; le stationnement de la force nucléaire tactique ; le vide politique français correspondant à un trop-plein d'intentions ; la position de la France en matière de désarmement ; (p. 4932) : l'absence de volonté politique qui se manifeste vis-à-vis de la situation en Extrême-Orient ; les grandes erreurs diplomatiques du Gouvernement ; la multiplication des ventes d'armes ; la nécessité d'une autre politique intérieure pour que la France se fasse entendre sur le plan extérieur.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975 (n° 1873). Discussion générale** [10 septembre 1975 (p. 6139) : l'unité nationale ; (p. 6140) : le dialogue avec le Gouvernement et sa majorité ; la croyance dans les vertus de la sélection naturelle ; la recherche de la rentabilité du capital, cause des crises économiques ; l'opportunité du choix du moment en ce qui concerne le plan du Gouvernement ; l'acceptation par le Gouvernement d'un million permanent de chômeurs ; (p. 6141) : la volonté du Gouvernement de diminuer la consommation et d'avantager les entreprises ; l'accumulation accélérée du capital ; les mesures qu'auraient prises les socialistes ; (p. 6142) : le mode de croissance et la nécessité de réformer les structures ; (p. 6157) : son intervention relative aux propos tenus par M. Michel Debré sur le FMI.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social (n° 2346). Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4632) : l'importance d'un débat tel que le plan ; sa faible durée ; la concertation tronquée ; le manque de croyance des partisans d'un système libéral en la planification ; la croyance des socialistes en un plan correcteur du cours naturel des choses ; les objectifs ambitieux mais les moyens réduits du VII^e^ Plan, les engagements dérisoires ; (p. 4633) : les difficultés d'exécution du plan du fait de l'inflation ; la difficulté de réaliser une expansion de 5,5 à 6 % ; une réduction sensible du chômage ; le refus du Gouvernement de recruter dans la fonction publique ; les hypothèses malthusiennes du plan qui ne répond pas à la réalité dans le domaine de l'emploi, dans le domaine du commerce extérieur ; un plan déjà dépassé ; le problème de l'équilibre du budget et de la sécurité sociale qui n'est pas résolu ; la croissance, thème d'incantation ; l'absence d'un nouveau modèle de croissance ; des moyens insuffisants face aux perspectives ouvertes ; l'impossibilité de réaliser cette croissance sans réforme de structures ; l'absence de théorie politique, d'analyse économique, de support social permettant le développement du secteur agro-alimentaire. de répondre au défit actuel ; question sur la manière d'obtenir le ralentissement des prix,

le développement des exportations, le consensus social sur lequel on fonde l'équilibre, la réduction des inégalités ; (p. 4634) : le consentement refusé au Gouvernement par une large fraction du pays ; la nécessité de réformes de structures ; une volonté de transformer la société dans le sens de l'équité alors que le Gouvernement demande tous les efforts aux salariés et sacrifie les équipements et le logement ; la faible part accordée aux départements et territoires d'outre-mer ; la crise, un accident selon le plan ; le renversement de tendances qui affectent le monde industriel avancé ; la chute de la natalité ; la recherche du qualitatif de préférence au quantitatif ; la rupture du système monétaire international ; les solutions nécessaires : la restructuration industrielle de la France ; (p. 4635) : le plan, correcteur des effets du marché ; la création de nouveaux postes de développement dans les secteurs prioritaires par la sélectivité du crédit, par la passation de contrats avec les entreprises publiques et privées plutôt que par la subvention ou la substitution du capitalisme bancaire au capitalisme industriel ; une baisse globale de la recherche ; le caractère essentiel de la recherche permettant de réaliser à terme des économies vers le domaine de la bio-industrie, de l'informatique, de l'aéronautique et de la recherche médicale ; la prévention permettant d'atteindre l'équilibre des charges sociales ; la nécessité d'un redressement de la natalité qui devrait être un des axes du plan et qui conditionne entièrement l'avenir ; (p. 4636) : le manque d'incitation à perpétuer la vie donnée aux enfants nés entre 1945 et 1955 ; la nécessité de développer prestations et équipements, de former les femmes à un vrai métier ; donner aux familles la possibilité d'avoir des enfants qu'elles souhaitent naturellement avoir et en prendre les moyens ; (p. 4645) : estime que M. Debré exagère sa reconnaissance de paternité sur certaines de ses suggestions.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale** (n° **2527**) [5 octobre 1976] (p. 6328) : la nécessité de combattre l'inflation et d'obtenir la confiance des Français ; le passé de la majorité parlementaire ; mise en cause du Président de la République due à la réalité politique et à la pratique des institutions ; M. Giscard d'Estaing, responsable depuis 1969 de nos finances publiques ; la hausse des prix depuis lors ; la croissance du chômage pendant les cinq cents premiers jours ; le bilan négatif du commerce extérieur ; le taux négatif de la croissance ; le recours à des techniques traditionnelles dépassées ; (p. 6329) : le plan Barre, neuvième plan de lutte contre l'inflation produit par M. Giscard d'Estaing depuis 1963 ; des mesures habituelles ; l'échec des plans précédents : le manque d'une vue d'ensemble ; des mesures marquées par les échéances électorales ; les dispositions concrètes du projet : un collectif budgétaire n'ayant pas de rôle proprement anti-inflationniste ; des actions directes sur les prix qui risquent de n'être qu'un feu de paille ; litanie des prophéties manquées depuis 1970 sur la tenue des prix ; l'explication de l'inflation par le Premier ministre ; le refus de juger sommairement les causes de l'inflation ; le caractère erroné de l'analyse du Premier ministre sur l'inflation (p. 6330) basée sur l'idée que les Français vivent au-dessus de leurs moyens faisant des salaires la cause essentielle d'une demande excessive ; la pénalisation des salariés par les mesures fiscales directes, par la hausse des impôts indirects et des cotisations sociales ; le transfert direct des salariés vers les entreprises ; les réserves de capacité de production et de productivité ; les salaires les plus élevés, caractéristiques des pays les moins inflationnistes ; les taux de salaires en Allemagne, aux Etats-Unis, en France, en Grande-Bretagne et en Italie ; l'organisation du transfert des salariés vers les firmes par le plan Barre, source d'un renforcement des structures inflationnistes ; les réformes structurelles renvoyées dans le futur ; des intentions louables ; les rapports qui auraient pu être utilisés ; (p. 6331) : les réformes possibles en matière de sécurité sociale ; en matière fiscale ; le faux appel à la solidarité nationale ; l'inégale répartition du patrimoine, des revenus, de l'éducation dans la société française ; les inégalités en matière de transport dans la banlieue parisienne ; la France, pays où la répartition est la plus inégale ; la misère des hôpitaux publics ; crainte que la croissance ne faiblisse, que le chômage ne grandisse ; les revendications des syndicats ; l'absence de dispositions contre les maîtres du capital et de l'argent ; l'incapacité du Gouvernement à lutter contre l'inflation ; la fin du temps de l'économie libérale dirigiste ; (p. 6332) : l'autre politique proposée par la gauche unie ; la motion de censure déposée par les formations politiques de gauche à l'occasion du collectif budgétaire.

— **Discussion d'une motion de censure. Explications de vote** [19 octobre 1976] (p. 6755) : le programme commun ; les nationalisations ; la bourse ; un programme de nationalisations connu depuis 1972 ; chronologie du « mardi noir » ; (p. 6756) : l'impôt sur le capital proposé par la gauche, repris par MM. Chirac, Chaban-Delmas, Fanton et Debré ; la nécessité d'un tel impôt pour lutter contre l'inflation ; n'admet pas que M. Barre sème la crainte devant le programme commun ; n'admet pas que le Premier ministre prévoie l'isolement de la France en cas d'application

du programme commun ; le développement des structures du Marché commun par la gauche ; indique que les attaques de M. Barre ne sont pas dignes de l'idée que les socialistes se faisaient d'un Premier ministre ; la fragilité de la confiance ; interroge M. Barre sur le droit de grève ; l'atteinte portée aux revenus modestes et non aux grosses fortunes ; l'atonie du Gouvernement devant les réformes de structures nécessaires ; le rejet par la majorité de l'impôt sur le capital lors de la discussion de la loi sur les plus-values ; le Gouvernement recherche la confiance de quelques grands possédants ; il n'aura pas celle de millions de travailleurs.

1977

— **Communication du Gouvernement sur son programme** (n° **2823**) [26 avril 1977] (p. 2130) : la capacité technique et politique des équipes dirigeantes ; l'action du Premier ministre ; les causes fondamentales de la crise de l'emploi ; les effets des lois du capitalisme ; l'action gouvernementale en matière d'emplois ; la condamnation d'une relance globale de l'économie ; sa proposition relative au lancement d'un grand emprunt ; l'absence de maîtrise de crédit ; les relations entre le plan et le marché ; les mesures proposées par le Gouvernement ; l'embauche de vingt mille personnes dans les services publics ; (p. 2132) : l'institution d'une préretraite pour plusieurs catégories professionnelles ; le rôle des établissements publics régionaux ; les propositions de recettes ; la majoration de la taxe intérieure sur les produits pétroliers ; la contribution exceptionnelle des banques et des sociétés d'assurances ; le caractère inflationniste de l'emprunt d'Etat ; la création monétaire résultant de l'émission d'une masse importante de bons du Trésor à court terme ; la demande d'un vote de confiance ; les caractéristiques du soutien de la majorité ; le manque de réalisation des objectifs fixés ; la situation des prix ; le commerce extérieur ; le franc ; (p. 2133) : le niveau des taux d'intérêt ; l'endettement extérieur ; le déficit budgétaire ; l'absence de résultat des actions prévues ou engagées, les conditions de concurrence ; l'équilibre de la sécurité sociale ; le non-réexamen des politiques spécifiques de l'Etat à la suite du dépôt des rapports administratifs ; le sort des réformes de structures étudiées ; la non-remise en ordre des affaires de l'Etat ; la gestion de l'argent public ; les décisions et les carences du Marché commun ; la formation permanente ; l'aggravation des tensions sociales ; (p. 2134) : le retour au temps du mépris ; la mobilité des travailleurs ; les difficultés du capitalisme international ; l'enjeu de la Conférence de Londres ; l'action gouvernementale en matière commerciale, monétaire et de développement ; les conditions de la demande du vote de confiance ; l'inégalité de la consommation ; les instruments d'application de la politique gouvernementale ; l'identification de la société libérale avancée au dirigisme ; (p. 2135) : la proposition d'une autre politique ; majorité parlementaire et majorité du peuple.

MOHAMED (Ahmed)

Député des Comores
(App. UDR, puis app. RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'apparente au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre titulaire du comité directeur du fonds d'investissement pour le développement économique et social des territoires d'outre-mer (FIDESTOM) [18 mai 1973] (p. 1429).

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi relatif à la consultation des Comores** (n° **1187**) [17 octobre 1974]. **Première lecture. Discussion générale** (p. 5169) : se prononce pour le rejet de l'exception d'irrecevabilité opposée par M. Fontaine ; (p. 5184) : consultation des populations des Comores ; (p. 5185) : donner aux Comoriens installés en France la possibilité d'obtenir la double nationalité ; la situation des Comores est dramatique ; les Comores sont mûres pour choisir leur destin ; histoire de l'archipel ; (p. 5186) : la déclaration commune du 15 juin 1973 ; on ne peut aujourd'hui par la partition démanteler une entité incontestable qui laisse place aux particularismes locaux ; la personnalité comorienne et les relations internationales ; appartenance des Comores à la communauté musulmane ; (p. 5187) : les

conséquences dramatiques de la partition ; (p. 5190) : intervient contre la motion de renvoi présentée en commission par M. Krieg. **Discussion des articles. Article premier** (p. 5194, 5196) : contre l'amendement n° 3 rectifié de M. Max Lejeune. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [12 novembre 1974]. **Article 3** (p. 6217) : contre l'amendement n° 3 de MM. Magaud-Krieg.

1975

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [26 juin 1975] (p. 4785) : s'élève contre les critiques faites sur la représentativité du gouvernement comorien ; (p. 4786) : M. Messmer, alors Premier ministre, s'était engagé à maintenir l'unité de l'archipel ; de la même manière qu'en 1958, l'assemblée territoriale des Comores avait choisi le statut de TOM ; la population est maintenant favorable à l'indépendance ; la balkanisation des Comores entraînerait l'anarchie et une effusion de sang. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4791) : s'oppose à l'amendement n° 34 de M. Debré, qui tend à diviser le territoire des Comores. **Article 2** (p. 4796) : s'oppose à l'amendement n° 28 de la commission car il lui paraît peu honnête d'organiser un référendum pour mettre ensuite en place une procédure complexe destinée à en remettre les résultats en cause. **Article 4** (p. 4800) : s'oppose à l'amendement n° 40 de M. Debré et n'accepte pas l'affirmation selon laquelle seule l'île de Mayotte est attachée à la culture française.

MOINE (Henri)

Député de la Côte d'Or
(3e circonscription)
(UDR).

En remplacement, le 13 mai 1973, de M. Jean-Philippe Lecat, nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [15 mai 1973] (p. 1276).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [15 mai 1973] (p. 1276).

Le président de l'Assemblée prend acte de sa démission de député [28 juillet 1974] (p. 3940, 3942).

NOMINATIONS

Est nommé membre de la commission de la production et des échanges [15 mai 1973] (p. 1276), [2 avril 1974] (p. 1454).

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national. Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [13 juin 1973]. **Après l'Article 3** (p. 2101) : son amendement : modalités d'incorporation et d'utilisation dans l'armée des vétérinaires diplômés.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5311) : difficultés des éleveurs de l'Auxois-Morvan : déception causée par l'ONIBEV ; subventions en matière de brucellose ; dossier des demandes de prêts en instance dans le département de la Côte-d'Or ; suppression des subventions et augmentation des prêts ; estime qu'il faut encourager la production de viande adulte, différenciation entre les qualités de viande, label d'origine et label de qualité, système de codification Flachat ; mauvaise répartition des subventions et mécontentement des éleveurs ; son invitation au ministre de l'agriculture à rendre visite aux éleveurs d'Auxois-Morvan.

MOLLET (Guy)

Député du Pas-de-Calais
(1re circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

Décédé le 3 octobre 1975 [*J.O.* du 4 octobre 1975] (p. 10282).

Son éloge funèbre est prononcé [9 octobre 1975] (p. 6698, 6699).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202).

DÉPOTS

— **Proposition de loi organique** portant **modification de l'ordonnance n° 58-1067 du 7 novembre 1958 relative au Conseil constitutionnel** (n° 349) [15 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **assurer l'égalité des chances des candidats aux élections législatives et à réglementer la propagande électorale** (n° 378) [24 mai 1973].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi constitutionnelle portant modification de l'article 6 de la Constitution** (n° 639). **Discussion générale** [16 octobre 1973] (p. 4419) : utilisation abusive d'un article du règlement de l'Assemblée ; opposition du Gouvernement à tous les amendements et propositions du programme commun sur le plan des institutions ; estime que les propositions du programme commun sont fort précises et forment un tout homogène ; réactions suscitées par cette réforme auprès des partisans du régime parlementaire, des partisans du régime présidentiel et des partisans d'un régime « monarchique moderne » ; orientation vers la désignation d'un personnage omnipotent et constitutionnellement irresponsable ; (p. 4420) : évoque les travaux préparatoires de 1958, le mandat donné par la loi constitutionnelle : assurer la séparation des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire, mais dans le même temps organiser la responsabilité de l'exécutif devant le législatif ; argumentation de M. Foyer relative à l'évolution du rôle du Président de la République ; estime qu'une série d'interprétations abusives du droit n'a jamais créé un droit nouveau ; que la logique voudrait que l'on propose une modification complète de la Constitution ; évoque l'exigence de responsabilité de l'exécutif devant le législatif ; ses observations sur le régime présidentiel ; n'est pas favorable à ce régime ; constitution de type parlementaire que les constituants de 1958 ont tenté d'écrire, mais une constitution d'un type particulier ; esprit et lettre du texte ; estime que la Constitution n'a encore jamais été appliquée ; son interrogation sur la nature du régime ; articles de la Constitution utilisés pour empêcher le Parlement de jouer son rôle normal ; non-parution des décrets d'application ; confusion des pouvoirs ; étape de l'évolution du régime « secteur réservé » ; interprétation gaullienne du pouvoir ; élection du nouveau Président de la République ; notions de chef suprême de l'exécutif et pouvoirs d'arbitrage de l'article 5 ; non-présentation de son programme à l'Assemblée par un Premier ministre, sa référence à une étude de la Documentation française du 11 avril 1959, n° 2530 ; propos du Président de la République lors de la dernière campagne électorale ; menace de ne pas s'incliner devant la volonté du peuple souverain ; volonté de la gauche de mettre fin aux pouvoirs que le Président de la République s'est arbitrairement attribués ; se demande qui, au sein du Parlement, est favorable au texte proposé ; (p. 4421) : son interrogation sur les motifs qui ont conduit le Président de la République à faire une telle proposition ; invitation du Parlement à avaliser lui-même sa propre déchéance ; sa mise en garde quant à l'évolution du régime ; abus de la loi.

— **Proposition de résolution tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° 721). **Discussion générale** [14 décembre 1973] (p. 7051, 7052) : répond à M. Robert-André Vivien sur la pratique des écoutes téléphoniques sous la IV[e] République ; sa réponse à M. Marette sur le même sujet.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 447) : fait observer au Premier ministre que prétendre ne voir dans le débat actuel qu'un débat de politique économique et financière est une argutie destinée à tourner la Constitution.

MONFRAIS (Pierre)

Député de l'Eure
(1[re] circonscription)
(RI puis R).

En remplacement de M. Jean de Broglie, décédé le 24 décembre 1976 (*J.O.* du 26 décembre 1976, p. 7483) [2 avril 1977] (p. 1458, 1462).

N'appartient à aucun groupe (*J.O.* du 26 décembre 1976, p. 7483).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants (*J.O.* du 30 mars 1977) (p. 1750) [2 avril 1977] (p. 1463).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1977] (p. 1465).

MONORY (René)

Ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

Est nommé ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (deuxième Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

DÉPOTS

— **Projet de loi** relatif aux **économies d'énergie** et à l'utilisation de la chaleur (n° **3354**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *Réponses aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Ferretti : Suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1572) : la responsabilité des entreprises et de leurs interlocuteurs syndicaux quant au programme de modernisation de la sidérurgie ; la recherche par le Gouvernement de mesures de diversification industrielle.

— **M. Kiffer : Suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1572) : les orientations prises par le Gouvernement le 23 février 1977 au plan national et au plan européen.

— **M. Schvartz : Suppression d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1573) : l'intérêt du Gouvernement pour cette douloureuse question ; le prochain débat devant le Parlement.

— **M. Bernard : Sidérurgie lorraine** [6 avril 1977] (p. 1578) : le prochain débat devant l'Assemblée et le Sénat sur cet important sujet.

— **M. Caro : Situation du groupe lainier Schlumpf** [13 avril 1977] (p. 1756-1757) : les difficultés rencontrées pour aboutir à une situation globale ; les solutions trouvées pour Erstein, Glück et Deffrenne ; le problème de Malmerspach ; augmentation des primes de reconversion.

— **M. Weisenhorn : Situation du groupe lainier Schlumpf** [13 avril 1977] (p. 1757) : situation de l'usine de Malmerspach ; augmentation des primes de reconversion.

— **M. Zeller : Sauvegarde de l'emploi** [13 avril 1977] (p. 1760) : l'assurance garantie salaire : accord du Gouvernement pour régionaliser l'intervention et en assouplir les règles.

— **M. Alain Vivien : Engagements d'ITT envers la firme Claude** [20 avril 1977] (p. 1955) : le Gouvernement surveille attentivement l'évolution de la situation de la firme Claude.

— **M. Pierre Joxe : Projets d'implantation de centrales nucléaires** [20 avril 1977] (p. 1956) : les 36 sites mis à l'enquête sur le plan régional ; communication aux élus locaux et aux parlementaires des dossiers des projets de centrales électronucléaires.

— **M. Chevènement : Entreprise Schlumpf à Mulhouse** [20 avril 1977] (p. 1957) : le problème de l'usine de Malmerspach ; les contacts pris avec les représentants syndicaux.

— **M. Mexandeau : Situation de l'emploi au groupe Saviem** [27 avril 1977] (p. 2213) : la restructuration de l'industrie du poids lourd, favorisée par le Gouvernement, permettant de faire face à la concurrence.

— **M. Alain Bonnet : Situation de l'industrie de la chaussure** [27 avril 1977] (p. 2213) : surveillance des importations.

— **M. Combrisson : Conséquences du plan de restructuration du groupe La Chapelle-Darblay** [27 avril 1977] (p. 2214) : les orientations retenues visant à protéger l'emploi et à augmenter la compétitivité dans l'industrie du papier-carton.

— **M. Neuwirth : Importations d'armes de chasse** [27 avril 1977] (p. 2217) : l'opposition du Gouvernement au protectionnisme ; soutiendra une restructuration.

— **M. Boulloche : Situation de l'entreprise Manufrance à Saint-Etienne** [4 mai 1977] (p. 2427) : examen des conditions de la concurrence ; le Gouvernement interviendra après les propositions du conseil d'administration.

— **M. Poperen : Négociations dans la sidérurgie** [11 mai 1977] (p. 2641) : poursuite des négociations patronat-syndicats ; recherche par le Gouvernement de solutions de remplacement.

— **M. Plantier : Reclassement du personnel de l'usine CDF-Chimie, de Mont** [11 mai 1977] (p. 2645) : le reclassement des personnels dans la région de Lacq dont la densification industrielle ne doit pas être affaiblie.

— **M. Vauclair : Application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** [11 mai 1977] (p. 2645) : l'exonération des charges sociales sur l'apprentissage ; réalisation de l'harmonisation sociale début 1978 ; les problèmes posés par l'harmonisation fiscale (service des centres agréés) ; la lutte contre la fraude.

— **M. Brochard : Allégement des procédures administratives** [11 mai 1977] (p. 2646-2647) : la volonté du Gouvernement d'arriver à cette simplification.

— **M. Branger : Situation de l'emploi en Charente-Maritime** [11 mai 1977] (p. 2647) : les mesures prises en faveur de cette région (taux maximum des primes d'aide à l'industrialisation) ; volonté du Gouvernement de favoriser les créations d'entreprises dans les régions où la main-d'œuvre nationale est disponible.

— **M. Barthe : Restructuration de l'industrie sidérurgique** [1er juin 1977] (p. 3262) : conclusion prochaine entre le Gouvernement et la sidérurgie d'un accord comportant des dispositions relatives au contrôle du financement ; création d'activités nouvelles en Lorraine.

— **M. Eyraud : Fermeture de la tuilerie IPB de Paulhaquet (Haute-Loire)** [1er juin 1977] (p. 3264) : examen des possibilités de reprise avec le concours des autorités locales et des dirigeants de l'entreprise.

— **M. Gau : Construction d'une centrale nucléaire Super-Phénix dans l'Isère** [1er juin 1977] (p. 3264) : le développement de l'énergie nucléaire et le recours à la surrégénération ; condition de l'indépendance énergétique de la France.

• *Réponses aux questions orales sans débat de :*

— **M. Cousté** (n° 34991) : **Industrie de la machine-outil** [10 juin 1977] (p. 3700, 3701) : le programme sectoriel défini par le Gouvernement visant à donner aux constructeurs français, d'ici à 1980, les moyens d'accroître leur compétitivité internationale et leur pénétration sur le marché national.

— **M. Royer** (n° 37841) : **Application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** [10 juin 1977] (p. 3701, 3702, 3703) : le vote de deux lois récentes étendant ou facilitant l'application de la loi d'orientation (aide spéciale compensatrice, remplacement de la patente par la taxe professionnelle) ; harmonisation fiscale (relèvement des plafonds du régime réel simplifié, mini réel, de 50 % ; majoration du salaire fiscal du conjoint) ; harmonisation sociale (réajustement par étapes des prestations d'assurance vieillesse et de l'assurance maladie-maternité.

• *Réponses aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Valenet : Aide à l'industrie française de l'électronique** [15 juin 1977] (p. 3795) : insuffisance des réseaux commerciaux de l'électronique ; contingentement des importations en provenance du Sud-Est asiatique ; conclusion de contrats de croissance.

— **M. Muller : Restructuration du secteur public des engrais** [15 juin 1977] (p. 3797) : les restructurations nécessaires pour renforcer la solidité de notre économie ; le maintien d'une forte activité en Alsace ; création d'un organisme national de l'industrie des engrais; la concertation avec les élus et les groupes socio-professionnels.

— **M. Claude Michel : Laboratoires de Serquigny** [15 juin 1977] (p. 3800) : impossibilité de régler une telle question au cours de la séance réservée aux questions au Gouvernement.

• *Réponse à la question orale sans débat de :*

— **M. Depietri** (n° 38901) : **Conséquences de la construction d'une centrale nucléaire en Moselle** [17 juin 1977] (p. 3965, 3966) : efforts du Gouvernement en faveur de la Lorraine ; construction de la centrale thermique de Carling et de la centrale nucléaire de Cattenom ; développement conjoint des centrales nucléaires et des centrales thermiques.

• *Réponses aux questions au Gouvernement de :*

— **M. de la Verpillière : Tarif du kilowattheure dans les régions productrices d'électricité** [29 juin 1977] (p. 4416, 4417) : modification du problème par la réalisation des centrales nucléaires.

— **M. Depietri : Vente de matériel sidérurgique à des industriels étrangers** [29 juin 1977] (p. 4421) : accord de restructuration en cours de négociation ; mesures relatives à la diversification des activités en Lorraine.

— **M. Forni : Situation de l'emploi à la société Montefibre** [5 octobre 1977] (p. 5839) : le Gouvernement a imposé aux dirigeants de Montefibre de surseoir à tout licenciement avant d'avoir proposé un plan.

— **M. Alain Bonnet : Double tarification d'EDF** [5 octobre 1977] (p. 5840) : décision de revenir progressivement à une certaine vérité des prix pour faire face aux besoins d'énergie ; limitation provisoire du recours au tout électrique.

— **M. Aumont : Restructuration de l'industrie des engrais** [19 octobre 1977] (p. 6338) : sa politique dans le domaine de l'industrie des engrais en vue d'atteindre de meilleurs résultats en 1977 ; les solutions possibles à propos des actions SOPAG.

— **M. Dupilet : Situation des aciéries de Paris-Outreau, près de Boulogne-sur-Mer** [19 octobre 1977] (p. 6339) : les difficultés du ferro-manganèse ; la recherche d'une solution dans le cadre communautaire.

— **M. Depietri : Situation de la centrale thermique de Richemont** [19 octobre 1977] (p. 6339, 6440) : la volonté du Gouvernement de favoriser la reconversion en cours en Lorraine ; étude des solutions d'avenir pour les centrales de Cattenom et de Richemont.

— **M. Bardol : Aciéries de Paris-Outreau** [19 octobre 1977] (p. 6340, 6341) : recherche de l'intérêt des travailleurs ; nécessité d'accepter quelques licenciements dans une perspective de reconversion.

— **M. Weisenhorn : Crise de l'industrie textile dans le sud de l'Alsace** [19 octobre 1977] (p. 6341, 6342) : les mesures prises ; la déconcentration des CODEFI.

— **M. Hage : Fermeture de l'usine CDF-Chimie à Lacq** [2 novembre 1977] (p. 6838) : les emplois offerts par CDF-Chimie à l'intérieur de l'entreprise elle-même ; création d'une unité de fabrication de produits phytosanitaires employant une cinquantaine de personnes.

— **M. Dhinnin : Situation des entreprises d'imprimerie** [2 novembre 1977] (p. 6839) : les difficultés de l'imprimerie dues au monopole syndical ; mise en œuvre d'une politique de restructuration ; instructions données aux administrations de passer leurs commandes en France.

— **M. Falala : Application de la loi Royer et situation des détaillants en carburant** [23 novembre 1977] (p. 7834, 7835) : les progrès accomplis en faveur des artisans : couverture sociale, régime fiscal, centres agréés de gestion ; la réforme du contrat d'apprentissage ; le dialogue avec les détaillants en carburant.

— **M. Schwartz (Gilbert) : Fermeture de la mine de Saint-Pierremont, à Mancieulles (Meurthe-et-Moselle)** [23 novembre 1977] (p. 7837) : recherche d'une solution européenne au problème des mines de fer de Lorraine ; surproduction de la sidérurgie européenne.

— **M. Mexandeau : Situation de l'emploi à la Saviem-Blainville (Calvados)** [23 novembre 1977] (p. 7837) : l'effort d'exportation entrepris par la régie Renault ; la chute de 15 % du marché du poids lourd ; les conditions de mise à la retraite anticipée de 700 travailleurs.

— **M. Darras : Schéma de restructuration de la chimie des engrais** [30 novembre 1977] (p. 8048) : les crédits prévus à la loi de finances pour la restructuration de CDF-Chimie ; la construction du vapo-craqueur, opération génératrice d'emplois.

— **M. Lucas : Activité de CDF-Chimie Nord** [30 novembre 1977] (p. 8051) : les investissements et les créations d'emplois à Dunkerque par CDF-Chimie ; la restructuration du domaine public ; le respect des intérêts nationaux.

— **M. Jarosz : Licenciements à Usinor-Louvroil** [30 novembre 1977] (p. 8052) : confirmation des déclarations du 27 septembre 1977 relatives à la création de 1.200 emplois dans le département du Nord.

— **M. Magaud : Prolongation de la grève à Electricité de France et défense des droits des usagers** [7 décembre 1977] (p. 8339) : les avantages dont bénéficient les salariés d'EDF-GDF ; l'impossibilité de répondre à une atteinte portée à la liberté par cette autre atteinte que serait la réquisition.

— **M. Lebon : Licenciements aux établissements Cochaux à Laifour** [14 décembre 1977] (p. 8703) : recommande à M. Lebon de prendre contact avec son cabinet au sujet de cette fonderie.

— **M. Maurice Legendre : Avenir de l'industrie du chauffage électrique** [14 décembre 1977] (p. 8703) : équipement de 35 % des logements neufs en chauffage électrique ; le principe de la tarification spéciale pour les heures creuses ; difficultés de la société Applimo à Houdan.

— **M. de Gastines : Construction et utilisation des véhicules épandeurs de goudron** [21 décembre 1977] (p. 9145) : application de l'arrêté du 18 novembre 1975 ; situation de l'usine de Craon.

— **M. Poperen : Situation de l'emploi à Rhône-Poulenc-Textile** [21 décembre 1977] (p. 9148, 9149) : le renouvellement de l'accord multifibre ; le plan biennal de la société Rhône-Poulenc : aucun arrêt d'activité, investissements importants pour se reconvertir et améliorer sa compétitivité.

— **M. Brun : Menaces de licenciements à l'usine Joy-France de Montluçon** [21 décembre 1977] (p. 9150) : les négociations en cours.

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier (n° 1688). Première lecture. Discussion générale** [12 avril 1977] (p. 1716) : le report du débat sur le projet de loi ; l'objet du texte relatif au code minier ; (p. 1721) : le retard de l'exploitation des sables et graviers marins en France ; dément formellement que des concessions d'exploitations de gravières sablières marines aient été accordées à des consortiums d'exploitants étrangers ; (p. 1722) : la politique menée en matière de granulats marins ; les problèmes spécifiques de la vallée de l'Eure et de la plaine d'Alsace ; l'arbitrage concernant la mer d'Iroise ; l'activité de la société des mines et produits chimiques de Salsigne ; l'aggravation des prix de revient à la suite de contraintes d'exploitation fixées par souci écologique ; la sûreté de l'exploitation des

terrils ; la politique charbonnière de la France ; la réparation des dégâts causés par l'exploitation du sous-sol ; la réparation des dommages ; le problème de la bauxite varoise ; l'inconvénient pour les exploitants agricoles de la multiplication des carrières ; (p. 1723) : l'amendement n° 44 du Gouvernement. **Discussion des articles. Article 2** (p. 1723) : indique qu'il ne lui paraît pas utile de classer la barytine dans la catégorie des mines. **Avant l'Article 5** : les conditions d'élaboration du décret d'application de la loi relative à la protection de la nature ; (p. 1724) : le caractère obligatoire des études d'impact lors de l'ouverture de l'exploitation des mines. **Article 5** : indique que l'amendement n° 35 du Gouvernement répond aux préoccupations qui animent M. Frédéric-Dupont. **Article 6** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Billoux ; indique que le Gouvernement accepte l'amendement n° 2 de M. Billoux. **Article 7** (p. 1725) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de M. Billoux ; (p. 1726) : l'intervention d'un décret en Conseil d'Etat lors de la modification des conditions du cahier des charges en cas d'attribution d'un titre d'exploitation. **Après l'Article 7** (p. 1727) : indique que le Gouvernement serait amené à prendre une position différente en cas de découvertes de gisements d'hydrocarbures importants ; indique que les sous-amendements n° 38 de M. Billoux et n° 47 de M. Poperen tombent sous le coup de l'article 41 de la Constitution ; (p. 1728) : indique qu'il n'opposera pas l'article 41 de la Constitution au sous-amendement n° 47 de M. Poperen. **Article 17 : Article 83 du code minier** (p. 1731) : demande à M. Frédéric-Dupont s'il veut bien retirer son amendement n° 15 ; son accord sous réserve d'une modification rédactionnelle sur l'amendement n° 25 de M. Maurice Legendre. **Article 84 du code minier** (p. 1732) : demande à M. Frédéric-Dupont de retirer son amendement n° 16 au profit de l'amendement n° 44 du Gouvernement ; demande à M. Maurice Legendre de retirer son amendement n° 27 rectifié au profit de l'amendement n° 44 du Gouvernement. **Article 85 du code minier** (p. 1733) : le caractère superfétatoire de l'amendement n° 52 de M. Dousset. **Article 18** : demande à M. Frédéric-Dupont de retirer son amendement n° 17 au profit de l'amendement n° 22 du Gouvernement ; son amendement n° 22 : sanctions applicables aux exploreurs ou exploitants avant fait l'objet d'une condamnation pour infraction aux dispositions du code minier ; (p. 1734) : les conditions d'exercice du pouvoir de sanction de l'administration ; amendement n° 22 adopté après adoption du sous-amendement n° 50 de M. Dousset. **Avant l'Article 21** (p. 1735) : la pollution des réserves d'eau sous-jacentes aux carrières ; la délimitation précise du champ d'application de la réglementation des carrières ; (p. 1736) : son amendement n° 35 : autorisation après enquête publique de l'exploitation des carrières ; la prise en compte dans la réglementation des carrières des dispositions de l'article 2 de la loi relative à la protection de la nature ; l'instauration d'une procédure extrêmement lourde en cas d'adoption du sous-amendement n° 54 de M. Dousset ; amendement n° 35 adopté ; (p. 1737) : son amendement n° 44 : conditions d'application de l'article 109 du code minier ; modalités d'établissement d'un schéma d'exploitation coordonnée des carrières ; conditions de limitation des zones d'exploitation coordonnée des carrières ; l'accord du Gouvernement sur le sous-amendement n° 51 de M. Dousset ; amendement n° 44 adopté ; son amendement n° 45 : champ d'application de la loi du 21 juin 1865 relative aux associations syndicales ; adopté. **Après l'Article 21** : son amendement n° 36 : applications aux DOM du régime des carrières en vigueur dans la métropole ; adopté. **Après l'Article 23** (p. 1739) : son amendement n° 23 : soumission aux dispositions des articles 105, 106 et 107 du code minier des exploitations des haldes et terrils ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [12 mai 1977] (p. 2697) : la pluralité des points de convergence entre le Gouvernement et l'Assemblée ; le relèvement des taux de la redevance ; (p. 2698) : l'application des lois relatives aux installations classées et à la protection de la nature, aux mines et aux carrières ; la suppression de dispositions faisant double emploi ; la compatibilité des schémas d'exploitation coordonnée de carrières et les documents d'urbanisme opposables aux tiers ; (p. 2699) : l'association des parlementaires à l'action du Gouvernement ; la stricte application de la loi par les fonctionnaires ; l'introduction de la procédure d'enquête publique pour un certain nombre d'exploitations de carrières ; la prise en compte des intérêts de l'environnement ; un meilleur contrôle de l'implantation des carrières. **Discussion des articles. Article 17** (p. 2700) : la prise en compte de l'isolement des divers niveaux perméables ; la durée des autorisations de carrières et les obligations en cas d'abandon de travaux ; la notion d'exploitation par tranche ; l'application de l'article 83 à d'autres travaux que ceux visés à l'article 80 du code minier. **Article 18** : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 1 de M. Billoux. **Article 21 A** (p. 2701) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 2 de M. Billoux ; l'acceptation du Gouvernement sur l'amendement n° 3 de

M. Billoux ; l'accord du Gouvernement sur l'accord n° 4 de M. Billoux. **Article 21 B** (p. 2702) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 5 de M. Billoux ; son amendement n° 9 : substitution des documents d'urbanisme opposables aux tiers aux plans d'occupation des sols ; son amendement n° 10 : compatibilité du schéma d'exploitation coordonnée des carrières et des documents d'urbanisme opposables aux tiers ; la consultation des associations dans le cadre de la procédure de l'enquête publique ; (p. 2703) : la priorité donnée au dernier document établi en cas d'adoption de la notion d'incompatibilité ; la consultation des associations lors de l'élaboration des POS ; la réservation de la maîtrise d'œuvre aux collectivités de base, amendements n° 9 et n° 10 adoptés ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 7 de M. Billoux. **Article 24** (p. 2704) : l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 8 de M. L'Huillier ; le recul du contrôle du Parlement en cas d'adoption de l'amendement. **Commission mixte paritaire** [1er juin 1977] (p. 3268) : la proposition par le Gouvernement de trois amendements d'ordre rédactionnel ; la proposition d'un amendement remplaçant l'idée de conformité par l'idée de compatibilité ; la subordination des schémas coordonnés d'exploitation des carrières aux POS ; (p. 3269) : son amendement n° 1 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 2 : modification rédactionnelle ; adopté ; son amendement n° 3 : substitution de l'idée de conformité par l'idée de compatibilité des schémas coordonnés d'exploitation des carrières avec les documents d'urbanisme ; adopté ; son amendement n° 4 : modification rédactionnelle ; adopté.

— **Déclaration du Gouvernement sur la situation et les perspectives de la sidérurgie française** (n° **2809**) [20 avril 1977] (p. 1969) : s'excuse de prendre la parole avant qu'intervienne la fin du débat ; les caractéristiques du débat ; les rôles d'information et de suivi d'exécution des engagements publics et privés dévolus à la mission de contrôle ; les nationalisations ; la sensibilité du Gouvernement aux manifestations des travailleurs ; l'utilisation de l'argent investi au cours des dernières années ; le montant de la participation de l'Etat ; le sursis à exécution de la fermeture du haut fourneau de Thionville ; la poursuite de l'exploitation de la mine de fer de Segré.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. **Commerce et artisanat** [19 octobre 1977] (p. 6365) : s'engage, si cela lui est possible, à faire parvenir en temps utile les réponses au questionnaire des commissions ; la détermination des priorités et des orientations budgétaires relatives aux domaines du commerce et de l'artisanat ; le rattachement du ministère du commerce et de l'artisanat à celui de l'industrie ; le montant de l'évolution du budget de l'Etat ; la croissance des crédits de fonctionnement ; l'application de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; la faible signification de l'augmentation du budget du commerce et de l'artisanat ; la fixation à 20 % de l'abattement d'impôt sur le revenu en cas d'adhésion aux centres de gestion agréés ; la création d'une commission de concertation entre les pouvoirs publics et les organisations socio-professionnelles ; l'élévation des plafonds d'adhésion aux centres de gestion agréés ; la réévaluation des bilans ; (p. 6366) : les dispositions relatives à la réévaluation des biens amortissables ; l'augmentation de la déduction du salaire du conjoint du commerçant ou de l'artisan ; le niveau de cette déduction ; le nombre de femmes bénéficiaires ; **l'amélioration** des modalités de la participation des conjoints aux assemblées consulaires ; l'harmonisation des prestations sociales des commerçants et artisans avec le régime général ; l'augmentation des cotisations ; la modification de la loi instituant l'aide compensatrice ; l'évolution des crédits consacrés à la conversion du commerce ; l'évolution du montant des sommes affectées aux prêts bonifiés accordés aux jeunes commerçants ; l'atténuation du nombre de demandes de création de grandes surfaces ; l'activité de la commission nationale d'urbanisme commercial ; (p. 6367) : le commerce, catégorie socio-professionnelle extrêmement utile à la nation ; l'adoption de cent mesures de simplification administrative en faveur des commerçants et artisans ; l'artisan, flamme du milieu rural ; la faveur donnée aux primes accordées en milieu rural par rapport à celles accordées en milieu urbain ; la croissance des crédits affectés aux primes d'installation ; le montant des crédits du budget pour 1978 ; l'évolution des prêts à taux bonifiés destinés à favoriser l'implantation des jeunes artisans et des investissements des entreprises existantes ; l'importance du solde positif de création d'entreprises artisanales ; l'élaboration du statut de l'apprentissage ; l'exonération des charges sociales afférentes à l'embauche des apprentis ; (p. 6368) : la progression du nombre des contrats d'apprentissage ; l'orientation des jeunes ; la formation des apprentis ; la publication par le Gouvernement des circulaires traitant des problèmes relatifs à certaines formes de vente ; le fonctionnement des commissions départementales d'urbanisme commercial ; la réforme des circuits commerciaux ; les centres de formation d'apprentis ; le regroupement des crédits d'étude des ministères ; l'attention aux problèmes des commerçants et

artisans dont fera preuve le Gouvernement ; (p. 6376) : l'insuffisance des crédits du ministère ; le rôle de la conjoncture ; l'implantation des commerçants en zones sous-peuplées ; les positions du parti communiste en ce qui concerne les grandes surfaces ; la poursuite de l'objectif de l'égalité fiscale et de l'égalité sociale ; le projet de budget du parti communiste français ; le problème des aides artisanales ; l'extension à certaines zones des primes de développement régional ; l'assiette de la taxe professionnelle ; la proportion d'artisans et commerçants ayant bénéficié d'abattements ; les difficultés de la création d'une société unipersonnelle ou familiale ; le problème de la couverture sociale des retraités ; (p. 6377) : l'accroissement des charges sociales des commerçants et artisans ; le coût des mesures prises en faveur des commerçants et artisans ; l'incidence financière de l'exonération du salaire des apprentis et de l'impôt sur les revenus ; l'établissement d'un climat de confiance entre les commerçants et artisans et le Gouvernement ; la modification des dispositions relatives à l'attribution de l'aide spéciale compensatrice ; l'accroissement du nombre des apprentis ; l'existence d'un projet à l'étude sur la création de régime complémentaire de retraite ; la formation professionnelle ; l'installation des commerçants et artisans dans le milieu rural ; (p. 6378) : la nécessité d'une meilleure répartition de la richesse sur le territoire français ; les mérites du plan Barre ; la dégradation du pouvoir d'achat en Grande-Bretagne ; le caractère international de la crise ; le rôle et l'utilité des PME. **Examen des crédits** [19 octobre 1977]. **Article 68** (p. 6379) : s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur les amendements n[os] 42 de M. Mayoud, 101 de M. Lauriol ; l'opposition du Gouvernement au sous-amendement n° 157 de M. Glon.

Industrie, commerce et artisanat. — I. **Industrie** [15 novembre 1977] (p. 7420) ; les rapports entre le Gouvernement et le Parlement ; l'organisation du ministère de l'industrie ; l'évolution des crédits de fonctionnement et des crédits d'investissement ; la situation économique et industrielle de la France ; sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur ; la situation des entreprises ; (p. 7421) : la nouvelle politique industrielle du Gouvernement ; le rééquilibrage de la balance commerciale ; l'inflation ; l'évolution de la masse monétaire ; l'évolution du bilan des sociétés ; rétablir les conditions favorables à l'environnement industriel ; restaurer la capacité de financement des entreprises ; la liberté des prix ; la réforme des circuits de financement ; le développement de la recherche technologique et de la diffusion de la connaissance ; (p. 7422) : l'amélioration des structures des services régionaux du ministère de l'industrie ; le rattachement du délégué à la recherche industrielle et technologique au ministère de l'industrie ; la surveillance des conditions de la concurrence internationale ; le protectionnisme ; le respect du jeu de la concurrence ; les normes ; promouvoir le développement des PME par des aides à l'investissement et à l'exportation ; le développement des supports commerciaux de l'action exportatrice des PME ; le haut niveau de productivité des entreprises à taille humaine ; la responsabilité des établissements publics régionaux en matière de création d'entreprises ; la politique sectorielle ; les différentes catégories d'entreprises ; la situation du secteur de la péri-informatique ; (p. 7423) : l'effort consenti en faveur de l'instrumentation scientifique et médicale ; l'industrie pharmaceutique ; l'industrie de l'ameublement ; la mise en place de contrats de croissance ; l'industrie du poids lourds ; le secteur des circuits intégrés ; le secteur des engrais ; le regroupement des fabrications des entreprises publiques EMC et CDF-Chimie ; l'industrie papetière ; la société CII-Honeywell-Bull ; le secteur des machines-outils ; les secteurs à convertir ou à spécialiser ; (p. 7424) : la conversion de l'industrie textile ; celle de la sidérurgie ; la concurrence internationale ; les crédits du CNES ; le lanceur Ariane ; la construction de satellites ; la politique spatiale ; les missions du CNEXO ; l'avance de la France en matière d'exploitation des fonds marins ; l'action du CEA ; Eurodif ; (p. 7425) : la poursuite des recherches dans le domaine de la sécurité ; la francisation de la filière PWR ; le programme de surrégénération ; l'élaboration d'un procédé d'enrichissement chimique ; la dépendance énergétique de la France ; l'objectif en matière d'importations pétrolières ; le lancement d'un programme d'équipement en centrales nucléaires ; les réserves d'uranium de la France ; la technique de la surrégénération ; diversifier les sources d'approvisionnement ; le recours au gaz ; la politique en matière d'utilisation du pétrole ; (p. 7426) : la vérité des prix ; la réduction progressive des tarifs dégressifs de l'électricité ; les économies d'énergie ; la réhabilitation du logement ancien ; la mise en place d'une taxation de l'énergie pour les gros consommateurs industriels ; la récupération des eaux chaudes ; le budget des énergies nouvelles ; l'utilisation de l'énergie solaire ; la réglementation des contrats de chauffage ; les dispositions du plan énergétique en matière d'équipement des logements en tout-électrique ; l'équilibre entre la production et la demande d'électricité ; l'institution d'une avance remboursable ; (p. 7427) : le pourcentage de logements à construire en tout-électrique ; le report de l'application de la taxe pour les permis de construire accordés antérieurement à l'apparition du texte réglemen-

taire ; la réduction de la consommation de matières premières ; la lutte contre les gaspillages ; l'action du BRGM ; le plan cuivre ; (p. 7448) : l'information du Parlement sur la situation de la sidérurgie ; l'indépendance des fonctionnaires du ministère et notamment d'EDF ; les relations entre l'Etat et Westinghouse ; le prix du charbon ; l'effort en matière d'énergies nouvelles ; le maintien du travail dans la région des Landes ; la politique charbonnière du Gouvernement ; (p. 7449) : l'accroissement de l'exploitation du charbon ; la gazéification ; la situation de l'industrie textile : l'accord multifibres ; la conversion de certaines entreprises ; l'aménagement des zones rurales; les industries agro-alimentaires ; prendre en considération les créations d'emplois ; le programme énergétique d'EDF ; la centrale de Carling ; l'équilibre entre la production et la consommation d'électricité ; la construction d'une centrale au Havre ; l'eau chaude ; (p. 7450) : le problème des ballastières ; l'énergie hydraulique des barrages du Rhône ; l'explication de son retard en séance ; l'absence de propositions en provenance de l'opposition ; le rôle des entreprises nationales ; la politique de l'informatique ; le secteur des composants électroniques ; l'exploitation éventuelle de la mine d'Aumane ; la fermeture des mines ; le colloque organisé sur les problèmes nucléaires ; la création d'un conseil de l'information sur l'énergie électronucléaire ; (p. 7451) : le programme de développement du secteur du papier carton ; l'évolution de la situation de l'entreprise Manufrance ; l'usine de traitement de La Hague ; la maîtrise des problèmes de retraitement des combustibles ; la situation de l'entreprise Teppaz ; le tracé de la ligne électrique à haute tension traversant le département du Rhône ; les problèmes industriels du département de l'Aveyron ; la réception de délégations par le ministre ; la rénovation des cités minières ; le transferts des sièges sociaux des entreprises en province ; le problème de la qualification des emplois des ouvriers ; (p. 7452) : l'harmonisation des salaires des ouvriers et des employés ; le problème de la métallurgie normande ; la Saviem ; le développement de la prospection charbonnière dans le cadre du BRGM. **Examen des crédits. Etat B. Titre IV** (p. 7453) : la construction d'une nouvelle usine sur le site de Mont par la société ATO ; CDF-Chimie ; le projet d'investissement de CDF-Chimie ; les négociations relatives à l'implantation d'une nouvelle entreprise. **Etat C. Titre VI** (p. 7454) : l'affectation des crédits au plan « composants » ; l'information de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur la situation des commandes publiques de l'Etat en matériels CII-Honeywell-Bull.

MONTAGNE (Rémy)

Député de l'Eure
(3e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du plan [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Vice-président de cette commission [3 avril 1975] (p. 1266), [6 avril 1976] (p. 1391), [5 avril 1977] (p. 1555).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1975 [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi instituant un prélèvement conjoncturel [13 décembre 1974] (p. 7872).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1974 [19 décembre 1974] (p. 8188).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [27 mai 1975] (p. 3263).

Vice-président de cette commission [28 mai 1975] (p. 3263).

Est nommé membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [12 septembre 1975] (p. 6257).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1976 [15 décembre 1975] (p. 9815).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la politique foncière [17 décembre 1975] (p. 9952).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1975 [18 décembre 1975] (p. 10009).

Membre du comité d'études chargé de proposer au Parlement les moyens d'améliorer les interventions foncières des collectivités locales [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu [9 juillet 1976] (p. 5247).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif au régime fiscal de la presse [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1976 [17 décembre 1976] (p. 9657).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant les règles de territorialité et les conditions d'imposition des Français de l'étranger ainsi que des autres personnes non domiciliées en France [20 décembre 1976] (p. 9810).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant règlement définitif du budget de 1975 [29 juin 1977] (p. 4473).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

DÉPOTS

— **Rapport, fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan,** sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Annexe n° 7 : Urbanisme** (crédits du ministère de l'aménagement du territoire, de l'équipement, du logement et du tourisme), (crédits du ministère de l'économie et des finances. — I. Charges communes), (comptes spéciaux du Trésor) (n° **681**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à insérer dans le **code de procédure pénale** un article 734-2 et à modifier l'article 738 dudit code (n° **1218**) [9 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Annexe n° 18 : Urbanisme** (crédits du ministère de l'équipement) (n° **1230**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — Budgets civils : Equipement. — **Annexe n° 18 : Urbanisme** (n° **1916**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — Budgets civils : Equipement. — **Annexe n° 17 : Urbanisme** (n° **2525**) [5 octobre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à permettre l'organisation d'une **consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil** (n° **2793**) [13 avril 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan, sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — Budgets civils. — **Annexe n° 19 : Equipement et aménagement du territoire - Urbanisme** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Vente de carburants dans les zones rurales** [19 juin 1974] (p. 2783).

— **Permissions de sortie des détenus de droit commun** [2 novembre 1977] (p. 6840) : choix des juges de l'application des peines.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du Gouvernement sur les orientations de la politique urbaine** (n° **354**) [17 mai 1973] (p. 1334) : sa satisfaction devant les efforts accomplis depuis 1948 en faveur de la construction de logements ; inten-

tions exprimées par le ministre de l'équipement sur le plan de la qualité ; son intérêt pour la directive ministérielle du 21 mars 1973 ; moyens à mettre en œuvre ; modalités d'accession à la propriété dans les constructions nouvelles ; forte progression du nombre des accédants à la propriété ; mécontentement d'un grand nombre de candidats ; souhaite un prêt spécial en faveur des jeunes foyers des milieux populaires ; prêts immobiliers conventionnés ; conséquences de l'augmentation du montant de l'apport personnel de 10 à 20 % ; nécessité de mesures fiscales ; remboursement des annuités d'emprunt ; déduction au moins partielle du total des revenus ; (p. 1335) : sa réponse aux arguments des adversaires de l'accession à la propriété ; cite l'ouvrage de M. Mesmin : *L'enfant, l'architecture et l'espace ;* changements de résidence ; mesures favorisant une plus grande mobilité des propriétaires de logements ; situation de la construction locative ; hausse du coût de la construction, tant HLM que privée et ses conséquences ; nécessité de revoir les taux de financement ; paralysie des constructeurs, notamment des sociétés d'économie mixte ; politique foncière ; inefficacité des textes votés en 1967 ; ses arguments à l'encontre de la municipalisation des sols, impôt foncier, villes nouvelles, excroissance de la région parisienne, création de villes nouvelles en province ; rôle de l'Etat et de la population ; situation dans sa région ; conditions posées par l'établissement public de la Basse-Seine ; (p. 1336) : programmation hors tranche régionale des crédits des villes nouvelles dans le VII[e] Plan ; intérêt des ressources financières pour les collectivités locales ; rôle des établissements publics régionaux ; responsabilité des élus des communes, des départements et des régions ; décentralisation des initiatives et des responsabilités ; structures locales et régionales concourantes ; transfert des ressources au plan des moyens ; information des hommes ; sa suggestion d'organiser au profit des élus, des fonctionnaires départementaux et des spécialistes des secteurs public et privé des sessions d'information réciproque.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1973] (p. 5342). **Etat B - Titre III :** son amendement de réduction visant les crédits concernant les effectifs du personnel de l'enseignement agricole ; (p. 5343) : mesures à prendre pour assurer le fonctionnement des collèges agricoles, réorganisation de la gestion du personnel.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme, rapporteur spécial [14 novembre 1973] (p. 5713) : villes moyennes, action qualitative et opérations ponctuelles ; accroissement des crédits consacrés au secteur des espaces verts ; (p. 5714) : augmentation importante des crédits d'action foncière, mauvaises conditions dans lesquelles s'effectue l'établissement des documents d'urbanisme, procédures d'établissement des schémas directeurs d'aménagement et d'urbanisme et des plans d'occupation des sols, délais nécessaires dans les zones rurales ; proposition reprise par la commission des finances visant à l'organisation de sessions d'information (techniciens, fonctionnaires élus) ; ses observations concernant la politique foncière, fiscalité foncière et procédure de concession d'usage des sols, retards apportés à la rénovation urbaine.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [7 novembre 1974] (p. 6045) : les calamités agricoles et le concours de l'armée ; le paiement des indemnités de 1972 ; la prime à la vache refusée aux ouvriers agricoles.

Equipement et urbanisme. — Crédits du ministère de l'équipement, rapporteur spécial [15 novembre 1974] (p. 6518) ; la politique de contrats avec les villes moyennes ; (p. 6519) : la politique des espaces verts ; participation des élus locaux à l'élaboration des documents d'urbanisme ; perspectives assez sombres en matière de crédits pour les interventions foncières ; la récupération des plus-values créées par l'emploi des fonds publics.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974]. **Articles et articles additionnels non rattachés. Seconde délibération** (p. 6889) : déclare que le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux votera le projet de budget pour 1975 ; apprécie la pause fiscale et la sélectivité du budget ; se félicite de l'octroi anticipé de la retraite professionnelle pour les anciens combattants et prisonniers de guerre ; les crédits supplémentaires accordés à l'enseignement agricole et le rétablissement de l'allocation scolaire.

— **Projet de loi relatif à l'interruption de grossesse** (n° 1297). **Discussion générale** [27 novembre 1974] (p. 7131) : le législateur ne peut justifier son intervention par un doute pseudo-scientifique sur l'existence de l'embryon en tant qu'individu ; (p. 7132) : seul un état totalitaire comme le III[e] Reich peut s'arroger le droit de supprimer un innocent ; verser à la mère à partir du quatrième enfant un salaire familial égal à un salaire professionnel ; prêt à toutes les mesures de

compréhension, il ne peut renier l'un des fondements mêmes de notre société.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° 1340). **Discussion générale** [10 décembre 1974] (p. 7580) : s'oppose à la question préalable du groupe communiste ; le collectif a un simple objet de régularisation.

1975

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° 1873). **Discussion générale** [10 septembre 1975] (p. 6127) : l'absence d'une véritable coopération européenne ; le bien-fondé des mesures prises par le Gouvernement ; les insuffisances du Plan ; l'importance des petites entreprises ; (p. 6128) : leur rôle dans le domaine des équipements de pointe et dans la création ; le problème de l'abaissement de l'âge de la retraite ; l'effort accompli en faveur de l'enseignement technique.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n[os] 1588 et 1881), rapporteur pour avis suppléant. **Première lecture. Discussion des articles** [9 octobre 1975] : **Article premier** (p. 6721) : son amendement n° 310 : identique à l'amendement n° 138 de M. Fanton ; son amendement n° 311 : insister sur le caractère fiscal du prélèvement sur les constructions en surdensité ; établir comme plafond légal de densité celui qui résulte de la constructibilité des terrains ; repoussé ; [14 octobre 1975] : **Après l'Article 4** (p. 6815) : son amendement n° 313 : insérer un nouvel article ; parer à une fraude résultant d'une nouvelle division du terrain intervenant une fois que le calcul de la densité d'un immeuble a été fait ; retiré ; estime que l'amendement n° 490 de M. Fanton ne répond pas aux préoccupations de l'amendement n° 313. **Article 6** (p. 6821) : son amendement n° 314 : apporter des précisions indispensables aux quatre derniers alinéas de l'article 6 ; adopté. **Article 8** (p. 6841) : son amendement n° 317 : préciser que les sommes seront versées aux communes dans les trois mois suivant leur encaissement ; adopté. **Article 7** (p. 6849) : son amendement n° 315 : prévoir un rythme de paiement intermédiaire entre celui prévu par le projet et celui prévu par l'amendement n° 50 de M. Masson ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 50 de M. Masson ; (p. 6850) : son amendement n° 316 : reprendre les dispositions relatives aux modalités du versement institué à l'article 2 dans le cas où il existe un contentieux ; repoussé ; (p. 6851) : sa réponse aux propos du ministre de l'équipement ; [15 octobre 1975] : **Article 9** (p. 6892) : son amendement n° 318 : supprimant l'article 9 ; confirme les arguments présentés par M. Fanton à l'amendement n° 159 ; repoussé. **Article 11** (p. 6901) : son amendement n° 319 : retiré au profit de l'amendement n° 489 de M. Fanton. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [27 novembre 1975]. **Article 16** (p. 9048) : son amendement n° 87 : revenir au texte adopté en première lecture ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 55 de M. Fanton.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880).

Discussion générale [22 octobre 1975] (p. 7232) : l'appui des réformateurs au Gouvernement ; le chômage, atteinte à la dignité de l'homme ; une relance nécessaire et possible ; le goulot d'étranglement existant au niveau de la main-d'œuvre ; ne pas faire dégénérer la relance en inflation galopante ; (p. 7233) : le problème de la fiscalité ; la nécessité d'une politique d'aide aux entreprises ; les difficultés rencontrées par les petites et moyennes entreprises ; développer la décentralisation ; l'Europe, seule voie permettant de réussir ; les lacunes contenues dans le budget ; le fonds d'action conjoncturelle ; l'aide à la famille ; (p. 7234) : la revalorisation des rentes viagères ; un budget insuffisant pour préparer l'avenir ; les causes de la crise : mauvaise préparation des jeunes aux emplois, baisse de la rentabilité des capitaux, alourdissement des charges des entreprises, inefficacité de l'intervention de l'Etat.

Deuxième partie :

Equipement et urbanisme, rapporteur spécial [24 octobre 1975] (p. 7359) : le travail d'élaboration des documents d'urbanisme ; la prolifération excessive de documents ; (p. 7360) : l'existence d'un nouvel article relatif aux dépenses foncières ; le recul des crédits consacrés aux espaces verts et à l'aménagement des villes moyennes ; l'article 80 portant sur la qualité de la vie urbaine ; les abus résultant de la création de villes nouvelles ; un budget d'urbanisme dangereusement stagnant.

Equipement, logement. Examen des crédits : Etat C - Titre V [28 octobre 1975] (p. 7424) : s'oppose à l'amendement n° 129 de M. Dubedout.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7912) : expose que dans sa région certains revenus agricoles ont baissé cette année d'au moins 25 % en francs constants ; le point de rupture se rapproche et pour la betterave le prix de seuil devrait être fixé à 149 francs la tonne ; réclame une révision des bases de calcul des cotisations

sociales dans lesquelles le revenu cadastral tient, à son avis, une place excessive.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII[e] Plan de développement économique et social** (n° 2346). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4646) : la mise en cause de la notion de Plan ; interrogation sur le contenu du Plan ; félicite le Gouvernement de s'être conformé à une dynamique de la liberté ; le caractère indispensable d'un taux de croissance élevé pour des raisons touchant aux problèmes de consommation, de l'emploi, de la démographie et du commerce international ; (p. 4648) : la nécessité du redéploiement de l'industrie française ; la nécessité d'une croissance nouvelle ; les mesures relatives à l'emploi des jeunes et à l'égalité des chances entre les régions ; l'absence d'une politique familiale déterminée ; la crise démographique aiguë ; ses inquiétudes sur la politique industrielle ; (p. 4649) : ses suggestions pour commcement ; proposer au pays des tâches plus exaltantes que celles d'ordre matériel ; la nécessité d'un souffle nouveau. **Discussion de** bler les lacunes du Plan en matière de finan- **l'Article unique** [29 juin 1976] (p. 4888) : défend le sous-amendement n° 28 de M. Mesmin concernant une révision des sites pour l'implantation des centrales électro-calogènes ; vote le sous-amendement n° 28 réservé ; (p. 4892) : sur l'amendement n° 27 de M. Briane, souligne le caractère fondamental du débat qui conditionnera largement le vote de ses amis ; (p. 4893) : voudrait pouvoir mieux examiner les compléments apportés par la lettre rectificative ; accepte que l'on examine l'ensemble des amendements avant que la séance ne soit suspendue. **Explications de vote** [29 juin 1976] (p. 4895) : indique que le groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux votera quasi-unanimement le projet ; apprécie la politique de retraite à la carte et la politique d'exportation ; fait confiance aux moyens que le Gouvernement compte utiliser pour atteindre ces objectifs ; deux questions préoccupantes : la politique familiale, le financement des investissements ; le tournant constitué par le passage de la lettre rectificative à la famille, qui satisfait les réformateurs, les centristes et les démocrates sociaux ; satisfaction du groupe devant la réalisation des bilans et devant les dispositions annoncées en faveur des petites et moyennes entreprises ; (p. 4896) : observe que personne n'a proposé une actualisation du programme commun en fonction du VII[e] Plan.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 2** (p. 6633) : défend l'amendement n° 23 de M. Papon : critique l'imposition assise sur le chiffre d'affaires, rétrograde, mal acceptée, anti-économique et dangereuse pour l'emploi ; amendement n° 23 réservé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524) :

Discussion générale [20 octobre 1976] (p. 6801) : le budget, instrument de lutte contre l'inflation ; l'enjeu social, économique, national et européen du combat anti-inflationniste ; (p. 6802) : le caractère non inflationniste de la structure du budget ; inquiétude devant la croissance des dépenses de fonctionnement ; critique de l'augmentation du personnel de l'Etat ; les subventions ; les incitations économiques qu'exige la lutte contre l'inflation ; les dispositions de nature à favoriser un investissement raisonnable ; le problème de la bourse ; le FAC ; l'emprunt destiné aux PME et à l'artisanat ; les prêts aux PME et à l'artisanat ; (p. 6803) : un encouragement théorique et limité donné aux entreprises ; un budget méritant l'adhésion parce qu'il reste soucieux de préserver l'essentiel des acquisitions sociales des dernières années ; la renonciation d'une politique de déflation ; l'intervention dans les secteurs prioritaires ; le remarquable effort budgétaire en faveur de la santé, la formation professionnelle ; la nécessité d'une réelle stabilisation des rémunérations ; la mobilisation des Français ; critique de l'intelligentsia ; les difficultés des entreprises ; l'importance et la complexité du budget social de la nation ; la croissance des dépenses de la sécurité sociale ; les clivages existant entre salariés et non-salariés ; tenir les engagements en faveur de familles et des personnes âgées ; (p. 6804) : la fronde des privilégiés.

Première partie :

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 3** (p. 6934) : la confusion de deux problèmes sur l'article 3 ; les fraudeurs, les petits et moyens propriétaires pénalisés ; le risque de créer une injustice à l'égard de certains citoyens.

Deuxième partie :

Equipement. — Equipement et urbanisme, rapporteur spécial [27 octobre 1976] (p. 7077) : la lutte contre les excès de la concentration urbaine ; permettre aux Français de vivre mieux en se sentant davantage chez eux ; la limitation de la progression des crédits d'urbanisme ; les choix opérés ; l'avenir hypothéqué au niveau de l'action foncière ; les quatre groupes de programme ; un service technique de l'urbanisme ; les retards du permis de construire par les

DDE ; l'établissement délicat des documents d'urbanisme ; (p. 7078) : la difficulté d'assurer l'examen des crédits de recherche et d'enseignement ; la ventilation des crédits ; le retard apporté par les services à répondre aux questions posées par les rapporteurs spéciaux ; l'action foncière sacrifiée ; les réserves foncières ; l'effort en faveur de l'exercice du droit de préemption ; la régression des crédits d'équipement d'infrastructure des villes nouvelles ; l'aménagement du tissu urbain ; le fonds d'aménagement urbain ; une mise en garde contre l'évolution de l'urbanisme.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 2** (p. 9153) : soutient l'amendement n° 19 de M. Chauvet ; un régime intermédiaire entre le régime du forfait collectif et celui du bénéfice réel ; les deux catégories d'assujettis ; les conditions de l'application de ce régime au bénéfice des exercices ouverts en 1977 ; (p. 9154) : sur l'amendement n° 19, souligne que le CGI comprend également la consultation des organisations professionnelles.

— **Projet de loi modifiant les articles 11, 17 et 54 de la loi n° 71-1130 du 31 décembre 1971 portant réforme de certaines professions judiciaires et juridiques** (n° **2996**). **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 4108) : le caractère prématuré de l'amendement n° 4 de M. Gerbet ; l'absence de garanties sociales des avocats stagiaires.

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° **2769**). **Discussion des articles. Article 6** (p. 4122) : le lien entre l'infraction et la peine accessoire ; les conséquences de l'adoption du retrait du permis de conduire pour les activités profesisonnelles ou familiales.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). **Discussion générale** [13 octobre 1977] (p. 6120) : un budget réaliste sur le plan économique ; la prise en compte de l'environnement international ; les données comparatives de la situation économique française ; les priorités retenues par le budget ; la stabilité du franc ; la politique des revenus ; le freinage des dépenses de fonctionnement de l'Etat ; l'évolution des dépenses de fonctionnement des budgets civils ; l'aide de l'Etat aux entreprises publiques ; le montant des dépenses publiques à ne pas dépasser ; le redressement de la balance commerciale ; (p. 6121) : le lien entre déficit extérieur et taux de croissance ; le taux de croissance prévisionnel ; la nécessité pour les entreprises de reconstituer leurs fonds propres ; la nécessité, la stabilisation des rémunérations ; la stabilité des prix et matières premières ; la mise en œuvre de sources d'énergie nouvelle ; le maintien du prélèvement social ; les conséquences éventuelles d'une non-réévaluation du bilan ; l'absence de mesures de reconstitution des fonds propres des entreprises ; le recours à un système de prêts bonifiés ; (p. 6122) : l'effort de restructuration et de développement des entreprises ; la réfaction sur le bénéfice imposable des petites et moyennes entreprises ; favoriser l'accession des milieux populaires à la détention d'actions et de parts dans les entreprises ; les raisons de la disparition du FAC ; les préoccupations sociales du Gouvernement ; l'aménagement du barème des impôts ; le relèvement de 10 % de la limite d'exonération de l'impôt sur le revenu ; l'harmonisation des conditions d'imposition des travailleurs salariés et non salariés ; l'augmentation de la retraite des anciens combattants ; l'indemnisation des rapatriés ; le respect des programmes d'action prioritaire au VII[e] Plan ; (p. 6123) : l'acceptation d'un déficit budgétaire modéré ; la réalisation de mesures sociales durant l'année 1977 ; l'augmentation du minimum vieillesse ; la prise en charge par l'Etat des charges sociales afférentes à l'embauche des jeunes travailleurs.

Deuxième partie :

Intérieur [2 novembre 1977] (p. 6870) : l'importance des juridictions administratives ; la stagnation du recrutement ; l'adoption d'un projet de loi au Sénat relatif au recrutement des magistrats ; la gestion municipale de la ville nouvelle du Vaudreuil ; le statut d'ensemble urbain ; l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi relative à l'effectif du conseil municipal de cette commune.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme, rapporteur spécial pour l'urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7518) : les conditions de vie des Français ; la lutte contre la pollution ; l'évolution des autorisations de programme ; (p. 7519) : l'augmentation des crédits de paiement ; la complexité des règlements d'urbanisme ; la baisse du montant des autorisations de programme destinées à l'action dite « étude et planification urbaine » ; l'information et la participation réelle de la population à la définition de son cadre de vie ; les crédits affectés à l'assistance technique et à la mise en œuvre des politiques locales ; la mise en œuvre de la nouvelle politique foncière de l'Etat ; l'aménagement et la création d'espaces verts ; la coordination du ministère de l'équipement et du ministère de l'environnement ; l'évolution des crédits destinés à l'aménagement et à l'équipement des villes moyennes ; (p. 7520) : le sort des villes nouvelles ; l'équilibre habitat-emploi ; le vote

favorable de la commission des finances relatif aux crédits concernant l'urbanisme.

— **Proposition de loi tendant à permettre l'organisation d'une consultation électorale anticipée dans l'ensemble urbain du Vaudreuil** (n° **2793**). **Discussion générale** [23 novembre 1977] (p. 7844) : le principe des villes nouvelles ; la création de la ville nouvelle du Vaudreuil ; le statut juridique des villes nouvelles ; les différents types de statut, l'ensemble urbain ; le ralentissement du développement des villes nouvelles ; (p. 7845) : sa proposition de loi ; les amendements de la commission des lois relatifs à l'élargissement de la portée initiale de la proposition de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7847) : son accord sur l'amendement n° 1 de M. Claude Michel ; la population actuelle de la ville du Vaudreuil ; les créations d'emplois ; l'équipement de la ville du Vaudreuil.

— **Projet de loi portant modification de l'article 7 de la loi n° 62-933 du 8 août 1962 complémentaire à la loi d'orientation agricole, relatif au droit de préemption des sociétés d'aménagement foncier et d'établissement rural** (n° **3116**). **Discussion des articles** [7 décembre 1977]. **Article 4** (p. 8402) : son sous-amendement n° 63 à l'amendement n° 15 rectifié de M. Bizet : extension plus importante des parcelles agricoles par rapport aux parcelles boisées en cas d'application du droit de préemption des SAFER sur les acquisitions de surfaces boisées ; adopté ; soutient le sous-amendement n° 81 de M. Voisin à l'amendement n° 15 rectifié de M. Bizet : modalités d'application du droit de préemption aux surfaces boisées dans les régions d'économie montagnarde ; adopté.

— **Projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix** (n° **3147**). **Discussion des articles** [8 décembre 1977]. **Après l'Article 6** (p. 8439) : la nature de la qualification du reçu. **Article 7** (p. 8442) : la lutte contre l'inflation ; se rallie au sous-amendement n° 78 rectifié de M. Ribes à l'amendement n° 70 du Gouvernement.

MONTDARGENT (Robert)

Député du Val-d'Oise
(3e *circonscription*)
(*C*).

En remplacement de M. Léon Feix, décédé le 28 avril 1974.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [*J.O.* du 2 mai 1974] (p. 4683), [30 mai 1974] (p. 2337).

S'inscrit au groupe communiste [30 mai 1974] (p. 2342).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [19 juin 1974] (p. 2807), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'utilisation des fonds publics alloués aux entreprises privées ou publiques de construction aéronautique [4 novembre 1976] (p. 7553).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **nationaliser l'industrie aérospatiale** (n° **1457**) [19 décembre 1974].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat (n° 1582), autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République socialiste fédérative de Yougoslavie** tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur les revenus, ensemble le protocole joint, signés à Paris le 28 mars 1974 (n° **1628**) [13 mai 1975].

— **Proposition de loi** tendant à promouvoir une politique sociale du logement des **travailleurs migrants** et une gestion démocratique des foyers (n° **2115**) [19 décembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à garantir les droits et les libertés des **travailleurs** immigrés et des **étrangers** en France (n° **3076**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Incarcération du brigadier Robert Pelletier** [11 décembre 1974] (p. 7675) : manifestation des appelés de Draguignan.

— **Péage sur les autoroutes urbaines** [7 mai 1975] (p. 2455, 2456) : autoroute A 4 Marne-la-Vallée ; autoroute A 15 Cergy-Pontoise.

— **Soutien apporté à la junte chilienne** [8 octobre 1975] (p. 6653) : les dangers courus par Luis Corvalan, secrétaire général du parti communiste chilien.

— **Election des délégués du personnel chez Simca-Chrysler-France** [15 octobre 1975] (p. 6915) : respect de la législation en matière d'élections professionnelles et de droit syndical.

— **Relations entre la France et l'Angola** [29 octobre 1975] (p. 7533) : présence sur le sol français d'éléments visant à remettre en cause l'intégrité nationale de l'Angola au profit des compagnies pétrolières.

— **Octroi de délais pour le paiement des impôts locaux** [3 décembre 1975] (p. 9264) : nécessité d'accorder des délais aux familles modestes aussi facilement qu'aux grosses sociétés.

— **Expulsion de travailleurs immigrés** [21 avril 1976] (p. 1959, 1960) : nécessité de mettre fin aux mesures répressives et aux expulsions, d'assurer la sécurité des travailleurs immigrés et de promouvoir une politique du logement social.

• *question orale sans débat :*

— (n° **29429**) : **Industrie aérospatiale** [4 juin 1976] (p. 3816, 3817, 3818, 3819) : le succès de Concorde ; les inquiétudes relatives à l'avenir de cet avion et de l'aéronautique française civile ; les licenciements prévus dans ce secteur ; l'impact économique et social de Concorde ; les conséquences de la fermeture de l'usine de Châteauroux ; les perspectives peu encourageantes du VII[e] Plan pour l'aéronautique civile ; la coopération ne doit pas mettre en cause notre indépendance nationale ; tout projet de coopération franco-américaine doit être subordonné à la levée des restrictions concernant les vols de Concorde ; la mise en place d'une grande industrie nationale de l'aéronautique et de l'espace ; la nationalisation du groupe Dassault.

• *questions au Gouvernement :*

— **Péage sur certaines autoroutes urbaines A 15 et A 4** [4 mai 1977] (p. 2425, 2426) : problème posé par le financement de ces autoroutes.

— **Réalisation d'un programme immobilier dans le bois de Verneuil** [22 juin 1977] (p. 4051, 4052) : dérogations accordées aux promoteurs ; nécessité de suspendre les permis de construire accordés le 1[er] mars 1977.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Equipement, logement. Examen des crédits [16 novembre 1974]. **Article 52** (p. 6603) : sur l'article : les difficultés et la précarité des conditions de logement rencontrées par les immigrés ; la situation à Argenteuil.

Coopération [18 novembre 1974] (p. 6618) : le néo-colonialisme ; la revalorisation du cours des matières premières et le contrôle de leur exploitation ; la zone franc ; la convention de Yaoundé ; la mise à jour de la politique de coopération ; les programmes intégrés ; la garantie des investissements privés ; une politique dictée par les groupes multinationaux ; la solidarité impérialiste ; l'ingérence dans les affaires intérieures ; (p. 6622) : la politique néo-colonialiste de la France ; la direction des affaires extérieures de la coopération de l'ex-ORTF.

Commerce extérieur [20 novembre 1974] (p. 6826) : évoque la crise de l'énergie dans laquelle il voit un aspect du système impérialiste mondial ; déplore le sacrifice de l'indépendance énergétique du pays et le pillage des pays producteurs du tiers monde au profit des compagnies du cartel ; rappelle que le prix du pétrole brut en dollars constants n'a pratiquement pas varié entre 1950 et 1971 ; évoque les négociations menées par MM. Ortoli et Guillaumat avec l'Algérie et les propositions faites par l'Union soviétique de contrat à long terme ; les propos tenus par M. Poniatowski et les échanges avec les pays socialistes ; (p. 6827) : l'augmentation des importations d'énergie ; les causes profondes du déséquilibre de nos échanges ; les faveurs accordées aux grandes entreprises exportatrices ; demande l'utilisation de toutes les ressources énergétiques nationales notamment le charbon, la conclusion d'accords d'Etat à Etat avec les pays producteurs de brut et conclusion d'accords d'approvisionnement en gaz avec l'URSS et l'Algérie ; (p. 6838) : la constitution d'une grande entreprise nationale de la machine-outil ; l'élargissement des échanges avec les pays socialistes ; déclare que le groupe communiste ne votera pas le budget.

— **Rappel au règlement** : question orale sans débat n° 15343 **(incidents de Draguignan)** : transfert éventuel de la préfecture du Val-d'Oise de Pontoise à Argenteuil [11 décembre 1974] (p. 7681).

1975

— **Projet de loi relatif à la convention fiscale avec la Yougoslavie** (n° **1582**), rapporteur. **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3106) : la convention franco-yougoslave du 28 mars 1974 ; la précédente convention du même type avec la Tchécoslovaquie ; la simplicité des dispositions de la convention ; l'état actuel des relations économiques franco-yougoslaves ; la réunion régulière du comité mixte gouvernemental de coopération économique ; le volume commercial qui reste modeste ; la nécessité d'un supplément de dynamisme et d'information.

— **Projet de loi relatif au versement destiné aux transports en commun** (n° **1509**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3166) : la

discrimination qui subsistera entre les départements de la grande couronne et ceux de la petite couronne ; la logique du Gouvernement qui est celle du grand patronat ; le livre blanc de la circulation, justification des mesures répressives ; l'impossible rentabilisation des transports en commun ; l'absence d'humanisation et de rapidité des transports en commun ; un coût qui doit être supporté par les grandes sociétés et l'Etat ; l'avis défavorable des élus au péage sur les autoroutes urbaines ; (p. 3167) : la question de l'orateur relative aux frais supportés par les Parisiens par manque de transports en commun ; la proposition de loi déposée par le groupe communiste relative aux transports collectifs.

— **Rappel au règlement** : refus par la délégation communiste reçue au ministère de l'éducation de cautionner la politique suivie par M. Haby en matière d'enseignement préscolaire [15 octobre 1975] (p. 6918).

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1975] (p. 7826-7827) : la condition ouvrière dans l'entreprise ; l'absence de toute participation et de neutralité dans l'entreprise ; la multiplication des atteintes aux droits syndicaux ; (p. 7827) : les fraudes et violences dans les élections professionnelles chez Chrysler ; le problème des accidents du travail et des maladies professionnelles ; (p. 7828) : le manque de moyens de l'inspection du travail ; la demande par le groupe communiste de la constitution d'une commission d'enquête.

— **Projet de loi autorisant la ratification de la convention signée à Lomé le 28 février 1975 et de l'accord interne relatif aux aides de la Communauté** (Bruxelles, 11 juillet 1975) (n° **1990**). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9802) : l'indépendance économique que désirent les pays ayant récemment acquis leur indépendance politique ; les dispositions favorables contenues dans la convention de Lomé ; les insuffisances de la convention ; (p. 9803) : l'absence de mécanismes de stabilisation des cours dans le domaine des produits miniers ; la possibilité donnée aux trusts de redéployer leur activité dans les pays en voie de développement ; l'abstention du groupe communiste.

1976

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° **2133**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2376) : le développement d'un véritable marché d'esclaves grâce à la tolérance du Gouvernement et du patronat ; (p. 2377) : l'expulsion des travailleurs immigrés ; la mise en cause de la dignité de ces travailleurs et de l'inviolabilité des lois françaises ; les ambiguïtés du projet de loi ; la volonté du groupe communiste d'établir un contrôle démocratique de l'immigration ; le rôle que devrait jouer l'office national d'immigration ; le nécessaire accroissement des moyens financiers ; l'association des organisations syndicales à l'office national d'immigration ; (p. 2380) : ses observations relatives à l'intervention de M. Hamel ; demande la parole pour un fait personnel. **Discussion des articles** [29 avril 1976]. **Article premier** (p. 2382) : estime intolérables les propos tenus par M. Hamel qui reprend le vieux slogan raciste et anticommuniste.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [23 juin 1976] (p. 4582) : la discrétion du plan sur l'aéronautique ; l'absence de fixation d'objectifs ; l'avenir sombre prévisible pour cette industrie ; sa subordination accrue envers l'étranger ; la nécessité de remplacer la génération des Caravelle ; demande où en sont les conversations entre la SNIAS et Boeing ; s'interroge sur les programmes militaires et sur l'avenir réservé à l'aérospatiale.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 7** (p. 6650) : critique de la base du taux de prélèvement sur le produit de la taxe intérieure sur les carburants ; propose d'augmenter les sommes affectables au fonds spécial d'investissement routier ; le caractère indécent de la proposition du président du conseil régional d'Ile-de-France d'instituer un prélèvement spécial et supplémentaire du prix de l'essence en région parisienne ; le financement des différentes autoroutes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Transports. — III. **Aviation civile** [28 octobre 1976] (p. 7188) : demande à M. Cavaillé comment il peut concilier la construction d'un avion moyen-courrier de 150 places et le remplacement de 50 Caravelle les plus anciennes encore en service ; (p. 7190) : estime que M. Cavaillé ne lui a pas répondu.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'utilisation des fonds publics alloués aux sociétés du groupe Marcel Dassault** (n° **2522**). **Discussion générale** [3 novembre 1976] (p. 7424) : le caractère ancien de l'affaire Dassault ; la propo-

sition communiste d'une commission d'enquête sur la fraude et sur l'évasion fiscale dont les sociétés Dassault seraient coupables ; l'élargissement démagogique à l'ensemble de l'industrie aéronautique de l'objet de la commission d'enquête ; les difficultés de la SNIAS ; les commandes militaires de l'Etat à Dassault ; les pots-de-vin de la Lockheed ; la fraude fiscale pratiquée par la société Dassault ; l'évasion et la fraude fiscale, scandale du régime ; les pratiques frauduleuses facilitées par les relations internationales ; l'impôt sur les sociétés et l'impôt sur le revenu des personnes physiques ; (p. 7425) : le problème des incompatibilités ; le scandale de la situation de M. Dassault ; la proposition communiste sur les incompatibilités ; la saisine par M. Dassault du Conseil constitutionnel ; la nationalisation de l'industrie aéronautique ; l'industrie aérospatiale française en crise ; les aspects mondiaux de l'affaire Dassault ; le préambule de la Constitution ; la nationalisation immédiate et sans délai du groupe Breguet-Dassault ; (p. 7426) : une nationalisation selon trois principes : la nécessité de défendre et de développer l'industrie aéronautique et aérospatiale française ; la coopération internationale ; l'obligation de réorienter nos productions en donnant progressivement la priorité au domaine civil ; accorder à la production aéronautique et aérospatiale un financement public adéquat ; non une question de moralité publique, mais d'intérêt des travailleurs et de la nation. **Discussion de l'Article unique** [3 novembre 1976] (p. 7429) : son amendement n° 4 précisant que l'enquête portera sur les aides consenties à la société Marcel Dassault pour la construction d'avions, d'engins et de matériel aéronautique ; repoussé.

1977

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1977** (n° **2768**). **Lettre rectificative** (n° **2859**). **Discussion des articles** [24 mai 1977]. **Article premier** (p. 2948) : les crédits supplémentaires affectés à Air France ; leur justification ; (p. 2949) : les sujétions subies par Air France ; sa sous-capitalisation ; le recours aux emprunts privés ; l'évolution de son activité ; l'abandon de lignes au secteur privé ; les difficultés de l'optimisation de sa flotte ; le renouvellement de la flotte Caravelle ; modifier le comportement de l'Etat vis-à-vis des sociétés nationales ; les mesures à prendre.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Coopération [25 octobre 1977] (p. 6553) : la dégradation des relations de coopération de la France avec les pays d'Afrique et de l'océan Indien ; l'augmentation de la coopération militaire ; un budget de pénurie ; les crédits du FAC ; les crédits affectés aux équipements économiques et à l'assistance technique ; le bilan de l'action du Gouvernement en Afrique ; l'expédition armée au Zaïre ; l'engagement militaire au Tchad ; la collaboration avec l'Afrique du Sud ; la visite du ministre des affaires étrangères en Tanzanie ; les résolutions de la troisième assemblée des Nations unies ; l'opposition gouvernementale à la Conférence Nord-Sud ; la politique de coopération ; stagnation, privatisation, intégration, militarisation, discrimination ; la nécessité d'une autre politique de coopération ; les critères de cette politique ; (p. 6554) : la zone franc ; l'évolution de la coopération. **Examen des crédits** [25 octobre 1977] (p. 6558). **Etat B - Titres III et IV. — Etat C. - Titres V et VI** : le groupe communiste vote contre.

Equipement et aménagement du territoire. — Transports. — IV. Aviation civile et météorologie [17 novembre 1977] (p. 7619) : les extraits du rapport pour avis de M. Labbé ; le projet de budget ; les besoins de la direction de la navigation aérienne en matière d'effectifs ; les créations d'emplois nécessaires ; l'évolution des autorisations de programme de la construction aéronautique civile ; l'inclusion dans les AP des crédits prévus pour financer les avances de l'Etat en tant qu'actionnaire de la SNIAS et de la SNECMA ; les crédits affectés à la construction civile ; les crédits affectés aux études ; le programme Concorde ; l'avenir du supersonique civil ; les pourparlers engagés relatifs au lancement de la version B 10 de l'Airbus ; (p. 7620) : le projet du futur A 200 ; le succès de la version modifiée du DC 9 ; les crédits affectés au programme du CFM 56 ; le montant des autorisations de programme nécessaires pour la sauvegarde et le développement de l'industrie aéronautique ; le transfert des fonds publics vers les groupes privés ; la nationalisation du groupe Dassault et de ses filiales ; la coopération internationale. **Examen des crédits. Etat B. - Titre III et IV. — Etat C. - Titre V et VI** (p. 7628) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projets de loi autorisant la ratification des accords de coopération entre la Communauté économique européenne et l'Algérie, la Tunisie et le Maroc** (n° **3323, 3324, 3325**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8944) : le rejet par le Sénat de l'accord passé entre la CEE et la République algérienne ; la dégradation des relations entre la France et l'Algérie ; le développement de la campagne anti-algérienne ; la détention d'otages par le Front Polisario ; l'appui militaire de la France au Maroc et à la Mauritanie ; l'obtention par Georges Marchais de l'assurance de la libération prochaine des ressortissants

français ; le sens des responsabilités du Gouvernement algérien et des autorités sahraouies.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, ensemble quatre annexes ouvertes à la signature à Washington jusqu'au 30 avril 1973, et après cette date, à Berne jusqu'au 31 décembre 1974** (n° **3201**). **Discussion des articles** [17 décembre 1977] (p. 8954) : la nécessité d'engager des discussions pour obtenir la garantie de la poursuite de l'activité des professionnels français.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie sur l'encouragement, la protection et la garantie réciproques des investissements, signée à Paris le 16 décembre 1976** (n° **2911**). **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8959) : l'accord conclu entre la société des automobiles Citroën et deux entreprises d'Etat roumaines ; les transferts de production réalisés ; le démembrement de l'appareil productif français ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord général, ensemble quatre annexes, entre le Gouvernement français et le Gouvernement portugais concernant l'utilisation par la France de certaines facilités dans les îles Açores, signé à Lisbonne le 24 février 1977** (n° **3336**). **Discussion des articles** [17 décembre 1977]. **Article unique** (p. 8960) : l'insuffisante information des membres du groupe communiste ; l'abstention du groupe communiste.

MONTESQUIOU (Pierre de)

Député du Gers
(2e circonscription)
(App. RDS puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'apparente au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Cesse d'être apparenté au groupe des réformateurs démocrates sociaux [13 juin 1974] (p. 2682).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [13 juin 1974] (p. 2682).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Décédé le 15 octobre 1976 [*J.O.* du 17 octobre 1976] (p. 6097).

Son éloge funèbre est prononcé le 26 octobre 1976 (p. 7003 à 7005).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755) ; [2 avril 1974] (p. 1453) ; [2 avril 1975] (p. 1202) ; [2 avril 1976] (p. 1278).

Représentant suppléant de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

Membre de la commission supérieure des sites [22 juin 1973] (p. 2466).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la souscription ou l'acquisition d'actions de sociétés par leurs salariés [13 décembre 1973] (p. 6978).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [*J.O.* du 18 juin 1974] (p. 2742).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation en faveur des personnes handicapées [5 juin 1975] (p. 3755).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de la loi relatif à la lutte contre le tabagisme [24 juin 1976] (p. 4680).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant institution d'un repos compensateur en matières d'heures supplémentaires de travail [9 juillet 1976] (p. 5247).

DÉPOTS

— **Avis**, présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet **de loi de finances pour 1974** (n° 646). — **Tome XVII : Budget annexe des**

prestations sociales agricoles (n° **682**) [10 octobre 1973].

— **Proposition de loi relative à la surveillance et à la police de la chasse** (n° **882**) [20 décembre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome XIX : Prestations sociales agricoles** (n° **1231**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome XIX : Prestations sociales agricoles** (n° **1917**) [10 octobre 1975].

QUESTIONS

• *questions orales sans débat :*

— (n° **24295**) : **Situation des producteurs de cognac et d'armagnac** [5 décembre 1975] (p. 9441) : classement des zones de production en zones de rénovation rurale ; aide du FORMA pour le vieillissement des eaux-de-vie ; aide à l'exportation.

— (n° **24957**) : **Echangeurs de l'autoroute Bordeaux-Toulouse** [19 décembre 1975] (p. 10080) : avenir du département du Gers ; nécessité de prévoir des échangeurs dans le Gers.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Agriculture et développement rural. — FORMA, BAPSA [6 novembre 1973] (p. 5237), rapporteur pour avis : évolution des prestations sociales agricoles et perspectives de l'harmonisation des régimes sociaux ; inégalités entre les droits sociaux des exploitants agricoles et ceux des travailleurs salariés ; regrette que l'harmonisation de l'allocation de salaire unique et de l'allocation de la mère au foyer n'ait pas été prévue pour les agriculteurs ; limite du champ d'application de l'assurance invalidité ; faiblesse du montant de la pension servie ; ses arguments en faveur d'une réforme de l'assurance invalidité agricole ; coût d'une extension du champ d'application de l'assurance invalidité agricole ; refonte du système de retraites agricoles ; ses observations sur les conditions d'extension aux régimes agricoles de la réforme du régime de l'inaptitude ; (p. 5238) : problème de la pension de réversion pour les veuves à cinquante-cinq ans : caractère artificiel du plafond de ressources et ses conséquences ; disparités entre régime agricole et régime général.

Protection de la nature et de l'environnement [20 novembre 1973] (p. 6059) : projet de loi sur la protection de la nature, urbanisme et espace rural, dégradation du milieu naturel et moyens mis en œuvre, droit de construire et espaces naturels, plans d'occupation des sols et plans d'aménagement rural, taxe locale d'urbanisation, architecture et caractère des régions ; suggère un label « architecture » autorisant un relèvement sélectif des prix plafonds ; urbanisme en sous-sol, excès du remembrement, pollution de la Baïse dans le Gers ; (p. 6060) : statut des gardes-chasse fédéraux ; travaux du groupe parlementaire d'études des problèmes de la chasse.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif aux appellations d'origine en matière viticole** (n° **725**). **Discussion générale** [29 novembre 1973] (p. 6483) : son accord sur la présentation du projet par le ministre chargé des relations avec le Parlement. **Discussion des articles** : (p. 6492). **Après l'Article premier** : son amendement tendant à permettre aux producteurs de vins AOS de continuer à commercialiser leur production sous leur propre dénomination ; (p. 6493) : retrait de son amendement après les assurances du ministre quant à l'appellation : « Coteaux du Condomois, vin de pays ».

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Première partie :*

Discussion des articles [24 octobre 1974]. **Article 4** (p. 5403) : sur l'article : la situation difficile des producteurs d'armagnac exige que l'augmentation des droits sur l'alcool soit modulée.

Deuxième partie :

Agriculture. — FORMA, BAPSA, rapporteur pour avis [7 novembre 1974] (p. 6009) : l'effort de solidarité ; les vignobles de l'Armagnac classés en zone sinistrée ; l'assiette et la progressivité des cotisations ; l'assurance-invalidité des exploitants ; les pensions de vieillesse ; la mise en place du régime commun ; l'harmonisation des prestations et des cotisations ; l'exode rural ; l'avis favorable de la commission ; l'amendement n° 129 du Gouvernement.

Transports. — III. **Aviation civile** [18 novembre 1974] (p. 6652) : le rôle économique des transports aériens ; l'industrie aéronautique européenne ; accord avec le Gouvernement américain ; la protection de l'emploi et de la balance des paiements ; (p. 6653) : au

nom de M. Boudet : le personnel de la météorologie nationale.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1974** (n° **1340**) [10 décembre 1974]. **Deuxième délibération** (p. 7635) : son sous-amendement n° 7 : rémunération des gardes-chasse fédéraux par l'office national de la chasse ; adopté.

1975

— **Projet de loi, adopté après déclaration d'urgence par le Sénat, relatif au permis de chasser** (n° **1555**). **Discussion des articles** [24 avril 1975] (p. 2076) : **Après l'Article 8** *bis* : son amendement n° 6 : affectation des gardes à des brigades gérées par l'office national de la chasse ; retiré au profit de l'amendement n° 15 de M. de Poulpiquet.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 8** (p. 7274) : proteste contre la majoration des droits indirects sur les boissons alcoolisées ; son vote hostile sur l'article 8.

Deuxième partie :

Culture [3 novembre 1975] (p. 7746) : l'impossibilité pour le Gouvernement d'entretenir des orchestres régionaux et de sauvegarder le patrimoine architectural ; le rôle des associations bénévoles.

Agriculture. — **FORMA, BAPSA,** rapporteur pour avis [5 novembre 1975] (p. 7878): la commission demande à nouveau que la charge sociale des agriculteurs soit mieux répartie et que les prestations du régime agricole se rapprochent du régime des salariés ; souhaite que le système de correction du revenu cadastral ne soit pas généralisé à tous les départements pour l'ensemble de leurs cotisations ; le régime de la cotisation complémentaire Amexa ; (p. 7879) : s'étonne que l'amendement du Gouvernement à la loi de finances qui concrétiserait l'engagement pris lors de la conférence annuelle d'accorder une pension aux inaptes et invalides partiels ne soit pas encore déposé ; l'amendement de la commission sur ce sujet a été déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution.

Transports. — III. **Aviation civile** [14 novembre 1975] (p. 8413) : les difficultés de la construction aéronautique française ; une situation structurelle d'infériorité ; résister aux Etats-Unis grâce à la coopération européenne ; établir une politique commune de l'aéronautique ; l'ignorance de la dimension européenne par le Gouvernement ; les résolutions de l'UEO ; créer une agence européenne de l'aviation ; (p. 8414) : la situation des contrôleurs aériens.

MONTREDON (Pierre)

Député de l'Aveyron
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

En remplacement de M. Jean Gabriac, décédé le 28 octobre 1976.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [29 octobre 1976] (p. 7283 et 7303).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [17 novembre 1976] (p. 8207).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [1er décembre 1976] (p. 8887) [2 avril 1977] (p. 1464).

MOREAU (Gisèle)

Député de Paris
(13e circonscription)
(C).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

Est nommée secrétaire d'âge [2 avril 1976] (p. 1272).

Est élue secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1976] (p. 1273).

Est nommée secrétaire d'âge [2 avril 1977] (p. 1458).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur l'organisation et les pratiques du commerce de la viande [22 octobre 1974] (p. 5326).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux licenciements pour cause économique [20 décembre 1974] (p. 8271).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conventions entre les caisses d'assurance maladie du régime général de la sécurité sociale, du régime agricole et du régime des travailleurs non salariés des professions non agricoles et les praticiens et auxiliaires médicaux [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'éducation [30 juin 1975] (p. 5082).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale et à leurs directeurs et directeurs adjoints [30 juin 1975] (p. 5083).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **instituer, dans le secteur privé, une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et au fonctionnement de crèches** (n° **74**) [12 avril 1973], retrait de cette proposition [19 juin 1973] (p. 2286).

— **Proposition de loi** tendant à **étendre à toutes les mères de famille les congés supplémentaires dont bénéficient les salariées âgées de moins de vingt et un ans** (n° **322**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **instituer, dans le secteur privé, une contribution patronale obligatoire à titre de participation au financement de la construction et au fonctionnement de crèches** (n° **555**) [28 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **améliorer les droits des mères célibataires** (n° **694**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **l'augmentation des contingents versés par l'Etat à la ville de Paris en matière d'aide sociale** (n° **785**) [28 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **accorder aux mères de famille salariées des congés payés pour soigner un enfant malade** (n° **905**) [20 décembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi (n° 555) tendant à instituer, dans le secteur privé, une **contribution patronale obligatoire** à titre de participation au financement de la construction et au fonctionnement de **crèches** (n° **1260**) [22 octobre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à doubler **les allocations familiales** (n° **1897**) [8 octobre 1975].

— **Proposition de loi** relative aux **ensembles immobiliers « Olympiades » et « Masséna »** dans le 13e arrondissement de Paris (n° **2111**) [19 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur la proposition de loi n° 1209 tendant à faire bénéficier les **femmes salariées** d'une réduction de l'âge d'ouverture du droit à la pension de **retraite de l'assurance vieillesse** à raison d'un an par enfant légitime, naturel reconnu, adoptif ou issu d'un premier mariage du mari et élevé pendant sa minorité (n° **2377**) [10 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à réorienter dans un sens social **l'opération Italie** (n° **2583**) [3 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la sauvegarde de la **haute couture** (n° **2647**) [25 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à ouvrir la possibilité de la **retraite à 55 ans à toutes les catégories des PTT** (n° **3078**) [30 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Grèves dans les PTT** [23 octobre 1974] (p. 5348).

— **Situation des personnels hospitaliers** [27 novembre 1974] (p. 7099).

— **Arrêt de l'opération de rénovation du secteur Italie** [21 mai 1975] (p. 2936) : réalisation des équipements sociaux.

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19428**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3698) : attitude des grandes sociétés financières dans la haute couture ; défense du droit de création ; développement des ateliers de création.

• *question au Gouvernement :*

— **Situation de l'industrie textile** [22 octobre 1975] (p. 7215) : les licenciements auxquels procèdent de grandes firmes comme Rhône-Poulenc alors qu'elles ouvrent des usines à l'étranger.

• *questions orales sans débat :*

— **de Mme Chonavel** (n° **31778**) : **Difficultés des familles à l'occasion de la rentrée scolaire,** en qualité de suppléant [8 octobre 1976] (p. 6487, 6488) : proposition du groupe communiste tendant à attribuer une prime de rentrée de 300 F par enfant et à doubler le montant des allocations familiales.

— (n° **34255**) : **Conséquences du plan Barre pour les familles modestes** [17 décembre 1976] (p. 9608, 9609) : diminution du pouvoir d'achat des travailleurs ; dégradation des prestations familiales ; demande une allocation de 300 F par enfant, la suppression de la TVA sur les jouets, l'attribution d'une allocation de fin d'année de 900 F aux chômeurs.

• *questions au Gouvernement :*

— **Remboursement des médicaments** [6 avril 1977] (p. 1576) : le décret ramenant de 70 à 40 % le taux de remboursement de neuf cents médicaments ; les conséquences qui en résulteront pour les plus pauvres et les petits laboratoires.

— **Bourses de vacances en faveur des enfants de chômeurs** [18 mai 1977] (p. 2867) : aide aux centres aérés accueillant des enfants de chômeurs.

— **Situation de certains bureaux d'études d'ingénierie** [16 novembre 1977] (p. 7497) : le problème d'emploi posé par la liquidation actuelle des bureaux d'études ; la nécessité du maintien du potentiel technique et de recherche.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1561) : souligne l'importance du problème des prix, la nécessité de lutter contre la hausse, les hausses partie intégrante des prévisions gouvernementales, la situation difficile de nombreux Français ; (p. 1562) : l'augmentation des prix alimentaires, le freinage des salaires, les restrictions des familles, le poids des loyers sur les budgets, des soins médicaux, des frais de scolarité, l'aggravation des conditions de vie et de travail, l'accentuation de l'inégalité sociale, évoque une récente enquête de l'INSEE sur les conditions de vie des ménages français, l'augmentation de certains tarifs publics, la campagne du patronat en faveur de la liberté des prix, la possibilité d'une autre politique, le programme commun, seule issue possible à la situation de crise de la société française.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — Formation professionnelle et promotion sociale [29 octobre 1973] (p. 4963) : découvertes scientifiques et techniques et possibilités d'adaptation permanente des travailleurs ; (p. 4964) : développement de la formation professionnelle continue et de la formation initiale ; reconversion qu'impose la concentration des entreprises ; luttes sociales chez Lip, à Romans et à Fourmies ; estime que la formation permanente ne peut être conçue comme un palliatif des carences de l'éducation initiale ; atteinte portée par la loi Royer au principe de la scolarité obligatoire jusqu'à seize ans ; la formation permanente, besoin collectif et individuel ; politique du grand capital ; volonté du pouvoir de ne pas améliorer les conditions de la formation permanente ; opposition du Gouvernement au relèvement de la contribution patronale ; estime que les crédits prévus sont sans rapport avec les nécessités de notre époque dans un pays comme la France ; perspectives ouvertes par la loi du 16 juillet 1971 ; insuffisance notoire des moyens mis en œuvre ; protestations de cinq organisations syndicales directement intéressées à la formation permanente ; mise en place unilatérale et autoritaire de la formation professionnelle par le patronat ; besoins de l'entreprise et intérêt des travailleurs ; non-reconnaissance des diplômes et des connaissances acquises ; non-obligation de rémunération ; absence de motivations ; sa référence à la situation en RDA dans ce domaine ; ses observations sur les bénéficiaires des stages, sur leur durée, sur leur contenu ; intégration des salariés aux visées du patronat ; fonds perçus par les organismes privés ; soutien du groupe communiste à la suggestion de créer un organisme de coordination et d'unification ; ses observations concernant

l'AFPA ; promesse de M. Gorse, ministre du travail, devant le comité du travail féminin relative aux stages de formation pour les métiers du secteur médical et paramédical ; formation permanente des femmes ; leur place dans les actions de formation ; (p. 4965) : suppressions d'emplois à la RATP ; indique que son groupe ne votera pas les crédits de la formation permanente ; soutient les amendements et les observations de la commission des finances ; protestation du groupe communiste contre la suppression de l'article 14 du projet de loi de finances ; proposition de loi du groupe communiste pour une école démocratique et moderne définissant les principes d'un autre système de formation permanente ; objectifs du programme commun de gouvernement de la gauche.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de la grossesse** (n° 455). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6963) : demande le droit pour la femme de décider de son destin ; estime que le devoir de la société est d'assurer aux femmes et aux couples de réelles conditions de choix par une politique de contraception et d'éducation sexuelle ; déclare que pendant quinze ans le pouvoir a ignoré les difficultés des femmes seules et des jeunes ménages, a refusé les moyens de diffuser la connaissance des lois de la fécondité, a ignoré le drame des centaines de milliers de femmes qui ont recouru à l'avortement clandestin ; voit dans les carences de la politique le recours à la solution de désespoir qu'est l'avortement clandestin ; estime que les femmes veulent pour leur enfant le droit de vivre dignement et que l'incitation à l'abandon est révoltant ; (p. 6964) : estime qu'il ne peut y avoir de morale que fondée sur le respect de l'être humain et que la dignité de la femme et du couple suppose qu'ils ne soient pas soumis à la fatalité des lois naturelles ; déclare que la maternité est pénalisée par la baisse du pouvoir d'achat des familles, l'insuffisance des allocations de salaire unique ; l'opposition de l'activité professionnelle de la femme à sa fonction maternelle ; estime les promesses faites insuffisantes et contradictoires avec la discussion budgétaire et le détournement des excédents des caisses d'allocations familiales ; estime qu'aucune répression ne peut régler le problème ; demande le développement de la contraception et de l'éducation sexuelle et le vote d'une nouvelle législation fondée sur la liberté de la femme et du couple ; évoque la société à laquelle le programme commun de gouvernement ouvrira la voie.

1974

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, concernant la formation professionnelle continue** (n° 1106). **Discussion générale** [18 octobre 1974] (p. 5258) : le projet en discussion peut être grandement amélioré ; la formation professionnelle continue doit devenir un droit pour tous ; la situation des femmes ; l'interprétation par les employeurs de la loi de 1971 est restrictive ; absence quasi totale de la culture générale dans les stages proposés ; pouvoir discrétionnaire de l'employeur quant à la rémunération du stagiaire ; l'amélioration nécessaire de la protection sociale des stagiaires ; situation des stagiaires non pourvus d'emploi. **Discussion des articles. Après l'Article 6** (p. 5262) : son amendement n° 7 relatif au congé individuel de formation ; repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme. — Equipement [16 novembre 1974] (p. 6551) : politique urbaine et qualité de la vie ; le gaspillage dû à l'insuffisance des transports en commun ; (p. 6552) : dans la région parisienne, la situation foncière est marquée par la spéculation et la politique urbaine est dominée par la loi du profit ; l'extension des ZAD est compromise par la faiblesse des crédits ; illustrations du caractère pénible de la vie en région parisienne ; les perspectives peu encourageantes offertes par le nouvel urbanisme vont de pair avec la restriction des crédits (p. 6553) : les incohérences et les déséquilibres de l'opération de rénovation menée dans le treizième arrondissement.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° 1297). **Première lecture. Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7024) : 90 % des femmes qui recourent à l'avortement clandestin invoquent de graves difficultés sociales ; répression, ignorance, insécurité sont les causes de ces recours à une solution de désespoir ; la responsabilité de l'Etat dans l'ignorance est écrasante ; sa politique sociale et la crise du logement contraignent les travailleurs à réduire la natalité ; (p. 7026) : le non-remboursement de l'avortement ne dissuadera que les classes les plus défavorisées ; (p. 7027) : le groupe communiste fonde son attitude sur la liberté de décision de la femme et du couple en accord avec leurs convictions philosophiques ou religieuses. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7216) : dépose les sous-amendements n^{os} 47 et 72 ; repoussés ; (p. 7223) : dénonce avec force le caractère odieux de l'amendement n° 3 rectifié de M. Cointat. **Article 7** (p. 7236) : sur l'article : met en lumière les inégalités sociales devant l'accès à l'avortement faute de remboursement de l'interven-

tion. **Deuxième lecture. Discussion générale** [19 décembre 1974] (p. 8124) : rappelle les positions du groupe communiste dans ce débat ; dénonce la dissuasion par l'argent ; souligne le caractère velléitaire des déclarations favorables à une politique de la famille. **Discussion des articles. Article 9** *quinquies* (p. 8135) : son amendement n° 15 est déclaré irrecevable.

1975

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne les règles particulières au travail des femmes** (n° **1486**). **Discussion générale** [22 avril 1975] (p. 1934) : pratiques scandaleuses qui accompagnent les discriminations qui frappent encore les femmes ; la désignation par la presse de ces pratiques et notamment par **l'Humanité** ; dignité de la femme et protection de la femme enceinte ; timidité du projet de loi ; faible portée du texte face au droit à la maternité ; les modifications qui paraissent indispensables au groupe communiste ; l'importance du taux de mortalité périnatale ; accouchements prématurés et enquête de l'INSERM ; assurer la progression du salaire et des prestations familiales ; obtenir les congés supplémentaires pour les mères de famille ; la proposition de loi n° 1007 des élus communistes ; faire payer les « grosses sociétés et les banques qui pillent l'économie nationale ».

— **Projet de loi portant réforme du divorce** (n° **1560**). **Discussion des articles** [29 mai 1975] (p. 3390) : **Article premier. Article 252-3 du code civil** : son amendement n° 24 : intérêt des enfants ; repoussé ; [14 juin 1975] : **Après l'Article 8** (p. 3639) : son amendement n° 62 : réinsertion professionnelle des femmes divorcées ; déclaré irrecevable.

— **Projet de loi relatif au recouvrement public des pensions alimentaires** (n° **1650**). **Discussion générale** [12 juin 1975] (p. 4091) : les propositions de loi déposées par le groupe communiste ; la violente opposition du Gouvernement ; (p. 4092) : un projet sans effet pour les femmes qui appartiennent aux milieux modestes ; instituer un fonds spécial pour le versement des pensions alimentaires ; réévaluer ces pensions ; le soutien des femmes aux mesures contenues dans le programme commun.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1975** (n° **1873**). **Discussion générale** [10 septembre 1975 (p. 6154) : les raisons de la colère des femmes ; le caractère illusoire de la gratuité de l'enseignement ; la diminution du pouvoir d'achat des allocations familiales ; (p. 6155) : les difficultés que le Gouvernement ne devrait pas ignorer ; la priorité donnée aux grandes entreprises ; le respect des droits des familles et des personnes âgées.

— **Projets de loi portant réforme de l'urbanisme et de la politique foncière** (n° **1588** et n° **1881**). **Discussion générale commune** [8 octobre 1975] (p. 6683) : dénonce les différents aspects de l'urbanisme à Paris ; (p. 6684) : l'exemple du secteur de la place d'Italie, où les terres, par le jeu des dérogations, n'ont rien coûté aux promoteurs ; de toute manière, le texte n'aura que peu d'effets à Paris en raison de l'exclusion de son champ d'application de la plus grande partie des terrains bâtis et des opérations de rénovation déjà entreprises ; le mécanisme de récupération de la taxe prévu par l'article 9 ; demande l'instauration d'une taxe sur les profits immobiliers et l'élargissement des pouvoirs des communes.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7450, 7451) : l'insuffisance des crédits en matière de protection maternelle et infantile et de contraception ; l'insuffisance des examens prénataux ; allonger le congé de maternité ; l'aggravation de la ségrégation sociale ; l'insuffisance des crèches et des centres de contraception ; (p. 7452) : l'importance de l'avortement clandestin ; le sacrifice de la santé aux intérêts de classe.

— **Projet de loi relatif au contrôle du financement des actions de formation professionnelle continue** (n° **1933**). **Discussion des articles** [28 novembre 1975]. **Article premier** (p. 9120) : son amendement n° 2 : obligation de mise en place d'un conseil de perfectionnement dans tous les organismes privés de formation ; repoussé ; (p. 9127) : son amendement n° 4 : prévoir un contrôle qualitatif de la formation ; repoussé ; (p. 9128) : son amendement n° 5 : contrôle qualitatif et financier des dépenses de formation ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion des articles** [3 décembre 1975] : **Article 43** (p. 9296) : son amendement n° 174 : prévoir une procédure de consultation concernant la répartition du personnel entre les services de la ville et du département de Paris ; repoussé ; [4 décembre 1975] : **Après l'Article 25** (p. 9351) : son amendement n° 165 : composition de la commission d'arrondissement ; exclure les officiers municipaux de cette commission ; (p. 9352) : suite aux propos de M. Fanton, estime que la commission des lois traduit sa méfiance à l'égard du suffrage universel ; (p. 9353) : estime que son amendement doit être soumis au vote

avant l'amendement n° 65 de M. Pierre Bas ; est devenu sans objet. **Article 26** (*suite*) (p. 9355) : son amendement n° 166 : publicité et réunions des commissions d'arrondissement ; estime que cet amendement n'est pas devenu sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n° 111 de M. Clérambeaux à l'amendement n° 74 de M. Fanton. **Explications de vote** (p. 9356) : l'insuffisance du nouveau statut de la ville de Paris ; maintien de l'omnipotence du préfet et du contrôleur financier ; (p. 9357) : craintes du Gouvernement face au peuple et sa défiance vis-à-vis de l'opposition ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi relatif aux conditions d'accès à la retraite de certains travailleurs manuels** (n° **2017**). **Discussion générale** [11 décembre 1975] (p. 9680) : un projet qui constitue une mystification ; le retard de la France par rapport aux pays étrangers ; un projet qui ne bénéficiera qu'à un nombre infime de femmes ; (p. 9681) : la mise à l'écart par le Gouvernement des amendements des députés communistes ; la nécessité pour les travailleurs de continuer la lutte.

1976

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Discussion des articles** [13 mai 1976]. **Article premier** (p. 2970) : son amendement n° 90 prévoyant aussi la consultation du comité d'entreprise ; adopté ; soutient l'amendement n° 91 de M. Porelli concernant la consultation des délégués du personnel ; adopté ; son sous-amendement n° 165 ; devenu sans objet ; son amendement n° 6 opposé à la création de nouveaux organismes professionnels d'hygiène et de sécurité ; réservé. **Article premier** (précédemment réservé) (p. 2986) : son amendement n° 92 reposant sur le même principe que l'amendement n° 6 réservé ; amendements n^{os} 6 et 92 devenus sans objet.

— **Projet de loi portant approbation du VII^{e} Plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4673) : pense que l'orientation générale du VII^{e} Plan ne permettra pas d'assurer le plein emploi ; la tendance à camoufler le chômage en particulier celui des femmes vouées au chômage partiel ; le chantage au chômage ; la formation des jeunes en fonction des intérêts des grandes sociétés ; (p. 4674) : la prétendue revalorisation du travail manuel qui se ramène à un nivellement par le bas ; nécessité du programme commun.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [21 octobre 1976]. **Article 2** (p. 5871) : le maintien de l'injustice fiscale ; exemple concret : la remise en cause de la révision annuelle du barème de l'impôt ; un taux arbitraire d'érosion monétaire ; un indice truqué ; les avantages nouveaux accordés aux grosses entreprises ; les propositions du groupe communiste ; (p. 6872) : un abattement de 30 % pour les salariés ; la révision annuelle du barème de l'impôt ; une augmentation de la déduction en faveur des retraités pensionnés ; l'abaissement de l'impôt pour les huit premières tranches ; la limitation de l'effet du quotient familial ; la déduction des frais de garde ; la suppression de l'avoir fiscal ; la création d'un impôt progressif sur le capital et les grosses fortunes.

Deuxième partie :

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7294) : la manière dont les Français vivent ; les seize millions de personnes gagnant moins de 2.000 francs par mois ; l'augmentation des coûts ; la détérioration des conditions d'hospitalisation ; l'assistance publique de Paris ; la pénurie de personnel ; les services fermés ; les salaires de personnel.

Postes et télécommunications [19 novembre 1976] (p. 8422) : le personnel féminin ; le logement ; les revendications des femmes ; électronique et charges de travail ; les besoins sociaux ; les crèches ; mettre fin aux discriminations pénalisant la maternité ; les concours ; l'abaissement de l'âge de la retraite à cinquante-cinq ans ; le placement des fonds des chèques postaux à 1,5 % ; les industries privées du téléphone ; Finextel.

Articles et articles additionnels non rattachés [20 novembre 1976]. **Article 26** (p. 8509) : son intervention lue par M. Frelaut.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement** (n° **2631**). **Discussion des articles** [15 décembre 1976] : **Avant l'Article premier (p. 9457)** : son amendement n° 11 retiré ; [16 décembre 1976] : **Article 17 A** (p. 9531) : son amendement n° 27 soutenu par M. Canacos ; devenu sans objet. **Article 17** : son amendement n° 28 devenu sans objet. **Article 17** *bis* (p. 9533) : son amendement n° 29 devenu sans objet. **Article 19 A** : son amendement n° 30 retiré. **Article 19 B** (p. 9534) : son amendement n° 31 devenu sans objet.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur l'architecture** (n° **2618**). **Discussion des articles** [18 décembre 1976]. **Article 8** (p. 9717) : son amendement n° 73 soutenu

par M. Ralite ; repoussé. **Article 13** (p. 9725) : son amendement n° 76 soutenu par M. Ralite ; repoussé.

1977

— **Projet de loi relatif aux assistantes maternelles** (n° 2221). **Discussion générale** [5 avril 1977] (p. 1542) : le problème de la garde des jeunes enfants ; la liberté de choix des parents pour la garde de leurs enfants ; l'insuffisance de crèches familiales ; l'éventualité d'un retour au système de l' « asile » ; le versement de l'allocation pour frais de garde ; (p. 1543) : le règne de l'improvisation en matière de placement ; la création de conditions meilleures pour assurer l'accueil des jeunes enfants ; la construction de mille crèches ; l'amélioration du statut des gardiennes à domicile ; la perception des frais de garde par le service de la protection maternelle et infantile ; le problème de la garde clandestine ; offrir un véritable choix et le maximum de garanties aux parents ; l'évolution de la famille ; (p. 1544) : l'application du programme commun. **Discussion des articles. Article premier : Article 123-2 du code de la famille et de l'aide sociale** (p. 1552) : défend l'amendement n° 11 de la commission : conditions d'emploi des assistantes maternelles par des personnes morales de droit privé ou de droit public ; la non-remise en cause des possibilités de choix des parents ; [6 avril 1977] (p. 1580) : son amendement n° 1 : emploi exclusif des auxiliaires maternelles par des personnes morales de droit public ou de droit privé ; les poursuites des familles pour non-paiement des cotisations sociales ; amendements n° 11 et n° 1 repoussés. **Article 2 : Article L 773-5 du code du travail** (p. 1585) : son amendement n° 40 : fixation de l'indemnité compensatrice à 50 % du salaire ; repoussé. **Article L 773-6 du code du travail** : soutient l'amendement n° 4 de Mme Chonavel : droit aux congés payés annuels des auxiliaires maternelles ; retiré. **Article L 773-13 du code du travail** (p. 1589) : son amendement n° 5 : fixation à un mois du délai congé en cas d'ancienneté comprise entre trois et six mois ; (p. 1590) : son amendement n° 6 : fixation à deux mois du délai congé en cas d'ancienneté comprise entre six mois et moins de deux ans ; son amendement n° 7 : fixation à trois mois du délai congé en cas d'ancienneté d'au moins deux ans ; amendements n° 5, n° 6 et n° 7 repoussés. **Article L 773-15 du code du travail** : son amendement n° 8 : fixation du montant minimal de l'indemnité de licenciement ; repoussé. **Après l'Article 3** (p. 1593) : le caractère positif de l'amendement n° 34 du Gouvernement ; les conditions d'indemnité et de rémunération des nourrices. **Seconde délibération. Article 2 : Article L 773-3 du code du travail** (p. 1597) : le caractère injuste et difficilement applicable de la mesure proposée par le Gouvernement. **Deuxième lecture. Explications de vote** [3 mai 1977] (p. 2363) : l'absence d'un véritable statut pour les assistantes maternelles ; la charge financière supportée par les parents ; l'assimilation du sort des assistantes maternelles employées par les particuliers avec celui des assistantes du secteur public ; la réclamation de rappels de cotisation par les URSSAF ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi instituant un congé de mère** (n° 2830). **Discussion générale** [16 juin 1977] (p. 3860) : les conditions de bénéfice et de rémunération du congé de mère ; l'extrême modestie des objectifs du Gouvernement en faveur des familles ; la dégradation de la situation des familles ; le niveau de chômage ; l'inquiétude pour l'emploi ; le caractère aléatoire des garanties figurant dans la loi ; les discriminations au détriment des familles ; l'amélioration du texte proposé ; (p. 3861) : l'extension du champ d'application de la loi ; l'extension à toutes les entreprises ; l'application du congé aux hommes ; employer la dénomination congé parental ; la prise en compte de l'ancienneté ; les garanties concernant les avantages acquis ; supprimer les conditions restrictives de l'attribution du congé ; la nécessité d'adopter d'autres avantages ; le refus par le Gouvernement des propositions du parti communiste. **Discussion des articles. Article premier : Article L 122-28-1 du code du travail** (p. 3865) : son amendement n° 33, deuxième rectification, soutenu par Mme Chonavel ; repoussé ; le refus du congé à un des deux conjoints en cas d'obtention par l'autre de ce congé ; (p. 3866) : la portée de la loi. **Article L 122-28-2 du code du travail** (p. 3869) : son amendement n° 34 rectifié soutenu par M. Berthelot ; repoussé. **Article L 122-28-3 du code du travail** (p. 3870) : son amendement n° 35 ; modalités de renouvellement du droit au congé parental ; son amendement n° 36 : assimilation des périodes de suspension du contrat de travail autres que le congé parental à des périodes de travail pour l'application de l'article ; amendements n° 35 et n° 36 devenus sans objet. **Article 2** (p. 3873) : son amendement n° 39 : modalités d'attribution des dommages-intérêts au profit du bénéficiaire du congé en cas d'inobservation par l'employeur des dispositions des articles L 122-25 à L 122-28-5 du code du travail ; amendement n° 39 devenu sans objet. **Après l'Article 3** : le niveau de fixation des seuils de ressources. **Article 4** (p. 3874) : son amendement n° 41 de suppression ; la non-prise en compte du nombre des salariés des entreprises ; retiré. **Titre** : son amendement n° 42 : nouveau titre ; devenu sans objet.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [3 novembre 1977] (p. 6962, 6963) : le projet de budget ; la réduction des dépenses de santé ; la misère ; les inégalités devant la vie et devant la mort ; l'évolution des consommations médicales des ménages ; les dépenses de santé des personnes défavorisées ; le droit à la santé ; la politique gouvernementale réductrice de ce droit ; le dispositif de prévention ; la PMI ; la médecine scolaire ; les centres de santé pour les enfants ; la médecine du travail ; le dépistage de la tuberculose ; (p. 6964) : la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme ; un budget d'austérité ; les gaspillages ; l'absence de subvention pour le fonctionnement, l'enseignement et la formation des personnels de l'assistance publique de Paris ; le contre-budget proposé par le parti communiste ; les mesures proposées ; les moyens financiers adéquats.

Equipement et aménagement du territoire-logement [17 novembre 1977] (p. 7588) : le témoignage de près de deux cents mal-logés ; les conditions d'accès aux HLM ; l'insuffisance du nombre de constructions HLM ; la construction de dix mille ILN à Paris ; le terme « logement social » ; les propositions communistes ; le nombre des logements vacants à Paris.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, sur la protection et l'information des consommateurs** (n° **3154**). **Première lecture. Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8463) : les déclarations des associations de consommateurs ; l'absence de concertation ; les lacunes du projet ; la non-prise en considération des intérêts des consommateurs ; les difficultés de consommation des personnes modestes ; la baisse du pouvoir d'achat des ouvriers ; la baisse de la qualité des produits consommés ; promouvoir un nouveau type de consommation ; (p. 8464) : soustraire l'économie nationale à la domination des grands monopoles ; les nationalisations ; le changement de société ; le problème des consommateurs « captifs » ; la non-justification des factures de téléphone ; le caractère bureaucratique du projet de loi ; la suppression du laboratoire national d'essais ; le problème des clauses abusives ; la composition de la commission chargée de la prévention des développements des clauses abusives ; la participation des organisations de consommateurs ; la conception communiste de l'information et de la protection des consommateurs ; l'accès du public aux documents administratifs ; la législation extérieure en la matière ; la participation des consommateurs et de leurs organisations ; (p. 8465) : démocratiser le fonctionnement du comité national de la consommation ; transformer l'INC en un établissement public placé auprès du comité national de la consommation. **Discussion des articles** [9 décembre 1977] : **Avant l'Article premier** (p. 8550) : son amendement n° 3 : droit à l'information des consommateurs et conditions de participation des organisations de consommateurs ; repoussé ; son amendement n° 4 : principe de l'obligation pour les producteurs et distributeurs de s'assurer de l'innocuité des produits avant leur commercialisation ; repoussé. **Article premier** (p. 8552) : son sous-amendement n° 101 à l'amendement n° 44 de M. Bourson : prise en considération des conditions d'utilisation prévisible des produits ; repoussé ; son amendement n° 5 devenu sans objet ; son amendement n° 6 soutenu par M. Ibéné : publication des avis des organismes consultés ; adopté après adoption des avis des organismes consultés ; adopté après adoption du sous-amendement n° 97 du Gouvernement. **Après l'Article 3** *bis* (p. 8555) : son amendement n° 7 rectifié : composition, missions et organisation interne du comité national de la consommation ; repoussé ; son amendement n° 8 rectifié soutenu par M. Jarosz : statut du comité national de la consommation et conditions de nomination du directeur de l'institut national de la consommation ; repoussé ; son amendement n° 9 soutenu par M. Jarosz : information des comités d'entreprise et d'établissement et des sections syndicales d'entreprise sur les produits fabriqués par l'entreprise ; repoussé. **Article 4** (p. 8556) : son amendement n° 10 de suppression soutenu par M. Ibéné ; adopté. **Article 19** (p. 8565) : son amendement n° 11 soutenu par M. Ibéné : qualification des organismes certificateurs ; devenu sans objet ; [12 décembre 1977] : **Article 24** (p. 8586) : son amendement n° 12 rectifié : organisation administrative et missions du laboratoire national d'essais ; repoussé ; (p. 8587) : soutient l'amendement n° 2 de M. Gouhier : choix des personnels du laboratoire national d'essais d'opter entre leur statut de personnels du Conservatoire national des arts et métiers et le nouveau statut ; repoussé. **Article 25** : son amendement n° 13 rectifié de suppression ; devenu sans objet. **Article 28** (p. 8591) : les éventuelles difficultés de compréhension du texte de l'article 28 ; l'information des consommateurs sur les décrets d'application ; les engagements du Gouvernement relatifs à la parution des décrets. **Deuxième lecture. Explications de vote** [20 décembre 1977] (p. 9088) : le refus par le Gouvernement des dispositions favorables à la participation des associations de consommateurs ; la question des clauses abusives ; (p. 9089) : l'abstention du groupe communiste.

MORELLON (Jean)

Député du Puy-de-Dôme
(2e circonscription)
(RI, puis R).

En remplacement le 6 mai 1973 de M. Giscard d'Estaing (Valéry), nommé membre du Gouvernement.

L'Assemblée prend acte de ce remplacement [9 mai 1973] (p. 1103).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [9 mai 1973] (p. 1103).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [10 octobre 1973] (p. 4263), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée de vérifier et d'apurer les comptes [9 novembre 1976] (p. 7845), [5 avril 1977] (p. 1554).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée [29 juin 1973] (p. 2727).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **aligner le taux de dotation de l'action sociale des régimes d'assurance vieillesse des artisans et commerçants et des industriels sur celui du régime général des travailleurs salariés du commerce et de l'industrie** (n° **695**) [16 octobre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **la création d'écoles nationales de kinésithérapie** (n° **880**) [20 décembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à fixer à dix-huit ans **l'âge d'éligibilité pour les élections sociales** (n° **1437**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à compléter **la loi n° 55-1533** du 28 novembre 1955 relative aux **appellations d'origine** des **fromages** (n° **1985**) [18 novembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier **la loi n° 75-627** du 11 juillet 1975 fixant les conditions d'exercice des activités relatives à **l'organisation de voyages ou de séjours** (n° **2796**) [13 avril 1977].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **29724**) : **Recrutement de nouveaux magistrats des tribunaux administratifs** [11 juin 1976] (p. 4051, 4052, 4053) : les raisons de la grève entreprise par le syndicat de la juridiction administrative : conditions de fonctionnement des tribunaux administratifs, statut du corps de ces tribunaux, déroulement des carrières, situation des conseillers, rémunérations ; création nécessaire d'une seconde chambre de jugement à Clermont-Ferrand.

• *questions au Gouvernement :*

— **Liberté de l'enseignement** [1er juin 1977] (p. 3261) : respect de la neutralité de l'éducation ; fonctionnement des comités de parents.

— **Dégradation de nos échanges avec la République fédérale d'Allemagne** [29 juin 1977] (p. 4420) : problème des normes ; commerce interallemand.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5930) : effort social accompli en France ; priorité au secteur sanitaire et social ; droits propres de la mère de famille ; mesures prises en faveur des veuves et des personnes âgées ; loi cadre et politique du troisième et du quatrième âges ; protection de la femme ; son inquiétude en ce qui concerne l'exécution du VIe Plan et le retard des investissements ; pénurie du personnel sanitaire ; répartition des charges d'aide sociale entre l'Etat et les collectivités locales ; situation des grands handicapés adultes ; situation des personnels sociaux ; (p. 5931) : instituts et écoles de formation ; situation de la médecine scolaire ; implantations médicales dans les régions défavorisées ; réorganisation des études médicales ; situation des étudiants « reçus-collés » ; formation des généralistes ; demande une aide accrue à la recherche médicale ; misssion et budget de l'INSERM ; sa question au ministre de la santé sur la crise financière de l'Institut Pasteur ; capital thermal français et difficultés des stations ; objectifs du VIe Plan pour les opérations de rénovation des stations thermales ; ses trois propositions concrètes pour relancer le thermalisme français ; (p. 5932) : statut des hôpitaux thermaux ; rétablissement de la commission du thermalisme social ; aides spécifiques

pour les villes thermales ; situation de la psychiatrie ; organisation des secours routiers d'urgence ; développement des SAMU ; vote de son groupe en faveur du budget.

1974

— **Projet de loi relatif à la pharmacie vétérinaire (n° 645). Première lecture,** rapporteur pour avis. **Discussion générale** [23 juin 1974] (p. 2639) : danger des antibiotiques, des œstrogènes ; non-respect du temps de latence ; danger des produits de synthèse ; réglementation existante à la fois dépassée, partielle et inadaptée ; (p. 2640) : analyse du projet qui apparaît comme un compromis entre les différents intérêts professionnels en cause (p. 2641). **Discussion des articles. Article L 610 du code de la santé publique** (p. 2649) : présente le sous-amendement n° 94 qui interdit aux vétérinaires de tenir officine ouverte ; adopté. **Article L 612 du code de la santé publique** (p. 2656) : retire les amendements n°s 96 et 97 devenus sans objet du fait de l'adoption de l'amendement n° 70 du Gouvernement. **Article L 617-6 du code de la santé publique** (p. 2668) : son amendement n° 99 qui tend à rendre l'article plus contraignant ; adopté. **Article L 617-18 du code de la santé publique** (p. 2677) : son amendement n° 100 inscription aux tableaux de l'ordre des pharmaciens ; adopté. **Article L 617-21 du code de la santé publique** (p. 2679) : son amendement n° 101 relatif au contrôle systématique des denrées alimentaires ; adopté. **Deuxième lecture. Discussion générale** [17 avril 1975] (p. 1775) : garanties pour la santé publique renforcées par le Sénat ; problème des médicaments vétérinaires destinés aux petits animaux de compagnie : situation des maréchaux-ferrants et des hongreurs ; création éventuelle d'un corps d'auxiliaires vétérinaires ; grave insuffisance numérique des docteurs vétérinaires. **Discussion des articles. Article 2 : Article L 614 du code de la santé publique** (p. 1783) : son amendement n° 13 : supprimer le dernier alinéa du texte proposé ; adaptation de certaines préparations à usage humain pour les petits animaux ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Qualité de la vie. — III. **Tourisme** [31 octobre 1974] (p. 5714) : analyse des crédits ; hommage au ministre ; les structures administratives ; le rattachement au ministère de la qualité de la vie ; le thermalisme ; la promotion touristique en France et à l'étranger ; l'opération « châteaux en Auvergne » ; (p. 5715) : les « produits touristiques » ; les agences de voyages ; le tourisme social et en espace rural ; la prime spéciale d'équipement hôtelier ; les seuils d'homologation ; la TVA sur les campings ; les formules nouvelles de tourisme ; le groupe des républicains indépendants votera le budget.

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6386) : les possibilités de redémarrage des houillères d'Auvergne ; (p. 6388) : mettre en place un nouveau plan de construction de barrages.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6739) : les assemblées régionales ; bilan de la loi du 5 juillet 1972 ; les budgets régionaux ; la priorité à l'aménagement du territoire ; le conseil régional d'Auvergne ; (p. 6740) : les ressources des régions ; les emprunts régionaux ; l'autonomie des établissements publics régionaux ; le personnel ; les avances et prêts ; la consultation du conseil régional sur l'utilisation des crédits d'Etat ; la participation à l'élaboration du VII[e] Plan ; la coopération interrégionale ; deux écueils : pallier les carences de l'Etat ou ne pas dépasser l'optique départementale.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [5 juin 1975] (p. 3738) : l'étape française dans la mathématisation de la procédure de planification ; l'absence dans le rapport de toute option trop quantifiée ; la volonté des pouvoirs publics de faire du VII[e] Plan un véritable acte de régionalisation ; la délimitation trop vague de la région Ouest ; l'accent insuffisamment mis sur les espaces de la montagne ; le cas du Massif central ; l'écart croissant entre les régions riches et pauvres ; le rapport Chabanes sur l'industrialisation en milieu rural ; la nécessaire action en faveur des zones rurales ; (p. 3739) : l'heureuse initiative que constitue la politique des villes moyennes ; traiter chaque région de façon particulière ; l'exemple de l'Auvergne ; la concentration, moyen que nécessitera le rattrapage des régions défavorisées ; le programme spécial destiné au Massif central demandé par le Président de la République.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — **FORMA, BAPSA** [5 novembre 1975] (p. 7931) : félicite M. Brocard pour son rapport remarquable sur l'agriculture en zone de montagne ; préconise une politique énergique de reboisement ; s'inquiète du retard pris par les opérations de remembrement en Auvergne ; demande l'établissement de POS simplifiés dans les zones de faible densité de population ; insiste sur

l'importance d'aides différenciées au profit des agriculteurs les plus défavorisés.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7107) : une reconduction du budget de 1976 ; le désenclavement routier en Auvergne ; la B 71 ; la RN 89 ; l'autoroute A 71 ; le programme routier de rase campagne ; la diminution des crédits dans le programme de logements aidés ; (p. 7108) : les retards apportés à l'exécution du plan Massif central.

Agriculture. — FORMA, BAPSA [4 novembre 1976] (p. 7551) : les opérations de remembrement ; la diminution des crédits (p. 7552) : la compression des dotations ; l'Auvergne ; le départ des jeunes ; le remembrement, besoin prioritaire ; le plan du Massif central.

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8295) : les rapports de l'Etat, des collectivités locales et du citoyen ; les établissements publics régionaux ; leurs moyens ; leurs compétences ; leurs attributions ; l'évolution de l'institution ; élargir au maximum le domaine des responsabilités, des actions et des missions incombant à la région ; (p. 8296) : le recours à l'emprunt ; régions riches et régions pauvres ; l'Auvergne ; les entreprises en difficulté ; la région et l'observation économique de promotion et d'organisation.

1977

— **Projet de loi relatif à la mise en valeur des terres incultes** (n° **2847**). **Discussion des articles** [30 juin 1977]. **Article 6** (p. 4506) : le sort des terres appartenant aux propriétaires spéculateurs ; l'imposition du foncier non bâti ; le rôle des communes dans la mise en valeur et la protection de l'espace foncier ; le niveau de l'imposition ; l'accès aux espaces. **Après l'Article 6** (p. 4507) : son amendement n° 42 : inscription des terres incultes figurant à l'état prévu à l'article 40 du code rural, dans la catégorie des meilleures terres labourables de la commune ; la fixation de la base d'imposition des terres incultes ; amendement n° 42 repoussé.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Industrie, commerce et artisanat. — II. Commerce et artisanat [19 octobre 1977] (p. 6374) : l'avenir du monde rural ; la modification des conditions d'attribution de l'aide spéciale compensatrice ; concevoir une nouvelle entité juridique « l'entreprise personnelle » ; considérer la femme de l'artisan comme une codirigeante ; donner au monde artisanal un système de formation autonome ; l'élaboration du statut d'entreprises personnelles ; (p. 6375) : l'absence de fatalité qui s'attache à la disparition du petit commerce.

Jeunesse et sports [7 novembre 1977] (p. 7069) : l'approche nouvelle du secrétariat d'Etat ; (p. 7070) : la satisfaction de l'aspiration à la pratique du sport en milieu rural ; l'animation du pays rural ; la décentralisation du centre d'information et de documentation pour la jeunesse ; le plein emploi des équipements sportifs ; l'utilisation des crédits accordés au centre européen pour la jeunesse et au fonds européen pour la jeunesse ; son opposition à l'amendement relatif à la réduction des crédits de l'école nationale d'équitation ; l'expérimentation d'un service de coopération tourné vers le tiers monde ; le financement extra-budgétaire des activités sportives.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7437) : les incidences de la politique charbonnière sur la région Auvergne ; le maintien en exploitation des mines de Brassac, de Messeix et de Saint-Eloy-les-Mines ; la concertation entre les Houillères, le Gouvernement et les élus ; le respect de la franchise de 18 mois pour la reconversion des mineurs licenciés ; (p. 7438) : rendre cohérente la politique charbonnière ; le cas de la mine de Messeix ; le gisement de l'Aumance ; les hypothèses de production du plan de relance charbonnière ; les éléments à prendre en considération dans l'évaluation du prix plafond de la thermie.

MOUROT (Jean-Paul)

Député de l'Indre
(3e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Secrétaire de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'Union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est nommé secrétaire d'âge [2 avril 1975] (p. 1198, 1200) ; [2 avril 1976] (p. 1272).

Est élu secrétaire de l'Assemblée nationale [2 avril 1975] (p. 1198, 1200).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre du conseil permanent du service militaire [19 décembre 1974] (p. 8188).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article L. 58 du code des débits de boissons relatifs à l'emploi des femmes de moins de vingt et un ans** (n° **147**) [12 avril 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le **projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). — I. **Dépenses ordinaires** (n° **684**) [10 octobre 1973].

— **Rapport d'information** fait en application de l'article 145 du règlement, au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la **condition militaire en 1974** (n° **945**) [30 mai 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 811) portant intégration de certains **fonctionnaires titulaires de l'école polytechnique** dans des corps de fonctionnaires du ministère des armées (n° **1046**) [6 juin 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — II. **Dépenses ordinaires** (n° **1233**) [11 octobre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant la loi du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** et édictant des dispositions concernant les militaires de carrière ou servant en vertu d'un contrat (n° **1913**) [9 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome II : Dépenses ordinaires des services militaires** (n° **1919**) [10 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de loi (n° 1732) relatif aux **contrôleurs généraux des armées** en mission extraordinaire (n° **2076**) [17 décembre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome II : Dépenses ordinaires** (n° **2532**) [12 octobre 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur la proposition de loi (n° 2543) tendant à modifier l'annexe à la loi n° **72-662** du 13 juillet 1972 portant **statut général des militaires** afin de porter de cinquante à cinquante-cinq ans la **limite d'âge des musiciens de la marine** (n° **2992**) [15 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975] (p. 2970) : expliquer aux Français les impératifs d'une politique internationale ; redonner confiance aux personnels militaires ; garantir la liberté d'emploi des forces de manœuvre par une structure opérationnelle forte et cohérente ; la haute technicité de nos ingénieurs ; le rapport de l'orateur sur la condition militaire ; mettre fin à l'ère des « petits pas » ; prendre des mesures significatives en faveur des personnels ; l'élaboration des nouveaux statuts ; poser la question des effectifs et des missions ; le service militaire ; la notion d'impôt-temps ; l'immense confiance portée par l'Assemblée aux cadres et aux appelés.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du code du service national** (n° **360**). **Discussion générale** [12 juin 1973] (p. 2057) : motivations d'un manifestant lycéen ; conditions d'adoption de la loi du 9 juillet 1970 ; comportement des jeunes après le vote de la loi ; indifférence des étudiants ; satisfaction des jeunes ruraux ; attitude des contestataires ; dénigrement de l'armée ; dispositions du projet de loi ; son vote de 1970 en faveur de la suppression des sursis ; position de l'UNEF hostile aux sursis lors des conversations ayant abouti au texte de 1970 ; problème de la fourchette d'appel entre dix-huit et vingt et un ans ; arguments présentés en 1970 par M. Fanton, secrétaire d'Etat à la défense nationale ; (p. 2058) : difficultés dans le cas des cycles d'études non achevés pour leur dernière année ; instructions données par M. Debré, ministre d'Etat chargé de la défense nationale ; mauvaise information des jeunes

après le vote de la loi de 1970 ; propositions du Gouvernement ; préservation des aspects novateurs de la loi de 1970 ; stabilité nécessaire des cycles d'études ; structures nouvelles de liaison entre l'éducation nationale et les armées ; finalité du service national ; propos tenus par M. Debré le 9 juin 1970.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (art. 20 et 21), Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46, rapporteur pour avis [8 novembre 1973] (p. 5392) : taux de progression des crédits ; arrêt de la déflation des effectifs ; rengagement à l'issue du premier contrat ; condition matérielle des personnels ; diminution des personnels civils ; dotations en carburants ; pourcentage d'exemption du service national ; conditions d'exécution du service national ; gendarmes auxiliaires ; service national féminin ; situation des personnels ; (p. 5393) : gratuité du repas des cadres de l'armée de terre ; prime de technicité pour les sous-officiers de l'armée de terre ; pourcentage des sous-officiers classés à l'échelle 4 ; prime d'embarquement dans la marine ; amendement relatif au remboursement aux retraités du trop-perçu de cotisation.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° 723). **Après déclaration d'urgence, discussion générale** [11 décembre 1973] (p. 6836) : travaux de la commission plénière ; déclaration du ministre des anciens combattants du 2 novembre 1972 devant l'Assemblée nationale ; critère d'attribution de la carte du combattant ; loi de 1926 ; décrets d'application ; notion d'actions de feu ; (p. 6837) : forces supplétives ; se prononce pour l'amendement tendant à supprimer le dernier membre de phrase de l'article 4.

1974

— **Rappel au règlement** [13 juin 1974] (p. 2681) : demande la publication du rapport qu'il ne pourra présenter lui-même en séance publique (art. 91 du règlement).

— **Projet de loi relatif aux fonctionnaires de l'école polytechnique** (n° 811), rapporteur. **Discussion générale** [14 juin 1974] (p. 2725) : publication de son rapport ; les raisons du projet ; les modalités d'intégration et le choix de la date ; le problème du détachement.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres, rapporteur pour avis [12 novembre 1974]. **Article 25** (p. 6206) : son amendement n° 139 transférant les crédits de recherche de la délégation ministérielle pour l'armement pour le financement des voyages gratuits des appelés ; retiré ; son amendement n° 140 transférant certains crédits destinés à la recherche scientifique sur les primes de technicité ; retiré ; (p. 6209) : soutient l'amendement n° 154 du Gouvernement 2 ; avis favorable de la commission sur l'amendement n° 134 ; adopté à l'unanimité. **Article 47** (p. 6210) : son amendement n° 138 et sous-amendement n° 141 ; adopté ; demandant au conseil supérieur de la fonction militaire un rapport sur la situation indiciaire des militaires ; l'amendement n° 138 n'est pas adopté.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant statut général des militaires** (n° 1907), rapporteur. **Discussion générale** [17 octobre 1975] (p. 7074) : craint qu'on ne reproche à l'Assemblée d'avoir discuté le projet d'une façon trop précipitée ; se félicite de l'engagement pris par le ministre de la défense relatif à l'apparition, dès janvier 1976, sur les bordereaux de soldes des mesures résultant du projet de loi ; rappelle que les statuts particuliers qui devaient résulter des décrets pris en Conseil d'Etat n'ont pas encore été publiés ; rappelle les principes de la réforme qui tend à accélérer les carrières et à rajeunir les cadres ; expose les mesures relatives aux sous-officiers ; (p. 7075) : informe l'Assemblée du coût de la réforme ; se demande si la création du corps des majors est bien justifiée ; demande au ministre de prendre des engagements quant au rythme de création de ces nouveaux postes ; souhaite disposer d'un délai d'étude supplémentaire en ce qui concerne la création du corps des officiers spécialisés ; l'incontestable effort de la nation en faveur de son armée que représente le projet de loi. **Discussion des articles. Article premier** (p. 7094) : son amendement n° 25 : établissement par le conseil supérieur de la fonction militaire d'un rapport annuel sur l'évolution de la parité des traitements militaires avec la grille indiciaire des corps de la fonction publique ; repoussé ; apporte le soutien de la commission de la défense nationale à l'amendement n° 56 de M. Villon ; son amendement n° 26 : habiliter le conseil supérieur de la fonction militaire à connaître des questions relatives aux retraités ainsi qu'aux ayants cause des militaires de carrière ; repoussé ; (p. 7096) : demande au ministre de la défense s'il y aura un « créneau » d'avancement entre les grades d'adjudant-chef et de major ; (p. 7097) : son amen-

dement n° 3 : supprimer le paragraphe 1 *bis* (nouveau) introduit par le Sénat ; complexité à attendre de l'application de ce paragraphe ; repoussé ; (p. 7098) : son amendement n° 4 : comprendre les diplômes parmi les critères retenus pour le classement à un échelon déterminé ; repoussé ; (p. 7099) : son amendement n° 27 : préciser que la notation annuelle devra être communiquée à l'intéressé et signée par lui ; adopté ; (p. 7100) : son amendement n° 5 : de forme ; adopté ; s'interroge sur la suppression de la dernière phrase du dernier alinéa du paragraphe 6 de l'article premier du projet ; (p. 7101) : son amendement n° 7 : préciser que la proportion des majors ne pourra être inférieure en 1980 au quart de l'effectif des adjudants-chefs ; repoussé ; (p. 7102) : son amendement n° 8 : est réputée acceptée toute demande de retraite à jouissance différée à laquelle une réponse ne sera pas apportée dans les deux mois ; retiré ; son amendement n° 9 : de forme ; adopté ; son amendement n° 10 : sont réputées accordées d'office les demandes de démission auxquelles il n'aurait pas été répondu dans un délai de deux mois ; retiré ; son amendement n° 11 : de forme ; adopté ; ses amendements n°s 12 et 13 : rédactionnels ; adoptés. **Article 2** (p. 7104) : son amendement n° 14 : écarter la création des officiers spécialisés de la marine dans l'attente d'une meilleure solution ; repoussé ; (p. 7105) : est favorable à l'amendement n° 2 de M. Mauger ; son amendement n° 15 : fixer la limite d'âge des majors de l'armée de l'air (personnel non navigant) à cinquante-cinq ans ; adopté après acceptation par l'orateur d'une limite d'âge fixée à cinquante-deux ans. **Après l'Article 2** (p. 7106) : son amendement n° 29 : nomination au choix ou à l'ancienneté dans le corps en extinction des officiers techniciens ; retiré. **Article 3** (p. 7106) : son amendement n° 16 : nouvelle rédaction de l'article L 12 du code des pensions civiles et militaires de retraites ; adopté. **Article 4** (p. 7107) : son amendement n° 18 : supprimer le paragraphe 2 de l'article 4 ; ne pas dessaisir le Parlement de ses prérogatives ; devenu sans objet par adoption d'un amendement oral du Gouvernement. **Après l'Article 4** (p. 7107) : son amendement n° 31 : stages de reconversion des officiers quittant les armées ; déclaré irrecevable en application de l'article 40 de la Constitution. **Article 5** (p. 7108) : son amendement n° 19 : nouvelle rédaction du dernier alinéa de l'article ; rendre applicables les dispositions de l'article du 1er janvier 1976 au 31 décembre 1980 ; adopté après adoption de l'année 1985 au lieu de l'année 1980. **Article 6** (p. 7109) : son amendement n° 33 : supprimer la fin du dernier alinéa de l'article 6 ; adopté **Article 7** (p. 7109) : son amendement n° 21 : prévoir que les lieutenants-colonels pourront obtenir de plein droit un congé spécial à partir du moment où leur carrière sera arrêtée ; retiré. **Article 8** (p. 7110) : son amendement n° 24 : compléter l'article 8 par les mots « à compter du 1er janvier 1976 » ; adopté. **Article 9** (p. 7111) : son amendement n° 63 : nouvelle rédaction de l'article 9 ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires, budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [30 octobre 1975] (p. 7607) : l'amélioration apportée à la condition des militaires d'active ; (p. 7608) : la pauvreté des crédits d'entretien et de fonctionnement et la compromission de l'activité normale des unités ; le vœu de la commission de la défense nationale relatif à une dotation supplémentaire sur les chapitres d'entretien et de fonctionnement.

— **Projet de loi relatif aux contrôleurs généraux des armées en mission extraordinaire** (n° **1732**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9947) : la création de postes de contrôleurs généraux des armées ; (p. 9948) : un texte qui permettra de donner plus de souplesse à la gestion des emplois d'officiers généraux et de certains hauts fonctionnaires civils.

— **Proposition de loi relative à la prolongation pour certains volontaires de la durée du service militaire dans la marine** (n° **1544**). **Discussion générale** [17 décembre 1975] (p. 9950) : se demande s'il ne serait pas bon d'étendre la proposition aux autres armes et à la gendarmerie.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3422) : l'augmentation en pourcentage des dépenses militaires ; souhaite que ces 20 % soient assis sur des recettes comparables à celles d'aujourd'hui ; demande quand sortira le statut des officiers des services ; (p. 3423) : la situation de trésorerie du ministère de la défense ; le renforcement et la polyvalence des unités classiques de l'armée de terre ; la baisse des effectifs et l'exemption de la catégorie médicale VI ; reconnaître le principe de l'impôt-temps ; le problème du rôle qui sera dévolu aux divisions d'infanterie, à la division alpine et à la division parachutiste, la revalorisation de la condition militaire et de la condition de l'appelé.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA. Examen des crédits [5 novembre 1976]. **Article 69**

(p. 7620) : les abattoirs publics ; l'Indre ; un concours de réalisation d'abattoirs.

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis de la commission de la défense nationale, pour les dépenses ordinaires [8 novembre 1976] (p. 7724) : hommage tout particulier à l'ensemble des unités militaires pour leur aide aux agriculteurs victimes de la sécheresse ; le titre III du budget des armées ; la mise en œuvre des statuts des personnels militaires ; l'entretien programmé des matériels et le relèvement des crédits destinés à l'alimentation ; la situation des retraités ; l'entretien des immeubles ; l'entretien courant ; les crédits de chauffage, d'éclairage et d'eau ; le prêt ; (p. 7725) : conclut à l'adoption des crédits du titre III du projet de budget des armées. **Examen des crédits. — Crédits militaires. Article 27** (p. 7762) : l'effort en faveur du prêt des appelés.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences [9 novembre 1977] (p. 7264) : la réforme des statuts et du régime de rémunération des militaires de carrière ; (p. 7265) : le bilan de la réforme ; l'avancement des officiers de marine ;
le blocage de la gestion des personnels sous-officiers de l'armée de l'air ; l'attribution de l'échelle 4 ; les problèmes des personnels retraités des armées ; la création de deux échelons intermédiaires ; l'amélioration de la situation des veuves ; la protection de la seconde carrière ; l'augmentation du taux de réversion ; le problème de l'indemnité familiale d'expatriation en Allemagne.

MULLER (Émile)

Député du Haut-Rhin
(4e circonscription)
(RDS, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe des réformateurs démocrates sociaux [2 avril 1973] (p. 745).

Est candidat à l'élection à la Présidence de la République, décision du Conseil constitutionnel [*J.O.* du 19 avril 1974] (p. 4219).

Proclamation des résultats du scrutin du 5 mai 1974 [*J.O.* du 8 mai 1974] (p. 4899).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755).

Cesse d'appartenir à la commision des affaires étrangères [*J.O.* Lois et décrets du 23 février 1974, 2 avril 1974] (p. 1451).

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* Lois et décrets du 23 février 1974, 2 avril 1974] (p. 1453).

Cesse d'appartenir à cette commission [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission des affaires étrangères [28 juin 1974] (p. 3212), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de l'Assemblée parlementaire des Communautés européennes [13 juin 1973] (p. 2072), [3 juin 1975] (p. 3569), [31 mai 1977] (p. 3241).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1270) adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant à la **convention générale de sécurité sociale** du 9 juillet 1965 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume du Maroc,** signé le 13 décembre 1973 (n° **1306**) [20 novembre 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1271) adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'échange de lettres relatif à l'**exportation des prestations pour soins de santé,** signé le 13 décembre 1973 et complétant la **convention générale de sécurité sociale** du 9 juillet 1965 entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du **Royaume du Maroc** (n° **1307**) [20 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à modifier les articles L 285 et L 297 du **code de la sécurité sociale** (n° **1899**) [8 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2566) autorisant l'approbation de l'avenant n° 2 de la **convention** générale entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement du

Royaume du Maroc sur la **sécurité sociale** du 9 juillet 1965, signé à Rabat le 22 janvier 1976 (n° **2651**) [25 novembre 1976].

— **Proposition de loi** tendant à la création d'une **fondation nationale du musée de l'automobile** (n° **2851**) [4 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 3204) autorisant l'approbation de la **convention** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République des Philippines** tendant à éviter les **doubles impositions** et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, ensemble un protocole signée à Kingston (Jamaïque) le 9 janvier 1978 (n° **3269**) [30 novembre 1977].

— **Proposition de loi** relative à l'intégration dans la **fonction publique** de certaines catégories de personnels en fonction auprès des **écoles nationales supérieures d'ingénieurs de Mulhouse** (n° **3306**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 3330) autorisant la **ratification du protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et l'Etat d'Israël du 11 mai 1975 ; du protocole relatif à la coopération financière entre la Communauté économique européenne et l'Etat d'Israël** et documents connexes, signés à Bruxelles le 8 février 1977 (n° **3345**) [14 décembre 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 3333) autorisant la ratification du **protocole additionnel à l'accord entre la Communauté économique européenne et la République portugaise** du 22 juillet 1972 ; du **protocole financier entre la Communauté économique européenne et la République portugaise** et documents connexes, signés à Bruxelles le 20 septembre 1976 (n° **3348**) [14 décembre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Traitements de certains agents communaux** [30 mai 1973] (p. 1681).

• *question orale sans débat :*

— (n° **29744**) : **Université du Haut-Rhin** [11 juin 1976] (p. 4045, 4046) : mesures envisagées pour assurer la mise en place de l'université du Haut-Rhin dans un délai raisonnable ; construction de l'école supérieure des industries textiles.

• *question au Gouvernement :*

— **Restructuration du secteur public des engrais** [15 juin 1977] (p. 3797) : ses conséquences pour l'Alsace ; le maintien des emplois liés à l'exploitation du bassin potassique ; le plan de restructuration doit favoriser « le développement du potentiel industriel, commercial et tertiaire de la région de Mulhouse ».

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi modifiant le code du travail en ce qui concerne la résiliation du contrat de travail à durée indéterminée** (n° **499**). **Discussion des articles** [26 juin 1973]. **Article 5** (p. 2511) : son amendement : pouvoirs d'investigation du juge dans la recherche des preuves, retrait de l'amendement ; se rallie à l'amendement du Gouvernement.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). **Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4685) : problème des finances locales ; (p. 4686) : rapport Mondon-Pianta, réforme des relations entre l'Etat et les collectivités locales en ce qui concerne les charges et les ressources, amendement de son groupe à la loi de finances, transfert de charges ; sa référence à un article du journal *La Suisse,* refonte de la fiscalité locale ; s'oppose à un transfert de charges vers l'impôt sur les ménages, dialogue avec les représentants qualifiés des collectivités locales, propos de M. Marcellin.

Première partie :

Discussion des articles [24 octobre 1973]. **Article premier** (p. 4735) : son amendement tendant au dépôt par le Gouvernement dans les six mois suivant la promulgation de la présente loi de finances d'un projet de loi portant réforme des finances locales, établie d'après les conclusions du rapport de la commission instituée par l'article 21 de la loi n° 68-108 du 2 février 1968.

Deuxième partie :

Intérieur et rapatriés [19 novembre 1973] (p. 6012) : problème de la réforme des finances locales, commission Mondon ; projet visant à déterminer les relations financières entre les collectivités locales et l'Etat ; (p. 6013) : impôts d'Etat et impôts locaux ; simplifications administratives ; dialogue avec les représentants des maires ; solutions apportées à la formation des personnels communaux ; subventions globales d'équipement TVA sur les travaux communaux (cas de sa ville) VRTS, insécurité dans les communes,

participation des communes aux dépenses de la police étatisée ; ses observations sur l'arrêté du 20 mars 1973 et sur la participation de l'Etat aux dépenses d'intérêt général des départements et des communes ; absence de concertation préalable des maires ; (p. 6014) : rémunérations du personnel communal ; dispositions concernant le cadre A.

Comptes spéciaux du Trésor [20 novembre 1973]. **Après l'Article 45** (p. 6126) : s'oppose à l'amendement de la commission des finances tendant à majorer la redevance perçue par le fonds national pour le développement des adductions d'eau dans les communes rurales.

1974

— **Discussion d'une motion de censure** [25 janvier 1974] (p. 430) : constate que l'inquiétude gagne les foyers ; instaurer une véritable redistribution du revenu national ; le courage de poser le problème dans le cadre européen.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5975) : approuve la concertation politique des chefs de gouvernements des Neuf ; approuve les efforts pour restreindre l'usage du droit de veto ; prend la défense du général Stehlin ; (p. 5976) : suggère la création d'un secrétariat d'Etat aux affaires européennes ; nos partenaires européens pourraient facilement être gagnés à un certain nombre de nos vues.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6755) : la sécurité dans les villes et les villages ; la création d'emplois de police à Mulhouse ; la situation des retraités ; l'avenir des collectivités locales ; la réforme des finances locales ; le versement représentatif de la taxe sur les salaires ; le remboursement de la TVA ; les transferts de charges aux collectivités locales ; le fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire (FIAT).

1975

— **Projet de loi portant suppression de la patente et institution d'une taxe professionnelle** (n° **1634**). **Discussion générale** [10 juin 1975] (p. 3909) : les déclarations du Premier ministre relatives à l'autonomie communale ; le plan quinquennal annoncé par le ministre des finances ; soumettre au Parlement une loi-cadre ; créer un organisme spécialisé pour l'attribution de prêts aux collectivités locales ; redéfinir clairement les tâches des collectivités nationales et locales ; le projet de loi sur la taxe professionnelle, complément de la loi du 31 décembre 1973 ; (p. 3910) : urgence d'une réforme profonde des collectivités locales ; le malaise qui s'est exprimé lors des assises nationales des maires de France ; les conclusions de la commission Mondon-Pianta ; l'amélioration des relations entre le Gouvernement et les élus locaux ; l'approbation donnée par les réformateurs à la simplification des mécanismes de localisation et de fixation des taux ainsi qu'à l'allégement de la charge des petits contribuables.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8299) : réformer les finances locales ; le problème de la sécurité, notamment dans les villes des régions frontalières ; la nécessité d'aménager la fiscalité ; (p. 8300) : l'impératif de la décentralisation.

1976

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ plan de développement économique et social** (n° **2346**). **Discussion générale** [29 juin 1976] (p. 4852) : les déceptions un budget de reconduction ; les problèmes en suscitées par les plans précédents ; (p. 4853) : s'interroge sur la manière de traduire les intentions planificatrices dans la réalité ; se félicite du projet de liaison mer du Nord - Méditerranée ; l'insuffisance des moyens destinés au maintien à domicile des personnes âgées, destinés à l'humanisation des hôpitaux ; les risques de hausse du prix de journée ; rappelle les engagements pris au sujet de l'Alsace ; souligne l'urgence de l'amélioration des communications fluviales, routières, aériennes et la nécessité de la stimulation du secteur tertiaire ; (p. 4854) : l'insuffisance des dispositions concernant les collectivités locales ; le mécontentement des élus locaux ; la nécessité de la concertation et de la réforme de la société libérale.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Intérieur [18 novembre 1976] (p. 8288) : un budget de reconduction ; les problèmes en suspens ; la police ; l'insuffisance de ses effectifs ; le malaise profond de ce corps ; hommage à la police ; les retraités et les veuves de la police nationale ; traitements et indemnités des veuves ; le rôle et l'avenir des collectivités locales ; (p. 8289) : le FECL ; le VRTS ; la réforme des finances locales ; Etat et collectivités locales ; le rapport Guichard ; le rapport Mondon ; l'attachement aux formes de coopération intercommunale.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3742) : ne pas sacrifier les chances de l'Europe à des considérations d'ordre intérieur ; la nécessité d'une approbation massive du projet ; la remise en cause d'un processus préconisé et approuvé ; les affirmations de M. Debré ; les déclarations officielles des pays européens sur le droit à la non-limitation des compétences ; la complicité de la future assemblée avec les autorités communautaires ; la conception britannique de la non-supériorité du droit international sur le droit interne ; la jurisprudence supranationale de la cour de cassation ; l'application du principe de la primauté de l'ordre juridique communautaire ; le non-usage par la commission de ses pouvoirs supranationaux ; l'application par la commission des traités ; (p. 3743) : la contribution de l'Europe à l'indépendance de la France ; l'avenir de l'Europe.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7176, 7177) : l'insuffisance du budget des affaires étrangères ; la position du groupe des réformateurs sur la construction de l'Europe ; la solidarité en matière de lutte contre le terrorisme ; la conception de l'Europe ; donner une nouvelle impulsion à la construction européenne ; la nécessité de développer des politiques coordonnées ; le vote favorable du groupe des réformateurs, des centristes et démocrates sociaux.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République socialiste de Roumanie sur l'encouragement, la protection et la garantie réciproques des investissements, signée à Paris le 16 décembre 1976** (n° **2911**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8958) : présente le rapport de M. Seitlinger ; la nature des accords de protection et de garantie des investissements ; les conditions de la garantie de l'Etat français ; la situation des relations économiques avec la Roumanie ; la persistance d'un fort excédent commercial en faveur de la France ; les accords de coopération économique et industrielle ; le développement de la coopération dans le secteur de l'automobile, de l'aéronautique et de l'électronique ; les perspectives de la coopération franco-roumaine ; la référence faite à l'acte final de la conférence d'Helsinki ; la mise en place de garanties favorables aux investissements ; l'extension du bénéfice de la convention aux investissements effectués avant son entrée en vigueur.

— **Projets de loi autorisant la ratification des protocoles additionnels aux accords entre la Communauté économique européenne et Israël et le Portugal** (n°s **3330, 3333**), rapporteur. **Discussion générale** [17 décembre 1977] (p. 8949) : les liens unissant Israël à la CEE ; les différents accords passés entre Israël et la CEE ; (p. 8950) : l'établissement d'une coopération économique et industrielle ; la mise en place d'un régime préférentiel touchant 85 % des exportations agricoles israéliennes ; la coopération financière ; les conditions de fixation du montant de l'assistance financière de la CEE ; la révision des relations du Portugal avec la CEE ; l'évolution des relations commerciales entre la CEE et le Portugal ; l'extension de l'accord de libre-échange ; l'élargissement des concessions tarifaires faites par la Communauté ; la coopération dans le domaine de la main-d'œuvre et de la sécurité sociale ; le montant de l'aide financière ; (p. 8951) : l'adoption des projets de loi par la commission.

N

NARQUIN (Jean)

Député de Maine-et-Loire
(1re circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi, adopté par le Sénat, portant réforme de l'aide au logement (n° 2631) [19 novembre 1976] (p. 8431).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 4 de la **loi n° 72-619** du 5 juillet 1972 portant création et **organisation des régions** afin de confier au conseil régional la détermination du champ d'application géographique des aides de l'Etat au développement régional (n° 1138) [10 juillet 1974].

— **Proposition de loi** organique tendant à modifier **l'article LO 137 du code électoral** relatif à **l'interdiction de cumul des mandats de député et de sénateur** (n° 1387) [11 décembre 1974].

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° 646). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5729) : politique des villes moyennes et situation démograhique dans le Maine-et-Loire ; conflit entre population citadine et population rurale ; SDAU des villes moyennes dans son département ; risque majeur que représentent les perspectives de dépérissement du secteur rural ; nécessité de schémas d'aménagement et d'urbanisme départementaux (« super SDAU ») ; ses arguments en faveur de l'adoption de ces schémas ; (p. 5730) : souhaite la réalisation d'une expérience pilote.

Santé publique et sécurité sociale [16 novembre 1973] (p. 5925) : situation des infirmières ; (p. 5926) : déficit des effectifs ; niveau des salaires ; désaffection pour le métier d'infirmière ; conditions de travail et horaires ; absence de concertation ; ses observations sur la promotion professionnelle des aides soignantes ; accord européen sur la formation du personnel infirmier ; écoles d'infirmières ; réforme de la catégorie B ; participation à la vie de l'hôpital et représensation des infirmières au sein des comités techniques ; structure du temps de travail ; travail à mi-temps.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Equipement, logement [16 novembre 1974] (p. 6587) : la situation du logement dans la région du pays de Loire ; une réforme du régime de la sous-traitance doit permettre de protéger les petites entreprises ; (p. 6588) :

engager dès le début de l'année un montant significatif des crédits.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6741) : l'aménagement de l'Ouest-Atlantique et des pays de Loire ; les villes moyennes ; les schémas d'aménagement départementaux ; le contrat de développement départemental ; les conseils régionaux ; la crise économique ; (p. 6742) : le régime des primes ; le logement social ; la concertation ; la réforme des finances locales ; les responsabilités des instances régionales.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Santé publique et action sociale [28 octobre 1975] (p. 7452) : le problème des infirmières ; (p. 7453) : celui des aides soignantes ; améliorer les conditions de travail.

Intérieur [13 novembre 1975] (p. 8289) : ne pas remettre en cause les bons résultats obtenus dans l'Ouest ; (p. 8290) : l'expérience des contrats de pays ; mener une politique d'aménagement beaucoup plus directive.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Equipement. — Logement [27 octobre 1976] (p. 7129) : la qualité de la construction ; la protection des familles accédant à la propriété en passant des commandes ou des contrats avec des sociétés de construction de maisons individuelles ; les mérites des sociétés créées par des artisans et des petites entreprises de bâtiment ; critique des sociétés de construction ; les causes de la spéculation ; la publicité mensongère ; la sympathie des milieux officiels ; les mérites de ces sociétés ; (p. 7130) : les abus de confiance ; la nécessité du document établissant la propriété du terrain ; passer de l'intention à l'action en matière d'habitat.

Santé publique et action sociale [29 octobre 1976] (p. 7275) : satisfaction dans le domaine du personnel infirmier ; (p. 7276) : quatre suggestions : concernant l'arrêté du 22 avril 1975 sur l'indemnité dite « de sujétion » au personnel hospitalier de Paris ; la représentation des personnels responsables des soins dans les instances consultatives des hôpitaux publics ; la conférence internationale du travail de Genève en juin 1976 ; les religieuses faisant partie du personnel hospitalier.

NAVEAU (Charles)

Député du Nord
(21e circonscription)
(PSRG).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la production et des échanges [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [2 avril 1977] (p. 1464).

Cesse d'appartenir à cette commission [19 avril 1977] (p. 1929).

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [19 avril 1977] (p. 1929).

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° 5262) : **Situation de l'emploi dans la région d'Avesnes** [7 décembre 1973] (p. 6801, 6802) : fermeture des établissements Bouly à Fourmies ; octroi de la prime de développement régional.

• *questions au Gouvernement :*

— **Aggravation du chômage dans la région Fourmies-Avesnes** [5 novembre 1975] (p. 7883) : classement de cette région en zone A afin de faciliter l'implantation de nouvelles industries.

— **Sécheresse** [16 juin 1976] (p. 4185) : conséquences de la sécheresse sur le revenu agricole.

— **Application de la taxe de coresponsabilité pour les producteurs de lait** [22 juin 1977] (p. 4050) : nouvelle baisse du pouvoir d'achat des producteurs.

— **Aide aux travailleurs privés d'emploi** [7 décembre 1977] (p. 8342) : l'aggravation du chômage ; les mesures à prendre par le Gouvernement pour aligner la situation des chômeurs sur celle des économiquement faibles.

INTERVENTIONS

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° 1880). *Deuxième partie :*

Agriculture. — FORMA, BAPSA [5 novembre 1975] (p. 7920) : insiste à son tour sur les grandes disparités dans la situation des herbagers ; craint que la désertion des campagnes ne s'accroisse lorsque les exploitants familiaux ne pourront plus être aidés ; se fait l'écho des inquiétudes des producteurs de lait quant à l'énormité du stock de poudre ; réclame la construction du lycée agricole prévu dans le Nord.

NESSLER (Edmond)

Député de l'Oise
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Représentant titulaire de l'Assemblée nationale à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe [13 juin 1973] (p. 2072).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **insérer dans le code électoral un article L 7 *bis* ayant pour effet de rayer des listes électorales, temporairement ou définitivement, quiconque se sera, sans motif valable, abstenu de prendre part à certains scrutins électoraux** (n° **289**) [10 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 749) autorisant la ratification de l'acte additionnel portant modification de la convention internationale pour la **protection des obtentions végétales** (n° **980**) [30 mai 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1477) autorisant l'**approbation des protocoles** portant prorogation de la **convention sur le commerce du blé** et de la convention relative à l'**aide alimentaire** constituant **l'accord international sur le blé de 1971,** signé à Londres le 22 février 1974 (n° **1615**) [30 avril 1975].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 5 de la **loi n° 72-619** du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions afin de permettre aux députés et sénateurs de se faire remplacer au **conseil régional** par les **remplaçants** élus en même temps qu'eux en application des articles LO 176 et LO 319 du code électoral (n° **1905**) [8 octobre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2156), autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française aux protocoles portant nouvelle prorogation de la **convention** sur le commerce du blé et de la convention relative à l'aide alimentaire constituant l'**accord international sur le blé de 1971** (n° **2241**) [29 avril 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi adopté par le Sénat (n° 2776), autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française aux protocoles portant troisième prorogation de la **convention sur le commerce du blé** et de la **convention relative à l'aide alimentaire** constituant l'**accord international sur le blé de 1971** (n° **2958**) [2 juin 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4504, 4505) : interprétation de la « petite phrase » du ministre des affaires étrangères par les pays arabes ; problème des réfugiés ; nécessité pour Israël d'avoir des frontières sûres et reconnues.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5593) : changement de nature de la diplomatie ; boycott de l'Europe par les Etats producteurs de pétrole ; utilisation du pétrole comme une arme ; mesures en contravention avec les usages du commerce ; contrôle de l'exportation vers certains pays européens ; ingérence des Etats producteurs dans le commerce européen lui-même ; son inquiétude quant à l'avenir ; soumission de l'Europe devant la menace ; mesures brutales de l'Europe envisagées par certains de nos interlocuteurs ; politique « virile » et mesures de rétorsion ; fourniture

de céréales panifiables à ces pays par l'Europe, le Canada et les Etats-Unis ; (p. 5594) : moyens que nous avons de faire face aux problèmes économiques et commerciaux qui se posent ; souhaite que l'Europe réagisse contre les excès d'une volonté extérieure.

1974

— **Projet de loi relatif à la protection des obtentions végétales** (n° **749**), rapporteur [14 juin 1974] (p. 2727) : son rapport est lu par M. Chaumont.

1975

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention entre la République française et la République de Singapour** (n° **1345**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2392) : l'ancienneté des négociations entre la France et Singapour ; le premier texte à être conclu avec un Etat de l'Asie du Sud-Est ; l'intense activité commerciale de Singapour ; les règles relatives à l'imposition des dividendes des intérêts et des redevances ; les dispositions propres à la législation fiscale singapourienne ; le développement économique prodigieux de Singapour ; l'implantation de l'Allemagne fédérale ; le renouveau de l'intérêt français pour l'Asie du Sud-Est.

— **Projet de loi autorisant l'approbation des protocoles portant prorogation de la convention sur le commerce du blé et de l'accord international sur le blé de 1971** (n° **1477**), rapporteur. **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2393) : la conférence des gouvernements réunis à Londres en février 1974 ; la convention sur le commerce du blé de 1967 ; le caractère très limité de la prorogation de la convention relative à l'aide alimentaire ; (p. 2394) : poursuivre les efforts en faveur d'une organisation des marchés des matières premières et d'une aide accrue aux pays en voie de développement ; la conférence mondiale de l'alimentation de novembre 1974 ; les déclarations du ministre des affaires étrangères le 17 décembre 1974 aux Nations unies.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de la convention pour la protection du patrimoine mondial, culturel et naturel,** adopté par la conférence générale de l'UNESCO (n° **1577**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2394) : l'adoption de la convention pour la protection du patrimoine mondial par l'UNESCO marque les progrès des idées en faveur de la défense de l'environnement ; la création de l'Union internationale pour la conservation de la nature en 1948 ; la conférence des Nations unies sur l'environnement de 1972 ; le traitement égal des patrimoines culturels et naturels ; mise en place par la convention d'un système de coopération et d'assistance internationales ; institution d'un comité interdépartemental ; établissement de la liste du patrimoine mondial ; réserve faite par la France quant à la clause du versement obligatoire ; la date d'entrée en vigueur de la convention ; le décalage entre l'ampleur de l'objectif et l'importance des moyens mis en œuvre.

— **Projets de loi, adoptés par le Sénat, autorisant l'approbation d'accords de coopération et d'une convention consulaire entre la France et le Cameroun** (n^{os} **1578, 1579, 1580** et **1581**), rapporteur suppléant. **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2397) : le réexamen général des accords liant la France aux Etats franco-africains ; la déclaration du président Ahidjo du 30 octobre 1972 ; la signature du nouveau texte du 21 février 1974 ; le souhait du rapporteur pour que le Parlement se prononce sur l'ensemble des textes régissant la coopération ; le caractère unilatéral des textes de 1960 ; le caractère plus modeste des nouveaux textes ; les textes économiques et financiers ; les textes militaires ; l'établissement de rapports plus égalitaires entre la France et le Cameroun ; (p. 2398) : l'accord de coopération en matière de justice ; les dispositions nouvelles ; la convention consulaire ; l'accord de coopération militaire ; la disparition de toute présence militaire française au Cameroun ; l'orientation de l'assistance vers le seul soutien logistique ; l'accord de coopération technique en matière de personnel ; le surcroît de garanties données à ces personnels.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3432) : les engagements auxquels est tenue la France dans le cadre du traité de Bruxelles et de l'union de l'Europe occidentale ; les institutions de l'U.E.O. ; l'existence du comité de contrôle des armements et du haut comité permanent des armements ; la proposition française de 1954 tendant à la création d'un commissariat supranational de l'armement ; la situation de subordination des partenaires de la France obsédés par les Etats-Unis d'Amérique malgré les efforts accomplis par MM. Debré et Jobert ; l'Eurogroupe, extrapolation et camouflage de l'OTAN ; la concession majeure faite par le Gouvernement français relative à la création d'une commission par l'Eurogroupe, chargée d'assurer l'interopérabilité des armements ; (p. 3433) : le pas décisif accompli dans la voie d'une réintégration de l'OTAN ; rendre au comité permanent des armements, présidé par un haut fonctionnaire français, des attributions essentielles qui sont un facteur de l'identité européenne.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'assemblée des communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977] (p. 3743) : l'ambition boulimique de l'assemblée des communautés européennes ; le droit d'évocation pour l'assemblée des problèmes de défense ; le rapport Tindemans ; les initiatives qui se multiplient pour obtenir l'extension des compétences de l'assemblée ; le rapport de M. Lucien Radoux ; les travaux de M. Tom Normanton ; l'étude de la commission pour les affaires économiques et monétaires du Parlement européen ; le rapport Egon Klepsch ; les conflits entre majorité et minorité au sein de l'assemblée ; l'incompatibilité entre le mandat européen et le mandat national ; l'absence de traitement des véritables problèmes ; l'effort de propagande qu'il avait réalisé lors du référendum d'avril 1972 ; (p. 3744) : l'indifférence ou l'inertie de l'électorat ; l'Europe confédérale ; l'action du Gouvernement ; la sagesse et la prudence de la mesure d'ajournement du débat.

NEUWIRTH (Lucien)

Député de la Loire
(2e circonscription)
(UDR, puis RPR).

Questeur de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 734).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Est élu questeur de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749), [2 avril 1974] (p. 1448, 1450).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756).

Cesse d'appartenir à la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2340), [2 avril 1974] (p. 1451).

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [*J.O.* du 28 février 1974] (p. 2340), [2 avril 1974] (p. 1451), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Démissionne de cette commission [29 octobre 1976] (p. 7303).

Membre de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan [29 octobre 1976] (p. 7303), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat (n° 496) [15 juin 1973] (p. 2238).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner la proposition de loi (n° 2080) de MM. Foyer, Labbé, Chinaud et Max Lejeune : « De la liberté » [19 décembre 1975] (p. 10152).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi modifiant la loi n° 66-537 du 24 juillet 1966 sur les sociétés commerciales en vue de supprimer les rémunérations allouées sous forme de tantièmes [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre titulaire de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion de la proposition de loi relative à la sous-traitance [20 décembre 1975] (p. 10184).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978 [16 décembre 1977] (p. 8921).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi relatif à diverses dispositions en matière de prix [21 décembre 1977] (p. 9183).

Membre suppléant de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi de finances rectificative pour 1977 [21 décembre 1977] (p. 9184).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'ordonnance n° 58-1036 du 29 octobre 1958 relative à la situation de certains personnels relevant du ministre de la France d'outre-mer et supprimant, pour ceux désireux d'être admis à une retraite anticipée, l'obligation de ne pas avoir reçu d'affectation pendant douze mois consécutifs préalablement à leur demande** (n° **377**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **interdire toute expulsion et éviction abusive des commerçants, industriels et artisans exerçant leur activité dans des immeubles édifiés sur des terrains loués nus et appartenant à un propriétaire différent de celui de l'immeuble et à étendre le bénéfice du décret n° 53-960 du 30 septembre 1953 aux locataires, sous-locataires, occupant de bonne foi des immeubles édifiés sur ces terrains loués nus** (n° **478**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **étendre le bénéfice de la loi n° 51-1124 du 26 septembre 1951 aux agents des services nationalisés et concédés des régies, des administrations et établissements publics à caractère industriel et commercial** (n° **479**) [14 juin 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **modifier l'article 23 de la loi du 10 août 1871 fixant la date des sessions ordinaires des conseils généraux** (n° **480**) [14 juin 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République, sur la proposition de résolution (n° 523) tendant à la **création d'une commission d'enquête parlementaire sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature** (n° **476**) [9 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **organiser les élections un jour ouvrable** (n° **788**) [28 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi (n° 937) modifiant la loi n° 67-1176 du 28 décembre 1967 relative à la **régulation des naissances** (n° **1076**) [20 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, sur le projet de loi (n° 1284), modifié par le Sénat, portant diverses dispositions relatives à la **régulation des naissances** (n° **1296**) [14 novembre 1974].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **paiement des sous-traitants en cas de liquidation des biens** ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal (n° **1449**) [19 décembre 1974].

— **Proposition de loi** relative à l'exploitation des **voitures** dites de **petite remise** (n° **1717**) [5 juin 1975].

— **Proposition de loi** modifiant les articles premier, 3 (paragraphe 2) et 4 de la **loi du 30 décembre 1921** relative au **rapprochement des fonctionnaires** et l'article 3 de la loi du 21 juillet 1925 (n° **2485**) [9 juillet 1976].

— **Proposition de loi** tendant à modifier l'article 49 de la **loi n° 70-632** du 15 juillet 1970 relative à une contribution nationale à l'**indemnisation des Français** dépossédés de biens situés dans un **territoire antérieurement placé sous la souveraineté, le protectorat ou la tutelle de la France** (n° **2897**) [18 mai 1977].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du plan sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° **3120**). — Budgets civils. — **Annexe n° 15 : Education - Constructions scolaires et universitaires** (n° **3131**) [5 octobre 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Régulation des naissances** [11 mai 1973] (p. 1211) : la loi de 1967 ; (p. 1211, 1212, 1213) : la modification des dispositions de la loi de 1920 réprimant l'avortement.

• *question orale sans débat :*

— (n° **5934**) : **Approvisionnement en produits pétroliers** [7 décembre 1973] (p. 6797) : mesures envisagées pour mettre fin à l'attitude des gros fournisseurs de fuel pratiquant le refus de vente et livrant une concurrence déloyale aux détaillants indépendants ; (p. 6800) : blocages au niveau de la distribution.

• *questions au Gouvernement :*

— **Dépôts dans les caisses d'épargne** [26 juin 1974] (p. 2972).

— **Anciens harkis** [16 octobre 1974] (p. 5085).

— **Situation des sous-traitants du bâtiment** [23 octobre 1974] (p. 5352).

— **Nouvelles mesures concernant les artisans et les prestataires de services** [28 avril 1976]

(p. 2255, 2256) : la nécessité de modifier l'article 6 de l'arrêté publié le 17 janvier 1976 au *Bulletin officiel des services des prix* (obligation de facturation).

• *question orale sans débat :*

— **(n° 29815) : Application de la loi Roustan** [18 juin 1976] (p. 4375, 4376) : déclaration du Président de la République « l'organisation de la vie sociale doit être adaptée aux besoins et aux aspirations des familles » ; l'antinomie existant entre la définition d'une politique familiale et les difficultés d'application de la loi Roustan.

• *question au Gouvernement :*

— **Importations d'armes de chasse** [27 avril 1977] (p. 2217) : les difficultés de l'industrie française menacée par les importations déloyales provenant d'Espagne ou des Etats-Unis ; les problèmes financiers de Manufrance.

INTERVENTIONS

1973

— **Proposition de loi,** rejetée par le Sénat, tendant à **créer un conseil supérieur de l'information sexuelle, de la régulation des naissances et de l'éducation familiale** (n° 273). **Deuxième lecture. Discussion générale** [14 juin 1973] (p. 2130) : nécessité d'une meilleure connaissance des problèmes de la vie ; missions du conseil supérieur de l'information sexuelle ; risques présentés par le refus de la liberté d'information ; exercice par l'individu de ses responsabilités, de ses droits, de sa liberté ; sa demande de transmission au Sénat du texte en l'état ; son souhait que soit ajoutée aux missions du conseil celle de donner son avis sur les associations qui pourraient recevoir des subventions publiques ; gratuité de l'avortement et de la contraception ; volonté d'action du ministre de la santé publique ; dépassement des clivages politiques, problème de civilisation ; réticence des administrations, devant l'idée même de prévention ; (p. 2131) : rôle important de l'examen prénuptial dans la prévention ; urgence d'une politique d'information des couples ; qualité de la vie, sa traduction dans une préoccupation globale de l'être humain. **Troisième lecture. Explications de vote** [28 juin 1973] (p. 2616) : urgence d'une campagne d'information, apaisement des conflits sur le problème de l'avortement. **Quatrième lecture. Discussion des articles** [30 juin 1973] : **Article 3** (p. 2756) : ses arguments en faveur de l'adoption du texte adopté par le Sénat.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Première lecture. Discussion des articles** [4 octobre 1973] (p. 4049) : **Après l'Article premier** : son amendement relatif à la définition juridique de l'artisanat ; [5 octobre 1973] : **Après l'Article 5** (p. 4113) : son sous-amendement relatif à l'évaluation des forfaits. **Article 6** (p. 4119) : son amendement concernant la situation particulière des commerçants et artisans des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. **Article 31** (p. 4128, 4129) : son amendement relatif aux us et coutumes de la profession pour les prestations à titre gratuit ; **Article 33** (p. 4131) : ses observations sur les conditions des votes ; demande la réserve de l'article. **Après l'Article 33** (p. 4135) : sa réponse au secrétaire d'Etat au budget ; rappelle que l'amendement du Gouvernement reprend une proposition de loi déposée il y a plusieurs années avec son collègue Hoguet ; (p. 4142) : proposition d'instauration d'une rencontre annuelle analogue à la conférence agricole. **Article 34** (p. 4146) : son amendement tendant à rétablir l'exigence de la mauvaise foi de l'annonceur ; estime avec le président de la commission des lois que c'est au moment de la peine qu'il faut pouvoir dégager exactement la responsabilité de l'infraction ; [10 octobre 1973] : **Article 2** (p. 4251) : son sous-amendement relatif au concours des organismes consulaires et des organisations professionnelles concernées en ce qui concerne la formation ; [11 octobre 1973] : **Article 12** (p. 4281) : son amendement (dispense de l'obligation de mettre en vente le fonds lorsque l'activité professionnelle du demandeur s'exerce dans son habitation) ; **Article 17** (p. 4288) : son amendement relatif à la consultation des organisations professionnelles intéressées. **Article 23** (p. 4305) : ses observations sur la composition des commissions départementales d'urbanisme commercial ; [12 octobre 1973] : **Article 22** (p. 4349) : souhaite un délai de réflexion avant la poursuite du débat. [18 octobre 1973] : **Après l'Article 36** (p. 4530) : son sous-amendement : prêts d'installation prioritaires pour les chefs d'entreprise qui participent à des stages de formation professionnelle ; [19 octobre 1973] (p 4533) : son sous-amendement tendant à fixer les attributions du conseil du crédit à l'artisanat ; (p. 4533, 4534) : son sous-amendement tendant à ce que soient prises avant la fin du VI[e] Plan les mesures d'ordre financier et technique propres à inciter les entreprises artisanales à participer directement ou par voie de sous-traitance aux marchés publics. **Article 37** (p. 4535) : sa suggestion de suspension de la patente pour les commerçants et artisans qui sont admis à suivre un stage. **Article 41** (p. 4549) : son amendement tendant à préciser le caractère artisanal des entreprises. **Après l'Article 41** (p. 4553) : ses observations ; dimension des entreprises artisanales ;(p. 4588) : son amendement : chambres de métiers et CFA; **Article 42** (p. 4590) : ses observations : prime

accordée aux chefs d'entreprise. **Article 43** (p. 4594) : son amendement : stages d'initiation et de formation : modalités relatives au rôle du Conseil d'Etat ; **Après l'Article 43** (p. 4595) : son amendement : niveau minimum de compétences techniques et de connaissances en gestion pour les chefs d'entreprise qui s'installent dans le secteur des métiers. **Après l'Article 44** (p. 4596) : son sous-amendement : fonds d'assurance-formation. **Article 45** (p. 4597) : son sous-amendement : financement du fonds d'assurance-formation. **Avant l'Article 49** (p. 4599) : son amendement tendant à l'organisation d'une rencontre annuelle entre le ministre et la profession dans le secteur des métiers, répond au Gouvernement ; (p. 4608) : son amendement : financement du fonds d'assurance-formation ; (p. 4609) : son amendement : rencontre annuelle ; (p. 4610) : répond aux arguments du Gouvernement, maintient son amendement. **Article 50** (p. 4611) : son amendement : consultation des chambres consulaires et des organisations professionnelles par le Conseil d'Etat. **Article 51** : son amendement : délai de publication du décret du Conseil d'Etat dans les D.O.M. ; retrait ; (p. 4634) : explique le vote favorable de son groupe en faveur du projet de loi. **Deuxième lecture** [6 décembre 1973] : **Article 15** *quater* 1 (p. 6712) : son amendement : alignement des cotisations d'assurance maladie maternité des assurés retraités non actifs sur le régime général sans qu'il puisse en résulter une diminution des cotisations perçues par les régimes intéressés. **Article 5** (p. 6714) : son sous-amendement à l'amendement de M. Bernard-Reymond : simultanéité de la connaissance des revenus et de l'égalité fiscale. **Article 5** *quater* (p. 6718) : ses arguments en faveur du rejet des amendements du Gouvernement : menaces sur le droit à la décote des artisans. **Article 31** (p. 6721) : son amendement : ventes à prime, fixation d'un pourcentage de base des opérations gratuites et permises ; (p. 6722) : ses arguments en faveur de l'amendement du Gouvernement (réglementation des jeux, concours et loteries. **Article 33** *bis* (p. 6724) : son amendement tendant à remplacer le montant des frais généraux par un forfait fixé par décret : ventes à perte ; [7 décembre 1973] : **Article 41** (p. 6776) : sa question au nom de M. Gissinger sur le champ d'application du préapprentissage. **Article 41** *bis* (p. 6778) : son amendement : centres de formation et cours professionnels ; retrait après indications du ministre ; (p. 6779) : son amendement : formalités administratives du préapprentissage et de l'apprentissage ; retrait. **Article 43** (p. 6780) : amendement : modalités d'immatriculation des entreprises artisanales dans les départements de l'Est ; (p. 6781) : son amendement : attribution des titres d'artisan et de maître artisan ; (p. 6782) : répond au Gouvernement et à Mme Stephan. **Article 45** (p. 6783) : son amendement : perception de la participation financière des artisans par le fonds d'assurance-formation.

— **Mise au point** en tant que questeur à la suite du rappel au règlement de M. Defferre sur la **présence d'un magnétophone dans le bureau n° 9 de l'Assemblée** [23 octobre 1973] (p. 4659) : a prescrit immédiatement une enquête ; précise que ces magnétophones ont été installés à la demande des présidents des grandes commissions ; absence de bande sur ce magnétophone ; installation destinée non pas au 9e bureau mais exclusivement aux grandes salles de commissions.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5537) : félicite le ministre d'avoir fait aboutir des revendications fondamentales : retraite des anciens combattants ; carte des anciens combattants d'Afrique du Nord ; pathologie des camps de représailles ; levée des forclusions ; (p. 5538) : préfère un plan de législature plutôt qu'un plan quadriennal ; approuve le budget.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5722) : sa référence à l'ouvrage « une politique pour la route » produit par la direction des routes ; problèmes des utilisateurs des « deux roues » ; (p. 5723) : mesures de rationnement de carburant prises par certains pays européens ; ses observations sur la situation en France dans le domaine des carburants ; parc et trafic des « deux roues » et problèmes de sécurité ; mémorandum du président de la fédération française de cyclotourisme et études du Touring-club de France ; reconnaissance de l'existence du fait « deux roues » et programme d'action pour la France ; pistes cyclables à l'étranger ; zone de trafic préférentielle ; sa proposition tendant à ce que des opérations ponctuelles puissent être décidées à l'initiative des collectivités locales en accord avec les directions de l'équipement ; son amendement tendant à l'inscription d'une ligne budgétaire ; pistes cyclables et établissement des SDDAU et POS ; aménagement des routes forestières

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme. — Equipement : Etat C - Titre VI [14 novembre 1973] (p. 5752) : son amendement tendant à réduire les crédits de ce titre ; souhaite connaître les intentions du Gouvernement sur la politique qu'il entend mener pour les 15 millions d'utilisateurs de « deux roues » ; problème de la sécurité et de la circulation des « deux roues » en

France ; assurances données par le ministre : crédit de 500.000 F affecté en 1974 à l'aménagement de pistes cyclables ; retrait de son amendement.

— **Projet de loi tendant à assurer, en cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens, le paiement des créances résultant du contrat de travail** (n° **719**). **Discussion des articles : Article 2** [22 novembre 1973] (p. 6245) : ses observations sur le sous-amendement de M. Berthelot ; (p. 6249) : répond au Gouvernement : sous-amendement de M. Baudouin relatif à la procédure de vérification des créances non superprivilégiées.

— **Projet de loi relatif à l'amélioration des conditions de travail** (n° **636**). **Discussion des articles** [27 novembre 1973] (p. 6391) : **Article 15** : sa demande de précision sur la rémunération du travail à temps réduit.

— **Proposition de loi tendant à compléter l'article 29 n du livre premier du code du travail sur la rémunération des représentants de commerce en cas de cessation de service** (n° **209**). **Discussion de l'Article unique** [28 novembre 1973] (p. 6472) : demande que soit porté à trois ans le délai maximum au-delà duquel les réclamations ne pourraient plus être présentées.

— **Rappel au règlement** [5 décembre 1973] (p. 6637) : inobservation du délai réglementaire de cinq minutes avant l'ouverture du scrutin.

1974

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen** (n° **523**). **Discussion générale** [27 juin 1974] (p. 3083) : intervient dans la discussion des conclusions du rapport de M. Foyer.

— **Projet de loi relatif à la régulation des naissances** (n° **937**). **Première lecture. Discussion générale,** rapporteur [28 juin 1974] (p. 3171) : le projet supprime l'obligation du carnet à souches ; la recherche de l'anonymat ; le remboursement des moyens contraceptifs par la sécurité sociale ; délivrance dans les centres de protection maternelle et infantile ; (p. 3172) : information relative à la contraception, à la radio et à la télévision. **Deuxième lecture. Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6908) : le terme de dix ans d'efforts ; les propositions du Sénat : le secret pour les mineurs, remboursement des frais d'analyses ; (p. 6909) : l'intervention des centres de protection maternelle et infantile ; l'application de la loi dans les départements d'outre-mer ; la France sera dotée des moyens législatifs les plus avancés. **Discussion des articles. Article premier** *bis* (p. 6910) : sur l'amendement n° 1 de M. Fontaine demande que l'Assemblée ne diffère pas le vote d'un texte essentiel.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'octroi de certains permis de construire** (n° **984**). **Discussion** générale [18 octobre 1974] (p. 5275) : s'interroge sur le bien-fondé de la multiplication des commissions d'enquête.

— **Proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête relative à l'organisation et aux pratiques du commerce de la viande** (n° **1252**). **Discussion de l'Article unique** [18 octobre 1974] (p. 5277) : son amendement n° 2 tendant à étendre la compétence de la commission d'enquête aux interventions de l'Etat dans le secteur de la viande ; adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [13 novembre 1974] (p. 6323). **Examen des crédits. Après l'Article 54** : situation de 7.000 dossiers de déportés.

Equipement et urbanisme. — Equipement [16 novembre 1974] (p. 6550) : plaide le dossier des deux-roues ; souhaite en matière de marchés publics aboutir à la transparence de la sous-traitance.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **1297**). **Discussion générale** [26 novembre 1974] (p. 7014) : les magistrats ont heureusement refusé de mettre en œuvre une répression devenue indéfendable ; le projet de loi doit prendre place dans l'arsenal législatif qui permettra une maternité heureuse ; substituer une politique d'accueil à une politique de répression ; le coût d'un taux de natalité élevé ; la fixation d'un minimum familial de croissance ; (p. 7015) : la loi doit libérer les femmes de la spéculation ; approuve le principe d'une loi de transition pour cinq ans. **Discussion des articles** [28 novembre 1974]. **Article 3** (p. 7208) : s'oppose à ce que le délai d'avortement soit porté à douze semaines ; (p. 7216) : son amendement n° 23 : création du « dossier-guide » d'information ; adopté après modification par le sous-amendement n° 79 de M. Simon-Lorière ; (p. 7217) : son amendement n° 81 : entretien particulier au cours de la consultation dans les centres de PMI ; adopté.

— **Projet de loi relatif aux forclusions encourues durant la période d'interruption du service postal** (n° **1350**). **Discussion des articles** [12 décembre 1974]. **Article 7** (p. 7737) : ne pas tolérer l'urbanisme sauvage.

1975

— **Proposition de loi tendant à assurer le paiement des sous-traitants en cas de liquidation des biens ou de règlement judiciaire du titulaire du contrat principal** (n° **1449**). **Première lecture. Discussion générale** [28 juin 1975] (p. 5014) : la situation actuelle de la sous-traitance est caractérisée par l'injustice qui frappe particulièrement les petites et moyennes entreprises et par la généralisation de pratiques antiéconomiques ; la proposition de loi vise à parvenir à la transparence des sous-traitances ; [5 décembre 1975] (p. 9457): constate que la sous-traitance relève de mœurs de l'époque d'Emile Zola ; admet la concurrence à condition qu'elle ne se transforme pas en exploitation ; invite le législateur à assurer l'avenir des sous-traitants et des grandes entreprises ; le mérite du paiement direct ; souhaite que les offices de HLM soient concernés par la loi ; fait valoir le caractère irréaliste des prix plafonds. **Discussion des articles. Article 3** (p. 9467) : ne partage pas l'avis de M. Lauriol, rapporteur, sur l'amendement n° 55 du Gouvernement. **Article 4 B** (p. 9470) : juge que l'article 4 B doit être maintenu à condition de se rallier au sous-amendement n° 76 de M. Icart. **Article 6** *bis* (p. 9474) : estime que les dispositions en discussion n'ont pas leur place dans le texte. **Avant l'Article 11** (p. 9478) : pense que les entreprises de sous-traitance doivent être protégées le plus rapidement possible ; se rallie de ce fait à l'amendement n° 80 du Gouvernement. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [19 décembre 1975]. **Article 4** (p. 10132) : son amendement n° 31 : ramener le seuil de 10.000 F prévu par le Sénat à 4.000 F ; éviter la multiplication des opérations comptables ; (p. 10133) : considère comme peu souhaitable l'indexation de la somme de 4.000 F prévue dans son amendement ; adopté. **Article 11 A** (p. 10136) : son sous-amendement n° 32 à l'amendement n° 27 de M. Lauriol : possibilité de remplacer la caution par la délégation ; adopté.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat après déclaration d'urgence, concernant le développement de l'éducation physique et du sport** (n° **1728**). **Discussion des articles** [3 octobre 1975]. **Article 10** (p. 6559) : sur l'amendement n° 68 de M. Bernard Marie, estime positive la suggestion qui y est contenue mais juge qu'elle entraîne une déviation de la loi sur la formation permanente. **Article 12** (p. 6562) : son amendement n° 57 : donner l'habilitation nécessaire pour organiser des compétitions à un organisme regroupant l'ensemble des fédérations concernées ; devenu sans objet par adoption de l'amendement n° 9 de M. Rickert. **Article 14** (p. 6566) : refuse l'assimilation entre marques commerciales et emblèmes olympiques ; souhaite que l'exploitation de ces emblèmes ne soit pas laissée aux « marchands du temple » ; demande que le Gouvernement définisse par décret la protection de ces emblèmes.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Première partie :*

Discussion des articles [23 octobre 1975]. **Article 19** (p. 7302) : ses observations sur l'institution de la taxe spéciale assise sur les billets d'entrée dans les manifestations sportives ; (p. 7303) : est hostile à l'article 19 et à l'amendement n° 15 de M. Bernard Marie ; propose de réserver au sport des tranches spéciales de la loterie nationale ; son amendement n° 92 : supprimer l'article 19 ; repoussé ; (p. 7304) : son opposition à l'amendement n° 15 de M. Bernard Marie. **Après l'Article 19** (p. 7306) : son amendement n° 93 : demander au Gouvernement de déposer un rapport sur la recherche de moyens supplémentaires en faveur du sport et étudier la possibilité d'un concours national de pronostics ; repoussé.

— **Projet de loi portant réforme du régime administratif de la ville de Paris** (n° **1869**). **Discussion générale** [2 décembre 1975] (p. 9179) : sa question sur l'importance que risque d'acquérir le maire de Paris dans un Etat hypercentralisé.

1976

— **Proposition de loi relative à l'exploitation des voitures dites de petite remise** (n° **1717**). **Première lecture. Discussion générale** [14 mai 1979] (p. 3105) : estime qu'il existe une situation anarchique, source d'incidents graves ; estime qu'il y a lieu de légiférer ; la protection des taxis contre une concurrence déloyale du fait de leur prestation de service public ; les éminents services des voitures de petite remise dans les zones rurales ; demande à l'Assemblée d'écarter la question préalable ; [18 mai 1976] (p. 3132) : se rallie aux nouvelles propositions de la commission. **Discussion des articles** [18 mai 1976]. **Article 2** (p. 3135) : précise que son intention était de créer une licence qui sera accordée sur avis de la commission consultative. **Explications de vote** [18 mai 1976] (p. 3137) : souligne le progrès accompli ; espère que d'autres le seront au cours des navettes ; invite l'Assemblée à voter la proposition en première lecture. **Deuxième lecture. Discussion générale** [1er décembre 1976] (p. 8874) : une situation anarchique, source d'incidents ; les contraintes des taxis ; les problèmes de concurrence déloyale ; (p. 8875) : le radio-téléphone pour le garagiste et l'ambulancier ; les besoins des petites agglomérations ; une exploitation loyale d'une forme de service public. **Discussion des articles**

[1er décembre 1976]. **Article premier** (p. 8879): les vaines craintes relatives au stationnement dans les petites communes ; le radio-téléphone. **Article 2** (p. 8881) : la rédaction curieuse de l'article 2 par le Sénat.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion générale** [3 juin 1976] (p. 3719) : regrette que le texte ait été élaboré dans le secret de cabinets ministériels ; le projet est peu clair et plein de contradictions ; tout en rendant hommage à l'initiative individuelle, on pénalise les opérations boursières ; le texte doit être repensé ; une nouvelle concertation est utile du fait du malentendu qui subsiste ; toute réforme de justice fiscale sort du cadre des affrontements politiques traditionnels ; majorité et opposition devraient pouvoir s'entendre pour la mener.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° 2149). **Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 7** (p. 4088) : son amendement n° 28 : les dispositions de l'article 7 ne sont pas applicables aux manifestations sportives réservées aux véhicules à moteur ; adopté.

— **Rappel au règlement** [18 juin 1976] (p. 4380) : interruption des communications téléphoniques entre l'Assemblée nationale et le Sud-Est du pays.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2523). **Discussion des articles** [14 octobre 1976]. **Article 4** (p. 6644) : analyse des possesseurs de motocyclettes et de motos ; (p. 6647) : demande à ses collègues de voter contre l'amendement n° 25 de M. Papon défendu par M. Crépeau ; ses observations d'ordre technique sur les motos.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Première partie :*

Discussion des articles [26 octobre 1976]. **Article 13** (p. 6997) : son amendement n° 194 soumettant à un droit de 10 F par cheval les moteurs des navires de plaisance ou de sport d'une puissance administrative supérieure à cinq chevaux ; l'utilisation avec prudence d'une nouvelle taxe ; le danger d'instaurer une taxation progressive sur les petits moteurs qui toucherait surtout les jeunes ; (p. 6998) : retire son amendement n° 194.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° 2630). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Après l'Article 3** (p. 9164, 9165) : son amendement n° 32 souhaitant un projet de loi portant codification et simplification des règles applicables en matière de procédure fiscale ; un mal fiscal ; l'arbitraire et l'injustice ; l'administration des finances juge et partie ; l'impôt, une obligation nationale ; la mise en chantier d'un code de procédure nécessaire ; simplifier et élaguer ; (p. 9166) : la nécessité pour le Parlement de prendre position ; l'article 41 de la Constitution ; retire son amendement n° 32.

1977

— **Projet de loi accordant des garanties de procédure aux contribuables en matière fiscale et douanière** (n° 2769). **Première lecture. Discussion générale** [22 juin 1977] (p. 4071) : un tournant dans l'attitude qu'a l'administration des finances en matière fiscale ; (p. 4072) : la philosophie du texte ; l'absence de garanties fondamentales pour les contribuables ; la non-application du texte au stade de dépôt de plaintes par l'administration ; l'établissement des contrôles ; la nécessité d'une rigoureuse séparation des pouvoirs ; les problèmes de procédure ; l'égalité devant la loi ; les distorsions dans les traitements réservés aux contribuables ; l'omnipotence exorbitante de l'administration des finances en matière de transaction ; l'allergie de nos concitoyens à l'égard de l'impôt ; la sous-information du contribuable français ; l'hermétisme et l'anachronisme du vocabulaire employé ; la conception hiérarchisée de l'administration ; son juridisme ; le code pénal ; la création d'un système d'information ou de relations publiques dans la région Rhône-Alpes ; (p. 4073) : la diffusion gratuite et généralisée d'une documentation en cas de modification de la législation britannique ; l'effort d'information réalisé aux Etats-Unis auprès des élèves du secondaire ; l'effort d'information de l'administration française lors de l'extension de la TVA au commerce de détail ; les secrets ou le silence de l'administration ; la nécessité de franchir une nouvelle étape ; le renversement de la charge de la preuve au profit du contribuable ; le caractère imprescriptible du droit à la défense. **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4112) : son amendement n° 29 rectifié : possibilité pour les contribuables ou leur représentant d'adresser dans un délai de trente jours un mémoire de défense à la commission des infractions fiscales ; retiré. **Avant l'Article 9** (p. 4129) : son amendement n° 32 rectifié : mise à la charge de l'administration de la preuve de la mauvaise foi ou de manœuvres frauduleuses en cas de contestation juridictionnelle des pénalités fiscales appliquées à un contribuable au titre des impôts et taxes mentionnés à l'article premier ; les caractéristiques du droit fiscal actuel ; la charge de la preuve ; le problème des cautions devant le tribunal administratif ; amendement n° 32 rectifié adopté. **Deuxième lecture. Discussion des articles** [13 décembre 1977]. **Article premier *bis* A** (p. 8668) : son amen-

dement n° 1 : renversement de la charge de la mauvaise foi et fixation à 50 % de la majoration des droits correspondant aux infractions en cas de non-admission de la bonne foi du redevable ; la sanction des véritables fraudeurs ; réformer la procédure du contentieux fiscal devant les tribunaux administratifs ; (p. 8669) : ne pas présumer coupable le redevable qui plaide ; l'insuffisance de la menace d'une traduction des fraudeurs devant les tribunaux corectionnels ; l'absence de protection constituée par l'appréciation subjective de l'administration ; (p. 8670) : l'application réelle des dispositions de l'amendement n° 1 ; le caractère non interprétatif de la loi ; adopté.

— **Propositions de loi relatives à l'abaissement de l'âge de la retraite pour les anciens déportés ou internés** (n°s **2845, 1223, 1863, 2282, 2328**). **Discussion des articles** [23 juin 1977]. **Article premier** (p. 4147) : l'extension de la loi aux différents régimes de sécurité sociale et l'absence de visite médicale particulière pour les bénéficiaires. **Article 3** (p. 4149) : l'application des dispositions de l'amendement n° 1 modifié à tous les régimes obligatoires de sécurité sociale.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Après l'Article 7** (p. 6237) : la nécessité d'inciter le plus grand nombre possible de commerçants à choisir la comptabilité réelle ; l'inscription des personnes ayant choisi le sytème de comptabilité réelle dans les centres de gestion agréés.

Deuxième partie :

Education, rapporteur spécial, pour les constructions scolaires et universitaires [27 octobre 1977] (p. 6712) : les crédits d'équipement inscrits au budget du ministère de l'éducation ; (p. 6713) : l'évolution des crédits de paiement ; les priorités budgétaires ; les observations de la commission des finances ; les crédits affectés à l'enseignement du premier degré ; les dotations du second degré ; l'entrée en application de la réforme du système éducatif ; l'éducation spécialisée ; la définition d'une politique de maintenance des établissements du second degré ; l'instauration d'un fonds spécial destiné à la maintenance, à la sécurité et aux économies d'énergie ; les travaux de décoration des constructions scolaires au titre du 1 % ; le problème de l'utilisation des locaux scolaires pour des activités sociales, culturelles et sportives ; la procédure d'examen des dossiers de construction ; (p. 6714) : l'amélioration du projet de budget. **Examen des crédits. Etat C. - Titre V** (p. 6754) : l'augmentation des crédits d'équipement proposée par le Gouvernement ; la continuité de l'effort de la V^e^ République.

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6804) : le droit des anciens combattants ; l'effort prioritaire à consentir en faveur des veuves ; le rapport constant ; les problèmes spécifiques des anciens combattants d'Algérie; la représentation des anciens combattant au Conseil économique et social ; les conditions du vote favorable du groupe R.P.R.

Santé publique et sécurité sociale. Examen des crédits [3 novembre 1977]. **Article 80** (p. 6988) : le rôle de l'industrie pharmaceutique en matière de recherche.

Jeunesse et sports. Examen des crédits [7 novembre 1977]. **Avant l'Article 61 et après l'Article 78** (p. 7098) : son amendement n° 158 : présentation, à l'initiative du comité mixte paritaire créé en application de la loi n° 75-988 du 29 octobre 1975 de propositions relatives au financement de l'équipement, de l'encadrement et de l'aide directe aux fédérations, associations et groupements sportifs ; les problèmes soulevés par la recherche de moyens extra-budgétaires ; l'insuffisance du budget ; la situation financière des clubs, associations et groupements ; la présentation de propositions du comité avant le 1^er^ mai 1978 ; (p. 7100) : l'examen du rapport sur les moyens de financement extra-budgétaires présenté à l'Assemblée nationale ; amendement n° 158 adopté.

Universités, rapporteur spécial pour les constructions scolaires et universitaires [8 novembre 1977] (p. 7125) : l'insuffisance des crédits et notamment des crédits d'investissement pour l'enseignement supérieur et la recherche ; l'évolution du patrimoine ; l'adoption des crédits d'équipement supplémentaires ; le secteur de la recherche ; les crédits affectés au CNRS ; l'Institut national de physique nucléaire ; l'Institut national d'astronomie et de géophysique ; (p. 7126) : l'évolution du budget de la recherche ; les observations de la commission ; l'insuffisance des dotations prévues pour les constructions universitaires ; la poursuite de la politique entreprise en matière d'entretien programmé des constructions universitaires ; les bibliothèques et restaurants universitaires ; le redéploiement industriel ; l'avis favorable de la commission des finances.

Industrie, commerce et artisanat. — I. Industrie [15 novembre 1977] (p. 7442) : la position du Gouvernement face au problème de Manufrance.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7529) : l'homo velocipedibus ; la création

de circuits de motos ; la politique gouvernementale en matière de deux-roues ; le financement des pistes cyclables ; séparer la circulation des véhicules s'écoulant à des vitesses différentes ; le transport des deux-roues par la SNCF ; la sécurité des deux-roues ; la vocation exportatrice de l'industrie du cycle.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Discussion des articles** [30 novembre 1977]. **Après l'article 4** (p. 8068) : l'application de l'article 49 de la loi du 15 juillet 1970 relatif au droit de poursuite ; l'incitation de réinstallation des rapatriés d'Algérie à l'étranger ; l'existence de jugements contre des rapatriés réinstallés à l'étranger ; le caractère technique et la position de principe de l'amendement n° 38 de M. Tissandier.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **3205**). **Discussion des articles** [1er décembre 1977]. **Après l'Article 16** (p. 8123) : l'acquisition d'actions pour les salariés des filiales des sociétés ; l'égalité des salariés devant les avantages de l'actionnariat ; le droit de préemption exercé par l'Etat pour le compte des assemblées parlementaires ; l'autonomie administrative du Parlement.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). **Commission mixte paritaire** [15 décembre 1977] (p. 8793) : l'intérêt de la création d'un fonds national unique d'aide au sport ; associer plus largement à la cogestion et à la coresponsabilité le mouvement sportif français ; la politique menée par le Gouvernement à l'égard du sport.

NILÈS (Maurice)

Député de la Seine-Saint-Denis
(4e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

Membre de la commission d'enquête chargée d'examiner les conditions dans lesquelles ont lieu des importations sauvages de diverses catégories de marchandises [24 mai 1977] (p. 2952).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à la **reconnaissance de la qualité de combattant à certains militaires et anciens militaires ayant pris part aux combats qui eurent lieu en Algérie, au Maroc ou en Tunisie entre le 1er janvier 1952 et le 3 juillet 1962** (n° **324**) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à fixer à dix-huit ans l'âge requis pour être nommé délégué syndical ou être élu **délégué du personnel, délégué au comité d'entreprise ou conseiller prud'homme** (n° **1278**) [6 novembre 1974].

— **Proposition de loi** visant à étendre aux bénéficiaires de la **loi n° 50-1027** du 22 août 1950 établissant le statut du réfractaire et de la **loi n° 51-538** du 14 mai 1951 relative aux victimes de la déportation du travail, les dispositions de la loi 73-1051 du 21 novembre 1973 permettant aux anciens prisonniers de guerre de bénéficier **entre soixante et soixante-cinq ans** d'une pension **de retraite** calculée sur le taux applicable à l'âge de soixante-cinq ans (n° **2451**) [30 juin 1976].

— **Proposition de loi** tendant à l'attribution de la **carte du combattant** aux **anciens prisonniers de guerre** (n° **2615**) [17 novembre 1976].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat :*

— (n° **5**) : **Service national** [25 avril 1973] (p. 870, 875, 876) : manifestations des lycéens ; inconvénients pour la poursuite des études de l'entrée en application de la loi de juillet 1970 ; institution du DEUG : barrage sur la voie des études supérieures ; demande de discussion d'urgence de la proposition de loi déposée le 2 avril par le groupe communiste ; rétablissement et élargissement du sursis (p. 875, 876).

— de **MM. Boudet** (n° **18971**), **Falala** (n° **19360**), **Ducoloné** (n° **19248**), **Coulais** (n° **19952**), **Gau** (n° **19963**) : **Problèmes de l'emploi** [4 juin 1975] (p. 3697) : critique les licenciements de personnel à Roissy par la TWA et la Panam.

• *question au Gouvernement :*

— **Accident mortel chez Bendix** [30 juin 1976] (p. 4952) : les risques encourus par les ouvriers servant les presses.

• *questions orales sans débat :*

— (n° **34155**) : **Industrie de la machine-outil** [17 décembre 1976] (p. 9598, 9599) : les dangers du plan de restructuration établi par le Gouvernement : multiplication des licenciements, augmentation des importations, démantèlement des entreprises françaises.

— (n° **37784**) : **Commémoration du 8-Mai 1945** [6 mai 1977] (p. 2557, 2558) : abrogation arbitraire de la loi du 13 mai 1953 faisant du 8-Mai un jour férié au même titre que le 11-Novembre ; inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée du rapport Garcin n° 1056.

— (n° **42865**) : **Grève à l'électricité de France et indépendance énergétique de la France** [9 décembre 1977] (p. 8525, 8526) : responsabilité du Gouvernement dans la situation actuelle (rupture avec la politique contractuelle, refus de recevoir les syndicats) ; faillite de la politique énergétique du Gouvernement.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration du ministre des anciens combattants et victimes de guerre sur la situation du monde combattant** (n° **281**) [10 mai 1973] (p. 1156) : rappelle les revendications des anciens d'Afrique du Nord, le bilan de la guerre d'Algérie ; l'attitude des gouvernements depuis 1962 ; la volonté des anciens d'Algérie d'obtenir la reconnaissance de la qualité de combattant à part entière ; le soutien que leur apporte l'ensemble du monde combattant ; rappelle la proposition de loi adoptée par le Sénat ; le refus du Gouvernement de l'inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale ; demande que l'Assemblée se prononce sur le principe de la reconnaissance de la qualité d'ancien combattant ; évoque les réunions du groupe de travail, la position prise par de nombreux conseils généraux et municipaux, la promesse faite le 7 juin 1969 par M. Pompidou au cours de la campagne présidentielle ; rappelle les mesures souhaitées par les anciens d'Algérie, les termes de la proposition de loi déposée par le groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — II. Jeunesse, sports et loisirs [29 octobre 1973] (p. 4990) : stagnation du budget ; désir d'information du secrétaire d'Etat et suggestions des associations, des organisations de jeunesse et des parents d'élèves ; critiques à l'égard du budget ; semaine d'action du 5 au 10 novembre, pénurie limitant les actions des associations de jeunesse et d'éducation populaire ; travail accompli par ces associations ; ses réserves sur la répartition des crédits ; dévouement des délégués régionaux et nationaux de maisons de jeunes et de la culture ; difficultés des associations de jeunesse et d'éducation populaire ; tentative de prendre en main la jeunesse en renforçant les moyens d'action directe ; crainte du Gouvernement à l'égard des jeunes ; non-respect de l'échéancier prévu pour la réalisation de la troisième loi de programme ; déblocage des crédits du FAC ; (p. 4991) : suggère le remboursement de la TVA aux collectivités locales et aux associations, le transfert aux associations de jeunesse et d'éducation populaire des crédits supplémentaires inscrits au chapitre 43-56 ; application du programme commun de gouvernement par un gouvernement véritablement démocratique et populaire ; attitude du Gouvernement à l'égard du haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs ; objectifs d'un gouvernement démocratique et populaire ; création d'un conseil national de la jeunesse ; attitude des communistes à l'égard de la jeunesse.

Anciens combattants et victimes de guerre [9 décembre 1973] (p. 5523) : déplore le refus par le ministre du projet de plan quadriennal ; s'indigne de la mise au point avec les groupes de la majorité de mesures catégorielles ; attire l'attention sur les problèmes qui concernent les anciens prisonniers de guerre, les anciens réfractaires au service du travail obligatoire, les anciens déportés, prisonniers et internés en Afrique du Nord et les anciens combattants en Afrique du Nord ; (p. 5524) : parle des anciens républicains espagnols ; estime que les élus de la nation doivent fixer les critères de reconnaissance de la qualité de combattant.

— **Projet de loi donnant vocation à la qualité de combattant aux personnes ayant participé aux opérations effectuées en Afrique du Nord, entre le 1er janvier 1952 et le 2 juillet 1962** (n° **723**). **Discussion des articles** [11 décembre 1973]. **Article 4** (p. 6848) : son amendement de suppression ; rejet de l'article 4 par la commission des affaires culturelles ; institution d'une nouvelle forclusion et d'une nouvelle discrimination, opposition de son groupe à la remise en cause des droits et avantages liés au titre de reconnaissance de la nation pour ceux qui n'auraient pas présenté assez tôt leur demande ; demande la suppression de l'article 4 ; solidarité de son groupe avec les associations d'anciens combattants d'AFN ; sa demande de scrutin public.

1974

— **Projet de loi relatif à la compensation entre régimes de base de sécurité sociale** (n° **1177**). **Discussion des articles** [16 octobre 1974]. **Article 2** (p. 5104) : sur l'article :

souligne les dangers de la compensation proposée ; l'alignement vers le bas des prestations fait l'affaire des compagnies d'assurance.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1974] (p. 6875) : s'oppose à l'article 46 concernant le financement des travaux d'infrastructure des transports en commun de la région parisienne.

1975

— **Projet de loi portant orientation préliminaire du VII^e^ Plan** (n° **1685**). **Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3542) : les inégalités sociales, essence du système capitaliste ; la poursuite de la politique définie dans le VI^e^ Plan visant à la concentration des grandes sociétés capitalistes ; le chômage ; l'abaissement du pouvoir d'achat ; la situation dramatique de plusieurs millions de travailleurs ; les inégalités sociales et l'accroissement des profits des « féodalités capitalistes » ; le maintien de conditions de travail éprouvantes ; (p. 3543) ; des règles de sécurité bafouées ; l'exemple de Sacilor et des usines Sollac ; les maladies professionnelles ; l'usure prématurée des travailleurs ; l'inégalié devant la mort ; le thème des inégalités sociales, meilleur moyen de masquer la persistance des inégalités ; la volonté de stopper la progression des salaires ; les pratiques répressives du patronat ; une autre politique possible : celle définie par le Programme commun ; l'intervention des travailleurs dans la gestion des entreprises : exigence majeure de notre temps ; consulter obligatoirement les délégués sur tout ce qui intéresse l'usine ; accroître le rôle des comités d'hygiène.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [31 octobre 1975] (p. 7686) : l'absence de mesures nouvelles ; la parité entre les retraites des combattants des deux guerres ; (p. 7687) : l'attribution de la carte de combattant aux anciens d'Afrique du Nord ; l'attribution du bénéfice de la campagne double pour les fonctionnaires ; l'attribution d'un supplément à l'office national des anciens combattants, la suppression de la célébration du 8-Mai ; (p. 7702) : sa question relative au rattrapage des retraites des anciens combattants de 1939-1945.

Qualité de la vie. — II. Jeunesse et sports [7 novembre 1975] (p. 8123) : l'insuffisance du budget de la jeunesse et des sports ; le refus du Gouvernement de servir les intérêts de la jeunesse ; la politique définie par le Programme commun et la possibilité d'un doublement du budget ; la recherche d'une privatisation de l'éducation physique et sportive ; l'accroissement de la ségrégation sociale et des charges des associations et des collectivités locales ; (p. 8124) : le sacrifice des associations de jeunesse ; l'inacceptation de la politique gouvernementale par les jeunes ; la manifestation du comité pour le doublement du budget ; la nécessité d'une autre politique de la jeunesse.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [2 novembre 1976] (p. 7374) : une faible progression du budget ; la récupération des crédits en spéculant sur la diminution du nombre des parties prenantes ; l'oubli des veuves de guerre ; les retraites ; le Rhin et la Moselle ; la rescapée d'Oradour-sur-Glane ; les ascendants et les parents dont les enfants ont été fusillés, exterminés ; les prisonniers de guerre ; (p. 7375) : les déportés ; le STO ; les centres de rapatriement ; la fédération nationale des déportés du travail ; la proposition de loi communiste ; les anciens combattants d'Afrique du Nord ; protestation contre la scandaleuse décision de ne plus commémorer officiellement le 8-Mai 1945.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion des articles** [9 décembre 1976]. **Article 4** (p. 9168) : une diminution de l'effort de construction ; un renchérissement des loyers ; la protestation des organisations syndicales ; les mal logés.

1977

— **Projet de loi modifiant certaines dispositions du titre premier du livre premier du code du travail relatives au contrat d'apprentissage** (n° **2686**). **Discussion des articles** [27 juin 1977]. **Article 2** (p. 4247) : son amendement n° 6 soutenu par M. Le Meur ; repoussé. **Article 6** (p. 4251) : son amendement n° 11 soutenu par M. Berthelot ; repoussé.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, modifiant l'article 4 de la loi de finances rectificative pour 1961 n° 61-825 du 29 juillet 1961** (n° **3037**). **Discussion de l'Article unique** [29 juin 1977] (p. 4431) : le vote hostile du groupe communiste sur l'article unique.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Anciens combattants [28 octobre 1977] (p. 6793) : le budget des anciens combattants ; la faiblesse de l'augmentation des

mesures nouvelles ; (p. 6794) : le plan quadriennal proposé par l'UFAC ; le relèvement des pensions militaires d'invalidité ; l'attribution des cartes d'anciens combattants aux anciens prisonniers de guerre ; la proposition de loi déposée par le groupe communiste à cet effet ; la déportation du travail ; la proposition du groupe communiste y relative ; la carte du combattant attribuée aux anciens d'Afrique du Nord ; les conditions d'attribution de la carte ; le bénéfice de la campagne double ; l'hommage rendu par le Président de la République aux victimes de la guerre d'Algérie ; (p. 6795) : la proposition de M. Ducoloné d'une augmentation de 10 % de l'impôt sur le bénéfice des sociétés travaillant dans le secteur de l'armement et de la défense nationale ; le vote hostile du groupe communiste ; le soutien du parti communiste aux revendications des anciens combattants.

NOAL (Pierre)

Député de l'Orne
(3e *circonscription*)
(*UDR, puis RPR*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

DÉPOTS

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1974** (n° 646), **Tome V : Section forces terrestres** (n° **684**) [10 octobre 1973].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1975** (n° 1180). — **Tome V : Section forces terrestres** (n° **1233**) [11 octobre 1974].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1976** (n° 1880). — **Tome V : Section forces terrestres** (n° **1919**) [10 octobre 1975].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées, sur le projet de **loi de finances pour 1977** (n° 2524). — **Tome V : Section forces terrestres** (n° **2532**) [12 octobre 1976].

— **Avis,** présenté au nom de la commission de la défense nationale et des forces armées sur le projet de **loi de finances pour 1978** (n° 3120). — **Tome V : Section forces terrestres** (n° **3150**) [11 octobre 1977].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. d'Aillières** (n° **19568**), **Le Theule** (n° **19715**), **Villon** (n° **19718**), **Max Lejeune** (n° **19761**), **Chevènement** (n° **19796**) : **Problèmes de défense** [21 mai 1975]. (p. 2975) : les modifications des liens régissant les entités territoriales ; les risques d'une nation qui confie son existence à d'autres qu'elle-même ; donner à l'armée les moyens financiers nécessaires ; améliorer le service militaire en l'orientant vers la formation du combattant ; (p. 2976) : les problèmes liés à la modernisation du matériel et à la rénovation des casernements.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires (articles 20 et 21). — Budgets annexes du service des essences et du service des poudres et article 46, rapporteur pour avis [8 novembre 1973] (p. 5393) : analyse les crédits ; pourcentage par rapport au PNB ; loi de programme ; matériels de l'armée de terre, défense anti-aérienne ; son analyse des crédits du titre III ; rémunération et charges afférentes aux personnels ; conditions du service militaire ; situation des sous-officiers ; suggère de ne pas accepter le titre III des forces terrestres ; estime que la dissuasion fondamentale est la volonté et l'aptitude de chaque citoyen à défendre soi-même sa liberté ; insuffisance des crédits affectés au contingent ; rôle de formation de l'armée ; son opposition à une diminution de la durée du service militaire ; ses observations sur les tâches affectées aux appelés.

— **Projet de loi relatif à l'interruption volontaire de grossesse** (n° **455**). **Discussion générale** [13 décembre 1973] (p. 6959) : établit une distinction entre la loi morale qui va jusqu'à culpabiliser l'intention et la loi des hommes qui a pour seule ambition de protéger ou d'apporter réparation à la victime ; constate que la loi française confère à l'embryon la qualité d'une personne, que l'interruption de la grossesse est la destruction d'une

personne ; (p. 6960) : estime que la destruction d'un fœtus relève de l'euthanasie et que toute interruption de grossesse, en dehors du risque mortel de la mère, n'est pas possible ; ne voit de solution que dans l'enseignement convenable des méthodes contraceptives dispensé par les familles ; demande que la protection de la mère, surtout de la mère célibataire, soit efficace ; pour lui, seules doivent demeurer dans la loi les données permissives qui concernent le risque mortel de la mère.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Dépenses militaires, budgets annexes du service des essences et du service des poudres, rapporteur pour avis [12 novembre 1974] (p. 6173) : analyse des crédits ; (p. 6174) : la loi programme ; l'arme nucléaire tactique ; les armements ; le génie ; les casernements ; le prêt des appelés ; les transports gratuits ; la rémunération des sous-officiers ; les techniciens de métier ; les missions ; (p. 6175) : la défense opérationnelle du territoire ; accepte le budget.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires, budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis [20 octobre 1975] (p. 7610) : les missions assignées aux forces terrestres ; (p. 7611) : le choix fait en faveur du service militaire ; l'insuffisance des crédits alloués aux forces terrestres ; les crédits du titre III ; le recrutement ; la condition militaire ; les activités des forces terrestres ; l'insuffisance des crédits du titre V ; (p. 7612) : le rejet par la commission de la défense nationale du titre V. **Examen des crédits. Article 42** (p. 7645) : estime la mesure contenue dans l'article 42 insuffisante pour améliorer l'hébergement du contingent ; insiste sur l'urgence de l'action à entreprendre.

1976

— **Projet de loi portant approbation de la programmation militaire pour les années 1977-1982** (n° **2268**). **Discussion générale** [25 mai 1976] (p. 3427) : un projet menacé dans son avenir ; les difficultés de trésorerie du ministère de la défense ; l'amputation des ressources de l'armée de terre depuis 1968 ; le conditionnement de la crédibilité de notre défense qui résulte de l'équipement des forces de manœuvre ; la valeur de ces forces dès lors qu'elles utilisent l'arme nucléaire tactique ; son engagement conjoint avec l'emploi de l'arme atomique ; être décidé à engager la bataille ; refuser tout système de défense basé sur l'usure en profondeur et comportant l'acceptation du combat traditionnel ; le problème de l'hébergement des forces terrestres. **Discussion de l'Article unique** [25 mai 1976] (p. 3460) : son amendement n° 13 tendant à supprimer le tableau intitulé « les principaux programmes de matériels majeurs » ; retiré.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° 2524). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis, pour la section forces terrestres [8 novembre 1976] (p. 7726) : l'apurement du budget de 1976 ; (p. 7727) : le rapport entre le budget de la défense et le budget de l'Etat ; les forces terrestres ; les crédits du titre V insuffisants pour l'armée ; l'équilibre satisfaisant entre les crédits du titre III et ceux du titre V ; les réserves et la préparation militaire ; dans la vie courante, augmentation des crédits consacrés au chauffage ; les crédits réservés aux activités des forces et ceux consacrés à l'activité des réserves ; l'entretien des immeubles ; le retard apporté au lancement des commandes ; la réduction des crédits affectés aux études générales, à l'hélicoptère futur et au lance-roquettes ; les AMX 30 ; les AMX 10 ; les VAB ; les mortiers ; (p. 7750) : une réflexion sur la défense ; les principes de la défense ; l'atome ; l'apparente antinomie des forces nucléaires et des forces conventionnelles ; (p. 7751) : Charles de Gaulle : le combat et l'atome ; les forces terrestres ; la réorganisation des trois armées ; une garde plus dynamique, moins statique des points sensibles ; l'injustice et la conscription actuelle ; les « volontaires dix-huit mois ».

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, tendant à compléter la loi n° 73-6 du 3 janvier 1973 instituant un médiateur** (n° **1892**). **Discussion des articles** [2 décembre 1976]. **Après l'Article premier** (p. 8905) : des risques d'embouteillage ahurissants si le délai de forclusion est prolongé.

— **Proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative aux greffes d'organes** (n° **2629**). **Discussion des articles** [8 décembre 1976]. **Article premier** (p. 9092) : ne votera pas l'amendement n° 4 de M. Delaneau ; le problème du consentement ; (p. 9093) : son sous-amendement n° 8 : la restriction de la décision au père ou à la mère naturel ; ne veut pas qu'on laisse l'Etat décider du prélèvement d'un rein d'un mineur ; repoussé ; (p. 9094) : son amendement n° 7 : devenu sans objet.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires. — Budget annexe du service des essences, rapporteur pour avis pour la section forces terrestres [9 novembre 1977] (p. 7233) : le budget de la défense nationale ; la loi de programmation ; l'augmentation des autorisations de programme ; la condition des personnels de l'armée de terre ; les crédits consacrés à la « vie courante » ; les casernements nouveaux ; le renouvellement des matériels ; la réalisation d'armes anti-aériennes modernes ; les autorisations de programme consacrées aux études ; les dépenses de carburant ; le problème des terrains de manœuvre et d'exercice ; (p. 7234) : la réduction de la part des crédits affectés à l'armée de terre ; l'avis favorable de la commission de la défense nationale et des forces armées sur la section forces terrestres.

NOTEBART (Arthur)

Député du Nord
(5e *circonscription*)
(*PSRG*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 735).

S'inscrit au groupe du parti socialiste et des radicaux de gauche [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

INTERVENTIONS

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Articles et articles additionnels non rattachés [18 novembre 1977]. **Après l'Article 70** (p. 7761) : son amendement n° 156 soutenu par M. Besson : extension à chaque assemblée délibérante des collectivités territoriales ou établissement public habilités à percevoir la taxe d'habitation de la possibilité de fixer les abattements prévus à l'article 1411 du CGI ; repoussé.

NUNGESSER (Roland)

Député du Val-de-Marne
(6e *circonscription*)
(*UDR, puis RPR*).

Vice-président de l'Assemblée nationale.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

Vice-président de l'Assemblée nationale [3 avril 1973] (p. 747, 749), [2 avril 1977] (p. 1459).

NOMINATIONS

Membre de la commission des lois constitutionnelles, de la législation et de l'administration générale de la République [5 avril 1973] (p. 756), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission de la production et des échanges [2 avril 1977] (p. 1465).

Membre du conseil supérieur des habitations à loyer modéré [12 octobre 1973] (p. 4348).

Membre de la commission de contrôle et de gestion financière de l'ORTF [18 décembre 1973] (p. 7163).

DÉPOTS

— **Proposition de résolution** tendant à **modifier le règlement de l'Assemblée nationale** (n° **804**) [29 novembre 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi (n° 1565) relatif à la **protection de la nature** (n° **1764**) [18 juin 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat (n° 2309), relatif à la **protection de la nature** (n° **2372**) [9 juin 1976].

— **Rapport,** fait au nom de la commission de la production et des échanges, sur le projet de loi, modifié par le Sénat, en deuxième lecture (n° 2404), relatif à la **protection de la nature** (n° **2414**) [23 juin 1976].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **Aménagement du parc du Tremblay** [29 juin 1973] (p. 2706) : vocation du parc du Tremblay : grand ensemble de sport et de détente.

• *question au Gouvernement :*

— **inauguration d'un tronçon de l'autoroute Paris-Strasbourg** [27 octobre 1976] (p. 7098) : son étonnement devant cette « inauguration » par un parlementaire prétendant se substituer aux ministres compétents.

INTERVENTIONS

En qualité de vice-président :

1973

— **Hommage de bienvenue à une délégation du Parlement indonésien** [12 juin 1973] (p. 2031).

— **Intervention sur la question orale sans débat de M. Brochard** [22 juin 1973] (p. 2482) : temps de parole.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Soustelle** [22 juin 1973] (p. 2485) : question orale de M. Frêche relative aux écoutes téléphoniques : temps de parole de l'orateur.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Ducoloné** [28 juin 1973] (p. 2616) : conditions de discussion des amendements en séance publique.

— Donne lecture du **rapport** fait par les questeurs sur la présence d'un **magnétophone dans le bureau n° 9 de l'Assemblée** (rappel au règlement de M. Defferre) [23 octobre 1973] (p. 4659).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Hamel** [23 octobre 1973] (p. 4660) : pressions exercées sur le Parlement à l'occasion de la discussion de la loi d'orientation du commerce et de l'artisanat ; donne lecture de la délibération prise à ce sujet par le bureau de l'Assemblée et adressée au Premier ministre.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Première partie :*

[25 octobre 1973] (p. 4752) : **réponse aux observations de M. Fanton** (tenue de la séance un jeudi matin alors que des commissions poursuivent leurs travaux, absence de députés en séance) ; travaux de la délégation du bureau chargée de préparer une éventuelle modification du règlement ; indique qu'aucun des présidents de groupe n'a cru devoir jusqu'à ce jour répondre à la lettre du président de l'Assemblée nationale demandant à chacun son accord sur ces modifications ; (p. 4756) : **réponse au rappel au règlement de M. Mesmin** ; prend acte du fait que le président du groupe des réformateurs démocrates sociaux a été le premier et le seul jusqu'à maintenant à avoir répondu au président de l'Assemblée nationale au sujet de la réforme du règlement ; (p. 4767) : **réponse au rappel au règlement de M. Bécam** (conséquences des réunions des commissions sur le déroulement de la séance publique) ; **réponse au rappel au règlement de M. Alain Bonnet** (conséquences des réunions des commissaires sur le déroulement de la séance publique) ; référence à l'article 50 du règlement prévoyant une exception pour la discussion de la loi de finances ; [26 octobre 1973] (p. 4865) : **réponse au rappel au règlement de M. Michel Durafour** ; limitation des suspensions de séance à la durée demandée par les groupes ; [9 novembre 1973] (p. 5482) : intervient pour demander à M. Ralite de respecter son temps de parole.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1973** (n° **781**) [5 décembre 1973]. **Après l'Article 10** (p. 6654) : donne connaissance de l'interprétation donnée par le président à la suite de la demande de disjonction de l'article additionnel présentée par M. Boulloche ; non-application en l'espèce de l'article 42 de l'ordonnance organique relative aux lois de finances ; hypothèse de l'application de l'article 119 du règlement ; (p. 6655) : **réponse aux propos de M. Boulloche** relatifs à l'interprétation donnée par le président.

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Fanton et Frêche** [7 décembre 1973] (p. 6791) : inscription à l'ordre du jour de deux questions d'actualité portant sur le même sujet.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Chambaz** [14 décembre 1973] (p. 7047) : examen de la recevabilité de sa proposition de loi par la délégation du bureau.

1977

— **Levée de séance** [2 juin 1977] (p. 3356) : discussion de la proposition de loi n° 898 tendant à modifier l'article L 17 du code de la route.

— **Demande de suspension de séance** [28 juin 1977] (p. 4335) : les conditions de déroulement des débats ; (p. 4336) : l'approbation à l'unanimité de l'ordre du jour.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Forni** [30 juin 1977] (p. 4546) : la réunion des commissions mixtes paritaires de façon informelle avant leur désignation officielle ; la valeur de l'usage qui s'est instauré.

— **Proposition de loi adoptée par le Sénat, n° 261, tendant à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées par-**

lementaires en vue de préciser les moyens d'action des commissions d'enquête et de contrôle et de la proposition de loi n° 1532, tendant à modifier et à compléter l'article 6 de l'ordonnance n° 58-1100 du 17 novembre 1958 relative au fonctionnement des assemblées parlementaires (n°s **261, 1532**). **Troisième lecture. Réponse au rappel au règlement de M. Xavier Deniau** [30 juin 1977] (p. 4552) : indique qu'il ne renouvellera pas l'enregistrement des abstentions.

— **Proposition de loi tendant à modifier les articles 2, 7 et 10 de la loi n° 52-1310 du 10 septembre 1952, modifiée, relative à la composition et à la formation de l'assemblée territoriale de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **2888**). **Commission mixte paritaire** [30 juin 1977]. **Réponse au rappel au règlement de M. Forni** (p. 4553) : l'article 28 de la Constitution ; les conséquences d'un arrêt immédiat des travaux de l'assemblée ; l'usage de l'arrêt de la pendule ; la tradition constitutionnelle ; (p. 4554) : la présentation de candidatures supplémentaires pour une CMP par le groupe du PSRG ; (p. 4556) : l'application de l'article 28 de la Constitution ; la clôture de débats de la deuxième session ordinaire 1976-1977.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Wagner** [11 mai 1977] (p. 2653) : autorisation pour le Concorde d'atterrir à New York.

— **Hommage** à la mémoire de Mme Lucie Faure [3 octobre 1977] (p. 5766, 5767).

— **Projet de loi relatif à l'informatique et aux libertés** (n° **2516**). **Discussion des articles** [5 octobre 1977]. **Après l'Article 12** (p. 5850) : les problèmes de fond et de procédure posés par la discussion des amendements rattachés à l'article 12.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Première partie :*

Discussion des articles [18 octobre 1977]. **Article 3** (p. 6231) : les conditions de présentation des amendements n° 12 de M. Papon et n° 26 corrigé de M. Franceschi.

Deuxième partie :

Culture et environnement. — I. Culture. Examen des crédits [20 octobre 1977]. **Après l'Article 73** (p. 6425) : l'irrecevabilité des sous-amendements proposés par M. Ralite à l'amendement n° 117 de M. Robert-André Vivien.

— **Réponse au rappel au règlement de M. Ralite** [20 octobre 1977] (p. 6431) : le non-dépôt des deux sous-amendements dans le budget de la culture.

— **Souhaite la bienvenue** à une délégation de l'Assemblée de la République du Portugal [30 novembre 1977] (p. 8048).

— **Souhaite la bienvenue** au président du Soviet suprême de l'URSS [30 novembre 1977] (p. 8048).

— **Réponse au rappel au règlement de M. Lebon** [15 décembre 1977] (p. 8767) : l'intitulé des questions posées au Gouvernement par M. Lebon les 7 et 14 décembre 1977.

— **Conflit de compétence entre deux commissions** [20 décembre 1977] (p. 9076) : les dispositions de l'article 85 du règlement.

— **Réponse aux rappels au règlement de MM. Waldeck L'Huillier, Claudius-Petit et Fanton** [20 décembre 1977] (p. 9090) : l'absence des membres du Gouvernement intéressés par la discussion des textes à l'ordre du jour.

— **Question au Gouvernement de M. Virgile Barel : demande d'extradition de Klaus Barbie** [21 décembre 1977] (p. 9147) : hommage à M. Virgile Barel.

En qualité de député :

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5733) : décentralisation et situation sociale dans la banlieue parisienne ; taux de croissance de l'emploi dans la région parisienne ; suppression d'emplois dans la partie Est de la banlieue parisienne ; (p. 5734) : conditions d'application des mesures de décentralisation à l'égard des petites et moyennes entreprises ; déséquilibre entre les différentes catégories d'emplois, déséquilibre géographique entre l'Etat et l'ouest de Paris ; problèmes que pose la création d'infrastructures autoroutières dans un tissu urbain dense ; qualité de la vie et besoin d'infrastructures ; transports en commun ; environnement, protection des riverains par rapport aux nuisances que crée une autoroute ; accumulation des nuisances dans le département du Val-de-Marne ; urbanisme à l'échelle de l'homme.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision** (n° **1161**). **Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3733) : le projet vient bien tard, historique des réformes avortées ; les personnels fantômes ; les surprises de l'organigramme ; l'échec de la comptabilité ana-

lytique ; (p. 3735) : l'exemple de l'émulation entre radios périphériques et radio nationale.

1975

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7376) : l'insuffisance des efforts en faveur de la navigation fluviale ; (p. 7377) : le retard pris dans le domaine des voies navigables ; prévoir la modernisation du réseau Freycinet ; réaliser des voies à grand gabarit Rhin-Rhône, Seine-Nord et Seine-Est ; le cas des autoroutes et plus particulièrement celui de l'autoroute A 4 ; (p. 7378) : la contradiction existant entre le système de péage sur l'autoroute A 4 et le schéma directeur de la région parisienne.

Qualité de la vie. — I. Environnement [7 novembre 1975] (p. 8096) : la grande illusion que risque de constituer la création d'un ministère de la qualité de la vie ; insuffisance des effectifs de l'administration centrale et des départements ; accroître les possibilités d'action interministérielle ; les erreurs commises dans le domaine de l'habitat et de l'urbanisme ; prendre en compte la qualité de la vie dès l'élaboration des projets d'urbanisme.

Débat préparatoire en commission élargie à l'examen des crédits du ministère de la Justice. Débat du 12 novembre 1975 [*J.O.* Débats du 17 novembre 1975] (p. 8518) : interroge le garde des sceaux sur les projets de création d'une cour d'appel à Créteil.

1976

— **Projet de loi relatif à la protection de la nature** (n° **1565**), rapporteur. **Première lecture. Discussion générale** [22 avril 1976] (p. 2035) : les efforts accomplis par le ministère de la qualité de la vie qui se soldent par un bilan positif ; l'objet du projet : protection de la flore, de la faune et de l'environnement, du cadre de vie ; les préoccupations qui se sont fait jour au sein de la commission de la production et des échanges ; une législation qui s'est faite au coup par coup ; (p. 2036) : le projet de loi, texte nécessaire mais insuffisant ; les précisions apportées par la commission ; l'introduction au sein du projet de la charte de l'animal ; (p. 2037) : la répression plus sévère des abandons d'animaux ; le texte proposé par la commission à l'article 2 ; sa volonté de voir inscrite dans la loi l'obligation de l'étude d'impact pour les grands ouvrages et les documents d'urbanisme ; la publicité de cette étude lors de la procédure d'utilité publique. **Discussion des articles** [22 avril 1976]. **Article premier** (p. 2062) : considère comme trop restrictive l'interprétation donnée par l'amendement n° 69 du Gouvernement ; son amendement n° 9 : prise en compte de la protection des paysages ; adopté ; sur l'amendement n° 115 défendu par M. Dutard, rappelle que les sites d'intérêt géologique sont visés par les amendements aux articles suivants ; son amendement n° 10 : rédactionnel ; adopté ; (p. 2063) : son amendement n° 11 : obligation de respect de la sauvegarde du patrimoine naturel ; adopté ; sur l'amendement n° 96 de M. Blanc, s'en remet à la sagesse de l'Assemblée. **Après l'Article premier** (p. 2064) : ne voit pas l'intérêt de l'amendement n° 1 défendu par M. Dutard ; considère que l'amendement n° 58 défendu par M. Mesmin est de nature réglementaire ; est hostile à l'amendement n° 59 de M. Daillet. **Article 2** (p. 2066) : son amendement n° 12 : mise en œuvre et publicité des études d'impact ; considère que l'amendement de M. Legendre, dont l'inspiration est louable, empiète sur le domaine réglementaire ; (p. 2067) : insiste sur les lacunes que contient l'amendement n° 70 du Gouvernement ; (p. 2068) : sa réponse aux observations de M. Legendre sur son amendement n° 12 ; (p. 2069) : souhaite que l'amendement n° 70 du Gouvernement précise les conditions dans lesquelles les études d'impact seront rendues publiques ; souhaite que toute modification d'un POS soit précédée d'une étude d'impact ; (p. 2070) : accepte de prendre comme base de la discussion l'amendement n° 70 du Gouvernement ; précise à l'intention de M. Mexandeau que c'est le Gouvernement qui s'est rapproché des vues de la commission de la production et non l'inverse ; (p. 2071) : n'est pas favorable au sous-amendement n° 123 de M. Mesmin à l'amendement n° 70 du Gouvernement ; (p. 2072) : est favorable au sous-amendement n° 126 de M. Mesmin à l'amendement n° 70 du Gouvernement ; (p. 2072, 2073) : propose à M. Mesmin de supprimer à la fin de son sous-amendement n° 126 les mots « ou sur l'irrégularité de la procédure d'élaboration » ; (p. 2073) : son amendement n° 12 devient sans objet après adoption de l'amendement n° 70 du Gouvernement. **Avant l'Article 3** : son amendement n° 13 : rédactionnel ; adopté. **Article 3** (p. 2074) : son amendement n° 14 : supprimer les mots « l'approche ou la chasse photographique » ; adopté ; son amendement n° 15 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 16 : rédactionnel ; adopté ; son amendement n° 17 : interdiction de la destruction des sites fossilifères ; adopté. **Article 4** (p. 2075) : son amendement n° 18 : protection des espèces animales pendant les périodes où elles sont particulièrement vulnérables ; adopté après adoption du sous-amendement n° 71 du Gouvernement ; son amendement n° 19 : fixation des conditions de pratique de la chasse photo-

graphique ; adopté après adoption du sous-amendement n° 72 du Gouvernement ; (p. 2076) : son amendement n° 20 : harmonisation de l'article avec les dispositions préalablement adoptées ; adopté. **Article 5** : son amendement n° 21 : activités de commerce des animaux et des plantes sauvages pouvant être réglementées ; adopté après adoption du sous-amendement n° 73 du Gouvernement. **Après l'Article 5** (p. 2076) : son amendement n° 22 : autorisation d'ouverture des établissements ayant pour objet la présentation, au public, d'animaux ; adopté après adoption du sous-amendement n° 74 du Gouvernement ; (p. 2077) : son amendement n° 23 : liste des établissements soumis au contrôle de l'autorité administrative ; adopté après adoption des sous-amendements n°s 75 et 92 du Gouvernement ; son amendement n° 24 : exclusion du domaine d'application des articles 5 *bis* et 5 *ter* des produits de la pêche ; adopté ; son amendement n° 25 : insertion du chapitre premier *bis* « protection de l'animal » ; adopté ; son amendement n° 26 : principe de la responsabilité du propriétaire d'un animal ; adopté ; (p. 2078) : son amendement n° 27 : régime du droit de posséder des animaux ; adopté après adoption du sous-amendement n° 76 du Gouvernement ; son amendement n° 28 : modification du titre V du livre VII du code rural ; adopté ; son amendement n° 79 : interdiction de l'exercice de mauvais traitements envers les animaux domestiques ; adopté après adoption du sous-amendement n° 114 de M. Cornette ; (p. 2079) : son amendement n° 30 : devenu sans objet du fait de l'adoption du sous-amendement n° 114 à l'amendement n° 29 ; son amendement n° 31 : sanctions applicables en cas d'abandon volontaire d'un animal domestique, ou apprivoisé, ou tenu en captivité ; adopté après adoption du sous-amendement n° 108 de Mme Thome-Patenôtre et du sous-amendement n° 78 du Gouvernement ; (p. 2080) : son amendement n° 127 : conditions d'exercice par les associations de protection animale des droits attribués à la partie civile ; adopté ; (p. 2081) : s'oppose à l'amendement n° 97 de M. Jacques Blanc. **Avant l'Article 6** : son amendement n° 32 : rédactionel ; adopté. **Article 6** : son amendement n° 33 : prise en considération de la conservation des gîtes minéraux et fossilifères ; retiré ; (p. 2082) : son amendement n° 34 : rédactionnel ; adopté après adoption du sous-amendement n° 81 du Gouvernement ; son amendement n° 35 : prise en considération de la préservation des sites présentant un intérêt ethnologique ; adopté. **Article 7** (p. 2083) : son amendement n° 36 : amélioration des garanties des propriétaires ; adopté. **Article 8** : n'est pas hostile sur le fond à l'amendement n° 99 de M. Jacques Blanc ; considère, toutefois, qu'il n'est pas utile dans la mesure où un amendement du même auteur et allant dans le même sens a été adopté à l'article premier. **Article 9** (p. 2084) : son amendement n° 37 : transmission de l'acte de classement au maire de chaque commune concernée ; adopté après adoption du sous-amendement n° 82 du Gouvernement ; son amendement n° 38 : notification de l'acte de classement au propriétaire et au titulaire de droits réels ; adopté. **Article 13** (p. 2086) : son amendement n° 39 : consultation du Conseil national de la protection de la nature ; devenu sans objet. **Après l'Article 13** : ses sous-amendements n° 129 et n° 130 à l'amendement n° 84 du Gouvernement : rédactionnels ; adoptés ; son amendement n° 40 : devenu sans objet. **Article 14** (p. 2087) : son amendement n° 41 : délégation de la gestion des réserves naturelles à des établissements publics ; adopté. **Article 15** : son amendement n° 42 : supprimer l'article 15 ; amendement de coordination ; adopté. **Après l'Article 15** : son amendement n° 43 : application aux réserves naturelles des dispositions ayant pour objet la réorganisation de la protection des monuments naturels et de certains sites ; adopté après adoption du sous-amendement n° 85 du Gouvernement ; (p. 2089) : se déclare favorable à l'amendement n° 128 du Gouvernement. **Article 16** (p. 2090) : son amendement n° 44 : de forme ; adopté après adoption des sous-amendements n°s 86 et 87 du Gouvernement ; son amendement n° 45 : de forme ; adopté ; son amendement n° 46 : rédactionnel ; adopté. **Article 17** (p. 2090) : son amendement n° 47 : modification du délai de notification du procès-verbal ; adopté. **Article 18** : son amendement n° 48 : rédactionnel ; adopté. **Article 19** : son amendement n° 49 : de forme ; retiré. **Après l'Article 20** : (p. 2091) : son sous-amendement n° 131 à l'amendement n° 90 du Gouvernement : insertion de l'amendement dans le code rural ; adopté. **Article 22** : son amendement n° 50 : supprimer l'article 22 ; amendement de régularisation ; adopté. **Article 23** : son amendement n° 51 : supprimer l'article 23 ; adopté. **Article 24** : son amendement n° 52 : suppression du dernier alinéa de l'article 24 ; adopté. **Après l'Article 24** (p. 2092) : son amendement n° 53 : extension aux zones maritimes de l'habilitation des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles ; adopté ; son amendement n° 54 : force probante des procès-verbaux des agents des parcs nationaux et des réserves naturelles ; adopté ; son amendement n° 55 : devenu sans objet. **Article 26** (p. 2093) : son amendement n° 56 : rédactionnel ; adopté. **Après l'Article 26** : son amendement n° 57 : extension du champ d'application de la loi aux terres australes et

antarctiques françaises ; adopté. **Explications de vote** [27 avril 1976] (p. 2165) : demande à l'Assemblée nationale de se prononcer par vote unanime. **Deuxième lecture. Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4059) : l'accord du Sénat sur les options fondamentales. **Discussion des articles** [11 juin 1976]. **Article 2** (p. 4060) : accepte l'amendement n° 9 de M. Mesmin ; son amendement n° 2 : inclusion dans les études d'impact des mesures propres à réduire les conséquences dommageables des aménagements pour l'environnement ; adopté ; son amendement n° 3 : conditions dans lesquelles le ministre de l'environnement pourra être saisi à propos de toute étude d'impact ; estime utile la précaution apportée par son amendement n° 3 ; amendement n° 3 adopté ; son amendement n° 4 tendant à permettre une constatation rapide de l'absence d'études d'impact afin d'éviter les dommages irréparables en recourant à la procédure d'urgence ; accepte la modification de forme proposé par M. Fontaine ; amendement n° 4 adopté. **Article 5** (p. 4061) : trouve l'amendement n° 24 de M. Bertrand Denis moins précis que l'amendement n° 15 du Gouvernement ; s'en remet à la sagesse du Gouvernement. **Article 5** *bis* (p. 4062) : est d'accord avec l'amendement n° 16 du Gouvernement. **Article 5** *quater* : accepte l'amendement n° 1 de M. Bécam. **Article 5** *sexies* : son amendement n° 5 : fixation par décret en Conseil d'Etat des modalités d'application des dispositions de la loi ; adopté. **Article 5** *octies* (p. 4063) : trouve l'amendement n° 17 du Gouvernement trop impératif pour les communes ; son amendement n° 6 : modification rédactionnelle ; adopté ; (p. 4064) : son amendement n° 7 tendant à préciser un délai de trois jours ouvrables ; ajoute qu'il est indispensable de distinguer les animaux identifiables et non identifiables ; précise que la commission n'a pas examiné l'amendement n° 22 de Mme Thome-Patenôtre et suggère quatre jours ouvrables ; objecte les périodes de week-end ; accepte d'inscrire « ouvrable et francs » ; amendement n° 7 adopté. **Article 5** *nonies* (p. 4065) : estime que l'amendement n° 23 de Mme Thome-Patenôtre est superflu ; répond à M. Fontaine que l'amendement n° 23 de Mme Thome-Patenôtre ne vise pas les combats de coqs ; craint une équivoque quant à l'euthanasie. **Article 8** (p. 4066) : sur l'amendement n° 14 de M. Gabriel, se déclare perplexe devant le mot « halieutique » ; (p. 4067) : propose une formulation intermédiaire entre l'amendement n° 14 de M. Gabriel et l'amendement du Gouvernement ; se rallie à l'amendement du Gouvernement. **Article 13** *bis* (p. 4068) : sur l'amendement n° 18 du Gouvernement, estime que le département peut être intéressé dans certains cas ; juge l'amendement n° 11 de M. Richomme déplacé. **Article 15** (p. 4069) : son amendement n° 8 tendant à ouvrir une enquête publique avant la constitution d'une réserve naturelle ; maintient la rédaction de son amendement n° 8 ; amendement adopté. **Article 19** *bis* (p. 4071) : soutient l'amendement n° 19 du Gouvernement. **Article 21** : soutient l'amendement n° 20 du Gouvernement. **Article 22 A** (p. 4072) : considère que l'amendement n° 21 de M. Corrèze défendu par M. Bécam aurait mieux sa place dans un texte sur la chasse ; indique que les sous-amendements n° 26 et n° 27 de M. de Poulpiquet ne lui ont pas été soumis.

— **Projet de loi portant approbation du VII^e^ Plan de développement économique et social** (n° **2344**). **Discussion générale** [24 juin 1976] (p. 4653) : ses inquiétudes en matière de transports et de voies navigables ; (p. 4654) : l'urgence de réaliser un ensemble de liaisons à grand gabarit entre le bassin de la Seine et la région du Nord ; la nécessité d'entreprendre la liaison avec la région de l'Est ; son coût financier ; le recours possible à l'emprunt ; regrette de n'avoir pu prendre la parole à la suite d'une permutation.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Première partie :*

Discussion des articles [22 octobre 1976]. **Article 5** (p. 6944) : l'article 5, révélateur d'un état d'esprit qui devrait être abandonné ; la pénalisation de la navigation de plaisance et des sports nautiques ; les châteaux ; les voitures de grand luxe ; tenir compte de l'évolution de la navigation touristique et sportive ; le conseil supérieur de la navigation de plaisance et des sports nautiques ; le cumul de la taxe au tonneau et de la taxe au cheval ; la démocratisation de la navigation de plaisance ; les petits bateaux ; la navigation sportive l'aménagement du territoire tendant à développer le tourisme et le sport nautique.

Deuxième partie :

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7087) : le retard du réseau navigable ; la rentabilité des voies navigables ; la liaison Rhin - Rhône ; le PAP ne devant pas être un programme d'action exclusif ; le canal de Saint-Quentin ; le canal du Nord ; la stagnation de la Picardie ; les déboires en Haute-Normandie ; la Champagne Ardenne ; la complémentarité des liaisons Seine - Nord et Seine - Est ; le problème du blocage du canal de Saint-Quentin et du canal du Nord ; l'option Rhin - Rhône, une option politique et coûteuse ne répondant pas aux impératifs de l'économie et des transports ; (p. 7088) : les liaisons mer du Nord - mer Noire ; la liaison Seine - Nord ; la liaison Compiègne - Reims.

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : Aménagement du territoire [18 novembre 1976] (p. 8267) ; le plan et les voies navigables ; les transports fluviaux ; l'axe Rhin - Rhône ; les autres besoins ; voies navigables et aménagement du territoire ; le Nord - Pas-de-Calais ; la Champagne - Ardenne et l'Ouest ; la liaison Rhin - Rhône, une option d'aménagement du territoire et non une politique des transports ; le financement de la liaison Rhin - Rhône ; (p. 8268) : sa rentabilité ; la région parisienne ; la déconcentration ; ses emplois ; la banlieue.

1977

— **Projet de loi autorisant l'approbation des dispositions annexées à la décision du Conseil des Communautés européennes du 20 septembre 1976 et relatives à l'élection des représentants à l'Assemblée des Communautés européennes au suffrage universel direct** (n° **2920**). **Discussion générale** [14 juin 1977]. **Rappel au règlement** (p. 3724) : la décision du bureau relative à l'application de l'article 128 du règlement ; le droit d'amendement en matière de ratification de traité ou de convention.

O

ODRU (Louis)

Député de Seine-Saint-Denis
(7e circonscription)
(C).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe communiste [2 avril 1973] (p. 745).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission d'enquête sur les pratiques des sociétés pétrolières en France [28 juin 1974] (p. 3212).

Membre de la commission spéciale chargée d'examiner le projet de loi (n° 2388) relatif au contrôle de la concentration économique et à la répression des ententes illicites et des abus de position dominante [6 juillet 1976] (p. 5094).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** relative à l'**égalité de rémunération entre les hommes et les femmes** (n° 329) [10 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **assurer une meilleure protection des personnes âgées ayant des reconnaissances de dettes impayées** (n° 332) [10 mai 1973].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 726), adopté par le Sénat, **autorisant l'approbation de l'avenant du 31 janvier 1973, à la convention générale entre la France et la Yougoslavie sur la sécurité sociale, signée le 5 janvier 1950, modifiée et complétée par les avenants des 8 février et 13 février 1969** (n° 766) [16 novembre 1973].

— **Proposition de loi** tendant à assurer le **paiement mensuel des pensions de retraite ou d'invalidité** (n° 994) [6 juin 1974].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1957), adopté par le Sénat, autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à l'**accord sur le sauvetage des astronautes,** le retour des astronautes et la restitution des objets lancés dans l'espace extra-atmosphérique, fait à Londres, Moscou et Washington le 22 avril 1968 (n° 1994) [20 novembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi, adopté par le Sénat n(° 1956), autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la **convention** sur la responsabilité internationale pour les dommages causés par des **objets spatiaux,** faite à Londres, Moscou et Washington le 29 mars 1972 (n° 1999) [20 novembre 1975].

— **Proposition de loi** tendant à étendre le bénéfice de la loi n° 71-1132 du 31 décembre 1971 aux assurés titulaires d'une **pension de vieillesse** du régime général de la **sécurité sociale** et du régime des travailleurs salariés agricoles liquidée antérieurement au 1er janvier 1975 (n° 2107) [19 décembre 1975].

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 2947) autorisant l'approbation de la **convention sur la sécurité sociale** entre le Gouvernement de la **République française** et le Gouvernement de la **République socialiste de Roumanie,** signée à Paris le 16 décembre 1976 (n° 3024) [23 juin 1977].

QUESTIONS

• *question d'actualité :*

— **M. Ralite : Création artistique** [11 mai 1973] (p. 1216) : le refus de répondre à M. le ministre des affaires culturelles.

• *questions au Gouvernement :*

— **Participation de la France au sommet atlantique** [19 juin 1974] (p. 2786).

— **Relations entre les services de police français et étrangers** [4 décembre 1974] (p. 7376).

— **Avenir de la Société de construction Chapuzet** [11 décembre 1974] (p. 7674, 7675).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Labbé** (n° **14998**), **Carpentier** (n° **15162**), **Berthelot** (n° **15168**), **Bégault** (n° **15297**), **Cabanel** (n° **15345**) : **Problèmes de l'emploi** [11 décembre 1974] (p. 7708, 7709) : la fermeture d'entreprises à Montreuil dans la Seine-Saint-Denis.

• *question au Gouvernement :*

— **Taxe de raccordement des lignes téléphoniques et grève des personnels des PTT** [18 décembre 1974] (p. 8043).

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8079) : la réalisation par le cartel pétrolier d'ententes concurrentielles entre les filiales françaises des sept majors et les deux compagnies françaises pour se partager les marchés administratifs et les marchés de gros du fuel ; la régénération des huiles usagées ; les circonstances atténuantes accordées aux sociétés pétrolières par la commission technique des ententes.

• *questions au Gouvernement :*

— **Situation de l'entreprise Grandin** [16 avril 1975] (p. 1736).

— **Relations de la France avec le Viet-Nam** [7 mai 1975] (p. 2455) : la campagne « contre les Viets ».

— **Occupation de l'entreprise Grandin** [4 juin 1975] (p. 3658).

— **Attentats perpétrés sur le territoire national** [11 juin 1975] (p. 3975) : attentats commis en France contre des personnalités antifranquistes.

— **Projet d'intervention française au Liban** [26 mai 1976] (p. 3499) : impossibilité pour la France de se lancer dans cette « croisade colonialiste du pouvoir giscardien » ; la détérioration des relations franco-arabes.

— **Construction de centrales nucléaires en Afrique du Sud** [2 juin 1976] (p. 3634) : l'indignation soulevée par la livraison de centrales nucléaires à l'Afrique du Sud et par la collaboration du pouvoir avec les dirigeants de Prétoria ; les moyens de fabriquer l'arme atomique donnés ainsi à l'Afrique du Sud par le Gouvernement ; la volonté des travailleurs de faire échec à cette opération.

— **Etablissements Barthelay à Montreuil** [30 juin 1976] (p. 4953) : nécessité de prendre des mesures rapides pour assurer le redémarrage de cette entreprise.

— **Attaque d'une colonne du Polisario** [21 décembre 1977] (p. 9147) : l'action de la France en Mauritanie ; le droit à l'autodétermination du peuple sahraoui ; exige l'arrêt immédiat de l'intervention militaire giscardienne.

INTERVENTIONS

1973

— **Ordre du jour complémentaire. Explications de vote** [19 juin 1973] (p. 2275) : sa satisfaction devant l'inscription à l'ordre du jour de la proposition de loi accordant la retraite à soixante ans aux anciens prisonniers de guerre ; son souci de faire échec aux manœuvres qui tendraient à retarder la discussion ; regrette que le texte reconnaissant la qualité d'ancien combattant aux anciens d'AFN soit renvoyé à la session d'automne ; la volonté des députés communistes d'agir en faveur de toutes les catégories d'anciens combattants.

— **Rappel au règlement** [27 juin 1973] (p. 2549) : discussion de la proposition de loi tendant à instituer la retraite à soixante ans pour les anciens prisonniers de guerre et les anciens combattants ; son acceptation de la proposition d'une session extraordinaire du Parlement.

— **Proposition de loi tendant à modifier la loi n° 51-1372 du 1er décembre 1951 et à proroger diverses dispositions transitoires prises en raison de la crise du logement** (n° **502**). **Discussion générale** [28 juin 1973] (p. 2612) : situation du foyer de jeunes travailleurs de Gagny ; position du Gouvernement sur l'expulsion de ces travailleurs ; nature des instructions données aux préfets.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord international de 1972 sur le cacao** (n° **519**). **Explications de vote** [28 juin 1973] (p. 2617) : obstacles à la participation de l'accord de certains Etats ; dispositions de l'accord en contradiction avec la charte de l'ONU ; refus du groupe communiste d'accepter ces dispositions.

— **Projet de loi relatif au droit de licenciement** (n° **197**). **Troisième lecture. Explications de vote** [30 juin 1973] (p. 2748) : vote de son groupe contre le projet.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5590) : éclatement du cadre défini par les accords de coopération avec les Etats africains et malgache ; mission demandée par cinq Etats ; crise de l'OCAM ; revendications des pays africains ; résolution de la conférence d'Alger des pays non alignés affirmant la souveraineté nationale sur les richesses du sol et du sous-sol ; écroulement du dispositif néo-colonial mis en place en 1960 ; politique nouvelle de coopération réclamée depuis de longues années par le parti communiste ; orientations définies dans le programme commun de la gauche ; (p. 5591) : sécheresse dans les pays du Sahel ; intervention de l'association française d'amitié et de solidarité avec les peuples d'Afrique ; état des besoins donné par la conférence de Ouagadougou ; ses questions au ministre sur la participation de la France à la réalisation concrète des projets envisagés au Sahel ; la reconnaissance de la Guinée et de la nouvelle République de Guinée Bissau ; les livraisons d'armes ; l'expression budgétaire de la promesse faite en Afrique par le président de la République d'annuler une somme d'un milliard de francs réclamée par le Gouvernement français aux Etats africains ; (p. 5601) : annonce que le groupe communiste votera contre tous les crédits.

Services du premier ministre. — Réformes administratives. — Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité [20 novembre 1973] (p. 6085) : ses observations sur le district parisien ; conteste la représentativité du conseil d'administration du district, tutelles politque et technique ; absence de démocratie dans son fonctionnement ; conditions de décision de la construction de la ligne d'aérotrain entre la Défense et Cergy-Pontoise ; ses observations sur les institutions de la région parisienne ; non-participation des élus aux décisions ; spéculation foncière et immobilière ; structures antidémocratiques du district, départements-dortoirs, profits des promoteurs de bureaux et des grandes sociétés ; réalisation de surface de la branche est du RER ; superpériphérique ; se prononce pour les rocades routières, lancement d'un emprunt, orientation du programme commun de gouvernement de la gauche dans le domaine régional.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'avenant du 31 janvier 1973 à la convention sur la sécurité sociale entre la France et la Yougoslavie** (n° **276**). **Discussion générale** [12 décembre 1973] (p. 6910) : rapporteur : conditions de l'octroi des allocations familialles et des soins de santé aux travailleurs yougoslaves en France et français en Yougoslavie ; suppression du délai maximum de six ans ; (p. 6911) : insuffisance de l'information sur les travailleurs immigrés en France ; sa question concernant les statistiques de demandes de naturalisation ; impossibilité de mesurer la portée de la convention ; avis favorable à l'adoption de la commission des affaires étrangères.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification de la convention européenne des droits de l'homme** (n° **743**). **Discussion générale** [20 décembre 1973] (p. 7266) : contexte dans lequel la convention a été signée il y a vingt-trois ans ; évolution historique de l'Europe capitaliste ; ses observations sur le contenu de la convention, son manque d'efficacité pratique ; recours d'Etat à Etat et requêtes individuelles ; applications concrètes des droits et libertés et luttes populaires ; ses observations sur les réserves présentées par le Gouvernement et concernant l'article 16 de la Constitution ; article 14 de la convention condamnant les discriminations de toute nature et situation des droits et libertés en France, mise en cause des libertés individuelles, atteintes aux libertés syndicales, écoutes téléphoniques, déclarations du comité de liaison presse - policiers - magistrats ; (p. 7267) : conditions de déroulement des élections à la Réunion et à Djibouti ; caractère antidémocratique du régime ; votera la convention malgré ses insuffisances ; sa volonté d'une amélioration radicale des conditions d'existence des hommes ; liberté et organisation sociale libérant l'homme des soucis matériels ; programme commun de la gauche.

— **Projet de loi relatif à la modification des bases de la fiscalité directe locale** (n° **637**). **Troisième lecture. Explications de vote** [20 décembre 1973] (p. 7278) : vote de son groupe contre le projet.

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Travail [4 novembre 1974] (p. 5809) : la politique de l'immigration, établie sans consultation, est conforme aux intérêts du grand capital ; l'arrêt de l'immigration clandestine en raison du chômage n'empêche pas des dérogations pour les grandes entreprises ; exemples de Peugeot à Mulhouse et Sochaux ; hormis le logement et l'accueil des immigrés, où les retards ne pourront être comblés, les réformes annoncées demeurent des intentions ; le refus de faire siéger les syndicats représentatifs à l'office national de l'immigration ; les missions de recrutement organisées à l'étranger par les grandes sociétés et leur participation aux ré-

seaux d'accueil en France : exemple de la Maison du travailleur étranger dans le Rhône et du Comité des travailleurs migrants à Mulhouse ; absence de contrôle démocratique sur ces réseaux d'accueil ; le renvoi de session en session du projet de loi relatif à l'extension des droits syndicaux aux travailleurs immigrés et la non-application des lois anti-racistes ; substituer une autre politique de l'immigration qui tienne compte des besoins des pays exportateurs ; (p. 5810) : le travailleur immigré doit devenir un coopérant et pouvoir acquérir une qualification professionnelle correspondant aux besoins de l'économie de son pays natal ; la proposition de loi du groupe communiste déposée depuis 1967 ; appelle à la lutte unie des travailleurs français et immigrés.

Affaires étrangères [6 novembre 1974]. **Etat B - Titre IV** (p. 5986) : contre la politique du Gouvernement à l'égard du Chili ; (p. 5987) : vote hostile du groupe communiste sur les titres IV, V, VI.

Equipement, logement [16 novembre 1974]. **Article 52** (p. 6603) : sur l'article : les exigences en matière de contrôle des loyers des immigrés ; certaines communes « résidentielles » s'opposent à la création de foyers.

— **Projet de loi portant convention d'ordre judiciaire entre la France et Madagascar** (n° **953**). **Discussion générale** [21 novembre 1974] (p. 6935) : s'inquiète du sort des sept autres accords signés avec Madagascar.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, portant convention fiscale franco-espagnole** (n° **1103**). **Discussion générale** [22 novembre 1974] (p. 6981) : par solidarité avec le peuple espagnol, le groupe communiste votera contre le projet.

1975

— **Projet de loi relatif à l'éducation** (n° **1736**). **Discussion des articles** [19 juin 1975]. **Avant l'Article premier** (p. 4410, 4411) : son amendement n° 33 : définition moderne et démocratique de l'éducation nationale et de ses missions ; repoussé.

— **Projet de loi relatif à l'indépendance du territoire des Comores** (n° **1734**). **Après déclaration d'urgence, discussion des articles** [26 juin 1975]. **Article premier** (p. 4791) : s'oppose, au nom du groupe communiste, à l'amendement n° 34 de M. Debré. **Article 2** (p. 4796) : l'organisation à terme de la participation de l'archipel ; cite un extrait du rapport de la commission d'enquête aux Comores. **Article 8** (p. 4801) : son hostilité à l'article. **Explications de vote** (p. 4803) : le groupe communiste ne votera pas un projet néo-colonialiste qui organise à terme la partition de l'île.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [29 octobre 1975] (p. 7562) : la dégradation des positions françaises du fait de la politique réactionnaire du Gouvernement ; l'exemple des positions françaises sur l'Indochine, le Portugal, l'Espagne et lors des négociations d'Helsinki ; la non-participation de la France aux négociations de Vienne et de Genève ; le voyage du Président de la République en URSS ; la rupture avec la politique étrangère du Général de Gaulle ; (p. 7563) : les monopoles internationaux ; la politique française vis-à-vis de l'outre-mer et en matière de coopération ; suivre les orientations définies dans le programme commun ; les fusées Pluton et la nécessité d'une défense nationale moderne ; la coopération avec l'ensemble des pays. **Explications de vote** (p. 7575) : le groupe communiste votera contre les crédits.

— **Projets de loi autorisant la ratification de conventions conclues avec la République gabonaise** (n° **1958** et n° **1952**). **Discussion générale** [3 décembre 1975] (p. 9252) : juge insuffisantes les modifications apportées aux anciens accords franco-gabonais ; s'étonne que le gouvernement ne soumette que deux nouvelles conventions ; (p. 9253) : insiste sur la nécessité d'établir sur des bases nouvelles les rapports franco-gabonais ; l'absence d'opposition du groupe communiste à l'approbation des deux conventions.

— **Projets de loi portant approbation de neuf conventions conclues entre la France et la République du Sénégal** (n°s **1882, 1883, 1884, 1885, 1886, 1887, 1888, 1889, 1890**). **Discussion générale** [3 décembre 1975] (p. 9256) : des conventions qui sont loin de répondre aux vœux du peuple sénégalais qui veut rompre avec le néo-colonialisme ; l'absence de dispositions permettant de mettre fin à l'activité des « négriers » ; l'atteinte portée au principe de non-ingérence par la convention sur la coopération militaire ; le vote négatif du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au régime fiscal de certains investissements dans le territoire de la Nouvelle-Calédonie** (n° **2007**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9596) : une réforme qui favorise les grandes sociétés métallurgiques et pétrolières ; un projet qui révèle une démarche néo-colonialiste.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord portant création d'un fonds de soutien financier de l'OCDE** (n° **1924**). **Discussion générale** [10 décembre 1975] (p. 9633) : la constitution d'une sorte de club des pays capitalistes pour gérer la crise, élément essentiel du fonds de soutien financier de l'OCDE.

— **Projet de loi portant paiement des créances des salariés** (n° **2047**). **Discussion générale** [15 décembre 1975] (p. 9809) : un projet dangereux pour les travailleurs selon les communistes ; leur hostilité au plafonnement proposé par le Gouvernement. **Discussion des articles. Article 2** (p. 9813) : apporte son soutien à l'amendement n° 3 de M. Bolo ; ne veut pas laisser au Gouvernement le soin de fixer le plafond ; ne veut pas limiter la garantie, limitation qui frapperait les travailleurs.

— **Projet de loi portant création et organisation de la région Ile-de-France** (n° **1867**). **Discussion des articles** [18 décembre 1975]. **Après l'Article 6** (p. 9991) : son rappel au règlement portant sur le retrait de l'amendement n° 77 de M. Bourson.

1976

— **Propositions de lois organiques relatives à l'élection du Président de la République au suffrage universel** (n^{os} **875-7-926**). **Discussion générale** [20 avril 1976] (p. 1918). oppose la question préalable au texte en discussion ; estime que le régime bafoue les libertés ; déclare que tant que la proposition communiste relative aux libertés n'aura pas été inscrite à l'ordre du jour, il n'y a pas lieu de procéder à des réformes constitutionnelles.

— **Projet de loi tendant à renforcer la répression en matière de trafics et d'emplois irréguliers de main-d'œuvre étrangère** (n° **2133**). **Discussion générale** [29 avril 1976] (p. 2230) : ses observations relatives à l'intervention de M. Hamel.

— **Projet de loi relatif au développement de la prévention des accidents du travail** (n° **2209**). **Explications de vote** [13 mai 1976] (p. 3020) : affirme que le projet ne répond pas au vœu des travailleurs en ce qui concerne l'établissement de la responsabilité, la prévention, la réparation, les sanctions pénales, le respect des règlements ; souligne que le projet dilue et atténue la responsabilité des chefs d'entreprise et que la majorité a fait triompher les thèses du patronat ; indique que les députés communistes voteront contre le projet.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre la France et Singapour sur l'encouragement et la protection des investissements** (n° **2217**). **Première lecture. Explications de vote** [25 juin 1976] (p. 4744) : s'oppose à l'accord entre le Gouvernement français et le Gouvernement de Singapour ; le chômage total et partiel des travailleurs français ; l'exploitation féroce des travailleurs de Singapour ; s'oppose à l'accord entre le Gouvernement français et le Gouvernement marocain car il est essentiellement favorable aux intérêts des monopoles français, étant un encouragement à la politique d'annexion du Sahara occidental ; (p. 4745) : le groupe communiste votera contre ces deux projets d'accord présentés par le Gouvernement. **Deuxième lecture. Explications de vote** [30 juin 1976] (p. 4956) : indique que le groupe communiste votera contre.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de la convention d'établissement entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République gabonaise** (n° **2299**). **Explications de vote** [25 juin 1976] (p. 4746) : les dispositions dangereuses pour les droits et libertés des citoyens gabonais en France et des citoyens français au Gabon du fait des modifications des règles concernant l'expulsion ; s'oppose à ce projet de loi.

— **Projet de loi relatif à la participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue** (n° **2245**). **Discussion générale** [25 juin 1976] (p. 4747) : le fléau du chômage perpétué par le VII^{e} Plan ; un projet de loi qui traduit les besoins du grand patronat pour adapter les salariés aux besoins de la production ; les « stages-parking » ; un projet alibi auquel est opposé le groupe communiste.

— **Projet de loi relatif à la zone économique au large des côtes du territoire de la République** (n° **2410**). **Discussion générale** [1er juillet 1976] (p. 5006) : réaffirme le droit des peuples des DOM-TOM à l'autodétermination ; réclame la fin du pillage de leurs richesses maritimes.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères. Examen des crédits [9 novembre 1976]. **Etat B - Titre III** (p. 7844) : le vote hostile du groupe communiste.

Travail [15 novembre 1976] (p. 8007) : définition et mise en œuvre d'une véritable politique de l'emploi ; le fonds national du chômage ; le FPA ; le fonds national de l'emploi ; l'agence nationale ; les créations de postes d'inspecteur du travail ; Ambroise Croizat ; les foyers ouvriers et la pauvreté ; la situation des OS ; le plan Barre ; les salaires responsables de l'inflation ; (p. 8008) : le chômage en France ; les responsabilités du pouvoir et du patronat ; la non-fatalité du chômage ; les propositions de loi communistes tendant à lutter contre le chômage ; nécessité d'une politique de lutte contre le chômage et pour le plein emploi. **Rappel au règlement** (p. 8030) : le refus du ministre du travail de répondre aux questions de l'opposition ; l'absence des députés de la majorité.

— **Projet de loi autorisant la ratification du traité portant modification de certaines dispositions financières des traités instituant les Communautés européennes et du traité instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes** (n° **2571**). **Discussion générale** [7 décembre 1976]. **Rappel au règlement** (p. 9028) : l'attitude de discrimination à l'égard du parti communiste ; le départ de la télévision au moment où le représentant du groupe communiste est monté à la tribune.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2630**). **Discussion générale** [9 décembre 1976] (p. 9134) : un texte de constatation ; le chômage ; le plan Giscard-Barre ; la réduction du pouvoir d'achat des travailleurs ; gel des prix et augmentation des prix ; l'impôt sur les sociétés ; les effets de la réforme gouvernementale des finances locales ; la taxe d'habitation et les petites gens ; (p. 9135) : le commerce extérieur ; le projet tendant à la ratification de l'amendement au statut du FMI et la majoration de la quote-part de la France au fonds ; la dégradation de la situation de la France au plan intérieur et au plan international ; *Le Parisien libéré ;* les souhaits des communistes. **Commission mixte paritaire** [17 décembre 1976] (p. 9616) : la gravité de la situation faite aux travailleurs et au peuple ; la politique contractuelle mise en pièces ; le gel des prix, une plaisanterie ; la campagne d'affolement de l'opinion publique ; critique du plan Barre ; les prédictions de MM. Barre, Fourcade et Chirac ; (p. 9617) : les raisons de la crise ; les capacités de production non employées compromettant la politique de M. Giscard d'Estaing ; les actions syndicales ; (p. 9621) : indique que son groupe votera contre l'ensemble du projet de loi.

— **Projet de loi relatif à l'organisation de la Nouvelle-Calédonie et dépendances** (n° **1950**). **Discussion générale** [13 décembre 1976] (p. 9274) : la réclamation par les Calédoniens de l'autonomie interne ; le refus du Gouvernement ; les engagements contenus dans le programme commun. **Discussion des articles** [13 décembre 1976]. **Article 2** (p. 9279) : indique que le parti communiste votera l'amendement n° 46 de M. Pidjot. **Article 6** (p. 9281) : regrette que le Gouvernement n'indique pas des cas concrets ; l'application de l'article 6. **Article 9** (p. 9284) : indique que le groupe communiste votera contre l'article 9. **Article 32** (p. 9301) : est satisfait de voir la commission adopter l'amendement n° 24 présenté par un élu communiste. **Explications de vote** [13 décembre 1976] (p. 9315) : l'opposition à la revendication d'autonomie interne qui est celle de la majorité de l'assemblée territoriale ; le Gouvernement opposé à la volonté démocratique animant le peuple néo-calédonien ; le vote hostile du groupe communiste sur le projet.

1977

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant la ratification du traité de coopération en matière de brevets, ensemble un règlement d'exécution, fait à Washington le 19 juin 1970** (n° **2608**). **Discussion générale** [4 mai 1977] (p. 2435) : les conséquences des différents projets de loi sur le fonctionnement de l'institut national de la propriété industrielle ; l'importance des dépôts réalisés par les sociétés multinationales ; la situation du personnel de l'INPI ; prendre des mesures de revalorisation des brevets français.

— **Projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération militaire technique, ensemble une annexe, entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad, signés à N'Djaména les 6 mars et 19 juin 1976, et de la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Tchad fixant les règles et conditions du concours de la République française au soutien logistique des forces armées de la République du Tchad, signée à N'Djaména le 6 mars 1976** (n° **2880**). **Explications de vote** [22 juin 1977] (p. 4057) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Départements d'outre-mer. — Examen des crédits [3 novembre 1977]. **Etat B - Titres III et IV. Etat C - Titres V et VI** (p. 6938) : le vote hostile du groupe communiste.

Territoires d'outre-mer [3 novembre 1977] (p. 6947) : le soutien par le Gouvernement de l'activité des groupes industriels et financiers ; le dépérissement de l'agriculture vivrière ; la vulnérabilité des productions locales aux aléas du marché international ; (p. 6948) : la fermeture du foyer des étudiants calédoniens à Paris ; donner le droit à l'autodétermination aux populations des TOM ; les propositions du parti communiste français. **Examen des crédits. Etat B - Titres III et IV. Etat C - Titres V et VI** (p. 6950) : le vote hostile du groupe communiste.

Affaires étrangères. Examen des crédits [8 novembre 1977]. **Etat B - Titres III et IV. Etat C - Titres V et VI** (p. 7183) : le vote hostile du groupe communiste.

Economie et finances. — II. **Services financiers. Examen des crédits** [18 novembre 1977]. **Etat B - Titre III** (p. 7723) : le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi modifiant le régime communal dans le territoire de la Polynésie française** (n° **2417**). **Lettre rectificative n° 2779. Discussion générale** [2 décembre 1977]. **Question préalable de M. Alain Vivien** (p. 8236) : la possibilité offerte par le règlement de l'Assemblée nationale de l'intervention d'un orateur de la majorité sur la question préalable. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 8239) : le vote hostile du groupe communiste. **Explications de vote** (p. 8246) : la non-consultation de l'assemblée territoriale de Polynésie ; le vote hostile du groupe communiste.

— **Projet de loi autorisant l'adhésion à la convention internationale portant création d'un Fonds international d'indemnisation pour les dommages dus à la pollution par les hydrocarbures, faite à Bruxelles le 18 décembre 1971** (n° **2750**). **Explications de vote** [8 décembre 1977] (p. 8430) : l'enchérissement du coût des produits pétroliers ; l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord portant création du Fonds international de développement agricole, ensemble deux annexes, ouvert à la signature à New York le 20 décembre 1976** (n° **3211**). **Discussion générale** [8 décembre 1977] (p. 8427) : la misère du tiers-monde ; la stratégie de contrôle du secteur agro-alimentaire réalisé par les Etats-Unis et les pays d'Europe ; les revendications exprimées par les pays en voie de développement ; le nouvel ordre économique mondial. **Discussion de l'article unique** (p. 8427) : l'abstention du groupe communiste.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **2934**). **Discussion des articles** [12 décembre 1977]. **Article 20** (p. 8636) : son amendement n° 1 soutenu par M. Jarosz : absorption exclusive des SCOP par une autre SCOP ou une union de SCOP ; repoussé. **Après l'Article 44** (p. 8645) : son amendement n° 2 soutenu par M. Jarosz : reconnaissance et organisation au profit des salariés des entreprises en liquidation d'un droit de préemption sur leur entreprise en vue de la création d'une SCOP ; repoussé. **Article 45** : son amendement n° 3 soutenu par M. Jarosz : fixation à cinq ans du délai de remboursement des parts ou actions des associés ou actionnaires opposés à la modification des statuts ; repoussé.

OFFROY (Raymond)

Député de la Seine-Maritime
(9e circonscription)
(UDR, puis RPR).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 736).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la commission nationale pour l'éducation, la science et la culture [29 juin 1973] (p. 2705).

Membre de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen et sur les mesures à mettre en œuvre pour la combattre et assurer la défense de la nature [28 juin 1974] (p. 3212).

DÉPOTS

— **Proposition de loi** tendant à **modifier les dispositions du code de la sécurité sociale relatives au recours de la victime d'un accident du travail contre l'employeur** (n° **148**) [12 avril 1973].

— **Rapport**, fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 751), adopté par le Sénat, autorisant l'**approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République arabe syrienne pour éviter la double imposition des revenus provenant des transports internationaux aériens, signé à Paris le 29 janvier 1973** (n° **845**) [14 décembre 1973].

QUESTIONS

• *questions orales avec débat de :*

— **MM. Péronnet** (n° **5168**), **Baillot** (n° **5263**), **Roux** (n° **5271**), **Destremeau** (n° **5273**), **Seitlinger** (n° **5282**), **Poperen** (n° **5283**), **Soustelle** (n° **5314**) : **Evénements du Proche-Orient** [17 octobre 1973] (p. 4505, 4506) : volonté française de pousser à une concertation européenne ; la légitimité de l'attitude arabe ; nécessité de tenir compte de la sécurité de la Syrie et d'Israël ; problème palestinien.

• *questions au Gouvernement :*

— **Conteneurisation du trafic bananier** [30 octobre 1974] (p. 5622) : trafic des ports de Basse-Terre et de Dieppe.

— **Vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud** [2 juin 1976] (p. 3632) : les mesures que le Gouvernement compte prendre pour rassurer les Africains à la suite de la vente d'une centrale nucléaire à l'Afrique du Sud.

• *question orale sans débat :*

— (n° **35320**) : **Conteneurisation de la banane** [10 juin 1977] (p. 3714, 3715, 3716) : commande de grands navires porte-conteneurs par la Compagnie générale maritime ; nécessité d'organiser une concertation avec les planteurs, les importateurs et les représentants des ports.

• *question au Gouvernement :*

— **Interdiction de la pêche du hareng en mer du Nord** [19 octobre 1977] (p. 6342) : octroi aux petits patrons pêcheurs de la région de Dieppe d'un contingent de 600 à 800 tonnes de harengs.

• *question orale sans débat de :*

— **M. Guilliod** (n° **38037**) : **Trafic bananier sur la ligne des Antilles. Rappel au règlement** [3 juin 1977] (p. 3403) : absence du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

INTERVENTIONS

1973

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5591) : son appel de 1969 en faveur du droit à l'autodétermination du peuple biafrais ; sa demande de reconnaissance du droit à l'autodétermination du peuple du Bangla Desh ; demande aujourd'hui que la France agisse pour que soit reconnu le droit à l'autodétermination du peuple palestinien; situation déplorable dans laquelle se trouvent les Palestiniens ; violation du plus élémentaire droit des gens ; estime qu'il n'y aura pas de paix au Moyen-Orient tant que le problème palestinien ne sera pas résolu ; son récent séjour au Proche-Orient ; le problème palestinien, ciment de l'union arabe ; profonde répercussion de la déclaration des Neuf au Proche-Orient ; possibilité pour l'Europe de faire entendre sa voix ; souhait du gouvernement de Damas que l'Europe soit représentée à la conférence de la paix; intransigeance d'Israël et ses conséquences ; atouts nouveaux dont nous disposons.

Aménagement du territoire, équipement et urbanisme [14 novembre 1973] (p. 5744) : ports secondaires et villes moyennes ; concentration des crédits sur les ports autonomes et les métropoles d'équilibre ; accroissement du trafic du port de Dieppe et atouts dont dispose ce port, centre bananier et trafic « roll on roll off » ; nécessité d'un important effort d'équipement en faveur des ports ; uniformisation de la participation de l'Etat aux dépenses d'équipement à 50 % ; récupération de la TVA sur les fonds de concours ; tunnel sous la Manche et trafic de compensation à prévoir pour Dieppe ; (p. 5745) : ligne Dieppe-Newhaven par naviplanes, travaux d'aménagement du port, construction d'un port « off shore ».

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, autorisant l'approbation de l'accord entre la France et la République arabe syrienne pour éviter la double imposition des revenus provenant des transports internationaux aériens, signés à Paris, le 29 janvier 1973** (n° **751**). **Discussion générale** [18 décembre 1973] (p. 7156), rapporteur : imposition des compagnies aériennes sur leurs bénéfices dans le pays où se trouve leur siège ; extension à la Syrie du bénéfice des conventions déjà signées entre la France et quarante autres pays ; sa réponse à M. Frédéric-Dupont (refus de la Syrie de communiquer la liste des prisonniers israéliens) ; violation de la convention de Genève par Israël ; conséquences qu'aurait un refus d'approbation de l'accord pour la compagnie Air France.

1974

— **Déclaration de politique gouvernementale. Explications de vote** [6 juin 1974] (p. 2536) : le conflit du Proche-Orient ; conclure avec les pays arabes des accords à long terme correspondant à leurs plans d'équipement et d'industrialisation, fondements de la coopération euro-arabe ; votera la confiance.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [6 novembre 1974] (p. 5968) : la crise du pétrole conduit certains à conditionner l'opinion publique dans une hostilité aux pays arabes ; la cause première de l'inflation est le déséquilibre de la balance américaine des paiements ; (p. 5969) : le Gouvernement doit informer sur les véritables responsabilités dans la crise ; le problème de la Palestine et l'attitude de la France.

1975

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, relatif au crédit maritime mutuel** (n° **1289**). **Discussion générale** [6 mai 1975] (p. 2380) : une activité en crise ; les mouvements sociaux de février et mars 1975 ; l'accroissement de l'aide au profit des artisans pêcheurs prévue par le texte en discussion ; la constitution de groupe-

ments d'intérêt économique ; le groupement dieppois de la pêche ; limiter le pouvoir réglementaire dans le domaine de la pêche maritime. **Discussion des articles. Article 8** (p. 2386) : son amendement n° 19 : nouvelle rédaction du troisième alinéa ; incertitude dans laquelle seront plongés les groupements d'intérêt économique ; retiré.

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère de la France** [27 juin 1975] (p. 4951) : la nécessité de faire des choix dans le domaine de la politique étrangère ; l'ingratitude face au Proche-Orient et dans le domaine de la politique pétrolière ; redéfinir par un nouveau discours de Phnom Penh les grands principes de notre action diplomatique ; la nécessité d'une solution dans le conflit israélo-arabe ; faire en sorte que la France retrouve vis-à-vis des pays du Tiers-Monde son rôle de chef de file.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Equipement et urbanisme [24 octobre 1975] (p. 7373) : la trop belle part faite aux six ports autonomes ; le cas des ports moyens tels que Dieppe, premier port bananier de France.

Universités [17 novembre 1975] (p. 8504) : la place de la France sur les marchés étrangers dépend aussi de sa capacité à envoyer sur place des formateurs ; la réussite de la coopération passe par un accueil plus large et meilleur aux étudiants étrangers.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique étrangère** (n° **2269**) [6 mai 1976] (p. 2728) : l'aggravation de la situation internationale en Afrique australe et au Moyen-Orient ; l'absence d'action de la part de l'Europe ; la passivité des Etats-Unis ; la possession par Israël de la bombe atomique ; l'union possible entre Pretoria et Tel-Aviv ; le grave danger qui en résulte pour l'ensemble du monde ; (p. 2729) : la violence en Cisjordanie ; faire sortir l'Europe de sa torpeur par une initiative de la France ; s'inspirer des suggestions de l'association parlementaire pour la coopération euro-arabe.

— **Projet de loi relatif à la lutte contre le tabagisme** (n° **2149**). **Discussion générale** [11 juin 1976] (p. 4077) : doute que la seule limitation de la publicité suffise à enrayer le tabagisme ; cite l'exemple de l'Italie ; outre une nécessaire action éducative, l'Etat devrait cesser de favoriser la consommation du tabac, notamment dans l'armée et en élevant le prix des cigarettes ; (p. 4078) : manque de fondement de l'argument selon lequel les gens modestes seraient pénalisés par l'augmentation du prix du tabac ; le prix des cigarettes ne devrait pas être inscrit dans l'indice des prix à la consommation.

— **Projet de loi portant imposition des ressources provenant de plus-values assimilables à un revenu** (n° 2206). **Discussion des articles** [22 juin 1976]. **Article premier** (p. 4461) : estime que le projet, même amendé, est injuste car taxer les plus-values de l'entreprise est donner une prime à l'immobilisme et taxer celles de l'épargne est fâcheux ; le projet ne tient pas compte des moins-values, il pénalise ceux qui sont obligés de vendre et il est incompréhensible pour le contribuable moyen ; croyait qu'on ne devait pas léser l'épargne.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2523**). **Discussion générale** [13 octobre 1976] (p. 6575) : le blocage des prix ; le refus des industriels d'embaucher de la main-d'œuvre devant la possibilité d'une nouvelle crise ; l'absence de consensus populaire ; l'absence d'un grand idéal ; les critiques des agriculteurs, des ouvriers et des commerçants ; (p. 6577) : déclare que le plan gouvernemental peut donner l'impression que les agriculteurs sont des mendiants, mais ne reprend pas le terme à son compte.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Equipement. — Equipement et urbanisme [27 octobre 1976] (p. 7091) : Dieppe, la nécessité d'y construire un avant-port ; ne croit pas à la conteneurisation de la banane ; la banane, un fruit vivant ; la dépense d'investissements à la Guadeloupe, la Martinique, au Havre, à Bordeaux ; le trafic trans-Manche ; le port de plaisance ; le port *off shore ;* (p. 7092) : les graves de mer ; les agrégats venant d'Angleterre ; le port de Dieppe au sixième rang dans les ports de France ; retarder de quelques années la mise en service de porte-conteneurs pour le transport de la banane.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Affaires étrangères [8 novembre 1977] (p. 7165) : le principe et la réalité de la politique diplomatique française ; les problèmes du Moyen-Orient ; la conférence de Genève ; la résolution 242 de l'ONU ; la déclaration américano-soviétique du 1er octobre 1967 ; les initiatives de la France.

Equipement et aménagement du territoire. — Equipement, aménagement du territoire et urbanisme [16 novembre 1977] (p. 7354) : le projet de conteneurisation de la banane ; les engagements du Gouvernement en la ma-

tière ; le sort de la ville de Dieppe ; l'aménagement urbain de Dieppe ; la protection des falaises de Dieppe ; développer la concertation.

— **Proposition de loi relative aux statuts nouveaux de l'entreprise : titre premier (articles premier à 17) : dispositions relatives à la société anonyme à gestion participative** (n° **3236**). **Discussion générale** [1er décembre 1977] (p. 8141) : le caractère facultatif des principales dispositions de la proposition de loi Edgar Faure ; les résultats de la loi de 1966 ; l'absence de concrétisation du rapport Sudreau ; (p. 8142) : l'utilité de la proposition de loi ; la position du PSRG ; la modification de la condition ouvrière. **Discussion des articles. Article premier : Article 250-2 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8143) : soutient l'amendement n° 20 rectifié de M. Edgar Faure ; modalités de composition du conseil de surveillance ; l'application du principe de la participation à la gestion ; adopté. **Article 250-3 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8145) : soutient l'amendement n° 18 de M. Edgar Faure : faculté de limiter l'application de la loi à certaines catégories de salariés ; retiré. **Article 250-5 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8147) : soutient le sous-amendement n° 21 de M. Edgar Faure à l'amendement n° 5 du Gouvernement : possibilité du cumul des droits attribués aux salariés ; adopté ; (p. 8148) : soutient l'amendement n° 14 de M. Edgar Faure : extension du droit des travailleurs sur les bénéfices ou réserves, provisions pour amortissement et plus-values ; ne pas limiter le droit des travailleurs aux bénéfices comptables ; adopté. **Après l'Article 250-6 de la loi n° 66-536 du 24 juillet 1966** (p. 8149) : soutient le sous-amendement n° 22 de M. Edgar Faure à l'amendement n° 7 du Gouvernement : prolongation sur avis conforme des représentants des salariés du délai de distribution des dividendes de travail ; adopté. **Après l'Article 2** (p. 8150) : son sous-amendement : extension des dispositions de l'amendement n° 11 du Gouvernement aux salariés membres des conseils d'administration ; adopté ; (p. 8151) : soutient l'amendement n° 15 de M. Edgar Faure : modalités de création de formules d'arbitrage sur les problèmes de gestion ou de création de titres représentatifs des droits des participants ; retiré.

— **Projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de la loi n° 75-535 du 30 juin 1975 relative aux institutions sociales et médico-sociales et de la loi n° 70-1318 du 31 décembre 1970 portant réforme hospitalière et portant dérogation, à titre temporaire, pour certains établissements hospitaliers publics ou participant au service public hospitalier, aux règles de tarification ainsi que, pour les soins donnés dans ces établissements, aux modalités de prise en charge** (n° **3210**). **Discussion des articles** [14 décembre 1977]. **Après l'Article premier** (p. 8717) : l'exemple de l'office des personnes âgées de la ville de Dieppe ; le principe du forfait global annuel ; les conditions de l'absence d'un budget global annuel ; se déclare favorable à l'adoption de l'amendement n° 6 de M. Guinebretière.

OLLIVRO (Edouard)

Député des Côtes-du-Nord
(4e circonscription)
(UC, puis RCDS).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe union centriste [2 avril 1973] (p. 745).

S'inscrit au nouveau groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [10 juillet 1974] (p. 3489).

Président du groupe des réformateurs, des centristes et des démocrates sociaux [7 octobre 1977] (p. 6025).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278).

Membre de la commission des affaires étrangères [2 avril 1977] (p. 1464).

Membre de la délégation parlementaire pour la radiodiffusion-télévision française [22 octobre 1974] (p. 5326), [23 octobre 1974] (p. 5353).

Donne sa démission de membre de la délégation parlementaire pour la Radiodiffusion-télévision française [2 novembre 1975] (p. 8892-8926).

DÉPOTS

— **Rapport,** fait au nom de la commission des affaires étrangères, sur le projet de loi (n° 1599) autorisant l'adhésion du Gouvernement de la République française à la **convention** entre les Etats-Unis et le Costa-Rica pour **l'établissement d'une commission interaméricaine du thon tropical,** signée à Washington le 31 mai 1949 (n° **1674**) [22 mai 1975].

QUESTIONS

• *question orale sans débat :*

— (n° **19221**) : **Recherche pétrolière en mer d'Iroise** [30 avril 1975] (p. 2281) : le nombre de sondages envisagés ; date à laquelle ils seront effectués ; nécessité de faire profiter les régions riveraines de ces recherches.

• *question au Gouvernement :*

— **Réorganisation de la recherche océanographique** [3 décembre 1975] (p. 9268).

• *question orale sans débat :*

— (n° **29907**) : **Exploitation par la France des ressources de la mer** [18 juin 1976] (p. 4382).

• *questions au Gouvernement :*

— **Industrie du téléphone** [23 juin 1976] (p. 4549) : les choix faits par les PTT en ce qui concerne le matériel téléphonique, leurs conséquences sur l'industrie française spécialisée.

— **Exportation de matériels téléphoniques et télégraphiques** [8 juin 1977] (p. 3500).

— **Otages du Polisario et situation au Proche-Orient et dans la corne de l'Afrique** [16 novembre 1977] (p. 7499) : l'état des négociations en vue d'obtenir la libération des otages détenus par le Polisario ; l'attitude et le rôle que compte jouer la France pour accroître les chances de paix dans cette partie du monde.

INTERVENTIONS

1973

— **Déclaration de M. le ministre de l'éducation nationale sur les orientations de la politique de l'éducation nationale** (n° **442**) [5 juin 1973] (p. 1746) : ampleur des tâches du ministre de l'éducation nationale ; évolutions et changements ; (p. 1747) : aspirations de la jeunesse ; propos de M. Juquin ; inquiétude des jeunes ; leur interrogation sur le monde moderne ; angoisse découlant de notre civilisation ; réponses de l'éducation nationale ; préparation au métier ; problème de l'adaptation de l'enseignement technique ; cas de la Bretagne ; centres et lycées techniques ; nécessité de décentralisation de l'enseignement technique ; contact des élèves avec les entreprises locales ; adaptation des programmes ; importance de la télévision ; autorité dans les établissements scolaires ; (p. 1748) : notion de responsabilité ; pénétration des jeunes de l'école dans les structures de la cité ; rôle des maîtres.

— **Déclaration du ministre des affaires étrangères sur la politique étrangère de la France** (n° **501**) [20 juin 1973] (p. 2336) : évoque l'appel de Robert Schuman du 9 mai 1950 ; les progrès de l'Europe depuis vingt ans ; le climat européen d'aujourd'hui ; la complexité de l'homme européen ; la mission de l'Europe : nécessité de proposer des objectifs puissants ; les contradictions internes de l'Europe ; la politique régionale européenne ; la nécessité de supprimer les disparités régionales ; les projets de provinces à caractère international ; les projets bretons d'ouverture vers l'Angleterre avec les investissements portuaires ; demande que le fonds européen de développement régional permette le financement de ces nouvelles orientations ; évoque la situation en Afrique ; (p. 2337) : l'intérêt de l'opinion publique ; demande une action de la France ; souligne l'évolution vers l'intégration du monde ; le dessein de la Russie, sa proposition sur le statut de la défense de l'Europe centrale ; les problèmes de la défense de l'Europe ; la vocation particulière de la France.

— **Projet de loi de finances pour 1974** (n° **646**). *Deuxième partie :*

Transports. — IV. **Marine marchande** [30 octobre 1973] (p. 5084) : ses questions au ministre au nom de M. Bourdelles ; avenir de l'école maritime de Paimpol ; rétroactivité du décret du 7 octobre 1968 (surclassements catégoriels au regard des pensions de marins) ; suppléments de retraite ; souhaite un grand débat sur les affaires de la mer ; place de la France parmi les pays maritimes de l'Europe ; (p. 5085) : entrée de la Grande-Bretagne dans la C.E.E. et axe maritime du Marché commun continental ; conférence internationale sur le droit de la mer ; problème des limites des eaux territoriales et ses conséquences sur les revenus des marins ; souhaite l'ouverture d'un grand débat sur la marine marchande à la session de printemps ; précise que son vote dépendra de la réponse du ministre à cette question ; (p. 5092) : prend acte de la fermeté des propos du ministre des transports au sujet d'un débat sur la marine marchande ; (p. 5093) : souhaite la présence des différents ministres concernés par le problème de la mer ; souhaite obtenir une loi-cadre pour les problèmes maritimes et un ministère de la mer ; pari sur la mer gagné par le Japon et la Hollande ; intérêt de la France de définir une politique maritime nationale.

Affaires étrangères [12 novembre 1973] (p. 5588) : sélection des coopérants ; changements intervenus dans la situation au Proche-Orient ; (p. 5589) : apparition d'une tentative pour rassembler, réunir, intégrer ; rôle que peut jouer l'Europe ; action des deux Grands pour mettre fin au conflit ; sa réflexion sur

l'Europe ; sa capacité à dominer ses divisions ; pétrole arabe, sécurité d'Israël et idée de l'espace ; ses réserves sur une défense appuyée sur l'idée de l'espace ; déclaration de l'ONU ; moyens d'assurer la survie d'Israël ; problèmes qui se posent au monde arabe ; nécessité d'un pacte de développement culturel entre l'Europe et le monde arabe ; situation des Palestiniens ; limites de l'action européenne ; poids des grandes puissances.

Education nationale [13 novembre 1973] (p. 5627) : orientation ; langues régionales « loi Deixonne » de 1951 ; consultation nationale sur l'éducation ; enseignement du français à l'étranger ; cours de breton ; (p. 5628) : demande des mesures en faveur de l'enseignement des langues régionales.

1974

— **Projet de loi relatif à la radiodiffusion et à la télévision (n° 1161). Discussion générale** [24 juillet 1974] (p. 3727) : l'établissement public de diffusion doit aussi être décentralisé ; (p. 3728) : libre parole et troisième chaîne ; soutien au projet car il était temps d'agir ; M. Chevènement et ses amis ne doivent pas se réserver le monopole de la défense du personnel.

— **Projet de loi de finances pour 1975 (n° 1180)** :

Discussion générale [23 octobre 1974] (p. 5354) : attire l'attention du Gouvernement sur la situation désastreuse du marché du porc en Bretagne.

Deuxième partie :

Transports. — IV. **Marine marchande** [18 novembre 1974] (p. 6665) : la conférence de Caracas ; (p. 6666) : la limite des eaux territoriales ; l'exploitation des grands fonds marins ; le centre national d'exploitation des océans (CNEXO) ; la délégation française à Caracas.

Intérieur [19 novembre 1974] (p. 6727) : le renoncement à l'aménagement du territoire ; la mono-industrie du bâtiment en Bretagne ; l'équilibre Paris-province ; la décentralisation des services publics ; la crise sous l'angle régional ; les contrats des villes moyennes ; (p. 6728) : les regroupements de communes ; la prospection des vocations de chef d'entreprise.

— **Projet de loi relatif aux mesures en faveur des handicapés (n° 951). Discussion générale** [13 décembre 1974] (p. 7835) : exprime ses regrets que ce projet vienne en discussion un vendredi ; (p. 7836) : le livre *Les Exclus*, l'absence de définition officielle du handicapé ; le rôle essentiel que joueront les commissions départementales et les diverses instances qui seront créées par le décret d'application ; (p. 7837) : l'exemple que devrait donner l'Etat pour permettre aux handicapés d'accéder aux emplois ; le besoin de bénévoles. **Discussion des articles : Article 4** (p. 7864) : son amendement n° 108 sur le libre choix de l'établissement ; adopté.

— **Discussion d'une motion de censure** [17 décembre 1974] (p. 7985) : le bilan des six derniers mois ; la justice sociale ; sa confiance au Premier ministre ; l'action à l'égard du Tiers monde ; l'aide de la Communauté européenne ; le défi à la société libérale et sociale ; fragilité des régions reposant sur l'élevage et le bâtiment ; la conférence de Caracas sur le droit de la mer ; (p. 7986) : le rôle de l'élu en temps de crise.

1975

— **Projet de loi relatif aux laboratoires d'analyses de biologie médicale (n° 750). Discussion des articles** [15 avril 1975]. **Article premier : Article 760 du code de la santé publique** (p. 1656) : ses observations sur l'amendement n° 13 de M. Bichat. **Article 761-3 du code** (p. 1661) : son sous-amendement n° 88 à l'amendement n° 27 de M. Bichat ; adopté.

— **Projet de loi d'orientation préliminaire du VII^e^ Plan (n° 1685). Discussion générale** [3 juin 1975] (p. 3559) : les efforts sociaux remarquables accomplis ; l'aspiration du peuple à la réduction des inégalités sociales ; le désir de sécurité des Français ; introduire l'effort de justice sociale dans l'effort de promotion de l'outil économique ; (p. 3560) : ne pas confondre justice sociale et égalitarisme ; faire porter l'effort sur les privilèges acquis sans justification économique ; songer à ceux qui souffrent de handicap ; l'action régionale ; constituer un fonds pour le développement du capital et du patrimoine en faveur des plus humbles ; parler une langue simple aux Français.

1976

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique générale (n° 2527)** [6 octobre 1976] (p. 6416) : le risque de coupure entre le pays et le Premier ministre ; le peu d'écoute des petits et des humbles ; souhaite la réussite du plan Barre ; (p. 6417) : le quasi-dogme de la séparation de la France en deux camps ; le refus de la haine par les Français ; l'importance des partis politiques ; réforme et justice ; les progrès réalisés ; la nécessité d'une taxation de l'argent trop souvent scandaleusement gagné et trop souvent scandaleusement répandu ; le refus du portrait-robot du mal-

heur ; la création d'un fonds national permettant d'obtenir plus aisément un terrain à bâtir ; la maison, bien le plus précieux pour un homme ; l'insuffisance de la réforme des structures ; le respect de la personne humaine.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Services du Premier ministre. — V. Commissariat général du plan d'équipement et de la productivité. — I. Services généraux : aménagement du territoire [18 novembre 1976] (p. 8260) : un budget durement frappé ; crise de l'aménagement du territoire ; le privilège de l'espace ; la détermination de notre exécutif ; l'encadrement légal et le milieu vivant ; le programme de l'emploi ; le secteur tertiaire ; (p. 8261) : services de l'Etat et région parisienne ; l'aménagement du territoire et l'administration ; l'attitude du Gouvernement à l'égard du secteur tertiaire ; les chômeurs qui refusent de quitter leur région ; la lutte contre le chômage et l'inflation ; le cœur de l'inflation dans le gigantisme urbain.

1977

— **Projet de loi de finances pour 1978** (n° **3120**). *Deuxième partie :*

Articles de récapitulation [18 novembre 1977]. **Explications de vote** (p. 7777) : la démocratie au travail ; le refus de la tentation des intérêts parcellaires ; le refus de la tentation du repli vers l'intérieur ; (p. 7778) : le soutien par le groupe des réformateurs, centristes et démocrates sociaux au projet de budget pour 1978 ; la participation des formations parlementaires de la majorité à la définition des objectifs d'action du Gouvernement.

— **Projet de loi relatif à l'indemnisation des Français rapatriés d'outre-mer dépossédés de leurs biens** (n° **3179**). **Explications de vote** [30 novembre 1977] (p. 8090) : le drame des rapatriés ; la concertation ; l'imperfection du texte soumis à l'assemblée ; le vote favorable de la plupart des membres du groupe réformateur.

— **Projet de loi portant statut des sociétés coopératives ouvrières de production** (n° **2934**). **Discussion générale** [12 décembre 1977] (p. 8627) : le vote favorable du groupe réformateur ; la contribution du comité d'études présidé par M. Sudreau ; la proposition de loi Edgar Faure ; le rôle du législateur ; (p. 8628) : le faible nombre de sociétés coopératives fonctionnant actuellement ; l'AOIP (Association ouvrière en instruments de précision).

OMAR FARAH ILTIREH

Député du Territoire français des Afars et des Issas

(*UDR, puis RPR*).

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 737).

S'inscrit au groupe d'union des démocrates pour la République [2 avril 1973] (p. 744).

NOMINATIONS

Membre de la commission de la défense nationale et des forces armées [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1454), [2 avril 1975] (p. 1202), [2 avril 1976] (p. 1278), [2 avril 1977] (p. 1464).

QUESTIONS

• *questions au Gouvernement :*

— **Participation des jeunes ressortissants des Afars et des Issas aux concours métropolitains de recrutement dans l'administration générale et la police** [19 juin 1974] (p. 2785).

— **Situation des militaires du territoire des Afars et des Issas** [6 novembre 1974] (p. 5941) : attribution de la prime spéciale dite prime d'éloignement.

— **Indépendance du territoire des Afars et des Issas** [3 novembre 1976] (p. 7421) : nécessité de favoriser le dialogue entre les différents partis politiques du territoire.

INTERVENTIONS

1974

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° **1180**). *Deuxième partie :*

Territoires d'outre-mer [13 novembre 1974] (p. 6290) : les handicaps des territoires des Afars et des Issas ; les besoins des populations ; le groupement nomade autonome ; équipement du port de Djibouti.

1976

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Crédits militaires : budget annexe du service des essences [8 novembre 1976] (p. 7757) : le potentiel militaire dans le territoire des Afars et des Issas ; le problème militaire essentiellement local de Djibouti ; les dix-huit élèves officiers à Fréjus ; (p. 7758) : les élèves officiers de l'armée de terre ou de la gendarmerie ; faire représenter au stage de Fréjus l'armée de l'air et la marine ; le recrutement annuel dans le régime local ; les problèmes de la jeunesse ; la situation des jeunes recrues de Djibouti au regard du régime général.

d'ORNANO (Michel)

Député du Calvados
(3e circonscription)
(RI, puis R).

Ministre de l'industrie et de la recherche du 28 mai 1974 au 25 août 1976, du 27 août 1976 au 29 mars 1977.

Ministre de la culture et de l'environnement du 30 mars 1977 au 31 mars 1978.

L'Assemblée prend acte de son élection [2 avril 1973] (p. 733).

S'inscrit au groupe des républicains indépendants [2 avril 1973] (p. 745).

Président du groupe des républicains indépendants [2 avril 1974] (p. 1451).

Est nommé ministre de l'industrie et de la recherche (Gouvernement Chirac). Décret du 28 mai 1974 [*J.O.* du 29 mai 1974] (p. 5851).

Le président de l'Assemblée nationale prend acte de la cessation, le 28 juin 1974, de son mandat de député [2 juillet 1974] (p. 3233, 3247).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'industrie et de la recherche (Gouvernement Chirac). Décret du 25 août 1976 [*J.O.* du 26 août 1976] (p. 5116).

Est nommé ministre de l'industrie et de la recherche (1er Gouvernement Barre). Décret du 27 août 1976 [*J.O.* du 28 août 1976] (p. 5196).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de l'industrie et de la recherche (1er Gouvernement Barre). Décret du 29 mars 1977 [*J.O.* du 30 mars 1977] (p. 1741).

Est nommé ministre de la culture et de l'environnement (2e Gouvernement Barre). Décret du 30 mars 1977 [*J.O.* du 31 mars 1977] (p. 1756).

Il est mis fin à ses fonctions de ministre de la culture et de l'environnement (2e Gouvernement Barre). Décret du 31 mars 1978 [*J.O.* du 1er avril 1978] (p. 1407).

NOMINATIONS

Membre de la commission des affaires étrangères [5 avril 1973] (p. 755), [2 avril 1974] (p. 1453).

DÉPOTS

En qualité de député :

— **Proposition de loi** tendant à la **modernisation et à l'expansion des petites et moyennes industries par la création de sociétés d'investissements privés** (n° **379**) [24 mai 1973].

— **Proposition de loi** tendant à **assurer la simultanéité des élections cantonales et des élections municipales** (n° **700**) [16 octobre 1973].

En qualité de ministre de l'industrie et de la recherche :

— **Projet de loi** relatif à la **prospection,** à la **recherche** et à l'**exploitation des substances minérales** non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les **fonds marins du domaine public métropolitain** (n° **1169**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi** relatif aux **économies d'énergie** (n° **1178**) [2 octobre 1974].

— **Projet de loi** relatif à la nationalisation de l'**électricité** dans les départements d'outre-mer (n° **1639**) [13 mai 1975].

— **Déclaration** sur la politique de l'**énergie** (n° **1641**) [14 mai 1975].

En qualité de ministre de la culture et de l'environnement :

— **Projet de loi** concernant l'application de la convention relative au **brevet européen pour le Marché commun** (convention sur le brevet communautaire) faite à Luxembourg le 15 décembre 1975 (n° **2767**) [2 avril 1977].

— **Déclaration du gouvernement** sur les **problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977].

QUESTIONS

Réponses en qualité de ministre de l'industrie et de la recherche :

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Chaumont : Situation de l'industrie automobile** [12 juin 1974] (p. 2614).

— **M. Montagne : Vente de carburants dans les zones rurales** [19 juin 1974] (p. 2783).

— **M. Soustelle : Politique d'ensemble de la recherche scientifique** [19 juin 1974] (p. 2785, 2786).

— **M. Boulloche : Accords Citroën-Peugeot** [26 juin 1974] (p. 2970, 2971).

— **M. Garcin : Situation de l'entreprise Titan-Coder** [2 octobre 1974] (p. 4668).

— **M. Depietri : Economies de chauffage et production charbonnière** [2 octobre 1974] (p. 4669).

— **M. Bernard : Fermeture de la mine de Faulquemont** [9 octobre 1974] (p. 4896).

— **M. Schvartz : Fermeture du puits de Faulquemont** [9 octobre 1974] (p. 4898).

— **M. Debré : Devenir du plan-calcul** : développement de l'informatique dans l'industrie de la recherche et l'expansion commerciale [9 octobre 1974] (p. 4899).

— **M. Cressard : Situation de l'imprimerie** [9 octobre 1974] (p. 4900, 4901) : difficultés dues à la non-intégration de l'imprimerie du labeur au secteur de l'édition ; situation du groupe Néogravure.

— **M. Bolo : Aménagement des tarifs d'EDF** [16 octobre 1974] (p. 5086).

— **M. Fajon : Licenciements dans l'imprimerie** [16 octobre 1974] (p. 5087) : situation du groupe Néogravure-Chaix-Desfossés-Crété.

— **M. Gilbert Schwartz : Fermeture de la mine de Faulquemont** [23 octobre 1974] (p. 5349).

— **M. Hage : Situation de la Néogravure** [30 octobre 1974] (p. 5623).

— **M. Garcin : Situation de Titan-Coder** [30 octobre 1974] (p. 5624).

— **M. Sénès : Crise dans l'industrie de la bonneterie** [30 octobre 1974] (p. 5625).

— **M. Lauriol : Economies d'énergie** [13 novembre 1974] (p. 6278).

— **M. Ginoux : Hausse du prix des produits pétroliers** [13 novembre 1974] (p. 6230).

— **M. Denvers : Situation de la Néogravure** [13 novembre 1974] (p. 6283).

— **M. Aumont : Pratiques des sociétés pétrolières** [13 novembre 1974] (p. 6283).

— **M. Coulais : Difficultés dans l'industrie automobile** [27 novembre 1974] (p. 7096) : développement des exportations vers de nouveaux pays (Iran, Algérie) ; diversification de l'industrie automobile.

— **M. Dalbera : Situation de la Compagnie internationale pour l'informatique (CII)** [27 novembre 1974] (p. 7100, 7101).

— **M. Houteer : Situation du Centre national d'études spatiales** [27 novembre 1974] (p. 7101) : volonté du Gouvernement de défendre et de développer sa politique spatiale dans un cadre européen.

— **M. Josselin : Crise de l'industrie automobile** [27 novembre 1974] (p. 7102) : négociations en cours pour assurer la survie de Citroën.

— **M. Alfonsi : Concours financier des pouvoirs publics à l'industrie automobile** [4 décembre 1974] (p. 7374, 7375) : accords Peugeot-Citroën et Berliet-Saviem ; sauvegarde de l'activité et de l'emploi ; formation de deux groupes industriels de taille internationale.

— **M. Alloncle : Importation de moteurs électriques de la République démocratique allemande** [11 décembre 1974] (p. 7673).

— **M. Debré : Développement de l'informatique** [18 décembre 1974] (p. 8045, 8046) : Plan calcul ; accords Unidata.

• *aux questions orales avec débat de :*

— **MM. Schvartz** (n° **14742**), **Marchais** (n° **15138**), **Ginoux** (n° **15503**), **Coulais** (n° **15504**), **Poperen** (n° **15545**) : **Activité des sociétés pétrolières** [18 décembre 1974] (p. 8057, 8082) : approuve la large diffusion du rapport de la commission d'enquête mais regrette l'exploitation abusive qui en est faite ; (p. 8057, 8058) : les idées-force de la politique pétrolière française ; la constitution d'une industrie nationale du pétrole ; Compagnie française des pétroles et groupe Elf-Aquitaine ; le développement de la recherche et de la prospection ; le contrôle des prix ; la réglementation du marché ; (p. 8058) : la fiscalité en matière pétrolière (provision reconstitution de gisement, système du bénéfice consolidé, provision pour fluctuation des cours) ; (p. 8058, 8059) : la défense du consommateur français ; (p. 8059) : la réglementation du marché dont la loi de 1928 a posé le cadre juridique ; les enquêtes demandées au sujet des « ententes » ; (p. 8059, 8061) : les résultats obtenus par l'industrie française du pétrole ; (p. 8060) : la diminution du taux de la fiscalité dans le prix de l'essence ; les grandes orientations de la politique pétrolière en France ; développement de l'exploration pétrolière, de préférence dans les zones non contrôlées par l'OPEP (mers du Nord, d'Iroise, Alaska) ; (p. 8061) : l'intérêt de la France à participer à l'effort international d'exploration et de développement ; l'intérêt d'établir des relations directes avec certains pays producteurs (Arabie saoudite, Iran, Irak, Algérie) ; (p. 8062) : la réunion prochaine d'un conseil supérieur du pétrole ; le droit de contrôle du Parlement ; le débat sur la politique électronucléaire prévu pour la prochaine session ; (p. 8062, 8082) : citation du rapport de la commission d'enquête ; (p. 8072) : la volonté de concertation du Gouvernement ; (p. 8081, 8082) : fonctionnement de la commission technique des ententes ; (p. 8082) : la prise de contrôle de sociétés pétrolières nationales dans des entreprises (société minière en Nouvelle-Calédonie) ; le secret fiscal (impôts payés par les sociétés pétrolières) ; diversification des activités des sociétés ; (p. 8083) : la priorité aux recherches sur notre territoire ; l'intérêt de nos prospections dans les pays étrangers ; la nécessité de donner aux compagnies nationales françaises les moyens nécessaires pour lutter contre les compagnies pétrolières multinationales ; la réunion d'une conférence tripartite.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Dalbera : L'avenir de l'industrie française de l'informatique** [23 avril 1975] (p. 1995).

— **M. de la Verpillière : Approvisionnement de la France en uranium enrichi** [23 avril 1975] (p. 1998).

— **M. Hausherr : Industrie chimique en Alsace** [23 avril 1975] (p. 1999) : utilisation des chlorures provenant du sel des mines de potasse d'Alsace ; création d'une plate-forme chimique en Alsace.

— **M. Barbet : Maintien en activité des établissements Amtec-France** [30 avril 1975] (p. 2275).

— **M. Capdeville : Fermeture de certaines usines par suite d'opérations de restructuration** [30 avril 1975] (p. 2276).

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Debré** (n° **19169**) **: Perspectives du plan calcul** [30 avril 1975] (p. 2279, 2280) : importance du dossier de l'informatique française qui met en jeu l'indépendance nationale, le développement industriel et oriente la France vers des productions de haute technicité ; l'équipement du secteur public ; le développement de la petite informatique.

— **M. Ollivro** (n° **19221**) **: Recherche pétrolière en mer d'Iroise** [30 avril 1975] (p. 2281) : les forages négatifs effectués au large de nos côtes ; le montant des investissements ; la date fixée pour les forages en mer d'Iroise (mai prochain) : le recours aux techniques nouvelles « Pentagone 84 ».

— **M. Frelaut** (n° **18364**) : **Finances locales** [30 avril 1975] (p. 2282, 2283) : le programme de prise en charge de certaines dépenses locales par le Gouvernement ; la meilleure productivité de la fiscalité indirecte ; la taxe sur les salaires ; la modernisation de la fiscalité locale directe ; la révision générale des responsabilités, des charges et des ressources entre l'Etat et les collectivités locales ; le renforcement de l'autonomie des collectivités locales.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Labarrère : Attentat sur le chantier de la centrale nucléaire de Fessenheim** [7 mai 1975] (p. 2454) : règles de sécurité appliquées à ce type de chantier et dans les centrales nucléaires.

— **M. Brugnon : Tanneries françaises réunies d'Annonay** [7 mai 1975] (p. 2455) : installation d'une entreprise de chaussures de sécurité dans cette région classée dans les régions « primables ».

— **M. Frêche : Situation de l'emploi dans le Languedoc-Roussillon** [7 mai 1975] (p. 2457).

— **M. Gissinger : Conditions de sécurité à la centrale nucléaire de Fessenheim** [7 mai 1975] (p. 2459).

— **M. Bonhomme : Concurrence étrangère dans l'industrie de l'habillement** (chaussures) [7 mai 1975] (p. 2461).

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Jean-Claude Simon** (n° **19456**) : **Implantation d'usines à la campagne** [7 mai 1975] (p. 2468) : conclusions du rapport Chavanes ; études réalisées au niveau interministériel ; problèmes scientifiques du développement industriel dans les zones de faible densité démographique ; aide au développement régional.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Schvartz : Conséquences de la fusion CII-Honeywell-Bull** [14 mai 1975] (p. 2642) : importance attachée par le Gouvernement à l'indépendance nationale ; regroupement de la mini-informatique autour de Thomson.

— **M. d'Aillières : Restructuration dans le secteur de l'informatique** [14 mai 1975] (p. 2644).

— **M. Boulay : Situation de l'emploi et indépendance dans le secteur de l'informatique** [14 mai 1975] (p. 2648).

— **M. Darinot : Grève du personnel du CEA à La Hague** (usine de retraitement des combustibles irradiés) [14 mai 1975] (p. 2648).

— **M. Wagner : Publicité relative à l'isolation thermique** [28 mai 1975] (p. 3287).

— **M. Schvartz : Suspension d'un contrat de livraison de camions à l'Algérie** [28 mai 1975] (p. 3289) : contrat particulier passé entre Renault et l'Algérie ; coopération franco-algérienne.

— **M. Odru : Occupation de l'entreprise Grandin** [4 juin 1975] (p. 3658) : recherches avec le ministre du travail de solutions permettant de régler au mieux le problème d'emploi posé.

— **M. Brun : Situation de l'entreprise Landis et Gyr de Montluçon** [4 juin 1975] (p. 3659) : commandes de l'EDF à cette entreprise ; étude de commandes possibles par la SNCF et les PTT ; recherche de débouchés nouveaux.

— **M. Hausherr : Prix de vente de l'électricité distribuée par les entreprises non nationalisées** [11 juin 1975] (p. 3974) : recherche de solutions ne compromettant pas les investissements nécessaires.

— **M. Maurice Blanc : Situation de l'emploi** [18 juin 1975] (p. 4362).

— **M. Louis Mexandeau : Licenciements et fermeture d'usines dans le Calvados** [18 juin 1975] (p. 4363).

— **M. Plantier : Politique industrielle de la DATAR** [25 juin 1975] (p. 4714) : fermeture envisagée par Charbonnages de France-Chimie de l'usine « Etylène Plastique » ; renouvellement du contrat passé avec la société nationale des pétroles d'Aquitaine.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Depietri** (n° 22808) : **Situation de l'emploi dans la sidérurgie lorraine** [10 octobre 1975] (p. 6796) : mesures prises par le Gouvernement pour limiter au maximum les inconvénients sociaux de la modernisation de ce secteur ; reprise de l'économie ; aide aux travailleurs en chômage partiel.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Labarrère : Dissolution de la Société de distribution de gaz des Pyrénées** [22 octobre 1975] (p. 7214) : désaffection progressive des consommateurs pour ce type de carburant.

— **Mme Moreau : Situation de l'industrie textile** [22 octobre 1975] (p. 7215) : la concurrence d'importations en provenance de pays où les coûts sont moins élevés ; les mesures prises par le Gouvernement.

— **M. Braun : Aide à l'industrie textile** [22 octobre 1975] : les mesures prises par le Gouvernement en faveur du secteur textile ; l'étude demandée au comité interprofessionnel de rénovation des structures de l'industrie textile.

— **M. Bonhomme : Difficultés rencontrées par les distributeurs de carburant** [22 octobre 1975] (p. 7218) : les mesures prises pour éviter une concurrence excessive ; amélioration du système de la distribution.

— **M. Mesmin : Structures et missions du commissariat à l'énergie atomique** [12 octobre 1975] (p. 7219) : les succès obtenus dans le domaine des surrégénérateurs et l'uranium enrichi ; la création d'un institut de recherche fondamentale, d'une filiale spécialisée dans la production des matières nucléaires ; pénétration du CEA dans le domaine industriel par une participation dans Framatome.

— **M. Combrisson : Difficultés dans le secteur de l'héliogravure lourde** [29 octobre 1975] (p. 7535) : contacts pris par le Gouvernement avec les entreprises Néogravure, Lang et Victor-Michel.

— **M. Boulloche : Répression des manifestations lors du trentième anniversaire du commissariat à l'énergie atomique** [29 octobre 1975] (p. 7536) : son désir de participer à un débat sur le commissariat à l'énergie atomique et sur la politique électro-nucléaire de la France.

— **M. Gaudin : Avenir de l'extraction de la bauxite** [29 octobre 1975] (p. 7537) : organisation de l'exploitation optimale de la bauxite sans à-coup sur l'emploi.

— **M. Gissinger : Situation des mines de potasse d'Alsace** [5 novembre 1975] (p. 7886) : les mesures prises pour que les conséquences de la mévente atteignent le moins possible le personnel des entreprises concernées.

— **M. Ribadeau Dumas : Situation de l'emploi à la boulonnerie calibrée de Valence** [5 novembre 1975] (p. 7886, 7887) : poursuite de négociations avec diverses sociétés susceptibles de reprendre cette entreprise.

— **M. Cattin-Bazin : Crise dans les entreprises textiles de la région lyonnaise** [5 novembre 1975] (p. 7887) : mesures prises en faveur de l'industrie textile ; surveillance des importations.

— **M. Charles : Crise dans les carrières de la région de Comblanchien** (Côte-d'Or) [12 novembre 1975] (p. 8167).

— **M. Duroméa : Coopération dans le domaine pétrolier entre la France et l'Algérie** [19 novembre 1975] (p. 8645) : accord signé entre la Compagnie française des pétroles et la Sonatrach portant les livraisons algériennes à dix millions de tonnes en 1976.

— **M. Fajon : Situation de l'imprimerie Chaix** [26 novembre 1975] (p. 8961) : refus par les organisations syndicales de faire paraître le Chaix et les horaires d'Air France ; le dépôt de bilan par la direction ; la liquidation prononcée par le tribunal.

— **M. Boulloche : Politique française dans le domaine de l'informatique** [26 novembre 1975] (p. 8962, 8963) : la majorité française dans la nouvelle société Honeywell-Bull-CII (exclusivité de la commercialisation, maîtrise des fabrications et des prix) ; dégagement par le Gouvernement des moyens nécessaires pour régler les problèmes de l'emploi à Toulouse.

— **M. Lavielle : Difficultés dans l'industrie de la chaussure** [3 décembre 1975] (p. 9262, 9263) : mesures prises pour empêcher une concurrence internationale anormale ; aide aux entreprises en difficulté ; encouragement à la production de qualité et à l'exportation.

— **M. Ollivro : Réorganisation de la recherche océanographique** [3 décembre 1975] (p. 9268) : réformes mises en place pour rendre plus efficace encore l'action du CNEXO.

— **M. Baudis : Restructuration de la CII** [7 avril 1976] (p. 1442) : création d'une société française comportant deux filiales, l'une constituant un pôle de regroupement de la mini-informatique française, l'autre regroupant les usines de Toulouse et des Andelys.

— **M. Boulloche : Affaire Lip** [7 avril 1976] (p. 1446, 1447) : l'importance de l'aide apportée à Lip par l'Etat ; l'élaboration d'un plan de développement de l'horlogerie française.

— **M. Poperen : Licenciements chez Rhône-Poulenc** [7 avril 1976] (p. 1447) : l'intention du Gouvernement de limiter les conséquences sociales des décisions prises par Rhône-Poulenc après les pertes subies par ce groupe.

— **M. Delelis : Crise de l'industrie textile** [14 avril 1976] (p. 1713) : les mesures de contrôle des importations textiles permettant de les limiter.

— **M. Ralite : Potentiel industriel national** [14 avril 1976] (p. 1715) : la politique de développement industriel et d'indépendance nationale menée par le Gouvernement.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Gosnat** (n° **28483**) : **Apports de l'Erap à la SNPA** [7 mai 1976] (p. 2818, 2819) : les raisons ayant conduit à une restructuration de la SNPA ; les mesures envisagées ne portent pas atteinte aux droits de l'Erap ; le maintien du contrôle du Gouvernement sur la SNPA ; le débat sur la politique pétrolière de la France.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Dubedout : Maintien d'industrie de haute technologie** [12 mai 1976] (p. 2925) : l'attitude du Gouvernement tendant à assurer la maîtrise française sur les développements industriels et technologiques (ex. de l'informatique et du nucléaire).

— **M. Gissinger : Société commerciale des potasses et de l'azote** [12 mai 1976] (p. 2931) : le regroupement et le renforcement des activités d'un secteur en difficulté par l'accord conclu entre l'entreprise minière et chimique et le groupe Gardinier ; les personnels resteront à Mulhouse.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Baillot** (n° **28962**) : **Industrie horlogère** [14 mai 1976] (p. 3085, 3086) : le chiffre d'affaires de 1 milliard et demi de francs réalisé par l'industrie horlogère française ; sa capacité concurrentielle ; les efforts du Gouvernement pour maintenir l'emploi et sauvegarder l'acquis industriel ; les mesures prises pour favoriser le développement d'une production française de montres électroniques à quartz ; le plan établi par l'industrie horlogère.

— **M. Le Meur** (n° **29139**) : **Secteur textile de Rhône-Poulenc** [21 mai 1976] (p. 3385, 3386) : les pertes importantes soldant le dernier exercice de la société et expliquant les mesures prises par ses responsables ; la garantie du revenu des salariés de Rhône-Poulenc ou leur indemnisation ; le maintien de l'industrie textile française ; la surveillance attentive par le Gouvernement de l'évolution de la situation de Rhône-Poulenc.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Delelis : Mineurs de Courrières** [26 mai 1976] (p. 3497) : le mouvement de grève dans l'unité de Courrières (Pas-de-Calais) ; le refus de laisser les mineurs descendre au fond dans des conditions de sécurité insuffisantes.

— **M. Labarrère : Grève à la Société nationale des pétroles d'Aquitaine** [26 mai 1976] (p. 3498) : la signature d'un protocole concernant certaines modalités d'application de la restructuration Elf-Erap-SNPA.

— **M. Lucas : Sécurité dans les mines** [26 mai 1976] (p. 3499) : le respect du droit de grève et du droit à la sécurité.

— **M. Odru : Construction de centrales nucléaires en Afrique du Sud** [2 juin 1976] (p. 3634, 3635) : cette victoire commerciale est la preuve de l'indépendance et de la compétitivité de l'industrie nucléaire française ; cette opération rapportera 5 milliards de devises et 25 millions d'heures de travail aux travailleurs français.

— **M. Raymond : Centre national d'études spatiales** [2 juin 1976] (p. 3638) : les mesures prises par le Gouvernement pour assurer le développement du CNES ; l'importance du rôle de la France dans le programme européen de construction, de développement et de mise au point des satellites et dans le programme du lanceur lourd Ariane.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Mesmin** (n° **29521**) : **Implantation de la centrale nucléaire de la « Seine amont »** [4 juin 1976] (p. 3821, 3822) : le déroulement normal de la procédure ; l'avis favorable du conseil régional au sujet de l'implantation d'une centrale nucléaire entre Rouilly et Nogent-sur-Marne ; l'application de la circulaire du 27 avril 1976 sur la concertation préalable à la construction des centrales ; le projet ne comprend que deux tranches de 13.000 mégawatts.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Cointat : Exportations italiennes de chaussures** [9 juin 1976] (p. 3907) : les mesures de sauvegarde demandées à la commission des communautés européennes.

— **M. Fabre : Restructuration de la Société nationale des pétroles d'Aquitaine** [16 juin 1976] (p. 4187) : l'étude de l'association pour le développement de la chimie dans le Sud-Ouest ; l'action menée par le bureau de développement des Pyrénées-Atlantiques.

— **M. Gau : Difficultés dans l'industrie papetière** [23 juin 1976] (p. 4544) : la reprise dans l'industrie papetière ; examen des cas particuliers.

— **M. Poperen : Situation de l'entreprise Claude** [23 juin 1976] (p. 4545) : les négociations en cours pour sauvegarder les intérêts français.

— **M. Partrat : Tension de l'électricité industrielle** [23 juin 1976] (p. 4548) : le cas de force majeure où la sécheresse place EDF ; la politique d'EDF ne compromettra pas la reprise économique.

— **M. Baudis : Centre national d'études spatiales** [30 juin 1976] (p. 4950) : la politique du Gouvernement, axée sur l'autonomie de l'Europe en matière spatiale, a pour objet de maintenir en France une importante capacité de recherche et de fabrication ; le CNES reste l'outil indispensable de notre politique spatiale.

— **M. Odru : Etablissements Barthelay à Montreuil** [30 juin 1976] (p. 4953) : les services du ministère attendent d'être saisis d'un dossier de reprise.

— **M. Madrelle : Arrêt du fonctionnement de l'unité de distillation de la raffinerie Elf d'Ambès** [30 juin 1976] (p. 4955) : la modernisation des équipements de cette unité.

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Chevènement** (n° **32142**) : **Organisation du secteur électronucléaire** [8 octobre 1976] (p. 6482, 6483) : le projet d'apport à la société Alsthom Atlantique du département de turbo-alternateurs de la compagnie électromécanique ; la qualité et la solidité de notre industrie électronucléaire ; confirmation des commandes de deux centrales électronucléaires faites par l'Iran.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Delelis : Engrais industriels** [13 octobre 1976] (p. 6550) : surveillance des importations en provenance des Etats-Unis et des pays de l'Est ; reprise de la vente des engrais.

— **M. Bastide : Surrégénérateur Phénix** [27 octobre 1976] (p. 7102) : la panne survenue à l'usine de Marcoule n'a eu aucun effet grave ; la progression de la recherche et de l'industrie française.

— **M. Hausherr : Situation de l'industrie textile dans le Haut-Rhin** [3 novembre 1976] (p. 7419) : surveillance des importations ; recherche de débouchés nouveaux ; restructuration de l'industrie textile.

— **M. Maujoüan du Gasset : Bureau d'accueil des petites et moyennes entreprises** [3 novembre 1976] (p. 7420, 7421) : ce bureau sera opérationnel à partir du 1er décembre.

— **M. Bécam : Licenciements à Quimper** [3 novembre 1976] (p. 7421).

— **M. Partrat : Situation de l'emploi dans la vallée de l'Ondaine** [10 novembre 1976] (p. 7878) : suppression d'emplois à l'établissement industriel de l'Ondaine par la société Creusot-Loire ; possibilité de transferts de personnel ; développement des activités locales.

— **M. Donnez : Ressources en charbon du bassin houiller du Nord - Pas-de-Calais** [10 novembre 1976] (p. 7880, 7881) : les prix des charbons importés sont inférieurs à ceux des charbons français ; les problèmes de sécurité soulevés par l'extraction à grande profondeur.

— **M. Dousset : Situation de l'emploi aux ateliers GSP de Châteaudun** [10 novembre 1976] (p. 7881) : mise au point d'un plan à long terme de l'industrie de la machine-outil ; restructuration de ce secteur ; soutien aux essais de machines nouvelles.

— **M. Hage : Licenciements dans les entreprises textiles** [24 novembre 1976] (p. 8636) : renforcement des accords internationaux protégeant le pays contre les importations ; aide à la modernisation de l'industrie textile ; développement de la concertation entre acheteurs et producteurs.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Kiffer** (n° **33492**) : **Situation de la sidérurgie lorraine** [26 novembre 1976] (p. 8768, 8769) : teneur de l'accord intervenu sur le plan communautaire (protection accrue du marché communautaire avec autolimitation de la concurrence de certains pays comme le Japon) ; les déclarations du Président de la République en Lorraine ; garantie de l'avenir de la Lorraine, action de reconversion.

— **M. Gilbert Schwartz** (n° **33533**) : **Suppressions d'emplois dans la sidérurgie lorraine** [26 novembre 1976] (p. 8770, 8771) : la crise mondiale de la sidérurgie ; la restructuration menée en Lorraine.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Maurice Legendre : Situation de la société Actime** [1er décembre 1976] (p. 8850, 8851) : recherche d'une solution industrielle par son ministère, la délégation de l'aménagement du territoire et l'institut de développement industriel.

— **M. Péronnet : Prix des produits pétroliers** [1er décembre 1976] (p. 8854) : l'action de la France en faveur d'une politique européenne de l'énergie.

— **M. Debré : Industries du secteur nucléaire** [1er décembre 1976] (p. 8856) : l'importance primordiale attachée par le Gouvernement au développement de l'industrie nucléaire française ; sa volonté de la rendre compétitive sur le plan international ; le respect du principe de non-prolifération ; la poursuite de la politique d'exportation ; le choix du site d'implantation de la centrale thermonucléaire européenne.

— **M. Longequeue : Fermeture d'une entreprise métallurgique à Châteauponsac** [15 décembre 1976] (p. 9412) : ateliers de Montmorency.

— **M. Bernard : Sécurité dans les mines** [15 décembre 1976] (p. 9413) : refus par le Gouvernement et les Charbonnages de France de la mise en exploitation des mines où la sécurité n'était pas assurée.

— **M. L'Huillier : Bénéfices des compagnies pétrolières** [15 décembre 1976] (p. 9415) : le long débat de 1974 ; le prix d'arrivée du pétrole en France et le prix de sortie des raffineries ; renseignements communiqués à la commission des finances sur la situation des sociétés pétrolières exerçant leur activité en France.

— **M. Briane : Difficultés des aciéries et usines métallurgiques de Decazeville** [15 décembre 1976] (p. 9418) : le soutien apporté par les pouvoirs publics à ce bassin ; recherche d'une solution industrielle pour les secteurs de la fonderie et de la sidérurgie.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Nilès** (n° **34155**) : **Industrie de la machine-outil** [17 décembre 1976] (p. 9598) : nécessité d'une mutation dans ce secteur ; le programme sectoriel d'aide en faveur de cette industrie.

— **M. Haesebroeck** (n° **34168**) : **Conséquences des importations sur l'industrie textile** [17 décembre 1976] (p. 9599, 9600) : aide accordée à l'industrie textile par le Gouvernement (modernisation, développement des exportations, surveillance des importations, renégociations de l'arrangement multifibre).

— **M. Gau** (n° **34169**) : **Politique énergétique et nucléaire** [17 décembre 1976] (p. 9601, 9602, 9603) : les nombreux débats publics sur les problèmes nucléaires ; introduction par le Gouvernement établissements publics dans l'industrie nucléaire française (CEA, Framatome) ; diversification des sources d'énergie ; recherche d'énergies nouvelles.

— **M. Ferretti** (n° **34229**) : **Difficultés de la sidérurgie** [17 décembre 1976] (p. 9603, 9604) : décisions nécessaires à la restructuration de la sidérurgie ; concertation avec les élus locaux.

— **M. Ginoux** (n° **34272**) : **Situation de la société Hurlé à Bagneux** [17 décembre 1976] (p. 9604) : plan mis au point par le Gouvernement pour la machine-outil ; l'examen de la situation intérieure d'une entreprise privée relève de la compétence du comité interministériel de l'aménagement des structures industrielles.

Réponses en qualité de ministre de la culture et de l'environnement :

• *à la question orale sans débat de :*

— **M. Saint-Paul** (n° **37892**) : **Permis de construire des travaux de distribution d'énergie** [13 mai 1977] (p. 2774) : application de l'article 32 de la loi du 3 janvier 1977 sur l'architecture ; délivrance rapide des permis de constructions électriques par les services de l'équipement.

• *aux questions au Gouvernement de :*

— **M. Barel : Forages pétroliers en Méditerranée** [18 mai 1977] (p. 2866) : aucune plate-forme d'exploration n'est en service sur le plateau continental français en Méditerranée ; les opérations de sauvetage de la Méditerranée ne peuvent être menées que dans le cadre de la coopération internationale.

— **M. Mesmin : Application de la loi sur la protection de la nature** [25 mai 1977] (p. 3001) : publication prochaine des décrets d'application de la loi de juillet 1976 ; respect de l'esprit de la loi ; dispositions transitoires nécessaires.

— **M. Pierre Bas : Rénovation du marché Saint-Germain à Paris** [2 novembre 1977] (p. 6841) : nécessité de conserver le marché Saint-Germain et de créer des équipements utiles à la population.

— **M. Andrieu : Abattage d'arbres et protection de l'environnement** [9 novembre 1977] (p. 7222) : platanes bordant le canal du Midi à Toulouse.

— **M. Josselin : Loi sur l'architecture** [23 novembre 1977] (p. 7838) : l'article 37 de la loi sur l'architecture ; les procédures d'inscription sur la liste des agréés en architecture ; les possibilités de recours.

— **M. Lavielle : Directive relative à la conservation des oiseaux** [30 novembre 1977] (p. 8049) : les trois volets de la directive : protection des habitats, interdiction de la commercialisation, liste des espèces à préserver.

• *aux questions orales sans débat de :*

— **M. Guinebretière** (n° **42519**) : **Crise du cinéma français** [2 décembre 1977] (p. 8218) : l'étude par des groupes de travail des moyens de redresser la situation du cinéma français ; le problème que poserait un accrois-

sement des prélèvements sur le pool production ; la nécessité d'élargir l'accès au crédit et d'améliorer les rapports radio-télévision.

— **M. de Poulpiquet** (n° **40190**) : **Application de la loi sur l'architecture** [2 décembre 1977] (p. 8219) : l'impossibilité de permettre à des entreprises du bâtiment d'employer leurs propres architectes ; la nécessité de conserver aux bureaux d'études des entreprises un niveau d'activité suffisant.

INTERVENTIONS

En qualité de député :

1973

— **Déclaration de politique générale du Gouvernement** (n° **119**) [11 avril 1973] (p. 793) : évoque les dernières élections législatives ; (p. 794) : analyse les contradictions de la France moderne : confiance collective vis-à-vis de l'Etat, crainte individuelle pour l'avenir ; demande un meilleur fonctionnement des institutions ; souhaite un renouvellement de la majorité, des liens avec l'« opposition tempérée » ; annonce le dépôt d'un projet de statut de l'opposition ; souhaite une correction des rapports entre Gouvernement et Parlement, une meilleure application des lois ; demande plus de politique et moins d'administration ; (p. 795) : demande que la loi sur le service national soit améliorée ; souhaite que l'armée soit respectée, que les conditions de travail des ouvriers soient améliorées ; défend les classes moyennes et les travailleurs indépendants ; souhaite un rapprochement des citoyens et des centres de décision ; demande la mise en place, à la date prévue, des institutions régionales ; annonce le dépôt d'une proposition de loi mettant fin au cumul des mandats ; demande des mesures en faveur des marginaux de l'expansion ; souhaite une réforme de l'administration ; se prononce pour la construction de l'Europe ; (p. 796) : pour un débat à l'Assemblée sur ce sujet ; souhaite le renforcement des institutions européennes face aux exigences américaines, la mise en place d'une défense européenne, l'ouverture de négociations pour la constitution d'une force nucléaire franco-britannique ; rappelle l'appartenance de son groupe à la majorité ; souhaite l'ouverture de la majorité et son élargissement ; récusera ceux qui s'opposeraient à cette extension de l'intérieur et de l'extérieur.

— **Déclaration du ministre de l'économie et des finances sur la politique économique, financière et monétaire** (n° **361**) [24 mai 1973] (p. 1540) : souligne la fragilité et l'interdépendance des économies modernes ; évoque la situation de notre économie intérieure ; estime que le niveau de vie des Français s'est accru plus vite que dans les autres pays comparables ; évalue les progrès accomplis ; constate la lenteur de la croissance des équipements collectifs ; demande un déblocage du fonds d'action conjoncturelle pour 1973 ; (p. 1541) : une meilleure place pour les équipements collectifs dans le budget de 1974, une révision du VI[e] Plan ; évoque la fiscalité ; demande une diminution du poids de la fiscalité indirecte, la modification de la TVA ; estime nécessaire de définir le revenu, de faire porter les allégements en priorité sur les bas salaires ; évoque la situation des cadres et des classes moyennes ; se prononce pour une nouvelle forme d'impôt sur les sociétés ; évoque le problème des impôts locaux, la nécessité d'une péréquation, le problème de l'inflation, ses causes, son caractère international, le nouvel ordre monétaire international, la dureté des prochaines négociations commerciales avec les Etats-Unis, la nécessité de parités fixes entre les monnaies et de leur convertibilité ; (p. 1542) : estime nécessaire de renforcer les institutions européennes ; évoque les conditions nécessaires au développement ; la surveillance du niveau des prix, le maintien de l'emploi, le progrès social ; souligne la nécessité de développer les équipements de nature à faciliter la vie des Français ; estime le moment venu de libérer les Français des contraintes matérielles.

— **Ordre du jour complémentaire. Explications de vote** [5 juin 1973] (p. 1755) : évolution de la situation depuis la date du dépôt de la proposition de loi adoptée par le Sénat tendant à reconnaître la qualité d'ancien combattant aux anciens d'AFN, interventions des républicains indépendants en faveur de la reconnaissance de la qualité d'ancien combattant, fin de l'opposition du Gouvernement à ce principe, problème des conditions d'attribution de la carte du combattant, constitution d'un groupe de travail, engagement du Gouvernement à déposer un projet de loi, attitude de l'opposition, qualification des membres du groupe de travail, votera l'ordre du jour complémentaire, demande au Gouvernement de s'engager à déposer un projet de loi avant l'examen du budget.

— **Projet de loi portant règlement définitif du budget de 1971** (n° **189**). **Discussion des articles** [7 juin 1973]. **Après l'Article 20** (p. 1935) : raisons pour lesquelles il ne peut se rallier à l'amendement de M. Servan-Schreiber tendant à la création d'une commission spéciale de contrôle des fonds publics.

— **Ordre du jour complémentaire. Explications de vote** [19 juin 1973] (p. 2275) : propos tenus par M. Odru, son rappel des délibérations de la conférence des présidents,

engagement du Gouvernement de déposer à l'automne un projet de loi sur l'octroi de la carte du combattant aux anciens combattants d'Afrique du Nord, demande des groupes de la majorité d'inscription à l'ordre du jour de la proposltion de loi concernant l'avancement à soixante ans de l'âge de la retraite pour les anciens prisonniers de guerre ; (p. 2276) : manœuvres du groupe communiste pour s'approprier des propositions.

— **Propositions de loi relatives à la retraite anticipée pour les anciens prisonniers de guerre (nos 137, 164, 381, 410). Explications de vote** [26 juin 1973] (p. 2642) : explique le vote de son groupe en faveur de la proposition.

— **Discussion d'une motion de censure** [9 octobre 1973] (p. 4177) : ses observations sur l'aspect social de la politique du Gouvernement qui ne peut être critiquée parce que le SMIC, le minimum vieillesse et les allocations familiales viennent d'être augmentés ; ses observations sur la croissance de la France, le développement des exportations et de l'épargne, le fait que le produit national brut dépasse mille milliards ; les divergences de *L'Humanité* et du *Provençal* en matière de politique étrangère ; l'inflation qui n'est pas due, selon lui, à la hausse des tarifs publics, mais à la hausse du prix des matières premières sur les marchés étrangers et à la poussée des charges salariales et sociales ; (p. 4178) : les avantages obtenus par les agriculteurs en matière de prix d'orientation en augmentation pour le lait et pour la viande ; l'affaire Lip qui n'est pas imputable au Gouvernement ; ses critiques contre le soutien apporté par les signataires de la motion de censure à ceux qui se sont opposés aux mesures propres à permettre le redémarrage de l'entreprise ; au sujet du Chili, sa réprobation de la prise du pouvoir par des moyens non démocratiques ; le rôle du Gouvernement français pour sauver des vies humaines et accueillir des exilés ; le refus par les Français, en mars dernier, du programme commun de la gauche ; (p. 4179) : le soutien apporté par les différents groupes de la majorité à la politique.

— **Projet de loi de finances pour 1974 (n° 646). Discussion générale** [23 octobre 1973] (p. 4676) : répond à M. Fillioud (communiqué à la presse au nom de son groupe). [24 octobre 1973] (p. 4719) : répond aux arguments de M. Boulloche, budget adapté à la conjoncture, défense de l'expansion et lutte contre l'inflation ; ses observations sur les mesures de lutte contre l'inflation ; situation des cadres et des petites et moyennes entreprises ; (p. 4720) : personnes âgées et rentiers viagers, budget de modernisation et de progrès social, insuffisance de l'effort de recherche scientifique et technique, secteur tertiaire, formation permanente, fonds de reconversion des entreprises, croissance et situation des déshérités, réforme du système monétaire international, priorité de l'Europe.

Deuxième partie :

Anciens combattants et victimes de guerre [9 novembre 1973] (p. 5540) : se félicite des résultats obtenus grâce à ce budget.

Aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme. — Equipement et logement [15 novembre 1973] (p. 5804) : **Article 37** : recevabilité des amendements : ses arguments en faveur de la position du président de la commission des finances ; nécessité de l'exposé des motifs pour justifier de la recevabilité ou de l'irrecevabilité d'un amendement.

Postes et télécommunications [19 novembre 1973] (p. 5989) : services financiers ; mesures à prendre pour résorber le déficit des chèques postaux ; engagements pris par le Gouvernement ; situation des télécommunications ; investissements en RFA ; difficultés au niveau des raccordements et de la fluidité du trafic ; ses observations sur l'établissement des prévisions par le ministère des P et T ; ses critiques sur les coûts ; sa référence au rapport de la Cour des comptes ; système des avances et égalité dans l'accès au téléphone ; (p. 5990) : demande une étude du marché concernant le téléphone ; expériences des Etats-Unis, de la Suède et de la Suisse ; rapport entre les prévisions et les objectifs ; (p. 5996) : répond aux propos du ministre des P et T relatifs à son intervention.

Economie et finances. — II. Services financiers [20 novembre 1973] (p. 6156) : son rappel au règlement ; demande la rectification d'une dépêche de l'AFP relative au nombre de députés présents en séance.

Seconde délibération [20 novembre 1973]. **Article 17** (p. 6173) : sa demande de scrutin public sur l'amendement du Gouvernement tendant à majorer les crédits de l'éducation nationale (gratuité des livres scolaires) ; (p. 6179) : budget d'effort et de progrès social ; (p. 6180) : son adaptation à la conjoncture ; respect des recommandations de la CEE, contradictions de l'opposition d'extrême gauche ; lutte contre l'inflation et demandes de dépenses supplémentaires ; vote du budget et sauvegarde des éléments essentiels de la prospérité.

— **Rappel au règlement** [16 novembre 1973] (p. 5905) : décision des trois groupes de la majorité et du groupe des réformateurs de ne pas demander l'inscription de questions d'actualité à l'ordre du jour de la présente séance.

— **Projet de loi d'orientation du commerce et de l'artisanat** (n° 496). **Deuxième lecture. Discussion générale** [7 décembre 1973] (p. 6772) : répond à M. Bardol (organisation des travaux).

— **Proposition de résolution de M. Mitterrand et plusieurs de ses collègues tendant à créer une commission d'enquête sur les écoutes téléphoniques** (n° 721) [14 décembre 1973] (p. 7058) : **rappel au règlement** : conditions dans lesquelles la questions d'actualité de M. Frêche sur l'affaire du *Canard enchaîné* n'a pas été retenue par la conférence des présidents.

1974

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique monétaire** [23 janvier 1974] (p. 361) : envisager une politique de grands emprunts au profit de la recherche, de l'installation des firmes françaises sur les marchés étrangers et de la restructuration des petites et moyennes entreprises ; (p. 362) : le pouvoir exorbitant des capitaux flottants ; souhaite une relance de la politique européenne de la France.

En qualité de ministre de l'industrie et de la recherche :

— **Projet de loi relatif au dépôt des marques de fabrique** (n° 647). **Discussion générale** [18 juin 1974] (p. 2753) : présente le projet de loi ; insiste sur l'importance du rôle du juge judiciaire. **Discussion des articles. Après l'Article premier** (p. 2755) : accepte l'amendement n° 4 de M. Palewski. **Article 2** (p. 2756) : accepte l'amendement n° 5 de M. Massot. **Deuxième lecture** [22 mai 1975] (p. 3007) : l'objet du projet de loi : confier à l'autorité judiciaire le contentieux né de l'application de la loi du 31 décembre 1964 ; les inconvénients résultant de la différence de traitement entre les brevets et les marques.

— **Projet de loi relatif aux économies d'énergie** (n° 1178). **Discussion générale** [4 octobre 1974] (p. 4801) : les données de la politique d'approvisionnement : recherche de l'accès direct au pétrole brut, exploitation de nos ressources naturelles ; tiendra le Parlement régulièrement informé de la situation ; (p. 4802) : création d'une commission pour évaluer les possibilités existantes en matière hydraulique ; les données du programme électronucléaire ; (p. 4803) : pour le fuel lourd, directives au niveau des entreprises ; création d'une agence pour les économies d'énergie. **Réponse aux orateurs** (p. 4826) : le plafond de 51 milliards pour les importations est un solde net ; le projet en discussion ne prévoit aucune limitation de la durée de chauffage ; le Gouvernement passera contrat avec les Charbonnages de France pour une période de dix ans. **Discussion des articles. Article premier** (p. 4830) : le Gouvernement n'entend pas abuser des pouvoirs de réglementation ; (p. 4830) : sur l'amendement n° 15 de M. Poperen : attributions prioritaires. **Article 4** (p. 4834) : l'économie d'énergie à attendre de la pose de compteurs individuels. **Article 7** (p. 4835) : contre l'amendement n° 32 de M. Jans : la copropriété doit pouvoir décider les travaux à la majorité simple. **Commission mixte paritaire** [17 octobre 1974] (p. 5183) : demande à l'Assemblée de voter le texte de la commission mixte paritaire.

— **Projet de loi de finances pour 1975** (n° 1180). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [14 novembre 1974] (p. 6360) : envisage un redéploiement de notre appareil productif ; (p. 6361) : faciliter la conversion des secteurs mis en difficulté par l'évolution économique ; doter la France d'une industrie d'équipement de premier ordre ; les objectifs d'autonomie nationale ; adopter une démarche à caractère stratégique et prospectif ; (p. 6362) : la révision du plan charbonnier ; maintenir la préférence pour le nucléaire ; le Gouvernement soumettra la liste des sites aux assemblées régionales ; les énergies nouvelles ; la politique pétrolière française ; (p. 6363) : mission confiée à un conseiller d'Etat pour dresser le bilan du rôle de l'Etat dans le secteur de la recherche ; l'augmentation des crédits du CNES ; rééquilibrer la répartition de la recherche entre Paris et la province ; l'espace ; l'informatique, situation de la CII. **Réponse aux orateurs** (p. 6397) : le Gouvernement n'a rien à cacher en matière de choix électronucléaire ; le nombre des centrales n'est pas définitivement fixé ; l'amorce de la décentralisation de la recherche ; les études pour le programme Ariane ; le Gouvernement acceptera un débat sur le rapport relatif aux sociétés pétrolières ; (p. 6402) : la situation exacte de la CII.

1975

— **Déclaration du Gouvernement sur la politique de l'énergie** [14 mai 1975] (p. 2649) : fin de l'ère de l'énergie abondante ; la dépendance française en matière d'énergie ; la part considérable du pétrole ; le bouleversement du marché de l'énergie ; développer nos ressources nationales ; maintenir une croissance nécessaire à l'amélioration du mode de vie des Français ; choisir les voies du progrès valorisant le savoir scientifique et technique ; économiser et exploiter au maximum les ressources nationales ; (p. 2550) : les économies substantielles faites en matière de chauffage ; le charbon ; l'énergie

hydraulique ; la commission Pintat ; la délivrance des permis de recherche en mer d'Iroise ; la nomination d'un délégué aux énergies nouvelles; diversifier nos importations ; les objectifs définis par le conseil de planification ; la part de l'énergie nucléaire dans la couverture de nos besoins ; (p. 2551) : le fonctionnement de cent soixante-dix centrales dans dix-neuf pays différents ; une solution rentable ; un programme qui concourt à notre indépendance ; la couverture des besoins en uranium par Eurodif en 1980 ; la couverture pour moitié des besoins en uranium naturel par la production nationale ; le choix de la filière à eau légère ; le coût supérieur de la filière uranium naturel-graphite-gaz ; l'avance que possède la France dans le domaine des réacteurs surrégénérateurs ; la construction des réacteurs des sous-marins nucléaires au moyen de la filière à eau légère ; la possibilité d'exporter les fabrications de l'industrie électronucléaire française ; (p. 2552) : la fiabilité de l'énergie nucléaire ; l'existence de soixante-dix installations nucléaires civiles ; le service central de protection contre les rayonnements ionisants ; le service central de sûreté des installations nucléaires ; le caractère naturel de la radio-activité ; les normes très sévères définies pour les rejets radio-actifs ; le rapport Rasmussen ; des risques nucléaires dix mille fois plus faibles que ceux acceptés dans la vie moderne ; les procédures multiples utilisées en matière de sécurité ; (p. 2653) : l'élargissement et la rénovation du conseil supérieur de la sécurité nucléaire ; l'institution d'un comité interministériel pour la sécurité nucléaire ; la codification des obligations du constructeur ; l'association des organismes régionaux et locaux ; l'amélioration de la procédure de déclaration d'utilité publique ; la propreté de l'énergie nucléaire ; la faiblesse des rejets des effluents radio-actifs ; les études menées pour l'utilisation de la chaleur résiduelle ; l'étude des conséquences des fours de refroidissement ; le problème du retraitement des déchets ; l'usine de La Hague; le refus de croissance que représente le refus du nucléaire ; (p. 2654) : les appréhensions instinctives à l'égard du nucléaire ; la volonté de développer un très large effort d'information ; les centres d'information spécialisés offerts par EDF et le Commissariat à l'énergie atomique ; la large consultation régionale sur le choix des sites d'implantation des centrales nucléaires ; le rythme de construction des centrales ; la part donnée à l'énergie nucléaire pour 1985 ; la politique du Gouvernement : une politique de responsabilités et de sagesse ; (p. 2663) : sur l'intervention de M. Baillot : le caractère exact des calculs sur lesquels se base la décision du Gouvernement ; (p. 2696) : ses réponses aux orateurs ; la limitation des décisions aux années 1976-1977 ; les études faites en matière de filières ; la nécessité d'informer l'opinion publique ; l'absence de la tutelle américaine sur le CII ; (p. 2697) : les études relatives à la mise en place de la deuxième usine d'enrichissement d'uranium ; notre avance dans le domaine des énergies nouvelles ; les efforts en matière de sécurité ; les recherches en mer d'Iroise ; les travaux en cours en ce qui concerne la récupération de la chaleur ; (p. 2698) : le problème d'une agence dépendant des pouvoirs publics ; le problème des fours de refroidissement dans le bassin de la Loire ; les problèmes du fossé rhénan ; le traitement de l'eau chaude perdue ; le développement de notre technologie ; la sévérité de la réglementation en matière d'utilisation du plutonium ; les ressources charbonnières ; le stock important dont nous disposons en matière d'uranium enrichi ; (p. 2699) : la nécessité pour la France de développer son programme nucléaire.

— **Projet de loi relatif aux substances minérales marines** (n° **1969**). **Discussion générale** [22 mai 1975] (p. 3009) : la consommation des sables et des graviers de France ; l'épuisement des gîtes et la recherche sur les fonds marins ; la distinction entre substances de mines et substances de carrières ; la loi du 30 décembre 1968 relative au régime minier du plateau continental ; l'extension de la mer territoriale, résultat de la loi du 24 décembre 1971 ; instituer sur les fonds de la mer territoriale le même régime que sur le plateau continental. **Discussion des articles. Article 2** (p. 3009) : demande de retrait de l'amendement n° 3 de M. Fouchier. **Après l'Article 8** (p. 3010) : demande le retrait de l'amendement n° 5 de M. Fouchier ; veiller à la cohérence du dispositif législatif.

— **Projet de loi relatif à la nationalisation de la production et de la distribution de l'électricité dans les DOM** (n° **1639**). **Discussion générale** [23 mai 1975] (p. 3195) : un projet qui fait suite aux déclarations du Président de la République ; sa volonté d'intégrer les DOM dans le système métropolitain ; l'obstacle constitué par le coût de l'énergie électrique dans les DOM ; les résultats dus à l'action des sociétés d'économie mixte ; la prise en charge des DOM par Electricité de France ; (p. 3196) : le transfert à EDF des biens des entreprises assurant la production d'électricité ; la charge que représente l'indemnisation des ayants droit ; l'intégration du personnel dans les cadres d'EDF ; l'égalisation complète des tarifs dans un délai maximum de sept ans ; un acte de solidarité nationale. **Ses réponses aux orateurs** (p. 3202) : la concertation qui sera appliquée pour l'élaboration des décrets d'ap-

plication ; le cas de la régie de Strasbourg ; (p. 3203) : son intention de demander un examen séparé des projets d'investissement d'EDF en métropole et dans les DOM ; le développement de la formation et de l'appel aux jeunes d'outre-mer par EDF ; l'effort accompli par le Gouvernement en ce qui concerne les sources d'énergie nouvelle ; l'examen de la situation du personnel employé à la distribution de l'eau. **Discussion des articles. Après l'Article 4** (p. 3204) : s'oppose à l'amendement n° 5 de M. C. Weber ; ses observations sur le délai nécessaire pour réaliser l'alignement des tarifs sur la métropole ; (p. 3205) : son sous-amendement à l'amendement n° 3 de M. Drapier : porter le délai prévu de cinq à sept ans ; s'engage à une première baisse immédiate des tarifs et à un alignement total des tarifs industriels dans un délai maximum de quatre ans, adopté.

— **Projet de loi de finances pour 1976** (n° **1880**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [6 novembre 1975] (p. 7995) : le maintien de l'activité économique, premier souci du Gouvernement ; le caractère prioritaire des hydrocarbures et de l'énergie nucléaire ; la politique pétrolière de la France ; l'agence pour les économies d'énergie ; les économies faites en matière de fuel domestique ; l'effort de diversification des sources d'énergie ; (p. 7996) : la réforme de la fiscalité pétrolière ; les conclusions de la commission Lauré ; le recours à l'énergie nucléaire ; les implantations des centrales ; la création d'un comité interministériel de la sécurité nucléaire ; la place importante que conservera le charbon ; le développement de l'énergie hydraulique ; les actions menées dans le domaine des énergies nouvelles ; l'approvisionnement en matières premières ; (p. 7997) : les problèmes industriels ; les mesures prises pour faire face à la conjoncture ; l'aide aux secteurs plus particulièrement touchés ; la politique industrielle de la France ; la nécessité d'une industrie puissante, majeure et compétitive ; (p. 7998) : le programme d'action spécifique en faveur des petites et moyennes entreprises ; la constitution d'une entreprise française de taille mondiale dans le domaine de l'électro-nucléaire ; la nouvelle société Framatome ; le regroupement des forces françaises dans le domaine de l'informatique ; le caractère essentiellement français de la future société CII-Honeywell-Bull ; (p. 7999) : la recherche, priorité pour le Gouvernement ; la place de la France dans le domaine de l'effort public de recherche ; la politique du Gouvernement par rapport aux chercheurs ; le privilège donné à la recherche fondamentale ; (p. 8000) : la création par le CEA d'une filiale industrielle de production de matières nucléaires ; l'organisation d'un débat sur le CEA et l'informatique ; la réorganisation de la DGRST ; (p. 8002) : en réponse à M. Labarrère, nie que le Gouvernement cède le CEA et l'informatique française à l'industrie américaine ; (p. 8027) : l'utilisation par le Gouvernement de toutes les procédures permettant l'information du Parlement ; les propos de M. Chevènement relatifs à l'annonce par le Gouvernement des accords avec Honeywell ; les mesures prises par le Gouvernement en matière de récupération de la chaleur ; les opérations en cours en matière de géothermie ; le problème du Super-Phénix ; le renforcement de la sécurité en matière nucléaire ; le problème des huiles usagées ; (p. 8028) : la réforme du CEA ; les problèmes de l'industrie du livre et des arts graphiques ; les difficultés de l'industrie textile ; la préparation d'un plan d'aide spécifique pour les petites et moyennes entreprises ; le stock de matières premières ; les mines de potasse d'Alsace ; (p. 8029) : la constitution de la nouvelle société d'informatique ; sa réponse à la question de M. Chevènement sur ce sujet ; les problèmes de la recherche ; l'augmentation des crédits ; (p. 8030) : rappelle que le budget français est celui qui augmente le plus en Europe ; les accords du CNRS avec Rhône-Poulenc ; la politique énergétique, industrielle et de recherche présenté au Parlement. Examen des crédits. **Etat B - Titre III** (p. 8031) : s'oppose à l'amendement n° 150 de M. Aumont. **Etat B - Titre IV** (p. 8032) : sur l'amendement n° 105 de M. Julien Schvartz, signale que l'agence des économies d'énergie a déjà entrepris des études en matière de récupération de la chaleur des centrales thermiques. **Etat C - Titre VI** (p. 8032) : sur l'amendement n° 171 de M. Billoux, affirme que le BRGM fera un gros effort de prospection des minerais ; la poursuite de la recherche par les Charbonnages de France en matière de charbon.

1976

— **Industries de l'informatique et du nucléaire. Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [8 avril 1976] (p. 1526) : indique que le Gouvernement a la volonté de donner au Parlement toutes les informations dont celui-ci a besoin et qui sont de son ressort ; souligne que s'agissant des comptes d'une société privée comme la CII, il n'appartient pas au Gouvernement de les divulguer ; met en évidence la volonté du Gouvernement de développer les capacités technologiques de la France ; l'importance croissante dans la société moderne prise par l'informatique ; la répartition entre six grandes

compagnies du parc informatique mondial ; (p. 1527) : le processus de développement de l'informatique française à partir de la CII ; le potentiel représenté par Honeywell-Bull ; l'industrie française de la mini-informatique ; les différentes solutions parmi lesquelles le Gouvernement devrait faire son choix ; la possibilité de laisser aller la nationalisation ; le repli sur certains créneaux ; l'échec représenté par la constitution de l'association « Unidata » ; (p. 1528) : la complémentarité des entreprises Honeywell-Bull et CII ; le regroupement autour de la CII - Honeywell-Bull et de La Télémécanique de la mini-informatique française ; la création d'un holding à deux filiales ; les aides apportées par l'Etat ; (p. 1529) : les objectifs et les différents volets du plan gouvernemental de la péri-informatique ; (p. 1530) : indique à M. Poperen que le débat aura un caractère nécessairement restreint ; en réponse aux orateurs, indique les raisons qui ont conduit le Gouvernement à réorganiser l'informatique ; met en évidence que la société Honeywell-Bull était le meilleur partenaire possible pour la CII ; (p. 1531) : la répartition des fabrications entre Honeywell-Bull et la CII ; l'autonomie de décision de la compagnie Honeywell-Bull - CII ; les pouvoirs des conseils d'administration et des comités de produits ; examine les conséquences pour la CII - Honeywell-Bull d'un abandon par Honeywell de l'informatique ; (p. 1532) : indique qu'une procédure de tribunal arbitral a été prévue dans le cas où naîtraient des dissentiments profonds entre les deux sociétés ; en réponse à M. Poperen, souligne que les accords conclus par les sociétés n'engagent qu'elles seules, que les pertes de la CII avaient été prévues, que seule la part de capital propriété de l'IDI se trouvera rachetée ; (p. 1533) : les engagements financiers de l'Etat et leur coût réel ; les prolongements européens de la restructuration de l'industrie informatique française ; le règlement de l'affaire d'Unidata ; la garantie de paiement apportée à la Compagnie des machines Bull par le collectif budgétaire ; (p. 1534) : l'engagement d'Honeywell de n'acheter aucune fraction de la Compagnie des machines Bull ; indique les différents cas d'indemnisation possible ; indique que dans le plan d'action péri-informatique a été prévue une augmentation de l'effort en faveur du logiciel et des sociétés de services ; considère qu'il est nécessaire de conformer et de développer les deux pôles régionaux de l'informatique française autour de Toulouse et de Grenoble ; (p. 1535) : indique que la dissolution d'Unidata n'a entraîné aucune indemnisation ; souligne la nécessité de posséder une dimension et des marchés suffisants et de combler le fossé qui existe entre la constitution d'un acquis technologique et l'acquisition d'une dimension industrielle et commerciale ; énumère les différents critères qui président à la contribution de l'Etat ; en réponse à M. Dubedout, indique que la décision de construction de Super-Phénix n'est pas encore prise.

— **Projet de loi de finances rectificative pour 1976** (n° **2147**). **Discussion des articles** [5 mai 1976] : **Article 3** (p. 2646) : juge nécessaire de faire le point sur la restructuration de l'informatique française ; rappelle ce que représente le parc informatique ; insiste sur le formidable développement technologique et sur les investissements nécessités par la recherche en informatique ; justifie ainsi le passage sous contrôle étranger de la Compagnie Bull ; (p. 2647) : considère que se replier sur certains créneaux comportait des menaces pour l'indépendance nationale ; pense que la nationalisation de la CII n'aurait pas assuré le développement de l'informatique française ; l'addition des déficits qu'aurait entraînée une solution européenne ; les décisions du Gouvernement tendant à édifier une industrie compétitive placée sous contrôle français et représentant 10 % du marché mondial ; la volonté d'indépendance nationale et d'accès au marché international qui résulte de l'association de la CII et d'Honeywell-Bull ; (p. 2648) : le chiffre d'affaires qui sera celui de cette nouvelle société ; le caractère dégressif des subventions pour les activités de recherche ; assure M. Papon que le comité technique à dominante américaine est uniquement consultatif ; précise que la Compagnie des machines Bull sera constituée en holding ; (p. 2649) : précise que les négociations ne pouvaient être étalées au grand jour, mais que le Parlement a été tenu informé ; précise les raisons pour lesquelles la filiale italienne de la CII a été cédée à Honeywell ; considère qu'il est préférable que la location des ordinateurs soit assurée par la caisse nationale des marchés de l'Etat qui aura acquis les matériels ; précise que la responsabilité de l'Etat est limitée au secteur public ; indique que la subvention sera modulée en fonction des ventes ; (p. 2650) : considère que l'extension due à la nouvelle société va permettre de préserver les activités des usines d'Angers, Toulouse et Grenoble ; demande à l'Assemblée de croire à la volonté du Gouvernement de favoriser le développement technologique du pays et de créer une industrie compétitive sur le plan mondial ; (p. 2658) : se félicite du dialogue établi entre le Gouvernement et l'Assemblée ; précise que la société CII - Honeywell-Bull International sera surtout une société commerciale ; précise qu'une majorité qualifiée sera effectivement requise pour certaines décisions au sein de la Compagnie CII - Honeywell-Bull ; (p. 2659) : en réponse à M. Dalbéra, affirme que la société sera française ; sa réponse sur l'avenir de la mini-informati-

que ; juge que la nationalisation de la CII constituerait un repli qui nous priverait de tous marchés extérieurs ; juge que l'on est mal venu de parler d'indépendance nationale lorsque l'on ne vote pas les crédits de la défense ; (p. 2660) : considère que l'inégalité technologique évoquée par M. J.-P. Cot n'existe pas ; demande que soit repoussé l'amendement n° 17 ; modification de l'ordre du jour ; [5 mai 1976] (p. 2663) : discussion des projets de loi relatifs aux substances minérales et au code minier.

— **Industrie nucléaire. Réunion élargie de la commission de la production et des échanges** [3 juin 1976] (p. 3735) : rappelle le déroulement de l'histoire de la production de centrales nucléaires en France ; indique les raisons qui ont poussé le Gouvernement à abandonner en 1969 la filière uranium naturel graphite-gaz ; (p. 3736) : les avantages des centrales à eau lourde ; les atouts dont dispose la France dans le domaine électronucléaire ; la qualité des équipes de recherche et d'exploitation françaises ; la valorisation du potentiel français dans le domaine des réacteurs à eau légère et la préparation de l'avenir par le développement de la filière des surrégénérateurs ; l'existence dans le domaine des réacteurs à eau légère de deux constructeurs, Framatome et la Sogerca ; l'existence d'une filière à eau pressurisée et d'une filière à eau bouillante ; l'expérience du Commissariat à l'énergie atomique sur les réacteurs à eau pressurisée ; (p. 3737) : le rachat par le CEA de 30 % des actions de Framatome détenues par Westinghouse ; l'existence d'une structure industrielle permettant la fabrication de réacteurs à eau pressurisée dans laquelle les intérêts nationaux représentent 85 % ; le choix de l'exploitation sous licence américaine ; l'avance technologique de la France dans le domaine des surrégénérateurs ; le souhait du Gouvernement d'établir très rapidement une coopération internationale et si possible européenne ; la coopération avec la République fédérale d'Allemagne ; la création de Novatome ; le lancement du programme Super-Phénix; les principes qui président au développement du programme électro-nucléaire français ; (p. 3738) : les modalités des accords intervenus entre Creusot-Loire et Westinghouse, d'une part, et le CEA et Westinghouse d'autre part ; la renégociation de l'accord passé entre le CEA et la General Atomic, filiale de la Gulf et de Shell ; l'intérêt de la filière et du système General Atomic ; (p. 3739) : la recherche par le Gouvernement de la concertation, de l'information, de l'étude pour tout ce qui concerne le développement du programme électro-nucléaire français ; (p. 3740) : le dépôt prochain des conclusions de la commission Leroy sur la récupération de la chaleur ; l'inopportunité du choix entre centrales calogènes et centrales électro-calogènes ; (p. 3740) : l'absence de contradiction entre la recherche de clients potentiels et la poursuite d'une enquête économique sur l'utilisation de la chaleur ; la révision des prix des centrales nucléaires par suite de la diminution des commandes ; la manière dont un journaliste s'est procuré une note concernant le non-respect par Westinghouse de l'accord de recherche passé avec le CEA et Framatome ; la procédure selon laquelle se définit le programme commun de recherche relatif à l'amélioration des techniques de fiabilité et de sécurité des réacteurs à eau pressurisée ; (p. 3741) : l'examen par EDF des demandes d'indemnisation présentées par Alsthom à la suite de l'arrêt d'un contrat ; l'engagement par EDF de travaux permettant de juger l'utilité d'un projet de centrale ; (p. 3742) : lors de l'établissement d'une centrale électro-calogène, la recherche dans un premier temps des clients potentiels et le lancement d'une étude économique ; les négociations en cours avec le Luxembourg sur la compatibilité des centrales construites de chacun des côtés de la frontière ; la minorité de blocage détenue par Creusot-Loire dans Novatome ; rappelle la doctrine de la France en matière de prolifération nucléaire et d'enrichissement de l'uranium ; le lancement d'une seconde opération baptisée Coredif à la suite de l'opération Eurodif ; l'élargissement de la coopération entre le CEA et les Américains à d'autres partenaires, notamment européens.

— **Projet de loi relatif à la proposition, à la recherche et à l'exploitation des substances minérales non visées à l'article 2 du code minier et contenues dans les fonds marins du domaine public métropolitain** (n° **1169**). **Deuxième lecture. Discussion des articles** [29 juin 1976]. **Article 5** (p. 4900) : demande à M. Fouchier de retirer son amendement n° 1, la question devant être réglée par voie réglementaire.

— **Projet de loi de finances pour 1977** (n° **2524**). *Deuxième partie :*

Industrie et recherche [16 novembre 1976] (p. 8101) : un vaste effort de redressement dont l'enjeu est considérable ; la balance des paiements ; (p. 8102) : le caractère prioritaire de la recherche ; la réduction des importations énergétiques ; la recherche d'économies d'énergie ; raccorder les centrales thermiques et nucléaires nouvelles sur des réseaux de chauffage urbain ; le recours aux sources nationales d'énergie ; les énergies nouvelles ; le chauffage géothermique ; l'énergie solaire ; la politique charbonnière ; la substitution de l'énergie nucléaire à l'énergie importée ; les premières commandes du réacteur de 1.200 méga-

watts Super-Phénix ; l'importation d'énergies plus diversifiées et moins coûteuses ; le charbon importé ; le gaz ; le cuivre découvert par le BRGM ; (p. 8103) : le gisement de Poumtiebaghi ; l'industrie ; la lutte contre l'inflation ; l'incitation à l'investissement ; les contrats de production et d'exportation ; la concurrence sauvage sur les marchés mondiaux ; la situation préoccupante du textile, des engrais et de la sidérurgie ; la nécessité d'une action sur les structures industrielles ; l'informatique ; les composants électroniques ; l'industrie électronucléaire ; le CEA ; EDF ; Framatome ; Westinghouse ; l'intervention de l'Etat ; la recherche industrielle ; les centres techniques ; une procédure nouvelle pour le lancement de produits nouveaux ; les PME ; (p. 8104) : la recherche ; la création d'emplois nouveaux ; les besoins de la France ; la recherche fondamentale ; les recherches à finalité économique et sociale ; les réacteurs à neutrons rapides ; l'INSERM ; le cadre de travail ; la priorité donnée à la lutte contre la pollution, à l'urbanisme et aux transports urbains ; l'emploi scientifique ; les incitations à la mobilité ; les allocations de recherche ; la recherche industrielle en France ; (p. 8105) ; la concurrence internationale ; la notion d'industrie de pointe ; une industrie compétitive, ouverte sur l'extérieur mais qui n'en soit pas tributaire ; (p. 8107) : n'accepte pas d'être mis en cause par M. Labarrère à propos de l'affaire Dassault, précise à M. Labarrère que l'industrie aéronautique est sous la tutelle du ministère de la défense et du ministère de l'équipement ; [17 novembre 1976] (p. 8141) : l'investissement ; l'accélération des investissements des entreprises publiques ; le plan de lutte contre l'inflation ; l'emploi ; le développement de la concurrence ; la compétitivité des entreprises françaises sur le plan international ; l'équipement pour la production d'énergie hydro-électrique ; (p. 8142) : la commission Pintat ; l'équipement des sites les plus rentables ; l'aménagement des chutes de Chotagne et d'Embrun ; les énergies nouvelles ; l'information dans le domaine nucléaire ; l'effort de recherche ; l'inclusion dans l'enveloppe « recherche » de crédits industriels ; CII-Honeywell-Bull ; l'individualisation de l'Institut de recherche fondamentale à l'intérieur du CEA ; l'usine de la CII à Toulouse ; le groupe Thomson ; l'utilisation de la chaleur ; la commission Leroy ; (p. 8143) : la Lorraine ; le bassin de la Houve ; les ventes de la CII-Honeywell-Bull ; l'internationalisation de la recherche ; la recherche fondamentale ; l'industrie textile ; la mesure du contexte international ; la modernisation et la restructuration de l'industrie textile ; la concertation entre clients et industriels ; l'avenir du charbon en France ; l'impératif de compétitivité et de sécurité ; le coût d'extraction du charbon français ; les achats de charbon d'EDF ; (p. 8144) : la situation de « sous-traitance » de la France dans le domaine nucléaire et informatique ; les commandes publiques aux PMI ; l'attribution de crédits de formation aux fonctionnaires ; la taxe professionnelle ; la progression de l'enveloppe recherche ; le papier ; La Hague ; (p. 8145) : la sidérurgie française ; l'augmentation des capacités sidérurgiques ; les importations d'acier ; l'importation de tôle forte ; la politique industrielle française ; le renouvellement des équipes de chercheurs ; l'action des pouvoirs publics en faveur de Lip ; le plan horloger. **Examen des crédits** [17 novembre 1976]. **Etat C - Titre V** (p. 8146) : ne pas mêler les problèmes de l'industrie à ceux des priorités scientifiques ; le plan de la machine-outil n'est pas un plan de « sauvetage » ; les objectifs du Plan : triplement de l'aide au développement, développement de notre parc et de notre production, un effort des pouvoirs publics pour la passation de contrats ou d'accords et pour la recherche des pôles de restructuration ; l'effort demandé aux industriels ; le ralentissement des investissements ; les machines-outils en provenance des pays de l'Est. **Etat C - Titre VI** (p. 8147) : indique qu'il ne pouvait s'étendre en particulier sur les problèmes de l'industrie papetière dans le cadre du budget, mais qu'il adressera une réponse écrite aux orateurs qui ont posé ce problème.

— **Projet de loi, adopté par le Sénat, complétant et modifiant le code minier (n° 1638). Discussion générale** [23 novembre 1976] (p. 8601) : mettre en place des moyens pour une meilleure gestion des ressources du sous-sol ; empêcher leur stérilisation ; l'inscription des exploitations dans le milieu environnant ; la dépendance de la France ; la politique en matière d'approvisionnement en matières premières ; le charbon ; les carrières ; l'ouverture de carrières ; les établissements classés ; l'harmonisation des dispositions de la loi du 16 juillet 1976 relative aux installations classées avec celles du code minier ; le régime métropolitain des carrières étendu aux DOM ; la taxe parafiscale perçue sur l'extraction des granulats ; la géothermie ; (p. 8602) : un véritable programme d'équipement décennal.

En qualité de ministre de la culture et de l'environnement :

1977

— **Projet de loi sur le contrôle des produits chimiques (n° 2620). Discussion générale** [26 mai 1977] (p. 3081) : le contrôle des produits chimiques commercialisés en France ;

le nombre considérable de substances chimiques à usage commercial ; prévenir les dangers de la pollution ; les réglementations existant déjà en France ; les problèmes nouveaux engendrés par la commercialisation de substances chimiques ; l'obligation des producteurs et des importateurs d'adresser une déclaration à l'administration préalablement à toute commercialisation ; les caractéristiques du dossier devant accompagner la déclaration ; l'obligation pour l'industriel d'effectuer des études complètes ; le pouvoir de contrôle de l'administration ; les différents types de mesures pouvant être prises par l'administration ; (p. 3082) : l'application de la procédure ; la prise en compte des intérêts essentiels de l'environnement. **Motion de renvoi en commission** (p. 3085) : la suppression d'une lacune de notre législation ; la France, un des pays à la tête de la lutte pour la protection de l'environnement ; la protection de la santé ; l'élargissement des possibilités d'information du public ; l'évaluation de la capacité de production d'un pays au nom des organismes existants ; l'opportunité de légiférer alors que des directives européennes ne sont pas encore arrêtées ; l'exclusion de certains produits du champ d'application de la loi, notamment des substances radio-actives ; la réglementation des substances radio-actives ; l'intérêt du texte ; les textes d'application de la loi sur les produits cosmétiques ; les centrales nucléaires ; la circulaire adressée aux préfets leur enjoignant d'appliquer les dispositions relatives aux études d'impact sur l'environnement pour toutes les centrales nucléaires ; (p. 3086) : la conception de l'opposition relative à la démocratie. **Discussion des articles. Article 3** (p. 3087) : l'instauration d'un contrôle le plus en amont possible ; l'existence d'autres réglementations ; les solutions apportées aux Etats-Unis ; l'appréciation de la motion de « fabrication » ; les risques de distorsion commerciale ; son sous-amendement à l'amendement n° 3 de M. Weisenhorn : ajouter après le mot « fabrication » les mots « à des fins commerciales » ; les relations entre le parti socialiste et les producteurs de produits chimiques ; sous-amendement adopté ; (p. 3088) : l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 4 de M. Weisenhorn ; le caractère réglementaire de l'amendement n° 41 ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 41 de M. Gouhier ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 5 de M. Weisenhorn ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 6 de M. Weisenhorn ; (p. 3089) : l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 43 corrigé de M. Gouhier ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 7 de M. Weisenhorn ; le caractère trop restrictif et réglementaire de l'amendement n° 49 de M. Maurice Legendre ; (p. 3090) : la prise en compte par le Gouvernement des préoccupations exprimées par l'amendement n° 49 de M. Maurice Legendre ; son amendement n° 59 : modification rédactionnelle ; adopté ; l'existence de risques acceptables ; la prise en compte de l'application de la loi des éléments énumérés dans l'amendement n° 9 de M. Weisenhorn ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 9 repris par M. Alain Vivien ; (p. 3091) : la prise en considération dans les décrets d'application des préoccupations exprimées dans l'amendement n° 9 repris par M. Alain Vivien. **Article premier** (*suite*) : le caractère limitatif de l'amendement n° 46 de M. Maurice Legendre. **Article 2** (*suite*) : son amendement n° 57 : modification rédactionnelle ; adopté ; lier la discussion de l'amendement n° 57 avec celle des amendements n° 1 et n° 58 ; (p. 3092) : l'inutilité des dispositions figurant dans l'amendement n° 39 de M. Gouhier ; son amendement n° 58 : inclusion dans le champ d'application de la loi des produits radioactifs ; l'avis du Conseil d'Etat sur la superposition des textes qui affaiblirait la portée de la réglementation existante ; propose une nouvelle rédaction du paragraphe 2 de l'article 2 ; (p. 3093) : les conséquences de l'adoption de l'amendement n° 1 de M. Weisenhorn ; la simplification apportée par l'amendement n° 1 de la commission ; la rédaction de l'amendement n° 58 ; amendement n° 58 adopté ; l'avis défavorable du Gouvernement sur l'amendement n° 40 de M. Gouhier ; demande à M. Boudet de bien vouloir retirer l'amendement n° 31 de M. Daillet ; (p. 3094) : demande à M. Boudet de bien vouloir retirer l'amendement n° 32 de M. Daillet ; l'avis défavorable du Gouvernement n° 48 de M. Maurice Legendre ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 2 de M. Weisenhorn et du sous-amendement n° 65 de M. Maurice Legendre. **Article 4** (p. 3095) : le caractère indispensable du délai suspensif d'un mois ; demande à M. Boudet de bien vouloir retirer l'amendement n° 34 de M. Daillet ; son amendement n° 60 : objet du délai suspensif d'un mois ; réservé ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 11 de M. Weisenhorn ; la nécessité d'expliciter l'objet du délai d'un mois ; amendement n° 60 adopté. **Article 5** (p. 3096) : l'augmentation de la bureaucratie dans les entreprises qui résulterait de l'adoption de l'amendement n° 44 de M. Gouhier ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 44 de M. Gouhier ; l'accord du Gouververnement sur l'amendement n° 12 de M. Weisenhorn ; l'avis favorable du Gouvernement sur l'amendement n° 13 de M. Weisenhorn ; la suffisance des moyens d'action

de l'administration ; l'acceptation par le Gouvernement de l'amendement n° 51 de M. Maurice Legendre ; (p. 3097) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 14 de M. Weisenhorn ; le danger à mentionner sur l'étiquette d'un produit quelle est son antidote ; indique qu'il se mettra en rapport avec Mme le ministre de la santé pour vérifier l'état d'équipement des centres hospitaliers en matière de soins d'intoxication aiguë ; (p. 3098) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 16 de M. Weisenhorn ; son amendement n° 61 : application des dispositions des paragraphes 1 à 4 de l'article à toute substance ou préparation non inscrite sur la liste des produits dangereux pour l'environnement ; adopté. **Article 6** : la nécessité d'une discussion commune de l'amendement n° 52 corrigé de M. Maurice Legendre et n° 62 du Gouvernement ; la publicité de certains renseignements d'ordre toxicologique qui ne doivent pas demeurer secrets ; (p. 3099) : demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 52 corrigé de M. Maurice Legendre ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 18 de M. Weisenhorn ; demande à l'Assemblée de repousser l'amendement n° 45 de M. Gouhier ; les conséquences sur l'interprétation de la publication en l'état des dossiers ; la publication des renseignements d'ordre toxicologique ; (p. 3100) : la supériorité du texte de l'amendement du Gouvernement sur celui de la commission, son amendement n° 62 : application du secret aux préparations et publicité des renseignements d'ordre toxicologique ; adopté. **Article 7** : la confusion entraînée par l'introduction des préparations dans le champ d'application de l'article 7 ; l'objet de l'amendement n° 63 du Gouvernement ; (p. 3101) : la non-soumission des préparations à l'obligation de déclaration ; demande à l'Assemblée de bien vouloir repousser l'amendement n° 20 de M. Weisenhorn ; son amendement n° 63 : prise en compte de l'incorporation des substances chimiques dans certaines préparations ; adopté ; l'acceptation par le Gouvernemnt de l'amendement n° 53 de M. Maurice Legendre ; (p. 3102) : l'absence de simplicité de l'amendement n° 36 de M. Daillet. **Article 8** : la possibilité pour l'administration de faire exécuter les vérifications estimées nécessaires ; la sanction de l'insuffisance du dossier ; demande à M. Maurice Legendre de retirer son amendement n° 54 ; l'impossibilité pour le Gouvernement de procéder lui-même aux essais ; le choix des laboratoires par le Gouvernement ; l'opposition du Gouvernement à l'amendement n° 54 de M. Maurice Legendre. **Après l'Article 8** (p. 3103) : l'inutilité de la précision apportée par l'amendement n° 55 de M. Maurice Legendre ; le caractère réglementaire de l'amendement n° 56 de M. Maurice Legendre ; la création d'une commission d'experts ; la possibilité pour certains experts d'être proposés par les associations ; la coordination entre les textes réglementaires et législatifs. **Article 9** (p. 3104) : l'absence de responsabilité pénale pour une personne morale ; l'absence de confusion figurant dans la rédaction proposée par le Gouvernement dans la détermination des responsabilités ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 37 de M. Daillet ; s'en remet à la sagesse de l'Assemblée sur l'amendement n° 23 de M. Weisenhorn ; (p. 3105) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 27 de M. Weisenhorn. **Article 11** : son amendement n° 64 : modification rédactionnelle ; adopté ; l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 29 de M. Weisenhorn. **Après l'Article 13** (p. 3106) : l'accord du Gouvernement sur l'amendement n° 30 de M. Weisenhorn. **Explications de vote** : se réjouit de l'unanimité qui s'est dégagée pour assurer la protection de l'homme et de l'environnement.

— **Déclaration du Gouvernement sur les problèmes de la mer** (n° **2960**) [7 juin 1977] (p. 3422) : la pollution ; les accidents successifs de navires pétroliers ; le dépôt devant le Parlement du rapport relatif aux mesures mises en œuvre en cas de pollution marine accidentelle ; l'importance relative des diverses sources de pollution ; l'action de lutte contre la pollution sur le plan international ; la convention pour la prévention de la pollution d'origine terrestre ; la signature par la Communauté européenne de cette convention ; la convention de Londres sur la pollution chronique en mer ; le développement des installations de déballastage ; la convention d'Oslo sur la pollution par immersion ; la convention de Bruxelles sur les pollutions, accidentelles ; les problèmes de l'indemnisation ; les dispositions législatives ; la convention internationale de Bruxelles ; (p. 3423) : le plan bleu ; la surveillance des Nations unies sur le droit de la mer ; la surveillance des déversements en haute mer ; l'action menée au niveau national ; la mise en place d'un réseau d'observation de la pollution marine d'origine tellurique ; les attributions d'aide au FIANE ; la pollution liée à l'exploitation du plateau continental ; les dispositions législatives ; la COTEM ; la pollution marine accidentelle ; l'amélioration du dispositif de contrôle ; l'OMCI ; l'amélioration de la rapidité et de l'efficacité des interventions des pouvoirs publics ; le plan Polmar ; son déclenchement par le préfet maritime ; (p. 3424) : la création d'un fonds d'intervention mobilisable immédiatement ; le rattachement de sa gestion au ministère de l'environnement ; la coordination des efforts de recherche et de développement dans le domaine de

la lutte contre les pollutions marines accidentelles ; la contribution du FIANE à des actions de formation de personnel ; l'éventualité de la création d'un organisme national spécialisé dans la lutte contre la pollution marine accidentelle ; (p. 3444) : la pollution de la baie de Seine, ses interventions sur ce problème ; le lancement d'un plan d'assainissement de la baie de Seine ; le plan d'utilisation des phosphogypses ; le plan de relance de la pêche ; (p. 3445) : l'action de M. Mexandeau ; la création par arrêté ministériel d'une commission chargée d'examiner les problèmes de la baie de Seine ; la création des commissions d'enquête par la majorité parlementaire ; [8 juin 1977] (p. 3508) : le rapport du GI CAMA ; (p. 3509) : le niveau de pollution de la mer par le déversement des collectivités locales et des industries ; la diminution de la pollution tellurique ; les moyens de lutte contre les accidents des pétroliers ; l'efficacité des moyens français ; la « marinisation » des techniques nouvelles ; la détection des infractions commises en mer ; le développement de campagnes de détection systématique ; la pollution des plages ; la surveillance systématique des eaux des plages ; la publication par les préfets de l'état des lieux de baignade ; les conclusions du rapport de la commission d'enquête sur la pollution du littoral méditerranéen ; la mise à l'étude de la pollution induite par les baigneurs ; (p. 3510) : l'excellence de la coopération entre les différents ministères et services ; le rôle de coordination du ministre de l'environnement ; le développement des équipements d'épuration et d'assainissement ; l'effort de surveillance et d'information ; l'effort de recherche.

— **Projet de loi de finances pour 1978 (n° 3120)**. *Deuxième partie :*

Culture et environnement. — I. Culture [20 octobre 1977] (p. 6401) : le travail des rapporteurs ; l'appétit de culture dont fait preuve le pays ; l'augmentation de la fréquentation des centres culturels ; l'action en profondeur des pouvoirs publics depuis vingt ans ; la création des conditions nécessaires au développement culturel ; la création de l'instrument politique et de l'outil administratif d'une politique culturelle ; la création du ministère de la culture ; la création de celui de l'environnement ; le développement d'une politique culturelle dans la liberté ; l'aspiration du public à vivre la culture ; l'augmentation des crédits affectés à la culture ; les sources de financement de l'action culturelle autres que celles de l'Etat ; le refus du saupoudrage ; la priorité donnée à la protection du patrimoine ; (p. 6402) : la consolidation des actions engagées en faveur de la création et de la diffusion ; le maintien des moyens des grandes institutions culturelles nationales ; les moyens de la Comédie-Française, de l'Opéra, du centre Georges-Pompidou ; le sens de la réforme de l'Opéra ; la mission du centre Georges-Pompidou ; la diffusion des œuvres culturelles ; l'augmentation des crédits affectés à la musique et au théâtre ; l'élévation du nombre des compagnies dramatiques aidées ; les maisons de la culture et les centres d'animation culturelle ; le nombre des orchestres régionaux ; la décentralisation culturelle ; la priorité donnée à la diffusion pour des actions d'initiation et de sensibilisation ; le dépôt par le Gouvernement d'un amendement tendant à majorer les crédits destinés à la décentralisation dramatique ; l'effort en faveur des compagnies dramatiques ; la mise en œuvre des chartes culturelles ; (p. 6403) : la consolidation en matière de diffusion des livres ; la lecture publique ; l'augmentation des crédits de fonctionnement et des crédits d'équipement des bibliothèques ; les actions engagées en matière de création ; les actions conduites en matière de formation ; la réforme de l'enseignement de l'architecture ; l'enseignement de la musique ; la formation dispensée par l'institut des hautes études cinématographiques ; la garantie des débouchés des œuvres artistiques ; l'encouragement par les bourses ; l'intervention de l'Etat dans le domaine du cinéma ; l'originalité du système d'avance sur recettes ; la créativité des artistes ; la protection du patrimoine ; ses raisons ; sa traduction budgétaire; (p. 6404): la création de cent vingt emplois de surveillants ; la soumission prochaine au Parlement d'un projet de loi de programme ; l'augmentation des dotations d'équipement en faveur des monuments historiques ; l'intervention des conservations régionales et des agences des bâtiments de France ; les crédits affectés au recensement des patrimoines locaux ; l'adoption par le conseil des ministres d'un projet de loi adaptant la législation des archives aux caractéristiques du temps ; la constitution d'une commission administrative sur l'intégration des monuments historiques à la vie quotidienne des villes et des villages ; la qualité architecturale des constructions nouvelles ; la mise en place des conseils d'architecture, d'urbanisme et d'environnement ; (p. 6408) : la déformation réalisée par M. Ralite quant à sa citation relative à « l'obligation du cinéma de maîtriser ses coûts » ; la fidélité des autres citations citées par l'orateur ; les conséquences de la citation de phrases en dehors de leur contexte ; (p. 6419) : l'établissement des bases d'une progression équilibrée du budget ; le dépôt d'une loi de programme fixant la progression régulière des dotations des musées et des monuments historiques ; (p. 6420) : l'association du département de la culture et de l'environnement ; le problème des subventions affectées aux bâtiments an-

ciens abritant des musées ; le retard apporté dans l'apparition des décrets relatifs au nouveau statut de l'Opéra en raison de la concertation menée ; la diffusion du rapport Bloch-Lainé ; l'effort du Gouvernement pour développer les moyens des centres dramatiques ; le travail des rapporteurs ; le niveau des autorisations de programme pour les musées classés et contrôlés en 1974 ; l'aide à la création musicale ; (p. 6421) : la garantie apportée par l'Etat au pool de production cinématographique ; le rapport de l'inspection des finances sur la dispersion du secteur de la distribution du cinéma ; l'effort gouvernemental en faveur du cinéma ; l'augmentation des crédits affectés à la cinémathèque ; la position du PCF sur la défense atomique française ; le projet de budget présenté par M. Marchais ; les conditions de l'action gouvernementale ; (p. 6422) : les conditions du dépôt de l'amendement du Gouvernement relatif à l'augmentation des crédits du ministère ; la réalisation de grands projets ; les créations futures de centres dramatiques, de maisons de la culture et de centres d'action culturelle ; le développement des musées des arts et des traditions populaires ; la diffusion du livre à l'étranger ; la création d'un fonds culturel ; l'effort consenti par le Gouvernement en faveur des bibliothèques ; l'inégalité entre grands et petits musées ; la situation des architectes en chef des bâtiments civils ; le transfert de l'atelier de restauration du Louvre, à Versailles ; la date d'intervention de la réalisation du conservatoire national de musique de Lyon ; la non-utilisation par la municipalité du Havre d'une dotation de crédits affectés aux travaux relatifs à la maison de la culture ; (p. 6423) : la reconduction des crédits affectés à la construction de la maison de la culture du Havre ; l'importance de la fréquentation des grandes institutions culturelles ; la retransmission à la télévision des spectacles de l'Opéra et de la Comédie-Française ; la création d'une grande salle de musique dans la ville de Paris ; le développement du théâtre en faveur des enfants ; l'action à mener en faveur du théâtre privé ; la nécessité d'évaluer les résultats de la commission d'avances sur recettes ; les rapports entre télévision et cinéma ; l'attribution de la carte de producteur aux sociétés TF 1 et Antenne 2 ; la réduction du taux de TVA frappant l'industrie cinématographique ; indique qu'une étude est en cours en matière de restructuration des théâtres lyriques de province ; le développement des activités de création ; (p. 6424) : l'intervention de la signature de la charte culturelle de Bretagne. **Examen des crédits. Après l'Article 73** (p. 6425) : l'accord du Gouvernement sur l'étude d'une réforme du régime d'imposition à la TVA de l'industrie cinématographique ; la constitutionnalité de l'amendement n° 117 de M. Robert-André Vivien.

Culture et environnement. — II. Environnement [20 octobre 1977] (p. 6429) : le caractère prioritaire de l'environnement dans les actions du Gouvernement ; réglementation et incitation ; l'application de mesures législatives nombreuses et variées ; l'évolution des moyens administratifs d'application des textes ; la mise en place des agences nationales pour la récupération et l'élimination des déchets de l'agence nationale de l'air ; la progression des moyens d'intervention et d'incitation ; l'évolution des autorisations de programmes ; les autres ressources affectées en matière de défense de l'environnement ; le rang de la France parmi l'Europe en matière de défense de l'environnement ; (p. 6430) : la diminution progressive des pollutions ; la lutte contre les pollutions et les nuisances ; les contrats de branche ; les subventionnements des programmes des collectivités contre la pollution des eaux continentales et marines ; les barrages de Villerest et Naussac ; les crédits d'espaces verts ; les contributions de l'Etat au fonctionnement des parcs naturels régionaux ; le succès des parcs nationaux ; le programme des cent réserves naturelles ; l'application de la loi sur la nature ; l'évolution des dotations du FIANE ; la participation des associations à la vie publique ; (p. 6440) : l'inscription dans les différents services ministériels des ressources affectées à la défense de l'environnement ; la mission du ministère de l'environnement ; l'action de l'Etat en matière de parcs régionaux ; l'aide au fonctionnement des parcs ; (p. 6441) : l'équipement des parcs ; les subventions du FIANE ; le fonds d'intervention des pollutions marines ; l'évolution du budget ; la situation des personnels et des moyens ; les conséquences d'une éventuelle création d'un ministère dépollueur et protecteur ; les conséquences des études d'impact ; leur rôle ; les pouvoirs du ministère en matière d'étude d'impact ; la procédure du classement ou de l'inscription des sites ; les moyens du ministère ; les enquêtes publiques ; le classement des forêts ; le contrôle parlementaire sur le FIANE ; (p. 6442) : la construction des barrages de Naussac et de Villerest ; la mise en place de l'agence sur les déchets ; la procédure de création des parcs nationaux ; les réserves naturelles ; l'arrêt de la construction des tours ; la réalisation d'espaces verts à La Villette ; l'assainissement de la Seine ; la pollution atmosphérique ; l'installation de l'agence de l'air ; la parution prochaine de décrets destinés à réduire les normes de bruit applicables aux véhicules à quatre roues ; les moyens d'action du ministère en matière de remembrement ; la MERU ; les études d'impact ; la re-

conquête de l'eau ; le traité relatif à l'assainissement du Rhin ; l'action du Gouvernement en matière de lutte contre la pollution de la baie de Seine ; l'absence de proposition de l'opposition ; le déblocage de crédits pour des usines de traitement le long de la côte normande ; le lancement d'un troisième programme de l'agence de bassin ; la mise en place d'un programme de réduction des pollutions avec les raffineries de pétrole et les papeteries ; (p. 6443) : les objectifs de réduction des pollutions d'origine industrielle ; maintenir la situation de concurrence des entreprises françaises ; l'engagement d'un programme d'étude en matière de pollution causée par les phosphogypses ; la création d'un secrétariat permanent pour les problèmes de pollution en baie de Seine ; la composition de la commission d'étude des problèmes de pollution de la baie de Seine ; les dépenses des industriels dans la lutte contre la pollution ; la conversion des communistes à la promotion de l'environnement ; l'avenir des chantiers de jeunes.

Examen des crédits [20 octobre 1977]. **Etat B - Titre IV** (p. 6444) : l'établissement du principe de la création d'une ligne budgétaire relative aux crédits affectés aux parcs naturels régionaux ; l'augmentation des crédits de paiement du FIANE. **Etat C - Titre V** : le rôle de la France dans l'élaboration du plan bleu ; les décisions prises lors de la conférence de Split ; le développement des études sur l'assainissement de la Méditerranée.